This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

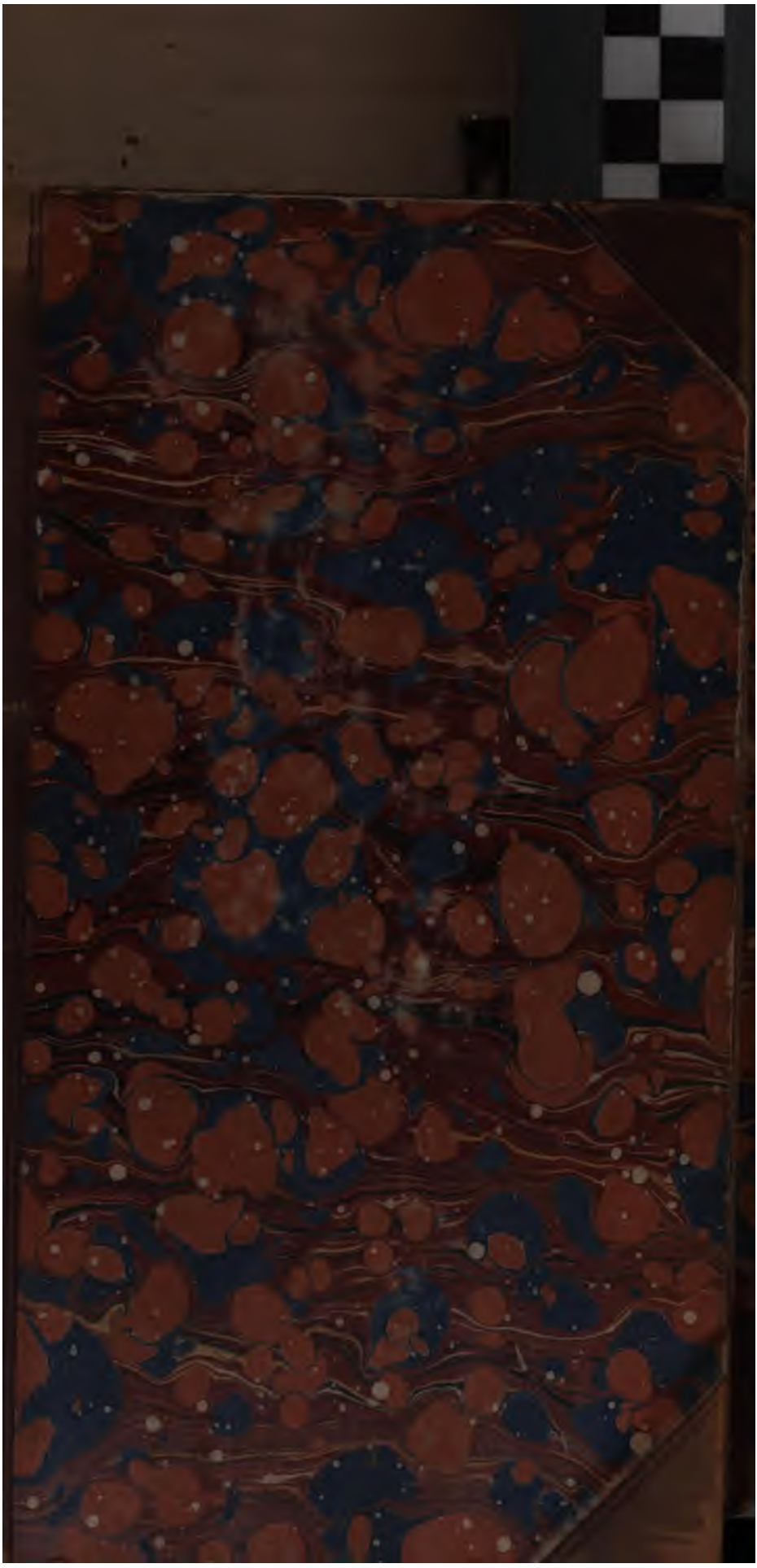
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG
PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
BY
Mr. Philo Parsons
OF DETROIT
1871

10021

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleurs collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

TOME VI. PREMIÈRE PARTIE.
1822 — 1823 incl.

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1828.

1.

Déclaration concernant les mesures prises par le grand duché de Bade et le grand duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, signée à Carlsruhe le 4 Janvier 1822.

1822

(*Regierungs-Blatt des Grofsherzogthums Baden* Nro. IV. 22. Januar 1822.).

Nachdem die Grofsherzoglich Badische Regierung und die des Grofsherzogthums Hessen sich von der Nothwendigkeit, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, überzeugt haben: so sind dieselben über nachfolgende Punkte mit einander übereingekommen, nämlich:

1. Es verpflichtet sich sowohl die grofsherzoglich Badische, als die Grofsherzoglich Hessische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verüben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Die Forstbeamten des einen Staats haben den amtlichen Protocollen der Forstbeamten, so wie anderer etwa zuständiger Polizei- und Gerichtsbeamten, Glauben beizumessen, mithin die mit genügender Bestimmtheit angezeigten Frevler für schuldig zu erkennen, wenn sie keinen andern vollständigen Gegenbeweis führen.

Die Förster (Waldwärter u. s. w.) haben das Recht

1822 den Frevler auf Betreten auf dem Gebiete, wo er gefrevelt hat, zu arretiren und ihn an die Local-Polizei-Behörde seines Wohnorts abzugeben oder abgeben zu lassen.

4. Von den beiderseitigen Behörden soll, zur Entdeckung der Frevler, alle mögliche Hülfe geleistet werden; namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster (Waldwärter u. s. w.) in das fremde Gebiet verfolgt, und Haussuchungen auf der Stelle ohne vorherige Anfrage bei den Landesbehörden, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Orts-Polizeibeamten (Bürgermeisters, Schultheifsen u. s. w.) vorgenommen werden. Dieser hat die hierbei aufgefundenen, angeblich gefrevelten Gegenstände in sichere Verwahrung bringen zu lassen, übrigens für die Haussuchung keine Belohnung zu empfangen.

5. Bei diesen Haussuchungen mufs der Orts-Polizei-Beamte sogleich ein Protocoll aufnehmen, und eine Ausfertigung desselben dem requirirenden Angeber einhändigen; eine zweite Ausfertigung aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath, Regierungsbeamten u. s. w.) übersenden, bei Vermeidung einer Polizei-Strafe von einem bis fünf Gulden für jeden Ortsvorstand oder Polizei-Beamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster oder in dessen Abwesenheit sonst jemand vom Forstpersonale des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden der beiden Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel so schleunig vorzunehmen, als es nur immer möglich ist; auch besonders bei ausgezeichneten und bedeutenden Freveln nicht bis zu den in mehreren Theilen des Grofsherzogthums Hessen, gewöhnlich vierteljährig zu haltenden Forstgerichten auszusetzen, sondern in jedem einzelnen Falle sogleich eintreten zu lassen.

7. Die Vollziehung der Forsterkenntnisse nebst der Beitreibung der dem Eigenthümer zuerkannten Entschädigungsgelder soll mit der erforderlichen Beschleunigung

bewirkt und deshalb zu gegründeten Beschwerden niemahls Anlafs gegeben werden. Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheile desjenigen Staats vollzogen, dessen Behörde die Strafe erkannt hat. Der dem Waldeigenthümer zuerkannte Schadensersatz, so wie die Denunzianten-Gebühr, wo diese gesetzlich besteht, werden vorzugsweise vor der Strafe beigetrieben. 1822

8. Gegenwärtige im Namen Sr. königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Baden und Sr. königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll vom ersten März dieses Jahres an Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Carlsruhe, den 4. Januar 1822.

Grofsherzoglich badisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Frhr. v. Berstett.
Vdt. Römer.

2.

Déclaration concernant les mesures prises par le grand duché de Hesse et le duché de Nassau pour réprimer les délits forestiers et autres semblables, publiée à Darmstadt le 8 Janvier et à Wiesbaden le 21 Janvier 1822.

(*Grofsherz. Hessisches Regier. Blatt* No. VII. S. 44. *Sammlung der landesherrlichen Edicte und Verordnungen des Herzogthums Nassau* Bd. 3. S. 41.)

Nachdem die Grofsherzoglich Hessische Regierung mit der Herzoglich Nassauischen Regierung übereingekom-

1822 men ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen, so wie zur Verhütung der Jagd-Fischerei- und Feldfrevel gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Grofsherzoglich Hessische, als die Herzoglich Nassauische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verüben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Die zur Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel zuständigen Behörden des einen Staats haben den amtlichen Protocollen der Forstbeamten, so wie anderer etwa zuständigen Polizei- oder Gerichtsbeamten des anderen Staats, vollen Glauben beizumessen, mithin die mit genügender Bestimmtheit angezeigten Frevler für schuldig zu erkennen, wenn sie keinen vollständigen Gegenbeweis führen.

3. Die Förster (Waldhüter) haben das Recht, den Frevler auf Betreten, wenn sie ihn nicht mit Bestimmtheit erkennen, auf dem Gebiet, wo er gefrevelt hat, zu arretiren und ihn an die Local-Polizei-Behörde seines Wohnorts abzugeben oder abgeben zu lassen.

4. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster (Waldwärter u. s. w.) in das fremde Gebiet verfolgt und Haussuchungen auf der Stelle, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden (Aemtern u. s. w.), jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung der zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Orts-Polizei-Beamten (Bürgermeisters, Ortsschultheifsen) vorgenommen werden. Dieser hat die hierbei aufgefundenen, angeblich gefrevelten Gegenstände, in sichere Verwahrung bringen zu lassen, übrigens für die Haussuchung keine Belohnung zu empfangen.

5. Bei diesen Haussuchungen mufs der Orts-Polizei-Beamte sogleich ein Protocoll aufnehmen, und eine

Ausfertigung desselben dem requirirenden Angeber einhändigen, eine zweite Ausfertigung aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath, Beamten u. s. w.) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von Einem bis fünf Gulden für denjenigen Ortsvorstand oder Orts-Polizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster (oder, in dessen Abwesenheit, der Waldwärter) des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde. 1822

6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Grofsherzoglich-Hessischen und Herzoglich-Nassauischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur immer möglich ist.

7. Die Vollziehung der Straferkenntnisse, nebst der Beitreibung der dem Waldeigenthümer zuerkannten Entschädigungsgelder, soll mit der erforderlichen Beschleunigung bewirkt und deshalb zu gegründeten Beschwerden niemals Anlafs gegeben werden. Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheile desjenigen Staats vollzogen, dessen Behörde die Strafe erkannt hat. Der dem Waldeigenthümer zuerkannte Schadensersatz, so wie die Denuncianten-Gebühr, wo diese letztere gesetzlich besteht, werden vorzugsweise vor der Strafe beigetrieben.

8. Was in den vorhergehenden Artikeln in Ansehung der Forstfrevel bestimmt ist, gilt auch in Ansehung der Jagd- Fischerei- und Feldfrevel, so weit diese Bestimmungen hierauf anwendbar sind.

9. Gegenwärtige im Namen Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen und Sr. Durchlaucht des Herrn Herzogs von Nassau zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Darmstadt den 8. Januar 1822.

3.

1822 *Capitulation entre le gouverneur de Guayaquil et le commandant de l'escadre espagnole, signée à Guayaquil, le* 15 *Février* 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1822. 13 Juillet. No. 194.)

Art. I. Le commandant de l'escadre espagnole livrera au gouvernement suprême de Guayaquil les fregates la *Prueba* et la *Venganza* et la corvette *Alexandre*, dans l'état où elles sont à présent.

Art. II. En retour le gouvernement de Pérou se charge d'acquitter toute la solde et l'arriéré dus aux officiers et à l'équipage des trois bâtimens, depuis le mois d'octobre 1820, époque oú ils ont quitté Callao pour la dernière fois, conformément aux états que présenteront les payeurs des vaisseaux respectivement, en ce qui concerne les fregates; et quant à la corvette Alexandre, de l'époque à laquelle elle a quitté Panama avec l'expédition du général Cruz Murgeon, sur le pied suivant: 12000 dollars en argent comptant, et le reste 30 jours après l'arrivée de la Prueba à Callao, où elle devra aller avec ses officiers actuels, accompagnés d'un officier de l'armée Péruvienne, et à son arrivée, ladite fregatte sera laissée à la disposition du dit gouvernement.

Art. III. La corvette Alexandre ira de méme à Callao, commandée par ses officiers, avec des copies certifiées du présent traité, et à son arrivée sera mise à la disposition du dit gouvernement.

Art. IV. La fregate la Venganza entrera dans ce port et sera mise à la disposition de l'agent pour les affaires du Pérou.

Art. V. Le dit état du Pérou s'engage à reconnoitre une dette en faveur de l'Espagne, montant à 100,000 dollars, et à la payer au moment oû cette dernière reconnoîtra l'indépendance de l'Amérique, sans quoi le présent articlene sera pas obligatoire.

Art. VI. Les officiers qui voudront rester volontai- 1822
rement seront promus par ledit état à un grade au dessus de celui qu'ils ont actuellement, et ils seront duement traités.

Art. VII. Une amnistie entière sera proclamée en ce qui regarde les services précédens, et il sera permis aux hommes de rester et demeurer ici, s'ils le désirent.

Art. VIII. Les dépenses desdits vaisseaux seront supportées par le gouvernement du Pérou du moment où le présent traité sera échangé.

Art. IX. Les officiers et l'équipage desdits vaisseaux, s'ils le désirent, seront transportés en Espagne sur des vaisseaux neutres, aux frais de l'état du Pérou, et ceux qui voudront aller par Panama recevront une somme suffisante à cet effet.

Art. X. Les propriétés de toute espèce embarquées sur lesdits vaisseaux leur seront remises et seront débarquées avec exemption de droits etc.

Guayaquil, le 15 Février 1822.

Olmedo.

4.

Convention entre la Prusse et la Russie, relativement aux prétentions des sujets du royaume de Pologne du chef d'anciennes créances Silésiennes, signée à Berlin le 20 Février 1822.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preussischen Staaten* 1822. Nr. 9. p. 125.)

Au nom de la Très Sainte et indivisible Trinité!

La Majesté le Roi de Prusse, Grand Duc de Posen, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, considérant, que les prétentions qui se fondent sur

1822 des obligations contractées par l'ancienne Bankalitäts-Cameral-Casse à Breslau ou par l'ancien Steuer-Amt de Silésie ou bien qui en général dérivent de prêts assignés sur les domaines ou sur les fonds et revenus de Silésie, ont fait l'objet de traités conclus entre la Prusse et l'Autriche: que la ci-devant Bankalitäts-Cameral-Casse à Breslau n'a rien de commun ni avec la banque de Berlin, ni avec le comptoir de banque à Breslau, lequel ne forme qu'un établissement sécondaire de cette dernière; que par la convention de Berlin du $\frac{22}{10}$ Mai 1819 les capitaux, que la banque et la caisse générale des invalides à Berlin possèdent en Pologne, ont été déclarés propriété particulière et ne sauroient par conséquent être attaqués à titre d'aucune créance ou prétention à la charge du gouvernement prussien; désirant d'ailleurs écarter les doutes, qui ont été élevés sur l'application des stipulations contenues dans les articles 13 et 14 de la susdite convention du $\frac{22}{10}$ Mai 1819 et prévenir par rapport à ces stipulations, des interprétations, que, si elles étoient jugées nécessaires, il n'appartiendroit qu'aux gouvernemens seuls de faire, ont nommé à cet effet Leurs Plenipotentiaires; savoir:

S. M. le Roi de Prusse, le sieur Chrétien Gonthier, Comte de Bernstorff, son Ministre d'état, du cabinet et des affaires étrangères, chevalier des ordres de l'aigle noiro et de l'aigle rouge de la première classe de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première classe de Russie; grand' croix de l'ordre royal de St. Etienne de Hongrie; chevalier de l'ordre de l'éléphant et grand' croix de celui de Danebrog de Danemarc; grand cordon de la légion d'honneur de France; grand' croix de l'ordre royal de St. Ferdinand et du mérite de Sicile; grand' croix de l'ordre du lion d'or de la Hesse électorale et de celui du mérite de la Hesse Grand-ducale; chevalier des ordres de la fidélité et du lion de Zähringen de Baden;

et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur David, Comte d'Alopeus, son conseiller privé, chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Berlin; chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première classe; grand' croix de la seconde classe de celui de St. Wla-

dimir; chevalier de l'aigle blanche de Pologne et grand 1822
cordon de la légion d'honneur; lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les réclamations fondées sur des prétentions provenant d'obligations contractées par l'ancienne Bankalitäts-Cameral-Casse à Breslau ou par l'ancien Steuer-Amt de Silésie, ou dérivant de prêts assignés sur les domaines ou sur les fonds et revenues de la Silésie et qui seroient élevées, soit contre la banque et la caisse des invalides à Berlin, soit contre toute autre institution ou caisse publique prussienne qui possèderoit des capitaux ou des biens en Pologne, ne peuvent être soumises à la connoissance et à la décision des tribunaux de ce royaume. Ces tribunaux ne pourront par conséquent non plus faire arrêt de ce chef sur les propriétés, que les susdits établissemens possèdent ou acquerroient en Pologne, et un pareil arrêt, fut-il déjà fait, sera incessamment levé.

Art. II. Les sujets polonois qui posséderoient des titres propres à fonder des prétentions de la nature de celles, dont il est question dans l'acte précédent, les rémettront à leur gouvernement, qui les adressera ou ministre de S. M. Impériale et royale près S. M. le Roi de Prusse, afin que le ministre les présente directement au cabinet de Berlin.

Art. III. Le gouvernement prussien fera droit à ces réclamations, dès qu'elles auront été reconnues légitimes et fondées, et en tant qu'elles portent sur des obligations, qui retomberont à sa charge en vertu des arrangemens qu'il va prendre avec le gouvernement autrichien pour l'exécution définitive du traité de Berlin de 1742. Les sujets polonois qui possèdent des créances de ce genre, soit en première, soit en seconde main, ou moyennant des ventes ultérieures, seront traités sous ce rapport, tout comme les sujets prussiens, dont les prétentions appartiennent à la même classe.

Art. IV. Les dispositions contenues dans les articles II. et III. de la présente convention entreront en vigueur dès que le partage à faire entre la Prusse et l'Autriche des dettet de la Silésie, sera effectué.

1822 Art. V. Il est entendu, que les stipulations arrêtées par les articles II, III et IV. de cette convention ne sont applicables qu'aux prétentions d'origine polonoise, savoir à celles, qui ont primitivement appartenu à un habitant du territoire, qui compose le royaume actuel de Pologne. Toutes les prétentions de même nature, dont l'origine polonoise n'aura pas été suffisamment prouvée, rentreront pour le gouvernement prussien dans la classe des prétentions possédées par des étrangers, et bien qu'elles puissent appartenir aujourd'hui à des sujets polonois et que naturellement elles restent astreintes à l'effet des dispositions de l'art. I. de la présente convention, elles ne pourront pas jouir de la faveur stipulée par les art. II, III et IV.

Art. VI. Les dispositions de la présente convention sont applicables aux réclamations actuellement pendantes aux tribunaux civils.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi nous plenipotentiaires respectifs l'avons signé et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Berlin le $\frac{\text{vingt}}{\text{huit}}$ Février l'an de grace mil huit cent vingt-deux.

Comte de Bernstorff. (L. S.)

Comte d'Alopeus. (L. S.

Cette convention a été ratifiée et les ratifications en ont été échangées le 14 Avril 1822.

5.

Déclaration concernant les mesures prises per la Prusse et le grand duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée le 11 *Mars* 1822. 1822

(*Grofsherzogl. Hessisches Regier. Blatt* Nr. XVIII. Seite 208. vom 11 März 1822.)

Nachdem die Grofsherzoglich Hessische Regierung mit der Königlich Preufsischen Regierun g übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen folgendes:

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Grofsherzoglich Hessische, als die Königlich Preufsische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. II. Die Forstgerichte des einen Staats, haben dem officiellen Angaben der Forstbeamten, so wie anderer etwa zuständiger Polizei- oder Gerichts-Beamten des andern Staates vollen Glauben beizumessen, mithin die mit genügender Bestimmtheit angezeigten Frevler für schuldig zu erkennen, wenn sie keinen vollständigen Gegenbeweis führen.

Art. III. Von den beiderseitigen Behörden soll, zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster (Waldwärter u. s. w.) bis in das fremde Gebiet verfolgt und Haussuchungen ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden (Aemtern u. s. w.), auf der Stelle, jedoch nur

1822 in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Ortsschultheifsen vorgenommen werden. — Der requirirte Orts-Polizeibeamte hat für die Haussuchung keine Belohnung zu empfangen und mufs die bei derselben aufgefundenen, angeblich gefrevelten Gegenstände in sichere Verwahrung bringen lassen.

Art. IV. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protokoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Regierung, Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von einem bis fünf Thalern für denjenigen Ortsvorstand oder Orts-Polizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster (oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter) des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. V. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Grofsherzoglich Hessischen und Königlich Preufsischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevler so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur immer möglich ist, auch insbesondere bei ausgezeichneten oder bedeutenden Freveln die Untersuchung nicht bis zu den in mehreren Theilen des Grofsherzogthums Hessen gewöhnlichen, vierteljährig zu haltenden Forstgerichten auszusetzen, sondern in jedem einzelnen Fall sogleich eintreten zu lassen.

Art. VI. Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheil desjenigen Staats vollzogen, dessen Behörde die Strafe erkannt hat. Der, dem Waldeigenthümer zuerkannte Schadensersatz, so wie die Denunciantengebühr, wo diese letztere gesetzlich besteht, werden vorzugsweise vor der Strafe beigetrieben.

Art. VII. Gegenwärtige, im Namen Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen und Sr. Majestät des Königs von Preussen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Aus-

wechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden. 1822

So geschehen Darmstadt den 11ten März 1822.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der ausvärtigen Angelegenheiten.

Freiherr EU THIL.

vdt. *Graf* v. GÖRLITZ.

6.

Déclaration concernant les mesures prises par la Bavière et le grand duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée le 6 *Avril* 1822.

(*Grofsherz. Hessisches Regier. Blatt* Nr. XXIV. Seite 362. vom 6ten April 1822.)

Nachdem die Grofsherzoglich Hessische Regierung mit der Königlich Baierischen Regierung übereingekommen ist, wirksame Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, so erklären beide Regierungen Folgendes:

ART. I. Es verpflichtet sich sowohl die Grofsherzoglich Hessische, als die Königlich Baierische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des anderen Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

ART. II. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forsteigenthums möglichst mitzuwirken, sollen die wech-

1822 selseitigen gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten befugt sein, in den Fällen der Waldfrevel Haussuchungen im Gebiete des andern Staats, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält, oder der gefrevelte Gegenstand befinden dürfte, zu veranlassen. Dieselben haben sich zu diesem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde zu wenden und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart aufzufordern.

Art. III. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protokoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Beamten einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten oder Regierung) übersenden, bei Vermeidung einer polizeilichen Geldstrafe.

Art. IV. In Fällen, wo der Forst- und Polizeibeamte den betretenen Frevler nicht erkennt, ist er berechtigt, entweder denselben, in so ferne es ohne gewaltthätige und blutige Auftritte geschehen kann, zu arretiren und an die nächst gelegene Ortsbehörde zur Constatirung seiner Person abzuführen oder zu diesem Ende dessen Spur, so weit er kann, zu verfolgen. Mifslingt ihm das eine oder das andre, so mufs die Individualität allenfalls durch Zeugen hergestellt werden.

Art. V. Für die Constatirung eines Forstfrevels welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern begangen worden, soll den Protokollen und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glauben von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze de Protokollen der inländischen Beamten beilegen.

Art. VI. Die Einziehung des Betrags der Strafe un der etwa Statt gehabten Gerichtskosten soll demjenige Staat verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevl wohnt und in welchem das Erkenntnifs Statt gefund hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und Pfandgebühren an die betreffende Casse desjenigen St abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt w den ist.

Art. VII. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Grofsherzoglich Hessischen und Königlich Baierischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevler in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird. 1822

Art. VIII. Gegenwärtige, im Namen Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen und Sr. Majestät des Königs von Baiern zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Darmstadt am 6ten April 1822.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

von Zangen.

7.

Ordre de cabinet de S. M. le Roi de Prusse concernant la reciprocité à observer quant à la franchise du droit de détraction vis à vis les Etats Unis de l'Amérique septentrionale et tout autre état, du 11 Avril 1822.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1822. Nr. 14. p. 187.)

Auf Ihren gemeinschaftlichen Bericht vom 16ten v. M. bestimme ich hiermit: dafs, da das jus detractus (Ab-

1822 schofs- oder Abfarthsgeld) in keinem Theile der nordamerikanischen Freistaaten mehr besteht, die Reziprozität genau beobachtet und in sämmtlichen Preufsischen Staaten gegen die vereinigten Staaten von Nordamerika weder Abfarths- noch Abschofsgeld genommen werden soll.

Hiernach haben Sie jetzt bei dem zur Sprache gekommenen Falle, wo von Erfurt nach Neu-Orleans Vermögen ausgeführt werden soll, zu verfahren.

Bei dieser Veranlassung bestimme ich zugleich, dafs auch gegen andere Staaten, in denen das Jus detractus nicht mehr zur Anwendung kommt, forthin weder Abschofs- noch Abfarthsgeld genommen werden soll.

Berlin, den 11ten April 1822.

FRIEDRICH WILHELM.

An die Staats-Minister VON SCHUCKMANN und Graf VON BERNSTORFF

8.

Convention entre S. A. R. le Grand-Duc de Bade et S. M. le Roi de Würtemberg concernant l'exécution du traité du 2 Octobre 1811, du 22 Avril 1822.

(*Regierungs-Blatt des Grofsherzogthums Baden* Nro. XV. 23. August 1822.)

Ludwig, von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden Herzog zu Zähringen etc.

Beurkunden hierdurch, dafs Wir, zur Erledigun verschiedener auf die Vollziehung des Staatsvertra vom 2ten October 1810 Bezug habenden Gegenstän mit Seiner Majestät dem Könige von Würtemb

durch beider Seite ernannte Bevollmächtigte, über folgende Punkte übereingekommen sind: 1822

Art. I. I. Wegen des Schuldenpunctes.

a. Der Grofsherzoglich Badische Hof übernimmt für die vom Königlich Würtembergischen Hofe gemachten, aus dem Vertrage von 1810 herrührenden Anforderungen zur Staatsschulden-Theilnahme, die Summe von 220,000 Fl. und an jährlichen Reichscammer-Gerichtszielern 10 Fl. 10 Kr. Da aber inzwischen die Reichscammergerichtlichen Verhälltnisse auseinander gesetzt, und diese 10 Fl. 10 Kr. von Würtemberg hierbei vertreten worden sind, so wird der Grofsherzoglich Badische Hof den Königlich Würtembergischen Hof hierfür auf eine angemessene Weise bei der in Folge des gegenwärtigen Vertrags vorzunehmenden Abrechnung entschädigen.

b. Der Grofsherzoglich Badische Hof tritt in die Verbindlichkeit zur Uebernahme der verglichenen Summe von 220,000 Fl. mit dem 11ten November 1810 ein, und wird die Verzinsung dieser ganzen Summe mit fünf vom hundert von diesem Zeitpuncte an übernehmen, und dem Königlich Würtembergischen Hofe ersetzen.

c. Der Grofsherzoglich Badische Hof verzichtet auf seine Ansprüche auf die Activen, welche durch die früheren Auseinandersetzungen der kreisritterschaftlichen vorderösterreichischen und anderer Verhältnisse mit den Schulden, die einen Gegenstand der Ausgleichung machten, an die Krone Würtemberg übergegangen sind, und welche der Grofsherzoglich Badischen Angabe zur Folge nach dem Schatzungsfufse 29427 Fl. 17 Kr. betragen haben würden.

Art. II. Dagegen bringt der Grofsherzoglich Badische Hof

II. in Beziehung auf die vom Königlich Würtembergischen Hofe selbst übernommenen Verbindlichkeiten, und zwar

A. wegen der eigenthümlichen Besitzungen zu Sernatingen und Stahringen mit Homburg und des dafür evalvirten Capitals von 103065 Fl.

1. die Hälfte mit 51532 Fl. 30 Kr., als die verglichene Aversalsumme in Abrechnung;

1822 2. Berechnet derselbe von der ganzen Summe der 103065 Fl. die Zinsen zu fünf pr. Ct. vom 23ten Januar 1809 bis zum 11ten November 1810 und von diesem Tage an nur von der vorerwähnten Summe von 51532 Fl. 30 Kr.

3. Derselbe verzichtet dabei auf alle Forderungen, welche in Folge des Vertrags vom 31ten December 1808 wegen der nicht evalvirten Objecte in Sernatingen und Stahringen mit Homburg gemacht werden könnten.

B. Einen gleichen Abrechnungsposten macht das erwähnte Epavencapital von 120000 Fl. auf folgende Weise:

1. Dieses Capital vermindert sich durch Compensation eines von der ehemaligen Deutschordens-Commende Meinau herrührenden, Baden zur Bezahlung obliegenden Ersatzpostens von 38023 Fl. 15 Kr., so dafs dasselbe als eine nur noch in 81976 Fl. 44 Kr. bestehende Königlich Würtembergische Schuld zu betrachten ist.

2. Von letztgedachtem Capitalreste der 81976 Fl. 44 Kr. läfst der Grofsherzoglich Badische Hof wegen der von dem Kaiserlich Oesterreichischen Hofe in Folge seines Epavirungssystems incammerirten Gegenstände, welche mit den im Jahre 1810 von Würtemberg abgetretenen Orten an Baden gekommen sind, sich die Abfindungssumme von 19135 Fl. 30 Kr., in Abzug bringen. Jedoch wird dabei festgesetzt, dafs, wenn die in den Staatsverträgen vom 31ten December 1808 und vom 2ten October 1810 verabredeten Bestimmungen über ein oder anderes hieher gehörige Object ihre gänzliche Erledigung noch nicht erhalten haben sollten, dieses nachträglich geschehen wird, ohne dafs deswegen ein weiterer Abzug an dem Epavencapital, als der zu Folge gegenwärtiger Uebereinkunft eben festgesetzte in Anspruch genommen werden kann.

3. Der Rest des Capitals, welcher nach Abzug dieser beiden Posten noch in 62841 Fl. 14 Kr., besteht, wird an der Art. I. bestimmten Aversal-Schuldentheilnahms-Summe abgezogen, und dadurch die ganze Capital-Summe von 120,000 Fl. getilgt, welche der Königlich Würtembergische Hof durch den Staatsvertrag vom 31ten December 1808 zu zahlen übernommen hat.

4. Die hiebei zu beobachtende Zinsberechnung ist 1822
folgende: von dem Epavencapital, welches nach Abzug des Meinauischen Compensationspostens nur noch in den oben Lit. B. I. angeführten 81976 Fl. 44 Kr. besteht, werden in Folge des Staatsvertrages vom 31ten December 1808, Abschnitt II. Art. 10. Lit. D., die Zinsen zu 5 pr. Ct., vom 1sten Januar 1808 bis zum 11ten November 1810, von diesem Zeitpunkte an aber nur von der unter Nummer 3 angeführten Summe von 62841 Fl. 14 Kr. berechnet.

5. Dem Grofsherzoglich Badischen Hofe bleibt dabei vorbehalten, die auf Abrechnung Königlich Würtembergischer Seite überwiesenen Zahlungen, so wie sonstige zur Aufrechnung geeignete liquide Activposten mit Zinsberechnung zu 5 pr. Ct. von den einen wie den andern, vom Tage der für Würtemberg eingetretenen Zahlungsverbindlichkeit an, in Abzug zu bringen. Das Nämliche findet für den Königlich Würtembergischen Hof bei von seiner Seite zur Aufrechnung geeigneten liquiden Activposten Statt.

Art. III. Da in Beziehung auf die an Baden aufser den Localdienern noch übergehenden Pensionisten und Quiescenten der Grofsherzogliche Hof gröfstentheils auf Königlich Würtembergisches Ansinnen nach und nach solche Individuen auf künftige Ausgleichung wirklich übernommen hat, welche nach dem darüber entworfenen hier angeschlossenen Verzeichnifs jährlich die Summe von 8399 Fl. 53 Kr. in Folge der Königlich Würtembergischen Pensionsangaben zu beziehen haben, so ist auch dieser Gegenstand, in Verbindung mit den vorhergegangenen, auf folgende Weise erledigt worden:

1. Die von dem Grofsherzoglich Badischen Hofe provisorisch geschehene Uebernahme wird nunmehr beider Seite als definitiv anerkannt. Jedoch wird hievon der von Baden auf Abrechnung mit einem Gehalte von 1506 Fl. übernommene Ober-Zollverwalter Weizel in der Art ausgenommen, dafs derselbe zwar bei Baden bleibt, aber bei der in Folge des gegenwärtigen Vertrages vorzunehmenden Abrechnung in Compensation zu bringen ist.

2. Durch diese definitive Uebernahme wird Baden von jeder weitern Uebernahme, sowohl anderer Personen, als einer gröfseren Zahl von Pensionisten und Quiescen-

1822 ten, oder auch einer gröfseren Gehalts-Summe für die schon übernommenen, befreit.

3. Sollten aber in dem anliegenden Verzeichnisse Pensionisten und Quiescenten nicht genannt sein, welche der Grofsherzoglich Badische Hof früher wirklich provisorisch übernommen hat, so bleiben dieselben bei Baden, und können aus dem Grunde nicht an Würtemberg zurückgewiesen werden, weil sie in jenen Verzeichnissen nicht erwähnt sind. Dagegen ist es für Baden ohne Nachtheil, wenn jenes Verzeichnifs ein oder anderes Individuum enthalten sollte, wenn es nicht wirklich übernommen worden wäre.

4. Von Seiten Badens kann an Würtemberg keine Ansprache gemacht werden, wenn von jenem einem Pensionisten oder Quiescenten mehr an Pensions- oder Quiescentengehalt bezahlt wird, als in den früheren Würtembergischen Verzeichnissen jener Individuen enthalten war.

5. Die Verbindlichkeit zur Zahlung der Grofsherzoglich Badischer Seits übernommenen Gehalte fängt den 11ten November 1810 an.

6. Wenn daher aus Königlich Würtembergischen Cassen einem von Baden übernommenen Pensionisten oder Quiescenten noch nach dem 11ten November 1810 Zahlungen geleistet sein sollten, so werden dieselben von dem Grofsherzoglich Badischen Hofe ersetzt, so wie dagegen der Königlich Würtembergische alle vor dem 11ten November 1810 fällig gewesenen und aus Grofsherzoglich Badischen Cassen etwa bezahlten Besoldungen und Pensionen vergüten wird.

7. Nach Auswechselung gegenwärtiger Declaration wird gegenseitige Abrechnung gepflogen, und sogleich nach deren Beendigung das hieraus sich ergebende Guthaben berichtigt.

Indem wir diese Bestimmungen nach ihrem ganzen Inhalte vollziehen zu lassen versichern, bekräftigen Wir dieses durch Unsere Unterschrift und beigedrucktes Siegel.

So geschehen Carlsruhe den 20ten April 1822.

Ludwig.

Vdt. Freiherr v. Berstett.

Auf Befehl Sr. Königlichen Hoheit.

Kölle.

9.

Déclaration de la régence provisoire de la Grèce aux puissances Chrétiennes, signée à Corinthe le 27 Avril 1822.

1822

(*Journal de Francfort* 1822. 12 Juillet. No. 193.)

La grande lutte dans laquelle est engagée la nation grecque a occupée l'Europe, comme elle occupera un jour les plumes des historiens. Dans le premier moment, toutes les ames droites et sensibles se sont rejouies en entendant retentir ces mots: la Grèce combat pour sa liberté. Devenue la victime de l'oppression la plus humiliante et la plus tyrannique, elle a excité la commiseration du monde civilisé; l'humanité a demandé à haute voix la délivrance de sa bienfaitrice, l'Europe le rétablissement de sa partie la plus intéressante et la plus précieuse. La justice éternelle a déchiré le voile devant le trône du Tout Puissant, et a accusé les profanateurs impies des mystères chretiens, les dépredateurs sanguinaires des fortunes légitimes, qui s'abreuvent des larmes de la veuve et de l'orphelin. Comment s'est-il pu faire que la politique, au lieu de bénir d'aussi justes efforts, ait si étrangement méconnu leur veritable nature? Comment est-il possible qu'une malveillance inouie cherche à calomnier et à denaturer les intentions d'une nation opprimée, et à envenimer une entreprise qui a à peine besoin d'excuse? L'insurrection grecque n'avoit-elle pas un motif cathégorique dans la tyrannie ottomane toujours en flagrand délit? Ne savoit-on pas que le désespoir et les armes deviendroient bientôt les moyens de parvenir à l'indépendance et à la liberté légitime? Quelles que pussent être l'occasion, le pretexte et les circonstances de l'explosion du mouvement insurrectionnel, il étoit néanmoins évident, qu'ils avoient leur source dans un mécontentement intérieur, général et nourri depuis longtems; mécontentement dont les terribles suites devoient tôt ou tard mettre la Grèce en feu. Du reste, le sou-

1822 levement de cette nation n'est ni une revolte ni une insurrection. Il n'es pas davantage une parodie sans but, ou une émanation materielle en morale de ces secousses politiques, dont le caractère équivoque a fait faire des reflexions sérieuses aux hommes sensés. Les vexations horribles que la Grèce avoit à souffrir, prouvoient assez que nous n'appartenions pas à une puissance protectrice et légale, et que la légitimité se deshonoreroit elle-même, si elle vouloit mettre sa cause en parallèle avec la conduite de ces barbares inexorables, que notre anéantissement politique n'avoit point adoucis, et qu'une ombre de liberté civile met en fureur. Aucun serment, aucun traité ne nous lioit à un pouvoir absolu fondé sur la force, qui semblable à la plus mortelle épidémie, infectoit l'atmosphère de notre patrie devastée. Ce n'étoit pas sans quelque vraisemblance, quoique foible et éloignée, d'un heureux succès, que le tems étoit arrivé, non de renverser une royauté nationale et révérée, non de sacrifier une situation supportable, bien que défectueuse, aux phantômes d'une perfection imaginaire, mais de briser la verge de fer de nos tyrans, de repousser la force par la force et de substituer un état légal, invariable à une existence précaire, sans lois et sans protection. Et quel desastre plus grand ou plus funestre pouvoit-on craindre que celui où ont été plongés Candie, l'Epire et la Morée? Une administration detestable, digne fille du gouvernement avide du troisième Mahomed, modèle de brigandage et de pillage, qui tous les jours étoit mise officiellement à l'enchère, arrachoit à un peuple opprimé les dernières gouttes de son sang. C'est envain que les plaintes des malheureux s'élevoient de toutes parts, elles retentissoient, sans pénétrer, jusqu'à la région, d'où emanoit l'autorité qui nous écrasoit. Déjà le désespoir, causé par le délai des secours, commençoit à présenter à la misère de plusieurs provinces, un changement de religion, comme le dernier moyen pour parvenir à la tranquillité, et à faire évanouir les droits sacrés que l'évangile s'étoit acquis sur la reconnoissance pieuse de la nation grecque. Mais l'Europe auroit-elle préféré voir sous ses yeux ce monstrueux parjure? auroit-elle quoique fière d'une alliance toute chretienne, voulu donner de nouveau son suffrage au triomphe du Coran sur la sainte écriture, de la barbarie sur la civilisation? Il a fallu prendre les armes pour périr du moins

avec honneur. Qu'on ne se fasse point ici illusion sur 1822
ce grand problême; en politique chaque illusion a aussi sa punition, qui est d'autant plus rigoureuse que les intérêts et les tems que l'on meconnoît, sont plus impertans. Ici, dans le cas actuel, tout nait et découle de la force des choses. Les hommes, les lieux, les paroles ne comptent pour rien. Le premier pas une fois fait, quoique d'une manière violente, il a fallu continuer sous peine d'être anéanti. La révolution, populaire dans ses motifs, devoit le devenir encore plus par les événemens, qui l'ont suivie. Le sort affreux de tout ce que la nation grecque possedoit d'hommes distingués et de familles célèbres, la déstruction des églises et des écoles, les effets d'une vengeance féroce, ont montré l'abîme où la nation devoit tomber, si elle avoit eu la lâcheté de se soumettre. Quelle garantie pouvoit-elle espérer pour sa sûreté des contempteurs de tous les grecs, des violateurs de toutes les lois? Animée par la situation qui la privoit de l'appui des lois et de toute protection, elle s'est trouvée par les orages du premier mouvement réduite à l'alternative où de périr où de s'affranchir. Foible et dépouillée de tout, elle auroit en effet déjà été perdue, si la divine providence n'avoit pas jusqu'à présent produit le miracle de ses progrès, et annoncé de nouveau à l'Europe attentive, qu'elle vient au secours des opprimés, et qu'elle montre sa puissance en soutenant les foibles.

Quoi! après un si petit nombre d'années écoulées depuis la délivrance de l'Europe, exaltée même par les puissans et les chefs des peuples comme une faveur divine, ne seroit-il déjà plus tems de rappeler en politique que la Poute Puissance veille sur les nations et les rois, qu'elle égalise les époques même par des revers et que du sang repandu avec un généreux sacrifice, par les générations présentes, elle fait naitre le bonheur des générations à venir? Depuis treize mois nos peuples ont fait plus qu'ils n'osoient espérer. Abandonnée du reste du monde, ayant derrière elle le souvenir d'un illustre passé, poussée enfin par sa propre misère, la Grèce continuera de parcourir une glorieuse et pénible carrière, et de donner aux peuples chrétiens, ainsi qu'aux ames sensibles qui dirigent sa destinée, le spectacle d'un peuple qui combat pour sa patrie, et qui est décidé à vaincre ou à

1822 mourir dans cette lutte. Tel est son sort et la destination que la Providence lui a assignée. Elle est forcée de la suivre avec persévérance, et de sacrifier dans cette lutte désespérée tout ce qui lui reste de plus cher, à la possibilité de sa délivrance. Si néanmoins le destin de notre nation, étoit de succomber à la supériorité du nombre ou aux immenses ressources de son ennemi mortel, le sang de cet ennemi coulera avec le sien dans ses défaites, et en finissant comme elle a commencé, elle laissera au monde par sa chûte la conviction qu'elle étoit digne d'un meilleur sort. La nation rassemblée par le moyen de ses réprésentans, s'étant donnée une constitution provisoire qui embrasse toute la Grèce dans toutes ses parties et ses intérêts, cette assemblée a cru qu'il étoit de son devoir et conforme aux intérêts de la nation à la tête de laquelle elle se trouve, d'exposer aux puissances chretiennes sa situation et sa résolution. Les succès qu'elle a eus depuis son établissement fortifient l'espérance que la Grèce parviendra à jouir paisiblement de son indépendance nationale, et des avantages de la civilisation européenne. Nous protestons d'avance contre toute violation des droits incontestables que nous avons achetés au prix de sacrifices immenses. L'humanité et la religion, les considérations de la politique et du commerce, montreront dans cette occasion aux puissances chretiennes, dans la sagesse de leurs delibérations, te legs conforme aux intérêts de leurs peuples et à leur gloire, qu'elles ont l'intention de laisser dans cette affaire à l'histoire et à la postérité.

Donné à Corinthe le 15 (27) Avril 1822.

Les membres de la régence provisoire de la Grèce.

Maurocordato, *président*. Athanase Canaceri, *vice-président*. Anagnosti Pappaganepulo. Jean Orlando. Jean Logothety.

Le secrétaire des affaires étrangères,

Negri.

10.

Convention entre la France et l'Espagne concernant la liquidation et le paiement des créances des sujets de S. M. Très-Chretienne à la charge de l'Espagne, signée à Paris le 30 Avril 1822. 1822

(*Le Moniteur universel* 1822. No. 215.)

Sa Majesté Très-Chrétienne et Sa Majesté Catholique étant également animées du désir de mettre un terme aux difficultés qui ont retardé jusqu'à présent la liquidation et le paiement des créances des sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne à la charge de l'Espagne, et voulant, pour l'utilité commune de leurs sujets respectifs, régler cet objet par un arrangement définitif, ont nommé dans ce but et à cet effet, pour leurs plénipotentiaires; savoir:

Sa Majesté Très-Chrétienne,

Le Sieur Gérard de Rayneval, conseiller d'état, son ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire près la cour de Prusse, commandant de l'ordre royal de la Légion d'honneur et chevalier de l'ordre très distingué de Charles III etc.

Et Sa Majesté Catholique,

Don Joseph Noguera, son secrétaire en exercice, premier officier de la secrétairerie-d'état, chevalier de l'Ordre très distingué de Charles III etc. etc.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. A l'effet d'operer le remboursement et l'extinction totale des créances des sujets de S. M. Très-Chrétienne, dont le paiement est réclamé de S. M. Catholique, en vertu du premier article additionnel au traité du 20 Juillet 1814, la somme de quatre cent vingt-cinq mille francs, représentant un capital de huit millions cinq cent mille francs, sera prélevée par le gouvernement fran-

1822 çais sur celle qui est actuellement en dépot entre ses mains, et qui appartient à l'Espagne en vertu des précédentes conventions.

Art. II. Au moyen de l'exécution de la stipulation précédente S. M. T. C. se charge de pourvoir au remboursement des dites créances de ses sujets sur l'Espagne, fondées sur le premier article additionnel au traité du 20 Juillet 1814 et S. M. Catholique se trouve en conséquence complétement libérée de tout ce qu'elle pouvoit leur devoir en vertu du dit article.

Art. III. Immédiatement après l'échange des ratifications de la présente convention, le Gouvernement français fera remettre à la personne et aux personnes qui seront autorisées à cet effet par S. M. Catholique, le surplus de la rente qu'il a gardée en dépôt, y compris la somme totale des intérêts accumulés et composés, par lui perçus jusqu'à ce jour.

Art. IV. Afin de prévenir, autant qu'il est possible, toutes les difficultés qui pourroient entraver et retarder la liquidation qui devra être faite par le Gouvernement français d'après l'article II. ci dessus, le Gouvernement espagnol s'engage à faciliter de toutes les manières la production des titres et pièces servant à constater les réclamations auxquelles se rapporte le dit article.

Art. V. Dans le cas où, contre la teneur de l'article additionnel du traité du 20 Juillet 1814, le séquestre existeroit encore sur des propriétés françaises dans les états de S. M. C. la main levée en sera immédiatement effectuée.

Art. VI. Il est bien entendu que les stipulations ci-dessus, relatives seulement à l'extinction des créances fondées sur le Ier article additionnel du traité du 20 Juillet 1814, ne préjudicient en rien aux réclamations de toute autre nature que des sujets de S. M. T. C. auroient à faire valoir sur le Gouvernement espagnol, lesquelles réclamations seront liquidées et payées par ce gouvernement, conformément aux lois et décrets sur la dette publique d'Espagne.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le terme d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont si- 1822
gnée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le 30 Avril 1822.

Signé RAYNEVAL.
Signé JOSEPH NOGUERA.

Article separé.

Pour prévenir le renouvellement des difficultés qui se sont élevées lors de l'exécution de la convention du 25 Avril 1818, sur le paiement des créances qui ont cessé d'appartenir à leurs titulaires primitifs, il est bien convenu que ce sera l'origine de la créance, et non la qualité de celui qui en seroit porteur, qui déterminera de quelle manière et par quel gouvernement elle devra être payée, sans que l'on puisse regarder le transfert qui en auroit été ou en serait fait, comme un motif qui puisse en faire refuser la liquidation et le paiement. Le present article séparé aura la même force et valeur que s'il étoit inséré mot à mot dans la convention de ce jour: il sera ratifié, et les ratifications en séront échangées en même tems.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 Avril 1822.

Signé, RAYNEVAL.
Signé, JOSEPH NOGUERA.

11.

1822 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre les états Prussiens et tous les états Danois du 2 Mai* 1822.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1822. No. 12. p. 173.)

Nachdem Se. Königliche Majestät von Preufsen mit Sr. Königlichen Majestät von Dänemark dahin übereingekommen sind, den Abschofs und das Abfarthsgeld gegenseitig aufzuheben, wie solches bereits in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte vom 8ten Jun. 1815 und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23ten Jun. 1817 in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg und der Königlich Preufsischen zum deutschen Bunde gehörigen Lande geschehen ist; so wird hiedurch im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen erklärt:

Art. I. Bei keinem Vermögensausgang aus den sämmtlichen Königlich Preufsischen Staaten im Allgemeinen, in das Königreich Dänemark und das Herzogthum Schleswig oder aus den nicht zum deutschen Bunde gehörigen Königlich Preufsischen Landen in die Herzogthümer Holstein und Lauenburg, so wie aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthum Schleswig in die sämmtlichen Königlich Preufsischen Staaten im Allgemeinen, oder aus den Herzogthümern Holstein und Lauenburg in die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Königlich Preufsischen Lande, es mag solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art erfolgen, soll irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfarthsgeld (census emigrationis) erhoben werden.

Von dieser Bestimmung bleiben jedoch diejenigen al gemeinen Abgaben ausgenommen, welche mit einem Erb schaftsanfall, Legat, Verkauf u. s. w. verbunden sind un ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleib

oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in den Königlich Preufsischen und in den Königlich Dänischen Staaten haben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erbschaftssteuer, Stempelabgaben, Zollabgaben und dergleichen. 1822

Art. II. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfarthsgeld, welche in die landesherrlichen Kassen fliefsen, als auch auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfarthsgeld erstrecken, welche sonst Individuen, Communen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

Art. III. Die Bestimmungen der Artikel I und II erstrecken sich auf alle jetzt anhängigen und auf alle künftige Fälle.

Art. IV. Die Freizügigkeit, welche in den Artikeln I. II und III. bestimmt ist, soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach, ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen Königlich Preufsischen und Königlich Dänischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Krigsdiensten und über die persönlichen Pflichten der Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige auf Allerhöchsten Befehl Sr. Königlichen Majestät von Preufsen unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel aufgestellte Deklaration soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den sämmtlichen Königlich Preufsischen Staaten haben.

Berlin den 2ten Mai 1822.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Bernstorff.

12.

1822 *Convention entre le duché de Saxe-Gotha et la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt concernant la réception réciproque des vagabonds, signée à Gotha le* 6 *Mai* 1822.

(*Zusatz zu dem ersten Theile der neuen Beifugen zur* (*Gothaischen*) *Landes-Ordnung.* No. CLIV.)

Zwischen der Herzoglich Sachsen-Gotha-Altenburgischen und Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen Regierung ist wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen folgende Uebereinkunft verabredet worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabund oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen contrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in gerader Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen Weg nehmen muſs.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie auſser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthans-Verbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweites Heimathrecht erworben zu haben;

b) diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebietes geboren sind, so lange

sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben; 1822

c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dafs sie sich selbst, unter Anlegung einer Wirthschaft, verheirathet haben, oder dafs ihnen, während eines Zeitraums von Zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben;

wobei festgesetzt worden ist, dafs auch insbesondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht in dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate zu Zeiten eines Kriegs oder des Friedens, Militärdienste geleistet haben, und zwar ohne Rücksicht auf die Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Militär gehabten Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat; so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder der zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen; so ist das erweislich neuere Verhältnifs entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewifsheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so mufs der-

1822 jenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Witwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dafs während ihres Witwenstandes eine Veränderung eingetreten sey, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Witwen, ingleichen den geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniefsen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört. Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahr und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu seyn, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichen Zöglinge und

Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts 1822
wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist Letzterer, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig, es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des erstern zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen contrahirenden Theile nicht blofs auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden conventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein, von dem einen der hohen contrahirenden Theile, dem andern Theil, zum weitern Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat

1822 welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungsbehörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmsorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats für beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport conventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehören und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können. Gröfsere, sogenannte Vagantenschube sollen künftig nicht Statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht; so mufs letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Verordnung soll vom Tage der Publication derselben an verbindlich seyn, und in Kraft treten.

Da nun des regierenden Herzogs zu Sachsen-Gotha 1822
und Altenburg Durchlaucht diese Uebereinkunft genehmigt und wegen deren Vollziehung das Nöthige angeordnet haben, so ist hierüber die gegenwärtige zur öffentlichen Bekanntmachung bestimmte Erklärung ausgefertigt und in Seiner Durchlaucht Namen unterzeichnet worden.

Gotha, den 6ten May 1822.

Herzogl. Sächs. geheimes Ministerium.

VON DER BECKE.

13.

Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la Bavière pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, datée de Berlin du 4 Mai 1822.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1822. No. 9. S. 144.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Königlich Baierischen Regierung übereingekommen ist, wirksame Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, so erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische als die Königl. Baierische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

1822 2. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forsteigenthums möglichst mitzuwirken, sollen die wechselseitigen, gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten befugt sein, in den Fällen der Waldfrevel Haussuchungen im Gebiete des andern Staats, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält oder der gefrevelte Gegenstand befinden dürfte, zu veranlassen. Dieselben haben sich zu diesem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde zu wenden, und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart aufzufordern.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Beamten einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer polizeilichen Geldstrafe.

4. Für die Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern begangen worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

5. Die Einziehung des Betrages der Strafe, und der etwa stattgehabten Gerichtskosten, soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt und in welchem das Erkenntnifs stattgefunden hat, und nur der Betrag des Schadensersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und Königl. Baierischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

7. Gegenwärtige im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Sr. Majestät des Königs von Baiern

zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach 1822
erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiden Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 4ten Mai 1822.

Königl. Preuſs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON BERNSTORFF.

14.

Convention conclue entre la Hesse électorale et le duché de Saxe Gotha, concernant l'extradition réciproque des vagabonds du 10 *Mai* 1822.

[*Zusatz zu dem ersten Theile der neuen Beifügen zur* (*Gothaischen*) *Landes-Ordnung* No. CLV.]

Mit höchster Genehmigung ist zwischen dem Kurfürstlich Hessischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und dem hiesigen Herzoglichen Geheimen Ministerium, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen, am 10ten Mai des laufenden Jahres folgende Uebereinkunft abgeschlossen worden:

§. 1. In Zukunft soll kein Landstreicher oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden contrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in solchem sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch dessen Gebiet als ein Angehöriger eines rückwärts liegenden Staates, nothwendig seinen Weg nehmen muſs.

1822 §. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie aufser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staat in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthans-Verbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathrecht erworben zu haben;

b) diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;

c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt, als heimathlos, in nähere Verbindung mit dem Staate dadurch getreten sind, dafs sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder dafs ihnen während eines Zeitraums von Zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat; so ist der letztere Staat vorzugsweise, ihn aufzunehmen, verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erstere Verhältnifs entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staat in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren geduldet worden; so mufs er in dem letztern beibehalten werden.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisen- 1822
den Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar; so muſs derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, daſs während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sey, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft einem andern Staate zufallen.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhaltes, den sie von den Eltern genieſsen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem, bei ehelichen Kindern der Vater, oder, bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und dieselben bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechtes verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu seyn, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme dasselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen, irgendwo verbleiben, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist dieser Staat, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig,

1822 es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden, dafs das zu übernehmende Individuum einem rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe auf geradem Wege nicht anders, als durch das Gebiet des ersteren zugeschickt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der beiden contrahirenden Theile, nicht blofs auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Annahme eines Vagabunden der Uebereinkunft gemäfs verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus anderen völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein, von dem einen der beiden contrahirenden Theile dem andern Theile zur Weiterschaffung in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Um die Transporte gehörig zu dirigiren, sind Sachsen-Gothaischer Seits zu Uebernahmsorten die Aemter Georgenthal und Tenneberg festgesetzt worden.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport der Uebereinkunft gemäfs gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich 1822
auf den Transport gegeben werden, es sey denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehörten, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden könnten. Gröfsere, sogenannte Vagantenschube sollen künftig nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staates bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden. Wird aber ein Ausgewiesener, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht; so mufs letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

Nachdem nun des regierenden Herzogs zu Sachsen-Gotha und Altenburg Durchlaucht die vorstehende Uebereinkunft genehmigt haben, so ist hierüber diese zur Publication bestimmte Erklärung ausgefertigt und unterzeichnet worden.

So geschehen Gotha den 10ten Mai 1822.

Herzoglich Sachsen-Gotha und Altenburgisches geheimes Ministerium.

von der Becke.

Auf gnädigsten Befehl Sr. Herzogl. Durchlaucht wird die vorstehende Uebereinkunft hiermit zu Jedermanns Wissenschaft und Nachachtung bekannt gemacht, den Unterobrigkeiten aber insbesondere noch in Beziehung auf den 12ten §. der besagten Convention bemerklich gemacht, dafs Kurhessischer Seits die Stadt *Schmalkalden* und der Flecken *Brotterode* zu Uebernahms-Orten der aus den hiesigen Landen in die Kurfürstlich Hessischen Staaten zu bringenden Vagabunden und Ausgewiesenen bestimmt worden sind.

Gotha den 16ten September 1822.

Herzogl. Sächs. Landes-Regierung daselbst.

15.

1822 *Convention entre le Danemarc et le duché de Nassau concernant l'abolition du droit de détraction et de traite foraine du 17 Mai 1822.*

(*Sammlung der landesherrlichen Edicte und Verordnungen des Herzogthums Nassau.* Bd. 3. S. 30.)

Nachdem Se. Majestät der König zu Dännemark und Se. Herzoglichen Durchlaucht übereingekommen sind, die bisher bei Emigrations-Erbschafts- und anderen Fällen gegenseitig bezogenen Abschofs- oder Abzugsgelder, Zehnten, Nachsteuer u. s. w. aufzuheben; so ist hierüber nachstehende Urkunde ausgefertigt und gegenseitig ausgewechselt worden:

Nachdem Se. Königliche Majestät zu Dännemark u. s. w. mit Sr. Durchlaucht dem Herzoge zu Nassau, in Betracht der Beschwernisse, welche mit dem von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen auch in Erbschafts- und anderen Fällen bisher geforderten Abzugs- oder Abschofsgelde verknüpft sind, sich dahin vereinigt haben, solches Abzugs- oder Abschofsrecht nunmehr zwischen dem Königreiche Dännemark und dem Herzogthume Schleswig (so wie solches bereits zufolge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte vom 8ten Juni 1815 und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23ten Juni 1817 in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg geschehen) einer, und den gesammten Herzoglich Nassauischen Landen anderer Seits gänzlich abzustellen und aufzuheben, so dafs von den Herzoglich Nassauischen Unterthanen, welche aus dem Herzogthum Nassau mit wesentlicher Wohnung und mit ihren Gütern sich fürs künftige in das Königreich Dännemark und das Herzogthum Schleswig begeben, so wie auch von den Unterthanen des Königreichs Dännemark und des Herzogthums Schleswig, welche künftig in dem Herzogthume Nassau Erbschaften zu erheben haben und

solche in vorbemeldete Königlich Dänische Staaten ziehen 1822
und transportiren, kein Abschofs, Nachsteuer, Zehent- oder Abzugsgeld, unter irgend einer Benennung gefordert, noch beigetrieben werden soll. Diejenigen allgemeinen Abgaben ausgenommen, welche in solchen Fällen die Königlich Dänischen oder die Herzoglich Nassauischen Unterthanen an ihren eigenen Landesherren zu entrichten haben, wird diese reciproke Aufhebung vorgedachter Abschofs-Nachsteuer- Zehent- oder Abzugsgelder sich übrigens auch nicht nur ausdrücklich auf die Emigrations- und Erbschafts-, sondern auch auf alle sonstige Fälle erstrecken, in welchen bisher dem Herkommen nach oder per modum retorsionis, die Erlegung dergleichen Gelder, unter welchem Namen es auch geschehen sein mag, gebräuchlich gewesen ist, zu welchem Ende mit Sr. Herzoglichen Durchlaucht höchster Genehmigung diese Declaration unter beigedrucktem Staats-Insiegel darüber ausgestellt worden ist.

Wiesbaden, den 17ten Mai 1822.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

(L. S.) *Freiherr* von Marschall.

Vdt. Stein.

deren Inhalt hiermit zur Kenntnifs und Darnachachtung sämmtlicher Herzoglicher Behörden und Unterthanen mit dem Bemerken gebracht wird, dafs dieselbe als mit dem 17ten März laufenden Jahrs in völlige Wirksamkeit getreten anzusehen sei.

Wiesbaden, den 17ten November 1823.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

Vdt. Stein.

16.

1822 *Convention provisoire entre la Prusse et le grand duché de Saxe-Weimar, concernant l'extradition réciproque des vagabonds, du 12 Juin 1822.*

(*Gesetz-Sammlung für die Koniglich Preufsischen Staaten* J. 1822. No. 12. S. 175.)

Zwischen der Königlich Preussischen und Grofsherzoglich Sachsen-Weimarschen Regierung ist unter Vorbehalt einer, nach demnächstiger Beseitigung der gegenwärtig obwaltenden Hindernisse, künftig abzuschliefsenden förmlichen Convention, die provisorische Uebereinkunft getroffen worden:

in allen vorkommenden Fällen, welche die Uebernahme von Vagabunden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach der Bestimmung der, unterm 5ten Februar 1820 zwischen den Königreichen Preufsen und Sachsen abgeschlossenen Convention (confer. pag. 40 seq. der Gesetzsammlung des Jahres 1820) richten zu wollen.

Dabei sind zu gegenseitigen Ablieferungs- und Uebernahms-Orten bestimmt worden:

Königlich Preussischer Seits

Gegen den Weimar-Jenaischen Kreis: die Städte Eckardsberga und Erfurt,

Gegen den Eisenachschen Kreis: die Städte Treffurt und Erfurt,

Für die dem Kreise Ziegenrück zugehörigen Transportanten, die Kreisstadt Ziegenrück, und

Für die dem Kreise Schleusingen angehörigen Vaganten, die Kreisstadt Schleusingen.

Grofsherzoglich-Weimarscher Seits dagegen für den Weimar-Jenaischen Kreis, die Städte Weimar und Buttstädt,

Für den Eisenachschen Kreis, die Stadt Eisenach,

Für den Neustädter Kreis, die Stadt Neustadt,

Für das Amt Ilmenau, die Stadt Ilmenau.

Gegenwärtige im Namen Sr. Majestät des Königs 1822
von Preufsen, und Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Sachsen-Weimar zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden, und sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 12ten Juni 1822.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Bernstorff.

17.

Déclaration des commissaires nommés par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale pour régler les frontières, du 18 Juin 1822.

(*The Times* 1822. August 8. No. 11, 632.)

Department of State. Washington. July 3, 1822.

The following is a copy of the report and decision of the commissioners of the United States and of Great Britain, appointed by virtue of the sixth article of the treaty of Ghent: —

The undersigned commissioners, appointed, sworn and authorized, in virtue of the sixth article of the treaty of peace and amity between His Britannic Majesty and the United States of America, concluded at Ghent on the 24th of December 1814, "impartially to examine, and by a report or declaration under their hands and seals, to designate that portion of the boundary of the United States from the point where the 45th degree of north latitude strikes the river Iroquois, or Cetaragui, along

1822 the middle of said river into Lake Ontario, through the middle of said lake until it strikes the communication by water between that lake and Lake Erie; thence along the middle of said communication into Lake Erie, through the middle of said lake, until it arrives at the water communication into Lake Huron; thence through the middle of said water communication into Lake Huron; thence through the middle of said lake to the water communication between that lake and Lake Superior;" and to "decide to which of the two contracting parties the several islands, lying within the said rivers, lakes and water communications, do respectively belong, in conformity with the true intent of the treaty of 1783;" do decide and declare that the following described line is the true boundary intended by the two before mentioned treaties; that is to say—

Beginning at a stone monument erected by Andrew Elliott, Esq., in the year 1817, on the south bank, or shore, of the said river Iroquois, or Cataraqui (now called the St. Lawrence) which monument bears south 74 deg. 45 min. west, and is 1,840 yards distant from the stone church in the Indian village of St. Regis, and indicates the point at which the 45th parallel of north latitude strikes the said river; thence running north 35 deg. 45 sec. west into the river, on a line at right angles with the southern shore, to a point 100 yards south of the opposite island, called Cornwall island; thence, turning westerly, and passing round the southern and western sides of said island, keeping 100 yards distant therefrom, and following the curvatures of its shores, to a point opposite to the north west corner, or angle of said island; thence to and along the middle of the main river, until it approaches the eastern extremity of Barnhart's island; thence, northerly, along the channel which divides the last mentioned island from the Canada shore, keeping 100 yards distant from the island, until it approaches Shook's island; thence, along the middle of the strait which divides Barnhart's and Shook's islands, to the channel called the Long Sault, which separates the two last mentioned islands from the Lower Long Sault island; thence westerly, crossing the centre of the last mentioned channel, until it approaches within 100 yards

of the north shore of the Lower Sault island; thence up the 1822
north branch of the river, keeping to the north of, and near the Lower Sault island; and also north of, and near the Upper Sault (sometimes called Baxter's) island, and south of the two small islands to the western extremity of the Upper Sault, or Baxter's island; thence passing between the two islands called the Cats, to the middle of the river above; thence along the middle of the river, keeping to the north of Christler's Island and of the small island next above it, until it approaches the northeast angle of Goose-neck Island; thence along the passage which divides the last-mentioned Island from the Canada shore, keeping 100 yards from the island, to the upper end of the same; thence south of, and near the island called Dry or Smuggler's Island; then passing to the north of the island called Isle au Rapid Platt; thence along the north side of the last-mentioned island, keeping 100 yards from the shore to the upper end thereof; thence along the middle of the river, keeping to the south of and near the island called Cousson (or Tussin) or Presque Isle; thence up the river, keeping north of, and near the several Gallop Isles, and also of Tick, Tibbet's and Caunny Islands; and south of Duck, Drummond and Sheep Islands; thence along the middle of the river north of Gull Island, Bluff Island, and to the south of Grenadier Island, until it approaches the northeast point of Grindstone Island; thence to the north of Grindstone Island, until it approaches the southern point of Hickory Island: thence passing to the south of Hickory Island, and of the two small islands lying near its southern extremity; thence to the south of Grand or Long Island, keeping near its southern shore, and passing the north of Carlton Island, until it arrives opposite to the southwestern point of said Grand Island in Lake Ontario; thence passing to the north of Grenadier, Fox, Stoney, and the Gallop Islands in Lake Ontario, and to the south of, and near, the islands called the Ducks, to the middle of the said lake; thence, westerly, along the middle of the said lake, to a point opposite the mouth of the Niagara river; thence to and up the middle of the said river, to the Great Falls; thence, up the Falls, through the point of the Horse Shoe, keeping to the

1822

18.

Déclaration concernant le rénouvellement du cartel existant entre l'Autriche et la Bavière, du 19 *Juin* 1822.

(*Regierungs-und Intelligenz-Blatt für das Königreich Baiern* 1822. *No.* 31.)

Da gegenwärtig mit der Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Regierung über die Erneuerung der im Jahre 1817 auf fünf Jahre abgeschlossenen Militär-Cartel-Convention unterhandelt wird, so ist man von beiden Seiten übereingekommen, dafs bis zum Abschlufs der neuen die gegenwärtig bestehende Convention ihre volle Wirksamkeit beibehalten soll, wonach sich in vorkommenden Fällen zu achten ist.

München, den 19ten Junius 1822.

Auf Seiner Königlichen Majestät Allerhöchsten Befehl,

Graf von Rechberg.

An sämmtliche Kön. Kreis-Regierungen also ergangen.

Durch den Minister:

der General-Secretair,

v. Baumüller.

19. 1822

Convention entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Dessau, concernant la réstitution des fraix de justice en matières criminelles, du 22 Juin 1822.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlich Preufsischen Staaten* 1822. No. 16. p. 193.)

Die Königlich Preufsische Regierung hat sich wegen der Kosten in Untersuchungen wider unvermögende Personen mit der Herzoglich Anhalt-Dessauschen Regierung dahin vereinigt:

1. In allen Fällen, wo Delinquenten von einer Königlich Preufsischen Criminal-Justizbehörde an eine Herzoglich Anhalt-Dessausche Criminal-Justizbehörde, oder von dieser an jene, nach vorgängiger Requisition ausgeliefert werden, sind nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren, dem letztern aus dem Vermögen des an das requirirende Gericht ausgelieferten Delinquenten, wenn solches dazu hinreicht, zu entrichten. Hat aber der ausgelieferte Delinquent kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg und das requirirende Gericht bezahlt alsdann dem Erstern nur die baaren Auslagen für Atzung, Transport, Porto und Copialien.

2. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Criminalfällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Delinquenten, sondern nur auf die Abhörung oder Sistirung von Zeugen oder anderer Personen ankommt.

3. Zur Entscheidung der Frage: ob der Delinquent hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht, — soll in den beiderseitigen Ländern nichts weiter als das Zeugnifs derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher der

1822 Delinquent seinen wesentlichen Wohnsitz hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein, so wird es angesehen, als ob er kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

4. Den bei den Criminaluntersuchungen zu sistirenden Zeugen und anderen abzuhörenden Personen sollen die Reise- und Zehrungskosten nebst der wegen ihrer Versäumniſs ihnen gebührenden Vergütung, bei erfolgter wirklicher Sistirung vom requirirenden Gerichte sofort verabreicht werden. Sofern sie deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die Auslage davon übernehmen, es soll selbige jedoch vom requirirenden Gerichte auf die erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten Gerichte ungesäumt wieder erstattet werden.

Diese im Namen Sr. Majestät des Königs von Preuſsen ausgefertigte, von dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten unterzeichnete Erklärung soll, nach erfolgtem Austausche gegen eine gleichlautende Erklärung der Herzoglich-Dessauschen Regierung, gesetzliche Kraft und Wirksamkeit haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 22ten Juni 1822.

Königlich Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) v. Bernstorff.

20.

Traité entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt concernant les droits à percevoir sur les frontières du territoire prussien du commerce de la partie enclavée des possessions souveraines de S. A. le prince de Schwarzbourg-Rudolstadt, conclu le 24 Juin 1822, et ratifié par S. M. le Roi de Prusse le 28 Octobre de la même année. 1822

(*Gesetz-Sammlung für die Königlich Preufsischen Staaten.* J. 1822. No. 22. S. 225.)

Da die Gefälle, welche dem Königlich Preufsischen Gesetze vom 26sten Mai 1818 gemäfs, auf den äufsern Gränzen des Staats erhoben werden, auch mehrere in demselben eingeschlossene souveraine Besitzungen deutscher Bundesstaaten treffen, Seine Majestät der König von Preufsen aber geneigt sind, dasjenige Einkommen, welches Ihren Cassen in Folge dieses besonderen Verhältnisses zufliefst, den landesherrlichen Cassen gedachter Staaten für den Fall überweisen zu lassen, dafs eine gemeinschaftliche billige Uebereinkunft deshalb getroffen werden könnte, so haben Seine Durchlaucht der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt Sich zu einer solchen Uebereinkunft in Rücksicht Ihrer, in den äufsern Umfange der Preufsischen Staaten eingeschlossenen souverainen Besitzungen, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit erklärt, und es ist hierauf zwischen den Bevollmächtigten beider Theile nachstehender Vertrag verabredet und unter Vorbehalt der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung abgeschlossen worden.

Art. I. Der Betrag des aus den Königlich Preufsischen Cassen nach gegenwärtigem Vertrage an Seine Durchlaucht den Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt zu

1822 überreichenden Einkommens soll von drei zu drei Jahren in gemeinsamer Uebereinkunft festgesetzt werden. Zur Grundlage dieser Uebereinkunft soll der jedesmalige letztdreijährige Ertrag des Einkommens an Verbrauchssteuer bei den Königlichen Zoll- und Steuer-Aemtern in den sieben östlichen Provinzen des Preufsischen Staats dergestallt dienen, dafs der Antheil Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Rudolstadt daran nach dem Verhältnisse der Bevölkerung der gedachten sieben Provinzen zu der Bevölkerung des eingeschlossenen Theils der Fürstlichen souverainen Besitzungen berechnet wird.

Es wird dabei, um die Schwierigkeit der Sonderung der Zollgefälle von der Verbrauchssteuer zu beseitigen, welche letztere nach der dermahligen Erhebungsrolle unter den Eingangs-Abgaben mit begriffen ist, angenommen, dafs die Verbrauchssteuer fünf Achtel des Einkommens an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zusammengenommen betrage.

Art. II. Mit Rücksicht auf die Bestimmungen im ersten Artikel, ist die Summe, welche Se. Fürstliche Durchlaucht bis zum 31sten Decemb. 1824 erheben lassen werden auf "Fünftausend siebenhundert Thaler Preufsisches Silbergeld" jährlich festgesetzt, welche in gleichen Quartal-Raten in den Monathen Mai, Juni, September und December jedesmal mit Eintausend vierhundert fünf und zwanzig Thalern bei der Königlichen Regierungs-Hauptcasse zu Erfurt zur Verfügung Sr. Durchlaucht bereit stehen sollen. Die bei Abschlufs dieses Vertrags fällige Zahlung wird innerhalb vier Wochen, nach erfolgter Genehmigung desselben, durch die General-Staatscasse zu Berlin geleistet.

Art. III. Im Fall eine Fürstliche Hofhaltung zu Frankenhausen sein sollte, werden von denjenigen Waaren, welche mit Fürstlichen Kammer-Attesten für die Hofhaltung Sr. Durchlaucht eingehen, die Gefälle, so weit es durch gedachte Atteste verlangt wird, nicht beim Eingange erhoben, sondern blofs notirt, und bei der nächsten Quartal-Hebung statt baaren Geldes in Zahlung angerechnet.

Art. IV. In Rücksicht der von den mit der Post ankommenden steuerpflichtigen Waaren einzuziehenden Gefälle, soll es bis auf anderweite Urbereinkunft dabei

bleiben, wie es seit dem 1sten Januar 1819, bis jetzt ge- 1822
halten worden.

Art. V. Diejenige Freiheit der Durchfuhr durch das Königlich Preufsische Gebiet, welche durch den achten Artikel des zwischen Sr. Majestät dem Könige und Sr. Durchlaucht dem Fürsten unterm 19ten Juni 1816 abgeschlossenen Staats-Vertrages festgesetzt worden ist, wird unverkürzt aufrecht erhalten. In Rücksicht der Erzeugnisse der landesherrlichen Berg- und Hüttenwerke, worauf sich derselbe bezieht, wollen beide Theile die Durchfuhrfreiheit, jedoch zu Vermeidung von Misbräuchen, ausdrücklich auf solche Gegenstände beziehen, welche mit Fürstlichen Ministerial-Attesten aus Sr. Durchlaucht gehörigen Berg- und Hüttenwerken in Fürstliche Niederlagen gehen.

Art. VI. Sr. Majestät der König und Se. Durchlaucht der Fürst versichern Ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den innerhalb der Preufsischen Zoll-Linie an den äufsern Gränzen des Staats belegenen Königlich Preufsischen und Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen Ländern dergestalt, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnisse aller Art, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. VII. In Folge des vorstehenden Artikels werden auch solche inländische Erzeugnisse, welche in dem Königlich Preufsischen oder in dem Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen Gebiete innerhalb der Preufsischen Zoll-Linie mit besonderen Verbrauchssteuern zur Zeit belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, in sofern in völlig freiem Umlaufe sein, als in beiden Ländern dem Landesherrn gleiche Abgaben davon entrichtet werden. Wo aber eine solche Gleichheit nicht Statt findet, kann in dem Gebiete, welches den höhern Steuersatz hat, das Fehlende nacherhoben werden.

Wiewohl hiernach (aufser dem Salze und den Spielkarten, wovon der folgende Artikel besonders handelt) nur beim Branntwein, Bier und Taback, sofern die Umstände es erfordern sollten, beide letzte Gegenstände zu beachten, der freie Uebergang in den Preufsischen Staat Hindernisse findet, so bleibt es doch für den wechselseitigen Verkehr der Unterthanen mit ihren Erzeugnissen

1822 wünschenswerth, solche immer mehr zu beseitigen, daher Se. Durchlaucht der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt den Zins der Branntweinbrenner, oder die Auflage auf den Branntwein, welcher in dem enklavirten Lande erzeugt wird, alsbald dergestalt erhöhen wollen, dafs solche der Preufsischen Abgabe vom inländischen Branntwein, völlig gleich kommt.

Art. VIII. Da das Salz und die Spielkarten, welche in dem Preufsischen Staate von den eigenen Unterthanen desselben verfertigt werden, im Preufsischen Gebiete nicht freien Umlauf haben, sondern nur von den dazu bestimmten Anstalten verkauft werden können, so werden in Folge der festgesetzten Gleichheit auch Salz und Spielkarten, wenn diese in den Fürstlichen Landen verfertigt sein möchten, in den Königlichen Landen nicht freien Umlauf haben können, sondern daselbst den gleichen Beschränkungen, vorbehaltlich jedoch der im fünften Artikel bestätigten Durchfuhrfreiheit, unterworfen sein.

Art. IX. Beide Landesregierungen werden in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Se. Durchlaucht der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt wollen namentlich gestatten, dafs die Königlichen Zollbeamten die Spuren begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen und mit Zuziehung der Orts-Obrigkeiten sich des Thatbestandes versichern. Wenn auch zu dessen Feststellung, oder Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von den Königlichen Zollbedienten bei den Fürstlichen Landes- oder Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, sollen diese, nachdem sie sich von der Zulässigkeit den Umständen nach überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Se. Durchlaucht wollen ferner in Ihrem Lande verordnen und darauf halten lassen:

1. Dafs alle Fürstliche Unterthanen und Andere, die sich im Fürstlichen Gebiete aufhalten, welche Waaren ohne die an den Preufsischen Zollstellen zu erhebenden Gefälle, — woran Se. Durchlaucht für den im Preufsischen Staate eingeschlossenen Theil Ihrer Besitzungen Selbst Antheil haben, — unterschleiflich über die äufsere

Preufsische Gränze eingeführt haben, oder welche sonst 1822
Handlungen begehen, welche gegen das Preufsische Steuergesetz und Ordnung vom 26sten Mai 1818 laufen, nach der Strenge dieser Gesetze, deren Kenntnifs bei ihnen vorausgesetzt wird, auch von den Schwarzburgischen Gerichten, wenn von diesen die Untersuchung und Ueberführung erfolgt, bestraft werden sollen;

2. Dafs diejenigen, welche auch innerhalb der Gränzen des Fürstenthums Handlungen begehen, wodurch vorsätzlich oder wissentlich die Kontrebande mit Salz und Spielkarten oder Defraude mit anderen Waaren, welche einer Verbrauchssteuer unterworfen sind, befördert wird, um den doppelten Betrag des dadurch gesuchten Vortheils bestraft werden. Es soll jeden Falls dieser Vortheil mindestens dem Betrage der Abgabe gleich geachtet werden, womit die Waare im Preufsischen belegt ist.

Art. X. In Berücksichtigung sowohl der von Sr. Durchlaucht gewünschten Erleichterung und Erhaltung des Verkehrs zwischen Ihren abgesondert gelegenen Landen, als auch des gestatteten völlig freien Absatzes aller Erzeugnisse des Preufsischen Staats in den Fürstlichen, nicht vom Preufsischen Gebiete eingeschlossenen Landen, ist vereinbart, dafs grobe Eisen- und Stahlwaaren, Glas, Töpferwaaren, Leinenzeug und Tuch aus Rudolstadt auf gehörige von der dazu bestellten Fürstlichen Behörde ausgestellte Bescheinigung ihres dortigen Ursprungs, in den Preufsischen Staat, über ein dazu am besten belegenes Haupt-Zollamt, in so weit frei eingehen sollen, als die Abgaben, welche nach dem Tarif darauf ruhen, aber frei geschrieben werden, Vierhundert Thaler im Laufe eines Jahres nicht übersteigen. Der in dem herrschaftlichen Weinberge zu Frankenhausen erbauete und zur Fürstlichen Hofhaltung nach Rudolstadt abzusendende Wein, kann, wie dies bei jedem andern Produkt, welches mit keinem Ausgangs-Zoll im Preufsischen Tarif betroffen ist, Statt findet, ohne alle Abgabe durch das Preufsische durchgeführt werden.

Art. XI. Gegenwärtiger Vertrag soll unvorzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifications-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden.

1822 Des zu Urkund ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Berlin, den 24sten Juni 1822.

MAASSEN. HOFFMANN. VON L'ESTOCQ.

21.

Traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et le Pérou, signé à Lima, le 6 Juillet 1823.

(*The Times* 1823. *November* 8. *No.* 12, 024. *Annual register* 1823. *Publ. documents p.* 204.)

Francisco de Paula Santander, of the liberators of Venezuela and Gundinamarca etc. Vicepresident of the republic, and charged with the executive power.

To all persons who may see these presents, health! Whereas, between the republic of Colombia and the state of Peru there was concluded and signed in the city of the freemen of Lima, on the 6th of July, in the year of grace 1822, by plenipotentiaries sufficiently authorized on both sides, a treaty of perpetual union, coalition, and confederation, the tenour of which is literally as follows: —

In the name of God, the Sovereign Governor of the Universe!

The government of the republic of Colombia on the one part, and that of the state of Peru on the other, being animated with a sincere wish to put an end, as early as possible, to the calamities of the present war, provoked by the government of his Catholic Majesty, the King of Spain, by efficaciously co-operating to so desirable an end with all their influence, means and sea and land forces, until they have secured for ever, to their respective countries, subjects and citizens, the valuable enjoy-

ments of their internal tranquillity, freedom and national 1822
independence; and his excellency the liberator, president of Colombia, having for this purpose, conferred full powers on the hon. Joaquin Mosquera, member of the senate of the said republic; and the state of Peru on colonel Don Bernardo Monteagudo, counsellor and minister of state and foreign affairs, founder and member of the great council of the order of the Sun, and secretary thereof, decorated with the medal of the liberating army, superintendant general of the post-office and president of the petriotic society, they have after exchanging in good and due from their said powers, agreed upon the following articles:

Art. I. The Republic of Colombia and the State of Peru, hereby agree to unite, bind and confederate themselves in peace and war, from this time forward for ever, in order to sustain with their influence, and sea and land forces, as far as circumstances will allow, their independence of the spanish nation, and of all other foreign dominion whatever; and to secure, after the same has been acknowledged, their mutual prosperity, the best harmony and understanding, as well between their own countries, subjects and citizens, as the other nations with whom they will have to enter relations.

Art. II. The Republic of Colombia and the State of Peru, therefore, spontaneously promise and contract a perpetual compact of intimate alliance and firm and constant friendship for their common defence, for the security of their independence and liberty, for their reciprocal and general welfare, and their interior tranquillity; binding each other to afford mutual aid, and in common to repel all attack and invasion which may, in any manner, threaten their political existence.

Art. III. In cases of sudden invasion, both parties may operate hostilely on the territory of each, whenever the circumstances of the moment do not allow of a special agreement being made with the government to whom belongs the sovereignity of the invaded territory. The party, however, so operating, shall observe, and cause to be observed, the statutes, regulations and laws of the respective state, as far as circumstances will allow and cause the government thereof to be respected and

1822 obeyed. The expenses which may be incurred in these operations shall be settled in particular conventions and paid within one year after the conclusion of the present war.

Art. IV. In order to secure and perpetuate, in the best manner possible, good friendship and intercourse between both states, the citizens of Peru and Colombia shall enjoy the rights and prerogatives, belonging to citizens born in both territories; that is to say, that Colombians shall be held in Peru to be Peruvians, and the latter in the republic of Colombia, to be Colombians; without prejudice to the extensions or restrictions which the legislative power of either state has made or may think fit to make, with respect to the exercice of the first magistracies. But to enter upon the enjoyment of the other rights, active and passive, of citizens, it shall be sufficient, that they have their domicile in the state to which they may choose to belong.

Art. V. The subjects and citizens of both states shall have free entry and departure in their respeective ports and territories, and shall there enjoy all the civil rights and privileges of trade and commerce, subjecting themselves only to such duties, imposts and restrictions, to which the subjects and citizens of either of the contracting parties may be subject.

Art. VI. By virtue thereof, the vessels and territorial productions of each one of the contracting parties shall pay no more duties of importation, exportation, anchorage, and tonnage, than those established, or which may be hereafter established, for national vessels in the ports of each state, according to the laws in force; that it, that the vessels and productions of Colombia shall pay such duties of entry and clearance in the ports of the state of Peru, as are paid by Peruvians; and the vessels and productions of Peru, the same as Colombians in the ports of Colombia.

Art. VII. Both contracting parties bind themselves to furnish every aid in their power to the vessels of war and merchantmen arriving in the ports belonging to either, in cases of distrefs, or through any other motive; and accordingly, they shall be allowed to heave down, refit, take in provisions, arms, increase their armament

and crews, so as to be able to continue their voyages 1822
or cruises at the expense of the state or individuals to whom they belong.

Art. VIII. In order to avoid the scandalous abuses, which may be caused on the high seas by privateers, armed on account of the individuals, in detriment to national and neutral commerce, the contracting parties agree to extend the jurisdiction of their maritime courts to the privateers navigating under the flag of either, and the prizes thereof indistinctly, whenever they cannot easily proceed to the ports to which they belong, or there is any suspicion of their having committed excesses against the trade of neutral nations, with whom both states ought to cultivate the best harmony and good understanding.

Art. IX. The demarcation of the precise limits which are to divide the territories of the republic of Colombia and the state of Peru, shall be stipulated by a particullar convention, after the next constituent congrefs of Peru shall have empowered the executive government of the said state to settle that point: and the differences which may arise on this subject shall be adjusted by those conciliatory and specific means, which become two fraternal and confederate nations.

Art. X. If, unfortunately, internal tranquillity should be interrupted in any part of the aforesaid states by turbulent and seditions persons, or enemies of those governments legally constituted by the will of the inhabitants, freely, quietly and peaceably expressed by virtue of the laws, both parties bind themselves solemnly and formally to make common cause against them , by mutually aiding each other by every measure in their power, until order and the empire of the laws shall have been restablished.

Art. XI. If any person, guilty or accused of treason, sedition, or any other grievous crime, should fly from justice, and should be found in the territory of either of the aforesaid states, he shall be delivered up and sent back to the disposal of the government that has taken cognizance of his crime, and under whose jurisdiction he is liable to be tried, as soon as the offended party has made the demand in due form. Deserters

1822 from the armies and national navy of both the contracting parties are also comprehended in this article.

Art. XII. This treaty or convention of union, and firm and perpetual friendship, shall be ratified by the government of the state of Peru within the period of ten days, without prejudice to the approbation which is has still to receive from the constituent congrefs; and by the government of the republic of Colombia, as soon as the same shall have received the approbation of the senate, by virtue of the law passed by congrefs, on the 13th of October, 1821; and in case, through any accident, the senate cannot meet, the same shall be ratified by the ensuing congrefs, conformably to the provisions of this constitution of the republic, made in article 55, section 18. The ratifications shall be exchanged without delay, and within such period as the distance which separates the two states will allow.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed the present, and sealed the same with the respective seals of the states they represent.

Done in the city of the freemen of Lima, on the 6th of July, in the year of grace 1822, and the 12th of the independence of Columbia and the third of that of Peru.

(*Signed*) Bernardo Monteagudo.
Joaquin Mosquera.

Having seen and examined the above treaty of perpetual union, coalition and confederation, in anticipation of the consent and approbation of the congrefs of the republic, conformable to article 55, section 18 of the constitution, I have exercised the power conferred on me by the article 120, in ratifying the said treaty; and by these presents I do ratify and hold it to be valid and binding in all its articles and clauses, with the exception of the words "and for their interior tranquillity" of the second article; and what follows of the eleventh article, viz — "If any person, guilty or accused of treason, sedition or any other grievous crime, should fly from justice, and should be found in either of the aforesaid states, he shall be delivered up and sent back to the disposal of the government that has taken cognizance of

1822 and powerfully united, they may in common sustain the cause of their independence, which is the first object of the present contest; they have nominated plenipotentiaries to discuſs, settle and conclude a treaty of union, coalition and confederation, viz — (Here follow the names of the negociators Mosquera and Monteagudo, as in the preceding treaty):

Art. I. In order to tighten the bonds, which hereafter are to unite both states, and remove any difficulty that may arise, or in any way interrupt their good understanding and harmony, an assembly composed of two plenipotentiaries on each part, in the same terms and under the same formalities, which, according to established usage, are observed in the nomination of ministers of the same claſs near the governments of foreign nations.

Art. II. Both governments bind themselves to interpose their good offices with the governments of the other states of America, heretofore spanish, in order to enter into the present compact of union, coalition and confederation.

Art. III. As soon as this great and important object has been attained, a general assembly of all the American states, composed of the plenipotentiaries, shall meet for the purpose of cementing in a more solid and formal manner those intimate relations which ought to exist between all and each of them, and serve as counsel under great difficulties, as a point of contact in common danger, and as a faithful interpreter of their public treaties when difficulties arise, and as an arbiter and conciliator in their disputes and differences.

Art. IV. The isthmus of Panama, being an integral part of Columbia and the most adequate for such an important meeting, that republic is gratified by having the opportunity of offering to the plenipotentiaries who shall compose the assembly of the American states, all the aid which hospitality between fraternal nations, and the sacred and inviolable character of their persons, demand.

Art. V. The State of Peru contracts the same obligation, if by the events of war, or by the consent of the majority of the American states, the said assembly

should take place on its territory in the same terms as 1822
promised by the republic of Columbia in the preceding article.

Art. VI. The present compact of union, bond and confederation, shall not in any way interrupt the exercice of the national sovereignty of each one of the contracting parties, either as regards their laws and the establishment and form of their respective governments, or their relations with other foreign nations. They, however, expresly and irrevocably bind themselves not to yield to the demands of indemnities, tribute or exaction, which the government of Spain may seek to establish for the loss of her old supremacy over these countries, or any other nation in her name, and representing her, and not to enter into any treaty with Spain, or any other nation, to the detriment and injury of the present independence, sustaining on all occasions, and in all places, their respective interests with the dignity and energy of free, independent, friendly, allied and confederated nations.

Art. VII. The Repnblic of Columbia especially stipulates to maintain on foot, 4000 men armed and equipped for the purpose of concurring in the objects indicated in the preceding articles. Its national marine will always be disposable for the execution of these stipulations.

Art. VIII. The State of Peru will contribute, on its part, with its maritime force and a number of troops equal to that furnished by the republic of Columbia.

(Signed as before.)

1822

23.

Convention between His Majesty, the Emperor of Russia, and the United States of America, for carrying into effect His Imperial Majesty's Award on the First Article of the Treaty of Ghent. Signed at St. Petersburgh $\frac{\text{12 July}}{\text{30 June}}$ 1822.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the President of the United States of America, having agreed, in pursuance of the fifth Article of the Convention concluded at London on the 20th day of Octobre 1818, to refer the Differences which had arisen between the two Governments upon the true construction and meaning of the first Article of the Treaty of Peace and Amity concluded at Ghent on the 24th day of December 1814, to the friendly Arbitration of His Majesty the Emperor of all the Russias, mutually engaging to consider His decision as final and conclusive; and His said Imperial Majesty having, after due consideration, given His decision upon these Differences in the following terms, to wit: —

"That the United States of America are entitled to „claim from Great Britain a just Indemnification for all „private Property which the British Forces may have „carried away; and, as the question relates to Slaves „more especially, for all the Slaves that the British For„ces may have carried away from the places and terri„tories of which the Treaty stipulates the restitution, in „quitting these same places and territories."

1822

23.

Convention entre la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale pour mettre à exécution l'arbitrage de S. M. l'Empereur de toutes les Russies concernant le premier article du traité de Gand; signée à St. Petersbourg le $\frac{12 \text{ Juillet}}{30 \text{ Juin}}$ *1822.*

(*D'après la copie officielle présentée au parlament en Mars* 1825.)

Au nom de la Très Sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et le Président des Etats-Unis d'Amérique, ayant décidé d'un commun accord, en conséquence de l'article cinq de la convention conclue à Londres le 20 Octobre 1818, que les différends qui se sont élevés entre les deux Gouvernemens sur la construction et le vrai sens du premier article du traité de paix et d'amitié conclu à Gand le 24 Décembre 1814, seroient déférés à l'arbitrage amical de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; s'étant en outre engagés réciproquement à régarder Sa décision comme finale et définitive; et Sa Majesté Impériale. après mûre consideration, ayant émis cette décision dans les termes suivans:

„Que les Etats-Unis d'Amérique sont en droit de „réclamer de la Grande-Bretagne une juste indemnité „pour toutes les propriétés particulières que les forces „britanniques auroient emportées, et, comme il s'agit „plus spécialement d'esclaves, pour tous les esclaves que „les forces britanniques auroient emménés des lieux et „territoires dont le traité stipule la restitution, en quit„tant ces mêmes lieux et territoires."

1822 "That the United States are entitled to consider as „having been so carried away, all such Slaves as may „have been transferred from the above-mentioned ter„ritories, to British Vessels within the waters of the „said territories, and who, for this reason, may not have „been restored."

"But that if there should be any American Slaves „who were carried away from territories of which the „first Article of the Treaty of Ghent has not stipulated „the restitution to the United States, the United States „are not entitled to claim an Indemnification for the said „Slaves."

Now for the purpose of carrying into effect this Award of His Imperial Majesty as Arbitrator, His Good Offices have been farther invoked to assist in framing such Convention or Articles of Agreement between His Britannick Majesty and the United States of America, as shall provide the mode of ascertaining and determining the value of Slaves and of other private Property, which may have been carried away in contravention of the Treaty of Ghent, and for which Indemnification is to be made to the Citizens of the United States, in virtue of His Imperial Majesty's said Award, — and shall secure compensation to the sufferers for their losses so ascertained and determined. And His Imperial Majesty has consented to lend His Mediation for the above purpose, and has constituted and appointed Charles Robert Count Nesselrode, His Imperial Majesty's Privy Councillor, Member of the Council of State, Secretary of State directing the Imperial Department of Foreign Affairs, Chamberlain, Knight of the Order of Saint Alexander Newsky, Grand Cross of the Order of Saint Wladimir of the First Class; Knight of that of the White Eagle of Poland, Grand Cross of the Order of Saint Stephen of Hungary, of the Black and of the Red Eagle of Prussia, of the Legion of Honour of France, of Charles the Third of Spain, of Saint Ferdinand and of Merit of Naples, of the Annunciation of Sardinia, of the Polar Star of Sweden, of the Elephant of Denmark, of the Golden Eagle of Wurtemberg, of Fidelity of Baden, of Saint Constantine of Parma, and of Guelph of Hanover; — and John Count Capodistrias, His Imperial Majesty's Privy

„Que les Etats-Unis sont en droit de régarder comme 1822
„emménés, tous ceux de ces esclaves, qui, des territoires „indiqués ci-dessus, auroient été transportés à bord de „vaisseaux britanniques mouillés dans les eaux des dits „territoires, et qui, par ce motif, n'auroient pas été re„stitués."

„Mais que s'il y a des esclaves américains emménés „de territoires dont l'article premier du traité de Gand „n'a pas stipulé la restitution aux Etats-Unis, les Etats„Unis ne sont pas en droit de réclamer une indemnité pour les dits esclaves."

Comme il s'agit à présent de mettre cette sentence arbitrale à exécution, les bons Offices de Sa Majesté Impériale ont été encore invoqués, afin qu'une convention arrêtée entre Sa Majesté Britannique et les Etats-Unis, stipulât les articles d'un accord, propre à établir, d'une part le mode à suivre pour fixer et déterminer la valeur des esclaves ou autres propriétés privées qui auroient été emménés en contravention au traité de Gand, et pour lesquels les Citoyens des Etats-Unis auroient droit de réclamer une indemnité, en vertu de la décision ci-dessus mentionnée de Sa Majesté Impériale; — de l'autre, à assurer un dédommagement aux individus qui ont supporté les pertes qu'il s'agit de vérifier et d'évaluer. Sa Majesté Impériale a consenti à prêter Sa méditation pour le dit objet, et a fondé et nommé le Sieur Charles Robert Comte de Nesselrode, Son Conseiller Privé, Membre du Conseil d'Etat, Sécrétaire d'Etat dirigeant le Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Chanbellan actuel, Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre Newsky, Grand-Croix de l'Ordre de St. Wladimir de la première classe, Chevalier de celui de l'Aigle Blanc de Pologne, Grand-Croix de l'Ordre de St. Etienne de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de la Légion d'Honneur de France, de Charles III. d'Espagne, de St. Ferdinand et du Mérite de Naples, de l'Annonciade de Sardaigne, de l'Etoile Polaire de Suède de l'Eléphant de Dannemarc, de l'Aigle d'Or de Wurtemberg, de la Fidelité de Bade, de St. Constantin de Parme, et des Guelfes de Hanovre; — Et le Sieur Jean Comte de Capodistrias, Son Conseiller Privé et Sécrétaire d'Etat, Cheva-

1822 Councillor and Secretary of State, Knight of the Order of Saint Alexander Newsky, Grand Cross of the Order of Saint Wladimir of the First Class, Knight of that of the White Eagle of Poland, Grand Cross of the Order of Saint Stephen of Hungary, of the Black and of the Red Eagle of Prussia, of the Legion of Honour of France, of Charles the Third of Spain, of Saint Ferdinand and of Merit of Naples, of Saint Maurice and of Saint Lazarus of Sardinia, of the Elephant of Denmark, of Fidelity and of the Lion of Zahringen of Baden, Burgher of the Canton of Vaud, and also of the Canton and of the Republic of Geneva; — as His Plenipotentiaries to treat, adjust, and conclude such Articles of Agreement as may tend to the attainment of the abovementioned end, with the Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of the United States, that is to say: — On the part of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Sir Charles Bagot, one of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of all the Russias: — And, on the part of the President of the United States, with the advice and consent of the Senate thereof, Henry Midleton, a Citizen of the said United States, and their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of all the Russias: — And the said Plenipotentiaries, after a reciprocal Communication of their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles.

Art. I. For the purpose of ascertaining and determining the Amount of Indemnification which may be due to citizens of the United States under the Decision of His Imperial Majesty, two Commissioners and two Arbitrators shall be appointed in the manner following, that is to say: — One Commissioner and one Arbitrator shall be appointed by His Britannick Majesty, and one Commissioner and one Arbitrator shall be nominated and appointed by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and the two Commissioners and two Arbitra-

lier de l'Ordre de St. Alexandre Newsky, Grand-Croix 1822
de l'Ordre de St. Wladimir de la première classe, Chevalier de celui de l'Aigle Blanc de Pologne, Grand-Croix de l'Ordre de St. Etienne de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de la Légion d'Honneur de France, de Charles III. d'Espagne, de St. Ferdinand et du Mérite de Naples, des Sts. Maurice et Lazare de Sardaigne, de l'Eléphant de Dannemarc, de la Fidélité et du Lion de Zahringen de Bade, Bourgeois du Canton de Vaud, ainsi que du Canton et de la République de Genève; — pour Ses Plénipotentiaires à l'effet de négocier, régler, et conclure tels articles d'un accord, qui pourroient faire atteindre la fin indiquée plus haut, conjointement avec les Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique et des Etats-Unis, savoir: — De la part de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, le très Honorable Sir Charles Bagot, l'un des Membres du très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-Croix du très Honorable Ordre du Bain, et Son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale: — Et, de la part du Président des Etats-Unis, de l'avis et du consentement de leur Sénat, le Sieur Henry Middleton, Citoyen des dits Etats-Unis, et leur Envoyé extraordinaire et Ministre Plenipotentiaire près Sa Majesté Impériale. — Lesquels Plénipotentiaires, après s'être réciproquement communiqués leurs Pleinspouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

Art. I. Pour vérifier et déterminer le montant de l'indemnité qui pourra être due aux Citoyens des Etats-Unis, par suite de la décision de Sa Majesté Impériale, deux commissaires et deux Arbitres seront nommés de la manière suivante, savoir: — Un commissaire et un arbitre seront nommés par Sa Majesté Britannique; — l'autre commissaire et l'autre arbitre seront nommés et accrédités par le Président des Etats-Unis, de l'avis et du consentement de leur Sénat. Les deux commissaires, et

1822 tors thus appointed, shall meet and hold their sittings as a Board in the City of Washington.

They shall have power to appoint a Secretary, and, before proceeding to the other businees of the Commission, they shall respectively take the following oath or affirmation in the presence of each other, which oath or affirmation being so taken and duly attested, shall be entered on the record of their Proceedings, that is to say: — "I, A. B. one of the Commissioners (or Arbitra-„tors as the case may be) appointed in pursuance of the „Convention concluded at Saint Petersburgh on the $\frac{\text{twelfth}}{\text{thirtieth}}$ day of $\frac{\text{July}}{\text{June}}$ 1822, between His Majesty the Em-„peror of all the Russias, His Britannick Majesty, and "the United States of America, do solemnly swear (or "affirm) that I will diligently, impartially, and carefully "examine, and to the best of my judgment, according to „justice and equity, decide, all matters submitted to me „as Commissioner (or Arbitrator, as the case may be) „„under the said Convention." All vacancies occurring by „death or otherwise, shall be filled up in the manner of the original appointments, and the new Commissioners or Arbitrators shall take the same oath (or affirmation), and perform the same duties.

Art. II. If at the first meeting of this Board, the Governments of Great Britain and of the United States shall not have agreed upon an average value to be allowed as compensation for each Slave for whom Indemnification may be due, — then, and in that case, the Commissioners and Arbitrators shall conjointly proceed to examine the testimony which shall be produced under the authority of the President of the United States, together with such other competent testimony as they may see cause to require or allow, going to prove the true value of Slaves at the period of the exchange of the Ratifications of the Treaty of Ghent; and upon the evidence so obtained, they shall agree upon and fix the average value. But in case that the majority of the Board of Commissioners and Arbitrators should not be able to agree respecting such average value, then, and in that case, recourse shall be had to the Arbitration of the Minister or other Agent of the Mediating Power

les deux arbitres ainsi nommés, se réuniront en conseil, 1822
et tiendront leurs séances dans la ville de Washington.

Ils auront le pouvoir de choisir un sécrétaire, et, avant de procéder au travail de la commission, ils devront prêter respectivement, et en présence les uns des autres, le serment ou l'affirmation qui suit, et ce serment ou affirmation prêté et formellement attesté, fera partie du protocole de leurs actes, et sera conçu ainsi qu'il suit: — „Moi A. B. l'un des commissaires (ou arbitres, „suivant le cas) nommés en exécution de la convention „conclue à St. Petersbourg le $\frac{\text{12 Juillet}}{\text{30 Juin}}$ 1822, entre Sa Ma„jesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté Bri„tannique, et les Etats-Unis d'Amérique, jure (ou af„firme) solennellement, que j'examinerai avec diligence, „impartialité, et sollicitude, et que je déciderai d'après „mon meilleur entendement, et en toute justice et équité, „toutes les réclamations qui me seront déférées en ma „qualité de commissaire (ou d'arbitre, suivant le cas) à la suite de la dite convention." Les vacances causées par la mort, ou autrement, seront remplies de la même manière qu'au moment de la nomination primitive, et les nouveaux commissaires ou arbitres devront prêter le même serment (ou affirmation) et s'acquitter des mêmes devoirs.

Art. II. Si, lors de la première réunion de ce conseil, le gouvernement de la Grande-Bretagne et celui des Etats-Unis ne sont point parvenus à determiner d'un commun accord, la valeur moyenne qui devra être assignée comme compensation pour chaque esclave pour lequel il sera dû une indemnité, — dans ce cas les commissaires et les arbitres procèderont conjointement à l'examen de tous les témoignages qui leur seront présentés par ordre du Président des Etats-Unis, ainsi que de tous les autres témoignages valables qu'ils croiront devoir réquérir ou admettre, dans la vue d'arrêter la véritable valeur des esclaves à l'époque de l'échange des ratifications du traité de Gand; et d'après les preuves qu'ils auront ainsi obtenues, ils établiront et fixeront la susdite valeur moyenne. — Dans le cas où la majorité du conseil des commissaires et arbitres ne pourroit pas s'accorder sur cette valeur proportionelle, alors on aura recours à l'ar-

1822 accredited to the Government of the United States. A statement of the evidence produced, and of the proceedings of the Board there-upon, shall be communicated to the said Minister or Agent, and his decision, founded upon such evidence and proceedings, shall be final and conclusive. — And the said average value, when fixed and determined by either of the three before-mentioned methods, shall, in all cases, serve as a rule for the compensation to be awarded for each and every Slave for whom it may afterwards be found that Indemnification is due.

Art. III. When the average value of Slaves shall have been ascertained and fixed, the two Commissioners shall constitute a Board for the examination of the Claims which are to be submitted to them, and they shall notify to the Secretary of State of the United States, that they are ready to receive a definitive List of the Slaves and other private Property, for which the Citizens of the United States claim Indemnification; — it being understood and hereby agreed, that the Commission shall not take cognizance of nor receive, and that His Britannick Majesty shall not be required to make compensation for, any Claims for Private Property under the first Article of the Treaty of Ghent, not contained in the said List. And His Britannick Majesty hereby engages to cause to be produced before the Commission, as material towards ascertaining facts, all the evidence of which His Majesty's Government may be in possession, by returns from His Majesty's Officers, or otherwise, of the number of Slaves carried away. But the evidence so produced, or it's defectiveness, shall not go in bar of any Claim or Claims which shall be otherwise satisfactorily authenticated.

Art. IV. The two Commissioners are hereby empowered and required to go into an examination of all the Claims submitted through the above-mentioned List, by the Owners of Slaves or other Property, or by their lawful Attornies or Representatives, and to determine the same respectively, according to the merits of the several cases, under the rule of the Imperial Decision hereinabove recited, and having reference, if need there be, to the explanatory Documents hereunto annexed, marked

bitrage du ministre ou autre agent de la puissance mé- 1822
diatrice accrédité auprès du gouvernement des Etats-Unis. Toutes les preuves produites, et tous les actes des opérations du conseil à ce sujet lui seront communiqués, et la décision de ce ministre ou agent, basée, comme il vient d'être dit, sur ces preuves, et sur les actes de ces opérations, sera régardée comme finale et définitive. C'est sur la valeur moyenne, fixée par un des trois modes mentionnés ci-dessus, que devra être règlée en tout état de cause, la compensation qui sera accordée pour chaque esclave, pour lequel on réconnoitra par la suite qu'une indemnité est due.

Art. III. Lorsque le prorata aura été ainsi arrêté, les deux commissaires se constitueront en conseil pour l'examen des réclamations qui leur seront soumises, et ils notifieront au sécrétaire d'état des Etats-Unis, qu'ils sont prêts à recevoir la liste définitive des esclaves et autres propriétés privées pour lesquels les citoyens des Etats-Unis réclament une indemnité. Il est entendu, que les commissaires ne sauroient examiner ni recevoir, et que Sa Majesté Britannique ne sauroit, en vertu des clauses de l'article premier du traité de Gand, bonifier aucune prétention qui ne seroit pas portée sur la dite liste. Sa Majesté Britannique s'engage d'autre part, à ordonner que tous les témoignages que Son gouvernement peut avoir acquis, par les rapports des officiers de Sa dite Majesté, ou par tout autre canal, sur le nombre des esclaves emménés, soient mis sous les yeux des commissaires, afin de contribuer à la vérification des faits. Mais, soit que ces témoignages viennent à être produits, soit qu'ils manquent, cette circonstance ne pourra porter préjudice à une réclamation, ou aux réclamations, qui, par une autre voie, seront légitimées d'une manière satisfaisante.

Art. IV. Les deux commissaires sont autorisés et chargés d'entrer dans l'examen de toutes les réclamations qui leur seront soumises, au moyen de la liste ci-dessus mentionnée, par les propriétaires d'esclaves ou les possesseurs d'autres propriétés, ou par ses procureurs ou mandataires de ceux-ci, et à prononcer sur ces réclamations, suivant le dégré de leur mérite, la lettre de la décision impériale citée plus haut, et, en cas de besoin, la teneur des documens ci-annexés,

1822 A. and B. And, in considering such Claims, the Commissioners are empowered and required to examine on oath or affirmation, all such persons as shall come before them, touching the real number of the Slaves, or value of other Property for which Indemnification is claimed; and also to receive in evidence, according as they may think consistent with Equity and Justice, written depositions or papers, such depositions or papers being duly authenticated, either according to existing legal forms, or in such other manner as the said Commissioners shall see cause to require or allow.

Art. V. In the event of the two Commissioners not agreeing in any particular case under examination, or of their disagreement upon any question which may result from the stipulations of this Convention, then, and in that case, they shall draw by lot the name of one of the two Arbitrators, who, after having given due consideration to the matter contested, shall consult with the Commissioners, and a final decision shall be given conformably to the opinion of the majority of the two Commissioners, and of the Arbitrator so drawn by lot. And the Arbitrator, when so acting with the two Commissioners, shall be bound in all respects by the rules of proceeding enjoined by the fourth Article of this Convention upon the Commissioners, and shall be vested with the same powers, and be deemed, for that case, a Commissioner.

Art. VI. The decision of the two Commissioners, or of the majority of the Board, as constituted by the preceding Article, shall, in all cases, be final and conclusive, whether as to the number, the value, or the ownership of the Slaves or other Property for which Indemnification is to be made; — and His Britannick Majesty engages to cause the sum awarded to each and every Owner, in lieu of his Slave or Slaves, or other Property, to be paid in specie without deduction, at such time or times, and at such place or places, as shall be awarded by the said Commissioners, and on condition of such releases or assignments to be given, as they shall direct; — provided, that no such payments shall be fixed to take place sooner than twelve months from

et cotés A et B. En considérant les dites réclamations, 1822
les commissaires sont autorisés à interpeller sous serment ou affirmation, telle personne qui se présentera à eux, concernant le véritable nombre des esclaves, ou la valeur de toute autre propriété pour laquelle il seroit réclamé une indemnité. — Ils sont autorisés de même à reçevoir, autant qu'ils le jugeront conforme à l'équité et à la justice, toutes les dépositions écrites qui seroient duement légitimées, soit d'après les formes existantes voulues par la loi, soit dans tout autre mode que les dits commissaires auroient lieu d'exiger ou d'admettre.

Art. V. Si les deux commissaires ne parviennent pas à s'accorder sur une des réclamations qui seront soumises à leur examen, ou s'ils diffèrent d'opinion sur une question résultant de la présente convention, alors ils tireront au sort le nom d'un des deux arbitres, lequel, après avoir pris en mûre delibération l'objet en litige, le discutera avec les commissaires. La décision finale sera prise conformément à l'opinion de la majorité des deux commissaires et de l'arbitre tiré au sort. Dans des cas semblables, l'arbitre sera tenu de procéder, à tous égards, d'après les règles prescrites aux commissaires par le quatrième article de la présente convention. Il sera investi des mêmes pouvoirs, et censé, pour le moment, faire les mêmes fonctions.

Art. VI. La décision des deux commissaires, ou celle de la majorité du conseil, formé ainsi qu'il a été dit en l'article précédent, sera, dans tous les cas, finale et définitive, soit rélativement au nombre et à la valeur, soit pour la vérification de la propriété des esclaves, ou de tout autre bien-meuble privé pour lequel il sera réclamé une indemnité; — et Sa Majesté Britannique prend l'engagement que la somme adjugée à chaque propriétaire, en place de son esclave ou de ses esclaves, ou de toute autre propriété, sera payée en espèces sans déduction, à tel tems ou à tels termes, et dans tel lieu ou tels endroits, que l'auront prononcé les dits commissaires, et sous clause de telles exemptions ou assignations qu'ils l'auront arrêté; — pourvu seulement, qu'il ne soit pas fixé pour ces payemens, de terme plus rapproché que celui

1822 the day of the exchange of the Ratifications of this Convention.

Art. VII. It is further agreed, that the Commissioners and Arbitrators shall be respectively paid in such manner as shall be settled between the Governments of Great Britain and of the United States, at the time of the exchange of the Ratifications of this Convention: and all other Expences attending the execution of the Commission shall bedefrayed jointly by His Britannick Majesty and the United States, the same being previously ascertained and allowed by the majority of the Board.

Art. VIII. A certified copy of this Convention, when duly ratified by His Majesty the Emperor of all the Russias, by His Britannick Majesty, and by the President of the United States, by and with the advice and consent of their Senate, shall be delivered by each of the Contracting Parties respectively to the Minister or other Agent of the Mediating Power accredited to the Government of the United States, as soon as may be after the Ratifications shall have been exchanged, which last shall be effected at Washington, in six months from the date hereof, or sooner if possible.

In Faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Convention, drawn up in two languages, and have hereunto affixed their Seals.

Done in triplicate at St. Petersburgh, this $\frac{\text{twelfth}}{\text{thirtieth}}$ day of $\frac{\text{July}}{\text{June}}$ one thousand eight hundred and twenty-two.

(L. S.) Nesselrode.
(L. S.) Capodistrias.
(L. S.) Charles Bagot.
(L. S.) Henry Middleton.

de douze mois, à partir du jour de l'échange des ratifications de la présente convention. 1822

Art. VII. Il est convenu en outre, que les commissaires et arbitres recevront, de part et d'autre, un traitement, dont les gouvernemens de Sa Majesté Britannique et des Etats-Unis se réservent de determiner le montant et le mode, à l'époque de l'échange des ratifications de la présente convention. Toutes les autres dépenses qui accompagneront les travaux de la commission, seront supportées conjointement par Sa Majesté Britannique et par les Etats-Unis. Ces dépenses devront d'ailleurs être au prélable vérifiées et admises par la majorité du conseil.

Art. VIII. Lorsque la présente convention aura été duement ratifiée par Sa Majesté Impériale, par Sa Majesté Britannique, et par le Président des Etats-Unis, de l'avis et du consentement de leur sénat, une copie vidimée en sera délivrée par chacune des parties contractantes, au ministre ou autre agent de la puissance médiatrice accrédité près le gouvernement des Etats-Unis, et cela le plutôt que faire se pourra après que les ratifications auront été échangées. Cette dernière formalité sera remplie à Washington, dans l'espace de six mois de la date ci-dessous, ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé respectivement le cachet de leurs armes.

Fait triple à St. Pétersbourg, le $\frac{\text{douze Juillet}}{\text{trente Juin}}$ de l'année mil huit cent vingt et deux.

(L. S.) Nesselrode.

(L. S.) Capodistrias.

(L. S.) Charles Bagot.

(L. S.) Henry Middleton.

1822

Annexe A.

Le soussigné, Sécrétaire d'Etat Dirigeant le Ministère Impérial des Affaires Etrangères, a l'honneur de communiquer à son Excellence Monsieur le Chevalier Bagot, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, l'Opinion que l'Empereur Son Maître a crû devoir exprimer sur l'objet des différends qui se sont élévés entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, rélativement à l'interprétation de l'Article premier du traité de Gand. Monsieur le Chevalier Bagot est invité à considérer cette opinion comme la décision arbitrale démandée à l'Empereur par les deux puissances.

Il se rappellera sans doute, qu'aussi bien que le plénipotentiaire des Etats-Unis, il a, dans tous ses mémoires, principalement insisté sur les sens grammatical de l'article premier du traité de Gand, et que même dans sa note du $\frac{8}{20}$ Octobre 1821, il a formellement déclaré, que c'étoit sur la *signification des mots dans le texte de l'article, tel qu'il existe*, que devoit se fonder la décision de Sa Majesté Impériale.

La même déclaration étant consignée dans la note du plénipotentiaire américain, en date du $\frac{4}{16}$ Novembre 1821, l'Empereur n'a fait que se conformer aux voeux énoncés par les deux parties, en vouant toute Son attention à l'examen de la question grammaticale.

L'opinion ci-dessus mentionnée fera connoître la manière dont Sa Majesté Impériale juge cette question, et afin que le cabinet de St. James connoisse également les motifs sur lesquels se fonde le jugement de l'Empereur, le soussigné joint à la présente un extrait de quelques observations sur le sens littéral de l'article premier du traité de Gandt

Sous ce rapport, l'Empereur s'est borné à suivre les règles de la langue employée dans la rédaction de l'acte par lequel les deux puissances ont réclamé son arbitrage, et défini l'objet de leur différend. C'est uniquement à l'autorité de ces règles que Sa Majesté Impériale a crû devoir obéir, et Son avis ne pouvoit qu'en être la conséquence rigoureuse et nécessaire.

Le soussigné saisit avec empressement cette occasion 1822
de réitérer à son Excellence Monsieur le Chevalier Bagot l'assurance de sa haute considération.

St. Pétersbourg, le 22 Avril 1822.

(*Signé*) NESSELRODE.

Annexe B.

Le soussigné, sécrétaire d'état dirigeant le ministère impérial des affaires étrangères, s'est empressé de porter à la connoissance de l'Empereur son maître, les explications dans lesquelles Monsieur l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique est entré avec le ministère impérial, à la suite de la communication préalable et confidentielle qui lui a été faite, ainsi qu'à Monsieur de Middleton, de l'opinion exprimée par l'Empereur sur le vrai sens de l'article premier du traité de Gand.

Monsieur le Chevalier Bagot entend, qu'en vertu de la décision de Sa Majesté Imperiale, "Sa Majesté Britan-„nique n'est pas tenue à indemniser les Etats-Unis d'au-„cuns esclaves qui, venant des endroits qui n'ont jamais „été occupés par Ses troupes, se sont volontairement réu-„nis aux forces britanniques, ou en conséquence de l'en-„couragement que les officiers de Sa Majesté leur avoient „offert, ou pour se dérober au pouvoir de leur maître, „ces esclaves n'ayant pas été emménés des lieux ou terri-„toires pris par Sa Majesté Britannique durant la guerre, „et conséquemment n'ayant pas été emménés des lieux dont „l'article stipule la restitution."

En réponse à cette observation, le soussigné est chargé par Sa Majesté Impériale de communiquer ce qui suit à Monsieur l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique.

L'Empereur ayant, du consentement mutuel des deux plénipotentiaires, émis une opinion fondée uniquement sur le sens qui résulte *du texte de l'article* en litige, ne se croit appélé à décider ici, aucune question rélative à ce que les loix de la guerre permettent ou défendent aux parties bélligerantes; — mais, toujours fidèle à l'interprétation grammaticale de l'article premier du traité de Gand, Sa Majesté Impériale dé-

1822 clare une seconde fois qu'il lui semble, d'après cette interprétation.

"Qu'en quittant les lieux et territoires dont le traité „de Gand stipule la restitution aux Etats-Unis, les for„ces de Sa Majesté Britannique n'avoient le droit d'em„méner de ces mêmes lieux et territoires absolument au„cun esclave, par quelque moyen qu'il fut tombé, ou „venu se rémettre en leur pouvoir." Mais, „que si durant „la guerre, des esclaves américains avoient été emménés „par les forces anglaises d'autres lieux que ceux dont „le traité de Gand stipule la restitution, sur territoire „ou à bord de vaisseaux britanniques, la Grande-Bre„tagne ne seroit pas tenue d'indemniser les Etats-Unis „de la perte de ces esclaves, par quelque moyen qu'ils „fussent tombés, ou venus se rémettre au pouvoir de „Ses officiers."

Quoique convaincu par les explications préalables dont il a été question plus haut, que tel est aussi le sens que Monsieur le Chevalier Bagot attache à son observation, le soussigné n'en a pas moins reçu de Sa Majeste Impériale, l'ordre d'adresser aux plénipotentiaires respectifs, la présente note, qui leur prouvera, que pour mieux répondre à la confiance des deux gouvernemens, l'Empereur n'a pas voulu qu'il put s'élever le plus léger donte sur les conséquences de Son opinion.

Le soussigné saisit cette occasion pour réiterer à son Excellence Monsieur le Chevalier Bagot les assurances de sa haute considération.

St. Pétersbourg, le 22 Avril 1822.

(*Signé*) Nesselrode.

A. I.

Opinion de Sa Majesté Impériale.

Invité par la Grande-Bretagne et par les Etats-Unis d'Amérique, à émettre une opinion comme arbitre dans les différends qui se sont élevés entre ces deux puissances, au sujet de l'interprétation de l'article premier du traité qu'elles ont conclu à Gand le 24 Dé-

cembre 1814, l'Empereur a pris connaissance de tous 1822
les actes, mémoires, et notes, où les plénipotentiaires respectifs ont exposé à Son ministère des affaires étrangères, les argumens que chacune des parties en litige fait valoir à l'appui de l'interprétation qu'elle donne au dit article.

Après avoir mûrement pésé les observations dévéloppées de part et d'autre; — Considérant que le plénipotentiaire britannique et le plénipotentiaire américain ont démandé que la discussion fut close; — Considérant que le premier, dans sa note du $\frac{8}{20}$ Octobre 1821, et le second, dans sa note du $\frac{4}{16}$ Novembre suivant, ont déclaré que *c'est sur la construction du texte de l'article, tel qu'il existe*, que la décision arbitrale doit se fonder, et que l'un et l'autre n'ont invoqué que comme moyens subsidiaires, les principes généraux du droit des gens et du droit maritime:

L'Empereur est d'avis, "Que ce n'est que d'après le „sens littéral et grammatical de l'article premier du traité „de Gand, que la question peut être décidée."

Quant au sens littéral et grammatical de l'article premier du traité de Gand: — Considérant que la période sur la signification de laquelle il s'élève des doutes, est construite ainsi qu'il suit: —

"Tous les territoires, lieux, et possessions quelcon„ques pris par l'une des parties sur l'autre durant „la guerre, ou qui pourroient être pris après la si„gnature du présent traité, à l'exception seulement des „isles ci-dessous mentionnées, seront rendus sans délai, „et sans faire détruire ou emporter aucune partie de l'ar„tillerie ou autre propriété publique *originairement „prise dans les dits forts et lieux, et qui s'y trou„vera au moment de l'échange des ratifications du „traité*, ou aucuns esclaves ou autres propriétés privées: „—Ettous archives, régistres, actes, et papiers, soit d'une „nature publique, ou appartenans à des particuliers, qui, „dans le cours de la guerre, peuvent être tombés entre „les mains des officiers de l'une ou de l'autre partie, seront „de suite, en tant qu'il sera praticable, restitués et délivrés „aux autorités propres et personnes auxquelles ils appartien„nent respectivement." — Considérant que dans cette période, les mots *originairement prise*, et *qui s'y trouvera au moment de l'échange des ratifications*, forment une phrase incidente, laquelle ne peut se rapporter

1822 *grammaticalement* qu'aux substantifs ou sujets qui précèdent; — qu'ainsi l'article premier du traité de Gand ne défend aux parties contractantes d'emporter des lieux dont il stipule la restitution, que les seules propriétés publiques *qui y auroient été originairement prises, et qui s'y trouveroient au moment de l'échange des ratifications*; mais qu'il defend d'emporter de ces mêmes lieux, aucune propriété particulière quelconque: —

Que d'un autre côté, ces deux défenses ne sont applicables qu'uniquement aux lieux dont l'article stipule la restitution: —

L'Empereur est d'avis, "Que les Etats-Unis d'Amérique sont en droit de réclamer de la Grande-Bretagne „une juste indemnité pour toutes les propriétés particulières que les forces britanniques auroient emportées, et, comme il s'agit plus spécialement d'esclaves, „pour tous les esclaves que les forces britanniques auroient emménés des lieux et territoires dont le traité „stipule la restitution, en quittant ces mêmes lieux et „territoires."

"Que les Etats-Unis sont en droit de régarder comme „emménés, tous ceux de ces esclaves, qui, des territoires indiqués ci-dessus auroient été transportés à bord „de vaisseaux britanniques, mouillés dans les eaux des „dits territoires, et qui, par ce motif, n'auroient pas été „restitués."

"Mais que s'il y a des esclaves américains, emménés „de territoires dont l'article premier du traité de Gand „n'a pas stipulé la restitution aux Etats-Unis, les Etats-„Unis ne sont pas en droit de réclamer une imdemnité „pour les dits esclaves."

L'Empereur déclare en outre, qu'il est prêt à exercer l'office de médiateur, qui lui a été déféré d'avance par les deux états, dans les négociations que doit amener entre Eux, la décision arbitrale qu'ils ont demandée.

Fait à St. Pétersbourg, le 22 Avril 1822.

24.

Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du 16 Juillet 1822. 1822

(*Gesetz-Sammlung für die Königlich Preufsischen Staaten* J. 1822. No. 15. S. 190.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlich Schwarzburg-Sondershausischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preussische als die Fürstlich Schwarzburg-Sondershausensche Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis auf eine Stunde Entfernung von der Gränze verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Aemtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Ortsschultheifsen vorgenommen werden.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exem-

1822 plar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder, in dessen Abwesenheit, der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchung vorgenommen werden soll, dabei zugezogen werde.

4. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schaden - Ersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Casse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

5. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Fürstlich-Schwarzburg-Sondershausenschen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

6. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin den 16ten Juli 1822.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf v. Bernstorff.

25.

Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Lippe pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du 31 Juillet 1822. 1822

(*Gesetz-Sammlung für die Koniglich Preufsischen Staaten* J. 1822. No. 15. S. 191.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlich Lippeschen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, so erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preussische, als die Fürstlich Lippesche Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie zur Kenntnifs der Behörden gelangen, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forsteigenthums möglichst mitzuwirken, sollen die wechselseitigen verpflichteten Forst- und Polizeibeamten befugt sein, in den Fällen der Waldfrevel, Haussuchungen im Gebiete des andern Staats, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält oder der gefrevelte Gegenstand befinden dürfte, zu veranlassen. Dieselben haben sich zu diesem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde zu wenden und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart aufzufordern.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Beamten einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder

1822 Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer polizeilichen Geldstrafe.

4. Für die Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern begangen worden, soll dem officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den kompetenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtelung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

5. Die einziehung des Betrages der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schaden-Ersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Casse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist:

6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Fürstlich Lippeschen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersu-

---

26.

Déclaration de S. M. la Duchesse de Parme, Plaisance et Guastalle concernant l'abolition du droit d'aubaine en faveur des sujets de S. M. le Roi de Bavière, du 23 Mars 1822.

(*Regierungs- und Intelligenz-Blatt für das Königreich Baiern* 1822. Nro. 19.)

Parma 23. Marzo 1822.

Noi Maria Luigia Principessa Imperiale ed Arciduchessa d'Austria, per la grazia di Dio Duchessa di Parma, Piacenza e Guastalla etc. etc.

chung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird. 1822

7. Die Fürstlich Lippesche Regierung verpflichtet sich nicht nur, die in dem Königlich Preufsischen Gesetze vom 7ten Juni v. J. vorgeschriebene Beeidigung, in Rücksicht der Fürstlich Lippeschen Gränz-Forstbedienten, zu verordnen, sondern auch letztere von der Theilnahme an den Geldstrafen und von dem Genusse der Anzeigegebühren auszuschliefsen.

8. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Lippe zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiden Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 31ten Juli 1822.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von. Bernstorff.

26.

Parma den 23. März 1822.

Wir Maria Louise Kaiserliche Prinzessin und Erzherzogin von Oesterreich, von Gottes Gnaden Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla etc. etc.

1822 Essendoci stato sottoposto che la legislazione del Regno di Baviera *non ha mai privato i Forestieri dell' uso dei diritti civili, e principalmente di quelli dell' acquisto e della possessione in quel Regno,*

Dichiariamo:

1. Il diritto d'albinaggio è abolito negli Stati di Parma in favore de Sudditi di S. M. il Re di Baviera.
2. Essi potranno perciò godere dei diritti civili, e così potranno liberamente acquistare beni di qualunque sorta, a titolo oneroso o gratuito, è tanto fra vivi, che a causa di morte, sia per testamento, sia per successione legitima, comme se fossero Sudditi dello Stato.

Dato a Parma il 23 Marzo 1822.

MARIA LUIGIA.

Per espresso e supremo ordine di S. M.

Il Presidente dell' Interno,

Barone Commend. F. Cornacchia.

27.

Déclaration de S. M. le Roi de Bavière concernant l'abolition du droit de détraction et de traite foraine entre la Bavière et les duchés de Parme, Plaisance et Guastalle, du 31 Juillet 1822.

(*Regierungs-und Intelligenz-Blatt für das Königreich Baiern* 1822. No. 30.)

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem das in den Staaten von *Parma, Piacenza* und *Guastalla* noch allgemein übliche Heimfallrecht ge-

Nachdem Uns vorgetragen worden ist, dafs die Gesetze des Königreichs Baiern *den Fremden die Ausübung der bürgerlichen Rechte, und besonders jener der Erwerbung und des Besitzes in dem gedachten Königreiche, niemalen abgesprochen haben,* 1822

so erklären Wir:

1. Das Heimfallrecht gegen die Königlich Baierischen Unterthanen, ist in den Staaten von Parma abgeschafft.
2. Dieselben können demnach der bürgerlichen Rechte geniefsen, und mithin Güter jeder Art, mit oder ohne Lasten, und sowohl unter Lebenden wie durch Sterbfälle, es sei durch Testament oder aus rechtmäfsiger Erbfolge, erwerben, als wenn sie Unterthanen des Staats wären.

Gegeben zu Parma den 23. März 1822.

Auf höchsten besondern Befehl Ihrer Majestät.

Der Präsident des Innern:

Baron Commend. F. Cornacchia.

---

gen Angehörige fremder Staaten, bereits durch die Erklärung vom 23. März d. J. zu Gunsten Unserer Unterthanen aufgehoben worden (Regierungs- und Intelligenz-Blatt No. 19. S. 516-519.), und Wir demnächst mit *Ihrer Majestät der Frau Erzherzogin von Oesterreich, Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla,* zum Vortheile des gegenseitigen Verkehrs zwischen beiden Staaten, über Festsetzung einer vollkommenen Freizügigkeit übereingekommen sind, auch die Auswechselung der beiderseitigen, von besagter Ihrer Majestät unterm 18. Mai, von Uns aber am 10. Juni d. J., vollzogenen Ratificationen am 23. d. M. hieselbst Statt gefunden hat; so soll dieses durch das Regierungs- und Intelligenz-Blatt zu Jedermanns Wissenschaft, besonders Unsern Kreis-Regierungen, dann andern unmittelbaren wie mittelbaren Behörden, zu schuldiger Nachachtung, bekannt gemacht werden, damit der erwähnte Vertrag bei allen vorkommenden Fällen in genauen Vollzug gebracht,

1822 sohin rücksichtlich alles Vermögens, welches von nun an durch Erbschaft, Heirath, Auswanderung, Schenkung, Kauf, Tausch, oder wie sonst immer aus unsern Staaten in die Herzogthümer Parma, Piacenza und Guastalla exportirt wird, die vollkommene Freiheit von Nachsteuer, Abschofs, Erbsteuer, oder andern dergleichen Abzügen, beobachtet und gestattet werde.

München, den 31sten Juli 1822.

MAXIMILIAN JOSEPH.

Graf von Rechberg.

Auf Königlichen Allerhöchsten Befehl:

der General-Secretär,

von Baumüller.

28.

Manifeste du prince régent du Brésil, adressé à tous les gouvernemens et à toutes les nations amies; publié à Rio Janéiro le 6 *Août* 1822.

(*Journal de Francfort* 1822. 25 Octobre. No. 297.)

Désirant ainsi que le peuple qui me reconnoit comme prince régent, conserver les relations politiques et commerciales qui subsistent avec les gouvernemens et nations amies de ce royaume, et assurer la continuation de cette approbation ou de cette estime due au caractère brésilien, il me convient de rapporter succinctement mais sincèrement, la série de faits et de motifs qui m'ont engagé à acceder au voeu général du peuple brésilien, qui a proclamé son indépendance politique à la face de l'univers, et qui désire, comme formant une grande et puissante nation, conserver intacts et dans toute leur vigueur les droits imprescriptibles que le Portugal a toujours cher-

ehé à enfreindre, et qu'il s'efforce d'attaquer plus que 1822
jamais depuis la célèbre régénération politique operée par les cortès de Lisbone.

Peu de tems après que les riches et vastes régions du Brésil se furent présentées par hazard à l'oeil du hardi Cabral, l'avarice et le proselytisme réligieux, premiers mobiles des decouvertes et des colonisations modernes, s'emparèrent d'elles par droit de conquête, et des lois de sang, dictées par des passions furieuses et des intérêts sordides, confirmèrent la tyrannie du Portugal. Les indigènes non civilisés et les colons européens traînèrent la même existence dans la servitude et la misère. On ouvrit les entrailles des montagnes, on en arracha de l'or; mais des lois absurdes et le quinto arrêtèrent des travaux qui n'étoient que commencés. Tandis que le gouvernement portugais, avec une insatiable voracité, dévoroit les trésors que la nature bienveillante avoit prodigués, il opprimoit les malheureuses provinces dont il tiroit les richesses par le plus odieux de tous les impôts, la capitation. Il vouloit faire payer aux Brésiliens l'air qu'ils respiroient et la liberté d'exister dans leur pays natal. Si l'industrie de quelque homme actif se dirigeoit sur les moyens de donner une nouvelle forme à certaines productions du pays pour que le Brésil pût couvrir la nudité de ses enfans, des lois tyranniques prohiboient bientôt et punissoient de généreux efforts. Le but des Européens a toujours été de tenir ce beau pays dans la dépendance la plus absolue de la mère-patrie, parcequ'ils jugeoient nécessaire à la sûreté de leur pouvoir que les sources de nos richesses fussent taries ou appauvries.

Si un colon entreprenant montroit à ses concitoyens la perspective flatteuse de l'établissement de quelque nouvelle branche d'économie agricole, par l'introduction de plantes exotiques utiles et précieuses, des impôts accablans détruisoient bientôt des efforts que l'on avoit fait sous les auspices les plus favorables. Si des hommes cherchoient hardiment à detourner le cours des rivières, pour en retirer les trésors qu'elles receloient, ils étoient aussitôt arrêtés par les agens du monopole, et punis par des lois inexorables. Si le superflu des produits exigeoit un échange avec les produits étrangers, le Brésil ne pouvoit les porter dans les grands débouchés des nations et par conséquent toute rivalité commerciale

1822 étoit détruite. Il ne lui restoit d'autre ressource que le commerce avec les ports de la mère-patrie, ce qui excitoit encore davantage la cupidité, et ajoutoit à la prépondérance de ses tyrans.

Enfin quand le Brésilien, que la nature avoit doué de talens, vouloit, pour la connoissance de ses droits et de ses devoirs, acquérir des connoissances dans les sciences et les arts, il étoit obligé d'aller en Portugal mendier le peu de lumières qu'on y pouvoit trouver, et souvent il ne lui étoit pas permis de retourner dans son pays.

Tel a été le sort du Brésil pendant environ trois siècles; telle a été la cruelle politique au moyen de laquelle le Portugal, toujours injuste dans ses vues, toujours avide et tyrannique, a cherché à confirmer son pouvoir et sa splendeur factice. Les colons et les Indiens, les vainqueurs et les vaincus, leurs enfans et petits-enfans, ont tous, sans distinction, été soumis à l'anathème général; et comme l'ambition du pouvoir et la soif de l'or sont toujours insatiables, le Portugal n'a jamais cessé d'envoyer des pachas impitoyables, des magistrats corrompus, des essaims d'agens du fisc, qui, dans le délire de leurs passions et de leur avarice, ont brisé tous les liens moraux, publics et particuliers.

C'est ainsi qu'ils ont déchiré les entrailles du Brésil qui les enrichissoit, afin que le peuple, reduit au dernier degré du désespoir, pût, comme des musulmans soumis, faire des pélérinages à la nouvelle Mecque, pour acheter, au moyen de riches présens et offrandes, une éxistence qui n'étoit supportable qu'autant qu'elle étoit obscure. Si le Bresil a resisté à tant de fléaux, s'il a prospéré, quoi qu'accablé d'une telle oppression, il le doit à ses enfans courageux auxquels la nature a donné des forces gigantesques; il le doit à cette tendre mère qui a constamment accordé une nouvelle vigueur à ses enfans, afin qu'ils pussent surmonter les obstacles physiques et moraux que leurs frères ingrats avoient impitoyablement opposés à leur prospérité.

Cependant, quoique ulcéré par le souvenir de ses infortunes passées, le Brésil étant naturellement bon, n'a pas laissé que de recevoir avec une joie inexprimable l'auguste personne de Joan VI, ainsi que toute la famille royale: il a fait plus; il a reçu à bras ouverts la noblesse et le peuple qui émigroient, chassés par le despote de l'Europe, il s'est chargé avec joie du fardeau du

trône de mon auguste père, a conservé la splendeur du 1822
diadème qui lui ceignoit le front, a suppléé avec générosité et profusion aux dépenses d'une nouvelle cour exilée, et de plus, sans aucun intérêt particulier, et uniquement à cause des liens de fraternité, il a contribué, quoiqu'à une grande distance, aux dépenses de la guerre que le Portugal a si glorieusement soutenue contre ses invaseurs. Qu'a gagné le Brésil en retour de tant de sacrifices? La continuation des vieux abus, l'augmentation des nouveaux, introduits tant par la négligence que par l'immoralité et le crime. De tels malheurs demandoient hautement une prompte réforme dans le gouvernement, que rendoit facile une augmentation de lumières, et qu'exigeoient les droits incontestables d'hommes qui formoient la portion la plus considérable et la plus riche de la nation portugaise, et qui étoient favorisés de la nature par leur position géographique au centre du globe, par de vastes ports et enfin par la richesse naturelle de leur sol. Des sentimens d'une loyauté excessive, un amour outré pour leurs frères du Portugal, ont étouffé leurs plaintes, plié leur volonté, et fait céder à ces derniers cette palme glorieuse.

Lorsque le cri de la régéneration politique de la monarchie s'éleva en Portugal, les peuples du Brésil, se fiant dans l'inviolabilité de leurs droits, et jugeant leurs frères incapables d'avoir des sentimens différens des leurs abandonnèrent à ces ingrats la défense de leurs intérêts les plus chers, le soin d'une complette et nouvelle constitution, et s'endormirent tranquillement au bord du plus terrible précipice: se fiant entièrement dans la justice et la sagesse du congrès de Lisbone, le Brésil ésperoit en recevoir tout ce qui lui appartenoit de droit: combien il étoit loin de penser que ce même congrès trahiroit d'une manière aussi vile ses espérances et ses intérêts, intérêts qui sont si étroitement liés avec ceux de la généralité de la nation.

Le Brésil connoit actuellement son erreur, et si ses habitans n'étoient pas doués de ce généreux enthousiasme qui fait souvent confondre des lueurs passagères avec la vraie lumière de la raison, ils auroient vu dès le premier manifeste que le Portugal adressa aux peuples de l'Europe, qu'un des buts cachés de sa régénération si vantée étoit de retablir astucieusement l'ancien système colonial auquel il a toujours cru et croit encore aujourd'-

1822 hui devoir sa puissance et sa richesse. Le Brésil ne prévit pas que ses députés devant aller dans un pays étranger et éloigné, obligés de lutter contre les préjugés et les caprices invétérés de la métropole, manquant des appuis de leurs parens et amis, devoient nécessairement tomber dans l'état de nullité où nous les voyons; mais il leur a fallu les dures leçons de l'expérience pour leur faire connoître l'illusion de leurs espérances.

Cependant les Brésiliens sont excusables, car comment leurs ames sincères et généreuses auroientelles pu penser que cette régénération si prônée de la monarchie auroit commencé par le rétablissement de l'odieux système colonial? Il étoit bien difficile et presqu'incroyable de concilier ce plan absurde et tyrannique avec les lumières et le libéralisme que le congrès portugais prêchoit hautement! et il étoit encore moins croyable qu'il y eût des hommes assez audacieux et assez insensés pour oser (comme je le dirai bientôt) attribuer à la volonté et aux ordres de mon auguste père et Roi, le Seigneur D. Joao VI à qui le Brésil doit son élévation au rang de royaume, la volonté d'effacer d'un seul trait une des plus belles actions de sa vie, qui rendra sa mémoire éternelle dans l'histoire de l'univers. Un aveuglement aussi complet se croiroit difficilement si les faits ne parloient: mais il peut y avoir des sophismes contre vérité manifeste.

Tant que mon auguste père n'a pas quitté les rives de Janéiro, pour aller malheureusement habiter de nouveau celles du vieux Tage, le congrès de Lisbone affectoit envers le Brésil des sentimens d'une égalité fraternelle, et les principes lumineux d'une justice réciproque, déclarant formellement dans l'art. 21 des bases de la constitution: que la loi fondamentale qu'on alloit organiser et promulguer ne seroit applicable au Brésil que si ses députés, après être réunis, déclaroient que c'étoit la volonté des peuples qu'ils réprésentoient. Mais quelle a été l'épouvante de ces mêmes peuples quand ils ont vu qu'en opposition à cet article, au mépris de leurs droits inaliénables, une portion du congrès général décidoit de leurs intérêts les plus chers. En voyant la partie dominante de ce congrès incomplet, imparfait, traiter des objets d'une importance majeure, qui régardoient uniquement le Brésil, et celà sans entendre au moins les deux tiers de ses représentans!

Ce parti dominant, sans égard pour les lumières et 1822
la probité des hommes sensés qui existent dans les cortés, insulte le Brésil et veut continuer à le tromper par les moyens infernaux de la politique la plus noire, affectant une faternité qui n'a jamais existé il profite adroitement des écarts de la junte gouvernante de Bahia (qu'il a soutenue en cachette) pour dissoudre le noeud sacré qui lioit toutes les provinces du Brésil à une régence légitime et paternelle. Comment le congrès a-t-il osé reconnoître dans cette junte facheuse, une autorité suffisante pour détruire les liens politiques de sa province et se séparer du centre auquel elle se trouvoit réunie, et cela après le serment prêté par mon auguste père à la constitution promise à toute la monarchie? De quel droit ce congrès, qui ne représentoit que le Portugal, a-t-il sanctionné des actes aussi illégaux que criminels, et dont les conséquences sont des plus funestes pour tout le royaume uni? Et quels fruits en a tiré Bahia, si ce n'est le nom vain et ridicule de province de Portugal, et, qui pis est, les maux d'une guerre civile, et l'anarchie dans laquelle elle se trouve plongée par la faute de son premier gouvernement vendu aux démagogues de Lisbone, et à quelques autres hommes égarés par des idées anarchiques et républicaines. Quand bien même Bahia pourroit se conserver province du chétif Portugal, seroit-ce donc plus que d'être une des premières du vaste et grand Brésil? Mais ce n'étoient pas là les vues du congrès. Le Brésil ne devoit pas être royaume, il devoit descendre de son trône, se depouiller du manteau royal, déposer la couronne et le sceptre, et rétrograder dans l'ordre politique de l'Univers, recevoir de nouveaux fers et s'humilier comme esclave devant le portugal.

Sans nous arrêter davantage ici, examinons la marche progressive du congrès. Il autorise et établit des gouvernemens provinciaux, anarchiques, indépendans les uns des autres, mais rélevant du Portugal. Il détruit la responsabilité et l'harmonie, qui existe entre les pouvoirs civil, militaire et financier, ne laissant aux peuples de remèdes à des maux inévitables, qu'au-delà du vaste ocean: ressource imaginaire et inutile.

Le congrès voyoit bien, qu'il détruisoit l'architecture majestueuse de l'Empire Brésilien, qu'il alloit séparer ses parties, les mettre continuellement aux prises, anéantir

1822 ses forces et même convertir ses provinces en autant de républiques ennemies les unes des autres; mais peu lui importoit les malheurs du Brésil: pour lors des avantages momentanés lui suffisoient, et il ne craignoit pas de cruper l'arbre à la racine, pourvu qu'à limitation des sauvages de la Luisiane, il ceuillît aussitôt ses fruits, ne fût-ce qu'une fois

Les représentations de la junte et des députés de Pernambuco, qui avoient pour but de se voir délivrés des bayonettes européennes, auxquelles cette province devoit les dissentions intestines qui la déchiroient, furent sans effet. Ce fut alors que le Brésil commença à déchirer le voile épais qui obscurciscoit sa vue, et qu'il jugea à quoi ces troupes étoient destinées. Il examina les causes du mauvais accueil que recevoient les propositions du petit nombre de députés qu'il avoit déjà en Portugal, et perdit chaque jour davantage l'espérance de voir les choses s'améliorer et d'une réforme dans les délibérations du congrès; car il voyoit qu'on n'avoit pas plus d'égard à la justice de ses droits qu'au patriotisme de ses députés.

Ce n'est pas encore tout: les cortès de Lisbone n'ignoroient pas que le Brésil avoit été équisé par l'immense dette que le trésor devoit à la banque nationale, et que si celle-ci venoit à manquer, une immensité de familles se trouveroient ruinées et réduites à une totale indigence: cet objet étoit de la plus grande urgence: néanmoins le crédit de cette banque ne leur a jamais coûté la moindre inquiétude: il sembloit au contraire qu'ils faisoient leurs efforts, pour lui porter le dernier coup, en tirant du Brésil le surplus des revenus des provinces, qui devoient entrer dans son trésor public et central, et même en ôtant à la banque l'administration des contrats que le Roi mon auguste père lui avoit accordés pour l'amortissement de cette dette sacrée.

Arrivent enfin au Brésil les fatals décrets de mon retour en Europe et de l'extinction totale des tribunaux de Rio-Janéiro, pendant que ceux du Portugal devoient subsister. A l'instant, s'évanouit tout éspoir de conserver même une délégation du pouvoir exécutif qui fût un centre commun d'union et de force entre toutes les provinces de cet immense pays, si nécessaire pour donner aux mouvemens de sa machine sociale de a régularité, et sans lequel les dons que la nature lui

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

a faits avec profusion pour l'acroissement rapide de ses 1822
forces et de sa prosperité future eussent été répandus en vain.

Un gouvernement fort et constitutionnel pouvoit seul faciliter l'augmentation de civilisation et la richesse progressive du Brésil: lui seul pouvoit le défendre de ses ennemis externes, étouffer les factions internes des hommes ambitieux et méchans qui osoient attenter à la liberté, à la propriété individuelle, au repos et à la sûreté publique de l'état en général, et de chacune de ses provinces en particulier. Sans ce centre commun, je le repète, toute relation d'amitié et de commerce mutuel entre ce royaume, celui de Portugal et les pays étrangers, auroient mille chocs et embarras; et bien loin de voir notre richesse s'augmenter sous un système d'économie politique convenable au pays, nous la verrions au contraire s'engourdir, diminuer, et peut-être s'anéantir entièrement. Enfin, sans ce centre de force et d'union, les Brésiliens ne pourroient pas conserver leurs frontières ni leurs limites naturelles; et ils perdroient (ce à quoi travaille actuellement le congrès) tout ce qu'ils ont gagné au prix de tant de sang, de capitaux; et qui pis est, c'eût été aux dépens de l'honneur national et des grands intérêts politiques et commerciaux. Mais heureusement que la justice et la saine politique outragées ont élevé leurs cris en notre faveur, et l'exécution de décrets aussi détestables n'a pas eu lieu.

Les peuples de ce royaume n'ont pu qu'être très choqués de voir avec quel mépris les citoyens de merite brésiliens étoient traités, car dans la liste nombreuse de diplomates, ministres-d'état, conseillers et gouverneurs militaires, on ne rencontre pas un seul nom brésilien.

On sait actuellement dans quel but sinistre ont été nommés ces nouveaux bachas sous le titre de gouverneurs d'armes: il suffit de se rappeler que dans toutes les provinces on les a vu constamment s'opposer à la dignité et à la liberté du Brésil; de faire attention à la considération avec laquelle les cortès reçoivent leurs dépêches et la part qu'ils prennent aux affaires civiles et politiques, absolument étrangères au service militaire; ajoutez à cela la condescendance avec laquelle les cortès ont reçu les félicitations de la troupe fraticide expulsée de Pernambuco, l'approbation donnée par le parti do-

1822 minant du congrès aux procédés révoltans du général Avelez, qui, pour comble de maux, a donné occasion à la mort prématurée de mon fils chéri le prince D. Joao; l'indifference avec laquelle on a entendu le récit des scènes sanglantes de Bahia, provoquées par l'infâme Madeira, à qui on a envoyé de nouveaux renforts malgré la protestation des députés du Brésil; et on sera convaincu qu'après avoir subjugué la liberté des provinces, étouffé leurs justes réclamations, dénoncé comme anticonstitutionnels le patriotisme et l'honneur de leurs concitoyens, ces désorganisateurs ne prétendent qu'établir sous le masque de paroles trompeuses d'union et fraternité, un despotisme militaire complet avec lequel ils ésperent nous accabler.

Tout gouvernement juste et toute nation civilisée comprendra, que privé de son pouvoir exécutif, de ses tribunaux nécessaires, obligé d'aller au travèrs des périls d'une longue navigation mendier la grace et la justice au Portugal, Lisbone s'appropriant les revenus de ses provinces, déchu de son rang de royaume et dominé par les bayonnettes, c'en étoit fait du Brésil, il étoit pour toujours rayé du nombre des nations libres et se trouvoit de nouveau réduit à l'ancien état colonial et de commerce exclusif. Mais comme il ne convenoit pas de déclarer à la face du monde civilisé ces projets cachés et abominables, il a tâché de les dissimuler encore en nommant des commissions chargées de traiter les affaires politiques et commerciales de ce royaume. Les rapports de ces commissions sont répandus partout, et montrent clairement le machiavélisme et l'hypocrisie des cortès de Lisbone, qui ne peuvent tromper que des hommes ignorans, mais qui donnent de nouvelles armes aux ennemis répandus parmi nous. Ces faux et mauvais politiques disent actuellement que le congrès désire être instruit des voeux du Brésil et qu'il a toujours désiré y avoir égard dans ses délibérations; si c'est la vérité, pourquoi donc les cortès de Lisbone rejèttent-ils à présent même tout ce que proposent le petit nombre de députés que nous y avons?

Cette commission spéciale, chargée des affaires politiques de ce royaume, avoit déjà en son pouvoir les représentations de beaucoup de nos provinces et municipalités, par lesquelles on demandoit la dérogation du décret sur l'organisation des gouvernemens provinciaux et la

continuation de mon séjour dans ce royaume comme 1822
prince Régent. Cependant qu'a fait la commission? elle n'a eu égard à rien: à peine a-t-elle proposé mon séjour temporaire à Rio Janéiro, sans entrer dans le détail des attributions qui devoient me revenir comme délégué du pouvoir exécutif. Les peuples demandoient un seul entre de ce pouvoir, afin d'éviter le démembrement du Brésil en parties isolées et rivales. Qu'a fait la commission? elle a insidieusement proposé qu'on accordât au Brésil deux ou plus de centres, et même que les provinces qui le voudroient ainsi, correspondissent directement avec le Portugal.

Les cris de nos députés en faveur du Brésil se sont élevés mille et mille fois; leurs voix ont été étouffées par les insultes d'une horde salariée qui occupoit les tribunes. A toutes leurs réclamations on a toujours répondu qu'elles étoient contre le réglement intérieur des cortès, ou qu'on ne pouvoit déroger ce qui étoit déjà décidé, ou enfin on répondoit avec hauteur: il n'y a point ici de députés de provinces, tous sont députés de la nation, et la pluralité seule doit prévaloir. Principe de droit public faux et inoui, mais très utile aux dominateurs, parceque soutenu de la majorité des votes auropéens, ceux des Brésiliens devenoient nuls, et ils pouvoient ainsi enchainer le Brésil à leur aise. On a présenté au congrès la lettre que m'adressa le gouvernement de Saint-Paul, ainsi que le voeu unanime de la députation envoyée par le gouvernement, municipalité et clergé de la capitale. Tout a été vain; la junte de ce gouvernement a été insultée, traitée de rebelle, méritant d'être traduite devant les tribunaux. Enfin, par l'organe de la liberté de la presse, les écrivains brésiliens ont mis au jour les injustices et les erreurs du congrès: et en retour de leur loyauté et de leur patriotisme, ils ont été taxés, par la commission d'hommes intéressés et inspirés uniquement par le génie du mal.

Comment le Brésil pourroit-il ensevelir dans un éternel oubli tant d'insultes et d'atrocités? Il lui est également impossible d'avoir jamais confiance dans les cortès de Lisbone, se voyant à chaque instant abîmé et déchiré par une guerre intestine commencée par des hommes iniques, et même menacé des scènes horribles

1822 de Haïty, que nos furieux ennemis désireroient ardemment faire renaître.

Et n'est-elle pas aussi un commencement réél d'hostilités, la défense qu'a' faite ce gouvernement, que les nations etrangères avec lesquelles nous trafiquions librement nous envoient des munitions de guerre? Devons-nous aussi souffrir que le Portugal offre à la France de lui céder une partie de la province du Para, si cette puissance vent lui fournir des troupes et des vaisseaux avec lesquels il puisse nous enchaîner plus aisément et étouffer les cris de notre justice? Les belliqueux Brésiliens pourront-ils oublier que dans le même but on a fait de semblables propositions à l'Angleterre, en lui offrant de perpetuer le traité de commerce de 1810, et même de l'étendre par de plus grands avantages? Jusqu'où va la mauvaise foi et l'impolitique des cortès!

De plus, le congrès de Lisbone cherchant tous les moyens de nous opprimer, a répandu une cohorte d'émissaires secrets qui emploient toutes les ressources de l'astuce et de la perfidie pour corrompre l'ésprit public, troubler le bon ordre et fomenter l'anarchie dans le Brésil. Bien persuadés de la haine que ses peuples portent au despotisme, ces perfides émissaires ne cessent de pervertir l'opinion publique, et d'envenimer les actions les plus pures et les plus justes de mon gouvernement, osant avec témérité m'imputer le désir de séparer entièrement le Brésil du Portugal, et de faire revivre l'ancien systême arbitraire. Mais c'est en vain qu'ils tentent de désunir les habitans de ce royaume; les honnêtes Européens, nos concitoyens ne seront pas ingrats envèrs le pays qui les a adoptés pour enfans, les a honnorés et enrichis.

Les factieux des cortès n'étant pas encore satisfaits de cette suite de perfidies, osent insinuer qu'une grande partie de ces mesures désastreuses sont emanées du pouvoir exécutif; comme s'il étoit dans le caractère du Roi, du bienfaiteur du Brésil, d'être coupable de semblables atrocités; comme si le Brésil et le monde entier ignoroient que le seigneur Don Joao VI, mon auguste père, est réellement prisonnier d'état, dans une complète inaction, sans la volonté libre que devroit avoir tout véritable monarque qui jouiroit des attributions qu'une légi-

time constitution, quelque retrécie et suspecte qu'elle pût 1822
être, ne pourroit lui nier. L'Europe et le monde entier savent que ses ministres, les uns sont dans les mêmes circonstances, les autres sont créatures et partisans de la faction dominatrice.

Sans doute tant de provocations, tant d'injustices du congrès à l'égard du Brésil, sont nées de parties contraires, entre eux, mais ligués contre nous; les uns veulent forcer le Brésil à se séparer du Portugal, afin de pouvoir mieux entraver le systême constitutionel; le asutres desirent la même chose parcequ'ils voudroient se réunir à Espagne D'après cela, il n'est pas surprenant qu'en Portugal on écrive effrontement que ce royaume ne peut que gagner en perdant le Brésil.

Les cortès, aveuglés par l'orgueil et la vengeance, ont décidé par deux traits de plume une question de la plus haute importance pour la grande famille lusitanienne, en établissant que le siège de la monarchie seroit en. Portugal, sans consulter la volonté générale des portugais des deux hémisphères; comme si la plus petite partie du territoire portugais, et sa population stationnaire et restreinte, devoit être le centre politique et commercial de la nation entière. En effet, s'il convient à des états séparés, mais réunis sous un même chef, d'avoir le principe vital de leur énergie dans la partie la plus centrale et la plus puissante de la grande machine sociale, afin que le mouvement se communique dans tous ses points avec le plus de vigueur et de promptitude possible, sûrement le Brésil avoit un droit incontestable à posseder le siège du pouvoir exécutif. Car ce riche et vaste pays, dont les côtes prolongées s'étendent depuis deux degrés au nord de l'équateur, jusqu'à la rivière, de la Plata, et sont baignées par l'Atlantique, se trouve presqu'au centre du globe, au bord du grand canal par lequel se fait le commerce des nations, qui est le lien qui unit les quatre parties du monde. Le Brésil a l'Europe à sa gauche, ainsi que la partie la plus considérable de l'Amérique: vis-à-vis se trouve l'Afrique; à droite, le reste de l'Amérique et l'Asie, avec l'immense archipel du Sud, et derrière, la mer pacifique avec le détroit de Magellan, et le cap de Horn presqu'à sa porte.

Qui peut ignorer qu'il est presqu'impossible de donner une nouvelle vigueur à des peuples vieillis et usés?

1822 Qui est ce qui ne sait pas aujourd'hui que les beaux jours du Portugal sont passés, et que c'est seulement du Brésil, que cette petite portion de la monarchie peut espérer un soutien, et de nouvelles forces pour reprendre son ancienne virilité? Mais certainement il ne pourroit pas lui prêter ses secours, si ces insensés parvenoient à l'abattre, à le désunir et à le ruiner.

Quelle devroit être la conduite du Brésil au milieu du cours systématique de si grandes erreurs et de tant d'atrocités! Les cortès de Lisbone voudroient-ils par hazard feindre d'ignorer nos droits et nos convenances? Non, certainement; car, même parmi les factieux, il existe des hommes qui, bien que mauvais, ne sont point ignorans. Le Brésil doit-il souffrir et se contenter de demander humblement le remède à ses maux à des coeurs égoistes et sans pitié? Ne voit-il pas qu'en changeant les despotes, le despotisme continuera? Outre qu'une telle conduite seroit inepte et déshonorante, elle plongeroit le Brésil dans un gouffre de malheurs et le Brésil perdu, la monarchie l'est aussi

Placé par la providence au milieu de ce vaste et beau pays comme héritier et legitime délégué du Roi, mon auguste père, le premier de mes devoirs est non seulement d'avoir à coeur le bien-être de mes peuples mais aussi celui de toute la nation que je suis appelé à gouverner. Pour remplir ces devoirs sacrés, j'ai accédé aux voeux des provinces qui me demandoient de ne pas les abandonner: et voulant assurer le succès de mes délibérations, j'ai consulté l'opinion de mes sujets, et j'ai fait nommer et convoquer les procureurs-généraux de toutes les provinces pour en ouïr les conseils dans les affaires d'état et d'utilité publique. Ensuite de quoi, voulant leur donner une nouvelle preuve de mon amour et de ma sincérité, j'ai accepté le titre et la charge de défenseur perpétuel de ce royaume, que les peuples m'ont conféré: et enfin, voyant l'importance des évènemens, et écoutant le voeu général du Brésil qui vouloit être sauvé, j'ai convoqué une assemblée constituante et législative pour travailler à son bien être et à affermir son bonheur. Ainsi le reclamoient les peuples qui considèrent mon auguste père et Roi comme privé de sa liberté et sujet aux caprices de cette horde de factieux qui domine les cortès de Lisbone, dont il seroit absurde d'espérer jamais des mesures justes et utiles aux

destins du Brésil et au véritable bien de toute la nation portugaise. 1822

Je serois ingrat envers les Brésiliens, parjure à mes promesses, et indigne du nom de prince royal du royaume-uni de Portugal, Brésil et Algarves, si j'agissois différemment; mais je proteste en même tems devant Dieu et à la face de toutes les nations amies et alliées, que je ne désire point rompre les liens d'union et de fraternité qui doivent faire de toute la nation portugaise un seul tout politique bien organisé. Je proteste également que sauf la due et juste réunion de toutes les parties de la monarchie sous un seul Roi, comme chef suprême du pouvoir exécutif de toute la nation, je défendrai les droits légitimes et la constitution future du Brésil (qui j'espère sera bonne et prudente) avec toutes nos forces et aux dépens de mon sang si cela est nécessaire.

Je viens d'exposer avec précision et sincérité aux gouvernemens et aux nations auxquels je m'adresse dans le manifeste, les causes de la dernière résolution des peuples de ce royaume. Si le Roi mon auguste père étoit encore au sein du Brésil, jouissant de sa liberté et libre autorité. certainement il se complairoit à remplir les voeux de ce peuple loyal et généreux; et l'immortel fondateur de ce royaume, qui déjà en Février 1821 appelloit à Rio-Janéiro les cortès brésiliens, n'auroit pas manqué dans ce moment-ci de les convoquer comme je l'ai fait; mais notre Roi se trouvant prisonnier et captif, c'est à moi qu'il appartient de le relever de l'état humiliant auquel l'ont réduit les factieux de Lisbone. Il m'appartient comme à son délégué et son héritier, de sauver non seulement le Brésil, mais toute la nation portugaise.

Ma ferme résolution, ainsi que celle des peuples que je gouverne, est légitimement promulguée; j'espère donc que les hommes sages et impartiaux du monde entier, ainsi que les gouvernemens et nations amis du Brésil, rendront justice à des sentimens si justes et si nobles. Je serai prêt à recevoir leurs ministres et agens diplomatiques, et à leur envoyer les miens, tant que durera la captivité du Roi mon auguste père. Les ports du Brésil continueront à être ouverts à toutes les nations pacifiques et amies qui voudront faire le commerce que les lois ne défendent pas.

1822 Les colons européens qui voudront venir ici pourront compter sur la plus juste protection dans ce pays riche et hospitalier. Les savans, les artisans et ceux qui voudront y faire des établissemens y trouveront aussi amitié et bon accueil; et comme le Brésil sait respecter les droits des autres peuples et des autres gouvernemens légitimes, il espère aussi que par uue juste réciprocité ses droits inaliénables en seront reconnus et toujours respectés, pour, en cas contraire, ne pas se voir dans la dure nécessité d'agir contre les désirs de son coeur généreux.

Palais de Rio Janéiro, 6 Août 1822.

Prince Régent.

29.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant la réconnoissance réciproque des déclarations de majorité, du 3 Mars 1822.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1822. Nro. 9. p. 185.)

Zwischen der Königlich Sächsischen und Königlich Preufsischen Regierung ist, zu Erläuterung und Ergänzung der, unterm 20sten Februar 1816 wegen Abgabe und Fortsetzung der in dem Königreiche und Herzogthum Sachsen anhängigen Rechtssachen, abgeschlossenen Convention, und zwar des 11ten bis mit dem 16ten Paragraphen derselben folgende Uebereinkunft getroffen worden.

1. So oft von der Behörde des Landes, in welchem die Hauptvormundschaft anhängig ist, dem Minderjährigen venia aetatis ertheilt wird, soll diese in beiden Landestheilen in der Regel die Kraft der erlangten Volljährigkeit, mithin auch in Rücksicht auf das in dem andern Landestheile gelegene Vermögen, haben.

2. Sollen von dieser Regel Ausnahmen Statt finden 1822
und gewisse Beschränkungen der Dispositionsfähigkeit noch fortdauern, so müssen diese jedesmal namentlich in der, von der Behörde des Landes, wo die Hauptvormundschaft geführt wurde, über die Grofsjährigkeitserklärung auszustellenden Urkunden ausgedrückt werden.

3. Wenn auch Minderjährige das Land verlassen, in welchem die Hauptvormundschaft Statt findet, so soll doch dadurch, "in sofern sie noch Vermögen in beiden Landen besitzen," nichts in der Führung der Vormundschaft geändert werden, und mithin die von der Oberbehörde der Hauptvormundschaft ertheilte venia aetatis auch alsdann noch in dem andern Landestheile volle Wirkung haben.

Wie nun Se. Königliche Majestät von Sachsen diese Uebereinkunft allenthalben genehmigt, und wegen Vollziehung derselben das Erforderliche anzuordnen geruhet haben; so ist hierüber diese, zur Publication bestimmte Erklärung ausgefertigt und auf allerhöchsten Befehl unterzeichnet worden.

Dresden, am 3ten März 1822.

Sr. Königl. Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretär.

Detlev *Graf* von Einsiedel.

30.

Convention entre la Saxe royale et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen concernant la réception réciproque des vagabonds, du 11 Avril 1822.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1822. No. 15. p. 331.)

Zwischen der Königl. Sächsischen Landesregierung und dem Fürstlich Schwarzburg-Sondershausenschen

1822 geheimen Consilium ist, zu Feststellung der bei Uebernahme der Vagabunden und anderer Ausgewiesenen gegenseitig zu befolgenden Grundsätze, die Vereinigung verabredet worden, dafs, statt einer diefsfallsigen besondern Uebereinkunft, der Inhalt der, zwischen der Königlich Sächsischen und der Grofsherzoglich Sachsen-Weimarischen Regierung, unterm 14ten November 1821 geschlossenen Convention (Gesetzsammlung vom Jahre 1821, Nr. 21 Seite 155-159), unter den beiderseitigen Staaten als gegenseitig verbindlich anerkannt werden soll.

Wie nun Se. Königliche Majestät, unser allergnädigster Herr, vorstehende Vereinigung, welche vom Tage der in den beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication derselben an in Kraft treten soll, allenthalben genehmiget haben; also ist hierüber gegenwärtige Erklärung ausgefertiget und gewöhnlichermafsen vollzogen worden.

Dresden, am 11ten April 1822.

Königlich Sächsische Landesregierung.

31.

Convention entre le royaume de Saxe et le duché de Saxe-Cobourg-Saalfeld, concernant la réception réciproque des vagabonds du 20 Juill. 1822.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1822. No. 24. p. 381.)

Nachdem die Königlich Sächsische und die Herzoglich Sachsen-Coburg-Saalfeldische Regierung, zu Feststellung der hinsichtlich der Vagabunden und Ausgewiesenen zu befolgenden Grundsätze, übereingekommen sind, dafs, statt einer diesfallsigen besondern Uebereinkunft, der Inhalt der zwischen der erstgenannten Königlichen und der Herzoglich Sachsen-Gothaischen Regierung, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und ande-

rer Ausgewiesenen, unterm 17ten December 1821 abgeschlossenen, in der Königlich Sächsischen Gesetzsammlung vom Jahre 1822, No. 2. S. 11, abgedruckten Convention auch zwischen den Königlich Sächsischen und den Herzoglich Sachsen-Coburgischen Staaten als verbindlich anerkannt werden, und vom 1sten künftigen Monats August an in Kraft treten soll: 1822

So ist hierüber, auf Befehl Sr. Königlichen Majestät von Sachsen, diese Erklärung ausgefertigt worden, und wegen deren unverzüglicher Bekanntmachung und Vollziehung die nöthige Anordnung ergangen.

Dresden, am 20sten Juli 1822.

Königl. Sächs. Cabinets-Minister und Staats-Secretär.

Graf von Einsiedel.

32.

Convention entre le grand duché de Mecklenbourg-Schwerin et le duché d'Oldenbourg et la principauté de Lubec concernant l'extradition des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles; publiée le 31 *Août* 1822.

(*Schwerinsches Wochen-Blatt* 1822. St. 31.)

Mit dem Herzogthum Holstein-Oldenburg und dem Fürstenthum Lübeck ist nachstehende Convention, wegen wechselseitiger Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Gerichtsgebühren in Criminalfällen abgeschlossen.

Art. I. Alle, welche während des Aufenthalts in Mecklenburg-Schwerin oder im Herzogthum Oldenburg und Fürstenthum Lübeck ein Criminal-Verbrechen begangen, und sich vor der Bestrafung in die anderseitigen Länder begeben haben, sollen auf Requisition an das forum

1822 sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staat zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichem den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthalts-Ort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniefsen, von denselben nicht getrennt werden hönnen, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder, bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört. Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staats-Angehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichem Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen, irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier obenbenannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Diejenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der

gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen 1822
kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig, es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des erstern zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen contrahirenden Theile, nicht blofs auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden conventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein von dem einen der hohen contrahirenden Theile dem andern Theile zum weitern Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungs-Behörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahms-Orte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des auszuweisenden Staats für beendigt anzusehen ist.

Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport conventionsmäfsig begründet wird, übergeben.

1822 In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehören und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können. Gröfsere, sogenannte Vagabunden-Schube sollen künftig nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so mufs letzterer auch die Kosten des Transport und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseits zu bewirkenden Publication an verbindlich sein und in Kraft treten.

Nachdem nun Se. Durchlaucht der regierende Herzog zu Sachsen-Gotha und Altenburg diese Uebereinkunft genehmigt haben, so ist hierüber gegenwärtige zur Publication bestimmte Erklärung ausgefertigt worden.

So geschehen Gotha, den 13ten September 1822.

Herzogl. Sächs. Landes-Ministerium.

(L. S.) Friedrich August von Minckwitz.

In Gemäfsheit höchsten Befehls wird die vorbefindliche Uebereinkunft zu Jedermanns Wissenschaft und Nachachtung hierdurch bekannt gemacht, und den Unterobrigkeiten dabei noch insbesondere in Beziehung auf den §. 12. der gedachten Convention unverhalten gelas-

sen, dafs *hiesiger Seits* in Ansehung des Herzogthums 1822
Gotha für den Fall einer unmittelbaren Zuschickung heimathloser Personen die Aemter Georgenthal, Schwarzwald und Kranichfeld, in Ansehung des Herzogthums Altenburg die Stadt Kahla, — *Sachsen-Koburgischer Seits* aber die Aemter Themar und Saalfeld, ingleichem die Stadt Pösneck zu Uebernahms-Orten bestimmt worden sind.

Gotha, den 2ten November 1822.

Herzogl. Sächs. Landes-Regierung daselbst.

34.

Cartel pour la restitution réciproque des déserteurs, conclu entre la Russie et l'Autriche, à Vienne le $\frac{14}{26}$ Juillet 1822, et ratifié le 23 Septembre de la même année.

(*Le Moniteur Universel* 1823. No. 24. *Le Journal de Francfort* 1823. No. 17. 17 Janv.)

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne etc. et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème etc. ayant trouvé conforme aux rapports d'amitié et d'alliance heureusement existans entre les deux empires, de donner une plus grande extension au cartel conclu le 6-18 Juin 1815, pour la restitution réciproque des déserteurs, et désirant en outre assurer au moyen de stipulations plus précises l'accomplissement de quelques modifications relatives à l'exécution du dit cartel, préalablement arrêtées entre leurs ministères, ont resolu de réunir ces differentes clauses dans des articles additionnels au cartel du 6-18 Juin 1815 et ayant nommé à cet effet des plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne etc. etc. le Sieur Georges Comte Golowkin, conseiller privé actuel, sénateur, chambellan actuel, envoyé

1822 extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et Roi près S. M. J. et R. apostolique;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème etc. etc. le Sieur Clement-Venceslas Lothaire, Prince de Metternich-Winnebourg, Prince d'Ochsenhausen, Duc de Portella, chevalier de la toison d'or,

Et le Sieur Henri, Comte de Bellegarde, chevalier de la toison d'or, grand' croix de l'ordre impérial d'Autriche de Leopold etc. ministre d'Etat et des conférences, dirigeant le département de la guerre;

Les dits plénipotentiaires sont convenus des articles suivans:

Art. I. Outre les déserteurs de l'armée active tout homme appartenant à ce qui constitue la force armée dans les deux empires, et nommément à la Landwehr, ou à la réserve autrichienne, de même qu'à la première réserve polonoise, lequel passeroit sur le territoire de l'autre puissance sans passeport ou feuille de route en règle, sera considéré comme déserteur et restitué comme tel, même sans réclamation préalable, aussitôt que sa qualité aura été reconnue.

Art. II. Tout homme non militaire et sujet de l'une des puissances contractantes, qui se présenteroit à la frontière sans passeport ou autorisation en règle, sera réputé vagabond et repoussé comme tel de la frontière, à l'exception toute fois des propriétaires limitrophes dont les possessions sont coupées par la frontière, à l'égard desquels les stipulations de l'art. 20 du traité du 3 Mai 1815 restent en pleine vigueur.

Art. III. Tous les hommes désignés pour le service militaire, en particulier les hommes de la seconde réserve polonoise, et ceux portés dans les listes de la conscription autrichienne sous la dénomination "die conscribirt Anwendbaren" seront restitués, si même ils avoient passé la frontière avec un passeport en règle, du moment que de la part de leur gouvernement, ils seront individuellement réclamés pour le service militaire, soit dans l'armée active, soit dans la reserve ou la Landwehr, etc.

Art. IV. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes ne seront pas reçus au service militaire de l'autre, à moins qu'ils ne fassent constater, ou d'être, par les lois en vigueur dans leur patrie, libres de toute obligation du service militaire, tant dans l'armée

que dans la reserve ou la Landwehr, ou d'avoir satisfait à ces obligations; ou enfin d'avoir obtenu l'autorisation de leur gouvernement d'entrer au service militaire étranger. 1822

Art. V. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes, qui, au jour de la publication de la présente convention, ont déjà été reçus dans les armées de l'autre, auront le libre choix, ou de retourner dans leur patrie, ou de demeurer ultérieurement au service dans lequel ils se trouvent. Chaque soldat qui sera dans le cas d'opter de cette manière, devra se déclarer en conséquence dans l'espace d'un an à dater du jour de l'échange des ratifications des présens articles additionnels. Si son choix se prononce pour le retour dans sa patrie, son licenciement aura lieu sans qu'on puisse y opposer ni délai ni prétexte quelconque, et il pourra retourner librement dans sa patrie, sans que ni pour son éloignement, ni même pour la désertion, s'il s'en étoit rendu coupable, il puisse être inquiété en aucune manière: si au contraire il déclare librement vouloir demeurer au service militaire de l'autre puissance, il n'en résultera pour lui dans sa patrie ni confiscation de biens, ni autre recherche quelconque. Seront toutefois exclus de ce dernier bienfait ceux qui s'étant rendu coupables de désertion ne profiteroient pas du pardon qui leur est ainsi offert pour retourner librement dans leur patrie.

Art. VI. La liquidation des frais d'entretien pour les déserteurs dont la restitution s'effectue, ayant présenté différentes difficultés en suivant le mode prescrit pour le calcul de ce remboursement, il a été convenu d'y substituer le payement d'une somme fixe de 7 Kreutzers et demi, ou 7 Kopeks et demi, ou 15 gros de Pologne en argent, pour l'entretien journalier d'un déserteur; payement qui comprend le prix de la ration de pain pesant $1\frac{3}{4}$ livres, ainsi que celui du service du quartier pour lesquels on impute $3\frac{1}{2}$ Kr. et enfin les 4 Kr. alloués à titre de paye journalière à chaque déserteur par le §. 6 du susdit art. V du cartel du $\frac{6}{18}$ Juin 1815. Les frais d'entretien d'un déserteur, qui sont à rembourser, commencent à courir du jour de son arrestation, et seront approximativement calculées sur la distance à laquelle le déserteur se trouvoit du poste d'extradition au moment de son arrestation; bien entendu toutefois que ce

1822 remboursement ne peut jamais dépasser le terme de trois mois, sauf néanmoins le cas de maladie.

Art. VII. Dans le cas où un déserteur tomberoit malade postérieurement à l'époque de son arrestation, le prix d'une journée d'hôpital a été fixé de commun accord à 20 et un gros polonois, équivalent à 10 Kr. et demi ou 10 Kopeks et demi en argent, y compris le prix de l'entretien journalier de 7½ Kr. ou 15 gros de Pologne. Ces journées d'hôpital seront remboursées avec les autres de simple entretien au moment de l'extradition du déserteur.

Art. VIII. La récompense pécuniaire (Taglia) accordée par l'art. VI de la convention de cartel du $\frac{6}{18}$ Juin 1815, pour celui qui aura dénoncé ou amené un déserteur, sera également payée dans les cas prévus par l'art. I de la présente convention additionnelle: mais elle ne pourra être exigée dans le cas où l'homme qui n'étoit que désigné pour le service militaire sera restitué en suite de la réclamation individuelle voulue par l'art. III de la présente convention. Si cependant un tel individu déstiné au service militaire étoit gardé et transporté aux frais du gouvernement auquel il en a été fait la réclamation, le remboursement des frais d'entretien et de maladie, qu'il peut avoir occasionnés aura lieu au moment de son extradition, de la manière fixée à l'égard des déserteurs effectifs.

Art. IX. L'expérience ayant par fois démontré la nécessité de fournir aux déserteurs les vêtemens les plus indispensables, et cette nécessité pouvant également avoir lieu à l'égard des individus désignés pour le service militaire, que l'on seroit dans le cas d'extrader en suite d'une réclamation individuelle, conformément à l'art. III. de la présente convention additionnelle: on est convenu de délivrer aux uns et aux autres les vêtemens dont ils pourront avoir besoin, d'après la spécification suivante, qui contient et les objets à fournir et les prix qui devront être bonifiés de part et d'autre pour ces fournitures. Ces objets d'habillement seront confectionnés d'après les ordonnances en vigueur dans l'armée à laquelle le déserteur appartient, conformément aux modèles qui en ont été réciproquement communiqués. La fourniture de pareils vêtemens aux déserteurs sera constatée dans le protocole de présentation et le payement se fera en argent au moment de la remise du déserteur, conjointe-

ment avec les frais d'entretien et autres. Si le dit paye- 1822
ment se fait en or, le ducat d'Hollande sera calculé à 19 florins de Pologne en argent.

Art. X. Pour assurer l'exécution ponctuelle et régulière des arrangemens concernant la remise réciproque des déserteurs, il a été jugé utile de fixer de part et d'autre les points sur les frontières respectives, où cette remise devra exclusivement avoir lieu, et où se trouveront établis des commissaires civils et militaires, spécialement déstinés à recevoir les déserteurs, ainsi qu'à liquider et à solder, au moment même de leur réception, la Taglia et les differens frais qui pourroient être à bonifier. Ces endroits où la remise des déserteurs autrichiens devra se faire, seront, en Galicie, sur la frontière de Russie, Hussiatin et Brodi, et sur la frontière de Pologne, Narol, et pour la remise des déserteurs de l'armée russe ou polonoise, Sotanoff, et Radziwiloff en Russie, et Josefoff dans le royaume de Pologne. En cas que l'une ou l'autre des hautes parties contractantes auroit l'intention de faire de son côté des changemens à l'égard de ces endroits, ce changement ne pourroit s'effectuer qu'après en être convenu réciproquement.

Art. XI. Les présens articles additionnels au cartel du $\frac{6}{18}$ Juin 1815, auront la même force et valeur que s'ils étoient insérés mot à mot dans la convention principale, laquelle pour autant qu'il n'y auroit point été dérogé par les dits articles conservera sa pleine et entière vigueur.

Art. XII. Les ratifications des présens articles additionnels seront échangées dans le terme de deux mois on plus tôt si faire se peut; après cet échange, ils seront de suite publiés de part et d'autre, et dès lors mis à exécution pour autant qu'ils n'auroient pas déjà été observés antérieurement.

Fait à Vienne le $\frac{14}{26}$ Juillet 1822.

George *Comte* Golowkin. Metternich.

Bellegarde.

35.

1822 *Proclamation de l'Empereur de Brésil, adressée aux Portugais d'Europe, datée de Rio Janéiro du 21 Octobre 1822.*

(*Le Journal de Francfort* 1823. 23 Janv. No. 23.)

Portugais!

La force est insuffisante contre la volonté d'un peuple décidé à ne plus vivre dans l'esclavage. L'histoire du monde a confirmé cette vérité, devenue encore plus frappante par les rapides évènemens de ce vaste empire; d'abord séduit par les promesses flatteuses du congrès de Lisbone, dont la fausseté n'a pas tardé à éclater, le Brésil a été trahi ensuite dans ses droits les plus sacrés, dans ses intérêts les plus chers, et on ne lui présentoit pour toute perspective qu'un nouveau système de colonisation et un despotisme légal, mille fois plus insupportable que les caprices d'un seul tyran. Le grand et généreux peuple brésilien a été livré alors à toutes les alternatives d'une entière crédulité, d'une méfiance raisonnable et d'une haine mortelle; il a adopté la ferme résolution d'établir dans son sein une assemblée législative pour traiter avec sagesse et prudence le nouveau pacte social qui doit gouverner cet empire. Cette assemblée va commencer ces nobles travaux. Le grand et généreux peuple m'a unanimement choisi pour son défenseur perpétuel, fonction honorable que j'ai acceptée avec orgueil, et dont je suis décidé à m'acquitter même au sacrifice de ma vie.

Cette première mesure qui auroit dû ouvrir les yeux du congrès sur l'abîme profond dans lequel la nation entière est sur le point d'être précipitée; qui auroit dû le rendre plus circonspect dans sa conduite et plus juste dans ses actes, n'a servi qu'à enflammer la fureur des passions des démagogues, qui, à votre honte, siègent dans l'auguste sanctuaire des lois. Tous les moyens tendant à retenir le Brésil sous le joug de fer de la servi-

tude, ont obtenu l'approbation des cortès. Les cortès 1822
ont donné l'ordre à leurs troupes d'aller conquérir le Brésil, sous le prétexte frivole de réprimer les factions. Les députés du Brésil ont été publiquement insultés; leurs jours ont été menacés. Le senhor Don Jean VI., mon auguste père, a été forcé de descendre de la haute dignité de monarque constitutionnel par la captivité sévère dans laquelle il est retenu, et de jouer le rôle de simple publicateur des décrets furibonds de ses vils ministres, et des membres séditieux du congrès, dont les noms passeront avec leurs crimes à l'exécration de la postérité; et moi, l'héritier du trône, j'ai été méprisé, trompé par ceux même qui auroient dû apprendre au peuple à me respecter, afin qu'ils pussent eux-mêmes se faire respecter par le peuple.

Dans une situation si critique, l'héroïque nation du Brésil, après avoir épuisé toutes les voies de conciliation, a fait usage d'un droit dont personne ne peut lui disputer la possession. Le 12 de ce mois, elle m'a proclamé son empereur constitutionnel, et a déclaré son indépendance. Cet acte solemnel a mis un terme à toutes les méfiances et à toutes les jalousies des Brésiliens, excitées par les plans ambitieux du congrès portugais. Les monumens historiques qui pendant tant d'années avoit rappelé au peuple brésilien ses anciennes infortunes, ne servent plus qu'à le convaincre du dégré de prospérité auquel le Brésil seroit arrivé, s'il avoit été plus tôt séparé du Portugal, si le bon sens et la raison avoient plus tôt sanctionné une séparation faite par la nature.

Tel est l'état du Brésil. Depuis le 12 de ce mois, le Brésil ne fait plus partie intégrante de l'ancienne monarchie portugaise, mais rien n'empêche la continuation de leurs anciennes relations commerciales ainsi que je l'ai déclaré dans mon décret du 1er Août pourvu que le Portugal n'envoye pas de troupes pour envahir les provinces de cet empire.

Portugais, je vous offre un délai de quatre mois, pour prendre une décision. Choisissez l'un des deux, ou la continuation d'une amitié fondée sur la justice, la générosité, sur les liens du sang, sur les intérêts réciproques, ou une guerre violente qui ne pourroit se ter-

1822 miner que par l'indépendance du Brésil ou par la ruine des deux pays.

Palais de Rio Janéiro, 21 Octobre 1822.

L'Empereur.

36.

Lettre de l'Empereur de Brésil à son père le Roi de Portugal, du 23 Octobre 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 7 Février No. 38.)

Rio Janéiro, 23 Octobre.

Mon père, l'amour filial que je dois, sous tous les rapports, à V. M. me fait sentir le besoin de m'informer de la santé de V. M., à laquelle je prends le plus vif intérêt, comme doit faire tout fils qui, comme moi, aime son père.

V. M. sera instruite par les journaux que je lui transmets, de la haute dignité à laquelle j'ai été élevé par la voix unanime du bon, loyal et brave peuple, pour lequel je conserve la plus grande reconnoissance, puisqu'il est disposé à me soutenir, ainsi que ma posterité impériale et la dignité de cette nation dont j'ai le bonheur d'être Empereur et le défenseur perpétuel, et dans laquelle la nation portugaise peut trouver un refuge contre les malheurs qui la menacent.

J'ai l'honneur de baiser avec respect la main royale de V. M.

Le fils affectionné de V. M.

PEDRO.

37. 1822

Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et le duché de Saxe-Gotha, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 1 Novembre 1822.

(*Zusatz zum ersten Theile der neuen Beifugen zur (Gothaischen) Landes-Ordnung* No. CLVII.)

Es ist unter beiderseitiger landesherrlicher Genehmigung zwischen dem hiesigen Herzogl. geheimen Ministerium und dem Grofsherzogl. S. Weimar-Eisenachischen Staats-Ministerium die Uebereinkunft getroffen worden, in allen vorkommenden Fällen, welche die Uebernahme von Vagabunden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach den Bestimmungen der, beiderseits mit der Königl. Sächsischen Regierung abgeschlossenen, von Herzoglicher Regierung durch den Zusatz zu dem 1sten Theile der neuen Beifugen zur Landes-Ordnung No. CLII., unterm 18ten Januar dieses Jahres, bereits zur öffentlichen Kenntnifs gebrachten Convention richten zu wollen. Dabei sind *hiesiger Seits*

I) für das Herzogthum *Gotha*

1. gegen den Weimar-Jenaischen Kreis: die Gerichte zu Elgersburg für die von Ilmenau aus; und das Amt Cranichfeld für die aus den übrigen Theilen jenes Kreises Ausgewiesenen;

2. gegen den Eisenachischen Kreis: das Amt Gotha, und in so fern die Ausgewiesenen zu einer, in der Nähe der nachbenannten Gerichtsstellen liegenden diesseitigen Ortschaft gehören: das Amt Tenneberg, und die Gerichte zu Thal und Nazza;

II) für das Herzogthum *Altenburg* gegen die, an dasselbe anstofsenden Grofsherzogl. Landes-Theile: die Städte Camburg, Roda, Eisenberg, Cahla und Ronneburg;

1822 *Sachsen-Weimar-Eisenachischer Seits*

1) für den Weimar-Jenaischen Kreis:

1. gegen das Herzogthum Gotha: die Stadt Weimar, und in Hinsicht auf das Amt Ilmenau: die Stadt dieses Namens;

2. gegen das Herzogthum Altenburg: die Städte Jena, Bürgel, Dornburg und Sulza;

II) für den Neustädtischen Kreis gegen das Herzogthum Altenburg: die Städte Neustadt und Weyda;

III) für den Eisenachischen Kreis gegen das, an denselben anstoſsende Herzogthum Gotha: die Stadt Eisenach, als gegenseitige Ablieferungs- und Uebernahms-Orte bestimmt worden.

Indem solches auf höchsten Befehl unsers gnädigst regierenden Herrn Herzoglicher Durchlaucht zu Jedermanns Wissenschaft hierdurch öffentlich bekannt gemacht wird, werden die Unterobrigkeiten des hiesigen Landes zugleich angewiesen, sich hiernach gebührend zu richten.

Gotha, den 1sten November 1822.

Herzogl. Sächs. Landes-Regierung daselbst.

38.

Convention de navigation et de commerce conclue entre la France et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale le 24 Juin 1822, et ratifiée à Paris le 6 Novembre suivant.

(*Le Moniteur universel* 1823. No. 191.)

S. M. le Roi de France et de Navarre et les Etats-Unis d'Amerique, désirant régler les relations de navigation et de commerce entre leurs nations respectives par une convention temporaire réciproquement avanta-

geuse et satisfaisante, et arriver à un arrangement plus 1822
étendu et durable, ont respectivement donné leurs pleins-pouvoirs, tovoir S. M. Très-Chrétienne, au baron Hyde de Neuville, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandeur de la Légion d'Honneur, grand' croix de l'ordre royal americain d'Isabelle la catholique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près les Etats-Unis; et le président des Etats-Unis, à John Quincy Adams, leur secrétaire d'état; lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les produits naturels ou manufacturés des Etats-Unis, importés en France sur bâtimens des Etats-Unis, paieront un droit additionnel qui n'excédera pas vingt francs par tonneau de marchandise, en sus des droits payés sur les mêmes produits naturels ou manufacturés des Etats-Unis, quand ils sont importés par navires françois.

Art. II. Les produits naturels ou manufacturés de France importés aux Etats-Unis sur bâtimens françois paieront un droit additionnel qui n'excédera point trois dollars soixante quinze cents par tonneau de marchandise, en sus des droits payés sur les mêmes produits naturels ou manufacturés de France, quand ils sont importés par navires des Etats-Unis.

Art. III. Aucun droit differentiel ne sera levé sur les produits du sol et de l'industrie de France qui seront importés par navires françois dans les ports des Etats-Unis pour transit ou réexportation.

Il en sera de même dans les ports de France pour les produits du sol et de l'industrie de l'Union qui seront importés pour transit ou réexportation par navires des Etats-Unis.

Art. IV. Les quantités suivantes seront considérées comme formant le tonneau de marchandises pour chacun des articles ci-après spécifiés;

Vins, quatre barriques de soixante un gallons chaque; ou deux cent quarante-quatre gallons de deux cent trente-un pouces cubes, mesure americaine.

Eaux de vie et tous autres liquides, deux cent quarante quatre gallons.

Soieries et toutes autres marchandises sèches ainsi que tous autres articles généralement soumis au mesurage, quarante-deux pieds cubes, mesure françoise en

1822 France et cinquante pieds cubes, mesure americaine, aux Etats-Unis.

Cotons, 804, avoir-du-poids, ou 365 Kilogrammes. Tabacs, 1600, avoir-du poids, ou 725 Kilogrammes.

Potasse et perlasse, 2240, avoir-du-poids, ou 1016 Kilogrammes.

Riz, 1600, avoir-du-poids, ou 725 Kilogrammes; et pour tous les articles non specifiés et qui se pèsent, 2240, avoir-du-poids, ou 1016 Kilogrammes.

Art. V. Les droits de tonnage, de phare, de pilotage, droits de port, courtage et tous autres droits sur la navigation étrangère, en sus de ceux payés respectivement par la navigation nationale dans les deux pays, autres que ceux specifiés dans les articles 1 et 2 de la présente convention, n'excederont pas en France, pour les bâtimens des Etats-Unis, cinq francs par tonneau, d'après le registre americain du bâtiment, ni pour les bâtimens françois aux Etats-Unis, quatre-vingt quatorze cents par tonneau d'après le passeport françois du bâtiment.

Art. VI. Les parties contractantes désirant favoriser mutuellement leur commerce, en donnant dans leurs ports toute assistance nécessaire à leurs bâtimens respectifs, sont convenues que les consuls et vice-consuls pourront faire arrêter les metelôts faisant partie des équipages des bâtimens de leurs nations respectives, qui auroient déserté desdits bâtimens, pour les renvoyer et faire transporter hors du pays: auquel effet, lesdits consuls et vice-consuls s'adresseront aux tribunaux, juges et officiers compétens, et leur feront par écrit la demande desdits déserteurs, en justifiant par l'exhibition des registres du bâtiment ou rôle d'équipage, ou autres documens officiels, que ces hommes faisoient partie desdits équipages; et sur cette demande ainsi justifiée, sauf toutefois la preuve contraire, l'extradition ne pourra être refusée et il sera donné toute aide et assistance aux dits consuls et vice-consuls pour la recherche, saisie et arrestation des susdits déserteurs, lesquels seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à leur requisition et à leurs fraix, jusqu'à ce qu'ils ayent trouvé une occasion de les renvoyer: mais s'ils n'étoient renvoyés dans le délai de trois mois à compter du jour de leur arrestation, ils se-

ront élargis et ne pourront plus être arrêtés pour la 1822
même cause.

Art. VII. La présente convention temporaire aura son plein effet pendant deux ans, à partir du 1 Octobre prochain; et même après l'expiration de ce terme, elle sera maintenue jusqu'à la conclusion d'un traité définitif, ou jusqu'à ce que l'une des parties ait déclaré à l'autre son intention d'y renoncer, laquelle déclaration devra êre faite au moins six mois d'avance.

Et dans le cas où la présente convention viendroit à continuer sans cette déclaration par l'une ou l'autre partie, les droits extraordinaires specifiés dans les 1 et 2 articles seront, à l'expiration desdites deux années, diminués, de part et d'autre d'un quart de leur montant, et successivement d'un quart dudit montant, d'année en année, aussi long-tems qu'aucune des parties n'aura déclaré son intention d'y renoncer, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Art. VIII. La présente convention sera ratifiée de part et d'autre, et les ratifications en seront échangées dans l'espace d'une année à compter de ce jour, ou plutôt, si faire se peut. Mais l'exécution de ladite convention commencera dans les deux pays, le 1 Octobre prochain et aura son effet dans le cas même de non-ratification, pour tous les bâtimens, partis bona fide pour les ports de l'une ou l'autre nation, dans la confiance qu'elle étoit en vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux, en la ville de Washington, ce 24 jour de Juin de l'an de Notre-Seigneur 1822.

(L. S.) *Signé* John Quincy Adams.

(L. S.) *Signé* G. Hyde de Neuville.

Article separé.

Les droits extraordinaires levés de part et d'autre jusqu'à ce jour, en vertu de l'acte du congrès du 15 Mai 1820 et de l'ordonnance du 26 Juillet de la même an-

1822 née et autres la confirmant, qui n'ont point été déjà remboursés, seront restitués.

Signé et scellé comme ci-dessus, ce 24 jour de Juin 1822.

(L. S.) *Signé* G. Hyde de Neuville.

(L. S.) *Signé* John Quincy Adams.

39.

Conention entre le Danemarc et la Suède concernant le payement de la dette de Norwège, conclue à Copenhague le 8 Novembre 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1822. 12 Décemb. No.345.)

Au nom de la Très Sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Danemarc et S. M. le Roi de Suède et de Norwège ayant jugé à propos de conclure une convention relativement à un payement anticipé de la partie de l'ancienne dette de la monarchie danoise, qui d'après la convention de Stockholm du 1er Septembre 1819, doit être supportée par la Norwège, les hautes parties contractantes ont nommé des deux cotés des plénipotentiaires pour négocier sur cet objet, savoir:

S. M. le Roi de Danemarc M. Niels Rosenkranz, son ministre privé d'état et chef du départemens des affaires étrangères, chevalier de l'ordre de l'élephant, etc.

Et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, M. Paul-Chretien Holst, conseiller d'état de Norwège et chevalier de l'étoile polaire,

Lesquels, après avoir échangé réciproquement leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des points suivans:

Art. I. S. M. le Roi de Suède et de Norwège s'engage en sa qualité de souverain de ce dernier royaume à faire payer dans six mois, à compter de la date de

cette convention, à Copenhague et à la personne que S. M. 1832
le Roi de Danemarc autorisera à cet effet, la somme d'un million sept-cent mille écus de banque de Hambourg. Par ce payement, la somme que le royaume de Norwège, a, d'après la convention du 1 Septembre 1819, à payer au Danemarc du 1 Janvier 1823 au 1 Juillet 1829 tant en capital qu'en intérêts, sera regardée comme amortie.

Art. II. En recevant ladite somme d'un million sept-cent mille écus de banque de Hambourg, S. M. le Roi de Danemarc s'engage à faire délivrer à la personne que S. M. le Roi de Suède et de Norwège autorisera à cet effet, tant les sept obligations de 300,000 écus de banque de Hambourg chacune, émises en vertu de la convention du 1 Septembre 1819 par le département des finances du royaume de Norwège, mais dont le terme de payement n'est pas encore échu, et pourvues de quittances dans les formes, que les coupons d'intérêts annexées aux dites obligations. La remise soit des obligations, soit des coupons, n'aura lieu toutefois que lorsque la somme susdite d'un million sept-cent mille écus aura été payée à S. M. le Roi de Danemarc, en vertu du 1 article de cette convention. Jusque là, les engagemens contractés par le royaume de Norwège dans la convention du 1 Septembre 1819, relativement à une partie de la dette danoise, resteront en vigueur, en tant qu'ils n'auront pas encore été acquittés.

Art. III. La présente convention doit être ratifiée et les ratifications échangées à Copenhague d'ici à vingt jours, à compter de la date ci-dessous, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé, en vertu de leurs pleins-pouvoirs, la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Copenhague, le 8 Novembre 1822.

N. Rosenkranz. P. C. Holst.

40.

1822 *Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Waldeck pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du 9 Novembre 1822.*

(*Gesetz-Sammlung für die Koniglichen Preufsischen Staaten* J. 1822. No. 20. S. 217.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlich Waldeckschen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische, als die Fürstlich Waldecksche Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll, zur Entdeckung der Frevler, alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler, durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis in das fremde Gebiet verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Aemtern, auf der Stelle, jedoch in Gegenwart und nach Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Ortsschultheifsen vorgenommen werden.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder

Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer polizei- 1822
strafe von 1 bis 5 Rthlr. für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, daſs der Förster, oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

4. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preuſsischen und Fürstlich Waldeckschen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

5. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preuſsen und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Waldeck zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 9ten November 1822.

Königlich Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Lottum.

In Abwesenheit des Staatsministers Grafen von Bernstorff.

41.

1822 *Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Schwarzbourg - Rudolstadt pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes du 13 Novembre 1822.*

(*Gesetz - Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1822. No. 20. S. 219.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlich Schwarzburg - Rudolstädtischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, so erklären beide Theile Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische als die Fürstlich Schwarzburg - Rudolstädtische Regierung, die Forstfrevel, welche die beiderseitigen Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald man davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler bis auf eine Stunde Entfernung von der Gränze verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden oder Aemtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Ortsschultheifsen vorgenommen werden.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exem-

plar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder 1822
Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

4. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schaden - Ersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

5. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Fürstlich-Schwarzburg - Rudolstädtischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

6. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg - Rudolstadt zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 13ten November 1822.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Lottum.

In Abwesenheit des Staatsministers Grafen von Bernstorff.

42.

1822 *Résolutions relatives à l'abolition de la traite des nègres, adoptées au congrès de Vérone à la conférence du 28 Novembre 1822.*

(*Archives diplomatiques pour l'histoire du tems et états* Vol. 6. p. 102.)

Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie, réunis en congrès à Vérone, considérant que leurs augustes souverains ont pris part à la déclaration du 8 Février 1815, par laquelle les puissances reunies au congrès de Vienne ont proclamé à la face de l'Europe leur résolution invariable de faire cesser le commerce connu sous le nom de la traite des nègres d'Afrique;

Considérant de plus que, malgré cette déclaration et en dépit des mesures législatives dont elle a été suivie dans plusieurs pays, et des différens traités conclus depuis ladite époque entre les puissances maritimes, ce commerce, solennellement proscrit, a continué jusqu'à ce jour, qu'il a gagné en intensité ce qu'il peut avoir perdu en étendue; qu'il a même un caractère plus odieux et plus funeste par la nature des moyens auxquels ceux qui l'exercent sont forcés d'avoir recours.

Que les causes d'un abus aussi révoltant se trouvent principalement dans les pratiques frauduleuses, moyennant desquelles les entrepreneurs de ces spéculations condamnables éludent les lois de leurs pays, déjouent la surveillance des bâtimens employés pour arrêter le cours de leurs iniquités, et couvrent les opérations criminelles dont des milliers d'êtres humains deviennent, d'année en année, les innocentes victimes.

Que les puissances de l'Europe sont appelées par leurs engagemens antérieures, autant que par un devoir sacré, à chercher les moyens les plus efficaces pour prévenir un traffic que déjà les lois de la presque totalité des pays civilisés ont déclaré illicite et coupable; et pour

punir rigoureusement ceux qui le poursuivent en con- 1822
travention manifeste de ces lois,

Ont reconnu la necessité de vouer l'attention la plus sérieuse à un objet d'aussi grande importance pour le bien et l'honneur de l'humanité, et déclarent, en conséquence, au nom de leurs augustes souverains;

Qu'ils persistent invariablement dans les principes et les sentimens que ces souverains ont manifestés par la déclaration du 8 Février 1815; qu'ils n'ont pas cessé, et qu'ils ne cesseront jamais de regarder le commerce des nègres comme un fléau qui a trop long-tems désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité, et qu'ils sont prêts à concourir à tout ce que pourra assurer et accélérer l'abolition complette et définitive de ce commerce;

Qu'afin de donner effet à cette déclaration renouvelée, leurs cabinets respectifs se livreront avec empressement à l'examen de toute mesure compatible avec leurs droits et les intérêts de leurs sujets, pour amener un resultat constatant aux yeux du monde la sincérité de leurs voeux et de leurs efforts, en faveur d'une cause digne de leur sollicitude commune.

43.

Convention provisoire entre la Prusse et le duché de Saxe-Gotha concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 17 Décembre 1822.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1823. No. 2. S. 13.)

Zwischen der Königlich Preufsischen und Herzoglich Sachsen-Gothaischen Regierung ist unter Vorbehalt einer, nach demnächstiger Beseitigung der gegenwärtig obwaltenden Hindernisse, künftig abzuschliefsenden förmlichen Convention, die provisorische Uebereinkunft getroffen worden:

1822 "in allen vorkommenden Fällen, welche die Uebernahme von Vagabunden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach der Bestimmung der, unter dem 5ten Februar 1820 zwischen den Königreichen Preufsen und Sachsen abgeschlossenen Convention richten zu wollen."

Dabei sind zu gegenseitigen Ablieferungs- und Uebernahms-Orten bestimmt worden:

Königlich Preufsischer Seits:

a) Gegen das Herzogthum Gotha: die Städte Erfurt und Langensalza;

b) Gegen das Herzogthum Altenburg: die Städte Naumburg, Zeitz und Eckartsberga;

c) Für die dem Kreise Schleusingen angehörigen Vagabunden, die Kreisstadt Schleusingen und

d) Die dem Kreise Ziegenrück angehörigen Transportanden, die Kreisstadt Ziegenrück.

Herzoglich Sachsen-Gotha'scher Seits dagegen:

a) Für die Stadt Erfurt: das Amt Gotha;

b) Für den nördlichen Theil des Erfurter Regierungsbezirks: die Aemter Tonna und Volkenroda;

c) Für den südlichen Theil jenes Bezirks und insbesondere für den diesseitigen Antheil der Grafschaft Henneberg: die Aemter Ichtershausen und Schwarzwald, und

d) Für das Herzogthum Sachsen: die Städte Altenburg, Ronneburg, Eisenberg und Kamburg.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Gotha zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter Auswechselung, in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden, und sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 17ten December 1822.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Lottum.

In Abwesenheit des Staatsministers Grafen von Bernstorff.

44.

Convention entre la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale concernant l'imposition réciproque des bien-fonds limitrôphes, publiée le 18 *Décembre* 1822. 1822

(*Grofsherzoglich Hessisches Regier. Blatt* No. II. Seite 20. vom 8ten Jan. 1823.)

Nachdem die Grofsherzoglich Hessische Staatsregierung mit der Churfürstlich Hessischen Staatsregierung, in Gefolg der im 2ten Artikel des Präliminar-Vertrags vom 19ten December 1816 enthaltenen Bestimmung über die bei der gegenseitigen Besteuerung der Grundstücke an der Landesgränze künftig zu befolgenden Normen übereingekommen ist, so erklären beide Staatsregierungen Folgendes:

1. Die im Gränzrecesse von 1669 festgesetzte oder in den gegenseitigen Staaten sonst noch bestehende Besteuerung der Grundstücke am Wohnorte des Besitzers wird hierdurch aufgehoben und dagegen deren Besteuerung künftig demjenigen Staate überlassen, in dessen Gebiete sie liegen.

2. Diese Verfügung soll auch in Ansehung derjenigen geschlossenen Güter Statt haben, welche etwa zum Theil unter Grofsherzoglich Hessischer und zum Theil unter Churhessischer Hoheit sich befinden.

3. Gegenwärtige im Namen Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen und Sr. Königlichen Hoheit des Churfürsten von Hessen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach gegenseitiger Auswechselung, vom 1sten Januar 1823 an Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Urkundlich der Unterschrift und des beigedruckten Staatssiegels.

Darmstadt den 18ten Decembr. 1822.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) *Freyh.* du Thil.

Gladbach.

45.

1822 *Convention provisoire entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 26 Décembre 1822.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* J. 1823. No. 2. S. 14.)

Zwischen der Königlich Preufsischen und Fürstlich-Schwarzburg-Sondershausenschen Regierung ist unter Vorbehalt einer, nach demnächstiger Beseitigung der gegenwärtig obwaltenden Hindernisse, künftig abzuschliefsenden förmlichen Convention, die provisorische Uebereinkunft getroffen worden:

"in allen vorkommenden Fällen, welche die Uebernahme von Vagabonden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach der Bestimmung der, unter dem 5ten Februar 1822 zwischen den Königreichen Preufsen und Sachsen abgeschlossenen Convention richten zu wollen."

Dabei sind zu gegenseitigen Ablieferungs- und Uebernahms-Orten bestimmt worden:

Königlich Preufsischer Seits:

a. für die aus der Unterherrschaft Sondershausen nördlich gehenden Transporte, die Stadt Nordhausen;

b. für die aus der Unterherrschaft Sondershausen südlich gehenden Transporte, die Städte Weissensee und Mühlhausen;

c. für die nach dem Erfurter Kreise gehenden Transporte, die Stadt Erfurt;

d. für die Transporte nach dem Hennebergschen Kreise, die Stadt Schleusingen und

e. für die Transporte nach dem Ziegenrücker Kreise, die Stadt Ziegenrück.

Fürstlich Schwarzburg - Sondershausenscher Seits 1822 dagegen:

a. für den unterherrschaftlichen Landestheil, die Städte Sondershausen und Greussen und

b. für den oberherrschaftlichen Landestheil, die Stadt Arnstadt und der Marktflecken Gehren.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg - Sondershausen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden, und sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 22ten December 1822.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Lottum.

In Abwesenheit des Staatsministers Grafen von Bernstorff.

46.

Acte de l'indépendance de la nation Grecque publié à Epidaure le $\frac{15}{27}$ *Janvier* 1822.

(*Le Moniteur universel* 1822. 30 Avril No. 120.)

La nation grecque prend le ciel et la terre à témoin, que malgré le joug affreux des Ottomans, qui la menaçoit de son dépérissement, elle existe encore. Pressée par les mesures aussi iniques que destructives que ces tyrans féroces, après avoir violé leurs capitulations ainsi que tout ésprit d'équité, rendoient de plus en plus oppressives, et qui ne tendoient à rien moins qu'à l'anéantissement entier du peuple soumis, elle s'est trouvée dans la nécessité absolue de courir aux armes pour mettre à l'abri sa propre conservation. Après avoir repoussé

1822 la violence par le seul courage de ses enfans, elle déclare aujourd'hui devant Dieu et devant les hommes, par l'organe de ses représentans légitimes, réunis dans ce congrès national convoqué par le peuple, son *indépendance politique*.

Descendans d'une nation distinguée par ses lumières et par la douce civilisation, vivant à une époque où cette même civilisation répand avec une profusion vivifiante ses bienfaits sur les autres peuples de l'Europe, et ayant sans cesse sous les yeux le spectacle du bonheur dont ces peuples jouissent sous l'égide protectrice de la loi, les Grecs pouvoient-ils rester plus long-tems dans cet état aussi affreux qu'ignominieux, et voir avec apathie ce bonheur qu'ils sentoient, que la nature a réservé à tous les hommes également? Des motifs si puissans et si justes ne pouvoient sans doute que presser le moment du réveil où la nation, pleine de ses souvenirs et de son indignation devoit réunir ses forces pour revendiquer ses droits et venger la patrie d'une tyrannie dont rien n'égaloit l'horreur.

Telles sont les causes de la guerre, que nous avons été forcés d'entreprendre contre les Turcs. Loin d'être fondée sur les principes de démagogie ou de rebellion, loin d'avoir pour motifs des intérêts particuliers de quelques individus, cette guerre est une guerre nationale et sacrée; elle n'a pour but que la restauration de la nation et sa réintégration dans les droits de propriété, d'honneur et de vie; droits qui sont le partage des peuples policés nos voisins, mais qui étoient arrachés aux Grecs par une puissance spoliatrice.

Des clameurs publiques, peu dignes d'hommes nés libres et élevés au sein de l'Europe chrétienne et civilisée, dirigées contre notre cause, sont parvenues jusqu'à nous. Mais quoi! les Grecs seuls de tous les Européens devoient-ils être exclus comme indignes de ces droits que Dieu a établis pour tous les hommes? ou bien étoient-ils condamnés par leur nature à un esclavage éternel qui perpétuât chez eux la spoliation, les violations et les massacres? Enfin la force brutale de quelques hordes barbares qui, sans être jamais provoquées vinrent, précédées du carnage et suivies de l'esprit de destruction, s'établir au milieu de nous, pouvoit-elle jamais être légalisée par le droit des gens de l'Europe? Les Grecs sans l'avoir jamais reconnue, n'ont pas cessé

de la repousser par les armes chaque fois qu'une espérance ou des circonstances favorables se sont présentées. 1822

Partant de ces principes et sûrs de nos droits, nous ne voulons, nous ne réclamons que notre rétablissement dans l'association européenne, où notre religion, nos moeurs et notre position nous appellent à nous réunir à la grande famille des chrétiens, et à reprendre parmi les nations le rang qu'une force usurpatrice nous a ravi injustement. C'est dans cette intention aussi pure que sincère que nous avons entrepris cette guerre, ou plutôt que nous avons concentré les guerres partielles que la tyrannie musulmane a fait éclater sur les diverses provinces et sur nos îles et nous marchons d'un commun accord à notre délivrance avec la ferme résolution de l'obtenir ou d'ensevelir enfin à jamais nos malheurs sous une grande ruine digne de notre origine qui, dans ces malheurs, ne fait que peser davantage sur nos coeurs.

Dix mois se sont déjà écoulés depuis que nous avons commencé la carrière de notre guerre nationale. Le Tout Puissant ne nous a pas refusé sa faveur; quoique peu préparés à cette lutte inégale, nos armes ont été couronnées de succès. Cependant, sur plus d'un point, elles ont aussi rencontré une résistance sérieuse. Occupés sans relâche à aplanir les difficultés survenues, nous avons été forcés de differer l'accomplissement de notre organisation politique qui devoit constater devant le monde l'indépendance de la nation. Certes, avant d'assurer notre existence physique, nous ne pouvions, nous ne devions pas même entreprendre celle de l'état politique. Telles furent les causes de ce retard involontaire qui nous ont empêchés de prévenir quelques desordres qui ont pu avoir lieu.

Enfin, ces difficultés étant levées en grande partie, nous sommes appliqués avec ardeur à compléter notre ouvrage politique. Pressés par les localités physiques et morales, à la force desquelles rien ne sauroit résister, nous avons d'abord établi les gouvernemens locaux, tels que ceux d'Etolie, de Livadie, du Péloponnèse, des îles etc. Cependant comme les fonctions de ces gouvernemens n'embrassoient que l'administration intérieure des lieux respectifs, les provinces et les îles ont député des représentans chargés de la formation d'un gouvernement provisoire, mais suprême, à la souveraineté duquel ces juntes locales devoient être soumises. Ces députés, réu-

1822 nis dans ce congrès national, après de longues et mûres déliberations, établissent aujourd'hui ce gouvernement, et le proclament, à la face de la nation, seul gouvernement légitime de la Grèce, tant parcequ'il est fondé sur la justice et les lois de Dieu et de la nature, que parcequ'il repose sur la volonté et le choix de la nation. Ce gouvernement est composé du conseil exécutif et du sénat législatif, le pouvoir judiciaire en est indépendant.

Les députés en finissant, déclarent au panellénion (toute la nation Grecque) que leur tâche est accomplie, le congrès se dissout aujourdhui. Le devoir du peuple est desormais d'obéir aux lois et de respecter les exécuteurs de ces lois.

Grecs, vous avez voulu secouer le joug, qui pesoit sur vous, et vos tyrans disparoissent tous les jours du milieu de vous. Mais il n'y a que la concorde et l'obéissance au gouvernement qui peuvent consolider votre indépendance. Daigne le Dieu des lumières éclairer de sagesse les gouvernans et les gouvernés, afin qu'ils connoissent leurs véritables intérêts, et qu'ils coopèrent, d'un commun accord, à la prosperité de la patrie!

Donné à Epidaure, le 15 (27) Janvier l'an 1822 et le 1er de l'indépendance.

Signé Alexandre Maurocordato
Président du congrès.

(Suivent ensuite les signatures de soixante e sept membres du congrès.)

47.

Actes relatifs à la reconnoissance de l'indépendance des nouveaux états dans l'Amérique ci-devant espagnole, de la part des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale. 1822

a.

Message du président des Etats-Unis au congrès concernant la reconnoissance des nouveaux états dans l'Amérique ci-devant espagnole, daté de Washington du 8 Mars 1822.

[*The Times* 1822. April 10. No. 11, 527. *Columbia, being a geographical etc. account of that country* (London 1822. 2 Vol. 8.) Vol. I. p. xxxv.]

To the house of Representatives of the United States.

In transmitting to the house of Representatives the documents called for by the resolution of that house of the 30th of January, I consider it my duty to invite the attention of Congrefs to a very important subject, and to communicate the sentiments of the executive on it, that, should Congrefs entertain similar sentiments, there may be such cooperation between the two departments of the Government, as their respective rights and duties may require.

The revolutionary movement in the Spanish provinces in this hemisphere attracted the attention and excited the sympathy, of our fellow-citizens, from its commencement. This feeling was natural and honourable to them, from causes which need not be communicated to you. It has been gratifying to all, to see the general acquiescence which has been manifested in the policy which the constituted authorities have deemed it proper to pursue, in regard to this contest. As soon as the movement assumed such a steady and consistent form

1822 as to make the succefs of the provinces probable, the rights to which they were entitled by the law of nations, as equal parties to a civil war, were extended to them. Each party was permitted to enter our ports with its public and private ships and to take from them every article which was the subject of commerce with other nations. Our citizens also carried on commerce with both parties and the Government has protected it, with each, in articles not contraband of war. Through the whole of this contest, the United States have remained neutral, and have fulfilled, with the greatest impartiality, all the obligations incident to that character.

This contest has now reached such a stage, and been attended with such decisive succefs on the part of the provinces, that it merits the most profound consideration, whether their right to the rank of independent states with all the advantages incident to it in their intercourse with the United States, is not complete. Buenos Ayres assumed the rank by a formal declaration in 1816, and has enjoyed it since 1810, free from invasion by the parent country. The provinces composing the republic of Colombia, arter having separately declared their independence, were united by a fundamental law, of December 17, 1819. A strong Spanish force occupied, at that time, certain parts of the territory within their limits and waged a destructive war. That force has since been repeatedly defeated, and the whole of it either made prisoners or destroyed, or expelled from the country, with the exception of a small portion only, which is blockaded in two fortresses. The provinces of the Pacific have likewise been very succefsful. Chili declared its independence in 1818, and has since enjoyed it undisturbed; and of late, by the assistance of Chili and Buenos Ayres, the revolution has extended to Peru. Of the movements in Mexico, our information is lefs authentic; but it is, nevertheless, distinctly understood, that the new government has declared its independence, and that there is now no opposition to it there, nor a force to make any. For the last three years the government of Spain has not sent a single corps of troops to any part of that country; nor is there reason to believe it will send any in future. Thus it is manifest that all those provinces are not only in the full enjoyment of their independence,

but considering the state of the war and other circumstances, that there is not the most remote prospect of their being deprived of it. 1822

When the result of such a contest is manifestly settled, the new Government have a claim to recognition by other powers, which ought not to be resisted. Civil wars too often excite feelings which the parties cannot controul. The opinion entertained by other powers as to the result, may assuage those feelings, and promote an accommodation between them, useful and honourable to both. The delay which has been observed in making a decision on this important subject, will, it is presumed, have afforded an unequivocal proof to Spain, as it must have done to other powers, of the high respect entertained by the United States for her rights and of their determination not to interfere with them. The provinces belonging to this hemisphere are our neighbours, and have successively, as each portion of the country acquired its independence, pressed their recognition by an appeal to facts not to be contested, and which, they thought, gave them a just title to it. To motives of interest, this government has invariably disclaimed all pretension, being resolved to take no part in the controversy, or other measures in regard to it, which should not merit the sanction of the civilized world. To other claims, a just sensibility has been always felt and frankly acknowledged; but they, in themselves, could never become an adequate cause of action. It was incumbent on this government to look to every important fact and circumstance on which a sound opinion could be formed; which has been done. When we regard, then, the great length of time which this war has been prosecuted, the complete success which has attended it in favour of the provinces, the present condition of the parties, and the utter inability of Spain to produce any change in it, we are compelled to conclude thas its fate is tettled, and that the provinces which have declared their independence and are in the enjoyment of it, ought to be recognized.

Of the views of the Spanish government on this subject, no particular information has been recently received. It may be presumed, that the successful progress of the revolution through such a long series of years, gaining strength, and extending annually in every

1822 direction, and embracing, by the late important events, with little exception, all the dominions of Spain south of the United States, on this continent, — placing, thereby, the complete sovereignty over the whole in the hands of the people, will reconcile the parent country to an accommodation with them, on the basis of their unqualified independance. Nor has any authentic information been recently received of the disposition of other powers respecting it. A sincere desire has been cherished to act in concert with them, in the proposed recognition, of which several were some time past duly apprised; but it was understood that they were not prepared for it. The immense space between those powers, even those which border on the Atlantic, and these provinces, makes the movement an affair of less interest and excitement to them than to us. It is probable therefore, that they have been less attentive to its progress than we have been. It may be presumed, however, that the late events will dispel all doubt of the result.

In proposing this measure, it is not contemplated to change thereby in the slightest manner our friendly relations with either of the parties but to observe in all respects, as heretofore, should the war be continued, the most perfect neutrality between them. Of this friendly disposition, an assurance will be given to the government of Spain, to whom, it is presumed, it will be, as it ought to be, satisfactory. The measure is proposed, under a thorough conviction that it is in strict accord with the law of nations; that it is just and right, as to the parties; and that the United States owe it to their station and character in the world, as well as to their essential interests, to adopt it. Should Congress concur in the view herein presented, they will doubtless see the propriety of making the necessary appropriations for carrying it into effect.

Washington, March 8. 1822.

James Monroe.

b.

Rapport du comité des affaires étrangères de la chambre des représentans concernant la reconnoissance de l'indépendance des ci-devant provinces espagnoles en Amérique du 19 Mars 1822. 1822

(*Columbia etc.* Vol. I. p. XLI.

House of Representatives, March 19.

The committee of foreign affairs, to which was referred the message of the precident, concerning the recognition of the late Spanish provinces in America, and the documents therewith communicated, having examined the same with the most profound attention, unanimously report. —

That the provinces of Buenos Ayres, after having, from the year 1810, proceeded in their revolutionary movements without any obstacle from the government of Spain, formally declared their independence of that government in 1816. After various intestine commotions and external collisions, those provinces now enjoy domestic tranquillity and good understanding with all their neighbours; and actually exercise without opposition from within, or the fear of annoyance from without, all the attributes of sovereignty.

The provinces of Venezuela and New Grenada, after having, separately declared their independence, sustained, for a period of more than ten years, a desolating war against the armies of Spain, and having severally attained, by their triumph over those armies, the object for which they contended, united themselves on the 19th of December 1849, in one nation, under the title of "The republic of Colombia."

The republic of Colombia has now a well-organized government, instituted by the free will of its citizens and exercises all the functions of sovereignty, fearless alike of internal and foreign enemies. The small remnant of the numerous armies commissioned to preserve the supremacy of the parent state, is now blockaded in two fortresses, where it is obnoxious, and where,

1822 deprived as it is, of hope of succour, it must soon surrender at discretion. When this event shall have occurred, there will not remain a vestige of foreign powers in all that immense republic, containing between three and four millions of inhabitants.

The province of Chili, since it declared its independence in the year 1818, has been in the constant and unmolested enjoyment of the sovereignty which it then assumed.

The province of Peru, situated like Chili, beyond the Andes, and bordering on the Pacific Ocean, was for a long time deterred from making any effectual effort for independence, by the presence of an imposing military force which Spain had kept up in that country. It was not, therefore, until the 12th of June of the last year, that its capital, the city of Lima, capitulated to an army, chiefly composed of troops from Buenos Ayres and Chili, under the command of General San-Martin. The greatest part of the royal troops, which escaped on that occasion, retreated to the mountains, but soon left them to return to the coast, there to join the royal garrison of the fortrefs of Callao. The surrender of that fortrefs soon after to the Americans, may be regarded as the termination of the war in that quarter.

When the people of Peru found themselves by this event free to exprefs their will, they most unequivocally expressed it in favour of independence, and with an unanimity and enthusiasm which have no where been excelled.

The revolution in Mexico has been somewhat different in its character and progrefs from the revolutions in the other Spanish American provinces, and its result, in respect to the organisation of its internal government, has also not been precisely the same. Independence, however, has been as emphatically declared and as practically established, since the 24th of August last, by the "Mexican empire," as ever it has been by the republics of the south; and her geographical situation, her population, and her ressources, eminently qualify her to maintain the independence which she has thus declared, and now actually enjoys.

Such are the facts which have occupied the attention of your committee, and which, in their opinion,

irresistibly prove that the nations of Mexico, Colombia, 1822
Buenos Ayres, Peru and Chili, in Spanish America, are, in fact, independent.

It now remains for your committee to examine the right, and the expediences, on the part of the United States, of recognizing the independence which those nations have thus effectually achieved.

In this examination, it cannot be necessary to inquire into the right of the people of Spanish America, „to dissolve bands which have connected them with another and to assume, among the powers of the earth, that separate and equal station to which the laws of nature and of nature's God entitle them." The right to change the political institutions of the state has, indeed, been exercised equally by Spain and by her colonies; and for us to deny to the people of Spanish America the right to independence, on the principles which alone sanction it here, would be virtually to renounce our own.

The political right of this nation to acknowledge their independence, without offending others, does not depend on its justice, but on its actual establishment. To justify such a recognition by us, it is necessary only to show, as is already sufficiently shewn, that the people of Spanish America are within their respective limits exclusively sovereingn, and thus in fact independent. With them, as with every other government possessing and exercising the power of making war, the United States, in common with all nations, have the right of concerting the terms of mutual peace and intercourse.

Who is the rightful sovereign of a country, is not an enquiry permitted to foreign nations, to whom it is competent only to treat with "the powers that be."

There is no difference in opinion, on this point, among the writers on public law; and no diversity, with respect to it, in the practice of civilized nations. It is not necessary here to cite authority for a doctrine familiar to all who have paid the slightest attention to the subject; nor to go back for its practical illustration, to the civil wars between the houses of York and Lancaster. Long since, the chiefs of those conflicting houses alternately triumphed and ruled, and were al-

1822 ternately obeyed at home and recognized abroad, according as they successively exercised the power without demonstrating the right: — monarchies have become commonwealths or republics, and powerful usurpers have been recognized by foreign nations, in preference to legitimate and powerlefs pretenders. Modern history is replete with instances in point. Have we not, indeed, within the brief period of our own remembrance, beheld governments vary their forms and change theirs rulers, according to the prevailing power or passion of the moment; and doing so in virtue of the principle now in question, without materially and lastingly affecting their relations with other governments? Have wenot seen the Emperors and Kings of yesterday receive, on the throne of exiled sovereigns, who claimed the right to reign there, the friendly embassies of other powers, with whom those exiled sovereigns had sought an asylum, — and have we not seen to day those Emperors and Kings, thus courted and recognized yesterday, reft of their scepters, and from a mere change of circumstances, not of right, treated as usurpers by their successors, who, in their turn, have been acknowledged and caressed by the same foreign powers.

The peace of the world and the independence of every member of the great political family, require that each should be the exclusive judge of its own internal proceedings, and that the fact alone should be regarded by foreign nations. "Even when civil war breaks the bonds of society and of government, or, at least, suspends their force and effect, it gives birth in the nation to two independent parties, who regard each other as enemies and acknowledge no common judge." It is of necessity, therefore, that those two parties should be considered by foreign states as two distinct and independent nations. To consider or treat them otherwise, would be to interfere in their domestic concerns, to deny them the right to manage their own affairs in their own way, and to violate the essential attributes of their respective sovereignty. For a nation to be entitled, in respect to foreign states, to the enjoyment of those attributes, "and to figure directly in the great political society, it is sufficient that it is really sovereign and independent; that it, that it governs itself by its own authority and laws." The people of Spanish America do, notoriously so govern

themselves, and the right of the United States to recognize the governments which they have instituted is incontestable. A doubt of the expediency of such a recognition can be suggested only by the apprehension that it may injuriously affect the peaceful and friendly relations with the nations of the other hemisphere. 1822

Can such an apprehension be well founded?

Have not all those nations practically sanctioned, within the last thirty years, the very principle on which we now propose to act; or have they ever complained of one another or of us, for acting on that principle?

No nation of Europe, excepting Spain herself, has, hitherto, opposed force to the independence of Spanish America. Some of these nations have not only constantly maintained commercial and friendly intercourse with them, in every stage of the revolution, but indirectly and efficiently, though not avowedly, aided them in the prosecution of their great object. To these the acknowledgment, by the United States, of the attainment of that object, must be satisfactory.

To the other nations of Europe who have regarded the wars occurring in Spanish America, not only without interference, but with apparent indifference, such an acknowledgment ought not to be offensive.

The nations who have thus respectively favoured, or never opposed, the Spanish American people, during their active struggle for independence, cannot, it is believed, regard with dissatisfaction the formal recognition of that independence by a nation which, while the struggle lasted, has religiously observed, towards both the conflicting parties, all the duties of neutrality. Your committee are, therefore, of opinion, that we have a right, on this occasion, confidently to expect, from what these nations have done or forborne to do, during the various fortunes of the civil war which has terminated, that they will frankly approve the course of policy which the United States may now think proper to adopt in relation to the successful party in that war. It surely cannot be reasonably apprehended, that nations who have thus been the tranquil spectators, the apparent well-wishers, if not the efficient supporters

1822 of this party, and who had not made the faintest attempt to arrest its progrefs, or to prevent its succefs, should be displeased with a third power formally recognizing the governments, which, owing to that succefs, have thus been virtually permitted, or impliedly approved, in acquiring the undisputed and exclusive controul of the countries in which they are established. It is therefore, on the consistency, as well as on the justice, of those nations of Europe, that we may confidently rely, that the simple recognition, on the part of the United States, of the necessary effect of what has already been done, will not be considered as a just cause of complaint against them; while the interested and immediate agents, who have directly and actively engaged in producing that effect, have neither been opposed nor censured.

Your Committee, therefore, instead of seriously apprehending that the recognition by the United States of the independence of Spanish America, will be unacceptable to those nations, are not without hope, that they may practically approve it, by severally adopting a similar measure. It is not, indeed, unreasonable to suppose, that those governments have, like this, waited only for the evidence of facts, which might not only suffice to justify them, under the laws and usages of nations, but to satisfy Spain herself, that nothing has been prematurely done, or which could justly offend her feelings, or be considered as inconsistent with her rights. As their motives for not having hitherto recognized the independence of Spanish America, may thus be supposed to have been analogous to our own, it is permitted to presume, that the facts and reasons which have prevailed on us no longer to hesitate, will, confirmed as they are by our example, have a like influence on them.

No nation can entertain a more sincere deference for the feelings of Spain, or take a more lively interest in her welfare than the United States. It is to this deference, too evident to be doubted or misunderstood, that ought to be adscribed the hesitation of this government, until now, to yield to the claims of Spanish America, although these claims were in perfect accordance with our own principles, feelings and interests. Having thus forborne to act, even at the hazard of having

those principles and feelings misunderstood on this side 1822
of the Atlantic, we have, as your committee believe, given at once satisfactory proofs of our desinterestedness and moderation, and of our scrupulous respect to the principle which leaves the political institutions of every foreign state to be directed by its own view of its own rights and interests.

Your committee have been particularly anxious to shew, in a manner satisfactory to Spain herself, that the measure which this government now proposes to adopt, has been considered with the most respectful attention, both in relation to her rights and to her feelings.

It is not on the laws and usages of nations, or on the practice of Spain herself on like occasions, that your committ ee have relied for our justification towards her.

The fact, that for the last three years, she has not sent a single company of troops against her trans-atlantic colonies, has not been used as evidence of their actual independence or of her want of power to oppose it. This fact, explained as it is by the public acts of Spain herself, is regarded by your committee as evidence only of her policy.

The last troops collected at Cadiz, in 1819, which were destined to suppress the revolutionary movements in Spanish America, not only rejected that service, but joined in the revolution, which has since proved successful in Spain itself. The declaration of the leaders in that revolution was, that "Spanish America had a right to be free, and that Spain should be free." Although the constitution, which was reestablished by that revolution, guaranteed the integrity of the Spanish dominions, yet the principles on which the constitution was founded, seem to discountenance the employment of force for the accomplishment of that object, in contempt of the equal rights and declared will of the American portion of the Spanish people. The conduct of the government, organized under that constitution, has uniformly been, in this respect, in conformity to those principles. Since its existence, there has not been even a proposal by that government ro employ force for the subjugation of the American provinces, but merely recommendations of conciliatory measures for their pacification.

1822 The answer of the Cortes, on the 10th of July 1820, to the adresſ of the King, furnishes conclusive proof of this policy. "The intimate union," says this answer, "of the Cortes with your Majesty; the re-establishment of the constitution; the faithful performance of promises, depriving malevolence of all pretext, will facilitate the pacification of the ultramarine provinces, which are in a state of agitation and dissension. The Cortes, on its part, will omit no opportunity to propose and adopt measures necessary for the observance of the constitution and restoration of tranquillity in those countries, to the end that the Spain of both worlds may thus form a single happy family."

Although the ultra-marine provinces are not here encouraged to expect absolute independence, yet they are no longer treated as vassal colonies, or threatened with subjugation, but are actually recognized as brothers in the great constitutional and free family of Spain.

A report made to the Cortes, on the 24th of June 1821, by a committee appointed by that body, not only manifestly corroborates the policy above stated, but sufficiently intimates, that the recognition of the independence of South America by Spain herself, had nearly been the measure recommended by that committee.

The report avers, that "tranquillity is not sufficient, even if it should extend throughout America, with a prospect of permanency: No; it falls short of the wishes of the friends of humanity."

In speaking of the measure demanded by the crisis, it says, that this measure was not only warmly approved by the committee, but, at first, entirely assented to by the ministres with whom it had been discussed and failed only to be proposed to the Cortes, "by these ministers having, on account of peculiar occurrences, suspended their judgment." It speaks of this measure as indicative of a new and glorious revolution; that is was demanded by America, and the true interest of the Peninsula; that from it Spain might reap advantages which otherwise she could never expect; and that the ties of kindred and the uniformity of religion, with commercial relations, and those emanating from free institutions, would be the surest pledge of mutual harmony and close union.

Your committee do not feel themselves authorized 1822
to say, positively, what that measure was; but they do not hesitate to declare their entire conviction, that no measure short of a full unconditional independence, could have deserved the character, nor been capable of producing the effects ascribed to it.

It is therefore, sufficiently manifest, that Spain, far from wishing to call into action her means of prosecuting hostilities against the people of Spanish America, has renounced even the feelings of an enemy towards them, and but for "peculiar occurrences" had been prepared, nearly a year ago, to consent to their independence.

She has not only practically discontinued, and even emphatically deprecated, the employment of force to restore tranquillity to Spanish America, but she has declared, that even universal and permanent tranquillity there, falls short of the wishes of the friends of humanity.

While she appeals to "the ties of kindred" she undoubtedly feels them; and if she has not abandoned her desire, so often avowed, of mere constitutional union, and equal commercial intercourse with her former colonies, as between provinces of the same empire, a union and an intercourse, which intervening Andes and oceans seem to render highly inconvenient, if not utterly impracticable, she evidently refers the accomplishment of this desire to the unawed deliberations and to the congenial and kindred feelings of the people of those colonies, and thus substantially acknowledges their independence.

Whatever may be the policy of Spain, however, in respect to her former American colonies, our recognition of their independence can neither affect her rights nor impair her means in the accomplishment of that policy. We cannot, for this, be justly accused of aiding in the attainment of independence which has already been established without our assistance. Besides our recognition must necessarily be co-existent only with the fact on which it is founded, and cannot survive it. While the nations of Spanish America are actually independent, it is simply to speak the truth to acknowledge them to be so.

Should Spain, contrary to her avowed principles

1822 and acknowledged interests, renew the war for conquest of South America, we shall indeed regret it, but we shall observe, as we have done, between the independent parties, an honest and impartial neutrality; but, on the other hand, should Spain, faithful to her own glory and prosperity, consent that her offspring in the New World should enjoy the right of self-government, equally with their brethren in the Old, we shall sincerely rejoice; and we shall cherish with equal satisfaction and cultivate with equal assiduity, the friendship of regenerated Spain and of emancipated America.

Your committee, in justice, to their own feelings, and to the feelings of their fellow citizens, have made this declaration without disguise; and they trust that the uniform character and conduct of this people, wil safe it from all liability to misinterpretation.

Happy in our own institutions, we claim no privilege; we indulge no ambition to extend them to other nations; we admit the equal rights of all nations to form their own governments, and to minister their own internal affairs as they may judge proper; and however they may, in these respects, differ from us, we do not, on that account, regard with the less satisfaction their tranquillity and happiness.

Your committee having thus considered the subject referred to them in all its aspects, are unanimously of opinion, that it is just and expedient to acknowledge the independence of the several nations of Spanish America, without any reference to the diversity in the forms of their governments; and in accordance with this opinion, they respectfully submit the following resolutions; —

Resolved, That the house of Representatives concur in the opinion expressed by the President, in his message of the 8th March 1822, that the American provinces of Spain, which have declared their independence, and are in the enjoyment of it, ought to be recognized by the United States as independent nations.

Resolved, That the committee of ways and means be instructed to report a bill appropriating a sum not exceeding 100,000 dollars, to enable the president of the United States to give due effect to such recognition.

c.

Message du président des Etats-Unis au Sénat en lui présentant, conformement à sa resolution du 25 Avril 1822, différens papiers relatifs à la reconnoissance de l'indépendance des colonies de l'Amérique méridionale, du 26 Avril 1822. 1822

(*Columbia etc.* Vol. 1. p. XLIX.)

I transmit to the Senate, agreeably to their resolution of yesterday, a report from the Secretary of State, with copies of the papers requested by that resolution, in relation to the recognition of the South American provinces.

Washington, April, 26. 1822.

JAMES MONROE.

Department of State, April 25.

The Secretary of State, to whom has been referred a resolution of the Senate of this day, requesting the President to communicate to the Senate any information he may have, proper to be disclosed, from our Minister at Madrid, or from the Spanish Minister resident in this country, concerning the views of Spain relative to the recognition of the independence of the South American colonies, and of the dictamen of the Spanish Cortes, has the honour to submit to the President, copies of the papers particularly referred to.

JOHN QUINCY ADAMS.

d.

1822 *Memoire adressé à Mr. John Quincy Adams secrétaire d'état des Etats-Unis, par Mr. d'Anduaga, envoyé extraordinaire de S. M. Catholique à Washington, le 9 Mars* 1822.

(*Columbia etc.* Vol. I. p. L.)

Washington, March 9, 1822.

Sir! — In the national Intelligencer of this day, I have seen the message sent by the President to the house of Representatives, in which he proposes the recognition, by the United States, of the insurgent governments of Spanish America. How great my surprise was, may be easily judged by any one acquainted with the conduct of Spain towards this Republic, and who knows the immense sacrifices which she has made to preserve her friendship. In fact, who should think that, in return for her cession of her most important provinces in this hemisphere; for the forgetting of the plunder of her commerce by American citizens; for the privileges granted to her navy; and for as great proofs of friendship as one nation can give an other, this executive would propose that the insurrection of the ultra-marine possessions of Spain should be recognized? And moreover, will not his astonishment be augmented, to see that this power is desirous to give the destructive example of sanctioning the rebellion of provinces which have received no offence from the mothercountry, — to whom she has granted a participation of a free constitution — and to whom she has extended all the rights and prerogatives of Spanish citizens? In vain will a parallel be attempted to be drawn between the emancipation of this republic and that which the Spanish rebels attempt; and history is sufficient to prove, that if a harassed and persecuted province has a right to break its chains, others, loaded with benefits, elevated to the high rank of free-men ought only to bless and embrace more closely the protecting country which has bestowed such favours upon them.

But, even admitting that morality ought to yield to policy, what is the present state of Spanish America,

and what are its governments to entitle them to recognition? — Buenos Ayres is sunk in the most complete anarchy, and each day sees new despotes produced, who disappear the next. Peru, conquered by a rebel army, has near the gates of its capital another Spanish army, aided by part of the inhabitants. In Chili an individual suppresses the sentiments of the inhabitants; and his violence presages a sudden change. On the coast of Firma also the Spanish banners wave; and the insurgent generals are occupied in quarelling with their own compatriots, who prefer taking the part of a free power, to that of being the slave of an adventurer. In Mexico too, there is no government; and the result of the questions which the chiefs commanding there have put to Spain, is not known. Where then, are those governments, which ought to be recognized, — where the pledges of their stability, — where the proof that those provinces will not return to a union with Spain, when so many of their inhabitants desire it; and, in fine, where the right of the United States to sanction, and declare legitimate, a rebellion without cause, and the event of which is not yet decided? 1822

I do not think it necessary to prove, that, if the state of Spanish America were such as is represented in the message; that, if the existence of its governments were certain and established; that, if the impossibility of the reunion with Spain were so indisputable; and that, if the justice of its recognition were so evident, the powers of Europe, interested in gaining the friendship of countries so important for their commerce, would not have been negligent in fulfilling it. But seeing how distant the prospect is of even this result, and faithfull to the ties which unite them with Spain, they await the issue of the contest, and abstain from doing a gratuitous injury to the friendly government, the advantages of which are doubtful, and the odium certain. Such will be that which Spain will receive from the United States, in case the recognition proposed in the mesage should take effect; and posterity will be no lefs liable to wonder, that the power which has received the most proofs of the friedship of Spain, should be the one delighted with being the first to take a step which could have only been expected from another that had been injured.

Although I could enlarge upon this disagreeable sub-

1822 ject, I think it uselefs to do so, because the sentiments which the message ought to excite in the breast of every Spaniard can be no secret to you. Those which the King of Spain will experience at receiving a notification so unexpected, will be doubtlefs very disagreeable; and at the same time that I hasten to communicate it to his Majesty, I think it my duty to protest, as I do solemnly protest, against the recognition of the governments mentioned of the insurgent provinces of South America, by the United States, declaring that it can in no way now, or at any time, lessen or invalidate, in the least, the right of Spain to the said provinces, or to employ whatever means may be in her power to reunite them to the rest of her dominions.

I pray you, Sir, to be pleased to lay this protest before the President; and I flatter myself that, convinced of the solid reasons which have dictated it, he will suspend the measure which he has proposed to congrefs. and that he will give to his Catholic Majesty this proof of his friendship and of his justice.

I remain, with the most distinguished consideration, praying God to guard your life many years, your most obedient humble servant.

JOAQUIN DE ANDUAGA.

"*John Q. Adams, Secretary of State.*"

e.

Reponse du Sécretaire d'Etat des Etats-Unis au memoire du ministre d'Espagne, datée de Washington du 6 *Avril* 1822.

(*Columbia etc.* Vol. I. p. LII.)

Department of State, Washington, April 6. 1822.

Sir! — Your letter of the 9th March was, immediately after I had the honour of receiving it, laid before the President of the United States, by whom it has been deliberately considered, and by whose direction I am, in replying to it, to assure you of the earnestnefs and sin-

cerity with which this government desires to entertain 1822
and to cultivate the most friendly relations with that of Spain.

This disposition has been manifested, not only by the uniform course of the United States, in their direct political and commercial intercourse with Spain, but by friendly interest which they have felt for the welfare of the Spanish nation, and by the cordial sympathy with which they have witnessed their spirit and energy, exerted in maintaining their independence of all foreign controul and their right of self-government.

In every question relating to the independence of a nation, two principles are involved; one of right, and the other of fact: the former exclusively depending upon the determination of the nation itself, and the latter resulting from the successful execution of that determination. This right has been recently exercised, as well by the Spanish nation in Europe, as by several of those countries in the American hemisphere, which had for two or three centuries been connected as colonies with Spain. In the conflicts which have attended these revolutions, the United States have carefully abstained from taking any part; respecting the right of the nations concerned in them to maintain or new organize their own political constitutions, and observing, wherever it was a contest by arms, the most impartial neutrality. But the civil war in which Spain was for some years involved with the inhabitants of her colonies in America, has in substance ceased to exist.

Treaties, equivalent to an acknowledgment of independence, have been concluded by the commanders and viceroys of Spain herself, with the republic of Colombia, with Mexico, and with Peru; while in the provinces of La Plata, and in Chili, no Spanish force has for several years existed to dispute the independence which the inhabitants of those countries had declared.

Under these circumstances, the government of the United States, for from consulting the dictates of a policy questionable in its morality, has yielded to an obligation of duty of the highest order, by recognizing as independent states nations which, after deliberately asserting their right to that character, have maintained and established it against all the resistance which had been, or could be brought to oppose it. This recognition is nei-

1822 ther intended to invalidate any right of Spain, nor to affect the employment of any means which she may yet be disposed or enabled to use with the view of reuniting those provinces to the rest of her dominions. It is the mere acknowledgment of existing facts, with the view to the regular establishment, with the nations newly formed, of those relations, political and commercial, which it is the moral obligation of civilized and Christian nations to entertain reciprocally with one another.

It will not be necessary to discuſs with you a detail of facts, upon which your information appears to be materially different from that which has been communicated to this government, and is of public notoriety; nor the propriety of the denominations which you have attributed to the inhabitants of the South American provinces. It is not doubted that other and more correct views of the whole subject will very shortly be taken by your government; and that it, as well as the other European governments, will shew that deference to the example of the United States, which you urge as the duty of the United States to shew to theirs. The effect of the example of one independant nation upon the counsels and measures of another, can be just only so far as it is voluntary; and as the United States desire that their example should be followed, so it is their intention to follow that of others upon no other principle. They confidently rely that the time is at hand when all governments of Europe friendly to Spain, and Spain herself, will not only concur in the acknowledgment of the independence of the American nations, but in the sentiment, that nothing will tend more effectually to the welfare and happineſs of Spain than the universal concurrence in that recognition. I pray you, Sir, to accept the assurance of my distinguished consideration.

JOHN QUINCY ADAMS.

"*Don Joaquin de Anduaga. Envoy extraordinary etc. etc.*"

48. 1822

Note circulaire adressée par Mr. Zéa, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république de Colombie, au ministre des affaires étrangères de France et aux légations des differentes cours à Paris, pour demander la reconnoissance de l'indépendance de la république de Colombie; du 8 *Avril* 1822.

(*Archives diplomatiques* Vol. 3. pag. 418.)

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république de Colombie, pour établir ses rélations politiques et commerciales avec les puissances de l'Europe; a l'honneur d'adresser, d'après les ordres de son gouvernement, à S. Exc. le ministre des affaires étrangères de. . . ., la communication suivante:

Le bruit de la lutte que l'Amérique vient de soutenir contre l'Espagne a retenti dans tout l'Univers. Sil est permis d'en ignorer les merveilleux détails, nul doute ne peut au moins s'élever sur les immenses résultats obtenus à force de combats et de victoires. L'Amérique comprimée, asservie pendant trois siècles, a secoué le joug de la métropole. L'Espagne n'est plus rien au-delà des mers qui baignent la péninsule.

En effet, l'Amérique avoit atteint sa majorité; l'accroissement de la population, la propagation des lumières, mille besoins nouveaux que la métropole ne pouvoit satisfaire, rendoient la crise inévitable. L'Espagne, dépeuplée, sans marine, sans industrie, auroit-elle retenu plus long-tems sous ses lois un continent tout entier, séparé d'elle par le vaste Océan? *L'indépendance* n'a donc fait que rétablir l'ordre naturel, et a mis un terme à des maux infinis que produisoit nécessairement une liaison mal assortie.

1822 L'Espagne, à jamais expulsée des rivages de l'Amérique, n'a plus aucun moyen d'y rentrer. Divisée dans son intérieur, sans influence au-dehors, privée des mines du Mexique et du Perou, où prendroitelle des soldats pour des expéditions lointaines? Comment suffiroit-elle aux frais des armemens nécessaires pour reconquerir ce qu'elle a perdu?

Les ports, les havres, les points fortifiés sont au pouvoir des américains; tous les emblêmes de la suprématie européenne ont disparu; les lions et les tours de Castille ont fait place aux couleurs de l'indépendance et de la liberté. Dans ces vastes contrées qui furent si longtems la source de la grandeur espagnole et le théâtre d'une domination étrangère, il ne reste plus que les ossemens épars des guerriers qui furent envoyés pour s'opposer à nos destinées. Partout se forment des états naissans fondés sur les mêmes bases, également favorisés par la nature, puissans de resources locales, fiers d'un avenir qui ne sauroit les tromper. Le climat seul les protégeroit contre des invasions téméraires, si le courage éprouvé des habitans n'offrait la meilleure de toutes les garanties.

Parmi ces états s'élève celui de Colombie; douze années d'une guerre implacable n'ont pu l'abattre, ni même ralentir sa marche. Colombie a recueilli le fuit de ses nobles travaux; elle est libre, souveraine, indépendante. Bientôt, tous ces nouveaux états formeront une association complette, solemnelle, et fixeront d'un commun accord les bases de cette grande fédération contre laquelle toute attaque extérieure seroit plus absurde que dangereuse. La coalition du reste du monde civilisé, si elle étoit possible, échoueroit devant cette barrière.

Ainsi parvenue au point où elle est, assimilée de fait et droit à toutes les nations existantes, voulant vivre amicalement avec tous les peuples, l'Amérique n'a plus qu'à se faire reconnoître par la grande famille dont elle fait partie, et à laquelle son association ne peut manquer d'offrir beaucoup d'avantages.

C'est dans ce but que le soussigné ministre plénipotentiaire de la république de Colombie a l'honneur de s'adresser à S. Exc. le ministre des affaires étrangères de . . . . pour lui communiquer les intentions de son gouvernement.

La république de Colombie est constituée, son gouvernement est en pleine activité L'Espagne ne possède plus rien sur son territotre; une armée de 60,000 hommes soutenus par une réserve de la même force, assure l'existence de Colombie. 1822

La république a tout ce qui caractérise les gouvernemens reconnus sur la terre; elle ne demande à aucun d'eux par quelle voie, par quel droit ils sont devenus ce qu'ils sont; ils existent; c'est là tout ce qui lui importe de savoir, Colombie respecte tout ce qui est; elle a droit à la réciprocité, elle la demande, et cette demande n'est dictée ni par l'intérêt, ni par la crainte; l'un et l'autre motif sont indignes d'une nation généreuse et libre. Qui pourroit l'attaquer? qui pourroit ajouter à ses richesses, ou les diminuer? de qui a-t-elle besoin, et parmi tous les peuples connus, quel est celui qui n'aspirera pas à établir avec elle des relations commerciales? Colombie a la conscience intime de sa force. Si elle invite tous les peuples à partager avec elle les trésors que la nature lui a prodigués, c'est plus tôt par un sentiment de générosité que par un esprit de calcul.

Quiconque s'approchera de Colombie avec des intentions pacifiques et bienveillantes pourra puiser en toute sûreté dans la source commune de nos richesses. Telle est l'unique base des rapports que nous sommes jaloux d'avoir avec tous les peuples de la terre: Cordialité, liberté, réciprocité. Les jalousies, les défiances qui jadis séparoient les diverses nations et les armoient l'une l'autre, sont bannies de la législation ainsi que de l'esprit de nos concitoyens. Nous ne dementirons jamais les principes philantropiques pour lesquels notre sang a coulé avec tant d'abondance sur le champ de bataille et sur les échafauds.

Mais, après avoir ainsi remplie tous ses devoirs à l'égard des autres nations, Colombie se doit à elle-même d'exiger que ses propres droits soient également reconnus: Colombie ne les tient de personne; elle s'est faite elle-même, et compte sur ses propres moyens pour se soutenir. Indépendante, forte, libre, invulnérable, elle n'obéit qu'à un sentiment de bienveillance générale; elle n'aspire qu'à rendre faciles, amicales, utiles ses relations avec tous ceux qui traiteront avec elle.

Un vaste et riche continent, habité par des peuples civilisés, ne peut demeurer étranger au reste du monde;

1822 tions confidentielles entre les cabinets, qui sont par elles-mêmes mieux faites pour rapprocher les idées, et à conduire, autant que possible à l'adoption de principes communs, plutôt que de hazarder la discussion dans une conférence ministérielle qui, à cause des pouvoirs nécessairement limités des individus qui la composent, convient toujours mieux pour exécuter un plan déjà arrêté, que pour régler une ligne de politique dans des circonstances délicates et difficiles.

Il semble y avoir d'autant moins de motifs pour précipiter une démarche de cette nature, dans le cas actuel, que, d'après les renseignemens qui nous parviennent, il n'existe en Espagne aucun ordre des choses sur lequel il y ait à délibérer, ni jusqu'à présent aucune autorité avec laquelle les puissances étrangères puissent communiquer.

L'autorité du Roi, pour le moment, du moins, semble anéantie. S. M. est représentée, dans les dernières dépêches de Madrid, comme s'étant entièrement abandonnée au cours des évènemens et comme concédant tout ce qui est réclamé par la junte provisoire et par les clubs.

L'autorité du gouvernement provisoire ne s'étend pas au-delà des deux Castilles et d'une partie de l'Andalousie. Des autorités locales séparées commandent dans les diverses provinces, et l'on pense que la sûreté personnelle du Roi seroit extrêmement hazardée par toute démarche qui pourroit faitre naître le soupçon du dessein de tender une contre-révolution par des moyens internes ou externes.

Cet important sujet ayant été référé au duc de Wellington, et pris en considération par S. G. (son memoire accompagne cette note) le duc n'hésite pas, d'après sa connoissance intime des affaires d'Espagne, à déclarer que, de tous les peuples de l'Europe, le peuple espagnol est celui qui souffrira le moins une intervention étrangère. Il cite divers cas où, pendant la dernière guerre, ce trait distinétif du caractère national a rendu les espagnols obstinément aveugles sur les considérations les plus pressantes de salut public. Il expose le danger imminent où le soupçon d'une intervention étrangère, spécialement de la part de la France, placeroit le Roi; il décrit en outre les difficultés qui s'opposeroient en Espagne à toutes les opérations militaires entreprises dans le but de ré-

duire par la force la nation à se soumettre à un ordre de choses qui lui seroit suggéré ou prescrit du dehors. 1822

Sir Henri Wellesley, à l'appui de cette opinion, a cité l'alarme que la mission projettée de M. de Latour du Pin a excitée à Madrid, et le préjudice que, dans l'opinion de tous les ministres étrangers à Madrid, elle étoit propre à porter aux intérêts et à la sûreté du Roi. Il cite aussi les mesures que le Roi se proposoit d'adopter pour empêcher le ministre françois de poursuivre son voyage lorsqu'on reçut de Paris la nouvelle que cette mission n'auroit point lieu.

A tous évènemens donc, jusqu'à ce que quelque autorité centrale se soit établie en Espagne, toute idée d'influer sur ses conseils, semble absolument impraticable et faite pour n'avoir d'autre résultat possible que de compromettre, soit le Roi, soit les alliés, mais probablement lui et eux à la fois.

Il n'y a nul doute que l'état actuel de l'Espagne n'étende d'une manière grave le cercle de l'agitation politique en Europe; il faut néanmoins convenir qu'il n'y a pas en Europe de pays d'une égale grandeur où il eût pu arriver une révolution de ce genre, qui menaçât moins les autres états de ce danger direct et prochain qui a toujours été regardé, du moins dans notre pays, comme constant le seul cas qui justifieroit une intervention étrangère. Si le cas n'est pas de nature à justifier une telle intervention, si nous ne jugeons pas que nous ayons dans ce moment ni le droit ni les moyens d'intervenir directement par la force; si la démonstration d'une telle intervention est plus faite pour irriter que pour épouvanter, et si nous avons appris par experience combien peu un gouvernement espagnol, soit du Roi, soit des cortès est disposé à écouter les avis des puissances étrangères, n'est-il pas prudent au moins de réfléchir avant de prendre une attitude qui sembleroit nous engager aux yeux de l'Europe à quelque mesure décisive? Avant de nous y embarquer, n'est-il pas convenable de reconnoître avec quelque degré de précision ce que nous avons réellement intention de faire? Cette marche politique, modérée et prudente, et si convenable au cas actuel et à la position critique où le Roi se trouve personnellement placé, ne limitera en aucune manière notre action, si jamais le cas d'agir arrive.

1822 En même tems, et comme états indépendans, les puissances alliées peuvent, au moyen de leurs légations respectives à Madrid et avec non moins d'effet que par des représentations collectives, exciter une crainte salutaire des conséquences qui pourroient résulter de toute violence faite à la personne du Roi ou à celles de sa famille, ou de toute autre mesure hostile dirigée contre les possessions portugaises en Europe, pour la protection desquelles la Grande-Bretagne est liée par un traité special.

Toutefois on devra observer la plus grande délicatesse en transmettant ces insinuations, et quoiqu'il y ait à présumer que les vues et les intentions de toutes les puissances alliées doivent être essentiellement les mêmes, et que les sentimens qu'elles ont à exprimer ne puissent materiellement différer entre eux, il ne s'ensuit pas qu'elles doivent parler collectivement ni par un interprête commun, deux moyens plutôt faits pour offenser que pour concilier ou persuader.

Il ne peut y avoir de doute sur le danger général dont est plus ou moins menacée la stabilité de tous les gouvernemens existans, par les principes qui prévalent et par la circonstance que tant d'états en Europe s'occupent aujourd'hui de la tâche difficile de reconstituer leurs gouvernemens sur le principe représentatif; mais l'idée de contester, de limiter ou de régler la marche de ces expériences, soit par des conseils étrangers ou une force étrangère seroit aussi dangereuse à avouer qu'impossible à mettre à exécution, et l'illusion trop répandue sur ce sujet ne doit point être encouragée dans nos relations avec les alliés. On ne peut nier que de ces espérances il pourroit naître dans quelque pays des circonstances menaçant directement la sûreté des autres états, et contre un pareil danger les alliés pourroient, avec raison, et devroient, par prudence, être sur leurs gardes; mais tel n'est pas le cas actuel. Quelque effrayant que soit l'exemple qu'offre l'Espagne d'une armée en révolte et d'un monarque jurant une constitution qui ne contient guère dans sa forme que l'apparence d'une monarchie, il n'y a pas lieu d'appréhender que l'Europe soit de sitôt mise en danger par les armes espagnoles.....

Dans cette alliance, comme dans tous les autres arrangemens humains, rien n'est plus propre à altérer, ou

même à détruire son utilité réelle que toute tentative 1822
pour étendre ses devoirs et ses obligations audélà de la sphère marquée par les idées et les principes bien connus qui ont présidé à sa formation. Ce fut une union pour reconquérir et délivrer une grande partie du continent de l'Europe de la domination militaire de la France: après avoir abattu le conquérant, elle mit l'état de choses établi par la paix sous la protection de l'alliance; mais on n'entendit jamais en faire une autorité suprême pour le gouvernement du monde, ou pour la surintendance des affaires intérieures des autres états. . . .

On nous trouvera à notre place, quand un danger effectif menacera le système de l'Europe; mais notre pays ne peut et ne veut point agir d'après des principes de précaution purement abstraits et spéculatifs. L'alliance qui existe n'a pas eu un tel objet en vue lors de sa formation primitive. On ne l'a jamais expliqué ainsi au parlement; si on l'eût fait, il est très certain que la sanction du parlement ne lui auroit jamais été donnée, et ce seroit maintenant un manque de foi de la part des ministres de S. M. B. que d'aprouver une telle interprétation de cette alliance, ou de se laisser entraîner dans un système de mesures incompatibles avec les principes qu'ils ont avoués dans le tems, et qu'ils ont depuis cette époque invariablement maintenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

b.

Dépêche de Mr. le Comte de Bernstorff, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, adressée au chargé d'affaires de Prusse à Madrid, datée de Vérone du 22 Novembre 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 21 Janv. No. 21.)

Monsieur,

Au nombre des objets qui fixoient l'attention ou réclamoient la sollicitude des souverains et cabinets réunis à Vérone, la situation de l'Espagne et ses rapports avec le reste de l'Europe ont occupé une première place.

1822 Vous connoissez l'intérêt que le Roi, notre auguste maître, n'a jamais cessé de prendre à S. M. C. et à la nation espagnole.

Cette nation si distinguée par la loyauté et l'énergie de son caractère, illustrée par tant de siècles de gloire et de vertus, et à jamais célèbre par le noble dévouement et l'héroïque persévérance qui l'ont fait triompher des efforts ambitieux et oppresseurs de l'usurpateur du trône de France, a des titres trop anciens et trop fondés à l'intérêt et à l'estime de l'Europe entière, pour que les souverains puissent regarder avec indifférence les malheurs qui l'accablent et ceux dont elle est menacée.

L'évènement le plus déplorable est venu subvertir les antiques bases de la monarchie espagnole, compromettre le caractère de la nation, attaquer et empoisonner la prospérité publique dans ses premières sources.

Une révolution, sortie de la révolte militaire, a soudainement rompu tous les liens du devoir, renversé tout ordre légitime et décomposé les élémens de l'édifice social, qui n'a pu tomber sans couvrir le pays entier de ses décombres.

On crut pouvoir renverser cet édifice, en arrachant à un souverain, déjà dépouillé de toute autorité réelle et de toute liberté de volonté, le rétablissement de la constitution des cortès de l'année 1812, qui, confondant tous les élémens et tous les pouvoirs, ne partant que du seul principe d'une opposition permanente et légale contre le gouvernement, devoit nécessairement détruire cette autorité centrale et tutélaire, qui fait l'essence du système monarchique.

L'évènement n'a pas tardé à faire connoître à l'Espagne les fruits d'une aussi fatale erreur.

La révolution, c'est à dire le déchaînement de toutes les passions contre l'ancien ordre des choses, loin d'être arrêtée ou comprimée, a pris un développement aussi rapide qu'effrayant. Le gouvernement, impuissant et paralysé, n'a plus eu aucun moyen ni de faire le bien, ni d'empêcher ou d'arrêter le mal. Tous les pouvoirs se trouvent concentrés, cumulés et confondus dans une assemblée unique. Cette assemblée n'a présenté qu'un conflit d'opinions et de vues, et un froissement d'intérêts et de passions, au milieu desquels les propositions et les résolutions les plus disparates se sont constamment croi-

sées, combattues ou neutralisées. L'ascendant des funestes doctrines d'une philosophie désorganisatrice n'a pu qu'augmenter l'égarement géneral, jusqu'à ce que, selon la pente naturelle des choses, toutes les notions d'une saine politique fussent abandonnées pour de vaines théories, et tous les sentimens de justice et de modération sacrifiés aux rêves d'une fausse liberté. Dès-lors les institutions établies sous le prétexte d'offrir des garanties contre l'abus de l'autorité, ne furent plus que des instrumens d'injustice et de violence, et un moyen de couvrir ce systême tyrannique d'une apparence légale. 1822.

L'on n'hésita plus à abolir sans ménagement les droits les plus anciens et les plus sacrés, à violer les propriétés les plus légitimes et à dépouiller l'église de sa dignité, de ses prérogatives et de ses possessions. Il est permis de croire que le pouvoir despotique exercé par une faction pour le malheur du pays, se seroit plutôt brisé entre ses mains, si les déclamations trompeuses sorties de la tribune, les vociférations féroces des clubistes, et la licence de la presse n'avoient pas comprimé l'opinion et étouffé la voie de la partie saine et raisonnable de la nation espagnole qui, l'Europe ne l'ignore pas, en forme l'immense majorité. Mais la mesure de l'injustice a été comblée, et la patience des espagnols fidèles paroît enfin avoir trouvé son terme. Déjà le mécontement éclate sur tous les points du royaume, et des provinces entières sont embrasés par le feu de la guerre civile.

Au milieu de cette cruelle agitation, l'on voit le souverain du pays réduit à une impuissance absolue, dépouillé de toute liberté d'action et de volonté, prisonnier dans sa capitale, séparé de tout ce qui lui restoit de serviteurs fidèles, abreuvé de dégouts et d'insultes, et exposé du jour au lendemain à des attentats dont la faction, si même elle ne les provoque pas sur lui, n'a conservé aucun moyen de le garantir.

Vous, Monsieur, qui avez été témoin de l'origine, des progrès et des résultats de la révolution de 1820, vous êtes à même de reconnoître et d'attester ici qu'il n'y a rien d'exagéré dans le tableau que je viens d'en tracer rapidement. Les choses en sont venues ou point, que les souverains réunis à Vérone ont enfin dû se demander quels sont aujourd'hui et quels seront désormais leurs rapports avec l'Espagne.

1822 L'on avoit pu se flatter que la maladie affreuse dont l'Espagne se trouve attaquée, éprouveroit des crises propres à ramener cette ancienne monarchie à un ordre de choses compatible avec son propre bonheur et avec les rapports d'amitié et de confiance avec les autres états de l'Europe. Mais cet espoir se trouve jusqu'ici déçu. L'état moral de l'Espagne est aujourd'hui tel, que ses relations avec les puissances étrangères doivent nécessairement se trouver troublées ou interverties. Des doctrines subversives de tout ordre social y sont hautement prêchées et protégées. Des insultes contre les premiers souverains de l'Europe remplissent impunément les journaux. Les sectaires de l'Espagne font courir leurs émissaires pour associer à leurs travaux ténébreux tout ce qu'il y a dans les pays étrangers de conspirateurs contre l'ordre public et contre l'autorité légitime.

L'effet inévitable de tant de désordres se fait surtout sentir dans l'altération des rapports entre la France et l'Espagne. L'irritation qui en résulte est de nature à donner les plus justes alarmes pour la paix entre les deux royaumes. Cette considération suffiroit pour déterminer les souverains réunis à rompre le silence sur un état de choses qui, d'un jour à l'autre, peut compromettre la tranquillité de l'Europe.

Le gouvernement espagnol veut-il et peut-il apporter des remèdes à des maux aussi palpables et aussi notoires? Veut-il et peut-il prévenir ou réprimer les effets hostiles es les provocations insultantes qui résultent pour les gouvernemens étrangers de l'attitude que la révolution lui a donnée et a du système qu'elle a établi?

Nous concevons que rien ne doit être plus contraire aux intentions de S. M. C. que de se voir placée dans une position aussi pénible envers les souverains étrangers; mais c'est précisément parceque ce monarque, seul organe authentique et légitime entre l'Esgagne et les autres puissances de l'Europe, se trouve privé de sa liberté et enchainé dans ses volontés, que ces puissances voient leurs rapports avec l'Espagne dénaturés et compromis.

Ce n'est pas aux cours étrangères à juger quelles institutions repondent le mieux au caractère, aux moeurs et aux besoins réels de la nation espagnole; mais il leur appartient indubitablement de juger des effets que

des expériences de ce genre produisent par rapport à el- 1822
les, et d'en laisser dépendre leurs déterminations et leur position future envèrs l'Espagne. Or, le Roi, notre maître, est d'opinion que pour conserver et rasseoir sur des bases solides ses relations avec les puissances étrangères, le gouvernement espagnol ne sauroit faire moins que d'offrir à ces derniers des preuves non-équivoques de la liberté de S. M. C., et une garantie suffisante de son intention et de sa faculté d'écarter les causes de nos griefs et de nos trop justes inquiétudes à son égard.

Le Roi vous ordonne, Monsieur, de ne pas dissimuler cette opinion au ministère espagnol, mais de lui faire lecture de la présente dépêche, d'en laisser une copie entre ses mains et de l'inviter à s'expliquer franchement et clairement sur ce qui en fait l'objet.

Agréez etc.

c.

Dépêche de Mr. le Comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, adressée au chargé d'affaires de Russie à Madrid, datée de Vérone du $\frac{14}{26}$ Novembre 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 22 Janv. No. 22.)

Les souverains et les plénipotentiaires réunis à Vérone dans la ferme intention de consolider de plus en plus la paix dont jouit l'Europe et de prévenir tout ce qui pourroit compromettre cet état de tranquillité générale, dévoient dès le moment où ils se sont assemblés, porter un regard inquiet et attentif sur une antique monarchie que des troubles intérieurs agitent depuis deux ans, et qui ne peut qu'exciter à un égal degré la sollicitude, l'intérêt et les appréhensions des autres puissances.

Lorsqu'au mois de Mars 1820 quelques soldats parjures tournèrent leurs armes contre le souverain et la

1822 patrie, pour imposer à l'Espagne des lois que la raison publique de l'Europe, éclairée par l'expérience de tous les siècles, frappoit de la plus haute réprobation, les cabinets alliés et nommément celui de Pétersbourg, se hâtèrent de signaler les malheurs qu'entraineroient après elles des institutions qui consacroient la révolte militaire par le mode de leur établissement.

Ces craintes ne furent que trop tôt complettement justifiées. Ce ne sont plus des théories ni des principes qu'il s'agit ici d'examiner et d'approuver. Les faits parlent, et quel sentiment leur témoignage ne doit-il pas faire éprouver à tout espagnol qui conserve encore l'amour de son Roi et de son pays? Que de regrets s'attachent à la victoire des hommes qui ont opéré la révolution d'Espagne!

A l'époque où un déplorable succès couronne leur entreprise, l'intégrité de la monarchie espagnole formoit l'objet des soins de son gouvernement. Toute la nation partageoit les voeux de S. M. C.; toute l'Europe lui avoit offert une intervention amicale pour rasseoir sur des bases solides l'autorité de la métropole dans les contrées lointaines qui avoient jadis fait sa richesse et sa force. Encouragées par un funeste exemple à persévérer dans la revolte, les provinces où elle avoit déjà éclaté, trouvèrent dans les évènemens du mois de Mars, la meilleure apologie de la désobéissance, et elles qui restoient encore fidèles, se separèrent aussitôt de la mère-patrie, justement effrayées du despotisme, qui alloit peser sur son infortuné souverain et sur un peuple que d'imprévoyantes innovations condamnoient à parcourir tout le cercle des calamités révolutionnaires

Au déchirement de l'Amérique ne tardèrent pas à se joindre les maux inséparables d'un état de choses où tous les principes constitutifs de l'ordre social avoient été mis en oubli.

L'anarchie perut à la suite de la révolution, le désordre à la suite de l'anarchie. De longues années d'une possession tranquille cessèrent bientôt d'être un titre suffisant de propriété; bientôt les droits les plus solemnels furent révoqués en doute; bientôt des emprunts ruineux et des contributions sans cesse renouvelées, attaquèrent à-la-fois la fortune publique et les fortunes particulières. Comme aux jours dont l'idée seule fait encore frisonner l'Europe, la réligion fut dépouillée de son

patrimoine; le trône du respect des peuples; la majesté 1822
royale outragée, l'autorité transportée dans des reunions oú les passions aveugles de la multitude s'arrachoient les rênes de l'état. Enfin comme à ces mêmes jours de deuil si malheureusement reproduits en Espagne, on vit au 7 Juillet le sang couler dans la demeure des Rois, et une guerre civile embraser la Péninsule.

Depuis près de trois ans, les puissances alliées s'étoient toujours flattées que le caractère espagnol, ce caractère si constant et si généreux, dès qu'il s'agit du salut de la patrie, et naguère si héroïque quand il luttoit contre un pouvoir enfanté par la révolution se réveilleroit enfin jusque dans les hommes qui avoient eu le malheur d'être infidèles aux nobles souvenirs que l'Espapne peut citer avec orgueil à tous les peuples de l'Europe. Elles s'étoient flattées que le gouvernement de S. M. C. détrompé par les premières leçons d'une expérience fatale, prendroit des mesures, si non pour arrêter d'un commun accord tant de maux qui déjà se débordoient de toutes parts, au moins pour jeter les fondemens d'un système réparateur, et pour assurer graduellement au trône ses droits légitimes et ses prérogatives nécessaires; aux sujets une juste protection, aux propriétés d'indispensables garanties. Mais cet espoir a été complettement deçu. Le tems n'a fait qu'amener de nouvelles injustices; les violences se sont multipliées; le nombre des victimes a grossi dans une effrayante proportion, et l'Espagne a déjà vu plus d'un guerrier, plus d'un citoyen fidèle porter sa tête sur un échafaud.

C'est ainsi que la révolution du 9 Mars avançoit de jour en jour la ruine de la monarchie espagnole, lorsque deux circonstances particulières vinrent appeler sur elle la plus sérieuse attention des gouvernemens étrangers.

Au milieu d'un peuple pour qui le dévouement à ses rois est un besoin et un sentiment héréditaire; qui pendant six années consecutives, a versé le sang le plus pur pour reconquérir son monarque légitime; ce monarque et son auguste famille viennent d'être réduits à un état de captivité notoire et presqu' absolu. Ses frères, contraints de se justifier, sont menacés journellement du cachot ou du glaive, et d'impérieuses représentations lui ont interdit, avec son épouse mourante, la sortie de la capitale.

1822 D'autre part, après les révolutions de Naples et du Piémont, que les conspirateurs espagnols ne cessent de représenter comme leur ouvrage, on les entend annoncer que leurs plans de bouleversemens n'ont pas de limites. Dans un pays voisin, ils s'efforcent avec une persévérance que rien ne décourage, à faire naître les troubles et la rébellion. Dans des états plus éloignés, ils travaillent à se créer des complices; l'activité de leur prosélytisme s'étend par tout, et partout elle prépare les mêmes désastres.

Une telle conduite devoit forcément exciter l'animadversion générale. Les cabinets qui désirent sincèrement le bien de l'Espagne, lui manifestent depuis deux ans leur pensée, par la nature des rapports qu'ils entretiennent avec son gouvernement. La France se voit obligée de confier à une armée la garde de ses frontières, et peut-être faudra-t-il qu'elle lui confie également le soin de faire cesser les provocations dont elle est l'objet. L'Espagne elle-même se soulève en partie contre un régime que repoussent ses moeurs, la loyauté connue de ses habitans et ses traditions toutes monarchiques.

Dans cet état des choses, L'Empereur, notre auguste maître, s'est décidé à faire une démarche qui ne pourra laisser à la nation espagnole aucun doute sur ses véritables intentions, ni sur la sincérité des voeux qu'il forme pour son bonheur.

Il est à craindre que les dangers, toujours plus réels du voisinage, ceux qui planent sur la famille royale, et les justes griefs d'une puissance limitrophe, ne finissent par amener entre elle et l'Espagne les plus graves complications.

C'est là l'extrémité facheuse que S. M. I. voudroit prévenir, s'il est possible; mais tant que le Roi sera hors d'état de témoigner librement sa volonté; tant qu'à la faveur d'un ordre de choses déplorable, des artisans de révolution, liés par un pacte commun à ceux des autres contrées de l'Europe, chercheront à troubler son repos, est-il au pouvoir de l'Empereur, est-il au pouvoir d'aucun monarque d'améliorer les relations du gouvernement espagnol avec les puissances étrangères?

D'un autre côté, combien ce but essentiel ne seroit-il pas facile à atteindre, si le Roi recouvroit avec son entière liberté le moyen de mettre un terme à la guerre

civile, de prévenir la guerre étrangère, et de s'entourer 1822
des plus éclairés et des plus fidèles de ses sujets pour donner à l'Espagne les institutions que demandent ses besoins et ses voeux légitimes.

Alors, affranchie et calmée, elle ne pourroit qu'inspirer à l'Europe la sécurité dont elle jouiroit elle-même; et alors aussi les puissances qui réclament aujourd'hui contre la conduite de son gouvernement, s'empresseroient de rétablir avec elle des rapports d'amitié véritable et de mutuelle bienveillance.

Il y a long-tems que la Russie signale ces grandes vérités à l'attention des espagnols. Jamais leur patriotisme n'eut de plus hautes destinées à remplir. Quelle gloire pour eux que de vaincre une seconde foi la révolution, et de prouver qu'elle ne sauroit exercer d'empire durable sur cette terre où d'anciennes vertus, un fond indélébile d'attachement aux principes qui garantissent la durée des sociétés, et le respect d'une sainte religion, finiront toujours par triompher des doctrines subversives et des séductions mises en oeuvre pour étendre leur fatale influence. Déjà une partie de la nation s'est prononcée. Il ne tient qu'à l'autre de s'unir dès à présent à son Roi pour délivrer l'Espagne, pour la sauver, pour lui assigner dans la famille européenne une place d'autant plus honorable, qu'elle auroit été arrachée comme en 1814 au triomphe désastreux d'une usurpation militaire.

En vous chargeant, Mr. le Comte, de faire part aux ministres de S. M. C. des considérations développées dans cette dépêche, l'Empereur se plait à croire que ses intentions et celles de ses alliées ne seront point méconnues. En vain la malveillance essayeroitelle de les présenter sous les couleurs d'une ingérence étrangère, qui prétendroit dicter des lois à l'Espagne.

Exprimer le désir de voir cesser une longue tourmente, de soustraire au même joug un monarque malheureux, et un des premiers peuples de l'Europe, d'arrêter l'effusion du sang, de favoriser le rétablissement d'une administration tout-à-fait sage et nationale; certes, ce n'est point attenter à l'indépendance d'un pays, ni établir un droit d'intervention contre lequel une puissance quelconque ait raison de s'élever. Si S. M. I. nourrissoit d'autres vues, il ne dépendroit que d'elle et

1822 de ses alliés de laisser la [illegible]
son ouvrage. Bientôt tous [illegible]
de richesse et de force, serc[illegible]
sule; et si la nation espagnol[illegible]
poser ces destins hostiles, [illegible]
et dans l'immobilité seules qu[illegible]
preuve.

La Réponse qui sera faite [illegible]
va resoudre des questions de [illegible]
Vos instructions de ce jour vo[illegible]
nation que vous aurez à prend[illegible]
l'autorité publique à Madrid rej[illegible]
leur offrirez d'assurer à l'Espagne [illegible]
une gloire impérissable.

d.

Dépêche supplementaire ad[illegible]
d'affaires Russe à Madrid,
du 14 (26) *Novembre*

(*Journal de Francfort* 1823. 20 [illegible]

Dans l'instruction que vous recevez [illegible]
avons attaqué sans ménagement la cons[illegible]
les cortès en 1812, et nous n'avons [illegible]
tribuer au mode d'administration qu'ell[illegible]
que tous les malheurs dont gémit l'Espa[illegible]

Tant de faits demontrent cette vérit[illegible]
ment personne en Europe n'osera la révo[illegible]
Une charte qui établit pour le peuple un[illegible]
verainété, dont l'exercice est heureuseme[illegible]
mais dont la simple théorie, une fois a[illegible]
encore des calamités; une charte qu[illegible]
confection des lois que la seule clas[illegible]
absence, qui ne laisse pas même au [illegible]
de se choisir librement une épouse, et q[illegible]
pour ainsi dire, la puissance publique [illegible]
d'autorités sans nombre, qu'instituent les [illegible]
cles dont elle se compose, une telle [illegible]

trouver pour défenseur aucun publiciste éclairé, aucun 1822
des hommes qui savent que l'ordre et la paix sont les premiers buts, comme les premiers élémens du bonheur des sociétés.

Mais plus le système de la charte espagnole est vicieux, plus les révolutionnaires s'efforceront de le maintenir, et par conséquent, plus ils chercheront d'argumens en faveur de leur ouvrage. Au nombre de ceux qu'ils essayeront de faire valoir, vous verrez probablement, Mr. le Comte, figurer en première ligne, la réconnoissance et la garantie de la constitution des cortès, stipulées en 1812, par le traité de Velyky-Louky. Il est donc indispensable que je vous fasse connoître à cet égard, la pensée de l'Empereur et l'explication cathégorique que vous aurez à donner.

Lors de la conclusion du traité de Velyky-Louky, Ferdinand VII étoit captif, et il n'existoit en Espagne d'autre autorité espagnole que les cortès réunis à Cadix. A la même époque la Russie en s'armant contre l'ennemi commun, devoit nécessairement s'allier à l'Espagne. Elle le devoit dans son propre intérêt, elle le devoit dans l'intérêt de l'Europe, elle le devoit enfin, dans l'intérêt de l'Espagne elle-même qui ne pouvoit recevoir ni trop d'encouragemens ni trop de secours. Mais dans l'état où les choses se trouvoient alors, toute négociation avec le Roi étoit impossible. Il falloit conséquemment négocier avec les cortès, et, en négociant avec eux, reconnoître et garantir le régime national qu'ils venoient de créer peur leur patrie, — D'autre part, cette reconnoissance et cette garantie devoient nécessairement avoir le caractère que portoit ce régime lui-même. Promulgué durant l'absence et la captivité du Roi, il exigeoit la sanction royale dès que S. M. C. seroit rendue à la liberté. Il ne pouvoit donc être et n'étoit réellement que provisoire et conditionnel, lors de la signature du traité de Velyky-Louky. Delà aussi la nature provisoire et conditionnelle de la garantie accordée dans le tems par le cabinet de St. Pétersbourg. Cette réserve n'avoit pas besoin d'être exprimée d'une maniére spéciale, car elle résultoit implicitement de l'essence des objets auxquels la garantie elle-même étoit applicable. Et comment en effet, stipuler une garantie perpétuelle, pour un acte qu'un tiers avoit encore le droit de changer et

1822 de modifier à sa volonté? Ce changement ne tarda point à s'accomplir, et le Roi rentré dans ses états, abolit la constitution des cortès. Ni l'Espagne ni la Russie n'invoquèrent alors la garantie du traité de 1812; l'Espagne pacequ'elle voyoit son monarque user d'un pouvoir dont la légitimité étoit incontestable; la Russie, parcequ'elle se seroit attribué une autorité supérieure à celle du Roi, si elle avoit voulu maintenir contre son gré, la charte de Cadix. Depuis ce moment, l'Empereur a toujours regardé comme aussi nulles de droit que de fait, une reconnoissance et une garantie stipulée dans des conjonctures, où elles étoient nécessaires, sans jamais pouvoir être indéfiniment obligatoires.

D'ailleurs, supposé même que cette nullité n'existoit pas, ou qu'elle fût moins évidente, la Russie est trop franche, trop sincèrement amie de la nation espagnole pour qu'un traité quelconque puisse lui faire désirer la prolongation d'un régime qui a attiré sur ce peuple si glorieux et si estimable tous les maux de l'anarchie, tous les excès d'une révolution sanglante, et toutes les pertes que traînent à leur suite le crime joint à l'imprévoyance.

Dans une pareille situation, S. M. ne peut reconnoître d'autre loi que celle du salut de l'Espagne, et c'est aussi la seule qu'elle soit décidée à suivre.

Tel est, Mr. le Comte, le language que vous voudrez bien tenir, si dans les explications que vous allez avoir avec le ministère espagnol, ce dernier essaye de réclamer le bénéfice des stipulations du traité de Velyky-Louky, ou s'il prétend faire à la Russie le reproche de manquer à ses engagemens. Recevez etc. etc.

e. 2281

Dépêche de Mr. le prince de Metternich, chancelier d'état de S. M. l'Empereur d'Autriche, adressée au chargé d'affaires d'Autriche, à Madrid, datée de Vérone, du 14 *Décembre* 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 21 Janv. No. 21.)

La situation dans laquelle se trouve la monarchie espagnole à la suite des évènemens qui s'y sont passés depuis deux ans, étoit un objet de trop haute importance, pour ne pas avoir sérieusement occupé les cabinets réunis à Vérone. L'Empereur, notre auguste maître, a voulu que vous fussiez informé de sa manière d'envisager cette grave question: et c'est pour cet effet que je vous adresse la présente dépêche.

La révolution d'Espagne a été jugée par nous dès son origine. Selon les décrets éternels de la providence, le bien ne peut pas plus naître pour les états que pour les individus, de l'oubli des premiers devoirs imposés à l'homme dans l'ordre social; ce n'est pas par de coupables illusions, pervertissant l'opinion, égarant la conscience des peuples, que doit commencer l'amélioration de leur sort; et la révolte militaire ne peut jamais former la base d'un gouvernement heureux et durable.

La révolution d'Espagne considérée sous le seul rapport de l'influence funeste, qu'elle a exercée sur le royaume qui l'a subie, seroit un évènement digne de toute l'attention et de tout l'intérêt des souverains étrangers, car la prospérité ou la ruine d'un des pays les plus intéressans de l'Europe ne sauroit être à leurs yeux une alternative indifférente; les ennemis seuls de ce pays, s'il pouvoit en avoir, auroient le droit de regarder avec froideur les convulsions qui le déchirent. Cependant une juste répugnance à toucher aux affaires intérieures d'un état indépendant, détermineroit peut-être ces souverains à ne pas se prononcer sur la situation de l'Espagne, si le mal opéré par sa révolution s'étoit concentré et pouvoit se concentrer dans son intérieur. Mais tel n'est pas le cas: cette révolution avant même d'être

1822 parvenue à sa maturité, a provoqué déjà de grands désastres dans d'autres pays; c'est elle qui, par la contagion de ses principes et de ses exemples, et par les intrigues de ses principaux artisans, a crée les révolutions de Naples et de Piémont, c'est elle qui auroit embrâsé l'Italie toute entière, menacé la France, compromis l'Allemagne, sans l'intervention des puissances qui ont préservé l'Europe de ce nouvel incendie. Partout, les funestes moyens employés en Espagne pour préparer et exécuter la révolution, ont servi de modèle à ceux qui se flattoient de lui ouvrir de nouvelles conquêtes. Partout la constitution espagnole est devenue le point de de réunion et le cri de guerre d'une faction, conjurée contre la sûreté des trônes et contre le repos des peuples.

Le mouvement dangereux que la révolution d'Espagne avoit imprimé à tout le midi de l'Europe, a mis l'Autriche dans la pénible nécessité de recourir à des mesures peu d'accord avec la marche pacifique qu'elle auroit voulu invariablement poursuivre. Elle a vu une partie de ses états entourée de séditions, cernée par des complots incendiaires, à la veille même d'être attaquée par des conspirateurs dont les premiers essays se dirigeoient contre ses frontières. Ce n'est que par de grands efforts et de grands sacrifices que l'Autriche a pu rétablir la tranquillité en Italie, et déjouer les projets dont le succès n'eût été rien moins qu'indifférent pour le sort de ses provinces voisines. S. M. J. ne peut d'ailleurs que soutenir dans les questions rélatives à la révolution d'Espagne les mêmes principes qu'elle a toujours hautemeut manifestés. Dans l'absence même de tout danger direct pour les peuples confiés à ses soins, l'Empereur n'hésitera jamais à désavouer et à réprouver ce qu'il croit faux, pernicieux et condamnable dans l'intérêt général des sociétés humaines. Fidèle au système de conservation et de paix pour le maintien duquel elle a contracté avec ses augustes alliés des engagemens inviolables, S. M. ne cessera de regarder le désordre et les bouleversemens, quelque partie de l'Europe qui puisse en être la victime, comme un objet de vives sollicitudes pour tous les gouvernemens, et chaque fois que l'Empereur pourra se faire entendre dans le tumulte de ces crises déplorables, il croira avoir rempli un devoir dont aucune considération ne sauroit le dispenser. Il me se-

roit difficile à croire, Mr. le Comte, que le jugement 1822
énoncé par S. M. J. sur les évènemens qui se passent en Espagne puisse être mal compris ou mal interprété dans ce pays. Aucun objet d'intérêt particulier, aucun choc de prétentions réciproques, aucun sentiment de méfiance ou de jalousie ne sauroit inspirer à notre cabinet une pensée en opposition avec le bien-être le l'Espagne.

La maison d'Autriche n'a qu'à remonter à sa propre histoire pour y trouver les plus puissans motifs d'attachement, d'égard et de bienveillance, pour une nation qui peut se rappeler avec un juste orgueil ces siècles de glorieuse mémoire où le soleil n'avoit pas de couchant pour elle; pour une nation qui, forte de ses institutions respectables, de ses vertus héréditaires, de ses sentimens religieux, de son amour pour ses Rois, s'est illustrée dans tous les tems par un patriotisme toujours loyal, toujours généreux, et bien souvent héroique. A une époque peu éloignée de nous, cette nation a encore étonné le monde par le courage, le dévouement et la persévérance qu'elle a opposés à l'ambition usurpatrice, qui prétendoit la priver de ses monarques et de ses lois et l'Autriche n'oubliera jamais combien la noble résistance du peuple espagnol lui a été utile dans un moment de grand danger pour elle-même.

Ce n'est donc pas sur l'Espagne, comme nation ni comme puissance, que peut porter le langage sévère dicté à S. M. J. par sa conscience et par la force de la vérité: il ne s'applique qu'à ceux qui ont ruiné et défiguré l'Espagne, et qui persistent à prolonger ses souffrances.

En se réunissant à Vérone à ses augustes alliés, S. M. J. a eu le bonheur de retrouver dans leurs conseils les mêmes dispositions bienveillantes et désintéressés qui ont constamment guidé les siens. Les paroles qui partiront pour Madrid constateront ce fait, et ne laisseront aucun doute sur l'empressement sincère des puissances à servir la cause de l'Espagne, en lui démontrant la nécessité de changer de route. Il est certain que les embarras qui l'accablent se sont accrus depuis peu dans une progression effrayante. Les mesures les plus rigoureuses, les expéditions les plus hazardées ne peuvent plus faire marcher son administration. La guerre civile est allumée dans plusieurs de ses provinces, ses rapports

1822 avec la plus grande partie de l'Europe sont dérangés ou suspendus; ses relations même avec la France ont pris un caractère si problématique, qu'il est permis de se livrer à des inquiétudes sérieuses sur les complications qui peuvent en résulter.

Un pareil état des choses ne justifieroit-il pas les plus sinistres pressentimens?

Tout Espagnol éclairé sur la véritable situation de sa patrie, doit sentir que pour briser les chaînes qui pèsent aujourd'hui sur le monarque et sur le peuple, il faut que l'Espagne mette un terme à cet état de séparation du reste de l'Europe, dans lequel les derniers évènemens l'ont jettée. Il faut que des rapports de confiance et de franchise se rétablissent entre elle et les autres gouvernemens; rapports, qui en garantissant d'un côté sa ferme intention de s'associer à la cause commune des monarchies européennes, puissent lui fournir de l'autre côté les moyens de faire valoir sa volonté réelle et d'écarter tout ce qui peut la dénaturer ou la comprimer. Mais pour arriver à ce but, il faut que son roi soit libre, non seulement de cette liberté personnelle, que tout individu peut réclamer sous le regne des lois, mais de celle dont un souverain doit jouir pour remplir sa haute vocation. Le Roi d'Espagne sera libre, du moment qu'il aura le pouvoir de faire cesser les malheurs de son peuple, de ramener l'ordre et la paix dans son royaume; de s'entourer d'hommes également dignes de sa confiance par leurs principes et par leurs lumières, de substituer enfin à un régime reconnu impraticable par ceux mêmes que l'égoïsme ou l'orgueil y tiennent encore attachés, un ordre des choses dans lequel les droits du monarque seroient heureusement combinés avec les vrais intérêts et les voeux légitimes de toutes les classes de la nation. Lorsque ce moment sera venu, l'Espagne fatiguée de sa longue tourmente, pourra se flatter de rentrer en pleine possession des aventages que le ciel lui a départis et que le noble caractère de ses habitans lui assure; elle verra re naître les liens qui l'unissoient à toutes les puissances européennes, et S. M. J. se félicitera de n'avoir plus à lui offrir que les voeux quelle forme pour sa prospérité et tous les bons services qu'elle sera en état de rendre à un ancien ami et allié.

Vous ferez de la présente dépêche, Mr. le Comte, 1822
l'usage le plus approprié aux circonstances dans lesquels vous vous trouverez en la recevant. Vous êtes autorisé à en faire lecture au ministre des affaires étrangères, ainsi qu'à lui en donner copie, s'il le demande.

Agreez etc.

f.

Circulaire adressée par les ministres des trois Monarques réunis à Vérone à leurs missions près des cours de l'Europe, et signée par le prince de Metternich, le comte de Nesselrode et le comte de Bernstorff; du 14 Décembre 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 5 Janv. No. 5.)

Vérone, le 14 Décembre 1822.

Monsieur,
vous avez été instruit par les pièces qui vous furent adressées au moment de la clôture des conferences de Laibach au mois de Mai 1821, que la réunion des monarques alliés et de leurs cabinets se renouvelleroit dans le courant de l'année 1822, et que l'on y prendroit en considération le terme à fixer aux mesures qui, sur les propositions des cours de Naples et de Turin, et de l'aveu de toutes les cours d'Italie, avoient été jugées nécessaires pour raffermir la tranquillité de la Péninsule après les funestes évènemens des années 1820 et 1821.

Cette réunion vient d'avoir lieu et nous allons vous en faire connoître les principaux résultats.

D'après la convention, signée à Novare le 24 Juillet 1821, l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont par un corps de troupes auxiliaires, avoit été eventuellement fixée à une année de durée, sauf à examiner lors de la réunion de 1822, si la situation du pays permettroit de la faire cesser ou rendroit nécessaire de la prolonger.

1822 Les plénipotentiaires des cours signataires de la convention de Novare se sont livrés à cet examen conjointement avec les plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne, et il a été reconnu que l'assistance d'une force alliée n'étoit plus nécessaire pour le maintien de la tranquillité du Piémont. S. M. le Roi de Sardaigne ayant indiqué elle-même le terme qu'elle jugeoit convenable de fixer pour la retraite successive des troupes auxiliaires, les souverains alliés ont accédé à ses propositions, et il a été arrêté par une nouvelle convention, que la sortie de ces troupes du Piémont commenceroit dès le 31 Décembre de l'année présente, et seroit définitivement terminée par la remise de la fortresse d'Alexandrie au 30 Septembre 1823.

D'un autre côté, S. M. le Roi des Deux-Siciles a fait déclarer aux trois cours qui avoient eu part à la convention signée à Naples le 18 Octobre que l'état actuel de son propre pays lui permettroit de proposer une diminution dans le nombre des troupes auxiliaires stationnées dans differentes parties du royaume. Les souverains alliés n'ont pas hésité à se prêter à cette proposition, et l'armée d'occupation du royaume des Deux-Siciles sera dans le plus cours délai diminuée de 17000 hommes.

Ainsi s'est réalisée autant que les évènemens ont répondu aux voeux des monarques, la déclaration faite au moment de la clôture du congrès de Laibach: "Que loin de vouloir prolonger au-delà des limites d'une stricte nécessité, leur intervention dans les affaires d'Italie L. M. désiroient bien sincèrement, que l'état des choses qui leur avoit imposé ce pénible devoir, vint à cesser le plustôt possible et ne se reproduisit jamais." — Ainsi s'évanouissent les fausses alarmes, les interprétations hostiles, les prédictions sinistres que l'ignorance et la mauvaise foi avoient fait retentir en Europe, pour égarer l'opinion des peuples sur les intentions franches et loyales des Monarques! Aucune vue secrète, aucun calcul d'ambition ni d'intérêt n'avoit eu part aux résolutions qu'une nécessité impérieuse leur avoit dictées en 1821; résister à la révolution; prévenir les desordres, les crimes, les calamités innombrables qu'elle appelloit sur l'Italie toute entière; y établir l'ordre et la paix; fournir aux gouvernemens légitimes l'appui qu'ils étoient en droit de réclamer; tel a été l'unique objet des pensées et des efforts des monarques. A mesure que cet objet s'accom-

plit, ils retirent et retireront des secours qu'un besoin 1822
trop réél avoit seul pu provoque et justifier; heureux de pouvoir abandonner aux princes que la Providence en a chargés, le soin de veiller à la sûreté et à la tranquillité de leurs peuples, et d'enlever ainsi à la malveillance jusqu'au dernier prétexte dont elle ait pu se servir pour répandre des doutes sur l'indépendance des souverains de l'Italie.

Le but du congrès de Vérone, tel qu'un engagement positif l'avoit désigné, auroit été rempli par les résolutions adoptées pour le soulagement de l'Italie. Mais les souverains et les cabinets réunis n'ont pu se dispenser de porter leurs regards sur deux graves complications, dont le développement les avoit constamment occupés depuis la réunion de Laibach.

Un évènement d'une importance majeure avoit éclaté vèrs la fin de cette dernière réunion. Ce que le génie révolutionnaire avoit commencé dans la Péninsule occidentale, ce qu'il avoit tenté en Italie, il étoit parvenu à l'exécuter aux extrêmités orientales de l'Europe. A l'époque même où les révoltes militaires de Naples et de Turin cédèrent à l'approche d'une force régulière, le brandon de l'insurrection fut lancé au milieu de l'empire ottoman. La coincidence des évènemens ne pouvoit laisser aucun doute sur l'identité de leur origine. Le même mal se reproduisant sur tant de points divers et toujours avec des formes et un language analogues, quoique sous des prétextes differens, trahissoit trop évidemment le foyer commun d'où il étoit sorti. Les hommes qui avoient dirigé ce mouvement, s'étoient flattés d'en tirer parti, pour semer la division dans les conseils des puissances, et pour neutraliser les forces que de nouveaux dangers pouvoient appeler sur d'autres points de l'Europe. Cet espoir fut trompé. Les monarques décidés à repousser le principe de la révolte, en quelque lieu et sous quelque forme qu'il se montroit, se hatèrent de le frapper d'une égale et unanime réprobation. Invariablement occupés du grand objet de leurs sollicitudes communes, ils surent résister à toute considération qui auroit pu les détourner de leur route; mais écoutant en même tems la voix de leur conscience et d'un devoir sacré, ils plaidèrent la cause de l'humanité, en faveur des victimes d'une entreprise aussi irréfléchie que coupable.

1822 Les nombreuses communications confidentielles qui ont eu lieu entre les cinq cours pendant cette époque, une des plus mémorables de leur alliance, ayant placé les questions de l'Orient sur une base d'unanimité et d'accord complétement satisfaisante, leur réunion à Vérone n'a eu qu'à consacrer et à confirmer ces résultats, et les puissances amies de la Russie peuvent se flatter, qu'elles feront disparoître par des démarches communes les obstacles qui ont pu retarder l'accomplissement définitif de leur voeux.

D'autres évènemens dignes de toute la sollicitude des monarques ont fixé leurs vues sur la position déplorable de la péninsule Occidentale de l'Europe.

L'Espagne subit le sort réservé à tous les pays, qui ont eu le malheur de chercher le bien dans des voies qui n'y conduisent jamais. Elle parcourt aujourd'hui le cercle fatal de sa révolution; d'une révolution que des hommes égarés ou pervèrs ont prétendu représenter comme un bienfait, comme le triomphe même d'un siècle de lumières. Tous les gouvernemens ont été témoins des efforts que ces hommes ont faits pour persuader à leurs contemporains, que cette révolution étoit le fruit nécessaire et heureux des progrès de la civilisation, et le moyen par lequel elle a été opérée et soutenue, le plus bel élan d'un patriotisme généreux Si la la civilisation pouvoit avoir pour but la destruction de la société, et s'il étoit permis d'amettre que la force militaire Pût s'emparer impunément de la direction des empires dont elle n'est appellé qu'à maintenir la paix intérieure et exttrieure, certes, la révotution espagnole auroit des titres à l'admiration des siècles, et la révolte militaire de l'isle de Léon pourroit servir de modèle aux réformateurs. Mais la vérité n'a pas tarde à reprendre ses droits, et l'Espagne a fourni, aux dépens de son bonheur et de sa gloire, un triste exemple de plus des conséquences infaillibles de tout attentat contre les lois éternelles du monde moral.

Le peuvoir légitime enchainé et servant lui-même d'instrument pour renverser tous les droits et toutes les libertès legales: toutes les classes de la société bouleversées par le mouvement révolutionnaire; l'arbitraire et l'oppression exercés sous les formes de la loi; un royaume livré à tous les genres de convulsion et désordue; de riches colonies justifiant leur émancipation par

les mêmes maximes sur lesquelles la mère-patrie a fondé 1822
son droit public, et qu'elle tenteroit en vain de condamner dans un autre hémisphère; la guerre civile consumant les dernières ressources de l'état; tel est le tableau que nous présente la situation actuelle de l'Espagne; tels sont les malheurs qui affligent un peuple loyal et digne d'un meilleur sort; telle est enfin la cause directe des justes inquiétudes que tant d'élémens réunis de troubles et de confusion ont dû inspirer aux pays immédiatement en contact avec la Péninsule. Si jamais il s'est élevé au sein de la civilisation une puissance ennemie des principes conservateurs, ennemie surtout de ceux qui font la base de l'alliance européenne, c'est l'Espagne dans sa désorganisation présente.

Les monarques auroient-ils pu contempler avec indifférence tant de maux accumulés sur un pays et accompagnés de tant de dangers pour les autres? N'ayant à consulter dans cette grave question que leur propre jugement et leur propre conscience, ils ont dû se demander, si, dans un état de choses que chaque jour menace de rendre plus cruel et plus alarmant, il leur étoit permis de rester spectateurs tranquilles, de prêter même par la présence de leurs représentans, la fausse couleur d'une approbation tacite aux actes d'une faction déterminée à tout entreprendre pour conserver son funeste pouvoir. Leur décision n'a pu être douteuse. Leurs missions ont reçu l'ordre de quitter la Péninsule.

Quelles que puissent être les suites de cette démarche, les monarques auront prouvé à l'Europe, que rien ne peut les engager à reculer devant une détermination sanctionnée par leur conviction intime. Plus ils vouent d'amitié à S. M. Catholique et d'intérêt au bien-être d'une nation, que tant de vertus et de grandeur ont distinguée dans plus d'une époque de son histoire, et plus ils ont senti la nécessité de prendre le parti auquel ils se sont arrêtés, et qu'ils sauront soutenir.

Vous vous convaincrez par le précédent exposé que les principes qui ont constamment guidé les monarques dans les grandes questions d'ordre et de stabilité, auxquelles les évènemens de nos jours ont donné une si haute importance, n'ont point été dementis dans leurs dernières transactions. Leur union essentiellement fondée sur ces principes, loin de s'affoiblir, acquiert d'époque

1822 à époque plus de cohésion et de force. Il seroit superflu de venger encore la loyauté et la bienveillance de leurs intentions contre de méprisables colomnies que chaque jour l'évidence des faits réduit à leur juste valeur. L'Europe entière doit enfin reconnoître, que la marche suivie par les monarques est également en harmonie avec l'indépendance et la force des gouvernemens, et avec les intérêts bien entendus des peuples. Ils ne regardent comme ennemis que ceux qui conspirent contre l'autorité légitime des uns et en imposent à la bonne foi des autres, pour les entraîner dans un abîme commun. Les voeux des monarques ne sont dirigés que vers la paix; mais cette paix, bien que solidement établie entre les puissances, ne peut répandre sur la société la plénitude de ses bienfaits, tant que la fermentation qui agite encore les esprits dans plus d'un pays, sera entretenue par les suggestions perfides et par les tentatives criminelles d'une faction, qui ne veut que révolutions et bouleversemens; tant que les chefs et les instrumens de cette faction, soit qu'ils marchent à front découvert, attaquant les trônes et les institutions, soit qu'ils travaillent dans les ténèbres, organisant des projets sinistres, préparant des complots ou empoisonnant l'opinion publique, ne cesseront de tourmenter les peuples par le tableau sombre et mensonger du présent et par des alarmes chimériques sur l'avenir. Les mesures les plus sages des gouvernemens ne prospéreront, les améliorations les mieux combinées, ne seront couronnées de succès, la confiance enfin ne renaîtra parmi les hommes, que lorsque ces fauteurs de trâmes odieuses seront réduits à une impuissance complète; et les monarques ne croiront point avoir rempli leur noble tâche, avant de leur avoir arraché les armes qu'ils pourroient tourner contre la tranquillité du monde.

En faisant part au cabinet près duquel vous êtes accrédité, des notions et des déclarations que renferme la présente pièce, vous aurez soin de rappeler en même tems ce que les monarques regardent comme la condition indispensable de l'accomplissement de leurs vues bienveillantes. Pour assurer à l'Europe, avec la paix dont elle jouit sous l'égide des traités, cet état de calme et de stabilité, hors duquel il n'y a pas de vrai bonheur pour les nations, ils doivent compter sur l'appui sincère et constant de tous les gouvernemens. C'est au

nom de leurs premiers intérêts, c'est au nom de la con- 1822
servation de l'ordre social et au nom des générations futures, qu'ils le réclament. Qu'ils soient tous pénétrés de cette grande vérité, que le pouvoir remis entre leurs mains est un dépôt sacré, dont ils ont à rendre compte et à leurs peuples et à la postérité, et qu'ils encourent une responsabilité sévère, en se livrant à des erreurs, ou en écoutant des conseils, qui tôt ou tard les mettroient dans l'impossibilité de sauver leurs sujets des malheurs qu'ils leur auroient préparés eux-mêmes. Les monarques aiment à croire, que partout ils trouveront dans ceux qui sont appelés à exercer l'autorité suprême, sous quelque forme que ce soit, de véritables alliés, des alliés, ne respectant pas moins l'esprit et les principes, que la lettre et les stipulations positives des actes qui forment aujourd'hui la base du système européen; et ils se flattent que leurs paroles seront regardées comme un nouveau gage de leur résolution ferme et invariable de consacrer au salut de l'Europe tous les moyens que la providence a mis à leur disposition.

Recevez, Monsieur . . . . l'assurance de etc.

g.

Dépêche adressée par Mr. de Villèle, président du conseil, des ministres de S. M. le Roi de France, à Mr. le comte de la Garde Ministre du Roi à Madrid; datée de Paris du 25 *Décembre* 1822.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 1 Janv. No. 1.)

Mr. le Comte, votre situation politique pouvant se trouver changée par suite des résolutions prises à Vérone, il est de la loyauté françoise de vous charger de donner connoissance des dispositions du gouvernement de S. M. T. C. au gouvernement de S. M. C.

Depuis la révolution arrivée en Espagne au mois d'Avril 1820, la France, malgré les dangers qu'avoit pour elle cette révolution, a mis tous ses soins à resserer

1822 les liens qui unissent les deux Rois et à maintenir les relations qui existent entre les deux peuples.

Mais l'influence sous laquelle s'étoient opérés les changemens survenus dans la monarchie espagnole, est devenue plus puissante par les résultats mêmes de ces changemens, comme il avoit été aisé de le prévoir.

Une constitution que le Roi Ferdinand n'avoit ni reconnue ni acceptée en reprenant la couronne, lui fut depuis imposée par une insurrection militaire. La consequence naturelle de ce fait a été que chaque espagnol mécontent s'est cru autorisé à chercher, par le même moyen, l'établissement d'un ordre de choses plus en harmonie avec ses opinions et ses principes. L'emploi de la force a créé le droit de la force.

De là les mouvemens de la garde à Madrid et l'apparition des corps armés dans les diverses parties de l'Espagne. Les provinces limitrophes de la France ont été principalement le théâtre de la guerre civile. De cet état de trouble de la Péninsule est résulté pour la France la nécessité de se mettre à l'abri. Les évènemens qui ont eu lieu depuis l'établissement d'une armée d'observation aux pieds des Pyrénées, ont suffisamment justifié la prévoyance du gouvernement de S. M.

Cependant le congrès indiqué dès l'année dernière pour statuer sur les affaires d'Italie se réunissoit à Vérone.

Partie intégrante de ce congrès, la France a dû s'expliquer sur les armemens auxquels elle avoit été forcée d'avoir recours, et sur l'usage eventuel quelle en pourroit faire. Les précautions de la France ont paru justes à ses alliés, et les puissances continentales ont pris la résolution de s'unir à elle pour l'aider (s'il en étoit jamais besoin) à maintenir sa dignité et son repos.

La France se seroit contentée d'une résolution à la fois si bienveillante et si honorable pour elle; mais l'Autriche, la Prusse et la Russie ont jugé nécessaire d'ajouter à l'acte particulier de l'alliance, une manifestation de leurs sentiments. Des notes diplomatiques sont à cet effet adressées par ces trois puissances à leurs ministres respectifs à Madrid; ceux-ci les communiqueront au gouvernement espagnol, et suivront dans leur conduite ultérieure les ordres qu'ils auront reçus de leurs cours.

Quant à Vous, Mr. le comte, en donnant ces expli-

cations au cabinet de Madrid, vous lui direz que le gou- 1822
vernement du Roi est intimement uni avec ses alliés dans la ferme volonté de repousser par tous les moyens les principes et les mouvemens révolutionnaires; qu'il se joint également à ses alliés dans les voeux que ceux-ci forment que la noble nation espagnole trouve elle-même un remède à ses maux: maux qui sont de nature à inquieter les gouvernemens de l'Europe et à lui imposer des précautions toujours pénibles.

Vous aurez surtout soin de faire connoître que les peuples de la Péninsule, rendus à la tranquillité, trouveront dans leurs voisins des amis loyaux et sincères. En conséquence, vous donnerez au cabinet de Madrid l'assurance, que les secours de tout genre dont la France peut disposer en faveur de l'Espagne, lui seront toujours offerts pour assurer son bonheur et accroître sa prospérité; mais vous lui déclarerez en même tems que la France ne se relâchera en rien des mesures préservatrices qu'elle a prises, tant que l'Espagne continuera à être déchirée par les factions. Le gouvernement de S. M. ne balancera pas même à vous rappeler de Madrid et à chercher ses garanties dans des dispositions plus efficaces, si ses intérêts essentiels continuent à être compromis, et s'il perd l'espoir d'une amélioration qu'il se plaît à attendre des sentimens qui ont si long-tems uni les espagnols et les françois dans l'amour de leurs Rois et d'une sage liberté.

Telles sont, Mr. le Comte, les instructions que le Roi m'a ordonné de vous transmettre au moment où les notes des cabinets de Vienne, de Berlin et de St. Petersbourg vont être remises à celui de Madrid. Ces instructions vous serviront à faire connoître les dispositions et la détermination du gouvernement françois dans cette grave occurence.

Vous êtes autorisé à communiquer cette depêche et à en fournir copie si elle vous est demandée.

Paris le 25 Décembre 1822.

h.

1823 *Memorandum du duc de Wellington pour lord Fitzroy Sommerset, daté de Londres du 6 Janvier* 1823.

(*Journal de Francfort* 1823. 27 Avril. No. 117.)

Londres 6 Janvier 1823.

Il est important de faire sentir aux espagnols qu'un Roi étant indispensable au gouvernement de leur pays, et faisant partie de leur système tel qu'il est établi par eux-mêmes, il s'ensuit nécessairement que les pouvoirs et les prérogatives assignés au Roi dans ce systéme doivent être tels qu'ils le mettent à même de remplir ses devoirs et d'être satisfait des prérogatives de sa couronne.

Si la situation du Roi n'est pas telle qu'elle devroit être; s'il n'a pas le pouvoir de protéger sa personne, ainsi que ceux qui sont employés sous lui dans l'exercice de leurs devoirs pour le service public, et si le Roi n'a pas lieu d'être satisfait du pouvoir qui lui est accordé par la loi, comme étant insuffisant, le pays ne sera jamais dans un état de tranquillité, quel que puisse être le systême du gouvernement.

Il y aura perpétuellement et successivement des insurrections royalistes dans une partie ou une autre du pays, et le Roi, ainsi que son gouvernement, seront les objets d'une jalousie et d'une méfiance continuelles.

La liaison de famille de S. M. C. et le Roi de France, et l'intérêt que celui-ci porte naturellement au bonheur du premier, occasionneront une irritation perpétuelle entre les deux pays, tant que la situation du Roi d'Espagne ne sera pas ce qu'elle doit être, ce qui doit amener plus tôt ou plus tard la guerre et l'invasion du pays qui sera le plus foible.

Ainsi donc ceux des espagnols qui désirent réellement la paix et le bonheur de leur pays, doivent souhaiter de voir opérer dans leur constitution un changement qui ait pour objet de donner au Roi le pouvoir d'exécuter son office. J'avoue que je ne vois aucune objection à ce changement, soit dans la conduite precédente du Roi,

soit dans la crainte que S. M. C. n'abuse du pouvoir 1823
qui lui seroit ainsi confié. Le Roi sentira les avantages de la position dans laquelle il sera placé, et n'aura aucun motif pour désirer de renverser le systême établi, surtout si le changement est fait de concert avec lui; et de plus, l'esprit public et les efforts des individus qui ont empêché que le système existant ne soit renversé, conserveront celui qui devra être établi, quand même le Roi voudroit le détruire en abusant du pouvoir qui lui sera accordé. Si le changement n'étoit pas fait d'accord avec le Roi, S. M. C. n'exécuteroit pas cordialement le systême proposé; et le peuple, ainsi que S. M., étant mécontent, il en résulteroit toujours des germes de troubles dans l'intérieur et de guerre à l'étranger. Le concours du Roi doit être réel, et il doit être assuré que la constitution ainsi amendée assurera les fondemens de son pouvoir sur le gouvernement exécutif, et lui donnera les moyens de protéger sa personne, sa famille et ses serviteurs.

Je ne vois pas non plus qu'il y ait dans les dernières démarches des puissances étrangères aucune raison pour différer de faire ces changemens. Ces démarches sont toutes données comme défensives. La France annonce que son armée d'observation n'est que pour sa sureté, et déclare qu'elle ne dépassera par la frontière, excepté dans l'avénèment de certaines circonstances. Les changemens dans la constitution sur les principes proposés rendroient ces circonstances si improbables, que le maintien de l'armée d'observation seroit une dépense inutile, et il n'y a pas de doute qu'elle seroit immédiatement retirée.

Il résulteroit de ce changement un autre avantage pour la tranquillité publique; ce seroit que la France prendroit probablement à l'instant des mesures efficaces pour empêcher que les royalistes ne s'assemblassent plus sur son territoire. Il seroit enjoint à tous les espagnols qui passeroient la frontière de résider à une distance telle, que leur séjour rendroit presque impossible leurs intrigues ou leurs opérations sur le territoire espagnol, et par ce moyen, l'asile donné en France à de telles personnes ne seroit point incompatible avec la paix et la tranquillité de l'Espagne.

Mais ce n'est pas le tout. Les espagnols doivent voir que toutes les sources de la tranquillité de leur pays

1822 sont presque détruites, et que les fondemens de l'ordre social et du gouvernement sont eux mêmes en état de danger. Il n'y a plus de commerce, ni de revenus publics ou particuliers; les propriétés nationales ne peuvent point être vendues; l'intérêt de la dette nationale n'est point payé; l'armée, ni aucun des serviteurs ou établissemens publics ne peuvent être soldés, et l'on ne trouve nulle part de l'argent à emprunter.

Je sais encore que les principaux capitalistes de l'Europe ne prêteront d'argent à l'Espagne que lorsqu'ils verront établi dans ce pays un systême qui leur donnera l'espoir du rétablissement et de la durée de la paix et du bon ordre.

Si tout cela est vrai, s'il est vrai en outre que la meilleure chance qu'ait l'Espagne d'en venir à un arrangement avec ses colonies doive se trouver dans la fin de ses discussions intéstines, il est impossible à tout espagnol raisonnable de douter que le moment soit arrivé d'effectuer ces changemens que le sens commun du genre humain désigne comme étant nécessaires.

i.

Substance d'une circulaire adressée par le gouvernement espagnol à ses chargés d'affaires près des cours de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg pour servir de réponse à celle de ces trois cabinets; datée de Madrid du 9 Janvier 1823.

(*Journal de Francfort* 1823. 23 Janv. No. 23.)

Le gouvernement de S. M. C. vient de recevoir communication d'une note du . . . à son chargé d'affaires dans cette cour; il vous en envoie copie pour votre instruction. Ce document ne peut exiger aucune espèce de réponse catégorique et formelle sur chacun de ses points. Le gouvernement espagnol, remettant à une occasion plus opportune de présenter ses sentimens, ses principes, ses résolutions et la justice de la cause du peuple généreux à la tête duquel il se trouve, se contente de dire;

1. La nation espagnole est gouvernée par une constitution reconnue solemnellement par l'Empereur de toutes les Russies dans l'année 1812. 1823
2. Les espagnols, amis de leur patrie, qui ont proclamé, au commencement de 1820, cette constitution renversée par la violence en 1814, n'ont point été parjures, mais ils ont la gloire, que personne ne peut souiller, d'avoir été les organes du voeu général.
3. Le Roi constitutionnel des Espagnes jouit du libre exercice des droits que lui donne le code fondamental, et tout ce qu'on allegue de contraire à cette assertion est une invention des ennemis de l'Espagne, qui la calomnient pour l'avilir.
4. La nation espagnole ne s'est jamais mêlée des institutions ni du régime intérieur d'aucune autre.
5. Le remède à apporter aux maux qui peuvent l'affliger n'intéresse qu'elle seule.
6. Ces maux ne sont pas les effets de la constitution, mais nous viennent des ennemies qui veulent la détruire.
7. La nation éspagnole ne reconnoîtra jamais à aucune puissance le droit d'intervenir ni de se mêler de ses affaires.
8. Le gouvernement de S. M. ne s'écartera pas de la ligne que lui tracent son devoir, l'honneur national, et son adhésion invariable au code fondamental juré dans l'année 1812.

Vous êtes autorisé à communiquer verbalement cet écrit au Ministre des affaires étrangères, et à lui en laisser copie s'il la réclame. S. M. espère que votre prudence, votre zèle et votre patriotisme vous inspireront une conduite ferme, digne du nom espagnol, et en tout à la hauteur des circonstances actuelles.

9 Janvier 1823.

E. S. Miguel.

k.

1823 *Dépêche de Mr. Evariste de San-Miguel au Duc de St. Lorenzo, ministre plénipotentiaire d'Espagne à Paris, datée de Madrid du 9 Janvier* 1823.

(*Le Moniteur Universel* 1823. 19 Janv. No. 19. *Le Journal de Francfort* 1823. 23 Janv. No. 23.)

Le gouvernement de S. M. C. vient de recevoir communication d'une note envoyée par S. M. T. C. à son ambassadeur près de cette cour et dont V. E. recevra une copie pour en prendre connoissance.

Le gouvernement de S. M. a peu d'observations à faire sur cette note, mais pour que V. E. ne soit pas embarassée sur la conduite qu'elle doit tenir dans cette circonstance, il a cru de son devoir de vous manifester avec franchise son sentiment et ses résolutions.

Le gouvernement espagnol n'a jamais ignoré que les institutions, adoptées spontanément par l'Espagne, exciteroient la jalousie de plusieurs des cabinets de l'Europe, et seroient l'objet des délibérations du congrès de Vérone. Mais ferme dans ses principes et résolu de défendre à tout prix son systême politique actuel et son indépendance nationale, il a tranquillement attendu le résultat de ce congrès.

L'Espagne est gouvernée par une constitution promulgée, acceptée et jurée en 1812 et reconnue par toutes les puissances qui se réunirent au congrès de Vérone. Des conseillers perfides ont empêché S. M. C. Ferdinand VII. de jurer à son retour en Espagne ce code fondamental, que toute la nation désiroit et qui fut détruit par la force sans aucune réclamation des puissances qui l'avoient reconnu; mais une expérience de six années et la volonté générale, engagerent en 1820 S. M. à se conformer aux voeux des espagnols.

Ce ne fut pas une insurrection militaire qui établit ce nouvel ordre des choses au commencement de 1820. Les hommes courageux qui se prononcèrent dans l'isle de Léon, et successivement dans les autres provinces ne

furent que les organes de l'opinion générale et des voeux 1823
de toute la nation.

Il étoit naturel qu'un changement de cette nature fit quelques mécontens; c'est une conséquence inévitable de toute réforme qui a pour objet la diminution des abus. Il y a toujours chez les nations des individus, qui ne peuvent jamais s'accoutumer au joug de la raison et de la justice.

L'armée d'observation que le gouvernement françois entretient aux pieds des Pyrénées ne peut calmer les désordres qui affligent l'Espagne. L'expérience au contraire a prouvé que l'existence de ce cordon sanitaire, transformé depuis en armée d'observation, n'a fait qu'augmenter les espérances des fanatiques qui ont poussé dans nos provinces le cri de la rébellion, en nourrissant l'idée d'une invasion prochaine sur notre territoire.

Les principes, les vues ou les craintes qui ont influé sur la conduite des cabinets qui se sont réunis à Vérone, ne pouvant servir de règle au gouvernement espagnol, il s'abstient pour l'instant de répondre à cette partie des instructions de Mr. le comte de la Garde, qui a rapport avec ce congrès.

Les jours de calme et de tranquillité, que le gouvernement de S. M. T. C. désire à la nation espagnole, celle-ci ne les désire pas avec moins d'impatience pour elle-même et son gouvernement. Persuadés tous les deux que le remède à leurs maux ne peut être que l'ouvrage du tems et de la persévérance, ils s'efforcent, autant qu'ils le doivent, d'en accélerer les utiles et salutaires effets.

Le gouvernement espagnol apprécie les offres que lui fait S. M. T. C., de contribuer autant que possible à son bonheur; mais il est persuadé que les moyens et les précautions que prend S. M. ne sauroient produire que des résultats contraires.

Les secours que devroit donner en ce moment le gouvernement françois à celui d'Espagne sont purement négatifs; il faudroit dissoudre son armée des Pyrénées; repousser les factieux ennemis de l'Espagne qui vont se réfugier en France; s'élever d'une manière énergique contre tous ceux qui se plaisent à dénigrer de la manière la plus affreuse le gouvernement de S. M. C., ainsi

1823 que les institutions de l'Espagne et des cortès. Voilà ce qu'exige le droit des peuples, droit respecté par ceux où règne la civilisation.

Dire que la France veut le bien de l'Espagne et sa tranquillité, tandis que l'on tient continuellement allumés ces brandons de discorde qui alimentent les malheurs dont elle est affligée, c'est tomber dans un abîme de contradictions.

Quelles que soient les déterminations que le gouvernement de S. M. T. C. jugera convenable de prendre dans cette circonstance, celui de S. M. continuera tranquillement à marcher dans le sentier que lui montrent son devoir, la justice de sa cause, le caractère de fermeté et d'attachement aux principes constitutionnels qui distinguent éminemment la nation à la tête de laquelle il se trouve placé; et, sans entrer pour l'instant dans l'analyse des expressions hypothetiques et amphibologiques des instructions envoyées au comte de la Garde, il conclut que le repos et la prospérité de la nation, ainsi que tout ce qui peut multiplier les élémens de son bien-être, ne doit interesser personne plus vivement qu'elle-même. Que sa devise et la règle de sa conduite présente et à venir, sont un attachement constant à la constitution de 1812, la paix avec les nations, et surtout de ne jamais reconnoître chez qui que ce soit le droit d'intervenir dans ses affaires.

V. E. est autorisée à lire cette note au ministre des affaires étrangères, et à lui en donner une copie s'il la demande. Votre jugement et votre prudence vous suggéreront la conduite ferme et digne de l'Espagne, que vous devez tenir en ce moment.

Telles sont les communications que S. M. m'ordonne de vous faire, etc.

EVARISTE SAN-MIGUEL.

l.

Note officielle du chargé d'affaires de Prusse adressée à Mr. San-Miguel, secrétaire d'état du roi d'Espagne; datée de Madrid du 9 Janvier 1823. 1823

(*Le Moniteur* 1823. 24 Janv. No. 24. *Journal de Francfort* 1823. 29 Janv. No. 29.)

Les observations que le soussigné, chargé d'affaires de S. M. le Roi de Prusse, a eu l'honneur de soumettre le 6 du courant à S. Exc. le colonel San-Miguel, secrétaire d'état de S. M. C., ayant été l'objet d'une réponse peu conforme aux desirs de sa cour, il se trouve dans le cas de mettre à exécution l'ordre du Roi son maître, et il déclare au ministère espagnol que S. M. ne sauroit plus maintenir avec l'Espagne des relations, qui, dans les circonstances actuelles, ne seroient point en rapport avec le but ni avec les sentimens d'amitié et d'intérêt, que le Roi a manifestés invariablement à S. M. C.

Le soussigné en s'acquittant de cet ordre, saisit l'occasion pour assurer que le Roi, son auguste maître, ne cessera jamais de faire des voeux sincères pour le bonheur d'une nation que S. M. voit avec douleur marcher à sa ruine et devenir la merci de toutes les horreurs de l'anarchie et de la guerre civile.

J'ai l'honneur de prier V. Exc. de me faire remettre les passeports nécessaires pour sortir d'Espagne, et je lui renouvelle les assurances de ma haute considération.

Madrid, 9 Janvier 1823.

DE SCHEFFELER.

Réponse.

Monsieur, j'ai reçu la note que Vous m'avez adressée hier 10 courant, en me bornant à vous dire en réponse que les voeux de S. M. C. pour le bonheur des Etats prussiens ne sont pas moins ardens que ceux manifestés par S. M. le Roi de Prusse envers l'Espagne;

1823 je vous remets ci- joint, de l'ordre de S. M., les passeports que vous me demandez.

Fait au Palais, le 11 Janvier 1823.

Signé Evariste San-Miguel.

m.

Note officielle du chargé d'affaires de Russie adressée à Mr. San-Miguel, secrétaire d'état de S. M. C.; datée de Madrid du 9 Janvier 1823.

Le soussigné, chargé d'affaires de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, a vu avec une véritable peine que la réponse de S. Exc. Mr. San-Miguel à la communication verbale du 6 courant, est bien loin de remplir les voeux dont il avoit été l'organe.

Pour exposer d'une manière plus claire la justice de la cause qu'il a soutenu et pour faire apprécier les intentions bienveillantes de la Russie, il a l'honneur d'adresser officiellement à S. Exc. Mr. San-Miguel la note-ci jointe. Les faits qu'elle renferme sont d'une notoriété générale; aucun raisonnement ne sauroit les détruire. Elle va être publiée dans toute l'Europe, qui pourra juger entre les puissances que le noble désir du bien anime, et un gouvernement qui paroît être déterminé à combler la calice de tous les malheurs de l'Espagne.

Quant aux décisions dont la note de S. Exc. Mr. San-Miguel fait mention, toute la responsabilité pèsera sur la tête des personnes qui doivent en être considérées comme les seuls auteurs. Lorsque ces mêmes personnes privent leur souverain légitime de sa liberté, qu'elles livrent l'Espagne à tous les maux d'une sanglante anarchie, et par le moyen de leurs intelligences coupables, veulent que les autres nations soient atteintes des calamités qu'elles ont attirées dans leur patrie, la Russie ne peut conserver des rapports avec les autorités qui tolèrent ou qui excitent ces desordres.

En conséquence, le soussigné à l'honneur de demander à S. Exc. San-Miguel, ses passeports, ainsi que ceux

des employés qui composent la légation impériale russe 1823
auprès de S. M. C.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveller à S. Exc. Mr. San-Miguel les assurances de sa considération distinguée.

Madrid, 9 Janv. 1823.

Le Comte DE BULGARI.

Réponse.

Monsieur, j'ai reçu la note peu convenable que V. Exc. m'a fait parvenir en date d'hier. Je me bornerai à lui déclarer pour toute réponse qu'elle a abusé scandaleusement (peut-être par ignorance) du droit des gens. Je lui remets, d'ordre de S. M. les passeports qu'elle m'a demandés, en espérant qu'elle voudra bien quitter cette capitale dans le plus bref délai possible.

Madrid, 11 Janvier 1823.

Signé EVARISTE SAN-MIGUEL.

n.

Lettre adressée par le comte de Bulgari, chargé d'affaires de Russie à Mr. de San-Miguel; datée de Madrid du 13 *Janvier* 1823.

(*Journal de Francfort* 1823. 1 Janvier. No. 32.)

Monsieur,

J'ai reçu la note que V. E. m'a transmise sous la date d'avant-hier.

Le respect que je dois aux formes et aux principes admis et consacrés par toutes les nations policées, m'empêche non seulement de répondre à cette note, mais même de la porter à la connoissance de mon gouvernement.

Je m'empresse en conséquence de la renvoyer à V. Exc.; car les yeux de l'Empereur, mon maître, ne sauroient se souiller par la lecture de cette production que

1823 je m'abstiens de qualifier et où S. M. I. et l'Europe chercheroient en vain les dernières traces d'un gouvernement qui sait se respecter.

J'ai l'honneur d'être etc.

Le Comte DE BULGARI.

o.

Note officielle du chargé d'affaires d'Autriche adressée à Mr. San-Miguel, secrétaire d'état de S. M. C.; datée de Madrid, du 9 Janvier 1823.

Les souverains alliés réunis à Vérone, ont jugé à propos de rompre le silence sur les malheurs et les désordres qui désolent l'Espagne. Leur devoir et leur conscience les ont obligés à parler, et le soussigné, chargé d'affaires d'Autriche, a eu l'honneur de faire connoître au colonel San-Miguel, secrétaire d'état de S. M. C. les sentimens et les voeux de l'Empereur.

La réponse que S. Exc. vient de faire à cette communication verbale, prouve que les intentions de S. M. ont été méconnues et ses paroles prises en mauvaise part, le soussigné ne s'abaissera pas à réfuter les épithètes calomnieuses avec lesquelles on a voulu dénaturer son sens véritable; l'Espagne et l'Europe en jugeront bientôt. La cour d'Autriche croiroit cependant ne pas manifester assez ouvertement son improbation sur la cause des maux qui oppriment une nation noble et généreuse pour laquelle elle professe une éstime profonde, et à laquelle elle porte un vif intérêt, si elle prolongeoit ses relations diplomatiques avec le gouvernement espagnol. Le soussigné conformément à ses ordres, déclare à Mr. le secrétaire d'état des affaires étrangères, que sa mission est terminée, et prie S. Exc. de lui faire expédier ses passeports.

Le soussigné à l'honneur d'offrir à S. Exc. l'hommage de sa haute considération.

Madrid, 9 Janvier 1823.

Le Comte DE BRUNETTI.

Réponse. 1823

Monsieur, j'ai reçu la note que vous m'avez fait passer hier, et me borne à vous dire qu'il est indifferent au gouvernement de S. M. Catholique de maintenir ou non des relations avec la cour de Vienne; je vous remets, d'ordre du roi, les passeports que vous avez demandés.

Madrid, 11 Janvier 1823.

Signé Evariste San-Miguel.

p.

Dépêche adressée par le ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de France au comte de la Garde à Madrid; datée de Paris du 18 *Janvier* 1823.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 28 Février No. 59.)

Monsieur, j'ai reçu sous la date du 16 courant, la dépêche No. 5., que vous m'aviez adressée. Tout en rendant justice aux termes polis dans lesquels la note de M. San-Miguel à M. le duc de San Lorenzo est rédigée, le conseil des ministres n'a pas pas manqué d'observer que le gouvernement espagnol a rejetté toute mesure de conciliation. Non seulement ce gouvernement n'offre aucun espoir du résultat qu'on pouvoit attendre des sentimens qui ont si long-tems réuni les espagnols et les françois dans l'amour de leurs souverains et d'une sage liberté; mais même il va jusqu'à exiger que la France rétire son armée d'observation et expulse les étrangers qui sont venus chercher un asyle sur ses terres.

La France n'est pas accoutumée à entendre un pareil language, et elle peut seulement pardonner à celui qui l'emploie, en considération de l'état d'irritation où se trouvent actuellement les esprits en Espagne.

Nous ne renoncerons jamais au glorieux privilège dont nous avons hérité de nos ancêtres. Tout homme qui met le pied sur le territoire françois est libre, et jouit des droits d'une inviolable hospitalité. Les victimes des

1823 commotions qui agitent l'Espagne sont venus chercher un refuge chez nous, et ont été traités avec toute la considération due au malheur; mais en ne leur permettant pas de conserver leurs armes, le droit des gens a été scrupuleusement respecté.

L'Espagne s'est-elle conduite de la même manière à l'égard de la France? Elle a donne asyle à des criminels, condamnés par nos tribunaux, et nous possédons des listes de sujets de S. M. T. C. auxquels le gouvernement espagnol a promis de l'emploi dans les armées déstinées à combattre contre leur pays. Nous aurions pu lui adresser des reproches à ce sujet; mais, par amour pour la paix, nous avons gardé le silence.

D'un autre côté de quel droit exige-t-il la dissolution de notre armée d'observation au moment où, pour la seconde fois, les troupes constitutionnelles viennent de violer le territoire françois. Je vous ai communiqué, Mr. le Comte, dans ma dernière dépêche, les preuves officielles de ce déplorable évènement.

L'état de trouble dans lequel se trouve à présent l'Espagne compromet quelques uns de nos intérêts les plus essentiels, et lorsqu'elle déclare ne vouloir point y rémedier, elle exige que nous renoncions aux précautions que sa détermination même nous force de prendre. Il est très désagreable d'avoir à relever de semblables contradictions.

S. M. T. C., dans sa sollicitude pour la prospérité de la nation espagnole et pour le bonheur d'un pays gouverné par un prince de sa famille, avoit desiré que son ministre restât à Madrid après le départ des chargés d'affaires d'Autriche, de Prusse et de Russie; mais ses derniers voeux n'ont point été écoutés; son dernier espoir a été déçu. Le génie des révolutious qui pendant si long-tems a désolé la France, plane sur les conseils de l'Espagne. Nous en appelons au témoignage de l'Europe. Elle peut dire si nous n'avons pas fait tout pour maintenir avec l'Espagne des relations que nous nous voyons aujourd'hui avec un profond regret, obligés de rompre. Mais maintenant que tout espérance est si éloignée, et que l'expression des sentimens les plus modérés, ne nous attire que de nouvelles provocations, il ne peut convenir, Mr. le Comte, à la dignité du Roi, à l'honneur de la France, que vous restiez plus long-tems

à Madrid. En conséquence, le Roi vous ordonne de demander des passeports pour vous et toute votre légation, et de partir, sans perdre un moment, aussitôt qu'ils vous auront été délivrés. 1823

Vous êtes autorisé, Mr. le Comte, à donner copie de cette lettre au Sieur San-Miguel en demandant vos passeports.

J'ai l'honneur d'être etc.

q.

Dépêche confidentielle adressée par le ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de France au Comte de la Garde à. Madrid, du 18 *Janvier* 1823.

(Ibidem)

Paris, 18 Janvier.

J'ai l'honneur de vous transmettre à la date de ce jour, par ma dépêche No. 14, les ordres du Roi; ils vous enjoignent de demander vos passeports et de quitter l'Espagne ainsi que toute votre légation, mais il est de mon devoir de vous donner quelques explications sur les expressions que Mr. de San-Miguel a trouvé amphibologiques dans la note de Mr. de Villèle du 25 Décembre. Les dites expressions ne sont pas douteuses, excepté pour ceux qui ne comprennent pas le françois; mais afin que les ennemis de la France ne puissent pas dire que vous avez quitté Madrid avant que votre gouvernement sût précisément ce qui se passoit, je vais m'expliquer. Pour rétablir l'ordre en Espagne et rendre la sécurité à la France, ainsi qu'aux autres états du continent, il y a un moyen aussi simple qu'efficace. Tout sera fait le jour, où Ferdinand VII pourra lui-même et de sa propre autorité, faire les modifications nécessaires aux institutions ratifiées par S. M. C. Le Roi notre maître, est d'avis qu'il seroit convenable en outre de proclamer une amnistie générale pour tous les actes politiques depuis 1812 jusqu'au jour de

1823 la promulgation. Tout espagnol seroit obligé de se soumettre au nouvel ordre des choses qui, par le simple retour à Madrid des ministres étrangers, recevroit la seule sanction et l'unique garantie, qu'un acte semblable soit susceptible de recevoir de la part des autres gouvernemens.

Cet heureux changement maintiendra la paix entre la France et l'Espagne, mais il est évident que ce changement ne peut être effectué tant que vous demeurerez à Madrid. Depuis le départ des légations d'Autriche, de Russie et de Prusse jusqu'à la réception de cette lettre quinze jours se sont écoulés et dans cet intervalle, vous n'avez pas été écouté. Lord Fitzroi Sommerset, et Sir W. A'Court n'auront pas été plus heureux. Il est évident que votre présence à Madrid, comme moyen de conciliation, est tout-à-fait inutile; au contraire, votre retraite est de fait nécessaire au maintien de la paix, en ce qu'elle peut seule autoriser le rassemblement sur nos frontières des 100,000 hommes que nous avons ordonné sur cet objet. Quand S. A. R. le duc d'Angoulême se sera avancé sur les bords de la Bidassoa, le Roi Ferdinand pourra se présenter sur la rive opposée avec ses troupes. Les deux princes pourront avoir une entrevue qui sera suivie d'un traité de paix, des modifications constitutionnelles, et de l'amnistie que désire S. M. T. C. Alors, non seulement notre armée se rétira, mais nos soldats, nos vaisseaux et nos trésors sont à la disposition de l'Espagne. Nous nous regarderons comme très heureux d'avoir contribué à son rétablissement et à sa réconciliation avec les puissances continentales.

Tels sont, Mr. le Comte, les sentimens du gouvernement françois. Il ne prétend imposer aucune forme de gouvernement à aucun peuple, mais il ne peût considérer comme légitimes et solides des institutions émanant d'un pouvoir illégitime.

Je suis etc.

r.

Dépêche adressée par Mr. le Vicomte de Châteaubriand à Mr. Canning, datée de Paris du 23 Janvier 1823.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 27 Avril. No. 117.)

Paris 23 Janvier 1823.

Le soussigné ministre des affaires étrangères de S. M. T. C., a mis sous les yeux du Roi, la note en date du 10 de ce mois, que S. Exc. M. le principal secrétaire-d'état des affaires étrangères de S. M. Britannique avoit adressée à M. le vicomte de Marcellus. Il a reçu l'ordre de faire à S. Exc. la cummunication suivante:

Le cabinet de S. M. B. tomberoit dans une grave erreur, s'il pensoit que la France a présenté au congrès de Vérone la question d'Espagne comme ayant pour elle un intérêt entièrement séparé de celui des puissances alliées; que dès lors elle se trouve en contradiction quand, dans sa réponse à la proposition de médiation faite par l'Angleterre, elle établit que cette question est toute ouropéenne.

La France, depuis les transactions d'Aix-la-Chapelle, est étroitement unie aux cours, qui par leurs efforts, ont rétabli la paix sur le continent. Pénétrée de la sainteté des traités, elle accomplira les devoirs qu'ils lui imposent. Un de ces devoirs de la France étoit de faire connoître à ses alliés les motifs qui l'avoient forcée à établir une armée d'observation sur une de ses frontières, et de leur expliquer ses inquiétudes sur un avenir dont il étoit aisé de calculer les chances. Dans la position où les troubles de l'Espagne l'avoient placée, la plus simple prévoyance l'obligeoit de s'enquérir du parti que prendroient les puissances en cas que la guerre devint inévitable. Cette marche, qu'indiquoient le bon sens et la raison, dut être suivie nécessairement par le duc Mathieu de Montmorency à Vérone. Les souverains pensèrent (et le gouvernement françois partagea leur opinion) qu'il y avoit péril imminent pour la société dans cette anarchie militaire de l'Espagne, où se trouvoient reproduits les principes qui, pendant trente années, ont

1823 fait les malheurs de l'Europe. De ces conférences générales sortirent naturellement des questions particulières, et l'on spécialisa des cas qui étoient d'abord enveloppés dans les intérêts communs.

Le résultat de ces communications loyales fut que la France se trouvoit en mesure d'agir séparement dans une cause qui lui étoit comme appropriée, sans toutefois isoler sa politique de celle de ses alliés; de sorte que selon la manière dont on étoit frappé, on a pu dire sans contradiction que la question de l'Espagne étoit à la fois toute françoise et toute européenne.

Le soussigné, se flattant d'avoir suffisamment répondu à la première objection du ministre secrétaire-d'état des affaires étrangères de S. M. B. passe à l'examen d'un autre point. Le cabinet des Tuileries n'a point oublié que le principal motif allegué par S. G. le duc de Wellington à Vérone, pour ne point s'expliquer sur le casus foederis, étoit l'ignorance où se trouvoit son gouvernement des transactions qui avoient eu lieu entre la France et l'Espagne depuis 1820 jusqu'en 1822. Cette objection fut écartée au congrès, comme elle le sera ici, par la seule observation que les griefs dont la France pouvoit avoir à se plaindre, au sujet de la révolution d'Espagne, étoient malheureusement de notoriété publique; et c'est ce que le soussigné aura occasion de développer dans la suite de cette note.

Le ministre des affaires étrangères de S. M. B. répondant à une observation contenue dans la note de Mr. le duc de Montmorency, en date du 24 Décembre, annonce que le cabinet de St. James n'a jamais reconnu un cas d'intervention dans les affaires de l'Espagne, et qu'ainsi il a pu réfuser de se lier pour l'avenir, en émettant une opinion sur des évènemens conditionnels et incertains. Le soussigné croit cependant avoir des motifs de ne pas douter que, dans un mémoire rédigé par le cabinet de Londres, en réponse à une dépêche de la cour de Russie, et communiqué le 17 Mai 1820 par Sir Charles Stuart au ministre des affaires étrangères de France, se trouvoit enoncée l'opinion qu'on auroit le droit de se mêler des affaires de l'Espagne, 1. si l'exaltation de ceux qui dirigent les affaires, les portoit à une aggression contre une autre puissance; 2. si l'Espagne cherchoit à s'emparer du Portugal, ou à opérer une réunion des deux états. Cette opinion du cabinet bri-

tannique parut alors aussi conforme aux intérêts géné- 1823
raux de l'Europe qu'à des intérêts particuliers dont il est permis à tout gouvernement de ne pas abandonner le sien.

Le soussigné regrette de ne pouvoir partager l'opinion du principal secrétaire-d'état des affaires étrangères de S. M. B. sur le peu de danger dont la révolution d'Espagne est pour les divers pays de l'Europe. L'état de la civilisation moderne met un peuple en communication avec tous les autres peuples, quel que soit d'ailleurs son isolement géographique. La France surtout, seul pays dont la frontière touche à celle de l'Espagne, souffre considérablement des troubles qui agitent le royaume de Ferdinand. Une révolution qui semble avoir pris pour modèle celle dont les traces ne sont point encore effacées, reveille et remue dans le sein de la France une foule de passions et de souvenirs. On a les preuves les plus multipliées que les révolutionnaires de l'Espagne et ceux de la France sont en relations intimes. Dans toutes les conspirations militaires, jugées par les tribunaux françois, on a constamment retrouvé le nom et l'espérance des cortès. Les coupables échappés à la justice ont trouvé un asile dans la péninsule, où ils menacent et insultent avec impunité la dynastie des Bourbons. Des libelles écrits en françois, et imprimés en Espagne, sont jettés dans l'armée d'observation pour la corrompre; et jusque dans les journaux anglois le gouvernement britannique a pu voir que l'on provoquoit, au nom de l'Espagne, nos soldats à la révolte. Ces faits out été implicitement reconnus par S. G. le duc de Wellington, lorsque, dans ses notes diplomatiques, il a donné son approbation à l'établissement de l'armée d'observation. La note même à laquelle le soussigné à l'honneur de répondre en ce moment, confirme tout ce qu'il avance ici, en rapportant ces expressions du noble duc: "Le duc de Wellington n'a point établi d'objection au nom du Roi son maître, contre les mesures de precaution prises par la France sur ses propres frontières, lorsque ces mesures étoient évidemment autorisées par le droit de sa propre défense: non seulement contre les dangers sanitaires, mais encore contre la contagion morale des intrigues politiques; enfin contre la violation du territoire françois par des excursions militaires fortuites." Cet aveu est remarquable, et, d'ailleurs le Pié-

1823 mont, le royaume des Deux-Siciles, ne se sont-ils pas soulevés au nom des cortès? Et faudroit-il d'autres preuves que la révolution d'Espagne peut franchir les Pyrénées?

Il est donc permis à la France de se défendre contre la contagion morale; il lui est également nécessaire de se mettre à l'abri des dangers d'une autre sorte, puisque le territoire françois a été violé trois fois par les troupes constitutionnelles de l'Espagne. Que la France, inquiétée dans son intérieur et armée sur ses frontières pour sa défense, ait un besoin impérieux de sortir d'une position si pénible pour elle, c'est ce qu'on ne peut s'empêcher de reconnoître. Comme le gouvernement britannique, elle désire sincèrement la paix; elle n'eût pas balancé, de concert avec ses alliés, à accepter la médiation de l'Angleterre, s'il s'étoit agi de discuter des intérêts materiels; mais on ne peut établir une base de négociations sur des théories politiques, et un arbitrage sur des principes.

Pour la même raison, la France n'a pu adopter la proposition que M. de San-Miguel a faite, le 12 de ce mois, au ministre de la Grande-Bretagne près la cour de Madrid, afin de l'engager d'intervenir dans les affaires du gouvernement françois et du gouvernement espagnol; intervention au moins inutile, puisqu'il paroit qu'elle n'auroit eu pour objet que des mesures relatives à l'armée d'observation. Si le cabinet de Madrid est de bonne foi dans ses communications, a-t-il besoin d'intermédiaire pour les faire parvenir au cabinet des Tuileries? Celui-ci ne craint pas de s'expliquer; dernièrement encore il a fait connoître les conditions raisonnables au moyen desquelles on pourroit arriver à une prompte conciliation. Le comte de la Garde a reçu l'ordre de faire part confidentiellement à Sir William A'Court des intentions bienveillantes du Roi. S. M. T. C. demande que S. M. C. puisse appeler elle-même, et de sa propre autorité, les modifications nécessaires aux institutions qui ont été imposées par la révolte de quelques soldats à la couronne d'Espagne. A cette concession libre des institutions rectifiées par le Roi Ferdinand, le Roi de France pense qu'il seroit bon d'ajouter une amnistie pleine et entière, pour tout acte politique fait depuis 1812 jusqu'au jour de la promulgation de la concession royale. Ainsi disparoîtroit de la constitution espagnole le vice

de fond et de forme qui met en peril toutes les monarchies légitimes. Le soussigné ose croire que 1823
des propositions si justes es si modérées obtiendront l'assentiment de tous les cabinets de l'Europe.

Le gouvernement françois ayant fait, au désir d'éviter la guerre, tous les genres de sacrifices; ayant peut-être trop long-tems lutté contre l'opinion publique, soulevée par les provocations de l'Espagne, le gouvernement françois est arrivé à cette dernière limite de concessions, qu'aucun pouvoir qui se respecte ne peut impunément dépasser. Blessée dans ses intérêts essentiels, la France ne peut plus fermer les yeux sur les dangers qui la menacent, sans cesser de faire les voeux les plus ardens pour la paix. Elle a déjà pris et continuera de prendre les mesures propres à mettre fin à un état d'incertitude qui compromet à la fois sa sureté, son honneur et sa dignité. Quel que soit l'évènement, la France aimera toujours à compter sur les bons offices dont le gouvernement anglois veut bien lui renouveler la proposition; elle mettra elle-même tous ses soins à reserrer les liens qui unissent si heureusement les deux monarchies et les deux peuples.

CHATEAUBRIAND.

s.

Dépêche adressée par Mr. Canning à Sir Charles Stuart, ministre de S. M. Britannique à Paris; datée de Londres du 31 *Mars* 1823.

(ibidem.)

Monsieur,

L'espoir d'un accommodement entre la France et l'Espagne, que S. M. a si long-tems conservé, en dépit de toutes les apparences défavorables, étant à présent malheureusement éteint, je suis chargé par S. M. d'adresser à V. Exc. afin d'être communiquée au ministère françois, l'explication suivante des sentimens de notre gouvernement sur l'état actuel des affaires entre ces deux royaumes.

1823 Le Roi a épuisé tous ses efforts pour conserver la paix de l'Europe.

La question d'une intervention dans les affaires intérieures de l'Espagne, à cause des troubles et des désordres qui ont, depuis quelque tems, prévalu dans ce royaume, n'étoit point une question sur laquelle S. M., quant à elle, pouvoit hésiter un moment. Si le plénipotentiaire de S. M. à Vérone n'a pas voulu prendre part aux délibérations des cabinets alliés sur cette question c'est parceque S. M. devoit à ses alliés, sur cela comme sur tout autre sujet, une déclaration sincère de ses opinions, et parcequ'il espéroit qu'une communication amicale et sans réserve pouvoit tendre à conserver une paix générale.

La nature des appréhensions qui avoient engagé le Roi de France à lever une armée dans son propre territoire, sur les frontières de l'Espagne, avoit été indiquée d'abord par le nom de cordon sanitaire. Le changement de ce nom en celui d'armée d'observation (qui eut lieu dans le mois de Septembre dernier), ne paroissoit point à S. M. signifier autre chose, si ce n'est que le système défensif, opposé primitivement à la contagion du mal physique, seroit continué contre les inconvéniens moraux ou politiques qui pourroient résulter pour la France d'une guerre civile élevée dans un pays séparé du territoire françois par une simple ligne de démarcation conventionnelle. Les dangers du voisinage, les intrigues politiques et une violation accidentelle du territoire, suffiroient pour justifier les préparatifs d'une défense militaire.

Tel étoit l'état des choses entre la France et l'Espagne à l'ouverture du congrès de Vérone. Les propositions faites par le plénipotentiaire françois, dans les conférences des cabinets alliés, étoient fondées sur cet état de choses. Ces propositions n'avoient rapport à aucun projet de faire une irruption dans le coeur de la monarchie espagnole, mais elles étoient de la nature de simples informations : 1. Quelle contenance la France pouvoit-elle espérer? Que feroient les alliés si elle se trouvoit elle-même dans la nécessité de rompre les relations diplomatiques avec la cour de Madrid? 2. Quel secours pouvoitelle en attendre dans les cas supposés d'outrages commis, ou de menaces de violence de la part de l'Espagne? Ces cas étoient tous accidentels et par

forme de précaution. Les réponses des trois puissances 1823
continentales furent dans le même esprit.

Le résultat des discussions de Vérone fut une détermination des alliés de S. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie et le Roi de Prusse, 1. de faire connoître au cabinet de Madrid par l'intermédiaire de leurs ministres respectifs à cette cour, leurs sentimens sur la nécessité d'un changement dans le système présent du gouvernement espagnol; et dans le cas d'une réponse déclinatoire à cette communication de rompre toutes relations diplomatiques avec l'Espagne; 2. de faire cause commune avec la France contre l'Espagne, dans certains cas spécifiés, cas, comme on l'a déjà observé, tout à fait accidentels, et par forme de précaution.

Le plénipotentiaire de S. M. refusa de concourir à ces mesures, non seulement parcequ'il n'étoit pas autorisé à engager la foi de son gouvernement dans aucune obligation hypothétique, mais parceque son gouvernement avoit, dès le mois d'Avril 1820, uniformément recommandé aux puissances de l'alliance de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures de l'Espagne, et parceque ayant été depuis cette même époque entièrement étranger à toutes transactions qui pouvoient avoir été faites entre la France et l'Espagne, son gouvernement ne pouvoit juger sur quels fondemens le cabinet des Tuileries pensoit à une rupture possible des relations diplomatiques avec la cour de Madrid, ou sur quels fondemens on craignoit un événement en apparence si improbable, tel qu'un commencement d'hostilités contre la France par l'Espagne.

Le plénipotentiaire de S. M. ne voyoit pas des preuves de l'existence d'aucun dessein, de la part du gouvernement espagnol, d'envahir le territoire de la France; d'aucune tentative pour ébranler la fidélité de ses troupes, ou d'aucun projet de miner ses institutions politiques; et tant que les débats et les troubles de l'Espagne restoient confinés dans le cercle de son propre territoire, la France ne pouvoit être admise par le gouvernement anglois à plaider en faveur de l'intervention étrangère. Si la fin du dernier siècle et le commencement de celui-ci vit toute l'Europe ligué contre la France ce n'étoit pas à cause des changemens intérieurs que la France croyoit nécessaires pour sa propre ré-

1823 formation politique et civile; mais parcequ'elle tenta de propager d'abord ses principes, et ensuite sa domination par les armes.

Dans l'impossibilité où étoit S. M. de s'associer aux mesures concertées à Vérone relativement à l'Espagne, le plénipotentiaire de S. M. déclara que le gouvernement anglois pouvoit seulement s'efforcer, par l'intermédiaire du ministre de S. M. à la cour du Roi catholique, d'adoucir la fermentation que ces mesures pourroient eccasionner à Madrid, et de faire tout le bien en son pouvoir.

Jusqu'à cette époque, aucune communication avoit existé entre S. M. et la cour de Madrid, relativement aux discussions de Vérone. Mais, vèrs le tems de l'arrivée du plénipotentiaire de S. M. et à son rétour de Vérone à Paris, l'Espagne exprima le desir de la médiation amicale de S. M. pour détourner les calamités de la guerre. L'Espagne limita distinctement ce desir à l'emploi de bons offices de la part de la Grande-Brétagne, qui ne seroient point incompatibles avec le systême de neutralité le plus strictement conçu: et, pendant tout le cours des relations du gouvernement anglois avec l'Espagne, le gouvernement espagnol n'a jamais, à aucune époque, été induit à croire que le gouvernement anglois, que la politique de S. M., dans le cas de contestation, entre la France et l'Espagne seroit autre que neutre.

En conséquence de cette requête et de sa précédente déclaration à Vérone, le plénipotentiaire de S. M. reçut des instructions à Paris, pour faire au gouvernement françois l'offre de la médiation de S. M. En faisant cette offre, le gouvernement anglois pria de s'abstenir envers l'Espagne, par des motifs de convenance, aussi bien que par des considérations de justice, d'un language de reproche ou de hauteur; il représenta comme une matière qui n'étoit pas de peu d'importance, la première atteinte, par quelque puissance que ce soit, à cette paix générale établie si récemment, après avoir couté tant de peines et de sacrifices à toutes les nations. Il ne déguisa point non plus au gouvernement françois, l'inquiétude qu'il concevoit, d'une nouvelle guerre en Europe, une fois qu'elle seroit commencée.

Outre des suggestions de cette espèce, le gouverne-

ment anglois s'efforça d'apprendre du cabinet des Tui- 1823
leries quels étoient la nature et le nombre des griefs particuliers dont S. M. T. C. se plaignoit, et quelles étoient les mesures particulières de réparation ou de conciliation de la part de l'Espagne, qui seroient capables d'arrêter les progrès des préparatifs de guerre de S. M. T. C.

Le gouvernement françois refusa la médiation formelle de S. M. alléguant en substance que la nécessité de ses préparatifs de guerre n'étoit pas tant fondée sur aucune cause directe de plainte contre l'Espagne, susceptible d'une exacte spécification et d'un accommodement praticable, que sur la position générale dans laquelle ces deux royaumes se trouvoient eux-mêmes placés vis-à-vis l'un de l'autre, sur l'effet que tout ce qui se passoit et qui s'étoit passé depuis quelque tems en Espagne produisoit sur la paix et la tranquillité des domaines de S. M. T. C.; sur le fardeau de cet armement défensif que la France s'étoit crue obligée d'établir sur la frontière d'Espagne, et qu'il lui étoit également embarassant de maintenir, ou de retirer sans quelques nouvelles circonstances qui pourroient justifier un tel changement d'avis; enfin, sur l'état de choses plus aisé à comprendre qu'à définir, mais qui, à tout prendre, étoit si insupportable à la France, que des hostilités ouvertes seroient bien préférables. La guerre au moins amèneroit une tendance à une conclusion quelconque; tandis que les relations telles qu'elles existoient entre la France et l'Espagne pouvoient continuer pendant un tems indéfini, accroissant chaque jour les difficultés de l'Espagne, et propageant l'inquiétude et l'alarme parmi l'armée et la nation françoise.

Mais quoique le gouvernement de S. M. T. C. refusât pour ces raison une médiation formelle, il manifesta un vif desir de la paix, et accepta les bons offices de S. M. pour cet objet.

Considérant tous les maux que la guerre pouvoit attirer sur la France, et de la France peut-être encore à la fin sur toute l'Europe, et ceux qu'elle doit plus immédiatement et plus enévitablement attirer sur l'Espagne, dont une invasion étrangère ne pourroit qu'exaspérer et prolonger les animosités et les agitations intérieures, le gouvernement anglois fut profondement con-

1823 vaincu de la nécessité de la paix pour les deux royaumes, et résolut en conséquence qu'il fût investi ou non du caractère formel de médiateur, de faire tous les efforts possibles, et de profiter de toutes les chances pour prévenir les hostilités. La question étoit devenue maintenant une question simple, et de l'Espagne à la France; et la seule chose faisable n'étoit pas tant d'examiner comment les relations de ces deux gouvernemens avoient été amences maladroitement à ce point de complication, que de rechercher comment il étoit possible de résoudre les difficultés sans le recours aux armes, et de procurer un accommodement amical par des explications et des concessions mutuelles.

L'amitié seule de S. M. auroit pu l'engager à proposer à la nation espagnole une revision de ses institutions politiques. Mais les espagnols de tous les partis admettoient la nécessité indispensable de quelques modifications de la constitution de 1812; et si dans une crise telle que celle où se trouvoit l'Espagne, en proie tout à la fois aux maux de la guerre civile et à la crainte d'une invasion étrangère, l'adoption de modifications que l'on croyoit désirables en elles-mêmes pouvoit donner l'espérance de voir apaiser ses dissensions intérieures, et en même tems fournir au gouvernement françois un motif de se retirer de la position menaçante qu'il avoit prise à l'égard de l'Espagne, le gouvernement anglois sentit qu'aucun scrupule de délicatesse ou aucune crainte de mauvaise interprétation ne devoit l'empêcher de manifester le vif désir qu'il avoit devoir les espagnols obtenir sur eux d'aviser à de telles modifications, ou au moins de déclarer leur disposition à y aviser par la suite.

Il est maintenant inutile de discuter quel auroit pu être le résultat des efforts pressans de S. M. pour amener la France et l'Espagne à un accommodement, si rien n'étoit intervenu pour interrompre leurs progrès. Quelle qu'ait pu être la répugnance du gouvernement espagnol à faire les premiers pas vers un pareil accommodement, on ne peut déguiser que les principes avoués et les prétentions mises en avant par le gouvernement françois, dans le discours du trône à l'ouverture des chambres à Paris, créèrent de nouveaux obstacles au succès d'une intervention amicale. La communication de ce discours au gouvernement anglois fut accompagnée à la vérité, de

nouvelles assurances des dispositions pacifiques de la 1823
France, et les ministres françois donnèrent au passage de ce discours le plus capable de faire une impression défavorable en Espagne, un sens qui lui ôtoit une partie de son caractère hostile, et sujet à créer des difficultés. Mais toutes les tentatives du gouvernement anglois pour faire valoir à Madrid de telles assurances et de telles explications échouèrent; les espérances de succès s'affoiblirent graduellement, et maintenant elle sont entièrement évanouies.

Il ne reste plus qu'à faire connoître la conduite que S. M. désire et a l'intention d'observer dans une guerre entre les deux nations, à chacune desquelles S. M. est unie par les liens de l'amitié et de l'alliance.

Le désaveu répété par le gouvernement de S. M. T. C. de toutes vues d'ambition et d'agrandissement, défend le soupçon d'aucun dessein de la part de la France d'une occupation militaire petmanente en Espagne, ou de forcer S. M. C. à prendre aucune mesure dérogatoire à l'indépendance de sa couronne ou à des relations existantes avec les autres puissances.

Les assurances répétées qu'a reçues S. M. de la détermination où étoit la France de respecter les domaines de S. M. T. F., ne laissent pas à S. M. la crainte d'être appelée à remplir les obligations de cette liaison intime et défensive qui a si long-tems subsisté entre les deux couronnes de la Grande-Brétagne et du Portugal.

Quant aux provinces d'Amérique, qui ont rompu le lien qui les unissoit à la couronne d'Espagne, le tems et les évènemens paroissent avoir décidé réellement leur séparation de la métropole, quoique la reconnoissance formelle de ces provinces comme états indépendans par S. M. puisse être hâtée ou retardée par diverses circonstances extérieures, aussi bien que par les progrès plus ou moins satisfaisans dans chaque état vers une forme de gouvernement stable et régulière. L'Espagne a été depuis long-tems instruite des opinions de S. M. à ce sujet. Désavouant de la manière la plus solennelle toute intention de s'approprier la plus petite portion des possessions espagnoles en Amérique, S. M. est persuadée que la France ne fera aucune tentative pour ranger sous sa domination aucune de ces possessions, soit par conquête, soit par cession de la part de l'Espagne.

1823 V. Exc. présentera à M. de Châteaubriand cette franche explication, sur les points qui seuls sont de nature à faire appréhender peut-être la possibilité d'un choc de la France et de la Crande-Bretagne dans une guerre entre la France et l'Espagne, comme dictée par un vif désir de pouvoir conserver dans cette guerre une stricte et exacte neutralité, une neutralité non sujette à altération envers aucun parti, tant que l'honneur et les intérêts de la Grande-Brétagne seront également respectés des deux partis.

On m'ordonne, en dernier lieu, de charger V. Exc. de déclarer au ministère françois que S. M. sera toujours prête à renouveler l'entremise de ses bons offices, dans le but de terminer ces hostilités, que S. M. s'est efforcée avec tant de sollicitude, quoique sans succès, de prévenir.

Je suis, etc.

G. Canning.

50.

Déclaration adressée aux monarques réunis à Vérone de la part du gouvernement des Grecs, du 28 *Août* 1822, *et publiée à Ancône par la députation de ce gouvernement, qui ne fut pas admise au congrès, le* 2 *Juillet* 1823.

(*Archives diplomatiques* Vol. 3. p. 555.)

Aux monarques chrétiens réunis au congrès de Vérone.

Dix-huit mois se sont écoulés dans la lutte terrible que soutient la Grèce contre l'ennemi du nom chrétien.

Toutes les forces de l'islamisme ont été réunies contre elle, et les guerriers musulmans de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique se sont armés pour appuyer la main de fer qui depuis si long-tems opprime la nation grecque et qui voudroit aujourd'hui lui donner le coup de la mort. Deux fois depuis le commencement de cette guerre, la Grèce a élevé la voix pour demander par l'organe de les légitimes représentans, quelques secours des puissances chretiennes de l'Europe, ou pour obtenir au moins que ces puissances observassent une stricte neutralité. Maintenant, qu'une réunion des principaux souverains a lieu dans la péninsule italienne; maintenant, qu'ils déliberent sur les plus hauts intérêts de l'humanité, et que toutes les nations attendent d'eux le maintien de la paix, la garantie de leurs droits et une équitable administration de la justice; aujourd'hui le gouvernement provisoire de la Grèce croiroit manquer à ses devoirs s'il n'exposoit par aux regards des monarques le véritable état de la nation que ce gouvernement représente. Il croiroit y manquer encore, s'il ne faisoit valoir les droits et ne communiquoit les voeux légitimes de cette nation, ainsi que la résolution inébranlable de tous les Grecs, d'obtenir enfin, ou la justice qui leur est due des puissances de la terre, comme ils ont déjà obtenu la protection de l'arbitre souverain des destinées de tous les empires, ou bien de périr jusqu'au dernier, mais en chrétiens et en hommes libres. 1823

Des torrens de sang ont déjà été répandus; mais enfin la bannière de la croix flotte partout victorieuse, sur les remparts des villes du Péloponnèse, dans l'Attique, l'Eubée, la Béotie, l'Acarnanie, l'Etholie, dans la plus grande partie de la Thessalie et de l'Epire, dans l'île de Crête et dans les îles de la mer Egée. Tels ont été les progrès, tel est l'état actuel de la nation grecque. Quiconque connoit la Turquie doit être convaincu que, dans la situation où se trouvent maintenant les Grecs, ils ne peuvent poser les armes avant qu'ils n'ayent conquis une existence nationale et indépendante, et avant qu'ils n'ayent obtenu une garantie suffisante pour le maintien de cette existence. Elle seule peut assurer le libre exercice de leur religion, la sécurité pour la vie, la fortune et l'honneur des citoyens.

Si l'Europe, dans son désir de maintenir la paix, et lorsqu'elle traitera avec la Porte ottomane, veut com-

1822 prendre la nation grecque dans son système de paix générale, le gouvernement provisoire de la Grèce croit de son côté et sans perte de tems devoir déclarer, comme il déclare officiellement par le présent acte, qu'il n'acceptera aucun traité quelque avantageux même qu'il puisse paroître, avant que des députés n'ayent été admis à dédendre eux-mêmes la cause nationale, à exposer tous leurs griefs, à faire valoir leurs droits et leurs interêts les plus chers. Les sentimens de piété, d'humanité et de justice, dont sans doute la réunion des souverains est animée, font espérer au gouvernement provisoire de la Grèce, que sa juste demande sera convenablement accueillie. Mais si, contre toute attente, l'offre de ce gouvernement venoit à être rejettée, la présente déclaration équivaudra à une protestation formelle que la Grèce entière depose en ce jour au pied du trône de la justice divine, protestation qu'un peuple chrétien adresse avec confiance a l'Europe entière, à la grande famille de la chrétienté. Faibles et abandonnés, les Grecs n'espèrent alors que dans le Dieu fort. Soutenus par sa toute puissante main, ils ne fléchiront jamais devant la tyrannie. Chrétiens persécutés depuis plus de quatre cents ans, pour être restés fidèles à notre Dieu, nous défendrons jusqu'à la mort du dernier d'entre nous, son église, nos foyers et les tombeaux de nos pères. Heureux de joindre nos pères dans la tombe en hommes libres et en chrétiens, ou de vaincre comme nous avons vaincu jusqu'ici, par la seule force de Notre Seigneur Jésus Christ et par sa divine puissance.

Argos, le 29 Août 1822.

En l'absence du président du pouvoir exécutif:

Signé: Atanasios Kanakary.

Le secrétaire-d'état ministre des affaires étrangères,

Negris.

Pour copie conforme, le délégué du gouvernement provisoire de la Grèce.

Ancône, 1 Janvier 1823.

A. Gr. Metaxa.

51.

Convention entre la Hesse grand-ducale et la principauté de Waldeck, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 6 Janvier 1823. 1823

(*Grofsherzogl. Hessisches Regier. Blatt* 1823. Jan. 6. Nr. II. S. 20.)

Nachdem des Fürsten von Waldeck Durchlaucht, auf hiesige Einladung, der in der Grofsherzoglichen Zeitung vom 4ten October 1817 bekannt gemachten Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen, entgegen das Grofsherzogthum Hessen, vom 1sten des laufenden Monats Januar an, beigetreten und zu den, nach dieser Uebereinkunft nöthigen Uebergabsorten

1. für Transporte aus dem Fürstenthum Waldeck in das Grofsherzogthum Hessen, Vöhl, so wie
2. für Transporte aus den diesseitigen Landen in das Fürstenthum Waldeck, Corbach,

bestimmt worden sind, so wird dieses zu Jedermanns, besonders aber der Grofsherzoglichen Behörden Wissenschaft und Nachachtung hiemit öffentlich bekannt gemacht.

Darmstadt den 6ten Januar 1823.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

von Zangen.

52.

1823 *Convention entre la Hesse grand-ducale et la Hesse électorale pour empêcher les délits forestiers et autres semblables, publiée le* 17 *Janvier* 1823.

(*Grofsherzogl. Hessisches Regier. Blatt* 1823. Januar 17. Nr. III. S. 25.).

Nachdem die Grofsherzoglich Hessische Staatsregierung mit der Kurfürstlich Hessischen Staatsregierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung und Bestrafung der Forst- Jagd- und Fischereifrevel in den gegenseitigen Grenzwaldungen, Fluren und Fischwassern zu treffen, so erklären beide Staatsregierungen Folgendes:

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Grofsherzoglich Hessische, als die Kurfürstlich Hessische Staatsregierung, die Forst-, Jagd- und Fischereifrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen, Fluren und Fischwassern des andern Gebiets verüben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten, Jagden und Gewässern begangen worden wären.

Art. II. Die wegen Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in dem Herrn- und Junkerwalde bestehende besondere Convention wird indessen bis zur Erledigung des hinsichtlich dieser Waldungen obwaltenden Hoheitsstreits vorerst noch ausdrücklich beibehalten.

Art. III. Für die Constatirung eines im ersten Artikel bezeichneten Frevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern begangen worden, soll den Protokollen und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, derselbe Glau-

ben von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle 1823
beigemessen werden, welchen die Gesetze den Protokollen der inländischen Beamten beilegen.

Art. IV. Die Forst-, Jagd- und Fischerei-Officianten haben das Recht, den Frevler auf Betreten, wenn sie ihn nicht mit Bestimmtheit erkennen, auf dem Gebiete, wo er gefrevelt hat, zu arretiren und ihn entweder an die inländische Polizeibehörde, oder an die jenseitige Polizeibehörde des Wohnorts des Frevlers abzugeben oder abgeben zu lassen.

Art. V. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forsteigenthums möglichst mitzuwirken, sollen die wechselseitigen gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten befugt sein, in den Fällen der Waldfrevel Haussuchungen im Gebiete des andern Staats, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält, oder der gefrevelte Gegenstand befinden dürfte, zu veranlassen, welche Befugnifs bei den hierzu geeigneten Jagd- und Fischereifreveln ebenwohl eintritt. Die gedachten Beamten haben sich zu diesem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde zu wenden, und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart aufzufordern. Dieser hat die hiebei aufgefundenen angeblich gefrevelten Gegenstände in sichere Verwahrung bringen zu lassen, übrigens für die Haussuchung keine Belohnung zu empfangen.

Art. VI. Bei diesen Haussuchungen mufs der Orts-Polizeibeamte sogleich ein Protokoll aufnehmen, und eine Ausfertigung aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath, Beamten u. s. w.) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von Einem bis Fünf Gulden für denjenigen Ortsvorstand oder Orts-Polizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Auch kann der requirirende Forst- und Polizeibeamte verlangen, dafs der Förster u. s. w. (oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter oder Fischerei-Aufseher) des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. VII. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den beiderseitigen Staaten wird es zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der vorliegenden Frevel so schleunig vorzunehmen, als es nach

1823 der Verfassung des Landes nur immer thunlich ist, auch insbesondere bei ausgezeichneten oder sehr bedeutenden Freveln die Untersuchung in jedem einzelnen Falle sogleich eintreten zu lassen.

Art. VIII. Die Vollziehung der Straferkenntnisse nebst der Beitreibung der dem Wald-, Jagd- und Fischerei-Eigenthümer zuerkannten Entschädigungsgelder soll mit der thunlichsten Beschleunigung bewirkt, und deswegen zu gegründeten Beschwerden niemals Anlafs gegeben werden. Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheil der Herrschaft des Gerichts vollzogen, welches das Erkenntnifs ertheilt hat. Der dem Wald u. s. w. Eigenthümer zuerkannte Schadensersatz, so wie die Pfand- oder Denuncianten-Gebühr, wo diese letztere gesetzlich bestehet, werden vorzugsweise vor der Strafe beigetrieben. Auch soll bei ausgemitteltem Zahlungsunvermögen eines Frevlers es wegen der sonst dem auswärtigen Wald u. s. w. Eigenthümer zukommenden Entschädigung gerade so gehalten werden, wie es in diesem Fall bei inländischen Frevlern geschiehet.

Art. IX. Gegenwärtige im Namen Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen und Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten von Hessen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

Urkundlich der Unterschrift und des beigedruckten Staatssiegels.

Darmstadt den 17ten Januar 1823.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

Gladbach.

53.

Convention additionelle à la convention entre la Hesse grand-ducale et la Hesse électorale du 17 Janvier 1823, publiée le 12 Décembre 1823. 1822

(*Grofsherzogl. Hessisches Regierungs-Blatt* 1823. Dec. 12. No. XXXVI. S. 418.)

Die Grofsherzoglich Hessische Staatsregierung ist mit der Churfürstlich Hessischen Staatsregierung übereingekommen, dafs die zwischen den beiderseitigen Gouvernements wegen Verhütung und Bestrafung der Forst- Jagd- und Fischerei-Frevel in den gegenseitigen Grenzwaldungen, Fluren und Fischwassern unter dem 17ten Januar d. J. abgeschlossene Uebereinkunft auch für Feldfrevel, in sofern dieselbe auf solche anwendbar ist, als geltend erklärt werde.

Unter Beziehung auf den Inhalt der bemerkten Uebereinkunft, welche durch das Grofsherzogliche Regierungs-Blatt (Nro. 3. vom 29ten Januar 1823) zur öffentlichen Kenntnifs gebracht worden ist, wird daher diese nachträgliche Bestimmung andurch zur Wissenschaft und Nachachtung bekannt gemacht.

Darmstadt den 12ten December 1823.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

Gladbach.

54.

1823 *Convention entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold concernant la prolongation de la convention d'étappes du* $\frac{18 \text{ Juin}}{13 \text{ Août}}$ 1818, *jusqu'au* 1*er Janvier* 1827; *publiée le* 25 *Fevrier* 1823.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1823. No. 4. S. 24.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Furstl. Lippe-Detmoldschen Regierung dahin übereingekommen ist, die unterm $\frac{18\text{ten Juni}}{15\text{ten Aug.}}$ 1818 zwischen beiden Regierungen abgeschlossene Durchmarsch- und Etappen-Convention in allen ihren Puncten dergestalt zu erneuern, dafs dieselbe bis zum 1sten Januar 1827 ferner gültig seyn und den durchmarschirenden Remonte-Commandos künftig in der Etappe Lemgo ein Ruhetag verstattet werden soll; so ist darüber Königlich Preufsischer Seits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und solche zu mehrerer Beglaubigung mit dem Königlichen Insiegel versehen worden.

Berlin, den 25sten Februar 1823.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

55.

Convention entre le Portugal et l'Espagne concernant l'extradition réciproque des déserteurs et des criminels, signée à Madrid le 8 Mars 1823.

1823

(*Le Moniteur universel* 1823. No. 125.)

S. M. T. F. D. Jean VI, Roi du royaume uni de Portugal, du Brésil et d'Algarves, et S. M. C. D. Ferdinand VII, Roi d'Espagne, également désireux de contribuer, chacun de son coté, à la tranquillité des deux royaumes, en évitant que les criminels, déserteurs et transfuges qui prétendroient se réfugier dans l'un ou l'autre royaume, y trouvent protection et asyle, pour y demeurer impunément, ont déterminé d'établir le renvoi réciproque de ceux qui tenteroient de se soustraire au châtiment, ou se délivrer du service militaire; et ayant nomné pour plénipotentiaire *ad hoc*, savoir: S. M. T. F. Jacques Frédéric Torlade Pereira de Azambuja, chevalier des ordres du Christ et de Notre Dame de la conception de Villa Viçosa, officier de la secrétairie d'état de la marine et son chargé d'affaires près S. M. C. etc. et S. M. C. Santiago Usoz et Mosi, chevalier pensionné de l'ordre royal et distingué de Charles III, secrétaire de S. M. chargé de l'expédition des decrets, grand officier de la secrétaire d'état, etc. qui, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs en due forme, ont arrêté entre eux les articles suivans:

Art. I. Tous les déserteurs, recrues ou jeunes gens inscrits dans le service militaire de Portugal ou d'Espagne, qui seront réclamés comme tels par leur gouvernement respectif, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités supérieures des provinces limitrophes, seront réciproquement rendus aux autorités qui les réclameront.

Art. II. On extraduira de la même manière, de part et d'autre, tous les accusés mis en jugement ou condamnés dans leur pays respectif. Le gouvernement sur

1822 le territoire duquel ils seront venus chercher asyle, devra s'assurer d'eux jusqu'à ce qu'ils soient remis aux autorités compétentes; et quant à ce qui concerne les accusés mis en jugement non condamnés, qui se réfugieront dans l'un ou l'autre état, et seront réclamés par leur gouvernement respectif, ils devront être mis sous bonne garde jusqu'à ce que la cause étant déterminé et décidée, on connoisse s'ils doivent ou non être extraduits.

Art. III. On observera la même conduite envèrs les personnes réclamées par les juges pour servir de témoins dans les interrogatoires, et les autorités portugaises et espagnoles observeront entre elles la même correspondance et le même échange de service entre les officiers judiciaires et extra-judiciaires, qui d'après les lois de chaque pays, sont usités entre les autorités elles-mêmes.

Art. IV. Comme il est à craindre, que des bandes de factieux, en passant la ligne de démarcation de l'un ou de l'autre royaume, compromettent la tranquillité du pays, où ils cherchent un asyle et l'impunité, les deux gouvernemens conviennent entre eux que la force armée de l'un ou de l'autre pays sera autorisée à poursuivre les factieux, séparement ou conjointement avec la force armée du pays contigu, sans que l'entrée des troupes de l'autre pays pour un cas semblable, puisse être considérée comme une violation du territoire. Les autorités civiles et militaires des deux royaumes se donneront, au contraire, tout l'appui, qui sera nécessaire pour la destruction de semblables bandits, ennemis communs des deux Etats.

La presente convention sera exécutoire aussitôt la notification qui en aura été faite par les parties contractantes et cette notification sera échangée dans le plus court espace possible.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de L. L. M. M. T. F. et C., autorisés par nos pleinspouvoirs, nous avons signé les deux originaux de la présente convention et nous l'avons marqué de sceau de nos armes.

Jacques Frédéric Torlade Pereira d'Azambuja.
Santiago Usoz et Mozi.

Madrid 8 Mars 1823.

Cette convention m'ayant été présentée, après avoir 1822
entendu mon conseil d'état et avoir vu l'approbation des cortès générales de la nation portugaise, d'après l'article 103 de la constitution, je la ratifie et la confirme dans toutes ses parties, et la donne par le présent acte pour ferme et valable, afin qu'elle produise l'effet attendu. J'engage ma foi et ma parole royale à l'observer et à l'executer inviolablement et à la faire exécuter et observer par tous les moyens possibles. En foi de quoi j'ai fait dresser le présent acte, signé de moi et scelté du grand sceau de mes armes et certifié par le ministre secrétaire d'état des affaires étrangères soussigné.

Donné au palais de Queluz le 26 Mars 1823.

Le Roi.

Pour copie conforme:

SILVESTRE PINHEIRO FERREIRA.

56.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant la suppréssion réciproque des fraix de justice en matières criminelles, du 12 Mars 1823.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten* 1823. No. 7. S. 73. *Gesetz-Sammlung für das Königreich Sachsen* 1823. No. 11. p. 79.)

Nachdem die Königlich Preufsische (Sächsische) Regierung mit der Königlich Sächsischen (Preufsischen) Regierung dahin übereingekommen ist, die gegenseitige Kosten-Vergütung in Criminal-Untersuchungssachen wider unvermögende Personen aufzuheben, so erklärt erstgedachte Regierung Folgendes:

1. In allen Fällen, wo Delinquenten von Königlich Preufsischen und Königlich Sächsischen Behörden an einan-

1823 der nach vorgängiger Requisition ausgeliefert werden, sind der requirirten Behörde nicht allein alle *baaren Auslagen*, sondern auch die sämmtlichen, nach bei dieser Behörde üblichen Taxe, zu *liquidirenden Gebühren* aus dem Vermögen des ausgelieferten Delinquenten, wenn solches dazu zureicht zu entrichten. Wenn dagegen der ausgelieferte Delinquent kein hinreichendes Vermögen besitzt, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts *durchgehends* weg, und das requirirende Gericht entrichtet alsdann nur die baaren Auslagen, nämlich für Verpflegung, Transport, Porto und Copialien, und die Gebühren der Sachverständigen,

2. Zur Entscheidung der Frage: ob der Delinquent hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in den beiderseitigen Landen nichts weiter als das Zeugnifs derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher der Delinquent seine wesentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein, so wird es angenommen als ob er kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze. Ist der Angeschuldigte zwar vermögend, die Kosten zu entrichten, dazu aber wegen seiner befundenen Unschuld nicht verurtheilt worden, so ist dieser Fall dem des Unvermögens ebenfalls gleich zu setzen.

3. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Criminalfällen, wo es nicht auf die Auslieferung von Delinquenten, sondern nur auf die Abhörung oder Sistirung von Zeugen oder anderen Personen ankommt, verfahren werden. Solchen Zeugen und anderen abzuhörenden Personen sollen die Reise und Zehrungskosten nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütung, nach der vom requirirten Gerichte geschehene Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Sistirung, vom requirirenden Gerichte sofort verabreicht werden; im Falle der Abhörung vor dem requirirenden Gerichte, sollen die desfallsigen baaren Auslagen dem letzteren wieder erstattet werden.

4. Die gegenwärtige Vereinbarung soll sich nicht blofs auf die eigentlichen Criminal-Justiz-Behörden bezie-

hen, sondern auf alle Behörden Anwendung finden, 1823
die in Beziehung auf Criminalsachen eintreten.

Gegenwärtige im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen (Sachsen) ausgefertigte, und von Allerhöchst Dero Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten unterzeichnete Erklärung soll, nach erfolgter Auswechselung gegen eine gleichlautende Erklärung von Seiten der Königlich Sächsischen (Preufsischen) Regierung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Preufsischen (Sächsischen) Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin den 12ten März 1823.

Königl. Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

Dresden den 12ten März 1823.

Königl. Sächsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Detlev *Graf* v. Einsiedel.

57.

Convention entre la Grande-Brétagne et l'Espagne, pour l'accommodement des réclamations angloises envèrs l'Espagne, signée à Madrid le 12 Mars 1823.

(*The Times* 1823. Octobr. 13. No. 12,001. *Annual-Register* 1824. *publ. documents* pag. 149.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Majesty the King of the Spains, equally animated by the desire of arriving at an amiable adjustment of the various complaints which have been from time to time laid before the Spanish government of the capture of vessels and seizure and detention of property belonging to british subjects, by Spanish authority, as well as other grievances, their

1822 said majesties have been pleased to name plenipotentiaries for the conclusion of a convention for the attainment of this desirable purpose, to wit: His Britannic Majesty, the right honourable Sir William A'Court, baronet, Knight grand cross of the order of the Bath, one of his Majesty's most honourable privy council and his envoy extraordinary and minister plenipotentiary to the King of the Spains; and his Catholic Majesty, his excellency Don Evaristo di San-Miguel, colonel of infantry, adjutant-général on the staff of the national armies and secretary of state for the foreign department; who, after having communicated their full powers, have agreed upon the following articles;

Art. I. A mixed commission, english and spanish, consisting of two members of each nation, shall be appointed, and meet in London, within ten weeks after the signature of the present convention, or sooner if possible, for the purpose of taking into consideration and deciding in a summary manner, according to equity, upon all cases, that shall be brought before it, properly authenticated, of the capture and seizure of british vessels, or detention of property belonging to subjects of his britannic Majesty, from the declaration of peace between England and Spain, of the 4th of July 1808, to the date of the present convention and also upon all cases that shall be brought before it, of the capture or seizure of spanish vessels, or detention of property belonging to the subjects of his catholic Majesty, during the same period.

Art. II. Should any difference of opinion arise amongst the members of the said convention, and their votes be equally divided, a reference shall then be made to the spanish envoy at the court of London, and a law officer of the crown to be named by his Britannic Majesty. If these arbitrators should also be divided in opinion, it shall be determined, by lot, which of the two shall definitively decide the question.

Art. III. An assignment of 40 millions of rials upon the great book, shall according to the decree of the cortes, immediately be made to the said commissioners, for the payment of such indemnifications as may be awarded by the commission. This sum shall be increased or diminished, as the decree points out, according as a gre-

ter or lesser number of claims shall be admitted as 1822
valid, exceeding, in the one case, or not amounting to, in the other, the whole amount of the sum in the first instance deposited.

Art. IV. The claims of Spanish subjects which shall be acknowledged just, shall be paid by the british government either in stock, or by an equivalent in money.

Art. V. As soon as the commissioners shall have admitted any claim as valid and determined the amount due to the claimant, they shall assign or transfer, in favour of such claimant, a portion of the said rentes equivalent to the amount awarded, estimating the value thereof according to the current price in London of the said rentes at the time of making such assignment or transfer.

Art. VI. No claim shall be admitted which shall not be submitted to the commission within six months after its first meeting.

Art. VII. A person shall be named by each government, for the selection and transmission of whatever papers or documents it may be necessary to forward from Madrid for the consideration of the commission, and to arrange the transfer of the rentes, as the respective amounts shall be awarded.

In witnefs whereof, we the undersigned plenipotentiaries of their Britannic and Catholic Majesties, duly authorized by our full powers, have signed two originals of the present convention, and have affixed thereunto the seals of our arms, in Madrid, this twelfth day of March 1823.

William A'Court.

Evaristo San-Miguel.

58.

1823 *Articles additionnels à la convention entre la Grande-Bretagne et le Portugal, conclue à Londres le 28 Juillet 1817 concernant l'abolition de la traite des nègres; signés à Lisbonne le 16 Mars 1823.*

(*The Times* 1824. February 6. No. 12, 103.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and his Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil and Algarves, wishing to remove every obstacle to the faithful execution of the convention signed in London by their respective Plenipotentiaries, on the 18th of July 1817, for the purpose of preventing their subjects from engaging in any illicit traffic of slaves; and seeing the necessity of adding, to that intent, certain articles to the said convention, have, for this purpose, named their Plenipotentiaries, that is to say: — his Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Edward Michael Ward, esq. his chargé d'affaires at the court of Lisbon; and his Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, Jose Bazilio Rademaker, Kneight Professed in the order of Christ and chief clerk of the department of state for foreign affairs: — who after having exchanged their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles: —

Art. I. Whereas it is stated in the first article of the instructions intended for the British and Portuguese ships of war employed to prevent the illicit traffic in slaves, that ships on board of which no slaves shall be found, intended for purposes of traffic shall not be detained on any account or pretence whatever; and whereas it has been found, by experience, that vessels employed in the illegal traffic have put their slaves mo-

mentarily on shore, immediately prior to their being visited by ships of war, and that such vessels have thus found means to evade forfeiture and have been enabled to pursue their unlawful course with impunity, contrary to the true object and spirit of the convention of the 28th of July 1817; the two high contracting parties, therefore, feel it necessary to declare, and it is hereby declared by them, that if there shall be clear and undeniable proof that a slave or slaves, of either sex, has or have been put on board a vessel for the purpose of illegal traffic in the particular voyage on which the vessel was captured, then and on that account, according to the true intent and meaning of the stipulations of the above-mentioned convention, such vessel shall be detained by the cruisers and finally condemned by the commissioners. 1823

Art. II. Inasmuch as the convention of the 28th July 1817, does not stipulate the mode of supplying the absence of the commissioners, occurring from any other cause, besides that of death, which is the only case provided for by the fourteenth article of the regulations for the mixed commissions, annexed to the said convention; the two high contracting parties have agreed, that in the event of recall, or of the absence on account of illnefs, or any other unavoidable cause of any of the commissioners, judges or arbitrators; or in the case of their absence in consequence of leave from their government (which must be notified to the respective Commissions) their posts shall be supplied in the same form and manner as is determined for the case of death, by the above-mentioned fourteenth article of the said regulation.

The additionnal articles shall have the same force and effect as if they were inserted, word for word, in the said convention, and shall be considered as forming part of the same; they shall be ratified, and the ratifications thereof exchanged in Lisbon, within three months at latest, after the date of their signature.

In witnefs thereof the undersigned, being furnished with full powers to that effect, have signed these articles, and affixed thereunto the seals of their armes.

Done at Lisbon, this fifteenth day of March, in the

1823 year of our Lord one thousand eight hundred and twenty three.

E. M. Ward.

Joze Bazilio Rademaker.

59.

Convention entre le Danemarc et la Hesse grand-ducale concernant l'abolition des droits de détraction et de traite foraine; publiée le 3 Avril 1823.

(*Grofsherz. Hessisches Regier. Blatt* 1823. April 3. Nr. XI. S. 91.)

Da nachfolgende, wegen der zwischen der Grofsherzoglich Hessischen und Königlich Dänischen Staatsregierung verabredeten Freizügigkeit ausgestellte Erklärung:

Nachdem Sr. Königliche Hoheit der Grofsherzog von Hessen mit Sr. Majestät dem Könige von Dänemark, in Betracht der Beschwerden, welche mit den von um und wegziehenden Landeseingesessenen, auch in Erbschafts- und andern Fällen bisher geforderten Abzugs- oder Abschofsgelde verknüpft sind, sich dahin vereinigt haben, solches Abzugs- oder Abschofsrecht nunmehr zwischen den gesammten Grofsherzoglich Hessischen Landen einerseits, und dem eigentlichen Königreiche Dänemark und dem Herzogthum Schleswig anderseits, (so wie solches bereits zu Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815 und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23ten Juni 1817 in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg geschehen) gänzlich abzustellen und aufzuheben; so soll von den Grofsherzogl. Hessischen Unterthanen, welche aus dem Grofsherzogthum Hessen mit ihren Gütern künftig in das Königreich Dänemark und das Herzogthum Schleswig überziehen, so wie auch von den Unterthanen des Königreichs Dänemark und des Herzogthums Schleswig, welche künftig in dem Grofsherzog-

thum Hessen Erbschaften zu erheben haben, und solche 1823
in vorbemeldete Königlich Dänische Lande ziehen wollen, kein Abschofs-, Nachsteuer-, Zehnd- oder Abzugsgeld unter irgend einer Benennung gefordert noch beigetrieben werden; diejenigen allgemeinen Abgaben ausgenommen, welche in solchen Fällen die Grofsherzoglich Hessischen oder Königlich Dänischen Unterthanen an ihren eigenen Landesherrn zu entrichten haben. Uebrigens soll sich diese wechselseitige Aufhebung vorgedachter Abschofs-, Nachsteuer-, Zehnd- und Abzugsgelder nicht nur ausdrücklich auf die Emigrations- und Erbschafts-, sondern auch auf alle sonstige Fälle erstrecken, in welchen bisher, dem Herkommen nach, oder per modum retorsionis die Erlegung dergleichen Gelder, unter welchem Namen es auch geschehen sein mag, gebräuchlich gewesen ist; zu welchem Ende auf Allerhöchst gedachter Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen gnädigsten Befehl diese Erklärung unter vorgedrucktem Staatssiegel ausgestellt worden ist.

So geschehen zu Darmstadt den 13ten Mai 1822.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

VON ZANGEN.

Da eine gleichlautende zu Copenhagen am 13ten Januar 1823 ausgestellte Königlich Dänische Ministerial-Erklärung 17ten März d. J. förmlich ausgewechselt worden ist, so wird solche den Grofsherzoglichen Staatsangehörigen und Behörden zur Nachricht und Nachachtung hiermit öffentlich bekannt gemacht.

Darmstadt den 3ten April 1823.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten

DU THIL.

GLADBACH.

60.

1823 *Convention entre le duché de Saxe-Gotha et le duché de Saxe-Meiningen, concernant la reception réciproque des vagabonds, publiée le 9 Avril* 1823.

(*Zusatz zum ersten Theile der neuen Beifugen zur* (*Gothaischen*) *Landes-Ordnung* No. CLXII.)

Unter beiderseitiger landesherrlicher Genehmigung ist zwischen dem hiesigen Herzoglichen geheimen Ministerium und dem Herzoglich S. Meiningischen die Uebereinkunft getroffen worden, vom 1sten April dieses Jahres an in allen vorkommenden Fällen, welche die Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach den Bestimmungen der beider Seits mit der Königlich Sächsischen Regierung abgeschlossenen, diefsseits durch den 152sten Zusatz zu dem 1sten Theile der neuen Beifugen zur Landes-Ordnung, unterm 18ten Januar des vorigen Jahres zur öffentlichen Kenntnifs gebrachten Convention richten zu wollen. Dabei sind *hiesiger Seits* das Amt *Tenneberg*, und *Herzoglich S. Meiningischer Seits* das Amt *Breitungen* zu unmittelbaren Ablieferungs- und resp. Uebernahms-Orten bestimmt, auch ist zugleich gegenseitig festgesetzt worden, dafs die Schäfer und Dorfhirten, in so fern sie keine selbstständige Wirthschaft haben, nach Analogie des §. 8. der besagten Uebereinkunft, den Dienstboten und übrigen dort erwähnten Individuen, welche durch einen längern als zehnjährigen Aufenthalt kein Wohnsitzrecht erlangen, vorkommenden Falls gleich geachtet werden sollen.

Indem solches auf höchsten Befehl Seiner Herzoglichen Durchlaucht unsers gnädigst regierenden Herrn zu Jedermanns Wissenschaft und Nachachtung hierdurch bekannt gemacht wird, werden insbesondere sämmtliche Unterobrigkeiten des hiesigen Landes hiermit angewiesen, nicht nur in allen künftig sich ereignenden Fällen, sondern auch in denjenigen Fällen, welche vielleicht seit

dem 1sten April dieses Jahres schon eingetreten sind, 1823
sich nach den in der oberwähnten Convention enthaltenen, so wie nach den hierin angegebenen Bestimmungen gebührend zu richten.

Gotha, den 9ten April 1823.

Herzogl. Sächs. Landes-Regierung daselbst.

61.

Convention entre la Hesse électorale et le duché de Brunsvic concernant l'extradition réciproque des criminels et l'abolition des fraix de justice en matières criminelles; publiée à Brunsvic le 5 Mai 1823.

(*Verordnungs-Sammlung für die Herzogl. Braunschweigischen Lande.* 1823. Nro. 4.)

Wir Georg der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland, auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w. In vormundschaftlicher Regierung Unsers vielgeliebten Vetters, Herrn Carl, Herzogs zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w. fügen hiemit zu wissen:

Demnach mit dem Kurfürstlich Hessischen Gouvernement wegen wechselseitiger Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Gerichtsgebühren in Criminalfällen eine Uebereinkunft geschlossen worden, welche wörtlich folgender Maafsen lautet:

Art. I. Alle Personen, die während ihres Aufenthalts in einem der beiderseitigen Lande ein Verbrechen begangen haben, welches, nach den Grundsätzen der daselbst geltenden Rechte, eine peinliche Strafe nach sich zieht, sollen, wenn sie vor erfolgender Bestrafung in

1823 die anderseitigen Lande sich begeben haben, an dasjenige Gericht unweigerlich ausgeliefert werden, in dessen Bezirke das Verbrechen verübt worden ist. Haben jedoch die Verbrecher, deren Auslieferung aus einem der beiden Staaten verlangt wird, darin einen wirklichen Wohnsitz erworben, so soll die Bewilligung der Auslieferung derselben bis zu einer deshalbigen in jedem einzelnen Falle zwischen dem Herzoglich Braunschweigischen Geheimen Raths-Collegio und dem Kurfürstl. Hessischen Ministerio zu treffenden Uebereinkunft ausgesetzt bleiben. Wegen blofser Accise- und Contrebande-Vergehen, selbst wenn darauf überhaupt oder nach den Zeitumständen z. B. bei Fruchtsperren u. s. w. eine peinliche Strafe gesetzt sein sollte, findet die Auslieferung nur dann Statt, sofern deshalb für den vorkommenden einzelnen Fall zwischen den beiderseitigen Regierungen eine Uebereinkunft getroffen sein sollte.

Art. II. Sollte nach der Verfassung desjenigen Landes, wo das Verbrechen verübt worden ist, die Untersuchung von einem andern Gerichte, als demjenigen geführt werden, in dessen Bezirke das Verbrechen sich zugetragen hat, so erfolgt die Auslieferung an denjenigen Richter, welchem die Untersuchung obliegt.

Art. III. Der Auslieferung muss jedes Mal eine Requisition des die Untersuchung führenden Gerichts vorhergehen. Mithin soll ein blofses Anerbieten zur Auslieferung, welches sich nicht auf eine in öffentlichen Blättern bekannt gemachte, oder in besondern Schreiben geschehene Requisition gründet, keiner Gerichtsstelle der beiderseitigen Lande die Annahme eines Verbrechers zur Nothwendigkeit machen.

Art. IV. Trüge es sich zu, dafs um die Auslieferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachgesucht würde, wo dieser schon wegen eines andern Verbrechens bei dem requirirten Gerichte in Untersuchung befangen ist, so soll die Auslieferung nur alsdann Statt finden, wenn das Verbrechen, welches der requirirende Richter zu untersuchen hat, nach den Grundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde liegenden Rechte eine schwerere Strafe nach sich zieht.

Art. V. Ist es aber zweifelhaft, welches von beiden Verbrechen eine schwerere Strafe nach sich ziehe, oder sind beide Verbrechen von gleicher Strafbarkeit, so un-

terbleibt die Auslieferung, sofern nicht in dem betreffenden einzelnen Falle durch Uebereinkunft der beiderseitigen Regierungen ein Anderes beliebt wird. 1823

Art. VI. Erfolgt die Auslieferung in einem solchen Falle, wo der Verbrecher in beiden Staaten sich vergangen hat, so werden dem requirirenden Richter die von dem requirirten Gerichte geführten Akten und alle sonst erforderlichen Nachrichten zugleich mitgetheilt, um darnach die auf beiden Verbrechen beruhenden Strafen zu erkennen und auch sonst in Ansehung der Entschädigung oder anderer Umstände darauf die nöthige Rücksicht nehmen zu können.

Art. VII. Wenn der Verbrecher, um dessen Auslieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem requirirten Gerichte sich in Haft befindet, so sollen zur Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten getroffen werden.

Art. VIII. Sobald der Verbrecher, aufser den vorher im 3ten Artikel bemerkten Fällen, in Verhaft gezogen ist, mufs der requirirte Richter dem requirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen, damit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge. Der requirirte Richter hat demnach die eigne Abschickung des Verbrechers nur alsdann zu veranstalten, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

Art. IX. Auch in solchen Criminalfällen, wo nicht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern nur um Vernehmung von Zeugen oder anderer Personen und um Mittheilumg der Akten oder sonstiger Nachrichten angesucht wird, sollen die Gerichtsstellen der beiderseitigen Lande mit aller Willfahrigkeit einander zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. X. Wenn wegen anzustellender Confrontationen die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird, so sollen auf vorgängige Mittheilung der oberen Gerichtsbehörden derselbe oder dieselben nicht blofs bis auf die Gränze, sondern unter den erforderlichen Sicherheitsanstalten an das untersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke verabfolgt werden.

Art. XI. Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen

1823 besitzt, so werden hieraus dem requirirten Richter nicht allein alle baaren Ausgaben, sondern auch die sämmtlichen, nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren entrichtet. Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hinreichendes eignes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg und der requirirende Richter bezahlt alsdann dem requirirten Gerichte lediglich die baaren Auslagen, welche durch die Haft und die Unterhaltung des Verbrechers bis zu erfolgter Abholung desselben veranlafst worden sind.

Art. XII. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Criminalfällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Verbrechern, sondern nur auf die Abhörung oder Stellung von Zeugen oder anderen Personen ankommt.

Art. XIII. Zur Entscheidung der Frage: ob der Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung von Gerichtsgebühren besitze oder nicht, soll in den beiderseitigen Landen etwas weiteres nicht, als das Zeugnifs desjenigen Gerichts erfordert werden, unter welchen der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Staate gehabt haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein, so wird es angesehen als ob derselbe kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

Art. XIV. Den bei Criminal-Untersuchungen zu stellenden Zeugen und anderen abzuhörenden Personen sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütungs-Summe, nach deren von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Stellung vor dem requirirenden Richter sofort verabreicht werden; und, sofern dieselben deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die Auslage davon übernehmen, jedoch soll diese von dem requirirenden Richter, auf die davon erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten Gerichte ungesäumt wieder erstattet werden.

Art. XV. Wegen Durchführung der Gefangenen durch beiderseitige Lande wird festgesetzt, dafs, in den Fällen, wenn

a. der Gefangene kein Unterthan desjenigen Landesherrn 1823
ist, durch dessen Lande die Durchführung geschieht,

b. die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht vom Militair ist, sondern nur aus Polizei Bedienten oder andern Personen besteht, auch

c. nicht von beträchtlicher Anzahl, und höchstens fünf Mann stark ist, solche auf blofse Pässe der Polizeibehörden, welche jedoch die obige Einschränkung unter a. deutlich enthalten müssen, von den Garnisonen und jeden Ortsobrigkeiten gestattet, auch der nöthige Beistand dabei geleistet werden, aufser solchen Fällen aber die vorgängige Correspondenz der höheren Behörden fernerweit erforderlich sein solle.

Art. XVI. Die gegenwärtige, auf Beförderung einer unverweilten Rechtspflege gerichtete Vereinbarung soll in den Landen beider höchsten paciscirenden Theile gewöhnlicher Maafsen bekannt gemacht und von allen Behörden, welche sie angeht, gebührend befolgt werden;

und wenn diese Uebereinkunft von Uns in allen Puncten genehmigt ist so wird der Inhalt derselben hierdurch zur allgemeinen Kenntnifs gebracht und deren genaueste Befolgung in allen vorkommenden Fällen den betreffenden Landesbehörden, so wie einem Jeden, welchen es sonst angeht, hierdurch anbefohlen.

Urkundlich Unserer Unterschrift und beigedruckten Fürstlichen geheimen Canzlei-Siegels.

Braunschweig, den 5ten Mai 1823.

Auf allerhöchsten Special-Befehl.

Graf von Alvensleben.

v. Schmidt-Phiseldeck. v. Schleinitz.

62.

1823 *Cartel entre S. M. le Roi de Danemarc et la ville libre de Hambourg, concernant l'extradition réciproque des déserteurs, conclu à Hambourg le 27 Mai 1823.*

(*Sammlung der Verordnungen der freien Hanse-Stadt Hamburg, bearbeitet von C. D. Anderson.* Bd. 8. p. 72.)

Convention zwischen Sr. Majestät dem Könige von Dänemark und der freien und Hansestadt Hamburg, wegen Auslieferung der Deserteure und ausgetretenen Militärpflichtigen.

Art. I. Alle von der Armee Sr. Majestät des Königs von Dänemark und den Truppen der freien und Hansestadt Hamburg desertirte, oder künftig desertirende Militärpersonen, sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteure werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen: welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres, oder der bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören und demselben mit Eid und Pflicht verwandt sind; mit Inbegriff der, bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der contrahirenden Theile, früher schon aus einem andern Staate desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit dem Letzteren ebenfalls Auslieferungs-Verträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat, von den Truppen eines der paciscirenden Staaten, zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des andern paciscirenden Staates, oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an: ob letzterer Staat

mit jenem einen Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird 1823
der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen; im entgegengesetzten Falle aber, wird er dem paciscirenden Staate, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt:

a. wenn der Deserteur aus den Staaten Sr. Majestät des Königs von Dänemark; oder aus dem Territorio der freien und Hansestadt Hamburg gebürtig ist, und also, vermittelst der Desertion, nur in seine Heimath zurückkehrt;

b. wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchem er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder in Original, oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienste geeignet sei, oder nicht.

Schulden, oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten, geben dagegen, so wenig wie das, in einem der paciscirenden Staaten etwa erschlichene Bürgerrecht, dem Staate, in welchem er sich aufhält, ein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke, welche von den Deserteuren etwa mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig, und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben, so wie der, etwa bei ihm vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen u. s. w. veranlaſst.

Art. VII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er

1823 übergetreten ist, entgangen sein, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militärdienste des gedachten Staates angestellt zu werden. Nur, wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben, zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Art. VIII. Ein Deserteur, dessen Auslieferung requirirt wird, soll an der Gränze der respective Dänischen und Hamburgischen Gebietes ausgeliefert werden, und die requirirende Behörde soll den Deserteur von da abholen lassen. Die Requisition zur Auslieferung der Dänischen Deserteure, die zum Hamburgischen Kriegsdienste angenommen sein möchten, geschieht bei dem jedesmaligen Chef der Hamburgischen Garnison, in allen übrigen Fällen aber, bei dem jedesmaligen Polizeidirector zu Hamburg. Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königlich Dänischen Diensten befindlichen Hamburgischen Deserteure, werden bei dem General-Commando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber an die betreffenden Königlich Dänischen höchsten Civilobrigkeiten gerichtet. Diese sind: der Polizeidirector in Copenhagen und im Königreiche Dänemark aufserhalb Copenhagen: die Amtmänner; im Herzogthume Schleswig: das Schleswigsche Obergericht zu Schleswig; im Herzogthum Holstein: das Holstein-Lauenburgische Obergericht zu Glücksstadt; für die Stadt Altona jedoch: der dortige Oberpräsident; und für das Herzogthum Lauenburg die Lauenburgische Regierung zu Ratzeburg.

Art. IX. An Unterhaltungskosten wird, für jeden auszuliefernden Deserteur, von dem Tage der Verhaftung, bis zum Tage seiner Auslieferung einschliefslich, Dänischer Seits 16 Rbschill. Silbermünze, oder 5 Lübschill.; für ein Cuirassierpferd $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 9 Pf. Heu und 6 Pf. Stroh, für ein Lanzenier-, Dragoner- u H en-Pferd aber, täglich $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 7 und 6 Pf. Stroh Dänisch Maas und Gewicht, ; und Hamburgischer Seits für den Deserteur bschill., für ein Pferd aber, täglich $\frac{7}{16}$ Schef-

fel Hafer, 9 Pf. Heu und 6 Pf. Stroh, nach Hamburgischem Maafs und Gewicht, gut gethan. Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung vorgenommen ist, und die Bezahlung erfolgt ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung. Wenn auf die auszuliefernden Deserteure, nach ihrer, zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung, wegen Krankheit höhere Verpflegungskosten haben verwendet werden müssen, so werden diese ebenfalls sofort bei der Auslieferung, jedoch auf dem Grunde einer mitzutheilenden besonderen Berechnung erstattet. 1823

Art. X. Aufser diesen Kosten, und der im nachstehenden Art. XI. bemerkten Belohnung, kann ein Mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben sein sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden.

Art. XI. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von 6 Rbthlr. 4 Mark in Silbermünze, oder in so weit es das Herzogthum Lauenburg betrifft von 4 Rthlr. 8 Schill. Hambgr. (Hamburgischer Seits gleichfalls von 4 Rthlr. 8 Schill. oder 12 Mark 8 Schill. Hamb. Cour.) für einen Mann ohne Pferd; und von 13 Rbthlr. 2 Mark in Silbermünze oder so weit es das Herzogthum Lauenburg betrifft, von 8 Rthlr. 16 Schill. Hamb. Courant (Hamburgischer Seits gleichfalls von 8 Rthlr. 16 Schill. oder 25 Mark Hamb. Courant) für einen Mann mit dem Pferde verabreicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bei der Ablieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretener Militärpflichtigen, die, nach Art. II. nicht in die Classe der eigentlichen Deserteure gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Art. XII. Ueber den Empfang der, Art. IX und XI. gedachten Kosten und Gratificationserstattung hat die ausliefernde Behörde zu quitiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrages der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegen steht, nicht aufzuhalten.

1823 Art. XIII. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden, wird es zur unverbrüchlichen Pflicht gemacht, auf die jenseitigen Deserteure ein wachsames Auge zu haben; und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen, oder anderen Anzeichen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sei, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XIV. Alle, die, nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserven oder Landwehr oder überhaupt militärpflichtig sind, und welche sich, von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande Sr. Majestät des Königs von Dänemark und das Gebiet der freien und Hansestadt Hamburg, oder zu den Truppen eines der paciscirenden Staaten begeben, sind, auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen, sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten eben so gehalten werden, wie es wegen Auslieferung militärischer Deserteure in dieser Convention bestimmt ist. Bei allen solchen Auslieferungen aber, die von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt worden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Art. XV. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen ist es strenge untersagt, Deserteure oder solche Militärpflichtige, die ihre desfalsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch wird es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht, dergleichen Individuen, innerhalb der Staaten der contrahirenden Theile angeworben werden.

Art. XVI. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen, und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

Art. XVII. Gleichmäfsig ist es den Unterthanen beider contrahirenden Staaten untersagt, von einem jenseitigen Deserteur, Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke zu kaufen, oder sonst an sich

zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots, wird nicht 1823
allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände, oder zur Erstattung des Werthes, ohne den mindesten Ersatz, angehalten, sondern überdies, wenn er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat, mit Geld-oder Gefängnifsstrafe belegt.

Art. XVIII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht ist, bei angemessener Ahndung strenge untersagt. Wer sich der desfalsigen Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus, auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird, auf desfalsige Requisition, in seinem Vaterlande zur Untersuchung und Bestrafung gezogen werden.

Art. XIX. Diejenigen Deserteure und ausgetretenen Militairpflichtigen, welche innerhalb zweier Monate von der Publication dieser Convention an gerechnet, in den Staat, aus welchem sie entwichen sind, wieder zurückkehren, werden ihrer Entweichung wegen nicht bestraft.

Art. XX. Den Landeskindern beider Theile, welche, zur Zeit der Publication, wirklich in dem Militärdienste des anderen Staates sich befinden, soll die Wahl freistehn, entweder in ihren Geburtsort zurück zu kehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre, nach Publication gegenwärtiger Convention, desfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Art. XXI. Gegenwärtige Convention wird beiderseits zur genauesten Beachtung publicirt werden und ist gültig und geschlossen auf sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung, bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht.

Wenn jedoch auf dem deutschen Bundestage zu Frankfurt, allgemeine Beschlüsse gefafst werden sollten, welche mit den vorstehenden Bestimmungen unverein-

1823 bar wären, so wird, in Ansehung der Herzogthümer Holstein und Lauenburg, das bundesschlufsmäfsige Verfahren künftig an die Stelle treten.

So geschehen zu Hamburg, den 27ten Mai 1823.

63.

Convention entre la Prusse et le royaume des Pays-Bas à cause de la restitution des avances dans les procédures criminelles, signée à Bruxelles le 7 Juin 1823.

(*Gesetz-Sammlung der Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1823. No. 14. p. 153.)

Les gouvernemens de Prusse et des Pays-Bas ayant reconnu l'utilité de s'entendre sur la restitution des avances dans les procédures criminelles par les tribunaux et autres autorités compétentes des états respectifs; les soussignés chargé d'affaires de S. M. le Roi de Prusse et Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Pays-Bas, à ce dûement autorisés, déclarent que leurs gouvernemens sont convenus mutuellement des points suivans, savoir:

1. que les ordres nécessaires seront donnés de part et d'autre pour que les tribunaux et officiers de justice ou autres autorités compétentes de l'un des deux états réquis par ceux de l'autre, ne mettent en ligne de compte que les véritables avances qu'ils auront été dans le cas de faire et notamment,

a. les frais de voyage et de séjour des temoins,

b. les frais de voyage et les honoraires des experts et gens de l'art,

c. les frais d'insertion de publications dans les gazettes et feuilles publiques et

d. les frais de transport des criminels,

d'après le taux de 4 gros vieille ou 5 gros nouvelle 1823
monnoie de Prusse, ou bien $29\frac{1}{11}$ cents. argent des Pays-Bas, par mille et ceux de leur entretien, d'après le taux adopté dans la convention de cartel, conclue le 11 Juin 1818 entre les deux états, par rapport à l'entretien des déserteurs.

2. Que la liquidation de ces avances se fera d'après les taxes légales, usitées près du tribunal où l'audition a lieu. — Quecependant dans le cas d'assignation de témoins, experts ou gens de l'art devant les tribunaux étrangers, les gouvernemens respectifs se réservent la faculté de se prévenir réciproquement *pro re nata* et lorsqu'on attacheroit une valeur particulière à la comparation de ces temoins, experts et gens de l'art, qu'on seroit disposé à leur assurer une certaine indemnité extraordinaire pour que ceux-ci puissent en être informés en même tems que la demande de comparoir leur seroit faite.

3. Que la liquidation des autres frais de justice n'aura pas lieu.

4. Que les principes ne seront applicables qu'aux réquisitoires dans les affaires criminelles et

5. que les avances surmentionnées faites déjà ou à faire encore dans la suite, par l'un ou l'autre tribunal, officier de justice ou autre autorité compétente, seront restituées par la partie réquerante à celle qui en aura été réquise par correspondance immediate et sans intervention diplomatique.

Fait et signé en double à l'hôtel du département des affaires étrangères à Bruxelles, le 7 Juin 1823.

H. A. de Salviati.

A. W. de Nagell.

64.

1823 *Traité d'amitié et d'alliance entre la république de Colombie et l'état de Buenos-Ayres, du 10 Juin 1823.*

(*Le Moniteur Universel* 1823. No. 299. *Extrait du registro official de Buenos-Ayres* du 28 Juin 1823.)

Le gouvernement de l'état de Buenos-Ayres ayant en vertu des lettres de créance présentées et légalisées en due forme, reconnu l'honorable Joaquim Mosquera-y-Arboleda, membre du sénat, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république de Columbia; celui-ci ayant communiqué au ministre des affaires étrangères Don Bernardino Rivadavia, les voeux de son gouvernement, les deux ministres sont convenus des conditions suivantes, qu'ils considèrent comme propres à augmenter et à consolider les relations amicales entre les dits états, et ont définitivement conclu un traité, dont voici les articles:

Art. I. La république de Columbia et l'état de Buenos-Ayres établissent solemnellement et à perpetuité par ce traité, l'amitié qui naît naturellement entre eux de l'identité de principes et de la communauté d'interêts.

Art. II. Une parfaite réciprocité entre les gouvernemens et les citoyens des deux états, sera la base du traité d'amitié stipulé par le précedent article.

Art. III. La république de Columbia et l'état de Buenos-Ayres concluent à perpétuité une alliance défensive pour assurer leur indépendance de l'Espagne et de toute autre domination étrangère.

Art. IV. Tous les cas découlant de cette alliance seront réglés par des traités spéciaux, en se conformant aux circonstances et aux ressources de chaque état.

Art. V. Le présent traité sera ratifié par le gouvernement de Columbia, aussitôt qu'il aura pu être sanctionné par le congrès conformément à la constitution de cet état, sec. 2. Art. 25, loi 18. et par le gouvernement de Buenos-Ayres, conformément à la sanction du

corps-législatif dans la session qui s'ouvrira au mois de 1823 Mai prochain.

Art. VI. Pour l'effet légal et la validité du présent traité, il en sera signé et scellé deux de la même teneur, d'une part, part le ministre columbien qui y apposera le sceau de sa légation; et de l'autre, par le ministre de Buenos-Ayres, qui y apposera le sceau de l'office des affaires étrangères.

Signé, Joaquim Mosquera
Scellé du sceau de Columbia
et Bernardino Rivadavia.
Scellé du sceau de Buenos-Ayres.

Ratification

Buenos-Ayres le 10 Juin 1823.

En vertu de la loi d'autorisation au pouvoir exécutif passée aujourd'hui, le traité est ratifié.

Signé, Bernardino Rivadavia.

65.

Traité entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar et Eisenach concernant les droits à percevoir sur la frontière extérieure du territoire Prussien du commerce des baillages enclavés d'Allstedt et d'Oldisleben, signé le 27 Juin et ratifié le 15 Août 1823.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen staaten.* J. 1823. No. 18. S. 169.)

Da die Gefälle, welche dem Königlich Preufsischen Gesetze vom 26ten Mai 1818 gemäfs, auf den äufsern Gränzen des Preufsischen Staats erhoben werden, auch

1823 mehrere in demselben eingeschlossene souveraine Besitzungen deutscher Bundesstaaten, namentlich auch die souverainen Grofsherzoglich Sachsen-Weimarschen Aemter Allstedt und Oldisleben treffen, Seine Majestät der König von Preufsen aber geneigt sind, dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen in Folge dieses besonderen Verhältnisses zufliefst, den landesherrlichen Kassen gadachter Staaten für den Fall überweisen zu lassen, dafs eine gemeinschaftliche, billige Uebereinkunft deshalb getroffen werden könnte; so haben Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog zu Sachsen-Weimar und Eisenach Sich zu einer solchen für Ihre ebengedachten Aemter, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit erklärt, und es ist hierauf durch die von Seiten beider Theile ernannten Bevollmächtigten, nämlich:

von Seiten Seiner Majestät des Königs von Preufsen durch den geheimen Legationsrath *von Bülow* u. s. w., von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs zu Sachsen-Weimar und Eisenach, durch Ihren Geschäftsträger am Königlich Preufsischen Hofe, Herrn *von Cruickshank* u. s. w.

nachstehender Vertrag unter Vorbehalt der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung abgeschlossen worden.

Art. 1. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Sachsen-Weimar wollen in den, zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen, und daher namentlich auch gestatten, dafs Königlich Preufsische Zoll- und Grofsherzoglich Sächsische Impostbeamten in den Aemtern Allstedt und Oldisleben die Spur begangener Unterschleife in die gegenseitigen, innerhalb der Zoll-Linie an den äufseren Gränzen des Preufsischen Staates, gelegenen Gebiete verfolgen, und, mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten, sich des Thatbestandes versichern.

Wenn auch zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von den Zoll- oder Impostbeamten des einen oder des andern contrahirenden Theils, bei den Landes- oder Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, sollen diese, nachdem sie sich von der Zuläs-

sigkeit, den Umständen nach, überzeugt haben, solche 1823
alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Seine Königliche Hoheit wollen auch in Ihrem Lande verordnen und darauf halten lassen:

1. Dafs alle Einwohner der Aemter Allstedt und Oldisleben, oder andere sich in denselben aufhaltende Personen, welche Waaren, unterschleiflich über die äufsere Preufsische Gränze eingeführt haben, oder welche sonst Handlungen begehen, welche gegen das Preufsische Steuergesetz und Ordnung vom 26ten Mai 1818 und die darauf sich beziehenden gesetzlichen Deklarationen laufen, welche durch die Gesetzsammlung entweder schon bekannt gemacht worden sind, oder durch dieselbe noch in Zukunft werden bekannt gemacht werden, nach der Strenge dieser Gesetze, deren Kenntnifs bei ihnen vorausgesetzt wird, auch von den Weimarschen Gerichten, wenn von diesen die Untersuchung und Ueberführung erfolgt, bestraft werden sollen.

2. Dafs diejenigen, welche innerhalb der Gränzen der beiden mehr erwähnten Aemter Handlungen begehen, durch welche eine Kontrebande mit Salz und Spielkarten, oder eine Defraude mit anderen Waaren, welche einer auch von Preufsischen Unterthanen innerhalb der Gränzen des Preufsischen Staats zu erhebenden Verbrauchsteuer unterworfen sind, geschieht oder befördert wird, mindestens um den doppelten Betrag des dadurch gesuchten Vortheils, insofern aber die Grofsherzoglichen Gesetze die Defraudation des Impostes mit härteren Strafen ahnden, nach solchen bestraft werden. Es soll jener Vortheil mindestens dem Betrage der Abgabe gleich geachtet werden, womit die Waare im Preufsischen belegt ist. Bei dem Salze wird als Abgabe der Preis angesehen werden, zu welchem in den Niederlagen oder Factoreien der nächsten Königlichen Saline, das Salz zum inländischen Gebrauche an Preufsische Unterthanen verkauft wird. Dagegen sichern Seine Majestät der König Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge für die beiden mehrgedachten Aemter volle Erwiederung der in gegenwärtigem Artikel sub 1 und 2 gemachten Zustehungen in ähnlichen Fällen z. B. bei Defraudationen des Weimarschen Impostes zu.

Art. II. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Sach-

1823 sen-Weimar versichern Ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den innerhalb der Zoll-Linie an den äufseren Gränzen des Königlich Preufsischen Staates belegenen Königlich Preufsischen und Grofsherzoglich Sächsischen Landen dergestalt, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnissen aller Art, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen. Mithin werden auch solche inländische Erzeugnisse, welche in den Königlich Preufsischen Landen oder den Grofsherzoglichen Aemtern Allstedt und Oldisleben mit besonderen Verbrauchsteuern zur Zeit belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, von einem dieser beiden Gebiete in das andere in sofern von jeder Abgabe und sonstigem Hindernifs frei übertragen, als in beiden Ländern dem Landesherrn gleiche Abgaben davon entrichtet werden.

Art. III. Da jedoch ein völlig freier Verkehr zwischen den Preufsischen und Sachsen-Weimarschen Landen, wie er im vorstehenden Artikel beabsichtigt wird, nur dann möglich ist, wenn eine völlige Gleichheit der indirecten Abgaben-Verfassung, auch in Beziehung auf alle inländischen Erzeugnisse Statt findet; so wollen Seine Königl. Hoheit der Grofsherzog zu Sachsen-Weimar und Eisenach den Zins der Branntweinbrenner oder die Auflage auf den Branntwein, welcher in den Aemtern Allstedt und Oldisleben erzeugt wird, vier Wochen nach erfolgter Auswechselung der Ratificationen gegenwärtigen Vertrags dergestalt erhöhen, dafs solche der Preufsischen Abgabe vom inländischen Branntwein völlig gleich kommt, und die schon bestehenden Controllen jederzeit in vollem Maafse wirksam erhalten, damit die Preufsische Regierung nicht in die Nothwendigkeit versetzt werde, einen Gränzschutz gegen die eben erwähnten Aemter wieder anordnen zu müssen. — In Rücksicht auf das obige Versprechen Seiner Königlichen Hoheit und in Erwägung, dafs Wein und Tabacksbau in den Grofsherzoglichen Aemtern Allstedt und Oldisleben nicht getrieben wird, das Bier aber daselbst mit einer solchen Abgabe belegt ist, dafs das Verführen desselben in das Preufsische Gebiet zur Zeit keiner besondern Beachtung bedarf, wollen Seine Majestät der König von Preufsen, die Kosten der Erhebung der Gefälle an den äufseren

Gränzen des Preufsischen Staats allein tragen und Seiner Königlichen Hoheit keine Verwaltungskosten in Abzug bringen lassen. 1823

Art. IV. Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog behalten sich jedoch vor, für den in den Aemtern Allstedt und Oldisleben erzeugten Branntwein, welcher nach dem nicht Preufsischen Auslande bestimmt ist, eine Ihnen biliebige Steuer-Vergütigung zu bewilligen; die Königlich Preufsische Regierung wird der Durchfuhr solchen durch das Preufsische Gebiet nach dem Auslande gehenden, mit einer Steuer-Vergütigung begünstigten Branntweins kein Hindernifs in den Weg legen und von demselben weder beim Eingange, Durchgange noch Ausgange irgend eine Abgabe erheben, unter der Bedingung:

1. dafs der Branntwein nicht unter 40 Grade Alkohol-Stärke, nach dem Alkoholometer von Tralles, habe, und das auszuführende Quantum mindestens jedesmahl ein Eymer sei;
2. dafs die betreffende Grofsherzogliche Behörde dem Exportanten vierteljährig einen Zusage- oder Bewilligungsschein zur Ausfuhr ertheile, und dieser oder beglaubigte Abschrift desselben jeden Transport begleite;
3. dafs die betreffende Grofsherzogliche Behörde die declarirte Zahl und den Inhalt der zur Ausfuhr bestimmten Gebinde nebst Alkohol-Stärke auf dem Zusage-Schein vermerke; auf Spund und Zapfen jedes Gebindes Siegel lege und die Richtung des Transportes nach einem Königlichen Gränz-Zollamte bestimme.

Da beiden Regierungen ebenmäfsig daran gelegen ist, dafs mit dem unter Steuervergütung nach dem Auslande gehenden Branntwein kein Unterschleif getrieben werde, so wird die Königlich Preufsische ihre Gränz-Zollämter anweisen, nach Visirung der Gebinde und Untersuchung der Stärke des Branntweins die Ergebnisse auf den Grofsherzoglichen Zusagescheinen ganz speciell zu vermerken, letztere aber sodann unverweilt an die Grofsherzogliche Ausstellungsbehörde zurückzusenden, die Grofsherzogliche Regierung wird dagegen die Steuervergütung nicht eher und nur in sofern gewähren, als die Ergebnisse des Ausgangs mit dem Inhalte gedachter Zusagescheine übereinstimmen.

Art. V. In Rücksicht auf die in den Artikeln 1. 2.

1823 und 3. getroffene gegenseitige Vereinbarung versprechen Seine Majestät der König von Preufsen dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen in Folge des im Eingange dieses Vertrages bezeichneten besonderen Verhältnisses zufliefsen dürfte, den landesherrlichen Kassen Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs überweisen zu lassen.

Da aber nach den Bestimmungen des Zoll- und Verbrauchsteuer-Gesetzes vom 26ten Mai 1818 die Gefälle auf den äufsern Gränzen des Preufsischen Staats erhoben werden, und deshalb nicht zu ermitteln ist, wieviel die Grofsherzoglichen Unterthanen in den Aemtern Allstedt und Oldisleben davon für die aus dem Auslande zu beziehenden Waaren entrichtet haben dürften; so wollen Seine Majestät der König, Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge einen Antheil an der Total-Summe eben erwähnter Gefälle nach folgenden Grundsätzen gewähren.

Dieser Antheil wird von drei zu drei Jahren, und zwar allemahl für drei Jahre zum voraus, das nächste Mahl aber zu Anfang des Jahres 1825 festgesetzt, und in solchem Umfange gewährt werden, dafs er sich zum jedesmahligen letzt dreijährigen Ertrag des Einkommens an Verbrauchsteuern bei den Königlichen Zoll- und Steuer-Aemtern in den sieben östlichen Provinzen des Preufsischen Staats verhalte, wie die Bevölkerung der Aemter Allstedt und Oldisleben zu jener des, in den Zollverband aufgenommenen, Theils der eben erwähnten sieben Provinzen. Es wird dabei, um die Streitigkeiten der Sonderung der Zollgefälle von der Verbrauchsteuer zu beseitigen, welche letztere nach der dermahligen Erhebungsrolle unter den Eingangs-Abgaben mit begriffen ist, angenommen, dafs die Verbrauchsteuer $\frac{5}{8}$ des Einkommens an Ein-, Aus- und Durchgangsabgaben zusammengenommen betrage. Da ein Theil der Zollgefälle in Golde bezahlt wird, so wird der Antheil Seiner Königlichen Hoheit an denselben, auch nach den nämlichen eben angeführten Grundsätzen gewährt werden.

Auf den Grund dieser Bestimmungen und der im Artikel 3. getroffenen Vereinbarung wegen Erlassung der Erhebungskosten, ist der Antheil an dem Steuer-Einkommen, welchen Seine Königliche Hoheit bis zum 31sten December 1824 zu erheben haben, auf eine

Summe von 4000 Thalern Preufsisches Courant für das Jahr 1823 festgesetzt, welche in gleichen Quartal-Raten von 1000 Rthl. Preufs. Courant in den Monaten März, Juni, September und December bei der Königlichen Regierungs-Hauptkasse zu Merseburg, zur Verfügung Seiner Königlichen Hoheit bereit stehen soll. Die bei dem Abschlufs dieses Vertrages fällige, vom 1sten Januar v. J. an laufende Zahlung wird innerhalb vier Wochen, nach erfolgter Genehmigung desselben durch die Regierungs-Hauptkasse zu Merseburg geleistet.

Art. VI. Von den Waaren, welche mit Grofsherzoglichen Hofmarschallamts-Attesten für die Hofhaltung Seiner Königlichen Hoheit eingehen, werden die Gefälle, so weit es durch die gedachten Atteste verlangt wird, nicht beim Eingange erhoben, sondern blofs notirt, und bei der nächsten Quartalhebung des Antheils Seiner Königlichen Hoheit an den Gesammt-Einkünften statt baaren Geldes in Zahlung angerechnet werden.

Art. VII. Seine Majestät der König von Preufsen versprechen das dem Grofsherzoglich Sächsischen Amte Allstedt zu seinem Bedarfe nöthige, bisher aus der Saline zu Artern bezogene Salz, auch fernerhin aus derselben, und zwar für den niedrigsten Verkaufspreis, um welchen Königliches Salz unmittelbar an nicht Königliche Unterthanen jetzt verkauft wird, oder für die Folge verkauft werden dürfte, verabfolgen zu lassen. In Ermangelung einer genauen Uebersicht des Bedarfs des Amts Allstedt wird derselbe zuvörderst zu 150,000 Pfd. für das Jahr angenommen, und es einer Verständigung der betreffenden beiderseitigen Behörden vorbehalten, ob dieses Salz-Quantum zu erhöhen sein dürfte oder vermindert werden könnte. Der Beziehung des dem Amte Oldisleben nöthigen Salzes aus der Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen Saline zu Frankenhausen, wird die Preufsische Regierung keine Hindernisse in den Weg legen; da jedoch das Salz und die Spielkarten im Preufsischen Gebiete nicht freien Umlauf haben, sondern nur von den dazu bestimmten Anstalten verkauft werden dürfen, so werden in Folge dieser Bestimmung auch Salz und Spielkarten, welche in den Grofsherzoglichen Landen bereitet, verfertiget oder dahin eingeführt werden, in den Königlichen Staaten nicht freien Umlauf haben können, sondern daselbst der gleichen Bestimmung unterworfen sein.

1823 Art. VIII. Die Dauer dieses Vertrags wird auf eilf Jahre und zwar vom 1sten Januar d. J. an bis zum Schlusse des Jahres 1833 festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Vertrages keine Aufkündigung von der einen oder von der anderen Seite, so ist er stillschweigend als, auf noch zwölf Jahre weiter verlängert anzusehen.

Art. IX. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifications-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden.

Zu Urkund dessen ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten mit ihren Wappen besiegelt und unterschrieben worden.

Berlin, den 27ten Juni 1823.

Heinr. Ulr. Wilh. v. Bülow.
Jac. Ignaz von Gruikshank.

Dieser Vertrag ist am 15ten August d. J. von Seiner Majestät dem Könige ratificirt und die Ratifications-Urkunden sind demnächst am 26ten September zu Berlin ausgewechselt worden.

Berlin, den 29sten November 1823.

Grofsherzoglich Preufsisches Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

66.

Convention préliminaire entre le gouvernement de Buenos Ayres et les commissaires de Sa Majesté Catholique, signée à Buenos Ayres le 4 Juillet 1823.

1823

(*The Times* 1823. Octr. 4. No. 11, 994. *Annual register* 1823. *Public documents* pag. 196.)

The government of Buenos Ayres having recognized, and caused to be recognized, in virtue of credentials presented and legalized in competent form, Senores Don Antonio Luis Pereyra and Don Luis de la Robla, as commissioners from the government of his Catholic Majesty; and it being proposed to the said Senores, by the minister for foreign affairs of the said state of Buenos Ayres, to agree to a convention preliminary to the definitive treaty of peace and amity, which is to be concluded between the government of his Catholic Majesty and the government of the united provinces, upon the bases established in the law of the 19th of June of the present year; and they, after considering, and reciprocally discussing, whatever they held to be calculated to conduce to the better adjustment of the relations of the said states, have, in the exercise of the character, with which they are invested, and of the powers conferred on them, agreed to the said preliminary convention in the terms expressed in the following articles:

Art. I. After sixty days, reckoning from the ratification of the present convention, by the governments to which it applies, all hostilities, by sea and by land, shall cease between the said governments and the spanish nation.

Art. II. In consequence the general of the forces of his Catholic Majesty at present in Peru, will continue in the positions which he shall occupy at the time of the convention being notified to him, saving the par-

1823 ticular stipulations, which, for reciprocal convenience, the adjacent governments may propose or accept, for the purpose of improving their respective lines of occupation during the suspension of hostilities.

Art. III. The relations of commerce, with the sole exception of articles contraband of war, shall during the period of the said suspension, be fully reestablished between the provinces of the spanish monarchy, those occupied by the armies of his Catholic Majesty in Peru, and the states which ratify this convention.

Art. IV. In consequence the flags of the respective states shall be reciprocally respected and admitted into each other's ports.

Art. V. The relations of maritime commerce between the spanish nation and the states which may ratify this convention, shall be regulated by a special convention, the framing of which shall be entered upon in pursuance of the present convention.

Art. VI. Neither the autorities administering the provinces of Peru in the name of his Catholic Majesty, nor the adjacent states, shall impose on the trade of each other higder duties than those which may exist at the period of the conclusion of the present convention.

Art. VII. The suspension of hostilities shall subsist for the space of 18 months.

Art. VIII. Within the said period the government of the state of Buenos Ayres will negociate, through the medium of a plenipotentiary of the united provinces of the Rio de la Plata and conformably to the law of the 19th of June, the conclusion of a definitive treaty of peace and amity between his Catholic Majesty and the states of the american continent to which the said law refers.

Art. IX. In case of the renewal of hostilities, such renewal shall not take place, nor shall the relations of commerce be interrupted, until four months after the intimation of hostilities.

Art. X. The law existing in the spanish monarchy, as well as in the state of Buenos Ayres, respecting the inviolability of property, even though it may be an enemy's property, shall have full force, in the case of

the operation of the preceding article, within the territories of the governments, which may ratify this convention and reciprocally. 1823

Art. XI. As soon as the government of Buenos Ayres shall be authorized by the house of representatives to ratify this convention, it will negociate the accession thereto of the governments of Chili, Peru and the other united provinces of the Rio de la Plata; and the commissioners of his Catholic Majesty will, at the same time, take every means for giving to this accession, on the part of the autorities of his Catholic Majesty, the most prompt and complete effect.

Art. XII. For the due effect and validity of this convention, the necessary copies shall be signed and sealed on the part of the commissioners of his Catholic Majesty with their seal, and on the part of the government of Buenos Ayres by the seal of the department for foreign affairs.

(*Signed*) Antonio Luis Pereyra.
Luis de la Robla.

Commissioners of his Catholic Majesty.

Bernhardin Rivadavia.
Minister for foreign affaires.

Buenos Ayres, July 4. 1823.

69.

1823 *Traité de paix entre la Porte et la Perse conclu à Erzerum le* 28 *Juillet* 1823. (*Extrait*).

(*Le Moniteur Universel* 1823. No. 340. *Politisches Journal* 1823. St. 12. No. 8. p. 1103.)

Au nom du Dieu de la miséricorde!

Par differentes causes, les rapports d'amitié avoient été interrompus dans les dernières années entre les deux puissans Etats mahométans et à leur bonne intelligence avoit succédé la division et l'inimitié. Les intérêts de la réligion de l'Islam commandoient une réconciliation; les deux gouvernemens ont à coeur d'arrêter l'effusion du sang, et l'on a desiré et proposé réciproquement de renouer les liens de l'ancienne amitié.

A cette fin, Mirza-Mahomet-Aly-Mustapha, élevé en dignité a été par un firman de S. M. le Roi des Rois, le Sultan, fils d'un Sultan le conquérant, Feth-Aly-Schah, le dominateur de la Perse, revêtu du rang de plénipotentiaire et muni de pleins-pouvoirs illimités par S. A. R. l'héritier présomtif du trone, le prince Abbas-Mirza; et de l'autre part, S. M. le protecteur de la foi, le gardien des villes saintes, le dominateur par têrre et par mer, le Sultan, fils d'un Sultan, le conquérant, Mahmud Chan, Empereur des Ottomans, a nommé son plénipotentiaire l'illustre Mohammet-Emin-Rauf-Pacha, séraskier, gouverneur d'Erzerum et des provinces orientales de l'Empire Ottoman; lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, et en consequence des négociations qui ont eu lieu, dans ladite ville, sont convenus des conditions de paix suivantes:

Base. Sont regardées comme valables et seront observées exactement les stipulations du traité conclu l'an 1159 de l'hégire (1744) relativement aux anciennes frontières des deux empires, et les traités antérieurs concernant les pélerins et les marchandises, l'extradition des fugitifs, la libre sortie des prisonniers et le séjour d'un ambassadeur dans les deux cours respectives. On ne

s'écartera pas le moins du monde des points qui y ont été 1823
convenus et l'amitié sera consolidée pour toujours entre les deux puissans Etats.

Stipulation. Dès à présent et pour toujours le glaive hostile doit être remis dans le fourreau, et l'on évitera toute circonstance qui pourroit produire du froid et du mécontentement et s'opposer à une union parfaite. Les pays compris dans les frontières de l'empire Ottoman et dont la Perse a pris possession pendant la guerre ou avant le commencement des hostilités, doivent, y compris les fortresses, districts, terres, villes et villages, être rendus dans leur état actuel, au gouvernement turc, au terme de soixante jours, à compter de la signature du présent traité. En preuve du prix que l'on attache à cet heureux rétablissement de la paix, les prisonniers faits des deux parts seront mis en liberté: on les enverra à la frontière des deux pays, et l'on pourvoira pendant leur marche à leur nourriture et à leurs autres besoins.

Art. I. Les deux hautes puissances ne permettent pas que l'une ou l'autre se mêle des affaires intérieures de leurs Etats respectifs. Le gouvernement persan ne doit plus se permettre, dès à présent, de s'immiscer en aucune manière dans les districts de Bagdad et du Curdistan, enfermés dans les frontières de l'Empire Ottoman, ni souffrir qu'il y soit commis aucun acte inquiétant, ni enfin s'arroger aucune autorité sur les propriétaires actuels ou précédens de ces pays. Si les peuplades qui habitent ces pays limitrophes franchissoient d'un coté ou de l'autre la frontière pour un sejour d'été ou d'hiver, les agens de S. A. R. l'héritier présomtif au trône, doivent s'accorder avec le pacha de Bagdad sur le payement du tribut d'usage, ainsi que des droits pour les pâturages, et la manière de satisfaire à d'autres réclamations de ce genre, afin qu'il n'y ait lieu par-là à aucun malentendu entre les deux gouvernemens.

Art. II. Les sujets Persans qui, en qualité de pélerins ou de voyageurs traversent le territoire Ottoman pour se rendre aux saintes villes de la Mecque et de Médine, et à d'autres villes musulmanes, seront libres de toute espèce d'impôt, et il ne sera pas exigé d'eux d'autres droits contraires à l'ancien usage. L'emir el Hadj et tous les commandans et gouverneurs, auront toutes

1823 les attentions convenables pour les pélerins; ils les conduiront de Damas aux lieux saints et les en ramneront. . . On rendra aux femmes de S. M. Persane et aux épouses des princes et des grands qui font le pélerinage de la Mecque ou de Kernelah, tous les honneurs dus à leur rang. . . Les sujets persans ne payeront que les mêmes droits de douane que payent les sujets Ottomans. Les droits de douanes ne seront levés qu'une seule fois, et ne seront que de quatre pour cent. . . Il sera permis aux marchands persans qui apportent les *chubucks* ou pipes à fumer de Schiraz à Constantinople, de faire librement ce commerce, et de vendre leurs pipes à qui ils voudront.

Art. III. Si les tribus Kurdes de Hyder-Aula et de Sibbidi, qui ont donné occasion aux differends entre les deux hautes puissances, et qui maintenant habitent sur le territoire Ottoman, dépassent désormais les frontières de Perse et se livrent au pillage, les autorités turques sur la frontière doivent *chercher* a l'empêcher et à punir les transgresseurs. Si ces tribus continuent de faire des invasions sur le territoire persan ou à l'inquieter, et que les autorités ne puissent pas y mettre ordre, le gouvernement Ottoman leur retirera sa protection. Si ces tribus, de leur propre mouvement et de plein gré, veulent retourner en Perse, il ne leur sera opposé aucun obstacle ni aucune résistance; mais si après s'être transportées en Perse, elles reviennent encore en Turquie, elles n'auront aucun accueil ni protection à attendre de la part du gouvernement Ottoman. Si les tribus retournées en Perse troubloient la tranquillité du territoire Ottoman, les autorités persanes seront tenues d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher ces excès.

(L'Art. IV. stipule que les déserteurs respectifs ne seront pas reçus; les art. V et VI. déterminent les règles à suivre à l'égard des successions et des biens judiciairement séquestrés des sujets de l'un ou de l'autre Etat. L'art. VII. règle l'envoi d'un nouvel ambassadeur tous les trois ans de chaque cour auprès de l'autre. Ces ambassadeurs resteront trois ans à leur poste.)

De cette manière l'alliance est renouvellée et confirmée. La reconciliation la plus sincère a eu lieu dès le jour de la signature de ce traité. Il ne sera rien

changé aux stipulations et aux conventions présentes, et 1823
il ne sera pris aucune mesure qui soit contraire aux droits de l'amitié.

Le plénipotentiaire du gouvernement Ottoman, en vertu de ses pleinspouvoirs a signé et scellé le présent traité, le 19 silkade, dans l'an 1238, en échange de quoi cet instrument parfaitement conforme a été délivré par le plénipotentiaire de S. M. Persane, en vertu de ses pleinspouvoirs.

Signé Mohamed-Eminkau.
Signé Mohamed-Ali.

70.

Circulaires du secrétaire de la trésorerie des Etats-Unis aux receveurs des douanes, concernant le traitement des vaisseaux armés françois et éspagnols dans les ports des Etats-Unis; datées de Washington du 30 *Juillet et du* 18 *Août* 1823.

(*The Times* 1823. September 9. No. 11, 972. *The Times* 1823. September 20. No. 11, 982.)

a.

Treasury Department Jul. 30. 1823.

Sir! As it is probable that in the progrefs of the war which now exists between France and Spain, the public and private armed vessels of one, and perhaps of both belligerents, may, by strefs of wheather, pursuit of enemies, or some other urgent necessity, be forced to enter the ports and harbours of the United States, it becomes the duty of the government to prescribe the manner in which they shall be treated whilst they remain within its jurisdiction.

1823 As there exists upon this subject no legislative enactment the question must be decided by the conventional engagements, which the United States have contracted with the belligerent parties.

By the 8th article of the treaty between the United Staates and Spain, it is provided that the public and private vessels of Spain, when forced by strefs of weather, pursuit of enemies or any other urgent necessity, to seek shelter or harbour, may enter into any of the rivers, bays, roads or ports belonging to the United States, and shall be received with all humanity and enjoy all favour, protection, and help, and be permitted to refresh and provide themselves, at reasonable rates, with provisions and all things needful for the subsistence of their persons, or reparation of their ships, and prosecution of their voyage; and they shall be noways hindered from departing from the said ports or roads, but may remove and depart when and whither they please, whithout any let or hindrance.

With France, the United States have no treatystipulation upon the subject. The obligations of neutrality however, impose upon them the observance of the same course of conduct towards both belligerents, unlefs Spain has a right, by treaty, to exclusive privileges. A reference to the provisions of the 8th article of the treaty above recited, proves that no exclusive privileges have been granted to her. Is becomes, then, the duty of the United States to treat the public and private armed vessels of both parties in the same manner.

Among the provisions of the arsicle referred to, as the rule by which the conduct of the United States is to be regulated, I am instructed by the president to direct —

1st. That the public and private armed vessels of France and Spain, with their prizes, may, under the circumstances described in the said article, enter the ports, harbours, and waters of the United States, and repair any damages which they may have sustained, but on increase of arms or ammunitions of war, or of the number of men on board, can be lawfully made.

2d. That such prizes cannot be condemned or sold within the jurisdiction of the United States, and consequently cannot be admitted to entry at the custom-

house, nor permitted to enter into the general con- 1823
sumption.

3d. That they may at any time depart from the United States without let or hindrance.

4th. That when prize-vessels have been wrecked, or so disabled as not to be rendered seaworthy, their cargoes may be re-shipped in any other vessel which shall not enjoy an exemption from capture, not enjoyed by such prize-vessels. For example, if France, in the progrefs of the war, shall conform to the rule that free vessels make free goods, the cargoes of vessels captured by either belligerent, when re-shipped in neutral vessels, will enjoy an exemption from capture which the prize-vessel did not enjoy.

5th. During the time that prize-vessels may remain in the ports of the United States, they shall be subject to such inspection and such superintendence, by the custom-house officers, as may be necessary to prevent smuggling of any kind.

The same rules are to be observed in relation to the public and private armed vessels of Spain and of the independent governments established in South-America, and their prizes, when brought within the jurisdiction of the United States. I remain, with respect, your most obedient servant.

W. M. H. Crawford.

b.

Circulaire supplémentaire.

Treasury Department. Aug. 18. 1823.

Sir! in consequence of representations made to the secretary of the state by the chargé d'affaires of his Most Christian Majesty residing in the United States that the determination of his Majesty's government not to copture spanish of foreign merchant vessels, except for violating an effectual blokade, is more advantageous to neutrals than the principle that free vessels make free goods, and still more advantageous to the adverse belli-

1823 gerent — the president has instructed me to direct, that, in the cases described in the 4th regulation of the Circular of the 30 July last, the cargoes of captured vessels shall not be permitted to be re-shipped from the ports of the United States in neutral vessels.

I remain, with respect, your obedient servant.

W. M. H. Crawford.

71.

Capitulation de l'armée Espagnole de Maracaibo, signée à Maracaibo le 3 Août 1823.

(*The Times* 1823. October 8 No. 11, 997.)

Don Joseph Ignacio de Casas, Knight of the national order of Santiago, Colonel of the Spanish armies and Don Lopez Quintana, Lieutenant-Colonel of the same, as Commissioners with full powers from the general in chief of the army of Coastafirme, and Lieutenant-Colonel Josef Maria Delgado, of the batallion of Zulia and captain Jose Maria Urdaneta, secretary to the commandary and intendency of the department of Zulia, with equal powers from the commanding general and intendant of the said department, with concurrence of the commanding general of the third marine department of the republic of Columbia, commissioned to act on its part honourably and in a manner befitting humanity and the dignity of both armies. Sensible to the wretched situation of the town of Maracaibo, in consequence of the squadron of Columbia having been three months in its laguna, its inhabitants suffering from famine, and its edifices from the effects of the cannonade and the result of the sanguinary combat of the 24th of July; the said commissioners, animated with the most generous and just sentiments in favour of that unfortunate city, have agreed to the following stipulations: —

Art. I. The place of Maracaibo, the fortrefs of San

Carlos de la Barra and the territory occupied by the troops belonging to the Spanish army, shall be surrendered to the commander of the Columbian besieging army in their existing state. 1823

Art. II. In the same manner the armed vessels in the bay shall be delivered up to the commander of the Columbian squadron.

Art. III. The natives of America serving as sergeants, corporals and privates in the Spanish army, and who wish to follow the Columbian standard, may do so freely; those who prefer being discharged under the guarantee of this treaty, shall be discharged; but those who desire to remain faithful to the Spanish government, shall be considered and treated as prisoners of war, without being molested, under the special security of the guarantee already mentioned, until they be exchanged by the Spanish government or its officers. The seamen are included in this article.

Art. IV. The chiefs and officers, of whatever rank and description they may be, and their substitutes, the sergeants, corporals and others, belonging to the European troops, may leave the territory of Columbia, on their volontarily making oath that they will not return to bear arms against the republic until they be exchanged. The European musicians are included in this article.

Art. V. The civil department of the army, by which are to be understood physicians, chaplains, armourers, officers of finance etc. may remove their arms, equipage, property and their families; the masters of the vessels being made responsible for delivering to the proper owners.

Art. VI. Don Antonio Leon, the commandant of the Zulia, with his officers; and Pio Morales, Chief of the Cabimas, with his, are included in article 4 of this treaty. The inhabitants whom they have assembled and armed shall come under the 9th article.

Art. VII. The principal officers of the republic of Columbia in this department, shall immediately take means to supply the vessels necessary for removing to the island of Cuba, the chiefs, officers, sergeants etc. of the spanish army, the expences thereof being at the charge of the said republic, which also furnish the ne-

1823 cessary provisions, and secure to the spanish officers from the crews of the vessels, that respect, which is due to their rank.

Art. VIII. All the householders and inhabitants of Maracaibo, who may désire to proceed with their families and moveable property to the island of Cuba, shall be at liberty so to do, the expense of the transports and provisions being discharged by the republic.

Art. IX. The householders and inhabitants of Maracaibo, and the province thereof, shall be treated according to the protecting laws of the republic, whatever may have been their conduct or opinion during the occupation of the territory by the spanish troops under the command of general Morales; the act of oblivion being complete.

Art. X. The spanish army, the civil officers and householders referred to in the preceding articles, shall embark in the transports provided for them, and the columbian troops shall not enter the city until one hour after the transports have sailed.

Art. XI. The sick and wounded Spaniards capable of embarking shall be treated on ship-board with all possible humanity; those who cannot be embarked will remain in the city, where they will be carefully attended, and their persons and property respected, until they shall be in a state which will permit their removal to Cuba, which will be effected on the same terms as those stipulated for the spanish troops.

Art. XII. All the European officers and troops of the spanish army, made prisoners in the naval action of the 24th of last month, who wish to go to Cuba, may so do under the conditions and circumstances applicable to the troops which occupy this city.

Art. XIII. Two officers shall be exchanged on each side as hostages for the fulfilment of the present treaty. The spanish hostages shall remain in this city and the Columbian shall proceed to Cuba with the spanish troops. The former shall receive their complete appointments according to their rank, from the treasury of Columbia; and the latter shall receive the same allowance from the spanish treasury.

Art. XIV. The penalty of death is applicable to

every officer and private of the spanish army, who, 1823
without being exchanged, shall be taken in arms against the republic.

Art. XV. The spanish army being provided with beef for only three days consumption, the Columbian government will supply it, and those who accompany it, from the date of the ratification of this treaty until the arrival of the transports at Cuba as before indicated.

Art. XVI. All doubts which may arise as to the meaning of any of the above articles, shall be decided in favour of the spanish subjects and troops.

Art. XVII. The generals of the two aamies shall appoint officers on each side to investigate the cases of Americans referred to in article 9, and of the European prisoners in Columbia mentioned in art. 12.

Art. XVIII. The present treaty shall be ratified, and copies exchanged, within 24 hours and shall begin to be carried into effect, according to its liberal tenour, as soon as the ratifications are exchanged; in faith of which we have agreed to and concluded the same, and sign it in duplicate, in the city of Maracaibo, this 3d day of August, 1823.

Jose Ignacio Casas,

Lino Lopez Quintana,

J. M. Delgado,

J. Urdaneta.

Ratified on the 3d of August by General Morales in his head-quarters at Maracaibo, on the part of the spanish army; and by general Mauriguez and admiral Padilla on the 4th of August, at their headquarters in Altagracia, on the part of the Columbian republic.

Particular treaty on the bases of which the general treaty of the same day was concluded.

Art. I. The armed vessels in this port shall be delivered up, in their present state, to the columbian admiral, with the exception of the Especuladora galliot,

1823 which, under the Spanish flag, and with a Spanish crew, but unarmed, shall be employed to convey to Cuba the general-in-chief of the Spanish army, his aides-de-camp, and the persons he may select, under the proper safe conduct against detention by any Columbian ship.

Art. II. Lieutenant-colonel Josef Maria Delgado will embark on board of this galliot, as Spanish hostage for the persons on board, and shall remain in the castle of San Carlos until the Especuladora has sailed from Barra, after which he may return to his army.

Art. III. This vessel, with the persons it conveys, shall have its clearance, and may sail as soon as this treaty shall be ratified.

Art. IV. In consequence of the absence of the general-in-chief, the next in rank, Colonel Don Narciso Lopez, will command in the city.

Art. V. The present treaty shall be ratified and exchanged within 24 hours and shall begin to be carried into effect, according to the letter of its articles, as soon as the ratifications are exchanged.

Maracaibo, Aug. 3.

(Signed and ratified as above.)

72.

Convention entre le général Molitor et le général Ballesteros, conclue à Grenade le 4 Août 1823.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 18 Août No. 230.)

Art. I. Le général Ballesteros et la seconde armée sous ses ordres reconnoissent l'autorité de la regence d'Espagne établie à Madrid durant l'absence du Roi.

Art. II. Le susdit général ordonnera aux autres généraux et gouverneurs de places situées dans l'étendue de son Gouvernement, de reconnoître également la régence.

Art. III. Les troupes qui sont aux ordres du général Ballesteros, seront cantonnés dans les endroits qui seront fixés de concert avec le général Molitor. 1823

Art. IV. Les généraux, chefs et officiers appartenant au second corps d'armée espagnol, conserveront leurs grades, emplois, distinctions et la solde correspondante aux dits emplois.

Art. V. Aucun individu de la dite armée ne pourra être inquiété, poursuivi, ni molesté pour ses opinions antérieures à cette convention, ni pour les faits analogues, excepté ceux qui sont de la compétence de la justice ordinaire.

Art. VI. La solde sera payée par le trésor d'Espagne en la forme dite, et en cas de retard on continuera de donner aux troupes des rations d'étape dans les cantonnemens qui leur seront assignés

Art. VII. Les individus de la milice faisant partie de la susdite armée, qui desireront retourner dans leurs foyers, pourront le faire librement, et retrouveront sûreté et protection.

En conséquence de la présente convention, les hostilités cesseront immédiatement de part et d'autre.

Fait à Grenade, le 4 Août 1823.

Le Général Molitor.

Pour le Général Ballesteros *et avec ses pleinspouvoirs, le premier adjudant général de l'état-major*

J. G. de Torres.

Pour copie conforme,

Major-Général comte Guilleminot.

73.

1823 *Actes concernant la réunion de la seigneurie de Jever au duché d'Oldenbourg.*

(*Protokolle der deutschen Bundesversammlung.* Band 15. S. 541. 542)

a.

Kaiserlich Russisches Entlassungs-Patent an die Einwohner der Herrschaft Jever; d. d. Warschau den 18ten April 1818.

Von Gottes Gnaden, Wir Alexander der Erste, Kaiser und Selbstbeherrscher von ganz Rufsland u. s. w.

Entbieten allen Einwohnern von Unserer Herrschaft Jever Unsern gnädigsten Grufs, und fügen ihnen zu wissen:

Dafs Wir, bewogen durch besondere Zuneigung zu der mit Uns vielfach verbundenen jüngern, in dem Herzogthume Oldenburg regierenden Linie Unseres Fürstlichen Hauses, beschlossen haben, die Herrschaft Jever an den gegenwärtigen Repräsentanten dieser Linie, des Herzogs Peter Friedrich Ludwig von Holstein-Oldenburg Liebden, abzutreten und zu übertragen; damit diese Herrschaft, wie schon ehemals, mit dem Herzogthume Oldenburg unter einer Regierung wieder vereinigt werde, und der Absicht des ehemaligen Regenten, Grafen Anton Günther's gemäfs, forthin zu ewigen Tagen vereinigt bleibe.

Wie Wir nun in dieser Absicht schon vorläufig seit dem Anfange des Jahres 1814 die Verwaltung der Herrschaft Jever Seiner des Herzogs von Oldenburg Liebden untergeben haben, so ist zu weiterer Ausführung derselben unter dem 18ten April 1818 eine feierliche Uebertragungs-Akte von Uns vollzogen worden.

In Folge dessen befehlen Wir allen und jeden Einwohnern der Herrschaft Jever, den Beamten und Eingesessenen in der Stadt und auf dem Lande, dafs sie von

jetzt an Seine Durchlaucht, den Herzog Peter Friedrich 1823
Ludwig von Holstein-Oldenburg und künftig dessen Erben und Nachfolger in der Regierung des Herzogthums Oldenburg, als ihren einzigen rechtmäfsigen Oberherrn anerkennen, Ihm den Eid der Unterthanen-Treue leisten, und allen Gehorsam erzeigen, womit sie Uns verpflichtet waren, wie Wir sie von solchen Pflichten gegen Uns, Unsere Erben und Nachfolger für immer entbinden und lossprechen.

In der festen Ueberzeugung, dafs diese erfrühete Wiederherstellung einer Verbindung, worin Jever ehedem sein Glück gefunden hat, diese Uebertragung an einen nahen Fürsten, der nur für das Wohl seiner Unterthanen lebt, nicht anders als zum wahren Besten des Landes und seiner Einwohner gereichen könne, erwarten Wir von denselben, dafs sie diesen Beweis Unserer Fürsorge durch eine eben so getreue Erfüllung der Unterthanen-Pflichten gegen ihren neuen Landesherrn erkennen werden, als sie solche Uns stets zu beweisen geflissen gewesen sind, und Wir bleiben ihnen mit Kaiserlicher Huld und Gnade gewogen.

Zu Urkund dessen haben Wir dieses Unser Patent eigenhändig unterschrieben und mit Unserm Kaiserlichen Insiegel bedrucken lassen.

Gegeben in Warschau den 18ten April 1818, Unserer Regierung im achtzehnten Jahre.

Alexander

Graf von Nesselrode.

b.

Herzoglich Oldenburgisches Besitznahme-Patent, für die Einwohner der Erbherrschaft Jever; d. d. Oldenburg den 6ten August 1823.

Von Gottes Gnaden, Wir Peter Friedrich Ludwig, Hergog zu Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, Fürst zu Lübeck und Birkenfeld, Herr zu Jever und Knyphausen u. s. w.

76.

1823 *Convention entre la Bavière et le grand-duché de Saxe-Weimar concernant la suppression des fraix de justice en matières criminelles, publiée le 2 Septembre* 1823.

(*Regierungs-und Intelligenz-Blatt für das Königreich Baiern* 1823. Nr. 34. p. 1343.)

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Wir haben durch Unsern bevollmächtigten Gesandten an dem Grofsherzoglich Sächsischen Hofe zu Weimar mit der Grofsherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachschen Regierung eine Uebereinkunft dahin abschliefsen lassen:

"dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo wegen Unvermögenheit des Inculpaten die Kosten niedergeschlagen werden müssen, keine andern Kosten als die baaren Auslagen für Atzung, Transport und Porto von sämmtlichen Behörden in den beiderseitigen Staaten berechnet und erstattet werden sollen."

Wir verordnen, dafs diese Uebereinkunft zur Wissenschaft und Darnachachtung der sämmtlichen Gerichtsstellen Unsers Reiches durch das *Regierungs-* und *Allgemeine Intelligenz-Blatt* öffentlich bekannt gemacht, und vom ersten des nächsten Monats nach der Bekanntmachung angewendet werden soll.

München, den 2ten September 1823.

Max. Joseph.

Freiherr von Zentner.

Auf Königl. Allerhöchsten Befehl, der General-Secretair,

Schenk.

77.

Acte concernant la libre navigation du Weser, signé à Minden le 10 Septembre 1823 par les plénipotentiaires de Prusse, d'Hanovre, de la Hesse électorale, de Brunsvic, d'Oldenbourg, de Lippe et de la ville libre de Brêmen; ratifié le 14 Janvier 1824. 1823

(*Protocolle der deutschen Bundesversammlung* Bd. 16. S. 155.)

In der Absicht, die in der Wiener Congrefs Akte vom 9ten Juni 1815 §. 108-116 einschliefslich, ausgesprochenen allgemeinen Grundsätze über die Schiffahrt der Flüsse, welche verschiedene Staaten in ihrem schiffbaren Laufe trennen oder durchströmen, auch bei der Weser, mit Berücksichtigung der daselbst vorkommenden besonderen Verhältnisse, zur Ausführung zu bringen, haben die Staaten, deren Gebiet dieser Strom in seinem schiffbaren Laufe berührt oder durchschneidet, eine gemeinschaftliche Commission zu Minden sich vereinigen lassen, um alle für diesen Zweck erforderlichen Bestimmungen im gemeinsamen Einverständnifs zu erwägen und festzustellen und zwar haben:

Sr. Majestät der König von Preufsen, Allerhöchst Ihren Regierungsrath, Dr. Carl Wilhelm Koppe;

Sr. Majestät der König von Grofsbritannien und Irland als König von Hannover, Allerhöchst Ihren Hofrath und Ober-Zollinspector Johann Friedrich Wilhelm Heiliger;

Sr. Königlich. Hoheit der Kurfürst von Hessen, Höchst Ihren Geheimen Regierungsrath Dr. Wilhelm Ludwig Schrader;

Sr. Majestät der König von Grofsbritannien und Irlang auch König von Hannover, als vormundschaftlicher Regent des Herzogthums Braunschweig, dem Königlich

1823 Hannoverschen Hofrath und Ober-Zollinspector Johann Friedrich Wilhelm Heiliger;

Sr. Durchlaucht der Herzog von Oldenburg, Höchst Ihren Regierungsrath Carl Friedrich Ferdinand Suden;

Sr. Durchlaucht der Fürst zu Lippe, den Königlich Hannoverschen Hofrath und Ober-Zollinspector Johann Friedrich Wilhelm Heiliger und

Der hohe Senat der freien Hansestadt Bremen, den Senator Dr. Friedrich Wilhelm Heineken,

zu bevollmächtigten Commissarien ernannt, welche nach Auswechselung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind.

I. *Allgemeine Bestimmungen.*

§. 1. Die Schiffarth auf dem Weserstrome soll, von seinem Ursprunge durch Zusammenfluſs der Werra und Fulda bis ins offene Meer, und umgekehrt aus dem offenen Meere (sowohl Strom auf- als niederwärts) in Bezug auf den Handel völlig frei sein; jedoch bleibt die Schiffarth von einem Uferstaate zum andern (cabotage) auf dem ganzen Strome ausschlieſsend den Unterthanen derselben überlassen. Niemand darf sich dagegen den Vorschriften entziehen, welche für Handel und Schiffarth in gegenwärtiger Convention enthalten sind.

§. 2. Alle ausschlieſslichen Berechtigungen, Frachtfarth auf der Weser zu treiben, oder aus solchen Privilegien hervorgegangene Begünstigungen, welche Schiffergilden oder anderen Corporationen und Individuen bisher zugestanden haben möchten, sind hiermit gänzlich aufgehoben und es sollen dergleichen Berechtigungen auch in Zukunft Niemandem ertheilt werden. Auf Fähren und andere Anstalten zur Ueberfarth von einem Ufer zum gegenüberliegenden, bezieht sich jedoch die allgemeine Schiffarthsordnung nicht. Eben so wenig auf diejenigen Schiffer und ihr Gewerbe, deren Fahrt sich bloſs auf das Gebiet ihres eigenen Landesherrn beschränkt und die vermöge der Schiffarths-Polizei, welche jeder Staat nach Maasgabe seiner Hoheit über den Strom ausübt, allein unter der Obrigkeit des Landes stehen, wo sie ihr Gewerbe treiben.

§. 3. Alle bisher an der Weser bestandene Stapel- und Zwangsumschlagsrechte, namentlich die zu Bremen,

Minden und Münden, sind hiedurch ohne Ausnahme für immer aufgehoben, und es kann aus diesem Grunde künftig kein Schiffer gezwungen werden, den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags zuwider, gegen seinen Willen aus- oder umzuladen. 1823

§. 4. Die Ausübung der Weserschiffarth ist einem Jeden gestattet, welcher mit geeigneten Fahrzeugen versehen, von seiner Landesobrigkeit, nach vorhergegangenen Prüfung hierzu die Erlaubnifs erhalten hat.

Jede Regierung wird die nöthigen Maasregeln ergreifen, um sich der Fähigkeit derjenigen zu versichern, welchen sie die Weserschiffarth gestattet. Der Erlaubnifsschein (Patent) der hierüber dem Schiffer von seiner Landesobrigkeit durch die hierzu verordneten Behörden ausgefertigt wird, giebt ihm das Recht, auf der ganzen Strecke von Münden bis in die offene See und aus der offenen See bis Münden, die Schiffarth auszuüben, so wie es sich von selbst versteht, dafs Schiffer und Schiffe, welche aus der Weser ins Meer oder zurückfahren, diejenigen Eigenschaften haben müssen, welche zu Seefarthen erforderlich sind. Der Staat allein, auf dessen Gebiete ein Schiffer wohnt, hat das Recht das ihm ein Mal ertheilte Schiffer-Patent wieder einzuziehen. Diese Bestimmung schliefst aber das Recht anderer Staaten nicht aus, den Schiffer, der eines auf ihrem Gebiete begangenen Vergehens beschuldigt wird, falls sie seiner habhaft werden, oder sie sonst eine Strafe an ihm vollstrecken können, zur Verantwortung und Strafe zu ziehen, auch nach Beschaffenheit der Umstände bei der Behörde zu veranlassen, dafs sein Patent eingezogen werde.

§. 5. Jedes zur Handelsfarth auf der Weser dienende, dem Unterthan eines der contrahirenden Staaten angehörige oder von ihm geführte Schiff, soll mit der Angabe des Orts, wohin es gehört, einer für diesen Ort laufenden Nummer und der Lasten Zahl, welche es höchstens tragen kann, auswärts deutlich versehen sein.

§. 6. Die ordentlichen Schiffszüge auf der Weser sollen vorläufig auch künftig, wie bisher, aus nicht mehr als drei Fahrzeugen bestehen, und diese die bisher üblich gewesene Ladungsfähigkeit nicht überschreiten dürfen.

§. 7. Schiefspulver in Quantitäten über fünf Pfund

1823 soll nur in besonderen, mit einer schwarzen, drei Ellen langen und einer Elle breiten Flaggen versehenen Fahrzeugen geführt, und selbst in geringeren Quantitäten niemals zwischen andere Waaren verpackt werden. Jeder Schiffer, welcher Schiefspulver geladen hat, mufs bevor er irgendwo anlandet, der Orts-Polizeibehörde hiervon Anzeige machen und die von derselben etwa anzuordnenden Sicherheits-Maafsregeln zur Befolgung gewärtigen. Versäumt er diese Anzeige, so unterliegt er da, wo nicht durch Landesgesetze bereits Strafen deshalb festgesetzt sind, aufser der Verpflichtung zum eventuellen Schadensersatz, einer Geldstrafe von 2 bis 100 Rthlr.

§. 8. Frachtpreise und alle übrigen Bedingungen des Transports beruhen lediglich auf der freien Uebereinkunft des Schiffers und des Versenders oder dessen Committenten, und sollen von Zeit zu Zeit durch den Druck bekannt gemacht werden.

§. 9. Durch die §. 4-8. einschliefslich hat der direkt aus der See kommenden oder direkt dahingehenden Schiffarth keine neue Beschränkung auferlegt werden sollen.

§. 10. Es bleibt dem Handelsstande zweier oder mehrerer Weserplätze überlassen, mit einer beliebigen Anzahl qualificirter Schiffer über Frachtpreise, Lieferungszetteln und andere Bedingungen ihres gegenseitigen Verkehrs, Contracte auf bestimmte Zeiten, doch jedesmal höchstens auf fünf Jahre abzuschliefsen und solchergestalt Reihefarthen unter sich zu errichten, welche dem Kaufmann billige Fracht und dem Schiffer schnelle Befrachtung sichern.

§. 11. Bei solchen Reihefarthen wird jedoch zu ihrer Gültigkeit Folgendes vorausgesetzt:

1. Niemand, weder Kaufmann noch Schiffer, kann genöthigt werden, sich denselben anzuschliefsen.
2. Der Inhalt ihres Reglements darf nirgends mit gegenwärtiger Akte im Widerspruche stehen.
3. Die Reglements müssen den Regierungen der Orte, zwischen welchen die Reihefarthen statt finden sollen, zu ihrer Genehmigung vorgelegt und demnächst öffentlich im Drucke bekannt gemacht werden. Die Genehmigung wird nur dann versagt werden, wenn

die Bedingungen der Reihefarth mit gegenwärtiger 1823
Convention oder den landesherrlichen Gesetzen im Widerspruche stehen.

4. Die contrahirenden Staaten können verlangen, dafs ihre schiffer, in einer, dem Verhältnisse der verschiedenen Territorial-Uferlängen entsprechenden Anzahl bei den Reihefarthen zugelassen werden. Doch soll hinsichtlich der gegenwärtig angenommenen Reiheschiffer diese Bestimmung erst nach Aussterben oder sonstigem Abgange derselben in Kraft treten, dann aber für Lippe das Doppelte seines prinzipmäfsigen Theilnahme-Verhältnisses, für Bremen aber ein Schiffer auf jede der jetzt bestehenden drei Reihefarthen zugestanden sein.

5. Bei den Reihefarthen soll es den Schiffern, unbeschadet jedoch ihrer contractmäfsigen Verpflichtungen zu bestimmter Ablieferungsfrist, im einzelnen Falle nicht untersagt werden können, zu Hutbergen, Minden, Vlotho, Erder, Rinteln, Hameln, Bodenwerder, Holzminden, Höxter und Carlshaven Güter einzunehmen und am Bestimmungsorte wieder auszuladen.

6. Wo auf der Stromstrafse zwischen Bremen und Stolzenau die Reiheschiffer Vorspann bedürfen, soll selbiger auf dem Streckentheile zwischen Bremen und Hoya zu $\frac{2}{3}$ von Hannoverschen und zu $\frac{1}{3}$ von Bremischen Unterthanen, auf dem Streckentheile zwischen Hoya und Stolzenau aber ausschliefslich von Hannoverschen Unterthanen genommen werden müssen, beides jedoch mit freier Auswahl unter allen respectiven Unterthanen und in freier Einigung über den Gestellungspreis.

§. 12. Bei allen nach gegenwärtiger Akte erforderlichen Längenmaafs-Bestimmungen wird der Bremer Fufs ($1\text{-}289\frac{7}{10}$ Millim. oder $128\frac{268}{1000}$ Pariser Linien) und bei den Gewichts-Bestimmungen das Schiffspfund zu 300 Bremer Pfunden ($1\text{-}\frac{1}{2}$ Kilogramm — 3 per mille) nach den übrigens in der Anlage A gegebenen Verhältnissen zu Grunde gelegt.

§. 13. Alle durch gegenwärtige Akte verordnete Zahlungen sind in Conventions-Münze nach dem Zwanzig-Guldenfufse zu berechnen, und werden nach den Bestimmungen des sub B. anliegenden Tarifs geleistet.

1823

II. *Von den Abgaben.*

§. 14. Sämmtliche bisher auf der Weser bestandene Zoll-Abgaben, so wie auch jede, unter was immer für Namen bekannte Erhebungen und Auflagen, womit die Schiffarth dieses Flusses von seinem Ursprunge durch die Vereinigung der Werra und Fulda bis in die offene See und umgekehrt, bisher belastet war, hören hiermit auf und werden in eine allgemeine Schiffarths-Abgabe verwandelt, die von den Ladungen bei den durch gegenwärtige Convention festgesetzten Erhebungs-Aemtern entrichtet werden mufs.

Diese Abgabe, welche weder im Ganzen noch Theilweise in Pacht gegeben werden darf, wird unter dem Namen "Weserzoll" und zwar nach dem Bruttogewichte erhoben, mit Ausnahme der in §. 18. bezeichneten Falle.

§. 15. Für den Lauf der Weser von ihrem Ursprunge bis Bremen einschliefslich und umgekehrt, sollen überhaupt nicht mehr als Dreihundert und Funfzehn Pfennige Conventions-Münze von jedem Schiffspfunde ad 300 Pfund Bremisch an Weserzoll erhoben werden und zwar von

Preufsen	59	Pfennig
Hannover	126	—
Kurhessen	41	—
Braunschweig	16	—
Lippe	13	—
Bremen	60	—
	315	Pfenning.

Von Bremen bis ins offene Meer und umgekehrt, findet weder Zoll- noch sonstige Abgaben-Erhebungen Statt.

§. 16. Die Erhebung geschieht lediglich an den in der Anlage C. benannten Empfangstädten, Bremen, Dreyer, Stolzenau, Minden, Erder, Hameln, Holzminden, Beverungen, Lauenförde und Gieselwerder und in den daselbst angegebenen Verhältnissen.

§. 17. Um jedoch die innere Industrie und die Ausfuhr der Landesprodukte zu befördern, und zugleich den Verkehr der ersten Lebensbedürfnisse zu begünstigen, und mehrere Gegenstände von grofsem Gewichte und geringem Werthe zu erleichtern, soll rücksichtl-

lich dieser folgende verhältnifsmäfsige Herabsetzung 1823
Statt finden:

I. *Auf die Hälfte des Weserzolls.*

Blut, Bolus, Braunstein, Eier, Eisen (altes) Erdenzeug und gemeine Töpferwaaren, Erze (rohe, mit Ausschlufs von Galmei und Zinnober) Fische (lebendige und grüne) Gartengewächse (mit Ausschlufs von Sämereien, Bohnen, Vietsbohnen und Kartoffeln) Glasgalle, Holzkohlen, Knicker, Kreide (ganze und gemahlene), Leinsaat, Milch, Obst (grünes), Oker, Pech, Rapsaat, Schmelztiegel, Schmirgel, Theer, Trippel, Wachholderbeeren, Zunder und Feuerschwamm.

II. *Auf ein Viertel.*

Asche (unausgelaugte), auch Aschenkalk, Bohnen (aufser Vietsbohnen), Eichenborke (ganze und gemahlene), Erbsen, Getreide aller Art, Malz, Gras, Heu, Hohlglas (grünes und Apothekerglas), Kartoffeln, Muschelkalk, Schilf und Dachrohr, Stroh, Trafs und Cement, Thon, auch Zuckerbäcker- und Pfeifenerde, Wicken; — ferner alles einländische (Nord-Europäische) Bau- und geschnittene Nutzholz, von welcher Gattung es auch sein mag, z. B. Eichen-, Büchen-, Tannen-, Föhren-, Birken-, Eschen-, Erlen-, Espen-, Linden-, Pappel-, Weiden-, Kirsch-, Nufs-, Birn-, Pflaumenbaumholz, mit Einschlufs der sogenannten groben Holzwaaren, jedoch mit Ausschlufs der zu $\frac{1}{8}$ oder $\frac{1}{24}$ des Normalsatzes tarifirten Holzsorten. (Ausländische Holzgattungen für Tischler, als Mahagoni, Zuckerkisten, Eben-, Rosenholz und dgl. wie auch die Färbehölzer, unterliegen dem vollen Normalsatze.)

III. *Auf ein Achtel.*

Kalk und Gips, Oelkuchen, Packmatten von Schilf und Bast, Steine (gebrannte Mauer- und Ziegelsteine, Mühl-, Schleif-, Sollinger Steine) auch aus gemeinem einländischen Material gefertigte steinerne Kümpe, Tröge, Krippen, Leichensteine u. dgl., ferner alle einländischen geringeren Holzsorten, von welcher Gattung sie auch sein mögen (mit alleiniger Ausnahme des nur zu $\frac{1}{24}$ des Normalsatzes tarifirten Busch- und Faschinen-Holzes und der Schlagt- und Zaunpfähle) z. B. Brennholz in Faden oder Klaftern, Bandholz zu Braubottichen und

1823 Tonnenbänden, Ruthenholz zu Körben und dergleichen Flechtwerk.

IV. *Auf ein Vierundzwanzigstel.*

Asche (ausgelaugte), Austern- und Muschelschaalen, Glasscherben, Kohlen (Braun- und Stein-) Mergel, Mist und Dünger, Sand, auch Grant, Kies und alle gemeine Erde, Steine (Bruch- und Feld-), Torf, ferner Busch- und Faschinenholz zu Wasserbauten und Zäunen, Schlagt- und Zaunpfähle.

§. 18. Von lebendigen vierfüfsigen Thieren soll der Weserzoll mit 4 Pfennigen pro Stück, von lebendigen Vögeln mit 1 Pfennig pro Stück, und von Bäumen zum Verpflanzen mit 4 Pfennigen pro Schock an jeder passirten Empfangstätte erhoben werden.

§. 19. Leer passirende Schiffe, auch die neuen und zum Verkauf bestimmten, sind gänzlich frei.

§. 20. Es bleibt zwar den Schiffern unbenommen. von allen Waaren, welche sie führen, und auch von denjenigen, welche im Handel gewöhnlich nicht nach dem Gewichte verkauft zu werden pflegen, ihr wirkliches der Entrichtung des Weserzolls zum Grunde zu legendes Gewicht, gehörig beglaubigt nachzuweisen; in Ermangelung solcher Nachweisung soll aber für die letztgedachten Waaren, der in der Anlage D. ausgeworfene Normal-Gewichtssatz, bis auf anderweitige gemeinsame Bestimmung angenommen werden.

§. 21. Die Befugnifs für jede Empfangsstätte zur Erhebung des ihr zugewiesenen Weserzolls wird dadurch begründet, dafs die Ladung wirklich bei ihr vorübergeführt wird, von welcher erhoben werden soll.

§. 22. Aufser, den durch gegenwärtige Uebereinkunft festgesetzten Gefällen sollen auf der Weser keine andere weiter gefordert oder erhoben werden; auch übernehmen die paciscirenden Staaten die förmliche Verpflichtung, die festgesetzten Abgaben nicht anders, als in gemeinschaftlicher Uebereinkunft zu erhöhen.

§. 23. Unter den Abgaben, wovon die Artikel 15 bis 22 einschliefslich handeln, sind nicht begriffen:

1. Die Eingangs-, Ausgangs-, und Verbrauchssteuern, mit welchem einem jeden Staate das Recht verbleibt, die in sein eigenes Landesgebiet ein- und aus dem-

selben zu führenden Waaren, sobald sie respectiv den 1823
Flufs verlassen haben, oder noch nicht auf den Flufs gekommen sind, nach seiner Handelspolitik zu belegen.

2. Die Hafen-, Krahn-, Waagen- und Niederlags-Gebühren in den Handelsplätzen, wovon jedoch alle Führer von solchen Schiffen, die auf der Weser oder ihren Nebenflüssen zu Hause gehören, nicht mehr als die Einländer bezahlen sollen. Auch sollen die Zahlungssätze dieser Gebühren fest bestimmt zur Kenntnifs des Publikums gebracht, und nur von denjenigen gefordert werden, welche sich der vorhandenen Anstalten bedienen.

Für den Dienst der Lootsen hat es bei den in jedem Staate gegebenen oder zu gebenden Bestimmungen, und für die Gebühren, welche sie zu fordern berechtigt sind, bei der gegebenen oder zu gebenden Taxordnung, mit der Maafsgabe, sein Bewenden, dafs keinem Unterthan der contrahirenden Staaten eine lästigere Verpflichtung, als dem Einländer auferlegt werde.

§. 24. Beamte, welche sich unterfangen würden, irgend etwas an Geld oder Naturalien in ihren Privatnutzen, von der transitirenden Schiffarth zu erheben, sollen, aufser der Erstattung des ungebührlich Erhobenen, nachdrücklich bestraft werden.

III. *Von der Controlle.*

§. 25. Alle Waaren werden bei der Entrichtung des Weserzolls in der Regel zu demjenigen Gewichte angenommen, welches das in gehöriger Form vorgezeigte Ladungs-Manifest (§. 39.) allenfalls mit Zuziehung der vorstehend §. 20. erörterten Normal-Gewichtsbestimmung beurkundet.

§. 26. Jeder Staat hat das Recht, die Uebereinstimmung der Manifeste mit dem wirklichen Inhalte der Ladung theils durch genaue Prüfung der ersteren in Beziehung auf Anwesenheit aller dabei vorgeschriebenen Formen, theils durch generelle Revision, theils durch Nachwägung, und selbst durch materielle Verification der letzteren, auf jeder durch das Schiff passirten Erhebungsstätte des Weserzolls zu constatiren.

Es ist aber vereinbart worden, der Nachwägung und materiellen Verification nur in folgenden Fällen Anwendung zu geben:

1823 1. Wenn der Führer einer verpackten Ladung für dieselbe ganz oder theilweise die geringere Verzollung nach einem Bruchtheile des Normalsatzes in Anspruch nimmt, rücksichtlich der Waaren, auf welche der Anspruch gerichtet ist (§. 31.);

2. wenn gegen den Schiffsführer der Verdacht beabsichtigter Defraudation des Weserzolls oder der inneren Zoll- und Consumtions-Abgaben des betreffenden Staats begründet ist;

3. wenn zwar die Gattung, oder die das innere Steuer-System des betreffenden Staats interessirende Art der Waaren entweder gar nicht oder doch nur schwankend angegeben ist; jedoch in diesem Falle nur in Beziehung auf die so angegebenen Waaren.

§. 27. Die Begründung des Verdachts (§. 26, Nr. 2) soll angenommen werden:

1. wenn das Ladungs-Manifest sich nicht in gehöriger Form befindet, oder dem Verdachte einer damit vorgenommenen Verfälschung unterliegt;

2. wenn eine generelle Revision der Ladung erhebliche und begründete Zweifel gegen die Richtigkeit des Manifestes veranlaſst;

3. wenn der Schiffer auf dem, nicht etwa durch augenscheinlichen Nothstand und Beobachtung der für diesen Fall vorgeschriebenen Maasregeln gerechtfertigten, Versuche einer Anlegung an verbotene Uferstellen, oder gar einer vorher nicht angezeigten Ein- oder Ausladung sich betreten läſst.

§. 28. Für jede, den Weserzoll nach vollem Normalsatze entrichtende, von einem Orte zum andern auf der Weser lediglich transitirende Schiffsladung ist also zur Abfertigung an jeder dazwischen liegenden Erhebungsstätte, in der Regel nichts weiter erforderlich, als:

1. Beibringung des nach der weiter unten vorgeschriebenen Form eingerichteten Ladungs-Manifestes abseiten des Schiffers, und Prüfung der Behörde, ob jene Form überall beobachtet worden;

2. generelle, d. h. ohne Oeffnung, und so viel als möglich, ohne Verrückung der Colli, vorzunehmende Revision der Ladung durch den Erheber zur Ermittlung des §. 27, 2. erwähnten Verdachtsgrundes;

3. Zahlung des tarifsmäfsigen Weserzolls nach dem 1823
Normalsatze pro Schiffspfund des im Manifeste angegebenen und als richtig anerkannten Ladungsgewichtes;

4. Bemerkung der anerkannten Richtigkeit und geleisteten Zahlung, so wie des Tages und der Stunde der Ankunft und Abfertigung, auf dem Manifeste von Seiten der betreffenden Behörde;

5. Ausstellung einer besonderen, beständig in den Händen des Schiffers bleibenden und zu seiner Legitimation dienenden Quitung nach dem Schema der Anlage E.

§. 29. Die im vorstehenden § beschriebenen Abfertigungen soll jede Empfangsbehörde so schnell als möglich, und spätestens binnen drei Stunden für jeden Schiffszug, nach erhaltener Anzeige von dessen Anwesenheit, bei 5 Rthlr. Ordnungsstrafe für jeden Contraventions-Fall, zu bewirken verpflichtet sein, jedoch nur zwischen Sonnen-Auf- und Untergange, und dergestalt, dafs wenn mehrere Schiffszüge zugleich ankommen, die Frist für jeden folgenden erst von der beendigten Abfertigung des vorangehenden läuft. Die Schiffer können indessen nur dann verlangen, dafs die Abfertigung in drei Stunden geschehe, wenn sie eine richtige Abschrift des Manifestes bei dem ersten Zollamte eines jeden Staats übergeben. Im entgegengesetzten Falle mufs derjenige Zeitraum hinzutreten, welcher zur Anfertigung einer Abschrift erforderlich ist. Nachwägungen und materielle Verificationen, sollen den im §. 28. beschriebenen Abfertigungen jederzeit nachstehen.

§. 30. Jeder Empfangs-Beamte, welcher durch einen bei seiner generellen Ladungs-Revision nach §. 27, 2. und 28, 2. gegen die Richtigkeit des Manifestes ihm aufstofsenden Verdacht zur Anstellung einer Nachwägung oder materiellen Verification der ganzen Ladung oder eines Theils derselben sich veranlafst findet, mufs die Dringlichkeit und Erheblichkeit des Verdachtes nachher, auf Erfordern zu justificiren im Stande sein, bei Vermeidung einer Ordnungsstrafe.

§. 31. Wenn der Führer einer Schiffsladung Waaren, welche nach dem §. 17. nur einem Bruchtheil des Normalsatzes unterworfen sind, bei sich zu haben declarirt, und für selbige den betreffenden geringeren Tarifsatz in Anspruch nimmt, so ist er verbunden, der

1823 Empfangs-Behörde die vollständige Ueberzeugung zu verschaffen, dafs jene Waaren wirklich diejenigen sind, wofür er sie ausgiebt. Es ist also hinsichtlich ihrer die Behörde zu materieller Verification, mit Darlegung und Oeffnung der einzelnen Colli, berechtigt; — Sache des Schiffers bleibt es, seine Ladung so einzurichten, dafs die Ueberzeugung von wirklicher Anwesenheit der zum geringeren Tarifsatze berechtigten und declarirten Waare — als worauf es hier allein ankommt — der Behörde auf die kürzeste und einfachste Weise gewährt werden könne.

§. 32. Wo die materielle Verification aus der angegebenen Ursache Statt findet, soll sie unfehlbar binnen drei Stunden, nachdem zur Abfertigung des Schiffers geschritten worden, angefangen und nach Möglichkeit beschleunigt werden.

§. 33. Wenn das Schiff rein transitirt, ohne Ab- und Zuladung, so soll eine materielle Verification wegen der zum geringeren Tarifsatz angemeldeten Waaren jedenfalls nur einmal in jedem Territorium vorgenommen werden, und ihr auf dem Manifeste verzeichnetes Resultat bei allen übrigen Empfangsstätten desselben Gebiets für richtig gelten.

§. 34. Nachwägungen oder materielle Verificationen, welche wegen sich ergebenden Verdachts einer Unrichtigkeit des Manifestes vorgenommen werden, sollen gleichfalls in der §. 32. angegebenen Art geschehen. Hat sich aber das Manifest als unrichtig ergeben, so existirt die Vermuthung beabsichtigter Defraudation nicht nur des Weserzolls, sondern auch der inneren Zoll- und Verbrauchssteuer des betreffenden Staats mit allen ihren gesetzlichen Folgen, jedoch nur in Bezug auf den Schiffer und den unrichtig befundenen Theil seiner Ladung.

§. 35. Materielle Verificationen, welche nach §. 27, 3. wegen begründeten Verdachts einer Contravention gegen das innere Zoll- und Verbrauchs-Steuersystem eines Territoriums Statt finden müssen, werden nach den Gesetzen dieses Systems behandelt.

§. 36. Das Resultat aller geschehenen Nachwägungen oder materiellen Verificationen, so wie, bei den zum geringeren Tarifsatze declarirten Waaren, der darnach geleisteten Zahlung, wird von jeder Zollstätte auf dem Manifeste bemerkt.

§. 37. Wenn die Bestimmung eines Schiffs auf der-

selben Farth, successiv an mehrere Orte lautet, wo es 1823
ein- oder ausladen soll, so muſs an jedem derselben das Gewicht der geschehenen Ein- oder Ausladung für jedes Collo durch die dazu ernannte Behörde, welche die contrahirenden Staaten sich gegenseitig bekannt machen werden, auf dem Manifeste certificirt werden. Das nachfolgende Erhebungsamt prüft die formelle Richtigkeit dieses Certificats, und verfährt dann übrigens nach den betreffenden vorstehenden Bestimmungen.

§. 38. Ausladungen dürfen überhaupt nur in Gemäſsheit der Declarationen des Manifestes vom Orte der Einladung oder einer etwa bei dem zunächst berührt werdenden Zollamte nachträglich beigebrachten glaubwürdigen Abänderung seiner desfallsigen Bestimmung, immer jedoch nur an den gesetzlich dazu bestimmten Orten und unter Aufsicht der dazu ernannten Behörden geschehen. Das Gefäſs muſs seine Abfertigung von der Landzoll- und Steuer-Behörde, welche jedoch jederzeit nach Möglichkeit beschleunigt werden soll, auf der Anlagestelle abwarten, ohne, evidenten Nothstand ausgenommen, seinen Platz verändern zu können. Ist Leichterung erforderlich und sollen dazu Fahrzeuge genommen werden, die nicht zum Schiffszuge selbst gehören, so müssen deren Führer zuvor bei der nächsten Orts-Behörde desjenigen Gebiets, wo die Leichterung geschieht, davon Anzeige machen. Jeder Verstoſs gegen die Vorschriften dieses § begründet den Verdacht einer Defraude gegen das Landzoll- und Steuer-System des betreffenden Staats, und seine gesetzlichen Folgen.

§. 39. Die zur Legitimation des Schiffers an den Erhebungsstätten dienenden, in den vorstehenden §§ erwähnten Ladungs-Manifeste sollen nach dem sub F anliegenden und beispielsweise ausgefüllten Scheme, unter Richtigkeits-Attest der dazu von jedem Staate ernannten und den übrigen Staaten bekannt zu machenden Behörde, abgefaſst und in der Regel am Einladungsorte genommen werden. Schiffer jedoch, welche mit einer aus Seeschiffen unmittelbar gehobenen Ladung, bei Bremen vorbei, aufwärts transitiren wollen, haben die Wahl, entweder an einem Ladungsplatze unterhalb Bremen oder erst zu Bremen selbst, ihr Manifest sich ausstellen zu lassen. Eine gleiche Wahl zwischen einer unterhalb Bremen oder zu Bremen befindlichen Behörde soll Schiffern, welche in die Weser einkommen und etwa mit

1823 ihrer Ladung, Bremen vorbei, aufwärts transitiren wollen, zustehen. Am letzten Ausladungsorte wird, nach gehöriger Verification, das Manifest zu den Akten der angeordneten Behörde gegeben und daselbst aufbewahrt. Der zur direkten Ueberladung in Seeschiffe, oder auch etwa zur eigenen Weiterführung in See oder über die Watten, Strom abwärts transitirende Schiffer muſs, bei 50 Rthlr. Strafe, entweder zu Bremen, oder an einem der unterhalb Bremen am Ufer befindlichen Ladungsplätze, sein Manifest bei der Behörde deponiren und der Schluſs-Verification sich unterwerfen, wofür er jedoch, eben so wie in den vorgedachten Fällen bei der Auffarth, etwanige Krahn- und Waagegebühren ausgenommen, nichts zu bezahlen hat. Besteht die Ladung eines Schiffes in Holz oder ist es ein Floſs, so muſs das Manifest ein genaues Verzeichniſs aller bei sich führenden Stämme und anderen Holzsorten, mit Bemerkung des cubischen Inhalts, enthalten.

§. 40. Jeder der contrahirenden Staaten hat das Recht, Plätze innerhalb seines Gebiets zu bestimmen, an denen allein überhaupt angelegt werden darf, auch wenn von keiner Ab- und Zuladung die Rede ist. Jede Anlegung an einem nicht dazu verstatteten Orte — den einzigen Fall augenscheinlichen und sofort bei der nächsten Ortsbehörde des betreffenden Staats angemeldeten Nothstandes ausgenommen — begründet den verdacht beabsichtigter Defraudation des inneren Zoll- und Steuer-Systems und seine gesetzlichen Folgen. Von den in einem jeden Staate verstatteten Liege- und Ladeplätzen muſs ein Verzeichniſs in jeder Zollstätte des betreffenden Staats angeschlagen werden.

§. 41. Jeder der contrahirenden Staaten hat das Recht, in Fällen, wo er für das Interesse seiner Landzölle oder Verbrauchssteuern es nützlich erachtet, innerhalb seines Gebiets einen Begleiter auf transitirende Schiffe zu setzen. Doch darf aus Anwendung dieser Maasregel für den Schiffer weder irgend ein, durch gegenwärtige Akte nicht gerechtfertigter Aufenthalt, noch irgend eine Ausgabe, noch irgend eine nicht ohnehin schon ihn gesetzlich treffende Beschränkung erwachsen. Diejenigen Staaten, welche eine solche Begleitung für nöthig erachten, werden, wenn die Aufnahme oder die Entlassung der Begleiter an anderen Punkten als in den

Zollstätten erforderlich ist, die Orte bekannt machen, 1823
wo solche erfolgen soll. Der Schiffer ist verpflichtet, dort anzulegen und nach erfolgter Anmeldung, eine Stunde auf Ankunft oder Abgang der Begleiter zu warten.

IV. *Von den Maasregeln gegen natürliche Schiffahrts-Hindernisse und Unglücksfälle.*

§. 42. Alle Staaten, welche eine Hoheit über das Strombette der Weser ausüben, verpflichten sich, jeder in den Gränzen seines Gebiets, alle im Fahrwasser der Weser sich findenden Schiffahrts-Hindernisse, ohne allen Verzug, auf ihre Kosten wegräumen zu lassen, und keine die Sicherheit der Schiffahrt gefährdenden Strom- oder Uferbauten zu gestatten. Für die Fälle wo die gegenüberliegenden Ufer verschiedenen Landesherren gehören, sind die contrahirenden Staaten übereingekommen, es bei der bisherigen Observanz zu lassen, vorkommende Beschwerden aber bei der Revisions-Commission zur Sprache zu bringen.

§. 43. Sollte ein Schiff oder dessen Mannschaft verunglücken, so sind die Ortsobrigkeiten verpflichtet, dafür zu sorgen, dafs die erforderlichen Rettungs- und Sicherungs-Anstalten, so schnell als möglich, getroffen werden. Zu diesem Ende machen die contrahirenden Staaten sich anheischig, die Local-Behörden mit den nöthigen allgemeinen Instructionen in voraus zu versehen, und die deshalb bestehenden besonderen Verordnungen zu erneuern. Sollte ein Strandrecht irgendwo an der Weser ausgeübt werden, so wird solches hierdurch für immer aufgehoben.

V. *Vom Leinpfade.*

§. 44. Alle Staaten, welche eine Hoheit über das Strombette der Weser ausüben, machen sich anheischig, eine besondere Sorgfalt darauf zu verwenden, dafs auf ihrem Gebiete der Leinpfad überall in guten Stand gesetzt, darin erhalten und, so oft es nöthig sein wird, ohne einigen Aufschub, auf Kosten desjenigen, den es angeht, wieder hergestellt werde, damit in dieser Beziehung der Schiffahrt nie ein Hindernifs entgegenstehe.

§. 45. Hingegen sollen die Schiffer, bei eigener Verantwortlichkeit zum Schadensersatze und angemessener

1823 Polizeistrafe, dafür haften, dafs durch ihre Pferdetreiber vom Leinpfade überall kein anderer Gebrauch, als eben der zum Linienzuge erforderliche gemacht und auch in der Nachbarschaft desselben kein Schade verübt werde. Sie haben die in dieser Hinsicht von den einzelnen Uferstaaten etwa zu erlassenden Special-Polizei-Reglements zu befolgen, welche übrigens mit keiner ausdrücklichen Bestimmung der gegenwärtigen Akte im Widerspruche stehen dürfen.

§. 46. Es wird gänzlich der freien Wahl der Schiffer überlassen, an welchen und bis zu welchen Orten, und von den Unterthanen welches der contrahirenden Staaten, sie ihre Linienzugskräfte an Pferden oder Menschen, in freier Vereinigung über den Gesellungspreis dingen wollen und können, mit einziger Ausnahme der diese Regel theilweise beschränkenden Bestimmung im §. 11, No. 6.

§. 47. Ob, wie in einigen der contrahirenden Staaten bisher die Gewohnheit bestanden hat, die Linienzüge zur leichteren Verhütung und eventuell zur Taxation vorkommender Beschädigungen, durch Achtsleute auch fernerhin begleitet werden sollen, hängt zwar vom Ermessen jedes Uferstaats ab; doch ist vereinbaret, dafs künftig durch solche Begleitung den Schiffern weder irgend eine Ausgabe noch irgend ein Aufenthalt verursacht werden darf.

§. 48. Die Uebersetzung der Linienzugs-Pferde von einem Ufer auf das andere, ist Sache des Schiffers, darf aber nur an dazu verordneten Plätzen geschehen.

VI. *Von den Nebenflüssen.*

§. 49. Die Anwendung oder Ausdehnung der Bestimmungen dieser Convention auf Nebenflüsse, welche das Gebiet verschiedener Staaten trennen oder durchströmen, soweit nicht besondere Umstände entgegenstehen, bleibt den betreffenden Staaten zum besonderen Abkommen überlassen.

VII. *Von der Ausführung der Weser-Schiffahrts-Akte und künftiger Revision derselben.*

§. 50. Soweit durch gegenwärtige Convention Bestimmungen getroffen sind, hat es bei denselben ohne

Rücksicht auf bisher bestehende Spezial-Verträge, Gesetze, Verordnungen, Privilegien und Gebräuche sein alleiniges Bewenden. 1823

§. 51. Diese Schiffahrts-Akte soll, nach erfolgter Ratification, von allen contrahirenden Staaten öffentlich durch den Druck bekannt gemacht werden und mit dem ersten März 1824 in volle Wirksamkeit treten.

§. 52. Ein im Orte des Zollamts oder möglichst nahe wohnender, dem richterlichen Dienste vorstehender Beamter, soll zur summarischen Behandlung und Entscheidung folgender Gegenstände bestellt und verpflichtet werden:

1. über alle Zoll-Contraventionen und die hierdurch verwirkten Strafen, insofern der Schiffer denselben sich nicht freiwillig unterwirft;

2. über Streitigkeiten wegen Zahlung der Zoll-, Krahn-, Waage-, Hafen- und dergleichen Gehühren und deren Betrag;

3. über die von Privatpersonen unternommene Hemmung des Leinpfades;

4. über die beim Schiffsziehen veranlafste Beschädigung an Wiesen und Feldern, so wie überhaupt jeden Schaden, den Flösser oder Schiffer während der Fahrt oder beim Anlanden durch ihre Fahrlässigkeit Anderen verursacht haben möchten;

5. über den Betrag der Berglohne und anderer Hülfsvergütigungen in Unglücksfällen, insofern die Interessenten darüber nicht einig sind.

Namen und Wohnung des Zollrichters sollen in der Zollstätte angeschlagen werden.

§. 53. Auch verbinden sich die contrahirenden Staaten, den dazu angeordneten Zollbeamten und Zollrichtern die Weisung zu ertheilen, dafs wenn ein oder mehrere Zollbeamte eines der anderen Staaten bei ihnen darauf antragen sollten, die Schiffer darauf anzuhalten, um die Nachbezahlung der umgangenen Gebühren zu bewirken, welche, im Fall eines Widerspruchs von Seiten des Schiffers, immer nur auf den Grund der Entscheidung eines competenten Zollrichters erfolgen kann, diesem Ansuchen gewillfahret werden soll; so wie auch auf Verlangen die Resultate der vorgenommenen Revisionen

1823 längst des ganzen Weserstroms und jede andere gewünschte Auskunft einander bereitwilliget mitzutheilen.

§. 54. Nachdem gegenwärtige Convention in Wirksamkeit getreten sein wird, soll sich von Zeit zu Zeit eine Revisions-Commission in irgend einer der an der Weser belegenen Städte vereinigen, zu welcher von jedem der contrahirenden Staaten ein Bevollmächtigter delegirt und deren Vorsitz durch Stimmenmehrheit bestimmt wird. Der Zweck und die Wirksamkeit dieser Revisions-Commission sind, sich von der vollständigen Beobachtung der gegenwärtigen Convention zu überzeugen, und einen bleibenden Vereinigungspunkt zwischen den contrahirenden Staaten zu bilden, um Abstellung von Beschwerden zu veranlassen, auch Veranstaltungen und Maasregeln, welche nach neuerer Erfahrung, Handel und Schiffahrt ferner erleichteren können, zu berathen. Diese wird jeder Bevollmächtigte, bei seiner Regierung zur Bewirkung eines Beschlusses in Vorschlag bringen. Die erste dieser Revisions-Commissionen wird unmittelbar nach Ablauf des ersten Jahres der Wirksamkeit dieser Akte, zu Bremen sich versammeln; Zeit und Ort der nächstfolgenden aber, — jedesmahl durch die nächstvorhergehende bestimmt werden.

§. 55. Die vorbehaltenen Ratificationen des gegenwärtigen Vertrags sollen spätestens binnen drei Monaten, vom heutigen Tage angerechnet, gegen einander ausgewechselt werden.

Zur Urkund dessen ist diese Schiffahrts-Akte von sämmtlichen Bevollmächtigten ihrer Allerhöchsten Höchsten und Hohen Committenten unterzeichnet, und mit ihren Privat-Siegeln bedruckt worden.

So geschehen Minden den 10ten September 1823.

Dr. Carl Wilhelm Koppe.
Joh. Friedrich Wilhelm Heiliger,
für Hannover.

Dr. Wilh. Ludwig Schrader.
Joh. Friedrich Wilhelm Heiliger,
für Braunschweig.

Carl Friedrich Ferdinand Suden,
Joh. Friedrich Wilhelm Heiliger,
für Lippe.

Dr. Friedrich Wilhelm Heinecken.

Anlage A. 1823

Verhältnisse

der im §. 12. gegebenen Längenmaafs- und Gewichts-Bestimmungen.

Der Bremer Fufs verhält sich zum	Preufsischen Fufse	13,913.	12,820.
	Rheinländischen	51.	47.
	Kalenbergischen oder Hannoverischen	1000.	991.
	Kurhessischen	187.	188.
	Braunschweigischen	986.	1000.
	Oldenburgischen	133.	130.
	Lippischen	1000.	1005.
Das Bremer Pfd. verhält sich zum	Preufsischen Pfunde	777.	827.
	Hannoverischen	490.	497.
	Kurhessischen	5,057.	5,190.
	Braunschweigischen	1000.	1068.
	Oldenburgischen	100.	103½
	Lippischen	100.	107.

Anlage B.

Münz-Valvations-Tabelle für den Weserzoll-Empfang.

Nur Nachbenannte Münzen und zwar die Silbermünzen zum nebenbenannten Werthe, ist jede Empfangsstätte bei Zahlung des Weserzolls anzunehmen verpflichtet, jedoch von denselben auch nur diejenigen, welche im Gebiete des Staates, dem sie angehöret, als Landesmünze cursiren.

A. *Silbermünzen.*	In Conventions-Münze Rthl.	Gr.	Pf.
1. Nach dem 18 Gulden-Fufse:			
Gulden oder neue ⅔tel - -	—	17	6
Holländische Gulden - -	—	13	—
Halbe Gulden oder ⅓ Stücke -	—	8	9
Vier Groschen oder ⅙ Stücke -	—	4	4
Zwei Groschen oder Vier Schillinge oder 1/12 Stücke - - -	—	2	2
2. Nach dem 20 Gulden-Fufse			
Speciesthaler (Oesterreichische, Sächsische und die ihnen gleich sind)	1	8	—

1823

	In Conventions-Münze		
A. *Silbermünzen.*	Rthl.	Gr.	Pf.
2. Nach dem 20 Gulden-Fufse:			
Gulden oder $\frac{2}{3}$ Stücke - -	—	16	—
Halbe Gulden oder $\frac{1}{6}$ - -	—	8	—
Vier Groschen oder $\frac{1}{6}$ Stücke -	—	4	—
Zwei Groschen oder $\frac{1}{12}$ Stücke -	—	2	—
Zwanzig-Kreuzerstücke (Oesterreichische, Baierische, Würtembergische)	—	5	4
Zehn-Kreuzerstücke (Oesterreichische)	—	2	8

3. Nach dem 21 Gulden-Fufse:
Alles Preufsische Courant von $\frac{1}{1}$ Stücken bis incl. $\frac{1}{12}$ Stücken mit einem Aufgelde von 5%.

B. *Goldmünzen.*

Ducaten (Oesterreichische, Preufsische, Holländische und andere zu 23 Krt. 8 Gr. fein).

Doppelte Ducaten (Oesterreichische und Kremnitzer).

Ducaten (Dänische und Meklenburgische zu 21 Krt. 1 Gr. fein).

Pistolen, Friedrichsd'or, Georgsd'or, Augustsd'or, Louisd'or, (Preufsische, Hannoverische, Braunschweigische, Altfranzösische und die ihnen gleich sind). Halbe dergleichen, doppelte dergleichen, Spanische einfache Pistolen, Spanische Doppien, Hannoversche Goldgulden.

Anmerkung.

1. $\frac{1}{12}$ und 10 Kreuzerstücke werden nur bei Zahlungen unter einem Thaler, die Scheidemünze aller Uferstaaten wird nur zur Ausgleichung dessen, was in $\frac{1}{12}$ oder 10 Kreuzerstücken nicht berichtigt werden kann, nach dem Verhältnifswerthe ihres Münzfufses zum Conventionsfufse, auswärtige Scheidemünze aber gar nicht angenommen.

2. Bei der grofsen und schnell wechselnden Veränderlichkeit des Goldcurses; kann der Tarif, zu welchem die Goldmün[illegible] a[illegible] nommen werden dürfen, hier nicht ausgev[illegible] en [illegible] V [illegible] b[illegible]bt jedem contra- [illegible] al [illegible], den Umstän- [illegible] zu publiciren und

abzuändern, doch muſs der jedesmahl gültige jederzeit 1823
auf jeder Empfangsstätte affigirt sein.

Anlage C.

Verzeichniſs der durch die Weserschiffahrts-Akte beibehaltenen Zollstätten an der Weser, mit specificirter Angabe der daselbst zu erhebenden Zollsätze.

Bemerkung.

Nur bei den im §. 16. benannten und hier durch gesperrte Lettern bezeichneten eilf Zollstätten ist von jetzt an der Schiffer, in Beziehung auf Abgabenerhebung, anzuhalten verpflichtet. Zugleich sind aber die aufgehobenen und mit ihnen combinirten Zollstätten deshalb wieder aufgeführt, weil in Fällen, wo das transitirende Schiff nicht bei *allen* früher bestandenen Zollstätten vorbeigeführt wird, auch nur für diejenigen, welche es wirklich passirt, der Zollsatz in nachstehendem Verhältnisse erhoben werden soll.

A. *Für Preuſsen.*

		Ist zu erheben v. Pfd. schw. brutto
I. Zu *Beverungen* und zwar:		
a. für Beverungen	- -	11 Pf.
b. — Höxter	- -	1 — 12 Pf. oder 1 Gr.
II. Zu *Minden* und zwar:		
a. für Vlotho	- -	12 —
b. — Hausberge	- -	11 —
c. — Minden	- -	1 —
d. — Petershagen	- -	12 —
e. — Schlüsselburg	- -	11 — 47 Pf. oder 3 Gr. 11 Pf.

B. *Für Hannover.*

1. Zu *Lauenförde*, aber bloſs in der Niederfuhr, die Auffuhr ist daselbst in der Regel frei, und zwar:

a. für Lauenförde	- -	12 Pf.
b. — Polle	- - -	6 —
c. — Grohnde	- -	7 —
d. — Ohsen	- -	6 —
e. — Hameln	- -	38 — 69 Pf. oder 5 Gr. 9 Pf.

Wird Lauenförde in der Niederfuhr nicht berührt, sondern nur Polle, Grohnde, Ohsen und Hameln, einzeln

1823 oder sämmtlich, so wird zu Hameln, als beibehaltener Zollstätte, der vorbemerkte Zollsatz sowohl für Hameln als für die berührten eingegangenen Zollstätten erhoben, und eben so wird im entgegengesetzten Falle derselbe Zollsatz zu Lauenförde ausnahmsweise in der Auffuhr erhoben, wenn Hameln nicht berührt wird, sondern Lauenförde entweder allein, oder auch zugleich mit einer oder mehreren der zwischenliegenden eingegangenen Zollstätten.

II. Zu *Hameln*, aber blofs in der Auffuhr, die Niederfuhr ist in der Regel daselbst frei, und zwar:

a. für Hameln	-	-	38 Pf.	
b. — Ohsen	-	-	6 —	
c. — Grohnde	-	-	7 —	
d. — Polle -	-	-	6 —	
e. — Lauenförde	-	-	12 —	68 Pf. oder 5 Gr. 9 Pf.

Wird Hameln in der Auffuhr nicht berührt, sondern nur Ohsen, Grohnde, Polle und Lauenförde, einzeln oder sämmtlich, so wird zu Lauenförde, als beibehaltener Zollstätte, der nebengesetzte Zollsatz, sowohl für Lauenförde, als für die berührten eingegangenen Zollstätten erhoben; und eben so wird im entgegengesetzten Falle derselbe Zollsatz zu Hameln ausnahmsweise in der Niederfuhr erhoben, wenn Lauenförde nicht berührt wird, sondern Hameln entweder allein, oder auch zugleich mit einer oder mehreren der zwischenliegenden eingegangenen Zollstätten.

III. Zu *Stolzenau*, aber blofs in der Niederfuhr, die Auffuhr ist in der Regel daselbst frei, und zwar:

			Ist zu erheben vom Pfd. schw. brutto	
a. für Stolzenau	-	-	8 Pf.	
b. — Landsbergen		-	8 —	
c. — Nienburg	-	-	8 —	
d. — Hoya	-	-	8 —	
e. — Intschede	-	-	11 —	
f. — Dreye	-	-	14 —	57 Pf. oder 4 Gr. 9 Pf.

Wird Stolzenau in der Niederfuhr nicht berührt, sondern nur Landsbergen, Nienburg, Hoya, Intschede und Dreye, einzeln oder sämmtlich, so wird der neben-

gesetzte Zollsatz zu Dreye, als beibehaltener Zollstätte, 1823
sowohl für Dreye, als für die berührten eingegangenen Zollstätten erhoben; und eben so wird im entgegengesetzten Falle derselbe Zollsatz zu Stolzenau ausnahmsweise in der Ausfuhr erhoben, wenn Dreye nicht berührt wird, sondern Stolzenau entweder allein, oder auch zugleich mit einer oder mehreren der zwischenliegenden eingegangenen Zollstätten.

IV. Zu *Dreye*, aber blofs in der Auffuhr, die Niederfuhr ist in der Regel daselbst frei, und zwar:

a. für Dreye	- -	14 Pf.	
b. — Intschede	- -	11 —	
c. — Hoya -	- -	8 —	
d. — Nienburg	- -	8 —	
e. — Landsbergen	-	8 —	
f. — Stolzenau	- -	8 —	57 Pf. oder 4 Gr. 9 Pf.

Wird Dreye in der Auffuhr nicht berührt, sondern Intschede, Hoya, Nienburg, Landsbergen und Stolzenau, einzeln oder sämmtlich (wie solches namentlich mit den zu Huttbergen einzuladenden und aufwärts gehenden Gütern der Fall ist), so wird der nebengesetzte Zollsatz zu Stolzenau, als beibehaltener Zollstätte, sowohl für Stolzenau, als für die berührten eingegangenen Zollstätten erhoben; und eben so wird im entgegengesetzten Falle derselbe Zollsatz zu Dreye ausnahmsweise in der Niederfuhr erhoben, wenn Stolzenau nicht berührt wird, sondern Dreye entweder allein, oder auch zugleich mit einer oder mehreren der zwischenliegenden eingegangenen Zollstätten.

C. Für *Kurhessen.*

	Ist zu erheben v. Pfd. schw. brutto	
I. Zu *Gieselwerder* - -	15 Pf.	
II. Zu *Rinteln* (für Rumbeck und Rinteln zusammengenommen)	26 —	41 Pf. oder 3 Gr. 5 Pf.

D. Für *Braunschweig.*

Zu Holzminden - -	16 Pf.	oder 1 Gr. 4 Pf.

E. Für *Lippe.*

Zu Erder - - -	13 Pf.	oder 1 Gr. 1 Pf.

1823

		Ist zu erhe[illegible]
	F. Für *Bremen.*	v.Pfd. schw. [illegible]
Zu Bremen . - - -		60 Pf. oder 5 Gr.

Recapitulation	Ist zu erheben vom Pfd. [illegible] brutto bei den einzelnen Zollstätten			überhaupt		
	Rthl.	Gr.	Pf.	Rthl.	Gr.	P[illegible]
Für *Preufsen*						
Zu Beverungen -	—	1	—			
Zu Minden - -	—	3	11	—	4	[illegible]
Für *Hannover*						
Zu Lauenförde oder Hameln - -	—	5	9			
Zu Stolzenau oder Dreye	—	4	9	—	10	6
Für *Kurhessen*						
Zu Gieselwerder -	—	1	3			
Zu Rinteln - -	—	2	2	—	3	5
Für *Braunschweig*						
Zu Holzminden -	—	1	4	—	1	4
Für *Lippe* zu Erder -	—	1	1	—	1	1
Für *Bremen* zu Bremen	—	5	—	—	5	—
	Zusammen			1	2	3

Anlage D.

Normal-Gewichts-Tabelle zur Berechnung des Weserzolles.

a. *Flüssige Waaren.*

Alles Brutto oder mit der einfachen, gewöhnlichen Fustage ohne Ueberfafs, das Viertel zu 365 Französischen Cubikzoll Inhalt, das Schiffspfund zu 300 Pfund Bremer Gewicht.

			Pfd. schw.	Pfd.
Arrak und Rum	ein Anker zu 5 Viertel		—	92
	— Viertel Legel zu 18 Viertel		1	31
	— Ohm oder Tierce zu 20 Viertel		1	68
	— Oxhoft zu 30 bis 32	ditto	1	270
	— halb Legel zu 36	ditto	2	62
	— Fafs zu 50	ditto	3	20

		Pfd. schw.	Pfd. 1823
ık und			
um ein	Both, Puncheon, kleine Piepe zu 60 Viertel - -	3	204
	— Legel, Mittel Piepe zu 70 Viertel	4	88
	eine grofse Piepe zu 80 Viertel	4	272
möl,	die ordinaire Piepe	2	209
	die grofse Piepe, Both zu 13 bis 14 Barili - - -	3	50
	— Stampe zu 236 Gallons	6	53
', Englisches,	das Fafs, Bärrel, zu 36 Gallons	1	118
	— Oxhoft — 54 —	2	26
	die Piepe — 180 —	6	288
', Bremer und anderes,	die Tonne zu 14 Viertel - - -	—	258
	das halbe Fafs zu 26 ditto	1	178
	— Fafs (Tonne) — 56 —	3	130
:, das Viertel - - - -		—	20
antwein, wie Arrak			
g, ein Anker zu 5 Viertel - -		—	92
eine Tonne—15 ditto - - -		—	276
ein Oxhoft—30-32 ditto - -		1	270
— Both, Piepe zu 60 ditto -		3	204
f-, Lein- und Rüböl u. s. w., wie Baumöl			
ge, wie Essig			
:h, wie Bremer Bier			
e, grüne, die kleine Tonne oder das Viertel		—	68
er, die Tonne - - - -		1	26
an, die Tonne von 216 Pfund netto		—	264
— Quartele (Oxhoft) zu 2 Tonnen		1	227
— Piepe — 4 ditto		3	70
— Stampe (Both) — 8 —		6	130
ser, Egersches, Fachinger, Selterser, Spaaer, die hundert Krüge brutto		1	100
- Pyrmonter, Driburger, Wildunger u. s. w. die hundert Flaschen mit Korb		1	50
- Pyrmonter, Driburger, Wildunger u. s. w. die hundert Pimpen halbe Flaschen mit Korb - - -		—	176
- Köllnisches, die 12 Gläser mit Kistchen ohne Ueberkiste - -		—	6
n aller Art, ein Anker zu 5 Bremer Viertel		—	92
— Eimer — 10 ditto		—	184

1823

	Pfd. schw.	Pfd.
Wein aller Art, ein Anker zu 5 Bremer Viertel	—	92
— Eimer — 10 ditto -		184
— Ohm — 20 ditto -	1	68
— Oxhoft zu 30 bis 22 Bremer Viertel - -	1	270
— grofses Oxhoft von Bayonne u. s. w. 42 Bremer Viertel	2	173
— Fafs zu 50 — —	3	20
die Piepe zu 65-66 — —	4	5
ein Fuder zu 120 — —	7	108
— Stückfafs zu 160 ditto	9	244

b. *Früchte.*

Der Bremer Scheffel (wovon 40 auf die Bremer Last) 3585 Französische Cubikzoll haltend. 40 Bremer Scheffel = 52¾ Berliner.

	Pfd. schw.	Pfd.
Bohnen - - - -	—	140
Buchweizen - - -	—	96
Erbsen - - - -	—	131
Gerste - - - -	—	86
ditto Graupen und Grütze - -	—	105
Hafer - - - -	—	67
—, Graupen und Grütze - -	—	71
Hirse - - - -	—	103
Linsen - - - -	—	123
Malz - - - -	—	83
Nüsse - - - -	—	86
Obst, gedörrte Aepfel - -	—	52
—, gedörrte Birnen - -	—	79
—, gedörrte Kirschen - -	—	121
—, gedörrte Pflaumen - -	—	117
—, grünes aller Art - -	—	94
Roggen - - - -	—	106
ditto Mehl - - -	—	103
Saamen, Hanf - - -	—	73
ditto Rüb- und andere Sorten -	—	92
Weitzen - - - -	—	113
ditto Mehl - - -	—	110
Wicken - - - -	—	126

1823

c. *Holzarten und Brennmaterialien.*

a. Von allen Sorten Schiffs-, Zimmer-, Bau- und anderm Nutzholze, Sägeblöcken, stärkeren Stangen und dgl. so wie Planken, Bohlen, Brettern und gesägten Latten.

	Pfd. schw.
Eichen-, Hainebuchen-, Aepfel- und Pflaumenholz, die 10 Bremer Cubikfuſs - -	$1\frac{3}{10}$
Buchen-, Eschen- und Kirschbaumholz desgl.	$1\frac{2}{10}$
Birken-, Birn-, Nuſs- und Ulmenholz desgl.	$1\frac{1}{10}$
Espen-, Erlen-, Fichten-, Kiefern-, Tannen-, Linden-, Pappeln- und Weidenholz desgl.	$\frac{9}{10}$

Anmerkung. Planken, Bretter, Latten und kleine bearbeitete Bauholz-Sorten, können in ganzen Zwölftern, Kravelen, oder Lagen und Haufen — unbearbeitete Zimmerstücke u. s. w. nach den Cottaschen Tafeln, im Durchschnitte u. s. w. gemessen und berechnet werden.

b. Felge, das Schock (60) 3 zöllige -	$2\frac{4}{10}$
— — — — 36 — -	$3\frac{8}{10}$
Speichen - - - -	$1\frac{3}{10}$

	Bremer Cubikfuss
c. Kandiskisten, complette, die 100 Stück kleine	29
ditto ditto — 100 — groſse	39

d. Faſsdauben und Stabholz	$1\frac{1}{2}$-2 Zoll stark und Zoll breit			4-6
248 Piepenstäbe -	67-70 Zoll lang			80
372 Oxhoftstäbe -	55-58 —	—		97
496 Tonnenstäbe -	45-48 —	—		104
744 Oxhoft Bodenstäbe	29-32 —	—		103
922 Tonnen -	22-35 —	—		107

e. vom Faden- oder Klafterholze u. s. w. werden die in Haufen gemessenen 100 Cubikfuſs nur gerechnet

	von 2-	3-	4-	5-	6 füſsigem	
Nutzholz in Klaftern	75	$73\frac{1}{2}$	72	70	68	Cubikfuss
Brennholz in Kloben oder Scheiten -	71	69	67	65	63	—
Brennholz in Stangen	60	57	54	51	48	—
— — Zacken oder Zweigen -	56	52	48	44	40	—

1823 Brennholz in Reisig,		Cubikfuſs	
Bunden oder Wellen - -		30-35	ditto
Bandholz, nach Verhältniſs der Stärke		45-55	—
Zaunpfähle, wie Stangen-Brennholz		Pfd.	schw. Pf.
f. Lohkuchen, die 1000 Steine -		4	100
g. Holzkohlen, die 10 Cubikfuſs -		—	75
h. Holzasche (der Bremer Scheffel) unausgelaugte		—	72
ditto ditto ausgelaugte		—	130
i. Braunkohlen, die 10 Cubikfuſs -		—	280
k. Steinkohlen - - -		1	36
l. Torf, die 1000 Soden oder Steine		3	75
— — 10 Cubikfuſs aufgeschüttet		—	225

d. *Steinarten, Thon, Sand u. s. w.*

Kies, die - -	10	Cubikfuſs	2	180
Pflastersteine -	10	ditto	2	240
Sand, weiſser -	10	—	2	120
Sandstein, behauener	10	—	3	200
— unbehauener, oder Bruchsteine in Haufen, die	10	—	2	180
Pfeifenerde -	10	—	1	30
Töpfererde -	10	—	1	260
Mergel - -	10	—	2	70
Vieh- und anderer Dünger	10	—	1	30
Ziegel-, Backofensteine, 1000	Stück		54	—
— Dachzungen 1000	—		11	—
— Mauersteine 1000	—		30	—
— desgl. ungebrannte, 1000	—		35	—

e. *Leere Gefäſse.*

Ein Anker, Eimer - - -	—	16
— Doppel-Anker, Eimer, Biertonne	—	29
Eine Oel- und Thrantonne - -	—	39
— Theertonne - - -	—	93
Ein Ahm, Ohm, Tierce - -	—	48
— Essig-Oxhoft, ½ Bierfaſs - -	—	78
— Oxhoft, ½ Both, Quartele -	—	109
— Bierfaſs, Piepe - - -	—	128
— Both, Faſs, groſse Piepe -	—	155
— Stückfaſs, Stampe - -	—	217

Die Erhebungsämter werden zur vergleichenden Constatirung eines Normalgewichts solcher Gegenstände, welche wegen sehr abweichender Benennungen, Ver-

packungsarten u. s. w. hier vorläufig noch nicht verzeichnet worden sind, jede pafsliche Gelegenheit benutzen, und die Resultate in beglaubter Form registriren. 1823

Anlage E.

Preufsen Zollamt Minden

Journal pag. 20. Manifest No. 8.

Der Schiffer Heinemann hat hier auf der Fahrt von Bremen nach Carlshafen von dem Hamelnschen Schiffe No. 5. (vom Flosse bestehend aus u. s. w.)

	Conventionsgeld
heute an Weserzoll gezahlt geschrieben zwei und zwanzig Thaler siebzehn gute Groschen, und zwar in folgenden Münzsorten:	22 Rthl. 17 Gr. — Pf.
a. Sechs sächsische Speciesthaler	— — — — — —
b. Zwei Friedrichsd'or	— — — — — —
c. Preufsisch Courant in $\frac{1}{1}$	— — — — — —
d. in $\frac{1}{12}$ desgl. - -	— — — — — —
e. in $\frac{1}{12}$ hannöverische Conventions-Münze - -	— — — — — —
f. Scheide-Münze - -	— — — — — —
Summa	22 Rthl. 17 Gr. — Pf.

Minden, den 10ten März 1824.

(Siegel des Zollamts) N. N. Rendant N. N. Controlleur.

Anlage F.

Jahrgang 1824. No. 28.

Des Ausstellungsamts Bremen

Manifest

für den Schiffer Hans Heinrich Meier aus Bodenwerder zur Fahrt von Bremen nach Carlshafen,

mit dem ihm zugehörigen Bocke (Hinterhange, Bullen) No. 3., zu 40 Lasten ladungsfähig, besetzt mit vier Mannspersonen.

Bemerkungen.

1. Es kann für jedes Fahrzeug ein besonderes Manifest genommen werden, oder auch nur ein gemeinschaftli-

1823 ches für jeden, aus den gewöhnlichen 3 Fahrzeugen bestehenden Schiffszug, nach Wahl des Schiffers.

Jede Ab- oder Zuladung mufs am Ab- oder Zuladungsorte dem Manifeste nachgetragen werden.

2. Das Schema des Manifestes sich zu verschaffen und die Ausfüllung der Rubriken 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 9. zu besorgen, ist Sache des Schiffers. Die Rubriken 8. 10. 11. 12. 13 — letztere so weit Stoff dazu vorhanden — werden von den betreffenden Behörden ausgefüllt.

3. Die Unterzeichnung des Ausstellungsamts am Einladungsorte geschieht unentgeltlich, auf den Grund sich verschaffter Ueberzeugung, dafs wirklich die angegebenen Gegenstände nach Quantität und Qualität geladen sind.

4. Besteht das Manifest aus mehr als einem Bogen, so mufs es paginirt, geheftet und der Faden mit dem öffentlichen Siegel des Ausstellungsamts angesiegelt seyn. Die als Anlagen dazu gehörenden Frachtbriefe müssen immer vollständig mit dem Manifeste producirt werden. Der Schiffer wird wohl thun, sich jedesmahl noch mit einem, gegen billige Abschreibe-Gebühren vom Ausstellungsamte zu liefernden Duplicate des Manifestes zu versehen.

5. Die eigenhändige Unterschrift des Schiffers unter dem Manifeste macht ihn für Wahrheit und Vollständigkeit seiner darin enthaltenen Angaben verantwortlich.

6. Gegenwärtiges Manifest wird zu Carlshafen bei der Kurfürstlichen Behörde definitiv abgegeben und daselbst vorschriftsmäfsig aufbewahrt.

1.	2.	3.	4.	5.	6.
Voller Name u. Wohnort des Absenders	Bestimmungsort und Empfänger	Folge-Nummer des Frachtbriefs	Der Kolli und Benennung und Anzahl	Gebinde Zeichen und No.	Benennung der Waaren
Peter Wilhelm Hartig zu Bremen	Hameln Johann Friedr. Liebermann, auf Ordre niederzulegen daselbst	1	1 Tonne	H. L. 1	Tabacksblätt.
			1 dito	H. L. 2	desgl.
		2	5 Tonnen	o I - V	Fabricirter Taback
Franz Hoppe zu Bremen	Carlshafen Wilhelm Georg Kreidel	3	1 Tonne	W.G.K. 1.	Rohzucker
			1 dito	W.G.K. 2.	dito
			1 dito	W.G.K. 3.	dito
			1 dito	W.G.K. 4.	dito
	Minden Diederich Meier	4	1 Tonne	D.M. 1.	Raffinirter Zucker
			1 dito	D.M. 2.	dito
			1 dito	D.M. 3.	dito
Carl Stein zu Bremen	Carlshafen Friedrich Lasbusch	5	1 Oxhoft	F. L. 1.	Franzwein
		6	1 Kiste in Leinen	F. L. 1.	Seidenwaaren
			1 dito	F. L. 2.	dito
		7	1 Kiste in Matten	L. K. 1.	Halbseidenwaaren
			1 dito	L. K. 2.	dito
			1 dito	L. K. 3.	dito
			1 dito	L. K. 4.	dito
		8	1 Anker mit Oberfass	L. J.	Arrak
Ferdinand Dreier zu Bremen	Vlotho Heinrich Kelle	9	unverpackt		Piepenstäbe
	Derselbe, daselbst	10	desgleichen		Steinkohlen
		10	22 Kolli		

Die Richtigkeit dieses Manifestes beglaubigt,

Bremen, den 6ten Mai 1824.

Das Ausstellungsamt
N. N.

7	8	9	10	11	12	13
Maass nach der Declaration	Maass nach der Revision	Gewicht nach der Declaration	Gewicht nach der Revision	Zahlt vom Normalsatze	Zoll-Betrag in Convent.-Geld Rthl. Gr. Pf.	Bemerkungen
- - -	- - -	1 2/9 Pfd. schw.				
- - -	- - -	1 4/9 —	2 2/3 Pfd. schw. 2 Pfd. schw. 122 Pf.	1/1	— — —	
- - -	- - -	jede zu 100 Pfd.	62/3 Pfd. schw. 6 Pfd. schw. 20 0 Pf.	1/1	— — —	
- - -	- - -	150 Pfd.				
- - -	- - -	155 —				
- - -	- - -	148 —				
- - -	- - -	147				
- - -	- - -	275 — 600 Pf.	2 Pfd. schw.	1/1	— — —	
- - -	- - -	276	2 —	1/1	— — —	
- - -	- - -	274 — 825 —	225 Pfd.			
1 Oxhoft	1 Oxh.	1 Pf. schw. 260 Pfd.	1 Pfd. schw. 260 Pfd.	1/1	— — —	
		57 Pfd. 63 — 120 — —	132 Pfd.	1/1	— — —	
		160 —				
		156 —				
		163 —				
		161 — 640	2 Pf. schw. 40 Pfd.	1/1	— — —	
1 Anker	1 Anker.	90 —	— — 90 —	1/1	— — —	
500 Stück ad 70″ Länge,	richtig	16 Pfd. schw.	16 Pfd. schw.	1/4	— — —	
160 Kub. Fuss 500 Balgen	richtig	166 2/3 —	166—200 Pfd.	1/24	— — —	
			201—69 Ffd.			

Hans Heinrich Meier
Schiffer.

1.	2.	3.	4.	5.	6.
Voller Name u. Wohnort des Absenders	Bestimmungsort und Empfänger	Folge-Nummer des Frachtbriefs	Der Kolli und Gebinde Benennung und Anzahl	Zeichen und No.	Benennung der Waaren
		10	22 Kolli		- - - -

Von vorstehender Ladung sind in Dreye vorzollt
Königl. Hannöversches Zollamt zu Dreye
N. N.

u. s. w. Rendant

In Minden sind abgeladen nach Frachtbrief No. 4. 3 Kolli - - - -

bleiben 9 19 - - - - - - - - - -

In Minden sind verzollt u. s. w.

In Vlotho sind abgeladen an unverpackten Waaren nach Frachtbrief No. 10. - - - - - - - - - - - - - - -

bleiben 8 19 - - - - - - - - -

In Rinteln sind verzollt u. s. w.

In Hameln sind abgeladen nach Frachtbrief Nr. 1 und 2. Sieben Kolli - - - - - - - - - - - - - - - - - -

bleiben 6 12 - - - - - - - - -

In Hameln sind verzollt u. s. w.

In Bodenwerder sind zugeladen.

Philipp Hanke zu Bodenwerder	Carlshafen Georg Meier	11	1 Kiste	G. M. 1	Engl. Stahlwaaren
			1 dito	G. M. 2	dito
			1 dito	G. M. 3	dito
	Summa	7	15 Kolli		

In Holzminden sind verzollt u. s. w.

7.	8.	9.	10	11	12			13
Maass nach der Declaration	Revision	Gewicht Declaration	nach der Revision	Zahl vom Normalsatze	Zoll-Betrag in Conventions-Geld Rthl.	Gr.	Pf.	Bemerkungen
- - -	- - -	- - -	201Pfd.schw.69Pf.					
			18 — 169 —	1/1	3	19	3	
			16 — — —	1/4	-	19	8	
			166 — 200—	1/24	1	10	2	
			201Pfd.schw. 69Pfd.		6	1	1	
- - -	- - -	- - -	2 — 225 —					
- - -	- - -	- - -	198Pfd.schw. 144Pfd.					
- - -	- - -	- - -	166Pfd.schw. 200Pfd.					
- - -	- - -	- - -	31Pfd.schw. 244Pfd.					
- - -	- - -	- - -	9Pfd.schw. 22 Pfd.					
- - -	- - -	- - -	23Pfd.schw. 222Pfd.					

78.

Convention séparée entre l'Hanovre et la ville libre de Brêmen concernant la navigation du Weser, signée à Minden le 9 Septembre 1823. 1823

(*Sammlung der Gesetze, Verordnungen und Ausschreiben für das Königreich Hannover vom Jahre* 1824. Abth. 1. S. 23.)

Auf Veranlassung desjenigen, was wegen des Pferde-Vorspanns auf der Stromstrecke zwischen Bremen und Stolzenau bei den Verhandlungen der Weser-Schiffahrts-Commission und vorzüglich in deren 53sten Conferenz vorgekommen ist, haben sich die zu dieser Commission ernannten Bevollmächtigten der Krone Hannover und der freien Hansestadt Bremen, im Auftrage ihrer beiderseitigen Gouvernements und soweit es die Unterthanen dieser beiden Staaten angeht, über folgende Punkte vereinbart:

§. 1. Auf gedachter Stromstrecke bleibt, neben der, als dem ersten Abgangs-Orte der Schiffe, unvermeidlichen Vorspann-Station Bremen, nur die Vorspann-Station Hoya bestehen, und nehmen auf der ersten Station die Unterthanen der Krone Hannover zu zwei Dritttheilen, diejenigen der freien Hansestadt Bremen aber zu einem Dritttheil am Vorspann Antheil; auf der letzteren Station hingegen spannen blos Hannoversche Unterthanen vor. Beides jedoch nach freier Auswahl der Schiffer unter den zu jedem dieser beiden Staaten gehörigen einzelnen Vorspännern und ohne sich deshalb an eine bestimmte Reihefolge zu binden.

§. 2. Diese Beibehaltung der Station Hoya und das eben bestimmte Theilnahme-Verhältnifs am Vorspann auf beiden Stationen findet in Bezug auf die Unterthanen der contrahirenden beiden Staaten nicht allein bei den Reihefahrts-Gesellschaften der Weser-Schiffer, sondern auch bei allen anderen Waaren-Versendungen Statt, welche mit anderer Schiffs-Gelegenheit, aufser den Reihefahrten, geschehen.

1823 §. 3. Hinsichtlich der Reihefahrten wird die Direction der Oberländischen Schiffahrt zu Bremen dafür sorgen, dafs das obige Theilnahme-Verhältnifs am Vorspann daselbst gebührend beobachtet werde; hinsichtlich der Schiffs-Versendungen aufser den Reihefahrten aber verpflichtet man sich von Seiten der freien Hansestadt Bremen, eine ähnliche zweckdienliche Aufsicht für den Fall anzuordnen, dafs dergleichen von Seiten der Krone Hannover demnächst verlangt werden würde.

§. 4. Die gegenwärtige Convention tritt allerers zugleich mit der abzuschliefsenden Weser-Schiffahrts-Acte in Kraft, und soll den Gouvernements der contrahirenden beiden Staaten zur förmlichen Genehmigung, in einer doppelten Ausfertigung ungesäumt vorgelegt werden.

Minden, den 9ten September 1823.

Johann Friedrich Wilhelm Heiliger,
als Bevollmächtigter der Krone Hannover.

Dr. Friedrich Wilhelm Heineken,
als Bevollmächtigter der freien Hansestadt Bremen.

79.

Convention séparée entre la Prusse et la ville libre de Brêmen, concernant le 15ème article de l'acte de navigation du Weser, signée à Minden le 10 Septembre 1823.

(*Protokolle der deutschen Bundesversammlung.* Band 16. S. 186.)

Nachdem bei dem, unter heutigem Datum erfolgten Abschlufs der Weserschiffahrts-Acte zu §. 15 derselben, zwischen den dazu Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preufsen einer Seits, und der freien

Hansestadt Bremen anderer Seits, die besonderen Rechte 1823
zur Sprache gekommen, welche die Stadt Minden aus dem Vertrage besitzt, der zwischen besagter Stadt und der freien Hansestadt Bremen am 26ten August 1769 rechtsverbindlich abgeschlossen worden; und nachdem man sich gegenseitig darüber erklärt hat, wie es nicht die Absicht sei, durch die Stipulation des besagten Artikels 15 der Weseracte weder Königlich Preufsicher Seits die Stadt Minden an ihren durch den Vertrag von 1769 erworbenen Gerechtsamen verlieren zu lassen, noch Stadt Bremischer Seits sich mit Nachtheil derselben zu bereichern; so ist, zur genaueren Bekräftigung dessen, gleichzeitig mit der Weseracte, nachstehende Separat-Convention zwischen den vorgedachten Bevollmächtigten beider Staaten verabredet und beschlossen worden.

§. 1. Der Artikel 15 der Weseracte findet, hinsichtlich der darin für Bremen bestimmten Abgabe, vorläufig auch auf transitirende Schiffe und Waaren, welche der Stadt Minden und ihren Einwohnern gehören, eben so wie auf die der übrigen Königlich Preufsischen Unterthanen, seine volle Anwendung.

§. 2. Würde aber die Stadt Minden nachzuweisen im Stande sein, dafs Mindensche Schiffe und Güter, durch den nach §. 15 der Weseracte bestimmten Bremer Zollsatz, während eines Zeitraums von wenigstens fünf Jahren im Ganzen höher besteuert gewesen, als sie es nach den Bestimmungen des Vertrags vom 26ten August 1769 gewesen sein würden, so übernimmt die freie Hansestadt Bremen für die Vergangenheit jede darnach liquidable Entschädigung, von dem Augenblicke an, wo die Weseracte in Vollziehung getreten sein wird, der Stadt Minden und deren Einwohnern zu leisten; in welchem Falle es der besagten freien Hansestadt Bremen sodann zugleich obliegen wird, für die Zukunft entweder eine verhältnifsmäfsige Herabsetzung ihres im §. 15 der Weseracte bestimmten Zollsatzes für Mindensche Schiffer und Güter, oder, nach ihrer Wahl, die Wiedereinführung der im Jahre 1769 vereinbarten Abgabe-Tarife für selbige eintreten zu lassen.

§. 3. Die Liquidität eines solchen Entschädigungsanspruchs der Stadt Minden für sich oder ihre Einwohner, soll, entstehenden Falls, vorab im Wege der Sühne, unter Vermittlung der für die Stadt Minden competen-

1823 ten Königlich Preufsischen Regierung, festzustellen versucht werden.

§. 4. Gelänge der Sühneversuch nicht, so soll die Feststellung durch eine schiedsrichterliche Behörde erfolgen, über welche beide contrahirende Theile binnen sechs Wochen, nach darauf gemachtem Antrage, sich zu einigen versprechen.

§. 5. In jedem Falle soll aber derjenige Entschädigungsanspruch zu Bremen als vollkommen liquid anerkannt werden, welchen etwa die Stadt Minden gegen den Königlich Preufsischen Fiscus, im gewöhnlichen Gange des Prozesses, vor der competenten Gerichtsbehörde rechtskräftig in dieser Angelegenheit erstritten hätte; vorausgesetzt jedoch, dafs der Königlich Preufsische Fiscus, wenn jemals ein solcher Prozefs abseiten der Stadt Minden wider ihn angefangen werden möchte, die freie Hansestadt Bremen davon benachrichtigt haben wird, um ihre Rechte interveniendo dabei wahrnehmen zu können.

§. 6. Endlich reservirt sich die freie Hansestadt Bremen die Befugnifs, nach Ablauf von wenigstens funfzehn Jahren, nachdem die Weseracte in Vollziehung getreten sein wird, die Stadt Minden zu einer Erklärung aufzufordern:

ob sie es nach den bis dahin gesammelten Erfahrungen gerathen finde, sich den Bestimmungen des §. 15 der Weseracte hinsichtlich des Bremer Zollsatzes definitiv anzuschliefsen, und dem gemäfs den Stipulationen des Vertrags von 1769, so weit sie das Bremer Abgabenwesen betreffen, zu entsagen bereit sei?

und dafern die Stadt Minden sich dazu nicht verstehen möchte, alsdann für dieselbe, statt des Zollsatzes der Weseracte, die Abgabensätze des Vertrages von 1769 ohne Weiteres wieder in Kraft treten zu lassen.

§. 7. Gegenwärtige Uebereinkunft soll zwischen Preufsen und Bremen eben so gelten, als wenn sie der Weseracte wörtlich einverleibt worden wäre. Auch soll die Ratification derselben gleichzeitig mit derjenigen der Weseracte zwischen beiden Theilen ausgewechselt werden.

Urkundlich dessen ist diese Separat- Convention von

den Bevollmächtigten beider Staaten eigenhändig unter- 1823
schrieben und besiegelt worden.

So geschehen Minden, den 10ten September 1823.

Der zum Abschluss der Weseracte bevollmächtigte Commissarius Seiner Majestät des Königs von Preussen	Der zum Abschluss der Weseracte bevollmächtigte Commissarius des hohen Senats der freien Hansestadt Bremen
Dr. Carl Wilhelm Koppe.	Dr. Friedrich Wilhelm Heineken.

Diese Uebereinkunft hat die allerhöchste Genehmigung mittelst der zu Minden am 14ten dieses Monats ausgewechselten Ratificationsurkunde der Weserschifffahrts-Acte erhalten.

Berlin den 28ten Januar 1823.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

80.

Convention entre la Saxe royale et la principauté d'Altenbourg pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes du 20 Septembre / 9 Octobre 1823.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1823. No. 23. p. 138.)

Zwischen der Königlich Sächsischen und der Herzoglich Sachsen-Altenburgischen Regierung ist, wegen gegenseitiger Gestellung der Forstverbrecher, welche in dem einen Staate Forstfrevel verübt, in dem andern

1823 aber ihren Wohnsitz haben, folgende Uebereinkunft verabredet worden.

§. 1. Wenn sich der Fall ereignet, dafs ein Königlich Sächsischer Unterthan in dem zum Herzogthume Altenburg gehörigen Territorio, oder ein Herzoglich Altenburgischer Unterthan im Königlich Sächsischen Gebiete, ein Jagdverbrechen innerhalb oder aufserhalb des Waldes verüben, oder auf unstreitigem Waldgrund und Boden, es mag derselbe im landesherrlichen oder Privateigenthume sich befinden, eines Vergehens durch Holzentwendung, Beschädigung der Hölzer, Grasen, Hüthen, Moosscharren und Streureifsen sich schuldig machen sollte; so soll ein solcher, es sei eine Pfändung erfolgt oder nicht, gehalten sein, sich auf die an ihn ergehende Ladung, in welcher er, nach der bei der vorladenden Behörde geltenden gesetzlichen Vorschrift, mit Einräumung einer blofs vierzehntägigen Frist, zu citiren ist, vor dem Amte oder dem Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit er sich des Verbrechens schuldig gemacht hat, zu stellen, und es sollen daselbst die begangenen Jagd- und Waldfrevel sowohl, als die bei Gelegenheit derselben und uno actu continuo mit diesen begangenen andern Excesse, z. B. Widersetzlichkeit bei der Pfändung, untersucht und bestraft werden.

§. 2. Damit dergleichen Verbrechen, besonders Holzdeuben, desto leichter entdeckt werden können, soll den Forstbedienten oder den bestohlnen Eigenthümern nachgelassen bleiben, lediglich auf Anmelden bei den Dorfgerichten, oder, wenn der Verbrecher an dem Orte sich befindet, an welchem die Amts- oder Gerichtsexpedition wesentlich ist und der Beamte oder Justitiar wohnt, auf Anmelden beim Amte oder Gerichtsverwalter, ohne besondre Requisition, jedoch unter Theilnahme wenigstens einer verpflichteten Gerichtsperson, Haussuchung zu thun.

§. 3. Die Insinuation der an den Verbrecher zu erlassenden Citationen soll, ohne besondere Requisition, nur gegen Vorzeigung der schriftlichen offenen Ladung, bei demjenigen Amte oder Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit der Verbrecher wohnt, und auf mündliche Meldung, dafs solche insinuirt werden solle, gestattet, und dieses auf die Citation angemerkt werden.

§. 4. Was die Bestrafung der Verbrecher betrifft,

so sollen zwar die im Königreiche Sachsen sich vergehenden Herzoglich Altenburgischen Unterthanen nach den Königl. Sächsischen Landesgesetzen, und die Königlich Sächsischen Unterthanen, welche im Herzogthume Altenburg Forstverbrechen begehen, nach den dortigen Gesetzen in der Regel bestraft werden; es soll jedoch bei einer etwa Statt findenden bedeutenden Verschiedenheit der in beiden Landen auf dieselben Vergehen stehenden Strafen, da, wo die härtere Strafe eintritt, ein angemessenes Verhältnifs zu der gelindern Strafe, welche den Verbrecher, bei gleichem Vergehen, nach den Gesetzen seines Wohnorts getroffen hätte, beobachtet werden. 1823

§. 5. Nach beendigter Untersuchung wider die Forstverbrecher, und sofort nach Eingang der deshalb, mit Beifügung des constituirten Liquidi, zu erlassenden Requisition resp. zu Einbringung der Strafe, insofern solche in Gelde besteht, des Ersatzes und der Kosten, soll mit schleunigster Execution verfahren, und Strafe, Ersatz und Kostenbetrag an das forum delicti commissi abgegeben werden; die Verbrecher aber, welche mit andern, als Geldstrafen belegt werden, sollen gehalten sein, zu deren Verbüfsung auf die unmittelbar, jedoch mit Beobachtung der §. 3. vorgeschriebenen Anzeige und Meldung, an sie erlassene Aufforderung des Richters, der die Untersuchung geführt hat, ad forum delicti commissi sich zu stellen.

§. 6. Es soll auch wenn praevia causae cognitione sich ergiebt, dass der Verbrecher etwa nichts in Vermögen habe, von dem requirirten Richter ein gewöhnliches Attestat deshalb ertheilt, und in Ansehung der Einbringung der Kosten von Unvermögenden überhaupt eine gröfsere Strenge, als gegen die eignen Unterthanen beobachtet zu werden pflegt, von der requirirenden auswärtigen Behörde nicht verlangt, auch sollen die Obrigkeiten der Forstverbrecher nicht durch Requisitionen um executivische Beitreibung ohne Noth behelligt, und dadurch die Kosten nicht fruchtlos gehäuft werden.

§. 7. Hiernächst soll den beiderseitigen Forstbedienten zur Pflicht gemacht werden, diejenigen Verbrecher, die sie bei Verrichtungen auf ihrem Reviere in dies- oder jenseitigen Waldungen über Begehung von Waldfreveln betreffen dürften, bei dem Richter, unter dessen Jurisdiction die Waldung gelegen ist, anzuzeigen.

1823 §. 8. Diese Uebereinkunft soll vom Tage der in beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication an in Kraft treten, und auf die nächstfolgenden zehn Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zur erfolgenden Aufkündigung, welche sodann Jedem der Hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht, gelten.

Dresden, den 9ten October 1823. und Altenburg, den 20sten September 1823.

Königlich Sächsische Landesregierung zu Dresden.

Ernst Friedrich Carl Aemilius *Freiherr* von Werthern.

Herzogl. Sächsische Landesregierung zu Altenburg.

Friedrich Carl Adolph von Trützschler.

81.

Traité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien du commerce du baillage ducal et enclavé de Mühlingen; signé le 10 *Octobre* 1823.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1823. No. 19. S. 177.)

Da die Gefälle, welche dem Königlich Preufsischen Gesetze vom 26ten Mai 1818 gemäfs, auf den äufseren Gränzen des Staats erhoben werden, auch mehrere in demselben eingeschlossene souveraine Besitzungen deutscher Bundesstaaten treffen, Seine Majestät der König von Preufsen aber geneigt sind, dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen in Folge dieses besonderen Verhältnisses zufliefst, den landesherrlichen Kassen gedach-

ter Staaten für den Fall überweisen zu lassen, dafs eine 1823
gemeinschaftliche billige Uebereinkunft deshalb getroffen werden könnte; so haben Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg Sich zu einer solchen Uebereinkunft in Rücksicht Ihres von den Königlich Preufsischen Staaten eingeschlossenen souverainen Amtes Mühlingen, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit erklärt, und es ist hierauf zwischen den Bevollmächtigten beider Theile, nämlich von Seiten Seiner Majestät des Königs von Preufsen, durch Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath *von Bülow* und von Seiten Seiner Durchlaucht des ältestregierenden Herzogs zu Anhalt-Bernburg durch Höchst Ihren Geheimen Rath und Regierungs-Präsidenten *von Salmuth*, nachstehender Vertrag verabredet und, unter Vorbehalt der Genehmigung, abgeschlossen worden.

Art. I. Der Betrag des aus den Königlich Preufsischen Kassen nach gegenwärtigem Vertrage an Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg zu überweisenden Einkommens soll von drei zu drei Jahren in gemeinsamer Uebereinkunft bestimmt werden. Zur Grundlage dieser Uebereinkunft soll der jedesmalige letztdreijährige Ertrag des Einkommens an Verbrauchsteuer bei den Königlichen Zoll- und Steuerämtern in den sieben östlichen Provinzen des Preufsischen Staats dergestallt dienen, dafs der Antheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht daran nach dem Verhältnisse der Bevölkerung der gedachten sieben Preufsischen Provinzen zu der Bevölkerung des eingeschlossenen souverainen Amtes Mühlingen berechnet wird. Es wird dabei, um die Schwierigkeit der Sonderung der Zollgefälle von der Verbrauchsteuer zu beseitigen, welche letztere nach der dermaligen Erhebungsrolle unter den Eingangs-Abgaben mitbegriffen ist, angenommen, dafs die Verbrauchsteuer fünf Achtel des Einkommens an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zusammengenommen betrage.

Art. II. Mit Rücksicht auf die Bestimmungen im ersten Artikel ist die Summe, welche Seine Herzogliche Durchlaucht bis zum 31ten December 1824 erheben lassen darf, auf Sechs Hundert, Vier und Zwanzig Thaler Preufsisch Courant jährlich festgesetzt, welche in gleichen Quartal-Raten in den Monaten März, Juni,

1823 September und December jedesmal mit Ein Hundert Sechs und Funfzig Thalern bei der Königlichen Regierungs-Hauptkasse zu Magdeburg zur Verfügung Seiner Herzoglichen Durchlaucht bereit stehen soll. Findet diese Zahlung Anstand, so wird solche sofort auf die davon Herzoglicher Seits gemachte Anzeige von der Königlichen General-Staats-Kasse in Berlin geleistet werden. Die beim Abschlufs dieses Vertrags fällige Zahlung wird innerhalb vier Wochen, nach erfolgter Genehmigung desselben, durch die gedachte General-Staatskasse geleistet.

Art. III. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Bernburg versichern Ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den innerhalb der Preufsischen Zolllinie an den äufsern Gränzen des Staats belegenen Königlich Preufsischen Ländern und dem Herzoglichen Amte Mühlingen dergestalt, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnisse aller Art, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. IV. In Folge des vorstehenden Artikels werden auch solche inländische Erzeugnisse, welche in dem Königlich Preufsischen und in dem Herzoglichen Gebiete innerhalb der Preufsischen Zolllinie mit besonderen Verbrauchsteuern zur Zeit belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, in sofern in völlig freiem Umlaufe sein, als in beiden Ländern dem Landeshern gleiche Abgaben davon entrichtet werden. Wo aber eine solche Gleichheit nicht statt findet, kann in dem Gebiete, welches den höheren Steuersatz hat, das Fehlende nacherhoben werden. Wiewohl hiernach (aufser dem Salz und den Spielkarten, wovon der folgende Artikel besonders handelt) nur bei Branntwein, Bier und Taback, sofern die Umstände es erfordern sollten, beide letztere Gegenstände zu beachten, der freie Uebergang in den Preufsischen Staat Hindernisse findet, so bleibt es doch für den wechselseitigen Verkehr der Unterthanen mit ihren Erzeugnissen wünschenswerth, solche immer mehr zu beseitigen, daher Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg den Zins der Branntweinbrenner, oder die Auflage auf den Branntwein, welcher im Amte Müh-

lingen erzeugt wird, alsbald dergestalt erhöhen wollen, 1823
dafs solche der Preufsischen Abgabe vom inländischen Branntwein völlig gleich kommt.

Art. V. Da das Salz und die Spielkarten, welche in dem Preufsischen Staate von den eigenen Unterthanen desselben bereitet und verfertigt werden, im Preufsischen Gebiete nicht freien Umlauf haben, sondern nur von den dazu bestimmten Anstalten verkauft werden dürfen, so werden in Folge dieser Bestimmung auch Salz und Spielkarten, wenn diese in dem Amte Mühlingen bereitet und verfertigt sein möchten, in den Königlichen Ländern nicht freien Umlauf haben können, sondern daselbst den gleichen Beschränkungen, vorbehaltlich der freien Durchfuhr der Spielkarten, unterworfen sein. In Rücksicht des Salzes findet überdies die besonderen Bestimmungen der zu Halle und Bernburg am 6ten und 9ten April 1821 abgeschlossenen Uebereinkunft Anwendung, jedoch ist dabei ausdrücklich festgesetzt, dafs dieselbe ihren Grundzügen nach so lange bestehen soll, als die Vereinigung wegen der Steuern dauert.

Art. VI. Beide landesherren werden in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Seine Durchlaucht der Herzog zu Anhalt-Bernburg wollen namentlich gestatten, dafs die Königl. Zollbeamten die Spuren begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen und mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten sich des Thatbestandes versichern. Wenn auch zu dessen Feststellung, oder Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von den Königlichen Zollbedienten bei den Herzoglichen Amts- oder Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, sollen diese, nachdem sie sich von der Zuverlässigkeit den Umständen nach überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Seine Herzogliche Durchlaucht wollen ferner in dem Amte Mühlingen verordnen und darauf halten lassen:

dafs alle Herzoglichen Unterthanen und Andere, die sich in dem gedachten Amte aufhalten, welche Waaren, ohne die an den Preufsischen Zollstellen zu erhebenden Gefälle — woran Seine Herzogliche Durchlaucht für den im Preufsischen Staate eingeschlosse-

1823 nen Theil Ihrer Besitzungen Selbst Antheil haben — unterschleiflich über die äufsere Preufsische Gränze eingeführt haben, oder welche sonst Handlungen begehen, welche gegen das Preufsische Steuergesetz und Ordnung vom 26ten Mai 1818 laufen, nach der Strenge dieser Gesetze, deren Kenntnifs bei ihnen vorausgesetzt wird, auch von den Anhalt-Bernburgschen Gerichts-Behörden, wenn von diesen die Untersuchung und Ueberführung erfolgt, bestraft werden sollen.

Die Geldstrafen und Konfiscationen, worauf die Herzoglichen Gerichte in solchen Fällen erkennen möchten, fallen dem Herzoglichen Fiscus, nach Abzug des Denuncianten-Antheils lediglich anheim.

Art. VII. Die Dauer dieses Vertrages ist bis zum Schlusse des Jahres 1830 festgesetzt worden. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Vertrages keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite, so ist derselbe stillschweigend als bis zu Ende des Jahres 1839 verlängert anzusehen.

Art. VIII. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification Vorgelegt, und nach Auswechselung der Ratificationsurkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden.

Zu Urkund dessen ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidruckung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Berlin den 10ten October 1823.

Heinr. Ulr. Wilh. von Bülow.

Joh. Volrath Ludwig *Freiherr* von Salmuth.

Dieser Vertrag ist am 2ten November 1823 von Seiner Majestät dem Könige ratificirt und die Ratifications-Urkunden sind demnächst am 27ten gleichen Monats zu Berlin ausgewechselt worden.

Berlin den 19ten Dezember 1823.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

82.

Traité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant l'extensio, du système prussien des contributions indirectes sur le duché supérieur d'Anhalt-Bernbourg, signé le 10 *Octobre* 1823.

1823

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1824. No. 1.)

Da Seine Majestät der König von Preufsen und Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg, nach sorgfältiger Erwägung aller Verhälnisse, die Ueberzeugung gewonnen haben, dafs die Hindernisse, welche dem freien Verkehr der beiderseitigen Unterthanen mit einander im Wege stehen, sich nur durch eine Uebereinstimmung in den Grundsätzen des indirekten Steuersystems gründlich beseitigen lassen; so haben dieselben, in der Absicht, die Wohlthat jenes freien Verkehrs Ihren Unterthanen zuzuwenden und dadurch zugleich die lang begründeten, freundnachbarlichen Verhältnisse dauerhaft zu befestigen, darüber durch ihre beiderseitigen Bevollmächtigten nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen durch Allerhöchst Ihren Geheimen Legations-Rath *von Bülow*,

Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg durch Höchst Ihren Geheimen Rath und Regierungs-Präsidenten *von Salmuth*,

nachfolgende Ubereinkunft verabreden und unter Vorbehalt der Genehmigung abschliefsen lassen.

Art. I. Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg erklären sich, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit, mit dem obern Herzogthume Bernburg dem Preufsischen indirekten Steuersystem beizutreten, wie solches durch das Gesetz vom 26ten Mai 1818 und die seitdem erlassenen Bestimmungen und Er-

1823 hebungsrollen festgesetzt ist, oder künftig noch durch gesetzliche Deklarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird. Dabei ist jedoch ausdrücklich verabredet worden, dafs die Grundsätze des Gesetzes vom 26ten Mai 1818 ohne besondere Uebereinkunft nicht abgeändert werden sollen.

Art. II. Seine Majestät der König von Preufsen versprechen dagegen dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen in Folge dieser Anschliefsung zufliefsen dürfte, den landesherrlichen Kassen Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg überweisen zu lassen.

Art. III. Da nach den Bestimmungen des gedachten Zoll- und Verbrauchsteuer-Gesetzes vom 26ten Mai 1818 die Gefälle auf der äufseren Gränze des Preufsischen Staats erhoben werden, und deshalb nicht zu ermitteln ist, wieviel die Herzoglichen Unterthanen davon für die aus dem Auslande zu beziehenden Waaren entrichtet haben dürften; so soll der jedesmahlige letzt dreijährige Ertrag des Einkommens an Verbrauchsteuern bei den Königlichen Zollämtern in den sieben östlichen Provinzen des Preufsischen Staats dergestalt für die drei nächsten Jahre zur Grundlage der Theilnahme Sr. Durchlaucht des Herzogs zu Anhalt-Bernburg an jenen Einkünften dienen, dafs Höchst Dessen Antheil nach den Verhältnissen der Bevölkerung des in den Zollverband aufgenommenen Theils der gedachten sieben Preufsischen Provinzen zu der Bevölkerung des oberen Horzogthums Bernburg, berechnet werden wird. Es wird dabei um die Schwierigkeit der Sonderung der Zollgefälle von der Verbrauchsteuer zu beseitigen, welche letztere nach der dermaligen Erhebungsrolle unter den Eingangs-Abgaben mitbegriffen ist, angenommen, dafs die Verbrauchsteuer $\frac{4}{9}$ des Einkommens an Ein- Aus- und Durchgangs-Abgaben zusammengenommen betrage.

Art. IV. Wiewohl Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg eine Theilnahme an den Durchgangs-Abgaben, da diese nicht auf den Verbrauch zu rechnen sind, weder auf den Grund gehabter und aufzugebender Durchgangs-Erhebungen noch einer höheren Besteuerung Höchst Dero Unterthanen, welche als die Folge Ihres Beitritts zu dem Preufsischen Steuersysteme sich betrachten liefse, in Anspruch nehmen können; so

haben Seine Majestät der König von Preufsen doch aus 1823
Rücksicht auf den Umstand, dafs die Herzoglichen Unterthanen gegenwärtig die, in den Preufsischen Staaten hochbesteuerten ausländischen Waaren, ohne Preufsisches Gebiet zu berühren, unmittelbar aus dem Auslande beziehen können, welches mit dem Beitritte zu dem Preufsischen Steuersysteme aufhört, dieserhalb Seiner Herzoglichen Durchlaucht auch einen Antheil an den Einkünften der Durchgangs-Abgaben zugesichert. Dem zufolge ist der Gesammtantheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht an dem Gesammtertrage von Ein- Aus- und Durchgangs-Abgaben in den zum Steuerverbande der sieben östlichen Preufsischen Provinzen gehörigen Landestheilen auf $\frac{3}{4}$ nach dem Verhältnisse der Bevölkerung des oberen Herzogthums Bernburg festgesetzt.

Art. V. Von den Waaren, welche mit Herzoglichen Hofmarschall-Amts-Attesten für die Hofhaltung Seiner Durchlaucht eingehen, werden die Gefälle, so weit es durch die gedachten Atteste verlangt wird, nicht beim Eingange erhoben, sondern blofs notirt, und bei der nächsten Quartal-Hebung des Antheils Seiner Durchlaucht an den Gesammt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet.

Art. VI. Die für die Herzoglichen Unterthanen mit der Post ankommenden Waaren sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. VII. In Folge des Beitritts des oberen Herzogthums Bernburg zum Preufsischen Steuerverbande, wird die Umstellung desselben mit Preufsischen Zollbeamten, so weit solches mit dem Preufsischen Gebiete gränzt, gänzlich aufhören, dagegen aber eine Gränzbewachung desselben gegen das nicht Preufsische Gebiet zu dem Ende angeordnet werden, dafs keine unversteuerte Waaren in das obere Herzogthum Bernburg, und aus demselben in die Preufsischen Staaten eingeführt werden können.

Art. VIII. In Erwägung dafs die Erhebung der Steuern an der Anhalt-Bernburg-Braunschweigischen Gränze für den Preufsischen Staat, nachdem zwischen solchem und dem obern Herzogthume ein freier Verkehr eröffnet worden, von höchster Wichtigkeit ist, und dafs zur Erhaltung der erforderlichen Gränzaufsicht, ein öfte-

1823 rer Wechsel der angestellten Beamten dienlich erachtet wird; so haben Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg Ihrem Rechte der Bewachung und Zollerhebung auf der Gränze Ihres obern Herzogthums gegen das nicht Preufsische Gebiet zu Gunsten Seiner Majestät des Königs von Preufsen, jedoch mit Ausnahme der Ernennung des oder der Zolleinnehmer, welche Sich Seine Herzogliche Durchlaucht vorbehalten, entsagt, wogegen Allerhöchstdieselben die mit dieser Gränzbewachung verbundenen Kosten zu tragen versprechen. Wird zur Unterstützung der Gränzaufseher, militärische Hülfe nöthig, so versprechen Seine Herzogliche Durchlaucht, solche, auf geschehene von Seiten des Ober-Inspectors an die Herzogliche Regierung zu richtende Requisition, zu gewähren.

Art. IX. Es sollen demnächst eine oder, nach Befinden der Umstände, zwei Nebenzollämter an der Herzoglich Anhalt-Bernburg-Braunschweigischen Gränze angelegt, und dabei das zur Erhebung der Gefälle und zur Sicherung der Gränzbewachung erforderliche Personale angestellt werden. Seine Herzogliche Durchlaucht versprechen, dafür zu sorgen, dafs solches gegen angemessene Miethen das nöthige Unterkommen finde.

Art. X. Das oder die gedachten Nebenzollämter werden den Namen: Königlich Preufsisches und Herzoglich Anhalt-Bernburgisches Neben-Zollamt, führen, und das Königliche und Herzogliche Wappen soll bei den Erhebungsstellen angeschlagen werden. Die zur Gränzbewachung erforderlichen Gränzaufseher werden zwar, mit Ausnahme der Zolleinnehmer, welche von Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg ernannt werden, von Seiner Majestät dem Könige von Preufsen angestellt, besoldet und uniformirt; doch sollen sowohl Gränzaufseher als Zoll-Einnehmer beiden Landesherren den erforderlichen Diensteid für die Dauer ihrer Anstellung im oberen Herzogthume Bernburg leisten und das Königlich Preufsische und das Herzoglich Anhalt-Bernburgische Wappen vereint auf der Kopfbedeckung tragen.

Art. XI. Die Einnehmer und Gränzaufseher, welche im oberen Herzogthume Bernburg ihren Wohnsitz angewiesen erhalten, sind für die Dauer ihrer dortigen Anstellung in allen Privat- und bürgerlichen Verhältnis-

sen den Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Gerichten unterworfen; dagegen stehen sie in allen Dienstangelegenheiten und Dienstvergehen unter dem betreffenden Königlich Preufsischen Haupt-Zollamte und den sonst competenten Königlichen Behörden. 1823

Art. XII. Es werden im oberen Herzogthume, gegen das nicht Preufsische Ausland, ein Gränzbezirk der Oertlichkeit angemessen gebildet, die Zollstrafsen mit Tafeln bezeichnet, und eine Binnenlinie festgesetzt werden. Innerhalb dieses Gränzbezirks werden die Gränzbeamten nach der Zollordnung und den allgemeinen gesetzlichen Vorschriften verfahren. Indefs werden auch in dem übrigen Landesgebiete beide Regierungen sich in den zur Sicherung Ihrer Landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen, nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen, und daher namentlich auch gestatten, dafs die Königlich Preufsischen Zoll- und die Herzoglich Bernburgischen Impost (Accise)-Beamten die Spur begangener Unterschleife in die gegenseitigen Gebiete verfolgen und mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten sich des Thatbestandes versichern. Wenn auch zu dessen Feststellung, oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von den beiderseitigen Zoll- und Accise-Beamten, bei den Landes- oder Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, sollen diese, nachdem sie sich überzeugt, dafs, den Umständen nach, die Anträge durch die Gesetze begründet, oder ihnen doch nicht entgegen sind, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Se. Durchlaucht versprechen, das Preufsische Steuergesetz und Ordnung vom 26ten Mai 1818 und dessen bereits ergangene oder noch zu erlassende Declarationen, als Landesherrliches Gesetz zur Kennnifs Ihrer Unterthanen bringen, für die Aufrechthaltung desselben durch die betreffenden Behörden sorgen und die Contravenienten, nach erfolgter Untersuchung und Ueberführung, nach der Strenge dieser Gesetze bestrafen zu lassen. Geldstrafen, worauf die Herzoglichen Gerichte in solchen Fällen erkennen möchten, fallen, so wie die Confiscate, nach Abzug des Denunciantenantheils, dem Herzoglichen Fiscus lediglich anheim.

Art. XIII. Se. Majestät der König von Preufsen und Se. Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Bernburg,

1823 versichern Ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den, innerhalb der Preufsischen Zolllinie an den äufsern Gränzen des Staats belegenen Königlich Preufsischen Landen und dem obern Herzogthume Anhalt-Bernburg dergestalt, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnisse aller Art, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. XIV. Da jedoch ein völlig freier Verkehr zwischen den Preufsischen und Anhalt-Bernburgischen Landen, wie er im vorstehenden Artikel beabsichtigt wird, nur dann möglich ist, wenn eine völlige Gleichheit der indirecten Abgabenverfassung auch in Beziehung auf alle inländische Erzeugnisse Statt findet, indem bei Ermangelung derselben, namentlich bei den drei wichtigen Erzeugnissen, Branntwein, Bier und Taback, die Preufsische Regierung genöthiget sein würde, eine Bewachung der Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Gränze fortdauern zu lassen, oder andere Controllen mit bedeutendem Kostenaufwande, und nicht ohne Hemmung des gegenseitigen Verkehrs, einzuführen, so versprechen Se. Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg in Ihren Landen, bei den vorgedachten drei Erzeugnissen, eine gleichmäfsige Besteuerung und Erhebung, wie in den Königlich Preufsischen Staaten, eintreten zu lassen. Bis dahin, dafs diese eingerichtet ist, wird bei dem Uebergange in das Gebiet, welches den höheren Steuersatz hat, von dessen Behörden das Fehlende nacherhoben werden, zu welchem Ende Seine Herzogliche Durchlaucht gewilligt sind, auch solche Verfügungen treffen zu lassen, dafs die Einführung der gedachten Erzeugnisse in das Preufsische, nur gegen Beibringung des Beweises von der Statt gefundenen Anmeldung bei demjenigen Preufsischen Zollamte, welches die Nachsteuer zu erheben hat, erlaubt sein soll. Dagegen haben Seine Majestät der König von Preufsen sich bereit erklärt, die Kosten der Erhebung der Gefälle an den äufseren Gränzen des Preufsischen Staats, allein zu tragen, und Seiner Herzoglichen Durchlaucht überhaupt keine Verwaltungskosten in Abzug bringen zu lassen.

Art. XV. Da das Salz und die Spielkarten, welche in dem Preufsischen Staate von den eigenen Unterthanen desselben bereitet und verfertigt werden, im Preu-

ſsischen Gebiete nicht freien Umlauf haben, sondern nur 1823
von den dazu bestimmten Anstalten verkauft werden dürfen; so werden in Folge dieser Bestimmung auch Salz und Spielkarten, welche in den Herzoglichen Landen bereitet und verfertiget worden sein möchten, in den Königlichen Landen nicht freien Umlauf haben können, sondern daselbst den gleichen Beschränkungen, vorbehältlich der Durchfuhr der Spielkarten, unterworfen sein. In Rücksicht des Salzes finden überdies die besonderen Bestimmungen der zu Halle und Bernburg am 6ten und 9ten April 1821 abgeschlossenen Uebereinkunft Anwendung, und ist dabei ausdrücklich festgesetzt, daſs dieselbe ihren Grundzügen nach so lange bestehen soll, als die Vereinigung wegen der Steuern dauert.

Art. XVI. Mit Rücksicht auf die vorhergehenden Bestimmungen ist der Antheil an dem Steuereinkommen, welchen Seine Herzogliche Durchlaucht bis zum 31sten December 1824 zu erheben haben, auf eine Summe von dreizehn tausend Thalern Preuſsisch Courant für das Jahr festgesetzt, welche in gleichen Quartalraten, in den Monathen März, Juni, September und December jedesmahl mit drei tausend zwei hundert und funfzig Thalern Preuſsisch Courant bei der Königlichen Regierungs-Hauptkasse zu Magdeburg zur Verfügung Seiner Herzoglichen Durchlaucht bereit stehen sollen. Erleidet diese Zahlung Anstand, so wird solche sofort, auf die davon Herzoglicher Seits gemachte Anzeige, von der Königlichen General-Staatskasse in Berlin geleistet werden. Die Zolleinnahme der gemeinschaftlichen Nebenzollämter im oberen Herzogthume, wird von den dabei bestellten Einnehmern, auf Abschlag des Seiner Herzoglichen Durchlaucht zukommenden jährlichen Steueranteils, in so weit dieses jedoch dadurch nicht überschritten wird, an die Herzoglich Bernburgschen Behörden unmittelbar abgeliefert werden.

Art. XVII. Findet eine Anschlieſsung des untern Herzogthums Bernburg an das Preuſsische Steuersystem Statt, so tritt sodann zwischen dem obern und untern Herzogthume Bernburg ein völlig freier Verkehr, jedoch mit Berücksichtigung der im Art 14. gedachten Bestimmungen ein. Sollte aber das untere Herzogthum noch ferner als Ausland betrachtet werden müssen, so

1823 wollen doch Seine Majestät der König von Preufsen, zur Erhaltung und Erleichterung des Verkehrs zwischen den beiden genannten Herzoglichen Landestheilen, einige Ausnahmen von dem Gesetze vom 26ten Mai 1818 gestatten.

Art. XVIII. Dem zufolge sollen Getreide und Vieh aller Art, so wie Hülsenfrüchte und Sämereien, aber sämmtlich nur in so weit, als es der eigene Bedarf der Bewohner des oberen Herzogthums erfordert, nebst funfzig Zentner Papier, welche sämmtlich als Erzeugnisse des untern Herzogthums Bernburg mit Ursprungs-Bescheinigungen von den betreffenden Behörden versehen sein müssen, desgleichen der in Bernburg gewonnene Wein und Weinessig für die Herzogliche Kellerei in Ballenstedt, gegen die erforderlichen Scheine der Behörden, aus dem gedachten untern Herzogthume über Aschersleben nach dem obern Horzogthume Bernburg abgabenfrei eingeführt werden können. Nächstdem werden dem Königlichen Zollamte zu Aschersleben die nöthigen Befugnisse zur Erhebung der Durchgangsabgaben beigelegt werden. Auch wird der Herzogliche Cammerwagen, wenn er von Ballenstedt nach Bernburg geht, in Aschersleben keiner Visitation unterworfen werden. Kommt derselbe aber von Bernburg nach Ballenstedt, so geht zwar das herrschaftliche Felleisen auch unvisitirt durch, allein alle abgabepflichtige Waaren, welche sich auf dem Wagen befinden, und in keinem Falle in dem Felleisen befindlich sein dürfen, müssen versteuert werden.

Art. XIX. Um jedoch auch dem Wunsche Seiner Herzoglichen Durchlaucht, in Bezug auf eine Erleichterung des Verkehrs des untern Herzogthums Bernburg mit dem Preufsischen Staate, nach Möglichkeit zu entsprechen, so wollen Seine Majestät auch gestatten, dafs nachfolgende Gegenstände mit gehörigen Ursprungs-Zeugnissen versehen, aus dem untern Herzogthume Bernburg in die Preufsischen Staaten über die Haupt-Zollämter Neu-Gattersleben, Cönnern und Wittenberg, theils ganz steuerfrei, theils gegen Erlegung herabgesetzter Eingangsabgaben, eingeführt und gleichfalls einige nachbenannte Erzeugnisse aus dem Preufsischen, welche mit Ausgangsabgaben belegt sind, nach dem untern Herzogthume Bernburg abgabenfrei ausgeführt werden dürfen:

A. Gegenstände, welche aus dem untern Herzogthume 1823
nach Preufsen eingeführt werden können:

1. Alle Arten Getreide, Hülsenfrüchte und Sämereien.
2. Grobe Böttcher-, Drechsler-, Korbflechter-, Tischler- und alle rohe oder blos gehobelte Holzwaaren, Wagenarbeiten und Maschinen von Holz, oder überall blos solche, welche nicht höher als mit der allgemeinen Eingangsabgabe belegt sind.
3. Kalk, Gips, Bruch- und Kalksteine, so wie Ziegeln.
4. Grobe ungebleichte Leinwand.
5. Rüb-, Lein- und Hanföl, so wie Oelkuchen.
6. 20 Zentner graues Lösch- und Packpapier. 10 Zentner ordinäres, kleines halbweifses Druckpapier, auch weifses und gefärbtes Packpapier, so wie 3 Zentner andere Papiergattungen, jedoch ausschliefsend von der Papiermühle in Bernburg.
7. Töpferwaaren und Steingut.
8. Vieh aller Art.
9. 15 Zentner wollene Tücher gegen eine ermäfsigte Abgabe von 15 Rthlr. pro Zentner und 15 Zentner Flanelle und Moltons gegen eine herabgesetzte Abgabe von 5 Rthlr. pro Zentner, ausschliefsend aus dem Herzoglichen Amte Coswig.

B. Gegenstände, welche aus Preufsen in das untere Herzogthum abgabenfrei ausgeführt werden dürfen.

1. Holzkohlen und
2. alle Arten von Oelkörnern.

Es ist dabei jedoch verabredet worden, dafs die Ursprungs-Zeugnisse in dem untern Herzogthume Bernburg, nur den Eigenthümern von den resp. selbst gewonnenen und selbst verarbeiteten Erzeugnissen, nicht aber denen, welche solche von den Eigenthümern kaufen, um damit einen Handel zu treiben, von den Herzoglichen Behörden ertheilt werden sollen; nicht minder wird die Ausfuhr der vorgenannten Preufsischen Erzeugnisse nur gegen Vorzeigung Herzoglicher gerichtlicher Atteste, wodurch der Bedarf für die betreffenden Herzoglichen Unterthanen bescheinigt wird, und welche auf keinen Fall über solchen hinaus gewährt werden sollen,

1823 ohne Erlegung der festgesetzten Ausgangsabgabe statt finden. Damit es den Frachtfuhrleuten, welche von Braunschweig und Magdeburg nach Halle und Leipzig fahren, und den Weg über Bernburg einschlagen, erleichtert werde, daselbst zu übernachten; so wird man sich über solche Vorkehrungen einigen, wodurch Defraudationen verhütet werden.

Art. XX. Da jedoch die in den Königlich Preufsischen Staaten am höchsten besteuerten ausländischen Waaren, namentlich Colonialwaaren aller Art, Weine und seidene Zeuge, mit keiner Abgabe im obern Herzogthume bisher belegt gewesen sind, und frei aus dem Auslande haben bezogen werden können, dies Verhältnifs auch fortdauert, bis der Beitritt der Herzoglichen Lande zum Preufsischen Steuersystem wirklich in Ausführung gebracht wird, mithin, wenn die Preufsische Gränzbewachung wegfällt, den Königlichen Kassen und gewerbtreibenden Unterthanen ein bedeutender Verlust aus der Einführung der unversteuerten Waarenbestände in dem obern Herzogthume erwachsen könnte; so versprechen Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg, vier Wochen vor Aufhebung der Preufsischen Gränzbewachung gegen das obere Herzogthum, und mit dem Eintritt der Gränzbesetzung desselben gegen das nicht Preufsische Gebiet, alle Waarenbestände in dem obern Herzogthume genau aufzeichnen zu lassen, die Besitzer der Waaren entweder zur Bezahlung der Steuer von den Beständen oder zur Wiederausführung der Waaren nach dem Auslande, vor Aufhebung der Königlich Preufsischen Gränzbewachung anzuhalten. Die zu erhebende Steuer wird den Herzoglichen Kassen zufallen, jedoch soll der Betrag derselben von der Preufsischer Seits nach Art. XVI. zu zahlenden Summe, in Abzug gebracht werden. Ueber die Art und Weise der Aufnahme der Waarenbestände, und wie weit dabei zu gehen sein dürfte, hat eine besondere Einigung statt gefunden.

Art. XXI. Die Dauer dieses Vertrags ist bis zum Schlusse des Jahres 1830 festgesetzt worden. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Vertrages keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite so ist derselbe stillschweigend als bis zu Ende des Jahres 1839 verlängert anzusehen.

Art. XXII. Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratification vorgelegt, und nach Auswechselung der Ratifications-Urkunden, sofort zur Vollziehung gebracht werden. 1823

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 10ten October 1823.

Heinh. Ulr. Wilhelm von Bülow.

Johann Volrath Ludwig *Freiherr* von Salmuth.

Dieser Vertrag ist unterm 2ten November 1823 von Seiner Majestät dem Könige ratificirt, und die Ratifications-Uukunden sind demnächst am 27ten gleichen Monaths zu Berlin ausgewechselt worden.

Berlin den 19ten December 1823.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

83.

1823 *Acte du gouvernement Britannique portant nomination de Consuls dans les nouveaux Etats de l'Amérique ci-devant éspagnole du 17 Octobre 1823.*

(*The Times* 1823. Octobre 18. No. 12, 006.)

Foreign Office Oct. 17. 1823.

Sir! — I am directed by Mr. Secretary Canning to acquaint you, in reference to your application for protection to the trade of His Majesty's subjects with the provinces of Spanish America, that His Majesty's Government have determined to send out forthwith Consular Agents to the several ports and places in those provinces, in which, as they have learned from the best inquiry, British interests are at present most extensively concerned.

I subjoin a list of these ports and places.

I am, Sir, your most obedient humble servant.

John Lowe Esq. etc. etc.	Joseph Planta.
Mexico	Consul general
Vera Crux	Consul
Acapulco	ditto
Santa Fe de Bogota	Consul general
La Guayra	Consul
Maracaybo	ditto
Carthagena	ditto
Panama	ditto
Buenos Ayres	Consul general
ditto	Vice-Consul
Monte Video	Consul
Chile (Valparaiso)	Consul general
ditto	Vice-Consul
ditto	ditto
Peru (Lima)	Consul general
ditto	
ditto	

84.

Traité d'union, de ligue et de confédération perpetuelle, entre la Colombie et le Méxique, signé à Bogota le 23 *Octobre* 1823, *ratifié par le gouvernement colombien, à l'exception de l'art. X., d'une partie de l'art. XI. et d'une partie de l'art. XIV. le* 30 *Juin* 1824 *et publié dans la ville de Méxique, le* 20 *Septembre* 1825. 1823

(*Le Moniteur* 1826. 28 Janv. No. 28. *Le Journal de Francfort* 1826. 31 Janv. *No.* 31. *New Annual register* 1824. *Public Papers* pag. 543.)

Le gouvernement de la république de la Colombie, d'une part, et celui du Méxique, de l'autre, désirant sincèrement terminer les maux de la guerre actuelle, dans laquelle ils ont été forcés de s'engager avec le Roi d'Espagne, et ayant résolu d'employer la totalité des forces de terre et de mer qui leur appartient pour la défense de leur liberté, et désirant en outre que cette ligue devienne générale parmi tous les états de l'Amérique Meridionale, afin qu'ils puissent unir leurs ressources pour maintenir leur indépendance commune, ils ont nommé des plénipotentiaires qui ont conclu le traité suivant d'union, de ligue et de confédération:

Art. I. Les républiques de la Colombie et du Méxique s'unissent en ligue et en confédération pour toujours en paix comme en guerre, afin de maintenir autant que les circonstances le permettront, par le moyen de leurs forces de terre et de mer leur indépendance contre la domination de l'Espagne, ou de toute autre nation étrangère; et afin d'assurer, après la reconnoissance de leur indépendance, la bonne intelligence et l'harmonie entre [illegible] rs pr[illegible] es citoyens et avec les états avec lesquels ils [illegible] dir des relations par la suite.

1823 Art. II. Les républiques de la Colombie et du Méxique ont donc conclu réciproquement un traité perpétuel d'alliance et d'amitié constante pour leur défense commune, s'obligeant à s'entre-aider et à repousser mutuellement toute attaque ou invasion qui pourroit menacer d'une manière quelconque la sûreté de leur indépendance et de leur liberté, ou affecter leurs intérêts, ou troubler leur paix, pourvu que dans ce cas une réquisition soit faite à une des républiques par les autorités de l'autre légalement établies.

Art. III. Afin de parvenir au but de l'article précédent, les deux parties contractantes s'engagent à s'entre-aider avec les forces de terre qu'on fixera par des conventions particulières, quand les circonstances l'exigeront.

Art. IV. Les forces de terre et de mer des deux parties contractantes seront employées à remplir les conditions des conventions précédentes.

Art. V. Dans le cas, où par un évènement in attendu, il faudroit fournir des secours avec une grande promptitude, chacune des parties contractantes sera libre d'epérer contre l'ennemi dans les territoires de l'autre, si les deux gouvernemens n'ont point le tems de se concerter entr' eux. Quand les troupes agiront ainsi, elles observeront les lois et les ordonnances de l'état où leurs opérations auront lieu, autant que les circonstances le permettront. Elles obéiront au gouvernement et respecteront ses ordres. Les dépenses faites dans ces occasions seront fixées par des conventions séparées et remboursées une année après la conclusion de la guerre.

Art. VI. Les parties contractantes s'obligent à fournir tous les secours possibles aux bâtimens marchands ou de guerre appartenant à l'une d'elles, qui arriveront dans leurs ports respectifs amenés par les avaries ou par toute autre cause; ces navires pourront faire les réparations dont ils auroient besoin, se procurer des vivres, des armes, et augmenter leurs équipages de manière à pouvoir continuer leurs voyages ou leurs croisières, et cela aux depens de l'état ou des individus auxquels ils appartiendront.

Art. VII. Afin d'éviter les outrages que commettent les corsaires sur le commerce national et sur celui des

neutres, les parties contractantes conviennent d'étendre 1823
la jurisdiction des cours maritimes de chacune d'elles à leurs corsaires et à leurs prises indifféremment, dans le cas où on ne pourroit pas constater le port d'où ils sont partis, et lorsqu'ils seront soupçonnés d'avoir fait éprouver des avaries au commerce des nations neutres.

Art. VIII. Les parties contractantes se gerantissent mutuellement l'intégrité de leurs territoires respectifs, tels qu'ils étoient avant la guerre actuelle; reconnoissant comme partie intégrante de ce territoire ce qui n'étoit point compris dans les vice-royautés du Méxique et de la Nouvelle-Grenade, mais qui en fait maintenant partie intégrante.

Art. IX. Les parties intégrantes du territoire des deux parties seront déterminées et reconnues.

Art. X. Si la tranquillité intérieure venoit malheureusement à être troublée dans le territoire de l'une des deux parties contractantes par des hommes séditieux, ennemis d'un gouvernement légal, les parties contractantes s'engagent à faire cause commune contre eux, jusqu'à ce que l'ordre et l'empire de la loi soient rétablis. Les forces nécessaires seront fournis comme il est stipulé par les articles 2 et 3.

Art. XI. Toutes les personnes qui, après avoir pris les armes contre le gouvernement légal de l'un des deux pays se seroient retirées sur le territoire de l'autre, afin d'echapper aux poursuites de la justice, seront livrées au gouvernement contre lequel l'offense a été commise. Les déserteurs de l'armée et de la marine sont compris dans cet article.

Art. XII. Afin de consolider l'union entre les deux états et d'empêcher l'interruption de leur amitié et de leur bonne intelligence, on formera un congrès auquel chacune des deux parties contractantes enverra deux plénipotentiaires munis des mêmes pouvoirs que ceux qu'on accorde aux ministres du même rang qu'on envoye auprès des nations étrangères.

Art. XIII. Les deux parties contractantes s'obligent à inviter les autres états de l'Amérique ci-devant colonies éspagnoles, à adhérer à ce traité d'union de ligue et de confédération perpetuelle.

Art. XIV. Aussitôt qu'on sera parvenu à ce but

1823 important, on assemblera un congrès général des états de l'Amérique, auquel se rendront les plénipotentiaires de tous ces états. Le but de ce congrès sera d'établir des relations intimes entre tous et chacun de ces états, et de confirmer celles qui existent. Il servira en outre de conseil dans les grandes occasions, de point de réunion dans les dangers communs, d'interprête fidèle des traités publics, en cas qu'il survienne des malentendus et d'arbitre s'il s'élevoit des différends.

Art. XV. L'isthme de Panama étant une partie intégrante de la Colombie et l'endroit le plus favorable pour la réunion d'un congrès, cette république promet de fournir aux plénipotentiaires du congrès toutes les facilités que l'hospitalité demande d'un peuple parent, et qu'exige le caractère sacré des ambassadeurs.

Art. XVI. Le Méxique consent de son coté à faire la même stipulation si jamais les évènemens de la guerre ou le consentement de la majorité des états portoient le congrès à se réunir dans son territoire.

Art. XVII. Ce traité d'union, de ligue et de confédération perpetuelle ne sera pas regardé comme affectant d'une manière quelconque l'exercice de la souveraineté nationale de l'une ou de l'autre des parties contractantes, sous le rapport de ses lois et de la forme de son gouvernement, ou de ses relations extérieures; mais les deux parties contractantes s'engagent positivement à ne pas consentir à une demande quelconque d'indemnité, de tribut, d'impôt qui seroit faite par l'Espagne pour la perte de sa suprématie sur ces contrées, et par toute autre nation en son nom.

Elles s'engagent aussi à ne pas faire avec l'Espagne ou avec une autre nation quelconque, de traité au préjudice de leur indépendance; mais de maintenir dans tous les tems leurs intérêts mutuels, avec la dignité et l'énergie qui conviennent à des états libres, independans, amis et confédérés.

Art. XVIII. Stipulé pour la ratification du traité précédent.

Fait à Bogota le 23 Oct. 1823.

85. 1823

Traité de paix, de commerce et de navigation entre S. M. le roi de Sardaigne et la Porte Ottomane, signé à Constantinople le 25 Octobre 1823, publié dans le royaume de Sardaigne, le 20 Janvier 1825.

(*Neueste Staatsakten und Urkunden* Band 1. Heft 1. p. 20.)

Im Namen Gottes. Amen.

Se. Maj. Carl Felix, König von Sardinien, Herzog von Savoyen und Genua u. s. w., Fürst von Piemont u. s. w., und Se. Kaiserl. Majestät der Grösste der Sultane, und erlauchtester der ottomannischen Herrscher, der mächtigste ottomannische Kaiser, furchtbarer Beherscher von sehr vielen grofsen Ländern, Sultan Mahmud Chan II, von gleichem Wunsche beseelt, unter sich und Ihren respectiven Staaten und Völkern dauerhafte Friedens- und Freundschaftsverhältnisse zu begründen, wie auch den Unterthanen beider hohen contrahirenden Theile die Vortheile eines auf wechselseitig ersprieſslichen Grundlagen und Grundsätzen beruhenden Handelsverkehrs zu sichern, haben es für angemessen befunden, einen feierlichen und definitiven Freundschafts-, Friedens-, Handels- und Schiffahrts-Tractat, nach dem Muster der mit andern befreundeten Mächten bestehenden Tractate, abzuschlieſsen.

Se. Maj. der König von Sardinien haben zu diesem Behufe die Vermittlung ihres Freundes und Bundesgenossen des Königs des vereinigten Königreichs Grofsbritannien und Irland in Anspruch genommen, und daher mit Zustimmung Sr. Grofsbritannischen Mejestät zu Ihrem Commissär und Bevollmächtigten ernannt Se. Excellenz den hochgebornen Herrn Percy Clinton Sydney, Lord Viskount und Baron von Strangford, Pair des Königreichs Irland, Grofskreuz des Bathordens, des königlich portugiesischen Ordens vom Thurm und Schwert,

1823 und mehrerer anderer hohen Orden; Mitglied des geheimen Raths Sr. Königlich Grofsbritannischen Majestät, und Höchstderen aufserordentlichen Botschafter und bevollmächtigten Minister bei der hohen ottomannischen Pforte; — und

Se. Kaiserliche Majestät der Sultan Mahmud Chan II, haben Ihrerseits zu Ihren Commissären und Bevollmächtigten ernannt II. Excellenzen die H H. Mehmed Arif Bei Efendi, ehemaliger Kadiasker von Rumelien, Mehmed Sadik Reis-Efendi, jetzigen Grofskanzler des Reichs, und Mehmed Seida Efendi, Generalinspector der Artillerie, welche nach erfolgter Auswechselung ihrer respectiven, in gehöriger Form befundenen Vollmachten, und nach reiflich gepflogener Berathung über folgende Artikel übereingekommen sind, und selbe abgeschlossen und unterzeichnet haben:

Art. I. Se. Majestät der König von Sardinien und die hohe ottomannische Pforte schliefsen auf gleiche Weise, wie die hohe Pforte mit andern Mächten durch Verträge verbunden ist, einen Freundschafts-Vertrag in Folge dessen, wie es die Verhältnisse der Freundschaft und des guten Einvernehmens fordern, die Kaufleute, Unterthanen und die Kauffartheischiffe Sr. Sardinischen Majestät in die Staaten des ottomannischen Reichs kommen, ihren Handelsverkehr daselbst mit voller Sicherheit treiben, und alles Schutzes und Beistandes gewärtig sein können. Dagegen können auch die Kaufleute, Unterthanen und Handelsschiffe der hohen Pforte die Staaten Sr. Königlich Sardinischen Majestät mit der vollkommensten Sicherheit besuchen, ihren Handelsverkehr da selbst treiben, und alles Schutzes und Beistandes gewärtig sein.

Art. II. Die Unterthanen und Kaufleute beider contrahirenden Theile werden als Zollgebühren für die Ein- und Ausfuhr ihrer Waaren (mit Ausnahme der verbotenen und Kontrebande-Waaren) erlegen, und zwar die sardinischen Kaufleute drei Procent gleich den andern europäischen Handelsleuten, und die ottomannischen Kaufleute eben so viel, und es soll von beiden Seiten nichts über dieses stipulirte Quantum abgefordert werden.

Art. III. Den sardinischen Handelsleuten ist auch, gleich den übrigen Europäern, erlaubt, von den Erzeugnissen der Türkei solche Waaren und Artikel zu neh-

men und auszuführen, deren Ausfuhr nicht verboten ist, 1823
und deren das Land nicht selbst bedarf.

Art. IV. In den Theilen des ottomannischen Reichs, wo die sardinischen Unterthanen Handel treiben werden, und woselbst die Anwesenheit eines Consuls oder Viceconsuls zur Besorgung ihrer Angelegenheiten und Interessen offenbar nothwendig sein wird, sollen Consuln und Viceconsuln aufgestellt werden, welche aus den Unterthanen Sr. Sardinischen Majestät gewählt, und selben die erforderlichen Diplome und Decrete, mit den herkömmlichen Privilegien und Immunitäten, ausgefertigt werden sollen. Auf gleiche Weise steht es der hohen Pforte, wenn sie es für nothwendig erachtet, frei, in Sardinien Schach-Bender oder Consuln und Viceconsuln anfzustellen, welche als solche auf gebührende Weise ausgezeichnet und denselben die üblichen Privilegien zugestanden werden sollen.

Art. V. Die Schach-Bender und Viceconsuln, welche in den Seestädten von Sardinien residiren, werden die Consulats-Gebühren von den Waaren der ottomannischen Kaufleute erheben, welche von Handelsschiffen der ottomannischen Pforte daselbst eingeführt und ausgeladen werden, und zwar nach dem festzustellenden Tarif, und die sardinischen Kaufleute werden den Consuln und Viceconsuln ihrer Nation die gewöhnlichen Consulats-Gebühren von den Waaren entrichten, welche sie auf sardinischen Schiffen in die Häfen der Türkei einführen und ausladen werden.

Art. VI. Wenn die sardinischen Unterthanen Jerusalem, oder einen andern Ort des ottomannischen Reichs, es sei aus Andacht oder aus blofser Reiselust besuchen wollen, so werden sie zu diesem Behufe mit einem kaiserlichen Ferman versehen werden, um frei und ungehindert reisen, und alles Beistandes und Schutzes gewärtig sein zu können.

Art. VII. Wenn ein sardinischer Unterthan in der Türkei mit Tode abgeht, so wird der an dem Orte, wo derselbe verstorben ist, residirende Consul Sr. Sardinischen Majestät sein nachgelassenes Vermögen einstweilen in Besitz nehmen, um es sodann seinen Erben zukommen zu lassen. Wenn sich kein Consul in dem Orte befindet, so wird ein Ortsrichter (Kadi) das Inventarium über den Nachlass den nächsten sardinischen Consul übersenden. Dasselbe Verfahren wird auch in Hinsicht

1823 der Unterthanen der hohen Pforte, welche in Sardinien mit Tode abgehen dürften, beobachtet werden.

Art. VIII. Diejenigen Streitigkeiten und Prozesse, welche sich unter sardinischen Unterthanen (in der Türkei) erheben, sollen von den Gesandten und Consuln ihrer Nation untersucht und geschlichtet werden; diejenigen Streitigkeiten und Prozesse aber, welche sich zwischen sardinischen und ottomannischen Unterthanen erheben, sollen nach den türkischen Gesetzen in Gegenwart eines sardinischen Dragomans, entschieden und geschlichtet werden. Jeder solcher Prozefs, dessen Gegenstand über 4000 Aspern beträgt, soll nach Konstantinopel gewiesen, und dort nach den heiligen Gesetzen entschieden werden.

Art. IX. Die sardinischen Unterthanen, welche sich in ottomannische Länder begeben, und sich daselbst ruhig mit ihren Handelsangelegenheiten beschäftigen, sollen, wofern sie sich keiner Vergehungen schuldig machen, auf keinerlei Weise von den türkischen Behörden und Obrigkeiten belästiget werden. Wenn sich aber sardinische Unterthanen Vergehungen zu Schulden kommen lassen, so sollen sie, mit Beiziehung des bevollmächtigten Ministers oder Consuls ihrer Nation, auf die nämliche Art zur verdienten Strafe verurtheilt werden, wie in ähnlichen Fällen, gegen die übrigen Europäer verfahren wird.

Art. X. Wenn sich die Kriegsschiffe beider Mächte begegnen, so werden sie sich wechselseitig die nach dem Seegebrauch üblichen Zeichen der Freundschaft geben; und wenn Kriegsschiffe einer der beiden Mächte Kauffartheischiffen der andern begegnen, so werden solche auf höfliche und freundschaftliche Weise behandelt werden. Die Handelsschiffe beider Theile werden sich bei der Ankunft in die Häfen und auf den Rheden der respectiven Staaten den bestehenden Verordnungen des Landes fügen.

Art. XI. In dem Fall, wenn ein sardinischer Unterthan zu dem Islamismus übertritt, so soll er in Gegenwart des sardinischen Dragomans vernommen werden, und wenn sich ergiebt, dafs er unbestreitbare Schulden hat, so soll die Liquidation derselben nach den heiligen Gesetzen bewerkstelligt werden.

Art. XII. Die Consuln und Viceconsuln von Sardi-

nien in den ottomannischen Staaten, so wie überhaupt alle 1823
sardinischen Unterthanen, welche in Handelsangelegenheiten in die Türkei kommen, werden vom Charadsch, vom Badsch, und von allen andern Abgaben dieser Art befreit sein.

Art. XIII. Es wird stipulirt, dafs die sardinischen Kauffartheischiffe, welche, um Handel zu treiben, nach der Türkei kommen, unter ihrer eigenen Flagge, und nicht unter der einer andern Macht segeln werden; die sardinische Flagge weder an Fahrzeuge anderer Mächte, noch an Schiffe von Raajas (nicht mahomedanischen Unterthanen der Pforte) gegeben werde; dafs der bevollmächtigte Minister, so wie die Consuln und Viceconsuln Sr. Sardinischen Majestät keine Patente an Unterthanen der hohen Pforte ausfertigen, noch selbe offen oder insgeheim beschützen sollen, Grundsätze, von denen es nicht erlaubt ist abzuweichen.

Art. XIV. Dem bevollmächtigten Minister, so wie den Consuln Sr. Königl. Sardinischen Majestät, welche bestimmt sind, bei der hohen Pforte und in den ottomannischen Staaten zu residiren, werden alle diejenigen Privilegien, Rechte und Immunitäten zugestanden werden, welche die bestehende Freundschaft gebietet, und deren die Agenten der andern Mächte geniefsen. In Erwiederung dessen, und nach demselben Grundsatz werden den Consuln und Viceconsuln der hohen Pforte, welche in Sardinien residiren werden, dieselben Privilegien, Rechte und Immunitäten bewilliget.

Art. XV. Nach erfolgter Unterzeichnung und Ratification des gegenwärtigen Freundschafts- und Handels-Tractats von beiden Theilen, soll derselbe auf keinerlei Weise verletzt, sondern pünctlich beobachtet werden. Gegenwärtige Acte wird sowohl von Seiten Sr. Majestät des Königs von Sardinien, als von Seite Sr. Majestät des Kaisers der Osmanen, nach dem bestehenden Gebrauch durch die beiderseitige Unterschrift feierlich bestätigt und ratificirt, und die Ratificationen innerhalb vier Monaten, und wo möglich noch früher, von dem Tage des Abschlusses gegenwärtiger Acte an gerechnet, zu Konstantinopel ausgewechselt werden, von welcher Acte die beiderseitigen Bevollmächtigten zwei gleichlautende Exemplare haben ausfertigen lassen, solche mit ihrer eigenhändigen Unterschrift und mit ihrem Insiegel versehen, und gegenseitig ausgewechselt haben.

1823 So geschehen zu Konstantinopel am 25sten des Monats October im Jahre 1823.

Unterz. STRANGFORD.

„Wir aufserordentlicher Botschafter und bevollmächtigter Minister Sr. Majestät des Königs von Grofsbritannien bei der hohen Pforte, und Bevollmächtigter Sr. Majestät des Königs von Sardinien zum Abschlusse eines Freundschafts- und Handels-Vertrags zwischen Sr. Sardinischen Majestät und der hohen ottomannischen Pforte, bezeugen und erklären jedem, den es angeht, dafs gegenwärtige Abschrift eine echte und genaue Abschrift des unterm 25ten October des laufenden Jahrs zwischen Sr. Sardinischen Majestät und der hohen ottomannischen Pforte abgeschlossenen Tractats sei, welcher aus einer Einleitung, fünfzehn Artikeln, und einem Schlufssatze besteht, und am besagten Tage von Uns und den ottomannischen bevollmächtigten Ministern unterfertigt, und von uns in zwei gleichlautenden Exemplarien gegenseitig ausgewechselt worden ist.

Urkund dessen u. s. w.

Unterz. STRANGFORD."

(Die Auswechslung der Ratificationen gegenwärtigen Tractats in den respectiven Sprachen ist zu Konstantinopel von den Bevollmächtigten der beiden hohen contrahirenden Mächte am 27sten des Monats April des Jahres 1824, welcher dem Ende des Schaaban des Jahrs der Hedschira 1259 entspricht, auf feierliche Weise vollzogen worden.)

86.

Traité pour l'occupation des places de Barcelonne, Tarragone et Hostalrich par les troupes françoises, conclu à Sarria le 1 Novembre 1823.

(*Le Journal de Francfort* 1823. 25 Nov. No. 328.329.)

Traité conclu pour l'occupation des places de Barcelonne, Tarragone et Hostalrich, en consequence des bases établies dans la lettre de S. Exc. M. le maréchal duc de [illegible], commandant en chef, à M. le géné-

ral Espoz y Mina, en date du 22 Octobre; entre le lieu- 1823
tenant général comte Curial, commandant supérieur du blocus de Barcelonne, le lieutenant général baron Berge, commandant en chef l'artillerie du 4e corps, le maréchal de camp Després, chef de l'état-major général du 4e corps, d'une part; et M. le maréchal de camp don Antonio Rotten, gouverneur de la place de Barcelonne, les lieutenants colonels don Joseph de la Torre-Trassierra et don Ramon Gali, chargés respectivement des pouvoirs de S. Exc. le lieutenant général don Francisco Espoz y Mina, général en chef du 1er corps d'armée d'opérations, commandant général du septième district militaire, et don Antoine Gironella et don Joseph Elias, habitans de Barcelonne, représentans la dite ville d'autre part.

Art. I. Les troupes de ligne, la milice active et toutes les troupes de terre et de mer soumises à l'ordonnance militaire qui se trouvent sous les ordres du général Mina, sortiront des places de Barcelonne, Tarragone et Hostalrich, et se dirigeront aux contonnemens qui leur seront assignés d'un commun accord par les généraux en chef des deux armées, dans lesquels cantonnemens, il ne pourra y avoir d'autres troupes que des troupes françoises. Les régimens resteront réunis dans les mêmes cantonnemens, autant qu'il sera possible.

Art. II. Les troupes arrivées dans leurs cantonnemens conserveront leur organisation actuelle, leurs armes, leurs équipages et chevaux, elles recevront la paie et les vivres que leur accorde l'ordonnance; les officiers, sergens et caporaux conserveront leurs emplois et ne pourront être molestés pour leur conduite politique ni pour leurs opinions antérieures. Il sera accordé aux dites troupes les moyens de transport nécessaires qu'on paiera suivant le tarif.

Art. III. Avec les malades et les blessés resteront les employés de santé et les hommes nécessaires, et à mesure de leur guérison, il leur sera donné les escortes et les secours nécessaires pour passer à leur destination.

Art. IV. Si quelques officiers, employés ou autres individus de l'armée désirent demeurer momentanément dans lesdites places pour arranger des affaires d'intérêts ou autres quelconques; ils y sont autorisés: dès qu'ils auront terminé leurs affaires, il leur sera donné des sûretés nécessaires pour passer à leur destination.

Art. V. Les officiers généraux, les officiers retirés

1823 de toutes les classes, les officiers isolés, ceux de l'état major, d'artillerie, de génie et de marine, les employés de l'administration militaire qui se trouvent dans lesdites places, conserveront leurs grades et équipages, et obtiendront, relativement à leurs opinions et à leur conduite politiques, toutes les garanties qui sont stipulées dans l'art. 2. pour les officiers de la troupe de ligne. Ils seront autorisés à demeurer dans les lieux où ils se trouvent.

Art. VI. Les employés des douanes, tant d'infanterie que de cavalerie qui se trouvent dans lesdites places, conserveront leur organisation actuelle. Ils seront cantonnés comme les troupes de ligne, et pourront être appelés à remplir les fonctions relatives à leur institution avec les garanties accordées aux troupes de ligne par l'art. 2.

Art. VII. Les chasseurs provinciaux d'infanterie et de cavalerie obtiendront les mêmes garanties. Il leur sera accordé un congé absolu conformément à leur engagement. Les officiers, sergens et caporaux pourront porter leurs marques distinctives; ceux qui rentreront dans l'armée ne pourront porter d'autre marque distinctive que celle du grade qu'ils avoient avant l'époque à laquelle ils ont passé dans les corps de chasseurs provinciaux.

Art. VIII. Les milices locales, tant volontaires que levées en vertu de la loi, les corps des employés déposeront leurs armes dans les parcs d'artillerie, le jour même de l'occupation des places indiquées. Les individus qui composent lesdits corps pourront demeurer dans lesdites places ou se retirer où bon leur semblera, sous les garanties de sûreté personnelle stipulées dans l'art. 2.; les mêmes garanties seront accordées à tout individu quelconque, ayant pris les armes sous quelque denomination que ce soit.

Art. IX. Les miliciens non habitans ni domiciliés dans lesdites places seront libres de rester ou de sortir et de rentrer dans leurs communes respectives; les commandans de place et les justices seront requis de leur donner sûreté et protection.

Art. X. S. Exc. le maréchal duc de Conégliano interposera sa médiation pour faire lever le sequestre apposé a raison des circonstances politiques sur les biens des miliciens et autres individus domiciliés ou refugiés dans les places ci-dessus indiquées.

Art. XI. Les italiens et les allemands qui font partie des corps qui se trouvent dans lesdites places seront traités comme les militaires espagnols. Il sera accordé des passeports à ceux qui les demanderont. 1823

Art. XII. Les employés civils, les personnes qui auront exercé des fonctions publiques sous le systême constitutionnel, et tous autres individus ne pourront être poursuivis ni en leur personnes ni en leurs biens pour leur conduite publique, ni pour les opinions qu'ils auront manifestées tant verbalement que par écrit.

Art. XIII. M. le maréchal duc de Conégliano interposera sa médiation pour que les dettes et engagemens contractés par les fonctionnaires et administrations établis en Catalogne par le systême constitutionnel soient reconnus, sauf la régularisation des comptes.

Art. XIV. Les réligieux séculiers et réguliers domiciliés ou refugiés dans lesdites places seront libres d'y rester ou de sortir sous les garanties personnelles établies par l'art. 2.

Art. XV. L'armée françoise n'exigera aucune contribution de guerre dans lesdites places.

Art. XVI. Il sera accordé des passeports aux individus de quelque classe que ce soit, qui, pour motifs politiques, voudront sortir d'Espagne. Ils seront transportés soit par terre, soit par mer, aux points qui seront fixés par les autorités françoises, d'un commun accord avec eux, et il leur sera donné les moyens de subsistance pendant le tems nécessaire pour passer à leur destination, mais avec la condition qu'ils devront se présenter aux dites autorités dans les troispremiers jours de l'occupation des dites places. Ils pourront emporter avec eux leurs propriétés mobiliaires, et on leur donnera les moyens nécessaires pour en assurer le transport.

Art. XVII. Les places de Barcelonne, Tarragone et Hostalrich seront occupées par les troupes françoises 48 heures après que la ratification de la présente convention leur sera communiquée. Les dites troupes françoises prendront possession au nom de S. M. Ferdinand VII. Les ports de Barcelonne et de Tarragone seront occupés en même tems que les places par les vaisseaux de la croisière françoise.

Art. XVIII. Les armes de toute qualité, les arsénaux, parcs d'artillerie, tous les magasins millitaires et

1823 tous les vaisseaux de guerre espagnols qui se trouveront dans les ports de Barcelonne et de Tarragone seront remis sous inventaire aux fontionnaires françois nommés pour les recevoir.

Art. XIX. Les vaisseaux de quelque nation que ce soit, qui se trouvent dans les ports ci-dessus désignés, ne pourront être détenus ni molestés, sous quelque pretexte que ce soit.

Art. XX. Pour favoriser les intérêts particuliers, les autorités françoises donneront des passeports aux habitans desdites places qui en auront besoin, en attendant que les autorités civiles espagnoles soient installées.

Art. XXI. Les autorités françoises prendront, lors de la prise de possession des dites places, tous les moyens

---

87.

Convention entre l'Autriche et la Grande-Brétagne concernant l'acquittement définitif de l'emprunt Autrichien en Angleterre; signée à Vienne le 17 *Novembre* 1823.

(*The Times* 1824. February 6. No. 12, 103.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Majesty the Emperor of Austria, being equally desirous of coming to a definitive agreement upon the subject of the Austrian Loan and of cancelling the whole debt with which Austria is burdened under this denomination, their said Majesties have resolved to make this the subject of a convention, and have named their respective plenipotentiaries for drawing up and concluding the same, to wit: — His Britannic Majesty, the Hon. Robert Gordon; and his Majesty the Emperor of Austria, Clement Wencezlas Lothaire, Prinçe Metternich-Winnebourg, Prince of Ochsenhausen, Duke of Portella, Knight of the golden Fleece, Grand Crofs of the royal order of St. Stephen of Hungary, of the civil crofs of Honour and of St. John of Jerusalem, Chancellor of the Military Order of

nécessaires pour assurer la tranquillité publique et pré- 1823
venir toute espèce de désordre.

Art. XXII. La présente convention ne sera valable que lorsquelle sera ratifiée par M. le maréchal duc de Conégliano et par S. Exc. le lieutenant général Espoz y Mina. Cette ratification devra avoir lieu demain.

Sarria, 1er Novembre 1823.

Le Comte de Curial, *le Baron* Berge, Desprez. Rotten, Joseph de la Torre-Trassierra, Ramon Gali, Antonio Gironella. Joseph Elias.

Une convention additionelle conclue à Barcelonne le 2 Novembre 1823 regle plus particulièrement le mode d'occupation de la ville et forteresse de Barcelonne par les troupes françoises.

87.

(*Archives diplomatiques* Vol. 6. p. 134.)

S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, et S. M. l'Empereur d'Autriche, également animés du désir de conclure un arrangement définitif au sujet de l'emprunt autrichien, et d'amortir la totalité de la dette dont l'Autriche est chargée sous cette dénomination, leurs dites Majestés, ont résolu d'en faire l'objet d'une convention, et ont nommé à cet effet des plénipotentiaires savoir:

(Autriche le Prince de Metternich p. t. . . Grande-Brétagne: l'honor. Robert Gordon p. t.)

lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs sont convenus des articles suivans:

1823 Maria Theresa, Grand Crofs of the Guelphic Order, and of several others, Chamberlain, privy councillor of his Imperial Majesty, his Majesty's Minister of state and of conferences, Chancellor of court and state and of the Imperial House etc. etc., who, after having communicated their full powers, have agreed upon the following articles: —

Art. I. His Majesty the Emperor of Austria engages to pay the sum of two millions five hundred thousand pounds sterling, in satisfaction of the whole of the British claims upon his Imperial Majesty, under the head of the Austrian Loan.

Art. II. It is agreed, that this sum of two millions five hundred thousand pounds sterling shall be paid into the British Treasury, in the name and on the behalf of the Austrian government, by the houses of Baring, Reid, and Irving, and Rothschild in London; the said houses having been appointed and fully empowered by the Austrian government to make the above payment, according to such terms as have been agreed to, and are judged satisfactory, by the British government.

Art. III. Immediately after the ratification of the present convention by their Majesties the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Emperor of Austria, his Britannic Majesty's Plenipotentiary will deliver up to such persons as shall be appointed by his Imperial Majesty to receive them, the original letters of octroi, and the whole of the imperial bonds, which have been held in the possession of his Britannic Majesty's government, as securities, from the time of raising the Austrian loan; and his Britannic Majesty's government will henceforth be responsible for the complete release of the Austrian government from all british claims that could be founded upon the said loan.

Art. IV. It is exprefsly understood that, in virtue of the present convention, all pecuniary claims upon Austria that are connected with the Austrian loan, as well as all pecuniary claims upon Great Britain, of whatsoever description they may be, which have existed, or might be considered to exist, on the part of the imperial government of Austria, are declared to be extinct and are hereby totally abolished.

Art. V. The present convention shall be ratified within the space of six weeks, or sooner if possible,

Art. I. S. M. l'Empereur d'Autriche s'engage à payer la somme de deux millions cinq cent mille livres Sterling, pour acquit de la totalité des créances britanniques envers Sa Majesté impériale sous le titre d'emprunt autrichien.

Art. II. Il est convenu que cette somme de deux millions cinq cent mille livres Sterling sera payée à la trésoreris britannique, au nom et à l'acquit du gouvernement autrichien, par les maisons Baring, Reid et Irving, et Rothschild, à Londres; les dites maisons ayant été désignées et pleinement autorisées par le gouvernement autrichien pour faire ledit payement, conformément aux conditions convenues et agrées par le gouvernement britannique.

Art. III. Immédiatement après la ratification de la présente convention par leurs Majestés le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande et l'Empereur d'Autriche, le plénipotentiaire de S. M. britannique délivrera à telles personnes que S. M. impériale aura désignées à cet effet, les obligations originales et la totalité des bons impériaux, qui ont été retenus en la possession du gouvernement de S. M. britannique, comme sûretés, depuis l'époque où l'emprunt autrichien fut contracté; et le dit gouvernement restera dès lors responsable de l'acquittement complet du gouvernement autrichien pour toutes les réclamations britanniques qui pourroient être fondées sur ledit emprunt.

Art. IV. Il est expressément entendu, qu'en vertu de la présente convention, toutes les réclamations pécuniaires envers l'Autriche, qui seroient en connexion avec l'emprunt autrichien, aussi bien que toutes les réclamations pécuniaires envers la Grande-Brétagne, de quelque nature qu'elles soient, qui ont existé ou pourroient être censées exister de la part du gouvernement autrichien, sont déclarées éteintes, et sont totalement abolies par les présentes.

Art. V. La présente convention sera ratifiée dans

1823 and the instruments of retification shall be exchanged at London. In faith of which the respective Plenipotentiaries have hereunto affixed their signatures and the seals of their arms.

Done at Vienna, this seventeenth day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-three.

R. Gordon.

Metternich.

88.

Convention entre le royaume de Wurtemberg et le grand-duché de Baden pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée le 10 Décembre 1823.

(*Königl. Würtembergisches Staats- und Regierungs-Blatt* 1823. 22ten Dec. No. 66.)

Zwischen der Krone Würtemberg und dem Grofsherzogthum Baden ist, zu Abwendung der in den beiderseitigen Gränz-Waldungen häufig eintretenden Verwüstungen, eine besondere Uebereinkunft wegen Bestrafung derjenigen, welche in diesen Waldungen Frevel begehen, getroffen worden; welche Uebereinkunft wörtlich folgende Bestimmungen enthält:

§. 1. Jeder der beiden Staaten läfst Uebertretungen der Forst-Gesetze (Forstfrevel), welche durch seine Staats-Angehörigen in dem Gebiete des andern begangen sind, nach den eigenen Gesetzen aburtheilen, als wäre den letzteren in den eigenen Waldungen von den eigenen Angehörigen zuwider gehandelt worden.

§. 2. Die auf eigener sinnlicher Wahrnehmung beruhende Angabe eines verpflichteten Forst-Officianten aus dem einen Staate bewirkt gegen den — dem andern Staate angehörigen Forstfrevler einen vollen Beweis und hat dessen Verurtheilung zur Folge, wenn der Ange-

le délai de six semaines, ou plus tôt s'il est possible, et 1823
les ratifications seront échangées à Londres.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne le 17 Novembre de l'an de grâce 1823.

R. Gordon.

Metternich.

---

schuldigte den Beweis nicht durch Gegenbeweis zu entkräften vermag.

§. 3. Das Forst-Personal ist berechtigt, den Frevler auf dem Gebiete, wo er gefrevelt, zu verhaften und ihn an die Behörde seines Wohnorts abzuliefern: welche Ablieferung sogleich nach Erhebung der erforderlichen Notizen von den persönlichen Verhältnissen des Verhafteten zu bewerkstelligen ist.

§. 4. Gegenseitig wird zur Entdeckung Hülfe geleistet, und es werden Haussuchungen auf der Stelle von den Orts-Behörden gestattet, jedoch in Gegenwart der letzteren, welche das Entdeckte verwahren lassen, ohne für ihre Mitwirkung eine Belohnung zu empfangen.

§. 5. Wenn der Forst-Excefs dergestallt durch Erkenntnifs erledigt ist, dafs die Strafe vollstreckt werden kann, so hat die Untersuchungs-Behörde eine beglaubigte Abschrift der zu Protokoll genommenen Verhandlung und des zu vollstreckenden Erkenntnisses dem Angeber zuzustellen und gleiche Abschriften seiner vorgesetzten Behörde zuzusenden, beides bei einer Strafe von einem bis fünf Gulden.

§. 6. Die Untersuchung und Bestrafung wird möglichst beschleunigt, und namentlich veranlafst die untersuchende Behörde auch die Vollstreckung des Erkenntnisses.

§. 7. Ueber den Schadens-Ersatz wird von den Behörden des Staats, wo die Uebertretung abgeurtheilt wird, und zwar in der Regel sogleich bei der Aussprechung der Strafe erkannt.

Die Behörde, welche den Forstfrevel rügt, erkennt auch über die Anzeige-Gebühr, deren Statthaftigkeit und Betrag nach den Gesetzen und Verordnungen des

1823 Staats festgesetzt werden, von dessen Behörde der Forstfrevel abgeurtheilt wird. Erkannte Geld- und Arbeits-Strafen werden zum Vortheil jenes Staats vollzogen, dessen Behörden sie verhängt haben.

§. 8. Die Uebereinkunft tritt von dem 15ten December 1823 an für beide Staaten in Kraft.

Nachdem Se. Königliche Majestät dieser Uebereinkunft die Allerhöchste Genehmigung ertheilt haben; so wird der Inhalt derselben andurch auf Allerhöchsten Befehl zur Nachachtung, öffentlich bekannt gemacht.

Stuttgart den 10ten December 1823.

Für den Minister:

MAUCLER.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus éstimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

TOME VI. SECONDE PARTIE.
1824 — 1826 incl.

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1828.

AVANT-PROPOS.

Mr. Dieterich, libraire à Gottingue, m'ayant prié de continuer le *recueil des traités* commencé par feu Mr. de Martens, je n'ai pas cru devoir me refuser à un travail qui bien que laborieux et pénible, plus qu'on ne le croiroit d'abord, est cependant d'une utilité reconnue. En redigeant ce sixième tome du nouveau recueil, je me suis tenu aussi strictement que possible au plan que feu Mr. de Martens s'étoit proposé et j'ai taché soigneusement de ne rien admettre qui ne fût d'une importance directe pour la connoissance des rapports extérieures des differens états. Je sais fort bien qu'il est très difficile de renfermer un ouvrage tel qui celui-ci, dans des bornes exactes et précises, cependant je suis persuadé qu'on peut, même sous ce rapport, établir quelques règles générales pour servir de principes à observer rigoureusement et qu'on ne doit pas violer. C'est ainsi que je n'ai admis des actes promulgués d'un seul coté par une puissance quelconque, qu'autant qu'ils établissoient de nouveaux principes du droit des gens ou renfermoient des modifications essentielles dans les rapports ordinaires des differens états entre eux. Vouloir admettre tout ce qui sous un rapport quelconque influe sur les rélations extérieures d'un état, meneroit beaucoup trop loin

et l'on seroit bientôt forcé d'insérer les lois et les tarifs des douanes, les réglemens sur la sortie et l'entrée des marchandises etc. D'un autre coté j'ai cru devoir placer dans ce recueil indistinctement toutes les conventions et tous les traités, que j'ai été à même de me procurer, persuadé qu'il seroit par fois intéressant pour l'homme d'état d'avoir sous sa main une collection assez complette de *toutes* les conventions conclues entre les differentes puissances. C'est pourquoi je ne me suis pas borné à n'admettre que des traités d'un intérêt majeur et général, car un ouvrage tel que celui-ci doit servir également à tous et un arrangement conclu avec un autre état sur un objet en apparence de peu d'importance, peut cependant être très intéressant pour l'application. J'ai taché autant que possible, de donner le texte des differens actes tel qu'il a été publié officiellement; quelque fois cependant, j'ai dû me contenter de simples traductions, lorsque l'original n'étoit pas à ma portée et que la traduction offroit du reste une garantie suffisante pour son exactitude. Quiconque s'est jamais occupé d'un semblable travail, ne me supposera pas, j'espère, la prétention ridicule de vouloir présenter au public une collection absolument complette; on concevra aisement que tout ce qu'on peut attendre d'un pareil ouvrage, c'est d'être aussi peu incomplet que possible; et ce n'est qu'avec le tems qu'il peut obtenir tout le degré de perfection, dont il est susceptible. Ce qui me paroit aussi le plus important, n'est pas de publier très tôt les traités et conventions, mais de les donner sur des copies authentiques. C'est pourquoi j'ai mieux aimé omettre pour le moment quelques traités, que de les donner d'après des copies qui ne présentoient pas une garantie suffisante. Quelquefois aussi l'éloignement des lieux et les lenteurs inévitables d'une cor-

spondance incertaine m'ont empeché d'avoir assez tems pour les inserer dans ce volume, les actes ıe j'aurois dû faire imprimer; c'est ce qui m'est ırtout arrivé avec plusieurs traités, conclus par s nouveaux états d'Amérique; même ceux des tats-Unis me sont en partie parvenus si tard, ıe j'ai été obligé d'interrompre l'ordre chronolo- que pour pouvoir les faire entrer encore dans ce ɔlume. J'ai cru pouvoir me dispenser d'ajouter ne traduction françoise aux traités écrits originai- ment en allemand ou en anglois, car, sans doute, ɜ nos jours, il n'y a plus un diplomate auquel ɜs deux langues sont inconnues, sans compter que ɜ pareilles traductions auroient grossi le volume ıtre mesure. Ce n'est que lorsque les traités ɣoient été conclus originairement dans deux lan- ıes à la fois que j'ai admis les deux textes en- mble. Les traités écrits en italien ou en espagnol ıt cependant toujours été accompagnés d'une tra- ıction. Du reste pour satisfaire à tous les voeux, libraire est pret, s'il se trouve pour celà un ɔmbre suffisant de souscripteurs, à publier des aductions françoises des traités conclus en alle- and ou en anglois. Quant à la forme extérieure, ne me suis permis qu'une seule deviation de lle que feu Mr. de Martens avoit adoptée, c'est ıe j'ai omis les notes marginales, qui à l'exception ɜ l'année marquée à la tête de chaque page, étoient ırfaitement superflues et ne faisoient qu'embrouil- r et retarder l'impression. J'ai donné un soin ɔut particulier aux tables des matières et j'ose ɜperer que tous ceux qui se serviront de ce vo- me me sauront gré de l'exactitude que j'y ai mise; est surement une très mauvaise économie dans un ıvrage pareil, que de vouloir épargner quelques uilles, en ne donnant que des tables incomplettes inexactes. D'après le désir du libraire, il pa-

roitra incessamment un supplément au 5ème tome du nouveau recueil; si ce supplément n'a pas été mis à la tête de ce 6ème volume qui paroit à présent, cela tient aux intérêts commerciaux de Mr. Dieterich, lesquels me sont parfaitement étrangers. — Avant de finir cet avant-propos, je dois encore adresser publiquement mes remercimens à tous ceux qui ont bien voulu contribuer à rendre ce volume moins incomplet, qu'il ne l'auroit été sans leur secours. C'est surtout à plusieurs de mes anciens auditeurs tant en Europe qu'en Amérique que j'ai sous ce rapport les plus grandes obligations; je me plais à reconnoître que seulement de cette manière j'ai été mis en état de composer un ouvrage, dont les difficultés, malgré les ressources d'une bibliothèque aussi riche que celle de notre université, ne peuvent être appreciées que par ceux qui se sont occupés d'un travail semblable.

Gottingue ce 19 Juillet
1828.

FR. SAALFELD.

89.

wention entre la Saxe royale et 1824
igne cadette des princes de Reuſs
r empêcher les délits forestiers
s les forêts limitrophes, publiée
à Dresden le 17 Janvier 1824.

tzsammlung für das Königreich Sachsen 1824.
No. 1. p. 3.)

schen der Königlich Sächsischen Landesregierung
der Fürstlich Reussischen der jüngern Linie ge-
schaftlichen Landesregierung in Gera ist, wegen
seitiger Gestellung der Jagd- und Forstver-
er in das Gericht, in dessen Bezirke der Jagd-
Forstfrevel begangen ward, folgende Überein-
getroffen worden.

1. Wenn sich der Fall ereignet, daſs ein Kö-
h Sächsischer Unterthan im Fürstlich Reussi-
der jüngern Linie Territorio, oder ein Fürstlich
ischer Unterthan im Königlich Sächsischen Ge-
ein Jagdverbrechen innerhalb oder auſserhalb
Waldes verüben, oder auf unstreitigem Wald-
und Boden, es mag derselbe im landesherr-
oder Privateigenthume sich befinden, eines
hens durch Holzentwendung, Beschädigung der
r, Grasen, Hüthen, Moorscharren und Stran-
n sich schuldig machen sollte: so soll ein solcher,
eine Pfändung erfolgt oder nicht, gehalten sein,
uf die an ihn ergehende Ladung, in welcher er,
der bei der vorladenden Behörde geltenden ge-
chen Vorschrift, mit Einräumung einer blos
hntägigen Frist, zu citiren ist, vor dem Amte
Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit er sich
Verbrechens schuldig gemacht hat, zu stellen,
s sollen daselbst die begangenen Jagd- und
frevel sowol, als die bei Gelegenheit derselben
ne sein continuo mit diesen begangenen andern
ne, z. B. Widersetzlichkeit bei der Pfändung,
ucht und Bruch werden.

90.

1824 *Convention entre la France et l'Espagne, concernant les prises maritimes, faites en 1823, signée à Madrid le 5 Janvier 1824; ratifiée à Paris le 22 du même mois.*

(*Le Moniteur Universel* 1824. No. 19. 85.)

Dans le but de régler le mode d'après lequel les sujets françois et espagnols propriétaires de bâtimens capturés pendant le cours de l'année précédente devoient être indemnisés et remboursés, les soussignés, duement autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les navires espagnols capturés par les bâtimens de S. M. Très-Chrétienne, ainsi que leurs cargaisons, étant estimés à une valeur approximativement égale aux prises faites par les bâtimens et corsaires espagnols sur le commerce françois, il est convenu que les prises réciproquement faites et conduites dans les ports de la puissance qui a fait ces prises, demeurent acquises à chacun des deux gouvernemens, à charge par eux de regler comme ils le jugent convenable, les indemnités dues à leurs sujets respectifs; la France et l'Espagne renonçant mutuellement à toute répétition à cet égard.

Art. II. Toutefois et attendu qu'il est constant que des navires françois capturés antérieurement au 1er Octobre dernier, et qui avoient été conduits aux îles Canaries et Baléares et dans les ports de la Péninsule, ont été relachés, ce qui détruit l'exactitude de la compensation admise en principe par l'art. 1. de la présente convention, le montant éstimatif de ces navires sera tenu en compte au gouvernement espagnol, qui demeurera libre d'assigner aux propriétaires espagnols des navires capturés leur remboursement sur le gouvernement françois, jusqu'à concurrence des sommes que celui-ci sera reconnu devoir.

90.

Convention entre la France et l'Espagne, concernant les prises maritimes, faites en 1823, *signée à Madrid le* 5 *Janvier* 1824; *ratifiée à Paris le* 22 *du même mois.*

1824

Con el fin de arreglar el modo de que los subditos españoles y franceses proprietarios de buques apresados en el anno precedente sean indemnizados y pagados, los infraescritos, autorizados al efecto en debida forma, han convenido en los articulos siguientes:

Art. I. Mediante que los barcos españoles apresados por los buques de Sa Majestad Cristianissima, y sus cargamentos se graduan de un valor aproximativamente igual al de las presas hechas por los buques y corsarios españoles sobre el comercio francès, se ha convenido que las presas hechas reciprocamente y conducidas hasta los puertos de la potencia que haya hecho los apresamientos, se consideren adquiridas par cada uno de los dos gobiernos, quedando a su cargo el arreglar segun jusgue conveniente las indemnisaciones debidas a sus propios subditos, renunciando la España y la Francia mutuamente a toda repeticion ulterior sobre la materia.

Art. II. En attencion a tenerse por cierto que algunos barcos franceses apresados antes del dia primero de octubre y conducidos a las islas Canarias, a las Baleares, y a los puertos de la Peninsula han sido restituidos; cuyo hecho destruye la exactitud de la compensacion reconocida como principio por el articulo 1° de este convenio, se déclara que la suma en que se valuen estos buques y cargamentos se tendrà en cuento à favor del gobierno español, el que podra girar a favor de los proprietarios españoles de buques apresados su reembolso contra el gobierno francès hasta la suma concurrente que se econosca como deuda de este.

1824 Art. III. Le compte de l'estimation de ces restitutions sera réglé d'ici au premier Mai prochain; et comme ces navires ont été restitués sans que vraisemblablement, il en ait été fait aucun inventaire ni estimation, il sera donné aux agens espagnols toutes facilités auprès des administrations françoises pour qu'ils puissent se convaincre de l'exactitude des évaluations qui seront faites de concert, des dits navires ainsi que de leurs cargaisons.

Art. IV. Si le gouvernement françois reconnoissoit de son côté, avoir aussi relâché des navires espagnols capturés, le compte en seroit immédiatement dressé, et le gouvernement espagnol lui en remboursseroit le montant, par compensation, sur les sommes qu'il auroit à répéter, pour le même objet, du gouvernement françois, ou de toute autre manière.

Art. V. Les prises faites par les bâtimens de l'une ou de l'autre puissance, postérieurement au premier Octobre de mil huit cent vingt trois, seront considérées comme nulles et non avenues, les deux gouvernemens s'obligeant à en faire opérer la restitution aux propriétaires ou ayant droit.

En foi de quoi les soussignés, en vertu de leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le cinq Janvier mil huit cent vingt quatre.

L'ambassadeur de S. M. Très-Chrétienne

Le Marquis de Talaru.

Art. III. La cuenta del valor de estas restitucio- 1824
nes se formalizarà desde avra hasta el dia primero de mayo venidero; y como estos buques habran sido probablemente devueltos sin preceder inventario ni taxacion, se proporcionaran a los agentes españoles todos los medios para facilitarles en las administraciones francesas, el convencimiento de la exactitud de las valuaciones que se executaran de comun acuerdo tanto por lo tocante à la estimacion de los barcos, como al de sus cargamentos.

Art. IV. Si resultase que el gobierno francès por su parte, habiese tambien puesto en libertad barcos españoles apresados, se formarà immediatemente la cuenta de ello, y al gobierno español le reembolsarà su importe, por compensacion contra las sumas que el tenga que repetir del gobierno francès por igual titulo o de qualquiera otra manera.

Art. V. Los apresamientos hechos por los buques de la una o de la otra potencia despues del dia primero de octubre de mil ochocientos veinte y tres se consideraran como nulos, y como si no hubieren existido, y los dos gobiernos se obligan à hacer executar la restitucion à los proprietarios, o a quien legitimamente los represente.

En fè de lo qual los infraescritos, en virtud de sus respectivos plenos poderes, firmaron el presente convenio, y lo sellaron con el sello de sus armas.

En Madrid à cinco de Enero de mil ochocientos veinte y quatro.

El primer secretario de Estado interino de S. M. C.

Firmado: el conde de Ofalia.

91.

1824 *Convention entre la Prusse et le grand-duché de Mechlenbourg Strelitz, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 26 Janvier 1824.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1824. No. 4. S. 56.)

Zwischen der Königlich Preufsischen und der Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzschen Regierung ist als Zusatz zu dem Art. 6. der unterm 7ten Mai 1819 abgeschlossenen Convention wegen gegenseitiger Übernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen nachstehende Übereinkunft getroffen:

Nachdem, der zwischen der Königlich Preufsischen und Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzschen Regierung de dato Berlin den 7ten Mai 1819 abgeschlossenen Übereinkunft wegen gegenseitiger Übernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen ungeachtet, in Beziehung auf die Staatsangehörigkeit der Gesellen und Dienstboten die Feststellung eines allgemeinen normirenden Grundsatzes, zur Hebung aller etwanigen Zweifel in vorkommenden Fällen, von beiden Seiten als nothwendig anerkannt worden ist, so ist in dieser Hinsicht von beiden genannten Regierungen nachstehende nachträgliche Übereinkunft verabredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Dem Art. 6. der obgedachten Convention vom 7ten Mai 1819 wegen gegenseitiger Übernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen, folgenden Inhalts:

"Bei der Bestimmung, welcher Staat einen Vagabunden zu übernehmen habe, soll es nicht sowohl auf den Geburtsort dieses Letztern, sondern wesentlich und vorzugsweise darauf ankommen, wo derselbe sein erweislich letztes Domicil gehabt habe,"

wird als nähere Bestimmung, in Beziehung auf die

Staatsangehörigkeit der Gesellen und Dienstboten, ausdrücklich hinzugefügt: 1824

"Auch soll bei Gesellen und Dienstboten der ununterbrochene Aufenthalt von zehn Jahren und länger, an einem und demselben Orte, hinsichtlich der Anwendung dieser Convention, einem Domicil völlig gleich geachtet werden."

§. 2. Diese nachträgliche nähere Bestimmung soll von nun an dergestalt als rechtsgültige Norm in vorkommenden Fällen betrachtet werden, als wenn dieselbe in der mehrgedachten Convention selbst mit ausdrücklichen Worten enthalten wäre.

So geschehen Berlin, den 26ten Januar 1824.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON BERNSTORFF.

92.

Convention entre le royaume des Pays-Bas et la ville de Hambourg, à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction (jus detractus), et de l'impôt d'émigration (census emigrationis), signée à la Haye le 27 Janvier 1824.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1824. No. 27.)

ART. I. Les droits connus sous le nom de jus detractus, gabella hereditaria et census emigrationis, ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir, lorsqu'en cas de succession, donation, vente, émigration ou autres, il y a lieu à une translation de biens des états du royaume des Pays-Bas dans ceux de la ville de Hambourg, ou de ceux-ci dans les états du

1824 royaume des Pays-Bas respectivement, pour toute leur étendue tant actuelle que future, toutes les impositions de cette nature étant abolies entre les deux états.

Art. II. Cette disposition s'étend non-seulement aux droits et autres impositions de ce genre, qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux qui jusqu'ici pourroient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations, arrondissemens ou communes, de manière que les sujets respectifs qui exporteront des biens, ou auxquels il en écherroit, à titre quelconque, dans l'un ou l'autre état, ne seront assujettis sous ces rapports à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles qui, soit à raison de droit de succession, de vente ou de mutations de propriété quelconque, seroient également acquittés par les habitans du royaume des Pays-Bas, ou ceux de la ville de Hambourg, d'après les réglemens et ordonnances qui existent ou qui émaneront par la suite dans les deux pays.

Art. III. La présente convention est applicable, non-seulement à toutes les successions à échoir à l'avenir et à celles déjà dévolues, mais à toutes les translations de biens en général, dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. IV. Comme cette convention ne regarde que les propriétés et leur libre exportation, toutes les lois relatives au service militaire restent en pleine vigueur dans les deux pays, et les gouvernemens contractans ne sont nullement restreints par la présente convention dans leur future législation sur cet objet.

Art. V. Cette convention expédiée en double et de même teneur, signée par le ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Pays-Bas, et par le syndic de Hambourg à ce délégué par le sénat, sera échangée mutuellement, et aura fait et valeur du jour où les échanges auront eu lieu.

Fait et signé à la Haye, le 27 Janvier mil huit cent vingt-quatre.

Le ministre de S. M. près les cours de Rome et de Toscane, chargé ad interim de la direction du département des affaires étrangères.

(*Signé*) J. G. Reinhold.

Le ministre de S. M. près le St. Siège et la cour de Toscane, chargé ad interim de la direction du département des affaires étrangères, déclare, que la présente convention a été ratifiée par le gouvernement des Pays-Bas, le 31 Janvier 1824, et par le sénat de la ville de Hambourg, le 20 Février de la même année, et que les actes de ratification ont été échangés le 12 Mars suivant. 1824

(*Signé*) J. G. Reinhold.

93.

Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et le duché de Saxe-Gotha, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles, du 2 Février 1824.

(*Zusatz zum ersten Theile der neuen Beifugen zur* (*Gothaischen*) *Landesordnung* No. CLXVII.)

Nachdem zwischen der Herzoglichen Sachsen-Gotha-Altenburgischen und der Grofsherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachischen Staats-Regierung die Übereinkunft getroffen worden ist:

"dafs in allen Untersuchungssachen, wo wegen Unvermögenheit des Inculpaten die Kosten niedergeschlagen werden müssen, keine andern Kosten, als die *baaren Auslagen* für *Atzung* (im weiteren Sinne des Worts, wo namentlich auch Arzt- und Kurkosten, Lagerstroh, Wäsche und nothdürftige Bekleidungs-Gegenstände darunter begriffen sind), *Transport*, *Porto* und *Copialien*, von den sämmtlichen, sowohl unmittelbaren, als Patrimonial-Gerichten der beiden Staaten, gegenseitig berechnet und erstattet werden sollen,".

1824 so wird solches auf höchsten Befehl Ihro Herzoglichen Durchlaucht hierdurch öffentlich bekannt gemacht, und werden die sämmtlichen Behörden zugleich angewiesen, sich bei vorkommenden Gelegenheiten genau hiernach zu richten.

Gotha, den 26ten Februar 1824.

Herzogl. Sächs. Landes-Regierung daselbst.

94.

Convention entre la Hesse grand-ducale et la principauté de Waldeck, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Darmstadt le 7 Février 1824.

(*Grofsherz. Hessisches Regierungsblatt* No. XXIX. Seite 283. vom 16ten März 1824.)

Nachdem die Grofsherzoglich Hessische Staatsregierung mit der Fürstlich Waldeckschen Staats-Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen, so wie zur Verhütung der Jagd-, Fischerei- und Feldfrevel gegenseitig zu treffen, so erklären beide Staatsregierungen Folgendes:

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Grofsherzoglich Hessische als die Fürstlich Waldecksche Staatsregierung die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verüben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. II. Die zur Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel zuständigen Behörden des einen Staats haben den amtlichen Protokollen der Forstbeamten, so wie anderer, etwa zuständiger Polizei- oder Gerichtsbeamten des andern Staats vollen Glauben beizumessen, mithin die mit genügender Bestimmtheit angezeigten Frevler für schuldig zu erkennen, wenn sie keinen vollständigen Gegenbeweis führen. 1824

Art. III. Die Förster (Waldwärter u. s. w.) haben das Recht, den Frevler auf Betreten auf dem Gebiet, wo er gefrevelt hat, zu arretiren und ihn an die Localpolizei-Behörde seines Wohnorts abzugeben oder abgeben zu lassen, welche Ablieferung zur Bestrafung an das forum domicilii, als Regel hierdurch angenommen wird.

Art. IV. Von dieser im Art. 3. festgesetzten Regel findet nur alsdann eine Ausnahme Statt, wenn entweder die Frevler Schaarenweise einfallen, mithin eigentlich das Staatsgebiet verletzen und auf geschehene Aufforderung von Fortsetzung des Frevels oder auch nur ihrer Gegenwart nicht abstehen wollen, oder wo sie sich auf irgend eine sonstige Weise, durch Angriff, Mifshandlung, Drohung und Gebrauch lebensgefährlicher Werkzeuge der Staatsgewalt thätlich widersetzen, oder irgend eines anderen Verbrechens aufser dem Frevel sich schuldig machen.

In diesen Fällen bleibt es sowohl der Grofsherzoglich Hessischen als der Fürstlich Waldeckschen Staatsregierung überlassen, die zur eigenen Handhabung des gebührenden Schutzes und des eigenen Strafrechts nöthigen Maasregeln zu ergreifen.

Art. V. Ob der arretirte und nach Art. 3. an die Behörde seines Wohnorts abgelieferte Frevler seines Arrestes nicht eher zu entlassen sei, bis er Entschädigung, Rugegeld, Arretirungskosten und Strafe entweder baar bezahlt oder, im Fall des Unvermögens mit Gefängnifs abgebüfst haben werde, bleibt dem richterlichen gewissenhaften Ermessen desjenigen Grofsherzoglich Hessischen oder Fürstlich Waldeckschen Beamten überlassen, an welchen ein Frevler abgeliefert wird.

1824 Art. VI. Von den beiderseitigen Behörden soll, zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster (Waldwärter u. s. w.) in das fremde Gebiet verfolgt und Haussuchungen auf der Stelle, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden (Ämtern u. s. w.) jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Ortspolizeibeamten (Bürgermeisters, Ortsschultheifsen u. s. w.) vorgenommen werden. Dieser hat die hierbei aufgefundenen angeblich gefrevelten Gegenstände in sichere Verwahrung bringen zu lassen, übrigens für die Haussuchung keine Belohnung zu empfangen.

Art. VII. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortspolizeibeamte sogleich ein Protokoll aufnehmen und eine Ausfertigung desselben dem requirirenden Angeber einhändigen, eine zweite Ausfertigung aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath, Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von einem bis fünf Gulden für denjenigen Ortsvorstand oder Ortspolizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster (oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter) des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. VIII. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in dem Grofsherzogthum Hessen und in dem Fürstenthum Waldeck wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in den nächsten nach der Verfassung des Landes Statt findenden Forstgerichten vorzunehmen. Bei besonders qualificirten Fällen sind jedoch die Behörden verbunden, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel auch vor Abhaltung der gewöhnlichen Forstgerichte vorzunehmen.

Art. IX. Die Vollziehung der Straferkenntnisse nebst der Beitreibung der dem Waldeigenthümer zuerkannten Entschädigungsgelder soll mit der erforderlichen Beschleunigung bewirkt und deshalb zu gegründeten Beschwerden niemals Anlafs gegeben werden. Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum

Vortheil desjenigen Staats vollzogen, dessen Behörde die Strafe erkannt hat. Der dem Waldeigenthümer zuerkannte Schadensersatz, so wie die Denuncianten-Gebühr, wo diese letztere gesetzlich bestehet, werden vorzugsweise vor der Strafe beigetrieben. 1824

Art. X. Was in den vorhergehenden Artikeln in Ansehung der Forstfrevel bestimmt ist, gilt auch in Ansehung der Jagd-, Fischerei- und Feldfrevel, in soweit diese Bestimmungen hierauf anwendbar sind.

Art. XI. Gegenwärtige, im Namen Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen und Sr. Durchlaucht des Herrn Fürsten von Waldeck zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, öffentlich bekannt gemacht werden, und Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben. Urkundlich der Unterschrift und des beigedruckten Staatssiegels.

Darmstadt den 7ten Februar 1824.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

von Zangen.

95.

Convention entre la France et l'Espagne, concernant le séjour des troupes françoises en Espagne, conclue à Madrid le 9 Février 1824.

(*Le Moniteur Universel* 1824. No. 253.)

S. M. le Roi d'Espagne et des Indes ayant jugé nécessaire de demander à S. M. T. C. le Roi de France et de Navarre qu'une partie de l'armée françoise restât encore en Espagne afin d'assurer le repos et le bien être de ses états, d'avoir le tems de

1824 recomposer son armée sur les bases de l'ordre et de la discipline, et de consolider son gouvernement de manière à contenir la malveillance et les factions qui tenteroient d'en troubler la tranquillité;

Et S. M. T. C. ayant à coeur de prouver à S. M. C. la tendre affection qu'elle lui porte, l'intérêt qu'elle porte à la prospérité de l'Espagne, et désirant contribuer de tout son pouvoir à l'affermissement de la monarchie espagnole;

Leurs Majestés ont arrêté de faire choix de plénipotentiaires pour discuter et signer une convention qui pût remplir l'objet de leur commune sollicitude;

En conséquence elles ont nommé, savoir:

S. M. T. C. le sieur Louis Justin Marie, marquis de Talaru, pair de France, maréchal de ses camps et armées, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis, et de l'insigne ordre de la toison d'or, son ambassadeur près S. M. C.;

Et S. M. C. don Narcisse de Heredia Begines de los Rios, comte d'Ofalia, chevalier grand'croix de l'ordre américain d'Isabelle la Catholique, numéraire de l'ordre royal et distingué de Charles III; conseiller d'état, surintendant général des courriers et postes d'Espagne et des Indes,

Lesquels munis de leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des stipulations suivantes:

Art. I. S. A. R. le duc d'Angoulême, généralissime de l'armée françoise, laissera en Espagne un corps d'armée de quarante cinq mille hommes qui séjournera jusqu'au 1 Juillet 1824.

Ce corps sera sous les ordres de son général commandant en chef qui s'entendra avec le gouvernement de S. M. C., et dont le quartier général sera établi à Madrid ou dans les environs. Les troupes qui le composeront ne reconnoîtront que les ordres qui leur seront transmis par leurs généraux et officiers, sauf le cas où il en seroit autrement ordonné par des instructions spéciales à l'égard des détachemens combinés avec des troupes espagnoles.

Art. II. A moins de dispositions contraires du commandant en chef, les troupes françoises restant en Espagne fourniront habituellement les garnisons

des villes et places suivantes: Cadix, île de Léon et dépendances; Burgos, Aranda del Duero, Badajoz, la Corogne, Santona, Bilbao, Saint-Sébastien, Vittoria, Tolosa, Pamplona, San Fernando de Figueras, Gerona, Hostalrich, Barcellonne, la Seu d'Urgel, Lérida. 1824

Le commandement militaire de chacune de ces villes et places appartiendra à l'officier françois pourvu de lettres de service pour y commander. Il sera investi, sous le rapport de police militaire, des mêmes pouvoirs qui sont attribués aux gouverneurs espagnols.

Art. III. Les arsenaux et établissemens d'artillerie et du génie situés dans les places ci-dessus mentionnées, ainsi que tous les objets qui pourroient s'y trouver, serviront sous la direction des commandans françois à l'armement des places, aux travaux à y exécuter, aux réparations d'armes et autres besoins de service. Les officiers espagnols de l'artillerie et du génie qui seront chargés desdits arsenaux et établissemens, devront obtemperer aux demandes qui leur seront faites à cet égard par les commandans françois.

Art. IV. Lorsque l'état des villes ou places denommées dans l'art. 2, ou des pays environnans, exigera la réunion d'une junte sanitaire, elle sera présidée par le commandant françois. Un officier de santé de l'armée françoise y sera admis à l'effet de provoquer toutes les mesures curatives et préservatrices qui seroient jugées nécessaires. Le commandant françois ordonnera et fera exécuter toutes les dispositions qu'exigeroient les circonstances. Dans les places où réside un capitaine général, il présidera la junte et le commandant françois en sera le vice-président.

Art. V. La gendarmerie françoise pouvant exercer sa surveillance, non seulement dans les places et cantonnemens où résident les troupes françoises, mais aussi dans les pays adjacens et dans les diverses lignes de communication, les autorités civiles et militaires espagnoles devront lui prêter main-forte et assistance au besoin.

1824 Elle pourra arrêter les individus des deux nations ou étrangers, sauf à remettre entre les mains de l'autorité espagnole ceux qui n'appartiennent pas à la jurisdiction de l'armée françoise.

Art. VI. Les militaires françois, les employés de l'armée et les individus à sa suite, étant justiciables des seuls tribunaux militaires françois, ceux d'entre eux qui seroient arrêtés par les autorités espagnoles, seront rémis immédiatement aux commandans françois les plus voisins du lieu de l'arrestation.

Art. VII. Le gouvernement espagnol fera juger par des tribunaux spéciaux ou commissions militaires les individus ou bandes arrêtés les armes à la main, qui troubleroient la sûreté des communications et qui seroient prévenus de brigandage et d'attaques contre des françois appartenant à l'armée, ainsi que tous ceux qui porteroient des armes defendues par les lois, dans les lieux où seront les troupes françoises.

Art. VIII. Dans le cas d'accusation pour crime contre la sûreté publique, commis de complicité par des individus françois et espagnols, tous les prévenus seront rémis à l'autorité françoise pour l'instruction de l'affaire, et jugés en suite par leurs tribunaux respectifs.

Art. IX. Les déserteurs des troupes des deux nations seront réciproquement rémis.

Art. X. S. M. T. C. prenant en considération les malheurs qu'a éprouvés l'Espagne, se charge de subvenir aux dépenses ordinaires de solde, nourriture, équipement et entretien de ses troupes, seulement le gouvernement espagnol s'engage à payer la différence du pied de paix au pied de guerre, ce qui est fixé pour abonnement définitif, pour le corps d'armée françois qui reste en Espagne, à la somme de deux millions de francs par mois, qui sera comptée à dater du 1 Décembre 1823, et due le dernier jour de chaque mois.

Art. XI. S. M. C. se chargera en outre de pourvoir, conformément au réglement annexé à la présente convention, à l'établissement des troupes en garnisons, au casernement, magasins, matériel des

hôpitaux, transports à la suite, étapes militaires, 1824
approvisionnemens de siège dans les places, aux réparations et autres objets reconnus nécessaires.

Art. XII. Les effets d'habillement et d'équipement, vivres et autres objets nécessaires à la consommation ou à l'usage des troupes françoises, entreront et circuleront en Espagne francs de tous droits. Mais pour prévenir les abus qui pourroient porter atteinte au maintien des réglemens de douane, il est convenu que ces objets ne pourront être introduits que munis de certificats authentiques qui constateront leur origine et leur déstination, et en se conformant aux formalités qui seront déterminées a cet égard.

Art. XIII. Les militaires et employés de l'armée qui rejoindront leurs corps ou quitteront l'Espagne, seront exempts de tous payemens aux douanes, servant à leur usage personnel.

Art. XIV. Toutes les lettres de service de l'armée françoise qui seront contresignées, seront reçues aux bureaux ordinaires de poste et rémises franches de port. Les estafettes, couriers et voyageurs militaires, payeront les chevaux et autres rétributions de poste sur le même pied, que les couriers du gouvernement espagnol; ils seront, ainsi que les convois militaires, transports de vivres, équipemens et munitions, exempts des droits de chaine, établis pour l'entretien des routes.

Art. XV. Pour la sureté des communications et de la correspondance, le gouvernement espagnol fera placer des postes, qui seront disposés de manière à pourvoir au service des escortes pour les convois, expéditions d'effets ou approvisionnemens, officiers en mission et couriers de l'armée françoise.

Art. XVI. S. M. T. C. ne laissant des troupes en Espagne, que sur la demande, qui lui en a été faite par S. M. C., il demeure convenu que non obstant la fixation du terme porté en l'article premier, ces troupes seront rappelées aussitôt que le Roi d'Espagne, ne croyant plus leur présence nécessaire, en aura fait la demande. De son côté S. M. le Roi de France se reserve le droit de les rétirer avant ce

1824 terme, si quelque circonstance imprevue de lui faisoit juger nécessaire.

Art. XVII. Les hautes parties contractantes se réservent aussi d'examiner d'un commun accord si à l'époque fixée par l'art. 1. de la présente convention, il sera convenable de la prolonger suivant les mêmes bâses.

Art. XVIII. La présente convention à laquelle sera annexé un réglement relatif à son exécution, sera ratifié et les ratifications échangées dans le plus court délai.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait double à Madrid, le neuf Février mil huit cent vingt-quatre.

L'ambassadeur de S. M. T. C.,
Signé le Marquis de Talaru.

El primero sec°. de Estado de S. M. C.,
Signé el Conde de Ofalia.

96.

Réglement annexé à la convention pour le séjour des troupes françoises en Espagne, du 9 Février 1824.

(*Journal de Francfort* 1824. 16 Septembre No. 260. 25 Septembre No. 269. 26 Septembre No. 270. 27 Septembre No. 271.)

Casernement.

Art. I. Dans toutes les places occupées par les troupes françoises, le gouvernement de S. M. Catholique fournira:

1. Les locaux appropriés au casernement des troupes et il les entretiendra en bon état de réparations de toute nature.

2. Les effets de coucher, meubles et ustensiles, d'après les réglemens françois sont affectés à l'usage des troupes, et il entretiendra ces objets en bon état de service. 1824

Art. II. Il sera dressé un inventaire de tous les effets de coucher, meubles et ustensiles, actuellement en service dans les casernes et qui ne sont pas la propriété d'un entrepreneur: ces objets seront classés dans l'inventaire par bons à réparer et hors de service, et la reprise en sera immédiatement faite par le gouvernement espagnol.

Quant aux effets en service qui seroient la propriété d'un entrepreneur, le gouvernement espagnol s'en arrangera avec le propriétaire, soit en les prenant à son compte, soit en lui payant le loyer.

Art. II. Dans le cas où le casernement ne seroit pas établi ainsi qu'il est réglé par l'art. 1., le commandant françois pourra faire loger la troupe chez l'habitant et cela provisoirement et jusqu'à ce que le casernement soit mis en état de la recevoir.

Art. IV. S'il arrivoit que, par un empêchement quelconque le casernement ne fût pas convenablement établi pour y recevoir la troupe, et que le commandant françois jugeât qu'il y auroit de l'inconvenient à la loger chez l'habitant, l'administration françoise, après avoir fait préalablement constater cet état de choses, sera autorisée à y pourvoir au défaut du gouvernement espagnol, et à la charge par lui de faire raison au gouvernement françois des avances qui auroient été faites pour son compte.

Art. V. Si dans les casernes, il existoit des pavillons propres à loger des officiers, ils devront être pourvus de meubles et ustensiles spécifiés dans les réglemens françois.

Art. VI. Les corps seront responsables des dégradations provenant de leur fait dans les bâtimens comme dans le mobilier des casernes; ces dégradations seront constatées et évaluées par une expertise, et le montant en sera retenu sur la solde des corps et immédiatement remis aux agens du gouvernement espagnol.

1824 Art. VII. Les officiers, les fonctionnaires, les employés des différens services seront logés chez l'habitant, suivant les attributions de leur grade et de leur emploi, sauf à l'administration espagnole à indemniser les propriétaires, s'il y a lieu.

Art. VIII. L'administration espagnole fournira et tiendra en bon état d'entretien de réparations; 1. les locaux et emplacemens propres à l'établissemens des corps-de-gardes; 2. les meubles et ustensiles à l'usage de ce service, et qui sont spécifiés dans les réglemens françois.

Art. IX. Le chauffage et l'éclairage des casernes et des corps de garde seront également fournis par l'administration espagnole et cela dans les proportions voulues par les réglemens françois.

Hôpitaux.

Art. X. Le gouvernement de S. M. C. fournira, 1. les locaux, bâtimens et emplacemens appropriés à l'exploitation du service des hôpitaux militaires, et il les entretiendra en bon état de réparation; 2. les effets de coucher, linge de corps et de lit, meubles et ustensiles à l'usage de ce service, tels que ces objets sont spécifiés dans les réglemens françois, et il les entretiendra en bon état de service.

Art. XI. Il sera dressé un inventaire des effets de toute nature actuellement en service dans les hôpitaux existans qui appartiennent en propriété à l'administration françoise; la remise de ces effets sera faite à l'administration espagnole, sur estimation contradictoire, et elle tiendra compte à l'administration françoise du montant de leur évaluation.

Quant aux effets actuellement en service qui n'appartiennent pas en propre à l'administration françoise, l'administration espagnole s'en arrangera avec les propriétaires, soit en les prenant pour son compte, soit en payant le loyer.

Art. XII. L'administration espagnole pourra commettre des agens à la surveillance et à l'entretien du mobilier, dont elle aura la propriété; mais ces agens seront soumis aux réglemens de police intérieure de l'établissement.

Art. XIII. A défaut d'hôpitaux françois, ou en cas d'insuffisance des hôpitaux existans, les militaires françois seront admis dans les hôpitaux espagnols, à la charge par l'intendance françoise, d'acquitter le prix de la journée, tel qu'il sera réglé entre elle et l'administration locale. 1824

Magasins.

Art. XIV. Indépendamment de la fourniture des locaux à l'usage du casernement des hôpitaux, le gouvernement espagnol fournira et entretiendra en bon état de réparation les bâtimens, emplacemens et hangards nécessaires à l'exploitation des différens services administratifs, tels que manutention, magasins de vivres et fourrages, effets militaires.

Transports.

Art. XV. Le gouvernement espagnol pourvoira, 1. Aux moyens de transport qui sont dûs aux troupes en marche pour le transport de leurs bagages et des militaires éclopés; 2. au transport des magasins et des gros effets des corps passant d'une garnison à une autre; aux moyens de transport par terre ou par mer, pour les malades et effets à évacuer sur la France.

Art. XVI. Les denrées nécessaires à la consommation des troupes françoises, les effets d'habillement, d'équipement et tous autres affectés à l'usage des troupes, devant, aux termes de l'article 12 de la convention, entrer en Espagne et y circuler exempts de tous droits de douanes et autres, les conducteurs ou chefs de convois devront justifier aux agens des douanes de l'expédition légale de ces denrées ou effets, en exhibant leur feuille de route ou lettre de voiture duement visée par un sous-intendant militaire, et à son défaut, par un agent du gouvernement françois.

Tous les colis, caisses et tonneaux seront plombés au lieu du départ, et marqués de l'empreinte du magasin d'expédition.

Art. XVII. Les transports militaires et généralement tous les charrois de l'armée seront exempts des droits de chaine, barrières et passages d'eau établis ou à établir pour l'entretien des routes.

1824 Art. XVIII. Des escortes devront être fournies par les garnisons espagnoles pour la sûreté des convois et des transports de fonds qui ne seroient point accompagnés par des troupes françoises ou qui ne le seront pas suffisamment.

Art. XIX. A l'égard des transports d'argent pour la solde des troupes dans les villes éloignées du quartier général, le payeur principal de l'armée pourra se concerter avec M. le trésorier-général du royaume pour faire faire les fonds dans les provinces contre remboursement à Madrid.

Art. XX. Les commandans militaires dans les ports où il y aura des troupes françoises, pourront disposer, selon le besoin, d'un certain nombre de trincadoures et autres bâtimens legers et armés pour les communications à établir par mer, et la police des ports et rades de leur commandement.

Etapes.

Art. XXI. Les corps et détachemens en marche, ainsi que les militaires isolés, ont droit au logemnnt chez l'habitant, qui comprend le droit au feu et à la chandelle et à la cuisson des alimens, aux moyens de transport, aux vivres de campagne et aux fourrages en nature, le gouvernement espagnol pourvoira aux deux premières préstations, ainsi qu'il est réglé par les articles précédens.

Quant aux subsistances en vivres et fourrages dans les lieux d'étape où l'administration françoise n'auroit pas un service établi, les alcades seront tenus d'y pourvoir d'après l'invitation qui leur en sera faite, à la charge par l'administration françoise, d'opérer chaque mois, le retrait des bons de distributions, et d'acquitter le prix des fournitures au taux des mercuriales.

Approvisionnemens de siège.

Art. XXII. Le gouvernement espagnol fournira les approvisionnemens de siège dans les places où il en sera entretenu, d'après les fixations arrêtées par le commandant en chef des troupes françoises.

Il préposera des employés à leur garde et à leur conservation; mais ils seront sous les ordres de l'ad-

ministration françoise, qui conservera la police et la surveillance des magasins. 1824

Art. XXIII. Il sera dressé un inventaire des denrées existantes et formant les approvisionnemens de siège de chaque place, ces denrées y seront évaluées par expertise contradictoire, et la remise en sera immédiatement faite aux agens désignés à cet effet par l'administration espagnole qui fera compte de la valeur de ces denrées à l'administration françoise.

Art. XXIV. S'il arrivoit qu'il fallût pourvoir inopinément et par mesure d'urgence à l'approvisionnement de siège d'une place, cet approvisionnement pourra être fait par voie d'appel aux autorités civiles des communes environnantes, sauf paiement aux prix moyens des mercuriales.

Armement des places.

Art. XXV. Le gouvernement espagnol, dans les places où il y aura garnison françoise, pourvoira: 1. à l'armement et à l'approvisionnement des arsenaux, des magasins d'artillerie et du génie, d'après les fixations faites par les officiers de l'armée, et approuvées par le commandant en chef des troupes françoises; 2. aux travaux de constructions et de réparations à exécuter pour l'armement et à la défense de ces places.

Postes.

Art. XXVI. Ainsi qu'il est réglé par l'art. 12 de la convention, les couriers, estafettes et les officiers en mission, obtiendront dans les relais de poste du royaume d'Espagne, des chevaux au prix des tarifs réglés pour le propre service de S. M. C.

Art. XXVII. Les employés des postes de l'armée françoise seront chargés de la réception et de l'expédition de la correspondance françoise; le transport des dépêches closes sera exécuté par les couriers ordinaires du service espagnol sur toutes les routes, où il n'y aura point de malle françoise établie. Il sera ouvert un livret d'emargement pour constater la remise qui sera faite des dépêches, tant pour le départ que pour l'arrivée, entre les deux offices françois et espagnol.

1824 Art. XXVIII. Dans les petites garnisons et cantonnemens où il n'y auroit pas d'employés de la poste françoise, la correspondance pour le service arrivera contresignée et elle sera remise franche de port par le directeur de la poste civile.

Art. XXIX. M. le général commandant en chef des troupes françoises en Espagne, portera à la connoissance de S. Exc. le ministre de la guerre, toutes les dispositions des réglemens françois applicables aux différentes parties du service qui sont mises à la charge du gouvernement espagnol par le présent réglement, et toutes les mesures d'ordre et les détails d'exécution seront réglés de concert entre eux.

Fait double à Madrid, le 9 Février mil huit cent vingt quatre.

L'ambassadeur de S. M. T. C.

le Marquis de Talaru.

Le premier secrétaire d'état de S. M. C.

le Comte d'Ofalia.

97.

Convention entre le Würtemberg et la Bavière, la Hesse grand-ducale, le duché de Nassau et les principautés de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles, publiée à Stuttgard le 15 Février 1824. 1824

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1824. No. 9. p. 102. *Regierungs- und Intelligenzblatt für das Königreich Baiern* 1824. No. 9. p. 121.)

Die Königlich Würtembergische Regierung ist mit der Königlich Baiernschen, Grofsherzoglich Hessenschen, Herzoglich Nassauschen, Fürstlich Hohenzollern-Sigmaringenschen und Hohenzollern-Hechingenschen Regierung in Beziehung auf Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechts-Fällen bei den gegenseitigen Gerichtsstellen veranlafst werden, dahin übereingekommen:

"dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Kasse des Staats oder des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungs-Gebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen zu berechnen und zu erstatten haben soll, wogegen alle andere Kosten für Protokollirung, Schreib- und Abschrift-Gebühren, so wie für die an die Gerichts-Personen, oder an die Kasse sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden mögen."

1824 Diese Übereinkunft soll vom heutigen Tage an gegenseitig in Wirksamkeit treten und wird daher andurch zu öffentlicher Kenntnifs gebracht, auch den betreffenden Behörden aufgegeben, darnach bei eintretenden Fällen sich zu benehmen.

Stuttgart den 15ten Februar 1824.

Auf Seiner Königlichen Majestät höchsten Befehl.

Für den Justiz-Minister: v. Otto.

Für den Minister der auswärtigen Angelegenheiten: v. Vellnagel.

98.

Résolution de la diète germanique concernant les privilèges des ministres étrangers accredités auprès d'elle, du 19 Février 1824.

(*Protokolle der deutschen Bundes-Versammlung.* Bd. 16. S. 77.)

Rechte der bei dem Durchlauchtigsten Deutschen Bunde accreditirten Gesandten.

Sechste Sitzung vom 19ten Februar 1824.

Der Kaiserlich Königliche präsidirende Herr Gesandte, Freiherr von Münch-Bellinghausen:

Die Bundesversammlung hat in ihrer 34ten Sitzung vom 12ten Juni 1817, als sie über die auswärtigen Verhältnisse des Deutschen Bundes den Beschlufs fafste, auch zugleich ausgesprochen, "dafs in Ansehung der gesandtschaftlichen Vorrechte der verschiedenen bei dem Deutschen Bunde accreditirten Gesandtschaften, die Bundesversammlung sich mit dem Senate der freien Stadt Frankfurt dahin vereinigen werde, damit denselben die nämlichen gesandtschaftlichen Rechte gewährt werden, wie solche die Bundestagsgesandten geniefsen."

Eine feste Bestimmung hierüber ist bisher nicht 1824
getroffen worden, und die Eröffnung, welche das Präsidium in der heutigen vertraulichen Sitzung zu machen die Ehre hatte, bietet den Anlafs, diesen Gegenstand nunmehr förmlich zur Sprache zu bringen.

Möge man über die Deutsche Bundesverfassung, über den Gang unserer Verhandlungen und über unsere Beschlüsse, was immer für Urtheile fällen, wir werden uns fortwährend, fern von aller Willkühr, unbeirrt im Kreise der uns gegebenen Gesetze bewegen, und dadurch unserm erhabenen und gemeinnützigen Berufe im Sinne unserer Committenten am sichersten entsprechen; wir werden durch solches Verfahren die Achtung des Inlandes für den aufrechten und gewissenhaften Gang dieser Versammlung immer fester begründen, und wir werden endlich den hohen Werth, welchen der Deutsche Bund in die freundschaftlichen Verhältnisse mit den auswärtigen Mächten setzt, in unsern öffentlichen Verhandlungen, durch zarte Beachtung ihrer Verhältnisse und ihrer Verfassung, und durch ausgezeichnete Aufnahme ihrer bei dem Deutschen Bunde accreditirten Minister, würdevoll zu bewähren wissen.

In diesem Sinne erlaubt sich das Präsidium, die Versammlung aufzufordern, die gesandtschaftlichen Vorrechte, welche den Bundestagsgesandten in der freien Stadt Frankfurt zustehen, dermalen durch einen öffentlichen Beschlufs auf diejenigen Gesandtschaften auszudehnen, welche die auswärtigen Mächte am Deutschen Bunde accreditiren, und hiernach die Einladung an den Senat der freien Stadt Frankfurt gelangen zu lassen, damit derselbe die desfalls nöthige Verfügung treffen wolle.

Nachdem sich sämmtliche Gesandtschaften mit den Ansichten des Kaiserlich Königlich präsidirenden Herrn Gesandten vereinigt hatten, erklärte
der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, in Beziehung auf den Bundestagsbeschlufs vom 12ten Juni 1817, III. 9, dafs der Senat bereit ist, den verschiedenen bei dem Deutschen Bunde accreditirten Gesandtschaften, die nämlichen gesandtschaftlichen Rechte zu gewähren, wie solche die Herren Bundestagsgesandten geniefsen.

1824

Hierauf wurde einhellig

beschlossen:

1. dafs die bei dem Durchlauchtigsten Deutschen Bunde accreditirten auswärtigen Gesandten mit den Bundestagsgesandten dieselben gesandtschaftlichen Vorrechte geniefsen, welche für diese in ihren Verhältnissen zur freien Stadt Frankfurt, als dem Sitze des Bundestages, festgesetzt sind.
2. dafs der Senat der freien Stadt Frankfurt, in Folge des von ihm erklärten Einverständnisses, ersucht werde, desfalls die erforderlichen Anordnungen zu treffen; und
3. dafs den dermalen bei dem Durchlauchtigsten Deutschen Bunde accreditirten auswärtigen Gesandtschaften durch das Präsidium von diesem Beschlusse Kenntnifs zu geben sei.

99.

Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Lippe-Schaumbourg pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes du 23 Février 1824.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1824. No. 5. S. 59.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, so erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich die Königlich Preufsische Regierung einerseits und die Fürstlich Schaumburg-Lippesche Regierung anderseits, die Forstfrevel,

welche ihre Unterthanen in den Waldungen des an- 1824
dern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhalten, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forsteigenthums möglichst mitzuwirken, sollen die wechselseitigen, gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten befugt sein, in den Fällen, wo Waldfrevel verübt worden, Haussuchungen im Gebiete des andern Staats, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält, oder der gefrevelte Gegenstand befinden dürfte, zu veranlassen. Dieselben haben sich zu diesem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde zu wenden, und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart aufzufordern.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protokoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Beamten einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer polizeilichen Geldstrafe.

4. Für die Constatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glauben von der zur Aburtelung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

5. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa Statt gehabten Gerichtskosten, soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs Statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadens-Ersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

1824 6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Staaten, wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

7. Die Fürstlich Schaumburg-Lippesche Regierung verpflichtet sich, nicht nur die in dem Königlich Preufsischen Gesetze vom 7ten Juni 1821 vorgeschriebene Beeidigung, in Rücksicht der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Gränz-Forstbedienten zu verordnen, sondern auch Letztere von der Theilnahme an den Geldstrafen, und von dem Genufs der Anzeige-Gebühren auszuschliefsen.

8. Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Sr. Durchlaucht des Fürsten von Schaumburg-Lippe zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiden Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 23ten Februar 1824.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON BERNSTORFF.

100.

Traité de commerce et d'échange entre la Grande-Brétagne et les Pays-Bas, signé à Londres le 17 Mars 1824.

1824

(*Le Moniteur Universel* 1824. No. 149 et 150. *Annual register* 1824. *Publ. documents* p. 91. *The Times* 1824. Mai 22. No. 12, 345.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité!

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, voulant placer sur un pied réciproquement avantageux leurs possessions respectives et le commerce de leurs sujets aux grandes Indes, de manière que le bien être et la prospérité des deux nations y puissent être favorisés dorénavant en toute occasion, sans exciter ces dissentimens et cette jalousie, qui, à des époques antérieures, ont troublé la bonne intelligence qu'il importe de toujours maintenir entr'elles, et voulant écarter autant que possible tout motif de différends entre leurs agens respectifs, comme aussi à l'effet de décider quelques questions qui se sont présentées dans l'exécution de la convention faite à Londres le 13 Août 1814, en tant qu'elle concerne les possessions orientales de S. M. le Roi des Pays-Bas,

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. le Roi des Pays-Bas, le Baron Henri Fagel, membre du corps équestre de la province de Hollande, conseiller d'état, grand' croix des ordres royaux du lion belgique et des guelphes, et son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Londres; et M. Antoine René Falck, commandeur de l'ordre royal du lion belgique et ministre pour l'instruction publique, l'industrie nationale et les colonies; et S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, M. George Canning, membre du conseil privé de S. M. et du parlement, et son

1824 principal sécretaire d'état pour le département des affaires étrangères, et M. Charles Watkin William Wynn, membre du conseil privé de S. M. ainsi que du parlement, lieutenant colonel commandant le régiment des volontaires à cheval du comté de Montgoméry, et président au bureau des commissaires pour les affaires des Indes. Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins-pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Les hautes parties contractantes s'engagent à admettre réciproquement leurs sujets au commerce avec leurs possessions respectives dans l'Archipel oriental et sur le continent de l'Inde et dans l'île de Ceylan, et ce sur le pied de la nation la plus favorisée: bien entendu que les sujets respectifs se conformeront aux ordonnances locales.

Art. II. Les sujets et bâtimens de l'une des deux nations ne paieront pas à l'entrée ou à la sortie des ports de l'autre dans les mers orientales plus du double des droits imposés aux sujets et aux bâtimens de la nation à laquelle les ports appartiennent. Dans les ports britanniques sur le continent de l'Inde, dans l'île de Ceylan, les droits d'entrée et de sortie dus par les navires des Pays-Bas seront modifiés de manière qu'en aucun cas, il ne soit exigé de ce chef plus du double des droits à acquitter par des sujets et pour des navires britanniques. A l'égard des articles qui ne sont soumis à aucun droit, lorsqu'ils sont importés ou exportés par les sujets ou à bord des navires de la nation, à laquelle le port appartient, il est convenu que les droits à imposer aux sujets ou aux bâtimens de l'autre n'excéderont jamais six pour cent.

Art. III. Les hautes parties contractantes promettent qu'à l'avenir aucun traité à conclure par l'une d'elles avec des états situés dans les mers orientales, ne contiendra d'articles tendant, soit directement, soit par l'imposition des droits différens, à exclure le commerce de l'autre des ports de ces états, et que dans le cas où quelqu'article auroit été admis à cet effet dans une des conventions aujourd'hui existantes

de part et d'autre, un tel article cessera d'être valable 1824
par la conclusion du présent traité. Il est entendu que par chacune des parties contractantes communication a été faite à l'autre de tous traités ou engagemens existant entre chacune d'elles respectivement et tout état indigène dans les mers orientales; que pareille communication sera faite de tous les traités à conclure dorénavant par elles.

Art. IV. S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi de la Grande-Brétagne s'engagent à donner des ordres positifs, tant à leurs autorités civiles et militaires, qu'à leurs vaisseaux de guerre, de respecter la liberté de commerce établie par les articles 1, 2 et 3, et de ne gêner en aucun cas la libre communication, ni des indigènes de l'Archipel oriental avec les ports des deux gouvernemens respectivement, ni des sujets des deux gouvernemens avec les ports appartenant à des puissances indigènes.

Art. V. De même Leursdites Majestés s'engagent à concourir efficacement à la répression des pirateries dans ces mers; ils n'accorderont ni asile ni protection aux bâtimens employés à la piraterie, et ils ne permettront en aucune circonstance que les marchandises ou navires capturés par de tels bâtimens, soient conduits, déposés ou vendus dans aucune de leurs possessions.

Art. VI. Il est convenu que des ordres seront donnés par les deux gouvernemens à leurs officiers et agens aux Indes, de ne pas former de nouvel établissement dans aucune des îles des mers orientales, sans autorisation préalable de leurs gouvernemens respectifs en Europe.

Art. VII. Les îles Moluques, et spécialement Amboine, Banda et Ternate, avec leurs dépendances immédiates, sont exceptées de l'application des articles 1, 2, 3 et 4, jusqu'à ce que le gouvernement des Pays-Bas jugera à propos d'abandonner le monopole des épiceries; mais dans le cas où ce gouvernement permettroit à quelque époque antérieure à l'abolition de ce monopole, que des sujets d'une puissance autre qu'un état indigène asiatique eussent des rapports de commerce avec lesdites îles, les sujets de

1824 S. M. Britannique seront admis à de tels rapports sur un pied absolument semblable.

Art. VIII. S. M. le Roi des Pays-Bas cède à S. M. Britannique tous ses établissemens sur le continent de l'Inde, et renonce à toutes les prérogatives ou exemptions qui ont été possédées ou réclamées en vertu de ces établissemens.

Art. IX. La factorerie du fort de Marlborough et toutes les possessions angloises dans l'île de Sumatra, sont cédées par le présent traité à S. M. le Roi des Pays-Bas, et S. M. Britannique promet en outre qu'il ne sera pas formé d'établissement britannique dans cette île, et qu'aucun traité ne sera conclu sous l'autorité britannique avec aucun des princes, chefs ou états indigènes qu'on y trouve.

Art. X. La ville et le fort de Malacca et ses dépendances sont cédés par le présent traité à S. M. Britannique, et S. M. le Roi des Pays-Bas s'engage pour lui-même et pour ses sujets à ne jamais former d'établissement dans aucune partie de la presqu'île de Malacca, et à ne conclure aucun traité avec aucun des princes, chefs ou états indigènes qu'on y trouve.

Art. XI. S. M. Britannique se désiste des objections qui ont été faites contre l'occupation de l'île de Billeton et de ses dépendances par les agens du gouvernement des Pays-Bas.

Art. XII. S. M. le Roi des Pays-Bas se désiste des objections qui ont été faites contre l'occupation de l'île de Sincapore par les sujets de S. M. Britannique; cependant S. M. Britannique promet qu'il ne sera pas formé d'établissement britannique dans les îles de Carimon ou dans les îles de Battam, Bintang, Lingin ou dans aucune des autres îles situées au sud du détroit de Sincapore, et qu'aucun traité ne sera conclu sous l'autorité britannique avec les chefs de ces îles.

Art. XIII. Toutes les colonies, possessions et factoreries cédées par les précédens articles, seront remises aux officiers des souverains respectifs, le 1 Mars 1825. Les fortifications resteront dans l'état où elles se trouveront à l'époque où le traité sera connu aux Indes, mais il n'y aura de part et d'autre

aucune réclamation, soit au sujet d'artillerie ou d'ap- 1824
provisionnemens d'aucune espèce qui auront été laissés ou qui auront été enlevés par la puissance cédante, soit par rapport à des revenus arriérés, ou d'aucune dépense d'administration quelconque.

Art. XIV. Tous les habitans des territoires cédés jouiront pendant six ans, à compter de la ratification du présent traité, de la liberté de disposer comme il leur plait de leurs propriétés, et de se transporter, sans aucun trouble ou empêchement, dans tel pays où ils désidereront se rendre.

Art. XV. Les hautes parties contractantes conviennent, qu'aucun des territoires ou établissemens, dont il est fait mention aux articles 8, 9, 10, 11 et 12, ne pourra jamais être transféré à aucune autre puissance. Dans le cas où l'une ou l'autre desdites possessions seroit abandonnée par l'une des parties aujourd'hui contractantes, le droit de l'occuper passera immédiatement à l'autre.

Art. XVI. Il est convenu que tous comptes, réclamations, provenant de la remise de Java et autres possessions, aux officiers de S. M. le Roi des Pays-Bas, tant ceux qui ont fait l'objet d'une convention conclue à Java entre les commissaires des deux nations, le 24 Juin 1817, que tous autres quelconques, seront définitivement et complétement clos et éteints moyennant le payement d'une somme de 100,000 liv. sterl. à effectuer de la part du gouvernement des Pays-Bas à Londres, avant l'expiration de l'année 1825.

Art. XVII. Le présent traité sera ratifié, et les actes de ratification seront échangées à Londres, trois mois après la date, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent, et l'ont muni du sceau de leurs armes.

Ainsi fait à Londres le 17 Mars de l'an de grace mil huit cent vingt quatre.

Signé, H. Fagel. A. R. Falck.

Signé, George Canning. C. W. W. Wynn.

101.

1824 *Convention entre le duché de Saxe-Gotha et le duché de Saxe-Hildbourghausen, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 20 Mars 1824.*

(*Zusatz zu dem ersten Theile der neuen Beifügen zur* (*Gothaischen*) *Landes-Ordnung* No. CLXVIII.)

Es ist unter beiderseitiger landesherrlicher Genehmigung zwischen dem hiesigen Herzoglichen geheimen Ministerium und dem Herzoglich S. Hildburghäusischen die Übereinkunft getroffen worden, *von jetzt an* in allen vorkommenden Fällen, welche die Übernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach den Bestimmungen der diefsseits mit der Königlich Sächsischen Regierung dieserhalb abgeschlossenen, und durch den 152sten Zusatz zu dem 1sten Theile der neuen Beifügen zur Landes-Ordnung, unterm 18ten Januar 1822 zur öffentlichen Kenntnifs gebrachten Convention richten zu wollen.

Dabei sind *hiesiger Seits*

I. wegen des Fürstenthums *Gotha*, die beiden Ämter *Georgenthal* und *Schwarzwald*, und

II. wegen des Fürstenthums *Altenburg*, die Städte *Kahla* und *Ronneburg*,

Sachsen-Hildburghäusischer Seits,

die Städte *Hildburghausen* und *Eisfeld*, dann der Amtsort *Behrungen*,

als Ablieferungs- und Übernahms-Orte bestimmt, auch ist zugleich festgesetzt worden, dafs die Schäfer und Dorfhirten, insofern sie keine selbstständige Wirthschaft haben, nach Analogie des §. 8. der besagten Übereinkunft, den Dienstboten und übrigen dort erwähnten Individuen, welche durch einen längern als zehnjährigen Aufenthalt kein Wohnsitzrecht erlangen, gleichgeachtet werden sollen.

Indem solches auf höchsten Befehl Sr. Herzogl. 1824
Durchl. unsers gnädigst regierenden Herrn zu Jedermanns Wissenschaft hierdurch bekannt gemacht wird, werden die Unterobrigkeiten des hiesigen Landes zugleich angewiesen, sich hiernach gebührend zu richten.

Gotha, den 20sten März 1824.

Herzogl. Sächs. Landes - Regierung daselbst.

102.

Bulle concernant la circonscription des diocèses dans le royaume d'Hanovre, donnée le 26 Mars 1824, ratifiée par S. M. le Roi d'Hanovre, le 20 Mai de la même année.

(*Hannoversche Gesetz - Sammlung* Jahrg. 1824. Abth. 1. S. 87.)

Leo Episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.

Impensa Romanorum Pontificum sollicitudo, qua in Universae Catholicae Ecclesiae bonum advigilant, ad ea procuranda ipsos compellit, quibus fidelis populi commoditati consulatur, ut pro locorum ac temporum ratione facilius ad ea pertrahatur, quae sint Divini Cultus, quaeque ad aeternam Animarum salutem valeant conducere. Hinc assiduis ipsi studiis in id semper connisi sumus, ut Dominico Gregi nunquam deessent pastores, qui eum in salutaria pascua deducerent, et in justitiae semitis retinerent.

Id sane potissimum intendit praedecessor noster felicis recordationis Pius Septimus pro cura, quam in religionis utilitates, ubi maxime de ipsius discrimine metuendum videbatur, enixe impendebat, quando post teterrimas praeteritorum temporum calamitates

1824 omnibus in tota Germania Episcopalibus Sedibus opportune prospicere studuit, cogitationesque suas pariter convertit ad duas antiquitate et dignitate praestantes Ecclesias Hildesimensem scilicet, atque Osnabrugensem, quae usque a Caroli Magni aevo suam ducunt originem, quaeque nunc intra fines Hannoveriani regni continentur.

Re propterea collata cum Serenissimo Georgio quarto regnorum Magnae Britanniae et Hiberniae unitorum, nec non Hannoverae rege, ac Brunswicensi et Luneburgensi duce laudatus pontifex, auditis etiam nonnullis ex venerabilibus fratribus nostris sanctae Romanae ecclesiae cardinalibus, de faciliori ratione deliberandum censuit, quae in tanta rerum conversione occurrebat, unice ad binas illas episcopales sedes cum suis capitulis aliquo pacto conservandas, atque ad dotem ipsis, ac dioeceses, quo posset aptius praefiniendas.

Cumque Nos, meritis licet imparibus, ad Summi Pontificatus apicem divina sic disponente benignitate fuerimus evocati, in id etiam sedulo incumbere debuimus, ne de illa Catholici Gregis portione minus solliciti videremur. Perspeximus quidem, e sacrorum canonum rigore haud mediocriter temperandum fuisse, multumque locorum, temporum ac personarum conditioni, aliisque id genus peculiaribus adjunctis tribuendum: Ast cum maxime congruat, praedecessorum vestigiis inhaerere, atque ad exitum perducere, quae Pius Septimus morte praeventus nequivit Apostolicae auctoritatis munimine roborare, novum in Hannoveriano regno ecclesiarum et capitulorum statum, novosque dioecesium limites ad eorum normam, quae laudatus praedecessor duxerat admittenda, constitui necessarium conspeximus.

Habentes igitur pro expressis, ac de verbo ad verbum prolatis iis omnibus, quae praedictarum ecclesiarum et capitulorum anteriora jura, privilegia, ac praerogativas respiciunt, et consensui supplentes eorum omnium, quorum intersit, de apostolicae potestatis plenitudine, praevia omnimoda suppressione, extinctione et cessatione prioris status earundem ecclesiarum ac capitulorum, decernimus, quod ex

nunc in posterum capitulum cathedralis ecclesiae Hil- 1824
desimensis efformetur ab unica decanatus dignitate, et sex canonicis, ac quatuor vicariis, seu praebendatis.

Mensae episcopalis annui reditus erunt in summa quatuor mille thalerorum monetae conventionalis, ut infra percipiendorum, ac insuper aedes pro decenti habitatione, si non adsint, noviter episcopo erunt attribuendae.

Decanus capituli cathedralis annuo reditu thalerorum mille quingentorum monetae conventionalis, duo canonici seniores mille quatuorcentum, tertius et quartus canonicus mille, postremi duo canonici octingentorum, ac quatuor vicarii seu praebendati quatuorcentum ut infra percipiendorum, respective gaudebunt, atque insuper decanus, quilibet canonicus et duo vicarii in ordine priores domos habebunt unicuique eorum praebendae assignandas.

Ad hujusmodi autem reditus constituendos praefatus Georgius Rex spopondit intra quadriennium a data praesentium numerandum, tot fundos, ac bona stabilia, decimas et census reales iisdem episcopo, et capitulo ea, quae singulis par est quantitate se traditurum, quot praedictis annuis adsignatis redditibus ab omni cujuscumque generis onere prorsus liberis, et immunibus respondeant, ita tamen, ut antea per infra scriptum harum literarum executorem apostolicae sedis judicio subjiciantur, quo accurate perpensa necessariam ab ipsa adprobationem nanciscantur. Interea vero, donec isthaec redditnum adsignatio in fundis ac bonis stabilibus, decimis, censibusque realibus locum habeat, memoratae summae episcopo, et capitulo a thesauro regio quotannis in pecunia numerata integre ac libere erunt persolvendae.

Quod vero spectat ecclesiam Osnabrugensem, quoniam praesentes rerum circumstantiae utramque ecclesiam dotari posse non sinunt, nova ipsius Osnabrugensis episcopalis mensae, capituli ac seminarii dotatio suspensa perstet: usque dum necessaria ad id suppetant media, quo casu in fundis, bonis stabilibus, decimis, censibusque realibus erit perficienda. Atque tunc Osnabrugensis episcopus non secus ac

1824 episcopus Hildesimensis annuo redditu quatuor millium thalerorum monetae conventionalis in supra memoratis bonis gaudebit, capitulum eodem ac Hildesimense capitularium, et vicariorum numero constabit, paresque redditus annui eisdem respective assignabuntur; nec non episcopali seminario ea redditnum annua summa tribuetur, quae necessitatibus, et utilitati dioecesis valeat respondere.

Quamdiu autem episcopatus Osnabrugensis dotatio suspensa manebit, episcopali mensae Hildesimensi augmentum bis mille thalerorum e bonis ecclesiasticis in provincia Osnabrugensi sitis percipiendorum, itemque decano Hildesimensis capituli augmentum tercentum thalerorum assignabitur, ab ipsis annuatim respective percipiendorum, perdurante tantummodo praedicta dotationis episcopatus Osnabrugensis suspensione.

Atque interea, ne dioecesis Osnabrugensis, cui ob eas rationes designari in praesens antistes nequit, legitimo careat rei sacrae regimine, mandamus ut venerabilis frater Carolus de Gruben episcopus Parensis in partibus infidelium, ejusdemque Osnabrugensis ecclesiae suffraganeus dioecesim ipsam, quoad vixerit, gubernare prosequatur, eoque defuncto Hildesimensis pro tempore episcopus dioecesim quoque Osnabrugensem, facultatibus ad id ab apostolica sede qualibet vice sibi speciatim delegandis, administrare, suumque vicarium in spiritualibus generalem, qui in civitate Osnabrugensi resideat, debeat adsciscere. Qui quidem vicarius, dummodo vere dignus et idoneus judicatus fuerit, a Romano Pontifice titulo alicujus episcopalis ecclesiae in partibus infidelium, servatis omnibus servandis, decorabitur ad hoc, ut Pontificalia in ipsa civitate, et dioecesi Osnabrugensi exercere possit, et valeat. Eidem idcirco vicario generali Osnabrugensi pro sua, et episcopalis curiae dotatione annua persolvenda erit summa trium millium thalerorum monetae conventionalis a praelaudati serenissimi regis liberali munificentia promissa, quae in ipsius vicarii generalis congruam, et in annuam laboribus respondentem mercedem ecclesiasticorum, qui suam eidem in ea procuratione operam commodabunt, erit impendenda.

Donec autem proprium Osnabrugense seminarium erigi potuerit, hujusce dioecesis clerici alentur atque educabuntur in episcopali seminario Hildesimensi, cui propterea bona ac redditus, quibus actu gaudet, integre conservabuntur: quod idem dictum volumus de bonis ac redditibus in tuitionem aedium sacrarum, tam Hildesimensis, quam Osnabrugensis, atque in sumptus Divini cultus, ac ministrorum mercedem adsignatis. 1824

Quotiescumque vero aliqua ex supradictis sedibus episcopalibus, tam Hildesimensi, quam Osnabrugensi, quae ambo perpetuis futuris temporibus immediate subjecta erunt apostolicae sedi, vacaverit, illius cathedralis ecclesiae capitulum intra mensem a die vacationis computendum regios ministros certiores fieri curabit de nominibus candidatorum e clero totius regni selectorum, quorum unusquisque trigesimum suae aetatis annum ad minimum compleverit, et indigenatu praeditus sit, studia in theologia et jure canonico cum laude absolverit, curam animarum aut munus professoris in seminariis egregie exercuerit, aut in administrandis negotiis ecclesiasticis excelluerit, optima fama gaudeat, sana doctrina et integris sit moribus. Ac si forte aliquis ex candidatis ipsis gubernio sit minus gratus, capitulum e catalogo eum expunget, reliquo tamen manente sufficienti candidatorum numero, ex quo novus episcopus eligi valeat. Tunc vero capitulum ad canonicam electionem in episcopum unius ex candidatis, qui supererunt, juxta consuetas formas procedet, ac documentum electionis in forma authentica intra mensem ad summum pontificem perferri curabit.

Confectio autem processus informativi super qualitatibus promovendorum ad regimen episcopalium ecclesiarum regni Hannoveriani, vel episcopo alterius sedis non vacantis, vel ecclesiastico illius regni viro in dignitate constituto a Romano pontifice committetur, et ad formam instructionis ab apostolica sede in singulis casibus transmittendae exarabitur, quo accepto summus pontifex, si compererit promovendum instructum iis dotibus, quas sacri canones in episcopo requirunt, eum, quocitius fieri poterit, juxta statutas formas per apostolicas literas confirmabit.

1824 Si vero, aut electio minime fuerit canonice peracta, aut promovendus praedictis dotibus instructus non reperiatur, ex speciali gratia indulgemus, quod cathedrale capitulum ad novam electionem, ut supra, canonica methodo valeat procedere.

Novus episcopus ab altero regni episcopo jam consecrato, atque facultatem expresse ad id ab apostolica sede habente, assistentibus duobus aliis episcopis ad hoc rogatis, et in eorum defectum duobus praelatis pontificalium usum habentibus, vel his quoque deficientibus duobus praesbyteris e regni clero in ecclesiastica dignitate constitutis, consecrabitur.

In capitularium numerum alii non admittentur, nisi qui indigenatu et qualitatibus a sacris canonibus requisitis praediti sint, triginta saltem annorum aetatem habeant, et in praesbyteratus ordine sint constituti, quique in exercenda cura animarum, vel in alio obeundo ecclesiastico ministerio, vel professoris munere in seminario episcopali conspicuos sese reddiderint.

Quotiescumque vero decanatus, aut canonicatus, vel vicariatus in cathedralibus vacaverit, episcopus et capitulum alternis vicibus intra sex hebdomadas a die vacationis proponent quatuor candidatos supra enunciatis praeditos qualitatibus. Quod si forte aliquis ex ipsis candidatis gubernio invisus, aut suspectus sit, id quamprimum episcopo respective, aut capitulo indicari poterit, ut expungatur; tunc autem episcopus ad collationem decanatus, canonicatus, aut vicariatus, vel respective capitulum intra quatuor hebdomadas procedet ad nominationem unius ex personis gubernio non invisis, nec suspectis, cui episcopus canonicam dabit institutionem.

Ad novam nunc procedendo circumscriptionem dioecesium episcopatus Hildesimensis, qui actu a venerabili fratre Francisco Egone a Furstenberg moderno ejus episcopo gubernatur, et Osnabrugensis, qui suo a pluribus annis orbatus pastore a supramemorato Carolo episcopo Parensi ac ejusdem Osnabrugensis ecclesiae suffraganeo cum apostolicis sibi delegatis facultatibus administratur, praevia dismembratione, se-

paratione ac immutatione a quorumcumque metropoli- 1824
tanorum, episcoporum, seu ordinariorum, ac vicariorum apostolicorum jurisdictione, superioritate ac potestate omnium, et singularum civitatum, terrarum ac paraeciarum intra regni Hannoveriani limites comprehensarum decernimus, prout a Pio VII praedecessore nostro designatum fuerat, ut regnum ipsum in duas omnino dioeceses a cursu fluminis Visurgis vulgo, = Weser = nuncupati, tanquam suis limitibus separatas dividatur, ita ut paroeciae ad dexteram ejusdem fluminis partem sitae dioecesi Hildesimensi, paroeciae autem ad sinistram Visurgis ripam positae Dioecesi Osnabrugensi respective assignentur, prout sequitur, videlicet:

Dioecesis Hildesimensis efformabitur a sequentibus quinquaginta quinque Parochialibus ecclesiis ad ipsam Hildesimensem dioecesim jam pertinentibus, nempe = Achtum = Adlum = Ahrbergen = Grofs-Algermissen = Asel = Bavenstedt = Bettmar = Bilderlahe = Bokenem = Bolzum = Borsum = Dettfurth = Dingelbe = Dinklar = Dorstadt = Grofs-Düngen = Emmerke = Grofs-Giesen = Grasdorf = Grauhoff = Gronau = Goslar = Harsum = Heinig = ecclesiae cathedralis S. Godehardi = S. Magdalenae = Sm̃ae Crucis = in civitate Hildeseim sitae = Hennekenrode = Himmelsthür = Hohenhameln = Hunnesrück = Itzum = Lamspringe = Liebenburg = Marienrode = Moritzberg = Ottbergen = Peine = Poppenburg = Ringelheim = Ruthe = Schladen = Söder = Söhre = Sorsum = Sottrum = Steinbruck = Vienenburg = Grofs-Vörste = Westfeldt = Wiedelah = Winzenburg = Wöhle = Woldenberg =; atque insuper a viginti parochialibus, ac tresdecim curatis succursalibus nuncupatis ecclesiis in provincia Eichsfeldiae positis, et antiquae metropolitanae ecclesiae Moguntinae, seu Ratisbonensi olim subjectis, quae in praesentiarum a venerabili fratre Carolo Friderico de Wendt, episcopo Basinopolitano in partibus infidelium, ac Hildesiensis ecclesiae suffraganeo uti vicario apostolico administrantur, videlicet Paraecia Duderstadt = cum tribus succursalibus ecclesiis = Gerblingerode = Tiflingerode et = Westerode = nuncupatis, ac paroeciis = Breitenberg = Desingerode = cum duabus succursalibus eccle-

1824 siis = Werxhausen = et Esplingerode = denominatis, nec non paroeciis = Immingerode = Nesselröden = Seulingen = Seeburg = Bernshausen = cum succursali Germershausen = atque paroeciis = Lindau = Bilshausen = Crebeck = cum succursali Bodensee = et parochialibus ecclesiis = Wollbrandshausen = Gieboldehausen = Rollshausen = Rudershausen = Rhumspringe = cum succursali Hilkerode: = paroecia quoque Fuhrbach = cum duabus succursalibus = Langenhagen = et Brochthausen = nec non paroecia = Oberfeld = cum succursali Mingerode: = paroecia quoque = Noerthen = cum duabus ecclesiis succursalibus, ac paroecia = Renshausen; = Denique a tribus paroeciis = Hannover = Gottingen = et Celle = vulgo nuncupatis, quae hactenus a supradicto moderno episcopo Hildesimensi missionum septentrionalium vicario apostolico fuerunt spiritualiter gubernatae.

Dioecesis Osnabrugensis constabit ex sequentibus decanatibus, videlicet ex decanatu ecclesiae cathedralis, et civitatis Osnabrugensis septem continente paroecias, quarum duae reperiuntur in civitate ipsa Osnabrugensi, reliquae vero in ipsius territorio, nuncupanturque = Bellm = Bissendorf = Rülle = Schledehausen = et Wallenhorst = ex decanatu = Iburg = vulgo denominato septem pariter complectente paroecias, ut sequitur nuncupatas, id est = Borgloh = Glandorf = Glane = Hagen = Iburg = Laer, et Oesede = ex decanatu = Furstenau = undecim sequentes continente paroecias, nempe = Berge = Fürstenau = Merzen = Neuenkirchen = Schwagstorf = Voltlage = Alfhausen = Ankum = Badbergen = Berssenbrück =, et Quakenbrück =: ex decanatu = Vörden = nuncupato, qui undecim sequentes complectitur paroecias, videlicet = Lage = Malgarten = Vörden = Bomte = Hunteburg = Osterkappeln = Sanctae Annae = Gesmold = Melle = Riemsloh = Wellingholthausen =; nec non partes illas paroeciarum = Damme =, et Neuenkirchen = quae intra limites regni Hannoveriani reperiuntur; ex archipresbyteratu inferioris comitatus = Lingen = duodecim continente paroecias, videlicet = Bawinkel = Beesten = Freren = Lengerich = Messingen = Schapen = Thuine = Baccum = Bramsche =

Lingen = Plantlünne = et = Spelle =; nec non ex 1824
viginti septem paroeciis in districtu de = Meppen = comprehensis, et ad Monasteriensem dioecesim jam pertinentibus videlicet = Aschendorff, Bersen = Bokeloe = Börger = Dörpen = Emsbuhren = Haren = Haselünne = Heede = Herzlake = Hesepe = Holte = Laten = Lorup = Meppen = Papenburg = ecclesia principalis, ac alia ejusdem nominis ecclesia succursalis = Rhede = Ruttenbrock = Steinbild = Sögel = Schepsdorff = Salzbergen = Twist = Twistringen = Werlte = et Wesuwe. Tres quoque adjunguntur paroeciae in Frisia orientali positae, et praefatae monasteriensi dioecesi jam subjectae, quae = Emden = Leer = et Norden = vulgo nuncupantur. Et postremo octo paroeciae, quae reperiuntur in comitatu = de Bentheim = actu a regno Hannoveriano in temporalibus dependentes, et hactenus a praefato Monasteriensi episcopo gubernatae, nempe = Bentheim = Brandlecht = Emblichheim = Laarwalde =, seu Wolda = Nordhorn = Neuenhaus = Schuttorf = et = Wietmarschen =.

Praedictos vero decanatus, paroecias et loca episcopis pro tempore Hildesimensi et Osnabrugensi pro eorum respective dioecesibus attributa, eorumque incolas utriusque sexus, tam clericos, quam laicos iisdem ecclesiis, eorumque praesulibus pro suis respective territorio, dioecesi, clero et populo perpetuo assignamus, et in spiritualibus omnimodo subjicimus, proptereaque statim ac praesentes literae plenariae fuerint executioni mandatae, omnis antiquorum metropolitanorum, ordinariorum, vicariorum apostolicorum, seu administratorum jurisdictio in supradictis locis, decanatibus et paroeciis cessare debebit, omnesque tunc facultates in locis et partibus ab eorum jurisdictione subtractis nullius roboris, vel momenti amplius futuras declaramus.

Ut insuper commoditati populorum sic ut supra respectivis episcopis subjectorum consulatur, praescribimus, ut omnia et singula documenta respicientia ecclesias, et loca ut supra dismembrata, et de novo applicata a veteribus cancellariis extrahi, et cancellariis dioecesium, quibus erunt incorporata, debeant opportuna forma tradi, atque in iis perpetuo asservari.

1824 Habita modo ratione redditum episcopalis mensae Hildesimensis de more taxari in florenis septingentis quinquaginta sex auri de camera, et hujusmodi taxam in libris camerae nostrae apostolicae describi mandamus. Quod vero spectat episcopalem mensam Osnabrugensem, quando locus factus fuerit illius dotationi ut supra enunciatae, ecclesiam ipsam de more taxari in florenis sexcentum sexaginta sex auri de camera cum duobus tertiis, eamdemque taxam in libris apostolicae camerae similiter describi mandamus.

Denique, ut cuncta a nobis ut supra disposita rite ad suum perducantur effectum, supradictum Franciscum Egonem, episcopum Hildesimensem in harum literarum apostolicarum executorem cum omnibus, et singulis necessariis, et opportunis facultatibus deputamus, ut praeviis respectivis dotationibus in valida forma perficiendis, ad uniuscujusque ecclesiae cum suo capitulo novam ordinationem, ac respectivi territorii dioecesani circumscriptionem procedere, aliaque omnia ut supra ordinata peragere, et statuere, delegata sibi apostolica auctoritate libere ac licite possit, et valeat; atque ulterius ipsi Francisco Egoni episcopo facultatem pariter tribuimus, ut ad plenam rerum omnium in locis praesertim ab ejus residentia remotis executionem quamcumque personam, seu personas in ecclesiastica dignitate constitutam vel constitutas subdelegare, ac tam ipse, quam persona, vel personae ab eo sic subdeleganda, vel subdelegandae super quacumque oppositione in actu executionis hujusmodi quomodolibet forsan oritura, servatis tamen de jure servandis, etiam definitive, et quacumque appellatione remota pronunciare, libere item, ac licite possint et valeant, ac quilibet eorum respective possit, et valeat.

Eidem insuper Francisco Egoni episcopo expresse injunginus, ut exempla singulorum actorum, tam per se, quam suos subdelegatos in harum literarum executionem conficiendorum, intra quadrimestrem ab ipsarum expleta executione ad apostolicam sedem in authentica forma transmittat in archivio congregationis rebus consistorialibus praepositae de mori asservanda.

Praesentes autem litteras, et in eis contenta, ac statuta quaecumque, etiam ex eo quod quilibet in praemissis, vel in eorum aliquo jus aut interesse habentes, vel quomodolibet etiam in futurum habere praetendentes, cujusvis status, ordinis, conditionis et praeminentiae ac etiam specifica, expressa, et individua mentione digni sint, illis non consenserint, seu quod aliqui ex ipsis ad praemissa minime vocati, vel etiam nullimode, aut non satis auditi fuerint, sive ex qualibet etiam laesionis, vel alia juridica, privilegiata, ac privilegiatissima causa, colore, praetextu et capite, etiam in corpore juris clauso, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostrae, vel interesse habentium consensus, aliove quolibet defectu quantumvis magno inexcogitato, substantiali, ac substantialissimo, sive etiam ex eo, quod in praemissis solemnitates, et quaecumque alia forsan servanda, et adimplenda minime servata et adimpleta, seu causae, propter quas praesentes emanaverint, non sufficienter adductae, verificatae et justificatae fuerint, notari, impugnari, aut alias infringi, suspendi, restringi, limitari, vel in controversiam vocari, seu adversus eas restitutionis in integrum, aperitionis oris, aut aliud quodcumque juris vel facti, aut justitiae remedium impetrari, aut sub quibusvis contrariis constitutionibus, revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus, modificationibus, decretis aut declarationibus generalibus, vel specialibus quomodolibet factis minime posse comprehendi, sed semper ab illis exceptas esse, et fore, ac tamquam ex pontificiae providentiae officio, certa scientia, et potestatis plenitudine nostrae factas, et emanatas omnimoda firmitate perpetuo validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac ab omnibus, ad quos spectat et spectabit quomodolibet in futurum, perpetuo et inviolabiliter observari, ac supradictarum ecclesiarum episcopis, et capitulis, aliisque, quorum favorem praesentes nostrae literae concernunt, perpetuis futuris temporibus plenissime suffragari debere, eosdemque super praemissis omnibus, et singulis, vel illorum causa ab aliquibus quavis auctoritate fungentibus quomodolibet molestari, perturbari, inquietari, vel impediri, neque ad pro- 1824

1824 bationem, seu verificationem quorumcumque in eisdem praesentibus narratorum nullatenus unquam teneri, neque ad id in judicio vel extra cogi, seu compelli posse: et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, irritum, et prorsus inane esse, ac fore volumus, atque decernimus.

Non obstantibus de jure quaesito non tollendo, de suppressionibus committendis ad partes vocatis, quorum interest, aliisque nostris et cancellariae apostolicae regulis, nec non dictarum ecclesiarum etiam confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus, etiam immemorabilibus, privilegiis quoque, indultis, et concessionibus quamvis specifica et individua mentione dignis, omnibusque et singulis apostolicis, ac in synodalibus, provincialibus, et universalibus conciliis editis, specialibus vel generalibus constitutionibus et ordinationibus. Quibus omnibus, et singulis, eorumque totis tenoribus ac formis, etiamsi specialis, specifica et individua mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum tenores ac si de verbo ad verbum nil penitus omisso, et forma in illis tradita observata inserti forent, praesentibus pro expressis habentes ad praemissorum effectum latissime et plenissime, ac specialiter et expresse derogamus, et derogatum esse declaramus, caeterisque contrariis quibuscumque.

Volumus item, ut harum litterarum nostrarum transumtis etiam impressis, manu tamen alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personae in ecclesiastica dignitate constitutae munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quae ipsis praesentibus adhiberetur, si forent exhibitae vel ostensae.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae suppressionis, extinctionis, annullationis, dismembrationis, separationis, unionis, circumscriptionis, assignationis, indulti, subjectionis, suppletionis, declarationis, deputationis, commissionis, mandati, decreti, derogationis et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac

beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. 1824

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem anno incarnationis dominicae millesimo octingentesimo vigesimo quarto septimo Kalendas Aprilis pontificatus nostri anno primo.

A. G. Card. Pro-datarius.

J. Card. Albanus.

Visa de Curia D. Testa.

Loco + Plumbi

F. Lavizzarius.

Georg der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland u. s. w. auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

Nachdem Wir die von Seiner päbstlichen Heiligkeit unterm 26sten März 1824 zu Rom erlassene Begrenzungs-Bulle der Diöcesen, welche mit den Worten: "impensa Romanorum Pontificum" anfängt, einer umständlichen und sorgfältigen Prüfung unterzogen und Uns überzeugt haben, dafs dieselbe, ihrem wesentlichen Inhalte nach, mit allen den Verhandlungen und Verabredungen vollkommen übereinstimme, welche mit dem päbstlichen Stuhle, in Beziehung auf die Einrichtung der Bisthümer und Capitel, deren Besetzung und Ausstattung, so wie auch der Begrenzung der Diöcesen der katholischen Kirche in Unserm Königreich Hannover Statt gefunden haben: so verordnen Wir, wie folgt:

1. Kraft Unserer Majestäts-Rechte ertheilen Wir den auf die vorher namhaft gemachten Gegenstände sich beziehenden Verfügungen der erwähnten päbstlichen Bulle Unsere Königliche Genehmigung, und es sollen demnach Alle, die es betrifft, jene Verfügungen als ein verbindliches Statut der katholischen Kirche in Unserm Königreiche Hannover zu beobachten und zu befolgen haben.

2. Die Genehmigung vorgedachter Bulle wird, wie sich ohnehin versteht, nicht anders ertheilt, als unbeschadet Unsern Majestäts-Rechten und den Rech-

1824 ten Unserer Unterthanen Evangelischer Religion und der Evangelischen Kirchen im Königreiche.

3. Ein Abdruck jener päbstlichen Bulle soll in lateinischer sowohl, als deutscher Sprache diesem Unserm landesherrlichen Genehmigungs-Patente angehängt und in die erste Abtheilung der Gesetz-Sammlung aufgenommen werden.

Gegeben Carlton House, den 20ten Mai 1824.

George *Rex.*

E. *Graf* v. Münster.

103.

Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et la Prusse, signé à Londres le 2 Avril 1824.

(*Annual register* 1824. *Publ. documents* p. 96. *The Times* 1824. June 5. No. 12, 357.)

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Majesty the King of Prussia, being equally desirous of extending and increasing the commercial intercourse between their respective states, and of affording every facility and encouragement to their subjects engaged in such intercourse; and being of opinion that nothing will more contribute to the attainment of their mutual wishes in this respect than a reciprocal abrogation of all discriminating and countervailing duties which are now demanded and levied upon the ships or productions of either nation in the ports of the other, have appointed their plenipotentiaries to conclude a convention for that purpose, that is to say: —

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable

George Canning, a member etc. and the Right Honourable William Huskisson, a member etc.: 1824

And his Majesty the King of Prussia, the Baron de Werther, his Said Majesty's chamberlain and his envoy extraordinary and minister-plenipotentiary at the court of his Britannic Majesty; who after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles: —

Art. I. From and after the first day of May next, Prussian vessels entering or departing from the ports of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, and british vessels entering or departing from the ports of his Prussian Majesty's dominions, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on national vessels entering or departing from such ports respectively.

Art. II. All articles of the growth, produce or manufacture of any of the dominions of either of the high contracting parties, which are or shall be permitted to be imported into or exported from, the ports of the united Kingdom and of Prussia, respectively, in vessels of the one country, shall, in like manner, be permitted to be imported into and exported from, those ports in vessels of the other.

Art. III. All articles not of the growth, produce, or manufacture of the dominions of his Britannic Majesty, which can legally be imported from the united Kingdom of Great Britain and Ireland into the ports of Prussia, in british ships, shall be subject only to the same duties as are payable upon the like articles, if imported in Prussian ships; and the same reciprocity shall be observed in the ports of the united Kingdom, in respect to all articles not the growth, produce, or manufacture of the dominions of his Prussian Majesty, which can legally be imported into the ports of the united Kingdom in Prussian ships.

Art. IV. All goods, wares and merchandise which can legally be imported into the ports of either country, shall be admitted at the same rate of duty, whether imported in vessels of the other country,

1824 or in national vessels; and all goods, wares or merchandise which can be legally exported from the ports of either country, shall be entitled to the same bounties, drawbacks and allowances, whether exported in vessels of the other country, or in national vessels.

Art. V. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by the government of either country, or by any company, corporation, or agent, acting on its behalf, or under its authority, in the purchase of any article, the growth, produce or manufacture of either country, imported into the other, on account of, or in reference to, the character of the vessel in which such article was imported; it being the true intent and meaning of the high contracting parties, that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

Art. VI. The present convention shall be in force for the term of ten years from the date hereof; and further, until the end of twelve months after either of the high contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the high contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, at the end of the said term of ten years; and it is hereby agreed between them, that at the expiration of twelve months after such notice shall be received by either party from the other, this convention, and all provisions thereof, shall altogether cease and determine.

Art. VII. The present convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London, within one month from the date hereof, or sooner, if possible.

In witnefs whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the second day of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-four.

George Canning.

W. Huskisson.

Baron de Werther.

104.

Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Hesse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Stuttgart le 20 Avril 1824.

1824

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1824. 29 April. No. 21. p. 239.

Zwischen der Krone Würtemberg und dem Grofsherzogthum Hessen ist, zu Abwendung der in den beiderseitigen Grenz-Waldungen eintretenden Verwüstungen, eine besondere Übereinkunft wegen Bestrafung derjenigen, welche in diesen Waldungen Frevel begehen, getroffen worden; welche Übereinkunft wörtlich folgende Bestimmungen enthält:

§. 1. Jeder der beiden Staaten läfst Übertretungen der Forst-Gesetze (Forstfrevel), welche durch seine Staats-Angehörigen in dem Gebiete des andern begangen sind, nach den eigenen Gesetzen aburtheilen, als wäre den letzteren in den eigenen Waldungen von den eigenen Angehörigen zuwider gehandelt worden.

§. 2. Die auf eigener sinnlicher Wahrnehmung beruhende Angabe eines verpflichteten Forst-Officianten aus dem einen Staate bewirkt gegen den dem andern Staate angehörigen Forstfrevler einen vollen Beweis und hat dessen Verurtheilung zur Folge, wenn der Angeschuldigte den Beweis nicht durch Gegenbeweis zu entkräften vermag.

§. 3. Das Forst-Personal ist berechtigt, den Frevler auf dem Gebiete, wo er gefrevelt, zu verhaften, und ihn an die Behörde seines Wohnorts abzuliefern, welche Ablieferung sogleich nach Erhebung der erforderlichen Notizen von den persönlichen Verhältnissen des Verhafteten zu bewerkstelligen ist.

1824 §. 4. Gegenseitig wird zur Entdeckung Hülfe geleistet, und es werden Haussuchungen auf der Stelle von den Orts-Behörden gestattet, jedoch in Gegenwart der Bezirks, welche das Entdeckte verwahren lassen, ohne für ihre Mitwirkung eine Belohnung zu empfangen.

§. 5. Wenn der Forst-Excess dergestalt durch Erkenntniss erledigt ist, dass die Strafe vollstreckt werden kann, so hat die Untersuchungs-Behörde eine beglaubigte Abschrift der zu Protokoll genommenen Verhandlung und des zu vollstreckenden Erkenntnisses dem Angeber zuzustellen, und gleiche Abschriften seiner vorgesetzten Behörde zuzusenden, beides bei einer Strafe von einem bis fünf Gulden.

§. 6. Die Untersuchung und Bestrafung wird möglichst beschleunigt, und namentlich veranlasst die untersuchende Behörde auch die Vollstreckung des Erkenntnisses.

§. 7. Für den Schadensersatz wird von den Behörden des Staats, wo die Übertretung abgeurtheilt wird, und zwar in der Regel sogleich bei der Aussprechung der Strafe, erkannt.

Die Behörde, welche den Forstfrevel rügt, erkennt auch über die Anzeige-Gebühr, deren Statthaftigkeit und Betrag nach den Gesetzen und Verordnungen des Staates festgesetzt werden, von dessen Behörde der Forstfrevel abgeurtheilt wird. Erkannte Geld- und Arbeits-Strafen werden zum Vortheil jenes Staats vollzogen, dessen Behörden sie verhängt haben.

§. 8. Die Übereinkunft tritt von dem 1sten Mai 1824 an für beide Staaten in Kraft.

Nachdem Seine Königliche Majestät dieser Übereinkunft die allerhöchste Genehmigung ertheilt haben, so wird der Inhalt derselben hiemit auf allerhöchsten Befehl, zur Nachachtung öffentlich bekannt gemacht.

Stuttgart den 20sten April 1824.

Für den Minister der auswärtigen Angelegenheiten:

MAUCLER.

105.

Déclarations de la part de la Suède concernant la réciprocité à observer vis à vis de l'Angleterre par rapport au commerce, du 24 et du 29 Avril 1824.

1824.

(*The Times* 1824. June 5. No. 12, 357.)

a.

The undersigned, Minister of state and of foreign affairs of his Majesty the King of Sweden and Norway, having received the declaration of Sir Benjamin Bloomfield, envoy extraordinary and Minister plenipotentiary of his Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, of this date, containing the assurance of a perfect reciprocity, declares by these presents, in virtue of the authority to that effect, with which he is invested, in the name and on the behalf of the King, his most gracious Sovereign —

That English merchant ships arriving in the ports or waters of the Kingdom of Sweden, shall in future be placed upon the same footing as national vessels, with respect to pilot, lighthouse and tonnage dues, and in general, with respect to all those duties which are included in the denomination of port-dues payable to the Crown (Skepps-umgålder), of whatever description they may be.

That English merchant ships shall be equally assimilated to national vessels, with respect to salvage dues, without any restriction or difference.

And that, as Swedish commerce is already in the enjoyment of reciprocal advantages in the ports of Great Britain, the above-mentioned arrangements in favour of English commerce shall be put in force in all the ports of the Kingdom of Sweden, without delay, and with as much expedition as possible.

1825 [illegible] has signed [illegible] and has affixed thereto the [illegible]

[illegible] the [illegible] day of April, in the year of our Lord 1825.

LAURENT COMTE D'EUGESTROM.

b.

The undersigned Minister of state and of foreign affairs of his Majesty the King of Sweden and Norway, having received the declaration of Sir Benjamin Bloomfield, Envoy extraordinary and Minister plenipotentiary of his Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, of this date, containing the assurance of a perfect reciprocity, declares by these presents, in virtue of the authority to that effect with which he is invested, in the name and on the behalf of the King his most gracious Sovereign —

That all articles the growth, produce or manufacture of the Kingdom of Great Britain and of its colonies, which, according to the existing regulations, may be imported into Sweden on board of Swedish vessels, may be imported into Sweden in English ships, direct from the ports of Great Britain, without being subject, on their entry, to other or higher duties to the crown than if imported on board a Swedish vessel.

That all articles, the exportation whereof is not prohibited, may be exported from the ports of the Kingdom of Sweden on board of English vessels, to any place whatever, without being subject, on their export, to other or higher duties to the Crown, than if exported on board a Swedish vessel.

But that, as Swedish merchant vessels do not enjoy the liberty of visiting the ports of the colonies and foreign possessions of England, it is understood that the privileges above specified are not applicable to goods imported into the ports of Sweden, in vessels belonging to the said colonies and foreign

possessions, or in vessels strictly English, coming 1824
direct from the English colonies.

And finally, that the above-mentioned stipulations, founded upon the promise of an exact reciprocity in the ports of Great Britain, in favour of Swedish commerce, shall be put in force in the ports of the Kingdom of Sweden, from the 1st of June of the present year (1824).

In witnefs whereof, the undersigned has signed the present declaration, and has affixed thereto the seal of his arms.

Done at Stockholm, the 24th day of April, in the year of our Lord 1824.

LAURENT *Count* D'ENGESTROM.

c.

Proclamation du 29 *Avril* 1824.

(*The Times* 1824. June 1. No. 12, 354.)

We Charles John etc. etc. make known, that after negociations had been opened respecting reciprocal and equal advantages to Swedish and English vessels, in the importation and exportation of permitted produce and manufactures, to or from Swedish and English ports, His Majesty the King of Great Britain and Ireland has caused to be officially declared, that upon condition of reciprocity, Swedish merchant vessels, coming direct from Sweden in ballast or loaded with Swedish produce, or other goods, which they are permitted to import into the ports of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, should there, from and including the 1st of June of the present year, both with regard to the import duty on the Swedish and permitted cargoes brought by such vessels and to the export duty on permitted goods, be treated entirely on the same footing as English vessels laden with the same kind of goods. And that we, in consequence thereof, have consented and do now graciously order and direct, that from and including the 1st of June of the present year, all

1824 produce and goods, produced and manufactured within the united Kingdom of Great Britain and Ireland and British colonies, the importation whereof into Swedish ports is permitted in Swedish vessels, coming direct from any port in Great Britain or Ireland, without being subjected at the importation thereof to any other or higher duties to us and the crown, than if they had been loaded on board Swedish "whole free" vessels. That all goods, the importation whereof generally is not prohibited, shall from the above-mentioned period, be allowed to be exported from Swedish ports in English vessels to any place whatsoever, without being subjected for their exportation to any higher duty to us and the crown, than if they had been shipped on board Swedish "whole free" vessels; but that as Swedish merchant vessels are not allowed intercourse with British colonies and ultra-marine possessions, the above advantages granted in Swedish ports shall not extend to goods imported in vessels belonging to the said colonies and ultra-marine possessions, or in English vessels coming direct from thence, which those whom it concerns are to obey, and to govern themselves accordingly. In further testimony whereof, we have caused these presents to be confirmed by our sign manual and our Royal seal.

Palace at Stockholm, April 29. 1824.

CHARLES JOHN.

C. D. SKOGMAN.

d.

Proclamation du 29 *Avril* 1824.

We Charles John etc. etc. make known, that whereas it has been duly and ministerially represented to us, that Swedish merchant vessels are no longer subjected in English ports, to any higher salvage, port and pilotage charges, light monies, and beaconage and tonnage duties, than English vessels; we have therefore, in consequence of the required reciprocity with regard thereto, consented and do hereby order, that from and after the date of the publication of this our gracious ordinance, English

essels in the Swedish rivers and ports, shall with 1824
espect to salvage dues and charges payable to the
iving Company, and to pilotage, light money, and
eaconage and lastage, and all port charges and dues
s us and the crown of what name and description
ever, be treated entirely on the same footing as
wedish, "whole free" vessels; and all whom it con-
erns will obediently govern themselves accordingly.
n further testimony whereof, we have caused the
resents to be confirmed by our sign manual and our
oyal seal.

Palace at Stockholm, April 29. 1824.

CHARLES JOHN.
C. D. SKOGMAN.

106.

Convention touchant l'abolition du droit de détraction entre les états de S. M. le Roi de Prusse et les états de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, signée le 3 Mai et ratifiée le 23 Septembre 1824.

[*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1824. No. 17. (p. 59.)]

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, animés du désir mutuel non seulement de resserrer de plus en plus les liens de l'amitié et de la parfaite intelligence qui subsistent entre Eux, mais encore d'en faire ressentir les heureux effets à Leurs sujets, ont résolu de conclure une convention pour abolir réciproquement dans Leurs états le droit de détraction

108.

1824 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et l'Hanovre, publiée à Hanovre le 26 Mai 1824.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1824. Abthl. 1. p. 85.)

Georg der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland u. s. w. auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

Nachdem Wir mit des Kaisers von Rufsland Majestät durch wechselseitige Erklärungen dahin übereingekommen sind, dafs das Abzugs- oder Abschofs-Recht in Ansehung der beiderseitigen Reiche ohne alle Ausnahme und auf beständige Zeiten aufgehoben und abgestellt werden solle; so wird solches zur allgemeinen Nachachtung hiemit bekannt gemacht, und sämmtlichen Obrigkeiten Unsers Königreichs Hannover hiemit befohlen, das in das Kaiserlich Russische Reich ausgeführt werdende Vermögen, in allen Fällen und ohne Ausnahme, frei von jedem Abzugs- und Abschofs-Recht, oder wie die Abgabe auch immer Namen haben möge, unweigerlich verabfolgen zu lassen.

Hannover den 26ten Mai 1824.

Kraft Seiner Königlichen Majestät Allergnädigsten Special-Befehls.

Adolphus Frederick.

Bremer. Arnswaldt. Meding.

109.

Convention entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenac, concernant les rapports de jurisdiction, du 25/8 Juin 1824. 1824

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1824. No. 15. S. 149.)

Zwischen der Königlich Preufsischen und der Grofsherzoglich Sächsisch-Weimar-Eisenachschen Regierung ist zur Beförderung der Rechtspflege folgende Übereinkunft getroffen worden.

I. *Allgemeine Bestimmungen.*

Art. I. Die Gerichte beider Staaten leisten sich gegenseitig alle diejenige Rechtshülfe, welche sie den Gerichten des Inlandes, nach dessen Gesetzen und Gerichtsverfassung nicht verweigern dürfen, in wiefern das gegenwärtige Abkommen nicht besondere Einschränkungen feststellt.

Art. II. Die Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse wird gegenseitig anerkannt, dafern diese nach den nähern Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens von einem beiderseits als competent anerkannten Gericht gesprochen worden sind, und nach den Gesetzen des Staats, von dessen Gericht sie gefällt worden, die Rechtskraft bereits beschritten haben. Solche Erkenntnisse werden an dem in dem andern Staate befindlichen Vermögen der Sachfälligen unweigerlich vollstreckt.

Art. III. Ein von einem zuständigen Gericht gefälltes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor den Gerichten des andern Staats die Einrede des rechtskräftigen Urtheiles (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staats, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

1824 II. *Besondere Bestimmungen.*

1. *Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.*

Art. IV. Keinem Unterthan ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation, der Gerichtsbarkeit des andern Staats, dem er als Unterthan und Staatsbürger nicht angehört, zu unterwerfen. Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses Statt zu geben, vielmehr wird jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntnifs in dem andern Staate als ungültig betrachtet.

Art. V. Beide Staaten erkennen den Grundsatz an, dafs der Kläger dem Gerichtsstand des Beklagten zu folgen habe, es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht nur, sofern dasselbe den Beklagten, sondern auch sofern es den Kläger z. B. rücksichtlich der Erstattung von Gerichtskosten, betrifft, in dem andern Staate als rechtsgültig erkannt und vollzogen.

Art. VI. Für die Wiederklage ist die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters begründet, dafern nur jene mit dieser im rechtlichen Zusammenhange steht und sonst nach den Landesgesetzen des Vorbeklagten zulässig ist.

Art. VII. Die Provocations-Klagen (ex lege diffamari oder ex lege si contendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte der Provocanten; oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist; es wird daher die von diesem Gericht, besonders im Fall des Ungehorsams, rechtskräftig ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provocirten als vollstreckbar anerkannt.

Art. VIII. Der persönliche Gerichtsstand, welcher entweder durch den Wohnsitz in einem Staate, oder bei denen, die einen eigenen Wohnsitz noch nicht genommen haben, durch die Herkunft in dem Gerichtsstande der Eltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagsachen dergestalt

anerkannt, dafs der Unterthan des einen Staats von 1824
den Unterthanen des andern nur vor seinem persönlichen Richter belangt werden darf. Es müfsten denn bei jenen persönlichen Klagsachen, neben dem persönlichen Gerichtsstande, noch die besonderen Gerichtsstände des Contracts oder der geführten Verwaltung concurriren, welchen Falls die persönliche Klage auch vor *diesen* Gerichtsständen erhoben werden kann.

Art. IX. Die Absicht einen beständigen Wohnsitz an einem Orte nehmen zu wollen, kann sowohl ausdrücklich, als durch Handlungen geäufsert werden. Das Letztere geschieht, wenn jemand an einem gewissen Ort ein Amt, welches seine beständige Gegenwart daselbst erfordert, übernimmt, Handel oder Gewerbe daselbst zu treiben anfängt, oder sich daselbst alles, was zu einer eingerichteten Wirthschaft gehört, anschafft. Die Absicht mufs aber nicht blos in Beziehung auf den Staat, sondern selbst auf den Ort, wo der Wohnsitz genommen werden soll, bestimmt geäufsert sein.

Art. X. Wenn Jemand sowohl in dem einen als in dem andern Staate seinen Wohnsitz in den landesgesetzlichen Sinne genommen hat; so hängt die Wahl des Gerichtsstandes von dem Kläger ab.

Art. XI. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand des noch in seiner Gewalt befindlichen Kindes, ohne Rücksicht auf den Ort, wo dasselbe geboren worden, oder wo das Kind sich nur eine Zeitlang aufhält.

Art. XII. Ist der Vater verstorben, so verbleibt *der* Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Gerichtsstand des Kindes, so lange dasselbe noch keinen eigenen *ordentlichen* Wohnsitz rechtlich begründet hat.

Art. XIII. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt; so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

1824 Art. XIV. Diejenigen, welche in dem einen oder dem andern Staate, ohne dessen Bürger zu sein, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerbs-Anstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnorts belangt werden können.

Art. XV. Die Übernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute, soll den Wohnort des Pachters im Staate begründen.

Art. XVI. Ausnahmsweise sollen Studierende und Dienstboten auch in demjenigen Staate, wo sie sich in dieser Eigenschaft aufhalten, während dieser Zeit noch einen persönlichen Gerichtsstand haben, *hier aber*, so viel ihren persönlichen Zustand und die davon abhangenden Rechte betrifft, ohne Ausnahme nach den Gesetzen ihres Wohnorts und ordentlichen Gerichtsstandes beurtheilt werden.

Art. XVII. Erben werden wegen persönlicher Verbindlichkeiten ihres Erblassers vor dessen Gerichtsstande so lange belangt, als die Erbschaft ganz oder theilweise noch dort vorhanden, oder, wenn der Erben mehrere sind, noch nicht getheilt ist.

Art. XVIII. Im Concurs wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als allgemeines Gant-Gericht anerkannt, ausgenommen, wenn der gröfsere Theil des Vermögens, bei dessen Bestimmung das über die Vermögensmasse aufzunehmende Inventarium und Taxe zum Grunde zu legen ist, in dem andern Staate sich befindet, wo alsdann dem letzteren unter der im Art. XXII. enthaltenen Beschränkung das Recht des allgemeinen Gantgerichts zugestanden wird.

Art. XIX. Activ-Forderungen werden, ohne Unterschied, ob sie hypothecarisch sind oder nicht, angesehen als befänden sie sich an dem Wohnorte des Gemeinschuldners.

Art. XX. Einem Particular-Concurse wird nicht statt gegeben, ausgenommen, wenn ein gesetzlich be-

gründetes Separations-Recht geltend gemacht wird, 1824
namentlich wenn der Gemeinschuldner in dem andern Staate, wo er seinen Wohnsitz nicht hatte, eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes dergleichen Etablissement, welches als ein eigenes Ganze, einen besondern Inbegriff von Rechten und Verbindlichkeiten des Gemeinschuldners bildet, besitzt, welchen Falls zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung dieses Etablissements besonders kreditirt haben, ein Particular-Concurs eröffnet werden darf.

Art. XXI. Alle Forderungen, sie seien auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gant-Gerichte einzuklagen, oder wenn sie bereits klagbar gemacht worden, dort weiter zu verfolgen. Das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird, nach vorgängiger Veräufserung der Grundstücke und Effecten, durch den Richter der gelegenen Sache dem Gant-Gerichte abgeliefert.

Art. XXII. Dingliche Rechte werden nach den Gesetzen des Orts der belegenen Sache beurtheilt und geordnet, über die Rangordnung rein persönlicher Ansprüche und deren Verhältnifs zu den dinglichen Rechten, entscheiden die am Orte des Gant-Gerichts geltenden Gesetze, und es findet kein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern als solchen statt. Damit insbesondere bei der Eigenthümlichkeit der Preufsischen Hypothekenverfassung, die auf den im Preufsischen Gebiete gelegenen Grundstücken eingetragenen Gläubiger in ihren Rechten keinen Schaden leiden, hat es in Rücksicht ihrer bei der Absonderung und Vertheilung der Immobiliar-Masse nach den Vorschriften der allgemeinen Gerichtsordnung Th. 1. Tit. 50. § 489 bis 522 sein Bewenden.

Art. XXIII. Alle Realklagen, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae, müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gericht in dessen Bezirk sich die Sache befindet, — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten erho-

1824 ben werden, — vorbehältlich dessen, was auf den Fall des Concurses bestimmt ist.

Art. XXIV. In dem Gerichtsstand der Sache können keine blos (rein) persönlichen Klagen angestellt werden.

Art. XXV. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks oder aus Handlungen fliefst, die er in der Eigenschaft als Gutsbesitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein solcher Gutsbesitzer

1. die mit seinem Pachter oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, oder
2. die zum Besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse oder gelieferten Materialien und Arbeiten zu vergüten sich weigert, oder
3. die Patrimonial-Gerichtsbarkeit oder ein ähnliches Befugnifs mifsbraucht, oder
4. seine Nachbarn im Besitz stört,
5. sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechtes berühmt, oder
6. wenn er das Grundstück ganz oder zum Theil veräufsert und den Contract nicht erfüllt oder die schuldige Gewähr nicht leistet,

so mufs derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichem Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. XXVI. Eben so begründet ausnahmsweise auch der Besitz eines Lehnguts oder die gesammte Hand daran, zugleich einen persönlichen Gerichtsstand.

Art. XXVII. Erbschaftsklagen werden da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben und zwar dergestalt, dafs, wenn die Erbstücke zum Theil in dem andern Staatsgebiete sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, ohne Rücksicht, wo der gröfste Theil der Erbschafts-Sachen sich befinden mag. Doch werden alle bewegliche Erbschaftsstücke angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers. Activ-Forderungen werden ohne Un-

terschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, den 1824
beweglichen Sachen beigezählt.

Art. XXVIII. Ein Arrest darf in dem einen Staate und nach den Gesetzen desselben, gegen den Bürger des andern Staates ausgebracht und verfügt werden, unter der Bedingung jedoch, dafs entweder auch die Hauptsache dorthin gehöre, oder dafs sich eine wirkliche *gegenwärtige* Gefahr auf Seiten des Gläubigers nachweisen lasse. Ist in dem Staate, in welchem der Arrest verhangen worden, ein Gerichtsstand für die Hauptsache nicht begründet: so ist diese, nach vorläufiger Regulirung des Arrestes, an den zuständigen Richter des andern Staates zu verweisen. Was dieser rechtskräftig erkennt, unterliegt der allgemeinen Bestimmung im Art. II.

Art. XXIX. Der Gerichtsstand des Contractes vor welchem ebensowohl auf Erfüllung als wie auf Aufhebung des Contractes geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Contrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichtsbezirk sich anwesend befindet, in welchem der Contract geschlossen worden ist, oder in Erfüllung gehen soll. Dieses ist besonders auf die auf öffentlichen Märkten geschlossenen Contracte, auf Viehhändel und dergleichen anwendbar.

Art. XXX. Die Klausel in einer Wechselverschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechselgerichts, in dessen Gerichtszwang er zu dessen Verfallzeit anzutreffen sei, unterworfen hat, wird als gültig, das hiernach eintretende Gericht, welches die Vorladung bewirkt hat, für zuständig, mithin dessen Erkenntnifs für vollstreckbar an den in dem andern Staate belegenen Gütern anerkannt.

Art. XXXI. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, mufs er auch auf die aus einer solchen Administration angestellten Klagen sich einlassen: es müfste denn die Administration bereits völlig beendigt und der Verwalter über die gelegte Rechnung quittirt sein. Wenn daher

1824 ein aus der quittirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert, oder eine ertheilte Quittung angefochten wird; so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

Art. XXXII. Jede echte Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einem schon anhängigen Prozefs einmischt, sei sie principal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sei nach vorgängiger Streitankündigung oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staats, in welchem der Hauptprozefs geführt wird.

Art. XXXIII. Sobald vor irgend einem in den bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dafs die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte. Die Rechtshängigkeit einzelner Klagsachen wird durch Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2. *In Hinsicht der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.*

Art. XXXIV. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind. Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme vor einer bestimmten Behörde in demselben abhängt, so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. XXXV. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechts auf unbewegliche Sachen zum Zweck haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Sachen liegen.

3. *In Rücksicht der Strafgerichtsbarkeit.*

Art. XXXVI. Verbrecher und andere Übertreter von Strafgesetzen werden, soweit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen bestimmen, von dem

einen Staate dem andern *nicht* ausgeliefert, sondern 1824
wegen der in dem andern Staate begangenen Verbrechen und Übertretungen von dem Staate, dem sie angehören, und nach dessen Gesetzen, gerichtet. Daher findet denn auch ein Contumacial-Verfahren des andern Staates gegen sie *nicht* Statt.

Art. XXXVII. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat, und daselbst ergriffen und abgeurtheilt worden ist, so wird, wenn der Verbrecher vor der Strafverbüfsung sich in seinen Heimath-Staat zurückbegeben hat, von diesem das Erkenntnifs des ausländischen Gerichts, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urthéils, sowohl an der Person als an den im Staatsgebiet befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, dafs die Handlung, wegen deren die Strafe erkannt worden, auch nach den Gesetzen des requirirten Staats als ein Vergehen oder Verbrechen erscheint, und nicht zu den blos polizeifinanzgesetzlichen Übertretungen gehört, von welchen der nächstfolgende Artikel handelt.

Art. XXXVIII. Hat ein Unterthan des einen Staats, Strafgesetze des andern durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Übertretung eigenthümlicher Abgabengesetze, Polizeivorschriften und dergleichen, und welche demnach von diesem Staate auch nicht bestraft werden könnten, so soll, auf vorgängige Requisition, zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staats gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen, verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchen Fällen zulässige Contumacial-Verfahren wahren könne.

Art. XXXIX. Der zuständige Strafrichter darf auch über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privat-Ansprüche mit erkennen, wenn wegen derselben von dem Beschädigten adhärirt worden ist.

Art. XL. Unterthanen des einen Staats, welche wegen Verbrechen oder anderer Übertretungen ihr

1824 Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu sein, werden, nach vorgängiger Requisition, gegen Erstattung der Kosten, und zwar, wenn wegen Unvermögenheit der Inquisiten oder sonst die Untersuchungs-Kosten niedergeschlagen werden müssen, nur der baaren Auslagen z. B. für Atzung, Transport, Porto und Copialien, ausgeliefert.

Art. XLI. Solche eines Verbrechens oder einer Übertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des andern Staats Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen in welchem die Übertretung verübt worden, auf vorgängige Requisition gegen Erstattung der Kosten, wie diese im vorigen Artikel bestimmt ist, ausgeliefert, es sei dann, dafs der Staat, welchem er als Unterthan angehört, auf die vorher von dem requirirten gemachte Anzeige der Verhaftung, jene Übertreter selbst reclamirt, und ihre Auslieferung zur eigenen Bestrafung in Antrag bringt.

Art. XLII. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtiget ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Art. XLIII. In Criminal-Fällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staats vor das Untersuchungsgericht des andern zu Ablegung des Zeugnisses, zur Confrontation oder Recognition, gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und der Versäumnifs, nie verweigert werden.

Art. XLIV. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden soll, so hat im einzelnen Falle, die Behörde, welcher sie obliegt, weder vorgängige reversales de observando reciproco zu erfordern, noch dafern sie nur eine Provinzial-Behörde ist, in der Regel erst die besondere Genehmigung der ihr vorgesetzten Mi-

nisterial-Behörde einzuholen, es sei denn, dafs im 1824
einzelnen Falle, die Anwendung des Abkommens noch Zweifel zuliefse, oder sonst ganz eigenthümliche Bedenken hervorträten. Unterbehörden bleiben aber unter allen Umständen verpflichtet, keinen Menschen aufser Landes verabfolgen zu lassen, bevor sie nicht zu dieser Auslieferung die Autorisation der ihnen unmittelbar vorgesetzten Behörde eingeholt haben.

Art. XLV. Sämmtliche vorstehende Bestimmungen gelten nicht in Beziehung auf die Königlich Preufsischen Rhein-Provinzen. Rücksichtlich dieser hat es bei der Verordnung vom 2ten Mai v. J. sein Bewenden.

Art. XLVI. Die Dauer dieses Abkommens wird auf zwölf Jahre, vom 1sten Januar 1825 an gerechnet, festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite, so ist es stillschweigend als auf noch zwölf Jahre weiter verlängert anzusehen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Sachsen-Weimar und Eisenach zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 25sten Juni 1824 und Weimar den 8ten Juni 1824.

von Bernstorff. von Fritsch.

110.

1824 *Déclaration de la Grande-Bretagne et de l'Hanovre, concernant la reciprocité du commerce, faite à Londres le 12 Juin 1824.*

(*Gesetzsammlung des Königreichs Hannover* 1824. Abthl. 1. pag. 211. *Annual register* 1825. *Publ. documents* pag. 68.)

The undersigned, his Britannic Majesty's principal secretary of state for foreign affairs, and the minister of state and cabinet of his Majesty the King of Hanover, hereby declare, in the name of their respective governments: —

That the Hanoverian government having placed British ships and all articles imported in such ships, in respect to all duties whether upon the goods or upon the ships, and in respect to charges and privileges of pilotage, upon the same footing with Hanoverian ships and the like goods, if imported in such ships; and the said Hanoverian government binding itself to observe these conditions, and any other stipulations in favour of shipping and commerce of Great Britain, which are contained in a convention between his Britannic Majesty and the King of Prussia, concluded and signed at London on the 2nd of April 1824 —

His Britannic Majesty engages to extend to the subjects and shipping of the Kingdom of Hanover, all the benefits secured by the said convention to the shipping and commerce of Prussia, upon the principle of reciprocity which forms the basis of the said convention.

In witness whereof, they have signed the present declaration, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 12 day of June, 1824.

Signed George Canning.

Münster.

111.

Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et le Danemarc, conclu à Londres le 16 Juin 1824. 1824

(*The Times* 1825. February 9. No. 12, 572. *Annual Register* 1825. *Publ. documents* p. 66. *Le Moniteur universel* 1824. No. 250.)

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Majesty the King of Denmark, being equally desirous of extending and increasing the commercial intercourse between their respective states, and affording every facility and encouragement to their subjects engaged in such intercourse; and being of opinion that nothing will more contribute to the attainment of their mutual wishes in this respect, than a reciprocal abrogation of all discriminating and countervailing duties, which are now demanded and levied upon the ships or productions of either nation in the ports of the other, have appointed their plenipotentiaries to conclude a convention for that purpose, that is to say: —

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, the right honourable George Canning, a member of his said Majesty's most honourable privy council, a member of parliament, and his said Majesty's principal secretary of state for foreign affairs; and the right honourable William Huskisson, a member of his said Majesty's most honourable privy council, a member of parliament, president of the committee of privy council for affairs of trade and foreign plantations, and treasurer of his said Majesty's navy: —

And his Majesty the King of Denmark, Charles Emilius count de Moltke, grand crofs of the order of Dannebrog, his said Majesty's privy councillor of conferences, and his envoy extraordinary at the court

1824 of his Britannic Majesty: who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles: —

Art. I. From and after the 1st day of July next, Danish vessels entering or departing from the ports of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, and British vessels entering or departing from the ports of his Danish Majesty's dominions, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on national vessels entering or departing from such ports respectively.

Art. II. All articles of the growth, produce or manufacture of any of the dominions of either of the high contracting parties, which are or shall be permitted to be imported into, or exported from, the ports of the united Kingdom and of Denmark, respectively, in vessels of the one country, shall in like manner be permitted to be imported into and exported from those ports in vessels of the other.

Art. III. All articles not of the growth, produce or manufacture of the dominions of his Britannic Majesty, which can legally be imported from the united Kingdom of Great Britain and Ireland into the ports and dominions of the King of Denmark, in British ships, shall be subject only to the same duties as are payable upon the like articles if imported in Danish ships; and the same reciprocity shall be observed, with regard to Danish vessels, in the ports of the said united Kingdom of Great Britain and Ireland, in respect to all articles not the growth, produce, or manufacture of the dominions of his Danish Majesty, which can legally be imported into the ports of the united Kingdom in Danish ships.

Art. IV. All goods, wares and merchandise, which can legally be imported into the ports of either country, shall be admitted at the same rate of duty, whether imported in vessels of the other country, or in national vessels: and all goods, wares, or merchandise, which can be legally exported from the ports of either country, shall be entitled

o the same bounties, drawbacks and allowances, 1824
whether exported in vessels of the other country, or
n national vessels.

Art. V. No priority or preference shall be given, lirectly or indirectly, or by the government of either country, or by any company, corporation, or agent, acting on its behalf or under its authority, in he purchase of any article, the growth, the produce or manufacture of either country, imported into the other, on account of or in reference to, the character of the vessel in which such article was imported; it being the true intent and meaning of the high contracting parties that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

Art. VI. The high contracting parties having mutually determined not to conclude, in the present convention, their respective colonies, in which are comprehended, on the part of Denmark, Greenland, celand and the islands of Ferroe; it is expressly agreed that the intercourse which may at present legally be carried on by the subjects or ships of either of the said high contracting parties, with the colonies of the other, shall remain upon the same footing, as if this convention had never been concluded.

Art. VII. The present convention shall be in orce for the term of ten years from the date hereof; and farther, until the end of twelve months after either of the high contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate he same: each of the high contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, at the end of the said terme of ten years; and it is hereby agreed between them, that, at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either party from the other, his convention, and all the provisions thereof, shall altogether cease and determine.

Art. VIII. The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London, within one month from the date hereof, or sooner if possible.

1824 In witnefs whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 16th day of June, 1824.

Signed George Canning.
W. Huskisson.
C. E. Moltke.

Separate article.

The high contracting parties reserve themselves to enter upon additional stipulations for the purpose of facilitating and extending, even beyond what is comprehended in the convention of this date, the commercial relations of their respective subjects and dominions, upon the principle either of reciprocal or equivalent advantages, as the case may be. And in the event of any articles or article being concluded between the said high contracting parties, for giving effect to such stipulations, it is hereby agreed, that the article or articles which may hereafter be so concluded shall be considered as forming part of the aforesaid convention.

The present separate article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the convention signed this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time.

In witnefs whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 16th day of June, 1824.

Signed George Canning.
W. Huskisson.
C. E. Moltke.

Additional article.

Their Britannic and Danish Majesties mutually agree, that no higher or other duties shall be levied, in either of their dominions (their respective colo-

nies being excepted from the convention of this date) 1824
upon any personal property of their respective subjects, on the removal of the same from the dominions of their said Majesties reciprocally, either upon the inheritance of such property, or otherwise, than are or shall be payable in each state, upon the like property, when removed by a subject of such state respectively.

The present additional article shall have the same force and validity as if it were inserted word for word in the convention signed this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 16th day of June, 1824.

Signed George Canning.
W. Huskisson.
C. E. Moltken.

112.

Convention entre la Bavière et le duché de Saxe-Hildbourghausen, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 18 Juin 1824.

(*Regierungs- und Intelligenzblatt für das Königreich Baiern* 1824. Nr. 23. p. 597.)

Se. Königliche Majestät sind mit Sr. Herzoglichen Durchlaucht von Sachsen-Hildburghausen dahin übereingekommen, dafs die mit Sachsen Koburg-Saalfeld bereits bestehende Convention über das Vaganten-Wesen, ihrem ganzen Inhalte nach, wie solcher im

1824 *sechsten* Stücke des *Regierungs-* und *Intelligenzblattes* für das Königreich, vom Jahre 1823 (S. 99 bis 107), aufgenommen, von dem Tage gegenwärtiger Bekanntmachung an, auch zwischen Baiern und Sachsen-Hildburghausen ihre volle Anwendung finden soll, welches sämmtlichen Königlichen Polizei-Behörden zu gebührender Nachachtung andurch mit dem Anhange eröffnet wird, daſs statt der dort erwähnten Übernahms-Stationen Baierischer Seits die Ämter *Lichtenfels* und *Tambach* in dem Ober-Mainkreise, und die Ämter *Mellrichstadt*, *Königshofen*, *Hofheim* und *Hasfurt* im Unter-Mainkreise, zur Übernahme der vertragsmäſsig aus den Sachsen-Hildburghausischen Landen nach Baiern auszuweisenden Heimathlosen bestimmt sind, so wie daſs die diesseits Ausgewiesenen in den Sächsischen Orten *Hildburghausen*, *Heldburg*, *Behrungen*, *Sonnenfeld* und *Königsberg*, übernommen werden sollen.

München den 18ten Juni 1824.

Auf Sr. Majestät des Königs Allerhöchsten Befehl:
Graf von Rechberg.

Durch den Minister:
der General-Secretär,
v. Baumüller.

113.

Recès entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic, pour régler les frontières, signé à Brunsvic le 24 Juin 1824.

(*Verordnungs-Sammlung für die Herzogl. Braunschweigischen Lande*, 12ter Jahrg. No. 4. St. 19.)

In der Absicht die zwischen dem Herzogthume Braunschweig und dem Königreiche Hannover an mehreren Punkten streitig und verdunkelt gewesenen Landesgränzen zu reguliren und

dadurch den mit der Ungewifsheit der Gränzen verbundenen 1824
Nachtheilen für die Folge vorzubeugen, haben Sr. Durchlaucht der Herzog von Braunschweig: Höchst Ihren Kammerdirector *Gottfried Philipp von Bülow*, Sr. Majestät der König von Grofsbritannien und Irland, als König von Hannover: Allerhöchst Ihren Regierungs-Rath *Georg Eduard Heinichen* zu bevollmachtigten Commissarien ernannt, welche, nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, mit Vorbehalt der Allerhöchsten und Höchsten Ratification, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 1. Die durch gegenwärtigen Recefs festgesetzte Grenzlinie hat einzig die Landeshoheit zum Gegenstande, und ändert die bestehenden privatrechtlichen Beziehungen auf keine Weise. Es wird vielmehr im Allgemeinen festgesetzt: dafs alle Rechtsverhältnisse der Privaten, wohin auch die privatrechtlichen Verhältnisse der Staatsgüter, auch Stifter und Klöster zu rechnen sind, namentlich alle Dienstbarkeiten, Hude- und Mithude-Rechte, wohlhergebrachte Prästationen jeder Art, insofern als nicht im Nachstehenden ausdrücklich darüber paciscirt, oder eine Modification über die Ausübung solcher Berechtigungen sonst vereinbart worden ist, in ihrem vorigen Rechtsbestande verbleiben und ohne alle Schmälerung und sonstige Kränkung darin aufrecht erhalten werden sollen. Da indessen durch die gezogene Hoheits-Gränzlinie, welche ihrer Natur gemäfs, zugleich über die richterliche Competenz entscheidet, manche Interessen der erwähnten Art ihrem bisherigen Richter entzogen werden, so sollen alle Gränzobrigkeiten besonders ausdrücklich angewiesen werden, den Unterthanen des Nachbarstaats in solchen Fällen die Justiz unpartheiisch und ohne Anstand angedeihen zu lassen.

§. 2. Die den Gesetzen und der Verfassung der beiderseitigen Staaten entsprechende geschlossene Eigenschaft des gröfsten Theils der Bauerhöfe und die davon abhangende Pertinenz-Qualität deren Zubehörungen mit ihren Folgen, soll ebenfalls durch die festgesetzte Landesgränze nicht verrückt, noch aufgehoben werden, und ist solcherhalb ausdrücklich vereinbart worden: dafs die, aus den bäuerlichen Rechtsverhältnissen der jetzt hinc inde über die Grenze tretenden Grundstücke der beiderseitigen Unterthanen hervorgehende Integrität der Höfe und Pertinenzeigenschaft der einzelnen in ihrem Complexus begriffenen Grundstücke und Gerechtsame auch fernerhin bestehen und nach den Gesetzen des Landes, welchem die betreffenden Höfe bis jetzt unterworfen gewesen sind, ferner beurtheilt werden sollen; wie denn auch, wenn über den Besitz und das Eigenthum solcher Höfe ein Rechtsstreit entstehen wird, ein solcher mit Ausdehnung auf die, als Pertinenzstücke zu solchen Höfen gehörigen, wenn gleich gegenwärtig ins Ausland fallende Länderei-Stücke von derjenigen Gerichtsobrigkeit beurtheilt und entschieden werden soll, welche

1824 als competente Rechtsbehörde über jene Höfe selbst gegenwärtig angesehen werden muſs.

§. 3. Die bestimmte Landesgrenze soll in Zukunft zugleich das Besteuerungsrecht scheiden, und ist wegen des von diesem Grundsatze abweichenden bisherigen Besitzstandes, so wie der andern, das Steuerverhältniſs längs der Granze betreffenden Puncte, folgende Uebereinkunft getroffen worden.

1. In dem ganzen regulirten Gränzstriche wird es den beiderseitigen Landesherren überlassen, alle diejenige Grundstücke, welche bisher der bestandenen Gränzstreitigkeiten wegen, aller Besteuerung sich entzogen haben, und somit ganz unversteuert geblieben sind, den Landessteuern desjenigen Gebiets unbedingt zu unterwerfen, zu welchem dieselben, der jetzt gezogenen Gränzlinie zufolge, hinzugefallen sind.

2. In Ansehung derjenigen Grundstücke hingegen, von welchen dem rechtlichen Besitzstande zufolge, und vor der Einführung der westfälischen Steuerveränderung, die Grundsteuern in eines der beiden Länder entrichtet worden sind, und welche dermalen der gegenseitigen Landeshoheit abgetreten werden, soll dem abtretenden Landesherrn das Besteuerungsrecht bis zu näherer Ausgleichung dieses Puncts in der Art und Steuerquantität verbleiben, als dieselbe herkömmlich bestanden hat.

3. Ein gleiches findet statt in Beziehung auf diejenigen Grundstücke, welche zwar nicht der gegenseitigen Landeshoheit abgetreten worden, allein dem rechtlichen Besitzstande gemäſs, die Grundsteuer in die Cassen des Nachbarstaates entrichtet haben, so daſs dieser Besitzstand bis zu der bevorstehenden Ausgleichung der Steuerverhältnisse aufrecht erhalten werden soll. Es sollen zu dem Ende

4. die gegenseitigen Grenzbehörden den verschiedenen Steuercassen stets hülfreiche Hand bei Erhebung der Landessteuern nach vorstehenden Grundsätzen zu leisten und dahin zu sehen verpflichtet sein, daſs nicht von neuem jetzt rechtlich versteuerte Grundstücke durch Mangel eines prompten gerichtlichen Beistandes der Besteuerung entzogen werden, und werden übrigens

5. die Jahre 1806 und 1807, welche der westfälischen Steuerveränderung unmittelbar vorausgegangen sind, in Beziehung auf die Frage: in welches der beiden Länder von den einzelnen Grundstücken die Landessteuern, dem rechtmäſsigen Besitzstande nach, entrichtet worden sind, als Normal Jahre hiedurch festgesetzt.

Erste Abtheilung. 1824

Grenzen des Wolfenbüttelschen und Schöningenschen Districts des Herzogthums Braunschweig, gegen die angrenzenden Aemter des Königreichs Hannover.

Erster Abschnitt.

Grenzen des Königlich Hannöverschen Amtes Schladen gegen das Herzoglich Braunschweigische Kreisgericht Wolfenbüttel.

§. 4. Die Grenze des Herzogthums Braunschweig-Wolfenbüttel mit den Staaten des Königreichs Hannover hebt bei dem Puncte an, wo in der Gegend der Dorfschaften Börfsum an Braunschweigischer, und Burgdorf, auch Heiningen, an Hannoverischer Seite unweit des Ockerflusses, und zwar an der äufsersten Ecke des Eichhorst-Grabens, das Braunschweigische Gebiet mit den Grenzen der Fürstenthümer Halberstadt und Hildesheim zusammenstöfst. Von diesem Puncte an, soll die Braunschweigisch-Hannöverische Landesgrenze fortdauernd denjenigen Bestimmungen folgen, welche am 29ten October 1758 zwischen dem Herzogthume Braunschweig und dem Fürstenthume Hildesheim verabredet und bündigst festgesetzt sind. Von der äufsersten Ecke des Eichhorst-Grabens an, geht sie nämlich in der damals bezeichneten Linie in nördlicher Richtung bis in die Ocker, dann in der Ocker abwärts, durch die Lange, nach dem Hugel oder Einflufs des Krabaten- oder Croaten-Grabens, und von da in grader Richtung im Heiningschen Gehäge-Graben bis wieder in die Ocker und dieselbe hinunter bis an den Einflufs der Ilse, ganz in der Art, wie solche durch den schon angezogenen Recefs vom 29ten October 1758 festgesetzt, und seit der Zeit ohne Streit als Norm beobachtet ist, wie denn auch jener angezogene Recefs durch Gegenwärtiges ausdrücklich erneuert und bestätiget wird.

§. 5. Von dem im vorigen § erwähnten Puncte an, bleibt die Ocker die Landesgrenze bis in Norden des Börfsumschen Wienbleeks, allwo die letztere ostwärts längs des Grabens, welcher die Dorstadtsche Förster-Wiese, auch der Wienhof genannt, von jenem Wienbleeke trennt, von der Ocker abweicht, um solche Förster-Wiese herum wieder in die Ocker läuft und mithin die gedachte kleine Wiese zu dem Hannöverischen Territorio ausscheidet. Von da folgt die Grenze wiederum dem Bette der Ocker bis an den Graben, welcher das Bornumsche Beenbleek von der Dorstadtschen Horstwiese scheidet, geht diesen Graben hinan um die Horstwiese und die Kloster Dorstadtsche Weide bis an die, nach der Dorstadtschen und Kissenbrückschen gemeinschaftlichen Weide führenden Vichtrift, woselbst sie wieder in den Ockerstrom fällt, bis zu dem, vorgedachte gemeinschaftliche Weide und die Kloster Dorstadtsche Dörenwiese trennenden Graben. Diesen geht sie entlang durch das Todtwasser um die Dorstadtsche Nonnenwiese herum, wieder in das Todtwasser und dem-

1824 selben folgend, bis an die Privatgrenze zwischen der erwähnten Dörenwiese und der Kissenbrückschen Wiese, der Wenigschuh genannt, wo die Grenze wieder in die Ocker geht und diesem Strome bis dahin folgt, wo die Ohrumsche Sudwiese von der Kissenbrückschen Wiese, die Ohe genannt, sich scheidet. Zwischen beiden letztgedachten Wiesen und um die letztere herum, nach der Scheide zwischen der Ohe und dem Ohrumschen breiten Bleeke, läuft die Grenze auf den, im Westen der Ocker belegenen Mühlendamm, solchen entlang bis an die Freifluth, an derselben etwa vierzig Schritte westwärts, sodann durch solche bis an das westliche Ende der, der Fährmühle zunächst liegenden Brücke, von derselben auf den sogenannten Mühlenkulk, in einer Entfernung von 40 Schritten, westwärts der daselbst zur Fährmühle gehörenden beregenen kleinen Gebaude und sodann westwärts um den Mühlenkulk in die Ocker.

§. 6. Hier verläfst die Grenzlinie die Ocker und schliefst ostwärts die, der Gemeine Ohrum gehörende Graswiese, welche durch dieselbe zu der Hannöverischen Landeshoheit ausgeschnitten wird, ein, fällt sodann am Ende der Graswiese, wo der Landgraben in die Ocker einmündet, ebenfalls in diesen Fluss, bleibt in demselben bis zu den sogenannten Vier Winden, verläfst den Ockerflufs wieder und läuft südwärts der Landwehr bis dahin, wo die Ohrumsche Gemeine Wiese an das Ackerstück des Försters Linnemann vom Bungenstedter Thurm stöfst; geht hernach südwärts an dem Lande des gedachten Linnemanns, wie auch des Einwohners Conrad Meyer in Halchter hinauf, dann wieder westwärts zwischen dem Acker des ebengedachten Conrad Meyer und dem des Einwohners Valentin Giffhorn in Ohrum hindurch auf die Landstrafse, über dieselbe, abermals westwärts an Heinrich Meyers aus Halchter Lande vorbei, auf einen im Felde stehenden Stein, von da in nördlicher Richtung auf einen andern Feldstein zwischen Conrad Angerstein aus Ohrum und Heinrich Löhrs in Halchter Lande hinauf, bis dahin, wo letzteres sich endigt; dann abermals an die Landwehr, an derselben hinauf bis zu der zum Bungenstedter Thurme gehörigen Länderei, darauf abermals südwärts um solche Länderei herum, bis zur Grenze des Halchterschen Holzes, an diesem eine kleine Strecke südwärts hinauf und abermals einen Theil der Halchterschen Länderei einschliefsend, bis zur schwarzen Eiche am Halchterschen Holze. Hierauf folgt die Grenze dem Wege, welcher das Ohrumsche Holz von dem Halchterschen Holze trennt, bis zur Ecke des Crammeschen Holzes, von da den unteren Fastweg hinauf bis zu dem Puncte zwischen dem Kissenbrückschen und Crammeschen Holze, wo der Gerichts-Bezirk des Herzoglich Braunschweigischen Kreisgerichts Salder mit dem des Königlich Hannöverischen Amtes Liebenburg zusammentritt, dergestalt dafs der sogenannte Büchenort (Bökenort) der Braunschweigischen Landeshoheit unterworfen wird, so wie auch dessen privatives Eigenthum der Gemeine Cramme verbleibt.

§. 7. Da auch bereits in dem vorerwähnten Recesse vom 29ten October 1758 festgesetzt ist: dafs die Grenzlinie von der äufsersten Ecke des Eichhorst-Grabens an, bis zum Einflusse der Ilse in den Ockerstrom, zugleich die Scheidung des Privateigenthums der angrenzenden beiderseitigen Gemeinen ausmachen soll, dergestalt, dafs alle Koppelhude, über die gedachte Linie hinaus, von Seiten beiderseitiger Interessenten hinc inde ganz aufhöre, diese Norm auch bisher von denselben ohne Widerspruch und Streit beobachtet ist; so soll es bei dieser einmal festgesetzten Bestimmung auch fernerhin sein Bewenden behalten, und wird jener Recefs auch in dieser Hinsicht hiermit nochmals bestätigt. In Beziehung auf den Grenzstrich über den vorgedachten Punct hinaus werden jedoch die wohlbegründeten Servituten und sonstigen Privat-Gerechtsame der Interessenten ausdrücklich hierdurch vorbehalten. 1824

§. 8. Der Gemeine Ohrum soll auf dem Ohrumschen Mühlenbruche zwar die privative Hude nach wie vor verbleiben; sie soll jedoch verbunden sein, in Betracht, dafs der Bau der, über diesen Bruch nach Hedwigsburg führenden Strafse, dem Herzogthume Braunschweig ferner zur Last verbleiben wird, jede Auflagerung von Baumaterialien zur Reparatur der darauf befindlichen Brücken ohne Weigerung zu dulden, auch es sich gefallen lassen, dafs aus der Freifluth der Ocker, Grand sowohl zum Besten der herrschaftlichen als Privatbauten der Gemeine Kissenbrück, mit Einschlufs von Hedwigsburg und der Fahrmühle geholt werde; endlich auch der Anlegung neuer Flachsrotten auf dem, der Braunschweigischen Landeshoheit unterworfenen Theile des Mühlenbruchs sich enthalten; wogegen die schon vorhandenen Flachsrotten zwar beibehalten werden müssen, jedoch Behuf derselben von den Ohrumschen Einwohnern keine Torfe auf dem Braunschweigischen Theile ausgestochen werden dürfen, indem dieser Theil ausschliefslich für den Torfstich bei Bauten an dem Mühlendamme und an den Brücken vorbehalten bleibt. Gleichfalls wird den Einwohnern von Kissenbrück die Strafse durch Ohrum zur Durchtrifft mit den Schweinen sowohl, als auch zu Holz- und Mühlenfuhren stets offen verbleiben.

§. 9. Da auch die neugezogene Grenzlinie unterhalb des Punctes, wo die Ilse in die Ocker fallt, an verschiedenen Puncten von dem Ockerstrome abweicht: so ist in Ansehung derjenigen Strecken, wo das Bette dieses Flusses der Hannöverischen Hoheit neuerdings völlig abgetreten worden, vorbehalten, dafs Hannöverischer Seits der herrschaftlichen Holzflöfse nach Braunschweig an solchen gedachten Stellen nie Schwierigkeiten in den Weg gelegt werden dürfen, wobei es jedoch nicht die Meinung ist, durch die Grenz-Regulirung am Ockerstrome in dieser Gegend überhaupt und durch den vorgedachten Vorbehalt insonderheit, an den älteren, zwischen dem Fürstenthume Hildesheim und dem Herzogthume Braunschweig bestehenden Recessen über die Holzflöfsen an

1824 der Ocker eine Veränderung zu treffen, als welche vielmehr ferner gültig bleiben und aufrecht erhalten werden sollen.

Zweiter Abschnitt.

Grenzen des Königlich Hannöverischen Amts Liebenburg, gegen das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Salder.

§. 10. Von dem, im § 6 erwähnten Grenzpuncte, der Bekenort genannt, folgt die Landesgrenze dem Fastwege bis zu einem behauenen Steine. Von hier wendet sich dieselbe rechts zwischen den Holzungen der Gemeine Cramme und Grofsflöthe hindurch auf das sogenannte Susemeer, allwo der sogenannte Knick beginnt. Dieser Knick wird durch die Grenzlinie ferner in zwei gleiche Theile getheilt. Sie läuft in der Mitte durch denselben bis zum Goldbrunnen, dann zwischen dem Crammeschen Gemeine-Anger und den Flötheschen Ellerwiesen, von da ab in Süden des Knickes, längs dem, denselben von besagten Wiesen scheidenden Graben bis in die Fuse, dergestalt, dafs der Ort bei den Günnen in die Braunschweigsche Hoheit fallt. Die Grenze bleibt sodann in der Fuse bis dahin, wo dieselbe die sogenannte Landwehr berührt, welche zwischen den Buschwiesen hinzieht. Dieser Landwehr entlang geht die Grenze südlich um die, dem Kothsassen Schrader, der Wittwe Probst und dem Kothsassen Heinrich Beutnagel, sämmtlich zu Lobmachtersen, gehörenden vier Ackerstücke, welche dadurch in die Braunschweigsche Hoheit fallen, auf den, von Flachstöckheim nach Lobmachtersen führenden Fahrweg, diesen Weg nordwärts da, wo die unbestrittene Grenze zwischen den Lobmachterfsenschen und Flachstöckheimschen Feldmarken in einer graden Linie nach Westen läuft. Dieser Privatgrenze folgt die Hoheitsgrenze in einem rechten Winkel, bis auf den Wanneweg, zwischen dem Flachstöckheimschen Silberfelde und der Lobmachterfsenschen Länderei, in dem Schraat- und Nettelbusch-Wannen auf ein, dem Kothsassen Kruse in Flachstöckheim gehöriges Ackerstück. Von der östlichen Spitze dieses Ackerstücks folgt die Grenze dem Graben, welcher dasselbe von den Lobmachterfsenschen Aeckern scheidet und zwar im Norden desselben und dergestalt, dafs der Graben dem Besitzer dieses Stücks, nebst der Befugnifs, denselben auszubringen, zufallt. Hiernächst geht die Grenze in die Scheide dieses Ackerstücks und bleibt in derselben bis zu der von Braunschweig nach Frankfurt führenden Chaussee, so dafs das Ackerstück des Halbspänners Lages zu Lobmachterfsen noch der Braunschweigschen Landeshoheit unterworfen wird.

§. 11. An der im vorigen § bemerkten Stelle läuft die Landesgrenze über die Chaussee und im Westen derselben längs des daselbst belegenen, nach Flachstöckheim gehörenden Hilligen-Campes, nordwärts um denselben bis an die, zu dem Rittergute in Flachstöckheim gleichfalls gehörende Hilligen-Wiese, in deren Norden bis auf die Ecke des Lobmachterfsenschen Strautholzes, in dessen Süden längs der Beinumschen Nachtbleeke, bis auf das Beinumsche Langeholz, und folgt

dessen nördlicher Gränze bis dahin, wo der nach Lobmachterfsen gehörende Oeverkenhay beginnt. Zwischen diesem Gehölze und dem vorgedachten Langenholze, folgt die Grenze der Privat-Scheide und läuft sodann um das Beinumsche Holz, die Heiligen oder Hilligenbäume genannt, den grofsen Bruch rechts lassend, den Hilligen Wiesen-Camp des Posthalters Schleufsner entlang, sodann von dessen rechter Ecke durch eine geringe Vertiefung durch die Koppelweide von Beinum, Calbecht und Lobmachterfsen, bis auf die von Hildesheim nach Halberstadt laufende grofse Heerstrafse. 1824

§. 12. Der fernere Lauf der Grenzlinie durchschneidet an den im vorigen § erwähnten Puncte die gedachte Heerstrafse und zieht sich in der Furche zwischen dem neu aufgebrochenen Ackerstücke des Ackermanns Christoph Lühr aus Beinum und des Ackermanns Gottfried Meyer zu Calbecht hindurch bis an den Probstberg und hier in beinah grader Linie den sogenannten Landwehrgraben entlang, welcher die eben benannte Beinumsche Holzung von einem nach Calbecht gehörenden Busche scheidet, bis an den Fastweg am Schaafberge. Diesem Fastwege, auch der Weifsewegh genannt, folgt sodann die Grenze in nordöstlicher Richtung bis auf den Bergrücken unweit der Scheidung des den Einwohnern der Ortschaften Beinum und Engerode zuständigen Eigenthums an dem Gehölze auf dem Schaafberge und zieht sich in dieser, vermöge des von den Localbehörden am 19ten Juli 1822 vermittelten Vergleichs, bestimmten und versteinten Privatscheidung den Berg hinab, vor das unter demselben belegene Engeroder Feld. Von diesem Puncte an geht die Grenze um das F[illegible]dergestalt, dafs das von Kniestedtsche Holz, das Sommer[illegible] genannt, welches mit Grenzsteinen, den Namenszug v. K[illegible]end, bemerkt ist, zur linken Seite bleibt. Weiterhin t[illegible] Grenze von besagtem Felde ab, in das Holz und folgt [illegible]em Graben, welcher den, zum Gute Engerode gehörenden Brunsberg (Brauerberg) von dem von Kniestedtschen Rollefs- oder Rudelsberge in der Richtung von Osten nach Westen scheidet. In diesem Graben läuft die Grenze bergan, und folgt dann in grader Richtung dem Wege, welcher zwischen den ebengenannten Forsten und weiterhin zwischen dem Herzoglich Braunschweigschen Hagenholze zur Rechten, und dem Grofs-Mahnerschen Gemeinholze, das Asselhorn genannt, zur linken Seite in die Höhe führt. Das Hagenholz bleibt ferner zur Rechten bis in das Thal, worin vormals der sogenannte Tatarenpfahl gestanden hat, wogegen links an das Asselhorn der Harbich oder Harbeck, ein der Salzgitterschen sogenannten Vöxstedter Erbschaft gehörendes Holz, sodann wiederum daran das, nach Kniestedt gehörende Langethalsbleck, hiernächst das von Crammsche Holz, der Rohrhay genannt, sich anschliefst, welches mit 22 Steinen auf der einen Seite mit F. C. auf der andern mit v. C. bezeichnet, bemerkt ist. Es folgt die Grenze von diesem Forste rechts ab, dem Laufe des Thalbachs, welcher zwischen dem Braunschweigischem Hagenholze und dem Königlich Hannöverischen Forste, der

1824 Thalenberg genannt, so wie dem Wienberge, einem Steinlaheschen Gemeine-Holze, hinabfliefst. Von diesem Puncte, in der Gegend des Hüttcher-Brunnen am Tatarenpfahle, steigt die Grenze bis zur Besser hinauf, dem von derselben hinab kommenden Bache, welcher sich unten mit dem Thalbache vereiniget, folgend; so dafs linker Seits und unter Königlich Hannöverischer Hoheit die Haberlaher Wiese (ein Forstor, etwa 300 Morgen haltend), ferner die Holzstücke, welche denen von Gadenstedt, der Wittwe Beste zu Gustadt, dem Ackermann Knockstedt zu Steinlahe und der Gemeine Gustadt gehören; rechter Seits aber, und unter Herzoglich Braunschweigscher Hoheit der Forstort, der Hardeweg genannt, und weiterhin der herrschaftliche Knick bleiben. Auf diesem Puncte tritt sodann die Grenze des Herzoglichen Kreis-Amtes Salder mit derjenigen des Königlich Hannöverischen Amtes Wohldenberg zusammen.

§. 13. In Ansehung des § 10 bemerkten Knickes, welchem die Grenzlinie in der Mitte durchschneidet, werden den Dorfschaften Cramme und Grofs-Flöthe ihre Hütungs-Gerechtsame, und namentlich die Tränke in der Riede, welche zwischen dem Knicke und den Flötheschen Grundstücken fliefst, hierdurch ausdrücklich vorbehalten, und wird es übrigens den gedachten beiden Gemeinen überlassen, wegen Abtheilung und Regulirung ihrer beiderseitigen privativen Rechte und Ansprüche eine besondere Vereinbarung unter einander zu treffen.

§. 14. In Beziehung auf denselben § (10) wird auch hiedurch ausdrücklich festgesetzt, dafs der, an dem Ackerstücke des Kothsassen Kruse zu Flachstöckheim herlaufende Wanneweg die gehörige Breite erhalte und das an derselben fehlende demselben nordwärts zugelegt werden solle.

Dritter Abschnitt.

Grenzen des Königlich Hannöverischen Amtes Wohldenberg, gegen das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Salder.

§. 15. Von dem, in § 12 bemerkten Puncte, wo ein Stein die Grenze zwischen den Königlichen Aemtern Liebenburg und Wohldenberg an Hannöverischer und dem Kreisgerichte Salder an Braunschweigscher Seite bezeichnet und wo zugleich das Herzoglich Braunschweigsche Holz, die Harf, von den Privathölzern Königlich Hannöverischer Unterthanen an der Besser sich scheidet, gehet die Hoheitsgrenze zwischen der Besser und dem Braunschweigschen Forste, die Kolli, zum Fastwege hinauf, und folgt diesem zwischen gedachter Kolli und dem Gustedtschen Holze, läuft sodann auf dem Holzwege zwischen der Kolli und dem Gustedter Berge hinab bis an den Altenhagenschen Herrenknick und scheidet solchen von dem Gustedter Berge und dem Grofs-Elber Holze. Vom Herrenknicke läuft ferner die Landesgrenze unter dem Grofs-Elber Berge bis auf die südöstliche Spitze des Altfeldes, dann quer über selbiges bis zu dessen nordwestlicher Ecke, so dafs die beiden, nach Oelber gehörenden Teiche in die Braunschweig-

sche Hoheit fallen. Von der erwähnten nordwestlichen Ecke des Altfeldes gehet die Grenze in südlicher Richtung auf die Oelbersche Ziegelei und in Osten um selbige und durch die dazu gehörenden Thongruben dergestalt, dafs diese Thongruben, insofern als selbige nach Oelber gehören und mit Ausschlufs derjenigen, welche zur Linken der Grenzlinie sich befinden, in die Braunschweigsche Hoheit abgeschieden werden. Sodann geht die Grenze vor dem Grofs-Elbeschen Holze her, westwärts zwischen selbigem und der Oelberschen Länderei, der Schwätzkopfs-Camp genannt, auf die nordwestliche Spitze des Bösenberges und zwischen diesem Gehölze und dem Oelberschen Anger, die Rast genannt, bis auf den Rastberg. Auf letztgedachtem Striche soll die Grenze in der, durch die äufsersten Bäume des Bösenberges bestimmten Linie gezogen werden; sie gehet sodann weiter um den Rastberg und das Oelbersche Gemeineholz herum, mitten durch die Steingrube im Norden des Baddeckenstedter Feldes und sodann zwischen diesem und dem Oelberschen Felde in südlicher Richtung hindurch auf die von Hildesheim nach Gofslar führende Heerstrafse, an deren nördlicher Seite hinauf, bis auf die Clusbrücke, dann wiederum in nördlicher Richtung zwischen dem Rehneschen Clusfelde und dem Oelberschen Felde hindurch, gerade auf den Mühlenweg oder Linsenweg am scharfen Campe. 1824

§. 16. Die Grenze geht sodann ferner um den scharfen Camp und in grader Linie zwischen der Oelber- und Rehneschen Feldmark, soweit als dieselbe durch die Oelbersche Privathude begrenzt wird, auf den Scheidebusch, wendet sich hierauf etwas rechts um die Stiefmutter-Breite, welche Hannöverisch bleibt, und geht so in grader Linie über den Hilligenbeeksweg und in einem kleinen Winkel links auf den Hilligenbeeks-Anger; sodann in Osten des Hilligenbeeksfeldes nordwärts auf die Bokern, ferner um dieselben links des in Braunschweigscher Hoheit verbleibenden Herrenknickes, hiernächst von dem Puncte, wo sie von der zwischen diesen beiden Forstrevieren genommenen nördlichen Richtung westwärts abweicht, zwischen den grofsen Bokern an Hannöverischer und dem Westerlinder kleinen Bokernfelde, nebst den davor liegenden kleinen Holzstücken dasiger Einwohner an Braunschweigscher Seite, auf die von Lichtenberg nach Grafsdorf führenden Heerstrafse. Von dieser ab läuft die Grenze weiter links um das nach Westerlinde gehörende kleine Brokfeld auf den Hühnerkamp zu, so dafs jener Acker ins Braunschweigsche, die Bokern aber nebst den Hühnerkampe ins Hannöverische fallen. Vom Hühnerkampe erstreckt sie sich zwischen dem vorbenannten kleinen Brokfelde und dem Garbsbusche und hiernächst links um das, unweit der Teufelsküche belegene Ranhopsfeld, welches einen Theil des Seinzheimerfeldes ausmacht und damit zur Braunschweigschen Hoheit abgeschnitten wird; sodann von diesem Seinzheimer Ranhopsfelde in Westen der Almstedter Wiese, zwischen dem Westerlinder Bruche und dem Luttrumschen Bruche und weiter zwischen dem Hohenasselschen Bruche und den Luttrumschen Gemeine-

1824 Wiesen, hiernächst zwischen diesen und der rechts im Braunschweigschen bleibenden Pomerehns-Wiese; dann zwischen dem Hohenassel- und dem Luttrumschen Acker über den, von Luttrum nach Hohenassel führenden Weg und über den Mistieg in grader Linie auf den vormaligen Domcapitularischen Forst, das Neuekolz genannt, so dafs der nach Burgdorf gehörende Theil des Vier-Campes, welcher der Papenwinkel genannt wird, in Braunschweigsche Hoheit fällt. Die Grenze lauft ferner rechts zwischen dem Vier-Campe und dem Neuenholze und zwischen letzterem und dem Herzoglich Braunschweigschen Herrenknicke bis auf den kleinen Pfandewinkel und um selbigen im Süden und um das daran belegene Nordasselsche Holz auf dem Nordasselschen grofsen Pfandewinkel zu, darauf zwischen diesem und dem kleinen Vorholze und ferner zwischen gedachtem Nordasselschen und zwischen dem Nettlingenschen Pfandewinkel rechts um das Everlah und dergestalt bis auf den Schuhmacherstieg, dafs der im Norden des Everlah belegene Acker, am Schmalenberge, zur Braunschweigschen Hoheit kommt.

§. 17. Der Anspruch, welcher früherhin von der Herzoglich Braunschweigschen Kammer an mehrere ältere Bäume in der Gegend des Gustedter Berges zwischen demselben und der Kolli gemacht war, wird hiedurch aufgegeben und zugestanden: dafs jene Bäume als Grenzbäume des Gustedter Berges angesehen werden können; es wird den Interessenten überlassen, diese Bäume hinweg zu nehmen und statt deren die Privatgrenze nach der, zwischen Herzoglicher Kammer und den gedachten Interessenten desfalls getroffenen besonderen Uebereinkunft auf andere Weise zu bezeichnen.

§. 18. In Ansehung der, zu der Oelberschen Ziegelei gehörenden Thongruben, welche zur Braunschweigschen Hoheit in gedachtem § 15 abgetreten sind, werden die privatrechtlichen Verhältnisse zwischen dem Besitzer des Guts und der Ziegelei zu Oelber und zwischen der Hannöverischen Gemeine Grofsen-Elbe hiedurch ausdrücklich vorbehalten.

§. 19. Da auch das Eigenthum der im § 15 zur Grenzlinie angenommenen äufsersten Bäume des Bösenberges, zwischen den Gemeinen Oelber und Grofs-Elbe streitig ist, indem erstere ein Miteigenthum an diesen Bäumen in Anspruch nehmen will, letztere aber alleiniges Eigenthum derselben behauptet; so ist bestimmt worden, dafs keiner von beiden Theilen solche, auf der Grenze stehende Bäume einseitig fällen dürfe, bis dahin, dafs die darauf gerichteten Ansprüche entweder durch Vertrag oder durch eine, von den beiden Grenzämtern Salder und Wohldenberg gemeinschaftlich gefällte Entscheidung beseitigt sein werden.

§. 20. In Beziehung auf das, im § 16 erwähnte Everlah ist, so wie auch in Ansehung des Altfeldes, vorbehalten worden, dafs, wenn in der Folge eine Privattheilung dieses Grundstückes zwischen den Interessenten bewerkstelligt werden sollte, die künftige Privatscheidungs-Linie auch die

Scheidungslinie der Landesgrenze ausmachen, bis zu dieser Theilung aber das gedachte Everlah, der eben getroffenen Bestimmung gemäfs, in Hannöverischer Hoheit verbleiben solle. 1824

Vierter Abschnitt.

Grenzen der Königlich Hannöverischen Aemter Steuerwald und Steinbrück gegen das Herzogliche Kreisgericht Salder.

§. 21. An dem, im § 16 bemerkten Schuhmacherstiege stöfst die Grenze des Amtes Wohlenberg mit der des Amtes Steuerwald zusammen. Die Landesgrenze läuft hier den Weddeweg entlang, zwischen der Nordasselschen und Nettlingenschen Feldmark hindurch, dergestalt, dafs die Privatgrenzen der Feldmarken beider Gemeinen auch die der Landeshoheit bilden, um den Berelschen Busch, welcher zur Braunschweigschen Hoheit ausgeschieden wird, zum Himstedter Lahe, allwo wiederum die Gerichtsbarkeit des Königlich Hannöverischen Amts Steinbrück eintritt. Dann zwischen demselben und dem Berelschen Busche herum, dem Wege entlang rechts, in östlicher Richtung herüber, zwischen der Bettrumschen Feldmark, deren Grenzstück jetzt dem Kothsassen Hans Heinrich Armgard in Klein-Himstedt gehört und zwischen der Berelschen Feldmark entlang, den Wanneweg vor der Landwehr an dem Berelschen Berge ostwärts hinauf bis an den Burgdorfschen Weg. Demselben folgt die Grenze von Süden nach Norden hinab, da, wo sich die Feldmarken von Klein- und Grofs-Himstedt und die von Berel am Riefswege scheiden; sodann den Riefsweg hinauf bis an das Holzstück des Kothsassen Bollmann in Söhle, zwischen demselben und dem Berelschen Gemeineholze, das Berel-Riefs genannt; ferner vor dem Berel-Riefse hinauf bis an den untersten Fastweg, dann wieder vor dem Berel-Riefs hinauf bis vor das Holzstück der Oelkerschen Erben und des Heinrich Heumann, zwischen diesem Holzstücke und dem Berel-Riefse hinauf nach dem obersten Fastwege, weiter das Berel-Riefs entlang bis an das Riet vor dem obersten Fastwege, den Diebesstieg hinauf, die Wanne entlang vor dem Heiligen-Campe unten, bis oben an den Diebesstieg, an die sogenannten Vorhauer-Grenzäcker, welche unten das Berel-, Lesse- und Söhlesche Feld scheiden. Von diesem Puncte soll die Grenze fortlaufen vor den Schemel-Aeckern, deren Grenzstücke die Vorhauer-Aecker sind, vor dem Weddewege an den Lesser-Wegs-Aeckern her, soweit als selbige wenden, bis unten an die Krummen-Aecker und Kühl-Aecker; dann hinauf die Bollerwiese entlang, wo sich das Lessesche und Söhlen-Feld scheidet, von der Bollerwiese auf den Weinmorgen, von da am Bollerbergs-Felde entlang, bis nach den von Crammschen Aeckern; dann hinauf bis an den Kattenbusch, welcher die Feldmarken von Woltwiesche, Barbecke, und Söhle scheidet, über Heinrich Borchers Stücke nach den Langen-Aeckern, von da nach dem Pennecken-Busche und an die Schneidekammer, dann nach dem Osterbecke, auch Hermann Oelkers Ackerstücke entlang, nach dem Woltingerödeschen Campe,

1824 welcher dermalen der Königlich Hannöverischen Kloster-Kammer, als Meierherrschaft zusteht, den Camp hinauf, den Hohen-Weg entlang, zwischen dem Söhleschen Jacken-Campe und dem Woltwiescher Campe, der Jäckel genannt. Dann soll die Grenze wieder ziehen den Jacken-Camp hinüber, über Wilhelm Oelkers Ackerstück nach dem Steinberge, auf den Pfarracker entlang nach der Hasenwelle, dieselbe entlang bis an den neuen Graben in die Fuse, da, wo in derselben ein Grenzstein, der Jäckel genannt, sich findet und die Jurisdictionsgrenze des Amts Peine, Königlich Hannöverischer Seits, eintritt.

Fünfter Abschnitt.

Grenze des Königlich Hannöverischen Amts Peine gegen das Herzogliche Kreisgericht Salder.

§. 22. Von dem, im vorigen § erwähnten Puncte an, bildet das Bette der Fuse, die Grenze bis an die Büllwiese, in welche Gegend der Gerichtsbezirk des Herzoglichen Kreisgerichts Bettmar eintritt.

§. 23. Aufserdem befindet sich unter der Gerichtsbarkeit des Herzoglichen Kreisgerichts Salder die Dorfschaft Oelsburg, welche als Enclave in dem Bezirke der Gerichtsbarkeit des Königlich Hannöverischen Amts Peine belegen ist. In Ansehung dieser einzelnen Dorfschaft ist die Grenze folgendermaafsen festgesetzt: Von der Mühlenbrücke, hart an Oelsburg, längs der Fuse aufwärts, mitten in derselben bis an das Lauenthal; dann von der Fuse unter der Lauenthaler Mühle und dem Wege vom Lauenthale auf den Graben zwischen der Oelsburger Feldmark und der, zu der Lauenthaler Mühle gehörigen, kleinen Bullenwiese, dicht vor den alldort stehenden Weiden her, bis über einen, in der Wiese liegenden Senkbrunnen; dann von diesem schräg an dem Graben hinauf in einen Graseweg, auf solchem Wege fort bis an die Furche zwischen den Feldstücken des Einwohners Boes zu Adenstedt und des Wohlenberg zu Oelsburg, zwischen den gedachten Stücken im Felde hinauf auf den sogenannten Mühlenweg, demselben nordwärts entlang, vor dem kleinen Everlah vorüber bis an die Holzstücke, das grofse Everlah genannt, an dem Graben vor den Holzstücken hinauf, von deren obern westlichen Ecke sich wendend bis an die andere östliche Ecke derselben und das Everlah, dergestalt, dafs diese Grenzlinie genau dem Laufe der, bei der Versteinung nöthigenfalls noch genau zu regulirenden Privat-Grenzscheidung zwischen den Grundstücken beiderseitiger Unterthanen folgen soll, von dieser Ecke gerade über die vorliegenden Feldstücke bis an das Adenstedter Lah und auf die Ecke desselben; von da weiter vor dem Adenstedter Lahe her, bis an die Feldmark des Dorfs Grofs-Bülten und die Furche zweier Feldstücke, welche dem Einwohner Ludwig Niewerth in Oelsburg und dem Ackermann Schaper zu Grofs-Bülten gehören. Hier folgt die Grenze einer Grasstreife zwischen jenen bemeldeten Feldstücken wieder auf den vorbemerkten Mühlenweg unter dem grofsen Everlah

und von da links weiter hinauf auf die Knips-Vorwed am Kreuzwege, bis vor das Feldstück des Steinmeyerschen Ackerhofes, vorn in den fünf Vorlingen. Von hier den Adenstedter Weg in der Mitte herunter bis in die Ecke der Oelsburgschen Feldwanne, vor dem Beermeere und von hier nordwärts bis an die Ecke des unterliegenden Beermeeres. Nun um das Beermeer herum und von der daneben liegenden Vorwende des Wohlenbergschen Hofes zu Oelsburg bis an die Schildmorgen über dem Beermeere. Weiter an dem Bohnen-Campe her, und unten um denselben herum, bis an die Grenze der nach Oelsburg gehörigen Trift, dieselbe entlang bis an den Kiefanger; dann auf den Graben von den Feldstücken bis an die Evangelien-Städte an dem Bülter Stege; dann auf die, dem Bülter Kiefanger und das Oelsburger Moor scheidende Riehe und neben dieser hinab bis an den Bülter Beek, diesen entlang in die Fuse. Von hier in der Mitte der Fuse hinauf bis da, wo sich unfern der Ilseder Mühle der Mühlenstrang von dem Hauptbette der Fuse scheidet, dergestalt in dem letzten weiter hinauf bis an die Oelsburger Mühle, dafs die, zur Ilseder Mühle gehörende Wiese dadurch zur Königlich Hannöverischen Hoheit ausgeschieden wird. 1824

Sechster Abschnitt.

Grenzen des Königlich Hannöverischen Amts Peine gegen das Herzogliche Kreisgericht Bettmar.

§. 24. Von dem im § 22 bemerkten Puncte am Ende der Dillwiese läuft die Grenze links um diese her; dann über den Riehanger in einer Riede hinauf bis an die, auf dem Wege von Lengede nach Broistedt liegende, steinerne Brücke; ferner von dieser in gerader Richtung den Riehanger hinauf, in der Mitte dieses Angers hin, bis zum Ende von Meyerdings zu Broistedt Lehnlande. Von hier wendet sich die Grenze links in den Feldgraben zwischen dem Lengeder Dillerfelde, die Flothen-Aecker genannt, und dem Broistedtschen Felde unter dem Rühningshagen hinauf, auf den Diebesstieg, diesem entlang, bis an Müllers in Lengede Vorwende, rechts an derselben in der Furche hinauf, um Voges zu Broistedt vorschiefsendes Stück herum; dann weiter am Lengeder Kirchenlande hinauf, nächst an Peter Burgdorf in Lengede Vorwende, in der grabenähnlichen Furche hinan bis zu deren Ende, hierauf östlich von Peter Burgdorf's Vorwende her, zwischen dem Thorholz-Morgen und dem Broistedtschen Lande hindurch. Sie wendet sich dann um p. Appens zu Lengede Stücke herum an Wolpers zu Broistedt Acker in der Furche hinauf, an Möhlens zu Lengede Lehnlande hinan auf die daselbst belegene Wanne, Bartels zu Broistedt gehörend, hinab. Weiter läuft sie rechts vor Hagemanns aus Broistedt Acker her, um Möhlens in Lengede Lehnlande herum, vor diesem in der Furche hinauf an p. Flohrs und Karstens in Broistedt Acker her, bis dahin, wo ein Pfahl in der Furche steht und die Broistedtsche Feldmark aufhört, die Bodenstedtsche aber anfängt.

1824 §. 25. Von hier geht die Grenze zwischen dem Lengeder Felde in der Furche eines, der Wittwe Hotopp zu Bodenstedt gehörenden Ackers her zu einem, vor Julius Möhle in Lengede Ackerstücke stehenden Steine an der nordwestlichen Ecke der sogenannten Kroinigswiese; dann weiter in der Furche zwischen den Ackerstücken des p. Burgdorf in Lengede und Meineke in Bodenstedt auf den Barrweg, diesem westwärts bis an die Wolfskuhlen folgend; dann in nordwestlicher Richtung auf dem Wege, welcher die Sammthude von der Lengedeschen Feldmark trennt. Von diesem Wege geht die Grenze da ab, wo in nordöstlicher Richtung ein Grasweg auf die 14te Wanne des Bodenstedtschen Winterfeldes läuft, und geht vor derselben und dem Bodenstedtschen Hölzchen in nördlicher Richtung weiter, so dafs die daselbst belegene Sammthude links in Königlich Hannöverische, rechts die daran stofsende 15te Wanne des Bodenstedter Winterfeldes und die 5te und 4te Wanne des Bodenstedtschen Brachfeldes in Braunschweigsche Hoheit fallen. Am nordöstlichen Ende der 4ten Wanne läuft die Grenze an deren nördlichen Seite bis an die 3te Wanne des Bodenstedtschen Brachfeldes und geht sodann weiter zwischen den Lengedeschen Wischcampe und dem Bodenstedtschen Hochfelde bis in den Wanneweg, und in diesem bis auf Heinemanns in Lengede Vorwende, bleibt an dieser in nördlicher Richtung bis an die Ecke des Grabens, welcher das Bodenstedter Feld von dem Gowiesenanger scheidet. In diesem Graben schreitet sie fort, bis an die Ecke des Bodenstedter Holzes, von wo sie in grader Richtung nach Norden zu queer über den Anger bis an das westliche Ende der Bettmarschen Wiese läuft. Dann folgt dieselbe dem Graben, welcher das Bettmarsche Feld einschliefst, die Pisser genannt. Dieser Bach bleibt die Grenze bis an die zusammenstofsende Gehölze von Münstedt, Schmedenstedt und Bettmar. Hier verläfst die Grenze diesen Bach und läuft in einem Graben fort, welcher sich zwischen dem Schmedenstedter Holze auf der einen und dem Bettmarschen Holze auf der andern Seite erstreckt bis zum sogenannten Hahnhoop. Hinauf geht sie zwischen dem Hahnhoope und dem Schmedenstedtschen Pfarrholze in der Privatscheidung zwischen beiden durch bis auf den Punct am Ausgange des Holzes, wo das Sierfsesche Feld an das Schmedenstedtsche Pfarrland stöfst. Von hier in der Furche zwischen diesem Pfarrlande und dem Sierfseschen Felde hinunter, queer über die nach Braunschweig führende Heerstrafse, bis an den Kiefwinkel, um diesen her in der Furche zwischen dem Sierfseschen Felde bis an den Heidegraben, von da zwischen dem Sierfseschen Felde und der Schmedenstedtschen kleinen Heide hindurch, in dem daselbst befindlichen Graben hin, bis an die Schmedenstedtsche Lindhorstheide um den, an der Ecke stehenden Schmedeposten; von hier rechts unter dem, auf die Schmedenstedter Lindhorstheide schiefsenden Sierfseschen Feldlande hindurch und hinter der Lindhorstheide vor Heinrich Niemeiers zu Schmedenstedt Ackerlande her; dann östlich an diesem Stücke in

der Furche zwischen demselben und dem Sierfseschen Pfarr- 1824
lande hinauf bis an das Ortholz, von wo ein Graben zwischen diesem und dem Fürstenauer Feldlande die Grenze bildet, bis an das Schmedenstedtsche Kirchenland. Von diesem Kirchenlande gehet die Grenze an demselben nach Süden zu, in der Furche hinauf bis in den von Sierfse nach Woltorf führenden Weg und in diesem nach Woltorf hin, vor den sechs Stücken her, wo die privative Hoheitsgrenze aufhört und die gemeinschaftliche um die Feldmark des Dorfes Woltorf anhebt.

§. 26. Da die Hoheitsverhältnisse der Dorfschaft Woltorf und deren Feldmark seit undenklichen Zeiten in der gröfsesten Ungewifsheit sich befunden haben und ein Theil der darin belegenen Höfe vormals Hildesheimischer, ein anderer der Herzoglich Braunschweigschen Landeshoheit von jeher untergeben gewesen sind, diese Verwickelungen auch ohne Austausch der einzelnen Antheile gegen andere Aequivalente, nicht füglich gehoben werden können; so ist festgesetzt: dafs, bis zu erfolgten weiteren Maasnehmungen der beiderseitigen Landesherren über einen solchen Austausch, die gemeinschaftlichen Hoheits- und Gerichtsbarkeits-Verhältnisse über das gedachte Dorf und dessen Feldmark, ganz dem bisherigen Herkommen gemäfs, jedoch unter den in dem nachfolgenden § 28 weiter vorkommenden Modificationen, ganz in statu quo verbleiben, nicht minder, dafs die Grenz-Verhältnisse dieses gemeinschaftlich bleibenden Bezirkes gegen die anstofsenden, unstreitig der einen oder der anderen Landeshoheit unterworfenen Grundstücke ganz in der Art fortdauernd bestehen sollen, als solche von den Königlich Hannöverischen Beamten zu Peine in dem des Endes diesem Recesse beigefügten Grenzbeziehungs-Protocolle (Anlage A.) vom 17ten August 1819 angegeben und in der hierauf gefolgten Conferenz der Grenzregulirungs-Commissarien vom 5ten September jenes Jahres anerkannt sind.

§. 27. Von dem Steinfurthe, wo die Grenze der gemeinschaftlichen Dorfschaft Woltorf mit dem Königlichen Amte Peine in Norden endigt, folgt dieselbe dem dort befindlichen grofsen Landgraben in westlicher Richtung um das Berkhofsholz und dem Bruchanger, welche beide zur Herzoglich Braunschweigschen Hoheit dadurch abgeschieden werden und sodann in nordöstlicher Richtung zwischen besagtem Anger und der Peiner Stadt-Feldmark bis auf das sogenannte Schild, dem Grenzpuncte zwischen den Aemtern Peine und Meinerfsen und dem Herzoglichen Kreisgerichte Bettmar. Hier tritt die Grenze des Hannöverischen Amtes Meinerfsen ein, wovon im nächsten Abschnitte die Rede sein wird. Weiter in Osten an den Feldmarken der Dorfschaften Rüper und Wense stöfst die Grenze des Königlich Hannöverischen Amts Peine mit derjenigen des Herzoglichen Kreisamts Bettmar abermals auf dem Wenser grofsen Moore zusammen; von hier gehet dieselbe nach Süden in grader Richtung auf einen Schnedehaufen und von da in den Graben, welcher die, dem p. Dettmer in Meerdorf gehörige Wiese von dem Anger scheidet. In diesem

1824 Graben geht die Grenze links um die Wiese, wendet sich dann wieder etwas rechts mit dem Graben und bleibt in demselben in grader Richtung durch die Anger hindurch, jedoch dergestalt, dafs der Graben und die Brücke in Braunschweigscher Hoheit verbleiben. Dieser Graben, der Schmede-Graben genannt, bildet sodann ferner die Grenze bis zu dessen Ausflufs in die Erse, wo die Gerichtsbarkeit des Königlichen Amts Gifhorn anhebt. Derselbe Graben bleibt von der, über denselben führenden Strafse von Rüper nach Braunschweig an, im eigenthümlichen Besitze der Einwohner zu Rüper und in Hannöverischer Hoheit.

§. 28. Da auch im § 26 festgesetzt ist: dafs die Landeshoheits und Gerichtsbarkeits-Verhältnisse der Dorfschaft Woltorf einstweilen in statu quo verbleiben und darin erhalten werden sollen; so ist dennoch, zur Vermeidung künftiger Jurisdictions-Streitigkeiten und daraus erwachsender Nachtheile für die Unterthanen, ausdrücklich bestimmt: dafs die von jener Gemeine bereits in Antrag gebrachte Gemeinheitstheilung, in Betracht: dafs dem Königreiche Hannover der überwiegende Antheil an dieser Dorfschaft zustehet, von den Königlich Hannöverischen Behörden und nach der, in diesem Lande bestehenden Gesetzgebung durchgeführt werden, dafs aber nach der vollendeten Theilung das Eigenthum eines jeden Unterthanen der Hoheit desjenigen Staats zufallen solle, unter welchem die einzelnen Höfe belegen sind. Es ist auch ferner, in Beziehung auf diese Verhältnisse ausdrücklich festgesetzt: dafs für Grenzstreitigkeiten, welche zwischen den einzelnen, verschiedener Hoheit unterworfenen Hofbesitzern zu Woltorf sich erheben könnten, das forum des jedesmaligen Beklagten das competente sein soll.

Siebenter Abschnitt.

Landesgrenze zwischen dem Königlich Hannöverischen Amte Meinersen und dem Herzoglichen Kreisgerichte Bettmar.

§. 29. Die Grenze der Aemter Peine und Bettmar gegen einander endigt am sogenannten Schilde, wie solche im § 27 beschrieben worden ist. Von da läuft dieselbe zwischen der Essinghäuser und Stederdorfer Feldmark am Heefsgrunde und auf dem Heefsenberge hindurch auf die in Königlich Hannöverischer Hoheit bleibende Stederdorfer Mühle, von da zwischen dem Stederdorfer Heideacker und der Heide auf einer und der Buttenstedtschen Feldmark auf der andern Seite, auf den in Herzoglich Braunschweigischer Hoheit verbleibenden von Obergschen Schaafstall; dann vor dem Buttenstedtschen Lande hin, bis an die Birken, an den Birken nordwarts hinaus bis zu dem, dem Braunschweigschen Waisenhause gehörenden, grofsen Holze; dann um dieses Holz, welches der Königlich Hannöverischen Hoheit verbleibt, zwischen demselben und der Tönser- und Hirtenwiese und hiernachst die Meerdorfer Feldmark hindurch bis zum Meerdorfer Stüh, zwischen diesem, welches der Braunschweigschen Hoheit unterworfen bleibt, und der Mödesseschen Feldmark hindurch,

nach der zwischen den Interessenten, unter Vermittlung der beiderseitigen Localbehörden, getroffenen und am 26sten October 1821 von diesen zum Protocoll genommenen Vereinbarung über die Eigenthumsscheidung, bis zu dem Blumenhagenschen Gehäge. Von hier ab, zwischen diesem Gehäge und den Blumenhagenschen Wiesen, auch dem Obergschen Tönser-Holze auf Hannöverischer und dem Meerdorfer Felde auf Braunschweigscher Seite, erstreckt sich die Grenze in grader Richtung auf die Schweinekuhle; dann grade südlich am Meerdorfer Holze hindurch auf die neue oder Bullenwiese, von welchem Puncte an die Landesgrenze bis zur Erse in dem § 27 schon bestimmt worden ist. 1824

Achter Abschnitt.

Grenzen des Königlich Hannöverischen Amtes Gifhorn gegen das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Bettmar.

§. 30. Von dem in obengedachten § 27 erwähnten Puncte an der Erse, wo die Grenze des Königlich Hannöverischen Amts Gifhorn mit der des Herzoglichen Kreisgerichts Bettmar zusammentrifft, folgt sie diesem Bache nördlich und verläfst ihn wieder in östlicher Richtung zwischen den Feldmarken von Didderfse und Hervefse, so dafs sie im Süden des grofsen und kleinen Stollen-Campes auf die von Braunschweig nach Celle führende Strafse stöfst. Im Osten dieser Strafse, welche dadurch zur Königlich Hannöverischen Hoheit abgeschnitten wird, geht die Grenze an die Strafse in Osten entlang, bis dahin, wo die Aecker von Christoph Oelmann und Joseph Welge zu Didderse zusammenstofsen, geht zwischen diesen Aeckern hindurch und fällt in Norden des Neubrückschen Schlofsgartens, nachdem sie den Anger, die Heermasch genannt, durchschnitten in die Ocker, geht dann grade durch dieselbe auf den Galgenberg zu, welcher zur Braunschweigschen Hoheit gehört. Hiernächst bleibt sie südwärts in dem Wege am Frankenmoor, welcher Hannöverisch bleibt, bis in die aus dem Mühlenteiche kommende Riede, welcher sie bis zu deren Einmündung in die Ocker folgt, so dafs die Windmühle mit dem dabei belegenen Teiche unter Braunschweigsche Hoheit kommt. Die Grenze läuft hiernächst im Ockerstrome hinauf bis dahin, wo im Westen der Ocker die Stummel-(Stammel-) Wiese an die Schwülperschen Wiesen grenzt. Der Privat-Scheidung dieser Wiesen folgt sie westwärts, im Norden des Sandkrugs zwischen der Schwülperschen und Neubrückschen Feldmark hindurch, bis abermals in die von Braunschweig nach Celle führende, im Königlich Hannöverischen Gebiete bleibende Heerstrafse; hiernächst geht sie über dieselbe hinaus und in deren Westen bis an den kleinen Schwülperschen Camp, um selbigen her, zwischen ihm und dem Heidcampe hindurch und der krummen Riede folgend, im Osten des Braunschweigschen Bürgerholzes bis an die Landwehr und diese entlang in die Ocker. Im Strombette dieses Flusses bleibt die Grenze bis oberhalb Watenbüttel, wo die Wallesche Rannenwiese belegen ist.

1824

Neunter Abschnitt.

Grenzen des Königlich Hannöverischen Amts Gifhorn gegen das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Riddagshausen.

§. 31. Auf dem im vorigen § zuletzt erwähnten Puncte verlafst die Grenze Braunschweigscher Seits den Bezirk des Kreisgerichts Bettmar und es fangt derjenige des Kreisgerichts Riddagshausen an. Die Landesgrenze verlafst hier den Flufs und folgt der Privatscheidung zwischen den Feldmarken von Walle und Veltenhof nach der, in Gemäfsheit der im Herbste 1822 zu Stande gekommenen Theilung der Wendenschen Heide und der, derselben bevorstehenden Bemarkung durch einen Scheide-Graben bis auf den, am Horstcampe belegenen, dem Stifte St. Blasii gehörenden Teich zu und von demselben zwischen den Harxbüttel- und Wendenschen Wiesen in die Schunter, geht in derselben hinauf und umfafst die Eilersbüttelsche oder Fricken-Mühle mit deren Gehöfte, Gärten und unmittelbar anstofsenden Grundstücken dergestalt, dafs dieses Alles in die Königlich Hannöverische Hoheit fällt; sie geht dann den Mühlenweg nach Harxbüttel entlang bis an die Harxbüttelsche Masch, weiter zwischen derselben und den rechts belegenen, nach Thune gehörigen Wiesen und Aeckern, scheidet hierauf die der Kolonie Veltenhof zugehörigen Stummelwiese zur Braunschweigschen Hoheit ab, zieht sodann zwischen dem Eikhorstschen Diestelwege und den Thuneschen Busch-Aeckern, ferner zwischen dem Eikhorstschen Holze, der Wehrhoop genannt, und dem Riekmanns Busche, welcher Braunschweigisch bleibt, um den Braunschweigschen Sunder durch die Sunderwiesen und zwischen dem Vordorfschen an einer und dem Wenden- und Thuneschen Gemeineholze und Anger an der andern Seite, nach den daselbst befindlichen Grenzmerkmahlen, über die Poststrafse und die letztbenannten Wendenschen und Thuneschen Gemeine-Holzungen und Aenger, südwestlich von den Bechtsbüttelschen Grundstücken und zwischen dem Bechtsbüttelschen Westerberge und dem Wendenschen Kiekemicks-Buche über den Damm des dem Kloster Riddagshausen gehörenden Teichs, zwischen dem Thuneschen Bokelsberge und den Bechtsbüttelschen Aeckern, im Süden der Wendenschen Masch und fallt dergestalt in die Schunter, dafs das bisher Königlich Hannöverische Weghaus nebst Zubehör unter Herzoglich Braunschweigsche Hoheit kömmt, der von beiden Armen der Schunter gebildete Werder aber, nebst dem Zollhause, der Wenden-Mühle und deren Zubehör, so wie der Ort Wendebrück Hannöverisch verbleiben. Da die Heerstrafse auf diesem Striche in die Herzoglich Braunschweigsche Hoheit fallt, so kommt auch die über die Schunter führende Brücke in dieselbe, und es läuft die Grenze im westlichen Arme der Schunter hinan, bis dahin, wo der Bewerbach eintritt.

§. 32. In Beziehung auf die, im § 30 bestimmte Grenzlinie in der Gegend der Ocker unweit Veltenhof, wird der Herzoglich Braunschweigschen Regierung zugestanden: dafs das Flufsbette dieses Stromes unterhalb Veltenhof bis dahin, wo

dasselbe in der Gegend des Waller Mühlenberges das Herzogthum Braunschweig verläfst, selbst in den Gegenden, wo der Flufs die Hoheits-Grenze bildet, von Seiten dieser Regierung und auf deren Kosten berichtigt und die, dieserhalb nöthig erachteten Durchstiche vorgenommen werden können, jedoch unter der Voraussetzung, dafs, wenn dieser Plan wirklich bewerkstelligt werden sollte, die Hoheitsgrenze auf andere Weise gehörig bezeichnet, zuvor aber die Privatberechtigungen Königlich Hannöverischer Unterthanen durch vollständige Entschädigungen sicher gestellt werden müssen. 1824

§. 33. Da im § 31 von Königlich Hannöverischer Seite nicht allein die Ansprüche auf die Landeshoheit über die, vom Wendenthurme nach Wenden führende Lüneburger Landstrafse aufgegeben sind, sondern auch derjenige Theil dieser Landstrafse von Wenden bis zu dem Puncte über dem Wendenschen Holze, wo dieselbe wieder in das Königlich Hannöverische Gebiet eintritt, nebst der Weggeld-Erhebung bei Wenden und dem allda befindlichen Chaussee-Hause, abgetreten ist, dieser ganze Strich der Heerstrafse aber gegenwärtig in dem Zustande einer Sand-Chaussee sich befindet: so ist die Uebereinkunft getroffen, dafs der gedachte Chaussee-Strich Herzoglich Braunschweigscher Seits in eben demselben Zustande gehalten werden solle, worin der übrige, das Königlich Hannöverieche Gebiet durchschneidende Theil dieser Handelsstrafse sich befinden oder in welchen er in der Folge gesetzt werden wird. Es wird daher von Herzoglich Braunschweigscher Seite die Verbindlichkeit übernommen, den gedachten Strich in den Zustand einer Stein- oder Grand-Chaussee zu setzen, wenn von Hannöverischer Seite ein Gleiches in Ansehung des nördlichen Theiles geschehen sollte und diese Unternehmung bis an die Braunschweigsche Grenze gröfstentheils zur Ausführung gebracht sein wird. Darneben ist die Unterhaltung der bei Wenden über die Schunter führenden Brücke der Herzoglich Braunschweigschen Regierung bei dieser Abtretung zur Bedingung gemacht, auch die Erhebung des Zolls in dem, hart an die Heerstrafse stofsenden Zollhause, welches bis zur weiteren Unterhandlung zwischen den beiderseitigen Regierungen in Hannöverischer Hoheit verbleiben wird, in der Art, wie solche Erhebung, dem Herkommen gemäfs, bis jetzt bestanden hat, ausdrücklich vorbehalten. Uebrigens wird der, in dem abgetretenen Weghause bisher angesetzt gewesene Weggelds-Einnehmer in Braunschweigsche Dienste in demselben Verhältnisse übergehen, als solche von dem bisherigen Landesherrn für denselben festgesetzt sind.

1824

Zehnter Abschnitt.

Grenzen der Königlich Hannöverischen Aemter Gifhorn und Fallersleben gegen die Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichte Riddagshausen und Königslutter, in soweit sie diejenigen Ortschaften betreffen, welche bei der Lauenburgschen Erbschaft vom Fürstenthume Lüneburg an das Fürstenthum Wolfenbüttel zu Anfange des vorigen Jahrhunderts abgetreten sind.

§. 34. Bei dem im § 31 zuletzt vorkommenden Puncte am Bewerbache treten diejenigen Bestimmungen in Beziehung auf die Landesgrenze ein, welche durch die Recesse vom 13ten Julius 1707 und 30 April 1708 über die Abtretung des Amts Campen und der Dörfer Bevenrode, Waggum und Bienrode, von Lüneburg an Wolfenbüttel festgesetzt worden sind; und indem dieselben hiemit nochmals bestätigt werden, so findet sich die Grenze beider Staaten von gedachtem Puncte folgendermaafsen geordnet: Bei der Einmündung des Bewerbaches in die Schunter zieht die Landesgrenze zwischen den Feldmarken von Bechtsbüttel Hannöverischer, und von Bienrode und Waggum Braunschweigscher Seits besagtem Bache hinauf bis im Südosten der Bechtsbüttelschen Langen-Wiese, wo sie den Bach verlafst und nordöstlich in der Privatscheidung dieser und der Waggumschen Wiesen auf einen Grenzstein am westlichen Ende des Haaken-Moors zu sich wendet. Sie folgt von hier einer versteinten Linie über das Haaken-Moor und weiter links im Norden die Feldmarken Bechtsbüttel, Abbesbüttel und Grassel mit der Lauscheide, dem Heiligenholze und dem Strombeckschen Heistern, rechts im Süden aber die Feldmark Bevenrode nebst dem Kohlenbusche, der Horst, dem Pastoren- und dem Bevenroder-Holze lassend, über das Lüttge-Moor, bis wo im Osten die Feldmark Lüttgen-Bevenrode eintritt. Hier wendet sie sich südostwärts, diese Feldmark und ferner mit einer Krümmung nach Südwesten die Sickswiese, den Pottsteichcamp und den Pottsteich zur Hannöverischen Hoheit ausscheidend, in die Privatscheidung dieser Grundstücke und der Wiesen des Herzoglich Braunschweigschen Dorfs Bevenrode auf die Masch, auch Lange-Masch genannt, zu und läuft sodann über selbige, nach einer Versteinung erst südostwärts, dann ostwärts, hiernächst in einen nach Süden ausweichenden Winkel und endlich wiederum in östlicher Richtung an den Schildcamp, indem sie auf Hannöverischer Seite die Grasselsche Ochsenwiese, auf Braunschweigscher aber die Hasselwiese, den Curdtscamp und die Gowelwiese berührt. Ueber den Schildcamp zieht sich die Grenze weiter, einer Trift und Versteinung folgend, und durch die Masch an den Wald, welchen sie dergestalt durchschneidet, dafs auf Hannöverischer Seite das Königliche Liebfrauenholz, das Essenröder Gemeinholz, die Malphorst, die Hudewiese und wiederum Essenröder Gemeinholz; auf Braunschweigscher Seite aber das Herzogliche Wendhäuser Hoheholz, die zum Rittergute Grofs-Brunsrode gehörige Forst und das Brunsröder Gemeinholz, die Vofssohlen genannt,

verbleibt. Nunmehr fällt die Grenze im Süden des Essenroder Ackers in eine Riede, welcher sie in nordöstlicher Richtung folgt, die Feldmarken Essenrode und Jelpke Hannöverischer und Klein-Brunsroder Braunschweigscher Seits trennend, bis sie am Grasewege, südostwärts in einer versteinten Linie, zwischen den beiden zuletzt genannten Feldmarken und den Hannöverischen Besitzungen, Ehmerholz, mit welchem das Königliche Amt Fallersleben anfängt, Langen-Camp, Kohlenheide, Ehmer-Hudewiese, Neue-Wiese und Hoyers Legden einer, anderer Seits aber den Braunschweigschen Grundstücken, Korb, ein Klein-Brunsröder Holz, Klein-Brunsröder Feld, Rohrwiese und Klein-Brunsröder Ellern, sich auf das Flechtorfer Holz zu ziehet. Hier wendet sich die Grenze vom Grenzsteine No. 85 ostwärts und weiter nach den Steinen No. 84 und 83 um Hoyers Legden bis an Berners in Ehme Wiese, wo sie in eine Riede fällt, und dieser bis an den Stein No. 81 folgend, die Königlich Hannöverische Waldung, das Hohnstedter Holz, von dem Gemeincholze der Braunschweigschen Dorfschaft Flechtorf scheidet. Sie zieht hiernächst, nach der Versteinung und in grader, fast südlicher Richtung, zwischen den Hattorfer und Flechtorfer Gemeinewaldungen, auf dem Brande, dann über den Anger zwischen den Antheilen beider genannten Ortschaften und den Gemeineholzungen derselben, der Rücken genannt, endlich in den Landgraben, das Flechtorfer Rückenfeld rechts, die Hattorfer Koly aber links lassend, über die von Braunschweig nach Oebisfelde gehende Heerstrafse und längs den Flechtorfer Bruchwiesen in den Schunterflufs. Diesem Flusse folgt sie südwestwärts, verläfst ihn aber in der Nähe des Ackers am Westerberge und läuft in östlicher Richtung zwischen den Hattorfer Bruchwiesen und den Beinroder Wiesen, auch Wischofswiesen genannt, anfänglich in einem alten Flufsbette, das Pfarrwasser benannt, hiernächst nach einer Bemarkung durch Grenzhügel bis wiederum in die Schunter. Die Grenze geht diesen Flufs hinauf, bis wo das alte Flufsbette, die alte Schunter, die Hattorfer von den Beinroder Wiesen scheidet, und folgt sodann der alten Schunter und der Privatscheidung zwischen den Hattorfer Wiesen und den Beinroder Grundstücken, die Stähwiesen, der Butterberg, die Woldswiesen und der alte Camp genannt, wie solche Scheidung längs dem Flufsbette und da, wo sie von selbigem am Butterberge abweicht, durch Hügel und Steine bezeichnet ist. Unter dem alten Campe verläfst sie die alte Schunter und läuft in einem trocknen Graben längs der Beinroder Aecker, Teufelscamp und Steileberg, wiederum in eine Riede, welche auch alte Schunter genannt wird, und die Heiligendorfer Drömlings-Wiesen von der Beinroder Gemeine-Wiese scheidet. Aus dieser alten Schunter zieht die Grenze beim Steine No. 32, in Nordosten der in Braunschweigscher Hoheit bleibenden Voppensiekswiese auf den Stein No. 31, und folgt einer Versteinung zwischen den Heiligendorfer Drömlingswiesen und den Beinroder Wiesen am Lehrwold, bis sie beim Steine

1824

1824 No. 24 wiederum in den Schunterflufs fällt. Sie verläfst den Flufs bald wieder, um von dessen rechtem Ufer ab in einem trocknen Graben, zwischen den Heiligendorfer Wiesen vor dem Kleywinkel und den Glentorfer Drömlingswiesen und Wiesen hinter dem Beilwalle sich ziehend, unfern des Grenzsteins No. 24 wiederum in die Schunter zu gehen. Von hier läuft sie den Flufs hinan, die Heiligendorfer Junghennig und Rabatjen-Wiesen Hannöverischer und die Glentorfer Niederwiesen Braunschweigscher Seits, bis sie ihn, vom rechten Ufer ab, am Mastbruche verläfst und einem trocknen Graben, welcher die Wiesen der Ortschaften Heiligendorf und Glentorf im Mastbruche scheidet, bis zum Steine No. 15 folgt. Nunmehr wendet sie sich südwärts in der Privatscheidung der Steindorfer Wiesen und der Glentorfer Wiesen im Mastbruche und zieht den Landgraben entlang wiederum in den Schunterflufs, welchem sie aufwärts zwischen den Steinekeschen Moorwiesen und der Glentorfschen Gemeine-Wiese und den Gärten bei Glentorf hindurch folgt. Im Osten des von Veltheimschen Gutshofes zu Glentorf weicht die Grenze abermals vom rechten Ufer der Schunter ab und schneidet, sich südostwärts auf den Stein No. 6 wendend, das von Veltheimsche Bleicherbleek zum Braunschweigschen Gebiete ab, fällt bei bemerktem Grenzsteine wieder in die Schunter und geht derselben hinauf, bis wo die Ochsendorfschen Wiesen anfangen. Hier verläfst die Grenze den Flufs am linken Ufer und zieht sich in einer trocknen, die Wiesen der Ortschaften Ochsendorf und Glentorf scheidenden Riede zum Grenzsteine No. 4, wendet sich sodann nach Südwest und in der Privatscheidung zwischen der Ochsendorfer Wiese auf dem Rohrbleeke und der Glentorfer Mühlenwiese in den Scheppaubach, welchem sie zwischen jenen Wiesen im Rohrbleeke und dem Boimstorfschen Bruchwiesen hinauf bis zum Grenzsteine No. 1 folgt, wo die in den vorgedachten Recessen bestimmte Grenze endet.

Eilfter Abschnitt.

Grenzen des Königlich Hannoverischen Amts Fallersleben gegen das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Königslutter.

§. 35. Von dem Puncte an, wo die Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen vormaligen Amtes Campen mit dem ehemaligen Amte Königslutter an dem Scheppaubache zusammentreffen, läuft die Landesgrenze von dem gedachten Puncte in einem Graben zwischen den Riesenberg- und Ochsendorfschen Wiesen dergestalt, dafs der sogenannte Werder nach der Königlich Hannöverischen Seite abgeschieden wird, und fällt dicht unterhalb Ochsendorf in den Schunterflufs, folgt demselben bis an die Ochsendorfer Mühle, von wo sie in dem alten Bette der Schunter fortgeht und so die Riesenberger Masch am rothen Pfuhle von den Ochsendorfer Grundstücken unter den Weiden und weiterhin die Königsluttersche von den Ochsendorfer Wiesen trennt, bis das erwähnte verlassene Flufsbette mit dem jetzigen Schunterstrome, oder die alte mit der neuen Schunter, zusammentrifft. In dem Schunterbette

geht nunmehr die Grenze hinan und verläfst dasselbe hernach, 1824
indem sie abermals einem alten, jetzt verlassenem Bette des Schunterflusses westwärts folgt, und so die Ochsendorfer Wiesen unter dem Nesselbleeke von den Königslutterschen Wiesen scheidet, bis dahin, wo sich das letztgedachte alte Bette wiederum mit dem jetzigen Strome unweit des sogenannten Fluthstranges vereinigt. Die Grenze bleibt in dem vereinigten Flufsbette, eine kurze Biegung des Flusses entlang, weicht wiederum westwärts davon in einem alten Flufsbette ab, welchem sie zwischen den Beyenrode- und den Königslutterschen Wiesen und dem Bruche bis oberhalb Beyenrode folgt, wo sie sodann in einen Graben, welcher in neueren Zeiten zwischen den Wiesen beiderseitiger Unterthanen gezogen ist, übergeht, an dessen Ende wiederum in das alte Flufsbett der Schunter fallt, und in solchem bis der Warle (einem jetzt ausgerodeten, nach Klein-Steinum gehörenden Holze) gegenüber bleibt. Hier geht die Grenze bei der sogenannten Knikkuhle über die Schunter, und alsdann dem Königlich Hannöverischen Landgehäge entlang in der bisherigen unbestrittenen und gehörig bemarkten Scheidung bis zu demjenigen Puncte, wo an der kleinen oder Lüttgen-Heide bei der Trendel die Süpplingenburgische Forstgrenze eintritt; von hier läuft sie nördlich des Sandcamps in die, von Helmstedt nach Lüneburg führende Heerstrafse, folgt dieser nach Osten bis oberhalb des Schottorfer Teiches, zieht sich unter dem Teichdamme bis auf den Langen Teich, unter dem Damme desselben, welcher dadurch in die Braunschweigsche Hoheit abgeschnitten wird, hindurch, und dann im Norden desselben an der langen Horst bis zur Kohli, schliefst daselbst die Wiese des Barmkeschen Einwohners Sempf (Brandversicherungsnummer 5), so wie die Barmkesche Kohli zur Braunschweigschen Hoheit ein.

§. 36. Von der Kohli ab geht die Grenze im Süden des nach Rottorf gehörenden, ehemals dem dortigen Einwohner Reimann, jetzt dem p. Tripler zustehenden Campes, zieht sich am faulen Bruchscampe, welcher Hannöverisch bleibt bis an den Vehsencamp, sodann südwärts um denselben und um den Spelgencamp in der Trift herum, schneidet den Lehm-, Mittel- und Erpel-Teich zur Braunschweigschen Hoheit ab, und erstreckt sich durch die Steine in Nordwesten des daselbst befindlichen Eichelncampes, welcher Braunschweigisch bleibt, auf die Barmkesche Försterwiese und zwischen derselben und dem Vehsencampe, sodann zwischen den Wiesen des p. Grobe aus Rottorf und des Welicke in Barmke, zwischen den beiden Cämpen am Schnakenstörte, von denen der eine dem Kloster Marienthal gehört und im Braunschweigschen bleibt; der andere dem Einwohner Vehse, vormals Hornbostel, zusteht und Hannöverisch wird. An diesem Puncte nimmt die Grenze eine nordwestliche Richtung unter der Marienthalschen Konsdorfs-Breite und zwischen der daselbst belegenen Marienthalschen Försterwiese und der Kurswiese, welche Braunschweigisch bleiben, an der einen, und den Rottorfschen d. h. Han-

1824 növerischen Wiesen, an der andern Seite auf den Knick bis an die Konsdorfer Brücke und geht sodann am Konsdorfer Gehäge und zwischen demselben und den Rottorfschen Aeckern und Wiesen am Rottfelde und der Winkelwiese, welche letztere Grundstücke der Königlich Hannöverischen Hoheit unterworfen werden, in einer graden Linie auf den Mönchspring und von da mit einer kurzen Beugung auf den bunten Stein, so dafs das Heinebüchen-Seegehäge zur Braunschweigschen Hoheit kommt. Vom bunten Steine wendet sich die Grenze westlich in grader Linie auf eine Grenzeiche, neben welcher die Grenze des Königlich Hannöverischen Forstes, der Oelper genannt, durch Hügel gezeichnet ist. Hiernächst folgt sie der hier anfangenden Riede, die Oelper Riede genannt, bis an die Trendelwiese, um welche sie westwärts auf die Bromstorfer wüste Dorfstätte und um selbige dergestalt sich ziehet, dafs beide in die Braunschweigsche Hoheit fallen. Zwischen der Dorfstätte und der in Südwesten bleibenden Rustenbeeks-Wiese nimmt sie eine gerade Richtung bis dahin, wo einst eine alte Grenzeiche stand und jetzt ein Grenzpfahl gesetzt ist, und das Marienthalsche Haagholz mit dem Klein-Siesbeckschen und Bistorfschen Forste zusammenstöfst.

§. 37. Die im vorstehenden § gezogene Grenzlinie soll die Territorial und Jurisdictions-Grenze zwischen den beiden Staaten und deren Behörden bilden, dergestalt, dafs damit die bisher zwischen denselben bestandenen Grenzstreitigkeiten rücksichtlich dieses Landstrichs definitiv beigelegt und die hinc inde gemachten Ansprüche auf Bezirke jenseits der gezogenen Linie von beiden Theilen gegen einander aufgegeben werden. Auf alle privatrechtlichen Verhältnisse, welche bei dem, bisher streitigen, Landstriche in Berührung kommen, hat jedoch die gegenwärtige Grenzbestimmung keine directe Einwirkung, dergestalt, dafs alle desfalsigen Rechte im Allgemeinen vorbehalten bleiben. Da indessen die sämmtlichen Betheiligten, namentlich sowohl das Kloster Marienthal und die Gemeinen Rennau, Rottorf, Barmke u. s. w. mit einander dahin übereingekommen sind, eine Auseinandersetzung ihrer Privat-Grenzen, nach vorgängiger genauer Erörterung und Constatirung der Ansprüche aller Betheiligten, sofort vornehmen zu wollen, auch seitdem zur Erreichung dieses Zwecks, unter Genehmigung und Leitung beider Regierungen, eine compromissorische Behörde gebildet und solche in der erwähnten Auseinandersetzung bereits soweit vorgeschritten ist, dafs deren Beendigung mit Zuversicht erwartet werden kann; so soll in diesem Falle und wenn dadurch eine festgesetzte Eigenthumsgrenze der von einander abgeschiedenen Gemeinheitsantheile beiderseitiger Unterthanen gebildet werden wird, solche damit zu bestimmende Privatscheidungslinie auch die Landesgrenze mit Abänderung der darüber gegenwärtig getroffenen Bestimmungen ausmachen.

Zwölfter Abschnitt. 1824

Grenzen des Königlich Hannöverischen Amts Fallersleben mit dem Herzoglich Braunschweigschen Kreisgericht Vorsfelde.

§. 38. Von dem im § 36 gedachten Puncte, wo die Grenze des Herzoglichen Kreisgerichts Königslutter an der Spitze der Bisdorf-Marienthal- und Klein-Sisbeckschen Forsten endigt, folgt die Landesgrenze der Privatgrenze zwischen den, zum Gute Bisdorf gehörenden und den, der Gemeine Klein-Sisbeck zustehenden Grundstücken und läuft sodann weiter zwischen den von Bülowschen, jetzt zum Gute Rohde gehörender Feldmark Sarling und dem Klein-Sisbeckschen Forstgrunde nach der daselbst unter den Interessenten verglichenen Privatscheidung fort, bis zur faulen Riede. Sie folgt sodann der sogenannten rothen Anwende, dieser entlang gehend von der faulen Riede an bis dahin, wo die Spitze des Streplinger Holzes mit der rothen Anwende zusammenstöfst und die Königlich Preufsische Grenze, nach deren jetzt factisch bestehenden Verhältnissen eintritt. Durch die letztere wird die Grenze der Königlich Hannöverischen und Herzoglich Braunschweigschen Staaten bis dahin unterbrochen, wo die Klein-Hehlingsche mit der Nord-Steinekeschen Feldmark zusammentritt. Von hier folgt die Herzoglich Braunschweigsche und Königlich Hannöverische Grenze in unbestrittener und durch den Hassel' ch bezeichneter Richtung der Scheidung des Nord-Steineker Holzes gegen den Königlich Hannöverischen Forst bis zum Steineker Berge, wo wiederum die dermalige factisch bestehende Preufsische Grenze des Gerichts Wolfsburg einfällt, und die Landesgrenze zwischen Hannover und Braunschweig abermals bis zu demjenigen Puncte unterbricht, wo die Grenze des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Vorsfelde mit den Grenzen des Königlich Hannöverischen Boldecker Landes zusammentrifft.

§. 39. So wie im § 37 in Ansehung der Grenzlinie zwischen dem Amte Fallersleben und Kreisgerichte Königslutter geschehen, so wird auch, in Beziehung auf vorstehende Grenzregulirung, eine Abänderung der verabredeten Grenzlinie auf den Fall vorbehalten, wenn entweder durch eine allgemeine Theilung des, dem Kloster Königslutter gehörenden Forstgrundes, der Stiftssunder genannt, oder aber durch die Aufhebung der, auf dem bisher streitigen Landstriche von den Gemeinen Volmarsdorf und Almeke ausgeübten Koppelweide eine Privatgrenze zwischen den einzelnen, auf diesem Grenzstriche interessirten Privaten hergestellt würde, dergestalt, dafs diese Privatgrenze alsdann die Hoheitsgrenze bilden soll.

Dreizehnter Abschnitt.

Grenzen des Boldecker Landes gegen das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Vorsfelde.

§. 40. Die Grenze zwischen dem Boldecker Lande und dem Kreisgerichte Vorsfelde wird vom breiten Förde, zwischen Wolfsburg und Kaesdorf, durch den Lauf der grofsen Aller

1824 bis zum Einflusse der kleinen Aller in dieselbe bestimmt, jedoch dergestalt, dafs die in derselben belegene Insel, die Krebshorst, der Königlich Hannöverischen Hoheit verbleibt, und versteht sich hier unter der Benennung Aller deren früheres Bette, nicht aber dasjenige, was durch die neuesten im Braunschweigschen vorgenommenen Durchstiche des Flusses gebildet worden ist, und wird also bei der künftigen Bemarkung der Grenze, sobald das verlassene Flufsbette die Vorrichtung gehöriger Grenzmale zulafst, hierauf besondere Rücksicht zu nehmen, so wie bis dahin jeder Grenzverdunklung mittelst vorläufiger Bezeichnungen entgegen zu wirken sein. Von da an lauft die Grenze in dem Strome der kleinen Aller fort, bis zum Landgraben unweit der Thilauer Rohrwiese; mit den Ausnahmen jedoch: dafs 1. derjenige Theil des Tappenbeckschen Bruches, welcher unweit des Landwehr-Zollhauses am linken Ufer der kleinen Aller über dieselbe hinausschiefst, zur Königlich Hannöverischen Landeshoheit ausgeschieden und die Landesgrenze um diesen Theil herum in dem Graben oder dem alten Flufsbette der kleinen Aller gezogen werden soll: 2. dafs der, unterhalb der Tiddischen Mühle am rechten Ufer der kleinen Aller belegene Gasthof der Braunschweigschen Landeshoheit verbleibt, und von der Grenzlinie ebenfalls umzogen wird. Von dem Puncte, wo die kleine Aller an den Landgraben stöfst, bildet dieser Landgraben die Grenze bis zum neuen Knicke oder den Bier- und Brodwiesen; die Grenze läuft ferner zwischen den Kroierwiesen an Königlich Hannöverischer und dem neuen Knicke an Herzoglich Braunschweigscher Seite bis zu den Langen-Wiesen und dem Lüttgen-Moor; dann durch das Lüttge-Moor in Gemäfsheit des Recesses vom 25ten Januar 1745 hin, durch die Drömmlingswiesen und zwischen dem Herzoglich Braunschweigschen und Gräflich Schulenburgschen grofsen Forstgehage hindurch, bis wiederum zur Königlich Preufsischen Grenze, allwo die ganze Begrenzung der beiderseitigen Staaten in dieser Abtheilung völlig aufhört.

§. 41. Da, wie der Augenschein es ergeben hat, die in dem vorbesagten Striche von Zeit zu Zeit eingetretenen Grenzirrungen durch die Zuschlämmung der vorerwähnten Grenz-Gewässer hauptsächlich veranlafst sind; so soll von den resp. Regierungen auf eine zweckmäfsige Aufräumung derselben, verbunden mit einigen nothwendigen Durchstichen, ungesäumt Bedacht genommen, auch auf diesen Fall eine Rectification der Grenzlinie vorbehalten, übrigens aber sollen die, im vorigen § bemerkten Abweichungen der Grenzlinie von der kleinen Aller mit hohen Grenzpfahlen, zur Vermeidung aller künftigen Ungewifsheiten, bezeichnet werden.

§. 42. Wegen der Privatgerechtsame werden, aufser der allgemeinen, im Eingange dieses Recesses enthaltenen, Bestimmungen, im Besondern die, das Privat-Interesse des Grafen von der Schulenburg-Wolfsburg im Boldecker Lande und Gerichte Brome betreffenden, bisher etwa noch nicht erledigten Gegenstande und Gerechtsame hiedurch ausdrücklich vorbehalten.

Zweite Abtheilung. 1824

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Fürstenthums Blankenburg gegen die angrenzenden Aemter des Königreichs Hannover.

Erster Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Hasselfelde gegen die Königlich Hannöverische Grafschaft Hohnstein.

§. 43. Die Grenzen des Kreisgerichts Hasselfelde gegen die Grafschaft Hohnstein fangen von der Nordhäuser Strafse an der grofsen Harzhöhe an und erstrecken sich bis über den Kälberbruch an der Möse. Die Landesgrenze soll hier, nach den unten folgenden weiteren Bestimmungen, den Streitort durchschneiden und von dem nordwestlichen Ende desselben in die Bäre bis zu deren Zusammenflusse mit dem tiefen Bach dergestalt fortlaufen, dafs die in diesem Bache entstandenen kleinen Inseln der Länge nach getheilt und so die künftige Grenzlinie gebildet werde. Von dem Zusammenflusse der Bare mit dem tiefen Bache zieht die Grenze weiter in das letztere Bette bis zu seinem Ursprunge am Kälberbruche hinan und sodann in einer graden Linie durch den Kälberbruch bis an dessen äufserste Spitze, da wo der Dammbach in die Trautensteinschen Wiesen tritt und wo die Preufsische Grenze einfallt.

§. 44. Da über den, in diesem Grenzstriche vorkommenden Streitort nicht allein Differenzen in Ansehung der Landeshoheit, sondern auch in Ansehung des Privat-Eigenthums zwischen der Herzoglich Braunschweigschen Forstbehörde und dem Grafen zu Stollberg-Wernigerode, als Königlich Hannöverischen Vasallen, bisher statt gefunden haben, so ist über dieses Grundstück folgende Vereinbarung getroffen: a. der eiserne Pfahlsbrunnen, die Schildbüche und der Bärensprung sollen als Grenzpuncte des Streitorts angenommen, und um jeden Zweifel über dessen Umfang zu heben, derselbe als gradlinigtes, von den oben angeführten dreien Puncten begrenztes Dreieck betrachtet werden. b. Es sollen drei Fünftheile dieses dergestalt bestimmten Grundstücks zum Gräflich Stollberg-Wernigerodenschen Eigenthume und zur Königlich Hannöverischen Hoheit abgemessen werden, so, dafs dieser Theil zunächst der bisherigen Königlich Hannöverischen Grenze in einer, mit derselben möglichst genau correspondirenden, vom Bärensprung bis an die Roslaische Grenze laufenden Richtung hinzugesetzt wird. c. Die übrigen zwei Fünftheile des eben angenommenen Dreiecks werden sowohl der Hoheit, als dem Eigenthume nach, der Herzoglich Braunschweigschen Regierung verbleiben. d. Eben so werden derselben die überschiefsenden Segmente, welche vom Bäresprunge an, bis zum eisernen Pfahlsbrunnen sich erstrecken, verbleiben; diejenigen aber, welche von der Schildbüche bis zum Bärensprunge überschiefsen, dem Königlich Hannöverischen und resp. Gräflichen Wernigerodischen Antheile zufallen. e. Es soll sofort, unter

1824 Leitung der beiderseitigen Grenzämter und mit Zuziehung des Gräflichen Wernigerodischen Forstamtes zu Sophienhof, eine Vermessung des Streitortes nach den obigen Bestimmungen vorgenommen, darüber ein geometrischer Riſs angefertigt und den beiderseitigen Regierungen ein Exemplar davon zugestellt werden. Auch versteht es sich f. von selbst: daſs die nach obigen Bestimmungen getheilten und resp. erworbenen Eigenthumsrechte sich nicht allein auf den Grund und Boden des besagten Streitortes, sondern auch auf den, gegenwärtig allda vorhandenen Holzbestand erstrecken sollen.

§. 45. In Ansehung der § 43 vorkommenden Inseln in der Bäre ist noch besonders verabredet, daſs deren jetziger Zustand als Norm betrachtet und erhalten werden solle. Es soll daher alljährlich eine Untersuchung des Fluſsbettes nicht einseitig, sondern von den beiderseitigen Forstbedienten vorgenommen und alle Neuerungen, welche durch Bildung neuer Inseln oder sonstige Fluſsbetts-Veränderungen etwa in der Folge entstehen könnten, sogleich durch gemeinschaftliche Vereinbarungen abgestellt werden. Auch sollen bei der vorseienden Grenzbestimmung die Steine dergestalt gesetzt werden, daſs durch das Einbrechen des Wassers, in Ansehung der Grenzlinie, so viel, als immer möglich, keine Ungewiſsheit entstehen könne.

§. 46. Der, der Herzoglich Braunschweigschen Hoheit zufallende Theil des Kälberbruchs soll auch derselben Regierung als völlig freies Eigenthum verbleiben, und es sollen alle, auf dessen Eigenthum, sowohl von Königlich Hannöverischer als Gräflich Stollbergischer Seite gemachten Ansprüche hiedurch völlig aufgehoben sein; wie solches alles auch von Seiten des Grafen von Stollberg-Wernigerode durch die in Anlage B. 1 und 2 diesem Recesse hinzugefügte Urkunde, in Beziehung auf dessen Privat-Interesse, genehmigt worden ist.

Zweiter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Walkenried gegen die Königlich Hannöverische Graſschaft Hohnstein.

§. 47. Diese Grenze fängt vom Jägerflecke bei dem dreieckigen Steine an, und zieht in einer fortlaufenden Versteinung von No. 1 bis No. 115, bis zur sogenannten schwangern Jungfrau, wo wieder ein dreieckiger Stein sich befindet und das Ende dieser Grenze bezeichnet. Auf dieser Grenze befinden sich: 1. in Süden und in Königlich Hannöverischer Hoheit vom Jägerflecke an, fortlaufend: der Schneitweg, der groſse Ehrenberg und das groſse Kunzenthal, sodann der Ehrenplan, der Heiligenstock, das Sülzhayner Holz und der Ameisenberg. 2. in Norden und im Herzoglich Braunschweigschen Gebiete: die Rauhe-Höhe, Hohegeissischen, dann das kleine Kunzenthal und der Breiteberg, Zorgeschen Reviers.

Dritter Abschnitt. 1824

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Walkenried gegen das Königlich Hannöverische Bergamt zu Clausthal.

§. 48. Diese hebt am Rabensberge, als dem Puncte, wo sie mit der Königlich Preufsischen Grenze zusammenstöfst, an, und zieht sich in der Richtung von Süden nach Norden bis zum Kronenbache, wo die Grenze des Herzoglichen Kreisgerichts Hasselfelde eintritt. Sie läuft in Gemäfsheit einer, nach dem Vergleiche vom 16ten April 1728, ratificirt den 15ten September 1729, und nach dem Versteinungs-Protocolle vom 4ten Julius 1730 versteinten Linie von No. 1 bis No. 126 in der Richtung der alten Kaiserstrafse bis zum Kronenbache fort. Westwärts neben derselben finden sich die Königlich Hannöverischen Forste: das Fohlenthal, grofse und kleine Bockethal, an der grofsen Bramforst, über den Jagdkopf; wogegen östlich an dieselbe die Herzoglich Braunschweigschen Forsten Osterthal, Stephans-Ecke, Braamforst, Helfreich, Obere Lange Ecke, Weinglasthal, Glaseberg, Laddekenberg, Hurhaus, Schächerstein und Capellenfleck stofsen.

Vierter Abschnitt.

Grenze des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Hasselfelde gegen das Königlich Hannöverische Bergamt zu Clausthal.

§. 49. Diese Grenze zieht sich, in Gemäfsheit des Recesses vom 28ten November 1737, vom Kronenbache bis nach Oderbrück, in einer durch 155 Gränzsteine bezeichneten Linie also fort, dafs auf Herzoglich Braunschweigscher Seite die Forstorte Nasselbalz, Hohe Tracht, Neu Schlofs und Achtermanns Höhe, auf Königlich Hannöverischer Seite aber die zum Lauterbergischen Bezirke gehörenden Forsten: Kirchberg, Hohe Tracht, Brunnenbachskopf und Hahnenklee bleiben. Von Oderbrück bis zum dreieckigen Pfahle ist dieselbe gleichfalls durch Grenzsteine, welche mit No. 1 bei Oderbrück anfangen, in fortlaufender Reihe bezeichnet, so dafs auf Königlich Hannöverischer Seite der Zellerfelder Forst am Oderhai, auf Herzoglich Braunschweigscher Seite aber die Forstorte Achtermanns Höhe, Düstere Tannen und Rothe Bruch sich befinden. Von dem dreieckigen Pfahle bis zum Bremer Born und von da bis zum Einflusse des Bremkebachs in die warme Bude besteht abermals eine, durch die Grenzsteine von No. 1 bis No. 144 bezeichnete Linie dergestalt: dafs die Forsten Sandbrink, grofse und kleine Winterberg, wie auch Kremmershai, Stöllingshai und Annekenberg in der Hannöverischen, dagegen aber die Forsten: Rother Bruch, Böser Hund, Wurmberg, Heinrichs-Winkel und Kolli in der Braunschweigschen Hoheit verbleiben. Endlich scheidet auch vom Einflusse des Bremkebaches bis zu dem des Allerbaches in die warme Bude eine versteinte Linie von No. 1 bis 67 a und b fortlaufend, die Forstorte Annekenberg, Buchhof, Rehbruch, Holzeneschen und Häsekenhai in die Königlich Hannöverische, den Kollisberg aber und die eisernen Pfähle in die Herzoglich Braunschweigsche Hoheit ab.

1824 §. 50. Vom Einflusse des Allerbachs in die warme Bude soll die Grenze dem Strome der letztern folgen, und da, wo die Forsthöfe an deren rechten Ufer anfangen, rechter Hand den Strom verlassen, nach der speciellen Begrenzung des Grundeigenthums des Forstortes Forsthöfe, zwischen selbigen und den Herzogl. Braunschweigschen Forstorten Heiligenkopf und Trogfurther-Berg hin, bis dicht unter der Trogfurther, auch künftig auf gemeinschaftliche Kosten zu unterhaltenden Brücke, an der sogenannten Trogfurth selbst, in die Bude ziehen, durch welche Bestimmung also die, bisher in Ansehung der Landeshoheit streitig gewesenen Grundstücke Silberkulk und Forsthöfe, ersteres zur Herzogl. Braunschweigschen und letzteres zur Königlich Hannöverischen Hoheit ausgeschieden werden.

Fünfter Abschnitt.

Grenze des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Blankenburg mit dem Königlich Hannöverischen Amte Elbingerode.

§. 51. Diese Grenze läuft von der Trogfurth bis zum dreieckigen Steine, am Zusammentreffen der Hannöverischen, Braunschweigschen und Preufsisch-Wernigerodeschen Grenzen in nördlicher Richtung und versteinter Linie fort, und folgt anfänglich dem Laufe der Bude bis oberhalb Rübeland. Sie verläfst denselben dicht vor diesem Orte und zieht im kalten Thale hinauf an der westlichen Seite der Herzoglich Braunschweigschen Forstorte Anwachs, Hartenberg und Dornwiese fort, bis zu dem oben bezeichneten dreieckigen Steine.

Dritte Abtheilung.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Harz-Districts gegen die benachbarten Königlichen Hannöverischen Aemter.

Erster Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Harzburg gegen das Königliche Hannöverische Amt Vienenburg.

§. 52. Diese hebt an oberhalb Lochtum, auf der von Appenrode dahin führenden alten Strafse, da, wo an der nördlichen Seite derselben unfern der, der Wittwe Kühne zu Lochtum gehörenden, Ländereien an einer Hecke der letzte Königlich Preufsische Grenzstein steht. Sie läuft in westlicher Richtung in der alten Strafse, deren Mitte die Grenzlinie bildet, fort bis unter den Stöverberg, Harlingerode gegenüber, wo die Strafse links unter dem Berge hinweg auf Ockerhütte führt, die Grenze aber sich von der alten Strafse abwendet. Von diesem Puncte, unter dem Stöverberge nämlich, zieht sich die Grenze auf den daselbst sich findenden Weg, die Trift genannt, und folgt demselben nordwärts zwischen den Ländereien der Einwohner Dege und Heumann in Harlingerode in der Richtung queer über das Steinfeld durch den Ockerflufs

auf die, unter dem Sutmarberge belegene, jetzt dem Oberfactor Schachtrupp zu Goslar zugehörende, sogenannte Schlackenmühle, welche innerhalb der Herzoglich Braunschweigschen Hoheit verbleibt. 1824

Zweiter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Harzburg gegen die Stadt Goslar.

§. 53. Von dem im vorigen Abschnitte erwähnten Puncte an, wo die Grenzen des Herzoglichen Kreisgerichts Harzburg mit den Grenzen der Königlich Hannöverischen Aemter Vienenburg und Liebenburg zusammentreffen, verläfst die Hoheits-Grenze den Ockerflufs unterhalb der Schachtruppschen Mühle am Sutmarberge, zieht nordwarts um diese Mühle und deren Hof und die Garten herum in die Abzucht, bleibt in diesem Bache bis vor die Pinsuler Mühle, umfafst sodann in westlicher Richtung die daselbst am Abhange des Sutmarberges bis zur Abzucht liegende, theils von der Herzoglich Braunschweigschen Kammer der Pinsuler Mühle beigelegte Länderei, theils die, dem Einwohner Jacobs zur Ocker zustehenden Aecker und Wiesen, fallt hierauf wieder in die Abzucht, folgt derselben bis vor die am linken Ufer der Ocker belegenen Häuser und zieht westwärts von derselben und an der östlichen Scheidung der, am Abhange des Peters-Berges im sogenannten Bauerholze liegenden Stiftsländerei bis unter den Hahnenberg, so, dafs auch die unter dem Hahnenberge neben der Ockerhütte und der Goslarschen Länderei unter der Horst belegenen, den Einwohnern zu Ocker zugehörigen Wiesen zur Braunschweigschen Hoheit ausgeschieden werden.

§. 54. Hierauf geht die Grenze zwischen dem Goslarschen Forste und den Goslarschen Wiesen und Aeckern hart an selbiger her bis zur Communion am Rammelsberge, so, dafs auf der südlichen oder Braunschweigschen Seite die der Stadt Goslar zustehenden Forsten Hahnenberg, grofse und kleine Ammthal, Gelmkeberg, Gingelsberg und Rammelsberg verbleiben. Sodann umzieht dieselbe südlich die erwähnte Communion, deren Rechte vorbehalten bleiben, und läuft ferner zwischen den Goslarschen Wiesen und Aeckern am Harzberge und dem Forste am Harzberge auf den Harzweg am Hosenkehl; geht über diesen Weg weiter in der Schneide zwischen den Goslarschen Wiesen am Hessenkopf, im alten Harz, im Schlüsselthale und unterm Königsberge an der einen und dem Goslarschen Forste am Hessenkopfe und Königsberge, welcher unter Braunschweigscher Hoheit bleibt, an der andern Seite bis unter den Nordberg, sodann ostwärts unter demselben dicht vor den darin befindlichen beiden Schiefergruben, dem Bach, der Rhem genannt, entlang, bis in den von Goslar nach Astfeld führenden Hohlweg, wo die Grenze des Amts Liebenburg einfallt.

§. 55. Durch vorstehende Bezeichnung der künftigen Landesgrenzen wird die ganze Feldmark der Stadt Goslar zum

1824 Königlich Hannöverischen Gebiete im Allgemeinen zwar abgetreten, jedoch sollen folgende in dieser, zum Königlich Hannöverischen Territorio abgetretenen Grundfläche belegene Grundstücke, als: 1. vor dem breiten Thore und im Schleeke a. Heinrich Müllers und Christian Scherfs Wohnhaus, laufende Nummer 1. Assec. Nummer 61. b. Schachtrupps Oelmühle und Gebaude, laufende No. 2. Assec. No. 1. c. Gerbers sogenannte Hedwigsmühle und Gebäude, l. No. 3. Assec. No. 55. d. Karrenführers Wohnhaus und Nebengebäude, l. No. 4. Assec. No. 48. e. Ludwig Propsts Gastwirthschaft und Nebengebäude, l. No. 15. Assec. No. 7. f. Rifflings Wohnhaus und Stallung, l. No. 6. Assec. No. 2. g. Georg Beckers Wohnhaus, l. No. 7. Assec. No. 3. h. Schröders Oelmühle und Nebenhaus, l. No. 8. Assec. No. 4. i. Heinemanns Oelmühle, l. No. 9. Assec. No. 5. k. Schmidts Kupferhammer und Nebengebäude, l. No. 10. Assec. No. 6. 2. Vor dem Clausthore l. Heinrich Witz Wohnhaus und Stallung, l. No. 11. Assec. No. 1. m. Andreas Kerll's Wohnhaus und Nebengebäude, l. No. 12. Assec. No. 2. n. Heinrich Stolzen Wohnhaus, seit 1798 abgerissen und zum Garten aptirt, l. No. 13. Assec. No. 3. o. Andreas Reinecken Wohnhaus und Stallung, l. No. 14. Assec. No. 4. p. Jobst Ahrens Wohnhaus und Stallung, l. No. 15. Assec. No. 5. q. Heinrich Goldsiegels Wohnhaus u. s. w. l. No. 16. Assec. No. 6. r. Christoph Daniels Wohnhaus, l. No. 17. Assec. No. 7. s. Christoph Lamms Wohnhaus und Nebengebäude, l. No. 18. Assec. No. 8. t. Zacharias Dieners Wohnhaus u. s. w. l. No. 19. Assec. No. 9. u. Conrad Reineckens Wohnhaus u. s. w. l. No. 20. Assec. No. 10. v. Heinrich Körners Wohnhauser und Nebengebaude, l. No. 21. Assec. No. 11 und 12. w. Christoph Meyers Mahlmühle, l. No. 22. Assec. No. 13, und zwar mit deren Häusern, Gehöften, Gärten, Holz und ähnlichen Platzen, so wie die sämmtlichen Bewohner dieser Grundstücke, ohne einige Beschränkung und Ausnahme, der Herzoglich Braunschweigschen Landeshoheit unterworfen bleiben und von diesen Grundstücken und deren Bewohnern überall keine Abgaben, weder mittelbar noch unmittelbar für Königlich Hannöverische Kassen erhoben, namentlich aber deren Einwohner Königlich Hannöverischer Seits zu keiner Art von Verbrauchssteuer herangezogen, noch in ihrem freien Verkehre unter sich und mit den übrigen Herzoglich Braunschweigschen Unterthanen und Ortschaften, so wenig mittelst Abgaben, Durchgangszölle u. s. w. als mittelst einer Handelssperre oder einer andern Verfügung, belästiget oder gehindert werden.

§. 56. Es soll jedoch über die Art und Weise, wie diese im vorigen § stipulirte Befreiung, ohne Benachtheiligung der Königlich Hannöverischen Landeskassen, zugestanden und in Ausführung gebracht werden könne, eine besondere Unterhandlung zugelegt werden, und es sollen die vorgedachten Bewohner verpflichtet sein, sich denjenigen Formen und Modificationen zu unterwerfen, welche durch besondere Vereinbarungen dieserhalb werden festgesetzt werden.

§. 57. Es sollen auch die gedachten Grundstücke und deren Bewohner in allen ihren persönlichen und dinglichen Rechts-Verhältnissen der Gerichtsbarkeit der Herzoglich Braunschweigschen competenten Behörden unterworfen bleiben und eine Veränderung und Beschränkung dieser Competenz nie daraus abgeleitet werden können, wenn etwa der Eine oder Andere dieser Braunschweigschen Unterthanen zugleich das Goslarsche Bürgerrecht besitzen oder erwerben sollte. 1824

§. 58. In Ansehung der Parochial-Verhältnisse der eben gedachten Herzoglich Braunschweigschen Unterthanen sollen die Bestimmungen, welche in der Herzoglich Braunschweigschen Resolution vom Jahre 1752 §. 10 getroffen sind, ferner beobachtet werden. Diesemnach soll es den, in Schleeke wohnenden Herzoglich Braunschweigschen Unterthanen frei stehen, sich entweder zu der Pfarre des Siechenhofes oder zu der in Harlingerode; denjenigen aber, welche vor dem Clausthore wohnen, sich entweder zu der Pfarre der Frankenbergschen Kirche oder zu der zu Astfeld zu halten. Die beiden Goslarschen eben genannten Pfarren sollen jedoch verpflichtet sein: alljährlich dem Fürstl. Kreisgerichte Harzburg Verzeichnisse der bei ihnen vorgekommenen Geburts-, Copulations- und Sterbefälle der Herzoglich Braunschweigschen Unterthanen in beglaubigter Form mitzutheilen. Uebrigens soll, in Beziehung auf die vorstellenden §§ 55. 56. 57 und 58, die gegenwärtige Vereinbarung über die vor Goslar belegenen in Herzoglich Braunschweigscher Hoheit verbleibenden Gehöfte einer künftigen Unterhandlung über deren Austauschung keineswegs entgegen stehen, vielmehr eine Purification der beiderseitigen Territorien durch Tausch gegen ein Aequivalent an Land und Unterthanen hiemit ausdrücklich vorbehalten, jedoch unvermischt mit gegenwärtiger Grenz-Berichtigung zu einer besondern Unterhandlung verstellt bleiben.

§. 59. So wie die Herzoglich Braunschweigsche Regierung sich verpflichtet, in Rücksicht auf Ertheilung von Concessionen, zu Anlegung von Mühlen, Krügen u. s. w. oder zur Betreibung bürgerlicher Gewerbe auf den, ihrer Hoheit ferner unterworfenen Grundstücken um Goslar, das bisherige Verhältnifs nicht zu überschreiten, auch es in Ansehung des untersagten Verkaufs bei dem bisherigen Fufse zu belassen; so übernimmt dagegen die Königliche Hannöverische Regierung die Verbindlichkeit, dafs von ihr keinerlei neue Anlagen auf der neu abgetretenen Feldmark gestattet oder Concessionen zu Betreibung von Gewerben irgend einer Art ertheilt werden sollen, durch welche die oft erwähnten Braunschweigschen Unterthanen in ihrem Nahrungszustande beeinträchtigt werden könnten.

§. 60. Die privatrechtlichen Verhältnisse jener Herzoglich Braunschweigschen Unterthanen zur Stadt Goslar, besonders in Ansehung der Hut und Weide, werden ebenfalls sämmtlich vorbehalten.

§. 61. Eben so wird der Herzoglich Braunschweigschen Seite der völlig freie Mitgebrauch der durch die abgetretene

1824 Feldmark und ferner um die Stadt Goslar laufenden Heerstrafsen reservirt, dergestalt: dafs derselbe auf keine Weise und namentlich weder durch Anlegung von Sperren, Zollbuden, Accise- und Wegegelds-Recepturen, noch durch sonstige, von der Königlich Hannöverischen Regierung etwa zu treffende Maasregeln für die Herzoglich Braunschweigsche Regierung und deren Unterthanen gehindert, beschränkt oder erschwert werden darf. Von dieser Disposition wird jedoch die von Goslar nach Clausthal führende Strafse, als welche auf alleinige Königlich Hannöverische Kosten in einen Chausseemäfsigen Zustand gesetzt werden und darin der jetzigen Absicht nach unterhalten werden soll, ausdrücklich ausgenommen; und es soll dem Königlich Hannöverischen Staate unverwehrt sein, für diese Strafse auf Königlich Hannöverischen Gebiete eine oder mehrere Weggelds-Erhebungen, jedoch weder im Clausthore zu Goslar, noch überhaupt dergestalt anzulegen, dafs die Bewohner der, in dritter Abtheilung 2ten Abschnitts § 53–55 bezeichneten, unter Braunschweigscher Hoheit verbleibenden Anbaue und Gehöfte bei deren Communication unter einander, oder, wenn sie aus ihren Wohnungen nach Goslar und von da dorthin zurück sich begeben, so wie auch bei Durchfuhren durch die gedachte Stadt von ihren Gehöften aus, durch eine solche Anlage mit Weggelds-Entrichtungen belästigt werden können, als welches durchaus nicht statt finden darf. Uebrigens soll eine Befreiung Herzoglich Braunschweigscher Unterthanen von der Erlegung der Weggelder auf der von Goslar nach Clausthal führenden Strafse, insofern als die Recepturen aufserhalb der vorher ausgenommenen kleinen Strecke angelegt werden sollten, nicht in Anspruch genommen werden können. Aufserdem soll den Herzoglichen Behörden das Recht, Verbrecher auf den Heerstrafsen und den benachbarten Grundstücken zu verfolgen und zu verhaften, bleiben und ungestört von selbigen ausgeübt werden. Dagegen wird aber auch den Königlich Hannöverischen Behörden in ähnlicher Maafse die Verfolgung der Verbrecher, und namentlich die Visitation nach verdächtigem Gesindel in den oft bezeichneten Herzoglich Braunschweigschen Grundstücken gestattet.

§. 62. Da auch im § 60 alle privatrechtlichen Befugnisse der Herzoglich Braunschweigschen Landesherrschaft und deren Unterthanen auf der abgetretenen Goslarschen Feldmark nach ihrem jetzigen vollen Bestande ausdrücklich vorbehalten worden sind; so wird der Domäne Harzburg, so wie den Gemeinen Ocker und Harlingerode, auch noch die Befugnifs zugestanden, auf die Theilung ihrer Koppelhude im Umfang der Goslarschen Feldmark selbst anzutragen; und es sollen den ihnen nach den Grundsätzen von Gemeinheitstheilungen auszumittelnden Abfindungs-Quoten zunächst der Herzoglich Braunschweigschen östlichen Grenze angewiesen und alsdann der Herzoglichen Landeshoheit unterworfen werden, in welchem Falle die oben beschriebene Landesgrenze eine Abände-

rung erleiden wird, indem sie alsdann anderweit durch die 1824
Scheide dieser Gemeinheitstheilung bestimmt werden soll.

§. 63. Das in der Stadt Goslar liegende Kloster Frankenberg bleibt, wie bisher, mit seinem ganzen Umfange und den in diesem belegenen Nebenwohnungen und Gärten, unter Herzoglich Braunschweigscher Landeshoheit (welcher dasselbe von jeher unbestritten unterworfen war), und es findet in Ansehung seiner die nämliche Befreiung von Königlich Hannöverischen Staats- und Local-Abgaben in der Regel statt, wie solche im Obigen, rücksichtlich der, in der Goslarschen Feldmark wohnenden Unterthanen, stipulirt worden ist. Da jedoch eine allgemeine Natural-Befreiung der Bewohner desselben von den Königlich Hannöverischen Consumtions- und Eingangs-Steuern eine Unordnung in der Verwaltung dieser Steuern in der Stadt Goslar leicht veranlassen könnte, auch die allgemeine erforderliche Controlle über diese Gattung von Steuern in derselben Stadt dadurch verhindert werden würde; so ist bestimmt worden: dafs jene Bewohner die indirecten Steuern, den übrigen Hannöverischen Einwohnern der Stadt Goslar völlig gleich, zwar zu entrichten haben werden, dafs aber dagegen aus der dasigen Steuerkasse denselben ein jährliches Aequivalent nach folgenden Grundsätzen: 1. wegen der Mahlsteuer für jede Person über sechs Jahr alt, jährlich dreizehn gute Groschen acht Pfennig; 2. wegen der Schlachte-Steuer der Domina und jeder Conventualin jährlich zwei und zwanzig gute Groschen vier Pfennige und den übrigen Personen und Domestiken jährlich zehn gute Groschen und vier Pfennige; 3. wegen der allgemeinen Eingangs- und Consumtions-Steuern der Domina und den Conventualinnen jeder jährlich sieben Thaler, den Domestiken und sonstigen Bewohnern des Klosters aber, welche über vierzehn Jahre alt sein werden, jedem jährlich vier gute Groschen, von minderem Alter jedoch nur zwei gute Groschen entrichtet werden solle.

§. 64. Die Verhältnisse der, nach obigen Grenz-Bestimmungen unter Herzoglich Braunschweigscher Hoheit verbleibenden Goslarschen Stadt-Forsten und die Rechte der Stadt Goslar auf dieselben, sollen nach den, bisher recefsmäfsig und herkömmlich bestehenden Normen fortdauern, dergestalt, dafs die Stadt die Gerichtsbarkeit und die Aufsicht mit der Polizei-Handhabung unter Leitung der, den Communal-Verwaltungen vorgesetzten Königlich Hannöverischen Behörden, der Herzoglich Braunschweigschen Regierung hingegen die superioritas forestalis mit der Oberaufsicht und Gesetzgebung als Ausflüsse der Landeshoheit zukommen und verbleiben, und macht die letztere sich überdas verbindlich, die Ausfuhr des Holzes aus besagter Forst nach der Stadt Goslar nie zu untersagen oder zu erschweren.

Dritter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisamts Harzburg mit dem Königlich Hannöverischen Amte Liebenburg.

§. 65. Von dem Puncte, wo die Grenze der Stadt Goslar gegen das Fürstliche Kreisgericht Harzburg nach den Bestim-

1824 mungen des § 54 endet, soll selbige in der Mitte des, von Goslar nach Astfelde ziehenden Hohlweges in westlicher Richtung fortlaufen bis an den Damm, zwischen der Riechenbergschen Schlangenteichs-Wiese und dem Nonnenteiche (einer nach Astfeld gehörenden Wiese). Von da weicht dieselbe ab und zieht nordwärts um diese letztere Wiese in dem daselbst sich findenden Bache auf den Jerstedtschen Weg, und folgt demselben nordwärts in Osten der Astfeldschen Steingrube bis an die südliche Spitze des Wohldscampes. Hier verläfst sie den Jerstedtschen Weg und gehet zwischen dem Wohldscampe und der sechsten Astfeldschen Wanne, ferner zwischen letzterer und den Ländereien am Söhz auf die Spitze des Söhzes und die, zum Cleveschen Gute im Astfelde gehörenden, am Söhz belegenen Grundstücke, umzieht hierauf diese Grundstücke in deren Privat-Scheide bis an die hervorspringende, von den Cleveschen Grundstücken und der sechsten Wanne meist umschlossenen Holzspitze des Söhzes, welche durch eine gerade, von der südwestlichen Spitze des Cleveschen Grundstücks auf die Furche zwischen dem 29ten und 30ten Ackerstücke der sechsten Astfeldeschen Wanne zu ziehende Linie zur Herzoglich Braunschweigschen Hoheit abgeschnitten wird. Da, wo die erwähnte Linie in die Astfeldesche sechste Wanne eintritt, zieht sich die Grenze zwischen dieser Wanne und dem Söhz, und ferner zwischen diesem und der vierten Wanne des Astfeldeschen Kahnsteinfeldes fort, läuft sodann in westlicher Richtung zwischen dem Rodelande besagten Feldes und dem Jerstedtschen Anger, das Pfingstbleek oder der Nachtanger genannt; ferner zwischen der 3, 2, und 1sten Wanne der nach Langelsheim gehörenden Aecker am Hahnsteine auf Herzoglich Braunschweigscher und der nach Jerstedt gehörenden Grundstücke auf Königlich Hannöverischer Seite bis an den Abhang des Innerste-Grundes, durchschneidet diesen Grund und den Innerste Flufs von der nordwestlichen Ecke der vorbemerkten ersten Wanne bis da, wo das Langelsheimer Lehmkuhlenfeld mit dem Bredelemschen Rottlande am Bade zusammenstöfst. Von hier folgt dieselbe der Privatscheide zwischen dem Bredelemschen Rodelande und dem Langelsheimer Lehmkuhlenfelde und erstreckt sich sodann in der Mitte einer, zwischen beiden obgedachten Feldern befindlichen Hecke bis auf die Spitze des, weiter westlich belegenen Bredelemschen Gemeineholzes, geht dann zwischen demselben und dem Langelsheimer Kleyfelde bis auf den weifsen Weg dergestalt, dafs die am Holze hinaufziehende Trift in ihrer jetzigen Ausdehnung der Königlich Hannöverischen Hoheit bleiben mufs. Dem weifsen Wege folgt die Grenze bis an den untersten Förstercamp, geht zwischen diesem und dem Bredelemschen Gemeineholze, ferner vor demselben längs des weifsen Weges bis zum obern Förstercampe, schneidet auch diesen zur Herzoglich Braunschweigschen Hoheit ab, ziehet darauf über den weifsen Weg und zwischen den Grundstücken am Asmushoop, und dem Bredelemschen Holze, die Hasseln genannt, welches zum Königlich Hannö-

verischen Gebiete ausgeschieden wird, in die alte Strafse, in welcher sie bis zum Kiefbache bleibt, allwo die Grenze des Königlich Hannöverischen Amts Liebenburg mit der Grenze des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen zusammentritt. 1824

§. 66. Bei obigen Bestimmungen ist vorbehalten: dafs an der Riechenbergischen Seite des Hohlweges die freie Passage in den Zeiten, wenn der Hohlweg selbst der Witterung halber nicht wohl zu befahren ist, insofern als selbige observanzmäfsig besteht, und der Privat-Gerechtsame nicht zuwiderlaufend ist, offen erhalten werden mufs.

§. 67. Ebenmäfsig werden den Gemeinen Astfeld und Langelsheim, wie auch der Königlich Hannöverischen Gemeine Jerstedt, ihre Privatgerechtsame in Ansehung des Mergelgrabens im Söhze ausdrücklich vorbehalten, und es soll vorstehende Grenzbestimmung ohne alle rechtliche Einwirkung auf die beiderseitigen Rechte und Einreden verbleiben.

Vierter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen, gegen das Königlich Hannöverische Amt Liebenburg.

§. 68. Von dem Puncte am Kiefbache, wo die Grenze des Herzoglichen Kreisgerichts Harzburg aufhört, läuft dieselbe in diesem Bache hinunter bis dahin, wo an dessen linkem Ufer die, jetzt dem Einwohner Dormann zu Bredelem gehörende Wiese belegen ist. Diese Wiese wird von der Grenze in westlicher Richtung umschlossen und zur Königlich Hannöverischen Hoheit abgeschieden. Hiernächst fällt die Grenze wieder in den Kiefbach und folgt demselben bis an die, rechts desselben nach seiner Vereinigung mit dem Dolgenbache belegene, vormals Kochsche, jetzt zum Cleveschen Gute in Astfeld gehörende Wiese, verläfst vor derselben den Bach und wendet sich ostwärts, die Wiese zur Herzoglich Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, zwischen derselben und den Lutterschen Wiesen und Aeckern an Herzoglich Braunschweigscher und den im Dolgen belegenen, gröfstentheils Bredelemschen Einwohnern gehörenden Wiesen an der Königlich Hannöverischen Seite, in einer geringen Vertiefung nach der, durch einige Büsche bezeichneten Richtung bis an den Tüttel, (einem Herzoglich Braunschweigschen Forstort), zieht zwischen dessen südlicher Seite und den vorbemerkten Wiesen im Dolgen weiter bis auf den Jägerstieg (einem Holzweg zwischen dem erwähnten Tüttel und dem von Obergschen Rodeberge). Sodann folgt die Hoheits-Grenze der Privatscheidung zwischen diesen beiden Forstorten bis an die Ostluttersche Feldmark, wo die im Jahre 1754 vorgenommene Grenzberichtigung und Versteinung eintritt. Dieser Versteinung folgt sie von dem Steine No. 36 bis an den Stein No. 97 in der Gegend des Herzoglich Braunschweigschen Rosenhains und des Upenschen Windenberges.

§. 69. Von ebengedachtem Grenzsteine No. 97 läuft die Grenze vom äufsersten Ende des Herzoglich Braunschweig-

1824 schen Forstes Rosenhai zwischen selbigem und dem Upenschen Gemeinholze, der Wendenberg genannt, einem alten Holzwege folgend, ostwärts bis zu einem alten im Busche befindlichen Grenzsteine ohne Nummer; von diesem wendet sie sich etwas nördlich, auf den Upenschen Lauberg (Lohberg) und zieht über dessen Kuppe nach dem von Wallmodenschen Privatforste zu, woselbst drei bemarkte Grenzsteine sich befinden und die Grenze bezeichnen. Von letzter derselben wendet sie sich in westlicher Richtung auf einen alten mit vier jungen Tannen umpflanzten Baum-Stamm, wo die Upensche Feldmark endet, und die von Wallmodenschen Besitzungen anheben. Hier zieht die Grenze einen Weg und einen Graben entlang zwischen dem Herzoglich Braunschweigschen Forste Rosenhai und dem von Wallmodenschen Küchenhai in nordwestlicher Richtung auf eine Klippenreihe und in dem unter selbiger hinlaufenden Fufssteige im Westen eines, Wallmodenschen Seits angelegten, kleinen Fichten-Campes auf den sogenannten Backofenstein zu, von diesem über den Weg auf die südöstliche Spitze der Finkenwiese und weiter an der östlichen Grenze derselben vor dem Wallmodenschen Forste hindurch, bis auf die Frankfurter über Lutter am Barenberge führende Heerstrafse, darauf über die letztere nach einer, an deren westlichen Seite stehenden, alten Büche ohne Gipfel. Von da geht die Grenze den steilen Bergrücken zwischen dem Herzoglich Braunschweigschen Finkenberge und dem an Königlich Hannöverischer Seite belegenen Neulekenberge hinan, weiter in und durch den Junkern-Grund, so dafs der Pagenberg mit den Trümmern der Burg Wallmoden im Königlich Hannöverischen Gebiete bleibt. Sie wendet sich hierauf ostwärts um den Wallmodenschen Birkenberg auf den Medeberg zu und zieht über selbigen in nordwestlicher Richtung zwischen dem Herzoglich Braunschweigschen und dem Wallmodenschen Forste bis an einem von Neu-Wallmoden ausgehenden Feldweg, wendet sich in diesem, durch eine Hecke von der Neu-Wallmodenschen Feldmark getrennten Wege nach Nordosten und zieht ferner in südöstlicher Richtung zwischen dem von Wallmodenschen Medeberge und der Neu-Wallmodenschen Länderei, die Langen-Aeckern genannt, unfern des Zechenhauses, eine daselbst befindliche, die Grenze andeutende Hecke entlang, sodann ostwärts zwischen dem Wallmodenschen Sonnenberge und den besagten Langen-Aeckern, bis an die Spitze des Westerberges, weiter zwischen denselben und dem vorgedachten Sonnenberge hinunter an die Alt-Wallmodensche Feldmark. Hierauf läuft die Grenze nördlich über den, von Alt- nach Neu-Wallmoden ziehenden Weg in den Neule-Flufs, zwischen den Alt- und Neu-Wallmodenschen Grundstücken hindurch, wo sie durch eine Hecke bezeichnet wird, und wo die Grenze des Königl. Hannöverischen Amts Wohldenberg mit derjenigen des Herzogl. Kreisgerichts Seesen zusammentritt.

§. 70. Bei vorstehenden Bestimmungen werden in Ansehung des Rechts der Wasserleitung aus dem, bei Ostlutter belege-

nen Röhrenteiche die privatrechtlichen Verhältnisse im Allgemeinen vorbehalten. 1824

Fünfter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Dorfes Ostharingen gegen das Königlich Hannöverische Amt Liebenburg und Kreisgericht Seesen.

§. 71. Es soll die Grenze des vorbesagten Dorfs unfern des Körnerschen Gartens, wo ein Hohlweg von Haringen nach Upen führt, in dem, den besagten Hohlweg durchkreuzenden Markwege anfangen und dem letztern, die Upensche von der Ostharingenschen Feldmark scheidend, folgen, bis dahin, wo Herzogl. Braunschweigscher Seits das Haringensche aus dem Gemeine-Holze gerodete Land beginnt. Hier verläfst sie den Markweg und folgt in nordwestlicher Richtung der Privatschneide zwischen besagtem neuem Lande und der Upenschen Feldmark, geht dann weiter westwärts zwischen dem Haringer Gemeine-Holze und den Upenschen Aeckern vor dem Wienbusche, vor dem Haringer Holze und vor dem Kötherhorn. Sie zieht ferner zwischen dem Haringer Gemeine-Holze und dem Upenschen Gemeine-Holze, das Kötherhorn genannt, so wie dem Langenberge, einem Gräflich Schwicheltschen Forste; bis auf einen Grenzstein mit No. 36 bezeichnet. Hierauf geht sie fort zwischen dem Königl. Hannöverischen Forste am Haringer Berge an einer, und dem Haringer Gemeine- und Kirchen- und Haringer Rode-Lande, das Hillenholz genannt, an der andern Seite bis an das Westharinger Feld. Hier wendet sie sich ostwärts und zwischen dem Westharingenschen Felde an Königl. Hannöverischer und dem vorbenannten Rodelande, das Hillenholz, und hernach der böse Winkel genannt, an Herzogl. Braunschweigscher Seite, weiter zwischen einem südlich belegenen Anger und den Streitlah, einer Haringenschen Holzung, auf eine alte Weide zu in einen tiefen Weg, folgt demselben in nordwestlicher Richtung, und zieht sich südlich zwischen dem daselbst befindlichen Acker des Einwohners Bosse zu Upen und dem Haringenschen Pfarrlande und zwischen letzterem und der sogenannten Tannen-Wiese; so wie wiederum zwischen dieser und dem Ackerstücke des Einwohners Därmann zu Haringen, wendet sich um dieses Ackerstück ostwärts und läuft in der Privatschneide zwischen einer, dem Einwohner Wedde zu Bredelem gehörenden Wiese und einem kleinen Anger an Königl. Hannöverischer und dem Steincampe an Herzogl. Braunschweigscher Seite; ferner von der südöstlichen Spitze des Steincamps bis auf den Haarhöfer Bach unterhalb der Tataren-Brücke, dann südwärts längs der nach Bredelem führenden Trift hart am Haringer Acker, das Bredelemsche Wegesfeld genannt, bis an die Hecke, welche dieses Feld von dem Bredelemschen Acker, das Wahrenbergsfeld genannt, scheidet.

§. 72. Von hier läuft die Grenze oberhalb der Hecke, dicht vor dem gedachten Wegesfelde ostwärts, und die Hecke ins Königl. Hannöverische ausscheidend, bis an das der Wittwe Heitefufs zu Haringen gehörende Ackerstück, welches sie,

1824 indem sie sich südwärts über den Bredelemschen Weg wendet, zur Braunschweigschen Hoheit abschneidet. Hier läuft sie zwischen dem Bredelemschen Acker, der Körnerscamp genannt, und dem Haringenschen Pfarrlande und den Grundstücken des p. Lachmund und der Wittwe Heitefuſs zu Haringen immer ostwärts ziehend, bis auf den Haringer Gemeineanger; dann südwärts zwischen selbigem und dem vorbenannten Körnerscampe und folgt sodann wieder in östlicher Richtung der Hoppenwiese, zwischen dem Haringer Gemeineanger und der, nach Bredelem gehörenden sogenannten Bredelemschen-Wiese. Die Grenze bleibt in dieser Richtung und zieht zwischen der Lachmünder-Wiese und dem Pfingstanger auf Königl. Hannöverischer, so wie den Grundstücken des p. Achilles und Julius Körner zu Haringen, auch dem Gemeineanger an Herzogl. Braunschweigscher Seite bis an den Ellerbusch, in welchem sich der Lakebach verliert. Zwischen diesem Busche und den, den Einwohnern Reimer und Heike in Ottfresen gehörenden Wiesen zieht sie sich wieder in den Lakebach, verläſst denselben sofort in östlicher Richtung zwischen dem Haringer Gemeineanger und Ottfresenschen Landerei, der Mehlcamp genannt, zieht ferner nördlich zwischen besagtem Gemeineanger und einem, dem p. Julius Körner gehörenden Ackerstücke und dann zwischen der Ottfresenschen Feldmark an Königl. Hannöverischer und der Ackerlanderei der Haringenschen Einwohner, p. Heitfuſs, Körner, Schuppe, Ahrens und Andreas Heitefuſs an Herzogl. Braunschweigscher Seite, westlich des Ziegenbusches wieder bis auf den Haringenschen Gemeineanger. Zwischen diesem und der Ottfresenschen Feldmark tritt sie wieder in den Lakebach, geht diesen hinan bis an die vor Haringen über denselben gelegte Brücke. Von der Brücke aber geht sie in nordöstlicher Richtung zwischen dem sogenannten Stiftskruge und der Bunseschen Kötherei, in einer die Weidenbleeke des Stiftskruges und des p. Bruchse trennende Durchfahrt bis in die schwarze Riehe, sodann in selbiger um den sogenannten Camp, welcher nach Herzogl. Braunschweigscher Hoheit abgeschnitten wird, bis in den Steinbach und in diesem fort bis in den Haringer Bach, in letzterem bis unterhalb der Mühlenbrücke, umschlieſst ostwärts ziehend den Mühlengarten, denselben zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abschneidend, fällt alsdann wieder in den Haringer Bach und folgt demselben bis zur nordöstlichen Grenze des, an dessen linken Ufer liegenden Oesecamps. Diesen umzieht sie und schneidet ihn zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit, bis an den Oeseberg; zieht über letzten zwischen den Körnerschen Grundstücken und der Upenschen Feldmark wieder in den Markweg, welcher der, im vorigen § erwähnte Anfangspunct dieser Grenze ist.

§. 73. In Beziehung auf die Tataren-Brücke und den, von derselben nach Bredelem führenden Weg, wird festgesetzt: daſs sowohl wegen Erbauung und Unterhaltung dieser Brücke, als wegen Besserung des Wegs, die bis jetzt beste-

henden Verpflichtungen der angrenzenden Gemeinen durch obige Grenzbestimmung nicht geändert werden sollen. 1824

§. 74. Eben so werden in Ansehung der Hecke zwischen dem nach Bredelem gehörenden Wehrenbergs-Felde und dem Haringenschen Acker am Bredelemschen Wegesfelde, so wie auch in Rücksicht des kleinen Ellernbusches am Ende des Lakebaches die privatrechtlichen Verhältnisse, wie immer, ausdrücklich vorbehalten.

§. 75. Weil auch die Lage des, in Königl. Hannöverischer Hoheit verbleibenden sogenannten Stiftskruges zu polizeiwidriger Hegung von Vagabunden, Bettlern und losem Gesindel die Veranlassung oft gegeben hat; so ist bestimmt worden: dafs a. den Herzogl. Braunschweigschen Polizei-Behörden, mit besonderem Einschlusse des Ortsvorstehers in Ostharingen, die Befugnifs zustehen soll, eine polizeiliche Mitaufsicht über den Stiftskrug auszuüben, die desfalls nöthigen Visitationen zu halten, die angetroffenen Unregelmäfsigkeiten und Contraventionen dem Königl. Amte Liebenburg zur Anzeige zu bringen, in eiligen Fällen auch Verhaftungen und dergleichen im Stiftskruge vorzunehmen und die Verhafteten an das gedachte Amt abzuliefern. Ebenmäfsig soll aber auch b. den Königl. Hannöverischen Gerichts- und Polizei-Behörden das Recht der Nachfolge in das Dorf und die Feldmark Ostharingen zustehen.

Sechster Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen, gegen das Königlich Hannöverische Amt Wohldenberg.

§. 76. Von dem Puncte an, wo die im 4ten Abschnitte § 69 festgesetzte Grenze des Königl. Amts Liebenburg aufhört, folgt dieselbe weiter dem Neulefluſs, bis zu einem an dessen linken Ufer stehenden Stein No. 53, geht dann queer durch Krauen Wiese auf einen zweiten Stein No. 52, welcher dem Hause des p. Schaper zu Neu-Wallmoden gegenüber, auf einem Graben steht, von hier auf den Graben hinter des Anbauers Keck Garten und Hecke auf den Stein No. 57 zu, sodann im Fahrwege fort, und weiter von da, wo der Stein No. 50 steht, rechts den Dammweg hinauf. Sie geht hiernächst in der Richtung der fortlaufenden Versteinung zwischen dem Pfingstanger und Laubberge auf Herzogl. Braunschweigscher und dem Heimberge auf Königl. Hannöverischer Seite, sodann weiter, derselben Versteinung folgend, queer über Sanders zu Bodenstein Wiese und vor einem Theile der Bodensteinschen Feldmark hindurch, hierauf weiter nördlich, immer den Hannöverischen Heimberg zur einen Seite behaltend, an der Herzoglich Braunschweigschen nach Bodenstein gehörenden Waldung, in den Steinen genannt, bis auf einen Holzweg, da, wo Bodensteinsche Flachsrotten in dessen Nähe belegen sind. Diesem Holzwege folgt die Grenze in fortwährender Versteinung bis zu dem Steine No. 7, wendet sich darauf westlich durch den Schnedegrund zwischen den Bodensteinschen Klippen hin, bis zum Steine No. 4 und von diesem rechts um die Klippen herum, nach dem Büchenborns-Quell.

1824 Von hier folgt sie westwärts dem Büchenborns-Bache bis zu dessen Verbindung mit dem Schildebache (Mahlumscher-Bach), zieht sodann diesen letztern zwischen dem Heimberge und der Mahlumschen Holzung hinan bis dahin, wo derselbe am Schleckenhai aus dem Heimberge heraus tritt und wo zwischen dem Schleckenhai und dem Volkersheimschen Holze eine versteinte Linie anhebt, in welcher sie bis zu No. 16 einschliefslich queer über den, von Bokenem nach Schlde führenden Weg und an der östlichen Seite der, nach Volkersheim gehörenden blofsen Wiese fortzieht. Sodann folgt sie in gleicher nördlicher Richtung dem Siekebache bis dahin, wo an dessen linken Ufer herum Grenzbäume (mit Kreuzen und Wolfsangeln bezeichnete Rothbüchen) und neben ihnen ein grofser roher Sandstein stehen; alsdann zieht sie abermals in nördlicher Richtung in einer, von grofsen, aber unbezeichneten Steinen gebildeten Linie, zwischen dem, auf Herzogl. Braunschweigscher Seite bleibenden Lesseschen Holze, der Rehhan genannt, und dem Hildesheimschen Hubertshai, bis zu einem, aus dem Lesseschen Holze kommenden Bache, der Senf- oder Sennebach genannt, sodann grade über diesen Bach auf einen, mit der Jahrszahl 1731 bezeichneten Grenzstein zwischen dem Volkersheimschen Holze, der Niederhai, und dem Hildesheimschen Küchenhai an der westlichen Seite des von Volkersheim nach Sillium führenden, unter Königl. Hannöverischer Hoheit bleibenden Weges, bis auf einen eiförmigen Stein, welcher die Volkersheimsche- von der Schleweckeschen Gemeine-Waldung scheidet.

§. 77. Von da ab zieht die Grenze mit einer leichten Wendung ostwärts einem kleinen Bache zu, und in demselben hinan, zwischen den Holzungen der Gemeinen Sillium an Königl. Hannöverischer und Schlewecke an Herzogl. Braunschweigscher Seite, verlafst den Bach an dem Sumpfe, der gelbe Siek genannt, und fällt dann wieder in eine versteinte, mit dem Steine No. 50 beginnende Linie, welcher sie zwischen dem Südholze (einer den Gemeinen Sottrum, Sillium und Holle gehörenden Waldung) und dem Schleweckeschen Holze in einem Fastwege bis zu dem, vor dem Langenberge stehenden viereckigen Grenzsteine No. 1 folgt. Etwas westlich von diesem Steine fängt eine andere versteinte Linie mit No. 1 an, in welcher die Grenze, den Fastweg verlassend, zwischen letztgedachter Schleweckeschen Gemeine-Waldung und dem Hildesheimschen Langenberge, in der tiefen Grund, die Spillenhufe genannt, bis zum Steine No. 7 hinabgeht, sodann wiederum in nordwestlicher Richtung auf einen andern Grenzstein No. 1 sich ziehet, mit welchem eine dritte, durch Steine gebildete Linie anhebt. Dieser folgt sie zuerst in einem Bache, der Spillengrund genannt, bis zu dem Steine No. 3, hiernächst vor den, nach Nienhagen gehörenden Aeckern und dem Hannöverischen Langenberge vorübergehend, bis zum Steine No. 6, und darauf in dem Werners Grunde, (einem Bache) bis zum Steine No. 7, von diesem ab queer über den, von Schlewecke nach Wohldenberg gehenden Weg, die alte Frankfurter Strafse

genannt, zwischen dem Hannöverischen Amtsberge und dem, 1824
nach Nienhagen gehörenden Walde, der Silberbrinck genannt, bis sie unfern des Steins No. 14, über den Weg von Sottrum nach Schlewecke hinziehend, in einen Bach fällt, in dem sie bis zum Steine No. 15 durch das Büteholz hin, bleibt. Von hier lauft die Grenze queer über den, von der Herrn-Mühle nach Nienhagen führenden Weg, zwischen den an beiden Seiten bleibenden Nienhagenschen Grundstücken hindurch in der versteinten Linie fort, bis sie bei dem Steine N. 24 in die Nette fallt.

§. 78. Von dem Puncte an, wo die Landesgrenze bei dem Steine N. 24 in die Nette fallt, soll dieselbe in diesem Flusse bis zur Einmündung des Beverbaches bleiben, mit der Bestimmung, dafs unfern der Hennekenrodeschen Mühle nicht der grade fliefsende Hauptstrom, sondern der, den Büh umfliefsende Nebenstrom oder Freistrang, die Grenze bilden; und solchemnach die Insel, der Büh genannt, zur Königl. Hannöverischen Landeshoheit abgeschieden werden solle.

Siebenter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen gegen den Gerichts-Bezirk der Stadt Bokenem.

§. 79. Von der Einmündung des Beverbaches in die Nette soll die Landesgrenze jenem Bach entlang ziehen, bis zu der, bei dem Dalsenkruge über denselben führenden Brücke; alsdann tritt sie in die Landwehr und folgt derselben bis an den Butterhagen unfern des Königsthurms, dergestalt, dafs die Landwehr ganz in Königl. Hannöverische Hoheit fallt, und die Grenzsteine an deren östliche und respective südliche Seite gesetzt werden sollen. Im Süden des Butterhagen verlafst die Grenze die Landwehr und zieht vor demselben hindurch, ihn zur Königl. Hannöverischen Hoheit ausscheidend, bis zum Bruche, das Ellerholz oder Aellernholz genannt, woselbst sie hart an dem Abhange, welcher den Butterhagen von dem Ellernholze scheidet, in einem nördlich ausweichenden Bogen auf den Hühnergraben zugehet, wo die Grenze des Amts Bilderlah anhebt.

§. 80. Hierbei wird vorbehalten, dafs, wenn von den angrenzenden Eigenthümern eine Berichtigung des Beverbaches vermittelst Durchstichs vorgenommen und die Privat-Grenzen beiderseitiger Unterthanen dadurch verrückt werden sollten, alsdann auch die Landesgrenzen nach der, solchergestalt veränderten Privat-Schneide ebenfalls eine Veränderung erleiden solle.

§. 81. Da auch die Stadt Bokenem die Verpflichtung zur Unterhaltung der, über den Beverbach führenden Brücken im Allgemeinen obliegt, dieselbe jedoch wegen derjenigen, unfern des Dalsenkruges eine Theilnahme an deren Unterhaltung und Ausbesserung von Seiten der Gemeine Schlewecke in Anspruch nimmt, so werden in Ansehung dieses Punctes beiden Partheien ihre privatrechtlichen Verhältnisse gleichfalls vorbehalten.

1824

Achter Abschnitt.

Grenze des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen gegen das Königlich Hannöverische Amt Bilderlahe.

§. 82. Bei dem im § 79 bemerkten Puncte fängt die Grenze des Königl. Hannöverischen Amts Bilderlahe gegen das Herzogl. Kreisgericht Seesen an, über welche seit Jahrhunderten bedeutende Streitigkeiten obgewaltet haben, zu deren Beseitigung folgende Vereinbarungen getroffen sind. Die Grenze soll von dem vorerwähnten Puncte an dem Hühnergraben bis in die Nette folgen, dann queer durch dieselbe auf den westlichen, dort einmündenden, meist trocken liegenden Arm, oder das alte Flufsbette derselben zu ziehen, in diesem aber zwischen den Dahlumschen und Bornumschen Wiesen hindurch zu der Stelle laufen, wo der gedachte Flufsarm aus dem Hauptstrome der Nette unterhalb der Wilhelmshütte austritt. Von hier geht die Grenze weiter in den Hauptstrom der Nette, der den sogenannten Rhüdenschen, dadurch zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abgeschnittenen Teich an der östlichen Seite hat, und bleibt in diesem Flusse bis über den Allerwinkel hinaus und bis an die Stelle, wo am Ufer der Nette die sogenannte Maschwiesen belegen sind. Hier verläfst sie, östlich sich wendend, den Flufs und durchschneidet die, nach den Dörfern Klein- und Grofs-Rhüden gehörenden Maschwiesen nach der Privat-Grenze der, jetzt den Einwohnern Andreas Blank zu Klein- und Joachim Pülm zu Grofs-Rhüden zustehenden Wiesenstrecke. Sodann zieht die Grenze zwischen den Grofs-Rhüdenschen Maschwiesen und den, nach Klein-Rhüden gehörenden in der Privat-Schneide fort, bis sie dicht vor Rhüden in einen trocknen Graben fällt, der für das alte Bette angesehen wird. Diesem geht sie entlang bis an die nordwestliche Spitze des, jetzt ganz an Braunschweig fallenden Harenbergischen Gehöftes, dann um selbiges und zwischen ihm auf Braunschweigscher und dem Pfarrwittwenhause auf Hannöverischer Seite, hiernächst um die westliche Aufsenseite der Kirchhofsmauer und zwar dergestalt, dafs der Kirchhof mit der Kirche ganz in die Herzogl. Braunschweigsche Hoheit kommt, weiter vom Kirchhofe ab in grader Linie an der östlichen Hauswand der, dadurch nach Königlich Hannöverischer Seite abgeschnittenen Häuser des Brinksitzers Heineke und der Wittwe Lerche, ferner die Gehöfte der letztern östlich umziehend in den Allerbeek, in demselben fort bis zu den Garten des Einwohners Nienstedt, diesen zum Königl. Hannöverischen Gebiete ausscheidend, und zwischen ihm und den Gärten der Einwohner Ebeling und Meyer, welche Braunschweigisch bleiben, in die alte Nette.

§. 83. Von hier geht die Grenze in dem gedachten Flufsbette fort, bis sie oberhalb der, dem Amtsverwalter Kanke gehörenden Gärten wieder in den Hauptstrom der Nette eintritt, in welchem sie, stromaufwärts laufend, auch über den Papenbüh hinaus ununterbrochen bleibt, bis dahin, wo am rechten Flufsufer die Privatscheidungslinie der, nach Mechtshausen und Klein-Rhüden gehörenden Wiesen an den Flufs

ıt. In dieser Linie zieht sie in südöstlicher Richtung hin- 1824
tritt ferner in die Scheidung der Klein-Rhüdenschen
ker in der eilften Wanne des Winterfeldes auf der Schil-
auf Herzogl. Braunschweigscher und der Mechtshausen-
n Aecker auf Königl. Hannöverischer Seite, und folgt der-
en bis vor die Köpfe der Bornhausenschen Aecker am
pelwege: geht dann zwischen diesen Ackerköpfen und den
zen der Mechtshausenschen Ackerstücke, ferner die da-
st belegene Ackerbreite des Guts Bornhausen (nach der
ıhausenschen Vermessungs-Beschreibung unter No. 6, in
sechsten Wanne auf dem Koppelwege belegen), zum Her-
. Braunschweigschen Gebiete ausscheidend, um selbiges
ım bis auf die Scheidung der südwärts folgenden, nach
htshausen gehörenden Aecker von den im Osten anstofsen-
noch Bornhausenschen Ländereien, sodann wieder in grader
icher Richtung, solcher Scheidung folgend, auf die Mult-
s-Trift. Zwischen dieser Trift und den östlich derselben
genen Bornhausenschen Wiesen läuft die Grenze in den
bach und zieht sich in selbigem hinunter bis unter die,
ern der Nette liegenden Bornhausenschen Grundstücke (in
Vermessungs-Beschreibung dieser Feldmark mit No. 1, 4
5 in den Nettenwiesen bezeichnet), und im Westen der-
en, sie zur Braunschweigschen Hoheit abschneidend, zwi-
n ihnen und den Mechtshausenschen Wiesen und dem
htshausenschen Pfingstanger über die Eichbergstrift bis
den Hagen, welcher die Bornhausenschen Aecker am Eich-
ge von besagter Trift scheidet. In Westen dieses Hagen
r dieser Hecke hin, läuft die Grenze bis auf den, von
htshausen nach Seesen führenden Weg, in selbigem süd-
ts weiter bis dahin, wo die Spitze der fünften Wanne des
nhäuser Feldes über diesen Weg hinaus tritt. Von diesem
cte an folgt die Grenze der Privat-Scheidung zwischen
Bornhausenschen und Bilderlaheschen Feldmark, in deren
chiedenen Krümmungen und Winkeln, scheidet hiernächst
dem Papiermacher Böter in Bilderlahe zuständige, an die
enecke (eine Feldhecke) stofsende Ackerstück zur Königl.
növerischen Hoheit aus und zieht im Süden desselben und
schen ihm und dem sogenannten Borstapfelcampe von der
enecke wieder in den, von Mechtshausen nach Seesen füh-
den Weg, bleibt in diesem bis in den südlichen Endpunct
Horenecke, wendet sich dann in östlicher Richtung über
Brosius-Acker in der, auf den Ganseweg stofsenden
che, bis auf letztgedachten Weg, geht in demselben fort
sodann in der, dem Ausgange des Gänseweges in den
lerlaheschen Weg zunächst liegenden Furche auf die Schöt-
-Aecker (Schüssel-Aecker) zu, um diese, sie zur Herzogl.
nschweigschen Hoheit ausscheidend, nördlich herum, bis
e ehemalige Dorfstätte Möweshausen, hier um Zimmer-
, in dieser Dorfstätte belegene Wiese, dieselbe zur
Hannöverischen Hoheit ausscheidend, bis auf die nord-
ic Seite des Kochgrundes; dann vor selbigem in nord-
stlicher Richtung zwischen den Wiesen in Möweshausen,

1824 und den in Südwesten über denselben belegenen Aeckern bis bis auf die Hengst- oder Herbstwiese, von deren westlichen Spitze den kleinen Anger hinan auf Eulingshagen zu und nun in der Privatschneide zwischen Heinrich Graines zu Engellade und Böters zu Bilderlahe Ackerstücken hinunter bis an das Barenhohl und sodann nördlich vor demselben und den anstofsenden Engelladenschen Wiesen in einer Hecke bis an die Nette hinab. In der Nette zieht die Grenze hinauf bis dahin, wo die Bilderlaheschen Amtswiesen mit den, nach Engellade gehörenden Ziegenbuschs-Wiesen zusammenstofsen, zwischen selbigen nach der Privatgrenze hinauf und ferner zwischen dem Bilderlaheschen Amtsacker und der Engelladeschen Feldmark hinan, bis an die Waldung, das Kochsholz genannt, endlich in einer versteinten Linie, zwischen dem Bilderlaheschen Forste und dem eben gedachten nach Engellade gehörenden Kochsholze, in den Heber hinein bis zum hölzernen Manne, wo die Grenze des Amts Bilderlahe und des Kreisgerichts Seesen aufhört, und die des erstgedachten Amts mit der des Kreisgerichts Gandersheim anhebt.

Neunter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Gandersheim gegen die Königlich Hannöverischen Aemter Bilderlahe und Winzenburg.

§. 84. Vom hölzernen Manne, als dem Puncte, an welchem der Gerichtskreis Seesen aufhört, fängt eine versteinte Grenzlinie an, welche in der Mitte des allda befindlichen Grabens bis an den Heberhai, und sodann zwischen diesem, dem Ortsheber und den Ackenhausenschen Holzungen an Herzogl. Braunschweigscher und der Bilderlaheschen Heber Feldmark an Königl. Hannöverischer Seite hindurch auf den Grenzstein No. 71 an der Spitze des Heiligenhais zuläuft. In diesem Graben geht sie fort über die Grabencämpe, den Fastweg entlang zum Mechtshausenschen Gemeineholze, dann zum Kohlhai bis zum Steine No. 9, von da in grader Linie durch Hüte Anger auf den Stein No. 6, sodann nordwestwärts um die rothen Göhren, selbige zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausschliefsend, dann abermals in grader Linie durch die Viehtrift bis zum Grenzsteine No. 1 unweit der Lauspringer-Trift und Langen's in Lauspringe Wiese, hierauf westwärts sich wendend, zwischen der Lauspringer Feldmark und den Lauspringeschen Forsten an Königl. Hannöverischer und dem Gehrenrodeschen Holze, dem Heberfelde und Kohlhai-Felde an Herzogl. Braunschweigscher Seite bis zum Vögelkenbrunnen, wie solche Linie durch Grenzsteine, mit den Nummern 31 bis 1 versehen, bezeichnet ist. Vom Vögelkenbrunnen läuft die Grenze in die Gande, unfern welcher der Bezirk des Königl. Amts Winzenburg einfällt, bleibt die Grenze bis dahin, wo am westlichen Ufer dieses Flusses ein, mit No. 111 bezeichneter Stein sich findet, zieht von diesem Steine über den Weg, welcher von der Wedemer Haide nach Gehrenrode geht, um den Klepsteich durch den schwarzen Grund und über die

Wedemer Heide bis vor die Dankelsheimer Trift, sodann in mehreren, westwärts abweichenden Winkeln bis an den Bach, die Aue genannt, und folgt einer, auf diesem ganzen Striche immer fortlaufend, durch Steine von No. 111 bis 67 bemerkten Linie. In der Aue zieht sie in nördlicher Richtung bis zu dem, am westlichen Ufer derselben stehenden Grenzsteine No. 66; dann westwärts über den Sauerpump um den krummen Siek und ferner zwischen den Dankelsheimischen und Ohlenrodeschen Ländereien in einer versteinten Linie, welche im Dankelheimer Grunde endet, mit No. 3. Die Grenze läuft sodann in diesem Grunde und zwar in dem durch denselben ziehenden Siekke zwischen einer doppelten Versteinung, mit A. W. und A. G. bezeichnet, hinan bis in das Wettenborner und Heckenbecksche Streitholz, wo an dem dortigen Holzwege der Stein No. 1 stehet. Von diesem Steine geht sie in einer abermals versteinten Linie, anfangs nördlich, dann westlich zwischen den Wettenborner und herrschaftl. Winzenburger Holzungen an Königl. Hannöverischer und den Hilprechtshausenschen Holzungen an Herzogl. Braunschweigscher Seite bis an die Leine, an welchem Flusse der letzte Stein No. 88 sich findet. Der Leinestrom begrenzt den Herzogl. Braunschweigschen Harz-District an der westlichen Seite, und es fängt an dessen linkem Ufer der Wesser-District des gedachten Herzogthums an. 1824

Zehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Gandersheim gegen das Königlich Hannoverische Amt Salzderhelden.

§. 85. Im Süden des Herzogl. Braunschweigschen Harz-Districts wird gedachtes Herzogthum zuerst von dem Königl. Amte Salzderhelden begrenzt. Diese Grenze fängt an in der Leine und geht anfangs südwärts in der Mitte des Stromes hinauf, bis an den Punct, wo an dessen östlichem Ufer, unfern des Rittierröder Ackergrases, der Grenzstein No. 1 steht, folgt hierauf der Versteinung um die sogenannte Klockstatte (einen Wiesengrund) zwischen den Salzderheldenschen Hasseln, dem Rittierodeschen Lande und dem Rittierodeschen Kirchenholze; ferner zwischen den Hasseln und dem Braunschweigschen Forstorte, die Blöfse genannt und dem wiedereintretenden Rittierodeschen Kirchenholze; sodann weiter im Norden der Hasseln bis auf den Lamscherott, einen Braunschweigschen Forst, und dann zwischen diesem und den Salzderheldenschen Schneppeln auf einen dreieckigen Stein, mit der Jahrszahl 1773 und No. 47 bezeichnet. Von diesem Steine gehet die Grenze, weiter der versteinten Linie folgend, zwischen den vorerwähnten Schneppeln und dem Ahlshausenschen Bönnekenberge hin auf einen dreieckigen Stein zu, der die Jahrszahl 1774 und No. 11 trägt.

Eilfter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Gandersheim gegen das Königlich Hannoverische Amt Brunstein.

§. 86. Von dem im vorigen §. erwähnten Steine an, läuft die Landesgrenze an dem Labes unweit den Vogelbecker-Geh-

1824 ren hin, und hinter den Ahlshausenschen Krieberge über die Vogelsburg in der Landwehr hinauf auf den Kurrweg, bis zu einen Haupt-Grenzstein mit No. 1 bezeichnet.

Zwölfter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Gandersheim gegen das Königlich Hannöverische Amt Westerhof.

§. 87. Von dem dreieckigen Steine No. 1, wo die Grenze des Amts Brunstein aufhört, geht dieselbe, der Versteinung folgend, zuerst in nordöstlicher, sodann in östlicher Richtung bis zum Steine No. 10, an der sogenannten Lieth, hierauf in nordöstlicher Richtung in einer durchaus versteinten und unstreitigen Linie zwischen den Eboldshausenschen, Kahlfeldschen und Seebexer Holzungen an der Königl. Hannöverischen und den Ahlshausen- und Sievershausenschen Holzungen an der Herzoglich Braunschweigschen Seite fort. In der Gegend des Behrenshai macht die Grenze eine Beugung erst nord-, dann westwärts um das Ahlhausensche Holz bis dahin, wo das Opperhausensche Gemeineholz westlich anstöfst, geht darauf zwischen selbigen und dem Seebexer Holze in der durch den zwischen den Interessenten, laut Protocolls beiderseitiger Local-Behörden vom 5ten Julius, 7ten August und 18ten September 1822, getroffenen Vergleich bestimmten Privat-Scheidung erstlich nord- dann ostwärts in den Hasencamps-Bach, wo die versteinte Linie aufhört und dieser Bach nunmehr die Grenze bis an seinen Zusammenflufs mit der Aue bildet. Die Grenze zieht sodann in der Aue hinauf, verläfst dieselbe aber an der Privatscheide zwischen den Seebexenschen und Opperhausenschen Grundstücken, einen in die Aue fallenden kleinen Bach hinaufgehend, bis an einen grofsen, unfern der Hildesheimschen Heerstrafse am Osterbruche stehenden Grenzstein. Von hier läuft sie in einer Furche, die Flucht (Fleith) genannt, sodann zwischen der Opperhausen- und Seebexenschen Länderei bis vor den Küler, ein Holz das theils der Gemeine Seebexen, theils verschiedenen Herzoglich Braunschweigschen Interessenten gehört, woselbst sie wieder in eine versteinte Linie fällt, welche durch den Küler zwischen den Antheilen der Seebexenschen und den der Herzogl. Braunschweigschen Interessenten bis zu dem Steine No. 1 sich erstreckt. Von diesem Steine an gehet sie über den Heckestieg den Fastweg entlang, zwischen dem Seebexenschen Büchencampshai und dem Ellierodeschen Holze, und dann in der Mitte der Hecke, welche die Ellierodesche Haide und den Seebexenschen Büchencampshai trennt; ferner zwischen der vorgedachten Ellierodeschen Haide und dem Seebexer Forstorte, das Osterfeld genannt, nach der daselbst befindlichen, von den Interessenten vor beiderseitigen, am 5ten Julius 1822 zusammen getretenen Local-Behörden als Privat-Scheidung anerkannten Versteinung; darauf in der Privat-Scheidung zwischen der Wiershausen- und der Ellierodeschen Feldmark erst nördlich, dann östlich bis auf eine nach Wiershausen gehörende Forst, die Hötzig genannt. Zwischen der Hötzig und

dem Ellierodeschen Vaustholze geht die Grenze auf den Blintecamp zu, denselben zur Königlich Hannöverischen Hoheit abschneidend; ferner zwischen den Harriehausen- und Ellierodeschen Gemeineholzungen im Osten des Büttnerschen, im Braunschweigschen bleibenden Grundstücks; weiter in den Ellierodeschen Weg und in demselben östlich bis auf einen Stein, hiernächst in nördlicher Richtung auf das Ellierodesche Kirchenland zu, zwischen dem Bergwinkel und dem Bärencampe, und weiter in der Privat-Schneide zwischen den Harriehausenschen und Ellierodeschen Grundstücken, hiernächst zwischen den ersten und Hachenhausenschen Grundstücken, bis auf den von Harriehausen nach Gandersheim führenden Weg, folgt diesem Wege eine kurze Strecke und zieht hernach zwischen der Harriehausenschen Länderei am Butterberge und dem zum Gute zu Hachenhausen gehörenden Dreckhöfer Acker, sodann in südöstlicher Richtung um den Butterberg über den Grasweg zwischen den Harriehausenschen Ackerstücken und dem daselbst belegenen Hachenhausenschen Gutslande, auf die westliche Spitze des grofsen Sütters, eines nach Hachenhausen gehörenden Gemeineangers, um selbigen hin, zwischen ihm und den Harriehausenschen Ländereien bis dahin, wo die Hachenhausenschen Aecker daran stofsen; ferner in der Privatschneide zwischen den Harriehausenschen und den Hachenhausenschen Ländereien den, dem Gute Brachenhausen gehörenden Hammelcamp zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend und ostwärts zwischen selbigem, dem breiten Anger, welcher ganz an Braunschweig fällt und der Probstschen Wiese auf der einen, und dem Hammelhütter, einem Harriehausenschen Gemeineanger, und der Helmstedter Wiese auf der andern Seite, in das Mühlenwasser. Vom Mühlenwasser geht die Grenze um die Bruchwiese in den krummen Riechenweg auf den Schachtenbecks-Anger, der Privat-Schneide zwischen dem Harriehausenschen und dem Hachenhausenschen Antheile folgend, und hernach zwischen ersterm auf Königl. Hannöverischer und den sogenannten Hackeln auf Herzogl. Braunschweigscher Seite, so dafs hier das Privateigenthum der Ortschaften Harriehausen und Hachenhausen die Richtung der Grenze näher bestimmt; ferner in der Schachtenbeckshecke hin, zwischen dem Hachenhausenschen-Gutsacker und den, dem Einwohner Hallbaum zu Harriehausen gehörenden Grundstücken auf den Liethweg; sodann denselben nordwärts in der nördlichen Furche des, dem Ackermann Schwerdtfeger zu Harriehausen gehörenden Ackers, selbigen zur Königl. Hannöverischen Hoheit scheidend, auf den Hachenhausenschen Pfingstanger zu, darauf südlich zwischen letzterm, der ganz ins Herzogl. Braunschweigsche fällt, und den Harriehausenschen Grundstücken bis zu dem, den Nettenhai von dem ebengedachten Pfingstanger scheidenden Graben, in selbigem östlich und ferner zwischen dem Harriehausenschen Acker über dem Nettenhai und dem Hachenhausenschen Kohlicamp, den Kreyenbach hinauf und zwischen der Harriehausenschen Kirchen- und der Hachenhausenschen Gutsländerei

1824

1824 auf den grofsen Stein zu, wo die Danuhausensche Feldmark eintritt. Von diesem Steine zieht die Grenze am Hachenhausenschen Gutslande, und sodann zwischen dem Herzogl. Braunschweigschen Forste, Meete genannt, und dem Harrichausenschen Kirchen- und Pfarrlande im Süden des Hagen hinauf an die sogenannte Schreiberhecke, den Schwalenberg entlang, auf den sogenannten Vier-Aemter-Stein, wo die Grenze des Herzogl. Kreisgerichts Gandersheim aufhört, und die des Kreisgerichts Seesen anfängt.

Dreizehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen gegen das Königlich Hannöverische Amt Westerhof.

§. 88. Von dem Vier-Aemtersteine, wo die Grenze des Herzogl. Kreisgerichts Gandersheim aufhört, geht die Scheidung des Kreisgerichts Seesen und Amts Westerhof in einer graden, auf den Stein No. 15 laufenden, den dort belegenen bisherigen Streitort, zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidenden, vor dem Harrichausenschen Acker am Schwalenberge vorüberziehenden Linie, und dann weiter, einer Versteinung folgend, zwischen dem Ildehausenschen Höpnerscampe und den Harrichausenschen Grundstücken, ferner zwischen den Ackerstücken des p. Tobias Probst in Ildehausen und des p. Mack in Harrichausen, sodann links um den, nach Ildehausen gehörenden Wassercamp, von da den Bäckergraben und hiernächst den Fahrweg von Harrichausen nach Ildehausen in östlicher Richtung entlang bis zu einem weifsen Steine. Hier wendet sich die Grenze südlich, dem in Herzoglich Braunschweigscher Hoheit belegenen Fünf Augen- oder Fünf Anger-Campe vorüber, auf einen, an der Frankfurter Heerstrafse belegenen Grenzstein No. 10 zu, sodann in westlicher Richtung in einer, von dieser Heerstrafse ab, am Acker hergehenden Hecke, bis auf den Rudenbergsbach, hiernächst aber auf den Hüttenbrink auf den Grenzstein No. 9 zu und von da wieder auf den Rodenbergsbach, geht denselben hinunter auf den Kiefgrund, und darauf in einem alten Graben fort nach dem Bäckerfelde und zwischen selbigem auf Herzogl. Braunschweigscher Seite und dem Harrichausenschen Holze hindurch auf den, unfern der Frankfurter Strafse stehenden Zigeuner-Pfahl in einer, vom Steine No. 5 auf den Stein No. 4, der im Julius 1822 von den beiderseitigen Local-Behörden zwischen den Gemeinen Harrichausen und Ildehausen getroffenen Uebereinkunft gemäfs, vor dem Acker letzter Dorfschaft durch eine Vertiefung bezeichneten Richtung zieht.

Vierzehnter Abschnitt.

Grenze des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen gegen das Königlich Hannöverische Gericht Oldershausen.

§. 89. Vom Harzhorn, an der nach Göttingen und Frankfurt führenden Heerstrafse, wo die Grenze des Herzogl. Kreisgerichts Seesen mit dem Amte Westerhof endigt, zieht dieselbe weiter an der Ecke des Kuickcampes, welcher Königl.

Hannöverisch bleibt, auf die mit No. 2 und 1 bezeichneten 1824
Grenzsteine zu, in den Rodenbergsbach, und folgt demselben bis zum tiefen Grunde oder Loche; dann weiter, in dem in selbigen hinabfliefsenden kleinen Bache, zwischen dem ehemaligen Communion-Forste und der Oldershausenschen Holzung, dem Dickenhai, bergan. Da, wo hier drei Quellwasser zusammentreffen, bleibt sie in dem mittlern bis zu einem Grenzsteine an Herzogl. Braunschweigscher Seite, mit einer Wolfsangel (Z) an Oldershausenscher Seite hingegen mit einem O bezeichnet. Sie gehet weiter in grader Richtung über den von Staufenburg nach Ohlenrode führenden Weg auf einen andern, auf gleiche Weise bezeichneten Grenzstein zu, folgt hiernachst dem Ohlenrodenschen Wege, einige Grenzbrüche entlang, und verlafst denselben mehrere hundert Schritte weiter in einem links abweichenden Graben, wo sie durch einen, gleichmafsig wie die vorigen bezeichneten, Grenzstein bemarkt wird. Sie läuft dann in dem Graben weiter bergab, dem Nolten-Campe vorbei, zu einem Grenzsteine, welcher aufser den obbemerkten Zeichen die Jahreszahl 1740 trägt; von diesem Steine geht sie in grader Richtung auf das aus dem Fahrenberge kommende Wasser, folgt selbigem über den Staufenburgischen Fufssteig und zieht sich an der Lossienwiese bis an den, vom Appenroder Berge kommenden Holzweg; sie wendet sich von diesem Berge links in östlicher Richtung und geht sodann in einem Fahrwege denselben hinauf bis auf die Stämme von einigen, in einem Dreiecke gestandenen Grenzbüchen. Hier folgt sie südwarts einem, durch alte Stämme bezeichneten Wege über den Berg bis zu einem, mit XO und XZ bezeichneten Grenzsteine, und geht ferner in grader Richtung auf eine alte Grenzbüche zu. Von dieser zieht sie südwestlich bergab in das Seckauer Wasser und lauft in solchem zwischen den beiderseitigen Forsten, die Seckauen genannt, bis dahin, wo der Mönchecamp beginnt. Hier verlafst sie den Bach in südöstlicher Richtung und folgt dem Graben, welcher zwischen dem Mönchecampe und dem Herzogl. Braunschweigschen Papenberge herzieht, bis zu dem, in dem Luchsgrunde am Ruhestrucke liegenden Grenzsteine. Von hier bildet der Luchsgrund, welcher sich zwischen der Herzogl. Braunschweigschen Seckau und dem Oldershausenschen Ruhestrucke den Berg hinauf ziehet, die Grenze bis zu einem, am Ende des Luchsgrundes stehenden Grenzsteine, bezeichnet No. 10 X. Z. und X. O.

§. 90. Sie zieht weiter in einer versteinten Linie auf einen, auf obige Weise und mit No. 9. bemerkten Grenzstein und auf einen andern Grenzstein ohne Nummer, von wo sie ostwärts mit einigen leichten Krümmungen in einen tiefen Grund fällt, dem sie bis oben auf den Papenberg und auf den von Gittelde kommenden Papenbergsweg folgt. Hier tritt sie in südlicher und nochmals südwestlicher Richtung in den Fastweg zwischen dem Braunschweigschen Kielholze und dem Oldershausenschen Ruhestrucke und folgt dem gedachten Fastwege bis zu einem, mit O und Z bezeichneten Grenzsteine an

1824 den Hohen Göhren. Indem sie hier den Fastweg verläfst und sich ostwärts um das Kielholz zieht, folgt sie einem, dasselbe von dem Willensenschen Holze scheidenden Graben bergab auf den, von Fissenke kommenden Fahrweg zu, und zieht weiter zwischen den Willensenschen Wiesen und dem Kielholze vor dem von Büllerbeckschen Lande und dem in Herzogl. Braunschweigschen Enten- oder Rodden-Sumpfe hin auf den Weg am Bliesenaale, einem Gitteldeschen Holzbusche zu und geht, südlich sich wendend, zwischen dem Gitteldeschen und Willensenschen Felde in einer Trift am Hubersbusche bergan; ferner über die Anhöhe dem nach Gittelde gehörenden Steinbruche vorbei auf den Weg, welcher die Feldmarken von Willensen und Gittelde scheidet. Diesem folgt sie bis dahin, wo derselbe ins Willensensche Feld tritt, und geht in der Kromenwiese, in der durch Hügel bemerkten Richtung, an einen Erdfall und weiter durch einen andern Erdfall, die Hammenser Kuhle genannt, sodann zwischen den, nach Willensen und Gittelde gehörenden Ländereien hindurch, auf einen darin befindlichen Feldbusch und einen Grenzstein. Von diesem läuft sie auf einen andern Feldbusch am Gitteldeschen Gemeinelande; ferner in der Hecke am Willensenschen Holze auf den Fastweg und folgt diesem bis an einen Graben, welcher vor einigen Eichen vorbei abweicht, worauf sie wieder, über einen Anger ziehend, in den Fastweg fällt. Grade über Willensen verläfst sie den Fastweg und folgt einem alten Graben durch den Anger um einige nach Willensen gehörende Eichen. Sie zieht sodann den in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit bleibenden Picktannen vorbei, den Willensenschen Berg hinab in die Trift am Grabercampe fort, in dessen Mitte die Grenze des adlichen Gerichts Oldershausen endigt und die des Königl. Amts Osterode eintritt.

§. 91. Die auf diesem Grenzstriche vorkommenden Grenzirrungen, namentlich: 1. über einen Forstgrund von 30 □ Ruthen, unweit des von Staufenburg nach Ohlenrode führenden Weges; 2. über einen Forstgrund von etwa 15 □ Ruthen an der Ecke der Oldershausenschen Seckau; 3. über 11/3 Morgen Landes, der Mönchscamp genannt, welchen der Einwohner Nette zu Düderode als sein Eigenthum in Anspruch nimmt, sind durch die vorstehende Grenz-Regulirung dahin entschieden worden, dafs das erste streitige Grundstück der Herzogl. Braunschweigschen, die beiden letzteren aber der Königl. Hannöverischen Hoheit zufallen sollen.

Funfzehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen gegen das Königlich Hannöverische Amt Osterode.

§. 92. Da, wo die im § 90 beschriebene Grenze des Gerichts Oldershausen aufhört, fängt die Grenze des Königl. Amts Osterode in der Mitte der Trift zwischen dem Grabercampe und dem Eisdorferfelde an und zieht die Trift hinunter auf einen Grenzstein zu, der bei einem Brunnen steht und mit

der Jahreszahl 1722 und mit A. S. bezeichnet ist. Sie fällt 1824
sodann in den Bach, die Liese genannt, und folgt dem alten Bette derselben da, wo es sich von dem jetzigen Flusse trennt, bis zur Einmündung des Grünsergrabens, in welchem sie bis zu der von Gittelde nach der Söher Mühle führenden Strafse bleibt; sodann, sich in südwestlicher Richtung wendend, einer Versteinung langs der Strafse folgt, an der sogenannten Grünseeküste vorbei, bis an den Garten der Soeser Mühle und durch solchen in gleicher Richtung nach dem Pfingstanger durch die Söse und über die Vogtswiese auf einen, an der Furche der Wiese stehenden Grenzstein No. 12 sich erstreckt. In der Furche läuft sie alsdann hinauf nach dem Königswege zu, über diesen hin, hiernächst in der Privatschneide der, nach Badenhausen auf Herzoglich Braunschweigscher und nach Eisdorf auf Königl. Hannöverischer Seite gehörenden Feldmarken, bis an Mackensen Land und von da auf den Grasbrink an der schiefen Halbe, und demnächst auf die Ecke des Papenbergs. Am Papenberge zieht die Grenze schräg in südlicher Richtung an einer Hecke hinauf bis an den Königsstein, und mitten durch diesen Fels. Vom Königssteine wendet sie sich links und tritt in Osten des, dem Heinrich Böttger zu Förste gehörenden Ackerstücks in die Länderei am Papenberge, zieht sodann in südöstlicher Richtung zwischen den Badenhausenschen und denjenigen Ackerstücken hin, welche bisher in streitiger Hoheit belegen waren, und hiermit nach Hannover hin abgeschieden werden, bis zu dem Queerstücke, welches jetzt dem Heinrich Schütte zur Oberhütte gehört, zieht südwärts in dessen westlicher Furche bis zu dem südlichen Theile desselben, welcher über die bisher unstreitige Grenzlinie hinaus, vor die drei andern Ackerstücke des nämlichen Besitzers tritt und lauft in der Schneide zwischen dem erwähnten südlichen und nördlichen gröfsern Theile in östlicher Richtung und ferner in Südosten und Osten vor den beiden Ackerstücken des Gottfried Mackensen in Badenhausen und um dieselben, sie zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausschliefsend, bis vor den kleinen Knollen, sodann queer durch selbigen in östlicher Richtung auf die nördliche Ecke der, dem p. Schroppe zu Förste gehörenden Wiesen und zwischen diesen und der sogenannten Buchtwiese dergestalt hindurch, dafs die ersten zur Königl. Hannöverischen, die Buchtwiesen aber zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abgeschieden werden, in den alten Hüttengraben und in selbigem hinunter bis zur Söse. Durch dieselbe zieht die Grenze und verläfst sie beim Anfange einer versteinten Linie am Plänchen, und geht in dieser Linie die Trift hinauf bis zum Steine No. 120, wo die Grenze des Königl. Amts Osterode aufhört.

Sechszehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Seesen gegen das Königlich Hannöverische Bergamt zu Clausthal

§. 93. Da, wo die Grenze des Königlichen Amts Osterode am Steine No. 120 endigt, beginnt die des Königl. Bergamts

1824 zu Clausthal und läuft zur linken (d. h. Herzogl. Braunschweigscher) Seite, Badenhausenschen Wiesen, zur rechten (d. h. Königl. Hannöverischer) Seite den Forstort, Ein-Hang des Grenzweges an den kleinen Ufern benannt, in einer im April 1820 neu versteinten Linie von I bis XXIII bis zu dem, im Schlackenthale stehenden Steine No. 1, mit welchem die lange durch den Communion-Harz-Theilungs-Recefs bestimmte Versteinungs-Linie anhebt. Diese Versteinungs-Linie geht durch den Knöppelweg, durch den Badenhausenschen alten Harzweg (Forstorte), am Schatzberge, Mittelberge und Heinrichs-Stiege und der Ritterhaide, welche vier Forstorte Herzogl. Braunschweigisch bleiben, nach den Flecken Lauthütte, von da am Knollen und dem todten Manne (Königl. Hannöverische Forstorte) und an Wiesen der Bergstadt Grund und dem Kelchthaler Kalkbruche nach dem Königsberge zu; dann am Raventhalsberge hinaus nach dem Heinrichsberge (sämmtlich Königl. Hannöverische Forstorte) durch den Forstort Hohnfeld am kleinen Buchberge (Herzogl. Braunschweigisch) hinaus durch den grofsen Buchberg nach dem Pandelbache, um die Pandelbachshöhe (Herzoglich Braunschweigisch), wo der Grenzstein No. 500 den Scheidepunct der ehemaligen Herzogl. Aemter Staufenberg und Seesen bezeichnet. Von diesem Grenzsteine ab, zieht die Grenze in einer wieder mit dem Steine No. 1 anhebenden Linie an den Königl. Hannöverischen Forstorten Lüttge-Wülpke, Neckelnberg, Eichenberg, Stück vom Teufelsberge, Köpfe über dem Steigerthale, Schwarzen-Berg, bis zum Jagdhause Kalte Bieke; sodann an den, ebenfalls Königl. Hannöverischen Forstorten: Kopf über dem Gegenthale und Berg über dem Gegenthale bis zu dem Steine No. 260, wo die Grenze des vormaligen Herzogl. Amts Langelsheim (jetzt des Herzogl. Kreisgerichts Harzburg) eintritt.

Siebenzehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Harzburg gegen das Königliche Bergamt zu Clausthal.

§. 94. Hier beginnt abermals eine neue Nummerfolge der Versteinungslinie, in welcher die Grenze ferner an dem (Königl. Hannöverischen) Berge über dem Gegenthale hinaus durch das Bostenholz, durch den Wittenberg, Exberg, Riesberg, welche von der Grenzlinie durchschnitten werden, an den Königl. Hannöverischen Forstorten: Spahrenberg, Delveskappe und an den Herzogl. Braunschweigschen Forstorten: Sommerberg, Weetberg, Grootenberg, Lüttgen Schönenthal, bis zu dem Grenzsteine No. 396 fortläuft, wo bei der Groner Papiermühle der Goslarsche Forst anhebt. Die Grenzlinie ist von hier wiederum durch eine neue Folge von Steinen bezeichnet und erstreckt sich neben den Königl. Hannöverischen Forsten, Grofs-Schönenthal, Hünerthaler Berg, Mühlenberg, nach der Ortschaft Hahnenklee zu, von da um den Königl. Hannöverischen Forstort Bocksberg nach dem Forsthause Auerhahn, dasselbe links lassend, am Königl. Hannöverischen Forstorte schwarze Hermann und vor den Herzogl. Braunschweigschen

Forsten Kronsfeld und über dem Hilligenthal bis zu dem Puncte, wo am Dickenkopfe der Goslarsche Stadtforst unter Herzogl. Braunschweigscher Hoheit aufhört, und die alte Grenze des ehemaligen Herzogl. Amts Seesen wieder eintritt. An den Herzogl. Braunschweigschen Forstorten Dickenkopf und Eichenberg geht eine neue Grenzlinie bis No. 120, bei welchem Steine sie in die Ocker fallt und in dieser fortgeht, bis zur Einmündung des grofsen Rohmke-Baches. An diesem Puncte, welcher sonst die Gerichtsgrenze des vormaligen Amts Harzburg bezeichnet, tritt die Grenze in den grofsen Rohmkebach ein und geht in demselben neben einer neuen Grenzsteinlinie und neben dem Herzogl. Braunschweigschen Forstorte Hattberg hinan, verläfst dann den genannten Bach, und zieht sich am Tataren-Bruche und an dem Herzogl. Braunschweigschen Forstorte Breitenberg bis zum wilden Hause, dieses zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, am Riesenbruche hin über den Spitzenberg durch den Bastebruch in den Bastebeck und in diesem fort bis in die Radau; alsdann neben den Herzogl. Braunschweigschen Forstorten Kohlborn, Stoot und Molkenhai, in dem Fuhlen Loogen Beeke, bis zu dessen Einmündung in die Ecker bei dem Steine No. 371, wo die Königl. Hannöverische Grenze gegen den Herzogl. Braunschweigschen Harz-District völlig zu Ende geht. 1824

Achtzehnter Abschnitt.

Grenzen der Enclave Bodenburg-Oestrum gegen die anstofsenden Königlich Hannöverischen Aemter.

§. 95. *Grenzen der Enclave Bodenburg gegen das Königl. Hannöverische Amt Bilderlahe.* Die Grenze beginnt da, wo sie unfern der Evenser Ohe mit der des Königl. Amts Winzenburg zusammentrifft, und läuft von dem, den Goslärschen Weg durchkreuzenden Holzwege ab, zwischen dem Acker des p. Grotian zu Evensen und den Stücken 41. 38. 36. 34. 32. 30. 28 östlich, sodann südwärts in der Furche des Stücks No. 25, dem Einwohner Knocke zu Ilde gehörig, dasselbe ganz, auch den in bisher unstreitig Königl. Hannöverischer Hoheit belegenen Kopf desselben zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend; sodann wieder in östlicher Richtung die Ackerstücke des p. Carl Schaper und Heinrich Barten zu kleinen Ilde, so wie den, in bisher unstreitig Königl. Hannöverischem Gebiete belegenen Kopf des Stücks No. 20 der St. Lorenz-Kirche zu Bodenburg zuständig, umfassend, in des letztern östliche Grenzfurche und darauf nordwärts in derselben bis dahin, wo das Stück No. 18 im Osten des erwähnten Kirchenackers anfangt. Sie folgt weiter der Scheidung zwischen den Stücken N. 18, 15, 12 und 9, geht queer über die Stücke 7 und 5 bis auf den Punct, wo das Stück No. 4 derselben Wanne mit der daran stofsenden Ilder Feldmark und namentlich dem Ackerstücke des Christian Sandvofs zu Grofsen-Ilde zusammentrifft. Sie zieht sodann in unbestimmter Richtung nach der Privat-Scheidung zwischen der kleinen Ilder und Bodenburgischen Feldmark, längs des zur letztern gehörigen

1824 Ilder Busch-Angers, zweiter Wanne Winter- und 3ter und 9ter Wanne Braachfeldes, und indem sie das, dem Einwohner Schaper zu Klein-Ilde gehörige Queerstück in Königl. Hannöverischer Hoheit lafst und das Wiesenstück des Heinrich Sutmar zu Bodenburg (No. 6. der Vermessungs-Karte) in Herzogl. Braunschweigsche Hoheit einschliefst, fallt sie in die Lamme, wo die Grenze des Amts Bilderlahe endet und die des Amts Wohldenberg anfangt.

§. 96. *Grenzen der Enclave Bodenburg gegen das Königl. Hannöverische Amt Wohldenberg.* Die Grenze mit diesem Amte beginnt an dem eben bemerkten Orte, folgt der Lamme bis da, wo unfern des Schellbrunnens des Einwohners Schinkel zu Wehrstedt Wiese an beiden Ufern des Flusses belegen ist. Hier wendet sie sich auf den Schellbrunnen, die besagte Wiese zur Königl. Hannöverschen Hoheit ausscheidend, und geht sodann in dem, die von Steinbergsche Forst, die Ohe genannt, einschliefsenden Graben bis zum sogenannten Grimme-Winkel, wo sie zwischen dem Acker des p. Vespermann in Wehrstedt (No. 223 des Wehrstedtschen Feldrisses) und dem Stücke des Einwohners Wolf in Oestrum über den sogenannten Liekweg, in dem Fahrwege, der auf die Klinkhecke zuführt, bis wo das Wehrstedtsche Bauernbleek mit dem Ackerstücke des Ackermann Gerbes zu Wehrstedt (No. 2 der achten Wanne Winterfeldes des Vermessungsrisses von Bodenburg und Oestrum) zusammenstöfst, fortläuft. Hier verlafst die Grenze den Weg und zieht sich zwischen dem Lande und dem Bauernbleeke, selbiges dem Königl. Hannöverischen Gebiete zutheilend, in nördlicher Richtung bis zur südöstlichen Ecke des, dem p. Brinkmann in Wehrstedt zugehörigen Ackerstücks (No. 9 des erwahnten Vermessungs-Risses). Hier folgt sie der südlichen Scheidung dieses Stücks und umschliefst dasselbe, so wie das daran liegende Stück des Wehrstedtschen Gutsackers (No. 12 des Risses), beide im Königl. Hannöverischen Gebiete lassend, und in der nördlichen Furche des letzten Stücks wieder ostwärts sich wendend, bis zu der südöstlichen Ecke des Stücks, welches mit No. 33 auf besagtem Vermessungs-Risse bezeichnet ist und nach Oestrum gehört. Die Grenze folgt hierauf in nördlicher Richtung bis zu dem Fufssteige von Bodenburg nach Wehrstedt, der Scheidung der, zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abgeschnittenen, auf dem erwahnten Vermessungs-Risse mit No. 33, 32, 31 und 30 bezeichneten Ackerstücke, und wendet sich sofort in der unbestrittenen Richtung zwischen der Wehrstedtschen Feldmark Königl. Hannöverischer und der Bodenburg-Oestrumschen Feldmark Herzoglich Braunschweigscher Seits bis zur Oestrumschen Masch. Hier wendet sie sich wieder nordwärts, scheidet die jetzt im Graslande liegenden Köpfe der nach Wehrstedt gehörenden Stücke der dortigen Einwohner Meyers und Krome, so wie des Guts und der Schule daselbst zum Königl. Hannöverischen Gebiete aus, und zieht zwischen dem Acker und der Wiese des Ackermanns Ahrens zu Wehrstedt in unbestrittener Richtung, erst zwischen dem Acker desselben

Ahrens, der Wehrstedter Masch, des p. Ahrens Wiese und Garten und der zum Gute gehörigen Wiese Königl. Hannöverischer, und dem Acker des p. Bohn zu Oestrum (im Vermessungs-Risse als Wiese mit No. 31 bezeichnet), der von Steinbergischen Frauenwiese und der Wiese des Wulf in Oestrum (No. 36 der Karte) Braunschweigscher Seits, in die Oestrumsche Riede, wo die Grenze des Königl. Amts Wohldenberg endet und die des Amts Winzenburg den Anfang nimmt. 1824

§. 97. *Grenze der Enclave Bodenburg gegen das Königl. Hannöverische Amt Winzenburg.* In der Oestrumschen Riede, wo die Grenze des Amts Wohldenberg mit der des Amts Winzenburg zusammenstöfst, geht die Grenze aufwärts, bis der südöstlichen Ecke der nach Wehrstedt gehörenden Länderei, welche auf der Bodenburgischen Vermessungskarte als 6te Wanne Braachfeldes bezeichnet ist, gegenüber und sodann in der Scheidung dieses Ackers, zwischen selbigem und dem nach Bodenburg gehörenden Weidegrund unter dem Pfingstanger, queer über die Heerstrafse bis an den Acker am Gallenberge (No. 5 der 6ten Wanne Sommerfeldes). Sie geht sodann langs dieser Ackerstücke bis wo das Stück No. 10 die Strafse berührt, und weicht von selbiger in westlicher Richtung in der südlichen Furche des besagten, zur Königl. Hannöverischen Hoheit abgeschiedenen Stücks No. 10 bis zu dem Queerstücke No. 13 ab, und weiter in der westlichen Scheidung der Stücke 10. 11. 12. 16. 17. 18. 19. 20. 21 und 22, welche demnach nebst den Stücken 23 bis incl. 29 derselben 6ten Wanne Sommerfeldes in Königl. Hannöverische Hoheit fallen, in und queer über den Klus-Anger, und Klusbach auf die südwestliche Spitze des nach Salzdetfurt gehörenden Stückes (No. 10 der 6ten Wanne Winterfeldes nach der Bodenburgischen Vermessungskarte). Dieses Ackerstück scheidet sie zur Königl. Hannöverischen Hoheit aus, sich nordwärts zwischen selbigem und den Stücken No. 8 und 9 derselben Wanne wendend und läuft sodann in der Scheidung des von Steinbergschen Forstes, der Sülberg genannt, erst die 8te Wanne des Braachfeldes und die Klus nebst dem Stoffregenschen Lehnholze dem Königl. Hannöverischen Territorium beilegend, und weiter zwischen besagtem Forste, der Sülberg, Braunschweigschen und verschiedenen nach Salzdetfurt gehörenden Ackercampen und dem ebendahin gehörenden Ackerholze, dem Königl. Forste Tydexer Berg, und der Waldung der Gemeinen Breinum, Almstedt, Segeste und Petze, Hannöverischer Seits, bis an den Acker im Langenfelde (9te Wanne Winterfeldes nach der Vermessung von Bodenburg). Diese Ackerbreite, welche zum gröfsten Theile Hannöverischen Unterthanen gehört, wird zur Königl. Hannöverischen Hoheit abgeschnitten, indem die Grenze queer über den Anger von dem Sülberge bis an das Stück No. 20 der gedachten Wanne und dann in der Scheidung des Ackers vom Anger südostwärts, dann südlich zwischen den Stücken 1 und 2 derselben Wanne und dem Stücke No. 10 der achten Wanne Winterfeldes (in dem Ellern-Campe) und so weiter zwischen der erwähnten 9ten Wanne und dem

1824 Maienthale, einer Oestrumschen Gemeineholzung zieht. Sie geht hierauf südwärts in dem, das Marienthal von den Breinumschen Grundstücken scheidenden Wege und weiter über die Trift in der unbestrittenen Scheidung der Feldmarken Breinum und Oestrum in den Ortbeek bei einem, mit No. 11 bezeichneten Grenzsteine. Die Grenze läuft diesen Bach hinab, bis wo an selbigem die Steine No. 12 und 13 sich befinden. Hier verläfst sie den Bach und zieht in südlicher Richtung in der unbestrittenen versteinten Linie im Westen der 3ten und 1sten Wanne Winterfeldes (nach der Bodenburg-Oestrumschen Vermessung) bis an die Riede bei einem mit No. 19 bezeichneten Steine. Von hier geht sie in der Riede hinauf, die wenigen am Sandberge belegenen Grundstücke Braunschweigscher Unterthanen zur Königl. Hannöverischen Hoheit ausscheidend, bis unter dem äufsersten Ackerstücke No. 20 der 2ten Wanne Sommerfeldes über der Masch (nach dem Bodenburgischen Vermessungs-Risse). Sie geht hierauf im Westen besagter Wanne, des 12ten Brachfeldes im Schlemschen Felde (siehe denselben Rifs) und der 12ten Wanne Winterfeldes über dem Boorbeek (ebendaselbst) bis zum Anger, die kleine Renne genannt, und zwar in der westlichen Scheidung des, jetzt dem Gastwirth Hagen zu Bodenburg gehörigen Stücks No. 20 der 2ten Wanne Sommerfeldes; ferner des Stücks No. 2 der 12ten Wanne Brachfeldes, der St. Johannis Pfarre zu Bodenburg gehörig; sodann, dieses unschliefsend, erst in der südlichen Scheidung des Stücks No. 27 der 12ten Wanne Winterfeldes, und weiter im Westen der übrigen zu dieser Wanne und zur Bodenburgischen St. Johannis Pfarre gehörenden Stücke, endlich im Westen des mit No. 17 bezeichneten, der St. Johannis Schule zu Bodenburg zugehörigen Stücks, welche Ländereien sämmtlich dadurch der Herzogl. Braunschweigschen Hoheit zugesichert werden. In der Richtung der Furche zwischen dem letztgedachten Ackerstücke No. 17 und dem zur Königlich Hannöverischen Hoheit abgeschnittenen Stücke des Einwohners Kasten in Evensen geht die Grenze quer über den vorerwähnten Anger, die kleine Renne genannt, längs des Angers im Lüerslager, selbige in Braunschweigscher Hoheit lassend, und in dessen südlicher Scheidung über die von Bodenburg auf Lamspringe führende Strafse, den Goslarschen Weg entlang, welcher hier in Braunschweigsche Hoheit fallt, bis wo die 10te Wanne des Bodenburgischen Winterfeldes am Goslarschen Wege über selbigen tritt und sodann in der unbestrittenen Scheidung besagter und der 9ten Wanne Winterfeldes von der Evensenschen Feldmark bis zu dem Puncte, wo laut § 95 die Grenzbestimmung mit dem Amte Bilderlahe den Anfang genommen hat, und die Grenze des Amts Winzenburg endet.

§. 98. Da auch durch die vorstehenden Bestimmungen der Theil der von Hildesheim nach Gandersheim führenden Heerstrafse, welcher nordwärts der rothen Brücke an dem Dorfe Oestrum herauf gleichfalls in nördlicher Richtung bis in die Gegend der sogenannten Klus fortläuft, der Herzoglich Braun-

schweigschen Hoheit bis an den Punct zufällt, wo im Osten der kleine Gallenberg, im Westen aber das Stück No. 5 der 6ten Wanne des Oestrumschen Sommerfeldes an selbige stofsen (s. oben § 97); so fallen durch solche Bestimmung, wie sich von selbst versteht, für vorbestimmten Abschnitt dieser Heerstrafse, alle diejenigen Rechte und Verbindlichkeiten hinweg, welche früher Hildesheimscher Seits wegen Unterhaltung dieses Theils der Heerstrafse behauptet sind, oder desfalls gegen den Hannöverischen Staat oder dessen Unterthanen etwa geltend gemacht werden könnten, indem alle wechselseitigen Ansprüche wegen dieses Heerstrafsen-Theils und dessen Unterhaltung von beiden Theilen hierdurch mit der Bestimmung aufgegeben werden, dafs alle Verbindlichkeit wegen Unterhaltung dieser Heerstrafse für beide Staaten, nach den vorhin bestimmten Landes-Grenz-Puncten sich lediglich richten und über die verabredeten Grenzen hinaus sich nicht erstrecken solle. 1824

Vierte Abtheilung.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Weser-Districts gegen die angrenzenden Aemter und Städte des Königreichs Hannover.

Erster Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Greene gegen das Königlich Hannöverische Amt Winzenburg.

§. 99. An dem Puncte an der Leine, wo die Grenze des Königl. Amts Winzenburg gegen das Herzogl. Braunschweigsche Kreisgericht Gandersheim (3te Abtheilung 9ter Abschnitt § 81) endigt, beginnt eine, mit dem Steine No. 111 anhebende, versteinte Linie, zuerst zwischen den Esbekker Wiesen, Aeckern und Holzungen an Königl. Hannöverischen und den Wiesen, Aeckern und der Holzung der Gemeine Erzhausen, sodann den zum Erzhausenschen Klosterhofe gehörenden Mönchebolze und dem Naensenschen Gemeinebolze auf Herzogl. Braunschweigscher Seite, bis zu einem, am Wege nach Naensen stehenden Grenzsteine No. 85 in westlicher Richtung zieht. Bei diesem Steine wendet sich die Grenze nordwestwärts, der Versteinung folgend, bis zum Steine No. 65 und eine kurze Strecke über denselben hinaus, bis zu einem Kreuzwege am Diebeswinkel, wo sie nach Südwesten bis zum Steine No. 61 abweicht. Auf der eben genannten Linie scheidet die Grenze das Esbecker Holz und die Grofsfredensche Gemeine-Waldung auf Königl. Hannöverischer Seite, von der, der Herzogl. Braunschweigschen Kammer gehörenden, das Weddehagensche Feld entlang ziehende und bis in den Diebeswinkel einschliefslich sich erstreckende Holzung. Von dem Steine No. 61 lauft die Grenze in nordwestlicher Richtung bis zum Steine No. 49, und von da in nördlicher Richtung bis zum Steine No. 46, zwischen dem Grofs-Fredenschen Ge-

1824 meine-Holze auf Königl. Hannöverischer Seite, und dem Ammenseuschen Forste, beides am Kohlenberge, sodann einem Theile des Ammenser Feldes auf Herzogl. Braunschweigscher Seite fort. Beim Steine No. 46 bildet die Grenze, ganz nach Westen sich wendend, einen Winkel und zieht sich, der Versteinung folgend, über den Thödingsberg am platten Stollen bis auf den, von Grofs-Freden nach Varrigsen führenden Weg im Kirchgrunde und in diesem Wege in westlicher Richtung bis zum Steine No. 1. Auf diesem Striche behält sie auf Königl. Kannöverischer Seite die Grofs-Fredensche Gemeine-Holzung, und auf Herzogl. Braunschweigscher Seite die herrschaftlichen Forsten, beide am Thödings-Berge belegen. Von dem Steine No. 1 an verläfst die Grenze den ebengedachten, nach Varrigsen führenden Weg und geht in nordwestlicher Richtung, der Privatscheidung folgend, zwischen der Wispensteinschen Waldung, der Oberberg genannt, und dem Herzogl. Braunschweigschen Mittelberge und der Varrigsenschen Feldmark fort, bis sie unweit des Kalkofens auf den alten Varrigschen Fufssteig fällt, welcher die Delligsensche Feldmark von dem Wispensteinschen Anger, der Spielberg genannt, scheidet. Von dem Fufssteige geht sie in östlicher Richtung ab, schneidet das Grundstück der Wittwe Dörries in Delligsen zur Herzoglich Braunschweigschen Hoheit aus, zieht sich zwischen selbigem und dem, dem p. Kirck zu Immensen gehörenden Lande, so wie zwischen dem vorbemerkten Anger (dem Spielberge) und des Fricke zu Immensen Lande, welches unter Herzogl. Braunschweigscher Hoheit verbleibt, und ferner zwischen mehreren, nach Delligsen gehörenden Grundstücken und dem Wispensteinschen Spielberge, so wie den Grundstücken des p. Meyer und Kirck in Immensen und zwischen dem nach Delligsen gehörenden Anger und abermals dem Wispensteinschen Spielberge bis auf die südliche Spitze des, dem Wirthe Mädge zu Dersheif zuständigen, kleinen an der Wispe belegenen Grundstücks, scheidet solches zur Königl. Hannöverischen Hoheit aus und geht über die Wispe, an deren nördlichem Ufer sie stromaufwärts vor der Brücke hindurch sich zieht.

§. 100. Von hier, queer über die Göttingen-Hannöverische Chaussee, geht die Grenze zuerst in südlicher Richtung ein Ackerstück des Gastwirths Mädge in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit lassend, darauf westwärts über den Steinberg zwischen der Wispenstein-, sodann Immensenschen und Gerzenschen, an Königl. Hannöverischer und der Delligsenschen Gemeine-Waldung an Herzogl. Braunschweigscher Seite bis über den, von Gerze nach Delligsen führenden Fufssteig hin, durchschneidet, der Richtung der, von Grüneplan nach Alfeld führenden Strafse folgend, den bisher zwischen den Gemeinen Delligsen und Gerze und dem Gute Wispenstein streitigen Landstrich, dergestalt, dafs die eine Hälfte desselben der Königl. Hannöverischen, die andere der Herzogl. Braunschweigschen Hoheit zufällt; geht sodann in südlicher Richtung um den, nach Gerze gehörenden Acker, das vordere Feld

genannt und zwar in der Privat-Scheidung der Ackerstücke des Lührig zu Gerze und der Wiese des p. Baars daselbst vor den übrigen, an dem daselbst fliefsenden Bache belegenen, nach Gerze gehörenden, aber in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit verbleibenden Wiesen, abermals über die von Grünplan nach Alfeld ziehende Strafse in den, von Hohenbüchen nach Delligsen führenden Fahrweg, folgt demselben in westlicher Richtung, verlafst ihn südlich und lauft, die Wiese des p. Schaper zu Gerze zur Königl. Hannöverischen Hoheit ausscheidend, bis auf den Geischenbusch. Vom Geischenbusche wendet sich die Grenze nordwärts und erstreckt sich zwischen dem nach Gerze gehörenden Hinterfelde um die Hohenbüchensche Feldmark; sodann über den Rehberg (Reiberg) in der Privatscheidung zwischen der Immenser und Warzer Gemeinewaldung und den herrschaftlich Braunschweigschen Forsten am Rehberge. Hienächst dreht sie sich westwärts, anfänglich einer versteinten Linie folgend, welche die Privatgrenze zwischen der Braunschweigschen herrschaftlichen und den Forsten hannöverischer Privaten am Rehberge ausmacht und bildet darauf an dem Forstorte, der Umlaufer genannt, einen Winkel, indem sie nordwärts abermals in eine versteinte Linie fallt, welche die Feldmarken von Brunkensen und Warzen trennt. Auch da, wo diese versteinte Linie endet, bleibt die Grenze fortwährend in der Privatscheidung zwischen gedachten beiden Feldmarken und zieht im Osten der Aenger, der Burgplan und der Ellernsiek genannt, sodann über den von Brunkensen nach Warzen führenden Weg in nördlicher Richtung zwischen der, nach Brunkensen gehörenden Trift und den Warzenschen Aeckern auf den Rettberg zu, bei welchem sie abermals der Privatgrenze gegen die Alfeldesche Stadt-Waldung, der Knick genannt, sich anschliefst. 1824

§. 101. Die im vorigen § erwähnten privatrechtlichen Verhältnisse in Ansehung der Irrung unweit des Gerzeschen Bergkruges zwischen den Gemeinen Delligsen, Gerze und dem Gute Wispenstein sollen, nach Maasgabe der im Jahre 1799 getroffenen Uebereinkunft, zur schiedsrichterlichen Verhandlung durch die Aemter Winzenburg und Greene verstellt bleiben, und es soll, falls eine Auseinandersetzung zwischen den Privatgrundbesitzern durch eine feste Scheidungslinie bewirkt werden sollte, diese Linie auch in der Folge die definitive Hoheitsgrenze bilden.

Zweiter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Greene gegen das Königlich Hannöverische Amt Lauenstein.

§. 102. Diese Grenze läuft anfänglich in einer unbestrittenen versteinten Linie nach der Privatscheidung der nach Limmer auf Königlich Hannöverischer und Brunkensen auf Herzogl. Braunschweigscher Seite gehörenden Waldungen im Osten der Ackerstücke, das Kuhlager und die Finkenburg genannt, und der übrigen daselbst belegenen Brunkensenschen Ländereien, beugt westwärts um diese Ländereien, der eben-

1824 gedachten Versteinung folgend, und geht endlich nordwärts bis zum Grenzkruge hinab. Diesen Krug in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit lassend, fällt sie in den Gleenebach und bleibt etwa 6 Ruthen lang stromaufwärts in demselben bis sie in südwestlicher Richtung hinausweicht, und darauf zwischen dem Rettberg und dem Brüninghausenschen Pfingstanger in das alte, jetzt verlassene Flufsbett der Gleene eintritt. In demselben zieht sie fort im Süden der Wiese und des Gartens bei der Brüninghausenschen Mühle, geht darauf westwärts, diese Grundstücke zur Königl. Hannöverischen und eine nach Brunkensen gehörende Wiese zur Herzogl. Braunschweigschen Seite lassend, queer über den Mühlengraben, bis vor den untern Riedacker. Die Grenze folgt sodann der südlichen Scheide zwischen der, zum Gute Brüninghausen gehörenden Länderei im untern und obern Riedacker, unter dem Schaperhaken und im Schaperhaken auf der Königl. Hannöverischen und der Brunkensenschen Feldmark auf der Herzogl. Braunschweigschen Seite, bis an das zum Gute Brunkensen gehörende Hainholz. Sodann umschliefst sie, erst nordwärts, dann ostwärts sich wendend, die Brüninghausensche Länderei in und unter dem Schaperhaken, so wie auf dem Schneppelcampe und der Mante, indem sie der Privatscheidung dieser Länderei von den Grundstücken des Dorfs Lütgen-Holtensen folgt, und zieht weiter im Norden des Hohlbrucha-Angers und der nach Brüninghausen gehörenden Wiesen, zwischen den Brüninghausen- und Lütgen-Holtensenschen Waldungen am Killie, in deren Privatgrenze auf die Höhe dieses Berges, wo das Dänsensche Gemeineholz mit dem Lütgen-Holtensenschen Gemeineholze zusammenstöfst. Hier macht der Fastweg zwischen beiden Hölzern die Landes-Grenze, welche in demselben in nördlicher Richtung fortgeht, bis zu dem Puncte, welcher demjenigen gegenüber liegt, wo westwärts am Bergabhange eine Reihe von Gebüschen (Braunschweigscher Seits die Landwehr genannt), vor das Holz tritt. Von jenem Puncte an geht sie in grader Linie durch das Holz den Berg hinab, auf die sogenannte Landwehr zu und in derselben fort, im Norden des Ochsencampes hinunter über den Schiefersteinsbach bis in die Hecke (Recke) des Lütjen-Holtensenschen Horstfeldes. In dieser Hecke zieht sie sich nordwärts bis an die Furche zwischen den Stücken No. 1 und 2 der ersten Wanne des Lütjen-Holtensenschen Winterfeldes hinter der Horst, geht in solcher Furche südwärts hinunter; sodann im Norden des Stückes No. 16 derselben Wanne wieder bis vor das Stück No. 17 und in der Furche des letzteren und des Stücks No. 15 wieder nordwärts bis an den Knick oder die sogenannte Kuhtrift, so dafs die gedachte erste Wanne hinter der Horst, mit Ausschlufs der drei, an ihrer östlichen, südlichen und westlichen Seite belegenen Stücke, zur Königl. Hannöverischen Hoheit abgeschieden wird. Von dem nördlichen Scheidepuncte zwischen vorbesagten Stücken No. 17 und 15 geht die Hoheitsgrenze westwärts vor der, die Länderei von der Kuhtrift scheidenden Hecke bis zur Furche, welche die Stücke No. 8

von No. 9 und No. 7 von No. 10 der dritten Wanne Winterfeldes in den neuen Aeckern trennt, folgt dieser Furche bis an die südliche Grenzhecke solcher Wanne, und schneidet den Rest derselben, sich vor der Hecke erst westwärts, dann nordwärts wendend, zur Königl. Hannöverischen Hoheit ab. Von dem Puncte, wo solche Hecke auf die vorhin schon benannte Kuhtrift oder den Knick schiefst, geht die Grenze bis an die südöstliche Spitze des Schiefersteinfeldes, den Hainebüchen-Grund zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, und folgt sodann in westlicher Richtung der, besagtes Schiefersteinfeld von der vierten Wanne Winterfeldes, der Frauencamp genannt, scheidenden Furche und zieht ferner zwischen dem Frauencampe und dem Walde bis dahin, wo nach der Hannöverischen Behauptung die Privatscheide zwischen den Hoiershausenschen und Lütgen-Holtenschen Holzungen am Duinger Berge anhebt, in welcher Scheidung sie, nach den daselbst befindlichen Malen, auf den weifsen Stein zu und über denselben hinaus, in grader Linie bis auf die Höhe des Berges zieht. 1824

§. 103. Da, wo die Grenze auf der Höhe des Duinger Berges zwischen der Privatscheide der Hoiershausen- und Lütgen-Holtensenschen Gemeine-Holzung heraufkommt und den Forstort, die Kohly, berührt, fällt sie in den, von Lütgen-Holtensen nach Koppengraben führenden Weg, bleibt in demselben in und durch den Schefen- oder Schenken-Grund und läuft sodann, links vom Wege abweichend, weiter in der unbestrittenen Richtung zwischen zweien, dem Einwohner Heinemeyer in Koppengraben gehörenden Ackerstücken, deren südliches das Stück No. 1 der dritten Wanne des Koppengrabenschen Braachfeldes (auf den Schefengrund) ist und in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit bleibt, während das andere im Königl. Hannöverischen Gebiete belegen ist. Wo die Grenze zwischen diesen zwei Stücken hervortritt, berührt sie den Weg, die Wasserfurche genannt, und wendet sich sofort erst nordwärts, dann ostwärts um das vorbemerkte, zur Königl. Hannöverischen Hoheit ausgeschiedene Heinemeyersche Ackerstück in die, dasselbe von der zweiten Wanne des Koppengrabenschen Braachfeldes (über der Wanne genannt) scheidende Hecke, zieht sodann in nördlicher Richtung in der östlichen Begrenzung der gedachten Wanne zwischen selbiger und den, unter dem Duingerberge belegenen, dem Amte Lauenstein zinspflichtigen, Aeckern hindurch bis in die sogenannte Landwehr. In der Landwehr geht die Grenze weiter über den von Duingen nach Koppengraben führenden Weg und bleibt in der vorigen Richtung bis an den Bach (der Vorsieksbeek) tritt aus dem Bache in die Hecke unter der kleinen Röhehufe und folgt dieser Hecke bis an den, auf den weifsen Weg (einen Anger) ziehenden Fahrweg, durchschneidet denselben und fällt in die, im Osten der grofsen Röhehufe befindlichen Hecke, worin sie bis zu der, den daselbst belegenen Camp des Halbspänners Fränke in Koppengraben der Länge nach durchschneidenden, mittelst alter Steine bezeichneten Linie fortgeht.

1824 Dieser Versteinung folgt sie in der Scheidung zwischen dem Anger am weifsen Wege, welcher Königl. Hannöverisch ist, und der in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit bleibenden fünften Wanne Sommerfeldes (über der Wanne genannt), lauft darauf über den Anger, der weifse Weg, in einem sich über den Potteichenbrink ziehenden Fufswege nach der Bestimmung einiger, daselbst befindlichen Grenzsteine und weiter in den Graben längs der daselbst befindlichen Eichenallee auf den Grenzstein, welcher oben auf der sogenannten Potteiche (einem Forstorte) steht, zu. Nunmehr steigt sie in einem Fufssteige den Wald hinan nach der Richtung einiger alten, zur Herzogl. Braunschweigschen Hohenbüchenschen Forst gehörenden und mit einem Z bezeichneten Büchen und zieht sich weiter in unbestrittener Richtung auf die Höhe des Hilsberges über dem langen Grunde, zwischen der Kapellenhagenschen Gemeine-Holzung und den Herzogl. Braunschweigschen Forsten, die blofse Zelle und der Hüttenkeil genannt, bis sie über dem Holzapfelbaume in den Kümmerkenstieg fallt.

§. 104. Da auch die zwischen den Gemeinen Hoiershausen auf Königl. Hannöverischer und Lüttgen-Holtensen auf Herzogl. Braunschweigscher Seite über ihre wechselseitigen Privatgrenzen bestehenden Streitigkeiten, aller angewandten Mühe ungeachtet, bisher nicht haben ausgeglichen werden können; so ist dieserhalb festgesetzt: dafs die desfalls eingeleiteten Privat-Unterhandlungen unter der Direction des Amts Lauenstein und Kreisgerichts Greene noch fortgesetzt werden sollen. Wenn nun durch diese Unterhandlungen ein gütlicher Vergleich über die Hut- und Holzgrenzen sowohl, als auch wegen der übrigen Streitigkeiten binnen Kurzem erreicht werden sollte; so soll in solchem Falle die im § 102 festgesetzte Grenzlinie zwischen den beiderseitigen Staaten dahin modificirt werden, dafs dieselbe ganz nach den, alsdann zu bestimmenden Privat-Grenzen gezogen wird. Würde jedoch ein solcher Vertrag zwischen den streitenden Gemeinen nicht binnen Kurzem zu Stande gebracht werden können; so sollen in diesem Falle alle zwischen ihnen vorhandenen Streitpuncte bei denjenigen Gerichtsbehörden ausgemacht werden, in deren Gerichtsbarkeit die streitigen Grundstücke nach der Bestimmung des vorgedachten § 102 und der darin festgesetzten Landesgrenze, welche alsdann unverändert bleibt, fallen werden.

Dritter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Eschershausen gegen das Königlich Hannöverische Amt Lauenstein.

§. 105. Diese Grenze hebt an am Kümmerkenstiege unfern des Holzapfelbaumes und folgt dem gedachten Stiege in der unbestrittenen nördlichen Richtung der Forstgrenze zwischen dem Heersieke an Königl. Hannöverischer und dem Bonhagen an Herzogl. Braunschweigscher Seite bis zu der Grenzbüche, von da im Westen des bisher streitigen Forstorts, welcher durch gegenwärtige Bestimmung zur Königl. Hannöverischen Hoheit ausgeschieden wird, vor den nach

Holzen und Kapellenhagen gehörenden, in Herzogl. Braun- 1824
schweigscher Hoheit bleibenden Wiesen, bis zu einem, an der letzten Wiese stehenden Grenz-Steine. Von da zieht sich dieselbe nordwärts durch, nach Kapellenhagen gehörende Grundstücke am Bocksiek und über den Bocksrücken hin, wendet sich sodann westwärts in unbestrittener Richtung über den Fuchsbach und weiter zwischen mehreren, nach Kapellenhagen, Diehmissen und Scharfoldendorf gehörenden Grundstücken über den Tönniesbusch bis vor den Lüerdisserhai auf die Höhe des Ithberges. Von hier läuft die Grenze auf der Berghöhe nach der Forstgrenze des Lüerdisser und Halleschen Reviers, so wie der Hunzer Gemeine-Waldung und eines von Münchhausenschen Privatforstes auf Braunschweigscher Seite und den Hannöverischen Waldungen am Ithfort. Ebenmafsig schliefst sich ferner die Landesgrenze, auf der Berghöhe des Iths hinschreitend, der Privatscheidung zwischen den Hannöverischen Waldungen und den Braunschweigschen, theils herrschaftlichen, theils Dohnsen- und Brenkeschen Gemeine-Forsten an, dergestalt, dafs immer die Mitte des Bergrückens die Grenze bildet und nach dieser letztern Bestimmung die kleinen streitigen Grenzflachen an der sogenannten Brandschleife und dem Papenkopfe, theils der Königlich Hannöverischen, theils der Herzogl. Braunschweigschen Hoheit nach einer über die Mitte des Bergrückens zu ziehenden, graden Linie zufallen. In der Gegend des sogenannten Papenkopfes zieht die Grenze immer noch auf der Höhe des Iths etwas nach Nordwesten im Osten der von Nöltingschen, nach Harderode gehörenden Privat-Holzung, bis sie zwischen selbiger und dem Hannöverischen Forste, der Kohlenberg genannt, den Rücken des Iths verläfst und nordwärts auf der sogenannten Platte, einer durch Grenzbüchen bezeichneten Linie, über den von Bisperode nach Lauenstein führenden Weg hinfolgt. Die Grenzlinie soll sodann den sogenannten Streitbusch am Wolpershai, über dessen Eigenthum zwischen der Königl. Hannöverischen Kammer und dem Braunschweigschen Gute Bisperode Irrungen bestehen, dergestalt durchschneiden, dafs diese streitige Grenzfläche nach einer demnächst vorzunehmenden Vermessung zur Halfte der Herzogl. Braunschweigschen, zur Halfte der Königl. Hannöverischen Hoheit zufallen soll, wenn nicht inzwischen durch eine Privat-Ausgleichung zwischen den, über das Eigenthum streitenden Theilen eine Veränderung dieser bestimmten Landes-Grenzlinie binnen Kurzem veranlafst werden sollte. Von dem Streitbusche an, bildet wieder die unbestrittene Privatscheidung zwischen den Königl. Hannöverischen und den Gräflich Metternichschen Forsten die Landesgrenze bis zu dem Puncte, wo das Amt Lauenstein mit dem Kreisgerichte Eschershausen zu grenzen aufhört und das Amt Koppenbrügge eintritt.

1824 *Vierter Abschnitt.*

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Escherhausen gegen das Königlich Hannöverische Amt Koppenbrügge (die vormalige Grafschaft Spiegelberg).

§. 106. Die Grenze beginnt bei dem Puncte, wo die Grenze des Amts Lauenstein aufhört und wo zwei Felsen, im gemeinen Leben Adam und Eva genannt, auf der Höhe des Berges hervorspringen. Sie zieht sich in der Scheidung zwischen dem Königl. Hannöverischen Forste am Oberberge, und der Gräflich Metternichschen Holzung eine versteinte Linie und den Bessinger Graben entlang, bis an die südliche Spitze des Schnaken-Camps, wendet sich sodann ostwärts, diesen Camp in Braunschweigscher Hoheit lassend, in dem von Koppenbrügge nach Bessingen führenden Weg und folgt selbigem westwärts bis an einen Grenzstein an der südlichen Spitze des Stücks No. 1 der achten Wanne des Bessinger Sommerfeldes, das Hakenthal genannt. Sie umzieht dieses und das Stück No. 2 erst in nördlicher, dann in westlicher Richtung, geht darauf nordwärts an der östlichen Grenze des Stücks No. 3 derselben Wanne, hienächst westwärts in der Scheidung derselben vom Hiltorfer Felde, der Koppenbrüggeschen Feldmark bis auf das halbe Stück des Friedrich Thiele zu Behrensen, wo sie in dessen östlicher Grenzfurche nordwärts auf den Grasweg zieht und demselben westwärts bis zum Ackerstücke des Einwohners Wilhelm Rieke zu Bessingen folgt. In der östlichen Furche dieses Stücks zieht die Grenze nordwärts auf die, zum von Strubenschen Gute in Behrensen gehörende Teichwiese, geht über die von Koppenbrügge nach Hameln führende Heerstrafse, fällt in den daselbst fliefsenden Bach und geht in demselben aufwärts, bis unter einem Abhange zwei Bäche sich zur Bildung des ersten vereinigen. Hier verläfst die Grenze den Bach und folgt der Hecke, welche den, zur Pfarre in Bessingen gehörenden düstern Camp in Osten begrenzt, geht von dessen nördlicher Spitze über den Anger auf die südöstliche Spitze eines andern, der Pfarre in Bessingen gehörenden Campes zu, und folgt der denselben in Osten umschliefsenden Hecke, bis zu der Scheidung dieses Ackers von demjenigen Stücke, welches bisher p. Stuhlmeyer in Koppenbrügge besessen hat, folgt dieser Scheidung bis zu den, darüber liegenden Queerstücken und geht zwischen denselben, sie unter Herzogl. Braunschweigscher Hoheit lassend, und zwischen p. Schrotts in Koppenbrügge Ackerstücke, welches Königl. Hannöverisch bleibt, hindurch bis zu den vorschiefsenden Bessinger Aeckern, welche sie, erst ostwärts, dann nordwärts sich wendend, zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit umschliefst und darauf in den grofsen Wiedbruch fällt. Hier geht die Grenze in südwestlicher Richtung der Scheidung der Bessinger Campe gegen den grofsen Wiedbruch zu folgend, bis dem Bessinger Müllers-Campe gegenüber, wo die Grenze des Königl. Amts Koppenbrügge sich endet und die des Königl. Amts Springe anhebt.

Fünfter Abschnitt. 1824

Grenze des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Eschershausen gegen das Königlich Hannöverische Amt Springe.

§. 107. Die Landesgrenze umfafst in ihrem weitern Laufe den Müllerscamp, ihn zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, und folgt dessen westlicher Grenzhecke bis zur südwestlichen Ecke desselben, zieht sich sodann in den darunter fliefsenden Bach, welchem sie nachgeht bis unter den Papencamp, und ihn darauf in südlicher Richtung verläfst, die daselbst befindliche, auf dem Bessinger Vermessungs-Risse mit No. 5 bezeichnete Wiese zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abscheidend. Dann bleibt sie in der Privatscheidung dieser Wiese und den Bessingschen, von Norden nach Süden hinauf ziehenden, Ackerstücken des Papencampes, zieht sich ferner zwischen diesen, und dem nach Behrensen, zum Ernstschen Hofe gehörenden Ackerstücke desselben Camps bis vor die Queerstücke in demselben; diese Queerstücke scheidet sie, sich erst westwärts, dann südwärts wendend, zur Herzoglich Braunschweigschen Hoheit aus und fallt wieder in die alte Hamelnsche Heerstrafse. In dieser Heerstrafse erst westwärts bleibend, wendet sich sodann die Grenze nach Süden zwischen den Ackerstücken des Friedrich Hennecke zu Bessingen und Ernst Müllers zu Behrensen bis vor das Queerstück des Wilhelm Sander zu Bessingen, in der Marienbreite belegen, geht dann wieder westlich und zieht über den Acker am Bornsieke in der Furche zwischen Anton Hennecke in Behrensen und Wilhelm Kunze's zu Bessingen Ackerstücken bis vor von Struben in Behrensen Wiese am Bornsieke. Hier läuft sie in südwestlicher Richtung zwischen den Ackerstücken des Ernst Müllers zu Behrensen und Friedrich Hennecke zu Bessingen bis an den Anger, die Sandhufe und Sammthufe genannt, welchen sie unter Herzogl. Braunschweigscher Hoheit lafst, in nordwestlicher Richtung einer Hecke (Recke) zwischen selbiger und dem in Nordosten belegenen Ackerstücke folgend. Diese Hecke verläfst sie, ostwärts sich drehend und scheidet den Acker des p. Utenwiese in Bessingen zur Braunschweigschen Hoheit ab, geht hierauf in nördlicher Richtung queer über den Anger, die Sandhufe, durch den Steinkebach bis an die südöstliche Spitze des, im Steinfurth belegenen Ackerstücks der Schule zu Bessingen. Sie bleibt weiter in der östlichen Grenze des Steinfurthercampes und umschliefst denselben, sich zwischen ihm und der Doben-Breite westwärts wendend und ihn zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abscheidend. Wo das Ackerfeld des Utenwiese zu Bessingen einfallt, geht sie nordwärts in der Furche zwischen demselben und dem Acker des p. Anton Hennecke zu Behrensen und hiernächst in westlicher, bisher unbestrittener Richtung, zwischen dem Bessingenschen und Bisperodeschen Felde auf Herzogl. Braunschweigscher und der Diederfsenschen Feldmark auf Königl. Hannöverischer Seite, bis auf den Bisperodeschen Pfingst-Anger. Zwischen diesem Anger und dem Diederfsenschen Acker am Röhrsieke zieht sie sodann nordwärts, und

1824 wendet sich weiterhin in westlicher Richtung nach der Scheidung des Bisperodeschen und Diederfsenschen Pfingstangers in den Röhrsicksbach. In diesem Bache geht die Grenze hinauf bis an die Stelle, wo ehemals der Tataren-Pfahl gestanden, dreht sich darauf erst westwärts, dann nordwärts zwischen dem Diederfsenschen Acker auf dem güldnen Winkel und den daselbst belegenen, nach Bisperode gehörenden Ländereien, das Queerstück des Friedrich Schweinebart in Bisperode zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abtrennend, läuft zwischen dem von Metternichschen Forste, der güldene Winkel genannt, und den daran belegenen Diederfsenschen Grundstücken hindurch und zieht in der Privatscheide des, dem Anna Schmidt in Bisperode gehörenden Campes, ihn im Braunschweigschen Gebiete lassend, wiederum in den Röhrsicksbach. In der Niederung dieses Baches geht sie herum bis zum Hünencampe, der Königl. Hannöverisch bleibt, und darauf in einer durch Grenzbäume und Steine bezeichneten Linie bis zur Obensburg.

Sechster Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Eschershausen gegen das Königlich Hannöverische Amt Grohnde.

§. 108. Die Grenze zwischen den vorbesagten beiden Aemtern beginnt an der Obensburg da, wo die des Königl. Amts Springe aufhört und zieht bei einem mit A. G. und A. W. und der Jahrszahl 1722 bezeichneten Grenzsteine südlich in einer versteinten Linie, zwischen der Königlichen und der Gräflich Metternichschen Holzung auf den Bütecamp zu, sodann im Westen derselben und des Bütebrinks an Herzogl. Braunschweigscher und der Forsten an der Schiefen-Wand und der Wehrloch genannt, an Königl. Hannöverischer Seite ebenfalls in einer versteinten Linie fort. Von den, nach Bisperode gehörenden, Aeckern vor der Windmühle wendet sie sich mehr südlich, dieselben zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, und geht im Osten des Königl. Hannöverischen Forstortes, der Klagebusch genannt, bis vor das Teufelsbruch und daselbst in einer versteinten Linie über das faule Sick auf die Hasselburg zu. Von dem hieselbst befindlichen Grenzsteine No. 16, erstreckt sich die Grenze in südwestlicher Linie über den Stein No. 17. Zwischen der hintern Hasselburg im Braunschweigschen und dem Hannöverischen Interessenten-Holze, das Kassensick, in der Katzenbach, auch Güte-Grund genannt, und ferner im Westen der hintern Hasselburg nach der Privatscheidung zwischen selbiger und der kleinen Hasselburg, dem Schiefensiekgrunde, Knebelstocksgrunde, Kuhlager und Greitgen Wildkop auf den sogenannten Börriesstieg zu, welchem sie bis auf den Rücken des Berges folgt. Von dem Börriesstiege geht die Grenze auf die Höhe des Bergrückens in südöstlicher Richtung, die Gräflich Metternichschen Forsten am Tappenberge an Braunschweigscher und die Privatholzungen der Gemeinen Börry, Bessinghausen und Esperde an Hannöverischer Seite lassend, über den Lauensteinschen Weg,

und ferner zwischen dem, nach Harderode ins Braunschweig- 1824
sche gehörenden, Eichbruch und dem Esperdeschen Theilholze bis an den Lüninghausenschen Weg, von da neben dem Fastwege auf den Bergrücken hin bis zu dem Rebenssteins- oder Remensteins-, von Esperde nach Harderode führenden Wege, dergestalt, dafs das in diesem letztern Striche, sowohl in Ansehung der Landeshoheit, als des Privateigenthums streitige, kleine Terrain, nach vorgängiger Vermessung desselben in zwei gleiche Theile getheilt, und in Gemäfsheit solcher Theilung die Grenzlinie durch dasselbe in möglichst paralleler Richtung mit dem Fastwege auf dem Bergrücken bis zu dem sogenannten Rebensteinswege gezogen werden soll.

§. 109. Von dem Rebensteinswege zieht die Grenze in der Privatscheidung zwischen dem, einem Einwohner zu Esperde zustehenden, Kökebusche und dem, nach Harderode gehörenden Mundscampe, sodann zwischen erstern auf Königl. Hannöverischer und dem Ackerstücke des Friedrich Strüber zu Bremke auf Herzogl. Braunschweigscher Seite, hienachst in westlicher Richtung zwischen dem Kökebusch und zwischen den an der Landwehr belegenen Ackerstücken unterhalb des gedachten Busches, und unfern des Springborns zwischen den Ackerstücken des Friedrich Strüber an der Landwehr und dem Rebensteinsfelde, dieses Feld zur Hannöverischen Hoheit abscheidend, bis unterhalb des Conrad Schmalkuche zu Esperde Ackerstücke, wo sie das Strübersche Ackerstück verläfst und südwärts zwischen dem Schmalkucheschen und dem im Rebensteinsfelde belegenen Acker des p. Kohlenberg zu Bremke weiter geht, somit aber die übrigen nach Bremke gehörenden Aecker im Rebensteinsfelde zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, erst im Süden des erwähnten Kohlenbergschen Ackerstückes, dann in der Scheidung zwischen der Länderei des p. Conrad Meyer zu Wellichausen bei Bremke an Braunschweigscher und des Christoph Bode und Ernst Düwel zu Esperde an Königl. Hannöverischer Seite bis an den Osterweg sich erstreckt. Diesem Wege folgt sie südlich, bis sie von ihm zwischen den Wiesen des Conrad Schmalkuche zu Esperde und Friedrich Kohlenberg zu Bremke abweicht, und in deren Scheidungslinie fortschreitend, hernach in den Ilsebach, in welchem sie bis zur Butterbrinke bleibt, und dann ostwärts zwischen diesem Butterbrinke an Hannöverischer und der sonst p. Sander, jetzt Lücke in Bremke gehörenden Wiese und desselben Lücke Acker an Braunschweigscher, ferner zwischen letztgedachtem Acker und der Wiese des p. Sporleder in Esperde an Königl. Hannöverischer Seite bis an den Hungerbach fortläuft. In dem Hungerbache schreitet die Grenze fort bis unter der Hahne hin, verläfst ihn, die Hähne auch Höhe (einen mit Buschwerk bewachsenen Anger) zur Herzogl. Braunschweigscher Hoheit abtrennend, und fällt unfern der, in Königl. Hannöverscher Hoheit bleibenden Papenwiese in den Deinebach, welchem sie bis dahin folgt, wo am Ende des Reuterangers die Mühlentrift auf die Brüningsmühle bei Esperde zugehet; an dieser Stelle weicht sie aus dem

1824 Bache, queer über die Trift, unfern des Schlagbaums in den Mist- oder Masch-Camp ziehend. Dem Mast-Camp durchschneidet die Grenze dergestalt, dafs die, der Mühlentrift zunächst gelegenen neun Ackerstücke, welche gegenwärtig: a. dem Conrad Göhmann zu Esperde, b. dem Friedrich Falke zu Heien, c. dem Friedrich Sagebiel daselbst, d. dem Pfarrmeierhofe daselbst, e. dem Georg Kather daselbst, f. dem Friedrich Bein zu Esperde, g. dem vorbenannten Pfarrmeierhofe, h. dem schon erwähnten Georg Kather und i. abermals dem Pfarrmeierhofe gehören, und welche in der Braunschweigschen Vermessungs-Beschreibung der Feldmark Heine in der zehnten Wanne des Sommerfeldes mit No. 26 bis 34 einschliefslich aufgeführt sind, der Hannöverischen, die übrigen Stücke des gedachten Campes aber der Braunschweigschen Hoheit zufallen. An der nordwestlichen Spitze des Mast-Campes verläfst die Grenze den, denselben im Norden von der übrigen Esperdeschen Länderei scheidenden Ilsebach und wendet sich südwärts, zwischen dem besagten Campe und den zur Brünings-Mühle gehörenden, in Königl. Hannöverischer Hoheit bleibenden Grundstücken bis dahin, wo die Privatscheide der Wiese des p. Sagebiel zu Heien einfällt. Hier nimmt die Grenze eine westliche Richtung zwischen der letztgedachten Sagebielschen und der vorerwähnten Mühlenwiese und geht hierauf wiederum südwärts zwischen den Wiesen der Gemeinen Esperde an Hannöverischer und Heien an Braunschweigscher Seite fort, bis sie westwärts, über erstere hinziehend, in den Graben fällt, welcher die Privatscheide zwischen den, den Gemeinen Esperde und Heien zuständigen Theilen am Bruchanger bezeichnet. Sie bleibt in diesem Graben bis zu dessen Einmündung in den Ilsebach und dann in dem Ilsebache bis dahin, wo die Privatscheidung zwischen vorgenannten Gemeinen wegen der, unter ihnen getheilten ehemaligen Koppelweide im grofsen Bruche eintritt, und die Landesgrenze dieser Scheidung bis zur Hecke, oberhalb des Bruches folgt.

§. 110. In der vorbemerkten Hecke bleibt die Grenze, sich westlich ziehend, bis dahin, wo das letzte, in dem darüber liegenden Felde nach Heien gehörende, jetzt dem p. Franz Rieke daselbst zuständige Ackerstück auf die Hamelnsche Heerstrafse schiefst und geht in dessen westlicher Furche hinauf, bis wo die Kopf-Enden der, nach Heien gehörenden, von oben her über die Hamelnsche Heerstrafse reichenden Ackerstücke vorstofsen. Diese Ackerstücke umspannt die Grenze, sie zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, und fällt in der Scheidungsfurche zwischen den Ackerstücken des p. Müller zu Heien und p. Meyer zu Brokensen in die gedachte Heerstrafse. Ueber diese geht sie hinüber und bleibt auch oberhalb derselben in der erwähnten Scheidungsfurche gegen den Eichberg hinansteigend bis zu den, unter dem Eichberge belegenen Queerstücken. Auch hier zieht sich die Grenze, mit einer Wendung nach Südosten in der Privat-Scheidung zwischen den Heienschen und Brokensenschen Ackerstücken auf den Dörrenbergsweg beim Wiedehusche,

darauf unter letzterm wieder nach der Privat-Scheidung der vorgedachten Feldmarken bis an den Hungersiek und in selbigem bis da, wo an dessen westlichem Ufer die, den Einwohnern p. Sagebiel und Ellermann zu Heien gehörenden Grundstücke belegen sind. Diese Grundstücke und das Ackerstück des p. Friedrich Schmidt zu Heien zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, geht sie ferner auf einer Anhöhe (Brinke) herum zwischen den beiden mehrgedachten Feldmarken, das sogenannte Herrenstück, zum Seulekeschen Hofe in Brokensen gehörig, in Königl. Hannöverischer Hoheit lassend, in übrigens unbestrittener Richtung bis an den Dasper Brink und weiter vor selbigem und unterhalb des sogenannten Prediger-Stuhls, so dafs der erste in Herzogl. Braunschweigscher, der letzte in Königl. Hannöverischer Hoheit bleibt, auf den Lehmweg zu. Denselben folgt sie westwärts über den platten Stein, bis wo im Süden des Weges einige, den Weg entlang ziehende Ackerstücke nach dem Königl. Hannöverischen Dorfe Heien gehörig, belegen sind. Hier verläfst sie den Weg und trennt diese Grundstücke zur Königl. Hannöverischen Hoheit ab, sich in der südlichen Furche desselben bis auf den Graben wendend, der die Daspesche Länderei oberhalb des Bruches (nach der Feldbeschreibung von Daspe in der ersten Wanne des Sommerfeldes) von der Heienschen Feldmark scheidet. Dem gedachten Graben geht sie nach bis an den Daspeschen Bruch, zieht sich dann wieder westwärts an der Hecke, welche zwischen vorerwähntem Bruche und der Heienschen Feldmark die Scheidungslinie bildet, und bleibt in dieser Richtung, immer der Privatgrenze zwischen den Feldern von Daspe und Heien folgend, so dafs Ersteres auf und an den Hühnen (nach der Feldbeschreibung die erste Wanne Brach- und die fünfte Wanne Sommerfeldes) ganz in Herzogl. Braunschweigschen Gebiete verbleibt. Alsdann durchschneidet die Grenze die sogenannte Mergelkuhle neben der Stelle, wo die Heilige Eiche gestanden haben soll, und geht ferner in der Scheidung zwischen den mehr erwähnten Feldmarken fort, so, dafs die zweite und dritte Wanne des Daspeschen Brachfeldes gänzlich in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit verbleibt und über den, von Heien nach Daspe führenden Weg, bei der Stelle, wo der Tataren-Pfahl gestanden hat und ein alter Grenzstein befindlich ist, und ferner den Fahrenbrinksweg scheidend, zwischen einem nach Daspe gehörenden Ackerstücke und dem Stücke des p. Levin Brockmann in Hajen, der Stelle gegenüber, wo der Allerbach in die Weser einmündet, in diesen Strom. 1824

§. 111. Die von den Königl. Hannöverischen Gemeinen Vohrenberg und Völkershausen gemachten, von dem Gute Bisperode aber bestrittenen Ansprüche auf Weide und Holzung in der Hasselburg, sollen sofort, nach erfolgter Ratification dieses Recesses, durch eine, aus dem Königl. Hannöverischen Amte Grohnde und dem Herzogl. Kreisgerichte Eschershausen zu bildende, gemeinschaftliche Behörde, entweder im Wege der Güte oder des Prozesses zu einem festen Resultate

1824 gebracht werden. Diese zu bildende Behörde soll: 1. zusammengesetzt werden aus Einem stimmführenden Beamten von jedem der beiden Gerichte, dessen Wahl von jedem Gerichte selbst abhängt; 2. dieselbe hat zuvörderst einen nochmaligen Vergleichs-Versuch anzustellen, und, im Fall derselbe ohne Erfolg bleibt, auf der Parteien-Anträge eine rechtliche Entscheidung abzugeben; 3. bei derselben, so wie in Ansehung des Prozefsganges soll ihr die Vorschrift des gemeinen Rechts zur Norm dienen; jedoch wird 4. bestimmt, dafs das erste Erkenntnifs von der Behörde selbst gesprochen, in Fall diese aber sich nicht vereinigen könnte, von einer Juristen-Facultät eingeholt, gegen dieses Erkenntnifs ein, binnen zehn Tagen einzulegendes und binnen Monatsfrist a die interpositionis zu rechtfertigendes Rechtsmittel gestattet, und im Fall das zweite Erkenntnifs mit dem ersten übereinstimmt, es dabei ohne alles Weitere sein Bewenden behalte, im Fall es aber davon abweicht, nur noch ein Rechtsmittel unter denselben Formen nachgelassen und die Entscheidung darüber alsdann die unbedingte Norm abgeben, übrigens Behuf der Erkenntnisse über diese Rechtsmittel die Acten an Facultäten, deren nur Eine von jedem Theile eximirt werden kann, verschickt werden sollen. Würde übrigens durch eine Entscheidung dieser gemeinschaftlichen Behörden, oder auch durch einen Vergleich eine andere Grenzlinie ausgemittelt werden, als die vorstehende verabredete Hoheits-Grenzlinie ist; so soll letztere in diesem Falle der Privatscheidung sich anschliefsen, und somit die Hoheitsgrenze bilden, wobei es sich jedoch 5. von selbst versteht, dafs die Competenz der vorbemerkten Behörde auf andere Gegenstände, als die Ansprüche der Gemeinen Vohrenberg und Völkershausen auf das Holz und die Hude in der Hasselburg auf keinen Fall ausgedehnt werden darf.

Siebenter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Ottenstein gegen das Königlich Hannöverische Amt Grohnde.

§. 112. Diese Grenze hebt an auf dem linken Ufer der Weser bei der Einmündung des Allerbachs, geht in diesem Bache aufwärts und weiterhin in einer anfänglich versteinten, nachher durch Hügel bezeichneten Linie nach der Scheidung der, auf Königl. Hannöverischer Seite belegenen Forstorte: der Rauhberg, im Wolde, die Wildbahn und am Haversieke; und an Herzogl. Braunschweigscher Seite der Forsten: im Wolde und Hakesbühe (dem Gute Hehlen gehörig) und auf dem Walde (der Braunschweigschen Kammer zustandig). Sie berührt auf diesem Striche namentlich den Grenzstein unter dem Königl. Hannöverischen Forste, die Wildbahn; ferner die sogenannte krause Büche, den Störborn und die drei Gehren und fällt über einen Forstort, Stillstand genannt, in grader westlicher Richtung in den düstern Grund bei einer Grenzeiche. Hier bleibt die Grenze in dem düstern Grunde-Bleeke und zieht in unbestrittener Richtung zwischen der Lintdorfer Feldmark im Hannöverischen, und dem Herzogl.

Braunschweigschen herrschaftlichen Forste, das Ortsholz genannt, auch der Braunschweigschen Feldmark von Lichtenhagen, bis vor den Mönchsberg, wo die Grenze des Amts Grohnde aufhört und die des Amts Aerzen einfällt. 1824

Achter Abschnitt.

Grenze der drei Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichte Ottenstein, Eschershausen und Holzminden gegen die Königl. Hannöverische Stadt Bodenwerder.

§. 113. Die Stadt Bodenwerder und deren Feldmark bildet zugleich mit dem, zum Königl. Hannöverischen Amte Polle gehörigen Dorfe Pagesdorf und dessen Feldmark eine, von den vorbemerkten drei Herzogl. Kreisgerichten umschlossene Enclave. Die Grenze der gedachten Stadt gegen das Herzogl. Kreisgericht Ottenstein beginnt am Schrimnthale und zieht von dessen Mitte über den Hopfenberg und am obern Rande des letztern her, so dafs der Abhang der Stadt Bodenwerder mithin Hannöverisch, die ganze Oberfläche des Berges aber Braunschweigisch bleibt, durch die grüne Schleite auf den von Münchhausenschen Berggarten, umschliefst solchen und scheidet ihn zur Königl. Hannöverischen Hoheit aus, fällt sodann in die Hecke, welche die östliche Seite des, nach Kemnade gehörigen Stadt-Campes einschliefst und folgt derselben auf das Kalberthal zu, geht an dessen westlicher Hecke, es in Königl. Hannöverischer Hoheit lassend, über den nach Hehlen führenden sogenannten Steinweg auf das, nach Kemnade hin befindliche Ende der Hecke des, dem Fabrikanten Bege in Bodenwerder gehörenden Gartens; darauf nordwarts, die Gärten der Einwohner Zimmermann und Lange in Kemnade und den sogenannten Tannencamp im Herzogl. Braunschweigschen Gebiete lassend, in den sogenannten Todtenweg. Sie geht hienächst zwischen dem Anger und dem Klauswerder und um letztern, ihn zur Königl. Hannöverischen und den Meierschen Garten zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, in den Weserstrom, wo in dessen Mitte die Grenze des Kreisgerichts Ottenstein endet und die des Kreisgerichts Eschershausen beginnt.

§. 114. Die Grenze der Stadt Bodenwerder gegen das gedachte Kreisgericht geht queer über den Strom bis an das rechte Weserufer zwischen dem von Münchhausenschen Garten und dem Acker, der Satzhof genannt, und zwar auf den Punct, welchen eine von der Ziegel unter dem Krämerstieg, 15 Werkschuh von der letzten, am Bergabhange, neben dem von Münchhausenschen Garten stehende Eiche, in grader Richtung auf die Weser zuziehende Linie bezeichnet. In dieser Linie geht dann die Grenze vom Weser-Ufer aufwärts bis zur Ziegel (dem Ueberbleibsel eines alten Schlagbaums) und sodann unter dem Krämerstiege an den nördlichen Grenzen dieses Forstortes, bis dahin, wo, laut commissarischer Protocolle vom 25ten und 28ten September 1816, die Privatgrenze zwischen der Bodenwerderschen und der, der Gemeine Linse

1824 vergleichsmäfsig zufallenden Holzung eintritt, zu welchem Ende von den beiderseitigen Local-Behörden der vorgedachte Vergleich über jene Privatgrenzen sofort zur Vollziehung gebracht und diesemnach die Theilung der beiden Forstorte Krämerstieg und Backen zwischen der Stadt Bodenwerder und der Gemeine Linse bewerkstelligt werden soll. In der gedachten, demnächst zu bestimmenden Privatscheidung geht die Landesgrenze zwischen dem Bodenwerderschen Stadtforst und den von Hakeschen und von Groneschen, zu den Gütern Buchhagen, Westerbrak und Kirchbrak gehörenden Holzungen, bis an den, bisher Bodenwerderschen Forst, die Drupke genannt.

§. 115. In dieser Gegend tritt die Grenze des Kreisgerichts Holzminden gegen die Stadt Bodenwerder ein, und da der Forstort, die Drupke genannt, schon den obengedachten commissarischen Protocollen zufolge, der Landeshoheit und dem Privateigenthume nach, an Braunschweig abgetreten ist, über die natürliche Begrenzung desselben aber und seine Scheidung von den, bei der Stadt Bodenwerder bleibenden Forsten einige Dunkelheit obwalten könnte, so ist zu deren Aufklärung bestimmt worden: dafs einhundert neun und achtzig Morgen Calenbergeschen Ackermaafses als Flächenraum der, solchergestalt abzutretenden Drupke abgemessen und solcher Raum an der Seite der Herzoglich Braunschweigschen Forsten diesen hinzugelegt werden solle. In der Scheidung des abgetretenen Forstortes von dem Puncte, wo die Drupke unter der von Groneschen Holzung anhebt, läuft die Grenze bis in den Papengrund und zieht sich in ihrer bisherigen Richtung bis an den, von Rühle nach Bodenwerder führenden Weg und sodann, soweit er durch die Holzung führt, nordwärts in diesem Wege, da aber, wo derselbe aus dem Forste heraustritt, ostwärts abweichend in nördlicher Richtung zwischen den, in Königl. Hannöverischer Hoheit bleibenden Bodenwerderschen Stadtforsten und den sämmtlichen unter diesen Forsten belegenen und im Herzogl. Braunschweigschen Gebiete bleibenden Aeckern, Wiesen und Aengern hin, bis zu der Hackensecke oder Hackenrecke, einer Ackerstreife, in dessen Mitte die Grenze vom Holze ab bis an die Scheide der, an der Weser belegenen Ackerstücke des Bente zu Bodenwerder und Dörries zu Rühle und ferner in selbiger bis zu der Weser hinabgeht.

§. 116. Mit den bisherigen Grenzirrungen sind bisher manche Privat-Streitigkeiten verbunden gewesen, welche theils die Verhältnisse der beiderseitigen Landesherren gegen einander, mehrentheils nur die Verhältnisse und Gerechtsame der Stadt Bodenwerder betroffen haben. Ueber diese Streitigkeiten ist, mit Zugrundlegung der früheren Verhandlungen, so wie auch mit Uebereinstimmung des Magistrats und der Bürger-Deputirten der Stadt Bodenwerder, folgende Vereinbarung geschehen: 1. die oben gezogene Landesgrenze soll auch die Gerichtsbarkeitsgrenze der Stadt Bodenwerder gegen die angrenzenden Herzogl. Braunschweigschen

Kreisgerichte bilden. 2. In Ansehung der Steuern bleibt deren künftige Ausgleichung, so wie die des ganzen Steuer-Verhältnisses, zu einer gemeinsamen Uebereinkunft am Schlusse des ganzen Grenzregulirungsgeschäfts ausgesetzt. Bis dahin wird der status quo vor und bis zur Epoche der feindlichen Occupation der Herzogl. Braunschweigschen Lande im Jahre 1806 als Norm angenommen und es sollen die, solchem Normal-Verhältnisse zuwider, von den Einwohnern der Herzogl. Braunschweigschen Dörfer Rühle und Linse Königl. Hannöverischer Seits geforderten Steuern niedergeschlagen werden. 3. In Ansehung der Abtretung des Forstorts, die Drupke, hat es bei der commissarischen Uebereinkunft im Jahre 1816, mit Hinsicht auf die obigen, die Begrenzung betreffenden Bestimmungen sein Bewenden. 4. Dagegen wird Herzogl. Braunschweigscher Seits die hohe und niedere Jagd in den Forsten und in der Feldmark der Stadt Bodenwerder, nach deren obiger Begrenzung, dieser Stadt abgetreten. 5. Die Stadt Bodenwerder entsagt ihren Ansprüchen auf den Steinbruch im Eckberge, so wie auf den Rullbusch unweit Rühle, zu Gunsten des Herzogl. Hauses Braunschweig. 6. Dieselbe verzichtet ferner auf die, dem ehemaligen Siechenhause vom Fürstl. Haushalte zu Kemnade zu verabfolgende jährliche Prästation von sieben Himpten Rocken, so wie auf die Lieferung von jährlich einem Hirsche und zwei Schmalthieren. 7. Eben so fällt der Anspruch der Stadt auf Anweisung einer Dingstätte, so wie auch auf die niedere Jagd im Rühleschen Felde, in Gemäfsheit der ausdrücklichen Entsagung auf diesen letzten Punct vom 9ten Februar 1822 hinweg. 8. Es sollen alle und jede Beschränkungen in Ansehung der Concession von Wirthschaften und andern Gewerben gegenseitig hinwegfallen, und es soll in jedem Gebiete den Behörden deshalb völlig freie Hand gelassen werden. 9. Alle übrigen privatrechtlichen Beziehungen, insbesondere die Weide-Verhältnisse zwischen der Stadt Bodenwerder und den angrenzenden Domänen zu Forst und Kemnade, so wie den Braunschweigschen Gemeinen Kemnade, Rühle und Linse, bleiben unverändert bestehen. Ein gleiches gilt in Rücksicht der sogenannten Reine-Felder Heuer, einer Abgabe, zu deren Abführung die Einwohner der Stadt Bodenwerder, so wie bisher verpflichtet bleiben. 10. Die Schiffahrt auf dem Weserstrome, insoweit solche nach obiger Grenzbestimmung das Gebiet der Stadt durchschneidet, soll den Herzogl. Braunschweigschen Unterthanen ohne einige Einschränkung offen bleiben, dergestalt, dafs ihrer Schiffahrt und ihrem Handel, so wie dem Gebrauche des Leinpfades überall kein Hindernifs in den Weg gelegt, noch der Handel u. s. w. mit Durchgangszöllen oder sonstigen Abgaben belegt oder durch Vorrichtungen irgend einer Art erschwert werden solle. 11. Da der, am rechten Ufer der Weser zwischen dem von Münchhausenschen Garten und dem sogenannten Salzhofe nach obiger Bestimmung von der Landesgrenze durchschnittene Anger an der Flufsseite zum Anlageplatze für die Schiffe benutzt wird und zu diesem Behufe nicht an jedem Puncte

1824

1824 gleich brauchbar befunden oder bleiben möchte, so soll er in seiner ganzen Ausdehnung für beiderseitige Unterthanen zum Aus- und Einladen der Waaren gebraucht werden dürfen; und es soll dabei in Ansehung der Befreiung von einer jeden Art von Abgaben ohne alle Ausnahme auf die Herzogl. Braunschweigschen Schiffer und Unterthanen die Stipulation der Nummer 10 angewendet werden. 12. Bei den, Artikel 10 und 11 getroffenen Bestimmungen wird jedoch vorbehalten: dafs sich die Herzogl. Braunschweigschen Unterthanen, der ihnen bei der Fortdauer der gegenwärtigen Verhältnisse zugesicherten Freiheit von den Schiffahrts-Abgaben ungeachtet, denjenigen gleich den Königl. Hannöverischen Unterthanen zu unterwerfen haben werden, welche in Folge der Beschlüsse der zu Minden versammelt gewesenen Schiffahrts-Commission daselbst etwa angeordnet werden möchten.

Neunter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Ottenstein gegen das Königlich Hannöverische Amt Aerzen.

§. 117. Diese Grenze nimmt ihren Anfang an der südwestlichen Ecke des Mönchebergs, eines Königl. Hannöverischen Forstes an dem Puncte, wo die des Königl. Amts Gröhnde gegen das Herzogl. Kreisgericht Ottenstein geendet hat. Sie zieht sich von da in völlig unbestrittener Richtung zwischen jenem Forste und der Feldmark des Herzogl. Braunschweigschen Dorfes Lichtenhagen, nach der Privatscheidung beider, fort, bis sie unweit des Pyrmontschen Dorfs Eichenborn sich endet, da, wo die Grenze des letztern gegen das Dorf Lichtenhagen, welche durch eine versteinte Linie bezeichnet wird, eintritt.

Zehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Ottenstein gegen das Königlich Hannöverische Amt Polle.

§. 118. Die südliche Begrenzung des erwähnten Herzogl. Kreisgerichts beginnt da, wo die Grenze des Waldeckschen Fürstenthums Pyrmont mit den obgedachten Aemtern zusammentrifft, bei einem Grenzsteine, welcher an einem Graben im langen Grunde steht. Diesem Graben folgt sie in nordöstlicher Richtung bis zur unbestrittenen Eigenthums-Grenze zwischen dem Königl. Hannöverischen und dem Herzogl. Braunschweigschen Forste, der Fall genannt. Sie geht in solcher Scheidung südostwärts nach einer versteinten Linie bis in das Blixenthal und den Blixengraben. Diesem Graben bis zu dessen Vereinigung mit dem Glessebache und sodann solchem Bache durch das Glessethal folgend, läfst sie an Königl. Hannöverischer Seite die Waldungen: Riesenberg, Ahrensberg und Heinholz; an Herzogl. Braunschweigscher Seite aber den Forst am Niedernberge und wendet sich, unweit der Lünborns Mühle bei einem Grenzsteine die, daselbst belegene Braunschweigsche Amtswiese zur Herzogl. Hoheit ausscheidend,

in die unbestrittene Scheidung der Hannöverischen Holzung, der Klef, von der Herzogl. Braunschweigschen Ackerländerei und Holzung, gleichfalls den Klef genannt, und zieht sodann zwischen der Brevördeschen Länderei auf dem Thalacker am Krähen-Campe, auf der faulen Breite und unter der Mausebreite, Königl. Hannöverischer und dem Forstorte Linsenbusch und der 5ten Wanne Sommerfeldes vor dem Kelsthale, zur Feldmark Grave gehörend, Herzogl. Braunschweigscher Seits, der Stelle eines alten, am Wege nach Hohe befindlich gewesenen Grenzpfahls zu, neben welcher Stelle noch zwei Grenzsteine sich befinden. Von hier geht die Grenze südlich in der unbestrittenen Scheidung zwischen Brevörde und Grave, die erste Wanne Winterfeldes der Graveschen Feldmark in Herzogl. Braunschweigscher, und die Ackerstücke, welche sonst Hans Dietrich Henke und Albert Johannknecht gehört haben, in Königl. Hannöverischer Hoheit lassend und zieht ferner bei der 5ten Wanne des Graver Winterfeldes sich etwas ostwärts auf den sogenannten Rieperbusch wendend, in der Scheidung erwähnter 5ten Wanne von der, nach Brevörde gelegenen Länderei, in der südlichen Furche des Endstücks No. 14 gedachter Wanne ostwärts bis an die 5te Wanne des Graveschen Brachfeldes. Hier geht sie nach der Scheidung der Stücke No. 6 bis einschliefslich 16 der vorbemerkten 5ten Wanne Brachfeldes hinter den Höfen, und der Stücke No. 29. 28. 3. 27. 7. 8. 9 und 26 der ersten Wanne des Graver Brachfeldes von den südwestwärts gelegenen, gröfstentheils nach Brevörde gehörenden Ländereien, welche in der Vermessungs-Beschreibung des Dorfs Grave als 4te Wanne Brachfeldes im Brevördeschen Felde aufgeführt sind, bis wo die Scheidefurche der Stücke 28 und 25, einer und des Stücks 29 anderer Seits der dritten Wanne des Graveschen Brachfeldes in Brevördeschen Felde die vorerwähnte erste Wanne des Brachfeldes berührt. In dieser Scheidefurche läuft die Grenze südlich, bis wo die Stücke enden und zieht sich in östlicher Richtung vor den Stücken 25 und so weiter rückwärts gezählt bis zum Stücke No. 5 der 3ten Wanne des Graveschen Brachfeldes, folgt dann südlich der westlichen Furche des Stücks No. 4 derselben Wanne und umschliefst, in westlicher Richtung sich wendend, das Stück No. 31 der 2ten Wanne des Graveschen Brachfeldes auf der Schlue, worauf sie sich vor der, daselbst befindlichen Anlandung des Weserstroms, der Brevörder Pfingstanger genannt, selbigen zur Königl. Hannöverischen Hoheit ausscheidend, in des Stromes Mitte zieht, von welchem Puncte an die Gerichtsbarkeit des Herzogl. Kreisgerichts Ottenstein aufhört und die des Kreisgerichts Holzminden anhebt. 1824

§. 119. Das Königl. Amt Polle berührt ferner das Herzogl. Kreisgericht Ottenstein bei dem Puncte, wo das Gebiet der Stadt Bodenwerder mit der Grenze der gedachten beiden Gerichte zusammentrifft. Dieselbe geht anfanglich in südwestlicher Richtung zwischen dem Königl. Hannöverischen Forste Hopfenberg und der Herzogl. Braunschweigschen Waldung,

1824 Kemnader Klosterholz, über den Lutter-Grund in unbestrittener Linie und ferner zwischen der Holzung der Bodenwerderschen Erben und der Interessenten Holzung Feldberg an Königl. Hannöverischer, so wie der Feldmark Hohe an Herzogl. Braunschweigscher Seite, bis wo die Feldmark des Dorfes Pegestorf eintritt. Hier wendet sie sich westwärts, einer unbestrittenen Linie zwischen den Feldmarken Pegestorf und Hohe folgend, bis wo das, am Allerberge belegene Ackerstück des Einwohners Reuter zu Hohe vorschiefst. Sie zieht hier in der südlichen Scheidung der am Allerberge belegenen, nach Hohe gehörenden Ackerstücke und des, zwischen selbigen hinaufziehenden Gebüsches, der obere Allerberg genannt, und wiederum vor dem Acker nordwärts, denselben, so wie den obern Allerberg zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, bis auf einen Punct an der westlichen Scheidung des, dem p. Böker zu Hohe gehörenden Ackers, welcher um 2/3 der Länge solchen Ackers von dessen südwestlicher Ecke entfernt ist. Von dem hiedurch bestimmten Puncte zieht sich die Grenze nach der Richtung der nördlichen und südlichen Scheidung des bemerkten Bökerschen Ackerstücks (nach der Richtung der Wanne desselben) queer durch den untern Allerberg in den Eichelbach hinunter, und folgt selbigem bis zum Tataren-Pfahl an den, von Hohe nach Grave führenden Weg. Sie geht sodann vom Tataren-Pfahle zwischen dem Goschohl, einem Interessenten-Holze, Königl. Hannöverischer und dem Brutenberge, einem herrschaftlichen Forste, Herzogl. Braunschweigscher Seits, in einen Hohlweg unter der nach Hohe gelegenen Länderei und in selbigem bis zu einem Grenzsteine, welcher unweit des Mühlenberges zwischen dem Ackerstücke des Einwohners Uhli zu Pegestorf und dem Angerstücke des Einwohners Söftge zu Grave sich befindet. Von diesem Steine zieht sie in grader Linie den Mühlenberg hinab bis in die Weser, und in deren Mitte bis zu dem, am Schlusse des § 115 angedeuteten Puncte.

§. 120. Bei Gelegenheit dieser Grenz-Regulirung ist auch über die langjährigen Privatstreitigkeiten zwischen den Gemeinen Hohe und Pegestorf wegen der Holzung, auch Hut und Weide am Allerberge, mit Uebereinstimmung der interessirten Theile, nach vorgängiger gehöriger Legitimation derselben Mandatarien, die Bestimmung getroffen, dafs die im § 119 beschriebene Landes-Grenzlinie vom Reuterschen Campe an bis zum Eichelbache gerechnet, die Privat-Scheidung der gedachten Gemeinen in Ansehung ihrer gegenseitigen Ansprüche dergestalt bilden solle, dafs die Gemeine Pegestorf im Norden der gedachten Linie, die Gemeine Hohe aber im Süden derselben überall keine Rechte an Holz und Weide ferner solle verlangen können.

Eilfter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Holzminden gegen das Königlich Hannöverische Amt Polle.

§. 121. Von dem Puncte, wo nach der Bestimmung des § 118 die Grenze unweit Grave in die Mitte des Weserstroms gefallen ist, geht sie an das entgegengesetzte Ufer in den Ausflufs des Kreuzbrunnen-Grabens bei Reilefzen und steigt in selbigem hinauf und weiter in grader Linie auf eine Hecke zu, welche sich am Acker der Wittwe Bertram in Reilefzen befindet. Sie zieht selbiger entlang, sie mit besagtem Acker zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, und weiter in unbestrittener Richtung am Warneken- (auch Querken- und Birken-) Thalsgraben über den Berg zwischen dem obern Koppenbergskropf Hannöverischer und der Forst am Knapp Herzogl. Braunschweigscher Seits, und den am Abhange des Berges liegenden, theils nach Reilefzen, theils zum Amtshaushalte in Forst gehörigen Acker zur Braunschweigschen, einen hart an der Weser belegenen, nach Heinsen gehörigen Busch aber zur Königl. Hannöverischen Hoheit abscheidend, in die Mitte des Weserstroms und steigt in selbigem hierauf, bis wo die Grenze des Amts Polle sich endet und die Königl. Preufsische Corveische Grenze den Anfang nimmt.

Zwölfter Abschnitt.

Grenzen des Herzoglich Braunschweigschen Kreisgerichts Holzminden gegen die, jetzt vereinten Königlich Hannöverischen Aemter Nienover und Lauenförde.

§. 122. Diese Grenze beginnt in der Mitte des Weserstroms, wo die Berührung des Fürstl. Kreisgerichts Holzminden mit dem Königl. Preufsischen Fürstenthume Corvey im Süden aufhört, und zieht sich ostwärts nach einer, im Jahre 1779 zwischen den damaligen Aemtern Lauenförde und Fürstenberg vereinbarten Versteinung. Diese versteinte Linie fängt mit dem Steine No. 69 an dem Ufer der Weser an, und endet bei dem Steine No. 1. Sie geht zuerst durch eine mit Hecken eingefafste Trift und dann in einem Feldwege auf die Kreuzeiche und über die Steinken-Wiese, den langen Berg, einen Herzogl. Braunschweigschen Forste in Braunschweigscher, und erst die von Mannsbergsche und weiterhin eine Königl. Hannöverische Forst in Hannöverischer Hoheit lassend, auf die Feldmark des Dorfes Derenthal zu und in den Derenthalschen Wiesen hinauf, bis wo die Grenze des Königl. Amts Nienover anfängt. Die Grenze bleibt in der, im Jahre 1754 versteinten Linie und zieht von dem Steine No. 181, bis wo bei dem Steine No. 1 die Grenze des Königl. Hannöverischen Amts Uslar anfängt, die Königl. Forsten Beifsenberg, Hamstermühlengrund und im Wildenkopfe zur Hannöverischen; zur Braunschweigschen Hoheit aber die Feldmark Derenthal, und namentlich den Schweineanger und die Derenthaler Wiesen, so wie den Forstort Hasselburg ausscheidend.

1824 *Dreizehnter Abschnitt.*

Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Holzmiden gegen das Königl. Hannöverische Amt Uslar.

§. 123. Diese Grenze hebt da an, wo die des Königl. Amts Nienover bei dem mit No. 1 bezeichneten Grenzsteine aufhört, und fällt sogleich in den Bach, die Ahle genannt, und läuft in selbigem bis an die Neuhäuser Wiesen fort, wo sie in des sogenannten Dölme- auch Dölmke-Bach übergeht und in selbigem hinauf geht, bis an den Punct, wo die 1799 vorgenommene, vorläufige Vereinbarung und Vermessung hinsichtlich der dort streitigen Grenze eintritt. Dieser Vereinbarung gemäfs, geht die Landesgrenze da, wo die in neueren Zeiten angelegte kleine Gestüts-Wiese, auf der nordwestlichen Seite des Dölmebachs belegen, an selbigem mit den Derenthaler Wiesen zusammenstöfst, nach der Privatgrenze zwischen solcher Gestüts-Wiese und den Derenthaler, nachher den Allersheimschen Amtswiesen nordwärts und dann queer über jene, während der französischen Occupation zum Gebrauche des Gestüts Neuhaus aptirte Angerfläche, und dann auf selbiger den Weg entlang, welcher längs der, zum Gestüte gehörigen Stuten-Nachtweide von Nienover zum Gestüte führt, nach der nähern, durch die im Jahre 1799 vorgenommene Vermessung und Chartirung feststehenden Bezeichnung. Sie wendet sich sodann bei der nordwestlichen Ecke der erwähnten neu aptirten Wiese, dieselbe fast gänzlich zur Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, in nördlicher Richtung; die Dünggrube des Gestüts Neuhaus in Hannöverischer Hoheit lassend, auf einen alten, unfern des Hannöverischen Förster-Gartens stehenden Grenzpfahl und weiter in grader Linie auf den Stamm einer alten Grenzeiche vor dem Teiche, und dann mehr ostwärts auf den Brunnen an der Wohnung des Hannöverischen Försters zu Neuhaus, dergestalt jedoch, dafs bei der künftigen Versteinung dieser Grenze dahin geschen werden solle, dafs unfern der erwähnten Dünggrube auf Hannöverischem Territorio hinreichender Raum gelassen werde, um die Zu- und Abfuhr eines vierspännigen Wagens zu gestatten, auch die Abfuhr des Heues aus der, dem Gestüte zustandigen neuen Wiese und die dazu erforderliche Wendung des Wagens nicht gehindert werde.

§. 124. Von der Hannöverischen Försterwohnung zieht sich die Grenze erst vor dem rothen Wasser bis über den vom Gestüte westwärts ziehenden Weg und sodann in den benannten Bach, welchem sie in unbestrittener Richtung bis zu dem Puncte folgt, wo Königl. Hannöverischer Seits die Quelle des rothen Wassers angenommen wird, und unfern desselben eine, mit einem Wolfsangel bezeichnete Birke steht. Hier durchschneidet sie die streitige Fläche im Mecklenbruche, nämlich zwischen der graden Linie von dem Puncte, welchen man Königl. Hannöverischer Seits als Quell des rothen Wassers annimmt, bis zu der unfern des Haselöppelborns befindlichen, von beiden Seiten als Markzeichen angesehenen Birke

und derjenigen Linie, welche, ostwärts abweichend; durch jene Quelle, eine Birke, drei Erdfälle und wiederum eine Birke bis zu der vorgedachten Grenz-Birke läuft, (ein etwa vierzehn Morgen enthaltender Raum), dergestalt, dafs dieselbe zwischen beiden Territorien gleich getheilt und darnach die Landesgrenze bestimmt werden solle. Von der letzterwähnten Grenz-Birke geht die Grenze im rothen Wasser weiter über den Haselöppelborn zwischen dem Mittelberge Königl. Hannöverischer und den nach Hellenthal gehörenden Wiesen Herzogl. Braunschweigscher Seits, bis, wo vor den Wiesen der Dorfschaft Mackensen die Grenze des Königl. Hannöverischen Amts Erichsburg-Hunnesrück anfängt und die des Amts Uslar endet. 1824

Vierzehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Eschershausen gegen das Königlich Hannöverische Amt Erichsburg-Hunnesrück.

§. 125. Diese Grenze hebt an unter dem Mittelberge unfern des Haselöppelborns und folgt dem Bette des rothen Wassers durch das Hellenthal, den von dem Dorfe Hellenthal nach Merxhausen führenden Weg hinab, über des Einwohners Tüllmer zu Merxhausen Wiese auf einem mit No. 2 bezeichneten Grenzstein zu, der am Timmermanns beim Schwalkloche belegenen Wiese steht. Sie zieht sich von hier nach der, durch die Protocolle vom 22ten September 1767 und vom 14ten und 15ten Junius 1768 aufgenommenen Risse, bis zum Steine No. 7, die dem Einwohner Timmermann in Merxhausen gehörige, vorerwähnte Wiese in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit lassend, und wendet sich hierauf in grader Richtung über den Rosenbrunnen auf den Stein No. 9 zu und von diesem in einen, unter der Königl. Hannöverischen Forst Winkelforst, vom Hellenthal führenden Fahrweg bis zum Steine No. 14 in Lotzengrund. Hierauf geht sie südostwärts auf den Stein No. 15 am Schnepfenthale und weiter in östlicher Richtung, und einer graden, durch Grenzsteine bezeichneten Linie durch den Spühlichbach beim Hannöverischen Grenzkruge. Sie geht hienächst, die Wiese des p. Flotho in Merxhausen im Osten umschliefsend, in einer graden nordöstlichen Richtung über den Steinberg, zwischen den Grundstücken der Ortschaften Mackensen und Merxhausen nach einer versteinten Linie bis zum Steine No. 22, den Höke oder Heukenberg hinauf und die nach Mackensen, jetzt dem Einwohner Jernholz daselbst gehörige Wiese zur Hannöverischen Hoheit ausscheidend, weiter in einer Hecke südlich zwischen der Mackensenschen und Denkiehausenschen Feldmark in den Fahrweg an dem Heukenbergsgrund.

§. 126. Von hier zieht sie dem Herzogl. Braunschweigschen Warnungspfahle vorbei, immer in der Scheidung der beiden vorerwähnten Feldmarken am Teichdamme der dort belegenen, nach Denkiehausen gehörenden Mühle hinauf, bis auf die Klippe zwischen den Forstorten Weinberg und Sundern, deren

1824 ersterer in Königl. Hannöverischer, der letzte aber in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit verbleibt. Von dieser Klippe folgt die Grenze der Privatscheidung zwischen der Königl. Hannöverischen und der, zum von Rauschenplatschen Gute zu Denkiehausen gehörigen Holzung, wie solche durch einen Graben und durch Grenzbäume bemarkt ist, zuerst auf eine Büche an Neisekenplacke und weiter am Rüttgerodt nach der Braunschweigschen Behauptung. Sie folgt ferner immer der Forstscheidung, zur Hannöverischen Seite eine Bücheuscheuung, auf Braunschweigscher Seite aber Hochwald lassend, auf eine alte Grenzbüche zu, nach der Hannöverischen Behauptung, und zieht sodann in einem alten Fahrwege auf der Höhe des Berges fort, hier wiederum der Braunschweigschen Behauptung folgend. Von hier geht die Grenze weiter zwischen dem Bolzenberge in Hannöverischer und Ohlenberge in Braunschweigscher Hoheit, die an der östlichen Seite dieser Forstörter obgewaltete Irrung, der Hannöverischen Angabe gemäls bestimmend. Sie zieht sich hierauf vom weifsen Steine nach der Richtung einer Hecke den Berg hinab aus dem Forste und zwischen der Lüthorsteschen Gemeine-Waldung am Bohnengrunde Hannöverischer und den nach Denkiehausen gehörigen Aeckern und Wiesen Braunschweigscher Seits, bis wieder in den Wald, durch welchen sie nach der Privatscheidung, die Irrung am Ackerkopfe nach der Hannöverischen Behauptung entscheidend, in den Fahrweg von Denkiehausen nach Wangelnstedt fällt, und in selbigem und weiter in einer Landwehr zwischen dem Königl. Hannöverischen Mäseberge und der Herzogl. Braunschweigschen Feldmark Emmerborn die Hallerecke herunter, bis zu einem Grenzsteine geht, welcher mit A. E. und A. W. 1557 bezeichnet ist. Von hier folgt die Grenze einer versteinten Linie durch das Harriesiek sodann zwischen selbigem und dem Hermelingsberge und längs der Wangelnstedtschen in Braunschweigscher Hoheit verbleibenden Feldmark. Wo die Versteinung endet, zieht sich die Grenze in unbestrittener Richtung eine Landwehr entlang und über zwei Erdfälle am Langenberge den Kahlenberg hinan, wo sie zwischen zweien Warnungspfählen über die Einbeckische Strafse zwischen der neuen Hufe Hannöverischer und dem Wangelnstedtschen Pfingstanger Braunschweigscher Seits auf eine andere versteinte Linie zieht. Dieser Versteinung folgt sie, und wo dieselbe endet, bleibt sie in der Privatscheidung zwischen den Forstörtern: Vorwohlteberg, Langegrassemerstieg und Hasensiek Hannöverischer, so wie Kaas, Stollen, Möllenstedt und Helleberg, Herzoglich Braunschweigscher Seits, bis zur sogenannten Rundspaden-Büche, wo die Grenze des Königl. Hannöverischen Amts Erichsburg-Hunnesrück sich endet.

§. 127. Die im vorstehenden § bestimmte Linie der Landesgrenze soll auch als Bestimmung der Privatscheidung zwischen den Königl. Hannöverischen Forsten und denjenigen des Guts Denkiehausen für die Zukunft angenommen werden.

wodurch die bisher in dieser Gegend bestandenen kleinen Privat-Irrungen ihre Erledigung erhalten. 1824

Funfzehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Eschershausen gegen das Königlich Hannöverische Amt Rothenkirchen.

§. 128. Diese Grenze fängt an bei der Rundspadenbüche und geht zwischen dem Birkenberge, einer der Gemeine Rengershausen gehörenden Waldung und der Feldmark Rengershausen Königl. Hannöverischer, so wie der Herzogl. Waldungen Hellenberg und Dörenberg, auf einigen, nach Rengershausen gehörenden, in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit belegenen Aecker und Wiesen, Braunschweigscher Seits in einer versteinten Linie vom Steine No. 46 an, bis zum Steine No. 1, wie solche Versteinung in dem darüber, zwischen den Aemtern Rothenkirchen und Wickensen unterm 27ten September 1776 errichteten Recesse näher beschrieben sich findet.

Sechszehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Greene gegen die Königl. Hannöverischen Aemter Rothenkirchen, Salzderhelden und die Stadt Einbeck.

§. 129. Von dem Puncte an, wo die Grenze des Herzogl. Kreisgerichts Eschershausen endet, geht dieselbe in einem Wege durch die Waldung am Dörnberge auf Königl. Hannöverischer Seite die Rengershausensche Gemeineholzung, auf Herzogl. Braunschweigscher aber erst herrschaftliche Forst, dann nach Wenzen gehörende Gemeinewaldung lassend, und weiter südlich zwischen besagter Rengershausenschen Waldung und den im Osten derselben belegenen, gröfstentheils nach Wenzen gehörenden Aecker und Anger am Dörenberge. Sie zieht sodann in südöstlicher Richtung, besagten Anger oder Draisch zur Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, zwischen dem Stukenberge, einem nach Arendshausen gehörenden Anger, Hannöverischer Seits und der Feldmark des Dorfes Wenzen in einer Hecke bis vor den Spintibusch, um selbigen südwärts ihn zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, und wiederum in einer Hecke zwischen besagtem Stukenberge, welcher hier zunächst nach Arendshausen gehört, weiterhin aber der Hütung der Gemeine Vardeilsen zum Theil gemeinschaftlich mit der Dorfschaft Bartshausen unterliegt, auf Königl. Hannöverischer und der Wenzenschen Feldmark am Dörnberge auf Herzogl. Braunschweigscher Seite. In der Hecke sich fortziehend, geht sie zwischen dem Vardeilschen Anger, die Böhne genannt, dem nach Bartshausen gehörenden kleinen Campe und dem nach Wenzen gehörenden Schreibercampe über mehrere Grenzsteine längs eines Fahrweges hinunter, bis auf die nordöstliche Ecke der neuen Wiese vor dem Bartshausenschen Anger, die Gehren genannt. Von jener durch einen Stein bezeichneten Ecke zieht sich die Grenze südlich zwischen dem Vardeilsenschen Anger, die Böhne,

1824 ersterer in Königl. Hannöverischer, der letzte aber in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit verbleibt. Von dieser Klippe folgt die Grenze der Privatscheidung zwischen der Königl. Hannöverischen und der, zum von Rauschenplatschen Gute zu Denkiehausen gehörigen Holzung, wie solche durch einen Graben und durch Grenzbäume bemarkt ist, zuerst auf eine Büche an Neisekenplacke und weiter am Rüttgerodt nach der Braunschweigschen Behauptung. Sie folgt ferner immer der Forstscheidung, zur Hannöverischen Seite eine Bücheuschonung auf Braunschweigscher Seite aber Hochwald lassend, auf eine alte Grenzbüche zu, nach der Hannöverischen Behauptung, und zieht sodann in einem alten Fahrwege auf der Höhe des Berges fort, hier wiederum der Braunschweigschen Behauptung folgend. Von hier geht die Grenze weiter zwischen dem Bolzenberge in Hannöverischer und Ohlenberge in Braunschweigscher Hoheit, die an der östlichen Seite dieser Forstörter obgewaltete Irrung, der Hannöverischen Angabe gemäß bestimmend. Sie zieht sich hierauf vom weifsen Steine nach der Richtung einer Hecke den Berg hinab aus dem Forste und zwischen der Lüthorsteschen Gemeine-Waldung am Bohnengrunde Hannöverischer und den nach Denkiehausen gehörigen Aeckern und Wiesen Braunschweigscher Seits, bis wieder in den Wald, durch welchen sie nach der Privatscheidung, die Irrung am Ackerkopfe nach der Hannöverischen Behauptung entscheidend, in den Fahrweg von Denkiehausen nach Wangelnstedt fällt, und in selbigem und weiter in einer Landwehr zwischen dem Königl. Hannöverischen Möseberge und der Herzogl. Braunschweigschen Feldmark Emmerborn die Hallerecke herunter, bis zu einem Grenzsteine geht, welcher mit A. E. und A. W. 1557 bezeichnet ist. Von hier folgt die Grenze einer versteinten Linie durch das Harriesiek sodann zwischen selbigem und dem Hermelingsberge und längs der Wangelnstedtschen in Braunschweigscher Hoheit verbleibenden Feldmark. Wo die Versteinung endet, zieht sich die Grenze in unbestrittener Richtung eine Landwehr entlang und über zwei Erdfälle am Langenberge den Kahlenberg hinan, wo sie zwischen zweien Warnungspfählen über die Einbecksche Strafse zwischen der neuen Hufe Hannöverischer und dem Wangelnstedtschen Pfingstanger Braunschweigscher Seits auf eine andere versteinte Linie zieht. Dieser Versteinung folgt sie, und wo dieselbe endet, bleibt sie in der Privatscheidung zwischen den Forstörtern: Vorwohlteberg, Langegrasseimerstieg und Hasensiek Hannöverischer, so wie Kaas, Stollen, Möllenstedt und Helleberg, Herzoglich Braunschweigscher Seits, bis zur sogenannten Rundspaden-Büche, wo die Grenze des Königl. Hannöverischen Amts Erichsburg-Hunnesrück sich endet.

§. 127. Die im vorstehenden § bestimmte Linie der Landesgrenze soll auch als Bestimmung der Privatscheidung zwischen den Königl. Hannöverischen Forsten und denjenigen des Guts Denkiehausen für die Zukunft angenommen werden

wodurch die bisher in dieser Gegend bestandenen kleinen Privat-Irrungen ihre Erledigung erhalten. 1824

Funfzehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Eschershausen gegen das Königlich Hannöverische Amt Rothenkirchen.

§. 128. Diese Grenze fängt an bei der Rundspadenbüche und geht zwischen dem Birkenberge, einer der Gemeine Rengershausen gehörenden Waldung und der Feldmark Rengershausen Königl. Hannöverischer, so wie der Herzogl. Waldungen Hellenberg und Dörenberg, auf einigen, nach Rengershausen gehörenden, in Herzogl. Braunschweigscher Hoheit belegenen Aecker und Wiesen, Braunschweigscher Seits in einer versteinten Linie vom Steine No. 46 an, bis zum Steine No. 1, wie solche Versteinung in dem darüber, zwischen den Aemtern Rothenkirchen und Wickensen unterm 27ten September 1776 errichteten Recesse näher beschrieben sich findet.

Sechszehnter Abschnitt.

Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Greene gegen die Königl. Hannöverischen Aemter Rothenkirchen, Salzderhelden und die Stadt Einbeck.

§. 129. Von dem Puncte an, wo die Grenze des Herzogl. Kreisgerichts Eschershausen endet, geht dieselbe in einem Wege durch die Waldung am Dörnberge auf Königl. Hannöverischer Seite die Rengershausensche Gemeineholzung, auf Herzogl. Braunschweigscher aber erst herrschaftliche Forst, dann nach Wenzen gehörende Gemeinewaldung lassend, und weiter südlich zwischen besagter Rengershausenschen Waldung und den im Osten derselben belegenen, gröfstentheils nach Wenzen gehörenden Aecker und Anger am Dörenberge. Sie zieht sodann in südöstlicher Richtung, besagten Anger oder Draisch zur Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, zwischen dem Stukenberge, einem nach Arendshausen gehörenden Anger, Hannöverischer Seits und der Feldmark des Dorfes Wenzen in einer Hecke bis vor den Spintibusch, um selbigen südwärts ihn zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit ausscheidend, und wiederum in einer Hecke zwischen besagtem Stukenberge, welcher hier zunächst nach Arendshausen gehört, weiterhin aber der Hütung der Gemeine Vardeilsen zum Theil gemeinschaftlich mit der Dorfschaft Bartshausen unterliegt, auf Königl. Hannöverischer und der Wenzenschen Feldmark am Dörnberge auf Herzogl. Braunschweigscher Seite. In der Hecke sich fortziehend, geht sie zwischen dem Vardeilschen Anger, die Böhne genannt, dem nach Bartshausen gehörenden kleinen Campe und dem nach Wenzen gehörenden Schreibercampe über mehrere Grenzsteine längs eines Fahrweges hinunter, bis auf die nordöstliche Ecke der neuen Wiese vor dem Bartshausenschen Anger, die Gehren genannt. Von jener durch einen Stein bezeichneten Ecke zieht sich die Grenze südlich zwischen dem Vardeilsenschen Anger, die Böhne,

1824 ersterer in Königl. Hannöverischer, der letzte aber in
Braunschweigscher Hoheit verbleibt. Von dieser Kli
die Grenze der Privatscheidung zwischen der König
verischen und der, zum von Hauschenplatschen Gut
Kiehausen gehörigen Holzung, wie solche durch ein
und durch Grenzbäume bemarkt ist, zuerst auf eine
Neisekenplacke und weiter am Rüttgerodt nach
schweigschen Behauptung. Sie folgt ferner immer
scheidung, zur Hannöverischen Seite eine Büch
auf Braunschweigscher Seite aber Hochwald lass
alte Grenzbüche zu, nach der Hannöverischen
und zieht sodann in einem alten Fahrwege auf
Berges fort, hier wiederum der Braunschweigsch
folgend. Von hier geht die Grenze weiter
Bolzenberge in Hannöverischer und Ohlenbe
schweigscher Hoheit, die an der östlichen Seit
örter obgewaltete Irrung, der Hannöverischen
bestimmend. Sie zieht sich hierauf vom wei
der Richtung einer Hecke den Berg hinab aus
zwischen der Lüthorsteschen Gemeine-Wald
grunde Hannöverischer und den nach Denkie
Aeckern und Wiesen Braunschweigscher Se
den Wald, durch welchen sie nach der Pr
Irrung am Ackerkopfe nach der Hannöver
entscheidend, in den Fahrweg von Denkie
gelnstedt fällt, und in selbigem und weiter
zwischen dem Königl. Hannöverischen
Herzogl. Braunschweigschen Feldmark En
ecke herunter, bis zu einem Grenzstein
A. E. und A. W. 1557 bezeichnet ist.
Grenze einer versteinten Linie durch d
zwischen selbigem und dem Hemeling
Wangelnstedtschen in Braunschweigsche
Feldmark. Wo die Versteinung endet
in unbestrittener Richtung eine Land
zwei Erdfälle am Langenberge den K
zwischen zweien Warnungspfählen
Strafse zwischen der neuen Hufe
Wangelnstedtschen Pflugstanger Fe
andere versteinte Linie sich
dasselbe endet, bleibt

in die unbestrittene Scheidung der Hannöverischen Holzung, der Klef, von der Herzogl. Braunschweigschen Ackerländerei und Holzung, gleichfalls den Klef genannt, und zieht sodann zwischen der Brevördeschen Länderei auf dem Thalacker am Krähen-Campe, auf der faulen Breite und unter der Mausebreite, Königl. Hannöverischer und dem Forstorte Linsenbusch und der 5ten Wanne Sommerfeldes vor dem Kelsthale, zur Feldmark Grave gehörend, Herzogl. Braunschweigscher Seits, der Stelle eines alten, am Wege nach Hohe befindlich gewesenen Grenzpfahls zu, neben welcher Stelle noch zwei Grenzsteine sich befinden. Von hier geht die Grenze südlich in der unbestrittenen Scheidung zwischen Brevörde und Grave, die erste Wanne Winterfeldes der Graveschen Feldmark in Herzogl. Braunschweigscher, und die Ackerstücke, welche sonst Hans Dietrich Henke und Albert Johannknecht gehört haben, in Königl. Hannöverischer Hoheit lassend und zieht ferner bei der 5ten Wanne des Graver Winterfeldes sich etwas ostwärts auf den sogenannten Rieperbusch wendend, in der Scheidung erwähnter 5ten Wanne von der, nach Brevörde gelegenen Länderei, in der südlichen Furche des Endstücks No. 14 gedachter Wanne ostwärts bis an die 5te Wanne des Graveschen Brachfeldes. Hier geht sie nach der Scheidung der Stücke No. 6 bis einschliefslich 16 der vorbemerkten 5ten Wanne Brachfeldes hinter den Höfen, und der Stücke No. 29. 28. 3. 27. 7. 8. 9 und 26 der ersten Wanne des Graver Brachfeldes von den südwestwärts gelegenen, gröfstentheils nach Brevörde gehörenden Ländereien, welche in der Vermessungs-Beschreibung des Dorfs Grave als 4te Wanne Brachfeldes im Brevördeschen Felde aufgeführt sind, bis wo die Scheidefurche der Stücke 28 und 25, einer und des Stücks 29 anderer Seits der dritten Wanne des Graveschen Brachfeldes in Brevördeschen Felde die vorerwähnte erste Wanne des Brachfeldes berührt. In dieser Scheidefurche läuft die Grenze südlich, bis wo die Stücke enden und zieht sich in östlicher Richtung vor den Stücken 25 und so weiter rückwärts gezählt bis zum Stücke No. 5 der 3ten Wanne des Graveschen Brachfeldes, folgt dann südlich der westlichen Furche des Stücks No. 4 derselben Wanne und umschliefst, in westlicher Richtung sich wendend, das Stück No. 31 der 2ten Wanne des Graveschen Brachfeldes auf der Schlue, worauf sie sich vor der, daselbst befindlichen Anlandung des Weserstroms, der Brevörder Pfingstanger genannt, selbigen zur Königl. Hannöverischen Hoheit ausscheidend, in des Stromes Mitte zieht, von welchem Puncte an die Gerichtsbarkeit des Herzogl. Kreisgerichts Ottenstein aufhört und die des Kreisgerichts Holzminden anhebt. 1824

§. 119. Das Königl. Amt Polle berührt ferner das Herzogl. Kreisgericht Ottenstein bei dem Puncte, wo das Gebiet der Stadt Bodenwerder mit der Grenze der gedachten beiden Gerichte zusammentrifft. Dieselbe geht anfänglich in südwestlicher Richtung zwischen dem Königl. Hannöverischen Forste Hopfenberg und der Herzogl. Braunschweigschen Waldung,

1824 und dem in demselben befindlichen Steine No. 1, wo die Grenze des Amts Alten-Bruchhausen aufhört und die des Amtes Syke ihren Anfang nimmt.

§. 133. *Grenzen des Herzogl. Braunschweigschen Kreisgerichts Thedinghausen gegen das Königl. Hannöverische Amt Syke.* Von dem Steine No. 1 gehet die Grenze den Sühstedter Mühlenbach hinab bis dahin, wo unfern der Jacobs-Mühle am Mühlenfort der Stein No. 2 sich befindet und von diesem den Mühlengraben verlassend, in grader Linie und nördlicher Richtung auf den mit No. 3 bezeichneten, in den Inhorster Campen stehenden Stein zu. Sie wendet sich darauf ostwärts queer über die besagten Cämpe, bis zum Steine No. 4, welcher in Süden einer, jetzt dem Einwohner Meier zu Felde gehörenden Wiese aufgerichtet ist, alsdann nordöstlich einen Theil der letztgenannten Wiese zur Herzogl. Braunschweigschen Hoheit abschneidend, in einer graden, durch die Steine No. 5 bis 9 bezeichneten Linie, bis zur sogenannten Bahlmannschen Hausstätte neben dem Dahmencampe, hienächst weiter östlich, besagten Camp der Herzogl. Braunschweigschen Hoheit zutheilend, bis zur südwestlichen Ecke von Dahmens Kohlgarten und dem Steine No. 10. Von diesem ab läuft sie in grader Linie wiederum nordostwärts bis zu der Bremenschen Heerstrafse, da, wo der Stein No. 15 sich findet. Ferner mehr nordwärts über die Heerstrafse in grader Linie auf dem Schneedegraben zu, wo südlich von ehemals Wendt's, jetzt Willenbrooker Campe der Stein No. 16 angetroffen wird. Dem Schneedegraben folgt von diesem Steine an die Grenze bis unter das Braunschweigsche Dorf Donnerstedt, wo sie sich in der sogenannten Strafse und in einer erst west-, sodann ostwärts sich wendenden Beugung um die Ottensenschen Wiesen hin, bis in den sogenannten Abzugsgraben, in unbestrittener Richtung zieht und endlich diesem Graben bis in die Weser folgt, welcher Flufs von da an bis zu dem im § 131 gedachten Anfangspuncte der Grenzen des Amts Westen den Scheidungspunct ausmacht.

§. 134. Da die in den vorstehenden §§ beschriebenen Grenzen auf den Recefs de dato Thedinghausen den 11ten August 1738 sich gründen und durch eine längst bestandene, feste Versteinung bezeichnet gewesen sind, diese Versteinung auch neuerdings von den beiderseitigen Local-Behörden revidirt ist, und die bei solcher Revision vorgefundenen, unbedeutenden Mängel und Veränderungen bei solcher Gelegenheit ab-, auch die festen Grenzbezeichnungen wieder hergestellt worden sind, so soll es bei solcher, gegenwärtig vollständig wieder erneuerten Grenzbezeichnung sein Bewenden behalten, indem es bei der vorbemerkten Lage der Sachen einer neuen Versteinung dieser unstreitigen Grenze nicht weiter bedarf.

§. 135. In Ansehung der Jagd-Verhältnisse in den, bisher streitig gewesenen, nunmehr regulirten und hinfüro abgetretenen Landstrichen ist noch besonders festgesetzt: dafs diejenigen Jagd-Berechtigungen, welche als Ausflüsse der Landes-

hoheit betrachtet werden müssen, sich künftig nach der fest- 1824
gesetzten Hoheitsgrenze scheiden und bestimmen sollen; wogegen die, vermöge Privat-Eigenthums behauptete Jagd, gleich andern privatrechtlichen Beziehungen unverändert bestehen bleiben und sowohl den beiderseitigen Landesherren, als den Privat-Eigenthümern ausdrücklich vorbehalten wird.

§. 136. Gleich nach erfolgter Allerhöchster Ratification des vorstehenden Recesses sollen die dadurch festgestellten Grenzen ohne Zeitverlust auf eine zuverlässige, kennbare und dauerhafte Weise bezeichnet, auch möglichst genau und deutlich beschrieben werden. Die Local-Obrigkeiten der respectiven Staaten sollen für die Folge angewiesen werden, durch eine gemeinschaftliche, jährlich vorzunehmende Revision der bezeichneten Grenzen künftigen Irrungen und Verdunkelungen vorzubeugen. Die vorbehaltene Ratification des gegenwärtigen Vertrages soll spätestens binnen 3 Monaten, vom heutigen Tage an gerechnet, gegen einander ausgewechselt werden. Zu Urkund dessen ist dieser Grenz-Regulirungs-Recefs doppelt ausgefertigt, von den Bevollmächtigten unterzeichnet, und mit ihren Privat-Siegeln bedruckt worden.

So geschehen Braunschweig, den 24sten Junius 1824.

Gottfried Philipp von Bülow,
(Herzogl. Commissar)

Georg Eduard Heinichen,
(für die Krone Hannover.)

Ratificirt von Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Braunschweig zu Braunschweig den 28sten März 1825.

114.

Convention entre la France et l'Espagne, concernant la prolongation du séjour de l'armée française en Espagne, conclue à Madrid le 30 Juin 1824.

(*Le Moniteur Universel* 1824. No. 253.)

S. M. T. C. le Roi de France et de Navarre, et S. M. C. le Roi d'Espagne et des Indes, s'étant réservé par l'art. XVII de la convention du 9 Février der-

1824 nier, d'examiner s'il seroit convenable de prolonger le séjour de l'armée française en Espagne au delà du 1 Juillet prochain, terme fixé par ladite convention. S. M. C. a jugé que pour avoir le tems de compléter l'organisation de son armée, une prolongation de séjour des troupes françoises seroit utile, et en a formé la demande;

Et S. M. T. C., pour donner une nouvelle preuve de l'intérêt constant qu'elle prend à la prospérité de l'Espagne, ayant accédé au désir de S. M. C.,

LL. MM. ont arrêté de faire choix de plénipotentiaires pour discuter et signer les articles d'une nouvelle convention; En conséquence elles ont nommé, savoir: S. M. T. C. le Sieur Louis Justin Marie, Marquis de Talaru, pair de France, maréchal de ses camps et armées, chevalier des ordres du Roi et de l'ordre de Saint Louis, chevalier de l'insigne ordre de la toison d'or, grand'croix de l'ordre royal de Charles III. et son ambassadeur près S. M. C.

Et S. M. C. Don Narcisse de Heredia Begines de los Rios, Comte d'Ofalia, chevalier grand'croix de l'ordre americain d'Isabelle la Catholique, numéraire de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand' croix de l'ordre royal de la légion d'honneur de France, conseiller d'état, son premier secrétaire d'état, surintendant-général des courriers et postes d'Espagne et des Indes;

Lesquels munis de pleins-pouvoirs sont convenus des stipulations suivantes:

Art. I. Le corps d'armée française actuellement en Espagne, y séjournera jusqu'au premier Janvier mille huit cent vingt-cinq, sous les réserves stipulées en l'art. XVI de la convention du 9 Février. Une division de ce corps sera cantonnée à Madrid et environs, pour conjointement avec les troupes de S. M. C. maintenir l'ordre et la tranquillité dans la capitale. Le quartier général de l'armée pourra être transféré partout où le général en chef le jugera utile au bien du service.

Art. II. Outre les places mentionnées en l'article second de la convention du 9 Février, l'armée

française fournira les garnisons des villes de Sara- 1824
gosse et de Cardona.

Art. III. L'armement et l'approvisionnement des places occupées par l'armée française seront réglés de concert par le général en chef et le gouvernement de S. M. C.; aucunes armes et munitions ne pourront être retirées des dites places, que lorsque la quantité excédera celle fixée par le réglement qui sera fait entre eux.

Art. IV. Les commissions militaires établies par l'art. VII de la convention du 9 Février seront tenues de juger, dans le délai de deux mois au plus, les individus prévénus de délits, qui, aux termes du dit article, les rendent justiciables de ces commissions.

Art. V. Il sera établi dans la Navarre et dans les provinces Basques, un délégué du gouvernement de S. M. C. pour s'entendre avec les commandans français, et assurer dans ces provinces le casernement des troupes françaises, les transports et le service des hôpitaux. Ce délégué sera investi de pouvoirs suffisans pour faire exécuter les conventions et réglemens relatifs à l'armée française.

Art. VI. Dans le délai de deux mois après la ratification de la présente convention, seront liquidées et réglées toutes les dépenses, qui, aux termes de la convention du 9 Février et du réglement y-annexé, étoient à la charge de l'Espagne, et que la France a été dans le cas d'avancer depuis le 1er de Décembre 1823, pour les services qui, étant au compte du gouvernement espagnol, n'ont pas été remplis par lui.

Art. VII. La convention du 9 Février, le réglement qui y est annexé dans tout ce qui n'est pas modifié par les précédens articles, ainsi que la convention du 10 Février suivant relative au service des postes pour la correspondance de l'armée française continueront à avoir leur plein et entier effet pendant la durée de la présente convention.

Art. VIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai.

1824 En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, en vertu de leurs pouvoirs respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait double à Madrid le trente Juin mil huit cent vingt-quatre.

Le ministre d'état de S. M. C.,
Signé, Conde DE OFALIA.

L'ambassadeur de S. M. T. C.,
Signé, le Marquis DE TALARU.

115.

Convention provisoire entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 10 Juillet 1824.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1824. No. 16. p. 159.)

Zwischen der Königlich Preufsischen und der Herzoglich Sachsen-Coburgschen Regierung ist, unter Vorbehalt einer, nach demnächstiger Beseitigung der gegenwärtig obwaltenden Hindernisse, künftig abzuschliefsenden förmlichen Convention, die provisorische Übereinkunft getroffen worden:

in allen vorkommenden Fällen, welche die Übernahme von Vagabonden und Ausgewiesenen betreffen, sich gegenseitig nach den Bestimmungen der, unterm 5ten Februar 1820 zwischen den Königreichen Preufsen und Sachsen abgeschlossenen Convention richten zu wollen.

Dabei sind zu gegenseitigen Ablieferungs- und Übernahme-Orten bestimmt worden:

Königlich Preufsischer Seits: 1824

1. Für die aus dem Coburgschen Antheile von Henneberg in die östlichen Provinzen des Preufsischen Staats abzuliefernden Transportaten, die Stadt *Schleusingen.*
2. Für den Transport aus dem Coburgschen Antheile von Altenburg
   a. nach dem Regierungsbezirk Erfurt, die Stadt *Erfurt;*
   b. nach dem Regierungsbezirk Merseburg, die Kreisstadt *Ziegenrück.*
3. Für die Transporte aus dem Herzogthume Coburg
   a. in und durch den Erfurter Regierungsbezirk, die Stadt *Schleusingen;*
   b. in und durch den Merseburger Regierungsbezirk, die Stadt *Ziegenrück.*

Herzoglich Sachsen-Coburgscher Seits:

1. Für das Schleusingensche, das Amt *Themar.*
2. Für den Kreis Ziegenrück, das Amt *Saalfeld.*
3. Für den Erfurter Regierungsbezirk, dasselbe und
4. Für den Merseburger Regierungsbezirk, die Stadt *Pössneck.*

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Coburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden und sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 10ten Juli 1824.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

In Abwesenheit des Herrn Chefs Excellenz.

Der wirkliche Geheime Legationsrath

Ancillon.

116.

1824 *Substance de la déclaration de la régence d'Alger, concernant le rétablissement de la paix avec la Grande-Brétagne, signée par le Dey et Mr. Macdonald, consul général de S. M. B. à Alger le 26 Juillet 1824.*

(*The Times* 1824. Octr. 13. No. 12, 470.*)

After the usual preamble, and referring to the treaties existing between Great Britain and Algiers, which provide for the entire safety and freedom of the person and estate of His Majesty's Consul General, the Dey specifically declares, that he is readily disposed to comply with the wishes of His Britannic Majesty, in proof of his sincere desire to establish more lastingly the peace and harmony so happily subsisting between Great Britain and his Regency; and therefore heartily promises:

1th. That for the future and for ever, the British agent and Consul-General, residing in the city and Kingdom of Algiers, shall be treated at all times with the respect and civility due to his character.

2d. That his person and his house or houses, shall be inviolable; and if any person injure or insult him, by words or deeds, such person shall be severely punished.

*) Les Times ajoutent: We are not in possession of the official document, but we understand that the following is the substance of the Dey's declaration on these two subjects (the insults offered to the English Consul by a violation of certain privileges enjoyed by him at Algiers and the infraction of that article of the treaty made with Lord Exmouth, renouncing the practice of condemning Christian prisoners of war to slavery).

3d. That he shall have liberty to chose his own interpretes and servants, either Musulmen or others, who are not to pay any tax or contribution whatever. 1824

4th. That he shall have the liberty at all times of hoisting His Majesty's flag at the top of his house either in town or country, and in his boat when he passes on the water.

5th. That he shall not pay duty for furniture, clothes, baggage or any other necessaries which he imports into the city or territories of Algiers, for the use of himself or of his family; and that if the nature of His Britannic Majesty's service, or any other motive, require his absence from the Kingdom, neither himself, his servants, baggage nor effects, shall be stopped or detained upon any pretence whatever, but that he shall have free leave to go and return as often as he may think it necessary; and finally, that all honours or privileges that are now, or may hereafter be granted to the Agent, Consul or Vice-Consul of any other power, shall likewise be granted to His Britannic Majesty's Agent, and Consul-General and to his Vice-Consul.

On the other point the Dey distinctly declares, that he is willing to abide in the strictest manner by a former declaration, concluded by His Highness's predecessor Omar Bashaw, with Lord Exmouth in 1816, engaging, that in the event of any future war with any European Power, not any of the prisoners should be consigned to slavery, but treated with all humanity as prisoners of war, according to European practice, and by which declaration the practice of condemning Christian prisoners of war to slavery was formally renounced.

117.

1824 *Traités de commerce et de douanes entre le Wurtemberg et les principautés de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen, publiés à Stuttgard le 24 Juillet 1824.*

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1824. 5 Aug. Nr. 40. p. 575.).

Um den Zweck der in Folge des Wiener Vertrags vom 19ten Mai 1820 zu Darmstadt über ein gemeinschaftliches Handels- und Zoll-System eröffneten Unterhandlungen, bei der längeren Verzögerung einer allgemeinen Vereinbarung unter sämmtlichen contrahirenden Staaten, wenigstens vorläufig theilweise in Erfüllung zu bringen, haben *Se. Königliche Majestät* mit den Fürstlichen Häusern *Hohenzollern-Sigmaringen* und *Hohenzollern-Hechingen* über ein gemeinschaftliches Handels-System, wodurch den beiderseitigen Unterthanen die Vortheile eines völlig freien gegenseitigen Verkehrs gesichert werden, Unterhandlungen pflegen lassen, und es sind mit denselben Verträge abgeschlossen, auch von den höchsten Contrahenten ratificirt worden, deren Inhalt hiemit zur öffentlichen Kenntnifs gebracht wird, damit die Königlichen Behörden und Unterthanen nach den darin enthaltenen Bestimmungen im Verkehr sich benehmen können.

Stuttgart den 28ten Juli 1824.

Berolbingen.

Die Vertrags-Puncte mit *Hohenzollern-Sigmaringen* sind folgende:

§. 1. Die gegenwärtige Übereinkunft ist als eine vorläufige und partielle Vollziehung des theils in

Wien unterm 19ten Mai 1820, theils durch späteren 1824
Beitritt über ein gemeinschaftliches Zoll- und Handels-System zwischen mehreren deutschen Staaten abgeschlossenen Vertrags anzusehen. Ihre Verbindlichkeit hört daher auf, sobald unter Theilnahme der jetzt contrahirenden Staaten eine Übereinkunft über ein gemeinschaftliches Zoll-System mit einer neuen gemeinschaftlichen Zoll-Linie in einer gröfseren Ausdehnung nach Maafsgabe des erwähnten Vertrags zu Stande kommt.

§. 2. Das neue Zoll-Gesetz des Königreichs Würtemberg, nach dem den Ständen vorgelegten Entwurfe und vorbehältlich der bei der Verabschiedung mit denselben etwa noch eintretenden Modificationen, wird für das Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen geltend angenommen und in dem Fürstenthum als Landes-Gesetz in dem Namen des Souverains verkündet. Alle von Seite Würtembergs erfolgenden Änderungen in der Zoll-Gesetzgebung und darauf sich beziehenden Anordnungen werden in dem Fürstenthum in gleicher Ordnung bekannt gemacht. Es soll jedoch vor ihrer Erlassung mit der Fürstlichen Regierung Rücksprache genommen und deren Wünsche und Bemerkungen möglichst berücksichtigt werden. Die Anwendung von Ein- und Ausfuhr-Verboten auf das Fürstenthum, wenn sie von der einen oder andern Seite in Antrag kommen, wird besonderen Verhandlungen vorbehalten.

§. 3. Die Zoll-Verwaltung in dem Fürstenthum wird durch die Königl. Behörden in gemeinschaftlichem Namen geführt und der Zoll-Ertrag von denselben erhoben.

Für die Theilung des gesammten, in dem Königreiche sowohl, als in den beiden Fürstenthümern Hohenzollern erhobenen, Zollgefälls, nach Abzug der darauf ruhenden Verwaltungs-Kosten, wird die in der Bundes-Matrikel angenommene Bevölkerung als Maafsstab festgesetzt. Inzwischen wird unabhängig von dem Erfolg der Einnahmen von Königl. Würtembergischer Seite Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht ein reiner Ertrag von *Zwanzigtausend Gulden* jährlich gewährt, welche am Schlusse eines je-

1824 den Quartals je mit 5000 fl. von der Königl. Staats-Haupt-Kasse nach der Verfügung der Fürstlichen Hofkammer baar zu bezahlen sind.

Über den jährlichen reinen Ertrag des Zollgefälls werden der Fürstlichen Regierung diejenigen Nachweisungen mitgetheilt werden, welche den Ständen des Königreichs, oder ihrem Ausschufs, jährlich vorgelegt werden, ohne dafs die Fürstliche Regierung eine weitere Beurkundung fordern wird. Würde aus diesen Berechnungen nach dem oben festgesetzten Maafsstab der Bevölkerung ein die Summe von 20,000 fl. übersteigender reiner Ertrag für den Fürstlichen Antheil sich ergeben, so wird derselbe nachbezahlt.

§. 4. Im Innern der durch das gemeinschaftliche Zoll-System umschlossenen Länder können nach vollzogener Vereinigung keine besondere Verbrauchssteuern auf Produkte und Fabrikate des Auslands gelegt werden.

Um die Handels-Verhältnisse der Tabackhändler in dem Fürstenthum jenen in dem Königreich Würtemberg rücksichtlich der Abgaben gleich zu stellen, wird für die Dauer der Übereinkunft verbindlich zugesichert, dafs eine möglich gleich kommende Auflage auf den innern Verbrauch des Tabacks in dem Fürstenthum eingeführt und für die Fürstlichen Kassen bezogen werden soll.

§. 5. Der Fürstlichen Regierung bleibt die zollfreie Einfuhr fremden Salzes in dem Fürstenthum für den Fall vorbehalten, wenn nach Ablauf des gegenwärtigen, mit der Krone Würtemberg bestehenden Vertrags mit einem andern Staat über die Beischaffung des Erfordernisses eine Übereinkunft abgeschlossen werden sollte. In diesem Fall werden aber für den Verschlufs in dem Fürstenthum die gleichen Salz-Preise, wie in Würtemberg, eingehalten, und die zu Sicherstellung des Königl. Salz-Regals erforderlichen Maafsregeln in gemeinsamer Verabredung getroffen werden. Übrigens sollen bei der Verhandlung eines neuen Salz-Vertrags die Königl. Würtembergischen Anträge vorzüglich beachtet werden.

§. 6. Für die beiderseitigen Unterthanen wird bei dem innern Verkehr rücksichtlich der Accise,

der Verbrauchs- und Verkaufs-Steuer eine volle 1824
Gleichheit bestimmt, so dafs die Würtemberger in dem Fürstenthum und die Fürstlichen Unterthanen in Würtemberg hierin wie die eignen Unterthanen behandelt werden.

§. 7. Die Kaufleute, Fabrikanten und Handwerker aus dem Fürstenthum werden von der Accis-Entrichtung im Königreiche, sowohl bei Märkten, als sonst, nach Maafsgabe des §. 3, Abtheil. 4 und §. 10 des Accis-Gesetzes ganz frei gelassen, wenn sie über die Gewerbs- und Handels-Berechtigung in ihrem Wohnort, so wie über Bezahlung der Fürstlichen Gewerbsteuer durch amtliche Zeugnisse sich ausweisen.

Die gleiche Berechtigung geniefsen die Würtemberger in dem Fürstenthum.

Der Hausirhandel in beiden Staaten unterliegt lediglich den inneren Landes-Polizei-Gesetzen.

§. 8. Für diejenigen zollbaren Gegenstände, welche für die Personen und Hofhaltungen des regierenden Fürsten und der Fürstlichen Familie vom Auslande bezogen, oder dahin versendet werden, wird eine völlige Zoll-Befreiung zugestanden, vorbehältlich der nöthigen Sicherheits-Maafsregeln, wohin namentlich die Entrichtung des Zolls gegen Wiedererstattung gehört.

Wenn für das Bundes-Contingent des Fürstenthums vollendete Armatur- und Montur-Stücke einder ausgeführt werden: so sind sie auf vorgängige genaue Anzeige und Nachweisung frei zu lassen.

Die in dem Zollgesetz des Königreichs den fremden Gesandten und Geschäftsträgern eingeräumte bedingte Zoll-Befreiung soll in gleicher Art auch für die an dem Fürstlichen Hofe sich aufhaltenden fremden Gesandten und Geschäftsträger Anwendung finden.

§. 9. Die Untersuchungen in Zollsachen, in streitigen oder Straf-Fällen werden von den zuständigen Fürstlichen Behörden mit Anwendung des Königl. Zoll-Gesetzes verhandelt und entschieden. Die von den Landes-Behörden erkannten Geldstrafen und Confiscationen fallen nach Abzug des Zoll-Betrages

1824 und gesetzlichen Antheils für den Anzeiger dem Fürstlichen Fiscus anheim.

Die Straf-Recourse gehen in ordnungsmäfsigem Wege an die oberen Landes-Behörden. Gesuche um Nachlafs von Strafen im Gnadenwege sind vor den Landesfürsten zu bringen.

§. 10. Die Strafsen-Abgaben dürfen im Fürstenthum während der Dauer des Vertrags den in dem Würtembergischen Strafsen-Abgaben-Gesetz vom 28ten Juni 1821 — Staats- und Regierungs-Blatt S. 361 — bestimmten Betrag nicht übersteigen, so lange in Würtemberg nicht ein höherer Tarif eingeführt wird.

Die für Rechnung der Gemeinden im Fürstenthum zu beziehenden Brücken- und Pflaster-Gelder sollen über den jetzigen Bestand nicht erhöht und bei Auswechslung des Vertrags die dermaligen Tarife mitgetheilt werden.

§. 11. An der Grenze des Fürstenthums gegen das Grofsherzogthum Baden und das Königreich Baiern wird eine Zoll-Linie gebildet, welche in gemeinschaftlichem Einverständnifs vorläufig bezeichnet worden ist, und bei der Vollziehung des Vertrags von einer gemeinschaftlichen Commission ausgeführt werden wird.

Die vom Ausland umschlossenen Parcellen des Fürstenthums, namentlich: Dautenbronn, Igelswies, Oberndorf und Thalheim, werden in Ansehung der Zoll-Entrichtung als Ausland behandelt. Im innern Verkehr geniefsen die Einwohner dieser Parcellen die Vortheile der übrigen Unterthanen des Fürstenthums.

§. 12. Die in dem Fürstenthum anzustellenden Zoll-Beamten werden von der Krone Würtemberg ernannt und bei den Fürstlichen Landes-Behörden auf das Zoll-Gesetz und die Instructionen verpflichtet; das Verpflichtungs-Protokoll ist in Abschrift dem Königlichen Steuer-Collegium mitzutheilen.

Bei Dienst-Anstellungen sollen die Fürstlichen Unterthanen, so weit sie dazu befähigt sind, besonders berücksichtigt werden.

§. 13. Die Zollämter in dem Fürstenthum werden den Namen: 1824

"Königlich Würtembergisches und Fürstlich Hohenzollern-Sigmaringensches Zollamt"

führen, und das Königliche und Fürstliche Wappen soll bei den Erhebungs-Stellen und Lagerhäusern angeschlagen werden.

§. 14. Die Kosten der Verwaltung, der Zoll-Einrichtung und der gesammten Zoll-Aufsicht, werden von der Krone Würtemberg ohne einen Beitrag von den Fürstlichen Kassen aus den theilbaren Zoll-Gefällen bestritten.

Die Fürstliche Regierung übernimmt die Verpflichtung, für die nöthigen Lagerhäuser angemessene Locale auszumitteln, wovon, wenn die Gemeinden dieselben nicht gegen den Bezug der Waag- und Lager-Gelder abtreten wollten, die Zoll-Verwaltung einen billigen Miethzins zu entrichten, alsdann aber die Waag- und Lager-Gelder für sich zu beziehen hat.

§. 15. Der Anfangs-Termin der Vollziehung des Vertrags ist der der Einführung des neuen Zoll-Gesetzes. Die Dauer des Vertrags wird, insofern die im §. 1 erwähnte Voraussetzung nicht eintreten sollte, auf einen Zeitraum von *zehn Jahren* festgesetzt.

Es steht jedoch sowohl der Königlichen, als der Fürstlichen Staats-Regierung frei, denselben auch im Laufe dieser zehn Jahre in der Art aufzukündigen, dafs der Vertrag vom Tage der Aufkündigung an, noch Ein Jahr in Wirkung bleibt. Wenn vor dem Ablaufe der für die Dauer des Vertrags bestimmten Zeit nicht ein Jahr zuvor die Anzeige von der Aufkündigung desselben erfolgt, so wird er als für ein weiteres Jahr stillschweigend verlängert angesehen.

§. 16. Das Fürstenthum hat während der Dauer der Vereinigung an den Vortheilen aller von der Krone Würtemberg mit auswärtigen Staaten abzuschliefsenden Handels-Verträge Theil zu nehmen, auch wird vor dem Abschlusse derselben jedesmal mit der Fürstlichen Regierung Rücksprache genommen werden.

1824 §. 17. Die zwischen der Fürstlichen Regierung und dem Grofsherzogthum Baden unterm 16ten April 1819 wegen gegenseitig freier Ausfuhr der Holzkohlen, des Bau- und Werkholzes und wegen verringerter Zoll-Gebühr bei der Ein- und Ausfuhr von Scheuter- und Prügelholz abgeschlossene Übereinkunft bleibt an der Fürstlich Hohenzollernschen Grenze wie bisher in Wirkung.

§. 18. Die Flofs-Abgaben werden zu Folge einer besondern Übereinkunft fortan für die Fürstlichen Kassen erhoben.

§. 19. Die für einzelne Gewerbe rechtmäfsig hergebrachten Bannrechte sollen durch gegenwärtigen Vertrag nicht beeinträchtigt werden.

§. 20. Wenn während der Dauer des Vertrags Abtretungen oder Austauschungen einzelner Landestheile vorgenommen würden, oder wenn bedeutende Veränderungen in dem Zoll-Gesetz erfolgen sollten, wodurch die Wesenheit des bestehenden Zoll-Systems verändert würde; so soll zwar die Vereinigung an sich dadurch nicht aufgehoben, jedoch über die den neueren Verhältnissen angemessene Aenderung der einzelnen Vertrags-Bestimmungen eine neue Übereinkunft geschlossen werden.

§. 21. Der Strafsenzug durch das Fürstenthum soll nicht gehemmt, sondern übereinstimmend mit dem gemeinschaftlichen Interesse möglichst begünstigt werden. Wenn die Königliche Staats-Regierung angemessen findet, für einzelne Strafsen, welche theilweise ihre Richtung durch das Fürstenthum nehmen, Erleichterungen in dem Strafsengelde zu gewähren; so wird die Fürstliche Regierung die gleiche Erleichterung für den Strafsen-Antheil in dem Fürstlichen Gebiete zugestehen.

§. 22. Anstände über Anwendung des Vertrags, auch sonst sich ergebende Irrungen werden, in Entstehung gütlicher Übereinkunft, durch ein Compromifs entschieden, worüber in vorkommenden Fällen die näheren Bestimmungen verabredet werden sollen.

Die Vertrags-Puncte mit *Hohenzollern-Hechingen* sind folgende: 1824

§. 1. Die gegenwärtige Übereinkunft ist als eine vorläufige und partielle Vollziehung des theils in Wien unterm 19ten Mai 1820, theils durch späteren Beitritt über ein gemeinschaftliches Zoll- und Handels-System zwischen mehreren deutschen Staaten abgeschlossenen Vertrags anzusehen. Ihre Verbindlichkeit hört daher auf, sobald unter Theilnahme der jetzt contrahirenden Staaten eine Übereinkunft über ein gemeinschaftliches Zoll-System mit einer neuen gemeinschaftlichen Zoll-Linie in einer gröfseren Ausdehnung nach Maafsgabe des erwähnten Vertrags zu Stande kommt.

§. 2. Das neue Zoll-Gesetz des Königreichs Würtemberg, nach dem den Ständen vorgelegten Entwurfe und vorbehältlich der bei der Verabschiedung mit denselben etwa noch eintretenden Modificationen, wird für das Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen geltend angenommen und in dem Fürstenthum als Landes-Gesetz in dem Namen des Souverains verkündet. Alle von Seite Würtembergs erfolgenden Änderungen in der Zoll-Gesetzgebung und darauf sich beziehenden Anordnungen werden in dem Fürstenthum in gleicher Ordnung bekannt gemacht. Es soll jedoch vor ihrer Erlassung mit der Fürstlichen Regierung Rücksprache genommen und deren Wünsche und Bemerkungen möglichst berücksichtigt werden. Die Anwendung von Ein- und Ausfuhr-Verboten auf das Fürstenthum, wenn sie von der einen oder andern Seite in Antrag kommen, wird besonderen Verhandlungen vorbehalten.

§. 3. Die Zoll-Verwaltung in dem Fürstenthum wird durch die Königl. Behörden in gemeinschaftlichem Namen geführt und der Zoll-Ertrag von denselben erhoben.

Für den reinen Zoll-Ertrag der Fürstlichen Hofkammer wird derselben, unabhängig von dem Erfolg der Einnahmen, von Königl. Würtembergischer Seite eine Summe von jährlich *Zwölftausend Dreihundert Gulden* in Quartals-Raten aus der Königl. Staats-Haupt-Kasse in Stuttgart nach Verfügung

1824 der Fürstlichen Hofkammer baar, ohne irgend eine Gegen-Aufrechnung, bezahlt.

Über den jährlichen reinen Ertrag des Zoll-Gefälls werden der Fürstlichen Regierung diejenigen Nachweisungen mitgetheilt werden, welche den Ständen des Königreichs, oder ihrem Ausschufs, jährlich vorgelegt werden, ohne dafs die Fürstliche Regierung eine weitere Beurkundung fordern wird. Würde aus diesen Berechnungen sich ergeben, dafs der Fürstlichen Hofkammer nach Verhältnifs der in der Bundes-Matrikel angenommenen Bevölkerung ein, die Summe von 12,300 fl. übersteigender Antheil zukommen würde, so wird derselbe nachbezahlt.

§. 4. Im Innern der durch das gemeinschaftliche Zoll-System umschlossenen Länder können nach vollzogener Vereinigung keine besondere Verbrauchs-Steuern auf Producte und Fabrikate des Auslands gelegt werden.

Um die Handels-Verhältnisse der Tabackhändler in dem Fürstenthum jenen in dem Königreich Wurtemberg rücksichtlich der Abgaben gleich zu stellen, wird für die Dauer der Übereinkunft verbindlich zugesichert, dafs eine möglich gleichkommende Auflage auf den innern Verbrauch des Tabacks in dem Fürstenthum eingeführt und für die Fürstlichen Kassen bezogen werden soll.

§. 5. Der Fürstlichen Regierung bleibt die zollfreie Einfuhr fremden Salzes in dem Fürstenthum für den Fall vorbehalten, wenn nach Ablauf des gegenwärtigen mit der Krone Würtemberg bestehenden Vertrags mit einem andern Staat über die Beischaffung des Erfordernisses eine Übereinkunft abgeschlossen werden sollte. In diesem Fall werden aber für den Verschlufs in dem Fürstenthum die gleichen Salz-Preise, wie in Würtemberg, eingehalten, und die zu Sicherstellung des Königl. Salz-Regals erforderlichen Maafsregeln in gemeinsamer Verabredung getroffen werden. Übrigens sollen bei der Verhandlung eines neuen Salz-Vertrags die Königl. Würtembergischen Anträge vorzüglich beachtet werden.

§. 6. Für die beiderseitigen Unterthanen wird bei dem innern Verkehr rücksichtlich der Accise, der

Verbrauchs- und Verkaufs-Steuer eine volle Gleichheit bestimmt; so dafs die Würtemberger in dem Fürstenthum, und die Fürstlichen Unterthanen in Würtemberg, hierin wie die eigenen Unterthanen behandelt werden. 1824

§. 7. Die Kaufleute, Fabrikanten und Handwerker aus dem Fürstenthum werden von der Accis-Entrichtung im Königreich sowohl bei Märkten, als sonst, nach Maasgabe des §. 3, Abthl. 4 und §. 10 des Accis-Gesetzes ganz frei gelassen, wenn sie über die Gewerbs- und Handels-Berechtigung in ihrem Wohnort, so wie über Bezahlung der Fürstlichen Gewerbsteuer durch amtliche Zeugnisse sich ausweisen.

Die gleiche Berechtigung geniefsen die Würtemberger in dem Fürstenthum.

Der Hausierhandel in beiden Staaten unterliegt lediglich den inneren Landes-Polizei-Gesetzen.

§. 8. Für diejenigen zollbaren Gegenstände, welche für die Personen und Hofhaltungen des regierenden Fürsten und der Fürstlichen Familie vom Auslande bezogen, oder dahin versandt werden, wird eine völlige Zoll-Befreiung zugestanden, vorbehältlich der nöthigen Sicherheits-Maasregeln, wohin namentlich die Entrichtung des Zolls gegen Wiedererstattung gehört.

Wenn für das Bundes-Contingent des Fürstenthums vollendete Armatur- und Montur-Stücke ein- oder ausgeführt werden; so sind sie auf vorgängige genaue Anzeige und Nachweisung frei zu lassen.

Die in dem Zoll-Gesetz des Königreichs den fremden Gesandten und Geschäftsträgern eingeräumte bedingte Zoll-Befreiung soll in gleicher Art auch für die an dem Fürstlichen Hofe sich aufhaltenden fremden Gesandten und Geschäftsträger Anwendung finden.

§. 9. Die Untersuchungen in Zoll-Sachen, in streitigen oder Straf-Fällen werden von den zuständigen Fürstlichen Behörden mit Anwendung des Königl. Zoll-Gesetzes verhandelt und entschieden. Die von den Landes-Behörden erkannten Geldstrafen und

1824 Confiscationen fallen nach Abzug des Zoll-Betrags und gesetzlichen Antheils für die Anzeiger dem Fürstlichen Fiscus anheim.

Die Straf-Recurse gehen in ordnungsmäfsigem Wege an die oberen Landes-Behörden. Gesuche um Nachlafs von Strafen im Gnadenwege sind an den Landes-Fürsten zu bringen.

§. 10. Die Strafsen-Abgaben dürfen im Fürstenthum während der Dauer des Vertrags den in dem Würtembergischen Strafsen-Abgaben-Gesetz vom 28ten Juni 1821, (Staats- und Regierungs-Blatt S. 361) bestimmten Betrag nicht übersteigen, so lange in Würtemberg nicht ein höherer Tarif eingeführt wird.

Die für Rechnung der Gemeinden im Fürstenthum zu beziehenden Brücken- und Pflaster-Gelder sollen über den jetzigen Bestand nicht erhöht und bei Auswechslung des Vertrags die dermaligen Tarife mitgetheilt werden.

§. 11. Die in dem Fürstenthum anzustellenden Zoll-Beamten werden von der Krone Würtemberg ernannt und bei den Fürstlichen Landes-Behörden auf das Zoll-Gesetz und die Instructionen verpflichtet; das Verpflichtungs-Protocoll ist in Abschrift dem Königl. Steuer-Collegium mitzutheilen.

Bei Dienst-Anstellungen sollen die Fürstlichen Unterthanen, so weit sie dazu befähigt sind, besonders berücksichtigt werden.

Die besonderen Bestimmungen rücksichtlich der Übernahme einiger der gegenwärtig im Fürstenthum angestellten Zoll-Diener sind in den dieser Convention beigefügten, und mit ihr gleich verbindliche Kraft habenden Zusatz-Artikeln festgesetzt.

§. 12. Die Zoll-Ämter in dem Fürstenthum werden den Namen:

"Königlich Würtembergisches und Fürstlich-Hohenzollern-Hechingensches Zoll-Amt"

führen, und das Königliche und Fürstliche Wappen soll bei den Erhebungsstellen und Lagerhäusern angeschlagen werden.

§. 13. Die Kosten der Verwaltung, der Zoll-Einrichtung und der gesammten Zoll-Aufsicht werden von der Krone Würtemberg ohne einen Beitrag

von den Fürstlichen Kassen aus den theilbaren Zoll- 1824
Gefällen bestritten.

Für das in Hechingen, falls es von der Fürstlichen Regierung gewünscht wird, herzustellende Lagerhaus übernimmt sie die Verpflichtung, ein angemessenes Local auszumitteln, wovon, wenn die Gemeinde dasselbe nicht gegen den Bezug der Waag- und Lager-Gelder abtreten wollte, die Zoll-Verwaltung einen billigen Miethzins zu entrichten, alsdann aber die Waag- und Lager-Gelder für sich zu beziehen hat.

§. 14. Der Anfangs-Termin der Vollziehung des Vertrags ist der der Einführung des neuen Zoll-Gesetzes. Die Dauer des Vertrags wird, insofern die im §. 1 erwähnte Voraussetzung nicht eintreten sollte, auf einen Zeitraum von *zehn Jahren* festgesetzt, innerhalb welchem Zeitraum von keiner Seite eine Aufkündigung Statt findet. Wenn vor dem Ablaufe der für die Dauer des Vertrags bestimmten Zeit nicht ein Jahr zuvor die Anzeige von der Aufkündigung desselben erfolgt, so wird er als für ein weiteres Jahr stillschweigend verlängert angesehen.

§. 15. Das Fürstenthum hat während der Dauer der Vereinigung an den Vortheilen aller von der Krone Würtemberg mit auswärtigen Staaten abzuschliefsenden Handels-Verträge Theil zu nehmen; auch wird vor dem Abschlusse derselben jedesmal mit der Fürstlichen Regierung Rücksprache genommen werden.

§. 16. Die für einzelne Gewerbe rechtmäfsig hergebrachten Bannrechte sollen durch gegenwärtigen Vertrag nicht beeinträchtigt werden.

§. 17. Wenn während der Dauer des Vertrags Abtretungen oder Austauschungen einzelner Landestheile vorgenommen würden, oder wenn bedeutende Veränderungen in dem Zoll-Gesetze erfolgen sollten, wodurch die Wesenheit des bestehenden Zoll-Systems verändert würde, so soll zwar die Vereinigung an sich dadurch nicht aufgehoben, jedoch über die den neueren Verhältnissen angemessene Änderung der einzelnen Vertrags-Bestimmungen eine neue Übereinkunft geschlossen werden.

1824 §. 18. Der Strafsenzug durch das Fürstenthum soll nicht gehemmt, sondern übereinstimmend mit dem gemeinschaftlichen Interesse möglichst begünstigt werden.

Wenn die Königl. Staats-Regierung angemessen findet, für einzelne Strafsen, welche theilweise ihre Richtung durch das Fürstenthum nehmen, Erleichterungen in dem Strafsengelde zu gewähren; so wird die Fürstliche Regierung die gleiche Erleichterung für den Strafsen-Antheil in dem Fürstlichen Gebiete zugestehen.

§. 19. Anstände über Anwendung des Vertrags, auch sonst sich ergebende Irrungen werden, in Entstehung gütlicher Übereinkunft, durch ein Compromifs entschieden, worüber in vorkommenden Fällen die näheren Bestimmungen verabredet werden sollen.

118.

Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles, publiée le 1 Août 1824.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1824. Nr. 18. p. 177.)

Die Königl.. Sächsische und die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung sind, im Betreff der Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechtsfällen bei den wechselseitigen Gerichtsstellen veranlafst worden, dahin mit einander übereingekommen:

dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen oder auf die Kasse des Staats, oder des Gerichtsherrn übernommen

werden müssen, die requirirende Stelle der requi- 1824
rirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen, so wie für Copialien zu berechnen und zu erstatten haben soll, wogegen alle andere Kosten für Protocollirung, so wie für die an die Gerichtspersonen, oder an die Kassen sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden mögen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von den beiderseitigen Bevollmächtigten vollzogen und ausgewechselt worden ist, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft erhalten, und vom 1sten des künftigen Monats September an in Wirksamkeit treten.

Dresden, am 1sten August 1824.

Sr. Königl. Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretair

Graf von Einsiedel.

119.

Convention entre le royaume de Sardaigne et le canton de Tessin, concernant la construction de la route de Lumino, conclue à Locarne le 7 Septembre 1824.

(*Neueste Staatsakten und Urkunden* Bd. 2. Heft 4. p. 369.)

Art. I. Die Strafse genannt von Lumino wird unter der Obsorge und auf Kosten der Tessiner Regierung gebaut. Um die gröfste Dauerhaftigkeit zu erlangen wird die Unternehmung auf Regie betrieben, und zwar unter der Leitung des Herrn Staatsraths

1824 und Ingenieurs Porobelli, nach dem von ihm vorgelegten Plan und Zeichnung, vorbehaltlich der Veränderungen, welche wechselseitig angenommen worden sind.

Art. II. Die Königlich Sardinische Regierung wird der Regierung von Tessin für den Bau der gedachten Strafs die Summe von Sechs und Dreifsig Tausend Liren neuer piemontesischer Währung beitragen. Die Bezahlung geschieht zu Novara in Händen des Mandatars des Kantons Tessin und zwar in drei gleichen Raten; die erste sobald die Strafse fahrbar sein wird in der durch §. 15. des Bau-Plans bezeichneten Weise; die zweite unmittelbar nach Vollendung der Arbeiten; und die dritte, sobald der Bau mit Zuziehung eines Königlich Sardinischen Ingenieurs gut befunden sein wird; diese Prüfung soll spätestens einen Monat nach Vollendung der Arbeiten geschehen.

Art. III. Nach also geschehener Besichtigung und Genehmigung dieser Strafse, wird dieselbe beständig und gehörig auf Kosten und unter Obsorge des Kantons Tessin in Stand erhalten werden, wie die andern besten Strafsen dieses Kantons.

Art. IV. Die Regierung von Tessin von dem wechselseitigen Vortheil der Begünstigung der Durchfuhr auf dieser Strafse überzeugt, verspricht die bestehenden Zoll- und Weggebühren auf derselben nicht im mindesten zu erhöhen und keine neuen einzuführen.

Art. V. Die Regierung von Tessin soll zu seiner Zeit die Annahme ihres Beitritts zur Wiener Übereinkunft vom 20sten Mai 1824 von Seite des Österreichischen Hofes, zu Kenntnifs der Königlich Sardinischen Regierung bringen.

Art. VI. Die gegenwärtige Übereinkunft wird beiderseits binnen 14 Tagen ratificirt werden.

Locarno, 7ten Sept. 1824.

De Blonay. — Lotti. — Quadri.

Im Namen des grofsen Raths
Der regierende Landammann
Maggi.

Für den Staatsrath
D'Alberti, Staatssecretär.

120.

Traité de commerce entre le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse, signé à Carlsruhe le 8 Septembre 1824.

1824

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* Nro. XX. 14 Septbr. 1824.)

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Hessen von dem Wunsche beseelt, Ihren Unterthanen die Wohlthaten eines möglichst freien Verkehrs zuzuwenden, und in der Erwartung, diesen Zweck durch den Abschlufs eines Handelsvertrages zu erreichen, haben in dieser Absicht Bevollmächtigte ernannt, und zwar Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden Allerhöchstihren geheimen Rath *Nebenius* und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Hessen, Allerhöchstihren geheimen Staatsrath *Hofmann*. Die genannten Bevollmächtigten haben nach Auswechselung ihrer Vollmachten für angemessen erachtet, zuvörderst diejenigen allgemeinen Grundsätze und Ansichten festzustellen und auszusprechen, von welchen ihre Allerhöchsten Höfe bei dieser Angelegenheit geleitet werden. Demnach betrachten ihre Allerhöchsten Höfe in vollkommener Übereinstimmung:

1. eine unbedingte Freiheit des wechselseitigen Verkehrs, nicht nur zwischen beiden Staaten, sondern mit allen Bundesstaaten, so wie die gröfst mögliche Erleichterung des Handels mit dem Auslande, als eines der wichtigsten Mittel zur Beförderung des Wohlseins und des Reichthums ihrer Unterthanen, und werden bei allen Gelegenheiten ihre gemeinsamen Bestrebungen auf die möglichst vollständige Erreichung dieses Zweckes richten.

2. Da aber aus dem einseitigen Festhalten des Princips der Handelsfreiheit, in ihren Verhältnissen zu

1824 anderen Staaten, welche durch Prohibitionen und hohe Zollauflagen den Handel beschränken, unverkennbare Nachtheile für ihre Unterthanen hervorgehen würden, so halten sie zum Schutz ihrer eigenen Production und zur Abwehr jener Nachtheile die Anordnung oder Beibehaltung ähnlicher Zolleinrichtungen für unerläfslich.

3. Ihre Allerhöchsten Höfe hegen fortdauernd den Wunsch, die nachtheilige Rückwirkung, welche diese Einrichtungen auf den Verkehr ihrer und anderer Bundesländer ausüben, deren Regierungen gleich ihnen, dem Grundsatze der Handelsfreiheit zugethan sind, durch Übereinkunft mit denselben über ein gemeinsames Zoll- und Handelssystem, über die gemeinschaftliche Ausübung der Zoll-Gesetzgebung und die Theilung der gemeinschaftlichen Einkünfte zu beseitigen, und dadurch zugleich den Weg zu bahnen, mittelst Handelsverträgen mit fremden Staaten, auch dem auswärtigen Verkehr eine freiere Bewegung zu verschaffen.

4. Da aber ein solcher Verein nur durch das Zusammenwirken mehrerer Staaten und bei einer gröfseren Ausdehnung und schicklichen Lage des gemeinschaftlichen Marktgebietes zu Stande gebracht werden kann, und die mehrjährigen, hierauf bezüglichen Unterhandlungen beider allerhöchsten Gouvernements mit verschiedenen anderen Staaten vor der Hand zu dem erwünschten Resultate noch nicht geführt haben, so bleibt ihnen, um ihren Zweck unter den dermaligen Umständen so viel möglich zu erreichen, nichts übrig, als durch besondere Verträge alle diejenigen wechselseitigen Freiheiten und Erleichterungen zu verabreden, die nur immer mit den bestehenden allgemeinen Zolleinrichtungen vereinbarlich sind; worin sie zugleich eine angemessene Vorbereitung zu einer gänzlichen Vereinigung über ein gemeinschaftliches Zollsystem, nach dem zu hoffenden Zutritt mehrerer Nachbarstaaten, erblicken.

5. Darnach wünschen sie insbesondere, die Freiheit des Verkehrs zwischen ihren beiderseitigen Staaten rücksichtlich aller derjenigen Gegenstände zu begründen, wobei das Interesse der eigenen Production

des einen oder andern der beiden Grofsherzogthümer 1824
betheiligt ist, unter alleinigem Vorbehalte einer durch die allgemeinen Zolleinrichtungen gebotenen Controlle, und, so weit nicht eine gänzliche Abgabenfreiheit verabredet wird, ganz mäfsiger Gebühren, welche in der Regel das Maafs blofser Controllgebühren nicht übersteigen, und in keinem Fall geeignet erscheinen dürfen, den Verkehr zu hemmen oder zu beschränken. Dagegen soll durch gegenwärtige vertragsmäfsige Bestimmungen die Wirksamkeit ihrer Zolleinrichtungen in Beziehung auf diejenigen Gegenstände nicht geschwächt werden, wobei die eigene Erzeugung der beiden Grofsherzogthümer nicht betheiligt erscheint.

6. Da es einleuchtend ist, dafs die Bewilligung mäfsiger Gebühren oder einer gänzlichen Freiheit für solche Erzeugnisse, wovon nach dem allgemeinen Zolltarif höhere Abgaben im Verkehr mit anderen Staaten erhoben werden, einen besonderen Vortheil gewährt, so halten sie zur Ausgleichung dieser Vortheile die gröfst mögliche Übereinstimmung der beiderseitigen Zolltarife, in allen Puncten, welche für die eigene Production des einen oder anderen Theiles von besonderem Interesse sind, für wünschenswerth, und betrachten dieselbe innerhalb gewisser, durch die dermalen in den beiderseitigen Tarifen noch bestehenden Abweichungen, übrigens nicht überschrittenen Schranken, selbst als eine Bedingung der gegenseitigen Verkehrsfreiheit.

7. Da die wahren gegenseitigen Bedürfnisse erst durch die Erfahrung mit Zuverlässigkeit erkannt werden können, beide allerhöchsten Regierungen auch von dem Grundsatz der vollkommensten Reciprocität und der gänzlichen Gleichheit der gegenseitigen Vortheile ausgehen, und allein in dem beiderseitigen öffentlichen Nutzen die Garantie für die Fortdauer des zu begründenden vertragsmäfsigen Zustandes suchen wollen, so finden sie für zuträglich, über keine feste Dauer der Gültigkeit der vertragsmäfsigen Bestimmungen übereinzukommen, sondern die gegenseitige Aufkündigung sich vorzubehalten.

8. In der Betrachtung, dafs die Duldung des Schleichhandels von einem Gebiete in das andere,

1824 unvereinbarlich ist mit den freundnachbarlichen, durch einen Handelsvertrag begründeten Verhältnissen, der die Beseitigung aller nachtheiligen Einflüsse der beiderseitigen Zoll-Gesetzgebungen auf den wechselseitigen Verkehr zum Gegenstande hat, halten sie zweckdienliche Verabredungen zum Schutze ihrer Abgabegesetze gegen Contraventionen der beiderseitigen Unterthanen eben so im Interesse der Erhaltung des vertragsmäfsigen Zustandes, als im Interesse der Finanzen und in den höheren Rücksichten der öffentlichen Moralität für begründet. In Gefolge dieser allgemeinen Grundsätze wurden nun nachstehende nähere Bestimmungen verabredet:

Art. I. Alle in der Beilage I. benannten Producte und Fabrikate der beiden Grofsherzogthümer sind bei der Einfuhr aus dem einen Grofsherzogthume in das andere von den in beiden Staaten bestehenden Eingangszöllen befreit und unterliegen theils gar keiner Abgabe, theils geringen Gebühren, deren Betrag bei keinem Artikel die in dieser Anlage bestimmten Sätze überschreiten darf.

Art. II. Die Einfuhr von Fabrikaten und allen Kaufmannsgütern darf nur an den angeordneten Hauptzollämtern oder Eingangsstationen geschehen. Landwirthschaftliche Producte und die von den Grenzbewohnern für ihre häuslichen Bedürfnisse gekauften Waaren aller Art dürfen aber an jedem Grenzorte eingebracht werden. Der Important hat ohne Rücksicht ob die eingehenden Waaren und Erzeugnisse einer Gebühr unterliegen oder nicht, bei der auf Defraudation gesetzten Strafe, die Declaration über Gattung und Quantität derselben, bei dem Zoll oder Verbrauchssteueramte zu machen.

Art. III. Die in der Beilage I. nicht genannten Artikel der beiderseitigen allgemeinen Zolltarife, sind theils dafür angesehen worden, dafs sie in keinem der beiden Länder hervorgebracht werden, oder keinen Gegenstand ihres Handelsverkehrs bilden; theils sind die bestehenden Abgaben von denselben so mafsig befunden worden, dafs sie nur als eine, den Verkehr auf keine Weise belästigende Controllgebühr betrachtet werden können. Sollte aber bei dem einen

oder andern Artikel die Erfahrung ein Anderes dar- 1824
thun, so machen sich beide contrahirende Theile verbindlich, die bestehenden Abgaben davon ebenfalls entweder ganz aufzuheben, oder auf eine angemessene Controllgebühr herabzusetzen.

Art. IV. Bei allen in der Anlage 2 aufgezeichneten Waaren und Erzeugnissen ist die Befreiung von den bestehenden höheren Zöllen durch die Ursprungsbescheinigung bedingt. Die Ursprungsbescheinigungen werden für alle Fabrikate von den Districtsbehörden bestätigt und mit ihren Amtssiegeln versehen. Sie werden nach den, in der erwähnten Beilage enthaltenen nähern Bestimmungen ausgestellt, und dürfen nur für die Waarenerzeuger, unmittelbar bei Versendung der Waaren an ihren Besteller oder Bezieher, also nicht für den Zwischenhandel, ausgefertigt werden. Nur bei der Leinwand wird die Bescheinigung, dafs sie inländisches Fabrikat sei, auch in dem Falle angenommen, wenn sie nicht unmittelbar vom Erzeuger bezogen wird. Das Letzte gilt auch von den Bescheinigungen des Ursprungs aller Landeserzeugnisse, die von der unmittelbaren Obrigkeit des Eigenthümers der Produkte oder des Marktortes ausgestellt werden. Grofsherzoglich Badischer Seits werden vor der Hand an der Landgrenze gegen das Grofsherzogthum Hessen für keine andere Landesprodukte als Weine, Branntweine, Essige, Oele und Tabacksblätter Ursprungszeugnisse verlangt, wohl aber von allen benannten Fabrikaten, auf gleiche Weise wie im Grofsherzogthum Hessen. Die ausstellenden Behörden sind verbunden, über die ertheilten Bescheinigungen Register zu führen, die sich die beiderseitigen Regierungen auf Verlangen mitzutheilen verbindlich machen. Auch werden sie sich, zu gröfserer Sicherheit der Controlle, die erforderlichen Nachweisungen über die in ihren Staaten bestehenden Fabrikanstalten, welche ihren Absatz in beiden Ländern suchen, gegenseitig mittheilen, so wie sie sich auch weitere Verabredung über die Einführung von Fabrikzeichen vorbehalten. Die wissentliche Ausstellung falscher Ursprungsscheine, und die Mitwirkung hierzu durch falsche Declaration bei der Obrigkeit soll als Betrug gegen beide contrahirende Staaten angesehen, von Amts-

1824 wegen untersucht und nach den Gesetzen des Landes, in welchem das Verbrechen begangen worden, bestraft werden.

Art. V. Ausgenommen von der Ursprungsbescheinigung ist die Einfuhr der Grenzbewohner, welche zu ihrem eigenen Gebrauche Waaren, die sonst der Ursprungsbescheinigung unterliegen, in unverpackten Zustande einführen, in sofern die Quantität bei langen Waaren zehn Pfund, und bei andern, der Tranksteuer oder Accise nicht unterliegenden Gegenständen, das gewöhnliche Maas häuslicher Bedürfnisse nicht übersteigt.

Art. VI. Da in dem Grofsherzogthum Baden die Ausfuhr der Waaren und Produkte den Zollabgaben nach einem allgemeinen Tarife unterliegt, im Grofsherzogthum Hessen aber alle Ausfuhr zollfrei ist, und unter diesen Verhältnissen, die Ausfuhr Grofsherzoglich Badischer Seits an der Grofsherzoglich Hessischen Grenze nicht unbedingt frei gegeben werden könnte, ohne dadurch entweder überhaupt alle Ausfuhr auch für andere Staaten in der nördlichen Richtung freizugeben, oder eine Ausnahme für das Grofsherzogthum Hessen durch beschwerliche Beurkundungen über die Bestimmung der Waaren zu bedingen, so ist man, um das Princip der gegenseitigen Handelsfreiheit, so weit es die Verhältnisse gegen andere Staaten nur immer gestatten, unverrückt festzuhalten, dahin übereingekommen, dafs alle Grofsherzoglich Badischen Ausgangszölle von solchen Artikeln, wofür Grofsherzoglich Hessischer Seits irgend ein Interesse des wohlfeileren Bezugs obwaltet, entweder ganz aufgehoben werden, oder das Maas einer blofsen Controllgebühr nicht überschreiten sollen, wogegen die Grofsherzoglich Hessische Regierung sich verbindlich macht, bei der etwaigen Anlage von Ausgangsgebühren jenes Maas gegen das Grofsherzogthum Baden ebenfalls nicht zu überschreiten, und die nämlichen Freiheiten zu gestatten. Hiernach wurde für die im Art. 7 der ersten Beilage bezeichneten Gegenstände die gänzliche Befreiung von allen Ausgangsgebühren festgesetzt. Beide Grofsherzogliche Gouvernements behalten sich nur rücksichtlich des Brennholzes bevor, bei entstehenden drin-

genden Veranlassungen, allgemeine oder partielle 1824
Ausfuhrverbote zu erlassen, und die Ausfuhr nur gegen Licenzen zu gestatten, jedoch nicht ohne sich vorher die Motive ihrer Anordnungen mitzutheilen.

Art. VII. Gegenwärtige Übereinkunft hat keinen Bezug auf die Consumtionsauflagen, welche von einheimischen, wie von fremden Erzeugnissen erhoben werden, auf die Transitzölle, Weggelder, Wasserzölle, Flofsrechte und Flofsgebühren. Nur sollen von den vermöge dieser Übereinkunft bei der Einfuhr frei gelassenen oder mit mäfsigen Gebühren belegten Artikeln, wovon besondere Consumtionsauflagen zu entrichten sind, keine höhere derartige Auflagen erhoben werden, als im gleichem Falle von den eigenen Erzeugnissen.

Art. VIII. Beide contrahirende Gouvernements ertheilen sich die gegenseitige Zusicherung, dahin zu wirken, dafs die indirecten Abgaben des einen Staats durch die Unterthanen des andern nicht defraudirt werden. Zu diesem Ende soll nicht nur gegenseitig den Beauftragten der Verwaltungsbehörden auf jedesmaliges Ersuchen, die Einsicht der Zoll- oder Verbrauchssteuer-Register gestattet werden, in welchen dieselben die Spuren von Defraudationen entdecken zu können glauben, sondern es sollen auch gegenseitig, auf besondere Verabredung, alle diejenigen Anstalten getroffen werden, welche geeignet erscheinen, um solche Defraudationen zu verhüten, und die Abgabepflichtigen und Erheber zu controlliren.

Art. IX. Die Auslegung der gegenwärtigen Convention soll bei entstehenden Zweifeln, stets im Interesse der Freiheit des Verkehrs geschehen. Sollten sich beim Vollzuge Schwierigkeiten zeigen, welche der freieren Bewegung des Handels hinderlich sind, so sollen sie durch weitere vertragsmäfsige Bestimmungen gehoben werden, so wie auch für den Fall, dafs mit anderen Nachbarstaaten ähnliche Übereinkünfte zur Begründung einer gröfseren oder gänzlichen Verkehrsfreiheit von dem einen oder andern Theile oder von beiden zugleich abgeschlossen werden, diejenigen weiteren Verabredungen vorbehalten bleiben, welche erforderlich sind, um die gröfst

1824 mögliche Übereinstimmung in dem vertragsmäfsigen Zustande mit den Nachbarstaaten zu bewirken, wobei jedoch die Producte der beiden Grofsherzogthümer unter gleichen Verhältnissen stets zu den am meisten begünstigten gehören sollen.

Art. X. Die gegenwärtige Übereinkunft soll nach erfolgten allerhöchsten Ratificationen mit dem 1sten October laufenden Jahrs in Wirksamkeit treten, und von diesem Tage an an den beiderseitigen Grenzen vollzogen werden.

Art. XI. Da die beiden Grofsherzoglichen Gouvernements nach ihrer offenen gegenseitigen Erklärung, bei dem Abschlufs gegenwärtiger Convention nicht die Absicht haben, sich auf Kosten des andern contrahirenden Theils Vortheile zuzuwenden, und sie lediglich der Erfahrung überlassen wollen, ob die dadurch bezweckten wohlthätigen Wirkungen gegenseitig vorgefunden und anerkannt werden, so soll jedem der contrahirenden Theile freistehen, dieselbe nach vorheriger dreimonatlicher Aufkündigung wieder aufzuheben. Nach Ablauf der Aufkündigungszeit treten alsdann an den beiderseitigen Landesgrenzen hinsichtlich der Eingangszölle und der Verbrauchssteuer diejenigen Anordnungen ein, welche jedes Gouvernement zu treffen für gut findet.

Zur Urkunde dessen ist gegenwärtige Übereinkunft doppelt ausgefertigt, von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterschrieben und besiegelt, und jedem derselben zur Einholung der allerhöchsten Genehmigung ein Exemplar zugestellt worden.

Geschehen Carlsruhe, am 8ten September 1824.

C. F. Nebenius. A. Hofmann.

Beilage I. Bestimmungen über Befreiungen und geminderte Eingangsgebühren.

1. Von allen Eingangszöllen und Eingangsgebühren sollen befreit sein, folgende in den beiderseitigen Tarifen vorkommende Gegenstände: Asche, Ascherich, Bäume, Baumsetzlinge; Reben; Holz, inlän-

disches, sowohl Brenn- als Bau- und Nutzholz; 1824
Holzabfälle: Besenreis, Besen; Kohlen, Holzkohlen; Rinden; Lohe, Lohkuchen; Torf; Holzwaaren, gemeine, Spinnräder, Rechen, Spindeln, Brechen, Schaufeln, Reife, Siebmacher-, Kiefer-, Kübler-, Wagnerarbeiten, Fässer, auch gebunden, bearbeitetes Kelterholz, Gefäße zum Ökonomiedienste, beschlagen und unbeschlagen: Schreiner- oder Tischlerwaaren von gemeinem Waldholz; Marktvictualien aller Art: Butter, Schmalz, Speck, Eier, Bäckerwaaren, Geflügel jeder Art, Wildpret jeder Art, Spanferkel, junge Ziegen, Lämmer, inländische Fische, Krebse, grünes Obst; Gartengewächse jeder Art: Erdbirnen (Kartoffeln); Kümmel; Handkäse; frische Wurzelgewächse und Gemüse; Gartensämereien; Birnen: Bucheln: Nüsse; Eicheln; Futterkräuter; Gras, Ohmet, Heu, Stroh: Runkelrüben; Klejen, Dünger, Abfälle zum Düngen; Spreu: Gyps; Früchte von eigenthümlichen, vom Wohnort aus gebauten Gründen im Halme, und Trauben von eigenthümlichen Weinbergen, welche zur Kelter eingeführt werden: Kartendistel, Schafköpfe und Schiff; Knochen, Klauen, Hornspäne: Erde, Töpfer- und Fabrikerde, Erdengeschirr, Kies, Sand, Stein, Marmor, Mühlsteine u. s. w. Schleif- und Weizsteine, Kalksteine, Kalk, Dachschiefer: Ziegelwaaren; Erze, rohe: Kienruß; Wagenschmier, Schmeer; Pech, Harz; Wachs, rohes.

2. Befreit von den bestehenden Eingangszöllen und einer Gebühr von 50 kr. vom Zentner unterworfen sind: Bijouteriewaaren; Broncewaaren; Uhrenmacherarbeiten; Galanterie- und Quincailleriewaaren; Putzwaaren: lange Waaren oder Ellenwaaren aller Art von Seide, Floretseide, Wolle, Baumwolle, Leinen, Hanf, einfach oder gemischt, gefärbt oder ungefärbt: gestickte, gewirkte Waaren, Teppiche, Wachstaffet, gemachte Kleider, Garne, gefärbte und ungefärbte, feine Bast- und Strohwaaren; Hüte; Leder jeder Art; Lederwaaren, in so ferne sie nicht in die nachstehende dritte Classe gehören: Saffian, Cordwan und Fabrikate davon; Metallwaaren jeder Art, mit Ausnahme der Eisenwaaren und der in folgendem Artikel vorkommenden Handwerkswaaren; Glas und Glaswaaren; fabricirter Taback; Chaisen,

1824 Cabriolets und Reisewagen per Stück; Maschinen und Instrumente, nach Wahl des Importanten 50 kr. per Centner oder per Stück.

3. Von den bestehenden Eingangszöllen befreit und einer Gebühr von 25 kr. per Centner unterworfen sind: Bein-, Horn- Holzwaaren, Dreherwaaren, Schreinwerk und Möbel, in so fern, sie nicht zu den befreiten Gegenständen gehören; gemeine Schuster-, Säckler- und Sattlerwaaren; Kürschner-, Kappenmacher-, Knopfmacher- und Posamentierwaaren; Eisenwaaren aller Art, mit Ausnahme der Gufseisenwaaren, Schmiede-, Schlosser-, Sporer- Schwerdtfegerarbeiten; gemeine Blechnerwaaren; Kupferschmiedewaaren; Bürstenbinderwaaren; Sailerwaaren; Seifensiederwaaren; Wachs, gebleichtes, und Lichter; Öl; Conditoreiwaaren; Cichoriencaffee; Papier, Pappendeckel; Tapeten; Fayance und Steingut; Packtuch, Trilch und Zwilch; Regenschirme; Bleizucker; Leim; Wein, Brantwein.

4. Befreit von den bestehenden Eingangszöllen und einer Gebühr von 5 bis 10 kr. unterworfen sind: Früchte, glatte, Mehl, gerollte Gerste per Malter 5 kr. Von rauhen Früchten, nämlich Spelz, Dinkel, Einkorn, Hafer, wird nur die Hälfte erhoben. Ölsaamen, Leinsaamen und Magsaamen, Raps per Malter 10 kr. Kleesaamen per Malter 10 kr. Hanf, roh und gehechelt, per Centner 10 kr. Tabacksblätter per Centner 10 kr. Hopfen per Centner 10 kr. Federn, Bettfedern, per Centner 10 kr. Holz- und Schwarzwälder- Spieluhren per Centner 10 kr. Gufseisenwaaren per Centner 10 kr. Grobe Strohwaaren per Centner 5 kr. Bier, Essig per Centner 5 kr. Obstwein per Centner 10 kr. Potasche per Centner 10 kr.

5. Die Eingangszölle von Vieh werden auf folgende Gebühren herabgesetzt: von Pferden und Füllen per Stück 10 kr. Von Mastochsen per Stück 20 kr. Von Zugochsen, Zugstieren, Kühen, Stieren und Rindern 10 kr. Von Kälbern 3 kr. Von Schaafen 3 kr. Von Schweinen, Läufer und Mutterschweinen, 3 kr. Von fetten Schweinen 10 kr.

6. In Ansehung des Salzes, so wie aller nicht genannten Artikel, kommen die bestehenden oder jeweils geltenden Gesetze zur Anwendung.

7. Vom Grofsherzoglich Badischen Ausgangszolle 1824
sind alle in dieser Beilage unter Art. 1. benannte beim Eingang befreite Gegenstände ebenfalls gänzlich befreit, mit Ausnahme des sogenannten Holländer oder Eichenschiffbauholzes. Einem geminderten Ausgangszolle unterliegen: rohe Häute von Pferden, Ochsen, Rindern, Kühen per Stück mit 4 kr. Kälbern, Böcken, Schaafen, Ziegen 2 kr.

Beilage II. Nähere Bestimmungen über die Ursprungsbescheinigungen.

1. Die gehörige Ursprungsbescheinigung ist die Bedingung der Freiheit von den bestehenden höhern Zöllen, und der Zulassung gegen die geringere Gebühr von 50 kr. für alle in dem Art. 2. der ersten Beilage genannten Fabrikate.

2. Befreit von der Ursprungsbescheinigung sind die nur mit 25 kr., 10 kr., oder 5 kr. in dem Art. 3 und 4. jener Beilage genannten gemeinen Handwerksartikel und die übrigen darunter vorkommenden Fabrikate, mit Ausnahme von Papier, Tapeten, Fayance und Steingut, Cichoriencaffee, Packtuch, Trilch und Zwilch, Regenschirme und Eisenwaaren, welche also der Ursprungsbescheinigung unterliegen.

3. Von den in den Art. 3 und 4. benannten Landeserzeugnissen unterliegen der Ursprungsbescheinigung: Wein, Brantwein, Essig und Öl, glatte und rauhe Früchte, gerollte Gerste, Mehl und Ölsaamen, Hanf roh und gebechelt, mit Ausnahme des Schleifshanfes, Tabacksblätter, Pferde, Ochsen, Stiere, Rinder und Kühe. Alle übrigen Artikel sind frei von der Ursprungsbescheinigung.

4. Befreit von der Ursprungsbescheinigung sind die derselben nach vorstehenden allgemeinen Bestimmungen unterliegenden Gegenstände, wenn die Einfuhr vom Importanten zum eigenen Bedürfnifs im unverpackten Zustande geschieht, und bei langen Waaren die Quantität von 10 Pfund, bei anderen der Tranksteuer oder Accise nicht unterworfenen Gegenständen aber das gewöhnliche Maafs häuslicher Be-

1824 dürfnisse nicht übersteigt. Auch soll keine Ursprungsbescheinigung für einzelne Fruchtquantitäten unter einem Malter Früchten, gerollter Gerste und Mehl verlangt werden.

5. Die Ursprungszeugnisse für Fabrikate mit Ausnahme der Leinwand, müssen die Bestätigung enthalten, dafs sie eigenes Eigenthum des Versenders sind; und bei Wollenwaaren, dafs sie in dessen Gewerks- oder Fabrikanstalt nicht nur ausgerüstet, sondern auch gewoben worden. Sie müssen Namen und Wohnort des Fabrikanten und des Beziehers, Gattung und Quantität der Waaren und die Bezeichnung der Colli, so wie die Transport-Route angeben. Wird fremdes Territorium auf dem Transporte vom Ladorte bis zum Bestimmungsplatze berührt, so müssen die Colli von den Zoll- oder Verbrauchssteuer-Beamten am Ladorte oder an der Austrittsstation gegen das fremde Gebiet verschnürt und versiegelt werden, und ohne Verletzung dieses Verschlusses am Bestimmungsorte ankommen. Die Ursprungsscheine für Fabrikate werden nach den unter Lit. A. anliegenden Formularen von den Districtsbehörden, d. i. im Grofsherzogthume Baden von den Grofsherzoglichen Ämtern und im Grofsherzogthume Hessen, was die Provinzen Starkenburg und Oberhessen betrifft, von den Grofsherzoglichen Landräthen, und in der Provinz Niederhessen von den Grofsherzoglichen Friedensrichtern, ausgestellt; doch steht in den gröfseren Städten den beiderseitigen Regierungen frei, besondere verpflichtete Beamten zu diesem Geschäfte zu bestimmen.

6. Die Ursprungsscheine für die verschiedenen Landeserzeugnisse werden von den Ortsobrigkeiten, d. i. in dem Grofsherzogthume Baden von den Ortsvögten und städtischen Bürgermeistern, und in dem Grofsherzogthume Hessen von den Bürgermeistern, nach den Formularien unter Lit. B. ausgefertigt.

(Folgen die Formulare der Ursprungsbescheinigungen für Fabrikate und Landeserzeugnisse.)

Bekanntmachung 1824

ine mit der Grofsherzoglich Hessischen Regierung etroffene weitere Verabredung über die Erleichterung des Grenzverkehrs betreffend.

Zufolge einer besonderen, mit der Grofsherzoglich Hessischen Regierung unterm 8ten dieses Monats etroffenen Verabredung zur weiteren Erleichterung es kleinen Grenzverkehrs, soll vom 1sten October ieses Jahres an, bis auf weitere Verfügung, rücksichtlich aller Waaren ohne Unterschied, also auch erjenigen Artikel, worauf sich der Staatsvertrag von emselben Tage nicht erstreckt, mit alleiniger Ausahme des Salzes, diejenige Einfuhr an den gegenseitigen Landesgrenzen gänzlich zollfrei sein, welche on den Grenzbewohnern zu ihrem eigenen Bedürfits geschieht, in so ferne der Zoll von den einzelen Artikeln, welche sie zu ihrem häuslichen Gerauche einführen, nach den bestehenden Tarifen icht 5 kr. übersteigt.

Diese Verabredung wird andurch gleichfalls zur ffentlichen Kenntnifs gebracht.

Carlsruhe, den 13ten September 1824.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Freiherr von Berstett.

Vdt. Römer.

121.

1824 *Procès verbal de la commission de révision réunie à Hambourg conformement à l'article 30 de l'acte concernant la libre navigation de l'Elbe du 23 Juin 1821, signé à Hambourg le 18 Septembre 1824.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1825. No. 15. cf. *Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1825. Abthl. 1. p. 184. *Protokolle der deutschen Bundesversammlung* Bd. 18. p. 78.)

Die nachstehenden Bevollmächtigten

für *Oesterreich:* der Kaiserlich Königliche wirkliche Gubernialrath und Beisitzer des verstärkten ständischen Ausschusses im Königreiche Böhmen, Johann Wenzel Ritter von *Böhm*, Inhaber des K. K. Civil-Ehrenkreuzes und Ritter des Grofsherzoglich Toscanischen St. Joseph Ordens und der Kaiserlich Königliche Rath und Generalconsul Joseph *Eichhoff*;

für *Preufsen:* der Königliche Geheime Regierungsrath Carl Christian *Mauve*, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adlerordens dritter Classe;

für *Sachsen:* der Königliche Geheime Finanzrath Günther von *Bünau*, Ritter des Königlich Sächsischen Civilverdiens- und des K. K. Österreichischen Leopold-Ordens;

für *Hannover:* der Königliche Geheime Legationsrath Johann Friedrich Albrecht von *Duve*, Ritter des Königlich Hannoverischen Guelphen Ordens, Minister Resident bei den freien und Hansestädten und Generalconsul zu Hamburg und der Königliche Regierungsrath Wilhelm Philipp Rudolf *Rumann*;

für *Dännemark:* der Königliche Geheime Legationsrath Johann Georg *Rist*, Ritter des Königlich Dänischen Danebrog-Ordens und Danebrogsmann;

für *Mecklenburg:* der Grofsherzogliche wirkliche 1824
Geheime Kammerrath Joach. Christ. *Steinfeld*, des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-, des Königlich Hannoverschen Guelphen- und des Königlich Schwedischen Nordstern- und Wasa-Ordens Ritter;

für *Anhalt-Bernburg:* der Königlich Sächsische Geheime Finanzrath Günther von *Bünau* u. s. w.;

für *Anhalt Cöthen:* der Herzogliche Landkammerrath August Ludwig von *Behr;*

für *Anhalt Dessau:* der Königlich Sächsische Geheime Finanzrath Günther von *Bünau* u. s. w.;

für *Hamburg:* der Senator Christian Nicolaus *Pehmöller*

sind über folgende ergänzende Bestimmungen zur Elbeschiffarths-Acte übereingekommen:

ad Art. 8. § 1. Die dem Art. 8 der Elbschiffarthsacte anliegende Gewichtstabelle ist in der Art berichtigt, wie sie sub Lit. A. gegenwärtigem Protocolle zur alleinigen Anwendung beiliegt.

ad Art. 9. §. 2. Die dem Art. 9 der Elbschiffarthsacte sub No. 2. beigefügte Tabelle, aus welcher die streckenweise Vertheilung des Tarifsatzes ersichtlich war, ist in der Anlage Lit. B. ergänzt.

ad Art. 9. § 3. Transitirende Schiffe können an dem ersten Erhebungsamte die Gebühren für die ganze Strecke eines jeden Uferstaats entrichten.

ad Art. 10. § 4. Der Art. 10 der Elbacte ist modificirt wie folgt:

Auf ein Viertheil des Elbzolls werden nachstehende Artikel ermäfsigt: Ambose, Anker, Asche (unausgelaugte), Bier (mit Ausnahme des fremden), Blei, Bleierz, Bohnen, Bolus, Bomben, Borsten (Schweine), Drath (eisen), Eisenblech ohne Unterschied, Eisen (gegossenes), Erbsen, Erz, Geflügel, Gerste, Glas ohne Unterschied, Glasgalle, Graupen, Gries und Grütze von allen Getreidearten, Gufseisen-Waaren (grobe), Hafer, Hirse, Holzkohlen, Hornspitzen und Hornplatten (unverarbeitete), Kanonen, Kienrufs, Knoppern, Korn (Roggen), Kreide (weifse, schwarze, rothe), Kümmel, Kugeln (eiserne), Lafetten, Linsen, Lohrinde (Borken), Marmor (roher),

1824 Mehl (aller Getreidearten), metallische Mineralerde, Mineralwasser, Mörser (Bomben), Münzkrätze, eiserne Nagel (gegossene), Ocker, Ölkuchen, Pech, Platten (marmorne und dergleichen), Rindshörner und Füse, Rothstein, Saamen aller Art, als: Anis, Fenchel, Hanf, Rübsaamen u. s. w. Salz (Küchen-, See- und Stein-), Sauerkraut, Schleif- und Weizsteine (feine), Spelz, Stangeneisen (geschmiedetes), Theer, Trippel, Wacholderbeeren, Weitzen, Wicken.

Auf ein Fünftel der Gebühr: Gröbere Böttcher- und andere Holzwaaren, als: Leitern, Mulden, Schaufeln, Schwingen und dergleichen Feldgeräthe, so wie die gröberen Korbsorten zu Fastagen von Baumwurzeln u. s. w. leere Fässer, Kisten und Tonnen, Früchte (gedörrte, Backobst), Hagebutten (gedörrte).

Auf ein Zehntheil: Bau- und Nutzholz, Blut (vom Schlachtvieh), Butter und Käse (frische), Eier Eisen (altes), Knochen, Laugenfluſs, Milch, Schmelztiegel aller Art, Steingeschirr (gemeines), Töpferwaaren.

Auf ein Zwanzigtheil: Braunkohle, Brennholz, Busch aller Art, Cichorienwurzel, Eicheln, Faschinen, Früchte (frische, Obst), Gemüse (frisches), Gras und Heu, Gips, Kalk, Nüsse aller Art, Rohr (Dach-Schilf- und Stuhl-), Seegras, Stroh, Torf, Weintrauben, Wellen (Brandbusch), Wurzeln (eſsbare).

Auf ein Vierzigtheil: Alaun und Vitriolstein, Asche (ausgelaugte), Drusen (Trester), Dünger, als: Mist, Mergel, Stoppeln u. s. w., Floſsgeräthe (rückgehende) Gallmeistein, Glas und Topfscherben, Kalkstein, Kufen, Rinnen und Tröge u. s. w. von Stein, Kies (gemeiner Stein), Leinpferde (zu Wasser rückgehende), Mörsel von Ziegel- und Tuffstein (Traſs), Mühlsteine, Pfeifenerde, Pflastersteine, Sand, Sand- und Bruchsteine aller Art, Schiefer (Dach-), Steinkohlen, Thon, Töpfer- und Walkererde, Tuffstein, Ziegel (gebrannte und Luft-), Ziegel-Cement.

ad Art. 10. § 5. Die im Manifeste nicht verzeichneten Reisevictualien der Schiffer sind in verhältnifsmäſsiger Quantität ganz abgabenfrei. Bei Bestimmung der Quantität soll mit der billigsten Umsicht nach der Länge der Reise, der Stärke der Bemannung u. s. w.

verfahren, und demgemäfs das Nähere von den Regierungen an die Zollämter erlassen werden. 1824

ad Art. 10. §. 6. Die zum Verdeck eines Fahrzeuges einmal ein- und zugerichteten Bretter, sind, da sie zu dem Schiffsgeräthe gehören, zollfrei. In Ermangelung solcher, sind von Entrichtung des Elbzolls befreit die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Bretter und zwar:

1.	bei Schiffen unter 10 Last Ladungsfähigkeit	1 Schock	
2.	— — von 10 bis 25 Last	2	—
3.	— — — 25 bis 45 —	2½	—
4.	— — — 45 und mehr	3	

ad Art. 11. §. 7. Der Art. 11 der Elbacte ist modificirt, wie folgt: Die Abgabe von den Fahrzeugen, oder die Recognitionsgebühr wird nach vier Klassen, und nach dem unter Lit. C. beigeschlossenen Tarif erhoben. Dieselbe beträgt für die ganze Stromlänge von der ersten Klasse unter 10 Hamburger Last der Ladungsfähigkeit (die Last zu 4000 Pfund):

	3 Rthl.	4 Gr.
von der zweiten Klasse von 10 bis 25 Last	7 —	8 —
von der dritten Klasse von 25 bis 45 Last	11 —	12 —
von der vierten Klasse von 45 Last u. darüber	13 —	16 —

Unbeladene Fahrzeuge zahlen allenthalben ein Viertheil vorstehender Taxe.

ad Art. 11. § 8. Zum Behuf der Entrichtung der Recognitions-Gebühr sollen die Elbschiffe künftig gleichmäfsig vermessen und mit gehörigen Documenten hierüber nach dem Formulare Lit. D. versehen sein.

ad Art. 11. § 9. Bei Entrichtung der Recognitionsgebühr sollen die Schiffe als leer betrachtet werden, und nur ein Viertheil der durch den Art. 11 der Elbacte festgesetzten Gebühr zahlen, wenn die Ladung folgende Centnerzahl nicht übersteigt:

bei der ersten Klasse	10	Centner
— — 2ten —	20	—
— — 3ten —	30	—
— — 4ten —	40	—

ad Art. 11. § 10. Von Entrichtung der Recognitionsgebühr sind gänzlich befreit:

a. Die das Hauptschiff nur auf kurze Strecken zur Überwindung örtlicher Hindernisse begleitenden Lichterkähne,

121.

1824 *Procès verbal de la commission de révision réunie à Hambourg conformement à l'article* 30 *de l'acte concernant la libre navigation de l'Elbe du* 23 *Juin* 1821, *signé à Hambourg le* 18 *Septembre* 1824.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1825. No. 15. cf. *Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1825. Abthl. 1. p. 184. *Protokolle der deutschen Bundesversammlung* Bd. 18. p. 78.)

Die nachstehenden Bevollmächtigten

für *Oesterreich:* der Kaiserlich Königliche wirkliche Guberniarath und Beisitzer des verstärkten ständischen Ausschusses im Königreiche Böhmen, Johann Wenzel Ritter von *Böhm*, Inhaber des K. K. Civil-Ehrenkreuzes und Ritter des Grofsherzoglich Toscanischen St. Joseph Ordens und der Kaiserlich Königliche Rath und Generalconsul Joseph *Eichhoff*;

für *Preufsen:* der Königliche Geheime Regierungsrath Carl Christian *Mauve*, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adlerordens dritter Classe;

für *Sachsen:* der Königliche Geheime Finanzrath Günther von *Bünau*, Ritter des Königlich Sächsischen Civilverdiens- und des K. K. Österreichischen Leopold-Ordens;

für *Hannover:* der Königliche Geheime Legationsrath Johann Friedrich Albrecht von *Duve*, Ritter des Königlich Hannoverischen Guelphen Ordens, Minister Resident bei den freien und Hansestädten und Generalconsul zu Hamburg und der Königliche Regierungsrath Wilhelm Philipp Rudolf *Rumann*;

für *Dännemark:* der Königliche Geheime Legationsrath Johann Georg *Rist*, Ritter des Königlich Dänischen Danebrog-Ordens und Danebrogsmann;

Litera A. 1824

Gewichts-Tabelle zur Berechnung des Elbzolles.
(zum Art. 8 der Dresdener Elbacte.)

A. *Flüssige Waaren.*

Alles Brutto, oder mit der einfachen gewöhnlichen Fastage ohne Überfafs, der Gallon zu 233, das Hamburgische Viertel zu 365, das französische Viertel (Velte) zu 375 Pariser Kubikzoll Inhalt, das Anker zu 5, das Ohm zu 20 Hamburger, das Oxhoft zu 30 französischen, das Legel zu 72 französischen Vierteln, der Centner zu 112 Hamburger Pfund.

	Ctr.	Pfd.
Arak, wie Rum		
Bier, englisches, das Fafs (Baril) zu 36 Gallons	4	—
das Oxhoft (Hogshead) zu 54 —	$5\frac{3}{4}$	—
die Piepe zu 108 —	11	70
— aus den Elbstaaten, die Tonne zu 14 Hamb. Vierteln	$2\frac{1}{4}$	—
das halbe Fafs zu 26 Hamb. Vierteln	$4\frac{1}{4}$	—
das ganze Fafs zu 56 — —	$8\frac{3}{4}$	—
Blut, das Hamb. Viertel	—	20
Branntwein, wie Rum		
Essig, Bier und Cider ein Anker zu 5 Hamb. Vierteln	—	95
eine halbe Tonne zu $7\frac{1}{2}$ Hamb. Vierteln	1	25
eine ganze Tonne zu 15 — —	2	50
Wein-Essig, eine Tierçon zu 20 Veltes	$3\frac{1}{4}$	—
ein Oxhoft zu 30 —	$5\frac{1}{8}$	—
in anderen Gebinden, jedes Viertel	—	18
Häring, die Tonne von $5\frac{1}{2}$ Hamb. Kubikfufs (800 Stück, weniger oder mehr)	3	—
Rum, ein Anker	$\frac{3}{4}$	—
ein Viertel Legel	$2\frac{1}{4}$	—
ein Oxhoft	$4\frac{3}{4}$	—
Puncheon (55 Veltes)	8	40
In gemessenen Gebinden andern Inhalts jedes Viertel	—	17
Seife, grüne, die kleine Tonne oder das Viertel	—	70
Sprit (Spiritus) jedes Viertel	—	16
Theer, die Tonne	3	—
Thran, die Tonne (224 Pfd. netto)	$2\frac{1}{2}$	—
die Quartele zu 2 Tonnen	4	100
die Pipe zu 4 —	9	—
die Stampe zu 8 —	18	—

1824

a. unverpackt.

	Ctr.	Pfd.
Wasser, mineralische		
— Driburger, Spaaer und Wildunger die 100 ganze Flaschen	3	—
100 halbe —	$1\frac{3}{4}$	—
— Eilsener, Nenndorfer u. Pyrmonter die 100 ganze Pipen	2	70
100 halbe —	1	70
— Pyrmonter Bouteillen No. 1 die 100 Stück	$3\frac{1}{2}$	—
— Eger und Marienbader die 100 ganze Krüge	3	70
100 halbe Krüge	2	14
— Emser, Fachinger, Geilnauer, Selterser und Wisbadner 100 ganze Krüge	$3\frac{1}{4}$	—
100 halbe —	2	50

b. verpackt.

— Eger, die Kiste mit 36 ganzen oder 72 halben Krügen	$1\frac{3}{4}$	—
— Marienbader, die Kiste mit 48 ganzen Krügen	$2\frac{1}{4}$	—
— Marienbader, die Kiste mit 72 halben Krügen	2	—
— Marienbader, die Kiste mit 32 Hyalit-Bouteillen	1	—
— Saidschützer, die Kiste mit 40 ganzen Krügen	$2\frac{1}{2}$	—
40 halben Krügen	$1\frac{1}{2}$	—
bei Verpackung in Körben:		
die Thara von jeden 50 Flaschen oder Kruken	—	35
— Cölnisches, die 12 Gläser mit Kistchen ohne Überkiste	—	6
Wein, in nachbemerkten Gebinden:		
ein Anker	—	90
ein Eimer (zwei Anker) } von allen Weinen	1	70
ein halbes Oxhoft } von allen Weinen	$2\frac{1}{2}$	—
ein Ohm (zwei Eimer) } von allen Weinen	$3\frac{1}{4}$	—
ein Oxhoft Bordeaux, Muscat, Nantes	$5\frac{1}{8}$	—
— — Bayonne	$6\frac{1}{4}$	
eine Trommel Tavell	5	98
ein Stück Picardan	7	70
eine Pipe Ximenes	$8\frac{3}{4}$	—

	Ctr.	Pfd.	1824
eine Pipe Madeira, Fayell, Teneriff, Vidogne } ein Both Corsica	$9\frac{1}{4}$	—	
ein Both Benicarlo, Catalon, Tarragon	9	70	
ein Both Mallaga, Lissabon, Porto, Xeres und Ximenes	11	—	
Halbe und Viertel-Bothe und Pipen, $\frac{1}{2}$ und $\frac{1}{4}$ ihres obigen Gewichts			
Bei allen andern nicht benannten Gebinden, jedes Viertel (Velte) Brutto	—	18	

B. *Früchte.*

Das Hamburger gestrichene Fafs (der halbe Scheffel oder 2 Himpten) 2656 Pariser Kubikzoll haltend:

	Pfd.		Pfd.
Bohnen	88	Mehl	45
Buchweitzen } — Grütze }	71	Nüsse	44
		Obst, grüne Äpfel und Birnen	56
Erbsen u. Wicken	90	— gedörrte Äpfel	32
Gerste	68	— gedörrte Birnen	52
— Graupen u. Grütze	84	— gedörrte Kirschen	72
Hafer	48	— gedörrte Pflaumen	64
— Graupen u. Grütze	64	Roggen	80
Hirse	78	Rüben	37
Kastanien	75	Saamen, Hanf-	56
Linsen	89	— Rapp- u. anderer	70
Malz	54	Weitzen	84

100 Hamburger Fafs sind $= 84\frac{7}{10}$ Hannov. Scheffeln,
$135\frac{19}{40}$ Mecklenb.-Rostocker $= 95\frac{43}{60}$ Preufsischen,
$99\frac{19}{40}$ Anhaltscher $= 49\frac{1}{25}$ Dresd. Scheffeln,
$56\frac{3}{10}$ Böhm. Strich $= 85\frac{17}{25}$ Wiener Metzen,
und $147\frac{12}{25}$ Engl. Buschels.

C. *Holz.*

1. In Flössen und wo die Stücke einzeln kubisch (nach den Hartigschen oder Segondatschen Tabellen) zu vermessen sind, werden auf den Hamburger Zentner gerechnet:
   a. Eichen, Buchen, Hainbuchen, Eschen und Obstbaumholz 3 Hamb. Kubikfufs
   b. Fichten oder Tannen, Aspen, Birken, Erlen, Linden, Pappeln, Ulmen und Weidenholz 4 — —

1824 b. kleine Kähne und Anhänge, die zu einem Hauptschiffe gehören, und nicht zum Waaren-Transport dienen.

ad Art. 11. § 11. Reisende und deren Reisegepäck sind zollfrei; von Schiffen aber, welche nur Reisende und ihr Gepäck führen, soll die volle Recognitionsgebühr erhoben werden.

ad Art. 17. § 12. Das sub Lit. E. anliegende Schema zu einem Manifeste soll künftig auf der Elbe allgemein als Norm dienen.

ad Art. 30. § 13. Die nächste Revisionscommission wird sich am 1sten Mai 1826 in Dresden versammeln.

ad Art. 31. § 14. Insoweit durch gegenwärtiges Protocoll keine Abänderungen ausgesprochen sind, hat es bei den Bestimmungen der Elbschiffarthsacte sein alleiniges Bewenden.

ad Art. 32. §. 15. Diese Bestimmungen sollen mit dem 1sten Januar 1825 auf allen Puncten der Elbe in volle Wirksamkeit gesetzt, und zu dem Zwecke durch den Druck bekannt gemacht auch allen betreffenden Behörden mitgetheilt werden.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten das gegenwärtige Protocoll unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Hamburg am 18ten September 1824.

Johann Wenzel *Ritter* von Böhm.

Joseph Eichhoff.

Carl Christian Mauve.

Günther von Bünau für Sachsen.

Johann Friedrich Albrecht von Duve.

Wilhelm Philipp Rudolf Rumann.

Johann Georg Rist.

Joach. Christ. Steinfeld.

Günther von Bünau für Anhalt Bernburg.

August Ludwig von Behr.

Günther von Bünau für Anhalt Dessau.

Christian Nicolaus Pehmöller.

6. Lohrinde (Borke) auf den Centner: 1824

in Stücken	11	Kubikfuſs
zerhackte	10	—

D. *Brennmaterial und Asche.*

		Ctr.	Pfd.
Braunkohlen		$2\frac{1}{2}$	—
Holzasche, das Hamburger Faſs, unausgelaugte	die 10 Kubikfuſs	—	56
— — Hamburger Faſs ausgelaugte	die 10 Kubikfuſs	—	98
Holzkohlen	die 10 Kubikfuſs	—	75
Lohkuchen, die 1000 Steine, 8 bis 10 Zoll Quadrat		12	—
Steinkohlen, englische, die Tonne ($8\frac{1}{3}$) Kubikf.		2	100
— oberelbische, die 10 Kubikfuſs		3	—
Torf, die 1000 Soden oder Steine		9	—
— die 10 Kubikfuſs		2	—

E. *Steine, Erden u. s. w.*

	die zehn Hamburger Kubikfuſs		
Granit, behauener		10	—
Kalksteine, rohe		$3\frac{3}{4}$	—
Kies		7	—
Lehm und Mergel		6	—
Pflastersteine		$7\frac{1}{2}$	—
Pfeifen-Erde		3	—
Sand, weiſser		$6\frac{1}{2}$	—
Sandstein, behauener		10	—
— in unbehauenen Bruchstücken		7	—
Thon, Töpfer- und Walker-Erde		5	—
Trester (Druſsen) / Vieh- und anderer Dünger		3	—
Ziegel, Dachzungen	1000 Stück	30	—
— Dachpfannen u. Holfter	1000 Stück	50	—
— Klinker	1000 Stück	$16\frac{1}{2}$	—
— Mauersteine	1000 Stück	84	—
— dergleichen ungebrannte	1000 Stück	96	—
Kalk, die Tonne (3 Faſs)			
— — — Bardowicker		$3\frac{3}{8}$	—
— — — gothaischer oder preuſsischer		6	7
— — — Lüneburger		$3\frac{3}{8}$	—

F. *Leere Gefäſse u. s. w.*

Ein Anker	—	—
— Einer (Doppel-Anker) eine Bier-Tonne	$\frac{3}{4}$	—

1824

	Ctr.	Pfd.
eine Öl- und Thran-Tonne	—	40
ein Ohm, eine Tierce, ¼ Both, ½ Pipe	½	—
— Essig-Oxhoft, ein halb Bierfafs, eine Theer-Tonne	¾	—
— Oxhoft, Trommel, Quarteel, halbe Piepe, halb Both	1	—
— Bierfafs, eine Pipe, halb Cette-Stück	1¼	—
— Both, Branntwein- und Sprit-Stück	1⅞	—
— Stückfafs, Stampe	2½	—

Zum Verkauf versandte neue Fahrzeuge tragen die doppelte Recognitions-Gebühr.

Bemerkungen.

1. Weitere Bemerkungen und Vervollständigungen bleiben der nächsten Revisions-Commission vorbehalten, und sind solche von den Zollämtern fleifsig zu sammeln und in beglaubter Form aufzuzeichnen.

2. Das Gewicht lebender Thiere ist durch Sachverständige billig zu schätzen.

Litera B.

Tarif für den Elbzoll nach den, bei der Auf- wie bei der Niederfahrt zu befahrenden Strecken vertheilt.

Uferstaaten für deren Rechnung die Gebühr erhoben wird.	Bezeichnung der Strecken	Zu entrichtende Gebühr vom Ctr. zu 112 Pf. Hamb. für die einzelnen Staaten			für die ganze Strecke eines jeden Uferstaats		
		Rtl.	Ggr.	Pf.	Rtl.	Ggr.	Pf.
Oesterreich	1. für die ganze Strecke von Melnick bis zur Sächsischen Grenze	—	—	—	—	1	9
	2. von Melnik bis Aussig	—	—	11			
	3. von Aussig bis zur Sächsischen Grenze	—	—	10			
Sachsen	1. für die ganze Strecke von der Oesterreichischen bis zur Preufsischen Grenze	—	—	—	—	5	3
	2. von der Oesterreichischen Grenze bis Pirna	—	1	3			
	3. von Pirna bis Dresden	—	1	4			
	4. von Dresden bis zur Preufsischen Grenze	—	2	8			
Preufsen	1. für die ganze Strecke von der Sächsischen bis zur Mecklenburgschen Grenze	—	—	—	—	13	—
	2. von der Sächsischen bis zur Anhaltschen Grenze	—	1	—			

		Rtl.	Ggr.	Pf.	Rtl.	Ggr.	Pf.	1824
	3. von der Anhaltschen bis zur Mecklenburgschen Grenze	—	9	—				
	4. aus dem Anhaltschen bis nach Dornburg (Anhalt)	—	1	8				
	5. für den Cours von und nach Schnakenburg u. Gegend	—	1	4				
Anhalt-Bernburg	für die ganze Strecke	—	—	—	—	—	8	
— Cöthen	für die ganze Strecke	—	—	—	—	—	8	
— Dessau	1. für die ganze Strecke	—	—	—	—	1	4	
	2. für die Strecke des Dessauer Geleites	—	—	8				
	3. für die Strecke des Tochheimer Geleites	—	—	8				
Hannover	1. für die ganze Strecke von der Preufsischen Grenze bis Hamburg	—	—	—	—	2	6	
	2. von der Preufsischen Grenze bis Hitzacker	—	1	3				
	3. von Hitzacker bis Hamburg	—	1	3				
Meklenburg	1. für die ganze Strecke von der Preufsischen bis zur Dänischen Grenze	—	—	—	—	1	8	
	2. von der Preufsischen bis zur Hannoverschen Grenze	—	—	10				
	3. von der Hannoverschen bis zur Dänischen Grenze	—	—	10				
Dännemark	für die ganze Strecke	—	—	—	—	—	8	
	Zusammen für die ganze Strecke von Melnik bis Hamburg und umgekehrt	—	—	—	1	3	6	

Anmerkung.

Die Zollpflichtigkeit tritt ein:

a. in Oesterreich, Preufsen, mit Ausnahme von Lentzer-Fähre und Sachsen bei Berührung der Zollstätte,

b. in Preufsen bei Lentzer-Fähre, Hannover, Lauenburg, Mecklenburg und Anhalt nach dem Zollgeleit und bei Berührung des Zollgeleitsbezirks.

c. Der von Efslingen früher nach Hamburg verlegte Zoll wird nur von stromaufwärts aus Hamburg abgehenden Schiffen mit 4 ßl Hamb. Crt. pro Schiffslast von 4000 Pfd. Brutto (und einer geringen Schreibgebühr) entrichtet.

Litera C.

Tarif der Recognitionsgebühr für die Elbe.

	1 Classe unter 10 Last		2 Classe 10 — 25 Last		3 Classe 25 — 45 Last		4 Classe 45 Last und mehr	
	Die Last zu 4000 Pfd. in Conv. Münze.							
a. Mit Ladung	Rtl.	Ggr.	Rtl.	Ggr.	Rtl.	Ggr.	Rtl.	Ggr.
1. Sachsen	—	8	—	16	1	—	1	8
2. Preufsen zu Mühlberg	—	8	—	16	1	—	1	8
— zu Wittenberge	1	—	2	—	3	—	4	
— * an den im Art. 16 der Elbacte genannten Zwischen- und Nebenämtern	—	8	—	16	1	—	1	8
3. Anhalt	—	4	—	8	—	12	—	16
4. Hannover	—	8	—	16	1	—	1	8
5. Mecklenburg	—	12	1	12	3	—	3	—
6. Lauenburg	—	12	1	12	2	—	2	—

b. Fahrzeuge ohne Ladung zahlen allenthalben ein Viertheil vorstehender Taxe.

Litera D.

Formulare zu den Mefs- oder Auf-Briefen.

Das Schiffsgefäfs (Namen) Schiffer (Namen) aus (Namen) hält im Preufsischen Maafs

Länge des Raumes von der Pflicht bis zum Stand . . . Fufs . . Zoll

Gröfste lichte Breite des Raums zwischen den Schwellen (oder Borden) . . . — . . —

Tiefe von der Schnur, welche in der Nähe der Segelducht über den Auflauf gespannt worden, bis auf die Lagerdielen . . . — . . —

Ist geaicht auf Last zu 4000 Pfd. Preufsisch.

den 182

---

*) Schiffe, welche direct durch die Preufsischen Staaten transitiren und Mühlberg und Wittenberge passiren, zahlen keine Recognitionsgebühr an den Preufsischen Zwischen- und Nebenämtern, desgleichen finden die bei diesen Aemtern ausgeworfenen Sätze auf Anhalt-Bernburg und Dessau vorläufig keine Anwendung.

Litera E. 1824

Ausstellungsamt zu No.

Manifest

für den Schiffer
zur Fahrt von . . . . . nach
mit dem Schiffe No.
zur ten Klasse von bis Lasten gehörig
und bemannt mit Mannspersonen.

Bemerkungen.

1. Jedes Fahrzeug muſs mit dem Namen des Orts, wohin es geht und mit einer Nummer, dauernd und deutlich bezeichnet sein.

2. Ohne Frachtbrief darf keinerlei Ladung eingenommen, und jede Zu- und Abladung muſs beim nächsten Elbzollamte gehörig nachgewiesen werden.

3. Das Manifest wird unentgeldlich unterfertigt von der Behörde des Einladungsorts, oder vom nächsten Elbzollamte auf der Fahrt. Besteht es aus mehr als einem Bogen, so muſs es paginirt, gehörig geheftet, und die Heftschnur (Faden) besiegelt sein. Allê vollständig vorzuzeigende Frachtzettel und Ladungspapiere werden Beilagen desselben. — Duplicate werden nur für billige Abschriftsgebühr gefertigt.

4. Der Schiffer muſs durch eigenhändige Unterschrift des Manifests seine Haftung für die Wahrheit und Vollständigkeit der Angaben bestärken.
Dies Manifest wird zu bei dem abgegeben und von demselben nach Vorschrift der Elbconvention aufbewahrt.

6. Transitirende Schiffe können an dem ersten Erhebungsamte die Gebühren für die ganze Strecke eines jeden Uferstaates entrichten.

1824

[illegible]diger Name und Wohnort des Absenders	Bestimmungs-Ort und Empfänger	Folge-No. des Frachtbriefes	Der Rolle und Gebinde		Benennung der Waaren	Maaſs nach der		Gewicht nach der		Reduction des bei der Revision gefundenen Maaſses oder Gewichts auf Hamburger Gewicht und Classificirung nach den Zollsätzen.						Macht zum vollen Zollsatz	Zollbetrag in Conventionsgeld.
			Benennung und Anzahl	Marken und No.		Declaration	Revision	Declaration Hamb. Ct.Pfd.	Revision Hamb. Ct.Pfd.	zum vollen Zollsatz Hamb. Ctr.Pfd.	zu $\frac{1}{4}$	zu $\frac{1}{5}$	zu $\frac{1}{10}$	zu $\frac{1}{20}$	zu $\frac{1}{40}$		
											des vollen Zollsatzes.					Hamb. Ctr.Pfd.	
											Hamb. Ct Pf.	Hamb. Ct.Pf.	Hamb. Ct.Pf.	Hamb. Ct Pf.	Hamb. Ct.Pf.		

122.

Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, concernant l'érection du tribunal suprême de Wurtemberg en tribunal d'appel pour la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, publié à Stuttgart le 24 Septembre 1824. 1824

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1824. 4ten October. Nr. 53. p. 766.)

Nachdem von des regierenden Fürsten zu Hohenzollern-Sigmaringen Hochfürstl. Durchlaucht, zu Vollziehung des Art. 12 der deutschen Bundes-Acte, der Antrag gestellt worden, dem K. Würtembergschen Ober-Tribunal die Functionen eines Ober-Appellations-Gerichts für das Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen, unter besonders zu bestimmenden Modalitäten zu übertragen, und von Seiner Majestät dem König von Würtemberg gedachtem Ansuchen entsprochen worden; so ist auf die deshalb gepflogenen Unterhandlungen über diesen Gegenstand ein Vertrag abgeschlossen, auch von den höchsten Contrahenten ratificirt worden, dessen Inhalt hiemit zur öffentlichen Kenntnifs gebracht wird.

Stuttgart den 24sten September 1824.

Der Justiz-Minister: MAUCLER.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten: BEROLDINGEN.

ART. I. Das Königl. Würtembergische Ober-Tribunal wird in den Hohenzollern-Sigmaringenschen Sachen sich bezeichnen:

1824 "das Königlich Würtembergische und durch Staats-Vertrag Fürstlich Hohenzollern-Sigmaringensche Ober-Tribunal."

Art. II. Dasselbe wird die Rechtspflege in höchster Instanz in Bezug auf alle, in dem Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen sich dazu eignenden Rechts-Sachen ganz auf eben dieselbe Weise und mit derselben Competenz ausüben, wie solches einem, in besagtem Fürstenthum selbst errichteten Ober-Appellations-Gericht, rechtlicher Ordnung gemäfs, und dem Zweck des Art. 12 der deutschen Bundes-Acte entsprechend, zukommen würde.

Art. III. Es wird daher besonders verpflichtet und angewiesen werden, in allen, aus dem Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen vorkommenden Rechts-Sachen die daselbst geltenden Landesgesetze und Ordnungen, auch rechtmäfsige Gebräuche und Gewohnheiten, zu beobachten und in Anwendung zu bringen.

Art. IV. Jede Appellationssache, die sich an das Ober-Tribunal eignet, kann von den Partheien, unter Beobachtung der gesetzlichen Fristen und Formalien, und mittelst Berufung von dem Fürstl. Hohenzollern-Sigmaringenschen Hofgericht, in keinem Fall aber mit Übergehung desselben von einem Untergericht, an das vertragsmäfsig constituirte oberste Gericht gebracht werden.

Es versteht sich jedoch von selbst, dafs auch aufsergerichtliche Beschwerden gegen Verfügungen des Fürstlichen Hofgerichts, in den zur oberrichterlichen Dijudicatur und Remedur geeigneten Fällen, so wie Syndicats-Klagen, Nichtigkeits-Querelen und Beschwerden über verweigerte oder verzögerte Rechts-Pflege gegen gedachte Justiz-Behörde bei dem Ober-Tribunal angebracht werden können.

Art. V. Alle Erlasse des Ober-Tribunals ergehen an das Gericht zweiter Instanz, nämlich an das Hofgericht zu Sigmaringen, indem das Ober-Tribunal mit den Untergerichten in dem Fürstenthum Hohenzollern in keiner unmittelbaren Communication steht. Jene Erlasse werden in der Form rechtlicher Verfü-

gungen und nach Maafsgabe der im Art. II. dieser 1824
Übereinkunft festgesetzten Grundsätze ausgefertigt.

Art. VI. Sobald bei dem Hofgericht zu Sigmaringen nach gesetzlichen Normen die Berufung an das Ober-Tribunal eingelegt ist, so werden von ersterem die Partheien zu weiterer Behandlung der Sache an das Letztere verwiesen, und es wird alsdann von diesem nach dem bei ihm gesetzlich eingeführten und übereingekommenen Procefsgang weiter verfahren.

Art. VII. Nach erfolgter definitiver Entscheidung werden von dem Ober-Tribunal die Acten zu Vollstreckung des Erkenntnisses an das Fürstliche Hofgericht remittirt, und von diesem wird die wirkliche Vollstreckung nach den in dem Fürstenthum gesetzlichen Formen und durch die im Lande bestehenden und angeordneten Executionsmittel besorgt.

Art. VIII. Es bleibt den Partheien unbenommen, wofern die Execution von Seite der Unterbehörde gehindert oder verzögert werden sollte, sich desfalls mit einem extrajudiciellen Recurs zur geeigneten Remedur an das Hofgericht und bei dessen Verweigerung an das Ober-Tribunal zu wenden.

Art. IX. In dem nicht zu vermuthenden Falle, dafs die oberstrichterlich erkannte Vollstreckung von dem Hofgericht in Sigmaringen selbst, nach einer auf ergriffenen Recurs wiederholten Verfügung des Ober-Tribunals, verweigert würde, ist auf Anzeige des Letzteren von Seite des Königl. Ministerium der Justiz mit der Fürstl. Hohenzollernschen obersten Landes-Behörde hierüber Communication zu pflegen, damit von Letzterer das Hofgericht zu Befolgung der ergangenen oberstrichterlichen Verfügung angehalten werde.

Sollte es inzwischen in einer irrigen Ansicht des Fürstlichen Hofgerichts seinen Grund haben, dafs von Letzterem die Vollstreckung nicht gehörig besorgt würde; so bleiben der Parthei auch wiederholte Recurse an das Ober-Tribunal zu dem Ende, die Berichtigung der unterrichterlichen Ansicht zu erwirken, vorbehalten.

Art. X. Alle Mittheilungen überhaupt, welche auf gegenwärtigen Staats-Vertrag im Allgemeinen,

1824 auf dessen Zusätze, oder Abänderungen in einzelnen Puncten, oder sonst irgend auf das Ober-Tribunal Bezug haben, werden unmittelbar zwischen dem Königl. Würtembergschen Ministerium der Justiz und der Fürstl. Hohenzollernschen Regierung verhandelt.

Art. XI. Unter Zugrundlegung der vorstehenden allgemeinen Bestimmungen ist mittelst gemeinsamen Einverständnisses eine die näheren Vorschriften über das gerichtliche Verfahren und die Behandlung der verschiedenen Zweige der Rechts-Verwaltung umfassende Ober-Appellations Gerichts-Ordnung verfaßt worden, welche als Anhang und integrirender Bestandtheil des gegenwärtigen Staats-Vertrags zur Nachachtung für die betreffenden Gerichtsstellen und Partheien verkündet werden soll.

Es wird hiebei vorbehalten, mittelst ferneren gemeinschaftlichen Einverständnisses alles dasjenige nachzutragen und zu ergänzen, was etwa zu Erreichung des dem Art. 12 der Bundesacte zum Grunde liegenden Zwecks, nämlich zu Sicherung möglich bester und promptester Justizpflege nach allen Theilen, noch nöthig, oder nützlich erfunden werden möchte.

Art. XII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, welcher mit dem Tage der allerhöchsten Ratification Seiner Majestät des Königs in Wirksamkeit tritt, wird vor der Hand auf *sechs Jahre* bestimmt.

Wenn nicht dessen Aufkündigung von der einen, oder der anderen contrahirenden Seite in der ersten Hälfte des sechsten Jahres erfolgt; so ist derselbe als auf weitere sechs Jahre bestätigt zu betrachten.

Der gegenwärtige, doppelt ausgefertigte, und von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnete Vertrag soll den paciscirenden Höfen zu allerhöchster und höchster Ratification vorgelegt, und die Ratifications-Urkunden sollen längstens innerhalb sechs Wochen gegen einander ausgewechselt werden.

123.

Convention entre le Wurtemberg et le grand duché de Bade, concernant l'extradition réciproque des faux-soniers; publiée à Carlsruhe le 26 Octobre 1824. 1824

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* Nro. XXVII 11ten Novbr. 1824.)

Da mit der Königlich Würtembergischen Regierung, in Beziehung auf gegenseitige Auslieferung und Bestrafung der Salzeinschwärzer, die Übereinkunft getroffen worden ist, dafs

1. jeder Staat die Salzeinschwärzungen in das Gebiet des andern nach seinen eigenen Landesgesetzen bestrafe,

2. die Salzeinschwärzer demjenigen Staate, dem sie angehören, dieselben mögen in dem einen oder dem andern Lande, oder in beiden eingeschwärzt haben, zur Bestrafung übergeben, hingegen

3. die Unterthanen eines dritten Staates auf Ersuchen jedesmal an denjenigen der contrahirenden Staaten ausgeliefert werden sollen, in welchem sie eine Salzeinschwärzung zuletzt begangen haben; und da Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog, dieser Übereinkunft die allerhöchste Genehmigung ertheilt haben, so wird solche hierdurch zur Nachachtung bekannt gemacht.

Carlsruhe, den 26sten October 1824.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

In Abwesenheit des Ministers

v. Müssig.

Vdt. Römer.

124.

1824 *Convention entre la Prusse et le duché de Saxe Hildbourghausen, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes; publiée à Berlin le 28 Octobre 1824.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1824. Nr. 19. p. 179.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Herzoglich Sachsen-Hildburghausischen Regierung übereingekommen ist, die zwischen der vormaligen Königlich Sächsischen Oberaufsicht zu Schleusingen und der zuletzt genannten Regierung, wegen gegenseitiger Stellung der Forstfrevler, unterm 29sten Januar 1811 geschlossene Convention wieder aufzuheben und an deren Stelle andere wirksame Maafsregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, so erklären beide Regierungen folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische als die Herzoglich Sachsen-Hildburghausensche Regierung die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Frevler durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Ämtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des, zu diesem Behufe mündlich zu re-

quirirenden Bürgermeisters oder Ortsschultheissen vor- 1824
genommen werden.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr. für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werden.

4. Die Einziehung des Betrags der Strafe und der etwa stattgehabten Gerichtskosten, soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

5. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Herzoglich Sachsen-Hildburghausenschen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevler in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

6. Für die Constatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtelung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

7. Es wird in der Regel nicht erforderlich sein, die denuncirenden Forstbedienten in den ausländischen Gerichten zur Bestätigung ihrer Anzeigen erscheinen zu lassen; sondern das requirirende Gericht

1824 wird in den mehrsten Fällen blos die Rüge, nebst Beschreibung des Pfandes und den übrigen Beweismitteln, dem requirirten Gerichte mitzutheilen haben.

8. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Hildburgshausen zweimal gleichlautend abgefafste Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 28ten October 1824.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

In Abwesenheit des Herrn Chefs Excellenz,
Der wirkliche geheime Legationsrath
Ancillon.

125.

Déclarations concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et la Bavière du $\frac{1\ Novembre}{20\ Octobre}$ 1824.

(*Neueste Staatsakten und Urkunden* Bd. 1. Heft 2. p. 170.)

a.

Déclaration de la Bavière.

Se. Majestät der Kaiser aller Reufsen haben vermittelst Ukases an den dirigirenden Senat vom 2ten Juni 1823 Allerhöchst geruhet zu befehlen: "den bisherigen Abzug zum Besten der Krone, bei Ausfuhr und Übermachung von Erbschafts- oder sonstigen Vermögens-Antheilen auswärtiger Unterthanen ins Ausland, zu Gunsten der Unterthanen derjenigen Mächte aufzuheben, die eine ähnliche Verfügung hinsichtlich der Russischen Unterthanen in ihren Staaten treffen

möchten." Damit nun die Wirkung dieses Ukases 1824
auch auf die Baierischen Unterthanen ausgedehnt werde, so erklärt Endesunterzeichneter, Geschäftsträger Sr. Majestät des Königs von Baiern, hiedurch, Namens seiner Regierung, dafs vorerwähnter Abzug von Erbschafts - oder sonstigen Vermögens-Antheilen Russischer Unterthanen in den Königlich Baierischen Staaten, weder statt findet, noch statt finden wird, und dafs die Aufhebung desselben zu deren Gunsten, ihre völlige, uneingeschränkte Kraft haben wird, nicht nur in allen bevorstehenden, sondern sogar in jedem einzelnen Falle, wo der aufgehobene Abzug, bis zum Tage der Unterzeichnung dieser Declaration, noch nicht effectiv und definitiv statt gehabt haben möchte.

Urkundlich ist obige Declaration, die gegen eine ähnliche von Seite des Ministeriums Sr. Kaiserlichen Majestät, wodurch eine völlige Reciprocität gegen die Unterthanen Sr. Majestät des Königs von Baiern bestätigt wird, von ihm unter Beidruckung seines Wappensiegels, unterzeichnet.

St. Petersburg, den $\frac{\text{1sten November}}{\text{20sten October}}$ 1824.

(*Unterz.*) *Baron* Freiberg.

b.

Déclaration de la Russie.

Se. Majestät der Kaiser aller Reufsen haben vermittelst Ukases an den dirigirenden Senat vom 2ten Juni 1823 Allerhöchst geruhet zu befehlen: "den bisherigen Abzug zum Besten der Krone, bei Ausfuhr und Übermachung von Erbschafts- oder sonstigen Vermögens-Antheilen der Ausländer ins Ausland, zu Gunsten derjenigen Staaten aufzuheben, die eine ähnliche Verfügung hinsichtlich der Russischen Unterthanen in ihren Staaten, gegenseitig treffen möchten." Der Geschäftsträger Sr. Majestät des Königs von Baiern, Baron Freiberg von Eisenberg, hat seinerseits, mittelst der am heutigen Tage erlassenen Declaration, Namens seiner Regierung und Kraft der ihm ertheilten Vollmacht erklärt, dafs erwähnter

1824 Abzug bei Erbschafts- und sonstigen Vermögens-Antheilen Russischer Unterthanen in dem Königreiche Baiern weder statt findet, noch statt finden wird. Diesem gemäfs erklärt Endesunterzeichneter, Staatssecretär, Dirigende des Ministeriums auswärtiger Angelegenheiten, in Vollmacht Sr. Majestät des Kaisers, seines Allergnädigsten Souverains hiemit, dafs, da die in obigem Ukas enthaltene Übereinkunft von der Regierung Sr. Majestät des Königs von Baiern vollkommen beobachtet worden, so soll dieser Ukas seine völlige und uneingeschränkte Wirkung für die Baierischen Unterthanen haben, und zwar nicht nur in allen bevorstehenden, sondern sogar in jedem einzelnen Falle, wo der durch gegenwärtigen Ukas aufgehobene Abzug, bis zum Tage der Unterzeichnung dieser Declaration, noch nicht effectiv und definitiv erfolgt sein möchte.

Urkundlich ist gegenwärtige Declaration, die gegen eine ähnliche von Seiten des Barons Freiberg von Eisenberg einzutauschen ist, unter Beidruckung seines Wappensiegels, von ihm unterzeichnet.

St. Petersburg, den 20sten October 1824.

(*Unterz.*) *Graf* Nesselrode.

126.

Déclarations concernant l'abolition du droit de détraction entre la France et la Russie du 18 *Novembre* / 31 *Octobre* 1824.

1824

(*Neueste Staatsakten und Urkunden* Bd. 1. Heft 2. p. 173.)

a.

Déclaration de la France.

Se. Majestät der Kaiser aller Reufsen haben mittelst kases an den dirigirenden Senat vom 2ten Juni 823 Allerhöchst geruhet zu verordnen: "den bishegen Kronsabzug bei Ausfuhr und Übermachung von rbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen ausärtiger Personen nach dem Ausland, zum Besten er Unterthanen solcher Mächte, die eine gegenseitige Verfügung in ihren Staaten hinsichtlich Russischer nterthanen treffen würden, aufzuheben. — Damit m die Wirkung dieses Ukases von jetzt an zugleich if die französischen Unterthanen ausgedehnt werde, erklärt Endesunterzeichneter, Geschäftsträger Sr. llerchristlichsten Majestät, Namens seiner Regierung nd Kraft der am 14ten Juli 1819 erlassenen, von eiden Kammern angenommenen und von dem Köige bestätigten Verordnung, dafs obgedachter Abzug ei Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen ussischer Unterthanen, in den Staaten Sr. Majestät es Königs von Frankreich aufgehoben sei, und dafs ese Maafsregel ihre völlige und uneingeschränkte Virksamkeit nicht nur in allen bevorstehenden, sonern sogar in jedem einzelnen Falle haben wird, wo er aufgehobene Abzug noch nicht effectiv und defitiv bis zum Tage der Unterzeichnung dieser Dearation erfolgt sein möchte.

Urkundlich ist gegenwärtige Declaration, die gen eine ähnliche von Seite des Ministeriums Sr.

1824 Kaiserlichen Majestät, durch welche eine völlige Reciprocität hinsichtlich der französischen Unterthanen gesichert wird, ausgetauscht worden ist, von ihm, dem Geschäftsträger, unterzeichnet und mit dem Insiegel der französischen Legation bekräftigt.

St. Petersburg, den $\frac{\text{18ten November}}{\text{31sten October}}$ 1824.

(*Unterz.*) *Chevalier* DE FONTENES.

b.

Déclaration de la Russie.

Se. Kaiserliche Majestät haben mittelst Ukases an den dirigirenden Senat vom 2ten Juni 1823 Allerhöchst geruhet zu verordnen: "den bisherigen Kronsabzug bei Ausfuhr und Übermachung von Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen auswärtiger Personen nach dem Ausland, zum Besten der Unterthanen derjenigen Mächte, die eine gegenseitige Verfügung in ihren Staaten hinsichtlich Russischer Unterthanen treffen würden, aufzuheben. — Der Geschäftsträger Sr. Majestät des Königs von Frankreich, Chevalier de Fontenes, hat mittelst heutiger Declaration, im Namen seiner Regierung und kraft der am 14ten Juli 1819 erlassenen Verordnung erklärt, dafs erwähnter Abzug bei Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen Russischer Unterthanen in den Staaten Sr. Allerchristlichen Majestät aufgehoben worden sei. Es erklärt demnach Endesunterzeichneter, Staatssecretär, Dirigende des Ministeriums auswärtiger Angelegenheiten, in Vollmacht Sr. Majestät des Kaisers, seines Allergnädigsten Souverains, hiedurch, dafs da im obigen Ukas enthaltene Übereinkunft von Seiten der Regierung Sr. Allerchristlichsten Majestät vollkommen beobachtet worden, dieser Ukas seine vollkommene und unbeschränkte Wirksamkeit für die Französischen Unterthanen, nicht nur in allen bevorstehenden Fällen, sondern sogar in jedem einzelnen Falle haben wird, wo der durch vorerwähnten Ukas aufgehobene Abzug noch nicht effectiv und definitiv

bis zum Tage der Unterzeichnung dieser Declaration erfolgt wäre. 1824

Urkundlich ist gegenwärtige Declaration, die gegen eine ähnliche von Seiten des Chevalier de Fontenes auszuwechseln ist, von ihm, dem Staatssecretär, unterzeichnet, und mit seinem Wappensiegel bekräftigt.

St. Petersburg, den 31sten October 1824.

(*Unterz.*) *Graf* Nesselrode.

127.

Déclarations concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et le Wurtemberg du 31 *Octobre* / 12 *Novembre* 1824.

(*Neueste Staatsakten und Urkunden* Bd. 1. Heft 2. p. 176.)

a.

Déclaration de la Russie.

Se. Majestät der Kaiser aller Reufsen haben mittelst Ukases an den dirigirenden Senat vom 2ten Juni 1823 Allerhöchst geruhet zu verordnen: "den bisherigen Kronsabzug bei Ausfuhr und Übermachung von Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen auswärtiger Personen nach dem Ausland, zum Besten der Unterthanen solcher Mächte, die eine gegenseitige Verfügung in ihren Staaten hinsichtlich Russischer Unterthanen treffen würden, aufzuheben." — Der Geschäftsträger Sr. Majestät des Königs von Würtemberg, Oberstlieutenant Fleischmann, hat seiner Seits, mittelst heutiger Declaration, im Namen seiner Regierung und kraft der ihm ertheilten Autorisation erklärt, dafs erwähnter Abzug bei Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen, Russischen Untertha-

1824 nen zugehörig, in dem Königreiche Würtemberg weder statt findet, noch statt finden wird. Es erklärt demnach Endesunterzeichneter, Staatssecretär, Dirigende des Ministeriums auswärtiger Angelegenheiten, in Vollmacht Sr. Majestät des Kaisers, seines Allergnädigsten Souverains, hiedurch, dafs, da die im obigen Ukas bezeichnete Übereinkunft von der Regierung Sr. Majestät des Königs von Würtemberg vollkommen beobachtet worden, dieser Ukas seine völlige und uneingeschränkte Wirksamkeit für die Würtembergischen Unterthanen, nicht nur in allen bevorstehenden Fällen haben wird, sondern sogar in jedem einzelnen Falle, dafs der durch vorerwähnten Ukas aufgehobene Abzug noch nicht effectiv und definitiv bis zum Tage der Unterzeichnung dieser Declaration erfolgt wäre.

Urkundlich ist gegenwärtige Declaration, die gegen eine ähnliche von Seiten des Oberstlieutenants Fleischmann einzutauschen ist, von ihm, dem Staatssecretär, unterzeichnet und mit seinem Wappensiegel bestätigt.

St. Petersburg, den 31sten October 1824.

(*Unterz.*) *Graf* Nesselrode.

b.

Déclaration du Wurtemberg.

Se. Majestät der Kaiser aller Reufsen haben mittelst Ukases an den dirigirenden Senat vom 2ten Juni 1823 Allerhöchst geruhet zu verordnen: "den bisherigen Kronsabzug bei Ausfuhr und Übermachung von Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen auswärtiger Personen nach dem Ausland, zum Besten der Unterthanen solcher Mächte, die eine gegenseitige Verfügung in ihren Staaten, hinsichtlich Russischer Unterthanen treffen würden, aufzuheben." — Damit nun die Wirkung dieses Ukases von jetzt an zugleich auf die Würtembergischen Unterthanen ausgedehnt werde, so erklärt Endesunterzeichneter, Geschäftsträger Sr. Majestät des Königs von Würtemberg, im

Namen seiner Regierung hiemit, dafs obgedachter Abzug bei Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen, Russischen Unterthanen zugehörig, in dem Königreiche Würtemberg weder statt findet, noch statt finden wird, und dafs die Aufhebung desselben seine völlige uneingeschränkte Wirksamkeit nicht nur in allen bevorstehenden Fällen, sondern sogar in jedem einzelnen Falle haben wird, wo der aufgehobene Abzug noch nicht effectiv und definitiv bis zum Tage der Unterzeichnung dieser Declaration erfolgt sein möchte. 1824

Urkundlich ist vorliegende Declaration, die gegen eine ähnliche von Seiten des Ministeriums Sr. Kaiserlichen Majestät, wodurch eine völlige Reciprocität hinsichtlich der Unterthanen Sr. Majestät des Königs von Würtemberg gesichert wird, ausgetauscht worden ist, von ihm, dem Geschäftsträger, unter Beidruckung seines Wappensiegels, unterzeichnet.

St. Petersburg, den $\frac{\text{31sten October}}{\text{12ten November}}$ 1824.

(*Unterz.*) *Oberstlieutenant* Fleischmann.

1824 Kaiserlichen Majestät, durch welche eine völlige Reciprocität hinsichtlich der französischen Unterthanen gesichert wird, ausgetauscht worden ist, von ihm, dem Geschäftsträger, unterzeichnet und mit dem Insiegel der französischen Legation bekräftigt.

St. Petersburg, den $\frac{\text{18ten November}}{\text{31sten October}}$ 1824.

(*Unterz.*) *Chevalier* DE FONTENES.

b.

Déclaration de la Russie.

Se. Kaiserliche Majestät haben mittelst Ukases an den dirigirenden Senat vom 2ten Juni 1823 Allerhöchst geruhet zu verordnen: "den bisherigen Kronsabzug bei Ausfuhr und Übermachung von Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen auswärtiger Personen nach dem Ausland, zum Besten der Unterthanen derjenigen Mächte, die eine gegenseitige Verfügung in ihren Staaten hinsichtlich Russischer Unterthanen treffen würden, aufzuheben. — Der Geschäftsträger Sr. Majestät des Königs von Frankreich, Chevalier de Fontenes, hat mittelst heutiger Declaration, im Namen seiner Regierung und kraft der am 14ten Juli 1819 erlassenen Verordnung erklärt, dafs erwähnter Abzug bei Erbschafts- und sonstigen Vermögensantheilen Russischer Unterthanen in den Staaten Sr. Allerchristlichen Majestät aufgehoben worden sei. Es erklärt demnach Endesunterzeichneter, Staatssecretär, Dirigende des Ministeriums auswärtiger Angelegenheiten, in Vollmacht Sr. Majestät des Kaisers, seines Allergnädigsten Souverains, hiedurch, dafs da im obigen Ukas enthaltene Übereinkunft von Seiten der Regierung Sr. Allerchristlichsten Majestät vollkommen beobachtet worden, dieser Ukas seine vollkommene und unbeschränkte Wirksamkeit für die Französischen Unterthanen, nicht nur in allen bevorstehenden Fällen, sondern sogar in jedem einzelnen Falle haben wird, wo der durch vorerwähnten Ukas aufgehobene Abzug noch nicht effectiv und definitiv

128.

Traité entre S. M. le Roi du royaume uni de la Grande Brétagne et d'Irlande et S. M. le Roi de Suède et de Norvège pour empêcher leurs sujets respectifs à prendre part à la traite des negres; signé à Stockholm, le 6 Novembre 1824, et ratifié à Stockholm le 17 Decembre 1824 et à Londres le 25 Janvier 1825. 1824

(D'après la copie officielle presentée au parlement en 1825.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande Brétagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, animées d'un désir mutuel d'adopter les mesures les plus efficaces pour empêcher le commerce des esclaves par leurs sujets respectifs, et prévenir que leurs pavillons respectifs ne soient employés par d'autres nations, qui s'y trouveroient engagées, pour protéger un trafic aussi odieux, et voulant, à cet effet, donner un dévéloppement ultérieur au principe posé par la législation intérieure des deux pays, et reconnu des deux côtés, tant par le paragraphe 4 de l'article séparé du traité conclu à Stockholm le 3 Mars 1813, que par la déclaration signée à Vienne le 8 Février 1815, leurs dites Majestés ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité spécial pour atteindre ce but salutaire, et ont nommé, à cet effet, des plénipotentiaires, savoir, — Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande Brétagne et d'Irlande, le très honorable Chevalier Benjamin Bloomfield, conseiller de Sa Majesté Britannique en Son conseil privé, général-major des ar-

1824 honourable privy council, a major-general, colonel commandant of the first battalion of the Royal regiment of artillery, knight grand crofs of the most honourable order of the Bath, and of the Royal Hanoverian Guelphic order, and envoy extraordinary and minister plenipotentiary of His said Majesty to His Majesty the King of Sweden and Norway: — and His Majesty the King of Sweden and Norway, the Sieur Gustavus Count de Wetterstedt, His minister of state and for foreign affairs, knight commander of His orders, knight of the order of the Red Eagle of Prussia, of the first class, knight grand cross of the order of Leopold of Austria, one of the Eighteen of the Swedish Academy; — who, having exchanged their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following articles:

Art. I. The laws of Sweden and Norway, from the remotest time, never having recognized the existence of slavery, under any form whatever, and the slave trade being comprehended in that category, already more specially expressed, with regard to Norway, by the Royal ordinance annexed to the present treaty, (sub litterâ B.) dated the 16th of March 1792, — and the laws of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, prohibiting to the subjects of His Britannick Majesty, under the severest penalties, any participation whatever in a commerce degrading to humanity, and unworthy of a civilized age, — His Majesty the King of Sweden and Norway engages himself, in consequence, to reiterate, within the space of six months after the ratification of the present treaty, or sooner if possible, to all His subjects, in the most explicit manner, the prohibition already existing, that they should take any part in the traffick in slaves.

In order to render more effective the measures for the suppression of the said traffick, to which the King of Sweden and Norway, has pledged himself by the present treaty, and with the view of assimilating them more nearly to those already adopted by Great Britain, His said Majesty engages to add to them, as soon as possible, with the concurrence of the states general of the Kingdom of Sweden,

mées, et colonel en chef du premier bataillon du régiment d'artillerie de Sa dite Majesté, chevalier grand croix du très honorable ordre du Bain, grand croix de l'ordre royal Guelphique d'Hanovre, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa dite Majesté près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; — et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Gustave Comte de Wetterstedt, Son ministre d'état et des affaires étrangères, chevalier commandeur de Ses ordres, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la première classe, grand croix de l'ordre de Léopold d'Autriche, un des Dix-Huit de l'académie Suédoise; — lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants: 1824

Art. I. Les loix de la Suède et de la Norvège, ayant, depuis un tems immémorial, ignoré jusqu'à l'existence de l'esclavage, sous quelque forme qu'il se présentât, et la traite des nègres ayant été comprise dans cette même catégorie, déjà plus spécialement exprimée, par rapport à la Norvège, par l'ordonnance royale, annexée au présent traité (sub litterâ B.) en date du 16 Mars 1792, — et les loix du royaume uni de la Grande Brétagne et d'Irlande, défendant de même aux sujets de Sa Majesté Britannique, sous les peines les plus graves, toute participation à ce commerce dégradant pour l'humanité, et indigne d'un siècle civilisé, — Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, s'engage, en conséquence, à répéter, dans le terme de six mois après la ratification du présent traité, ou plutôt, si faire se pourra, à tous Ses sujets, de la manière la plus explicite, la défense, déjà existante, de prendre aucune part quelconque à la traite des nègres.

Afin de rendre plus efficaces les mesures répressives contre la dite traite, auxquelles Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège s'est engagée par le présent traité, et dans le but de les mettre dans une plus grande harmonie avec celles déjà adoptées par la Grande Brétagne, Sa dite Majesté s'engage à y ajouter, aussitôt que possible, avec le concours des états généraux du royaume de Suède, et du Storthing

1824 and of the Storthing of the Kingdom of Norway, penal laws, according to the spirit of the legislation of each country, which laws shall visit with a punishment proportionate to the magnitude of the crime, any participation whatever, by Swedish and Norwegian subjects, in the slave trade.

In the mean time, and until these subsequent arrangements can be put in force, the tenour of the Royal ordinance of the 7th of February 1823, of which a copy is annexed to the present treaty, (sub litterâ A.) is formally maintained and confirmed by the present article.

Art. II. In order more completely to prevent all infringement of the spirit of the preceding article, the two high contracting parties declare, that the vessels belonging to their respective subjects, which, contrary to all expectation, may be found employed in this forbidden traffick, shall, by that act, lose all right to claim the protection of their flag: and they mutually consent that the ships of their Royal navies, which shall be provided with special instructions for this purpose, as hereinafter mentioned, shall visit such merchant-vessels of the two nations as may be suspected, upon reasonable grounds, of being concerned in the traffick of slaves, contrary to the provisions of this treaty, and, in case thereof, may detain and bring away such vessels, in order that they may be brought to trial in the manner stipulated in the fourth article of the present treaty.

Art. III. In order to explain the mode of execution of the preceding article, it is agreed: —

1. That such reciprocal right of visit and detention shall not be exercised within the mediterranean sea, nor within the european seas, lying without the straits of Gibraltar, to the northward of the 37th degree of north latitude, and within, and to the eastward of the meridian of Ferro.

2. That all ships of the Royal navies of the two nations, which shall be hereafter employed to prevent the traffick in slaves, shall be furnished, by their respective governments, with a copy, in the English, Swedish, and Norwegian languages, of the

du royaume de Norvège, les loix pénales, d'après l'esprit de la législation de chaque pays, lesquelles frapperoient d'une peine proportionnée à la gravité du délit, toute participation, de la part de sujets Suédois ou Norvégiens, à la traite des noirs. 1824

En attendant, et jusqu'à ce que ces dispositions ultérieures puissent être mises en vigueur, la teneur de l'ordonnance royale du 7 Février 1823, dont copie se trouve jointe au présent traité, (sub litterâ A) est formellement maintenue et confirmée par le présent article.

Art. II. Afin de prévenir plus complètement toute contravention à la teneur de l'article précédent, les deux hautes parties contractantes déclarent, que les vaisseaux appartenans à leurs sujets respectifs, qui, contre toute attente, seroient trouvés employés dans ce trafic défendu, auront, par ce seul fait, perdu tout droit de réclamer la protection de leur pavillon; et elles consentent mutuellement à ce que les vaisseaux de leurs marines royales, qui seront munis d'instructions spéciales à cet effet, telles qu'on les trouve mentionnées ci-après, pourront visiter les navires marchands des deux nations, lesquels, sur des présomptions raisonnables, seroient soupçonnés d'être engagés dans le trafic d'esclaves, en contravention aux dispositions du présent traité, et, dans ce cas, ils pourront arrêter et amener les navires, pour être mis en jugement de la manière qui se trouve stipulée dans l'article 4 du présent traité.

Art. III. Afin d'expliquer le mode d'exécution de l'article précédent, il est convenu: —

1. Que ce droit réciproque de visite et de détention, ne sauroit être exercé dans la mer méditerranée, ni dans les mers européennes, situées hors du détroit de Gibraltar, au nord du 37me degré de latitude septentrionale, et à l'est du méridien de Ferro.

2. Que les vaisseaux de la marine royale des deux états, qui seront destinés à prévenir le commerce d'esclaves, seront munis, par leurs gouvernemens respectifs, d'une copie, en anglois, en suédois, et en norvégien, des instructions annexées (sub litterâ C.)

1824 instructions annexed (sub litterâ C.) to the present treaty, and which shall be considered as an integral part thereof.

These instructions shall not be altered or modified, but with the common consent of the high contracting parties.

3. That the names of the several vessels furnished with such instructions, the force of each, and the names of their several commanders, shall be, from time to time, communicated forthwith, by the power issuing the same, to the other high contracting party.

4. That the ships of each of the Royal navies, authorized to make such visit as aforesaid, shall not exceed the number of twelve, belonging to either of the high contracting parties, without the previous consent of the other high contracting party.

5. That the right of visit, such as has thus been reciprocally agreed on by the two high contracting parties, shall not be directly exercised upon merchant vessels, sailing under the convoy of one or more ships of war, of either of the two powers.

If, contrary to all expectation, the commander of a ship of war, of either of the two governments, employed in the suppression of the slave trade, should have reasonable grounds for suspecting that a ship, under convoy of the other government, should, in fact, have on board slaves destined for sale, or be otherwise engaged in the traffick of slaves, contrary to the provisions of this treaty, he shall addrefs himself to the commander of the convoy, in order to communicate his suspicions; the latter shall then proceed to visit the suspected ship, accompanied by either the commander of the Cruizer himself, or any officier whom the latter may delegate as his representative.

The commander of the convoy shall afford all the aid and assistance possible to the visit of the suspected ships, and to their eventual detention, according to the spirit and true sense of the present treaty.

au présent traité, duquel elles sont considérées comme 1824
partie intégrante.

Ces instructions ne pourront être changées ou modifiées, que d'un commun accord entre les hautes parties contractantes.

3. Que les noms des différens vaisseaux munis de pareilles instructions, leurs forces respectives, et les noms des commandans, seront communiqués, de tems en tems, et immédiatement, à mesure de la délivrance d'icelles par la puissance qui en fait l'expédition, à l'autre partie contractante.

4. Que le nombre des vaisseaux de chacune des marines royales, autorisés à exécuter la visite susdite, ne pourra excéder celui de douze, appartenant à chacune des hautes parties contractantes, sans le consentement préalable de l'autre puissance.

5. Que le droit de visite, tel qu'il vient d'être mutuellement accordé par les deux hautes parties contractantes, ne pourra point être exercé directement, vis-à-vis des bâtimens marchands, naviguant sous le convoi d'un ou de plusieurs bâtimens de guerre de l'une ou de l'autre des deux puissances.

Si, contre toute attente, le commandant d'un bâtiment de guerre de l'un des deux gouvernemens, employé à la répression de la traite des Nègres, avoit des présomptions raisonnables pour soupçonner, qu'un bâtiment, sous le convoi de l'autre gouvernement, auroit effectivement à bord des esclaves destinés à la vente, ou seroit autrement engagé dans le trafic d'esclaves, en contravention aux dispositions du présent traité, il s'adressera au commandant du convoi, pour lui faire part de ses soupçons; celui-ci procèdera alors à la visite du bâtiment indiqué, en s'associant, pour cet effet, soit le commandant même du croiseur, soit l'officier que ce dernier aura délégué pour le représenter.

Le commandant du convoi prêtera toute aide et facilité possible, à la visite des navires soupçonnés, et à leur détention éventuelle, selon l'esprit et le véritable sens du présent traité.

1824 Art. IV. In order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the ships of the two nations which may be detained for being engaged in a traffick of slaves, contrary to the provisions of this treaty, mixed courts of justice shall be formed of an equal number of individuals, to be named for this purpose by their respective sovereigns; and it is hereby agreed, that one of the said courts shall be established in one of the possessions of His Britannick Majesty on the coast of Africa, which shall be named at the exchange of the ratifications of this treaty, and the other, in the Island of St. Bartholomew, in the West Indies, belonging to His Majesty the King of Sweden and Norway; each of the two high contracting parties reserving to itself the right of changing, at it's pleasure, the place of residence of the court within it's dominions.

It is also hereby provided, that, in the event of the absence, on account of illnefs, or any other unavoidable cause, of one or more of the commissioners, judges or arbiters, under the abovementioned treaty, or in case of their absence on leave from their government, duly notified to the board of commissioners sitting under the said treaty, their posts shall be supplied in the same manner in which, by article 9 of the regulations for the mixed commissions, those vacancies are to be supplied, which may occur by the death of one or more of the commissioners aforesaid.

Each government shall name, to sit in each of these courts, a judge and an arbiter, reserving, however, to itself, according to circumstances, and as it shall think proper, the power either of naming, for that purpose, permanent salaried officers, or of eventually appointing duly qualified individuals, on the spot, who shall assemble, when the case occurs, in the quality of judges and arbiters.

It is provided, nevertheleſs, that after the term fixed for the meeting of the said commissioners, their proceedings in examination and adjudication, shall not be delayed by reason of the absence of any judge or arbiter, to be appointed under the provisions of this treaty, but the same shall be had and

Art. IV. Afin d'amener en jugement, avec le moins de délai et d'inconvénient, les navires des deux nations, qui seroient détenus pour être engagés dans le commerce d'esclaves, en contravention aux dispositions du présent traité, il sera formé des cours de justice mixtes, composées d'un nombre égal d'individus, à nommer par les souverains respectifs; l'une de ces cours sera établie dans une des possessions de Sa Majesté Britannique sur la côte d'Afrique, dont déclaration sera faite à l'échange des ratifications du présent traité, et l'autre dans l'île de St. Barthélemy, aux Indes occidentales, appartenante à Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; chacune des deux parties contractantes se réservant le droit de changer, à sa convenance, la place de résidence de la cour dans l'intérieur de ses domaines. 1824

Si un ou plusieurs des commissaires, juges ou arbitres, nommés en vertu du présent traité, seroient absens, soit par maladie ou autre cause valable, soit par congé accordé par son gouvernement, et dûment notifié à la cour susmentionnée, on procèdera, pour leur remplacement, conformément aux stipulations de l'article 9 du règlement, pour les commissaires mixtes, dont les places deviennent vacantes par décès.

Chaque gouvernement nommera, pour siéger dans chacune de ces cours, un juge et un arbitre, en se réservant toutefois, d'après les circonstances, et comme ils le jugeront à propos, soit de nommer, pour cet effet, des employés permanens et salariés, soit de constituer éventuellement des individus dûment qualifiés, sur les lieux, pour s'assembler, le cas échéant, dans la qualité de juges et d'arbitres.

Il est toutefois convenu, qu'après le terme fixé pour la réunion des dits commissaires, leur enquête et jugement ne pourront être tirés en longueur, ni arrêtés par l'absence d'un juge ou arbitre, à être désigné par suite du présent traité, mais que la cour pourra procéder et prononcer sur l'affaire, au moyen

1824 determined by such commissioners as shall or may be assembled, observing, in all things, as nearly as may be, the several provisions of this treaty.

Art. V. Each of the two high contracting parties engages to make good to the subjects of the other, any losses which their respective cruizers may cause them to experience, by the illegal or arbitrary detention of their vessels; and it is understood that the visit and detention shall not, under any pretext whatever, be effected, but by ships which form a part of the two Royal navies, and which shall be provided with the special instructions annexed to the present treaty, and in pursuance of the provisions thereof.

Art. VI. In case the officers commanding vessels employed for the suppression of the slave trade shall deviate, in any respect whatever, from the stipulations of the present treaty, the government which shall conceive itself to be wronged by such conduct, shall have the right to demand reparation; and, in such case, the government to which the said commanding officers shall belong, binds itself to cause enquiry to be made into the subject of the complaint, and to inflict, should such complaint be grounded, punishment proportioned to the transgression which may have been committed.

Art. VII. In case of clear and undeniable proof that one or more slaves shall have been embarked on board during the voyage, for the purpose of traffick, the vessel in question shall be detained and brought to trial, in the manner herein above-mentioned in article 2.

And it is further mutually agreed, that all merchant-vessels found hovering, or sailing near the coasts of Africa, within one degree to the westward of the said coasts, between the twentieth degree of north latitude, and the same degree of south latitude, or at anchor within any of the rivers, gulfs, or creeks of these coasts, within the limits hereinabove established, or at anchor in any part within the said limits, shall be lawfully detained and brought before the established tribunals, provided that, in

des commissaires qui s'assembleront, en se confor- 1824
mant, aussi strictement que possible, aux différentes stipulations du présent traité.

Art. V. Chacune des deux hautes parties contractantes s'engage à faire indemniser les sujets de l'autre, de toutes les pertes que ses croiseurs auront pu leur faire essuyer, par une détention illégale ou arbitraire de leurs vaisseaux; et il est entendu que la visite et la détention ne pourroient, sous aucun prétexte, être effectuées que par des bâtimens faisant partie des deux marines royales, munis des instructions spéciales annexées au présent traité, et en se conformant à leurs dispositions.

Art. VI. Dans le cas où les officiers commandans des vaisseaux employés à la répression de la traite des Nègres, s'écarteroient des dispositions du présent traité, de quelque manière que ce fût, le gouvernement qui se croira lésé par une telle conduite, aura le droit de demander réparation; et, en tel cas, le gouvernement auquel les dits officiers commandans appartiendront, s'oblige à faire instituer des enquêtes au sujet de la plainte, et à infliger, lorsqu'elle sera trouvée fondée, une punition proportionnée à la transgression commise.

Art. VII. Dans le cas qu'il existoit des preuves claires et irrécusables, qu'un ou plusieurs esclaves auroient été embarqués, pendant le voyage, sur un bâtiment visité, dans le dessein d'en faire trafic, le bâtiment en question sera détenu, et mis en jugement, de la manière indiquée ci-dessus dans l'article 2.

Il est de même convenu que tout bâtiment marchand trouvé rodant, ou naviguant près des côtes d'Afrique, à la distance d'un degré à l'ouest des dites côtes, entre le vingtième degré de latitude septentrionale, et le même degré de latitude méridionale, ou rencontré à l'ancre dans les rivières, golfes, ou baies, de ces côtes, entre les limites ci-dessus établies, ou à l'ancre dans quelque place que ce soit, en dedans de ces limites, pourra être légalement détenu et amené devant les cours établies, lorsque, dans son

1824 Art. IV. In order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the ships of the two nations which may be detained for being engaged in a traffick of slaves, contrary to the provisions of this treaty, mixed courts of justice shall be formed of an equal number of individuals, to be named for this purpose by their respective sovereigns: and it is hereby agreed, that one of the said courts shall be established in one of the possessions of His Britannick Majesty on the coast of Africa, which shall be named at the exchange of the ratifications of this treaty, and the other, in the Island of St. Bartholomew, in the West Indies, belonging to His Majesty the King of Sweden and Norway; each of the two high contracting parties reserving to itself the right of changing, at it's pleasure, the place of residence of the court within it's dominions.

It is also hereby provided, that, in the event of the absence, on account of illness, or any other unavoidable cause, of one or more of the commissioners, judges or arbiters, under the abovementioned treaty, or in case of their absence on leave from their government, duly notified to the board of commissioners sitting under the said treaty, their posts shall be supplied in the same manner in which, by article 9 of the regulations for the mixed commissions, those vacancies are to be supplied, which may occur by the death of one or more of the commissioners aforesaid.

Each government shall name, to sit in each of these courts, a judge and an arbiter, reserving, however, to itself, according to circumstances, and as it shall think proper, the power either of naming, for that purpose, permanent salaried officers, or of eventually appointing duly qualified individuals, on the spot, who shall assemble, when the case occurs, in the quality of judges and arbiters.

It is provided, nevertheless, that after the term fixed for the meeting of the said commissioners, their proceedings in examination and adjudication, shall not be delayed by reason of the absence of any judge or arbiter, to be appointed under the provisions of this treaty, but the same shall be had and

équipement, il se trouve les particularités ci-dessous 1824
désignées, savoir : —

1. Que les écoutilles seroient en treillis; et non en planches entières, comme les portent ordinairement les bâtimens marchands.

2. Qu'il se trouveroit plus de compartimens dans l'entrepont, ou sur le tillac, qu'il ne seroit nécessaire pour des bâtimens marchands.

3. Qu'il se trouveroit à bord des planches apprêtées pour la construction d'un pont volant.

4. Qu'il y auroit à bord des chaines, des menottes, etc.

5. Qu'il y auroit à bord une plus grand provision d'eau, que celle possiblement requise pour la consommation de l'équipage.

6. Qu'il y auroit à bord une quantité superflue de bariques, ou tonneaux, à moins que le capitaine ne puisse prouver, par un certificat délivré par la douâne du lieu de son départ, que les propriétaires auroient donné sûreté complète pour que ces bariques seroient employées pour y mettre de l'huile de palme, ou pour tout autre commerce légal.

7. Qu'il y auroit à bord plus de caisses pour conserver des provisions, qu'il n'en faudroit pour l'équipage du vaisseau.

8. Qu'il y auroit à bord deux ou plusieurs chaudières en cuivre, ou bien une seule chaudière d'une ampleur démésurée, ou évidemment plus grande qu'il ne le faudroit pour l'usage de l'équipage.

9. Qu'il y auroit à bord une quantité démésurée de riz, de farine, de manioc ou de cassave, de maïs, ou de bled des indes, au delà de ce que l'équipage pourroit possiblement consommer, et que ces provisions ne se trouveroient point marquées sur les documens de mer, comme destinées au commerce.

Une ou plusieurs des circonstances susmentionnées suffiront pour établir la présomption légale sur la destination d'un bâtiment pour le commerce des noirs, et, à moins que le capitaine ne puisse prouver, d'une manière satisfaisante, qu'au moment de la détention,

1824 ship or vessel was otherwise legally employed at the time of her detention or capture, the ship or vessel shall thereupon be condemned and declared lawful prize.

Art. VIII. The acts or instruments of which mention is made in this treaty, and which, being annexed thereto, form an integral part of it, are the following:

A. The proclamation of His Majesty the King of Sweden and Norway, which forbids, anew, to His subjects, the slave trade.

B. Extract of a royal norwegian proclamation, dated the 16th of March 1792. Paragraphs 1st and 6th.

C. Instructions for the vessels of the royal navies of Great Britain and of Sweden and Norway, employed in preventing the slave trade.

D. Regulation for the mixed courts of justice.

Art. IX. The present treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged within six weeks from the day of signature, or sooner if possible.

In witnefs whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and thereunto affixed the seal of their arms.

Done at Stockholm, the sixth day of November, in the yeard of our Lord one thousand eight hundred and twenty-four.

B. Bloomfield.

le bâtiment avoit une autre destination permise, celui-ci pourra être condamné sur cette première évidence, et déclaré bonne prise. 1824

Art. VIII. Les actes ou instrumens dont il est fait mention dans le présent traité, et qui, s'y trouvant annexés, en forment partie intégrante, sont les suivans:

A. L'ordonnance de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, qui défend, de nouveau, à Ses sujets, la traite des Nègres.

B. Extrait d'une ordonnance royale norvégienne, en date du 16 Mars 1792. Paragraphes 1 et 6.

C. Instructions pour les vaisseaux des marines royales de la Grande Brétagne et de la Suède et de la Norvège, employés à prévenir la traite des nègres.

D. Règlement pour les cours de justice mixtes.

Art. IX. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines après le jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, le sixième jour de Novembre, l'an de grâce mil huit cent vingt-quatre.

G. *Comte* de Wetterstedt.

1824 ship or vessel was otherwise legally employed at the time of her detention or capture, the ship or vessel shall thereupon be condemned and declared lawful prize.

Art. VIII. The acts or instruments of which mention is made in this treaty, and which, being annexed thereto, form an integral part of it, are the following:

A. The proclamation of His Majesty the King of Sweden and Norway, which forbids, anew, to His subjects, the slave trade.

B. Extract of a royal norwegian proclamation, dated the 16th of March 1792. Paragraphs 1st and 6th.

C. Instructions for the vessels of the royal navies of Great Britain and of Sweden and Norway, employed in preventing the slave trade.

D. Regulation for the mixed courts of justice.

Art. IX. The present treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged within six weeks from the day of signature, or sooner if possible.

In witnefs whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and thereunto affixed the seal of their arms.

Done at Stockholm, the sixth day of November, in the yeard of our Lord one thousand eight hundred and twenty-four.

B. Bloomfield.

Annexe B. 1824

au Traité entre la Grande Brétagne et la Suède et la Norvège, pour la répression de la traite des noirs, signé à Stockholm, le sixième jour de Novembre, l'an de grâce mil huit cent vingt-quatre.

Extrait d'une ordonnance royale du 16 Mars 1792.
Paragraphes 1 et 6.

1. A commencer de l'année 1803, tout trafic de Nègres pour les sujets du Roi, doit être aboli sur les côtes de l'Afrique et partout où il pourroit avoir lieu hors des possessions royales dans les Indes occidentales de manière qu'après ce tems, aucun Nègre ni Négresse ne pourront être achetés, ni sur la côte ni autre part, pour le compte ou par des sujets du Roi, ni être transportés dans des vaisseaux des sujets du Roi, ni être importés dans les possessions des Indes occidentales pour y être vendus, et que toute vente, en contravention à cette ordonnance, sera regardée illicite.

* * * * * * * *
* * * * * * * *

6. L'exportation de nègres et de négresses des isles des Indes occidentales est défendue, depuis ce jour, très sévèrement, et sont exceptés de cette défense seulement ceux à qui les loix permettent de sortir du pays, et ceux à qui le gouverneur général et la régence dans les isles occidentales peuvent donner une permission pareille, d'après les circonstances, et dans des cas particuliers.

1824 *Annexe C,*

to the treaty between Great Britain and Sweden and Norway, for the suppression of the slave trade, signed at Stockholm on the sixth day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-four.

Instructions for the ships of the British and Swedish and Norwegian royal navies, employed to prevent the slave trade.

1. Every ship of the royal navies of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of Sweden and Norway, which, furnished with the present instructions, shall, in conformity with the 2d and 7th articles of the treaty concluded the sixth day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-four, have a right to visit the merchant ships of either of the two powers actually engaged, or suspected to be engaged, in the slave trade, may, except in the seas exempted by the third article of the said treaty, proceed to such visit; and, should any slaves be found on board, brought there for the exprefs purpose of the traffick, or that the ship can, in general, be included in the cases provided against in the second and seventh articles, the commander of the said ship of the royal navy may detain it, and, having detained it, he is to bring it, as soon as possible, for judgment, to the places stipulated by article 4 of the said treaty. Ships on board of which no slaves shall be found intended for purposes of traffick, shall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro servants or sailors that may be found on board the said vessels, cannot, in any case, be deemed a sufficient cause for detention.

2. Whenever a ship of the royal navy, so commissioned, shall meet a merchantman liable to be searched, it shall be done in the mildest manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and, in no case, shall the search be made by an officer holding a rank inferior to that of lieutenant of the navy.

Annexe C, 1824

u traité entre la Grande Brétagne et la Suède t la Norvège, pour la répression de la traite des oirs, signé à Stockholm, le sixième jour de Noembre, l'an de grâce, mil huit cent vingt-quatre.

nstructions pour les vaisseaux des marines royales e la Grande Brétagne, et de Suède, et de Norvège, employés à prévenir la traite des Nègres.

1. Tout vaisseau des marines royales du royaume ni de la Grande Brétagne et d'Irlande, ou de Suède t de Norvège, muni des présentes instructions, aura, n conformité des articles 2 et 7 du traité conclu le ixième jour de Novembre, de l'an de grâce mil huit ent vingt-quatre, le droit de visiter les navires narchands de chacune des deux puissances effectivenent engagés, ou suspects d'être engagés, dans le ommerce des esclaves, pourra y procéder, hormis ans les mers exceptées par l'article 3 du dit traité; t s'il se trouve des esclaves à bord, dans le dessein xprès d'en faire trafic, ou que le bâtiment se trouve, n général, dans les cas prévus par les articles 2 et ', le commandant du dit vaisseau de la marine royale ura le pouvoir de le détenir, et, en cas de détenion d'un navire, il le conduira, le plustôt possible, our être mis en jugement, aux endroits stipulés par 'article 4 du dit traité. Les navires à bord desquels n ne trouvera point d'esclaves destinés à des objets le commerce, ne seront détenus sous aucune raison u prétexte quelconque.

Des domestiques ou matelots Nègres trouvés à ord des dits navires, ne pourront, en aucun cas, tre estimés une cause suffisante de détention.

2. Toutes les fois qu'un vaisseau des marines oyales, à ce commissionné, rencontrera un navire narchand, sujet à la visite, celle-ci se fera de la nanière la plus honnête, et avec toutes les attentions ue se doivent réciproquement, deux nations amies t alliées; en aucun cas la recherche ne pourra être aite par un officier d'un grade inférieur à celui de eutenant de la marine.

1824 3. The ships of the royal navy, so commissioned, which may detain any merchant ship, in pursuance of the tenour of the present instructions, shall leave on board all the cargo, as well as the master, and a part, at least, of the crew, of the above-mentioned ship.

The captor shall draw up, in writing, an authentick declaration, which shall exhibit the state in which he found the detained ship, and the changes which may have taken place in it.

He shall deliver to the master of the detained ship a signed certificate of the papers seized on board the said vessel, as well as of the number of slaves found on board at the moment of detention.

The Negroes shall not be disembarked till after the vessels which contain them shall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried.

If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the state of health of the Negroes, or other causes, require that they should be disembarked entirely, or in part, the commander of the capturing ship may take on himself the responsibility of such disembarkation, provided that the necessity be stated in a certificate in proper form.

Annexe D,

to the treaty between Great Britain and Sweden and Norway, for the suppression of the slave trade, signed at Stockholm, on the sixth day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-four.

Regulations for the mixed courts of justice.

1. The mixed courts of justice, to be established by the treaty of this date, are appointed to decide upon the legality of the detention of such vessels as the cruizers of both nations shall detain, in pursuance of this same treaty.

The above-mentioned courts shall judge definitively, and without appeal, according to the present treaty.

3. Les vaisseaux des marines royales, ainsi commissionnés, qui viendront à détenir un navire marchand, d'après la teneur des présentes instructions, laisseront à bord la cargaison entière, sans y toucher, aussi bien que le patron, et, au moins, une partie de l'équipage du dit navire. 1824

Le capitaine capteur couchera par écrit une déclaration authentique, qui articulera l'état dans lequel il a trouvé le navire détenu, et les changemens qui pourront y être survenus.

Il délivrera au patron du navire détenu un certificat signé des papiers saisis à bord du dit navire, ainsi que du nombre d'esclaves trouvés à son bord, au moment de la détention.

Les nègres ne seront point débarqués avant que les navires qui les contiennent ne soient arrivés au lieu, où la légalité de la capture doit être jugée.

Si, néanmoins, des motifs urgens, tirés de la longueur du voyage, de l'état sanitaire des nègres, ou d'autres causes, requéroient qu'ils fussent débarqués, en totalité, ou en partie, le commandant du vaisseau capteur peut prendre sur lui la responsabilité d'un semblable débarquement, pourvu que la nécessité en soit constatée par un certificat en due forme.

Annexe D,

au traité entre la Grande Brétagne, et la Suède et la Norvège, pour la répression de la traite des noirs, signé à Stockholm, le sixième jour de Novembre, l'an de grâce mil huit cent vingt-quatre.

Règlement pour les cours de justice mixtes.

1. Les cours de justice mixtes, à établir, d'après le traité de ce jour, sont constituées à l'effet de décider de la légalité de la détention des navires que les croiseurs des deux nations viendront à arrêter, en vertu du dit traité.

Les cours sus-mentionnées décideront définitivement, et sans appel, conformément aux stipulations du traité.

1824 The proceeding shall take place as summarily as possible. The courts are required to decide (as far as they shall find it practicable) within the space of twenty days, to be dated from that in which every detained vessel shall have been brought into the port where they shall reside; first, upon the legality of the capture; secondly, in the cases in which the captured vessel shall have been liberated, as to the indemnification which the said vessel is to receive.

And it is hereby provided, that, in no case, shall the final sentence be delayed, on account of the absence of witnefs, or for want of other proofs, beyond the period of two months, except upon the application of any of the parties interested, when, upon their giving satisfactory security to charge themselves with the expence and risks of the delay, the courts may, at their discretion, grant an additional delay not exceeding four months.

2. Each of these mixed courts shall be composed in the following manner:

The two high contracting parties shall, each of them, name a judge and an arbiter, who shall be authorized to hear and to decide, without appeal, all cases of capture of vessels which, in pursuance of the stipulations of the treaty of this date, shall be brought before them.

All the essential parts of the proceedings carried on before these mixed courts, shall be written down either in English, or in Swedish, or Norwegian.

The judges and the arbiters shall make oath to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their decisions, in pursuance of the stipulations of the treaty of this date.

There shall be attached to each court, when assembled, a secretary or registrar, who shall register all its acts, and who, previous to his taking charge of his post, shall make oath before the court, to conduct himself with respect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge. In the case contemplated by ar-

procédure aura lieu aussi sommairement que 1824
le. Et les cours sont requises de prononcer
autant qu'elles le trouveront praticable) dans
:e de vingt jours, à dater de celui auquel le na-
lé tenu aura été conduit dans les ports ou les
résident; elles jugeront, en premier lieu, de la
é de la capture; et, en second lieu, (dans le
à le navire capturé viendra à être absous) de
nnisation à donner au navire capturé.

il est statuée par les présentes, que, dans tous
s, la sentence définitive ne pourra être différée,
cause d'absence de témoins, ou par défaut d'au-
reuves, au delà du terme de deux mois, à moins
:e ne soit à la demande d'une des parties in-
ées, en quel cas et moyennant qu'elles se char-
t elles mêmes des frais et risques du délai, les
auront le pouvoir discrétionnaire d'accorder un
additionnel, qui n'excèdera pas quatre mois.

Chacune de ces cours mixtes sera composée de
nière suivante:

s deux hautes parties contractantes nommeront,
ne, un juge et un arbitre, qui seront autorisés
ndre connaissance, et à décider, sans appel, de
les cas de capture de navire, qui, en suite des
ations du traité de ce jour, viendront à être
s devant eux.

outes les parties essentielles des procédures por-
par devant les dites cours mixtes, seront cou-
par écrit soit en Anglois, soit en Suédois, ou
égien.

es juges et arbitres prêteront serment de juger
ement et fidèlement, de n'accorder aucune pré-
ce soit aux réclamans, soit aux capteurs, et de
nduire, dans toutes leurs décisions, conformé-
aux stipulations du traité de ce jour.

chaque cour, lorsqu'elle s'assemblera, sera at-
un secrétaire ou greffier, lequel enrégistrera
les actes de celle-ci, et qui, avant de prendre
ssion de sa charge, prêtera serment, par devant
ur, de se conduire respectueusement à son égard,
'en agir avec fidélité, en toutes les affaires du
rt de sa charge. Dans le cas prévu par l'ar-

1824 ticle 4 of the present treaty, the permanent or temporary salaries of the members of the mixed courts, shall be paid by their respective sovereigns, those of the secretary or registrar of the court to be established on the coast of Africa, shall be paid by His Britannick Majesty, and those of the secretary of the court to be established in the West Indies, by His Majesty the King of Sweden and Norway.

As to the incidental expences of the said courts, each government shall defray the half.

The expences carried to account by the officer charged with the reception and care of the detained ships, as well as with the execution of the sentence, (marshal of the court), and any other disbursement occasioned by the bringing a vessel to judgment, shall be defrayed from the funds arising from the sale of the vessel, in case of condemnation, and by the captor, if the detained vessel should be released.

3. The form of the procefs shall be as follows:

The judges of the two nations shall, in the first place, proceed to the examination of the papers of the vessel, and to receive the depositions of the captain (who, if he should so wish, shall be allowed to employ counsel to conduct his defence), and of two or three, at least, of the principal invidiuals on board of the detained vessel, as well as the declaration, on oath, of the captor, should it appear necessary, in order to be enabled to judge and to pronounce whether the said vessel has been justly detained or not, according to the stipulations of the present treaty, and in order that, according to this judgment, it may be condemned or liberated. And, in the event of the two judges not agreeing in the sentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention, or the indemnification to be allowed, or any other question which might result from the stipulations of the present treaty, they shall draw by lot the name of one of the two arbiters, who, after having considered the documents of the procefs, shall consult with the above-mentioned judges on the case in question, and the final sentence shall be pronounced conformably to the opinion of the majority of the above-mentioned judges, and of the above-mentioned arbiter.

ticle 4 du traité, les salaires permanens ou tempo- 1824
raires des membres des cours mixtes, seront payés par leurs souverains respectifs, ceux du secrétaire ou greffier de la cour à établir sur la côte d'Afrique, seront payés par Sa Majesté Britannique, et ceux du secrétaire de la cour à établir aux Indes occidentales seront payés par Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège.

Les frais casuels des dites cours seront défrayés la moitié per chaque gouvernement.

Les frais portés en ligne de compte par l'officier chargé de la réception et du soin des navires détenus, ainsi que de l'exécution des jugemens, (marshal of the court) de même que toute autre dépense occasionnée par la détention et la mise en jugement d'un bâtiment, seront supportées par les fonds provenans de la vente du bâtiment, en cas de condemnation, et par le capteur, si le bâtiment détenu est relâché.

3. La manière de procéder sera comme suit:

Les juges des deux nations procèderont, en premier lieu, à l'examen des papiers du navire, et à recevoir les dépositions du capitaine (lequel, s'il le désire, aura la faculté de se servir d'un avocat pour défendre sa cause), et de deux à trois des principaux individus, au moins, du navire amené, aussi bien que la déclaration assermentée du capteur, si elle paroissoit nécessaire, afin d'être en état de juger et de prononcer si le navire a été détenu justement ou non, conformément aux stipulations du traité, et afin qu'en vertu de ce jugement le navire puisse être condamné ou absous. Et, dans le cas où les deux juges ne s'accorderoient pas sur la sentence à prononcer par eux, soit quant à la légalité de la détention, soit quant à l'indemnisation à allouer, ou sur toute autre question qui pourroit résulter des stipulations du traité, ils tireront au sort le nom de l'un des deux arbitres, lequel, après avoir examiné les documens du procès, delibérera avec les juges susmentionnés, sur le cas existant, et la sentence finale sera prononcée conformément à l'opinion de la majorité des juges, et de l'arbitre sus-mentionné.

1824 4. In the authenticated declaration which the captor shall make before the court, as well as in the certificate of the papers seized, which shall be delivered to the captain of the captured vessel, at the time of detention, the above-mentioned captor shall be bound to declare his name and the name of his vessel, as well as the latitude and longitude of the place where the detention shall have taken place, and the number of slaves found on board of the ship at the time of the detention.

5. As soon as sentence shall have been pronounced, (which shall be duly founded) the detained vessel, if liberated, and the cargo, in the state in which it shall then be found, shall be restored to the master, or the person who represents him, who may, before the same court, claim a valuation of the damages which they may have a right to demand: the captor himself, and, in his default, his government, shall remain responsible for the above-mentioned damages.

The two high contracting parties bind themselves to pay, within the term of a year from the date of the sentence, the costs and damages which may be granted by the above-named court; it being understood that these costs and damages shall be at the expence of the power of which the captor shall be a subject.

6. In case of the condemnation of a vessel, she shall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever description it may be, with the exception of the slaves who may be on board as objects of commerce; and the said vessel, as well as her cargo, shall be sold by publick sale for the profit of the two governments; and as to the slaves, they shall receive from the mixed court, a certificate of emancipation, and shall be delivered over to the government to which the captor belongs, to be employed as servants or free labourers.

Each of the two governments binds itself to guarantee the liberty of such portion of these individuals as shall be respectively consigned to it.

The expences for supporting the slaves, between the time of their capture and the condemnation, shall

4. Dans les déclarations authentiques que le capteur 1824
sera tenu de faire, par devant la cour, ainsi que dans le certificat des papiers saisis, qui sera délivré au capitaine du navire capturé, lors de sa détention, le susdit capteur sera tenu de déclarer son nom, et celui de son vaisseau, aussi bien que la latitude et la longitude de l'endroit où la détention a eu lieu, et le nombre des esclaves trouvés à bord du navire capturé au moment de sa détention.

5. Aussitôt après que la sentence aura été prononcée (laquelle sera dûment motivée) le navire détenu, s'il est libéré, et sa cargaison, dans l'état où elle se trouvera alors, seront restitués au patron, ou à celui qui le représente, lequel pourra réclamer, par devant la même cour, une évaluation des dommages qu'il pourroit avoir droit de demander; le capteur lui-même, et, à son défaut, son gouvernement restera responsable des dits dommages.

Les deux hautes parties contractantes s'obligent à payer, dans l'espace d'une année après la date de la sentence, les frais et dommages qui pourront être accordés par la cour susnommée; il est entendu que ces frais et dommages tomberont à la charge de la puissance, dont le capteur sera sujet.

6. En cas de condamnation d'un navire, il sera déclaré prise légitime, aussi bien que sa charge, de quelque description qu'elle puisse être, à l'exception des esclaves qui pourront être à bord comme objets de commerce; et le dit navire, aussi bien que sa charge, sera vendu en vente publique au profit des deux gouvernemens; et quant aux esclaves, ils recevront de la cour mixte un certificat d'émancipation, et seront remis au gouvernement auquel appartient le capteur, aux fins d'être employés comme domestiques, ou travailleurs libres.

Chacun des deux gouvernements s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion de ces individus qui viendra à y être respectivement consignée.

Les frais d'entretien des esclaves, entre le moment de la capture et celui de la condamnation, seront

1824 be levied on the fund arising from the sale of the condemned vessel; but afterwards, those expences shall be charged to the government of the country which is to enjoy the advantage of their labour.

The charges incurred for the support and the return of the crew of the condemned vessels, shall be defrayed by the government of which they are the subjects.

7. The mixed courts shall also take cognizance and decide, according to the third article of this regulation, on all claims for compensation on account of losses occasioned to vessels detained under suspicion of having been engaged in the slave trade, but which shall not have been condemned as legal prize by the said courts; and in all cases wherein restitution shall be decreed, the court shall award to the claimant or claimants, his or their lawful attorney or attornies, for his or their use, a just and complete indemnification for all costs of suit, and for all losses and damages which the claimant or claimants may have actually sustained by such capture and detention; that is to say, —

1. In case of total loſs, the claimant or claimants shall be indemnified,

a. For the ship, her tackle, apparel and stores;

b. For all freight due and payable;

c. For the value of the cargo of merchandize, if any, deducting for all charges and expences, payable upon the sale of such cargoes, including commission of sale;

d. For all other regular charges in such cases of total loſs; and

2. In all other cases, not of total loſs, the claimant or claimants shall be indemnified,

a. For all special damages and expences occasioned to the ship by the detention, and for loſs of freight, when due or payable;

b. A demurrage when due, according to the schedule annexed to the present article;

c. For any deterioration of cargo;

affectés sur les fonds provenans de la vente du navire 1824
condamné. Après ce moment, ces frais tomberont à la charge du gouvernement du pays qui devra jouir de l'avantage de leur travail.

Les frais occasionnés par l'entretien et le renvoi des équipages d'un navire condamné, seront à la charge du gouvernement dont ils se trouveront être les sujets.

7. Les cours mixtes connaitront et jugeront également, et en la forme voulue par l'article 3 du présent règlement, de toute réclamation pour compensation de pertes occasionnées à des navires détenus sur soupçon de faire le commerce des esclaves, mais non condamnés comme prises légales, par les dites cours; dans tous les cas, où la restitution aura été prononcée, les cours adjugeront au profit du ou des réclamans, ou leurs ayant-causes légaux, une indemnisation juste et complette de tous les frais de procédure, et de toutes les pertes et dommages que le ou les réclamans pourroient avoir éprouvés par telle capture et détention; les cours observeront,

1. Qu'en cas de perte totale, le ou les réclamans seront indemnisés,

a. Pour le navire, ses agrès, apparaux et munitions;

b. Pour tout frêt dû, et à payer;

c. Pour la valeur de la cargaison, et des marchandises, s'il y en a, déduction faite des charges et dépenses payables pour la vente de pareilles cargaisons, y compris la commission de vente;

d. Pour toutes les autres charges usitées en cas de perte totale; et

2. Que dans tous les autres cas de perte non totale, le ou les réclamans, seront indemnisés,

a. De tout dommage et dépense particuliers, occasionnés au navire par la détention, et pour la perte de frêt dû ou à payer.

b. Pour starie; l'indemnisation due de ce chef sera reglée d'après la cédule annexée au présent article;

c. De toute détérioration de la cargaison;

1824 *d.* An allowance of five per cent. on the amount of the capital employed for the purchase of cargo, for the period of delay occasioned by the detention; and

e. For all premium of insurance on additional risks.

The claimant or claimants shall, in all cases, be entitled to interest, at the rate of five per cent. per annum, on the sum awarded, until paid by the government to which the capturing ship belongs; the whole amount of such indemnifications being calculated in the money of the country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at the exchange current at the time of the award.

The two high contracting parties wishing, however, to avoid, as much as possible, every species of fraud in the execution of the treaty of this date, have agreed, that if it should be proved, in a manner evident to the conviction of the judges of the two nations, and without having recourse to the decision of an arbiter, that the captor had been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the captain of the detained ship, — in that case only, the detained ship shall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage stipulated by the present article.

Schedule of demurrage or daily allowance for a vessel of

100 tons to 120 inclusive	L. 5	per diem.
121 . . . 150	6	
151 . . . 170	8	
171 . . . 200	10	
201 . . . 220	11	
221 . . . 250	12	
251 . . . 270	14	
271 . . . 300	15	

and so on in proportion.

8. Neither the judges, nor the arbiters, nor the secretary, of the mixed court, shall be permitted to demand or receive, from any of the parties concerned

d. Il leur sera alloué également cinq pour cent du montant du capital employé à l'achat de la cargaison, pour tout le tems du délai occasionné par la détention; et 1824

e. Un dédommagement pour toute prime d'assurance sur les risques additionnels.

Dans tous les cas, le ou les réclamans auront le plus droit aux intérêts, sur le pied de cinq pour cent par an, de la somme adjugée, jusqu'à son payement, par le gouvernement auquel le vaisseau capteur appartient; le montant entier de cette indemnisation sera calculé en monnoie du pays auquel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours de change à l'époque de l'adjugement.

Les deux hautes parties contractantes désirant toutefois éviter autant que possible, toute espèce de fraude dans l'exécution du traité de ce jour, sont convenues, que s'il venoit à être prouvé, d'une manière évidente, et à la conviction des juges des deux nations, et sans avoir recours à la décision d'un arbitre, que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et répréhensible de la part du capitaine du navire capturé, — en ce cas seulement, le dit navire n'aura pas droit à recevoir, pendant la durée des jours de sa détention, la starie stipulée par le présent article.

Cédule de starie ou jour de planche pour un navire de

100	tonneaux jusqu'à	120	inclusivement	L. 5	par jour.
121	. . . . .	150	. . . . .	6	
151	. . . . .	170	. . . . .	8	
171	. . . . .	200	. . . . .	10	
201	. . . . .	220	. . . . .	11	
221	. . . . .	250	. . . . .	12	
251	. . . . .	270	. . . . .	14	
271	. . . . .	300	. . . . .	15	

et ainsi de suite en proportion.

8. Il ne sera licite ni aux juges, ni aux arbitres, ni au secrétaire, des cours mixtes, de demander ou de recevoir, d'aucune des parties concernées dans les

1824 in the sentences which they shall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are imposed upon them by the present regulation.

8. The two high contracting parties have agreed, that in the event of the death, sicknefs, absence on leave, or any other legal impeachment of one or more of the judges or arbiters, composing the mixed courts, mentioned in the 4th article of the treaty of this day, the remaining individuals shall proceed, without interruption, to the judgment of the ships that may be brought before them, and to the execution of their sentence.

Papiers supplémentaires relatifs à l'art. III et IV du traité précedent.

Bilaga C.

Instruction för de Kongl. Swenska och Norrska samt Kongl. Stor Britanniska Krigs Skepp, som anvåndas att forekomma Slaf handeln.

1. Hvarje Kongl. Svenskt och Norrskt eller Kongl. Stor Britanniskt Krigs fartyg, försedt med denna Instruction skall i ofverensstämmelse med Andra och Sjunde Articlarne af Tractaten afslutad den sjette dagen i November månad året efter Christi bård Ete Tusende åtta Hundrade och Tjugo fyra, hafva rättighet att undersöka båda Magternes handels fartyg, som verkeligen sysselsåtta sig, eller åro misstånkte att sysselsatte sig, med Slaf handel och kunna företaga denna undersökning med undantag af de farvatten som åro utmärkte i tredje Artikeln af samma Tractat, och om Slafvar befinnas om bord i tydelig afsigt att dermed drifva handel, eller fartyget i allmånhet befinner sig i de uti andra och sjunde Articlarne förutsedde fall, skall Befålhafvaren på förenåmnde Krigsfartyg åga magt att quarhålla det: och i händelse af ett sådant fartygs quarhållande, ju förr defshåldre föra detsamma till de i fjerde artikeln af samma Tractat utmarkte ställen för att undergå ransakning och dom. De fartyg på hvilka ej finnas Slafvar

sentences qu'ils prononceront, aucun émnlument, sous quelque prétexte que ce puisse être, pour l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par le présent traité. 1824

9. Les deux hautes parties contractantes sont convenues qu'en cas de décès, de maladie, de congé, ou de tout autre empêchement légal d'un ou de plusieurs des juges ou arbitres, composant les cours mixtes, mentionnées dans l'article 4 du traité de ce jour, les individus qui resteront, procèderont sans interruption au jugement des navires qui pourroient être traduits par devant eux, et à la mise en exécution de leur sentence.

Papiers supplémentaires relatifs à l'art. III et IV du traité précedent.

Bilaga C.

Instruction för de Kongelige Swenske og Norske samt Stor Britanniske Krigs Skibe, der anvendes til at forekomme Slavehandelen.

1. Ethvert Kongeligt Svensk og Norsk eller Kongl. Stor Britannisk Krigs Skib, forsynet med denne Instruction, skal, i Overeenstemmelse med andre og sjunde Artikler af Tractaten afsluttet den sjette dag i November Maaned, Aar efter Christi Födsel Et Tusende Otte Hundrede og Fire og Tyve, have Rettighed til at undersöge begge Magters handels fartöjer, som virkeligen anvendes, eller des ere mistänkte for at anvendes til Slavehandel; og kunne de foretage denne undersögelse, undtagen i de Farvande der ere opregnede i tredje Artikel af samme Tractat om Slaver befindes inden Borde i den udtrykkelige hensigt at med dem drive Handel, eller at Fartöjet i Almindelighed, befinder sig i de, i andre og sjunde Artikel, forudseede Tilfälde, skal den Hoistbefalende paa ovennämte Krigs Skib have Ret til at standse det og, i Tilfälde af et saadant Fartöjs Standsning, saasnart muligt föra samme til de i Tjerde Artikel af samma Tractat anförte Steder, for der at underkastes undersögelse og dom. De fartöjer i hvilke ingen til

1824 åmnade till handel skola ej quarhållas under något skåll eller förewändning som hålst.

Negrer som i egenskap af betjenter eller sjömän besinna sig om bord på förenämnde fartyg kunna i ingen handelse anses såsom en gällande anledning till dess quarhållande.

2. Alla de gånger, som ett Kongl. hårtill beordradt Krigs Skepp möter ete handels fartyg som är visitation underkastadt, skall denna ske på det mäst höfliga sätt, och med iagttagande af all den upmärksamhet som tvenne förenade och vänskapliga nationer äro hvarandra sins emellan skyldige. I ingen händelse kan en sådan undersökning verkställas af en officer som innehar mindre grad än Lieutenant vid Flottan.

3. De Kongl. Krigs Skepp hårtill utsedde som komma att quarhålla et handels fartyg, enligt ordalydelsen af dessa Instructioner skola lemna om bord hela lasten utan att röra den samma äfvensom Styrmannen och åtminstone en del af fartyget besättning.

Den Befälhafvare som verkställer en sådan upbringning, skall skrifteligen aflemna en Embets förklaring innehållande det tillstånd i hvilket han funnit det quarhållne fartyget och de förändringar som dervid hafva kunnat tilldraga sig.

Han skall tillika aflemna till Styrmannen på det quarhållna fartyget en underskrifven förteckning på de om bord fundne papper, äfvensom på antalet af de Slafvar, som derå voro befintlige vid ögonblicket af fartyget upbringning.

Negrerne skola ej utskeppas föro än de fartyg på hvilka de äro om bord ankomma till den ort hvarest lagligheten af deras upbringning bör afdömas.

Om likväl gällande orsaker, hämtade af resans längd eller Negrernes helsotilstånd, eller andra omständigheter, fordra att de blifva utskeppade, vare sig alla eller till en del, kan Befälhafvaren af det Krigs Skep som verkställt upbringningen på egen ansvarighet företaga en sådan utlastning, allenast att nödwändigheten deraf bestyrkes genom ett bevis i gällande form.

landel bestemte Slaver forefindes, skulle eg, under 1824
vilkensom helst Forevendning eller Aarsag standses.

Negre, der befinde sig om Bord paa ovennævnte Fartöjer i Egenskab af Tjenere eller Söemånd kunne intet Tilfälde begrunde Ret til Skibenes Standsning.

2. Hvergang et Kongeligt saaledes beordret Krigsskib möder et Handels fartög, som er undersögelse underkastet, skall denne skee paa den höfligste Maade og med Jagttagelse af al den Opmörksamket om tvende venskabelig en forbundne Nationer gienidig ere hverandre skyldige. En saadan Undersögelse kan i intet Tilfäde skee ved en officeer af ringere Grad end en Lieutenants i Marinen.

3. De hertil bestemte Kongl. Krigsskibe hvilke naatte standse et handels fartöj overeenstemmende med denne Instructions Indhold, skulle lade den hele indehavende Ladning blive om Bord i urört Tilstand, tilligemed Styrmanden og i det mindste en Deel af Fartöjets besåtning.

Den höjstbefalende, der ivårksåtter en saadan opbringelse skal afgive en skriftlig Embedsforklaring, indeholdende den Tilstand, i hvilken han har foreundet det standsede Fartöj og de Forandringer som enere derved maatte våre indtrufne.

Han skal tillige, til Skipperen (Styrmånden) paa det standsede Fartöj afgive en underskreven Fortegnelse over de i Beslag tagne Papirer, som og over Antallet af de slaver der forefandtes paa den tid Fartöjet blev standset.

Negrene skulle ikke udskibes forend de Fartåjer paa hvilke de befinde sig ere ankomme til det sted hvor Lovligheden af opbringelsen bör bedömmes.

Dersom imidlertid vigtige Aarsager, hemtede enten af Reisens Långde, Negrenes Sundhedstilstand, eller af andre Omståndigheder, fordre, at enten alle, eller en Deel af dem blive udskibede, da kan den höjsbefalende paa det Krigsskib, der har foretaget opbringelsen, paa egot An og Tilsvar ivårksåtte en saadan Udlofsning, dog under Betingelse af, at Nödvendigheden heraf beträftes ved et i loolig Form, udstädt Bevis.

1824 *a.*

Déclaration relative à l'art. III.

Déclaration par rapport aux instructions, en langue suédoise et norvégienne, qui seront données aux vaisseaux de la marine royale de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et de Sa Majesté Britannique, qui seront employés pour la répression de la traite des Nègres, conformément au traité signé par les plénipotentiaires de leurs dites Majestés, le 6 Novembre 1824, dont les ratifications ont été échangées aujourd'hui.

Un traité pour la répression de la traite des Nègres ayant été conclu entre la Suède et la Norvège, et la Grande Brétagne, et signé à Stockholm, le 6 Novembre 1824; et l'article III de ce même traité ayant stipulé, parmi autres, "Que tous les vaisseaux de la marine royale des deux états, qui seront destinés à prévenir le commerce d'esclaves, seront munis par leurs gouvernemens respectifs d'une copie en suédois, en norvégien, et en anglois, des instructions annexées (sub literâ C.) au présent traité, duquel elles sont sonsidérées comme partie intégrante;"

Les plénipotentiaires soussignés, signataires du traité, déclarent par la présente, qu'étant dûment autorisés à cet effet par leurs souverains respectifs, la copie des dites instructions ci-annexées en suédois et en norvégien, est celle qui, avec la copie des dites instructions en anglois, annexée au traité, constitue le document qui sera délivré aux vaisseaux des marines royales des deux puissances, qui, conformément au traité en question, seront, dans la suite, employés à prévenir le commerce des esclaves.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente déclaration, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm le vingt-sixième jour du mois de Février l'an de grâce mil huit cent vingt-cinq.

G. *Comte* de Wetterstedt.

B. Bloomfield.

b. 1824

Déclaration relative à l'art. IV.

Déclaration faite par le plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, au moment de l'echange des ratifications du traité du 6 Novembre 1824, entre Sa dite Majesté et Sa Majesté Suédoise et Norvégienne, pour la suppression de la traite des noirs, par rapport à l'établissement d'une cour de justice mixte à Sierra Leone, comme une possession de Sa Majesté Britannique.

Un traité pour la répression de la traite des noirs ayant été conclu entre la Grande Brétagne et la Suède et la Norvège, et signé à Stockholm, le sixième jour de Novembre 1824, et contenant dans le 4me article, entre autres choses, la stipulation qu'une des cours de justice mixtes, dont il est fait mention "sera établie dans une des possessions de Sa Majesté Britannique sur la côte d'Afrique, laquelle sera nommée à l'échange des ratifications du présent traité;"

Le soussigné a reçu les ordres de Sa Majesté Britannique de déclarer, à l'époque de l'échange des ratifications du dit traité, et declare par les présentes, au nom et de la part du Roi son maître, que la colonie de Sierra Leone, sur la côte d'Afrique, est la possession de Sa Majesté Britannique où la dite cour de justice mixte sera établie d'après la teneur du dit traité.

En foi de quoi le soussigné plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a signé la présente déclaration, et y a fait apposer le cachet de ses armes.

Fait à Stockholm, le vingt-six Février l'an de grâce 1825.

B. Bloomfield.

129.

1824 *Convention supplémentaire au traité de commerce du 8 Septembre entre le grand duché de Bade et le grand duché de Hesse, signée le 22 Novembre 1824.*

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden.* Nro. XXX. 24sten Decbr. 1824.)

In Beziehung auf den unterm 8ten September d. J. zwischen der Grofsherzoglich Badischen und Grofsherzoglich Hessischen Regierung abgeschlossenen und durch das Regierungsblatt Nro. XX bekannt gemachten Staatsvertrag, ist unterm 22sten November d. J. eine weitere nachträgliche Übereinkunft abgeschlossen und von Sr. Königlichen Hoheit gnädigst genehmigt worden, welche nachstehende Bestimmungen enthält:

1. dafs den Unterthanen des einen Grofsherzogthums gestattet sein soll, die zu ihrem häuslichen Bedürfnifs erforderlichen Früchte auf Mühlen, welche in dem andern Grofsherzogthum gelegen sind, unter Befreiung vom Ausgangszolle für die Frucht, und von dem Eingangszolle für das aus derselben gewonnene Mehl, unter Beobachtung der desfalls ergehenden Controllmaafsregeln, mahlen zu lassen;

2. dafs in Fällen, wo der Weg von einem Orte zu einem andern Orte desselben Grofsherzogthums, durch das Gebiet des andern Grofsherzogthums, auf kürzeren Strecken als fünf Stunden führt, sowohl von den nach Art. 1, zum Vermahlen auf benachbarte Mühlen geschickt werdenden Früchten, als wie von anderen landwirthschaftlichen Erzeugnissen und Vieh, welche nicht zum Handel, sondern zum eignen Bedürfnifs, so wie endlich von Früchten, welche zur Ablieferung auf Grofsherzogliche Recepturen bestimmt sind, bei der Durchfuhr dieser Gegenstände auf solchen Wegstrecken beiderseits keine Transitgebühren erhoben werden sollen;

3. dafs die aus dem Grofsherzogthume Hessen (Rheinhessen) mit Ursprungsscheinen in das Grofsherzogthum Baden eingehenden Weine, mit Badischen auf den Grund der Hessischen Ursprungsscheine ausgestellten Certificaten, in dem Grofsherzogthume Hessen (Provinz Starkenburg) gegen die conventionellen Zölle zugelassen werden sollen, in so fern solche auf keine weitere Strecke als auf fünf Wegstunden transportirt und innerhalb dieser Entfernung, von der Hessischen Grenze angerechnet, eingelegt werden; 1824

4. dafs Grofsherzoglich Hessischer Seits zur Erleichterung des Grofsherzoglich Badischen Verkehrs durch das Gorxheimer Thal, zu Gorxheim eine Eingangsstation angelegt, und bei dem Transit Grofsherzoglich Badischer Unterthanen mit Handelswaaren durch den Grofsherzoglich Hessischen Landrathsbezirk Hirschhorn die Sicherungsmaafsregeln auf die Verleiung beschränkt, nicht aber dem Transportanten Begleiter mitgegeben werden sollen.

Welches andurch zur allgemeinen Wissenschaft bekannt gemacht wird.

Carlsruhe, den 17ten Decbr. 1824.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Freiherr v. Berstett.

Vdt. v. Koppe.

130.

Convention entre la Prusse et le Duché de Saxe Gotha, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du 26 Novembre 1824.

Zusatz zu dem ersten Theile der neuen Beifugen zur (Gothaischen) Landes-Ordnung. No. CLXXI.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Herzoglich Sachsen Gothaischen Regierung über-

1824 eingekommen ist, wirksamere Maafsregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische, als die Herzoglich Sachsen Gothaische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Frevler durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt, und dafs wenn die auf der Verfolgung eines Waldfrevlers begriffenen Förster und Waldwärter eine Haussuchung in dem jenseitigen Gebiete vorzunehmen für nöthig finden, sie solches an den Orten, wo der Sitz einer Gerichts-Obrigkeit ist, bei dieser, an andern Orten aber dem Bürgermeister oder Orts-Schultheifsen anzuzeigen hätten, von welchen alsdann unverzüglich und zwar im letztern Falle mit Zuziehung eines Gerichtsschöppen die Haussuchung im Beisein des Requirenten vorgenommen werden dürfe.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorgesetzte über den Erfolg der geschehenen Haussuchung dem requirirenden Förster oder Waldwärter eine schriftliche Ausfertigung ausstellen, und demnächst an die ihm vorgesetzte Behörde in gleicher Maafse Bericht erstatten, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr. für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

4. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen

Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadensersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Casse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist. 1824

5. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Herzoglich Sachsen Gothaischen Staaten wird zur Pflicht gemacht die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle, so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

6. Gegenwärtige im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Sr. Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Gotha-Altenburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Gotha, den 26sten November 1824.

Herzoglich Sachsen-Gotha und Altenburgisches Geheimes Ministerium.

VON DER BECKE.

131.

Capitulation entre le général espagnol Jose Canterac et le général colombien Antonio Jose du Sucre, signée sur le champ d'Ayacucho le 9 Décembre 1824.

(*Annual register* 1825. *Publ. documents* p. 148.)

Don Jose Canterac, lieutenant general of the royal armies of His Catholic Majesty, being charged with

1824 the supreme command of Peru, in the absence of his excellency, the Vice-King Don Jose La Serna, wounded and taken prisoner in the battle fought this day, after having taken the advice of the generals and chiefs, re-united after the bloody battle of Ayacucho etc. etc. has thought it convenient to propose, and to regulate with the general of division, commander-in-chief of the united army of Peru, the conditions contained in the following articles: —

1st. The territory garrisoned by the spanish troops in Peru, as far as the Desaguora, shall be delivered to the United Liberating army, with the parks of artillery, chests and all the military magazines.

Answer — Granted: and will also be included in the delivery all the remainder of the spanish army, the baggage and horses, the garrisons remaining in any part of the territory, and other forces and articles belonging to the spanish government.

2nd. Every individual belonging to the spanish army will be at liberty to return to his country, and his passage will be defrayed by the state of Peru; meanwhile he will be treated with due consideration, and will receive at least one-half of his pay according to his grade during his stay in the territory.

Answer — Granted: but the government of Peru will only grant the half pay according to proportionate regulations for the transportation. Those who will return to Spain will not carry arms against America during the war of independence; and no one will go into any part of America occupied by the spanish armies.

3rd. Any individual belonging to the spanish army, wishing to enlist in the army of Peru, will enjoy his formes grade.

Answer — Granted.

4th. No one shall be accountable for his former opinions, nor for his particular services in the King's cause, nor those known as smugglers: in this particular they will be entitled to the rights of all the articles of this treaty.

Answer — Granted: if by their conduct they do not disturb the public order, and if they conform to the laws. 1824

5th. Any inhabitant of Peru, either European or American, ecclesiastical or merchant, land-owner or workman, wishing to remove to another country, will be at liberty so to do by virtue of this convention, and to take with him, his family and property; he will be protected by the state until his departure, and if he prefers to remain, he will be considered a Peruvian.

Answer — Granted: with regard to the inhabitants of the country to be delivered and agreeably to the conditions mentioned in the preceding article.

6th. The state of Peru will also respect the property of the Spaniards who may be absent from the territoy — they will be at liberty, for the period of three years, to dispose of their property, which will be considered in the same point of view as that of Americans unwilling to go to the Peninsula, although they may have property in that country.

Answer — Granted: as in the preceding article, provided the conduct of these individuals shall in no way be hostile to the cause of the freedom and independence of America; in the event of which the government of Peru reserves to itself the privilege of acting freely and discretionary.

7th. The term of one year will be granted to all the interested parties, in order to avail themselves of the stipulations embraced in the fifth article — their property will be subjected to the ordinary duties, but that of individuals belonging to the army to be free of duties.

Answer — Granted.

8th. The state of Peru will acknowledge the debts contracted by the administration of the spanish government in the territory thereof to the present day.

Answer — The congrefs of Peru will decide with regard to this article what will be most convenient to the interests of the republic.

9th. All the individuals employed in public offices will be continued therein, if it be their desire;

1824 otherwise, those preferring to leave the country will be comprehended under the articles second and fifth.

Answer — Those of the meritorious will be continued in their offices, if the government should think proper.

10th. Every individual belonging to the army, or in the government's employ, who may wish to be erased from the rolls and remain in the country, will be at liberty so to do; and in that case their persons will be respected.

Answer — Granted.

11th. The town of Callao will be delivered to the United Liberating army, and its garrison will be included in the articles of this treaty.

Answer — Granted: but the town of Callao, with all her colours and military articles, shall be delivered to the Liberator, and be subject to his disposal on or before 20 days.

12th. Superior officers of both armies will be sent to the provinces, for the purpose of delivering and receiving the archives, magazines, appartenances, and the troops, deposited in, and stationed at, the different garrisons.

Answer — Granted: the same formalities will be observed at the delivery of Callao. The provinces will be delivered to the independent authorities in 15 days, and the places the most remote in all the present month.

13th. The vessels of war and merchantmen in the ports of Peru, will be allowed the term of six months, from the date of the ratification of this treaty, to get their stores and provisions on board, to enable them to depart from the pacific.

Answer — Granted: but the ships of war will only be permitted to make preparations for their voyage, without committing any act of hostility either there, or on quitting the pacific: they being obliged to leave all the seas of America without touching at any port of Chile, or any other port in America, which may be occupied by the Spaniards.

14th. Passports will be granted to the ships of war and merchantmen, for their uninterrupted voyage from the pacific to their ports in Europe.

Answer — Granted: agreeably to the preceding article. 1824

15th. All the chiefs and officers made prisoners at the battle of this day will be set at liberty from this moment, as well as the prisoners taken in anterior actions by either of the armies.

Answer — Granted: and the wounded will be taken care of until they shall be able to dispose of themselves.

16th. The general chiefs and officers will retain the use of their uniforms and their swords, and will also retain in their service such assistants as correspond with their rank, and their servants.

Answer — Granted: but during their stay in the territory, they will submit to the laws of the country.

17th. To those individuals of the army who may have come to the determination, with regard to their future destination agreeably to this treaty, leave will be granted them to re-unite with their families their other interest, and to remove to the place they may have chosen; in which case they will be furnished with passports, so that they may not be molested in any of the independent states until their arrival at their places of destination.

Answer — Granted.

18th. Any doubt that may arise in the stipulations of the articles of the present treaty will be interpreted in favour of the individuals of the spanish army.

Answer — Granted: this stipulation will depend on the good faith of the contracting parties: and having concluded and ratified this treaty, which is hereby approved, there will be made four copies of the same, two of which will remain in the power of each of the parties whose signatures are hereto affixed, etc.

Delivered and signed, with our hands on the field of Ayacucho, the 9th of December 1824.

Jose Canterac.

Antonio Jose du Sucre.

132.

1824 *Convention entre la France et l'Espagne, concernant la réduction de l'armée françoise en Espagne, signée à l'Escurial le 10 Décembre 1824.*

(*Le Moniteur Universel* 1825. No. 5.)

S. M. C. le Roi d'Espagne et des Indes ayant jugé qu'il seroit utile de conserver dans ses états une partie de l'armée françoise au-delà du terme du premier Janvier mil huit cent vingt-cinq, afin d'avoir le tems de réorganiser complettement l'armée espagnole et consolider le rétablissement de l'ordre public;

Et S. M. T. C. le Roi de France et de Navarre désirant à donner à S. M. C. un nouveau témoignage du vif et sincère intérêt qu'elle prend à son auguste personne, à l'affermissement de son autorité légitime et à la prospérité de ses peuples;

Leurs Majestés ont resolu de conclure, pour arriver à ce but, une convention nouvelle, et ont nommé plénipotentiaires à cet effet, savoir:

S. M. Très-Chrétienne, le Sieur Charles Joseph Edmond de Bois-le-Comte, chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur, son chargé d'affaires près S. M. Catholique,

Et S. M. Catholique Don Francisco de Zéa Bermudez, chevalier pensionné de l'ordre royal et distingué de Charles III, conseiller d'état, son premier secrétaire d'état, président de son conseil des ministres et surintendant général des courriers, postes et routes d'Espagne et des Indes;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Le corps d'armée françoise actuellement en Espagne, sera réduit à vingt-deux mille hommes, à partir du 1 Janvier mil huit cent vingt-cinq.

Art. II. Les troupes seront réparties dans les places suivantes: Cadix, Isle de Léon et ses dépendances; Barcelonne: Saint-Sebastien; Pampelune; Jaca; Seu d'Urgel; Saint Ferdinand de Figuières. 1824

Art. III. Indépendemment de ces troupes, une brigade formée de deux régimens suisses et commandée par un général, restera à Madrid et dans celle des résidences royales où se trouveroit Sa Majesté Catholique, pour faire le service auprès de sa personne et de la famille royale, concurremment avec les troupes espagnoles.

Art. IV. Toutes les places actuellement occupées par les troupes françoises seront évacuées, à l'exception de celles qui sont désignées dans l'art. 2; et les troupes qui ne font partie d'aucune des nouvelles garnisons rentreront en France au terme du premier Janvier mil huit cent vingt-cinq, fixé par la précédente convention.

Art. V. Les troupes françoises fourniront les garnisons des villes et places indiquées dans l'art. 2. Le commandement militaire de chacune de ces villes et places appartiendra à l'officier françois pourvu de lettres de service pour y commander; et les rapports des commandans françois avec les capitaines-généraux ou le vice-roi de Navarre, dans les villes où les deux autorités, françoise et espagnole, seront réunies, subsisteront tels qu'ils étoient établis par les dernières conventions.

Art. VI. Les commandans françois disposeront pour le service qui leur est confié des approvisionnemens de guerre de toute espèce qui se trouvent dans les places occupées, et qui devront être fournis par l'Espagne. On ne pourra extraire des magasins aucune des armes, ni munitions formant l'approvisionnement de la place, qu'avec l'agrément et le consentement du commandant françois qui s'y trouve.

Art. VII. Sa Majesté Catholique se chargera de pourvoir à l'établissement des casernes, magasins, matériel des hôpitaux, transports à la suite, étapes militaires, approvisionnemens de siège dans les places, ainsi qu'aux réparations et autres objets reconnus nécessaires.

1824 Art. VIII. L'abonnement fixé par l'art. 10 de la convention du 9 Février pour les dépenses du solde, de nourriture, d'équippement et d'entretien qui forment la différence du pied de paix au pied de guerre devant être réduit dans la proportion du nombre de troupes, demeure fixé à la somme de neuf cent mille francs par mois.

Art. IX. Des mesures seront concertées entre les deux gouvernemens pour faire constater le montant des dépenses mentionnées dans l'article 6 de la convention du 30 Juin dernier et pour assurer leur remboursement.

Art. X. Sa Majesté Très-Chretienne ne laissant des troupes en Espagne que sur la demande qui lui en a été faite par Sa Majesté Catholique, ces troupes seront rétirées aussitôt que les parties intéressées l'auront jugé nécessaire, et en s'en tenant aux réserves contenues dans l'article 16 de la convention du 9 Février dernier.

Art. XI. Toutes les clauses de la convention du 9 Février et du réglement qui y est annexé; celles de la convention du 10 Février relative au service de la poste militaire, qui ne seront pas modifiées dans le nouvel arrangement qui sera conclu entre les deux gouvernemens d'après l'état actuel des choses, toutes celles de la convention du 30 Juin, qui ne sont pas non plus contraires aux présentes stipulations, continueront d'avoir leur plein et entier effet pendant toute la durée de la convention actuelle.

Art. XII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, en vertu de leurs pleinspouvoirs, ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait double à San Lorenzo del Escorial, le 10 Décembre 1824.

Signé Edmond de Bois le Comte.

Signé Francisco de Zéa Bermudez.

133.

Substance d'une communication offi- 1825
cielle faite par Mr. Canning au nom du gouvernement anglois aux ministres étrangers par rapport à la reconnoissance de l'indépendance des nouveaux états de l'Amérique meridionale; du 1 *Janvier* 1825.

(*The Times* 1825. January 6. No. 12, 543.)

The following was the substance of the communication made by Mr. Canning to the foreign ambassadors: — "That in consequence of the repeated failures of the applications of His Majesty's government to the court of Spain, relative to the recognition of the independent states of South America, His Majesty's servants have come to the determination to appoint Chargés d'Affaires to the states of Columbia, Mexico and Buenos Ayres: and to enter into treaties of commerce with those respective states on the basis of the recognition of their independence."

134.

1825 *Convention d'armistice entre le général espagnol Olaneta et le général colombien Sucre, signée à la Paz le 12 Janvier 1825.*

(*Le Journal de Francfort* 1825. 17 Mai. No. 137.)

Art. I. Il y aura suspension des hostilités, pendant quatre mois, entre les armées royale et libératrice.

Art. II. Durant ce tems, les armées resteront dans leurs positions actuelles, l'une au nord et l'autre au sud du Désaguadéro. La ligne de démarcation sera la même que celle qui a, jusqu'à présent, divisé les deux vice-royautés.

Art. III. Le colonel Lanza occupera l'intérieur des vallées ou les villes d'Inquisive et leur voisinage jusqu'à Palca. Si quelques-unes de ses troupes s'étoient avancées jusqu'à Yungas, elles se retireront vers les points indiqués, et quitteront le territoire soumis au gouvernement de la Paz, ainsi que les autres villes de cette province et celle de Cochobamba, qui n'étoient pas entre leurs mains, lors de la journée d'Ayacucho.

Art. IV. Le district de Tarapaca qui appartient à la province d'Arequipa, restera sous les ordres du commandant de l'armée royale.

Art. V. Afin de ne pas démembrer le territoire de la province d'Arequipa, par suite des articles précédens, le district d'Apolo, Pamba, appartenant à cette province, sera incorporé dans celle de Puno. Les soussignés commissaires seront libres de se retirer avec leurs familles et leurs propriétés, à Belcisa, afin d'y pouvoir arranger leurs affaires; la même liberté sera accordée à d'autres habitans du district.

Art. VI. L'armistice datera du jour de la ratification par le général Antonio Jose de Sucre. 1825

Art. VII. Dans le cas où malheureusement les hostilités se renouvelleroient, la campagne ne s'ouvrira que huit jours après l'avis donné par l'une des parties.

Art. VIII. La province de Salta est comprise dans la suspension des hostilités et dans le présent armistice.

Paz, le 12 Janvier 1825.

Signé par les commissaires Jose Mendizabal,
E. Imas,
Antonio de Elisalde.

Quartier général à la Paz, le 13 Janvier 1825, ratifié dans toutes ses parties.

Pedro Antonio de Olaneta.

135.

1825 *Treaty of amity, commerce, and navigation, between His Majesty and the United provinces of Rio de la Plata, signed at Buenos Ayres, February 2, 1825.*

(*Presented to both Houses of Parliament by His Majesty's command.* May 1825. *The Times* 1825. Jul. 1. No. 12, 694.)

Extensive commercial intercourse having been established for a series of years between the dominions of His Britannick Majesty, and the territories of the United provinces of Rio de la Plata, it seems good for the security as well as encouragement of such commercial intercourse, and for the maintenance of good understanding between His said Britannick Majesty and the said United provinces, that the relations now subsisting between them should be regularly acknowledged and confirmed by the signature of a treaty of amity, commerce, and navigation.

For this purpose they have named their respective plenipotentiares, that is to say; —

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Woodbine Parish, esquire, His said Majesty's consul-general in the province of Buenos Ayres and it's dependencies; — and the United provinces of Rio de la Plata, Señor Don Manuel José Garcia, minister secretary for the departments of government, finance, and foreign affairs, of the national executive power of the said provinces;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles:

Art. I. There shall be perpetual amity between the dominions and subjects of His Majesty the King

135.

Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre la Grande Bretagne et les Provinces unies de Rio de la Plata, signé à Buenos Ayres le 2 Février 1825.

1825

(*D'après la copie officielle presentée au parlement au mois de May* 1825.)

Habiendo existido por muchos años un Comercio extenso entre los Dominios de Su Magestad Británica, y los territorios de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, parece conveniente á la seguridad y fomento del mismo comercio, y en apoyo de una buena inteligencia entre Su Magestad y las expresadas Provincias Unidas, que sus Relaciones ya existentes sean formalmente reconocidas y confirmadas por medio de un Tratado de amistad, comercio, y navegacion.

Con este fin han nombrado sus respectivos plenipotenciarios, á saber; —

Su Magestad el Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Yrlanda, al Señor Woodbine Parish, Cónsul-General de Su Majestad en Buenos Ayres; — y las Provincias Unidas del Rio de la Plata, al Señor Don Manuel José Garcia, ministro Secretario en los Departamentos de Gobierno, Hacienda, y Relaciones Exteriores, del Executivo Nacional de las dichas Provincias.

Quienes, habiendo cangeado sus respectivos plenos poderes, y hallandose estos extendidos en debida forma, han concluido y convenido en los articulos siguientes: —

Art. I. Habrá perpetua amistad entre los Dominios y Súbditos de Su Magestad el Rey del Reyno

1825 of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the United provinces of Rio de la Plata, and their inhabitants.

Art. II. There shall be, between all the territories of His Britannick Majesty in Europe, and the territories of the United provinces of Rio de la Plata, a reciprocal freedom of commerce: The inhabitants of the two countries, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all such places, ports, and rivers, in the territories aforesaid, to which other foreigners are or may be permitted to come, to enter into the same, and to remain and reside in any part of the said territories respectively; also to hire and occupy houses and ware-houses for the purposes of their commerce; and, generally, the merchants and traders of each nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their commerce; subject always to the laws and statutes of the two countries respectively.

Art. III. His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages further, that in all his dominions situated out of Europe, the inhabitants of the United provinces of Rio de la Plata shall have the like liberty of commerce and navigation stipulated for in the preceding article, to the full extent in which the same is permitted at present, or shall be permitted hereafter, to any other nation.

Art. IV. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of His Britannick Majesty, of any articles of the growth, produce, or manufacture of the United provinces of Rio de la Plata, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the said United provinces, of any articles of the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's dominions, than are or shall be payable on the like articles, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed, in the territories or dominions of either of the contracting parties, on the exportation of any articles to the territories or

Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, y las Provincias Unidas del Rio de la Plata, y sus Habitantes. 1825

Art. II. Habrá entre todos los Territorios de Su Magestad Británica en Europa, y los Territorios de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, una reciproca libertad de Comercio: Los Habitantes de los dos Paises gozarán respectivamente la franqueza de llegar segura y libremente, con sus Buques y Cargas, á todos aquellos Parages, Puertos, y Rios en los dichos Territorios, adonde sea ó pueda ser permitido á otros Extrangeros llegar; entrar en los mismos, y permanecer y residir en cualquier parte de los dichos Territorios respectivamente; tambien alquilar y ocupar casas y almacenes para los fines de su Tráfico; y, generalmente, los Comerciantes y Traficantes de cada Nacion, respectivamente, disfrutarán de la mas completa proteccion y seguridad para su Comercio, siempre sugetos á las Leyes y Estatutos de los dos Paises respectivamente.

Art. III. Su Magestad el Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Yrlanda, se obliga ademas, á que, en todos sus Dominios fuera de Europa, los Habitantes de las Provincias Unidas del Rio de la Plata tengan la misma libertad de Comercio y Navegacion estipulada en el Artículo anterior, con toda la extension que en el dia se permite, ó en adelante se permitiere, á cualquiera otra Nacion.

Art. IV. No se impondrán ningunos otros ni mayores Derechos á la importacion en los Territorios de Su Magestad Británica, de cualesquiera de los Artículos de produccion, cultivo, ó fabricacion de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, y no se impondrán ningunos otros ni mayores Derechos á la importacion en las dichas Provincias Unidas, de cualesquiera de los Articulos de produccion, cultivo, ó fabricacion de los Dominios de Su Magestad Británica, que los que se paguen, ó en adelante se pagaren, por los mismos Artículos, siendo de produccion, cultivo, ó fabricacion, de cualquiera otro Pais Extrangero; ni tampoco se impondrán ningunos otros ni mayores Derechos, en los Territorios ó Dominios de

1825 dominions of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country: nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's dominions, or of the said United provinces, which shall not equally extend to all other nations.

Art. V. No higher or other duties or charges on account of tonnage, light, or harbour dues, pilotage, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed, in any of the ports of the said United provinces, on british vessels of the burthen of above one hundred and twenty tons, than those payable, in the same ports, by vessels of the said United provinces of the same burthen; nor in the ports of any of His Britannick Majesty's territories, on the vessels of the United provinces of above one hundred and twenty tons, than shall be payable, in the same ports, on british vessels of the same burthen.

Art. VI. The same duties shall be paid on the importation into the said United provinces of any article the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's dominions, whether such importation shall be in vessels of the said United provinces, or in british vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the dominions of His Britannick Majesty of any article the growth, produce, or manufacture of the said United provinces, whether such importation shall be in british vessels, or in vessels of the said United provinces: — The same duties shall be paid, and the same drawbacks and bounties allowed, on the exportation of any articles of the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's dominions to the said United provinces, whether such exportation shall be in vessels of the said United provinces, or in british vessels; and the same duties shall be paid, and the

cada una de las Partes Contratantes, á la extraccion 1825
de cualesquier Artículos en los Territorios ó Dominios de la otra, que aquellos que se pagan, ó en adelante se pagaren, á la extraccion de iguales Artículos á cualquiera otro Pais Extrangero: ni tampoco se impondrá prohibicion alguna á la extraccion ó introduccion de cualesquier Artículos de produccion, cultivo, ó fabricacion de los Dominios de Su Magestad Británica, ó de las Provincias Unidas á ellas, ó desde las dichas Provincias Unidas, que no comprehendiere igualmente á todas las otras Naciones.

Art. V. No se impondrá mayor ni alguna otra clase de Derechos ó Cargas por razon de Toneladas, Fanal, Puerto, Pilotage, Salvamento en caso de averia ó naufragio, ni otra algun derecho local, en cualesquiera de los Puertos de las dichas Provincias Unidas, á los Buques Británicos de mas de ciento y veinte Toneladas, que aquellos que se pagaren, en los mismos Puertos, por los Buques de las dichas Provincias Unidas del mismo porte; ni en los Puertos de cualesquiera de los Territorios de Su Magestad Británica, á los Buques de las Provincias Unidas de mas de ciento y veinte Toneladas, que aquellos que se pagaren, en los mismos Puertos, por los Buques Británicos del mismo porte.

Art. VI. Los mismos Derechos se pagarán á la introduccion en las dichas Provincias Unidas de cualquier articulo de produccion, cultivo, ó fabricacion de los Dominios de Su Magestad Británica, ya se haga dicha introduccion en Buques de las Provincias Unidas, ó en Buques Británicos; y los mismos Derechos se pagarán á la introduccion en los Dominios de Su Magestad Británica de cualquier Articulo de produccion, cultivo, ó fabricacion de las Provincias Unidas, ya sea que tal introduccion se haga en Buques Británicos, ó en Buques de las dichas Provincias Unidas: — Los mismos Derechos se pagarán, y las mismas concesiones y gratificaciones por via de reembolso de Derechos se abonarán, á la exportacion de cualesquier Articulos de producion, cultivo, ó fabricacion de los Dominios de Su Magestad Británica á las Provincias Unidas, ya sea que la referida exportacion se haga en Buques de las dichas Provincias

1825 same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any articles the growth, produce, or manufacture of the said United provinces to His Britannick Majesty's dominions, whether such exportation shall be in british vessels, or in vessels of the said United provinces.

Art. VII. In order to avoid any misunderstanding with respect to the regulations which may respectively constitute a british vessel, or a vessel of the said United provinces, it is hereby agreed, that all vessels built in the dominions of His Britannick Majesty, and owned, navigated, and registered according to the laws of Great Britain, shall be considered as british vessels; and that all vessels built in the territories of the said United provinces, properly registered, and owned by the citizens thereof, or any of them, and whereof the master and three-fourths of the mariners, at least, are citizens of the said United provinces, shall be considered as vessels of the said United provinces.

Art. VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of His Britannick Majesty, shall have the same liberty, in all the territories of the said United provinces, as the natives thereof, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons for those purposes, nor to pay them any salary or remuneration, unless they shall choose to employ them; and absolute freedom shall be allowed, in all cases, to the buyer and seller to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize imported into, or exported from, the said United provinces, as they shall see good.

Art. IX. In whatever relates to the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the disposal of property of every sort

Unidas, ó en Buques Británicos; y los mismos Derechos se pagarán, y las mismas concesiones y gratificaciones por via de reembolso de Derechos se abonarán, á la exportacion de cualesquier Articulos de produccion, cultivo, ó fabricacion de las Provincias Unidas á los Dominios de Su Magestad Británica, ya sea que la referida exportacion se haga en Buques Británicos, ó en Buques de las dichas Provincias Unidas. 1825

Art. VII. Con el fin de evitar cualquier mala inteligencia por lo tocante á los Reglamentos que puedan respectivamente constituir un Buque Británico, ó un Buque de las dichas Provincias Unidas, se estipula por el presente, que todos los Buques construidos en los Dominios de Su Magestad Británica, que sean poseidos, tripulados, y matriculados con arreglo á las Leyes de la Gran Bretaña, serán considerados como Buques Británicos; y que todos los Buques construidos en los Territorios de las dichas Provincias, debidamente matriculados, y poseidos por los Ciudadanos de las mismas, ó cualquiera de ellos, y cuyo Capitan y tres cuartas partes de la Tripulacion sean Ciudadanos de las dichas Provincias Unidas, serán considerados como Buques de las dichas Provincias Unidas.

Art. VIII. Todo Comerciante, Comandante de Buque, y demas, Súbditos de Su Magestad Británica, tendrán, en todos los Territorios de las dichas Provincias Unidas, la misma libertad que los naturales de ellas, para manejar sus propios asuntos, ó confiarlos al cuidado de quien quiera que gusten, en calidad de Corredor, Factor, Agente, ó Yntérprete; ni se les obligará á emplear ninguna otra persona para dichos fines, ni pagarles salario ni remuneracion alguna, á menos que quieran emplearlos; concediendose entera libertad, en todos los casos, al Comprador y Vendedor para contratar y fijar el precio de cualesquier efectos, mercaderias, ó renglones de Comercio, que se introduzcan ó extraigan de las dichas Provincias Unidas, como crean oportuno.

Art. IX. En todo lo relativo á la carga y descarga de Buques, seguridad de mercaderias, pertenencias, y efectos, disposicion de propiedades de toda

1825 and denomination, by sale, donation, or exchange, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice, the subjects and citizens of the two contracting parties shall enjoy, in their respective dominions, the same privileges, liberties, and rights, as the most favoured nation, and shall not be charged, in any of these respects, with any higher duties or imposts than those which are paid, or may be paid, by the native subjects or citizens of the power in whose dominions they may be resident. They shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions; neither shall they be compelled to pay any ordinary taxes, under any pretext whatsoever, greater than those that are paid by native subjects or citizens.

Art. X. It shall be free for each of the two contracting parties to appoint consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other party; but before any consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the government to which he is sent; and either of the contracting parties may except from the residence of consuls, such particular places as either of them may judge fit to be so excepted.

Art. XI. For the better security of commerce between the subjects of His Britannick Majesty, and the inhabitants of the United provinces of Rio de la Plata, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly commercial intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two contracting parties, the subjects or citizens of either of the two contracting parties residing in the dominions of the other, shall have the privilege of remaining and continuing their trade therein, without any manner of interruption, so long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their effects and property, whether entrusted to individuals or to the state, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other

clase y denominacion, por venta, donacion, cambio, 1825.
ó de cualquier otro modo; como tambien á la administracion de Justicia, los Súbditos y Ciudadanos de las dos Partes Contratantes gozarán, en sus respectivos Dominios, de los mismos Privilegios, Franquezas, y Derechos, como la Nacion mas favorecida, y, por ninguno de dichos motivos, se les exijirá mayores Derechos ó Ympuestos que los que se pagan, ó en adelante se pagaren, por los Súbditos Naturales ó Ciudadanos de la Potencia en cuyos Dominios residieren: estarán exèntos de todo Servicio militar obligatorio, de cualquier clase que sea, terrestre ó marítimo; y de todo empréstito forzoso; de exàcciones ó requisiciones militares; ni serán obligados á pagar ninguna contribucion ordinaria, bajo pretexto alguno, mayor que las que pagaren los Súbditos naturales ó Ciudadanos del Pais.

Art. X. Cada una de las Partes Contratantes estará facultada á nombrar Cónsules para la proteccion del Comercio, que residan en los Dominios y Territórios de la otra: pero antes que ningun Cónsul pueda ejercer sus funciones, deberá, en la forma acostumbrada, ser aprobado y admitido por el Gobierno cerca del cual haya sido embiado; y cada una de las Partes Contratantes podrá exceptuar de la residencia de Consules, aquellos Puntos especiales que una ú otra de ellas juzgue oportuno exceptuar.

Art. XI. Para la mayor seguridad del Comercio entre los Súbditos de Su Majestad Británica, y los Habitantes de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, se estipula que, en cualquier caso en que por desgracia aconteciese alguna interrupcion de las amigables relaciones de Comercio, ó un rompimiento entre las Dos Partes Contratantes, los Súbditos ó Ciudadanos de cada cual de las Dos Partes Contratantes residentes en los Dominios de la otra, tendrán el privilegio de permanecer y continuar su Tráfico en ellos, sin interrupcion alguna, en tanto que se condujeren con tranquilidad, y no quebrantaren las Leyes de modo alguno; y sus efectos y propiedades, ya fueren confiados á particulares ó al Estado, no estarán sugetos á embargo ni secuestro, ni á ninguna otra

1825 demands than those which may be made upon the like effects or property, belonging to the native inhabitants of the state in which such subjects or citizens may reside.

Art. XII. The subjects of His Britannick Majesty residing in the United provinces of Rio de la Plata, shall not be disturbed, persecuted, or annoyed on account of their religion, but they shall have perfect liberty of conscience therein, and to celebrate divine service either within their own private houses, or in their own particular churches or chapels, which they shall be at liberty to build and maintain in convenient places, approved of by the government of the said United provinces: — Liberty shall also be granted to bury the subjects of His Britannick Majesty who may die in the territories of the said United provinces, in their own burial places, which, in the same manner, they may freely establish and maintain. In the like manner, the citizens of the said United provinces shall enjoy, within all the dominions of His Britannick Majesty, a perfect and unrestrained liberty of conscience, and of exercising their religion publickly or privately, within their own dwelling houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the system of toleration established in the dominions of His said Majesty.

Art. XIII. It shall be free for the subjects of His Britannick Majesty, residing in the United provinces of Rio de la Plata, to dispose of their property, of every description, by will or testament, as they may judge fit; and, in the event of any british subject dying without such will or testament in the territories of the said United provinces, the british consul-general, or, in his absence, his representative, shall have the right to nominate curators to take charge of the property of the deceased, for the benefit of his lawful heirs and creditors, without interference, giving convenient notice thereof to the authorities of the country; and reciprocally,

exâccion que aquellas que puedan hacerse á igual 1825
clase de efectos ó propiedades, pertenecientes á los Naturales Habitantes del Estado en que dichos Súbditos ó Ciudadanos residieren.

Art. XII. Los Súbditos de Su Megestad Británica residentes en las Provincias Unidas del Rio de la Plata, no serán inquietados, perseguidos, ni molestados por razon de su Religion: mas gozarán de una perfecta libertad de Conciencia en ellas, celebrando el Oficio Divino ya dentro de sus propias casas, ó en sus propias y particulares Yglesias ó Capillas, las que estarán facultados para edificar y mantener en los sitios convenientes, que sean aprobados por el Gobierno de dichas Provincias Unidas: tambien será permitido enterrar á los Súbditos de Su Magestad Británica que murieren en los Territorios de las dichas Provincias Unidas, en sus propios cementerios, que podrán, del mismo modo, libremente establecer y mantener. Asimismo los Ciudadanos de las dichas Provincias Unidas gozarán, en todos los Dominios de Su Magestad Británica, de una perfécta é ilimitada libertad de Conciencia, y del ejercicio de su Religion públiça ó privadamente, en las casas de su morada, ó en las Capillas y sitios de culto destinados para el dicho fin, en conformidad con el sistema de tolerancia establecido en los Dominios de Su Magestad.

Art. XIII. Los Súbditos de Su Magestad Británica residentes en las Provincias Unidas del Rio de la Plata tendrán el derecho de disponer libremente de sus propiedades, de toda clase, en la forma que quisieren, ó por testamento, segun lo tengan por conveniente; y en caso que muriere algun Súbdito Británico, sin haber hecho su dicha última disposicion ó testamento, en el Territorio de las Provincias Unidas, el Consul-General Británico, ó en su ausencia, el que lo representare, tendrá el derecho de nombrar Curadores, que se encarguen de la propiedad del difunto, á beneficio de los legitimos herederos y acrehedores, sin intervencion alguna, dando noticia conveniente á las Autoridades del Pais; y recíprocamente.

1825 Art. XIV. His Britannick Majesty being extremely desirous of totally abolishing the slave trade, the United provinces of Rio de la Plata engage to co-operate with His Britannick Majesty for the completion of so beneficent a work, and to prohibit all persons inhabiting within the said United provinces, or subject to their jurisdiction, in the most effectual manner, and by the most solemn laws, from taking any share in such trade.

Art. XV. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in London within four months, or sooner if possible.

In witnefs whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed their seals thereunto.

Done at Buenos Ayres, the second day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five.

Woodbine Parish,
H. M. Cons. Gen.

Art. XIV. Deseando Su Magestad Británica ansiosamente la abolicion total del Comercio de Esclavos, las Provincias Unidas del Rio de la Plata se obligan á cooperar con Su Magestad Británica al complemento de obra tan benéficia, y á prohibir á todas las Personas residentes en las dichas Provincias Unidas, ó sugetas á su jurisdiccion, del modo mas eficaz, y por las leyes mas solemnes, de tomar parte alguna en dicho Tráfico. 1825

Art. XV. El presente Tratado será ratificado, y las Ratificaciones cangeadas en Lóndres dentro de cuatro meses, ó antes si fuere posible.

En Testimonio de lo cual los respectivos Plenipotentiarios lo han firmado, y sellado con sus Sellos.

Hecho en Buenos Ayres, el dia dos de Febrero, en el año de nuestro Señor mil ochocientos veinte y cinco.

Man. J. Garcia.

We, Juan Gregorio de las Heras, captain-general and governor of the province of Buenos Ayres, charged with the supreme executive power of the United provinces of Rio de la Plata, now assembled in congrefs, having in conformity with the fundamental law of the 23rd of January 1825, communicated the said treaty to the constituent congrefs for its assent, and having obtained its full powers and approbation to ratify and confirm the said treaty, by this present act we ratify and confirm it in due form, promising and engaging, in the name of the said United provinces, that all the stipulations and obligations in the same shall be sacredly and inviolably fulfilled.

1825 dominions of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country: nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's dominions, or of the said United provinces, which shall not equally extend to all other nations.

Art. V. No higher or other duties or charges on account of tonnage, light, or harbour dues, pilotage, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed, in any of the ports of the said United provinces, on british vessels of the burthen of above one hundred and twenty tons, than those payable, in the same ports, by vessels of the said United provinces of the same burthen; nor in the ports of any of His Britannick Majesty's territories, on the vessels of the United provinces of above one hundred and twenty tons, than shall be payable, in the same ports, on british vessels of the same burthen.

Art. VI. The same duties shall be paid on the importation into the said United provinces of any article the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's dominions, whether such importation shall be in vessels of the said United provinces, or in british vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the dominions of His Britannick Majesty of any article the growth, produce, or manufacture of the said United provinces, whether such importation shall be in british vessels, or in vessels of the said United provinces: — The same duties shall be paid, and the same drawbacks and bounties allowed, on the exportation of any articles of the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's dominions to the said United provinces, whether such exportation shall be in vessels of the said United provinces, or in british vessels; and the same duties shall be paid, and the

cada una de las Partes Contratantes, á la extraccion 1825
de cualesquier Artículos en los Territorios ó Dominios de la otra, que aquellos que se pagan, ó en adelante se pagaren, á la extraccion de iguales Artículos á cualquiera otro Pais Extrangero: ni tampoco se impondrá prohibicion alguna á la extraccion ó introduccion de cualesquier Artículos de produccion, cultivo, ó fabricacion de los Dominios de Su Magestad Británica, ó de las Provincias Unidas á ellas, ó desde las dichas Provincias Unidas, que no comprehendiere igualmente á todas las otras Naciones.

Art. V. No se impondrá mayor ni alguna otra clase de Derechos ó Cargas por razon de Toneladas, Fanal, Puerto, Pilotage, Salvamento en caso de averia ó naufragio, ni otra algun derecho local, en cualesquiera de los Puertos de las dichas Provincias Unidas, á los Buques Británicos de mas de ciento y veinte Toneladas, que aquellos que se pagaren, en los mismos Puertos, por los Buques de las dichas Provincias Unidas del mismo porte; ni en los Puertos de cualesquiera de los Territorios de Su Magestad Británica, á los Buques de las Provincias Unidas de mas de ciento y veinte Toneladas, que aquellos que se pagaren, en los mismos Puertos, por los Buques Británicos del mismo porte.

Art. VI. Los mismos Derechos se pagarán á la introduccion en las dichas Provincias Unidas de cualquier articulo de produccion, cultivo, ó fabricacion de los Dominios de Su Magestad Británica, ya se haga dicha introduccion en Buques de las Provincias Unidas, ó en Buques Británicos; y los mismos Derechos se pagarán á la introduccion en los Dominios de Su Magestad Británica de cualquier Articulo de produccion, cultivo, ó fabricacion de las Provincias Unidas, ya sea que tal introduccion se haga en Buques Británicos, ó en Buques de las dichas Provincias Unidas: — Los mismos Derechos se pagarán, y las mismas concesiones y gratificaciones por via de reembolso de Derechos se abonarán, á la exportacion de cualesquier Articulos de producion, cultivo, ó fabricacion de los Dominios de Su Magestad Británica á las Provincias Unidas, ya sea que la referida exportacion se haga en Buques de las dichas Provincias

1825 same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any articles the growth, produce, or manufacture of the said United provinces to His Britannick Majesty's dominions, whether such exportation shall be in british vessels, or in vessels of the said United provinces.

Art. VII. In order to avoid any misunderstanding with respect to the regulations which may respectively constitute a british vessel, or a vessel of the said United provinces, it is hereby agreed, that all vessels built in the dominions of His Britannick Majesty, and owned, navigated, and registered according to the laws of Great Britain, shall be considered as british vessels; and that all vessels built in the territories of the said United provinces, properly registered, and owned by the citizens thereof, or any of them, and whereof the master and three-fourths of the mariners, at least, are citizens of the said United provinces, shall be considered as vessels of the said United provinces.

Art. VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of His Britannick Majesty, shall have the same liberty, in all the territories of the said United provinces, as the natives thereof, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons for those purposes, nor to pay them any salary or remuneration, unless they shall choose to employ them; and absolute freedom shall be allowed, in all cases, to the buyer and seller to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize imported into, or exported from, the said United provinces, as they shall see good.

Art. IX. In whatever relates to the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the disposal of property of every sort

Unidas, ó en Buques Británicos; y los mismos Derechos se pagarán, y las mismas concesiones y gratificaciones por via de reembolso de Derechos se abonarán, á la exportacion de cualesquier Articulos de produccion, cultivo, ó fabricacion de las Provincias Unidas á los Dominios de Su Magestad Británica, ya sea que la referida exportacion se haga en Buques Británicos, ó en Buques de las dichas Provincias Unidas. 1825

Art. VII. Con el fin de evitar cualquier mala inteligencia por lo tocante á los Reglamentos que puedan respectivamente constituir un Buque Británico, ó un Buque de las dichas Provincias Unidas, se estipula por el presente, que todos los Buques construidos en los Dominios de Su Magestad Británica, que sean poseidos, tripulados, y matriculados con arreglo á las Leyes de la Gran Bretaña, serán considerados como Buques Británicos; y que todos los Buques construidos en los Territorios de las dichas Provincias, debidamente matriculados, y poseidos por los Ciudadanos de las mismas, ó cualquiera de ellos, y cuyo Capitan y tres cuartas partes de la Tripulacion sean Ciudadanos de las dichas Provincias Unidas, serán considerados como Buques de las dichas Provincias Unidas.

Art. VIII. Todo Comerciante, Comandante de Buque, y demas, Súbditos de Su Magestad Británica, tendrán, en todos los Territorios de las dichas Provincias Unidas, la misma libertad que los naturales de ellas, para manejar sus propios asuntos, ó confiarlos al cuidado de quien quiera que gusten, en calidad de Corredor, Factor, Agente, ó Yntérprete; ni se les obligará á emplear ninguna otra persona para dichos fines, ni pagarles salario ni remuneracion alguna, á menos que quieran emplearlos: concediendose entera libertad, en todos los casos, al Comprador y Vendedor para contratar y fijar el precio de cualesquier efectos, mercaderias, ó renglones de Comercio, que se introduzcan ó extraigan de las dichas Provincias Unidas, como crean oportuno.

Art. IX. En todo lo relativo á la carga y descarga de Buques, seguridad de mercaderias, pertenencias, y efectos, disposicion de propiedades de toda

1825 and denomination, by sale, donation, or exchange, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice, the subjects and citizens of the two contracting parties shall enjoy, in their respective dominions, the same privileges, liberties, and rights, as the most favoured nation, and shall not be charged, in any of these respects, with any higher duties or imposts than those which are paid, or may be paid, by the native subjects or citizens of the power in whose dominions they may be resident. They shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions; neither shall they be compelled to pay any ordinary taxes, under any pretext whatsoever, greater than those that are paid by native subjects or citizens.

Art. X. It shall be free for each of the two contracting parties to appoint consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other party; but before any consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the government to which he is sent; and either of the contracting parties may except from the residence of consuls, such particular places as either of them may judge fit to be so excepted.

Art. XI. For the better security of commerce between the subjects of His Britannick Majesty, and the inhabitants of the United provinces of Rio de la Plata, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly commercial intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two contracting parties, the subjects or citizens of either of the two contracting parties residing in the dominions of the other, shall have the privilege of remaining and continuing their trade therein, without any manner of interruption, so long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their effects and property, whether entrusted to individuals or to the state, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other

clase y denominacion, por venta, donacion, cambio, 1825.
ó de cualquier otro modo; como tambien á la administracion de Justicia, los Súbditos y Ciudadanos de las dos Partes Contratantes gozarán, en sus respectivos Dominios, de los mismos Privilegios, Franquezas, y Derechos, como la Nacion mas favorecida, y, por ninguno de dichos motivos, se les exîjirá mayores Derechos ó Ymipuestos que los que se pagan, ó en adelante se pagaren, por los Súbditos Naturales ó Ciudadanos de la Potencia en cuyos Dominios residieren: estarán exèntos de todo Servicio militar obligatorio, de cualquier clase que sea, terrestre ó marítimo; y de todo empréstito forzoso; de exàcciones ó requisiciones militares; ni serán obligados á pagar ninguna contribucion ordinaria, bajo pretexto alguno, mayor que las que pagaren los Súbditos naturales ó Ciudadanos del Pais.

Art. X. Cada una de las Partes Contratantes estará facultada á nombrar Cónsules para la proteccion del Comercio, que residan en los Dominios y Territórios de la otra: pero antes que ningun Cónsul pueda ejercer sus funciones, deberá, en la forma acostumbrada, ser aprobado y admitido por el Gobierno cerca del cual haya sido embiado; y cada una de las Partes Contratantes podrá exceptuar de la residencia de Consules, aquellos Puntos especiales que una ú otra de ellas juzgue oportuno exceptuar.

Art. XI. Para la mayor seguridad del Comercio entre los Súbditos de Su Majestad Británica, y los Habitantes de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, se estipula que, en cualquier caso en que por desgracia aconteciese alguna interrupcion de las amigables relaciones de Comercio, ó un rompimiento entre las Dos Partes Contratantes, los Súbditos ó Ciudadanos de cada cual de las Dos Partes Contratantes residentes en los Dominios de la otra, tendrán el privilegio de permanecer y continuar su Tráfico en ellos, sin interrupcion alguna, en tanto que se condujeren con tranquilidad, y no quebrantaren las Leyes de modo alguno; y sus efectos y propiedades, ya fueren confiados á particulares ó al Estado, no estarán sugetos á embargo ni secuestro, ni á ninguna otra

1825 demands than those which may be made upon the like effects or property, belonging to the native inhabitants of the state in which such subjects or citizens may reside.

Art. XII. The subjects of His Britannick Majesty residing in the United provinces of Rio de la Plata, shall not be disturbed, persecuted, or annoyed on account of their religion, but they shall have perfect liberty of conscience therein, and to celebrate divine service either within their own private houses, or in their own particular churches or chapels, which they shall be at liberty to build and maintain in convenient places, approved of by the government of the said United provinces: — Liberty shall also be granted to bury the subjects of His Britannick Majesty who may die in the territories of the said United provinces, in their own burial places, which, in the same manner, they may freely establish and maintain. In the like manner, the citizens of the said United provinces shall enjoy, within all the dominions of His Britannick Majesty, a perfect and unrestrained liberty of conscience, and of exercising their religion publickly or privately, within their own dwelling houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the system of toleration established in the dominions of His said Majesty.

Art. XIII. It shall be free for the subjects of His Britannick Majesty, residing in the United provinces of Rio de la Plata, to dispose of their property, of every description, by will or testament, as they may judge fit; and, in the event of any british subject dying without such will or testament in the territories of the said United provinces, the british consul-general, or, in his absence, his representative, shall have the right to nominate curators to take charge of the property of the deceased, for the benefit of his lawful heirs and creditors, without interference, giving convenient notice thereof to the authorities of the country; and reciprocally,

exâccion que aquellas que puedan hacerse á igual 1825
clase de efectos ó propiedades, pertenecientes á los Naturales Habitantes del Estado en que dichos Súbditos ó Ciudadanos residieren.

Art. XII. Los Súbditos de Su Megestad Británica residentes en las Provincias Unidas del Rio de la Plata, no serán inquietados, perseguidos, ni molestados por razon de su Religion: mas gozarán de una perfecta libertad de Conciencia en ellas, celebrando el Oficio Divino ya dentro de sus propias casas, ó en sus propias y particulares Yglesias ó Capillas, las que estarán facultados para edificar y mantener en los sitios convenientes, que sean aprobados por el Gobierno de dichas Provincias Unidas: tambien será permitido enterrar á los Súbditos de Su Magestad Británica que murieren en los Territorios de las dichas Provincias Unidas, en sus propios cementerios, que podrán, del mismo modo, libremente establecer y mantener. Asimismo los Ciudadanos de las dichas Provincias Unidas gozarán, en todos los Dominios de Su Magestad Británica, de una perfécta é ilimitada libertad de Conciencia, y del ejercicio de su Religion públiça ó privadamente, en las casas de su morada, ó en las Capillas y sitios de culto destinados para el dicho fin, en conformidad con el sistema de tolerancia establecido en los Dominios de Su Magestad.

Art. XIII. Los Súbditos de Su Magestad Británica residentes en las Provincias Unidas del Rio de la Plata tendrán el derecho de disponer libremente de sus propiedades, de toda clase, en la forma que quisieren, ó por testamento, segun lo tengan por conveniente; y en caso que muriere algun Súbdito Británico, sin haber hecho su dicha última disposicion ó testamento, en el Territorio de las Provincias Unidas, el Consul-General Británico, ó en su ausencia, el que lo representare, tendrá el derecho de nombrar Curadores, que se encarguen de la propiedad del difunto, á beneficio de los legitimos herederos y acrehedores, sin intervencion alguna, dando noticia conveniente á las Autoridades del Pais; y recíprocamente.

1825 Art. XIV. His Britannick Majesty being extremely desirous of totally abolishing the slave trade, the United provinces of Rio de la Plata engage to co-operate with His Britannick Majesty for the completion of so beneficent a work, and to prohibit all persons inhabiting within the said United provinces, or subject to their jurisdiction, in the most effectual manner, and by the most solemn laws, from taking any share in such trade.

Art. XV. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in London within four months, or sooner if possible.

In witnefs whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed their seals thereunto.

Done at Buenos Ayres, the second day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five.

Woodbine Parish,
H. M. Cons. Gen.

Art. XIV. Deseando Su Magestad Británica ansiosamente la abolicion total del Comercio de Esclavos, las Provincias Unidas del Rio de la Plata se obligan á cooperar con Su Magestad Británica al complemento de obra tan benéficia, y á prohibir á todas las Personas residentes en las dichas Provincias Unidas, ó sugetas á su jurisdiccion, del modo mas eficaz, y por las leyes mas solemnes, de tomar parte alguna en dicho Tráfico. 1825

Art. XV. El presente Tratado será ratificado, y las Ratificaciones cangeadas en Lóndres dentro de cuatro meses, ó antes si fuere posible.

En Testimonio de lo cual los respectivos Plenipotentiarios lo han firmado, y sellado con sus Sellos.

Hecho en Buenos Ayres, el dia dos de Febrero, en el año de nuestro Señor mil ochocientos veinte y cinco.

Man. J. Garcia.

We, Juan Gregorio de las Heras, captain-general and governor of the province of Buenos Ayres, charged with the supreme executive power of the United provinces of Rio de la Plata, now assembled in congrefs, having in conformity with the fundamental law of the 23rd of January 1825, communicated the said treaty to the constituent congrefs for its assent, and having obtained its full powers and approbation to ratify and confirm the said treaty, by this present act we ratify and confirm it in due form, promising and engaging, in the name of the said United provinces, that all the stipulations and obligations in the same shall be sacredly and inviolably fulfilled.

1825 In testimony whereof, we sign with our hand the present instrument of ratification, and have caused it to be attested by our minister of war and marine, solemnly sealing it with the national seal at Buenos Ayres, the 19th of February, in the year of our Lord 1825.

JUAN GREGORIO DE LAS HERAS.

FRANCISCO DE LA CRUZ.

136.

Convention entre la Grande Brétagne et la Russie, concernant les limites de leurs possessions respectives sur la côte du nord-ouest de l'Amérique et la navigation de l'océan pacifique, conclue à Petersbourg le $\frac{16}{28}$ Février 1825.

(*The Times* 1825. May 17. No. 12, 656. *Annual register* 1825. *Publ. documents* p. 64.)

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of all the Russians being desirous of drawing still closer the ties of good understanding and friendship which unite them, by means of an agreement which may settle, upon the basis of reciprocal convenience, different points connected with the commerce, navigation, and fisheries of their subjects on the pacific ocean, as well as the limits of their respective possessions on the north-west coast of America, have named plenipotentiaries to conclude a convention for this purpose, that is to say — His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, the right honourable Stratford

Canning, a member of His said Majesty's most honourable privy council etc. and His Majesty the Emperor of all the Russians, the sieur Charles Robert Count de Nesselrode, His imperial Majesty's privy councillor, a member of the council of the empire, secretary of state for the department of foreign affairs etc., and the sieur Pierre de Poletica, His imperial Majesty's councillor of state etc., who after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and signed the following articles: — 1825

Art. I. It is agreed that the respective subjects of the high contracting parties shall not be troubled or molested, in any part of the ocean commonly called the pacific ocean, either in navigating the same, in fishing therein, or in landing at such parts of the coast as shall not have been already occupied, in order to trade with the natives, under the restrictions and conditions specified in the following articles.

Art. II. In order to prevent the right of navigating and fishing, exercised upon the ocean by the subjects of the high contracting parties, from becoming the pretext for an illicit commerce, it is agreed that the subjects of His Britannic Majesty shall not land at any place where there may be a Russian establishment, without the permission of the governor or the commandant, and on the other hand, that Russian subjects shall not land, without permission, at any british establishment on the north west coast.

Art. III. The line of demarcation between the possessions of the high contracting parties, upon the coast of the continent, and the islands of America to the north west, shall be drawn in the manner following: —

Commencing from the southermost point of the island called prince of Wales's island, which point lies in the pasallel of 54 degrees 40 minutes north latitude and between the 131st and the 133rd degree of west longitude (meridian of Greenwich), the said line shall ascend to the north along the channel

1825 called Portland channel, as far as the point of the continent, where it strikes the 56th degree of north latitude; from this last mentioned point the line of demarcation shall follow the summit of the mountains situated parallel to the coast, as far as the point of intersection of the 141st degree of west longitude (of the same meridian); and finally, from the said point of intersection, the said meridian line of the 141st degree in its prolongation as far as the Frozen Ocean, shall from the limit between the Russian and British possessions on the continent of America, to the north west.

Art. IV. With reference to the line of demarcation laid down in the preceding article, it is understood —

1st. That the island called Prince of Wales's Island shall belong wholly to Russia.

2nd. That wherever the summit of the mountains which extend in a direction parallel to the coast, from the 56th degree of north latitude to the point of intersection of the 141st degree of west longitude, shall prove to be at the distance of more than ten marine leagues from the ocean, the limit between the British possessions and the line of coast which is to belong to Russia, as above-mentioned, shall be formed by a line parallel to the windings of the coast, and which shall never exceed the distance of ten marine leagues therefrom.

Art. V. It is moreover agreed, that no establishment shall be formed by either of the two parties within the limits assigned by the two preceding articles to the possessions of the other: consequently, British subjects shall not form any establishment either upon the coast, or upon the border of the continent comprised within the limits of the Russian possessions, as designated in the two preceding articles, and, in like manner, no establishment shall be formed by Russian subjects beyond the said limits.

Art. VI. It is understood that the subjects of His Britannic Majesty, from whatever quarter they may arrive, whether from the ocean or from the interior of the continent, shall for ever enjoy the

right of navigating freely, and without any hindrance 1825
whatever, all the rivers and streams, which in their course towards the pacific ocean may crofs the line of demarcation upon the line of coast described in Art. III of the present convention.

Art. VII. It is also understood, that for the space of ten years from the signature of the present convention, the vessels of the two powers, or those belonging to their respective subjects, shall mutually be at liberty to frequent, without any hindrance whatever, all the inland seas, the gulfs, havens and creeks on the coast mentioned in article III for the purposes of fishing and of trading with the natives.

Art. VIII. The port of Sitka or Novo Archangelsk, shall be open to the commerce and vessels of British subjects for the space of ten years, from the date of the exchange of the ratification of the present convention. In the event of an extension of this term of ten years being granted to any other power, the like extension shall be granted also to Great Britain.

Art. IX. The abovementioned liberty of commerce shall not apply to the trade in spirituous liquors, in fire arms, or other arms, gunpowder or other warlike stores; the high contracting parties reciprocally engaging not to permit the abovementioned articles to be sold or delivered, in any manner whatever, to the natives of the country.

Art. X. Every British or Russian vessel navigating the pacific ocean, which may be compelled by storm or by accident to take shelter in the ports of the respective parties, shall be at liberty to refit therein, to provide itself with all necessary stores, and to put to sea again, without paying any other than port and light-house dues, which shall be the same as those paid by national vessels. In case however, the master of such vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expences, he shall conform himself to the regulations and tariffs of the place where he may have landed.

1825 Art. XI. In every case of complaint on account of an infraction of the present convention, the civil and military authorities of the high contracting parties, without previously acting or taking any forcible measure, shall make an exact and circumstantial report of the matter to their respective courts, who engage to settle the same, in a friendly manner, and according to the principles of justice.

Art. XII. The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London, within the space of six weeks, or sooner if possible.

In witnefs whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at St. Petersburgh, the 16th (28th) day of February, in the year of our Lord 1825.

Stratford Canning.
The Count of Nesselrode.
Pierre de Poletica.

137.

Convention de commerce et de navigation entre la Prusse et la Russie, signée à Berlin le $\frac{14\ Mars}{27\ Février}$ 1825.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1825. Nr. 8. p. 57.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

L'acte additionnel du $\frac{12}{7}$ Décembre 1818 n'ayant plus force de loi, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, sincèrement animés du désir de mettre à exécution les dispositions du traité de Vienne du $\frac{3\ Mai}{21\ Avril}$ 1815, relatives à la navigation et au com-

merce, et d'en faire ressentir les effets salutaires à 1825
leurs sujets respectifs, en y apportant les modifications mutuellement consenties, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Chretien Gonthier, Comte de *Bernstorff*, son ministre d'état, du cabinet et des affaires étrangères, chevalier des grands ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première classe de Russie; grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne de Hongrie; grand-cordon de la légion d'honneur de France; grand-collier de l'ordre de la Toison d'or et grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne; chevalier de l'ordre de l'Elephant et grand-croix de l'ordre de Dannebrog de Dannemarc; grand-croix de l'ordre de St. Ferdinand et du Mérite de Sicile; chevalier de l'ordre suprême de l'Annonciade de Sardaigne; grand-croix des ordres du Lion d'or de la Hesse électorale et du Mérite de la Hesse grand-ducale, de ceux de la Fidelité et de Zaehringue de Bade, et du Faucon blanc de Saxe-Weimar; et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur Paul, Baron de *Morenheim*, son chambellan et conseiller d'état actuel, en mission extraordinaire et spéciale près Sa Majesté le Roi de Prusse, chevalier des ordres de St. Stanislas de la première classe de Pologne, de St. Wladimir de la troisième classe de Russie, de l'Aigle rouge de la seconde classe en diamans de Prusse, commandeur de celui de Léopold d'Autriche; lesquels sont convenus des articles suivans:

Traitement réciproque des sujets,

Art. I. Les sujets prussiens en Russie et en Pologne, ainsi que les sujets russes et polonois en Prusse, seront constamment considérés et traités dans leurs relations de commerce, à l'égal des sujets indigènes. Il est entendu que les sujets prussiens en Russie et en Pologne, ainsi que les sujets russes et polonois en Prusse, se soumettront aux lois et aux règlemens commerciaux du pays.

1825 Art. II. Dans tous les cas où les sujets des deux hautes parties contractantes trouveroient avantageux de vendre leurs marchandises dans les villes de l'autre domination à quelqu'un qui ne seroit pas bourgeois des dites villes, ils seront obligés de se servir de l'entremise d'un négociant bourgeois, conformément aux lois et aux règlemens commerciaux en vigueur.

Art. III. Les droits d'entrepôt, de rompre-charges, d'étapes et autres droits et privilèges onéreux de pareille nature actuellement abolis dans les villes et ports des deux dominations, ne peuvent pas être rétablis à la charge des sujects respectifs.

Navigation.

Art. IV. Pour ce qui concerne la navigation des fleuves et rivières dans les états respectifs, le flottage, l'usage des chemins de hallage, des écluses et canaux tant de ceux qui existent déjà que de ceux qui pourroient être construits à l'avenir; les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes seront traités dans les états de l'autre exactement sur le même pied que les indigènes.

Art. V. La navigation de la Vistule, du Niemen et de leurs affluens est déclarée libre de droits. Ceux à percevoir au passage des canaux, ponts, écluses et autres constructions de cette nature, seront affichés dans les lieux de perception.

Approvisionnement des bateliers.

Art. VI. Il sera réciproquement libre aux bateliers d'importer francs de droits sur leurs embarcations les approvisionnemens nécessaires pour l'entretien de l'équipage. A l'entrée des états respectifs des deux gouvernemens, le patron du bâtiment exhibera une déclaration spéciale de ceux de ses approvisionnemens qui sont sujets à imposition. On comptera par jour pour chaque homme de l'équipage deux livres de pain ou de gruau, ou bien un trente-deuxième de boisseau de lentilles ou de fèves, un demi-quart de livre de viande sechée ou fumée. On ajoutera au tems requis pour le voyage et le retour du bâtiment un espace de tems de trois semaines pour son séjour au lieu de sa destination. Révision faite un double de cette décla-

ration sera délivré au patron du bâtiment pour lui servir de légitimation, tant au lieu de sa déstination que pendant la route. 1825

Commerce.

Art. VII. Les deux hautes parties contractantes reconnoissent toute l'étendue des avantages qu'assureroit l'adoption du principe d'un commerce parfaitement libre, et qui, dans aucune de ses branches, ne seroit frappé de droits équivalens à des prohibitions. Des circonstances impérieuses s'opposant néanmoins à l'application immédiate et complète de ce principe salutaire, les deux puissances pour ne laisser aucun doute sur leurs intentions bienveillantes, sont convenues des dispositions énoncées dans les articles ci-après.

Exportation.

Art. VIII. Les gouvernemens respectifs se réservent de statuer, chacun selon le système qui regit son commerce, sur ce qui concerne l'exportation par les frontières, qui séparent leurs états. S'il arrivait cependant que l'exportation d'une marchandise ou denrée, permise aujourd'hui, fut prohibée par la suite, ou imposée d'un droit plus haut, on aura égard d'après le principe d'une stricte équité aux contrats, qui auroient été passés en bonne et due forme entre les sujets respectifs antérieurement à cette prohibition ou à la nouvelle augmentation de droit.

Importation.

Art. IX. Quant à l'importation, le commerce des états des deux hautes parties contractantes sera traité d'après les dispositions générales des tarifs respectivement en vigueur pendant la durée de la présente convention. Ne pourront être invoquées les stipulations spéciales énoncées dans les conventions particulières conclues ou à conclure de part et d'autre avec une puissance étrangère.

Bleds.

Art. X. Les bleds de Russie et de Pologne, importés par la Vistule et le Niemen, ne seront grévés que des droits suivans à acquitter à leur entrée:

1825 a. par boisseau (Scheffel) mesure de Berlin soit de froment, soit de légumes secs ou autres grains non spécifiés au § suivant b, pour consommation et transit 2 Silbergr. ou quatre écus par Last (60 Schfl.)

b. par boisseau (Scheffel) même mesure, de seigle, orge et avoine, en transit seulement ½ Silbergr. ou un écus par Last (60 Schfl.).

Les grains sub a, pourront être débités par Last pour la consommation dans l'intérieur, sans autre redevance ni imposition quelconque soit directe, soit indirecte, au profit du fisc, depuis les points de déclaration de Thorn et Schmalleninken dans toutes les villes sur la Vistule et le Niemen, jusque et y compris les ports de Danzig, Elbing, Königsberg et Memel. S'ils entrent dans la Brahe, ils seront soumis aux droits généraux de consommation, déduction faite de ce qui aura été payé à leur entrée dans la Vistule. Les grains sub b, ne pourront être vendus, dans la traversée indiquée ci-dessus et les quatre ports susmentionnés, qu'en autant que les droits généraux de consommation en auront été acquittés soit à la frontière, soit à une douane intérieure (Steueramt), le seul cas de réexportation excepté. Les propriétaires de ce bled seront tenus à déposer caution, soit en argent, soit en effets valables, pour la différence entre les droits de consommation et ceux de transit, caution qui leur sera réstituée aussitôt que ces bleds auront été consignés ou vendus à un négociant bourgeois, qui dans ce cas répondra uniquement au gouvernement, ou de leur réexportation, ou de l'acquittement des droits de consommation.

Art. XI. L'on acquittera pour les bleds importés par tout autre point de la frontière prussienne, les droits généraux du tarif prussien en vigueur pendant la durée de la présente convention, pour les sept provinces orientales. De même il sera payé pour les bleds importés de Prusse en Russie et en Pologne les droits généraux des tarifs russe et polonois. Dans le royaume de Pologne les droits sur les bleds prussiens n'excederont pas ceux, qui seront acquittés en Prusse pour les bleds polonois.

Douanes. 1825

Art. XII. En Russie les douanes de Jourbourg et de Polangen sont declarées douanes de première classe et autorisées à recevoir et à expédier tous les objets dont l'importation n'est ou ne sera pas généralement prohibée par les tarifs en vigueur, à l'exception du rum, de l'arac ou rac, des eaux de vie, des draps, demidraps et casimirs. L'importation des marchandises non prohibées généralement se fera au même taux et sous les mêmes conditions que les lois du pays établissent pour l'importation de ces marchandises dans les ports de la baltique. Si quelque nouvelle prohibition générale devoit avoir lieu dans l'empire de Russie, il est entendu qu'elle seroit applicable aux douanes de Jourbourg et de Polangen.

Art. XIII. Entre la Prusse et le royaume de Pologne seront établies les douanes de première classe (Hauptzollämter) dont la liste suit:

en Prusse	en Pologne
Schmalleninken.	Kucharskini.
Stallupöhnen.	Wirballen.
Johannisbourg.	Kollno.
Neidenbourg.	Mlawa.
Thorn.	Leibitsch polonois.
	Nieszawa.
	Sluzewo.
Strzalkowo.	Slupce.
Pogorcelice.	Peisern.
Podkoje près Skalmierzyce.	Kalisz.
Podciomze.	Wieruszow.
Landsberg.	Prauska.

Art. XIV. Les douanes de première classe dans le royaume de Pologne seront autorisées à laisser entrer tous les objets dont l'importation n'est ou ne sera pas généralement prohibée par les tarifs du dit royaume.

Art. XV. Les autorités administratives des gouvernemens respectifs s'entendront dans l'intervalle de trois mois, à compter du jour de l'échange des ratifications de la présente convention, sur l'établissement d'un nombre suffisant de douanes de seconde

1825 classe, sur les frontières de Prusse et de Pologne. Les deux gouvernemens se réservent de donner à ces douanes des attributions propres à faciliter le petit trafic et nommement le trafic journalier des lieux limitrophes. On exceptera dans cette vue de tout droit d'entrée et de consommation les objects suivans: herbage, foin, paille, légumes frais, chicorée fraiche (rohe Cichorien) raves et ravets, volaille et menu gibier frais de toute espèce, poissons frais, oeufs et lait, bois de chauffage voituré, bois non ouvré du pays non destiné à être embarqué, rammilles et balais, osiers, joncs ou roseaux, sable, argile, marne, tourbe, fruits frais.

Communications limitrophes.

Art. XVI. De même on facilitera autant que possible les communications entre les habitans respectifs de la frontière entre la Prusse et la Pologne, qui sont dans le cas de se rendre pour affaires, ou pour visiter les foires, sur le territoire de l'autre état. Les ponts et chemins vicinaux reconnus nécessaires seront, à cet effet, mis en bon état et entretenus avec le soin requis. Le gouvernement prussien et le gouvernement polonois se réservent néanmoins de convenir d'un règlement de police administrative qui déterminera ces relations, ainsi que les communications des habitans des propriétés coupées par la frontière, de manière à prevenir tout abus.

Transit.

Art. XVII. Toutes les marchandises qui seront importées en Prusse par la frontière orientale, depuis la mer baltique près Memel jusqu'à et y compris la Vistule, pour être exportées par les ports de Danzig, Elbing, Königsberg et Memel, ou qui seront importées par ces ports pour être exportées par la dite frontière orientale seront uniquement soumises aux droits établis dans le tarif ci-annexé en langue allemande.

Art. XVIII. Toutes les marchandises importées par les frontières orientales de la Prusse depuis et non compris la Vistule jusqu'au territoire de la ville libre de Cracovie, pour être exportées par les frontières maritimes et occidentales et vice versa, ne

seront possibles au maximum que des droits de transit fixés par le tarif général du 29 Décembre 1824. Les objets qui se trouvent soumis au taux général d'un demi écu par quintal brut seront seuls exceptés de cette stipulation. 1825

Art. XIX. Le transit par le royaume de Pologne restera entièrement libre et exempt de droits, dans toutes les directions établies ou à établir, soit que les objets de commerce traversent ce pays pour rentrer en Prusse, ou qu'ils soyent dirigés vers d'autres points des frontières polonoises.

Art. XX. Les gouvernemens de Prusse, de Russie et de Pologne se réservent d'adopter les mesures convenables pour empêcher que les objets déclarés en transit ne soyent débités pour la consommation.

Art. XXI. Quant au transit sur la route de Brody à Odessa, les dispositions de l'oucase du $\frac{26}{14}$ Août 1818 restent en vigueur.

Consuls.

Art. XXII. Afin que les consuls et agens commerciaux des puissances respectives puissent veiller à l'exécution de la présente convention, il leur sera désigné l'autorité avec laquelle ils se trouveront en rapport, dans les lieux de leur résidence et qui sera chargée d'accueillir les réclamations, qu'en vertu de leurs attributions ils lui adresseroient.

Durée de la convention.

Art. XXIII. La durée de la présente convention est fixée à neuf ans, à partir de l'époque de l'échange des ratifications. Six mois avant l'expiration de ce terme les deux hautes parties contractantes conviendront de sa prolongation, s'il y a lieu. Il est entendu que dans le cas contraire ou ne s'en tiendra pas moins aux principes qui ont présidé aux stipulations du traité signé à Vienne le $\frac{5 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 relatives à la navigation et au commerce.

1825 *Ratifications.*

Art. XXIV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines ou plutôt, si faire se peut.

Fait et signé à Berlin le $\frac{\text{14 Mars}}{\text{27 Fevrier}}$ 1825.

Le Comte de Bernstorff.
Le Baron de Mohrenheim.

Cette convention a été ratifiée et les ratifications en ont été échangées le 17 Avril 1825.

138.

Traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et les Etats Unis de l'Amérique centrale, signé à Bogota le 15 Mars 1825, ratifié par le vice-president et le congrès de Colombie le 12 Avril 1825.

(*Neueste Staatsakten und Urkunden.* Bd. 1. Heft 4. p. 363.)

Im Namen Gottes, des Urhebers und Gesetzgebers des Weltalls.

Die Republik von Columbia und die Vereinigten Staaten von Central-America, aufrichtig wünschend den Leiden des Krieges ein Ende zu setzen, in den sie mit der Regierung Sr. katholischen Majestät, des Königs von Spanien, verwickelt sind; und beiderseitig geneigt alle ihre Land- und Seemacht zu vereinigen, um dadurch ihre angenommenen Grundsätze im Kriege und im Frieden zu bethätigen, — sind übereingekommen, einen Allianz-, Einigkeits- und

immerwährenden Conföderations-Tractat abzuschliefsen, 1825
welcher geeignet ist, beiden Staaten auf beständig die Vortheile der Freiheit und Unabhängigkeit zuzusichern. Diesen heilsamen Gesichtspunct vor Augen habend, hat der Vicepräsident der Columbischen Republik, in Ausübung der executiven Gewalt, den Herrn Pedro Gual, Staatssecretär der auswärtigen Angelegenheiten der gedachten Republik, und die ausübende Gewalt der Vereinigten Staaten von Central-America, den Doctor Pedro Mallina, ihren aufserordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Minister bei der gedachten Republik, mit den gehörigen Vollmachten versehen; und beide Bevollmächtigte sind, nachdem sie ihre Specialvollmachten in gehöriger Form ausgewechselt haben, über die folgenden Artikel übereingekommen:

§. 1. Die beiderseitigen Mächte vereinigen sich im Krieg und Frieden dahin, vermittelst ihres Einflusses und ihrer Land- und Seemacht, ihre Unabhängigkeit von der spanischen Nation und jeder andern fremden Macht aufrecht zu halten und dadurch ihre beiderseitige Glückseligkeit und gutes Einverständnifs, nicht nur zwischen ihren eignen Völkern und Bürgern, sondern auch mit jeder andern Regierung, mit der sie in Verhältnifs treten mögen, zu befestigen.

§. 2. Beide Mächte versprechen sich eine beständige und dauernde Freundschaft, so wie einen beständigen und dauernden Beistand in der Vertheidigung ihrer Unabhängigkeit und Freiheit. Sie geloben sich wechselseitig zu Hülfe zu kommen bei feindlichen Angriffen und Invasionen, welche auf irgend eine Weise ihre politische Existenz bedrohen könnten.

§. 3. Zu dem Ende macht sich die Republik Columbia verbindlich, den Vereinigten Staaten von Central-America mit ihrer disponiblen Land- und Seemacht (deren Zahl oder Äquivalent bei der demnächst zu erwählenden Versammlung von Bevollmächtigten — S. §. 15. — näher bestimmt werden soll,) zu Hülfe zu kommen.

§. 4. Die Vereinigten Staaten von Central-America wollen auf dieselbe Weise der Republik Colom-

1825 bia mit ihrer disponiblen Land- und Seemacht (deren Zahl oder Äquivalent in der nämlichen Versammlung festzusetzen ist) Hülfe leisten.

§. 5. Beide contrahirende Theile garantiren sich wechselseitig die Integrität ihrer Besitzungen gegen die Unternehmungen oder Invasionen der Unterthanen des Königs von Spanien oder seiner Anhänger, in demselben Zustande, wie sie vor dem Ausbruche des gegenwärtigen Unabhängigkeits-Krieges sich befanden.

§. 6. Deshalb soll es denn auch, im Fall eines plötzlichen Einfalls, beiden Theilen frei stehen, auf dem Territorium des Angegriffenen feindlich zu verfahren, wenn nämlich die augenblicklichen Umstände die nähern Verabredungen mit der angegriffenen Regierung unmöglich machen: aber derjenige Theil, der also verfährt, soll die Statuten, Einrichtungen und Gesetze des Landes, in das ihn die Umstände versetzen, respectiren, und dafür sorgen, dafs die Landesregierung respectirt und ihr Gehorsam geleistet werde. Die Ausgaben, welche solche Operationen veranlassen, sollen durch besondere Übereinkunft ersetzt, und die Liquidation soll ein Jahr nach der Beendigung des Krieges regulirt werden.

§. 7. Beide Theile machen sich verbindlich die Grenzen der respectiven Staaten zu achten, so wie sie jetzt bestehen. Es soll durch eine besondere Convention auf freundschaftliche Weise die genaue Grenzlinie ausgemittelt werden.

§. 8. Um diese Grenzangelegenheiten zu einem erfreulichen Ende zu bringen, soll es beiden Theilen frei stehn, Commissarien zu ernennen, welche die Grenzen bereisen, Karten aufnehmen, und die Separationslinie bestimmen, ohne dafs die Local-Autoritäten diesem Geschäft Hindernisse in den Weg legen. Es sollen selbige vielmehr dazu jede hülfreiche Hand leisten, wenn die Commissarien die ihnen von den respectiven Regierungen ertheilten Pässe vorzeigen.

§. 9. Da die contrahirenden Theile wünschen, allen den Übeln vorzubeugen, welche von der Ansiedelung nicht autorisirter Abentheurer auf der Mosquito-Küste entstehen könnten, so vereinigen sie

sich dahin, ihre Land- und Seemacht gegen Jedes 1825
Individuum zu gebrauchen, welches es unternehmen möchte, Etablissements auf der gedachten Küste zu gründen, ohne vorher die Erlaubnifs derjenigen Regierung nachzusuchen, in deren Territorium die beabsichtigte Colonie etablirt werden soll.

§. 10. Die Bewohner beider Staaten sollen freien Ein- und Ausgang in und aus den respectiven Ländern und Städten haben, auch darin alle Rechte und Handelsfreiheiten geniefsen. Sie sollen nur den Abgaben und Restrictionen unterworfen sein, welche die Bürger und Einwohner des andern Staats selbst zu bezahlen haben.

§. 11. Ihre Schiffe und Ladungen, eigene oder fremde Waaren führend, und einregistirt in den Zollregistern, sollen nur die bestehenden Ein- oder Ausfuhr-, Anker- und Tonnengelder erlegen, die von den Landesbewohnern erlegt werden.

§. 12. Sie sollen (Kriegs- oder Kauffartheischiffe) in den respectiven Häfen, mit allem, was Reparation, Provision, Bewaffnung oder Vermehrung der Mannschaft betrifft, vollständig versehen werden, wenn es ihr Bedürfnifs erfordert. Die Kosten sollen aber von demjenigen Staat oder denjenigen Individuen getragen werden, dem oder denen solche versorgte Schiffe gehören.

§. 13. Zur Abstellung der scandalösen Mifsbräuche, welche Kaper in der hohen See, zum wesentlichen Schaden des National- und neutralen Handels begehen, ist verabredet, dafs die Jurisdiction der Marinegerichtshöfe beider Staaten sich auf die Schiffe beider Nationen ausdehnen soll, wenn Hindernisse eintreten, die es unmöglich machen, dafs ein solcher Kaper unter sein gewöhnliches Gericht gestellt wird, oder wenn er Excesse gegen Schiffe neutraler Mächte verübt hat, mit denen beide Staaten gutes Vernehmen und Harmonie zu unterhalten wünschen.

§. 14. Alle Deserteurs von der Armee oder auch von Kauffahrern, die von einem Staat zu dem andern laufen, sollen sogleich demjenigen Gerichte ausgeliefert werden, in dessen Sprengel der Ausgetretene ertappt wird; nachdem sein Chef, Kommandeur oder Kapitain Beschwerde gegen ihn erhoben.

1825 §. 15. In der Absicht, die Bande enger zu knüpfen, welche beide Länder verbinden, soll ein aus zwei Bevollmächtigten jeder Parthei bestehender Congrefs statt finden; nach derselben Bestimmung und Form, welche, nach dem eingeführten Gebrauch, bei der Ernennung von Ministern von gleichem Rang in Anwendung gebracht werden.

§. 16. Beide Theile machen sich anheischig, ihre bona officia bei den Regierungen der andern Staaten von America, die vormals zu Spanien gehörten, dahin anzuwenden, dafs sie diesem Vertrag der Einigkeit und beständiger Conföderation beitreten.

§. 17. Sobald dieser grofse und wichtige Zweck erreicht ist, soll eine Generalversammlung der americanischen Staaten gehalten werden, die aus Bevollmächtigten von Allen zusammengesetzt ist, um auf solidere Weise die innigen Verhältnisse zu befestigen, welche, wie es so wünschenswerth ist, zwischen allen bestehen, und allen als ein grofser Rath in Streitsachen, als ein Vereinigungspunct bei gemeinshaftlichen Gefahren und als eine schiedsrichterliche Abhülfe bei entstehenden Differenzen dienen soll.

§. 18. Dieser Allianz- und Conföderationstractat soll keineswegs der Ausübung der National-Souverainität irgend einer der contrahirenden Theile im Wege stehen, oder dessen Gesetze und Verfassungen, oder seine Verhältnisse mit fremden Mächten verändern. Aber es wird ausdrücklich stipulirt, durchaus keine Forderungen von Entschädigung, Tribut oder andere Forderungen anzuerkennen oder zuzugestehen, welche die spanische Regierung für den Verlust ihrer alten Oberherrschaft über diese Länder aufstellen möchte oder könnte. Es sollen dergleichen Forderungen eben so wenig andern zugestanden werden, welche sie im Namen der spanischen Regierung machen würden. Endlich soll kein Staat mit Spanien oder irgend einer andern Nation einen Tractat abschliefsen dürfen, welcher dem Princip der Unabhängigkeit im mindesten nachtheilig oder schädlich sein könnte. Die Contrahenten wollen sich in dieser Beziehung stets mit der Würde und Kraft freier, unabhängiger und verbundener Nationen unterstützen.

§. 19. In Betracht, dafs der Isthmus von Panama, als ein integrirender Theil von Columbien, sich an

besten für eine solche hohe Versammlung eignet, 1825
macht sich die Columbische Republik verbindlich, den bevollmächtigten Ministern, welche diesen americanischen Bundestag bilden, mit allen den Gefälligkeiten zuvorzukommen, welche eine, zwischen brüderlichen Staaten natürliche Gastfreundschaft, und der geheiligte und unverletzliche Character der ihn bildenden Gesandten erforderlich macht.

§. 20. Die Vereinigten Staaten von Central-America machen sich gleichfalls anheischig, dem gedachten Bundestag auf ihrem Territorium den erforderlichen Aufenthalt willig einzuräumen und ihm dieselben Gefälligkeiten zu erweisen, wenn Kriegsconjuncturen oder der Beschlufs der Mehrheit der americanischen Staaten dafür stimmen sollte, sich auf dem Territorium der Staaten zu versammeln.

§. 21. Wenn einer der contrahirenden Theile aus den vorhergehenden Stipulationen besondern Nutzen zu ziehen im Stande ist, so soll solcher nur als eine Compensation für die Verbindlichkeiten betrachtet werden, die er in dem gegenwärtigen Tractat übernommen hat.

§. 22. Der gegenwärtige Tractat soll von dem Präsidenten oder Vicepräsidenten von Columbien, unter Zustimmung des columbischen Congresses, binnen 30 Tagen, und von der Regierung der Vereinigten Staaten von Central-America, sobald als es die Entfernung erlaubt, ratificirt werden. Die Auswechselung der Ratificationen soll in der Stadt Guatimala statt finden, binnen sechs Monaten vom heutigen Dato oder früher, wenn es möglich ist. Dessen zu Urkunde haben wir, die Bevollmächtigten von Columbien und von Central-America, den gegenwärtigen Tractat unterzeichnet und besiegelt, in der Stadt Bogota, den 15ten März im Jahre des Herrn 1825; im 15ten der Unabhängigkeit von Columbien und im 5ten der Unabhängigkeit der vereinigten Provinzen von Central-America.

Pedro Gual. Pedro Mallina.

139.

1825 *Note addressée par Mr. Canning, premier secrétaire d'état pour les affaires étrangères de S. M. Britannique à Mr. le chevalier de los Rios, ministre plénipotentiaire de S. M. Catholique, concernant la reconnoissance de l'indépendance de plusieurs pays de l'Amérique éspagnole; datée du 25 Mars 1825.*

(*The Times* 1825. November 10. No. 12, 807.)

The undersigned, His Majesty's principal secretary of state for foreign affairs, is commanded by his sovereign to deliver to the Chevalier de los Rios, for the purpose of being transmitted to his court, the following reply to the official note adressed by his Excellency Mr. Zea, to His Majesty's chargé d'affaires at Madrid on the 21st of January.

So large a portion of the official note of Mr. Zea was founded upon a denial of the facts which had been reported to the British government with respect to the state of the several countries of Spanish America, and upon an anticipation of events expected by the court of Spain to take place in those countries, by which the credibility of the reports, transmitted to the British government would be effectually disproved, that it has been thought advisable to await the issue of the expected events in Spanish America rather than to confront evidence with evidence, and to discuſs probabilities and conjectures. Of that decisive issue, at it appears to be, the undersigned is directed to say, that it is a great satisfaction to the British government that it had actually taken place before the intention of the British government towards

Spanish America were announced. Those intentions 1825
therefore, cannot possibly have had the slightest influence upon the result of the war in Peru.

With this single observation the undersigned is directed to pafs over all that part of Mr. Zea's note, which turns upon the supposed incorrectnefs of the information on which the decision of the British government was founded.

The questions which remain to be examined are, whether in treating with *de facto* governments, now established beyond the danger of any external assailment, Great Britain has violated either any general principle of international law, or any positive obligation of treaty.

To begin with the latter, as the most specific accusation. Mr. Zea brings forward repeatedly the general charge of violated treaties; but as he specifies only two, that of 1809 and that of 1814, it may be presumed that he relies on them alone to substantiate his charge.

First as to the treaty of 1809.

That treaty was made at the beginning of the Spanish struggle against France, and was directed wholly, and in terms not to be misapprehended, to the circumstances of the moment, at which it was made. It was a treaty of peace, putting an end to the war in which we had been since 1804 engaged with Spain. It is exprefsly described in the first article as a treaty of "alliance during the war" in which we were engaged jointly with Spain against France. All the stipulations of the treaty had evident reference to the declared determination of the then ruler of France to uphold a branch of his own family upon the throne of Spain and of the Indies; and they undoubtedly pledged us to Spain not to lay down our arms until that design should be defeated in Spain, and the pretension altogether abandoned as to America — a pledge which it is not, and cannot be, denied that Great Britain amply redeemed. But those objects once accomplished, the stipulations of the treaty were fulfilled, and its obligations necessarily expired, together with the matter to which they related.

1825 In effect, at the happy conclusion of the war in the Peninsula and after the restoration, by British assistance of His Catholic Majesty to the throne of his ancestors, the treaty of 1809 was replaced by the treaty of 1814. And what does that treaty contain? First, the expression of an earnest wish on the part of His Majesty, that Spanish America may be reunited to the Spanish Monarchy; and secondly, an engagement to prohibit British subjects from supplying the Spanish Americans with munitions of war. This engagement was instantly carried into effect by an order in council of 1814. And in furtherance of the like object, beyond the obligation of the treaty, an act of Parliament was passed in 1819, prohibiting the service of British subjects in the ranks of the resisting colonies.

That the wish expressed in the treaty was sincere, the proof is to be found not only in the measures above-mentioned, but in the repeated offers of Great Britain to mediate between Spain and her colonies. Nor were these offers of mediation, as Mr. Zea alleges, uniformly founded on the single basis of the admission by Spain of the independence of the Spanish provinces.

Years had elapsed and many opportunities had been missed of negociating on better terms for Spain, before that basis was assumed to be the only one on which negociation could be successfully opened.

It was not assumed in 1812, when our mediation was offered to the Cortes.

It was not assumed in 1815, when Spain asked our mediation, but refused to state the terms which she was willing to agree.

It was not assumed in 1818, in the conferences of Aix-la-Chapelle, in which conferences the question of an arrangement between Spain and her Americas was for the first and last time discussed between the great powers of Europe.

After the silence indeed, which Spain observed as to the opinion of the powers, assisting at those conferences, when laid before her, two things be-

came perfectly clear; the first, that Spain had at that time no serious intention of offering any terms, such as the Spanish American provinces were likely to accept; the second, that any subsequent reference of the subject to a congrefs must be wholly fruitlefs and unsatisfactory. From that time forth, Great Britain abstained from stirring the subject of negociation with the colonies, till, in the month of May 1822, Spain spontaneously announced to Great Britain that she had measures in contemplation for the pacification of her Americas on a basis entirely new, which basis, however, was not explicitly described. 1825

In answer to that notification, Spain was exhorted by Great Britain to hasten, at much as possible, her negociation with the colonies, as the course of events was evidently so rapid as not to admit of a much longer delay; but no suggestion was even then brought forward by Great Britain as to the adoption of the basis of independence.

The first suggestion of that basis came, in fact, from the government of Spain itself in the month of November 1822, when the British minister at Madrid received an intimation that the Cortes meditated opening negociations with the colonies on the basis of colonial independence; negociations which were in fact subsequently opened, and carried to a succefsful termination, with Buenos Ayres, though they were afterwards disavowed by His Catholic Majesty.

It was not till after the last-mentioned communication from the Spanish government, that Great Britain expressed the opinion which she entertained of the hopelefsnefs of negociating upon any other basis than that then first suggested by the Spanish government.

This opinion stated (as has been said) in the first instance confidentially to Spain, was nearly a twelvemonth afterwards — that is to say, in the month of October 1823 — mentioned by the undersigned in a conference with the french ambassador in London, the substance of which conference was communicated to Spain and to the other powers. It was repeated

1825 and enforced in the despatch from the undersigned to Sir Wm. A'Court, in January 1824.

Nothing therefore, can be less exact than the supposition that Britain has uniformly put forward the basis of independence as the *sine qua non* condition of her counsel and assistance to Spain in negociating with her colonies.

To come now to the second charge against Great Britain the alleged violation of general international law. Has it ever been admitted as an axiom, or ever been observed by any nation or government as a practical maxim, that no circumstances and no time should entitle a *de facto* government to recognition? or should entitle third powers, who may have a deep interest in defining and establishing their relations with a *de facto* government to do so?

Such a proceeding on the part of third powers undoubtedly does nos decide the question of right against the mother country.

The Netherlands had thrown off the supremacy of Spain long before the end of the 16th century; but that supremacy was not formally renounced by Spain till the treaty of Westphalia in 1648. Portugal declared in 1640 her independence of the Spanish Monarchy; but is was not till 1668 that Spain by treaty acknowledged that independence.

During each of these intervals the abstract rights of Spain may be said to have remained unextinguished. But third powers did not in either of these instances wait the slow conviction of Spain, before they thought themselves warranted to establish direct relations, and even to contract intimate alliances with the republic of the United Netherlands, as well as with the new monarchy of the house of Braganza.

The separation of the Spanish colonies from Spain has been neither our work nor our wish. Events in which the British government had no participation, decided that separation — a separation which we are still of opinion might have been averted if our counsels had been listed to in time. But out of the separation grew a state of things, to

which it was the duty of the British government 1825
(in proportion as it became the plain and legitimate interest of the nation whose welfare is committed to its charge) to conform its measures, as well as its language, not hastily and precipitately, but with due deliberation and circumspection.

To continue to call that a possession of Spain, in which all Spanish occupation and power had been actually extinguished and effaced, could render no practical service to the mother country; but it would have risked the peace of the world. For all political communities are responsible to other political communities for their conduct — that is, they are bound to perform the ordinary international duties and to afford redress for any violation of the rights of others by their citizens or subjects.

Now either the mother country must have continued responsible for acts over which it could no longer exercise the shadow of a control, or the inhabitants of those countries, whose independent political existence was, in fact, established, but to whom the acknowledgment of that independence was denied, must have been placed in a situation in which they were either wholly irresponsible for all their actions, or were to be visited for such of those actions as might furnish ground of complaint to other nations with the punishment due to pirates and outlaws.

If the former of these alternatives, — the total irresponsibility of unrecognized states — be too absurd to be maintained, and if the latter, the treatment of their inhabitants as pirates and outlaws, be too monstrous to be applied for an indefinite length of time to a large portion of the habitable globe, no other chance remained for Great Britain, or for any country having intercourse with Spanish American provinces, but to recognize, in due time, their immediate existence as states, and thus to bring them within the pale of those rights and duties which civilized nations are bound mutually to respect, and are entitled reciprocally to claim from each other.

1825 The example of the late revolution in France, and of the ultimate happy restoration of His Majesty Louis XVIII, is pleaded by Mr. Zea in illustration of the principle of inextinguishable right in a legitimate sovereign; and of the respect to which that right is entitled from all foreign powers; and he calls upon Great Britain, in justice to her own consistency, to act with the same reserve towards the new states of Spanish America, which she employed so much to her honour towards revolutionary France.

But can Mr. Zea need be reminded that every power in Europe, and specifically Spain amongst the foremost, not only acknowledged the several successive governments *de facto*, by which the house of Bourbon was first expelled from the throne of France, and afterwards kept for near a quarter of a century out of possession of it, but contracted intimate alliances with them all; and above all, with that which Mr. Zea justly describes as the strongest of *de facto* governments, the government of Buonaparte; against whom, not any principle of respect for the rights of legitimate monarchy, but his own ungovernable ambition, finally brought combined Europe into the field?

There is no use in endeavouring to give a specious colouring to facts, which are now the property of history.

The undersigned is therefere compelled to add, that Great Britain herself cannot justly accept the praise which Mr. Zea is willing to adscribe to her in this respect, nor can she claim to be altogether exempted from the general charge of having treated with the powers of the french revolution.

It is true indeed, that up to the year 1796, she abstained from treating with revolutionary France, long after other powers of Europe had set her the example. But the reasons alledged in Parliament and in state papers for that abstinence was the unsettled state of the french government. And it cannot be denied that both in 1796 and 1797 Great Britain opened a negociation for peace with the directory of France — a negociation, the favourable conclusion

of which would have implied a recognition of that 1825
form of government; that in 1801 she made peace with the consulate; that if in 1806 she did not conclude a treaty with Buonaparte, Emperor of France, the negociation was broken off, merely on a question of terms; and that if from 1808 to 1814, she steadily refused to listen to any overtures from France, she did so declaredly and notoriously on account of Spain alone, whom Buonaparte pertinaciously refused to admit as party to the negociation.

Nay, further it cannot be denied that even in 1814, the year in which the Bourbon dynasty was eventually restored, peace would have been made by Great Britain with Buonaparte if he had not been unreasonable in his demands; and Spain cannot be ignorant that even after Buonaparte was set aside, there was question among the allies of the possible expediency of placing some other than a Bourbon on the throne of France.

The appeal therefore, to the conduct of the powers of Europe and even to that of Great Britain herself, with respect to the french revolution, does but recal abundant instances of the recognition of *de facto* governments by Great Britain, perhaps later and more reluctantly than by others, but by Great Britain herself, however reluctant, after the example set to her by other powers of Europe and especially by Spain.

There are two other points in Mr. Zea's note which appear to call for particular attention.

Mr. Zea declares that the King of Spain will never recognize the new states of South America, and that His Majesty will never cease to employ the force of arms against his rebellious subjects in that part of the world.

We have neither the pretension nor the desire to control His Catholic Majesty's conduct; but this declaration of Mr. Zea comprises a complete justification of our conduct in having taken the opportunity, which to us seemed ripe, for placing our relations with the new states of America on a definite

1825 footing. For this declaration plainly shows that the complaint against us is not merely as to the mode or the time of our advances towards those states; it shows that the dispute between us and Spain is not merely as to the question of fact, whether the internal condition of any of those states be such as to justify the entering into definite relations with them; that it was not merely a reasonable delay for the purpose of verifying contradictory reports, and of affording opportunity for friendly negociation, that was required of us; it shows that no extent of forbearance on our part would have satisfied Spain, and that, defer our advances towards the new states, as long as we might, we should still have had to make them without the consent of Spain; for that Spain is determined against all compromise, under any circumstances and at any time, and is resolved upon interminable war with her late colonies in America.

Mr. Zea concludes with declaring that His Catholic Majesty will protest, in the most solemn manner, against the measures announced by the British government as violating existing treaties and the imprescriptible rights of the throne of Spain.

Against what will Spain protest?

It has been proved that no treaties are violated by us; and we admit that no question of right is decided by our recognition of the new states of America.

But if the argument on which this declaration is founded be true, it is eternal; and the offence of which we are guilty in placing our intercourse with those countries under the protection of treaties is one of which no time and circumstance could, in the view of Spain, have mitigated the character.

Having thus entered with great pain and unwillingness into the several topics of Mr. Zea's note, the undersigned is directed, in conclusion, to express the anxious hope of his government, that a discussion, now wholly without object, may be allowed here to close. The undersigned is directed to declare to the spanish minister, that no feeling of ill-will

or even of indifference to the interests of His Catholic Majesty has prompted the steps which His Majesty's government has taken — that His Majesty still cherishes an anxious wish for the welfare of Spain — and that His Majesty still retains the disposition, and commands the undersigned again to renew to His Catholic Majesty's government the offer, to employ His Majesty's good offices for the bringing about of any amicable arrangments which may yet be practicable between His Catholic Majesty and the countries of America which have separated themselves from Spain. 1825

(Signed) Geo. Canning.

140.

Convention supplémentaire entre la Bavière et le Wurtemberg, concernant la tutelle des mineurs possessionés dans l'un et l'autre royaume, signée à Munic le 8 Mars 1825.

(*Regierungs- und Intelligenzblatt für das Königreich Baiern* 1825. No. 55.)

Da sich wegen Bevormundung derjenigen Minderjährigen, welche zugleich in Baiern und Würtemberg Vermögen besitzen, einige Zweifel ergeben haben, die durch den Inhalt des am 7ten Mai 1821 zwischen beiden Staaten geschlossenen Jurisdictions-Vertrags nicht ganz bestimmt zu heben waren, so ist man beiderseits über folgende Artikel nachträglich übereingekommen.

Art. I. Wenn jemand, der im Königreiche Baiern und im Königreiche Würtemberg zugleich Vermögen besitzt (es sei ein Mann oder eine Frau, welche als Wittwe vermöge der Güter-Gemeinschaft

1825 schlossenen Jurisdictions-Vertrage ist von Sr. Königlichen Majestät die allerhöchste Genehmigung ertheilt worden, und es werden die betreffenden Königlichen Behörden zu pünctlicher Befolgung und Vollziehung derselben angewiesen werden.

München den 14ten December 1825.

K. Baier. Staats-Ministerium des Königl. Hauses und des Äufsern.

141.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant la partage de plusieurs fondations pieuses, signée à Dresde le 4 Avril 1825.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1826. Anhang. p. 45.)

In Verfolg der, im Art. XXII. § 1 der Hauptconvention vom 28sten August 1819, zu Vollziehung des zwischen Ihro Königlichen Majestäten von Preufsen und von Sachsen am 18ten Mai 1815 zu Wien abgeschlossenen Friedenstractats enthaltenen Bestimmung, ist wegen Auseinandersetzung der nachbenannten milden Stiftungen und einiger damit in Berührung stehender Gegenstände, zwischen den unterzeichneten beiderseitigen Königl. Commissarien, vermöge der ihnen dazu ertheilten Vollmachten, mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer Allerhöchsten Regierungen, folgende Vereinigung getroffen worden.

Art. I. Das Vermögen der zur Unterstützung armer Predigerwittwen bestimmten Carpzovischen und Pistorisschen Stiftungen wird, nach der Anzahl der Predigerstellen in den betheiligten Provinzen, getheilt, wonach sich ein Verhältnifs von
0,52 Hundertheilen für das Königreich und
0,48 — — — — Herzogthum Sachsen ergiebt.

Dem letzteren werden daher zu Berichtigung seines 1825
Antheils überwiesen:

a. von der Carpzovischen Stiftung
108 Rthl. in Capitalien zu 5 Procent zinsbar,
23 — 13 Gr. 4 Pf. unzinsbar;

b. von der Pistorisschen Stiftung
132 Rthl. in Capitalien zu 4½ Procent zinsbar,
40 — 2 Gr. unzinsbar;

wogegen sich dasselbe alle, seit dem 6ten Junius 1815 etwa aus diesen Fonds dahin gezahlte, und solchenfalls bei der künftigen Berechnung nachzuweisende, Unterstützungen anrechnen zu lassen hat.

Art. II. An dem zur Lehmannischen Stiftung für Arme in einigen Städten des Erzgebirgischen Kreises, ingleichen in den Städten Dresden und Wittenberg, gehörigen Vermögen hat das Herzogthum Sachsen nur in sofern Antheil, als von dem Stifter 2000 Rthl. für die Armen und Nothleidenden der Stadt Wittenberg ausgesetzt worden sind, und es sollen diese 2000 Rthl., wo möglich, durch Abtretung eines, für einen der vom Königlichen Kirchenrathe und Oberconsistorio zu Dresden verwaltet werdenden Fonds im Herzogthum Sachsen hypothecarisch versicherten, Capitals von gleicher Höhe und zu dem vorhandenen höchsten Zinsfufse, nebst der bis zur erfolgten Auslieferung davon in bisherigem Maafse ferner fällig gewordenen Zinsen, in soweit letztere, nach Ausweis der vorzulegenden diesfallsigen Quittungen nicht bereits an die Localbehörde zu Wittenberg berichtigt sein sollten, gewährt werden.

Art. III. Die Fonds der Buderischen Stiftung für arme Wenden werden nach dem Verhältnifs der Volkszahl in der Ober- und Niederlausitz und im Amte Stolpen, und mithin nach einem Maafsstabe von
0,4110 Theilen für das Königreich, und von
0,5890 — — — Herzogthum Sachsen,
getheilt; es empfängt jedoch das Königreich von den zu 5 Procent vorhandenen sichern Activis die Summe von 4000 Rthl voraus, und übernimmt dafür die Verpflichtung, die in dem Testamente des Stifters seinen Verwandten ausgesetzten jährlichen Legate,

1825 nebst der etwanigen Vermehrung derselben bei Eintritt der desfalls vom Stifter vorausgesetzten Fälle, vom Empfang dieser Summe an, bis wohin das Herzogthum zu diesen Vermächtnissen ferner in demselben Verhältnifs, als es an dem Vermögen der Stiftung Theil nimmt, dazu beiträgt, allein zu berichtigen und alle deshalbige Ansprüche zu vertreten, will auch hierbei die ausländischen und namentlich die im Königlich Preufsischen Gebiete wohnenden Legatarien eben so, wie die im Königlich Sächsischen Gebiete wohnenden, behandeln, und ihnen ihren Antheil unter keinem Vorwande jemals vorenthalten lassen. Hiernach hat das Herzogthum:

A. vom sichern Vermögen

a. von den, zur Theilung verbleibenden, zu 5 Procent zinsbaren Activis, an 16,690 Rthl., 9,830 Rthl. 9 Gr. 10 Pf.,

b. von den zu $4\frac{1}{2}$ Procent zinsbaren Activis an 3,525 Rthl., 2076 Rthl. 5 Gr. 5 Pf.

c. von dem theilbar gebliebenen unzinsbaren Vermögen, an 4,445 Rthl. 16 Gr. 3 Pf. 2,618 Rthl. 12 Gr. 1 Pf.;

B. vom unsichern Vermögen, in sofern solches vollständig eingeht,

a. von 29,712 Rthl. 12 Gr. in zinsbaren Activis 17,500 Rthl. 15 Gr. 11 Pf.,

b. von 5,740 Rthl. 14 Gr. 4 Pf. an Zinsrückständen, 3,381 Rthl. 5 Gr. 1 Pf. zu erhalten, und in demselben Verhältnifs, wie das übrige Vermögen dieser Stiftung getheilt worden, soll auch dasjenige, was etwa auf die, noch einer nähern Erörterung bedürftigen, kleinen Capitalien, dieser Stiftung, zusammen an 1,496 Rthl., so wie auf die, bei den Vergleichen mit den Erstehern des Ritterguts Obergurk mit Sorau und des sogenannten grofsen Bauerguts zu Obergurk, der Stiftung vorbehaltenen Regrefsansprüche, dafern die beiderseitigen Regierungen sich entschliefsen sollten, letztere zu verfolgen, erlangt werden möchte, künftig zur Theilung gebracht werden.

Art. IV. Von den allgemeinen Fonds der sogenannten älteren Schullehrer-Besoldungs-Casse, welche nach der Bevölkerung der bei derselben als

betheiligt angenommenen Provinzen, die einen Thei- 1825
lungs-Maafsstab von
0,6652 für das Königreich und von
0,3348 — — Herzogthum Sachsen
giebt, getheilt werden, erhält das Herzogthum

I. vom sichern Vermögen
1,255 Rthl. 12 Gr. von den mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitalien,
6,863 Rthl. 9 Gr. 7 Pf. von den mit 4½ vom Hundert zinsbaren Capitalien,
1,089 Rthl. 17 Gr. 7 Pf. vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff von 123 Rthl. 16 Gr. 4 Pf. als dem Betrage der am 5ten Junius 1815 rückständig gewesenen Besoldungszulagen für Schullehrer im Herzogthum;

II. vom unsichern Vermögen, dafern solches vollständig eingehet,
669 Rthl. 14 Gr. 5 Pf. von einer mit 5 vom Hundert zinsbaren Activpost,
183 Rthl. 11 Gr. 9 Pf. von unzinsbaren Rückständen, — ferner von dem Vermögen der, mit dieser Casse in Verbindung gestandenen Weigandischen Stiftung, welches nach den vom Stifter ausgesetzten Zulagen mit
Einem Sechszehntheile für das Königreich, und mit $\frac{15}{16}$ für das Herzogthum getheilt wird,
I. vom sichern Vermögen 3,750 Rthl. von dem mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitale,
1,127 Rthl. 8 Gr. 8 Pf. von Zinsrückständen;
II. vom unsichern Vermögen, in sofern solches unverkürzt eingeht,
5,625 Rthl. von dem mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitale, und
1,949 Rthl. 5 Gr. 3 Pf. von unzinsbaren Rückständen;

dagegen hat das Herzogthum zu der auf dem allgemeinen Fonds der älteren Schullehrer-Besoldungs-Casse haftenden jährlichen Leistung an 300 Rthl. bis zur Realisirung dieser Theilung in dem Verhältnifs, als es an diesen Fonds Theil nimmt, beizutragen, sowohl bei Vollziehung dieser Theilung eine Summe von 2008 Rthl. 12 Gr. 2 Pf. in mit 5 vom Hundert zinsbaren Activis der Königlich Sächsischen Regierung, welche dafür die Verbindlichkeit, vorbemel-.

1825 dete Leistung an 300 Rthl. jährlich ferner abzuführen, und nach deren Wegfall den Descendenten der jetzigen Empfängerin eine Summe von 6000 Rthl. auszuzahlen übernimmt, auszuliefern, nicht minder die seit dem 6ten Junius 1815 aus der älteren Schullehrer-Besoldungs-Casse auf oberwähnte rückständige Zulagen, oder sonst, in das Herzogthum geleistete Zahlungen sich anrechnen zu lassen, und endlich die wegen der den allgemeinen Fonds dieser Casse oder der Weigandischen Stiftung zugehörigen Activorum seit gedachtem Tage aufgewendeten Kosten in dem Verhältnifs seiner Theilnehmungsrechte mitzutragen. Es wird jedoch der Königl. Preufsischen Regierung hierbei noch zugesichert, dafs ihr, wenn die Empfängerin der mehrerwähnten Rente an 300 Rthl. mit Tode abgegangen sein wird, davon, mit Beifügung eines Zeugnisses über die von ihr nachgelassene Descendenz, Nachricht gegeben, auch, wenn dieselbe Descendenten nicht hinterlassen haben, und mithin die Auszahlung der den letzteren legirten 6000 Rthl. nicht eintreten sollte, die dazu beigetragene Summe von 2008 Rthl. 19 Gr. 2 Pf. unverzüglich baar zurückgezahlt werden solle. Sollte auch bei dem Ableben der Empfängerin der Rente über deren Descendenz rechtliche Gewifsheit nicht sofort zu erlangen sein, und daher der Anfall der fraglichen 6000 Rthl. erst später Statt finden; so soll der Königl. Preufsischen Regierung auch von der durch obervormundschaftliche oder sonstige Verwaltung dieser 6000 Rthl. etwa stattgefundenen Vermehrung des Hauptstamms, ihr Antheil nach Verhältnifs ihres geleisteten Beitrags, mit solchem, sobald als jene Verwaltung beendigt ist, ausgeliefert werden.

Art. V. Das Capital- und sonstige Vermögen der von dem Kirchenrath und Oberconsistorio zu Dresden verwalteten Bufstags-Collectencasse wird nach den aus derselben dem Amtskrankenhause, dem Almosenamte und der Friedrichsstädter Real- und Armenschule zu Dresden, den allgemeinen Zucht- und Armenhäusern, dem Landarbeitshause zu Colditz und der älteren Schullehrer-Besoldungs-Casse angewiesen gewesenen jährlichen Bezügen zur Theilung gezogen. Hiernach nimmt das Herzogthum Sachsen

an den für die allgemeinen Zucht- und Armenhäuser, das Landarbeitshaus zu Colditz und die ältere Schullehrer-Besoldungs-Casse ausgefallenen Quoten in demselben Verhältnifs Theil, als es bei der Auseinandersetzung dieser Institute theilnehmend geworden ist, wobei in Betreff der Repartition der auf das Landarbeitshaus zu Colditz gekommenen Quoten der bei der Armenhaus-Hauptcasse stattgefundene Abtheilungsmaafsstab in gegenwärtigem Falle ebenfalls in Anwendung kommen soll. In dessen Verfolg hat das Herzogthum von dem Vermögen der Bufstagscasse überhaupt: 1825

I. Von dem sichern Vermögen:

263 Rthl. 15 Gr. — Pf. — Zweihundert drei und sechszig Thaler 15 Gr. von den Capitalien zu 5 vom Hundert zinsbar, mit Inbegriff einer Summe von 87 Rthl. 12 Gr. zur Deckung einer jährlichen Zulage von 4 Rthl. 9 Gr. für den Schullehrer zu Weltewitz in der Neustädter Ephorie;

7,542 Rthl. 20 Gr. 8 Pf. — Siebentausend Fünfhundert zwei und vierzig Thaler 20 Gr. 8 Pf. von den Capitalien zu 4½ vom Hundert zinsbar;

281 Rthl. 14 Gr. 11 Pf. Zweihundert ein und achtzig Thaler 14 Gr. 11 Pf. vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff zweier Ersatzposten, zusammen an 67 Rthl. 15 Gr. 5 Pf.

II. Vom unsichern Vermögen, dafern solches unverkürzt eingehen würde:

2,526 Rthl. 20 Gr. 6 Pf. — Zweitausend Fünfhundert und sechs und zwanzig Thaler 20 Gr. 6 Pf. von aufsenstehenden Kapitalien, und

772 Rthl. 3 Gr. 11 Pf. — Siebenhundert und zwei und siebenzig Thaler 3 Gr. 11 Pf. an rückständigen Zinsen von diesen Capitalien zu erhalten, dagegen alle seit dem 6ten Juni 1815 aus der in Frage befangenen Casse in das Herzogthum Sachsen auf dahin gehörige, deponirt gewesene, Collectengelder, rückständige Leistungen, oder sonst geschehene Zahlungen, in sofern letztere nicht schon in Abrechnung gekommen sind, sich anrechnen zu lassen.

Art. VI. Die Gesangbuchscasse wird nach der Zahl der Prediger in den sieben Kreisen, nebst dem

1825 Fürstenthum Querfurt, und mithin nach einem Verhältnisse von Fünftausend Fünfhundert und neun und vierzig Zehntausendtheilen für das Königreich und von Viertausend Vierhundert und ein und funfzig Zehntausendtheilen für das Herzogthum getheilt; hiernach erhält das Herzogthum

9,302 Rthl. 14 Gr. 2 Pf. Neuntausend Dreihundert und zwei Thaler 14 Gr. 2 Pf. von den mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitalien,

445 Rthl. 2 Gr. 4 Pf. Vierhundert und fünf und vierzig Thaler 2 Gr. 5 Pf. von den mit 4½ vom Hundert zinsbaren Capitalien, und

1,516 Rthl. 8 Gr. 10 Pf. Eintausend Fünfhundert und sechszehn Thaler 8 Gr. 10 Pf. vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff 188 Rthl. 13 Gr. 7 Pf. Einhundert acht und achtzig Thaler 13 Gr. 7 Pf. an bis mit den 5ten Juni 1815 in das Herzogthum rückständig gewesenen Leistungen, hat jedoch alle seit dem 6ten Juni 1815 aus dieser Kasse auf die vorbemeldeten rückständigen Leistungen und sonst erfolgte Zahlungen sich anrechnen lassen. Überdies werden dem Herzogthum

923 Neunhundert und drei und zwanzig Exemplarien des ersten und

913 Neunhundert und dreizehn Exemplarien des zweiten Theils des Kirchenbuchs in natura ausgeantwortet.

Art. VII. Die Schullehrerseminarien Hauptcasse wird nach den für die Schullehrerseminarien zu Friedrichstadt und Weissenfels bestandenen Etatquantis, welche, wie solche in dieser Hinsicht berechnet worden sind, einen Abtheilungsmaafsstab von

0,5855 Fünftausend Achthundert fünf und funfzig Zehntausendtheilen für das Königreich, und von

0,4145 Viertausend Einhundert fünf und vierzig Zehntausendtheilen für das Herzogthum Sachsen geben, getheilt. Dagegen wird die, im Jahre 1794 wegen gewisser Ansprüche des ehemaligen Gymnasiums zu Weissenfels ausgesetzte und zu vorerwähnter Casse gezogene, jährliche Rente von Eintausend und Achthundert Thalern — zu deren alleiniger Vertretung Königl. Sächsischer Seits sich erklärt

worden ist, zum Behuf der gegenwärtigen Ausein- 1825
andersetzung nach Fünf vom Hundert zu Capital gerechnet, und dieses Capital nach dem Verhältnifs der Bevölkerung der Provinzen, für deren niedere Schulanstalten die Unterstützung vorzüglich bewilligt worden ist, eben so, wie bei der älteren Schullehrer-Besoldungs-Casse (§ IV.) geschehen, mithin nach dem Verhältnifs von

0,6652 Sechstausend Sechshundert zwei und funfzig Zehntausendtheilen für das Königreich und von

0,3348 Dreitausend Dreihundert acht und vierzig Zehntausendtheilen für das Herzogthum Sachsen, getheilt. Hiernach hat das Herzogthum

1. vom unbeweglichen Vermögen:

aufser dem Bergischen Getreide Stipendio, und den bisher von gewissen Thüringischen Städten an das Seminar zu Weissenfels gezahlten jährlichen Beiträgen, welche beide Gegenstände dem nur gedachten Seminar allein gehören, und demselben ferner verbleiben, zusammen

12,299 Rthl. 13 Gr. 8$\frac{2}{5}$ Pf. Zwölftausend Zweihundert neun und neunzig Thaler dreizehn Groschen, acht und zwei Fünftheil Pfennige, und zwar mit

595 Rthl. 8 Gr. 4 Pf. Capitalwerthe der bisher in Weissenfels erhobenen Lehnen und Zinsen, welche dem Herzogthume ganz überwiesen worden sind, und mit

11,704 Rthl. 5 Gr. 4$\frac{2}{5}$ Pf. als Antheil an der vorbeschriebenen, mit Fünf vom Hundert zu Capital erhobenen, jährlichen Rente von 1,800 Rthl., welcher, weil der Antheil des Herzogthums an dem Capitalwerthe der ihm allein überwiesenen oben berührten Lehnen und Zinsen nur in 246 Rthl. 18 Gr. 6 Pf. besteht, sich um 348 Rthl. 13 Gr. 10 Pf. und folglich von dem eigentlichen Betrage an 12,052 Rthl. 19 Gr. 2$\frac{2}{5}$ Pf. bis auf die angegebene Summe vermindert, baar.

2. Vom beweglichen Vermögen, aufser den zeither schon in Weissenfels verwalteten, kleinen Capitalien, zusammen an

389 Rthl. 12 Gr. Dreihundert neun und achtzig Thaler 12 Gr.; auf welche, so wie auf die vorstehend

1825 dem Herzogthum überlassene Gegenstände des unbeweglichen Vermögens, Königl. Sächsischer Seits gänzlich verzichtet wird und nach den bereits in der commissorischen Darstellung vom 17ten October 1822 enthaltenen Ab- und Zurechnung annoch

106 Rthl. 15 Gr. 9 Pf. Einhundert und sechs Thaler 15 Gr. 9 Pf. von den Capitalien zu 5 Procent zinsbar,

4,145 Rthl. Viertausend einhundert fünf und vierzig Thaler von den mit 4½ Procent zinsbaren Capitalien,

559 Rthl. 13 Gr. 10 Pf. Fünfhundert neun und funfzig Thaler 13 Gr. 10 Pf. von den mit 3 Procent zinsbaren Capitalien,

849 Rthl. 17 Gr. 5 Pf. Achthundert neun und vierzig Thaler 17 Gr. 5 Pf. von den Capitalien zu 2 Procent zinsbar,

1,170 Rthl. 8 Gr. 3 Pf. Eintausend einhundert und siebenzig Thaler 8 Gr. 3 Pf. vom unzinsbaren Vermögen, zu erhalten, dagegen aber alle vom 6ten Juni 1815 an aus dem allgemeinen Fonds dieser Casse in das Herzogthum erfolgte Zahlungen, mit Ausschlufs eines an das Seminar zu Weissenfels geleisteten, bereits in Anrechnung gekommenen Vorschusses von 87 Rthl. 22 Gr. 5 Pf. zu restituiren oder sich anrechnen zu lassen. Da übrigens aus dieser Casse eine temporäre Leistung von 30 Rthl. — Dreifsig Thaler — jährlich zu bestreiten ist, so sind hiezu auf die Dauer dieser Leistung vom 6ten Juni 1815 an jährlich

17 Rthl. 13 Gr. 7 Pf. Siebenzehn Thaler 13 Gr. 7 Pf. vom Königreiche und

12 Rthl. 10 Gr. 5 Pf. Zwölf Thaler 10 Gr. 5 Pf. vom Herzogthum

beizutragen. Demnächst empfängt das Herzogthum von dem bei der Reinhardtischen Stiftung für die beiden Schullehrer-Seminarien zu Friedrichstadt und Weissenfels am 5ten Juni 1815 vorhanden gewesenen unzinsbaren Bestande, an 24 Rthl. 11 Gr. Vier und zwanzig Thaler 11 Gr. Die Hälfte mit 12 Rthl. 5 Gr. 6 Pf. Zwölf Thaler 5 Gr. 6 Pf. und überdies werden demselben die aus einem Vermächtnisse des vormaligen Buchhändlers Weygand zu Leipzig, an 3000 Rthl. für das Seminar zu Weissenfels annoch, nachdem deshalb sonst die Befriedigung bereits erfolgt ist,

herrührende Forderung von 450 Rthl. in dem, bei 1825
dem Stadtrathe zu Dresden anhängigen, Börnerischen Creditwesen, so wie die von nurbemeldetem Weygand ebenfalls dem Seminar zu Weissenfels legirte Hälfte rückständiger Zinsen von einem in dem, dermalen bei dem Ober-Landesgerichte zu Nauenburg obschwebenden, Veltheimschen Concurse liquidirten Hauptstamm, an 18,600 Rthl., imgleichen die gleichfalls, vermöge des Weygandschen Testaments, dem Seminar zu Weissenfels zustehenden eventuellen Ansprüche in Ansehung eines Legats für Christian August Ifen aus Leipzig, und sämmtlicher Legatarien, welche Streitigkeiten und Procefs erregt und Unrecht behalten haben, zur alleinigen Einziehung und resp. Verfolgung überlassen; es sind jedoch die wegen nur erwähnter Forderungen und Ansprüche nach dem 5ten Juni 1815 etwa aufgewendeten Kosten vom Herzogthume zu erstatten.

Art. VIII. Die von der Königlichen Sächsischen Hof- und Landjägerei, im Jahre 1755 errichtete Wittwen- und Waisen-Versorgungscasse, deren Auseinandersetzung von den beiderseitigen Regierungen für angemessen erachtet worden ist, soll dergestalt getheilt werden, dafs von dem am 31sten December 1814, als dem im gegenwärtigen Falle festgesetzten Normaltage, vorhanden gewesenen Vermögen dieser Casse nach dem, zum Theilungsmaafsstabe angenommenen Verhältnifs des gesammten Betrags der von den, in der Beilage unter A angegebenen Mitgliedern in beiden Landestheilen am 31sten December 1814 geleisteten Beitrage, das Herzogthum Sachsen für die in demselben befindlichen Mitglieder:

a. von 3000 Rthl. zu 5 vom Hundert zinsbarem Vermögen
1,386 Rthl. 14 Gr. 5 Pf. Eintausend und Dreihundert und sechs und achtzig Thaler 14 Gr. 5 Pf. und zwar ein Drittheil dieser Summe in Louisd'or, zu 5 Thalern den einfachen gerechnet, oder mit cursmäfsigem Aufgelde, sowohl

b. von dem zur Theilung verbliebenen unzinsbaren Vermögen, nach gegenseitiger, in der gemeinschaftlich vollzogenen Darstellung der Verhältnisse dieser Sache angegebenen, Zu- und Abrechnung,

1825 75 Rthl. 11 Gr. 6 Pf. Fünf und siebenzig Thaler 11 Gr. 6 Pf. überhaupt zu empfangen, nicht minder die von Mitgliedern im Herzogthum seit dem 1sten Januar 1815 zu der bisher gemeinschaftlich gewesenen Casse etwa geleisteten Beiträge zurück zu erhalten, dagegen aber auch nicht nur die bis zum 31sten December 1814 in das Herzogthum zu zahlen gewesenen Begräbnifs- und Unterstützungsgelder und die von einigen Untereinnahmen im Herzogthum geleisteten Vorschüsse allein zu berichtigen, sondern auch vom 1sten Januar 1815 an alle Verbindlichkeiten und Obliegenheiten, gegen die Hinterlassenen und Erben derjenigen, die bei der Hof- und Landjägerei angestellt und als solche beitragende Mitglieder dieser Casse waren, allein zu erfüllen hat. Sollten sich in der Folge etwa gegen die bei Auseinandersetzung dieser Casse zum Grunde gelegte, in der angegebenen Beilage unter A angenommene Zahl ihrer Mitglieder, oder gegen die als noch rückständig bezeichneten Beiträge und Unterstützungen Verschiedenheiten ergeben; so übernimmt die daraus abzuleitenden Ansprüche die künftig in jedem Landestheile besonders bestehende Jäger-, Wittwen- und Waisen-Versorgungs-Casse, bei deren Angehörigen dergleichen Verschiedenheiten vorkommen, zur alleinigen Vertretung, ohne weder bei der künftigen Hauptberechnung, noch sonst jemals, zu diesfallsigen Reclamationen oder Entschädigungs-Ansprüchen an die Jäger-, Wittwen- und Waisen-Versorgungs-Casse im andern Landestheile oder an deren Regierungen berechtigt zu sein. So viel hingegen

Art. IX. die in einigen, durch die Landestheilung getrennten, Provinzen und Ephorien bestehenden Prediger- und Schullehrer-Wittwen- und Waisen- auch Begräbnifs-Cassen anlangt; so wollen die beiderseitigen Regierungen nicht nur das Fortbestehen dieser Verbindungen auf keine Weise behindern, sondern auch darauf sehen, dafs weder den dermaligen Mitgliedern dieser Societäten und ihren Hinterlassenen, welche sich in dem andern Landestheile befinden, der Genufs der erworbenen Rechte und die verfassungsmäfsige Theilnahme an Ausübung der Ge-

sellschafts-Befugnisse, in sofern die verfassungs- 1825
mäfsigen Verbindlichkeiten gehörig erfüllt werden, unter irgend einem Vorwande entzogen, noch denjenigen, welche vor der Landestheilung, vermöge der ihnen übertragenen Ämter einen gültigen, seitdem nicht durch ausdrückliche Übereinkunft der Interessenten in beiden Landestheilen, und mit Genehmigung ihrer vorgesetzten Behörden aufgegebenen, Anspruch gehabt haben, Mitglieder dieser Gesellschaften zu bleiben oder zu werden, das fernere Verbleiben bei solchen, oder der Beitritt zu denselben, wegen ihrer Angehörigkeit an eine andere Landeshoheit verweigert, auch, in sofern bei einigen dieser Societäten, nach den am 5ten Junius 1815 bestandenen Statuten und Verfassungen, den Inhabern gewisser Ämter als solchen, die Verbindlichkeit zum Eintritt in die Societät obliegt, ferner, so lange diese nicht durch Einverständnifs der in beiden Landestheilen befindlichen Mitglieder und ihrer vorgesetzten Behörden aufgehoben wird, auf Erfüllung der erwähnten Verbindlichkeit gehalten werde. Übrigens macht sich die Königl. Preufsische Regierung hierbei noch verbindlich, dahin Verfügung zu treffen, dafs das von dem vormaligen Pfarrer zu Eythra und Bösdorf, Georg Friedrich *Sperber*, in seinem, unterm 21sten November 1806 errichteten Testamente der im Jahre 1798 gegründeten Predigerwittwen-Pensionsanstalt zu Merseburg, als Andenken, jedoch mit der Verpflichtung, diese Zinsen jedesmal vorzüglich den Wittwen seiner Nachfolger im Eythraer Pfarr-Amte abzureichen, legirte Capital von Zweihundert Thalern — jederzeit besonders verwaltet, sowohl der Zinsen-Betrag desselben den Wittwen Eythraer Pfarrer, wenn deren vorhanden sind, auf Anmelden unweigerlich verabfolgt, und nur bei Ermangelung solcher Wittwen über diese Zinsen von der Societät nach ihrem Gefallen verfügt werden solle.

Art. X. In Ansehung der in einigen, durch die Landestheilung getrennten Ämtern, Gerichtsbezirken und Parochien bestehenden gemeinschaftlichen Armencassen und Stiftungen für Arme, ist für angemessen erachtet worden, die Auseinandersetzung derselben, in sofern von den in dem einen oder dem andern

1825 Landestheile befindlichen Interessenten darauf angetragen wird, durch beiderseitige Local-Commissarien bewirken zu lassen. Es werden daher die beiderseitigen Provinzial-Regierungen, zu deren Bereich die betheiligten Orte gehören, wenn bei ihnen Anträge auf Theilung des Vermögens der in Frage befangenen Armencassen und Stiftungen bereits geschehen sind, oder noch geschehen, sich deshalb mit einander vernehmen und zu deren Auseinandersetzung unverzüglich Local-Commissarien ernennen, welche sich gegenseitig alle, zu vollständiger Kenntnifs der Verhältnisse der fraglichen Casse oder Stiftung nöthige Acten, Urkunden, Nachrichten und Rechnungen mitzutheilen, hiernach die Entstehung und den Zweck, die daraus hervorgehenden Theilnehmungsrechte, die bisherigen Collatur-, Administrations- und Aufsichts-Gerechtsame, und den Vermögens-Bestand dieser Cassen und Stiftungen, zu ermitteln, bei der Theilung selbst aber die bisher bei Auseinandersetzung der milden Stiftungen überhaupt befolgten, allgemeinen Grundsätze, soweit solches thunlich ist, in Anwendung zu bringen haben. Wenn von diesen Local-Commissarien eine Übereinkunft getroffen, und von ihren Auftragsbehörden genehmigt worden ist, so wird solche sofort durch Leistung der Zahlungen, welche nach denselben der eine Theil an den andern zu bewirken hat, und sonst vollzogen werden. Bis nach erfolgter Auseinandersetzung der hier in Frage stehenden Cassen und Stiftungen, soll ebenfalls den Betheiligten in beiden Landestheilen der fernere Genufs ihrer verfassungsmäfsigen Rechte verbleiben, und ihnen wegen der veränderten Landeshoheit oder unter einem andern Vorwande, auf keine Weise geschmälert werden. Die von dem vormaligen Besitzer des im Bezirk des Amts Wurzen gelegenen Ritterguies Roitzsch, Ulrich von *Spener* in seinem Testamente vom 30sten November 1764 gemachte Stiftung für Arme, wird jedoch hiervon ausdrücklich ausgenommen, und zu ferneren Verhandlungen zwischen den unterzeichneten Commissarien ausgesetzt.

Art. XI. Da die General-Almosencasse zu Merseburg einen jährlichen Beitrag von 262 Rthl. 12 Gr.

aus den Stift-Merseburgischen Rentkammer-Einkünften zu beziehen hat, so ist zuvörderst die Übereinkunft getroffen worden, dafs vom 6ten Juni 1815 an, die Königl. Preufsische Regierung fünf Sechstheile, und die Königl. Sächsische Regierung ein Sechstheil hiervon übernehmen soll. Das, nach Deckung eines, in das Herzogthum Sachsen gehörigen fortdauernden jährlichen Bezuges von 100 Rthl. bleibende Vermögen dieser Casse, wird nach dem Verhältnifs der Volkszahl des Stifts Merseburg getheilt, wornach sich der Theilungsmaafsstab auf 1825

0,8114 Achttausend Einhundert und vierzehn Zehntausendtheile für das Herzogthum, und

0,1886 Eintausend Achthundert sechs und achtzig Zehntausendtheile für das Königreich Sachsen bestimmt. Nach diesem Verhältnifs werden dem Königreich Sachsen zu Berichtigung des ihm zustehenden Antheils überwiesen:

1. der von der Königl. Sächsischen Regierung vom 6ten Juni 1815 an jährlich mit 43 Rthl. 18 Gr. fortwährend zu leistende antheilige Rentkammer-Betrag, welcher nach 5 Procent zu Capital berechnet, sich auf 875 Rthl. beläuft;
2. in Capitalien zu 5 Procent zinsbar 166 Rthl. 1 Gr. 9 Pf. Einhundert sechs und sechzig Thaler 1 Gr. 9 Pf.;
3. in Capitalien zu 4 Procent zinsbar 46 Rthl. 5 Gr. Sechs und vierzig Thaler 5 Gr.;
4. in Capitalien zu 3 Procent zinsbar 301 Rthl. 18 Gr. 3 Pf. Dreihundert und einen Thaler 18 Gr. 3 Pf.
5. in Capitalien zu 2 Procent zinsbar 94 Rthl. 7 Gr. 2 Pf. Vier und neunzig Thaler 7 Gr. 2 Pf.;
6. vom unzinsbaren Vermögen 66 Rthl. 21 Gr. 5 Pf. Sechs und sechszig Thaler 21 Gr. 5 Pf.;

wogegen dasselbe sich alle seit dem 6ten Juni 1815 an Königl. Sächsische Orte etwa ausgezahlte, und solchenfalls bei der künftigen Berechnung nachzuweisende, Unterstützungen anrechnen zu lassen hat.

Art. XII. Von dem Bestande der Stift-Merseburgischen Bufstags-Collecten-Casse am 5ten Juni 1815, welcher vergleichsweise zu 66 Rthl. 16 Gr. 3 Pf. angenommen worden ist, und ebenfalls nach

1825 der Volkszahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg getheilt wird, erhält das Königreich Sachsen:

12 Rthl. 13 Gr. 10 Pf. Zwölf Thaler 13 Gr. 10 Pf. unzinsbar.

Art. XIII. Nach demselben Verhältnifs wird das Vermögen des Stift Merseburgischen Hebammen-Instituts getheilt, und es empfängt hiernach das Königreich Sachsen von demselben

169 Rthl. 17 Gr. 9 Pf. Einhundert neun und sechszig Thaler 17 Gr. 9 Pf. von dem mit 5 Procent zinsbaren Activo, und

91 Rthl. 16 Gr. 7 Pf. Ein und neunzig Thaler 16 Gr. 7 Pf. incl. der von der Parochie Quesitz angesammelten Taufgroschen nach dem 5ten Juni 1815 eingelieferten — 11 Gr. — unzinsbar. Auf vorstehende unzinsbare Summe hat die Königl. Sächsische Regierung

54 Rthl. 4 Gr. so die Königl. Preufsische Regierung auf die Zeit vom 1sten April bis 5ten Juni 1815 an rückständigen, aus der Merseburgischen Stifts-Rentkammer bewilligten, Lehrergehalt bezahlt hat, sich anrechnen zu lassen.

Übrigens werden jeder Regierung die, diesem Institute gewidmeten, Bezüge aus ihrem Gebiet auf die Zeit nach dem 5ten Juni 1815 überlassen.

Art. XIV. Das Vermögen der bei dem vormaligen Stiftsconsistorio zu Merseburg verwalteten sogenannten Salzburger Collectencasse wird gleichfalls nach dem obbemerkten Verhältnifs der Volkszahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg getheilt. Hiernach erhält das Königreich Sachsen

1. an sicherem Vermögen:

94 Rthl. 7 Gr. 2 Pf. von 500 Rthl. à 5 Procent zinsbar,
396 — 1 — 8 — — 2,100 — à 3 — —
10 — 5 — 3 — — 54 — 4 Gr. 5 Pf. unzinsbar.

2. an unsicherem Vermögen:

33 Rthl. 1 Pf. von 175 Rthl. à 5 Procent zinsbar,
2 Rthl. 4 Gr. 3 Pf. von 11 Rthl. 13 Gr. 1 Pf. unzinsbar,

wogegen dasselbe die seit dem 6ten Juni 1815 nach Befinden aus dieser Kasse erhaltenen Zahlungen sich anrechnen zu lassen hat.

Art. XV. Wegen des Stifts Gymnasiums zu Merseburg, seiner Fonds, Bezüge und der mit demselben in Verbindung stehenden Stipendien-Stiftungen kommen beide Regierungen vergleichsweise dahin überein, dafs 1825

1. die Königl. Preufsische Regierung den Ansprüchen auf einen Königl. Sächsischer Seits antheilig zu übernehmenden Beitrag zu den auf die Stift Merseburgische Rentkammer angewiesenen, zu Unterhaltung des Gymnasiums und Leistung gewisser Schulstipendien bestimmten Geld- und Natural-Deputaten entsagt, und sich blofs den Anspruch an die Stiftsstände des Königl. Preufsischen Stifts-Antheils wegen der aus der Stiftsbedürfnifs-Casse zum Gymnasium-Fonds zu bezahlenden Supplementsteuer-Zinsen vorbehält, den diesfallsigen Anspruch an die Stiftsstände des Königl. Sächsischen Stiftsantheils aber der Königl. Sächsischen Regierung abtritt; wogegen diese

2. nicht nur dem Anspruche auf Wiedererstattung der für die Zeit vom 6ten bis 30sten Juni 1815 aus dem Königl. Sächsischen Landzahlamte zu Berichtigung des baaren Stiftskammer-Beitrags an das Gymnasium bezahlten 37 Rthl. 14 Gr. 6 Pf., sondern auch allen sonstigen Ansprüchen an das Vermögen des Gymnasiums entsagt, sowohl

3. das Collaturrecht der Stadt Zwenkau auf zwei, bisher von dem dasigen Stadtrathe vergebene, für Schüler des gedachten Gymnasiums bestimmte Stipendien und den Antheil, welcher von vier dergleichen Schulstipendien, so bisher von den Stiftsständen vergeben wurden, auf den Königl. Sächsischen Stifts-Antheil kommen würde, dem Herzogthum Sachsen dergestallt abtritt, dafs die Königl. Sächsische Regierung die diesfallsige Entschädigung der Stadt Zwenkau, und des Königl. Sächsischen Theils der Stiftsstände, ohne weitern Anspruch, übernimmt.

4. Es wird jedoch den Eingebornen des Königl. Sächsischen Stifts-Antheils, wenn sie das Merseburger Gymnasium besuchen wollen, nicht nur das Recht hierzu, sondern auch die rechtliche Fähigkeit, an den ihnen solchenfalls vor der Landestheilung zu-

1825 gestandenen Vortheilen und Benefizien, jedoch mit Ausschlufs derer, welche aus den vorstehend abgetretenen Collaturrechten hergeleitet werden könnten, unter den, in der jedesmaligen Schulverfassung gegründeten, Voraussetzungen, Theil zu nehmen, in soweit zugestanden, dafs ihnen, wenn sie sich sonst hierzu qualificiren, ihre nunmehrige Eigenschaft als Ausländer nicht entgegen stehen soll.

5. Das Böhringische Schulstipendium verbleibt fernerhin in der bisherigen Maafse dem Gymnasio und wird zu den Localstiftungen des Herzogthums gerechnet.

Art. XVI. Bei dem Stift-Merseburgischen Schulverbesserungs-Fonds kommt auch die Volkszahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg als Theilungs-Maafsstab in Anwendung. Hiernach hat das Königreich Sachsen:

1. zu erhalten

120 Rthl. 4 Gr. Einhundert und zwanzig Thaler 4 Gr. vom sichern unzinsbaren Vermögen;

848 Rthl. 16 Gr. 10 Pf. Achthundert acht und vierzig Thaler 16 Gr. 10 Pf. vom unsichern, zu 5 Procent zinsbaren Vermögen;

16 Rthl. 9 Pf. Sechszehn Thaler und 9 Pf. von den unsichern Zinsrückständen des vorerwähnten zinsbaren Vermögens;

83 Rthl. 12 Gr. 5 Pf. Drei und achtzig Thaler 12 Gr. 5 Pf. von aufsenstehenden unsicheren Lotterie-Resten;

in sofern diese verschiedenen unsicheren Activa eingehen sollten; dagegen hat dasselbe

2. beizutragen:

660 Rthl. 2 Gr. 5 Pf. Sechshundert und sechszig Thaler 2 Gr. 5 Pf. zum zinsbaren Passivo, nebst Zinsen vom 6ten Juni 1815 an, zu 5 Procent, in sofern dieser Zinsfufs seitdem nicht herabgesetzt worden, ingleichen den nach obigem Verhältnifs zu berechnenden Antheil an den auf Eintreibung des unsicheren Vermögens verwendeten Kosten.

Art. XVII. Von dem Vermögen des Stift Merseburgischen neueren Schulverbesserungs- oder sogenannten Katechetenfonds erhält das Königreich Sach-

sen, nach dem mehrerwähnten Verhältnifs der Volks- 1825
zahl in den beiderseitigen Antheilen des Stifts Merseburg, überhaupt 40 Rthl. 15 Gr. 7 Pf. Vierzig Thaler 15 Gr. 7 Pf. unzinsbar.

Art. XVIII. Von dem bei der vormaligen Stiftsregierung zu Merseburg verwalteten sogenannten Überschufsfonds, welcher nach Deckung eines darauf angewiesenen, dem Herzogthum Sachsen verbleibenden Bezugs, wieder im Verhältnifs der Bevölkerung der beiderseitigen Theile des Stifts Merseburg getheilt wird, erhält das Königreich Sachsen

A. An sichern Vermögen:

2,510 Rthl. 6 Gr. 5 Pf. Zweitausend fünfhundert und zehn Thaler 6 Gr. 5 Pf. à 5 Procent zinsbar;
744 Rthl. 23 Gr. 3 Pf. Siebenhundert vier und vierzig Thaler 23 Gr. 3 Pf. à 3 Procent zinsbar;
328 Rthl. 3 Gr. 5 Pf. Dreihundert acht und zwanzig Thaler 3 Gr. 5 Pf. unzinsbar, nach Abzug derjenigen 54 Rthl. 4 Gr. welche noch aus der Königl. Sächsischen Rentkammer an den Überschufsfonds zu zahlen waren.

B. An unsichern Vermögen, in sofern solches unverkürzt zu erlangen sein sollte:

56 Rthl. 13 Gr. 11 Pf. Sechs und funfzig Thaler 13 Gr. 11 Pf. à 5 Procent zinsbar;
4 Rthl. 16 Gr. Vier Thaler 16 Gr. bis 5ten Juni 1815 rückständige Zinsen davon;
75 Rthl. 10 Gr. 7 Pf. Fünf und siebenzig Thaler 10 Gr. 7 Pf. à 4 Procent zinsbar;
24 Rthl. 10 Gr. 5 Pf. Vier und zwanzig Thaler 10 Gr. 5 Pf., bis 5ten Juni 1815 rückständige Zinsen davon;
499 Rthl. 6 Gr. 9 Pf. Vierhundert neun und neunzig Thaler 6 Gr. 9 Pf. unzinsbar an ausstehenden Lotterie-Resten.

C. Als Antheil an 955 Rthl. Neunhundert fünf und funfzig Thaler, welche unterm 24sten September 1813 für Rechnung des Überschufsfonds erhoben und bis jetzt nicht nachgewiesen worden, in sofern sich bei der deshalb vorbehaltenen weiteren Ausmittelung ein rechtlicher Anspruch an den

1825 Aussteller der Quittung oder sonst an Jemand ergeben sollte;

180 Rthl. 2 Gr. 9 Pf. Einhundert und achtzig Thaler 2 Gr. 9 Pf. und hat dagegen auch nach dem Verhältnifs seiner Theilnahme zu den Unkosten, welche das unsichere Vermögen veranlafst, beizutragen.

Art. XIX. Das Vermögen des Waisenhauses zu Merseburg wird, nach Abzug des für die Stadt Merseburg besonders davon gerechneten Antheils, nach Verhältnifs der Einwohnerzahl in dem übrigen Stift Merseburgischen Ortschaften, welches

0,7794 Siebentausend Siebenhundert vier und neunzig Zehntausendtheile für das Herzogthum und

0,2206 Zweitausend Zweihundert und sechs Zehntausendtheile für das Königreich Sachsen beträgt, getheilt. Hiernach erhält das Königreich,

A. An sicherm Vermögen:

1,942 Rthl. 4 Pf. Eintausend Neunhundert zwei und vierzig Thaler und 4 Pf. durch Überweisung des Capitalwerthes der im Königl. Sächsischen Stifts-Antheil fundirten Bezüge;

1,299 Rthl. 20 Gr. 2 Pf. Eintausend Zweihundert neun und neunzig Thaler 20 Gr. 2 Pf., von den sichern zu 5 Procent zinsbaren Activis;

142 Rthl. 22 Gr. 5 Pf. Einhundert zwei und vierzig Thaler 22 Gr. 5 Pf., von den sicheren zu 4 Procent zinsbaren Activis.

B. An unsicherm Vermögen:

812 Rthl. 17 Gr. 8 Pf. Achthundert und zwölf Thaler 17 Gr. 8 Pf. von unsichern zu 5 Procent zinsbaren Activis;

284 Rthl. 11 Gr. Zweihundert vier und achtzig Thaler 11 Gr. von dem unsichern zu 4 Procent zinsbaren Activis.

C. An Natural-Vorräthen aus dem Bücherverlag des Waisenhauses:

40 Exemplare Gesangbücher klaren Drucks auf Schreibpapier,

21 dergleichen auf ordinäres Papier,

52 Exemplare Spruchbücher,

7 Exemplare Passionsgesänge, aufser den nach demselben Verhältnifs zu berechnenden Antheilen an den auf weiterer Ermittelung beruhenden Exemplaren von Gesangbüchern groben Drucks, und von gedruckten Waisenhaus-Nachrichten; hierüber hat das Königreich noch zu erhalten: 1825

a. den verhältnifsmäfsigen Antheil von dem, was nach Befinden von den ausstehenden Lotterie-Resten noch eingehen sollte, welcher Antheil, nach Abzug der aufgewendeten Kosten und des auf die Stadt Merseburg kommenden Theils, nach obigem Verhältnifs zu theilen sein würde.

b. die, auf die Zeit nach dem 30sten Juni 1815 aus dem Königreiche etwa noch zum Waisenhaus geflossenen Bezüge. — Dagegen hat das Königreich noch zu vertreten und sich anrechnen zu lassen:

a. 21 Rthl. 5 Gr. Rentkammerbeitrag auf den Termin Pfingsten 1815, in sofern dessen bereits erfolgte Berichtigung nicht durch Quittung nachgewiesen werden kann.

b. 88 Rthl. 4 Gr. 4 Pf. antheiligen Beitrags zu den unzinsbaren Passivis;

c. die Alimentationskosten für die am 1sten Juli 1815 im Waisenhaus gewesenen Kinder an dem Königl. Sächsischen Stiftsantheil, für jedes jährlich 65 Rthl. vom gedachten Tage an bis zur Entlassung aus dem Waisenhaus;

d. den im Verhältnifs der Theilnahme des Königreichs an dem Vermögen zu berechnenden Antheil, an den auf Eintreibung des unsichern Vermögens verwendeten Kosten, auch, da übrigens nach dieser Auseinandersetzung die Theilnahme der Stände des Königl. Sächsischen Stiftsantheils an der Ausübung des ständischen Collaturrechts von vier Stellen wegfällt, dieselben deshalb abzufinden, und die Königl. Preufsische Regierung gegen alle diesfallsige Ansprüche zu vertreten.

Art. XX. Jede der beiden Regierungen hat von den ihr im Vorstehenden überwiesenen Antheilen an dem zinsbaren beweglichen und zu Capital erhobenen

1825 unbeweglichen Vermögen einer Stiftung auch die Zinsen nach den, bei den Capitalantheilen angegebenen, oder dem seit der geschehenen Ausmittelung des Vermögens jeder Stiftung, veränderten Zinsfüfsen, in soweit nicht seit dem in Einverständnifs der beiderseitigen Behörden, ein Erlafs an rückständigen Zinsen bewilligt worden ist, und in soweit vom unsichern Vermögen überhaupt Zinsen zu erlangen sind, vom 6ten Juni 1815 an zu erhalten; allein bei der Jäger-, Wittwen- und Waisen-Versorgungscasse (§ VIII.) tritt dieser Termin schon mit dem 1sten Januar 1815 und bei dem Fonds des Waisenhauses zu Merseburg (§ XIX.) erst mit dem 1sten Juli 1815 ein.

Art. XXII. Sobald von beiden allerhöchsten Regierungen diese Übereinkunft genehmigt worden ist, soll sofort eine Berechnung über alle, von beiden Regierungen in derselben übernommenen Zahlungsverbindlichkeiten gepflogen, und dasjenige, was hiernach der eine Theil dem andern auszuliefern und herauszugeben hat, berichtigt werden.

Art. XXII. Nach dieser erfolgten Vollziehung werden alle Ansprüche, welche von der einen Regierung an die andere in Beziehung auf die, in dieser Convention erwähnten Stiftungen und Fonds, wegen der Theilnahme an Genufs- oder Collaturrechten, oder sonst auf irgend eine Weise gemacht werden könnten, so weit deshalb nicht ausdrücklich besondere Vorbehalte im Obigen enthalten sind, für beseitiget und aufgehoben erklärt, und beide Theile verzichten auf alle fernern, in dieser Convention nicht gegründete diesfallsige Anforderungen, so wie Königl. Preufsischer Seits noch besonders allen Ansprüchen auf Genufsrechte wegen der, mit der älteren Schullehrer-Besoldungscasse verbundenen Gehischen, Weigandischen und Kreutzigerischen Stiftungen, mit Vorbehalt der, auf letztere Bezug habenden, oben (§ IV.) erwähnten 2008 Rthl. 19 Gr. 2 Pf. imgleichen den Ansprüchen auf die mit der Schullehrer-Seminarienkasse vereinigten Stiftungen, namentlich die Scheuereckische, Reinhardtische, Weigandische

Dieterichsche, die eines Ungenannten, und die Heinische, nicht minder aller Theilnahme an dem fernern Gewinn aus dem Verkauf des Dresdner Gesangbuchs und des Kirchenbuchs und hingegen Königl. Sächsischer Seits allen Ansprüchen auf die mit den oben §§ XI bis mit XIX bemerkten Stifs Merseburgischen Cassen und Instituten vereinigten besonderen Stiftungen entsagt wird. Aufserdem leistet auch die Königl. Preufsische Regierung auf alle Theilnahme an dem Zwecke des von *Johann Andreas von Osten* auf Raaschau und Dörenthal in seinem Testamente vom 7ten December 1757 gestifteten Waisenhauses zu Plauen, wegen der vormaligen Enclaven des Voigtländischen Kreises im Reufsischen-Blankenberg, Blintendorf, Gefell und Sparemberg, so wie wieder die Königl. Sächsische Regierung auf alle Ansprüche an die, zu den bei der Domkirche und Stiftsschule zu Merseburg vorfallenden Bedürfnissen bestimmte, Dom-Cymbelcasse zu Merseburg Verzicht. Endlich bewendet es 1825

Art. XXIII. wegen des von *Friederiken Christianen Elisabeth* Freifrau *von Fletscher* ausgesetzten Vermächtnisses zu Errichtung und Unterhaltung eines Schullehrer-Seminarii in Kursächsischen Landen, in Folge der nur für diesen Fall getroffenen besonderen Übereinkunft bei dem, von dem Königl. Grofsbritannisch Hannöverischen Ober-Appellationsgerichte zu Zelle unter dem 15ten November 1822 ertheilten schiedsrichterlichen Erkenntnisse.

Art. XXIV. In Ansehung aller übrigen, in der gegenwärtigen Convention nicht erwähnten, milden Stiftungen verbleibt es für jetzt noch bis zu einer definitiven Vereinigung darüber, bei den deshalb im Art. XXII. §§ 1 und 2 der Eingangs berührten Hauptconvention vom 28sten August 1819 enthaltenen Bestimmungen; es sollen jedoch die Verhandlungen über diese Stiftungen, ingleichen über die dabei zur Sprache kommenden fiscalischen Puncte, möglichst beschleunigt und die darüber zu treffenden Vereinigungen nach beiderseits erfolgter allerhöchster Genehmigung, durch eine anderweite nachträgliche Convention zum Abschlufs gebracht, und nebst

1825 der gegenwärtigen Convention, öffentlich bekannt gemacht werden.

Zu dessen Urkund haben die beiderseitigen Königl. Bevollmächtigten die gegenwärtige Convention unterzeichnet.

Geschehen zu Dresden, am 4ten April 1825.

D. Pindar, Königl. Preufsischer Commissarius.

Müller, Königl. Sächsischer Commissarius.

Die Ratification ist unter dem 1sten und 7ten Juli 1825 erfolgt.

(Anlage A. Übersicht von der Zahl der Mitglieder und Pensionäre bei der Casse, so wie von den Summen der rückständig verbliebenen Beiträge und der noch zu zahlen gewesenen Benefizien-Gelder incl. December 1815.)

142.

Convention conclue entre le royaumes des Pays-Bas et le Danemarc, à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration; signée à la Haye le $\frac{11}{30}$ Avril 1825.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1826. No. 51.)

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Danemarc, ayant trouvé convenable d'étendre les principes déja fixés par la diète germanique à la généralité de leurs états, relativement à l'exportation

des biens de leurs sujets respectifs d'un royaume à 1825
l'autre; sont convenus à cet égard des articles suivans:

Art. I. Les droits connus sous le nom de jus detractus, gabella hereditaria et census emigrationis, ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir lorsqu'en cas de succession, donation, vente, émigration ou autres, il y a lieu à une translation de biens du royaume des Pays-Bas dans les états de Sa Majesté le Roi de Danemarc, ou de ceux-ci dans les états de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, pour toute leur étendue, tant actuelle que future, toutes les impositions de cette nature étant abolies entre les deux pays.

Art. II. Cette disposition s'étend non seulement aux droits et autre imposition de ce genre qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux qui, jusqu'ici, pourroient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations, arrondissemens ou communes, de manière que les sujets respectifs, qui exporteront des biens ou auxquels ils en échoiroit à titre quelconque, dans l'un ou l'autre état, ne seront assujétis sous ces rapports à d'autres impositions ou taxes qu'à celles qui, soit à raison de droit de succession, de vente ou de mutations de propriété quelconque, seroient également acquittées par les habitans du royaume des Pays-Bas ou celui de Danemarc, d'après les réglemens et ordonnances, qui existent ou qui émaneront par la suite dans les deux pays.

Art. III. La présente convention est applicable, non seulement à toutes les successions à échoir à l'avenir et à celles déjà dévolues, mais à toutes les translations de bien en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. IV. Comme cette convention ne regarde que les propriétés, et leur libre exportation, toutes les lois relatives au service militaire, restent en pleine vigueur dans les deux pays et les gouvernemens contractans ne sont nullement restreints par la présente convention dans leur future législation sur cet objet.

Art. V. Cette convention, expédiée en double et de même teneur, signée par les ministres respectifs

1825 de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Danemarc, sera échangée mutuellement et aura fait et valeur du jour où les échanges auront eu lieu.

Fait et signé à la Haye, le 11 Avril 1825.

(*Signé*) W. F. DE REEDE.

Le ministre des affaires étrangères déclare qu'une pareille déclaration a été délivrée par le ministre danois, en date du 30 Avril 1825, que les ratifications des souverains respectifs ont eu lieu en date du 14 Juin 1825 et 3 Mars 1826, et que les actes de ratification ont été échangés le 13 Mars 1826.

(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.

143.

Ordonnance de S. M. le Roi de France, concernant l'indépendance de l'île de St. Domingue, du 17 Avril 1825.

(*Le Moniteur* 1825. No. 222.)

Charles par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre,

A tous ceux qui ces présentes verront, salut:

Vu les articles 14 et 73 de la charte.

Voulant pourvoir à ce que reclament l'intérêt du commerce françois, les malheurs des anciens colons de St. Domingue, et l'état précaire des habitans actuels de cette île;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

ART. I. Les ports de la partie françoise de St. Domingue seront ouverts au commerce de toutes les nations. Les droits perçus dans ces ports, soit sur les navires, soit sur les marchandises, tant à l'entrée qu'à la sortie, seront égaux et uniformes pour tous les pavillons, excepté le pavillon françois, en faveur duquel ces droits seront réduits de moitié.

ART. II. Les habitans actuels de la partie fran- 1825
çoise de St. Domingue verseront à la caisse générale des depôts et consignations de France, en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au trente un décembre mil huit cent vingt-cinq, la somme de cent cinquante millions de francs, destinés à dedommager les anciens colons qui réclameront une indemnité.

ART. III. Nous concédons à ces conditions par la présente ordonnance, aux habitans actuels de la partie françoise de l'île de St. Domingue l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement.

Et sera la présente ordonnance, scellée du grand sceau.

Donné à Paris, au château des Tuileries, le 17 Avril, l'an de grâce 1825, et de notre regne le premier.

CHARLES.

Par le Roi

Le pair de France, ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

Comte DE CHABROL.

Vu au sceau

Le garde-des-sceaux de France, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

Comte DE PEYRONNET.

Visa

Le président du conseil des ministres,

JH. DE VILLÈLE.

144.

1825 *Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande Brétagne et l'état de Colombie, signé à Bogota, le* 18 *Avril* 1825.

(*The Times* 1826. February 7. No. 12, 885. *Annual register* 1825. *Publ. documents* p. 80.)

In the name of the most holy Trinity!

Extensive commercial intercourse having been established for a series of years between the dominions of His Britannic Majesty, and the several provinces or countries of America, which (now united) constitute the state of Columbia, it seems good for the security as well as encouragement of such commercial intercourse, and for the maintenance of good understanding between His said Britannic Majesty and the said state, that the relations now subsisting between them should be regularly acknowledged and confirmed by the signature of a treaty of amity, commerce and navigation. For this purpose they have named their respective plenipotentiaries, that is to say —

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, John Potter Hamilton, esq. and Patrick Campbell esq.; and the vice-president charged with the executive power of the state of Colombia, Pedro Gual, secretary of state in the department for foreign affairs, and general Pedro Briceno Mendez — who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles:

Art. I. There shall be perpetual, firm and sincere amity between the dominions and subjects of His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, his heirs and successors, and the state and people of Colombia.

ART. II. There shall be, between all the territories of His Britannic Majesty in Europe and the territories of Colombia a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of the two countries, respectively, shall have liberty freely and securely, to come with their ships and cargoes, to all such places, ports and rivers, in the territories aforesaid, to which other foreigners, are or may be permitted to come, to enter into the same and to remain and reside in any part of the said territories respectively; also to hire and occupy houses and warehouses for the purposes of their commerce; and, generally, the merchants and traders of each nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their commerce; subject always to the laws and statutes of the two countries respectively. 1825

ART. III. His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland engages further, that the citizens of Colombia shall have the like liberty of commerce and navigation stipulated for in the preceding article, in all his dominions situated out of Europe, to the full extent, in which the same is permitted at present, or shall be permitted hereafter, to any other nation.

ART. IV. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of His Britannic Majesty, of any articles of the growth, produce or manufacture of Colombia, — and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of Colombia, of any articles of the growth, produce, or manufacture of His Britannic Majesty's dominions, than are or shall be payable on the like articles being the growth, produce or manufacture of any other foreign country, nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the territories or dominions of either of the contracting parties, on the exportation of any articles to the territories or dominions of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country: nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles, the

1825 growth, produce or manufacture of His Britannic Majesty's dominions, or of the said territories of Colombia, to or from the said dominions of His Britannic Majesty or to or from the said territories of Colombia, which shall not equally extend to all other nations.

Art. V. No higher or other duties or charges on account of tonnage, light, or harbour dues, pilotage, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed in any of the ports of Colombia, on British vessels, than those payable in the same ports by Colombian vessels; nor in the ports of His Britannic Majesty's territories, on Colombian vessels, than shall be payable in the same ports on British vessels.

Art. VI. The same duties shall be paid on the importation into the territories of Colombia of any article of the growth, produce or manufacture of His Britannic Majesty's dominions, whether such importation shall be in Colombian or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the dominions of His Britannic Majesty, of any article of the growth, produce or manufacture of Colombia, whether such importation shall be in British or Colombian vessels. The same duties shall be paid, and the same drawbacks and bounties allowed on the exportation to Colombia of any articles of the growth, produce, or manufacture of His Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall be in Colombian or in British vessels; and the same duties shall be paid and the same drawbacks and bounties allowed, on the exportation of any articles the growth, produce or manufacture of Colombia to His Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall be in British or Colombian vessels.

Art. VII. In order to avoid any misunderstanding with respect to the regulations which may respectively constitute a British or a Colombian vessel, it is hereby agreed, that all vessels built in the dominions of His Britannic Majesty, and owned by British subjects, or by any of them, and whereof

the master and three fourths of the mariners at least, 1825
are British subjects, excepting where the laws provide for any extreme cases, shall be considered as British vessels; and that all vessels built in the territories of Colombia, and owned by the citizens thereof, or any of them, and whereof the master and three fourths of the mariners at least are Colombian citizens, excepting where the laws provide for any extreme cases, shall be considered as Colombian vessels.

Art. VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of His Britannic Majesty, or citizens of the state of Colombia, shall have full liberty, in all the territories of both powers, respectively, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons for those purposes, nor to pay them any salary or remuneration, unless they shall choose to employ them; and absolute freedom shall be allowed in all cases to the buyer and seller, to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize, imported into, or exported from, the territories of either of the contracting parties, as they shall see good.

Art. IX. In whatever relates to the lading and unlading of ships, the safety of merchandise, goods and effects, the succession to personal estates, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange or testament, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice, the subjects and citizens of the two contracting parties shall enjoy, in their respective dominions and territories, the same privileges, liberties and rights, as the most favoured nation, and shall not be charged, in any of these respects, with any higher imports or duties than those which are paid, or may be paid, by the native subjects or citizens of the power in whose dominions or territories they may reside.

They shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land,

1825 and from all forced loans, or military exactions and requisitions; neither shall they be compelled to pay any ordinary taxes, under any pretext whatsoever, greater than those that are paid by the subjects or citizens of one or other power.

Art. X. It shall be free for each of the two contracting parties to appoint consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other party; but before any consul shall act as such, he shall in the usual form, be approved and admitted by the government, to which he is sent; and either of the contracting parties may except from the residence of consuls, such particular places as either of them may judge fit to be so excepted.

Art. XI. For the better security of commerce between the subjects of His Britannic Majesty and the citizens of Colombia, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly commercial intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two contracting parties, the subjects or citizens of either of the contracting parties, residing in the dominions of the other, shall have the privilege of remaining and continuing their trade therein, without any manner of interruption, as long as they behave peaceably and commit no offence against the laws; and their effects and property, whether intrusted to individuals or to the state, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to the native inhabitants of the state in which such subjects or citizens may reside.

Art. XII. The subjects of His Britannic Majesty residing in the territories of the state of Colombia shall enjoy the most perfect and entire security of conscience, without being annoyed, prevented, or disturbed on account of their religious belief. Neither shall they be annoyed, molested, or disturbed in the proper exercise of their religion, provided that this take place in private houses, and with the decorum due to divine worship, with due respect to the laws,

usages and customs of the country. Liberty shall 1825
also be granted to bury the subjects of His Britannic Majesty, who may die in the said territories of Colombia, in convenient and adequate places, to be appointed and established by themselves for that purpose, with the knowledge of the local authorities. Nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any wise, nor upon any account. In the like manner, the citizens of Colombia shall enjoy within all the dominions of His Britannic Majesty a perfect and unrestrained liberty of conscience, and of exercising their religion publicly or privately, within their own dwelling-houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the system of toleration established in the dominions of His said Majesty.

Art. XIII. The government of Colombia engages to cooperate with His Britannic Majesty, for the total abolition of the slave trade, and to prohibit all persons inhabiting within the territories of Colombia, in the most effectual manner, from taking any share in such trade.

Art. XIV. And forasmuch as it would be convenient and useful, for the purpose of facilitating the mutual good understanding between the two contracting parties, and for avoiding all difficulties henceforward, that other articles should be proposed and added to the present treaty, which articles both from a want of due time for their consideration, as well as from the pressure of circumstances, cannot at present be drawn up with the required perfection, it has been, and is agreed, on the part of both powers, that they will with the least possible delay, come forward to treat and agree upon such articles as may be wanting to the treaty, and deemed mutually advantageous; and such articles, when they are agreed upon and duly ratified, shall form part of the present treaty of alliance, commerce and navigation.

Art. XV. The present treaty shall be ratified by His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland and by the president or

1825 vice president charged with the executive power of the state of Colombia, with the consent and approbation of the congrefs of the said state; and the ratifications shall be exchanged at London within the space of six months, or sooner if possible.

In witnefs whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seals of their arms.

Done in the city of Bogota, the 18th day of April, the year of our Lord 1825.

Signed JOHN POTTER HAMILTON.
PATRICK CAMPBELL.
PEDRO GUAL.
PEDRO BRICENO MENDEZ.

Additional article.

Whereas in the present state of Colombian shipping, it would not be possible for Colombia to take advantage of the reciprocity established by the articles 5, 6 and 7, of the treaty signed this day, if that part should be carried into immediate effect which stipulates that in order to be considered as a Colombian ship, a ship shall actually have been built in Colombia, it is agreed that, for the space of seven years, to be reckoned from the date of the ratification of this treaty, any ships, wheresoever built, being bona fide the property of any of the citizens of Colombia, and whereof the master and three fourths of the mariners at least, are also Colombian citizens, excepting where the laws provide for any extreme cases, shall be considered as Colombian ships: — His Majesty, the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, reserving to himself the right, at the end of the said term of seven years, to claim the principle of reciprocal restriction, stipulated for in the article VII above referred to, if the interests of British navigation shall be found to be prejudiced by the present exception to that reciprocity, in favour of Colombian shipping.

The present additional article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the treaty signed this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time. 1825

In witnefs whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done in the city of Bogota, the 18th day of April, in the year of our Lord 1825.

JOHN POTTER HAMILTON.
PATRICK CAMPBELL.
PEDRO GUAL.
PEDRO BRICENO MENDEZ.

Declaration of His Majesty's principal secretary of state for foreign affairs, on the exchange of ratifications.

The undersigned, His Majesty's principal secretary of state for foreign affairs, at the moment of exchanging with Senor Manuel Jose Hurtado, plenipotentiary of the state of Colombia, the ratifications of the treaty of amity, commerce and navigation, signed at Bogota, on the 18th of April 1825, by John Potter Hamilton, esq. and Patrick Campbell, esq. on the part of His Majesty, and Senor Pedro Gual, and general Pedro Briceno Mendez, on the part of the state of Colombia, has been commanded by His Majesty, in order to avoid any misunderstanding which might possibly arise in the execution of that part of the seventh article of the said treaty, wherein it is defined what ships shall be considered as entitled to the privileges of British and Colombian ships, which shall have been captured from an enemy by His Britannic Majesty's ships of war, or by subjects of His said Majesty furnished with letters of marque by the Lords commissioners of the admiralty, and regularly condemned in one of His said

1825 Majesty's prize courts as a lawful prize, or which shall have been condemned in any competent court, for the breach of the laws made for the prevention of the slave trade: and that, in the same manner, ships captured from the enemy by the ships of Colombia, and condemned under similar circumstances, will likewise be entitled to be considered as Colombian ships.

London, Nov. 7. 1825.

GEORGE CANNING.

Senor Manuel Jose Hurtado, etc. etc. etc.

Act of acceptance of the above declaration, by the Colombian plenipotentiary.

The undersigned, plenipotentiary of the state of Colombia, having received from His Britannic Majesty's principal secretary of state for foreign affairs, a declaration, stating, "That in order to avoid any misunderstanding which might possibly arise in the execution of that part of the seventh article of the treaty between His Britannic Majesty and the state of Colombia, signed as Bogota, on the 18th of April 1825, wherein it is defined what ships shall be considered as entitled to the privileges of British and Colombian ships, in addition to the qualifications therein expressed, such other ships will likewise be entitled to be considered as British ships, which shall have been captured from an enemy by His Britannic Majesty's ships of war, or by subjects of His said Majesty furnished with letters of marque by the Lords commissioners of the admiralty, and regularly condemned in one of His said Majesty's prize courts as a lawful prize, or which shall have been condemned in any competent court, for the breach of the laws made for the prevention of the slave trade: and that, in the same manner, ships captured from the enemy by the ships of Colombia, and condemned under similar circumstances, will likewise be entitled to be considered as Colombian ships."

The undersigned, in virtue of the full powers 1825
with which, he is invested, hereby accepts and adopts the said declaration in the name and on the behalf of his government.

London, Nov. 7, 1825.

MANUEL JOSE HURTADO.

The right honourable George Canning, etc. etc. etc.

145.

Traité entre le royaume de Wurtemberg et le grand duché de Bade, publié à Carlsruhe le 17 Mai 1825.

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* Nro. XIII. 28sten Juni 1825.)

Ludwig, von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden, Herzog zu Zähringen u. s. w.

Wir urkunden hiermit, dafs Uns der von Unserm geheimen Rath und Ministerresidenten am Königlich Würtembergischen Hofe, Albert Friederich, Commandeur Unseres Ordens vom Zähringer Löwen, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Annaordens 2ter Classe in Diamanten, als hierzu besonders Bevollmächtigtem, unter Vorbehalt der Staatsgenehmigung abgeschlossene Vertrag, über Ausgleichungen von Forderungen und Ansprüchen, welche zunächst aus den älteren Staatsverträgen von 1806, 1807, 1808, 1810, 1815, 1816 und 1822 von Baden an Würtemberg, und von Würtemberg an Baden bestehen, folgenden Inhalts, vorgelegt worden ist.

A. 1. Nach Artikel I a des Staatsvertrages vom 26sten April 1822 erkennt Baden die für Würtemberg aus den Gebietsabtretungen des Staatsvertrages von 1810 entstandene Ansprache auf Staatsschulden-Übernahme, in der verglichenen Aversal-Summe von 220,000 Fl. nebst hiervon nach Art. I b des

1825 Vertrags von 1822 vom 11ten Nov. 1810 bis zum 26sten April gedachten Jahres berechneten Zinsen mit 126002 Fl. 45 kr.

346002 Fl. 45 kr.

2. Nach dem Vertrage von 1822 I a erkennt Baden einen Ersatz für die auf dem ehemal zum Ritter-Canton Hegau gehörigen Ort Mühlingen haftenden Kammerzieler zu 10 Fl. 10 kr. im Capital-Betrage von 203 Fl. 20 kr.

3. Die aus den Staatsverträgen vom 17ten Octbr. 1806 und 16ten April 1807 herrührenden Würtembergischen Forderungen, wie sie die Anlage enthält, sind, nach Abzug der darin anerkannten Badenschen Gegenforderung von 1918 Fl. 40 kr., Statt zu 28216 Fl. 8 kr. (4 kr.) im Betrage von 13350 Fl. ebenfalls anerkannt.

4. Aus dem über Salm-Krautheim am 17ten Juni 1816 abgeschlossenen Staatsvertrage Art. II 5. b. erkennt Baden wegen Zinszahlungen, die vor der Theilung der Mainzer Landesschulden an verschiedene Gläubiger geleistet wurden, an Würtemberg eine Ersatzsumme des ihm pro rata zu viel Zugetheilten, mit 506 Fl. 32 kr.

Die Würtembergische Regierung wird jedoch an Baden die Verzeichnisse dieser von Hessen-Darmstadt und Nassau bisher noch nicht zum Ersatz anerkannten Zinsvorschüsse, und die darüber sprechenden Quittungen im Original oder in beglaubigten Abschriften aushändigen, um im gemeinsamen Interesse die Vergütung der beiden genannten Staaten näher betreiben zu können. Eben so nach gedachtem Vertrage, Art. I. 6. b für Miethzins und Kaufpreis der aus Steuermitteln erbauten Kaserne in Gerlachsheim, erhält Würtemberg für seine rata, nach vorgelegten Ertragsrechnungen, Statt 703 Fl. 35 kr. wegen weiterer Baukosten, 695 Fl. 53 kr.

6. Von der Zeit der schwäbischen Kreisverfassung machte Würtemberg für Prima-Plana-Gelder der Kreistruppen eine Forderung von 2891 Fl. 7 kr. laut Anlage 3, welche auf 1436 Fl. 44 kr. ermäfsiget und in diesem Betrage von Baden anerkannt, auf das Übrige von Würtemberg verzichtet ist.

7. Für die Ansprüche Würtembergs, wegen der Land-Commende Altshausen an die Commende Mainau, hat man sich, mit Rücksicht auf den Staatsvertrag vom 31sten Dec. 1808 Art. 11, auf folgende Weise verglichen: 1825

a. Für sämmtliche Gefälle und Vorräthe der verflossenen Zeit, namentlich den sogenannten Röfslenswein mit jährlich 6 Fuder 17 Eimer 10½ Maafs See-Aiche, und den Competenz-Wein des Land-Comthurs von 20 Fudern, nebst davon berechneten Zinsen seit dem Nichtbezuge, vergütet Baden an Würtemberg 48000 Fl. Jedoch kommen für jenen Giltwein, zu 95 Eimer 10 Jh. 8 Maafs w. A. für Staats- und erlaufene Kriegssteuern von der Zeit der aufgehobenen Steuerfreiheit, dem Jahre 1815 an, durch gegenwärtigen Vergleich 1467 Fl. 44 kr. in Abzug.

b. Die laufenden Gefälle dieser 95 Eimer 10 Jh. 8 Maafs w. A. welche vermöge des Besitzers von Altshausen, wie oben genannt, in Anspruch genommen sind, erkauft Baden, nach seinem für Loskauf von Gilten bestehenden Gesetze vom 5ten October 1820, um den Capitalbetrag von 21320 Fl. 30 kr.

c. Für ein, laut einer Urkunde vom 24sten Sept. 1807 der Gefällverwaltung Mainau von der Land-Comthur-Kellerei Altshausen, vorgeschossenes Capital von 2000 Fl. und Zinse davon bis 26sten April 1822 mit 1555 Fl. 20 kr. erkennt Baden den Ersatz. Sollte sich jedoch durch anzuordnende Rechnungseinsicht erweisen, dafs dieses Capital bereits früher abgetragen ward, so würde dieser Ersatz hier wegfallen. Gegen Obiges verzichtet Würtemberg auf alle weitere Ansprüche von Gefällen und Besitzthum auf Mainau, und namentlich auf den von Altshausen vormals benutzten Felsenkeller auf der Insel.

8. Baden hat die Forderung der jetzigen Cameralverwaltung Altshausen an die Landschafts-Casse Blumenfeld mit 343 Fl. 37 kr. für eine im Jahre 1799 vom Deutschordens-Rentamte Altshausen für die Landschaft Blumenfeld gemachte Naturallieferung in

1825 die Kaiserlich Österreichischen Magazine anerkannt und bereits zu gesonderter Zahlung des Betrags die Weisung erlassen. Zugleich verzichtet die Badische Regierung auf eine Gegenforderung, Namens der Landschaft Blumenfeld, von 2067 Fl. 50 kr. für Verpflegung Würtembergischer Truppen im Jahre 1806, weil in dem Staatsvertrage vom 31sten Dec. 1808 Abschnitt II. Art. 10. Lit. d bereits auf alle Breisgauer Occupations-Kosten verzichtet worden ist.

9. Würtemberg verzichtet:

a. auf die Ersatzforderung wegen Fruchtgilten auf der Markung Neuhausen ob Eck, indem von Baden erklärt worden ist, dafs es nie an solchen Fruchtgilten etwas bezog.

b. Eben so erkennt es, dafs eine für das Hüttenamt Bärenthal an das Eisenwerk Collnau aus den 1790ger Jahren gemachte Forderung von 13585 Fl. 5 kr. unstatthaft sei.

10. Die Summe der gemäfs dieser Ausgleichung also in Aufrechnung zu bringenden Würtembergischen Forderungen beträgt 433603 Fl. 20 kr.

11. Nach dem Pariser Staatsvertrage von 1810 stehen Würtemberg in allen, damals von ihm an Baden abgetretenen Landestheilen, die bis zum 11ten Nov. 1810 erwachsenenen Einkünfte zu. Alle diese noch ausstehenden Einkünfte (Arreragen) nach dem anliegenden, mit einem bereits übergebenen speciellen correspondirenden Verzeichnisse (sowohl liquide, als illiquide, exigible und inexigibel erachtete) zu 238081 Fl. 46 kr, berechnet, tritt es, mit Ausschlufs der während des Laufs der Unterhandlungen erhobenen 1725 Fl. Hornberger Rückstände an Baden um die Summe von 32000 Fl. ab, und übernimmt die Befriedigung aller Passiv-Rückstände, Lasten und Schulden, welche bis zur Besitz-Epoche für Baden auf diesen Arreragen haften. Sollten hingegen diese Rückstände mehr als 32000 Fl. nebst Zinsen und Erhebungskosten abwerfen, so macht sich Baden anheischig, unter Vorlage der Belege, dem Königlich Würtembergischen Ärar diesen Mehrbetrag zu vergüten (Vergl. Art. XXXI.)

B. 12, Baden bringt auf vorstehende Summen, 1825
nach dem Staatsvertrage vom 26sten April 1822 Art. II a in Gegenrechnung:

a. für seine 1808 abgetretenenen Besitzungen in Homburg und Stahringen die Hälfte des evalvirten Capitals, mit 51532 Fl. 30 kr.

b. für ein im Vertrage vom 31sten Dec. 1808 Art. 10 wegen Epaven zugesagtes Capital von 12000 Fl. nach Abzug einer Schuld der Deutschordens-Commende Mainau von 38023 Fl. 15 kr. und einer Summe von 19135 Fl. 30 kr. wegen epavirten, aber im Jahre 1810 an Baden rückgekommenen Gegenständen, noch Rest 62841 Fl. 15 kr.
Zinse hiervon und dem unter a benanntenCapital, nach Anlage 6 86506 — 3 —
Zusammen 200879 Fl. 48 kr.

13. Nach der Bedingung des Vertrags vom 26sten April 1822 Art. II 5 und Art. III 6 bringt Baden ferner mit Zinsen zu 4 pCt., in Gegenrechnung: Die Zahlungen an Nellenburger Localdiener und Pensionaire, die vor dem 11ten Nov. 1810 fällig waren, und von Badischen Cassen befriedigt wurden 278 Fl. 47 kr.
nebst Zins zu 41 — 48 —
Anlage 7 320 Fl. 35 kr.

14. Ersatz der der Stadt Radolphszell zu vergütenden zwei Kanonen 240 Fl.
Zins wegen des Vorschusses Bad. Cassen 39 — 15 kr.
Anlage 8 279 Fl. 15 kr.

15. Ersatz der in der Würtembergischen Besitzzeit erwachsenen, von Baden vorschufsweise bezahlten Privat-Forderungen von Hornberger Handwerksleuten 882 Fl. 13 kr.
Zins 385 — 57 —
Anlage 9 1268 Fl. 10 kr.

16. Für die Concurrenz der an Würtemberg gefallenenen Commende Ortschaften, zu dem Johanniterneisterschen (Heitersheimischen) Passiv-Capitalfonds, wegen Heulieferungen im Jahre 1796 zur Kaiserlich Österreichischen Armee 4271 Fl. 34 kr.
und Zinse 2398 — 58 —
nach Anlage 10 6670 Fl. 32 kr.

1825 17. Baden erhält den Ersatz der an Mainzer Gläubiger (deren Forderungen auf Krautheim versichert waren, und welche in der Schuldentheilung an Würtemberg verwiesen wurden) vorschufsweise geschehenen Abzahlungen, nach Abzug von 200 Fl., welche Würtemberg zu viel an Capital-Schuld übernahm, gemäfs Staatsvertrags von 1816 Art. II. § 3, im Betrage von 7743 Fl. 49 kr. laut Anlage 11. Es gewährleistet diesen Betrag seiner Vorschüsse. Eben so

18. erhält es Ersatz der sequestrirten Gefälle des Stiftes Waldkirch vom Jahre 1806-1808, deren Herausgabe der Staatsvertrag von 1808 Art. VIII k bereits zusagte

	4430 Fl.	27 kr.
Zins hiervon	3093 —	33 —
nach Anlage 12	7524 Fl.	—

Sollte nach den Sequester-Rechnungen ein noch gröfserer Bezug erweislich für Würtemberg Statt gefunden haben, so wird auch dies Mehr vergütet.

19. Wegen des mit Lasten, Vorräthen und Ausständen an Baden 1810 gekommenen Eisenwerks Zizenhausen behält dasselbe, einschliefslich der Zinsen, nach Gegenrechnung der Forderungen, welche an Würtemberg von Lieferanten abgetreten wurden, laut Anlage 13, ein Guthaben von 1599 Fl. 5 kr.

Hinsichtlich der Zinsenforderung der markgräflichen Rentenadministration für eine Kohlenlieferung der Obervogtei Münchhof zu 3390 Fl. 1¼ kr. Im Jahre 1806 wird dieselbe für die Zinsforderung von 1806 bis 1810, da diese in gegenwärtiger Ausgleichung über den Stand von 1810 nicht aufgenommen ward, mit der Begründung ihres Anspruches an Würtemberg gewiesen.

20. Baden rechnet ferner ab, die an die Fürstlich Öttingen-Wallersteinschen Casse zu fordernde, an die Würtembergische Schuldentilgungs-Casse, in Folge eines Vertrags mit Baiern, überwiesene Schuldforderung von

	9000 Fl.	
nebst Zinsen bis 26sten April 1822	4361 —	27 kr.
Anlage 14	13361 Fl.	27 kr.

21. Ferner werden ihm für eine Forderung von Prima-Planageldern der ehemaligen schwäbischen Kreistruppen (vergl. oben Art. VI) statt der gefor-

dorten 2624 Fl. 3½ kr. hiermit 1444 Fl. 54 kr. zu gut 1825 gerechnet, auf das Mehr verzichtet Baden.

22. Nach der Bestimmung des Vertrags vom Jahre 1822 Art. III. 1 bleibt der im Jahre 1814 ohne Verbindlichkeit von Baden übernommene Obelzollverwalter Weizel in dessen Diensten. Für dessen jährlichen Gehalt (seit 1814 bis zum 26sten April 1822 mit Zinsen auf 14693 Fl. 36 kr. berechnet) vergütet Würtemberg im Wege des Vergleichs an Baden 7248 Fl., nämlich von 1814 bis 1816 den vollen Gehalt der zwei Jahre, 3012 Fl. und von da, wo er Baden Dienste geleistet, jährlich 706 Fl., vom 26sten April 1822 an zahlt Würtemberg auf die Lebenszeit des Weizel jährlich 706 Fl. als Beitrag zu dessen Gehalt an das Badische Ärar.

23. Für eine Forderung von 2048 Fl. 55 kr. Capital und 1354 Fl. 31 kr. Zinse als Würtembergische Rata, in Betreff eines nicht exigibeln Postens, der Baden durch die Auseinandersetzung der schwäbisch-österreichisch landständischen Casse zu Ehingen, am 1sten Februar 1809 bei der Breisgauischen Landschaftscasse wegen angeblich im Jahre 1799 für letzte gemachte Kriegslieferungen zugeschieden ward, aber nicht giebig gemacht werden konnte, erhält Baden im Vergleichswege die Hälfte des Capital-Ansatzes 1024 Fl. Anlage 16.

24. Aus dem Vertrage vom 30sten Juni 1815 über die an Würtembergische Truppen zu leistende Verpflegung, Vorspann u. s. w. legte Baden nach Abzug der baar erhaltenen 39005 Fl. 9 kr. eine weitere Forderung von 237124 Fl. 16 kr vor, worüber man sich auf eine noch von Würtemberg zu entrichtende Aversal-Summe von 180,000 Fl. verglich, welche Baden in dieser Abrechnung aufführt. Anlage 17.

25. Würtemberg läfst sich, für Steuerrückstand der ehemaligen Cameral-Verwaltung Radolphzell an die Gefällverwaltung Mainau 182 Fl. 1 kr. in Aufrechnung bringen.

26. Über die Capitalien der von Dattenbergschen Stiftung zu Villingen hat man sich, zu Erledigung dessen, was im Staatsvertrage vom 16ten April 1807 § 51 und vom 31sten Dec. 1808 § 8 i über die Vil-

1825 linger Stiftungen gesagt ist, in der Art ausgeglichen, dafs die in Weikheim angelegten Capitalien von 9112 Fl. 39 kr. Würtemberg zugehören und Baden auf dieselben verzichtet. Dagegen zahlt Würtemberg für die von Baden auf 10277 Fl. berechnete Beitragssumme zu den auf genannter Stiftung ruhenden Lasten und Pensionen, sowohl für das vergangene als das künftig laufende, ein für allemal ein Deckungscapital von 8000 Fl. Anlage 18. Alle Urkunden und Acten, die auf das gegenseitig im Besitze bleibende Vermögen Bezug haben, werden, so weit es noch nicht geschehen, ausgeliefert.

27. Die Forderung der Landschaft Nellenburg an das Würtembergische Ärar, resp. die Schuldentilgungscasse, wegen eines unbestrittenen Capitals von 15000 Fl. sammt rückständigen Zinsen, und wegen deren ferneren bestrittenen Ansprache für einzelne Gegenstände, wie sie die Anlage näher bezeichnet, so wie dagegen die Forderung des Würtembergischen Ärars an die Landschaft, mit 5938 Fl. 12¾ kr. ist dahin ausgeglichen, dafs, laut Anlage 19, der Landschaft, einschliefslich der Zinsberechnung bis zum 25sten April 1822, ein Guthaben von 12743 Fl. 28 kr. anerkannt ist. Dabei werden der Landschaft Nellenburg bessere Beweise einer noch gröfseren Forderung vorzubringen, dagegen in diesem Falle auch dem Würtembergischen Ärar der Gegenbeweis gröfserer Gegenforderung vorbehalten.

28. Die Summe der gemäfs dieser Ausgleichung in Aufrechnung zu bringenden Badischen Forderungen beträgt 450289 Fl. 4 kr.

29. Gemäfs der im Staatsvertrage vom 16ten April 1807 § 51 und vom 21sten Dec. 1808 Art. 8 i enthaltenen Bestimmungen, erkennt Würtemberg das Eigenthum der Kirche Pfaffenweiler auf 1530 Fl. Capitalien, und der Kirche Furtwangen auf 1541 Fl. Capitalien, zusammen 3071 Fl., welche vom Stifte St. Georgen in Villingen, vermöge Capitalrecefs vom 18ten Dec. 1804, von den Capitalien der Neckarburger Schlofs-Capelle (des Neckarburger Heiligen) beiden Pfarreien zur Dotation zugeschieden wurden, und giebt die etwa davon bezogenen Zinsen, so wie die Capitalbriefe heraus. Anlage 20.

30. Baden verzichtet auf seine Ansprache an ein 1825
Capital von 14000 Fl. sammt Zinsen, welches die Familie von Ulm-Werrenwag 1774 vom Stifte Muri entliehen und auf ihre Herrschaft Werrenwag und Kallenberg radicirt hat. Dagegen vertritt Würtemberg sowohl wegen dieses Gegenstandes, als wegen des Capitals von noch 12000 Fl. (ursprünglich von 16000 Fl.) welches der Graf von Bissingen im Jahre 1773 durch Vermittlung des Stifts St. Georgen zu Villingen bei dem Seckelamte des Cantons Schaffhausen entliehen hat, sowohl für Capital als Zinse, Baden gegen alle und jede Ansprache der Darleiher, namentlich gegen alle Forderung des Seckelamts an das St. Georgenstift zu Villingen.

31. Für die, nach dem Pariser Staatsvertrage von 1810 Art. 9 an den zwischen beiden Staaten theilbaren Revenüen des Rechnungsjahres 1810 bis 1811 in den abgetretenen Landestheilen Baden gebührende Rate, ist an dasselbe zur Ergänzung von Würtemberg noch ferner, nach einer in der Würtembergischen Note vom 31sten Juli 1822 zur Auseinandersetzung vorgeschlagene Berechnung eine Zahlung von 8830 Fl. 29 kr. zur Ausgleichung bewilligt und dasselbe verzichtet zugleich auf jede Ansprache an die, nach dem in jener Note angenommenen Theilungsmaafsstabe ihm gebührenden Revenüen vom 11ten Nov. 1810 bis Georgii 1811. Was dagegen die Rückstände (Arreragen) bis zum 11ten Nov. 1810, als dem übereingekommenen Theilungstage der Einkünfte der abgetretenen Bezirke angeht, so hat solche Würtemberg, wie oben im Art. 11 bemerkt ist, im Brutto-Ansatze von 238081 Fl. 46 kr. um die Summe von 32000 Fl. an Baden frei von allen Passiv-Rückständen, Lasten und Schulden überlassen. Aufser obiger Summe von 8830 Fl. 29 kr. werden noch von Würtemberg sowohl in Hinsicht der von Baden geforderten, aber von Würtemberg nicht als streng schuldig erkannten Zinsen für die Zahlungen an Salm-Krautheimer Gläubiger (Art. 17) als auch für eine Vergütung der Zinsen jenes Guthabens, welches Baden ohne diese Cession der Arreragen vom 26sten April 1822 bis zum Vertragsschlusse, laut oben Art. 10 und 28 ausgeworfenen Hauptsummen in Anspruch

1825 behielte, die Summe von 6483 Fl. 47 kr. zugestanden. Mithin hat Baden

a. für das Würtembergische Guthaben (Art. 10) von 433603 Fl. 20 kr. und

b. für die Arreragen (Art. 11) 32000 Fl., im Ganzen 465603 Fl. 20 kr. zu zahlen.

Allein in Gegenrechnung zu bringen:

a. sein Guthaben (Art. 28) von 450289 Fl. 4 kr.

b. die Ausgleichung für die Revenüen von 1810-1811 mit 8830 Fl. 29 kr.

c. die abzuziehenden 6483 Fl. 47 kr. für weitere Zinsen auf dem Vergleichungswege, wie oben bemerkt, im Ganzen 465603 Fl. 20 kr. wornach sich also beiderseitige Forderungen vollständig ausgleichen. Sollte irgend ein Posten, der in dem übergebenen Verzeichnisse enthaltenen Ausstände mit Ausnahme der Art. 11 bezeichneten 1725 Fl. in der Zwischenzeit an Würtembergische Cassen bezahlt worden sein, so versteht es sich, dafs der Betrag an Baden vergütet wird. Alle und jede auf diese Rückstände sprechenden Schriften werden an Baden ausgeliefert.

32. Alle in den vorhergehenden Artikeln genannten Gegenstände, bisher als bestritten oder in Abrechnung schwebend, sind durch diese Ausgleichung als definitiv erledigt und abgethan erkannt und jeder weiteren Ansprache wegen derselben wird hiermit gegenseitig entsagt.

Wir genehmigen denselben nach allen oben stehenden Bestimmungen und werden verordnen, dafs er seinem ganzen Inhalte nach vollzogen werde, kraft Unserer Unterschrift und des beigedruckten Staatssiegels.

Gegeben in Unserer Residenzstadt Carlsruhe, den 17ten Mai 1825.

Ludwig.

Vdt. *Freiherr* v. Berstett.

146.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et le grand duché de Bade, publiée à Carlsruhe le 20 Mai 1825. 1825

(*Neueste Staatsakten und Urkunden.* Bd. 1. Heft 3. p. 286.)

Durch eine Kaiserlich Russische Ukase vom 2ten Juni 1823 ist das zum Vortheil des Kaiserlichen Ärars ausgeübte Abzugsrecht für die Fälle abgeschafft worden, wo Erbschaften oder anderes Vermögen aus Rufsland an Angehörige fremder Staaten, welche die gleiche Vergünstigung gegen Russische Unterthanen eintreten lassen, ausgeantwortet werden sollen.

In Gemäfsheit dieser Anordnung ist mit allerhöchster Genehmigung unterm 1sten Januar dieses Jahres mit dem am Grofsherzoglichen Hofe accreditirten Kaiserlich Russischen aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn General von Benkendorff eine Erklärung ausgewechselt worden, wonach das zum Vortheil des Ärars bis dahin bestandene Abzugsrecht von nun an in den bezeichneten Fällen wechselseitig abgeschafft sein soll.

Diese Übereinkunft wird zur Wissenschaft und Nachachtung mit dem Bemerken bekannt gemacht, dafs 1. diese Befreiung sich vorläufig noch nicht auf das Königreich Polen erstrecke, 2. dafs dieselbe in der bezeichneten Art auch für jene Fälle statt finden soll, wo vom 1sten Januar d. J. an die Abzüge noch nicht wirklich und definitiv erhoben worden sind, und 3. dafs die bisherigen Abzüge bei Auswanderungen, und alle nicht in die Staatskasse fliefsenden, sondern den Standes- und Grundherrn oder Corporationen gehörigen Abzüge fortdauern sollen.

Carlsruhe den 20sten Mai 1825.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Freiherr v. Berstett.

Vdt. Römer.

147.

1825 *Capitulation entre le commandant espagnol du vaisseau l'Asia, le lieutenant D. Jose Martiney, ses troupes et son équipage et le gouverneur D. Luis Antonio Arguello, capitaine de cavalerie et commandant militaire du territoire appartenant aux états unis de Mexique; conclue à Monterey le 21 Mai 1825.*

(*Le Journal de Francfort* 1825. 13 Août. No. 223.)

Art. I. Don Jose Martiney met à la disposition du gouvernement des états unis du Mexique, le vaisseau l'Asia avec ses munitions de toutes sortes, et le brick Constantia, qui, le 6 Avril, a été separé de l'Asia; s'il ne lui survient pas d'autre accident, il sera compris dans cette capitulation comme si les deux navires ne faisoient qu'un.

Art. II. Le gouverneur, en compensation de la reddition des navires, s'engage à assurer aux individus qui en forment l'équipage, la sûreté personnelle, les effets ou autre chose qui pourroient leur appartenir, avec un sauf-conduit pour toute la fédération, aussi bien que la liberté individuelle selon les loix, eux de leur côté se soumettant à les observer.

Art. III. Don Jose Martiney, commandant en chef de ces deux navires, offre aussi bien que ses officiers, ses troupes et son équipage, de jurer fidélité à l'indépendance. Des états de cette condition sont cependant exemptés les individus qui désirent passer à la Péninsule ou à toute autre partie des territoires espagnols, et à ceux-ci le gouvernement de Mexique accordera toutes les facilités nécessaires pour s'embarquer pour les lieux, où ils veulent se rendre.

Art. IV. Le gouverneur nommera un commmis- 1825
saire ou des commissaires pour veiller à l'exécution des articles du traité actuel, et en même tems pour faciliter les arrangemens nécessaires pour le voyage desdits navires d'Acapulco, pour se mettre à la disposition du gouvernement suprême des états unis du Mexique.

Art. V. Le gouvernement des états unis du Mexique fera payer aux équipages des deux navires, la solde qui leur est due par le gouvernement espagnol, depuis leur départ de l'Espagne jusqu'à leur arrivée dans ce pays, d'après les détails que l'officier payeur du navire présentera, et cela se fera avec d'autant plus d'empressement qu'ils se sont rendus volontairement aux états unis du Mèxique.

Art. VI. A ceux qui ont capitulé et qui désireroient rester dans cet état ou passer dans toute autre partie indépendante de l'Amérique, il sera remis une carte de sûreté exprimant que le porteur est un de ceux qui ont livré le navire l'Asia, afin qu'il puisse voyager en sûreté.

Art. VII. Toutes les interprétations qu'on pourroit faire du traité actuel seront en faveur des capitulans.

Art. VIII. Cette capitulation dépendra de la bonne foi des deux parties contractantes. On fera quatre copies du traité ci-dessus, comme fait, ratifié et approuvé, et deux des copies resteront entre les mains de chacune des parties contractantes.

Fait dans la fortresse de Monterey, le 21 Mai 1825.

Jose Estrada, Jose Ramirey, Jose de Cardenas, Antonio Ventura Roteta.

Confirmé et ratifié en toutes ses parties:

Louis Antonio Arguello, Jose Martiney.

148.

1825 *Convention entre l'Autriche et les deux Siciles, relativement à la durée de l'établissement d'un corps de troupes autrichien dans ce royaume, et à la fixation de la force de ce corps; signée à Milan le 28 Mai 1825.*

(*Le Moniteur universel* 1825. No. 208.)

La transaction conclue le 31 Août 1824 entre les cours de Vienne et de Naples, avec l'assentiment de S. M. l'Empereur de Russie, Roi de Pologne et de S. M. le Roi de Prusse, en vertu de laquelle la force du corps auxiliaire de troupes autrichiennes, stationné dans le royaume des deux Siciles, avoit été réglée au nombre de 33,500 hommes, ayant fixé la durée de cet arrangement jusqu'à la fin du mois de Mai 1826, S. M. Sicilienne a pris en considération: que d'une part, il se peut, que, d'ici à ce terme, la force numérique de l'armée sicilienne et l'état auquel sa réorganisation pourra être portée rendront encore nécessaires au royaume la présence et l'appui de troupes à l'expiration de la transaction du 31 Août 1824; et que, d'autre part, il est également hors de doute, que la tranquillité publique dans le royaume des deux Siciles se trouve déjà tellement affermie, que l'on peut, dès ce moment, s'occuper de la diminution du corps auxiliaire; et S. M. l'Empereur d'Autriche n'ayant de son coté rien de plus à coeur, que d'entrer de commun accord avec ses alliés, dans tout arrangement propre à accélérer le terme du rappel entier de ses troupes du royaume des deux Siciles, Leursdites Majestés, dans cet état des choses, ont jugé convenable de nommer des plénipotentiaires pour discuter, arrêter et signer des articles additionnels à la transaction du 31 Août 1824, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, le sieur Charles Louis Comte de Fiquelmont, commandant de l'ordre impérial de Léopold, chevalier de la seconde classe de l'ordre de la couronne de fer, grand'croix de l'ordre de St. Ferdinand et du mérite, de l'ordre des St. Maurice et Lazare, et de l'ordre de l'Epée, son chambellan et conseiller intime actuel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. Sicilienne, etc.; 1825

Et S. M. le Roi des deux Siciles, le chevalier Don Louis de Medici d'Otajano, Duc de Sarno, chevalier grand'croix des ordres royaux de St. Ferdinand et du mérite, de St. Janvier et de l'ordre Constantinien de St. Georges, chevalier grand'croix de l'ordre royal de St. Etienne de Hongrie, gentilhomme de la chambre, grand maître semainier de S. M. conseiller ministre d'état, ministre secrétaire d'état des finances, président par intérim du conseil des ministres, chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères etc.;

Lesquels après avoir fait conster de leurs pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. L'armée auxiliaire autrichienne continuera à rester à la disposition de S. M. Sicilienne jusqu'à la fin du mois de Mars 1827, aux conditions fixées par la convention conclue à Naples le 18 Octobre 1821 et selon les modifications stipulées par les articles additionnels signés à Naples le 24 Avril 1823, et par ceux également signés à Naples le 31 Août 1824, auxquels sont ajoutés les articles suivans:

Art. II. L'état des finances de S. M. Sicilienne ne permettant pas une plus grande dépense que celle qui a été préalablement fixée pour l'occupation telle qu'elle devoit avoir lieu aux termes des derniers articles additionnels du 31 Août 1824 jusqu'au mois de Mai 1826, nulle charge pour les finances de l'Autriche ne devant, d'un autre coté, résulter de la prolongation du terme de l'occupation; le nombre des troupes autrichiennes sera diminué proportionnellement, dans les deux parties du royaume en-deça et au-delà du phare, de manière à produire des économies telles à pouvoir prolonger l'occupation jusqu'au terme fixé par l'article précédent, sans dépasser les

1825 dépenses fixées par les articles additionnels du 31 Août 1824, et en arretant le *minimum* de la réduction au nombre de 15000 hommes.

Art. III. Si cependant l'état militaire de S. M. Sicilienne avoit acquis un degré de force numérique assez élevé, pour que S. M. Sicilienne jugeoit convenable de réduire davantage ce nombre sans compromettre la sûreté du royaume, ce *minimum* seroit alors, à sa demande, réduit au nombre de 12000 hommes, l'économie provenant de la réduction de 15 à 12000 hommes, se faisant au soulagement des finances de S. M. Sicilienne.

Art. IV. Les présens articles additionnels réclamant un mode d'exécution dans les limites précisées par l'article 2, ce mode formera l'objet d'un arrangement entre le gouvernement de S. M. Sicilienne et le général en chef de l'armée d'occupation.

Art. V. Les articles des conventions du 18 Octobre 1821, du 24 Avril 1823 et du 31 Août 1824, qui ne subissent ni changement ni modifications par les présent articles additionnels, demeurent en pleine vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les présens articles additionnels, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Milan, le 28 Mai l'an de grâce mil huit cent vingt-cinq.

Le Comte de Fiquelmont.

Le Chevalier de Médici.

149.

Convention entre le Duc d'Oldenbourg et le Comte de Bentink, concernant la seigneurie de Kniphausen; signée à Berlin le 8 Juin et ratifiée à Wiesbaden le 20 Juin 1825.

1825

(*Protocolle der deutschen Bundesversammlung.* Bd. 17. S. 137.)

Nachdem in Folge der mit dem Tilsiter Frieden eingetretenen politischen Ereignisse, die Herrschaft Kniphausen mit der Erbherrschaft Jever in einen gemeinschaftlichen Verwaltungsbezirk unter einem und demselben Gouvernement vereinigt und in dieser Vereinigung auch vorgefunden worden, als Se. Majestät der Kaiser von Rufsland im Jahre 1813 von Jever wieder Besitz nahmen, demnächst Ihre Kaiserliche Majestät diese von Allerhöchstdenenselben wieder erworbene Erbherrschaft an Se. Durchlaucht den Herzog von Oldenburg übertrugen, ohne dafs weder gleichzeitig von Seiten der verbündeten Mächte, noch auch späterhin auf dem Wiener Congresse über Kniphaüsen etwas festgesetzt wurde, aus dieser Unbestimmtheit aber mancherlei Irrungen entstanden, und daher, auf den Wunsch der zum Congresse in Achen im Jahre 1818 vereinigt gewesenen Cabinette, Rufsland und Preufsen sich haben bereit finden lassen, eine Übereinkunft zwischen Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Oldenburg und dem Grafen von Bentink, als Besitzer der Herrschaft Kniphausen zu vermitteln, wodurch die Verhältnisse der letztern näher bestimmt und dabei von der einen Seite das Interesse Sr. Herzoglichen Durchlaucht, besonders in Beziehung auf stattfindende Successionsverhältnisse und auf die Lage der die Herrschaft Kniphausen landwärts umgebenden Erbherrschaft Jever, und von der andern Seite die Wünsche des Herrn Grafen, den Schutz

1825 des Deutschen Bundes, wie früherhin des Deutschen Reichs zu genieſsen, berücksichtigt würden; so ist, in Folge der unter solcher Vermittlung jener Höfe und des zu ihnen auf ihre besondere Einladung hinzugetretenen Kaiserlich Österreichischen Hofes statt gefundenen Verhandlungen und in Übereinstimmung mit den von den vermittelnden Höfen gemachten Vorschlägen, zwischen dem Bevollmächtigten Sr. Durchlaucht des Herzogs von Oldenburg, Kammerherrn, Regierungsrath und Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annenordens zweiter Classe in Brillanten, Wilhelm Ernst, Freiherrn von Beaulieu-Marconnay, und dem Bevollmächtigten des Herrn Grafen von Bentink, Hofrath Hans Wilhelm Carl Barnstedt, nachstehendes Abkommen über Kniphausen wohlbedächtig verabredet und abgeschlossen worden.

Art. I. Der Herr Graf von Bentink tritt für sich und seine Familie, in Beziehung auf die Herrschaft Kniphausen, unter den in den folgenden Artikeln enthaltenen näheren Bestimmungen, in den Besitz und Genuſs der Landeshoheit und der persönlichen Rechte und Vorzüge wieder ein, wie ihm dieselben vor Auflösung der deutschen Reichsverfassung zustanden.

Art. II. Damit die Herrschaft Kniphausen wieder ein integrirender Theil von Deutschland werde, zu welchem sie früherhin gehört hat, und die Erhaltung der äuſseren und inneren Sicherheit desselben, für welchen Zweck der Deutsche Bund besteht, auch auf sie sich ausdehne, ist der Herr Graf zufrieden, daſs die Hoheit über Kniphausen, ihn selbst und seine Familie als Besitzer der Herrschaft, jedoch nur so, wie sie vorhin bei Kaiser und Reich gewesen ist, von Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Oldenburg und von Höchstdessen Nachfolgern in der Regierung dieses Herzogthums ausgeübt werde, wogegen Höchstderselbe für sich und seine Nachfolger die Pflichten übernimmt, welche mit der Reichshoheit verbunden waren.

Durch diese Unterordnung bleibt das Verhältniſs der Herrschaft Kniphausen, als eines besonderen Landes, sowohl gegen das Herzogthum Oldenburg,

als gegen die übrigen Staaten Sr. Herzoglichen Durchlaucht unberührt. 1825

Art. III. Da vermöge dieses Hoheitsverhältnisses und der dadurch begründeten Unterordnung unter ein Mitglied des Deutschen Bundes, die Herrschaft Kniphausen zu den deutschen Bundeslanden gehört, so erkennt der Herr Graf von Bentink für sich und seine Familie an, dafs nicht nur die Bundes- und Schlufs-Acte, sondern auch alle Bundesbeschlüsse, welche bereits ergangen sind, oder künftig noch ergehen werden, auch in Beziehung auf Kniphausen eben so, wie in den übrigen Bundesländern, volle Kraft und Gültigkeit haben und erhalten.

In Folge dessen versteht sich von selbst, dafs unter dem Titel der ehemaligen Reichsgesetzgebung keine besondere Rechte über Kniphausen auf Se. Herzogliche Durchlaucht übergehen, da die ehemalige Reichsgesetzgebung nur in Erlassung neuer Ordnungen und Gesetze im Reiche, mithin solcher Gesetze sich äufserte, welche allgemein für die Reichsunterthanen verbindliche Kraft haben sollten, Bestimmungen aber, welche mit solchen Ordnungen und Gesetzen überhaupt zu vergleichen sind, gegenwärtig nur bei dem Bundestage verhandelt und vereinbart werden können.

Art. IV. Die Herrschaft Kniphausen wird zu allen nach der Matrikel aufzubringenden Lasten des Bundes, namentlich zu allen Geldleistungen und Mannschaftstellungen für das Bundesheer, in dem Verhältnisse beitragen, als dieselben überhaupt auf die Deutschen Bundesländer mit Rücksicht auf deren besondere Verhältnisse vertheilt werden. Dabei wollen Se. Herzogliche Durchlaucht gern dahin wirken, dafs der Herrschaft Kniphausen alle diejenigen Erleichterungen zugestanden werden, welche irgend einem der die 16te Curie bildenden kleineren Bundesstaaten in Folge etwa bereits ergangener oder künftiger Bundesbeschlüsse zu Statten kommen. Die Aushebung der Mannschaften kommt zwar dem Herrn Grafen zu, auch steht ihm frei, die deshalb für die Oldenburgischen Lande bestehenden Verordnungen in Anwendung zu bringen, oder besondere, den Verhältnissen der Herrschaft etwa noch angemessenere

1825 Vorschriften darüber zu erlassen. Es soll aber die Tauglichkeit der gestellten Mannschaft nach den Grundsätzen der Oldenburgischen Verordnungen beurtheilt, die Mannschaft auch dem Oldenburgischen Contingente einverleibt werden und einen Theil davon bilden, demgemäfs auch den vorgeschriebenen Soldaten-Eid leisten, und während ihrer Dienstzeit den Oldenburgischen Militärgesetzen und Militärgerichten unterworfen sein.

Alle für den Bund aufzubringende Geldbeiträge werden alljährlich von dem Herrn Grafen an die Herzoglich Oldenburgischen Cassen gezahlt.

Die Herrschaft bleibt von jeder Bequartirung mit dem Oldenburgischen Militär frei.

Art. V. Der Herr Graf tritt auch in die Ausübung des Rechts der besondern Flagge für die Herrschaft Kniphausen wieder ein, wie solches vor Auflösung des Deutschen Reichs gewesen ist, jedoch unbeschadet der in den Artikeln zwei und drei enthaltenen Bestimmungen.

Art. VI. Auch in Ansehung der Justizgewalt wegen der Herrschaft Kniphausen erhält der Herr Graf den Genufs und die Ausübung derselben Rechte wieder, welche ihm zur Zeit des Deutschen Reichs zustanden. Die veränderte Lage der Umstände macht indessen folgende Abänderung bei Ausübung derselben nothwendig.

a. In allen Civilstreitigkeiten der Kniphausenschen Unterthanen sowohl unter sich als wo der Herr Graf, oder dessen Behörden oder auch andere Personen Kläger sind, vertritt das Oberappellationsgericht in Oldenburg aus besonderem Auftrage, welcher demselben von Sr. Herzoglichen Durchlaucht, vermöge der auf Höchstdieselben im Artikel II übergegangenen Hoheit, ein für allemal ertheilt wird, die Stelle der ehemaligen Reichsgerichte, und erkennt in denjenigen Fällen, worin die Competenz derselben begründet war, nach den in der Herrschaft geltenden Rechten. Dabei bleibt jedoch das gedachte Oberappellationsgericht bei seiner Form und seinem Geschäftsgange.

b. In der angegebenen Art (lit. a) vertritt jenes Gericht auch die Stelle der ehemaligen Reichsgerichte

in den Angelegenheiten der sonst in der Herrschaft 1825
sich aufhaltenden eximirten Personen.

c. In Criminalfällen, wo eine weitere Vertheidigung zulässig ist, sollen die Acten, statt wie sonst zur Zeit des Deutschen Reichs, an ein auswärtiges Juristencollegium, an das Oberappellationsgericht in Oldenburg zur Abfassung des Urtels gesandt, und dieses von dem Kniphausenschen Gerichte eben so, wie sonst, eröffnet werden.

d. In allen solchen Privatangelegenheiten des Herrn Grafen und der Glieder seiner Familie, in welchen zur Zeit des Deutschen Reichs die höchsten Reichsgerichte competent gewesen sein würden, sollen diese ebenfalls durch das Oberappellationsgericht zu Oldenburg vertreten werden.

e. In gleicher Art soll dasselbe an der Stelle der ehemaligen Reichsgerichte eintreten, wo sonst die Unterthanen der Herrschaft gegen den Herrn Grafen oder dessen Behörden als Obrigkeit, vor denselben hätten Klage erheben können.

f. Auch soll für alle Fälle, wo sonst die Erhaltung guter gemeiner Ordnung ein Einschreiten der höchsten Reichsgerichte auf Antrag des Reichsfiscals begründet hätte, ein Fiscal bestellt werden, welchen Se. Herzogliche Durchlaucht vermöge der Höchstdenenselben übertragenen Hoheit aus drei ihrer Amtleute, oder Landgerichts-Mitgliedern in den Kreisen Jever und Neuenburg, welche der Herr Besitzer in Vorschlag bringt, ernennen. Dessen Geschäft ist auch, besonders darauf zu wachen, dafs die von dem Herrn Besitzer als Landesobrigkeit in diesem Abkommen eingegangenen Verbindlichkeiten erfüllt werden. Nimmt derselbe einen Fall wahr, wo dabei etwas verabsäumt, oder, in Beziehung auf Erhaltung guter gemeiner Ordnung, Grund zur Beschwerde gegeben wird, und erlangt er auf desfallsige Anzeige bei dem Herrn Besitzer der Herrschaft keine Abhülfe, so bringt er die Sache an das Oberappellationsgericht in Oldenburg, welchem in Absicht der Entscheidung der Beschwerde von Sr. Herzoglichen Durchlaucht vermöge zu ertheilenden Auftrags gleiche

1825 Befugnisse eingeräumt werden sollen, als sonst den höchsten Reichsgerichten zugestanden haben.

g. Doch steht, in allen unter lit. d. e. und f. bezeichneten Fällen, dem Herrn Grafen, in Fällen lit. d auch den Gliedern seiner Familie, das Recht zu, sowohl in der ersten als in jeder ferner noch zulässigen Instanz auf Verschickung der Acten an eine deutsche Juristenfacultät zur Abfassung des Urtels anzutragen. Wird dieser Antrag gemacht, was jedenfalls eher geschehen mufs, als die Acten zum Urtel beschlossen angenommen werden, so hat das Oberappellationsgericht dem Herrn Grafen, oder, in Fällen lit. d, dem betheiligten Mitgliede seiner Familie, drei deutsche Juristenfacultäten in Vorschlag zu bringen, woraus von demselben diejenige, binnen einer durch das Oberappellationsgericht zu bestimmenden angemessenen Frist, zu wählen ist, an welche die Acten versandt werden sollen. Erfolgt der Antrag auf Actenverschickung nicht vor dem Actenbeschlusse oder die Erklärung über die gewählte Juristenfacultät nicht vor Ablauf der dazu bestimmten Frist, so wird das Urtheil in der betreffenden Instanz von dem Oberappellationsgerichte selbst abgefafst.

h. Wenn die Execution eines wider den Herrn Besitzer der Herrschaft ergangenen Urtels oder Bescheides nöthig werden sollte, so erfolgt dieselbe unter der obern Leitung des Oberappellationsgerichts in Oldenburg.

Art. VII. Alle und jede, zwischen Sr. Herzoglichen Durchlaucht und Höchstdero Nachfolger in der Regierung des Herzogthums Oldenburg einer Seits, und dem Herrn Grafen und dessen Familie anderer Seits, in Beziehung auf die Herrschaft Kniphausen vorkommenden Irrungen und Streitigkeiten, welche die Auslegung des gegenwärtigen Abkommens, ingleichen den Umfang und die Natur der Sr. Herzoglichen Durchlaucht übertragenen Hoheit und der dem Herrn Grafen zustehenden Rechte (Art. I.) im gegenseitigen Verhältnisse zu einander an sich oder in ihrem Princip, abgesehen von der Erfüllung der daraus auf Seiten des Herrn Grafen entspringenden

Verbindlichkeiten, worauf die Amtsthätigkeit des 1825
Fiscals sich bezieht (Art. VI. lit. f.), zum Gegenstande haben, werden vor eine schiedsrichterliche Behörde gebracht. Die Bildung derselben geschieht in der Art, dafs die Acten über die entstandene Streitigkeit bei dem Oberappellationsgerichte in Oldenburg, nach dem bei demselben stattfindenden Verfahren, instruirt und, mit Zulassung der bei anderen Rechtssachen stattfindenden Instanzen, auch zum Spruche bei demselben vorgelegt werden, es sei denn, dafs der Herr Graf es vorzieht, auch hier auf Verschickung der Acten anzutragen, in welchem Falle die obige Bestimmung (lit. g.) in ihrem ganzen Umfange eintritt.

Zur völligen Unpartheilichkeit des Oberappellationsgerichts in Oldenburg bei der von ihm hiernach auszuübenden Mitwirkung in Streitigkeiten dieser Art, werden die Mitglieder desselben für dergleichen Fälle von Sr. Herzoglichen Durchlaucht des Höchstdenenselben geleisteten Huldigungseides entbunden und lediglich auf den Richtereid verwiesen werden.

Art. VIII. Damit ein völlig freier Verkehr zwischen den Einwohnern der Herzoglich Oldenburgischen Lande und der Herrschaft Kniphausen stattfinden könne, ist der Herr Graf bereit, unbeschadet seiner landesherrlichen Rechte, entweder die Verfassung wegen der indirecten Abgaben, welche gegenwärtig im Herzogthum Oldenburg besteht oder künftig etwa eingerichtet werden sollte, auch in die Herrschaft einzuführen, oder doch im Wege besonderer Vereinbarung diejenigen Maasregeln anzuordnen, welche erforderlich sein möchten, damit das Interesse Sr. Herzoglichen Durchlaucht und Höchstdero Unterthanen in Beziehung auf Erhebung indirecter Abgaben gesichert werde.

Art. IX. Der Deutsche Bund ist um Übernahme der Garantie dieses Abkommens mit der Wirkung ersucht, dafs er auf die genaue und vollständige Erfüllung der in demselben enthaltenen Bestimmungen achten und insbesondere darauf halten wolle, dafs die zwischen Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Oldenburg und dem Herrn Grafen entstehenden Streitigkeiten auf dem durch das gegenwärtige Abkom-

1825 men vereinbarten Wege zur Entscheidung gebracht und die erfolgten Erkenntnisse auch pünctlich vollzogen werden. Zu dem Ende steht dem Herrn Besitzer der Herrschaft der Recurs an die Bundesversammlung in allen vorkommenden Fällen offen.

Sobald die Garantie des Bundes erfolgt ist, tritt dieses Abkommen in Wirksamkeit. Es fallen damit auch alle besondere Befugnisse des Besitzers der Herrschaft in Beziehung auf auswärtige Verhältnisse, welche derselbe etwa vor Auflösung des Deutschen Reichs gehabt haben mag, hinweg, indem die Interessen sowohl des Herrn Grafen als seiner Unterthanen bei anderen Staaten durch den Souverain, welchem die vormals Kaiser und Reich zugestandene Hoheit über Kniphausen eingeräumt ist, unter dem Schutze des Bundes vertreten werden.

Art. X. Andere Rechte und Vorzüge des Herrn Grafen und seiner Familie, aufser der Beziehung der Herrschaft Kniphausen, machen keinen Gegenstand dieses Abkommens aus. Es versteht sich daher auch von selbst, dafs denselben hierdurch weder einiger Eintrag geschieht, noch dafs auch neue zugestanden werden.

Des zu Urkund, ist vorstehendes Übereinkommen von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidruckung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Berlin den 8ten Juni 1825.

Wilhelm Ernst von Beaulieu-Marconnay. Hans Wilhelm Carl Barnstedt.

Von Gottes Gnaden, Wir Peter Friedrich Ludwig, Herzog zu Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, Fürst zu Lübeck und Birkenfeld, Herr zu Jever und Kniphausen u. s. w.

Genehmigen und ratificiren hiemittelst vorstehendes Abkommen über Kniphausen in allen seinen Puncten und Clauseln, seinem ganzen Inhalte nach, und geloben und versprechen, solches vollständig zu erfüllen und Beikommende anzuweisen, sich danach

zu achten und demselben in allen Stücken genau 1825
nachzukommen.

Zu dessen Urkunde haben Wir diese Unsere Ratification eigenhändig unterschrieben und mit Unserm Herzoglichen Siegel bedrucken lassen.

So geschehen Wiesbaden, den 20sten Juni 1825.

PETER.

VON BRANDENSTEIN.

Protocolle der deutschen Bundesversammlung Bd. 18. S. 74 (1826. 9ten März).

Beschluſs. 1. Der Deutsche Bund übernimmt die Garantie des am 8ten Juni 1825 zwischen Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Oldenburg und dem Herrn Grafen von Bentink wegen der staatsrechtlichen Verhältnisse der Herrschaft Kniphausen unter Vermittlung der Höfe von St. Petersburg, Wien und Berlin abgeschlossenen und demnächst ratificirten Übereinkommens, mit der durch den IX Artikel desselben bezeichneten Wirkung, in diesem ganz eigenen und besondern Falle, um so bereitwilliger, als dadurch weder das unmittelbare und alleinige Verhältniſs Seiner Durchlaucht des Herzogs von Oldenburg zum Bunde eine Veränderung erleidet, noch auch durch die Übernahme dieser Garantie dem wohlbegründeten Rechte dritter Personen Eintrag geschehen soll.

2. Dem Herrn Generalmajor Grafen von Bentink wäre in Erwiederung auf sein Gesuch um Sicherstellung seiner agnatischen Rechte an die Herrschaft Kniphausen, von diesem Beschlusse Mittheilung zu machen.

150.

1825 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre l'Autriche et le grand duché de Bade, publiée à Carlsruhe le 7 Juillet 1825.*

(*Neueste Staatsacten und Urkunden.* Bd. 1. Heft 3. p. 287.)

Das Regierungsblatt No. VI vom Jahre 1823 enthält eine Bekanntmachung vom 28sten Februar desselbigen Jahrs durch welche das Kaiserlich Österreichische Patent vom 2ten März 1820, die Abzugsfreiheit mit den deutschen Bundesstaaten betreffend, und insbesondere dessen fünfter Artikel, zur öffentlichen Kenntnifs gebracht worden sind.

Dieser letztgedachte Artikel enthält eine Aufzählung der Kaiserlich Österreichischen Staaten, welche zum Deutschen Bunde gehören.

Durch obgedachte Bekanntmachung ist aber das Misverständnifs entstanden, als wenn die früher zwischen der gesammten Österreichischen Monarchie und dem Grofsherzogthum Baden bestandene Abzugsfreiheit nur allein auf die Abzugsfreiheit zwischen Baden und den zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten des Österreichischen Kaiserthums beschränkt worden wäre.

Zu Beseitigung dieses Misverständnisses wird die Erläuterung dahin ertheilt:

1. Zwischen dem Grofsherzogthum Baden und den zum Deutschen Bund gehörigen Kaiserlich Österreichischen Staaten besteht jetzt die Abzugsfreiheit Kraft des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte und des darauf sich gründenden Beschlusses der Deutschen Bundes-Versammlung vom 23sten Juni 1817, und sie würde in Gemäfsheit dieses Grundsatzes bestehen, wenn auch nicht früher schon Ab-

zugsverträge zwischen beiden Staaten abgeschlossen 1825
worden wären.

2. Zwischen dem Grofsherzogthum Baden und den nicht zu dem Deutschen Bunde gehörigen Theilen der Österreichischen Monarchie; nämlich Gallizien, Lodomerien nebst der Bukowina, Ungarn mit Slavonien und Croatien nebst der Militär-Grenze, Siebenbürgen, Dalmatien, und endlich dem Lombardisch-Venezianischen Königreich, besteht die Abzugsfreiheit, Kraft der fortdauernd gültigen Abzugsverträge vom 20sten December 1804 und 17ten September 1808 und Kraft der im Jahre 1815 erfolgten wechselseitigen Übereinkunft über die Ausdehnung dieser Verträge auf die beiderseits neu erworbenen Lande.

Es ist sich also hinsichtlich des Abzugs in Bezug auf die zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich Österreichischen Staaten nach dem obgedachten Bundesbeschlufs vom 23sten Juni 1817 (Reg. Blatt No. XXI. v. J. 1817) und in Bezug auf die nicht zum Deutschen Bund gehörigen Kaiserlich Österreichischen Länder nach den oben angeführten Verträgen (Reg. Blatt No. X. v. J. 1805 und No. XLI. vom Jahr 1808) zu richten.

Verkündet aus dem Grofsherzoglichen Ministerium des Innern.

Carlsruhe den 7ten Juli 1825.

Ministerium des Innern.

Freiherr v. Berkheim.

Vdt. Barack.

151.

1825 *Convention entre l'Hanovre et la principauté de Lippe Detmold, concernant l'extradition des criminels et la suppression des frais de justice en matières criminelles; ratifiée par l'Hanovre le 12 Juillet 1825.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1325. Abthl. 1. pag. 117.)

Georg der Vierte, von Gottes Gnaden König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland u. s. w. auch König von Hannover, Herzog von Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

Zwischen Unserm Königlichen Cabinets-Ministerio in Hannover und der Fürstlich Lippeschen Regierung in Detmold ist über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Gerichts-Gebühren in Criminal-Fällen eine Convention geschlossen, welche von Wort zu Wort lautet wie folgt:

Art. I. Alle Personen, die während ihres Aufenthalts in einem der beiderseitigen Lande ein Verbrechen begangen, welches nach den Grundsätzen der in beiderseitigen Landen geltenden Rechte eine peinliche Strafe nach sich zieht, sollen, wenn sie vor erfolgter Bestrafung in die anderseitigen Lande sich gewandt haben, an dasjenige Gericht unweigerlich ausgeliefert werden, in dessen Gerichts-Bezirke das Verbrechen verübt worden ist. Wofern jedoch die Verbrecher, deren Auslieferung verlangt wird, wirklich domicilirte Landes-Unterthanen des einen oder andern Landesherrn sind: so soll die Bewilligung der Auslieferung derselben zu einer vorher darüber in jedem einzelnen Falle zwischen dem Königlich

'rofsbritannisch Hannoverschen Ministerium und der 1825
'ürstlich Lippeschen Regierung zu treffenden Über-
inkunft hin verstellt bleiben. Nach der in diesem
rtikel enthaltenen Bestimmung findet demnach die
uslieferung in blofsen Accise- und Contrebande-
'ergehen, wenn gleich in dem einen oder dem
ndern Lande darauf entweder überhaupt oder nach
en Zeit-Umständen z. B. bei Fruchtsperren u. s. w.
ine peinliche Strafe gesetzt sein sollte, nur in den
'ällen Statt, wenn deshalb für den vorkommenden
inzelnen Fall zwischen beiderseitigen Regierungen
ine Übereinkunft getroffen werden sollte.

Art. II. Sollte nach der Verfassung desjenigen
andes, wo das Verbrechen verübt worden ist, die
Intersuchung von einem andern Gerichte, als demje-
igen geführt werden, in dessen Gerichtsbezirke das
'erbrechen sich zugetragen hat, so erfolgt die Aus-
ieferung an den die Untersuchung auf sich haben-
en Richter.

Art. III. Der Auslieferung mufs jedesmal eine
tequisition des die Untersuchung führenden Gerichts
orhergehen. Mithin soll ein blofses Anerbieten zur
uslieferung, welches sich nicht auf eine in öffent-
ichen Blättern bekannt gemachte, oder in besonderen
ichreiben geschehene Requisition gründet, keiner
'erichtsstelle der beiderseitigen Lande die Annahme
ines Verbrechers zur Nothwendigkeit machen.

Art. IV. Trüge es sich zu, dafs um die Aus-
ieferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachgesucht
vürde, wo selbiger schon wegen eines andern Ver-
rechens bei dem requirirten Gerichte in Unter-
uchung befangen ist, so soll die Auslieferung nur
lsdann Statt finden, wenn das Verbrechen, welches
er requirirende Richter zu untersuchen hat, nach
en Grundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde
iegenden Rechte eine gröfsere Strafe nach sich zieht.

Art. V. Ist es aber zweifelhaft, welches von
eiden Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich
iehe, oder sind beide Verbrechen von gleicher
trafbarkeit; so unterbleibt die Auslieferung, wofern
icht in jedem einzelnen Falle durch Übereinkunft
eiderseitiger Regierungen ein anderes beliebt wird.

1825 Art. VI. Erfolgt die Auslieferung in einem solchen Falle, wo der Verbrecher in beiden Landen sich vergangen hat, so werden dem requirirenden Richter die von dem requirirten Gerichte geführten Acten und alle sonst erforderlichen Nachrichten zugleich mitgetheilt, um darnach die auf beiden Verbrechen beruhenden Strafen zu erkennen und auch sonst in Ansehung der Entschädigung oder anderer Umstände darauf die nöthige Rücksicht nehmen zu können.

Art. VII. Wenn der Verbrecher, um dessen Auslieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem requirirten Gerichte sich in Haft befindet: so sollen zur Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten getroffen werden.

Art. VIII. Sobald der Verbrecher, aufser den vorher im 3ten Artikel bemerkten Fällen, in Haft gezogen ist, mufs der requirirte Richter dem requirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen, damit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge. Der requirirte Richter hat demnach die eigene Abschickung des Verbrechers nur alsdann zu veranstalten, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

Art. IX. Auch in solchen Criminal-Fällen, wo nicht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern nur um Vernehmung der Zeugen oder anderer Personen, und um Mittheilung der Acten oder sonstiger Nachrichten angesucht wird, sollen die Gerichts-Stellen der beiderseitigen Lande mit aller Willfährigkeit einander zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. X. Wenn Behuf anzustellender Confrontationen die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird: so sollen, auf vorgängige Communication der Landes-Justiz-Collegien, der oder dieselben nicht blos bis auf die Grenze, sondern unter den erforderlichen Sicherheits-Anstalten an das untersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke verabfolgt werden.

Art. XI. Mit der Bezahlung der Kosten soll es 1825
nachfolgendermaafsen gehalten werden.

Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt; so werden hieraus dem requirirten Richter nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen, nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichts-Gebühren entrichtet. Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hinreichendes eigenes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und der requirirende Richter bezahlt alsdann dem requirirten Gerichte lediglich die baaren Auslagen, welche durch die Haft und die Unterhaltung des Verbrechers bis zur erfolgten Abholung desselben veranlafst worden sind.

Art. XII. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht auf die Bezahlung der Kosten in solchen Criminal-Fällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Verbrechern, sondern nur auf die Abhörung oder Stellung von Zeugen oder anderer Personen ankommt.

Art. XIII. Zur Entscheidung der Frage, ob der Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung von Gerichts-Gebühren besitze oder nicht, soll in beiderseitigen Landen etwas weiteres nicht, als das Zeugnifs desjenigen Gerichts erfordert werden, unter welchem der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein; so wird es angesehen, als ob derselbe kein hinreichendes eignes Vermögen besitze.

Art. XIV. Den bei Criminal-Untersuchungen zu stellenden Zeugen und andern abzuhörenden Personen sollen die Reise- und Zehrungs-Kosten, nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütungs-Summe, nach deren von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung, bei erfolgter wirklichen Stellung von dem requirirenden Richter sofort verabreichet werden, und sofern selbige deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requi-

1825 rirte Gericht, zwar die Auslage davon übernehmen, es soll jedoch selbige von dem requirirenden Richter, auf die davon erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten Gerichte ungesäumt wiedererstattet werden.

Art. XV. Wenn Verbrechen entweder auf unbestrittener Grenze, oder an solchen Orten, woselbst die Hoheitsgrenze etwas zweifelhaft wäre, verübt worden, so soll die Prävention unter den beiderseitigen Gerichten dergestalt Statt haben, dafs die Untersuchung und Bestrafung demjenigen Gerichte verbleibe, welches den Inquisiten selbst über das angezeigte Verbrechen oder Vergehen zuerst vernommen hat; wobei jedoch zur wechselseitigen Bedingung gemacht wird, dafs solche Fälle in Absicht der Landes-Hoheit nicht für Besitzhandlungen gelten, noch als solche jemals angezogen werden sollen.

Art. XVI. Wegen Durchführung der Gefangenen durch beiderseitige Lande ist annoch festgesetzt, dafs in den Fällen, wenn

a. der Arrestat kein Unterthan desjenigen Landesherrn ist, durch dessen Lande die Durchführung geschieht;

b. die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht vom Militär ist, sondern nur aus Polizei-Bedienten oder andern Personen besteht, auch

c. nicht von beträchtlicher Anzahl und nur höchstens fünf Mann stark ist,

solche auf blofse Pässe der Polizei-Behörden, welche jedoch die obige Einschränkung sub a. deutlich enthalten müssen, von den Garnisonen und jeden Orts-Obrigkeiten gestattet, auch die nöthige Assistenz dabei geleistet, aufser solchen Fällen aber die vorgängige Correspondenz der höheren Collegien fernerweit erforderlich sein soll.

Art. XVII. Endlich ist den Polizei-Bedienten beiderseitiger Regierungen verstattet, flüchtigen Verbrechern oder Verdächtigen über die Grenze nachzusetzen, auch solche, wenn nicht sofort die Hülfe der Landes-Beamten dazu bewirkt werden kann, anzuhalten; da dann die Angehaltenen jedesmal sofort an das nächste Amt des Landes, worin sie ergriffen worden, abzugeben sind, welches wegen der Auslieferung nach den gegebenen Vorschriften verfährt.

Gleichwie nun die gegenwärtige Vereinbarung auf Reciprocität gegründet und auf die Beförderung einer unverweilten Justiz-Pflege lediglich gerichtet ist; also werden in selbiger alle beiderseitigen Lande begriffen, und soll dieselbe demnächst in den gedachten Landen beider höchsten paciscirenden Theile gewöhnlichermaafsen bekannt gemacht werden. 1825

Nachdem Wir nun diese Convention unsern Absichten gemäfs befunden haben: so genehmigen Wir dieselbe hiemit und befehlen, dafs sämmtliche obrigkeitliche Behörden in Unserm Königreiche Hannover in vorkommenden geeigneten Fällen derselben unverbrüchlich nachkommen sollen.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und beigefügten Königlichen Siegels.

Gegeben Carlton House, den 12ten Julius des 1825sten Jahrs, Unseres Reiches im Sechsten.

George Rex.

E. *Graf* von Münster.

152.

Manifeste de la nation grecque qui annonce sa résolution de se mettre sous la protection de la Grande-Brétagne; datée de Napolie de Romanie du 2 Août 1825.

(*Le Moniteur* 1825. 20 Sept. No. 263.)

Le clergé, les représentans du peuple et les chefs civils et militaires de terre et de mer de la nation grecque;

Considérant que, fondés sur les droits inaliénables de la nationalité et sur ceux de la propriété privée, aussi bien que sur les principes dominans de la réli-

1825 gion et de l'indépendance des nations et mus par les sentimens innés dans l'homme pour la conservation et la sûreté de sa propre existence, les Grecs se sont armés pour en appeler à la justice, et que pendant l'espace de plus de quatre ans ils ont lutté avec constance contre les forces combinées de terre et de mer accourues d'Europe, d'Asie et d'Afrique; qu'au milieu des dangers imminens, tantôt ils ont détruit les forces si supérieures de leurs ennemis, et tantôt les ont entièrement anéanties; et que, quoique privés des ressources nécessaires à cette grande entreprise, ils sont enfin parvenus à sceller leurs droits, au prix du sang le plus précieux de la nation, et à prouver au monde civilisé ce que peut un peuple vraiment déterminé à reconquérir son indépendance;

Considérant que les résultats mêmes de cette lutte si inégale n'ont fait que renforcer davantage dans d'esprit de la nation la résolution irrévocablement arrêtée par elle d'établir son existence politique;

Considérant que plusieurs agens de quelques unes des puissances continentales, au dépit des principes même du christianisme qu'ils professent, n'ont point observé une conduite conforme aux règles tracées et établies par elles-mêmes, et que cette conduite si illégale a fait naître une foule de contestations politiques d'une nature et d'un caractère divergens;

Considérant que quelques-uns de ces agens s'efforcent, par les menées des emissaires qu'ils envoient dans l'intérieur de la Grèce, de faire naître parmi les Grecs des sentimens contraires à l'ésprit et aux formes du gouvernement, sentimens qui ne conviennent qu'aux intentions et aux intérêts de ces agens;

Considérant que les commandans des forces navales de quelques gouvernemens font éprouver une foule de persécutions et d'entraves injustes à la marche régulière de la marine grecque et à ses mouvemens conformes aux règles du droit des gens; le tout en violation de la neutralité déclarée par leurs souverains aux congrès de Laybach et de Vérone;

Considérant avec une vive douleur que les chrétiens eux-mêmes s'arment contre les disciples de l'évangile pour secourir les sectateurs du Coran et

qu'une foule d'officiers européens s'empressent, contre 1825
les principes de toute politique et toute saine morale, d'accourir de loin pour instruire ces derniers et conduire en personne les armées des barbares qui viennent mettre à feu et à sang la terre qui couvre les ossemens mêlés des Cimons et des Zamados, des Léonidas et des Botzaris, des Philopoemens et des Nicetas;

Considérant que le gouvernement de la Grande-Brétagne, heureux de conduire un peuple libre, est le seul qui observe une stricte neutralité, sans daigner suivre l'exemple des violations manifestes et de ces distinctions si contraires à la raison que d'autres n'ont pas cessé de pratiquer en Grèce, à Constantinople et en Egypte;

Considérant que l'indifférence du gouvernement britannique ne suffit pas pour balancer les persécutions que d'autres exercent contre la Grèce, et auxquelles ils donnent tous les jours une nouvelle extension;

Considérant que si la Grèce n'a pu jusqu'ici prévenir les entreprises des ennemis ni prendre l'offensive, ce n'est point à cause d'une diminution de ses forces, ni par un affoiblissement de sa première résolution, mais bien par les motifs ci-dessus mentionnés, et parceque le gouvernement n'est pas encore parvenu à dominer et à subjuguer entièrement toutes les passions particulières;

Considérant que dans cette lutte extraordinaire, les Grecs doivent sortir victorieux ou s'ensevelir sous les ruines de leur patrie, à cause des suites déplorables que la nature de cette lutte a entrainées avec elle, et de sa longue durée, deux causes qui ont rendu cette alternative inévitable;

Considérant enfin que, puisqu'une faveur particulière de la providence a placé les forces de la Grande-Brétagne si près de nous, la Grèce doit en profiter à tems, en fondant ses espérances sur la justice et l'humanité qui animent cette grande puissance;

Pour ces motifs et dans l'intention de mettre en sûreté les droits sacrés de la liberté de l'état et de notre existence politique suffisamment consolidée, la

1825 nation grecque prescrit, arrête, décrète et agrée la loi qui suit:

Art. I. En vertu du présent acte, elle place volontairement le dépôt sacré de sa liberté, de son indépendance nationale et de son existence politique, sous la défense absolue de la Grande-Brétagne.

Art. II. Cet acte fondamental de la nation grecque sera accompagné d'un mémoire explicatif adressé en duplicata au gouvernement de S. M. Britannique.

(Suivent les signatures.)

153.

Déclaration de l'indépendance des provinces du Haut Pérou, signée à Potosi (?) le 6 Août 1825.

(*Le Journal de Francfort* 1825. 24 Décembre. No. 357.)

La représentation souveraine des provinces du Haut Pérou, profondément pénétrée de la grandeur et du poids immense de sa responsabilité devant le ciel et la terre en prononçant sur le sort futur de ses constituans, déposant sur l'autel de la justice tout esprit de partialité, d'intérêts et de vues particulières; après avoir imploré l'assistance paternelle du saint créateur du monde, et rassurée par sa conscience sur la bonne foi, la justice, la modération et la profondeur des méditations qui ont présidé à la présente résolution, déclare solennellement, au nom et par le pouvoir absolu de ses dignes électeurs, que le jour est arrivé où le voeu ardent et inaltérable du Haut Pérou de s'emanciper du joug oppresseur de l'Espagne est accompli par la présente solennité, et où la condition dégradante de colonie de l'Espagne cesse pour notre pays privilégié, ainsi que toute dépendance de l'Espagne et de ses monarques présens et futurs. Qu'en conséquence, l'intérêt de notre dit pays étant de n'être associé à aucune des républiques voisines,

il est érigé en un état souverain, indépendant de 1825
toute nation de l'ancien comme du nouveau monde. Les départemens du Haut Pérou fermes et unanimes dans une résolution aussi juste et aussi magnanime, protestent à la face du monde entier, que leur volonté irrévocable est de se gouverner eux-mêmes et d'être dirigés par la constitution, les lois et les autorités, qu'ils pourront se donner et croire les plus propres à assurer leur félicité comme nation, et à prêter un inaltérable appui à leur sainte religion catholique et aux droits sacrés de l'honneur, de la liberté, de l'égalité, de la propriété, et de la sûreté; et pour assurer la fermeté invariable de cette résolution, ils s'engagent et promettent au moyen de cette représentation souveraine, de la maintenir si fermement, si constamment et si héroïquement, qu'en cas de nécessité, ils consacreront avec plaisir à son exécution, à sa défense et à son immuabilité, leur vie elle-même, leurs propriétés, et tout ce qui est cher à l'homme. Qu'elle soit en conséquence imprimée et communiquée par la publication et la circulation à tous ceux qu'il appartiendra.

Donné dans la salle des séances, le 6 Août 1825.

Suivent les signatures des députés de Charcas, de la Paz, de Cochabamba, de Potosi et de Santa Cruz.

154.

1825 *Actes relatifs au congrès de Panama.*

(*Le Journal de Francfort* 1825. 12 Novembre No. 315. 13 Novembre No. 316. 14 Novembre No. 317. 15 Nov. No. 318.)

a.

Note du gouvernement de Buenos Ayres au congrès général constituant, datée du 16 *Août* 1825.

Les copies des notes ci-jointes instruiront les représentans de l'invitation formelle adressée au pouvoir exécutif national par le gouvernement suprême de la république du Pérou, de concert avec celui de la Colombie, d'envoyer des ministres plénipotentiaires au congrès de tous les états de l'Amérique meridionale, convoqué à Panama. Les communications du gouvernement colombien indiquent quelques-uns des objets de cette assemblée, et d'après celles du Pérou, il paroît qu'on a l'intention d'établir une autorité qui présidera à la confédération des états américains, qui guidera leur politique étrangère et mettra un terme aux différends qui pourront naître parmi les confédérés. Un pareil projet a déjà été proposé au gouvernement de Buenos Ayres, chargé de l'administration des affaires étrangères de la nation; les raisons qui l'ont engagé à refuser son assentiment n'ont pas été affoiblies par les évènemens postérieures.

La plupart des républiques se sont prononcées en faveur de la réunion du congrès ci-dessus mentionné, et il paroît qu'elles se proposent de l'installer dans le courant de cette année, parcequ'elles pensent que c'est le moyen le plus efficace d'assurer la tranquillité intérieure de chaque état, l'harmonie de leurs relations respectives et la sûreté de tous contre l'ennemi commun.

Cependant le pouvoir exécutif national n'est pas de cet avis; mais il pense qu'il ne seroit pas conve-

nable, dans les circonstances actuelles, de paroître en 1825
état de dissention ouverte avec les autres républiques; d'un autre côté le respect dû à l'opinion de ceux qui se sont prononcés en faveur du projet et du but du congrès de Panama, a occupé pendant quelque tems l'attention du gouvernement, et il a jugé que dans aucune occasion, il n'avoit été plus nécessaire qu'à présent de manifester ouvertement, d'abord le désir sincère qui anime la république des provinces unies de Rio de la Plata, de reserrer ses relations amicales avec les autres républiques du continent, et de les rendre plus intimes et plus durables: et en second lieu, afin de parvenir à ce but, d'adopter une conduite franche, et d'expliquer sincèrement aux républiques alliées les moyens que celle de Rio de la Plata a jugés les plus convenables pour renforcer leur pouvoir contre les ennemis étrangers, établir entr'elles une alliance indissoluble fondée sur la communauté de principes essentiels à la perfection de l'ordre social, et à la prospérité progressive et simultanée de chacune.

En conséquence de ces considérations, le gouvernement soumet le projet de loi suivant à l'approbation du congrès général.

Le gouvernement salue MM. les représentans avec le plus profond respect.

JUAN GREGORIO DE LAS HERAS,
E. J. GARCIA.

Projet de loi.

ART. I. Le pouvoir exécutif national est autorisé à contracter une alliance défensive avec les états de l'Amérique qui appartenoient jadis à l'Espagne, afin de conserver leur indépendance contre la nation espagnole et toute autre puissance étrangère.

ART. II. La république des provinces unies de Rio de la Plata reconnoît solennellement comme bases fondamentales de son association politique les articles suivans, et autorise le pouvoir exécutif à entamer des négociations pour qu'elles soient également

1825 reconnues par tous les autres états du continent américain :

1. La volonté libre des peuples est la seule source de la légitimité des gouvernemens.

2. Aucun homme ne peut exercer ni prétendre, sous aucun rapport, avoir le droit de faire des lois pour le peuple. Il n'a pas non plus le pouvoir de renoncer pour lui ou sa postérité au droit de sanctionner les lois au moyen de représentans légitimes.

3. Aucun gouvernement ne peut s'arroger le pouvoir d'intervenir dans le gouvernement intérieur d'un autre état indépendant.

4. La propriété individuelle sur le territoire d'une des républiques quelconque est inviolable en tems de paix et en tems de guerre.

Art. III. Le pouvoir exécutif négociera, avec les états de l'Amérique appartenant jadis à l'Espagne, un traité de commerce qui aura pour base que les sujets des dits états pourront librement exercer leur industrie dans chacun des territoires respectifs.

Art. IV. En cas d'alliance de la nature stipulée dans l'art. I.; elle sera réglée par un traité spécial conforme aux circonstances et aux ressources de chacun des états contractans.

Art. V. Le pouvoir exécutif national sera autorisé à envoyer un ou plusieurs ministres plénipotentiaires, pour les objects spécifiés dans cette loi, à l'assemblée des plénipotentiaires des états du continent de l'Amérique, convoquée par les gouvernemens de Colombie et du Pérou.

b.

Note du gouvernement de la république du Pérou adressée au ministre chargé du pouvoir exécutif de Buenos Ayres, datée de Lima, du 2 Mai 1825.

Palais du gouvernement, à Lima, le 2 Mai 1825.

Après quinze ans de sacrifices consacrés à la liberté de l'Amérique, afin d'établir un système d'assi-

stance mutuelle qui puisse devenir, en tems de paix 1825
et en tems de guerre, le bouclier de nos nouvelles destinées, il est tems que les intérêts et les relations qui unissent entre elles les républiques américaines qui appartenoient jadis à l'Espagne, reposent sur une base stable, qui éternise, s'il est possible, l'existence de leurs gouvernemens.

L'établissement de ce système et la consolidation du pouvoir de ce grand corps politique appartiennent à une autorité suprême qui puisse diriger la politique de nos gouvernemens, dont l'influence conserve l'uniformité des principes et dont le nom seul calme nos tempêtes. Une autorité aussi recommendable ne peut exister que dans une assemblée de plénipotentiaires nommés par chacune de nos républiques, et réunis sous les auspices des victoires remportées par nos armes contre la puissance de l'Espagne.

Profondement pénétré de ces idées, S. Exc. le libérateur, en sa qualité de président de la république de Colombie, a invité en 1822 les gouvernemens du Mexique, du Pérou et du Chili, à former une confédération et à se réunir sur l'isthme de Panama ou dans quelqu'autre endroit convenable, afin de composer une assemblée de plénipotentiaires de chaque état, qui pût servir de conseil dans les grands troubles, de point de ralliement dans les dangers communs, d'interprête fidèle des traités publics, s'il s'élevoit des difficultés, et enfin d'arbitre de nos différends; le gouvernement du Pérou a conclu le 6 Juin de cette année, avec les plenipotentiaires de la Colombie, un traité d'alliance et de confédération, en vertu duquel les deux parties devoient interposer leurs bons offices auprès des gouvernemens de l'Amérique qui appartenoient jadis à l'Espagne, afin de les faire tous entrer dans un traité relatif à la réunion d'une assemblée générale des confédérés. Le 3 Octobre 1823, l'envoyé extraordinaire de la Colombie auprès du gouvernement mexicain, a conclu avec cette république un traité semblable, et il y a lieu d'espérer, que les autres gouvernemens se trouveront de même engagés à ne consulter que leurs véritables intérêts.

En retardant l'assemblée générale des plénipotentiaires des républiques qui sont de fait déjà confédé-

1825 rées, jusqu'à ce que l'on eût l'adhésion des autres, on nous priveroit des avantages que cette assemblée nous procureroit dès le moment de son installation. Ces avantages sont considérables, quand on pense au tableau que présente le monde politique, et surtout le continent d'Europe.

La réunion des plénipotentiaires du Mexique, de la Colombie et du Pérou, seroit indéfiniment retardée, jusqu'à ce que l'on connût le résultat d'une nouvelle convention spéciale au sujet du tems et du lieu de réunion, si une des parties contractantes ne la favorisoit pas. La considération des difficultés et des délais qui pourroient résulter des distances qui nous séparent, réunie à d'autres motifs graves qui touchent nos intérêts communs, m'engagent à faire cette démarche, dans le dessein de hâter la réunion immédiate de nos plénipotentiaires, tandis que les autres gouvernemens s'occupent des préliminaires qui ont déjà été arrêtés entre nous au sujet de la nomination des représentans.

Quant à l'époque de l'installation de l'assemblée, je pense que rien n'empêchera sa réunion dans six mois, à compter de ce jour, et je me flatte même que le désir ardent, qui anime tous les américains, d'illustrer le monde découvert par Christophe Colomb, diminuera les obstacles et les délais que doivent occasionner les arrangemens ministériels et la distance qui sépare la capitale de chaque état du centre d'union.

Il me semble que si le monde avoit à choisir une capitale, l'isthme de Panama pourroit prétendre à cette auguste destinée; placé au centre du globe, il voit d'un côté l'Asie et de l'autre l'Afrique et l'Europe. Il a été offert par le gouvernement colombien; situé à égale distance des deux extrémités, il peut, sous ce rapport, servir de place provisoire pour la première assemblée des confédérés.

Reconnoissant la justesse de ces considérations, j'éprouve le plus vif désir d'envoyer les députés de cette république à Panama, aussitôt que j'aurai l'honneur de recevoir une réponse à cette circulaire. Rien ne pourroit certainement mieux remplir les désirs de

mon coeur que l'assentiment des gouvernemens con- 1825
fédérés à la réalisation de ce grand acte de l'Amérique.

Si V. Exc. ne juge pas à propos d'y accéder, je prévois un grand délai, un tort considérable surtout à une époque où les progrès du monde ne peuvent être accélérés dans leur marche politique qu'à notre désavantage.

Dans les premières conférences entre les plénipotentiaires, la résidence de l'assemblée et ses pouvoirs pourront être fixés d'une manière solennelle par la majorité; après quoi tout pourra être arrangé à notre satisfaction.

Le jour de la réunion de nos plénipotentiaires sera une époque immortelle dans l'histoire diplomatique de l'Amérique. Quand, dans un siècle, la postérité cherchera l'origine de nos institutions politiques, et se rappellera les traités qui ont consolidé nos gouvernemens, les délibérations de l'isthme seront regardées avec vénération. On y cherchera les projets de nos premières alliances, et on y trouvera la marche de nos relations avec l'union. Que deviendra l'isthme de Corinthe, comparé à celui de Panama?

Dieu protège V. Exc. etc.

Hipolito Unanue, Jose Maria de Pando,
Tomas de Heres.

c.

Note du ministre des affaires étrangères de la république de Colombie au chargé d'affaires colombien à Buenos Ayres, du 6 Mars 1825.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous annoncer que le 4 Février dernier, le gouvernement a reçu la circulaire de S. Exc. le liberateur, chargé du commandement dictatorial du Pérou, et qui invite cette république, notre alliée, à faire partie de la grande assemblée générale des états américains à l'isthme de Panama, invitation à laquelle le Pérou a consenti

1825 par une convention spéciale. S. Exc. le vice-président, également frappé de l'importance de cet objet, vous soumet les articles suivans pour faciliter son exécution.

Les affaires qui occuperont l'assemblée des états américains seront sans doute nombreuses et de différente nature, il faudra:

1. Renouveler le grand traité d'union, d'alliance et de confédération perpétuelle contre l'Espagne, ou toute autre puissance qui auroit le projet de nous conquérir.

2. Les plénipotentiaires devront faire, au nom de leurs commettans, un manifeste sur la justice de leur cause, en expliquant les vues de l'Espagne et notre système politique envèrs les autres puissances de la chrétienté.

3. Il faudra prendre une résolution au sujet des isles de Porto Rico et de Cuba, s'entendre sur la nécessité de réunir toutes les forces pour les délivrer du joug espagnol, et, en cas d'adoption de cette résolution, fixer le contingent de troupes que devra fournir chaque état pour son exécution; décider ensuite si ces isles seront incorporées à un des états confédérés, ou si elles seront libres de se choisir un gouvernement.

4. Il faudra faire ou renouveler un traité de commerce, comme alliés ou confédérés.

5. Faire une convention consulaire entre tous les états, afin d'expliquer clairement et distinctement les fonctions et prérogatives des consuls respectifs.

6. Prendre en considération l'exécution des déclarations du président des états unis de l'Amérique septentrionale dans son message au congrès de l'année dernière, concernant les moyens de déjouer tout projet ultérieur de colonisation sur le continent américain par les puissances de l'Europe, et de résister à tout principe d'intervention dans nos affaires intérieures.

7. Fixer de concert, les principes des droits des nations qui peuvent soutenir la discussion, et surtout ceux qui se rattachent à deux nations, lorsque l'une est en guerre et l'autre neutre.

8. Enfin, déclarer sur quel pied doivent être placées les relations politiques et commerciales des parties de notre hémisphère, qui, comme Hayti, sont séparées de leur métropole, et n'ont encore été reconnues indépendantes par aucune puissance européenne ou américaine. 1825

Comme ces trois derniers articles intéressent également les états unis, en les considérant comme neutres, le gouvernement a jugé convenable d'autoriser notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington, à les inviter à envoyer des députés à l'assemblée projetée. Je me suis hâté de prendre cette mesure, convaincu que les alliés de la Colombie en reconnoîtront l'utilité: elle donnera à nos bons, sincères et illustres amis (les états unis) une preuve de la confiance que doit inspirer notre conduite désintéressée, et au monde civilisé en général un témoignage de nôtre desir d'éviter tout objet de ressentiment et d'éloignement que pourroit faire naître l'état de guerre dans lequel nous nous trouvons. Donnez donc l'assurance au ministre des affaires étrangères que le gouvernement de Colombie éprouvera une véritable satisfaction en apprenant que ses vues s'accordent parfaitement avec celles de l'état de Buenos Ayres.

Vous vous hâterez de me faire part de la résolution de ce gouvernement sur chacun des articles contenus dans cette communication.

J'ai l'honneur, etc.

P. Gual,
ministre des affaires étrangères.

d.

Note du vice-président de la république de Colombie au libérateur Bolivar, datée de Bogota, le 6 Février 1825.

Mon cher ami et fidèle allié, j'ai lu avec la plus vive satisfaction votre note, datée de Lima, le 7 Décembre dernier, dans laquelle vous m'annoncez com-

1825 bien vous désirez voir réunis d'ici à six mois, s'il est possible, les députés des états confédérés de l'Amérique qui appartenoient jadis à l'Espagne. Etant animé des mêmes sentimens que vous, c'est avec un extrême plaisir que je vous annonce que j'ai pris d'avance toutes les mesures propres à hâter la réalisation d'un projet si essentiel à notre salut et à nos destinées futures. Les besoins des nouveaux états de l'Amérique, leur position à l'égard de l'Europe, et l'obstination du Roi d'Espagne, qui persiste à ne pas vouloir les reconnoître comme états indépendans, exigent plus que jamais l'adoption d'un système politique qui puisse déjouer dans le principe tout projet qui tendroit à nous attirer de nouvelles calamités. Le principe d'intervention, adopté par quelques cabinets d'Europe, et suivi avec énergie, exige toute notre attention, tant à cause de sa tendance à encourager les dernières espérances de nos ennemis, qu'à cause des conséquences funestes qui pourroient en résulter en Amérique. Il me semble qu'il est de l'intérêt commun que l'assemblée des plénipotentiaires qui doit se réunir à Panama, ait l'assentiment de toutes les puissances américaines, ou au moins de la plus grande partie, soit belligérantes, soit neutres, puisqu'elles sont toutes également intéressées à résister au droit d'intervention.

Afin d'obtenir cet assentiment, et malgré le mauvais succès d'une négociation entamée en 1822 entre Buenos Ayres et la Colombie, pour parvenir au même but, des instructions ont été adressées, le 15 Juillet dernier, à notre agent auprès de cette république, pour qu'il cherchât à convaincre ce gouvernement de la nécessité d'envoyer des plénipotentiaires à l'assemblée de Panama. Nous attendons aussi avec la plus grande anxiété la ratification de notre traité d'alliance et de confédération perpétuelle avec la république du Chili; nous n'avons pas encore reçu de réponse, mais il est probable que la session actuelle de la législature ne se terminera pas sans qu'un pareil traité ait été conclu avec les provinces de Guatimala dont nous avons ici un agent, mais dont la reconnoissance a été retardée par des considérations relatives à la république du Mexique.

Cependant j'ai lieu d'espérer que l'assemblée d'Amé- 1825
rique se réunira avec le consentement des républiques de Colombie, du Mexique, de Guatimala, du Pérou, et même du Chili et de Buenos Ayres, si, comme il est probable, la politique de ce dernier pays se rapproche de nos voeux, depuis l'installation du congrès des provinces unies de Rio de la Plata. Quant aux états unis de l'Amérique septentrionale, j'ai jugé convenable de les inviter à assister à l'auguste assemblée de Panama, dans la conviction que nos alliés verroient avec plaisir des amis aussi sincères prendre part à la discussion de leurs intérêts communs. Les instructions dont je vous envoie copie, et qui ont été transmises à notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington, vous feront connoître les motifs qui m'ont conduit à prendre cette résolution. De semblables raisons m'ont engagé à recommander à notre envoyé ci-dessus mentionné de donner aux représentans de l'empereur du Brésil auprès des états unis, l'assurance des bonnes dispositions de la république de Colombie envèrs son maître.

Au reste, le gouvernement colombien se propose d'envoyer dans quatre mois ses deux plénipotentiaires à l'isthme de Panama, où, en se réunissant à ceux du Pérou, ils pourront de suite commencer les conférences préparatoires à l'installation de l'assemblée générale, qui peut-être s'ouvrira le 1 Octobre de cette année. Afin de faciliter ce résultat, j'ai pris sur moi de leur adresser les propositions suivantes:

1. Les gouvernemens de Colombie et du Pérou autoriseront leurs plénipotentiaires réunis pour des conférences préparatoires à l'isthme de Panama, à entrer en correspondance directe avec les ministres des affaires étrangères du Mexique, de Guatimala, du Chili et de Buenos Ayres, pour leur démontrer la nécessité d'envoyer sans délai des plénipotentiaires à l'assemblée générale.

2. Les plénipotentiaires de la Colombie et du Pérou pourront choisir sur l'isthme de Panama, l'endroit qu'ils jugeront le plus convenable, par sa salubrité, à tenir les conférences préparatoires.

1825 3. Aussitôt que les plénipotentiaires de la Colombie, du Pérou, du Mexique, de Guatimala ou seulement de trois de ces républiques, seront réunis, ils seront autorisés à fixer le jour de l'installation de l'assemblée générale.

4. L'assemblée générale des états confédérés sera libre de choisir, sur l'isthme de Panama, l'endroit qu'il jugera le plus convenable par sa salubrité, pour tenir ses séances.

5. Après l'ouverture des conférences préparatoires, les plénipotentiaires de la Colombie et du Pérou, ne s'absenteront sous aucun prétexte de l'isthme de Panama, jusqu'à la fin de la session du congrès des états confédérés.

Je crois que ces propositions vous prouveront le vif intérêt que prend la république de Colombie à voir réaliser dans notre bel hémisphère les grands desseins de la providence divine, que je prie avec ferveur de vous conserver dans sa sainte et digne garde.

Donné, signé et contresigné par le secrétaire d'état au département des affaires étrangères, dans la ville de Bogota, le 6 Février 1825, 15e année de l'indépendance de la Colombie.

FRANCISCO DE PAULA DE SANTANDER.

155.

Traité de paix entre le Portugal et le Brésil, signé à Rio Janeiro le 29 Août 1825.

(*The Times* 1825. November 3. No. 12, 801. *Le Moniteur universel* 1825. No. 311 et 337. *Le Journal de Francfort* 1825. 10 Nov. No. 313.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

S. M. T. F. ayant toujours présent à son ame royale le desir de rétablir la paix, l'amitié et la bonne in-

telligence entre deux nations que les liens les plus 1825
sacrés devroient unir dans une alliance perpétuelle; afin d'accomplir ce but si désirable, d'augmenter la prospérité générale, et d'assurer l'existence politique et les destinées futures du Portugal aussi bien que celles du Brésil, et désirant écarter tout obstacle qui pourroit empêcher la dite alliance entre les deux états, reconnoit par son diplôme du 15 Mai 1825, que le Brésil porte le nom d'empire indépendant et séparé du royaume de Portugal et d'Algarve, et son très-aimé fils Don Pedro, comme Empereur, cédant et transférant de sa pleine volonté la souveraineté du susdit empire à son fils et à ses successeurs légitimes, se reservant seulement le même titre. Et ces deux augustes souverains agréant la médiation de S. M. B. pour arranger toutes les difficultés préliminaires relativement à la séparation des deux états, ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

S. M. J. Luiz Jose de Carvalho e Mello, le baron de Santo Amaro, etc., et Francisco Villela Barbosa etc.

S. M. T. F. Sir Charles Stuart etc. Les pouvoirs ayant été présentés et échangés, ils sont convenus conformément aux principes posés dans le préambule que le traité actuel sera fait:

Art. I. S. M. Très Fidèle reconnoit que le Brésil tient le rang d'un empire indépendant et separé des royaumes de Portugal et d'Algarve. Elle reconnoit son très-bien-aimé fils Don Pédro comme Empereur, cédant et transférant de pleine volonté la souveraineté du dit empire à son dit fils et à ses successeurs légitimes; S. M. Très Fidèle, ne s'en reservant à elle-même que le titre.

Art. II. S. M. impériale comme témoignage de respect et d'affection pour son auguste père et seigneur Don Jean VI, consent que S. M. Très Fidèle prenne dans sa propre personne le titre d'Empereur.

Art. III. S. M. impériale promet de ne pas agréer les offres que pourroient faire d'autres colonies portugaises de se réunir au Brésil.

Art. IV. Dorenavant il y aura paix et alliance et parfaite amitié entre l'empire du Brésil et les

1825 royaumes de Portugal et d'Algarve et il y aura oubli total de toutes les discussions qui ont existé entre les deux nations.

Art. V. Les sujets des deux nations brésiliens et portugais seront traités, dans les états respectifs comme ceux des nations les plus favorisées et les plus amies; et leurs droits et biens seront protégés religieusement. Il est toujours bien entendu que les propriétaires de bien-fonds seront maintenus dans la possession paisible de leurs biens.

Art. VI. Tous biens, soit immeubles ou meubles confisqués ou séquestrés et appartenant aux sujets des deux souverains du Brésil et du Portugal, seront restitués aux propriétaires avec leurs arrerages, après avoir déduit les dépenses de l'administration, ou les propriétaires seront autrement indemnisés d'après les regles posées dans le 8ème article.

Art. VII. Tous les navires et cargaisons capturés, appartenant aux sujets desdits souverains, seront de la même manière restitués ou leurs propriétaires indemnisés.

Art. VIII. Une commission nommée par les deux gouvernemens, composée d'un nombre égal de Brésiliens et de Portugais, et établie lorsque les gouvernemens respectifs le jugeront le plus convenable, sera chargée d'examiner les affaires, dont traitent les art. 6 et 7, mais il est toujours entendu que les réclamations doivent être faites dans l'espace d'un an après la formation de la commission, et que dans le cas d'une diversité d'opinion et d'une égalité de voix, le représentant du souverain médiateur en décidera; les gouvernemens statueront sur les fonds qui serviront à payer les indemnités réclamées.

Art. IX. Toutes créances publiques entre les deux gouvernement seront réciproquement reçues et décidées, soit par voie de restitution de l'objet réclamé, ou moyennant une indemnité pour la valeur entière: afin d'ajuster ces réclamations les deux hautes parties contractantes conviendront de faire une convention directe et spéciale.

Art. X. Dorénavant les relations civiles des nations brésilienne et portugaise seront rétablies en

payant réciproquement sur toute marchandise 15 pour cent, comme droit provisoire de consommation. Les droits de réexportation et ceux sur le transfert de la cargaison d'un navire à un autre resteront toujours comme ils étoient avant la séparation. 1825

Art. XI. L'échange réciproque des ratifications du présent traité sera faite dans la ville de Lisbonne, dans l'espace de cinq mois ou de moins s'il est possible, en comptant de la date de la signature du traité actuel. En témoignage de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de S. M. Impériale et de S. M. Très Fidèle, munis de nos pleins-pouvoirs respectifs, signons le présent traité et y apposons le sceau de nos armes.

Fait dans la ville de Rio Janeiro le 29 Août 1825.

Signés: Charles Stuart, Luis Jose de Carvalho e Mello, *le Baron* de Santo Amaro, Francisco Villela Barbosa.

Et m'ayant été présenté le traité ci-dessus après l'avoir lu et examiné, je l'ai ratifié dans toutes ses clauses et parties.

Au palais de Mafra le 15 Novembre 1825.

Signé: L'Empereur et Roi.

156.

Convention entre le Portugal et le Brésil, signée à Rio Janéiro le 29 Août 1825.

(*Journal de Francfort* 1826. 20 Nov. No. 323.)

In the name of the holy and indivisible Trinity!

Having established in art. 9 of the treaty of peace and alliance, signed at the present date between Portugal and Brazil, that the public claims of both go-

1825 vernments are to be reciprocally received and decided, either by the restitution of the objects reclaimed, or by an equivalent indemnity, agreeing that, for the adjustment of them, both of the high contracting parties will make a direct and special convention; and considering that the best means of terminating this question is to fix and adjust immediately, by a certain amount (all right of further demands on both sides being extinguished), the undersigned Sir *Charles Stuart*, privy counsellor to His Britannic Majesty, grand crofs of the order of the tower and sword, plenipotentiary of His most faithful Majesty the King of Portugal and the Algarves, and the most illustrious and most excellent *Luis Jose de Carvalho e Mello*, of the council of state, dignitary of the imperial order of the crusade, commander of the orders of christ and of conception, minister and secretary of state for foreign affairs, and the most illustrious and excellent Baron *de Santa Martha*, grandee of the empire, member of the council of state, and gentleman of the imperial chamber, dignitary of the imperial order of the crusade and commander of the orders of christ and of the tower and sword; and the most excellent *Francisco Villela Barboza*, member of the council of state, grand crofs of christ, colonel of the imperial corps of engineers, minister and secretary of state for the department of marine and inspector general of marine, plenipotentiary of His Majesty the Emperor of Brazil, under the mediation of His Britannic Majesty, have agreed, in virtue of their respective full powers, to the following articles: —

Art. I. His imperial Majesty agrees, on sight of the demands presented from government to government, to give to that of Portugal the sum of 2,000,000 l. sterling, all demands of whatever kind being extinguished between the parties by this payment, as well as all right to indemnity of this nature.

Art. II. For the payment of this sum, His imperial Majesty takes on the treasury of Brazil the loan which Portugal contracted in London in the month of October 1823, paying the remainder to make up the amount of the said 2,000,000 l. in the

space of a year after the ratification and publication 1825
of the present treaty.

Art. III. There shall be excepted from the rule established by the 1st article of this convention, the reciprocal demands made by each party for the transport of troops, and the expences incurred for the soldiery. For the liquidation of these demands a mixed commission shall be appointed in the manner established by the 8th article of the treaty abovementioned.

Art. IV. The present convention shall be ratified, and the mutual exchange of the ratifications shall take place at Lisbon within the space of five months, or sooner if possible.

In testimony of this we the undersigned plenipotentiaries of His Majesty the King of Portugal and the Algarves and of His Majesty the Emperor of Brazil, in virtue of our full powers, sign the present convention, and affix to it the seals of our arms.

Done in the city of Rio de Janeiro, the 29th day of the month of August 1825.

(*Signed*) Sir Charles Stuart.

Luiz Jose de Carvalho

Baron de Santa Martha

Francisco Villela Barboza.

157.

1825 *Convention entre Son Excellence Charles Turner, gouverneur général de Sierra Leone et ses dépendances, de la part de S. M. Britannique et Banka, roi de Sherbro et Ya Comba, reine de Ya Comba, de la part de leurs rois et chefs tributaires; signée aux Plantain Islands, le 24 Septembre 1825.*

(*Annual register* 1825. *Publ. documents* p. 87.)

Whereas a cruel and destructive war has for several years raged between certain tribes of the Kussoo nation and the inhabitants of the countries bordering on the Sherbro Bulloms, which countries the said tribes of the Kussoos have conquered and destroied, and the defenceless inhabitants of which they have cruelly murdered or sold into slavery: and whereas the Kussoo tribes have already commenced hostilities against the said Sherbro Bulloms, and have overrun and depopulated part of the territories belonging to the said Banka, King of Sherbro, and Ya Comba, queen of Ya Comba, their allies, tributary Kings, chiefs and headmen, and have manifested so determined a spirit as to leave no room to doubt that their ultimate object is, to overrun the said territories, to exterminate the present possessors of the soil by the sword, or by selling them into slavery; and so satisfied thereof are the said Banka and Ya Comba, their tributary Kings, chiefs and headmen, that they have, of their own free will and accord, stepped forward and thrown themselves and their countries upon the protection of his excellency the governor-general of Sierra Leone and the British government, as the surest means of saving themselves and sub-

jects from the destruction threatened by their cruel 1825
and implacable enemies: and whereas, in the progrefs of the said war violent outrages have been committed by parties to the war, upon the property and persons of British subjects engaged in lawful trade and commerce, plundering the one, seizing and selling into slavery the others: and whereas his excellency the governor general of Sierra Leone, feeling no lefs apprehension for the peace and security of His Britannic Majesty's territories — the war having already approached the frontiers of the colony of Sierra Leone — than indignation at the insults offered to his nation, in the outrages committed on the persons and properties of its subjects, has determined, for the peace and security of the British possessions, and for checking the further progrefs of the cruel desolating war, to accede to the prayer of the said Kings, chiefs and headmen.

Wherefore his excellency Charles Turner, knight companion of the most honourable the military order of the Bath, commander of the Portuguese order of the Tower and Sword, and of the Turkish order of the Crescent, captain-general and governor-in-chief of the colony of Sierra Leone and its dependencies, the forts and settlements on the river Gambia, Cape Coast Castle, and the forts on the Gold Coast, the isles de Lofs and the islands, territories and factories to His Majesty belonging on the western coast of Africa, from the twentieth degree of north latitude to the twentieth degree of south latitude; vice-admiral, chancellor, and ordinary of the same, major general of His Majesty's land forces, colonel of His Majesty's royal African colonial corps and commander-in-chief of His Majesty's forces on the western coast of Africa etc. etc. on the part and behalf of His Britannic Majesty: and Banka, King of Sherbro, by the advice and consent of his tributary Kings, chiefs and headmen — namely Sumana, King of Bendoo; Suwarrow, King of Char; Kong Cuba, prince de Sherbro; Ta Bompay, King of Bullom; Soloccoo, King of Bagroo; Kennefarree, chief of Sherbro island; Will Adoo, chief of Jenkins; and Ya Comba, queen of Ya Comba, by her lawful representatives

1825 and next of kin, Thomas Caulker, chief of Bompey, and George Caulker, chief of Tasso and the Plantain isles, with the advice and consent of their tributary chiefs and headmen, have mutually agreed as follows.—

1st. Banka, King of Sherbro, by the advice and consent of his said tributary Kings, chiefs and headmen and the said Thomas Caulker and George Caulker, representatives of the said Ya Comba, queen of Ya Comba, have, for themselves, their tributary kings, chiefs, headmen and people, for them, their heirs and successors for ever, ceded, transferred and given over unto his said excellency Charles Turner, governor of the said colony of Sierra Leone, and his successors, the governors of the said colony for the time being, for the use and on the behalf of His Majesty the King of Great Britain and Ireland and his successors, the full, entire, free and unlimited right, title, possession and sovereignty of all the territories and dominions to them respectively belonging, being situate between the southern bank of the Camaranca river on the north, and the town of Camalay and the line which separates the territories of King Sherbro from those of the queen of the Galinas, on the south; together with all and every right and title to the navigation, anchorage, waterage, fishing, and other revenue and maritime claims in and over the said territories, and the rivers, harbours, bays, creeks, inlets and waters of the same.

2nd. The said Charles Turner, for himself and his successors, the governors of the said colony of Sierra Leone for the time being, on the part and behalf of His said Britannic Majesty, agrees to accept the cession of the aforesaid territories and dominions from the said Banka, King of Sherbro, and the said Ya Comba, queen of Ya Comba, their tributary Kings, chiefs and headmen; giving and granting to the said Banka, King of Sherbro, and Ya Comba, queen of Ya Comba, their tributary Kings, chiefs and headmen, and the other native inhabitants of the said territories and dominions, the protection of the British government, the rights and privileges of British subjects, and guaranteeing to the said Banka, King of Sherbro, his tributary Kings, chiefs and

headmen, namely, Sumana, King of Bendoo; Suwarrow, King of Char; Kong Cuba, prince of Sherbro; Ta Bompay, King of Bullom; Soloccoo, King of Bagroo; Kenefarree, chief of Sherbro Island; Will Adoo, chief of Jenkins; and the said Ya Comba, queen of Ya Comba, and her representatives; and to the said Thomas Caulker, chief of Bompay; and George Caulker, chief of Tasso and the Plantain isles, and the other native inhabitants of the aforesaid territories and dominions, and to their heirs and successors for ever, the full, free and undisturbed possession and enjoyment of the lands they now hold and occupy. 1825

Signed at the Plantain Islands, on Saturday the twenty-fourth day of September, 1825, and ratified in the presence of all the Kings, chiefs and headmen of the Sherbro Bulloms at Yoni, on Sherbro Island, this fifth day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five.

Charles Turner, governor of Sierra Leone and dependencies.

Banka, + King of Sherbro.

Ya Comba, queen, by her representatives.

Thomas Caulker, + chief of Bomply.

Geo. S. Caulker, chief of Tasso and Plantain Islands.

Sumana, + King of Bendoo.

Suwarrow, + King of Char.

Soloccoo, + King of Bagroo.

Kenefarree, + chief of Sherbro.

Will Adoo, + chief of Jenkins.

Kong Cuba, + prince of Sherbro.

Ta Bompay, + King of Bullom by King Sherbro.

Ba Yenda, + chief of Brama.

In the presence of —

G. Rendall, A. C. J.

K. Macaulay, M. C.

W. Ross, M. C.

158.

1825 *Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, concernant l'érection du tribunal suprême de Wurtemberg en tribunal d'appel pour la principauté de Hohenzollern-Hechingen, signé le 8/13 Mai et publié à Stuttgard le 26 Septembre* 1825.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1825. No. 40. p. 521.)

Nachdem von des regierenden Fürsten zu Hohenzollern-Hechingen Hochfürstlicher Durchlaucht zu Vollziehung des Art. 12 der deutschen Bundes-Acte der Antrag gestellt worden, dem Königlichen Ober-Tribunal die Functionen eines Ober-Appellations-Gerichts für das Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen unter besonders zu bestimmenden Modalitäten zu übertragen, und von Seiner Majestät dem König von Würtemberg gedachtem Ansuchen entsprochen worden, so ist auf die deshalb gepflogenen Unterhandlungen über diesen Gegenstand ein Vertrag abgeschlossen und von den höchsten Contrahenten ratificirt worden, dessen Inhalt hiemit zur öffentlichen Kenntnifs gebracht wird.

Stuttgart den 26sten September 1825.

Maucler. Beroldingen.

Art. I. Das K. Würtembergische Ober-Tribunal wird in den Hohenzollern-Hechingen'schen Sachen sich bezeichnen:

"das K. Würtembergische und durch Staats-Vertrag Fürstlich Hohenzollern-Hechingen'sche Ober-Tribunal."

Art. II. Dasselbe wird die Rechts-Pflege in 1825
höchster Instanz in Bezug auf alle, in dem Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen sich dazu eignenden Rechtssachen ganz auf ebendieselbe Weise und mit derselben Competenz ausüben, wie solches einem in besagtem Fürstenthum selbst errichteten Ober-Appellations-Gericht rechtlicher Ordnung gemäfs und dem Zweck des Art. 12 der deutschen Bundes-Acte entsprechend, zukommen würde.

Art. III. Es wird daher besonders verpflichtet und angewiesen werden, in allen aus dem Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen vorkommenden Rechtssachen die daselbst geltenden Landes-Gesetze und Ordnungen, auch rechtmäfsigen Gebräuche und Gewohnheiten, zu beobachten und in Anwendung zu bringen.

Art. IV. Jede Appellationssache, die sich an das Ober-Tribunal eignet, kann von den Partheien unter Beobachtung der gesetzlichen Fristen und Formalien, und mittelst Berufung von dem Fürstlich Hohenzollern-Hechingen'schen Appellations-Gericht, in keinem Fall aber mit Übergehung desselben von einem Untergericht an das vertragsmäfsig constituirte oberste Gericht, gebracht werden.

Es versteht sich jedoch von selbst, dafs auch aufsergerichtliche Beschwerden gegen Verfügungen des Fürstlichen Appellations-Gerichts in den zur oberrichterlichen Dijudicatur und Remedur geeigneten Fällen, so wie Syndicats-Klagen, Nichtigkeits-Querelen und Beschwerden über verweigerte, oder verzögerte Rechts-Pflege gegen gedachte Justiz-Behörde bei dem Ober-Tribunal angebracht werden können.

Art. V. Alle Erlasse des Ober-Tribunals ergehen an das Gericht zweiter Instanz, nämlich an das Appellations-Gericht zu Hechingen, indem das Ober-Tribunal mit den Untergerichten in dem Fürstenthum Hohenzollern in keiner unmittelbaren Communication steht.

Jene Erlasse werden in der Form rechtlicher Verfügungen und nach Maafsgabe der im Art. II dieser Übereinkunft festgesetzten Grundsätze ausgefertigt.

1825 Art. VI. Sobald bei dem Appellations-Gericht zu Hechingen nach gesetzlichen Normen die Berufung an das Ober-Tribunal eingelegt ist, so werden von ersterem die Partheien zu weiterer Behandlung der Sache an das Letztere verwiesen, und es wird alsdann von diesem nach dem bei ihm gesetzlich eingeführten und übereingekommenen Proceſs-Gang weiter verfahren.

Art. VII. Nach erfolgter definitiver Entscheidung werden von dem Ober-Tribunal die Acten zu Vollstreckung des Erkenntnisses an das Fürstliche Appellations-Gericht remittirt, und von diesem wird die wirkliche Vollstreckung nach den in dem Fürstenthum gesetzlichen Formen, und durch die in dem Lande bestehenden und angeordneten Executions-Mittel besorgt.

Art. VIII. Es bleibt den Partheien unbenommen, wofern die Execution von Seite der Unter-Behörden gehindert oder verzögert werden sollte, sich deſsfalls mit einem extrajudiciellen Recurs zur geeigneten Remedur an das Appellations-Gericht und bei dessen Verweigerung an das Ober-Tribunal zu wenden.

Art. IX. In dem nicht zu vermuthenden Falle, daſs die oberstrichterlich erkannte Vollstreckung von dem Appellations-Gericht in Hechingen selbst nach einer auf ergriffenen Recurs wiederholten Verfügung des Ober-Tribunals verweigert würde; ist auf Anzeige des Letztern von Seite des K. Ministerium der Justiz mit der Fürstlich Hohenzollern'schen obersten Landes-Behörde hierüber Communication zu pflegen, damit von Letzterer das Appellations-Gericht zu Befolgung der ergangenen oberstrichterlichen Verfügung angehalten werde.

Sollte es inzwischen in einer irrigen Ansicht des Fürstlichen Appellations-Gerichts seinen Grund haben, daſs von Letzterem die Vollstreckung nicht gehörig besorgt würde; so bleiben der Parthei auch wiederholte Recurse an das Ober-Tribunal zu dem Ende, die Berichtigung der unterrichterlichen Ansicht zu erwirken, vorbehalten.

Art. X. Alle Mittheilungen überhaupt, welche auf gegenwärtigen Staats-Vertrag im Allgemeinen,

auf dessen Zusätze oder Abänderungen in einzelnen 1825
Puncten, oder sonst irgend auf das Ober-Tribunal Bezug haben, werden unmittelbar zwischen dem K. Würtembergischen Ministerium der Justiz und der Fürstlich Hohenzollern'schen Regierung verhandelt.

Art. XI. Unter Zugrundlegung der vorstehenden allgemeinen Bestimmungen ist mittelst gemeinsamen Einverständnisses eine die näheren Vorschriften über das gerichtliche Verfahren und die Behandlung der verschiedenen Zweige der Rechts-Verwaltung umfassende Ober-Appellations-Gerichts-Ordnung verfaßt worden, welche als Anhang und integrirender Bestandtheil des gegenwärtigen Staats-Vertrags zur Nachachtung für die betreffenden Gerichtsstellen und Partheien verkündet werden soll.

Es wird hiebei vorbehalten, mittelst ferneren gemeinschaftlichen Einverständnisses alles dasjenige nachzutragen und zu ergänzen, was etwa zu Erreichung des dem Art. 12 der Bundes-Acte zum Grund liegenden Zwecks, nämlich zu Sicherung möglichst bester und promptester Justiz-Pflege nach allen Theilen, noch nöthig oder nützlich erfunden werden möchte.

Art. XII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, welcher mit dem Tage der Allerhöchsten Ratification Seiner Majestät des Königs in Wirksamkeit tritt, wird auf sechs Jahre bestimmt.

Wenn nicht dessen Aufkündigung von der einen oder der andern contrahirenden Seite in der ersten Hälfte des sechsten Jahres erfolgt, so ist derselbe als auf weitere sechs Jahre bestätigt zu betrachten.

Der gegenwärtige doppelt ausgefertigte und von den beiderseitig Bevollmächtigten unterzeichnete Vertrag soll den paciscirenden Höfen zu Allerhöchster und höchster Ratification vorgelegt und die Ratifications-Urkunden sollen längstens innerhalb sechs Wochen gegeneinander ausgewechselt werden.

159.

1825 *Convention de commerce et de navigation entre la Grande Brétagne et les Villes Anseatiques, signée a Londres le 29 Septembré 1825 et ratifiée à Londres le 2 Decembre 1825.*

(*The Times* 1826. February 7. No. 12, 884. *Annual register* 1825. *Publ. documents* p. 70. *Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Hamburg.* Bd. 9. p. 124.)

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, on the one part, and the senate of the free hanseatic city of Lubeck, the senate of the free hanseatic city of Bremen and the senate of the free hanseatic city of Hamburgh (each state for itself separately) on the other part, being equally desirous of affording every facility and encouragement to their subjects and citizens engaged in commercial intercourse with each other, and being of opinion that nothing will more contribute to the attainment of this desirable object than a reciprocal abrogation of all discriminating and countervailing duties levied upon the ships of the high contracting parties, or upon the cargoes of such ships, in the ports of either, have appointed their plenipotentiaries to conclude a convention for that purpose, that is to say: —

His Majesty the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, the right hon. George Canning, a member of His Majesty's most hon. privy council, a member of parliament, and His said Majesty's principal secretary of state for foreign affairs; and the right hon. Wm. Huskisson, a member of His said Majesty's most hon. privy council, a member of parliament, president of the committee of privy council for affairs of trade and foreign plantations and treasurer of His said Majesty's navy: —

And the senate of the free hanseatic city of Lubeck, the senate of the free hanseatic city of Bremen and the senate of the free hanseatic city of Hamburgh, James Colquhoun, esq. their agent and consul-general in Great Britain: — 1825

Who after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles: —

Art. I. From and after the date hereof, British vessels entering or departing from the ports of the free hanseatic republics of Lubeck, Bremen or Hamburgh, and Lubeck, Bremen, or Hamburgh vessels entering or departing from the ports of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, shall not be subject to any other or higher ship duties or charges, than are or shall be levied on national vessels, entering or departing from such ports respectively.

Art. II. All goods, wares and merchandise, whether the production of the territories of the free hanseatic republics of Lubeck, Bremen or Hamburgh or of any other country, which may be legally imported from any of the ports of the said republic into the united Kingdom of Great Britain and Ireland in British vessels, shall, in like manner be permitted to be imported in Lubeck, Bremen, or Hamburgh vessels: and all goods, wares and merchandise, whether the production of any of the dominions of His Britannic Majesty, or of any other country, which may be legally exported from the ports of the united Kingdom in British vessels, shall, in like manner, be permitted to be exported from the said ports in Lubeck, Bremen or Hamburgh vessels. And all goods, wares and merchandise, which may be legally imported into or exported from the ports of Lubeck, Bremen or Hamburgh, in national vessels, shall, in like manner, be permitted to be imported into or exported from the ports of Lubeck, Bremen or Hamburgh, in British vessels.

Art. III. All goods, wares and merchandise, which can be legally imported into the ports of the united Kingdom directly from the ports of Lubeck,

1825 Bremen or Hamburgh, or either of them, shall be admitted at the same rate of duty, whether imported in British vessels, or in vessels belonging to either of the said republics: — and all goods, wares and merchandise, which can be legally exported from the united Kingdom, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, whether exported in British or Hanseatic vessels. And the like reciprocity shall be observed, in the ports of the said republics, in respect to all goods, wares and merchandise which can be legally imported into or exported from any or either of the said ports, in vessels belonging to the united Kingdom.

Art. IV. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by any or either of the contracting parties, nor by any company, corporation, or agent, acting on their behalf, or under their authority, in the purchase of any article, the growth, produce or manufacture of their states, respectively, imported into the other, on account of or in reference to the character of the vessel, in which such article was imported; it being the true intent and meaning of the high contracting parties, that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

Art. V. In consideration of the limited extent of the territories belonging to the republics of Lubeck, Bremen and Hamburgh, and the intimate connexion of trade and navigation subsisting between these republics, it is hereby stipulated and agreed, that any vessels which may have been built in any or either of the ports of the said republics, and which shall be owned exclusively by a citizen or citizens of any or either of them, and of which the master shall also be a citizen of either of them, and provided three-fourths of the crew shall be subjects or citizens of any or either of the said republics, or of any or either of the states comprised in the germanic confederation, as described and enumerated in the 53d and 56th articles of the general treaty of congress, signed at Vienna on the 9th of June, 1815, such vessel, so built, owned and navigated, shall, for all the purposes of this convention, be taken to

be and considered as a vessel belonging to Lubeck, 1825
Bremen or Hamburgh.

Art. VI. Any vessel, together with her cargo, belonging to either of the three free hanseatic republics of Lubeck, Bremen or Hamburgh, and coming from either of the said ports to the united Kingdom, shall, for all the purposes of this convention, be deemed to come from the country to which such vessel belongs; and any British vessel and her cargo trading to the ports of Lubeck, Bremen or Hamburgh, directly or in succession, shall, for the like purpose, be on the footing of a Hanseatic vessel and her cargo making the same voyage.

Art. VII. It is further mutually agreed, that no higher or other duties shall be levied, in any or either of the states of the high contracting parties, upon any personal property of the subjects and citizens of each, respectively, on the removal of the same from the dominions or territory of such states (either upon inheritance of such property or otherwise) than are or shall be payable, in each state, upon the like property, when removed by a subject or citizen of such state, respectively.

Art. VIII. The high contracting parties reserve to themselves to enter upon additional stipulations for the purpose of facilitating and extending, even beyond what is comprehended in the convention of this date, the commercial relations of their respective subjects and dominions, citizens and territories, upon the principle either of reciprocal or equivalent advantages, as the case may be; and in the event of any article or articles being concluded between the said high contracting parties, for giving effect to such stipulations, it is hereby agreed that the article or articles which may hereafter be so concluded, shall be considered as forming part of the present convention.

Art. IX. The present convention shall be in force for the term of ten years from the date hereof; and further, until the end of 12 months after the King of the united Kingdom of Great Britain and Ireland, on the one part, or the governments of the

1825 free hanseatic republics of Lubeck, Bremen, or Hamburgh, or either of them, on the other part, shall have given notice of their intention to terminate the same; each of the said high contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, at the end of the said term of ten years: and it is hereby agreed between them, that, at the expiration of 12 months after such notice shall have been received by either of the parties from the other, this convention, and all the provisions thereof, shall altogether cease and determine, as far as regards the states giving and receiving such notice; it being always understood and agreed, that if one or more of the hanseatic republics aforesaid shall, at the expiration of ten years from the date hereof, give or receive notice of the proposed termination of this convention, such convention shall nevertheless remain in full force and operation, as far as regards the remaining hanseatic republics or republic which may not have given or received such notice.

Art. X. The present convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London within one month from the date hereof, or sooner if possible.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of theirs arms.

Done at London the 29th day of September, in the year of our Lord 1825.

George Canning.

W. Huskisson.

James Colquhoun.

160.

Proclamation de S. M. Britannique portant defense à tous ses sujets de prendre part aux hostilités entre la Porte Ottomane et les Grecs, datée du 30 Septembre 1825. 1825

(*The Times* 1825. October 5. No. 12, 776.)

George R.

Whereas His Majesty being at peace with all the powers and states of Europe and of America, has repeatedly declared His Royal determination to maintain a strict and impartial neutrality in the different contests in which certain powers and states are engaged:

And whereas the commission of acts of hostility by individual subjects of His Majesty against any power or state, or against the persons and properties of the subjects of any power or state, which being at peace with His Majesty, is at the same time engaged in a contest, with respect to which His Majesty has declared his determination to be neutral, is calculated to bring into question the sincerity of His Majesty's declarations:

And whereas if His Majesty's subjects cannot be effectually restrained from such unwarranted commission of acts of hostility, it may be justly apprehended that the governments aggrieved thereby might be unable, on their part to restrain their subjects from committing acts of violence upon the persons and property of unoffending subjects of His Majesty;

And whereas the Ottoman Porte, a power at peace with His Majesty, is and has been for some years past engaged in a contest with the Greeks, in which contest His Majesty has observed a strict and impartial neutrality:

And whereas great numbers of His Majesty's loyal subjects reside and carry on a beneficial com-

1825 merce, and possess establishments and enjoy privileges within the dominions of the Ottoman Porte, protected by the faith of treaties between His Majesty and that power:

And whereas His Majesty has received recent and undoubted information, that attempts are now making to induce certain of His Majesty's subjects, to fit out ships of war and privateers in the ports of His Majesty's kingdom, and to embark therein, for the purpose of carrying on, under the Greek flag, hostile operations against the Ottoman government, of capturing and destroying Turkish ships and property, and of committing depredations on the coasts of the Turkish dominions:

And whereas such hostile operations would be directly contrary to the provisions of the act passed in the fifty-ninth year of the reign of His late Majesty, entitled "An act to prevent the enlisting or engagement of His Majesty's subjects to serve in a foreign service, and the fitting out or equipping, in His Majesty's dominions, vessels for warlike purposes, without His Majesty's licence," in which it is, amongst other things, enacted, "that if any natural-born subject of His Majesty, his heirs or successors, without the leave or license of His Majesty, his heirs or successors, for that purpose first had and obtained under the sign manual of His Majesty, his heirs or successors, or signified by order in council, or by proclamation of His Majesty, his heirs or successors, shall take or accept, or shall agree to take or accept, any military commission, or shall otherwise enter into the military service as commissioned or non-commissioned officer, or shall enlist or enter himself to enlist, or shall agree to enlist or to enter himself to serve as a soldier, or to be employed, or shall serve in any warlike or military operation in the service of or for, or under, or in aid of any foreign prince, state, potentate, colony, province, or part of any province or people, or of any person or persons exercising, or assuming to exercise, the powers of government, in or over any foreign country, colony, province or part of any province or people, either as an officer or soldier, or in any

other military capacity; or if any natural-born sub- 1825
ject of His Majesty shall, without such leave or license as aforesaid, accept, or agree to take or accept, any commission, warrant or appointment, as an officer, or shall enlist or enter himself, or shall agree to enlist or enter himself, to serve as a sailor or marine, or be employed or engaged, or shall serve in or on board any ship or vessel of war, or in and on board any ship or vessel used, or fitted out, or equipped, or intended to be used for any warlike purpose in the service of, or for, or under, or in aid of any foreign power, prince, state, potentate, colony, province, or part of any province or people, or of any person or persons exercising or assuming to exercise the powers of government in or over any foreign country, colony, province, or part of any province or people; or if any natural-born subject of His Majesty shall, without such leave and license as aforesaid, engage, contract, or agree to go, or shall go to any foreign state, country, colony, province, or part of any province, or to any place beyond the seas, with an intent, or in order to enlist or enter himself to serve, or with intent to serve, in any warlike or military operation whatever, whether by land or by sea, in the service of, or for, or under, or in aid of, any foreign prince, state, potentate, colony, province or part of any province or people, or in the service of, or for, or under, or in aid of any person or persons exercising, or assuming to exercise, the powers of government in or over any foreign country, colony, province, or part of any province or people, either as an officer or a soldier, or in any other military capacity, or as an officer, or sailor, or marine in any such ship or vessel as aforesaid, although no enlisting money, or pay, or reward shall have been, or shall be, in any of either of the cases aforesaid, actually paid to, or received by, him or by any person to or for his use or benefit; or if any person whatever, within the united kingdom of Great Britain and Ireland or in any part of His Majesty's dominions elsewhere, or in any other country, colony, settlement, island, or place belonging to or subject to His Majesty, shall hire, retain, engage, or procure, or shall attempt,

1825 or endeavour to hire, retain, engage or procure any person or persons whatever to enlist, or to enter, or engage to enlist, or to serve, or to be employed in any such service or employment as aforesaid, as an officer, soldier, sailor or marine, either in land or sea service, for, or under, or in aid of, any foreign prince, state, potentate, colony, province, or part of any province or people, or for, or under, or in aid of, any person or persons exercising, or assuming to exercise, any powers of government as aforesaid, or to go, or to agree to go, or to embark from any part of His Majesty's dominions for the purpose or with the intent to be so enlisted, entered, engaged, or employed as aforesaid, whether any enlisting money, pay, or reward, shall have been, or shall be, actually given or received, or not, in any or either of such cases every person so offending shall be deemed guilty of a misdemeanor, and, upon being convicted thereof, upon any information or indictment, shall be punishable by fine and imprisonment, or either of them, at the discretion of the court before which such offender shall be convicted." And it is further enacted, "That if any person, within any part of the united Kingdom, or in any part of His Majesty's dominions beyond the seas, shall without the leave and license of His Majesty for that purpose first had and obtained, as aforesaid, equip, furnish, fit out, or arm, or attempt or endeavour to equip, furnish, fit out or arm, or procure to be equipped, furnished, fitted out, or armed, or shall knowingly aid, assist or be concerned in the equipping furnishing, fitting out, or arming of any ship or vessel, with intent or in order that such ship or vessel shall be employed in the service of any foreign prince, state or potentate, or of any foreign colony, province, or part of any province or people, or of any person or persons exercising or assuming to exercise, any powers of government in or over any foreign state, colony, province or part of any province or people, as a transport or store-ship, or with intent to cruise or commit hostilities against any prince, state or potentate, or against the persons exercising or assuming to exercise, the powers o government in any colony, province or country, will

whom His Majesty shall not then be at war, or shall, 1825
within the united kingdom, or any of His Majesty's dominions or in any settlement, colony, territory, island or place belonging or subject to His Majesty, issue or deliver any commission for any ship or vessel, to the intent that such ship or vessel shall be employed as aforesaid, every such person so offending shall be deemed guiltly of misdemeanor; and shall, upon conviction thereof, upon any information or indictment, be punished by fine and imprisonment, or either of them, at the discretion of the court in which such offender shall be convicted, and every such ship or vessel, with the tackle, apparel and furniture, together with all the materials, arms, ammunition and stores which may belong to, or be on board of, any such ship or vessel, shall be forfeited; and it shall be lawful for any officer of His Majesty's navy, who is by law empowered to make seizures for any forfeiture incurred under any of the laws of customs or excise, or the laws of trade and navigation, to seize such ships and vessels aforesaid, and in such places, and in such manner in which the officers of His Majesty's customs or excise, and the officers of His Majesty's navy, are empowered respectively to make seizures under the laws of customs and excise, or under the laws of trade and navigation, and that every such ship and vessel, with the tackle, apparel and furniture, together with all the materials, arms, ammunition, and stores which may belong to or be on board of such ship or vessel, may be prosecuted and condemned in the like manner, and in such courts as ships or vessels may be prosecuted and condemned, for any breach of the laws made for the protection of the revenues of customs or excise, or of the laws of trade and navigation."

His Majesty therefore, being desirous of preserving to his subjects the blessings of peace which they now happily enjoy, and being resolved to persevere in that system of neutrality, which His Majesty has so repeatedly declared his determination to maintain; in order that none of His Majesty's subjects may unwarily render themselves liable to the penalties

1825

Recapitulation	Ist zu erheben vom Pfd. schwer Brutto bei den einzelnen Zollstätten Rthl.	Ggr.	Pf.	überhaupt Rthl.	Ggr.	Pf.
Für Preufsen:						
zu Beverungen	—	—	9			
— Minden	—	2	$11\frac{1}{4}$			
				—	3	$8\frac{1}{4}$
Für Hannover:						
zu Lauenförde oder Hameln	—	4	$3\frac{3}{4}$			
— Stolzenau oder Dreye	—	3	$6\frac{3}{4}$			
				—	7	$10\frac{1}{2}$
Für Kurhessen:						
zu Giefselwerder	—	—	$11\frac{1}{4}$			
— Rinteln	—	1	$7\frac{1}{2}$			
				—	2	$6\frac{3}{4}$
Für Braunschweig:						
zu Holzminden	—	1	—	—	1	—
Für Lippe: zu Erder	—	—	$9\frac{3}{4}$	—	—	$9\frac{3}{4}$
Für Bremen: zu Bremen	—	3	9	—	3	9
Zusammen	—	—	—	—	19	$8\frac{1}{4}$

Anlage C.

Normal-Gewichts-Tabelle zur Berechnung des Weser-Zolls.

A. *Flüssige Waaren.*

Alles Brutto, mit der einfachen, gewöhnlichen Fustage, ohne Überfafs, das Oxhoft zu 30 Französischen Vierteln, das Französische Viertel (Velte) zu 375 Französichen Cubic-Zoll Inhalt, das Schiffspfund zu 300 Pfund Bremer Gewicht.

	Schw.	Pfd.	Pfd.
Arrak und Rum, 1 Anker oder $\frac{3}{4}$ Ohm		—	84
$\frac{1}{2}$ Anker oder $\frac{1}{8}$ Ohm		—	42
$\frac{1}{4}$ Anker oder $\frac{1}{16}$ Ohm		—	21
1 doppelt Anker oder $\frac{1}{3}$ Ohm		—	168
$\frac{1}{2}$ Oxhoft, 3 Anker, $\frac{3}{4}$ Ohm		—	252
1 Ohm oder Tierce	1		36
1 Oxhoft	1		204
in gemessenen Gebinden andern Inhalts jedes Viertel		—	17
in Bouteillen 280 Stück auf 1 Oxhoft.			

enforce the law for empowering His Majesty to prohibit the exportation of gunpowder, or any sort of arms and ammunition, and also to empower His Majesty to restrain the carrying coastwise of salpetre, gunpowder or any sort of arms or ammunition; and His Majesty judging it necessary to prohibit the exportation of cannon, mortars, howitzers, carronades, and all carriages and other appartenances for the use of the same and all cannon-balls, bombs, grenades, cannister-shot, Congreve-rockets, shrapnell or other shells, and appartenances for the use of the same, out of this kingdom, for some time, doth therefore, with the advice of His privy council, hereby order, require, prohibit and command, that no person or persons whatsoever (except the master-general of the ordnance, or the Lords commissioners of the admiralty for His Majesty's service) do, at any time, during the space of six months from the date of this order in council, presume to transport into any parts out of this kingdom, any cannon, mortars, howitzers, carronades, and all carriages and other appartenances for the use of the same, and all cannon-balls, bombs, grenades, cannister-shot, Congreve-rockets, shrapnell and other shells and appartenances for the use of the same, or ship or lade any cannon, mortars, howitzers, carronades and all carriages and other appartenances for the use of the same, and all cannon-balls, bombs, grenades, cannister-shot, Congreve-rockets, shrapnell or other shells and appartenances for the use of the same on board any ship or vessel, in order to transport the same into any parts beyond the seas, without leave or permission in that behalf first obtained from His Majesty or His privy council upon pain of incurring and suffering the respective forfeiture and penalties inflicted by the afore-mentioned act: 1825

And the Lords commissioners of His Majesty's treasury, the commissioners for executing the office of Lord high admiral of Great Britain, the Lord Warden of the cinque ports, the master general of the ordnance, and His Majestys secretary at war, are to give the necessary directions herein as to them may respectively appertain.

JAS. BULLER.

		Schw. Pfd.	Pfd.
1825 Der Bremer Scheffel Obst	— gedörrte Äpfel	—	50
— — —	— Birnen	—	75
— — —	— Kirschen	—	120
— — —	— Pflaumen	—	120
— — —	grünes aller Art	—	96
— — —	Roggen	—	100
— — —	Samen, Hanf-	—	72
— — —	Rüb-, Rapp-, Mohn-, und andere Sorten	—	90
— — —	Lein- lose od. in Säcken	—	90
	in Tonnen, die Tonne	—	186
— — —	Weizen	—	108
— — —	Wicken	—	120

C. *Holz-Arten und Brenn-Materialien.*

a. Von allen Sorten Schiffs-, Zimmer-, Bau- und anderem Nutzholze, Sägeblöcken, stärkeren Stangen u. dgl., so wie von Planken, Bohlen, Brettern und gesägten Latten.

	Schw. Pfd.
Eichen-, Hainbüchen-, Äpfel- und Pflaumen-Holz, die 10 Br. Cub. Fuſs	$1\frac{3}{10}$
Büchen-, Eschen- und Kirschbaum-Holz,	$1\frac{1}{10}$
Birken-, Birn-, Nuſs- und Ulmenbaum-Holz,	$1\frac{1}{10}$
Espen-, Erlen-, Fichten-, Kiefern-, Tannen-, Linden-, Pappeln-, und Weiden-Holz,	$\frac{9}{10}$

Anmerkung. Planken, Bretter, Latten und kleine bearbeitete Bauholz-Sorten können in ganzen Zwölftern, Kabeln oder Lagen und Haufen — unbearbeitete Zimmerstücke u. s. w. nach dem Hartigschen und Segondatschen Tafeln im Durchschnitt u. s. w. gemessen und berechnet werden.

	Schw. Pfd.
b. Felgen, das Schock (60) 30 zöllige	$2\frac{4}{10}$
— — — — 36 —	$3\frac{1}{10}$
Speichen — — —	$1\frac{3}{10}$
c. Kandis-Kisten, complete, die 100 Stück halbe zu $23\frac{1}{3}$ Br. C. Fuſs	2
die 100 Stück ganze zu $36\frac{2}{3}$ Br. C. Fuſs	3

d. Faſsdauben und Stabholz $1\frac{1}{2}$-2 Zoll stark und 4-6 Zoll breit

				Bremer Cub. Fuſs
248 Pipen-Stäbe	67-70	—	lang	80
372 Oxhoft- —	55-58	—	—	97
496 Tonnen- —	45-48	—	—	104
744 Oxhoft-Boden-Stäbe	29-32	—	—	103
922 Tonnen —	22-35	—	—	107

vorgedachte Art in dem andern Staate erworben haben, frei und ohne Bezahlung einer Abgabe, aus demselben ausführen. 1825

4. Ausgenommen von vorstehenden Bedingungen sind alle die Gefälle, welche von der Regierung, oder für Rechnung von Gemeinheiten, Stiftungen oder einzelnen Personen, nach schon bestehenden oder künftigen Bestimmungen, unabhängig von dem Falle der Exportation, und ohne Unterschied von den eigenen Unterthanen, wie von Fremden, zu erheben sind. Jedenfalls soll jedoch jede der beiderseitigen Regierungen befugt sein, den Betrag der obengenannten Gefälle, sobald selbige in dem andern Staate von Erbschaften erhoben werden, nach dem Rechte der Reciprocität, von den in dem eignen Gebiete jenseitigen Unterthanen zufallenden Erbschaften ebenfalls erheben zu lassen.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Declaration, im Namen und auf Befehl Sr. Königlichen Majestät von Sachsen — von Sardinien — ausgefertigt und unterzeichnet worden, um gegen eine gleichlautende, Seiten der Königlich Sardinischen — Sächsischen — Regierung ausgestellte Erklärung ausgewechselt zu werden *), und es sollen die darin enthaltenen Bestimmungen, vom Tage der Auswechselung der beiderseitigen Ratificationen an, in volle Kraft und Wirksamkeit treten.

Dresden, am 5ten Decbr. 1825.

Sr. Königl. Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretair,

Graf von Einsiedel.

Turin, den 17ten Oct. 1825.

Sr. Königl. Majestät von Sardinien Minister und erster Staats-Secretair der auswärtigen Angelegenheiten,

Graf de la Tour.

---

*) Die Auswechselung der beiderseitigen Ratificationen vorstehender Freizügigkeits-Declaration ist den 28sten März d. J. zu Wien erfolgt.

163.

1825 *Déclaration du gouvernement grand ducal de Hesse, concernant l'abolition du traité de commerce avec le grand duché de Baden; datée du 31 Octobre 1825.*

(*Grofsherz. Hessisches Regier. Blatt* No. XLIV. Seite 473. vom 31sten Octbr. 1825.

Da durch die neueste Grofsherzoglich Badische Zoll-Gesetzgebung die Verhältnisse, unter welchen der Handelsvertrag vom 8ten Sept. 1824 abgeschlossen wurde, wesentlich verändert worden sind, so haben Se. des Grofsherzogs Königliche Hoheit allergnädigst befohlen, diesen Vertrag wieder aufkündigen zu lassen und es ist dieser allerhöchste Befehl von dem unterzeichneten Ministerium vollzogen worden.

Es wird daher den betheiligten Grofsherzoglichen Angehörigen und Unterthanen, indem man dieselben zugleich auffordert, sich von der neuesten Grofsherzoglich Badischen Zoll-Gesetzgebung zu unterrichten, zur Nachachtung bekannt gemacht, dafs vom 1sten Januar 1826 an der erwähnte Handelsvertrag, sammt den in Beziehung auf denselben erlassenen späteren Anordnungen, seine Anwendung verliert und von allen Grofsherzoglich Badischen Producten und Fabricaten, welche in das Grofsherzogthum Hessen eingeführt werden, die allgemeinen gesetzlichen Verbrauchsteuer-Abgaben zu entrichten sind. Etwaige Verabredungen über die Begünstigung des kleinen Grenzverkehrs zwischen den beiden Grofsherzogthümern Hessen und Baden werden nachträglich bekannt gemacht werden.

Darmstadt am 31sten October 1825.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

VON ZANGEN.

164.

Capitulation du château de St. Jean d'Ulloa, conclue le 18 *Novembre* 1825.

1825

(*Le Moniteur* 1826. 10 Janv. No. 10. *Le Journal de Francfort* 1826. 14 Janv. No. 14.)

Art. I. La garnison sortira avec les honneurs de la guerre, quatre pièces d'artillerie et ses équipages — Accordé.

Art. II. Les malades seront transportés à la Vera-Cruz pour y être soignés convenablement. — Accordé.

Art. III. La garnison, chefs, officiers et soldats, sera transportée à la Havane aux dépens du gouvernement mexicain. — Accordé.

Art. IV. On n'arborera que le pavillon espagnol jusqu'à l'évacuation de la place — Accordé, à condition, que la place sera évacuée le 19 à 8 heures du matin.

Art. V. Les officiers conserveront leur épée et leurs équipages. — Accordé.

Art. VI. Les habitans du château conserveront leurs biens et privilèges, s'ils veulent rester, et ils pourront, s'ils le veulent, émigrer avec tout ce qui leur appartient. — Accordé, en tant que ces privilèges seront conformes à la constitution.

Art. VII. Les assiégés livreront, de bonne foi les munitions, armes et canons. Les archives du gouvernement seront conduites à la Havane. — Accordé.

Art. VIII. Les petits bâtimens appartenant à des particuliers seront désarmés et rendus à leurs propriétaires. — Accordé.

Art. IX. Les propriétés de ceux qui ont émigré par suite de motifs politiques et d'adhésion au gouvernement espagnol, seront respectées, et chacun, soit par lui, soit par procuration, pourra en disposer. — Accordé, avec les mêmes restrictions que pour l'art. VI.

Art. X. Les prisonniers des deux parties seront mis en liberté, — Accordé.

167.

1825 *Convention entre le royaume d Wurtemberg et le grand duché d Bade, concernant les rapports d jurisdiction; publiée à Stuttgar le 3 Janv.* 1826 *et à Carlsruhe l 30 Decembre* 1825.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemb* 1826. Nr. 2. p. 11. *Regierungsblatt des Grofsh zogthums Baden* 1825. Nr. XXXII.)

Allgemeine Bestimmungen.

Art. I. Jeder von den beiden contrahirend Staaten erkennt in seinem Gebiete die Rechtskr und Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntniss des andern Staats, so fern dieselben nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen Staatsvertra von einem beiderseits als competent anerkannten Gerichte ausgegangen sind.

Art. II. Ein von einem zuständigen Gerichte erlassenes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor dem Gerichte des anderen Staats die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen worden wäre; defsgleichen werden solche Erkenntnisse an den, in dem andern Staate gelegenen Gütern des Verurtheilten unweigerlich vollstreckt, wenn

1) durch gerichtliche Zeugnisse dargethan ist, dafs in dem auswärtigen Staate selbst, von dessen Gerichten erkannt worden, keine, auch der Zeit und den übrigen Verhältnissen nach gleich bereite und hinreichende Vollstreckungs-Mittel vorhanden seien; und

permanent the peace and friendship, which happily 1825
prevails between both nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct and positive, the rules which shall in future be religiously observed between the one and the other, by means of a treaty, or general convention of peace, friendship, commerce and navigation.

For this most desirable object, the president of the united States of America has conferred full powers on Henry Clay, their secretary of state; and the executive power of the federation of the centre of America on Antonio Jose Canas, a deputy of the constituent national assembly for the province of San Salvador, and envoy extraordinary and minister plenipotentiary of that republic, near the united States, who after having exchanged their said full powers in due and proper form, have agreed to the following articles:

Art. I. There shall be a perfect, firm and inviolable peace and sincere friendship between the united States of America and the federation of the centre of America, in all the extent of their possessions and territories, and between their people and citizens, respectively, without distinction of persons or places.

Art. II. The united States of America and the federation of the centre of America, desiring to live in peace and harmony with all other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually not to grant any particular favour to other nations in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who sall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional.

Art. III. The two high contracting parties, being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other, and reside and

1825 trade there, in all kinds of produce, manufactures and merchandise, and they shall enjoy all the rights, privileges and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens do or shall enjoy, submitting themselves to the laws, decrees and usages there established to which native citizens shall be subjected. But it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties respectively according to their own separate laws.

Art. IV. They likewise agree, that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise, of any foreign country, can be, from time to time, lawfully imported into the united States in their own vessels, may be also imported in vessels of the federation of the centre of America; and that no higher or other duties, upon the tonnage of the vessel or cargo, shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one country or the other. And in like manner, that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise, of any foreign country, can be, from time to time, lawfully imported into the central republic, in its own vessels, may be also imported in vessels of the united States, and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel, or her cargo, shall be levied and collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other. And they further agree, that whatever may be lawfully exported, or re-exported from the one country, in its own vessels, to any foreign country, may in like manner be exported or re-exported in the vessels of the other country. And the same bounties, duties and drawbacks, shall be allowed and collected, whether such an exportation, or re-exportation, be made in vessels of the united States or of the central republic.

Art. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the united States of any articles, the produce or manufactures of the federation of the centre of America, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the federation of the centre of America, of any ar-

ticles, the produce or manufactures of the united States, than are or shall be, payable on the like articles, being the produce or manufactures of any other foreign country; nor shall any higher or other duties or charges be imposed in either of the two countries on the exportation of any articles to the united States, or to the federation of the centre of America, respectively, than such as are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation or importation of any articles, the produce or manufactures of the united States or of the federation of the centre of America, to or from the territories of the united States, or to or from the territories of the federation of the centre of America, which shall not equally extend to all other nations. 1825

Art. VI. It is likewise agreed that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens of both countries, to manage themselves their own business, in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandise, by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading and sending off their ships; they being, in all these cases, to be treated as citizens of the country in which they reside, or a least to be placed on a footing with the subjects or citizens of the most favoured nation.

Art. VII. The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, merchandise, or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose whatever, without allowing to those interested a sufficient indemnisation.

Art. VIII. Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports or dominions of the other with their vessels, whether merchant or of war, public or private, through stress of weather, pursuits of pirates, or enemies, they shall

1825 be received and treated with humanity, giving to them all favour and protection for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

Art. IX. All the ships, merchandise and effects belonging to the citizens of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction or on the high seas, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports or dominions, of the other, shall be delivered up to the owners, they proving, in due and proper form, their rights, before competent tribunals; it being well understood that the claim should be made within the term of one year by the parties themselves, their attornies or agents of the respective governments.

Art. X. When any vessel belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage on the coasts or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection, in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation where the damage happens, permitting them to unload the said vessel, if necessary, or its merchandise and effects, without exacting for it any duty, impost or contribution whatever, until they may be exported.

Art. XI. The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament, or otherwise and their representatives, being citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods, whether by a testament or ab intestato, and they may take possession thereof, either by themselves or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said goods are, shall be subject to pay in like cases. And if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance, on account of their

masse, nach den Gesetzen des Gant-Gerichts zu 1825
lociren.

Von den besonderen Gerichtsständen.

a) Gerichtsstand der gelegenen Sache.

Art. XII. Alle Realklagen, sie mögen eine bewegliche oder unbewegliche Sache betreffen, alle actiones mixtae, welche theils Real- theils Personal-Prästationen zum Gegenstande haben, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae werden vor dem Gerichte erhoben, in dessen Bezirke sich die Sache befindet, welche den Gegenstand der Klage ausmacht: vorbehältlich dessen, was für den Fall eines Concurses in den Art. 9 und 10 bestimmt ist.

Das von dem Gerichte der gelegenen Sache gesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird von dem Richter des Wohnsitzes des Beklagten nach seinem ganzen Inhalte anerkannt und an den in dem Wohnorte befindlichen Gütern so weit vollstreckt, als die in dem andern Staate gelegenen Güter des Sachfälligen unzureichend sind.

b) Gerichtsstand für Erbschafts-Klagen.

Art. XIII. Erbschafts-Klagen werden nicht in dem Wohnorte des Erben, sondern da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben, und zwar dergestalt, dafs, wenn die Erbschafts-Stücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Gebiete der contrahirenden Staaten sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist.

Bewegliche Erbschafts-Stücke werden angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

Activ-Forderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothecarisch sind, oder nicht, den beweglichen Sachen gleich geachtet.

c) Vom Gerichtsstande des Arrestes.

Art. XIV. Der Gerichtsstand des Arrestes soll Statt haben

a) für dessen Erkennung;
b) für die Justifications-Verhandlungen;

1825 c) für die Wieder-Aufhebung des Arrestes oder Verurtheilung des Impetraten in der Hauptsache, je nachdem sich durch das Justifications-Verfahren, das sich durchaus innerhalb der Grenzen des summarischen Processes halten mufs, die Forderung als ungegründet, oder als liquid dargestellt hat.

Jedoch darf sich der Spruch des Arrest-Richters in keinem Falle weiter, als auf den Werth der arrestirten Sache ausdehnen, vielmehr ist auch der angelegte Arrest wieder aufzuheben, sobald dasjenige Gericht, unter welchem der Impetrat steht, die amtliche Versicherung von sich giebt, dafs es den Spruch des Arrest-Richters ohne Anstand vollziehen werde.

Hat sich der Arrest-Richter zwar nicht von dem Ungrunde der Forderung, aber doch davon überzeugt, dafs sie nicht anders, als im Wege des ordentlichen Processes zur Liquidität gebracht werden könne, oder hat er während der Justification von der Concursmäfsigkeit des Impetraten Nachricht erhalten; so hebt er zwar wegen Sicherheit des Impetranten den Arrest nicht eher auf, als bis er von dem ordentlichen Richter dazu veranlafst wird: hingegen überläfst er nun diesem unter Zusendung der angefangenen Verhandlungen das Erkenntnifs in der Hauptsache.

d) *Gerichtsstand des Contractes.*

Art. XV. Der Gerichtsstand des Contractes findet nur dann seine Anwendung, wenn sich der Contrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichts-Bezirke, anwesend findet, in welchem der Contract geschlossen worden ist. Dieses ist besonders bei den auf öffentlichen Märkten geschlossenen Contracten und bei Viehhändeln anwendbar.

e) *Besonders bei Wechsel-Verschreibungen.*

Art. XVI. Die Clausel in einer Wechsel-Verschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechsel-Gerichts, in dessen Gerichtszwang er zur Verfallzeit anzutreffen sei, unterworfen hat, wird von beiden Staaten als gültig, und das hiernach eintretende Gericht für zuständig, mithin dessen Erkenntnifs für vollstreckbar anerkannt.

f) *Gerichtsstand der geführten Verwaltung.* 1825

Art. XVII. Den Gerichtsstand der geführten Verwaltung hat der Ausländer, der sie führt, da anzuerkennen, wo entweder die bevormundete Person ihren Wohnsitz hat, oder die verwalteten Güter liegen, der Verwalter mag nun zur Zeit der Verwaltung in eben dem Staate gewohnt, oder dieselbe in seinem auswärtigen Wohnsitz geführt haben.

g) *Gerichtsstand der Wider-Klage.*

Art. XVIII. Die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters ist zugleich für die Widerklage begründet. Es können in diesem Wege alle und jede Klagen mit Ausnahme derjenigen, deren der Art. 12 erwähnt, angebracht werden, ihr Gegenstand mag übrigens mit dem Gegenstande der Vorklage in Verbindung stehen oder nicht.

Nur muſs

a) dem Gerichte jene Gattung von Gerichtsbarkeit zustehen, vermöge welcher dasselbe zur Entscheidung der Widerklage befugt ist,
b) dem Kläger in Ansehung der Widerklage das Recht der ersten Instanz dadurch nicht entzogen, und
c) die Widerklage entweder vor, oder wenigstens mit der Antwort auf die Klage vorgebracht werden; auch muſs
d) die Wirkung der Widerklage nach der Einlassung des Klägers auf diese fortdauern, wenn auch der Kläger von der Klage absteht.

Von der Provocation.

Art. XIX. Die Provocations-Klagen (ex lege diffamari, oder ex lege si contendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte des Provocanten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist. Es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provocaten als rechtskräftig und vollstreckbar anerkannt.

Von der Intervention.

Art. XX. Jede Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechts-Sache in einen schon

1825 anhängigen Procefs einmischt, sie sei principal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sey nach vorgängiger Streits-Verkündigung (litis denunciatio) geschehen, oder ohne dieselbe, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staats, in welchem der Hauptprocefs geführt wird; jedoch nur in Beziehung auf die Intervention und deren nächste rechtliche Folgen, nicht aber auf die, aus deren Veranlassung künftig etwa entstehenden Regrefs-Klagen.

Wirkung der Rechtshängigkeit (Litispendenz).

Art. XXI. Sobald bei irgend einem in den vorangehenden Artikeln dieses Staats-Vertrags bestimmten Gerichte eine Sache rechtshängig (pendent) geworden ist; so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dafs die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit (Litispendenz) wird durch die Insinuation der Ladung für begründet erkannt.

II. *Von der nicht streitigen Gerichtsbarkeit.*

Art. XXII. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie eingegangen sind, sofern nicht die Handlung selbst einem verbietenden Gesetze des einen Staates entgegen ist. Rechtsgeschäfte über Realrechte, als die Übertragung des Eigenthums, Bestellung von Hypotheken und dergleichen richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Güter liegen, welche sie zum Gegenstande haben.

Von Bevormundung der Minderjährigen.

Art. XXIII. Die Vormundschaft über minderjährige Kinder eines verstorbenen Ehegatten, der in beiden contrahirenden Staaten *zugleich* Vermögen besafs, ist in demjenigen Staate zu bestellen, in welchem der Verstorbene zuletzt den Wohnsitz gehabt hat. Das Bestehen und die Dauer der Minder-

jährigkeit, die Nothwendigkeit einer wirklichen Bevormundung, und was dabei sonst in Frage kommt, richtet sich nach den Gesetzen des nämlichen Staates. 1825

Art. XXIV. Der andere Staat macht sich verbindlich, alles bewegliche Vermögen, welches der Verstorbene in demselben besessen hat, an diese Vormundschaft auszufolgen, oder zur Verwaltung zu überlassen; auch sollen der Vormund oder die Vormünder in Ansehung dieses Vermögens nur *ihrer* Obrigkeit verantwortlich sein.

Art. XXV. Hatte der oder die Verstorbene in demjenigen der beiden Staaten, in welchem sie nicht wohnten, unbewegliches Vermögen; so wird in Ansehung desselben für die Minorennen in diesem Staate auch noch eine *Güter-Curatel* (cura realis) obrigkeitlich bestellt.

Werden in der Folge diese Immobilien in gesetzmäfsiger Art ganz oder zum Theil veräufsert, verkauft, gegen auswärts gelegene Güter vertauscht und dergl.; so löst sich auch die Güter-Curatel in so weit auf, und insbesondere sind die beweglichen Surrogate der veräufserten Güter nach §. 24 zu behandeln.

Art. XXVI. Derjenige der beiden Staaten, in welchem eine solche Güter-Curatel zu bestellen ist, macht sich im Voraus verbindlich, den oder die im Staate des Wohnortes aufgestellten, ihm namhaft zu machenden Vormund oder Vormünder auch als Güter-Curator oder Curatoren anzuerkennen; jedoch sollen der Vormund oder die Vormünder in ihrer letztgedachten Eigenschaft verpflichtet sein, der Ober-Curatel-Behörde desjenigen Staats, in dessen Gebiete die Güter liegen, über deren Verwaltung Rechnung abzulegen, und ihre Genehmigung zu Veräufserungen, Verpfändungen oder Belastungen derselben, so wie zu gerichtlichen Klagen und Vergleichen über liegenschaftliche Rechte der Bevormundeten einzuholen.

Auch müssen sie sich wegen Erfüllung dieser Verpflichtungen auf Verlangen jener Ober-Curatel-Behörde an Eidesstatt reversiren.

Art. XXVII. Wenn der Vater oder die Mutter der Minderjährigen einen Wohnsitz in einem jeden der beiden Staaten hatte; so wird die Vormundschaft

167.

1825 *Convention entre le royaume de Wurtemberg et le grand duché de Bade, concernant les rapports de jurisdiction; publiée à Stuttgard le 3 Janv.* 1826 *et à Carlsruhe le* 30 *Decembre* 1825.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1826. Nr. 2. p. 11. *Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* 1825. Nr. XXXII.)

Allgemeine Bestimmungen.

Art. I. Jeder von den beiden contrahirenden Staaten erkennt in seinem Gebiete die Rechtskraft und Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse des andern Staats, so fern dieselben nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen Staatsvertrags von einem beiderseits als competent anerkannten Gerichte ausgegangen sind.

Art. II. Ein von einem zuständigen Gerichte erlassenes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor dem Gerichte des anderen Staats die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen worden wäre; defsgleichen werden solche Erkenntnisse an den, in dem andern Staate gelegenen Gütern des Verurtheilten unweigerlich vollstreckt, wenn

1) durch gerichtliche Zeugnisse dargethan ist, dafs in dem auswärtigen Staate selbst, von dessen Gerichten erkannt worden, keine, auch der Zeit und den übrigen Verhältnissen nach gleich bereite und hinreichende Vollstreckungs-Mittel vorhanden seien; und

2) keine eigene Unterthanen mit Forderungen sich 1825
gemeldet haben, für welche ihnen an den zur Vollstreckung des fremdrichterlichen Erkenntnisses angewiesenen Sachen ein gleiches oder vorzügliches Recht gesetzlich zusteht.

Soll daher die Hülfs-Vollstreckung an der Substanz unbeweglicher Güter geschehen, so ist zuvörderst der Inhalt des fremdrichterlichen Erkenntnisses nebst einer Anzeige der Güter, auf welche die Hülfs-Vollstreckung nachgesucht worden ist, öffentlich bekannt zu machen, und es sind alle Unterthanen dieses Staats, welche aus irgend einem Grunde ein gleiches oder ein vorzügliches Recht an jenen Gütern zu haben meinen, unter Anberaumung eines Präclusiv-Termins aufzufordern, ihre Ansprüche bei dem betreffenden Gerichte geltend zu machen.

Art. III. Beide Staaten versichern sich gegenseitige Rechtshülfe, sowohl in bürgerlichen als peinlichen Sachen, so weit nicht hierüber in gegenwärtigem Vertrage besondere Einschränkungen enthalten sind.

Begründung des Gerichtsstandes im Allgemeinen.

Art. IV. Beide contrahirenden Staaten erkennen gegenseitig den Grundsatz, dass der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe. Es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht nur in so fern es den Beklagten, sondern auch in so fern es den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung der Gerichts-Kosten und dergleichen betrifft, in dem andern Staate als rechtsgültig erkannt und vollzogen.

Besondere Bestimmungen.

I. *Rücksichtlich der bürgerlichen streitigen Gerichtsbarkeit.*

Unstatthaftigkeit der freiwilligen Prorogation.

Art. V. Keinem Unterthan ist erlaubt, durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des andern Staates, dem er nicht angehört, sich zu unterwerfen.

Keine Gerichts-Behörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts

1825 um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses Statt zu geben.

Jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntnifs wird in dem einen und dem andern Staate als ungültig betrachtet.

Von dem Gerichts-Stande des Wohnsitzes.

Art. VI. Beide Staaten erkennen den Gerichtsstand des Wohnsitzes (forum domicilii) dergestalt an, dafs bei persönlichen Klagsachen, welche keinen besondern Gerichtsstand (forum speciale) begründen, der Unterthan des einen Staates von dem Unterthanen des andern nur vor dem Richter seines Wohnsitzes belangt werden darf, und das von diesem Richter ausgesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird aushülfsweise an den in dem andern Staate sich befindenden Gütern des Verurtheilten vollzogen. Hat jemand neben seinem ordentlichen Wohnsitze in seinem Staate auch einen zeitlichen Aufenthaltsort in dem andern Staate, sei es wegen des Besitzes unbeweglicher Güter, oder wegen irgend eines Gewerbes oder einer Beschäftigung; so hat der Kläger bei persönlichen Klagen die Wahl, ob er den Beklagten an dem Orte des Wohnsitzes oder des Aufenthalts belangen will, in welchem Falle der Gerichtsstand durch Prävention begründet wird.

Wenn nach den Gesetzen eines der beiden Staaten ein auswandernder Unterthan noch innerhalb eines gewissen Zeitraums, z. B. eines Jahrs, wegen der vor seinem Wegzuge erwachsenen Ansprüche vor den Gerichten des Landes, das er verläfst, Recht zu geben oder zu nehmen hat; so wird die Zuständigkeit dieser Gerichte von dem andern Staate, wenn auch keine Litispendenz zur Zeit des Wegzuges vorhanden ist, für die innerhalb jenes Zeitraums rechtshängig werdenden Ansprüche anerkannt.

Insbesondere der Erben.

Art. VII. Klagen aus persönlichen Ansprüchen gegen den Erblasser können, so lange die Erbschaft den Erben noch nicht ausgehändigt ist, gegen dieselben bei dem Gerichte angebracht werden, unter welchem sich die Erbschaft noch befindet; wo aber

diese schon ausgehändigt ist, sind die Erben vor 1825
ihrem eigenen Richter zu belangen.

Allgemeiner Gant-Gerichts-Stand.

Art. VIII. Geräth Jemand, welcher in dem einen Staate wohnt, in dem andern aber Vermögen besitzt, in Concurs; so wird von beiden Staaten das Gericht des Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines Gant-Gericht anerkannt, und einem Partial-Concurs nicht Statt gegeben; aufser in dem Falle, wenn Erbschafts-Gläubiger in Ansehung der Erbschaft das ihnen zustehende Absonderungs-Recht geltend machen wollen.

Wenn Jemand in dem einen Staate sein Domicil, in dem andern nach dem Sinne des Art. 6 einen Aufenthalt hat, so ist, den so eben ausgedrückten Fall der die Absonderung nachsuchenden Erbschafts-Gläubiger ausgenommen, der Gerichtsstand des Concurses in dem Staate begründet, wo sich der gröfsere Theil des austheilbaren Vermögens befindet.

Ist in beiden Staaten ungefähr eine numerisch gleiche Vermögens-Masse; so kommt es darauf an, in welchem von beiden die meisten der von dem Schuldner genannten oder sonst vorläufig bekannten Gläubiger wohnhaft sind.

Rechtliche Wirkungen des allgemeinen Gant-Gerichtsstandes.

a) *im Allgemeinen.*

Art. IX. Alle Forderungen, sie seien auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gant-Gerichte einzuklagen.

Das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird nach vorgängiger Veräufserung der Grundstüske und Effecten durch den Richter der gelegenen Sache zur Verfügung des Gant-Gerichts gestellt, jedoch nur so weit ausgeliefert, als nicht daraus inländische Gläubiger zu Folge des rechtskräftigen Gant-Urtheils zu befriedigen sind (vergl. Art. 11, Nro. 3).

1825 b) *Besonders rücksichtlich bereits anhängiger Forderungen.*

Art. X. Dagegen zieht der allgemeine Gant-Gerichtsstand die bereits anhängigen Rechtssachen nur rücksichtlich der Location an sich, so dafs dergleichen Forderungen zwar vor dem Gant-Gerichte bei Strafe der Ausschliefsung anzugeben sind, und in das Locations-Erkenntnifs an gehörigem Orte eingereiht werden, die Haupt-Liquidation der Forderung aber von dem Gerichte, wo sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortgesetzt wird; wobei dem Gläubiger oder Contradictor unbenommen ist, zu interveniren.

Ist der Streit über die besonders verhandelte Forderung zur Zeit der Abfassung des Gant-Urtheils noch nicht beendigt; so wird dieselbe in diesem eventuell locirt.

c) *Rücksichtlich der Location der Gläubiger.*

Art. IX. Das allgemeine Gant-Gericht hat

1) die Forderungen der Gläubiger hinsichtlich ihrer Gültigkeit und Liquidität, nach den Gesetzen desjenigen Staates zu beurtheilen, in welchem sie entstanden sind.

2) Hypothecar-Forderungen, welche auf einzelnen unbeweglichen Gütern haften, werden nach den Gesetzen des Gerichtsstandes der gelegenen Sache beurtheilt und locirt.

Dasselbe gilt von Absonderungs-Ansprüchen auf unbewegliche, im Besitze des Gemeinschuldners befindliche Güterstücke.

3) Die Unterthanen des einen Staates, welche vor dem allgemeinen Gant-Gerichte des andern Staates irgend ein Vorzugsrecht in Anspruch nehmen, sind zu verlangen berechtigt, dafs sie aus demjenigen Theile der Gantmasse, welcher von den in ihrem heimathlichen Staate befindlich gewesenen Vermögens-Stücken herrührt (vergl. Art. 9), besonders und nach den Prioritäts-Gesetzen dieses Staats befriedigt werden.

4) Reicht in solchem Falle der oben erwähnte Theil der Gantmasse zu ihrer Befriedigung nicht zu, so sind sie wegen dieses Rests ihrer Forderungen, und in Beziehung auf den übrigen Theil der Gant-

masse, nach den Gesetzen des Gant-Gerichts zu 1825
lociren.

Von den besonderen Gerichtsständen.

a) *Gerichtsstand der gelegenen Sache.*

Art. XII. Alle Realklagen, sie mögen eine bewegliche oder unbewegliche Sache betreffen, alle actiones mixtae, welche theils Real- theils Personal-Prästationen zum Gegenstande haben, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae werden vor dem Gerichte erhoben, in dessen Bezirke sich die Sache befindet, welche den Gegenstand der Klage ausmacht: vorbehältlich dessen, was für den Fall eines Concurses in den Art. 9 und 10 bestimmt ist.

Das von dem Gerichte der gelegenen Sache gesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird von dem Richter des Wohnsitzes des Beklagten nach seinem ganzen Inhalte anerkannt und an den in dem Wohnorte befindlichen Gütern so weit vollstreckt, als die in dem andern Staate gelegenen Güter des Sachfälligen unzureichend sind.

b) *Gerichtsstand für Erbschafts-Klagen.*

Art. XIII. Erbschafts-Klagen werden nicht in dem Wohnorte des Erben, sondern da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben, und zwar dergestalt, dafs, wenn die Erbschafts-Stücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Gebiete der contrahirenden Staaten sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist.

Bewegliche Erbschafts-Stücke werden angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

Activ-Forderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothecarisch sind, oder nicht, den beweglichen Sachen gleich geachtet.

c) *Vom Gerichtsstande des Arrestes.*

Art. XIV. Der Gerichtsstand des Arrestes soll Statt haben

a) für dessen Erkennung;
b) für die Justifications-Verhandlungen;

1825 c) für die Wieder-Aufhebung des Arrestes oder Verurtheilung des Impetraten in der Hauptsache, je nachdem sich durch das Justifications-Verfahren, das sich durchaus innerhalb der Grenzen des summarischen Processes halten muſs, die Forderung als ungegründet, oder als liquid dargestellt hat.

Jedoch darf sich der Spruch des Arrest-Richters in keinem Falle weiter, als auf den Werth der arretirten Sache ausdehnen, vielmehr ist auch der angelegte Arrest wieder aufzuheben, sobald dasjenige Gericht, unter welchem der Impetrat steht, die amtliche Versicherung von sich giebt, daſs es den Spruch des Arrest-Richters ohne Anstand vollziehen werde.

Hat sich der Arrest-Richter zwar nicht von dem Ungrunde der Forderung, aber doch davon überzeugt, daſs sie nicht anders, als im Wege des ordentlichen Processes zur Liquidität gebracht werden könne, oder hat er während der Justification von der Concursmäſsigkeit des Impetraten Nachricht erhalten; so hebt er zwar wegen Sicherheit des Impetranten den Arrest nicht eher auf, als bis er von dem ordentlichen Richter dazu veranlaſst wird: hingegen überläſst er nun diesem unter Zusendung der angefangenen Verhandlungen das Erkenntniſs in der Hauptsache.

d) *Gerichtsstand des Contractes.*

Art. XV. Der Gerichtsstand des Contractes findet nur dann seine Anwendung, wenn sich der Contrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichts-Bezirke, anwesend findet, in welchem der Contract geschlossen worden ist. Dieses ist besonders bei den auf öffentlichen Märkten geschlossenen Contracten und bei Viehhändeln anwendbar.

e) *Besonders bei Wechsel-Verschreibungen.*

Art. XVI. Die Clausel in einer Wechsel-Verschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechsel-Gerichts, in dessen Gerichtszwang er zur Verfallzeit anzutreffen sei, unterworfen hat, wird von beiden Staaten als gültig, und das hiernach eintretende Gericht für zuständig, mithin dessen Erkenntniſs für vollstreckbar anerkannt.

f) *Gerichtsstand der geführten Verwaltung.* 1825

Art. XVII. Den Gerichtsstand der geführten Verwaltung hat der Ausländer, der sie führt, da anzuerkennen, wo entweder die bevormundete Person ihren Wohnsitz hat, oder die verwalteten Güter liegen, der Verwalter mag nun zur Zeit der Verwaltung in eben dem Staate gewohnt, oder dieselbe in seinem auswärtigen Wohnsitz geführt haben.

g) *Gerichtsstand der Wider-Klage.*

Art. XVIII. Die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters ist zugleich für die Widerklage begründet. Es können in diesem Wege alle und jede Klagen mit Ausnahme derjenigen, deren der Art. 12 erwähnt, angebracht werden, ihr Gegenstand mag übrigens mit dem Gegenstande der Vorklage in Verbindung stehen oder nicht.

Nur muſs

a) dem Gerichte jene Gattung von Gerichtsbarkeit zustehen, vermöge welcher dasselbe zur Entscheidung der Widerklage befugt ist,
b) dem Kläger in Ansehung der Widerklage das Recht der ersten Instanz dadurch nicht entzogen, und
c) die Widerklage entweder vor, oder wenigstens mit der Antwort auf die Klage vorgebracht werden; auch muſs
d) die Wirkung der Widerklage nach der Einlassung des Klägers auf diese fortdauern, wenn auch der Kläger von der Klage absteht.

Von der Provocation.

Art. XIX. Die Provocations-Klagen (ex lege diffamari, oder ex lege si contendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte des Provocanten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist. Es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provocaten als rechtskräftig und vollstreckbar anerkannt.

Von der Intervention.

Art. XX. Jede Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechts-Sache in einen schon

1825 anhängigen Processs einmischt, sie sei principal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sey nach vorgängiger Streits-Verkündigung (litis denunciatio) geschehen, oder ohne dieselbe, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staats, in welchem der Hauptprocess geführt wird; jedoch nur in Beziehung auf die Intervention und deren nächste rechtliche Folgen, nicht aber auf die, aus deren Veranlassung künftig etwa entstehenden Regress-Klagen.

Wirkung der Rechtshängigkeit (Litispendenz).

Art. XXI. Sobald bei irgend einem in den vorangehenden Artikeln dieses Staats-Vertrags bestimmten Gerichte eine Sache rechtshängig (pendent) geworden ist; so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dass die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit (Litispendenz) wird durch die Insinuation der Ladung für begründet erkannt.

II. *Von der nicht streitigen Gerichtsbarkeit.*

Art. XXII. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie eingegangen sind, sofern nicht die Handlung selbst einem verbietenden Gesetze des einen Staates entgegen ist. Rechtsgeschäfte über Realrechte, als die Übertragung des Eigenthums, Bestellung von Hypotheken und dergleichen richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Güter liegen, welche sie zum Gegenstande haben.

Von Bevormundung der Minderjährigen.

Art. XXIII. Die Vormundschaft über minderjährige Kinder eines verstorbenen Ehegatten, der in beiden contrahirenden Staaten *zugleich* Vermögen besass, ist in demjenigen Staate zu bestellen, in welchem der Verstorbene zuletzt den Wohnsitz gehabt hat. Das Bestehen und die Dauer der Minder-

jährigkeit, die Nothwendigkeit einer wirklichen Bevormundung, und was dabei sonst in Frage kommt, richtet sich nach den Gesetzen des nämlichen Staates. 1825

Art. XXIV. Der andere Staat macht sich verbindlich, alles bewegliche Vermögen, welches der Verstorbene in demselben besessen hat, an diese Vormundschaft auszufolgen, oder zur Verwaltung zu überlassen; auch sollen der Vormund oder die Vormünder in Ansehung dieses Vermögens nur *ihrer* Obrigkeit verantwortlich sein.

Art. XXV. Hatte der oder die Verstorbene in demjenigen der beiden Staaten, in welchem sie nicht wohnten, unbewegliches Vermögen; so wird in Ansehung desselben für die Minorennen in diesem Staate auch noch eine *Güter-Curatel* (cura realis) obrigkeitlich bestellt.

Werden in der Folge diese Immobilien in gesetzmäfsiger Art ganz oder zum Theil veräufsert, verkauft, gegen auswärts gelegene Güter vertauscht und dergl.; so löst sich auch die Güter-Curatel in so weit auf, und insbesondere sind die beweglichen Surrogate der veräufserten Güter nach §. 24 zu behandeln.

Art. XXVI. Derjenige der beiden Staaten, in welchem eine solche Güter-Curatel zu bestellen ist, macht sich im Voraus verbindlich, den oder die im Staate des Wohnortes aufgestellten, ihm namhaft zu machenden Vormund oder Vormünder auch als Güter-Curator oder Curatoren anzuerkennen; jedoch sollen der Vormund oder die Vormünder in ihrer letztgedachten Eigenschaft verpflichtet sein, der Ober-Curatel-Behörde desjenigen Staats, in dessen Gebiete die Güter liegen, über deren Verwaltung Rechnung abzulegen, und ihre Genehmigung zu Veräufserungen, Verpfändungen oder Belastungen derselben, so wie zu gerichtlichen Klagen und Vergleichen über liegenschaftliche Rechte der Bevormundeten einzuholen.

Auch müssen sie sich wegen Erfüllung dieser Verpflichtungen auf Verlangen jener Ober-Curatel-Behörde an Eidesstatt reversiren.

Art. XXVII. Wenn der Vater oder die Mutter der Minderjährigen einen Wohnsitz in einem jeden der beiden Staaten hatte; so wird die Vormundschaft

1825 in demjenigen Staate bestellt, in welchem Er oder Sie gestorben ist, oder sich, wenn der Tod in keinem der beiden Staaten erfolgte, vor dem Ableben zuletzt aufgehalten hat; vorbehältlich einer besondern gegenseitigen Übereinkunft in denjenigen einzelnen Fällen, in welchen nach Bewandtnifs der Umstände die Anwendung dieses Grundsatzes unbequem oder für die Minderjährigen nachtheilig sein könnte.

Wegen Bestellung der Güter-Curatel in dem andern Staate hat es jedenfalls bei demjenigen, was in den Artikeln 24, 25 und 26 festgesetzt ist, sein Bewenden.

Art. XXVIII. Hatte endlich der oder die Verstorbene in beiden Staaten zwar Vermögen, aber in keinem von beiden einen Wohnsitz; so wird in einem jeden dieser Staaten ohne Rücksicht auf den andern eine Güter-Curatel bestellt: vorbehältlich dessen, was in Staats Verträgen mit demjenigen dritten Staate, in welchem der oder die Verstorbene gewohnt hat, solcher Vormundschaften halber verabredet ist.

Bevormundung der Wahnsinnigen, Verschwender und Abwesenden.

Art. XXIX. Wahnsinnige, Verschwender und Abwesende, die in beiden Staaten Vermögen besitzen, werden nach den Gesetzen und von den Behörden desjenigen Staats unter Vormundschaft oder Pflegschaft gestellt, in dessen Gebiete sie ihren Wohnsitz haben, oder, in Beziehung auf die Abwesenden, zuletzt hatten.

Die Artikel 25 und 26 finden hierbei analoge Anwendung.

III. *Von der Straf-Gerichtsbarkeit.*

Art. XXX. Übertreter von Straf-Gesetzen jeder Art werden, so ferne der nachfolgende Art. 32 keine Ausnahme begründet, von dem einen Staate dem andern nicht ausgeliefert.

Vollstreckung der Straf-Erkenntnisse.

Art. XXXI. Wenn der Unterthan des einen Staats in dem Gebiete des andern sich einer Über-

tretung schuldig gemacht hat, und daselbst in Unter- 1825
suchung gezogen und abgeurtheilt worden ist; so wird das Erkenntnifs dieses Gerichts von dem Staate, dem er als Unterthan angehört, an den in seinem Gebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen.

Gleiches gilt von dem Falle, wenn der Schuldige in dem Staate, dem er als Unterthan angehört, verurtheilt worden ist, und in dem Gebiete des andern Staats Güter besitzt.

Namentlich sollen alle durch die Untersuchung und Bestrafung erwachsenen Kosten, welche der Verurtheilte in Gemäfsheit des Erkenntnisses zu erstatten schuldig ist, nach deren vorgängiger Revision von Seite des urtheilenden Richters aus dem Vermögen der Verurtheilten berichtigt werden.

Auslieferung der gegenseitigen Angehörigen, welche wegen Vergehen oder Verbrechen ihr Land verlassen.

Art. XXXII. Unterthanen des einen Staats, welche wegen Verbrechen oder Vergehen ihr Land verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, werden auf vorgängige Requisition und Bescheinigung der verübten That, wie auch gegen Ersatz der Kosten, an ihre Landes-Gerichte ausgeliefert.

In demselben Falle, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Verbrechers zu fordern, ist derselbe auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung gegen Erstattung der Kosten anzunehmen.

Bestimmungen über Kosten-Ersatz, Fang-Geld und Acten-Mittheilung.

Art. XXXIII. In allen strafrechtlichen Fällen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Kasse des Staates oder des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, hat die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegung, Transport und Bewachung der Gefangenen zu erstatten; wogegen alle anderen Kosten, Protocollirungs-, Schreib- und Abschrift-Gebühren, so wie die an die Gerichts-Personen oder an die Kasse sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden.

1825 In Fällen, wo der Fiscus die Untersuchungs-Kosten zu tragen hat, wird gegenseitig keine Fanggebühr geleistet; in solchen Fällen aber, wo der Kosten-Ersatz durch den Angeschuldigten, als hierzu vermögend, geschieht, wird eine solche Fanggebühr im Betrage von *zehen* Gulden gegenseitig zugestanden.

Von den beiderseitigen Gerichts-Behörden werden die requirirten Untersuchungs-Acten in Urschrift und postfrei mitgetheilt.

IV. *Von Stellung der Unterthanen zu Ablegung des Zeugnisses.*

Art. XXXIV. In Straffällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, wird die Stellung der Unterthanen des einen Staats vor das Untersuchungs-Gericht des andern zu Ablegung des Zeugnisses, zur Confrontation, oder Recognition, gegen vollständige Vergütung der Reise-Kosten und der Versäumniß nicht verweigert. Ebenso wird auch in Civilfällen, in welchen das Zeugen-Verhör ohne Nachtheil der Sache nicht wohl anders, als an dem Orte, wo der Proceß geführt wird, oder wo sich die Sache befindet, geschehen kann, der Stellung der Unterthanen zum Zeugen-Verhör Statt gegeben.

V. *Anfang der Wirksamkeit des Vertrages.*

Art. XXXV. Vorstehende Bestimmungen treten mit dem 1sten Januar 1826 in Wirksamkeit.

VI. *Transitorische Bestimmungen.*

Art. XXXVI. Die in den Art. 4 bis 7 und 12 bis 21 über den bürgerlichen Gerichtsstand enthaltenen Bestimmungen gelten nur für diejenigen Rechtssachen, welche nicht schon durch die vor dem 1sten Januar 1826 insinuirte Ladung im Sinne des Art. 21 rechtshängig geworden sind.

Art. XXXVII. Auf gleiche Weise kommen die Bestimmungen der Art. 8-11 über den allgemeinen Gant-Gerichtsstand und über die Location der Gläubiger blos in jenen Fällen zur Anwendung, in welchen nicht schon vor dem ebengedachten Termine

der förmliche Gant erkannt und die Edictalladung 1825
beschlossen ist.

Art. XXXVIII. Dagegen werden die von den Gerichten eines der beiden Staaten auch vor eingetretenem Termine gefällten bürgerlichen oder Straf-Erkenntnisse von den Gerichten des andern Staats, nach eingetretenem Termine in Gemäfsheit der Art. 1-21 und 30-33 vollzogen, soweit nicht etwa diese letzteren Gerichte in denselben bürgerlichen oder Strafsachen bereits erkannt oder vorbereitende Verhandlungen eingeleitet haben sollten.

Art. XXXIX. Die Artikel 23-29 finden auf die am 1sten Januar 1826 schon bestandenen und nicht streitigen Vormundschaften oder Pflegschaften keine nothwendige Anwendung; vielmehr sollen dergleichen auf die bisher Statt gehabte Weise, wenn nicht durch besondere gemeinschaftliche Übereinkunft eine Abänderung beliebt wird, bis zu ihrer Beendigung fortgeführt werden.

Dagegen treten die vorerwähnten Artikel mit dem gedachten Termine in Ansehung jener zu bevogtenden Personen in Wirksamkeit, für welche noch keine Vormundschaft oder Pflegschaft bestellt ist.

168.

1826 *Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre la France et le Brésil, signé à Rio Janéiro, le 8 Janvier 1826, avec les articles additionels, signés a Rio Janéiro, le 7 Juin 1826.*

(*Le Moniteur universel* 1826. 6 Oct. No. 279. *Journal de Francfort* 1826. 12 Oct. No. 285. 13 Oct. No. 286.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de France et de Navarre, et S. M. l'Empereur du Brésil, désirant établir et consolider les relations politiques entre les deux couronnes, et celles de navigation et de commerce entre la France et le Brésil, ont resolu de faire le présent traité d'amitié, de navigation et de commerce, dans l'intérêt commun de leurs sujets respectifs, et à l'avantage réciproque des deux nations. Par cet acte, S. M. le Roi de France et de Navarre, dans son nom et dans celui de ses héritiers et successeurs, reconnoît l'indépendance de l'Empereur du Brésil, et la dignité impériale dans la personne de l'Empereur D. Pierre I. et de ses héritiers légitimes et successeurs. Les deux souverains, d'après ces principes, et à cette fin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le sieur Comte de Gestas, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chargé d'affaires et consul-général de France au Brésil;

Et S. M. l'Empereur du Brésil, S. Exc. M. le Vicomte de Saint-Amaro, grand de l'empire etc. et le Vicomte de Paranagua, grand de l'empire, etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, qu'ils ont trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre S. M. le Roi de France et de Navarre, et l'Empereur du Brésil, leurs héritiers et successeurs, et entre leurs sujets de tous territoires, sans exception de personne ni de lieu. 1826

Art. II. S. M. Très-Chretienne et S. M. I. conviennent d'accorder les mêmes faveurs, honneurs, immunités, privilèges et exemptions de droits et charges à leurs ambassadeurs, ministres et agens accrédités dans leurs cours respectives selon les formalités d'usage; et quelque faveur que l'un des souverains accorde à cet égard, dans sa propre cour, l'autre souverain s'oblige à l'accorder également dans la sienne.

Art. III. Chacune des hautes parties contractantes aura le droit de nommer des consuls-généraux, consuls et vice-consuls dans tous les ports ou villes des domaines de l'autre où ils sont ou seront jugés nécessaires pour le développement du commerce et des intérêts commerciaux de leurs sujets respectifs, à l'exception des ports ou villes dans lesquels les hautes parties contractantes jugeroient que ces agens ne sont pas nécessaires.

Art. IV. Les consuls de quelque classe qu'ils soient, duement nommés par leurs souverains respectifs, ne pourront entrer dans l'exercice de leurs fonctions sans l'approbation préalable du souverain dans les états duquel ils seront employés. Ils jouiront, dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leur charge et la protection qu'ils doivent à leurs nationaux, des mêmes privilèges qui sont ou seroient accordés aux consuls de la nation la plus favorisée.

Art. V. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes jouiront, dans toute l'étendue des territoires de l'autre, de la plus parfaite liberté de conscience en matière de religion, conformément au système de tolérance établi et pratiqué dans les pays respectifs.

Art. VI. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes, en restant soumis aux lois du pays, jouiront en leurs personnes, dans toute l'étendue des territoires de l'autre, des mêmes droits, pri-

1826 vilèges, faveurs, exemptions qui sont ou seroient accordés aux sujets de la nation la plus favorisée. Ils pourront disposer librement de leurs propriétés par vente, échange, donation, testament, ou de toute autre manière, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement. Leurs maisons, propriétés et effets ne pourront être saisis par aucune autorité contre la volonté des possesseurs; ils seront exempts de tout service militaire, de quelque nature que ce soit, et de tous emprunts forcés ou impôts et réquisitions militaires, ils ne seront tenus à payer aucunes contributions ordinaires plus fortes que celles que paient ou viendroient à payer les sujets du souverain dans les états duquel ils résident. De même, ils ne seront point assujettis aux visites et recherches arbitraires, ni à aucun examen ou investigation de leurs livres ou papiers, sous quelque prétexte que ce soit. Il est entendu, que dans le cas de trahison, contrebande, ou autre crime, dont les lois du pays respectif font mention, les recherches, visites, examens et investigations ne pourront avoir lieu qu'avec l'assistence du magistrat compétent, et en présence du consul de la nation à qui appartiendra la partie prévenue, du vice-consul ou de son délégué.

Art. VII. En cas de mésintelligence ou de rupture entre les deux couronnes (puisse Dieu ne le permettre jamais!), lequel cas ne sera réputé qu'après le rappel où le départ des agens diplomatiques respectifs, les sujets de chacune des hautes parties contractantes, résidant dans les domaines de l'autre, pourront y rester pour l'arrangement de leurs affaires ou commerce dans l'intérieur, sans être gênés en quelque manière que ce soit, tant qu'ils continueront à se comporter pacifiquement et à ne commettre aucune offense contre les lois. Dans le cas cependant où ils se rendroient suspects par leur conduite, ils seront sommés de sortir du pays, leur accordant la liberté de se retirer avec leurs biens dans un délai qui n'excédera par six mois.

Art. VIII. Les individus accusés, dans les états de l'une des hautes parties contractantes, de crimes de haute trahison, félonie, fabrication de fausse monnoie ou du papier qui la représente, ne seront

pas admis, ni ne recevront protection dans les états 1826
de l'autre; et pour que cette clause reçoive sa pleine exécution, chacun des deux souverains s'engage à faire expulser de ses états lesdits accusés, aussitôt qu'il en sera requis par l'autre.

Art. IX. Chacune des hautes parties contractantes s'oblige à ne pas recevoir sciemment et volontairement dans ses états, et à ne pas employer à son service, les individus sujets de l'autre qui déserteroient du service militaire de mer et de terre, devant les soldats et matelots déserteurs, tant des bâtimens de guerre que des navires marchands, être arrêtés et remis aussitôt qu'ils seront réclamés par les consuls ou vice-consuls respectifs.

Art. X. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les sujets respectifs des hautes parties contractantes, tant en navires françois qu'en navires brésiliens, dans tous les ports, villes et territoires appartenant aux hautes parties contractantes, excepté dans ceux qui sont provisoirement interdits aux nations étrangères, restant entendu qu'aussitôt qu'ils seront rendus au commerce des autres nations, ils seront dès ce moment ouverts aux sujets des deux couronnes, de la même manière que si cela étoit expressément stipulé dans le présent traité.

Art. XI. En conséquence de cette réciproque liberté de commerce et de navigation, les sujets des hautes parties contractantes pourront respectivement entrer avec leurs navires dans tous les ports, baies, anses et mouillages des territoires appartenant à chacune d'elles, y décharger tout ou partie de leurs marchandises, prendre chargement et réexporter. Ils pourront résider, louer des maisons et des magasins, voyager, commercer, ouvrir boutique, transporter des produits, metaux et monnoies, et gérer leurs affaires par eux, par leurs agens ou commis, comme bon leur semblera, sans l'entremise de courtiers. Il en est excepté toutefois les articles de contrebande de guerre, et ceux réservés à la couronne du Brésil; de même que le commerce côtier de port à port, consistant en produits indigènes ou étrangers déjà dépèchés pour la consommation, lequel commerce ne

1826 pourra se faire qu'en embarcations nationales, étant libre cependant aux sujets des hautes parties contractantes de charger leurs effets et marchandises sur lesdites embarcations, en payant les uns et les autres les mêmes droits.

Art. XII. Les navires et embarcations des sujets de chacune des hautes parties contractantes ne paieront dans les ports et mouillages de l'autre, à titre de phare, tonnage, ou autre dénomination quelconque, que les mêmes droits que paient ou viendroient à payer les navires et embarcations de la nation la plus favorisée.

Art. XIII. Les hautes parties contractantes conviennent de déclarer que seront considérés navires brésiliens ceux qui seront construits ou possédés par des sujets brésiliens, et dont le capitaine et les trois quarts de l'équipage seront brésiliens; cette dernière clause cependant ne devant pas être en vigueur tant que le demandera le manque de matelots, pourvu toutefois que le maître et le capitaine du navire soient brésiliens, et que tous les papiers du bâtiment soient dans les formes légales. De la même manière seront considérés navires françois ceux qui navigueront et seront possédés conformément aux réglemens en vigueur en France.

Art. XIV. Tous les produits, marchandises et articles quelconques qui sont de production, manufacture et industrie des sujets et territoire de S. M. T. C., importés des ports de France pour ceux du Brésil, tant en navires françois que brésiliens, et dépêchés pour la consommation, paieront généralement et uniquement les mêmes droits que paient ou viendroient à payer les sujets de la nation la plus favorisée, conformément au tarif général des douanes, qui, à cette fin, sera promulgué dans tous les ports du Brésil où des douanes sont ou seroient établies. Il est convenu qu'en parlant de la nation la plus favorisée, la nation portugaise ne devra pas servir de terme de comparaison, même quand elle viendroit à être privilégiée au Brésil en matière de commerce.

Art. XV. Il est bien entendu que lorsque des produits françois agricoles ou industriels n'auront pas

une valeur déterminée dans le tarif brésilien, l'expé- 1826
dition en douane s'en fera par une déclaration de leur valeur signée de la partie qui les importera; mais dans le cas où les officiers de la douane, chargés de la perception des droits auroient lieu de soupçonner fautive cette évaluation, ils auront la liberté de prendre les objets ainsi évalués en payant 10 pour cent en sus de ladite évaluation, et ce dans l'espace de 15 jours, à compter du premier jour de la détention et en restituant les droits payés.

Art. XVI. Tous les articles de production, manufacture et industrie des sujets de S. M. I. importés des ports du Brésil, pour ceux de France, en navires brésiliens ou françois, et dépêchés pour la consommation, paieront généralement et uniquement des droits qui n'excéderont pas ceux, qu'ils paient actuellement par le tarif françois, étant importés en navires françois. En consequence S. M. T. C. supprime, en faveur de la navigation brésilienne, la surtaxe de 10 pour cent établie en France sur les marchandises importées par navires étrangers. S. M. T. C. supprime en outre, en faveur des cotons du Brésil, la distinction existante dans le tarif françois entre les cotons à longue et courte soie.

Art. XVII. On est également convenu qu'il sera permis aux consuls respectifs de faire des représentations quand il leur sera prouvé que quelque article compris dans les tarifs est excessivement évalué, afin que ces représentations soient prises en considération dans le plus court délai possible, sans arrêter pour cela l'expédition des mêmes produits.

Art. XVIII. S. M. I. accorde aux sujets de S. M. T. C. le privilège de pouvoir être signataires des douanes du Brésil, avec les mêmes conditions et sûretés que les sujets brésiliens: et d'autre part, il est convenu que les sujets brésiliens jouiront dans les douanes de France de la même faveur, autant que les lois le permettront.

Art. XIX. Tous les produits et marchandises exportés directement du territoire de l'une des hautes parties contractantes pour le territoire de l'autre, seront accompagnés de certificats d'origine signés par

1826 les officiers compétens des douanes dans le port d'embarquement; les certificats de chaque navire devant être numérotés progressivement et joints avec le acquit de la douane au manifeste qui devra être certifié par les consuls respectifs, pour être le tout présenté à la douane du port d'entrée. Dans les ports où il n'y auroit ni douane, ni consuls, l'origine des marchandises sera légalisée et certifiée par les autorités locales.

Art. XX. Tous les produits et marchandises de production et manufacture des territoires de chacune des hautes parties contractantes, qui seront dépêchés de leurs ports respectifs pour la réexportation ou le transbordement, paieront réciproquement dans les dits ports, les mêmes droits que paient ou viendroient à payer les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. XXI. S'il arrivoit que l'une des hautes parties contractantes soit en guerre avec quelque puissance, nation ou état, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes états, excepté avec les villes ou ports qui seroient bloqués ou assiégés par terre ou par mer. Et dans aucun cas ne sera permis le commerce des objets réputés contrebande de guerre, qui sont les suivans: canons, mortiers, fusils, pistolets, grenades, bombes, affûts, baudriers, poudre, salpêtre, casques, balles, piques, épées, hallebardes, selles, harnois et autre instrumens quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Art. XXII. Afin de protéger plus efficacement le commerce et la navigation de leurs sujets respectifs, les deux hautes parties contractantes conviennent de ne pas recevoir des pirates ni écumeurs de mer dans aucun des ports, baies, ancrages de leurs états, et d'appliquer l'entière vigueur des lois contre toutes personnes connues pour être pirates, et contre tous individus résidant dans leur territoire, qui seroient convaincus de correspondance ou de complicité avec elles. Tous les navires et cargaisons appartenant aux hautes parties contractantes, que les pirates prendroient ou conduiroient dans les ports de l'une ou de l'autre, seront restitués à leurs propriétaires ou

à des fondés de pouvoir dûment autorisés, et prou- 1826
vant l'identité de la propriété et la restitution sera faite même quand l'article réclamé seroit vendu, pourvu qu'il soit prouvé que l'acquereur savoit ou pouvoit savoir que ledit article provenoit de piraterie.

Art. XXIII. S'il arrive que quelque navire de guerre ou marchand, appartenant aux deux états, naufrage dans les ports ou sur les côtes de leurs territoires respectifs, le plus grand secours possible leur sera donné, tant pour la conservation des personnes et effets, que pour la sûreté, le soin et la remise des articles sauvés. Les produits sauvés du naufrage ne seront pas assujettis à payer les droits, excepté quand ils seront dépêchés pour la consommation.

Art. XXIV. Les hautes parties contractantes sont convenues d'employer des paquebots pour faciliter les relations entre les deux pays. Une convention spéciale réglera ces services.

Art. XXV. Les stipulations du présent traité seront perpetuelles à l'exception des articles 12, 14, 15, 16, 17 et 20, qui dureront pendant le cours de six années, à commencer de la date des ratifications.

Art. XXVI. Les ratifications du présent traité seront échangées à Rio Janéiro, dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

Fait à Rio Janéiro, le 8 Janvier 1826.

Le Comte de Gestas.
Le Vicomte de Saint Amaro.
Le Vicomte de Paranagua.

Articles additionnels.

Art. I. On est convenu de déclarer que non-seulement, comme il est dit dans l'article quatrième du traité mentionné, les consuls respectifs jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leur charge et la protection qu'ils doivent à leurs nationaux, des mêmes privilèges qui sont ou seroient accordés aux consuls de la

1826 nation la plus favorisée, mais encore que ces sujets seront traités sous tous ces rapports dans chacun des deux pays, d'après les principes de la plus exacte réciprocité.

Art. II. Il est également déclaré qu'on convenant, par l'article treizième du même traité: que la clause qui exige les trois quarts de nationaux dans l'équipage de tout navire brésilien, ne devra pas être en vigueur tant que le demandera le manque de matelots: les hautes parties contractantes n'entendent, dans aucun cas, prolonger la suspension de ladite clause au-delà des six années déjà assignées pour terme de plusieurs autres stipulations du traité.

Art. III. Il est déclaré enfin que le premier paragraphe de l'article quatorzième, portant que, tous les produits, marchandises et articles quelconques qui sont de production, manufacture et industrie des sujets et territoires de S. M. T. C. importés des ports de France dans ceux du Brésil, tant en navires français que brésiliens et dépêchés pour la consommation, paieront généralement et uniquement les mêmes droits que paient ou viendroient à payer les sujets de la nation la plus favorisée, doit être entendu en ce sens, que le quantum des droits est de quinze pour cent de la valeur des marchandises dont l'évaluation aura, selon le mode général, établi ou à établir, ayant pour base les prix du marché.

Art. IV. Les présens articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils avoient été insérés mot à mot dans le traité du huit Janvier dix-huit cent vingt-six.

Fait à Rio Janéiro, le sept de Juin de l'année de la naissance de notre seigneur Jésus-Christ, mil huit cent vingt-six.

Le Comte de Gestas.

Le Vicomte de Saint Amaro.

Le Vicomte de Paranagua.

169.

Capitulation de la fortresse de Callao, signée le 19 *Janvier* 1826. 1826

(*Journal de Francfort* 1826. 20 Mai. No. 140. *The Times* 1826. May 10. No. 12, 963.)

The deputies assembled in the covered way, before the fortrefs of Callao, to treat for a capitulation between that fortrefs and the besieging army, and to terminate the war of Peru — namely, on the part of Brigadier-General Bartolome Salom, general-in-chief of the besieging forces, Colonel Juan Illingrot, commander-in-chief of the united squadron; and lieutenant-colonel Manuel Larenas, commander of the Peruvian artillery; and on the part of Don Jose Ramon Rodil, brigadier-governor of the fortrefs of Callao, lieutenant-colonels Don Francisco Duro, commanding the artillery, and Don Bernardo Villazon; convinced of the necessity of terminating the disasters of the war, which have so long distracted this country, agree to the following articles:

Propositions made by the deputies from the fortrefs.

Art. I. An amnesty and general pardon shall be granted to all and each of the individuals, of whatever clafs, sex or condition they may be, whether military, ecclesiastic or civil and consequently their persons shall be inviolable, whatever may have been their services to the king.

Answer — Granted, as to their past conduct until the surrender of the place.

Art. II. The officers and functionaries of the government, who prefer returning to the Peninsula to remaining in America may do so; and for carrying their purpose into effect, passage shall be afforded them on board of English transports, at the expense of the republic.

Answer — Granted, with the understanding that the functionaries do not exceed three.

Art. III. As there are some individuals among the troops of the garrison and the marine force be-

1826 longing originally to the expedition corps from the Peninsula, and few in number, who ought to return to their country, a passage shall be allowed to such as desire it, at the expense of the government of Peru.

Answer — Granted, with respect to the natives of the Peninsula. The Americans shall be enrolled in the besieging army.

Art. IV. An english transport shall be allowed to come into the bay to receive the baggage as soon as the capitulation is ratified; and the chiefs, officers, troops and seamen shall go on board the same in proportion as the guards shall be relieved by the besieging army. This vessel shall serve to convey the baggage to Europe, or to preserve it in deposit, according as may be settled by the governor with the commander of His Britannic Majesty's frigate the *Briton*, until the mode of the passage be determined.

Answer — The embarkation of the baggage must take place after the ratification, the relieving of all the posts in the fortrefs, and the corresponding examinations by persons commissioned for that purpose, in the presence of the owners.

Art. V. The government of the republic of Peru shall deposit on board His Britannic Majesty's frigate the *Briton*, the payment of the passage of all the individuals who are to return immediately to the Peninsula. The commander of the said frigate, to obviate inconveniences, fixing the amount of the passage, for each person, as they are to sail under his flag, the governor being bound in the act of ratification to deliver a classified nominal list of the persons who are thus situated, and a commissary from the besieging army shall be allowed to inspect them, in order to certify their existence.

Answer — The government of the republic will provide, as soon as the ratification takes place, the sum which, in the opinion of the commander in chief of the united squadron and the english frigate the *Briton*, may be necessary for the payment of the passage of the persons included in the list presented by the commissioners from the fortrefs, and

they shall choose whatever flag and securities they 1826
may please for their safe conveyance.

Art. VI. The governor will ratify the capitulation on board of the *Briton*, and from that moment will remain on board that ship as hostage until the besieging army be in possession of the place in the stipulated form, and will be, afterwards, at liberty to proceed, as soon as possible, to give an account to his Catholic Majesty.

Answer — The ratification shall take place in the fortrefs itself, and the governor must be present at the delivery, which having taken place, he may embark with the part of the garrison, which is also to embark on board of the english transport appropriated for that purpose.

Art. VII. A Brigadier-General of the besieging army shall also go as hostage on board the *Briton*, at the same time as the governor of the fortrefs, and shall be freed from this engagement as soon as articles 4 and 5 are fulfilled.

Answer — There shall be no hostages on either side.

Art. VIII. The governor, chiefs and officers shall preserve their uniform and swords, and may carry with them the suits corresponding to their respective rank, and the servants which they may have.

Answer — Granted.

Art. IX. The chiefs, officers, troops and functionaries of all classes, shall receive from the government of the republic, pafsports or licences to return to their homes, or to go whereever it may suit them, at the expense of the same.

Answer — Granted, with respect to the pafsports and safe conduct.

Art. X. The chiefs, officers, and troops shall take away with them their clothes, money, books, equipments, and whatever belongs to them and their families, a previous examination being made by a chief of the besieging army, if that should be considered necessary.

Answer — Granted, with the exception, that in respect to jewels and money, they shall only carry

1826 away the half of what they possessed in the place: it being understood that the particular service of plate belonging to each clafs is not included.

Art. XI. The chiefs, officers and functionaries, who may conform themselves to the service of the republic, shall be admitted therein, according to their respective ranks.

Answer — Rejected.

Art. XII. The ecclesiastics of all classes and the natives, shall have their property and interests preserved to them.

Answer — Granted under reference to the law of the 2d of March 1825, in respect to property existing out of the fortrefs.

Art. XIII. A period of six months shall be allowed to the natives, whether seculars or ecclesiastics, and to the functionaries of every clafs, to sell their immovable property, and they shall be permitted to remove with the produce thereof and their families, to whatever country they may choose. The same shall be allowed to the widows of officers, who have fallen during the siege.

Answer — Granted, under restriction to the above law of the 2d of March, in all its extend and relations.

Art. XIV. The inhabitants shall be subject to no vexations, nor shall more taxes be levied on them than on those of other parts of the republic.

Answer — Granted.

Art. XV. The individuals of the section of confidence, the batallion of labourers and guerillas of Lima and Chancay, are considered as militia, excepting the officers of the second, who are veterans and shall enjoy the benefits dispensed to each clafs by this treaty.

Answer — Granted.

Art. XVI. The slaves who served provisionally in the corps shall return to their lawful masters, as certified by the government papers containing such a condition.

Answer — Granted, with respect to those enrolled during the siege.

Art. XVII. The wounded and sick of the garrison who cannot be removed, shall be provided for at the expense of the republic, and on their recovery, shall, like the rest of the troops, share in the conditions specified in the articles in which each is comprehended in his proper class. 1826

Answer — Granted.

Art. XVIII. The banners of the corps of the Infante Don Carlos and Arequipa shall be included in the baggage of the governor.

Answer — Granted.

Art. XX. The ammunitions, arms, cannons, mortars, howitzers, implements of the mint, government printing-office, archives, workshops, magazines, corps de garde, and every thing existing in San Miguel arsenal, the external batteries and in this fortress, at the time of the capitulation, shall be surrendered in good faith, without the powder being wetted, the provisions or wells corrupted, the arms injured, lighted matches applied to the magazines or trains, or the commission of any other fraud. The period of the capitulation being determined by the act of its ratification.

Answer — Accepted, as being conformable to the laws of war and good faith understood in all capitulations.

Art. XXI. The republic of Peru will take upon itself the obligations and debts contracted by this government since it took possession of the fortress, on the 29th of February, 1824.

Answer — Rejected.

Art. XXII. Commissioners shall be appointed on both sides, to superintend the surrender and reception with due punctuality and honour.

Answer — Granted.

Art. XXIII. The governor shall carry away his private papers, and the registers of the captures made during his time, in order that he may render an account of all to His Majesty, and he will leave behind him the other papers which are not necessary for that object.

1826 *Answer* — Granted.

Art. XXIV. The troops who have gone over from the besieging army to the fortress, shall be pardoned, and shall enjoy the emoluments assigned to their respective ranks.

Answer — Granted.

Art. XXV. This day at eight o' clock, the posts shall be occupied by the forces necessary for the relief, and at ten the surrender shall commence by the nearest corps, who shall march out with their passports, in conformity with the preceding articles, and the general of the besieging force will direct a corps to take possession of the fortress, the keys of which will be delivered up by the King's lieutenant, colonel Pedro Aznar.

Answer — Granted, after the ratification and agreed upon at the hour of the surrender.

Art. XXVI. The ornaments, furniture, and sacred vessels belonging to the chapel of the fortress, and the church of the town, shall be surrendered by the curates, with the respective inventaries and the deposits in the treasury with the books of entry and outlay.

Answer — Granted and accepted.

Art. XXVII. Any doubts that may arise respecting the interpretation of the preceding articles shall be decided in favour of the garrison: the mediator on the part of the said garrison being the commander of His Britannic Majesty's frigate the *Briton*, to whom shall be transmitted a copy of the capitulation as soon as the commissioners for concluding it shall agree as to what is to be the line of neutrality.

Answer — Agreed, without mediation, in respect to its being inofficial.

Art. XXVIII. The formalities of surrendering, and the manner in which it is to take place, shall be in the following terms: — The posts relieved by a corps of troops allotted to that service by the general of the besieging army, those of the garrison going out according to the order of seniority indicated in article 25, with their chief and an officer to each company, who shall carry a list of his troops, and an inventary of the arms and clothing.

Answer — Granted. 1826

Art. XXIX. The honr of surrender shall be that in which is prepared the transport which is to receive the baggage and persons to be embarked, according to article 4.

Answer — Granted.

Art. XXX. The generals in chief, and officers of the garrison of the fortrefs of Callao, shall not take arms against the independent states of America during the present contest.

Answer — Of course.

Art. XXXI. The present treaty shall be ratified on both sides within the space of three hours.

Answer — Agreed.

Done in the covered way, before Callao, at 12 o' clock, noon, on the 19th of January 1826.

Note. — The council of the government having made some observations on articles 6 and 21, the deputies re-assembled in the same place on the 22d current, when they agreed upon and stipulated the said articles in the manner and form stated, and the stipulations being adjusted, they agreed that the now treaty should be ratified on both sides within the space of one hour.

Done in the covered way before Callao, at one o' clock p. m. on the 20th of January, 1826.

J. Illingrot.
Manuel Larenas.
Francisco Duro.
Bernardo Villazon.
Francisco Galvez, secretary.
Manuel Jose Domingues, secretary.

Ratified by me, the above capitulation, at three-quarters past one p. m.

Bartolome Salom.

Head-quarters, Bella Vista, Jan. 20.

Ratified by me, the above capitulation, at two o' clock p. m.

Callao, Jan. 22. 1826. Jose Ramon Rodil.

170.

1826 *Convention de navigation conclue entre la Grande Brétagne et la France et signée à Londres le 26 Janvier 1826.*

(*Le Moniteur universel* 1826. 9 Févr. No. 40. *Journal de Francfort* 1826. 14 Février. No. 45. 17 Févr. No. 48. en Anglois: *The Times* 1826. February 7. No. 12, 884.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

S. M. le Roi de France et de Navarre d'une part et S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande de l'autre part, animés également du désir de rendre plus faciles les communications commerciales entre leurs sujets respectifs, et persuadés que rien ne sauroit contribuer davantage à l'accomplissement de leurs voeux mutuels à cet égard, que de simplifier et d'égaliser les réglemens qui sont aujourd'hui en vigueur, quant à la navigation de l'un et l'autre royaume, par l'abolition réciproque de tous droits differentiels levés sur les navires d'une des deux nations dans les ports de l'autre, soit à titre de droits de tonnage, de port, de phares, de pilotage et autres de même nature, soit à titre de surtaxes sur les marchandises, en raison de la non-nationalité du bâtiment qui les importe ou qui les exporte, ont nommé pour plénipotentiaires, afin de conclure une convention à cet effet, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le Prince Jules, Comte de Polignac, pair de France, maréchal-de-camp de ses armées, chevalier de l'ordre royal et militaire de St. Louis, officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, grand' croix de l'ordre de St. Maurice de Sardaigne, aide-de-camp de S. M. T. C., et son ambassadeur près S. M. B.

Et S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, le très-honorable George

Canning, conseiller de S. M. B. en son conseil privé, membre du parlement et son principal secrétaire-d'état ayant le département des affaires étrangères, et le très-honorable William Huskisson, conseiller de S. M. B. en son conseil privé, membre du parlement, président du comité du conseil privé pour les affaires de commerce et des colonies, et trésorier de la marine de S. M. B. Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans: 1826

Art. I. A dater du 5 Avril de la présente année, et après cette époque, les navires françois venant avec chargement, des ports de France, et sans chargement, de tous ports quelconques, ou se rendant avec chargement dans les ports de France, et sans chargement dans tous les ports quelconques, ne seront pas assujettis, dans les ports du royaume-uni, soit à leur entrée, soit à leur sortie, à des droits de tonnage, de port, de phares, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou analogues, quelle que soit leur nature ou leur dénomination, plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis dans ces mêmes ports, à leur entrée et à leur sortie, les navires britanniques effectuant les mêmes voyages avec chargement ou sans chargement; et réciproquement, à dater de la même époque, les navires britanniques venant avec chargement des ports du royaume-uni, et sans chargement de tous les ports quelconques, ou se rendant avec chargement dans les ports du royaume-uni et sans chargement dans tous ports quelconques, ne seront pas assujettis dans les ports de France, soit à leur entrée, soit à leur sortie, à des droits de tonnage, de ports, de phares, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou analogues, quelle que soit leur nature ou leur dénomination, plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis, dans ces mêmes ports, à leur entrée et à leur sortie, les navires françois effectuant les mêmes voyages avec chargement ou sans chargement, soit que ces droits se perçoivent séparément, soit qu'ils se trouvent représentés par un seul et même droit; S. M. T. C. se réservant de

1826 régler en France le montant de ce droit ou de ces droits d'après le taux auquel ils sont ou seront établis dans le royaume-uni; en même tems que, dans le but d'alléger les charges imposées à la navigation des deux pays, elle sera toujours disposée à en réduire proportionnellement l'élévation en France, d'après la réduction que pourront, par la suite, éprouver les droits perçus maintenant dans les ports du royaume-uni.

Art. II. Toutes marchandises, tous objets de commerce que peuvent ou pourront être légalement importés des ports de France dans les ports du royaume-uni et qui y seront apportés sur navires françois, ne seront pas assujettis à des droits plus élevés que s'ils étoient importés sur navires britanniques; et réciproquement toutes marchandises et tous objets de commerce qui peuvent ou pourront être légalement importés des ports du royaume-uni dans les ports de France, et qui y seront apportés sur navires britanniques, ne seront pas assujettis à des droits plus élevés que s'ils étoient importés sur navires françois: S. M. T. C. se réservant d'ordonner que, de même que les productions de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique ne peuvent être importées de ces pays, ni de tout autre, sur vaisseaux françois, ni de France, sur vaisseaux françois, britanniques ou autres, dans les ports du royaume-uni, pour la consommation du royaume, mais seulement pour l'entrepôt et la réexportation; de même aussi les produits de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique ne pourront être importés de ces pays ni de tout autre, sur vaisseaux britanniques, ni du royaume-uni, sur vaisseaux britanniques, françois ou autres, dans les ports de France, pour la consommation du royaume, mais seulement pour l'entrepôt et la réexportation: à l'égard des produits des pays d'Europe, il est entendu entre les hautes parties contractantes que ces produits ne pourront être importés sur navires britanniques, en France, pour la consommation du royaume, qu'autant que ces navires les auront chargés dans un port du royaume-uni, et que S. M. B. adoptera, si elle le juge convenable, une mesure restrictive analogue à l'égard des produits des pays d'Europe qui seroient

importés sur navires françois dans les ports du royaume-uni; les hautes parties contractantes se réservant néanmoins la faculté de déroger en partie à la stricte exécution du présent article, lorsque, par suite d'un consentement mutuel et de concessions faites de part et d'autre, dont les avantages seront réciproques, ou équivalens, elles croiront utile de le faire dans l'intérêt respectif des deux pays. 1826

Art. III. Toutes marchandises et tous objets de commerce, qui peuvent ou pourront être légalement exportés des ports de l'un ou de l'autre des deux pays, paieront à la sortie, les mêmes droits d'exportation, soit que l'exportation des marchandises ou objets de commerce, soit faite par navires françois, soit qu'elle ait lieu par navires britanniques, ces navires allant respectivement des ports de l'un des deux pays dans les ports de l'autre; et il sera réciproquement accordé de part et d'autre, pour toutes ces dites marchandises et objets de commerce ainsi exportés sur navires françois ou britanniques, les mêmes primes, remboursement de droits et autres avantages de ce genre, assurés par les réglemens de l'un ou de l'autre état.

Art. IV. Il est réciproquement convenu entre les hautes parties contractantes, que, dans les rapports de navigation entre les deux pays, aucun tiers pavillon ne pourra, dans aucun cas, obtenir des conditions plus favorables que celles qui sont stipulées dans la présente convention, en faveur des navires françois et britanniques.

Art. V. Les bateaux pêcheurs des deux nations forcés par le mauvais tems de chercher refuge dans les ports et sur les côtes de l'un ou de l'autre état, ne seront assujettis à aucuns droits de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, pourvu que ces bateaux, dans ces cas de relâche forcée, n'effectuent aucun chargement ni déchargement dans les ports ou sur les points de la côte où ils auront cherché refuge.

Art. VI. Il est convenu que les clauses de la présente convention entre les hautes parties contractantes, seront réciproquement mises à exécution

1826 dans toutes les possessions soumises à leur domination respective en Europe.

La présente convention sera en vigueur pendant dix ans, à dater du 5 Avril de la présente année, et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets; chacune des hautes parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration, à l'expiration des dix ans susmentionnés: et il est convenu entre elles qu'après les douze mois de prolongation accordés de part et d'autre, cette convention et toutes les stipulations y renfermées cesseront d'être obligatoires.

Art. VIII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 26 Janvier l'an de grâce mil huit cent vingt-six.

George Canning. de Polignac.
William Huskisson.

Articles additionnels.

Art. I. A dater du 1er Octobre de la présente année, et après cette époque, les navires françois pourront faire voile de quelque port que ce soit, des pays soumis à la domination de S. M. T. C. pour toutes les colonies du royaume-uni (excepté celles possédées par la compagnie des Indes) et importer dans ces colonies toutes marchandises, produits du sol ou des manufactures de France ou de quelque pays que ce soit soumis à la domination françoise, à l'exception de celles dont l'importation dans les colonies seroit prohibée ou ne seroit permise que des pays soumis à la domination britannique; et lesdits navires françois, et lesdites marchandises importées sur ces navires, ne seront pas assujettis, dans les colonies du royaume-uni, à des droits plus élevés, ni

à d'autres droits que ceux auxquels seroient assujettis 1826
les navires britanniques important lesdites marchandises de quelque pays étranger que ce soit, et lesdites marchandises elles-mêmes.

Il sera accordé réciproquement dans les colonies de la France les mêmes facilités, quant à l'importation sur les navires britanniques de toutes marchandises (produits du sol et des manufactures du royaume-uni, ou de quelque pays que ce soit soumis à la domination britannique) à l'exception de celles dont l'importation dans ces colonies seroit prohibée ou ne seroit permise que des pays soumis à la domination françoise; et attendu que les produits des pays étrangers peuvent être importés maintenant dans les colonies du royaume-uni, sur les vaisseaux appartenant à ces pays, à l'exception d'un nombre limité d'articles spécifiés, lesquels ne peuvent être importés dans lesdites colonies que sur les vaisseaux britanniques, S. M. le Roi du royaume-uni se réserve la faculté d'étendre cette exception sur tout autre produit des pays soumis à la domination de S. M. T. C. lorsque S. M. B. jugera convenable de le faire pour placer le commerce et la navigation permis aux sujets de chacune des hautes parties contractantes avec les colonies de l'autre, sur le pied d'une juste réciprocité.

Art. II. A dater de la même époque, les navires françois pourront exporter de toutes les colonies du royaume-uni (excepté celles possédées par la compagnie des Indes) toutes marchandises dont l'exportation de ces colonies, par navires autres que ceux britanniques, ne seroit point prohibée; et lesdits navires et lesdites marchandises exportées sur ces navires ne seront pas assujettis à des droits plus élevés, ou à d'autres droits que ceux auxquels seroient assujettis les navires britanniques, exportant lesdites marchandises et lesdites marchandises elles-mêmes; et ils auront droit aux mêmes primes, remboursemens de droits, et autres allocations de cette nature, auxquelles pourroient prétendre les navires britanniques pour ces exportations.

Il sera accordé réciproquement dans toutes les colonies de la France les mêmes facilités et privilèges pour l'exportation sur navires britanniques de toutes

1826 marchandises dont l'exportation de ces colonies par navires, autres que ceux françois, ne seroit pas prohibée.

Ces deux articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils étoient insérés, mot à mot, dans la convention de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même tems.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le vingt-six Janvier, l'an de grâce mil huit cent vingt-six.

(Suivent les mêmes signatures.)

171.

Convention entre le grand duché de Hesse et le grand duché de Bade, concernant le commerce journalier de leurs sujets respectifs, publiée à Darmstadt le 27 Janvier 1826.

(*Grofsherz. Hessisches Regierungs-Blatt* No. III. S. 29. vom 27sten Januar 1826.

Um nach Aufhebung des Handelsvertrags mit dem Grofsherzogthum Baden, d. d. 8ten Sept. 1824 den täglichen Verkehr der an der Grenze des Grofsherzogthums Baden wohnenden Grofsherzoglichen Unterthanen so viel zu erleichtern, als es ohne Verletzung allgemeiner gesetzlicher Bestimmungen möglich ist, hat das unterzeichnete Grofsherzogliche Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten mit dem Grofsherzoglich Badischen Staatsministerium nachfolgende Verabredungen getroffen:

A. Folgende Gegenstände, welche nach vorgenommener Bearbeitung aus dem einen Grofsherzogthum in das andere Grofsherzogthum wieder zurückgebracht werden, namentlich:

1. Getreide, welches Hessische Staats-Angehörige 1826
auf Badische Mühlen bringen, und das daraus gewonnene Mehl, welches sie zurückführen;

2. Holz, welches Hessische Staats-Angehörige auf Badische Sägemühlen bringen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückführen;

3. Getreide, welches Badische Staats-Angehörige zum Mahlen auf Hessische Mühlen führen, und das daraus gewonnene Mehl, welches sie zurückbringen;

4. Holz, welches Badische Staats-Angehörige auf Hessische Sägemühlen führen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückbringen;

5) Werkzeuge und Hausgeräthe, welche in unverpacktem Zustande zur Reparation ein- und ausgehen, sollen, in so fern die vorgeschriebenen Controlmaasregeln befolgt worden sind, völlig abgabefrei ein- und ausgehen.

B. Zur besseren Benutzung eigenthümlicher oder gepachteter Güter, welche Bewohner des Grofsherzogthums Hessen im Grofsherzogthum Baden, oder Bewohner des Grofsherzogthums Baden im Grofsherzogthum Hessen besitzen, sollen zoll- und verbrauchsteuerfrey sein:

1. die Aussaat und andere zur Feld- und Rebenkultur erforderlichen Gegenstände, welche auf solche Grundstücke geführt werden;

2. die darauf gewonnenen Früchte, Trauben und Erzeugnisse aller Art, welche unmittelbar nach der Trennung vom Grundstück eingebracht werden;

3. das Vieh, welches zum Arbeiten oder zum Weiden darauf geführt wird und wieder zurückkehrt.

C. Von dem Transitzoll oder der Durchgangsgebühr sind frei alle landwirthschaftlichen Erzeugnisse und Vieh, wenn diese Gegenstände, um von einem Orte zum anderen desselben Grofsherzogthums gebracht zu werden, nicht mehr als drei Stunden Wegs das Gebiet des anderen Grofsherzogthums passiren.

D. Vorstehende Bestimmungen sind von den betreffenden Behörden von dem Tage an, wo ihnen solche durch das Grofsherzogliche Regierungsblatt

1826 oder durch ergangene besondere Instruction bekannt geworden sind, bis auf anderweite Verfügung zur Vollziehung zu bringen.

Darmstadt am 27sten Januar 1826.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

172.

Convention entre le royaume de Wurtemberg et les vingt-deux cantons de la confédération Suisse, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles, publiée à Stuttgard le 15 Février 1826.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1826. No. 10. p. 79.)

Die Königlich Würtembergische Regierung ist mit den zwei und zwanzig Kantonen der schweizerischen Eidgenossenschaft in Betreff der Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechtsfällen bei den beiderseitigen Gerichtsstellen veranlafst werden, über nachstehende Bestimmungen übereingekommen.

1. In denjenigen strafrechtlichen Fällen, wo eine Auslieferung auf specielles Ansuchen des einen contrahirenden Theils von dem andern zugestanden und bewilligt wird, soll die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungs-Gebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen zu berechnen und zu erstatten haben, wogegen alle

andern Kosten für Protocollirung, Schreib- und Abschrifts-Gebühren so wie für die an die Gerichts-Personen und an die Casse des Staats oder der Gerichtsstellen zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden dürfen. 1826

2. Der Unterhalt und Transport der Gefangenen wird nach folgendem Maafsstab in Berechnung gebracht, als: Einem Führer für einen Tag Hin- und Her-Reise, deren Zahl (unvorhergesehene Fälle vorbehalten) in dem Transport-Befehl zu bestimmen ist, 1 fl. 22 kr. (zwei Schweizer Franken) oder von einem halben Tag 41 kr. (ein Schweizer Franken).

   Für den Unterhalt eines Gefangenen, sowohl in der Gefangenschaft, als auf dem Transport, mit Einbegriff der allfälligen Beheitzungs-Kosten für einen Tag 29 kr. (sieben Batzen Schweizer Währung).

3. Die Bestimmungen des § 1 gelten auch für diejenigen Fälle, in welchen blos die Vernehmung eines Zeugen oder eines Angeschuldigten ohne dessen Auslieferung, und die Mittheilung der diesfälligen Protocolle gegenseitig verlangt wird. Für eine solche Mittheilung findet daher aufser dem Ersatz der baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, welcher von der requirirenden Stelle zu leisten ist, keine weitere Anrechnung Statt.

Diese Übereinkunft soll, vom heutigen Tage an gegenseitig in Wirksamkeit treten, und wird daher andurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht, auch den betreffenden Behörden aufgegeben, hiernach bei eintretenden Fällen sich zu benehmen.

Stuttgart den 15ten Februar 1826,

Auf allerhöchsten Befehl Seiner Königlichen Majestät.

Der Justiz-Minister:
MAUCLER.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten:
BEROLDINGEN.

173.

1826 *Traité de paix entre l'honorable Compagnie des Indes et le Roi d'Ava, conclu et ratifié à Yandaboo le 24 Février* 1826.

(*The Times* 1826. September 4. No. 13, 363. *Journal de Francfort* 1826. 4 Oct. No. 277.)

Treaty of peace between the honourable East India Company on one part, and His Majesty the King of Ava on the other, settled by Major General Sir Archibald Campbell, K. C. B. and K. C. T. S., commanding the expedition, and senior commissioner in Pegu and Ava, Thomas Campbell Robertson, esq. civil commissioner in Pegu and Ava, and Henry Ducie Chads, esq. captain, commanding His Britannic Majesty's and the honourable Company's naval force on the Irawaddy river, on the part of the honourable Company: and by Mengyee-Maha-Men-Klah-Kyan-Ten-Woongyee, Lord of Lay-Kaeng and Mengyee Mahah-Men-Klah-Shee-hah-the-Ahren-Woon, Lord of the revenue, on the part of the King of Ava; who have each communicated to the other their full powers; agreed to and executed at Yendaboo, in the Kingdom of Ava, on this 24th day of February, in the year of our Lord 1826, corresponding with the fourth day of the decrease of the moon Tuboung, in the year 1187, Mandina Aera.

Art. I. There shall be perpetual peace and friendship between the honourable Company on the one part, and His Majesty the King of Ava on the other.

Art. II. His Majesty the King of Ava renounces all claims upon and will abstain from all future interference with, the principality of Assam and its dependencies, and also with the contiguous petty states of Cachar and Jyntia. With regard to Munipore, it is stipulated that, should Gumbheer Singh

sire to return to that country, he shall be recognized 1826
the King of Ava as Rajah thereof.

Art. III. To prevent all future disputes re-
ecting the boundary line between the two great
tions, the british government will retain the con-
ered provinces of Arracan, including the four di-
sions of Arracan, Ramree, Cheduba and Sandowey,
d His Majesty the King of Ava cedes all right
ereto. The Annonpeeteetonmien, or Arracan moun-
ins, (known in Arracan by the name of Yeorna-
urg or Pokhengloung Range) will henceforth form
e boundary between the two great nations on that
le. Any doubts regarding the said line of demar-
tion will be settled by commissioners appointed by
e respective governments for that purpose, such
mmissioners from both powers to be of suitable
d corresponding rank.

Art. IV. His Majesty the King of Ava cedes
the British government the conquered provinces
Yeh, Tavoy and Mergui and Tenasserim, with
e islands and dependencies thereto appertaining
king the Saluen river as the line of demarcation
that frontier. Any doubts regarding their bound-
ies will be settled as specified in the concluding
rt of Art. III.

Art. V. In proof of the sincere disposition of
e Burmese government to maintain the relations of
ace and amity between the two nations, and as
rt indemnification to the British government for
e expenses of the war, His Majesty the King of
va agrees to pay the sum of one crore of rupies.

Art. VI. No person whatever, whether native
foreign is hereafter to be molested, by either
rty, on account of the part, which he may have
ken or have been compelled to take, in the pre-
nt war.

Art. VII. In order to cultivate and improve
e relations of amity and peace hereby established
tween the two governments, it is agreed that ac-
edited ministers retaining an escort as safeguard of
) men from each, shall reside at the durbar of the
her, who shall be permitted to purchase, or to

1826 build a suitable place of residence, of permanent materials; and a commercial treaty, upon principles of reciprocal advantage, will be entered into by the two high contracting powers.

Art. VIII. All public and private debts contracted by either government, or by the subjects of either government, with the other, previous to the war, to be recognized and liquidated upon the same principles of honour and good faith as if hostilities had not taken place between the two nations; and no advantage shall be taken by either party of the period that may have elapsed since the debts were incurred, or in consequence of the war; and according to the universal law of nations, it is further stipulated, that the property of all British subjects who may die in the dominions of His Majesty the King of Ava, shall, in the absence of legal heirs, be placed in the hands of the british resident or consul in the said dominions, who will dispose of the same according to the tenour of british law. In like manner the property of Burmese subjects, dying under the same circumstances in any part of the british dominions, shall be made over to the minister or other authority delegated by His Burmese Majesty to the supreme government of India.

Art. IX. The King of Ava will abolish all exactions upon British ships or vessels in Burman ports that are not required from Burman ships or vessels in British ports; nor shall ships or vessels the property of British subjects, whether European or Indian, entering the Rangoon river, or other Burman ports, be required to land their guns or unship their rudders, or to do any other act not required of Burmese ships or vessels in British ports.

Art. X. The good and faithfull ally of the British government, His Majesty the King of Siam, having taken a part in the present war, will, to the fullest extent, as far as regards His Majesty and his subjects, be included in the above treaty.

Art. XI. This treaty to be ratified by the Burmese authorities competent in the like cases, and the

ratification to be accompanied by all british, whether European or native (American) and other prisoners, who will be delivered over to the british commissioners. The british commissioners, on their part, engaging that the said treaty shall be ratified by the right hon. the governor-general in council, and the ratification shall be delivered to His Majesty the King of Ava in four months, or sooner if possible, and all the Burmese prisoners shall, in like manner, be delivered over to their own government as soon as they arrive from Bengal. 1826

LARGEEN MEONJA WOONGHEE.	A. CAMPBELL, Major general and senior commissioner.
(Seal of the Lotoo.)	T. C. ROBERTSON, Civil commissioner.
SHWAGUM WOON ATAWOON.	H. D. CHADS, Captain, royal navy.

Additional article.

The british commissioners being most anxiously desirous to manifest the sincerity of their wish for peace, and to make the immediate execution of the fifth article of this treaty as little irksome or inconvenient as possible to His Majesty the King of Ava, consent to the following arrangments with respect to the division of the sum total, as specified in the article before referred to, into instalments, viz: — Upon the payment of 25 lacks of rupees, or one-fourth of the sum total (the other articles of the treaty being executed) the army will retire to Rangoon; upon the future payment of a similar sum at that place, within 100 days from this date, with the provise as above, the army will evacuate the dominions of His Majesty the King of Ava, with the least possible delay; leaving the remaining moiety of the sum total to be paid by equal annual instalments in two years, from this 24th day of February, 1826, A. D. through the consul, or resident in Ava

1826 or Pegu, on the part of the honourable the East India Company.

LARGEEN MEONJA WOONGREE.	A. CAMPBELL, Major general and senior commissioner.
(Seal of the Lotoo.)	T. C. ROBERTSON, Civil commissioner.
SHWAGUM WOON ATAWOON.	H. D. CHADS, Captain royal navy.

174.

Traité de commerce entre le royaume de Wurtemberg et la confédération Suisse, publié à Stuttgard le 25 Févr. 1826.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1826. No. 13. p. 129.

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg.

Nachdem mit der schweizerischen Eidgenossenschaft über die Festsetzung der gegenseitigen Handels-Verhältnisse Unterhandlungen eingeleitet worden sind und von den hierzu ernannten beiderseitigen Bevollmächtigten ein Vertrag hierüber geschlossen worden ist, welchem Wir Unsere Genehmigung ertheilt haben: So verfügen und verordnen Wir, dafs der nachstehende wörtliche Inhalt dieses Vertrags zur allgemeinen Nachachtung für Unsere sämmtlichen Unterthanen und Behörden öffentlich bekannt gemacht werde.

Gegeben Stuttgart, den 25sten Februar 1826.

WILHELM.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten:
BEROLDINGEN.

Der Finanz-Minister:
WECKHERLIN.

Auf Befehl des Königs:
Der Staats-Secretär,
VELLNAGEL.

Art. I. Das Zoll-Gesetz des Königreichs Würtemberg vom 18ten Juli 1824, wodurch auf die Ein-, Aus- und Durchfuhr der Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleifses und der Kunst Zölle gelegt und Bestimmungen für den Handels-Verkehr mit dem Auslande ertheilt sind, findet auf den Verkehr mit der Schweiz nur in so weit seine Anwendung, als nicht durch gegenwärtigen Vertrag für einzelne Gegenstände und Verhältnisse besondere Bestimmungen getroffen sind. 1826

Art. II. Zu Gunsten der schweizerischen Eidgenossenschaft wird die Königlich Würtembergische Staats-Regierung abweichend von ihrem allgemeinen Zoll-Gesetze (Art. I.) von den hienach benannten, in der Schweiz erzeugten und aus derselben nach Würtemberg eingeführten Gegenständen, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags, keine höheren als die neben jedem derselben angesetzten Zölle erheben.

		fl.	kr.
Seiden-Fabricate:			
a. aus ungemischter Seide	p. 1 Ctr.	8	40
b. aus Floret-Seide, so wie mit andern Stoffen vermischte Seiden-Fabrikate	—	6	56
Spitzen	—	8	40
Baumwollen-Fabrikate	—	6	56
Baumwollen-Garn:			
a. gefärbt	—	2	8
b. ungefärbt	—	1	4
Leinen-Fabricate	—	6	56
Wollen-Fabricate	—	6	56
Leder:			
a. gegerbt, aber nicht weiter verarbeitet b. Sohl-Leder	—	1	44
Leder-Fabricate:			
a. gemachte Kleider und Schuhe b. andere Leder-Fabricate	—	4	20
Stroh-Waaren			
a. feine Hüte b. andere feine Stroh-Geflechte	—	4	20
Stab-Stangen-Zain-Eisen- und Gufs-Waaren	—	2	8
Eisendrath	—	2	8

		fl.	kr.
1826 Alle Gattungen rohen und abgeschweifsten Stahls	p. 1 Ctr.	2 —	8
Tapeten	—	6 —	56
Käse	—	— —	52
Obst			
a. grünes	p. 1 Schfl.	— —	8
b. gedörrtes	p. 1 Ctr.	1 —	4
Getränke in Fässern eingeführt:			
a. Wein, alter	p. 1 Würt. Eimer	3 —	—
neuer vom 1. Oct. bis 30. Nov., beides einschliefslich, eingeführt	—	2 —	15
b. Obstmost, alter	—	3 —	—
neuer vom 1. Oct. bis 30. Nov., beides einschliefslich, eingeführt	—	2 —	15
c. Brantwein und Kirschenwasser	—	6 —	—
d. Essig	—	1 —	30
e. Extrait d'Absinthe	p. 1 Ctr.	3 —	28

Art. III. Diese Ausnahme von dem allgemeinen Zoll-Gesetze kann jedoch bei den Königlich Würtembergischen Zollstätten nur durch authentische Ursprungs-Zeugnisse erlangt werden, welche folgende Erfordernisse enthalten müssen.

Die Ursprungs-Zeugnisse werden von der Gemeinde-Obrigkeit des unmittelbaren Erzeugungs- oder Fabrications-Orts, unter dem Siegel der vorgesetzten Amtsstellen ausgestellt, auf den Grund einer an Eidesstatt abgelegten Erklärung des Versenders der Waare, welche in ein darüber zu führendes Verzeichnifs aufzunehmen ist.

Sie müssen enthalten:

a. den Gegenstand der Versendung;
b. den Namen des Versenders;
c. den Ort und die Person, an welche die Waare geschickt wird;
d. die an Eidesstatt gegebene Erklärung des Versenders, dafs sie wahrhaftes Erzeugnifs des Kantons seye;
e. den Tag der Ausstellung;
f. die Dauer der Gültigkeit;
g. die Unterschrift des Gemeinde-Vorstandes;
h. Visa und Siegel der vorgesetzten Amtsstelle.

Sämmtliche Kisten oder Waaren-Colli, welche mit Ursprungs-Zeugnissen nach Würtemberg ver-

schickt werden, müssen an einem öffentlichen Kauf- 1826
oder Lager-Hause geladen und von dem Beamten dieser Anstalt, nach vorgängiger Vergleichung mit den Zeugnissen, plombirt werden.

Mit dieser Förmlichkeit versehen, können sie auf allen denjenigen Landstrafsen, an denen Königlich Würtembergische Ober-Zollämter bestehen, in diesen Staat eingeführt werden.

Bei den eigenthümlichen Verhältnissen der Linnen- und Baumwollen-Fabrication in den Kantonen Appenzell, St. Gallen und Thurgau wird für die Versendungen jener Waaren aus diesen Kantonen, insoweit eine Ausnahme von den vorstehenden Bestimmungen zugestanden, dafs statt der Obrigkeit des unmittelbaren Fabrications-Orts jene des Wohnorts des Kaufmanns, welcher die Waare von den einzelnen Webern empfängt, die Ursprungs-Zeugnisse ausstellt und dafs statt der Beurkundung, dafs die Waare Erzeugnifs des Kantons seye, nur jene erfordert wird, dafs sie *schweizerisches* Fabrikat seie.

Bei Getränken und dem Käse kann das Ursprungs-Zeugnifs jedenfalls von der Gemeinde-Obrigkeit des Orts der Versendung, wenn derselbe auch nicht der Ort der Erzeugung ist, angenommen werden, nur mufs diese sich überzeugt haben, dafs das Getränke oder der Käse schweizerisches Product seie und dieses in dem Zeugnisse beurkunden. Auch finden hier von Seite der vorgesetzten Amtsstelle weder Visa noch Siegelung Statt.

Art. IV. Von den in dem vorhergehenden Artikel enthaltenen Bestimmungen werden übrigens zur Erleichterung des Grenz- und Markt-Verkehrs noch folgende Ausnahmen festgesetzt:

a. dasjenige, was die Einwohner der unmittelbaren Grenz-Orte zu ihrem eigenen Gebrauche *in unverpacktem Zustande* einführen, so wie dasjenige, was einzelne Grenz-Bewohner auf schweizerischen Märkten zu ihrem Gebrauche einkaufen, wird auch ohne Ursprungs-Bescheinigung, jedoch nur in Quantitäten bis auf zehen Pfunde, gegen die durch gegenwärtigen Vertrag verminderten Zollsätze bei den Königlich Würtembergischen Zollstätten zugelassen.

1826 b. Dasjenige, was schweizerische Kleinhändler auf Würtembergische Märkte, oder sonst zum Verkaufe bringen, darf ohne die im vorhergehenden Artikel vorgeschriebene förmliche Ursprungs-Bescheinigung bis auf Quantitäten von fünf und zwanzig Pfunden *in unverpacktem Zustande* gegen die vertragsmäfsigen Zollsätze bei den Königlich Würtembergischen Zollstätten eingeführt werden, wenn von einem Gemeinde-Vorstand die Eigenschaft als schweizerisches Erzeugnifs im Allgemeinen beurkundet ist.

Art. V. Die Königlich Würtembergische Staats-Regierung versichert der schweizerischen Eidgenossenschaft die freie und ungehinderte Ausfuhr des Getreides; nur in Fällen der Noth, wo die Selbsterhaltung der Staats-Angehörigen der Königlich Würtembergischen Regierung die Nothwendigkeit auflegt, die Getreide-Ausfuhr überhaupt unter Beschränkungen zu stellen, treten in dem Verhältnisse zur Eidgenossenschaft folgende Bestimmungen ein:

a. So bald der Würtembergische Scheffel Kernen auf dem Markte zu Friederichshafen den Preis von dreifsig Gulden erreicht hat, steht es der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung frei, die Getreide-Ausfuhr nach der Schweiz auf die Hälfte des Quantums zu beschränken, das unter den gewöhnlichen Umständen aus Würtemberg dahin ausgeführt worden ist.

b. Dieses soll sogleich nach abgeschlossenem Vertrage, mittelst eines aus den sichersten Grundlagen zu ziehenden dreijährigen Durchschnitts ausgemittelt werden.

c. Diese auf solche Weise berechnete Hälfte ist der Schweiz in Wochen- oder Monats-Raten frei auszuführen überlassen; würde dieselbe aber über dieses vertragsmäfsige Quantum noch mehr aus Würtemberg beziehen wollen, so werden darauf lediglich diejenigen Maafsregeln ihre Anwendung finden, welche die Königlich Würtembergische Staats-Regierung in einem solchen Falle allgemein zu treffen veranlafst sein kann.

d. Es wird zu rechter Zeit über die Art und Weise der Ausführung dieser Bestimmungen, so wie über

die zum Schutze gegen Unterschleife zu ergreifen- 1826
den Maafsregeln, eine besondere gemeinschaftliche Verhandlung zwischen der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung und dem eidgenössischen Vororte Statt finden.

Art. VI. Für Vieh, welches die Schweiz durch Würtemberg auf ausländische Märkte hin und her führt, soll nur die Hälfte des Durchgangs-Zolls bezahlt werden.

Art. VII. Von der auf schweizerische Blaichen gegebenen und geblaicht wieder zurückgeführten Würtembergischen Leinwand, ist bei der Ausfuhr zwar der gesetzliche Zoll von 12 kr. vom Centner, bei der Wieder-Einfuhr aber nur ein Eingangs-Zoll von 24 kr. vom Centner zu entrichten.

Art. VIII. Von Schaafen, welche die Schweizer auf Würtembergische Weiden treiben, wird nur die Hälfte des gesetzlichen Eingangs-Zolls entrichtet. Werden die Schaafe zur Schur nach der Schweiz getrieben und nach der Schur wieder auf die Weide gebracht, so ist, nach erfolgter Nachweisung, kein Zoll davon zu entrichten.

Art. IX. Für schweizerische Handelshäuser und Fabriken, welche Seiden- und Baumwollen-Zeuge in Würtemberg spinnen, sticken, oder auf sonst eine Weise zubereiten lassen, wird sowohl für die eingehenden rohen Stoffe als für die zurückgehende zubereitete Waare der wechselseitige abgabenfreie Ein- und Rückgang unter den erforderlichen Vorsichts-Maafsregeln festgesetzt, und dieser Gewerbs-Verbindung gegenseitig alle Unterstützung und Beförderung geleistet werden.

Art. X. a. Die Schweiz behält sich für die Zölle auf ein- und ausgehende Waaren in Rücksicht auf Würtemberg das Recht einer vollständigen Reciprocität, gegenüber von den durch gegenwärtigen Vertrag bestimmten Zollsätzen vor, sie wird jedoch während der Dauer des Vertrags von diesem Rechte zu Gunsten nachfolgender Producte und Fabricate, so weit solche aus dem Königreiche Würtemberg herrühren, keinen Gebrauch machen, mithin die Zoll- und Verkaufs-Gebühren, so wie sie gegenwärtig bestehen, nicht erhöhen.

1826 Diese Artikel sind:

Getreide, grünes und gedörrtes Obst, Rindvieh, Pferde, Schaafe;

Fabricate von Seide und Floret-Seide, von Wolle, Baumwolle und Linnen, einschliefslich der Garne von diesen Stoffen;

Stab-Stangen- und Zain-Eisen und Eisendrath, so wie auch Fabricate von Eisen und Stahl;

Leder und Leder-Fabricate;

Leim, Salpeter, Potasche, Taback, Öhl, Seife, Lichter;

Sämereien;

Bettfedern;

Quincaillerie-Waaren;

Messerschmidt-Arbeiten;

gemachte Kleider und Schuhe aller Art;

Material- und Farb-Waaren.

b. Von den jetzt bestehenden Zoll-Anlagen werden übrigens für nachstehende Würtembergische Einfuhr-Artikel noch besondere Ausnahmen festgesetzt:

Für die Früchte wird das Pflaster-Geld in Schaffhausen auf 24 kr. für den Wagen bestimmt.

Für das Stab- Stangen- Zain-Eisen und die Gufs-Waaren wird der Einfuhr-Zoll in dem Kanton Thurgau auf 4 kr. vom Centner gesetzt.

In Schaffhausen wird die Abgabe vom Eisen für die Einfuhr auf 2 kr. für die Ausfuhr auf 4 kr. vom Centner, das Pflaster-Geld aber auf 20 kr. vom Wagen bestimmt.

Für das Vieh ist zu entrichten in den Kantonen

	Schaffhausen	—	Thurgau
von 1 Mastochsen	4 kr.	—	6 kr.
von 1 Zugochsen oder 1 Mastkuh	3 kr.	—	4 kr.
von 1 ungemästeten Kuh oder 1 Kalbe	2 kr.	—	3 kr.
von 1 Schaafe oder 1 Ziege	1 kr.	—	1 kr.

Die Abgabe, welche die Stadt Zürich von den aus Würtemberg eingeführt werdenden Mühlsteinen erhebt, soll ermäfsigt und mit dem ersten Ankaufswerthe mehr ins Verhältnifs gesetzt werden.

c. Da man von Seite der Königlich Würtembergischen Regierung, in Folge der der Schweiz zugestandenen Zoll-Erleichterungen in der Hoffnung steht, dafs die Würtembergischen Salinen durch die Wohlfeilheit ihrer Preise und die Güte ihres Erzeugnisses in den dafür geeigneten Kantonen sich fortwährend eines beträchtlichen Absatzes erfreuen werden, so wird die Schweiz ihrer Seits zur Beförderung dieses letztern nicht nur die auf das Salz gelegten Zölle nicht erhöhen, sondern auch, so weit es nicht bereits geschehen ist, die Wasser- und Land-Transit-Zölle und Schifflöhne in den Kantonen Zürich und Schaffhausen so viel möglich vermindern. 1826

Art. XI. Würden einzelne eidgenössische Stände den Bezug ihrer Zölle anders anordnen oder vereinfachen wollen, so übernehmen sie die Verbindlichkeit, die Königlich Würtembergische Regierung von der getroffenen Veränderung zu benachrichtigen und dafür zu sorgen, dafs für die im vorstehenden Artikel benannten Gegenstände die Ansätze des künftigen Zoll-Bezugs gegen den Würtembergischen Staat die jetzt stipulirten Sätze der Summe nach nicht übersteigen.

Art. XII. Sollte hingegen die Eidgenossenschaft als Gesammt-Staat ihr Zollwesen während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags umarbeiten und ein neues zusammenhängendes System annehmen, durch welches die Zoll-Ansätze, in so weit sie das Königreich Würtemberg in seinen benannten Ausfuhr-Artikeln betreffen, erhöht werden würden, so wird auf diesen Fall bedungen, dafs der Königlich Würtembergischen Staats-Rezierung von der neuen Zoll-Organisation Kenntnifs gegeben und über die dadurch veranlafsten Modificationen des Vertrags eine neue Unterhandlung gepflogen werden soll, bei welcher die gröfstmögliche Freiheit des Verkehrs und die gegenseitig gleiche Behandlung mit den am meisten begünstigten Staaten wie gegenwärtig zur Grundlage dienen werden.

Auf gleiche Weise und in gleichem Sinne wird auch in dem Falle eine neue Unterhandlung über angemessene Modificationen des gegenwärtigen Vertrags eintreten, wenn die Königlich Würtembergische Staats-Regierung sich mit einem ihrer deutschen

1826 Nachbar-Staaten zu einer gemeinschaftlichen Zoll-Linie und einem gleichförmigen Zoll-Systeme vereinigen sollte.

Art. XIII. In Bezug auf den Transit der Würtembergischen Natur- und Kunst-Erzeugnisse nach Italien erklärt die Schweiz ihre Geneigtheit, denselben auf den dahin führenden Strafsen zu begünstigen und zu erleichtern.

Sie verspricht die dermalen bestehenden Weg- und Brücken-Gelder für den Transport dieser Waaren nicht zu erhöhen.

Wenn neue Kunst-Strafsen angelegt, oder neue Brücken gebaut werden, so sollen die daran zu erhebenden Gebühren für den Würtembergischen Verkehr auf gleiche Sätze, wie für den Schweizerischen, bestimmt werden.

Was die für den Würtembergischen Staat besonders wichtige Handels-Strafse, welche durch die Kantone Thurgau, St. Gallen, Graubündten und Tessin über das Gebirge nach Italien führt, betrifft, so erklären diese Stände, selbige an den einzelnen Strecken, wo solches noch nicht geschehen, vollenden und überhaupt in gutem Stande erhalten zu wollen; wogegen von Seite der Königlich Würtembergischen Regierung die Erklärung gegeben wird, dafs auch die durch deren Gebiet nach Friederichshafen führenden Strafsen ebenfalls in gutem Stande erhalten werden sollen.

Für alle über Friederichshafen hin und her spedirten Güter werden die Transit-Zölle in den Kantonen Thurgau und St. Gallen auf die Hälfte des bisherigen Betrags gestellt.

In den Kantonen Graubündten und Tessin werden hingegen für diese Güter diejenigen Sätze in Anwendung kommen, welchen die Waaren-Versendungen der Schweizer-Kaufleute überhaupt unterworfen sind, mit Vorbehalt einiger, in Kraft uralter bedingter Übereinkünfte zu Gunsten schweizerischer Eigenthümer, auf wenigen einzelnen Waaren-Gattungen bestehender Ausnahmen in Graubündten, welche durch die Bundes-Verfassung der Schweiz gewährleistet und in dem der Königlich Würtembergischen Regie-

rung nach Artikel XXI mitzutheilenden Verzeichnisse der Zoll-Ansätze enthalten sind. 1826

Dagegen wird von Seite des Königreichs Würtemberg der Transit-Zoll von allen in jene Kantone, sowohl zum eigenen Bedarf als zur Versendung nach Italien bestimmten, über Friederichshafen spedirten Güter, so wie für diejenigen über Friederichshafen kommenden Güter, welche aus der Schweiz ihre Richtung durch Würtemberg nehmen, auf wenigstens die Hälfte des gesetzlichen Betrags vermindert werden.

Da die eigenthümliche Verfassung und die inneren Verhältnisse des Kantons Graubündten der dortigen Regierung nicht gestatten, den Waaren-Transport von Chur aus über das Gebirge nach Italien völlig frei zu geben, es aber dennoch in ihren Gesinnungen liegt, die geeigneten Mittel anzuwenden, diesem Waaren-Zuge immer mehr Vorschub zu verschaffen, so erklärt sie:

1. dafs die aus Würtemberg kommenden oder dahin bestimmten Waaren keine höheren Frachten zu bezahlen haben sollen, als diejenigen, die von einer eigens dazu bevollmächtigten Kantons-Behörde für die Graubündnerischen und Schweizerischen Waaren periodisch festgesetzt werden;
2. dafs überhaupt die Waaren-Versendungen von und nach Würtemberg alle diejenigen Vortheile in Ansehung der Beschleunigung, der Sicherheit und der Erleichterung des Transports geniefsen sollen, welche den Graubündnerischen und Schweizerischen Waaren eingeräumt sind; oder noch werden eingeräumt werden.

Die Regulirung der Schifffahrts-Verhältnisse auf dem Bodensee, in so ferne selbige den Handelszug und gegenseitigen Verkehr betrifft, wird einem nähern Einverständnisse der Königlich Würtembergischen Regierung mit den Ständen St. Gallen und Thurgau vorbehalten.

Art. XIV. Von Seite der Eidgenossenschaft wird die Zusicherung ertheilt, dafs Bau- und andere Steine, die über den Bodensee nach Würtemberg ausgeführt werden, weder mit einem Ausfuhr-Zolle belegt, noch überhaupt in der Ausfuhr mehr als

1826 gegen einen schweizerischen Mitstand erschwert werden sollen. Dagegen soll auch die freie Ausfuhr des von den Ufern des Argen-Flusses nach der Schweiz kommenden Strafsen-Kieses gestattet sein.

Art. XV. Diejenigen Erzeugnisse des Bodens, die von Hohentwiel nach der Schweiz kommen und die zum eigenen Bedürfnisse der dortigen Einwohner von der Schweiz nach Hohentwiel kommenden Gegenstände, sollen wechselseitig von Zoll-Abgaben befreit sein, mit der Verpflichtung, dafs einem jeden Mifsbrauche dieser Begünstigung durch angemessene Vorkehrung begegnet, oder ein solcher im eintretenden Falle bestraft werden solle.

Art. XVI. Für diejenigen Waaren, welche die Handelsleute, Fabrikanten und Handwerker des einen Staats auf die Märkte des andern bringen und die unverkauft über die Grenze zurückkommen, wird, unter den erforderlichen Vorsichts-Maafsregeln, wechselseitige Abgaben-Freiheit in dem Sinne zugesichert, dafs der für diese unverkauft zurückgehenden Waaren bezahlte Eingangs-Zoll bei dem Austritte wiederum zurückgegeben werden soll.

Art. XVII. Wag-, Lager- und Einstellgelder, Auf- und Abladgebühren sollen auf den beiderseitigen Handelsplätzen, unter möglicher Gleichstellung der Tarife, nur dann erhoben werden, wenn wirklich gewogen, eingestellt, auf- oder abgeladen worden ist.

Art. XVIII. Zwar sollen die Fuhrleute in Ansehung des Gewichts ihrer Ladungen, sowohl bei Frucht- als Güter-Transporten, sich im Allgemeinen nach den bestehenden Verordnungen richten, doch soll bei den Fuhrleuten auf der Strafse von Schaffhausen nach Zürich auf ein allfälliges Mehr-Gewicht von zehen Centnern nicht geachtet werden.

Art. XIX. Da die beiden Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Sigmaringen durch einen von der Krone Würtemberg mit denselben abgeschlossenen Staats-Vertrag in das Würtembergische Zollsystem eingeschlossen sind und so lange sie in dieser Verbindung bleiben, vertragsmäfsig an den von der Krone Würtemberg abzuschliefsenden Handels-

Verträgen Theil nehmen, so werden alle Bestimmungen dieses Vertrags auch auf den Verkehr mit den Fürstenthümern Hohenzollern für die Dauer ihrer Zoll-Verbindung mit Würtemberg Anwendung finden. 1826

Art. XX. Beide contrahirende Regierungen geben sich die Zusicherung, mit keinem anderen Staate Verbindungen einzugehen, durch welche den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags mittelbar oder unmittelbar entgegen gehandelt würde.

Art. XXI. Über die Zollsätze, welche von Seite der Schweiz, in Gemäfsheit des gegenwärtigen Vertrags, auf den Verkehr mit Würtemberg Anwendung finden, soll eine mit demselben übereinstimmende Übersicht gefertigt und der Königlich Würtembergischen Regierung bei der Vollziehung des Vertrags zugestellt werden.

Art. XXII. Sollte über den Inhalt desselben irgend ein Zweifel entstehen, so versprechen beide Theile derjenigen Erklärung beizupflichten, die dem Geiste des Vertrages, nämlich der Beförderung und Erleichterung des gegenseitigen Handels und Verkehrs, am angemessensten ist.

Art. XXIII. Gegenwärtiger Vertrag ist auf zehen Jahre geschlossen und innerhalb dieser Zeit ohne besondere Übereinkunft unwiderruflich. Derselbe wird sogleich nach der Auswechselung der Ratificationen, welche möglichst beschleunigt werden sollen, in Vollziehung gesetzt.

175.

1826 *Déclarations échangées entre le ministère du royaume des Pays-Bas et le ministère de la Hesse grand-ducale, concernant le droit accordé aux sujets indigens des deux états, d'y procéder gratis devant les tribunaux, du 8 Mars* 1826.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1826. *Grofsherz. Hess. Regierungsblatt* 1826. No. 14. p. 153.)

Les gouvernemens des Pays-Bas et de la Hesse grand-ducale s'étant montrés réciproquement disposés à admettre les sujets indigens respectifs à jouir du droit de procéder pro Deo, devant les tribunaux, le soussigné ministre de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, chargé par intérim de la direction du département des affaires étrangères, à ce duement autorisé, déclare, que Sa dite Majesté consent à ce que les sujets indigens de la Hesse grand-ducale jouissent du droit de procéder gratis devant les tribunaux des Pays-Bas, moyennant la promesse d'une parfaite réciprocité pour les sujets indigens des Pays-Bas, devant les tribunaux du Grand-duché susdit; bien entendu que les étrangers qui solliciteront la faveur de pro Deo, seront astreints aux mêmes formalités que les indigènes, et sous la stipulation expresse que par cet arrangement il ne sera point porté atteinte ni préjudice en rien, au droit que la loi pourroit accorder en certains cas aux habitans des états respectifs, de pouvoir exiger caution des étrangers.

Le soussigné déclare en outre, au nom de son gouvernement, que moyennant l'échange de la déclaration ci-dessus contre celle du Grand-duché de

Hesse et leur publication dans les deux états, l'arrangement conclu aura sa pleine sanction. 1826

Fait et signé à l'hôtel du département des affaires étrangères, à La Haye, ce 9 Mars 1826.

Le ministre de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, chargé par intérim de la direction du département des affaires étrangères.

Signé VERSTOLK DE SOELEN.

Les gouvernemens de la Hesse grand-ducale et des Pays-Bas, s'étant montrés réciproquement disposés à admettre les sujets indigens respectifs à jouir du droit de procéder pro Deo devant les tribunaux, le soussigné, ministre des affaires étrangères de Son Altesse Royale le Grand-duc de Hesse, à ce duement autorisé, déclare, que Sa dite Altesse Royale consent à ce que les sujets indigens du royaume des Pays-Bas jouissent du droit de procéder gratis devant les tribunaux du Grand-duché de Hesse, moyennant la promesse d'une parfaite réciprocité pour les sujets indigens de la Hesse grand-ducale, devant les tribunaux du susdit royaume, bien entendu que les étrangers qui solliceront la faveur du pro Deo, seront astreints aux mêmes formalités que les indigènes, et, sous la stipulation expresse, que, par cet arrangement, il ne sera point porté atteinte, ni préjudicié en rien au droit que la loi pourroit accorder en certains cas aux habitans des états respectifs de pouvoir exiger caution des étrangers.

Le soussigné déclare en outre, au nom de son gouvernement, que moyennant l'échange de la déclaration ci-dessus contre celle du royaume des Pays-Bas et leur publication dans les deux états, l'arrangement conclu aura sa pleine sanction.

Fait et signé à Darmstadt, ce 3 Mars 1826.

Le ministre des affaires étrangères de Son Altesse Royale le Grand-duc de Hesse.

Signé Le Baron DU BOS DU THIL.

			fl.	kr.
1826	Alle Gattungen rohen und abgeschweifsten Stahls	p. 1 Ctr.	2	— 8
	Tapeten	—	6	—56
	Käse	—	—	—52
	Obst			
	a. grünes	p. 1 Schfl.	—	— 8
	b. gedörrtes	p. 1 Ctr.	1	— 4
	Getränke in Fässern eingeführt:			
	a. Wein, alter	p. 1 Würt. Eimer	3	——
	neuer vom 1. Oct. bis 30. Nov., beides einschliefslich, eingeführt	—	2	—15
	b. Obstmost, alter	—	3	——
	neuer vom 1. Oct. bis 30. Nov., beides einschliefslich, eingeführt	—	2	—15
	c. Brantwein und Kirschenwasser	—	6	——
	d. Essig	—	1	—30
	e. Extrait d'Absinthe	p. 1 Ctr.	3	—28

Art. III. Diese Ausnahme von dem allgemeinen Zoll-Gesetze kann jedoch bei den Königlich Würtembergischen Zollstätten nur durch authentische Ursprungs-Zeugnisse erlangt werden, welche folgende Erfordernisse enthalten müssen.

Die Ursprungs-Zeugnisse werden von der Gemeinde-Obrigkeit des unmittelbaren Erzeugungs- oder Fabrications-Orts, unter dem Siegel der vorgesetzten Amtsstellen ausgestellt, auf den Grund einer an Eidesstatt abgelegten Erklärung des Versenders der Waare, welche in ein darüber zu führendes Verzeichnifs aufzunehmen ist.

Sie müssen enthalten:

a. den Gegenstand der Versendung;
b. den Namen des Versenders;
c. den Ort und die Person, an welche die Waare geschickt wird;
d. die an Eidesstatt gegebene Erklärung des Versenders, dafs sie wahrhaftes Erzeugnifs des Kantons seye;
e. den Tag der Ausstellung;
f. die Dauer der Gültigkeit:
g. die Unterschrift des Gemeinde-Vorstandes;
h. Visa und Siegel der vorgesetzten Amtsstelle.

Sämmtliche Kisten oder Waaren-Colli, welche mit Ursprungs-Zeugnissen nach Würtemberg ver-

privé, membre du parlement, et son principal secré- 1826
taire d'état ayant le departement des affaires étrangères; et le très-honorable William Huskisson, conseiller de Sa dite Majesté en son conseil privé, membre du parlement, président du comité du conseil privé pour les affaires du commerce et des colonies, et trésorier de la marine de Sa dite Majesté, lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les différentes stipulations contenues dans les déclarations échangées entre les plénipotentiaires dûement autorisés à cet effet par Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, le 24 Avril et 16 Juillet 1824, auront force et valeur entre les hautes parties contractantes en général pendant la durée de la présente convention, et seront également obligatoires pour elles, leurs employés et sujets, en autant toutefois, que les dites stipulations ne soyent modifiées par ce qui suit ci-après, tout comme si elles étoient insérées mot à mot dans la présente convention.

Art. II. Les bâtimens du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, qui entreront dans les ports des royaumes de Suède et de Norvège, ou qui en sortiront, et les navires suédois et norvégiens, qui entreront dans les ports du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, ou qui en sortiront, ne seront assujettis à aucuns droits ou charges plus hauts ou autres, que ceux, ou celles, qui sont actuellement, ou pourront par la suite, être imposés aux navires nationaux à leur entrée dans ces ports, ou à leur sortie.

Art. III. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions des royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'importation des ports des dits royaumes dans les ports du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande est légalement permise dans les bâtimens de ce dernier royaume uni, pourront également y être importées en droiture de la Suède et de la Norvège, dans

1826 b. Dasjenige, was schweizerische Kleinhändler auf Würtembergische Märkte, oder sonst zum Verkaufe bringen, darf ohne die im vorhergehenden Artikel vorgeschriebene förmliche Ursprungs-Bescheinigung bis auf Quantitäten von fünf und zwanzig Pfunden *in unverpacktem Zustande* gegen die vertragsmäfsigen Zollsätze bei den Königlich Würtembergischen Zollstätten eingeführt werden, wenn von einem Gemeinde-Vorstand die Eigenschaft als schweizerisches Erzeugnifs im Allgemeinen beurkundet ist.

Art. V. Die Königlich Würtembergische Staats-Regierung versichert der schweizerischen Eidgenossenschaft die freie und ungehinderte Ausfuhr des Getreides; nur in Fällen der Noth, wo die Selbsterhaltung der Staats-Angehörigen der Königlich Würtembergischen Regierung die Nothwendigkeit auflegt, die Getreide-Ausfuhr überhaupt unter Beschränkungen zu stellen, treten in dem Verhältnisse zur Eidgenossenschaft folgende Bestimmungen ein:

a. So bald der Würtembergische Scheffel Kernen auf dem Markte zu Friederichshafen den Preis von dreifsig Gulden erreicht hat, steht es der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung frei, die Getreide-Ausfuhr nach der Schweiz auf die Hälfte des Quantums zu beschränken, das unter den gewöhnlichen Umständen aus Würtemberg dahin ausgeführt worden ist.

b. Dieses soll sogleich nach abgeschlossenem Vertrage, mittelst eines aus den sichersten Grundlagen zu ziehenden dreijährigen Durchschnitts ausgemittelt werden.

c. Diese auf solche Weise berechnete Hälfte ist der Schweiz in Wochen- oder Monats-Raten frei auszuführen überlassen; würde dieselbe aber über dieses vertragsmäfsige Quantum noch mehr aus Würtemberg beziehen wollen, so werden darauf lediglich diejenigen Maafsregeln ihre Anwendung finden, welche die Königlich Würtembergische Staats-Regierung in einem solchen Falle allgemein zu treffen veranlafst sein kann.

d. Es wird zu rechter Zeit über die Art und Weise der Ausführung dieser Bestimmungen, so wie über

duction, l'intention des deux hautes parties contractantes étant, qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard. 1826

Art. VI. A compter du jour de la signature de la présente convention, les bâtimens du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande pourront procéder directement des ports des états de Sa Majesté Britannique à toute colonie de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, non en Europe, et y importer toutes les marchandises, productions du sol ou de l'industrie du royaume uni ou de quelqu'une de ses dépendances, dont l'importation n'est pas défendue dans ces colonies, ou qui sont seulement admises, venant des états de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; et ces bâtimens du royaume uni et les marchandises ainsi importées, ne seront soumises, dans ces colonies de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, à des charges plus hautes ou autres, que n'y payeroient les bâtimens suédois et norvégiens, importans les mêmes espèces de marchandises, ou payables sur des marchandises, productions du sol ou de l'industrie de quelque pays étranger que ce soit, dont l'importation seroit permise dans ces colonies, sur des bâtimens suédois et norvégiens; et à compter de la même époque, les bâtimens suédois et norvégiens pourront procéder directement des ports des royaumes de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, à toute colonie du royaume uni de la Grande Brétagne et de l'Irlande (autres que celles appartenantes à la compagnie des Indes orientales) et y importer toutes marchandises, productions du sol ou de l'industrie des royaumes de Suède et de Norvège ou de quelqu'une de ses dépendances, dont l'importation n'est pas défendue dans ces colonies, ou qui sont seulement admises venant des états de Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande; et ces bâtimens suédois et norvégiens et les marchandises ainsi importées, ne seront soumis, dans ces colonies du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande (autres que celles appartenantes à la compagnie des Indes orientales) à des charges plus hautes ou autres, que n'y payeroient les bâtimens du dit royaume uni, importans les mêmes espèces de

1826 marchandises ou payables sur des marchandises, productions du sol ou de l'industrie de quelque pays étranger que ce soit, dont l'importation seroit permise dans ces colonies, sur des bâtimens du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande.

Art. VII. A compter du jour de la signature de la présente convention, les bâtimens du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, pourront exporter de toute colonie de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, non en Europe, toutes les marchandises dont l'exportation de ces possessions n'est pas prohibée, et ces bâtimens du royaume uni, avec leurs cargaisons, n'y seront sujets à des charges, autres ou plus considérables, que celles que payeroient les bâtimenens suédois et norvégiens, exportant les mêmes marchandises, et auront droit aux mêmes remboursemens de droits que ces bâtimens; et la même liberté et les mêmes privilèges d'exportation, seront accordés réciproquement dans les colonies du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande (autres que celles appartenantes à la compagnie des Indes orientales), aux bâtimens suédois et norvégiens et à leurs cargaisons.

Art. VIII. Pour ce qui regarde le commerce à faire dans les bâtimens suédois et norvégiens avec les possessions de Sa Majesté Britannique dans les Indes orientales, ou celles occupées maintenant, en vertu de sa charte, par la compagnie des Indes orientales, Sa Majesté Britannique consent à accorder aux sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, sous tous les rapports, les mêmes facilités et privilèges dont jouissent ou jouiront, soit par traités, soit par actes de parlement, les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, en se conformant aux loix, réglemens et réstrictions, qui sont ou pourront être applicables aux bâtimens et sujets de tout autre pays, jouissant des mêmes facilités et privilèges de commerce avec les dites possessions.

Art. IX. Les hautes parties contractantes s'engagent à ce que tous les articles, productions du sol ou de l'industrie de leurs états respectifs, ne seront sujets à des droits plus hauts, lors de leur admission

dans l'un de ces états, que ne payeroient les mêmes articles, productions du sol ou de l'industrie de quelque autre pays étranger; et que nulle prohibition ou réstriction ne sera imposée lors de l'importation dans l'un des deux états de l'autre, ou lors de l'exportation de l'un des deux états à l'autre, sur des articles, productions du sol ou de l'industrie des deux états, qui ne sera en même tems imposée à toute autre nation, et en général, que, dans tout ce qui concerne le commerce et la navigation, chacune des hautes parties contractantes traitera l'autre sur le pied de la nation la plus favorisée. 1826

Art. X. Par suite des avantages et facilités dont jouiront la navigation et le commerce de la Suède et de la Norvège par la convention actuelle et par l'acte du parlement du 5 Juillet 1825, Sa dite Majesté le Roi de Suède et de Norvège consent, qu'à dater de ce jour, les bâtimens du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande pourront porter en Suède toute marchandise ou objet de commerce, d'origine européenne, dont l'importation y est légalement permise, de quelque port que ce soit, excepté les articles suivans, savoir:

Sel
Chanvre
Lin
Huiles de toutes espèces
Grains de toutes espèces
Vins
Tabac
Poisson salé ou sec
Laines et
Tissus de toutes espèces

qui devront, comme par le passé, être importés en Suède, seulement en batimens suédois et norvégiens ou en ceux du pays de leur production.

Les dits articles pourront toutefois être transportés en Suède en bâtimens du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, venant en droiture de quelque port du royaume uni, pourvu que ces articles ont été préalablement déchargés, mis à terre et emmagasinés dans un port du royaume uni, après y avoir été importés du pays de leur origine.

1826 Ces stipulations, en faveur du commerce anglois, auront force et valeur pendant la durée de la convention actuelle, et en autant que l'acte du parlement du 5 Juillet 1825 continuera d'accorder à la navigation et au commerce de la Suède, les facilités du même genre et équivalentes.

Art. XI. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, conviennent mutuellement, qu'aucun droit plus haut ou autre ne sera prélevé, dans leurs états respectifs, sur les propriétés personnelles de leurs sujets, lors de leur transfer hors des états de leurs dites Majestés réciproquement, soit par héritage ou autrement, que ne payeroit, dans chacun des deux états, la même espèce de propriété, transférée par un sujet de cet état respectivement.

Art. XII. La présente convention sera en vigueur pendant dix ans à dater de ce jour, et au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la terminer; chacune des hautes parties contractantes, se reservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des dix ans susmentionnés, et il est convenu entre elles, qu'à l'expiration de douze mois, après qu'une telle déclaration de l'une des hautes parties contractantes aura été reçue par l'autre, cette convention et toutes les stipulations y renfermées cesseront d'être obligatoires pour les deux parties.

Art. XIII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres, dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-huit Mars, l'an de grâce mil huit cent vingt-six.

(Signé:)

Stjerneld. George Canning.

William Huskisson.

Article additionnel. 1826

Comme il pourroit quelquefois arriver, qu'un bâtiment suédois et norvégien, trafiquant avec les possessions appartenantes à la compagnie angloise des Indes orientales, dans les Indes orientales, par suite des stipulations contenues dans l'article VIII de cette convention, trouvât convenable de disposer d'une partie ou de la totalité de sa cargaison de retour, dans d'autres ports, que ceux de la Suède et de la Norvège, il est convenu, par le présent article, qu'un tel bâtiment pourra se rendre, avec une telle cargaison, dans quelque port que ce soit, à l'exception de ceux, qui se trouvent dans les limites prescrites par la charte de la compagnie des Indes orientales, et ceux du royaume uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande et de ses dépendances.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur, que s'il étoit inséré, mot à mot, dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même tems.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-huit Mars, l'an de grâce mil huit cent vingt-six.

(Signé:)

STJERNELD. GEORGE CANNING.
WILLIAM HUSKISSON.

177.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre le Danemarc et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Washington le 26 Avril 1826.

(*Journal de Francfort* 1826. 15 Décembre. No. 348.)

Les Etats-Unis d'Amérique et S. M. le Roi de Danemarc desirant maintenir et affermir la paix et

1826 l'amitié qui subsistent si heureusement entre les deux nations, et donner plus d'extension aux relations commerciales existant entre les deux peuples et leurs territoires respectifs, sont convenus d'établir, par un traité général d'amitié, de commerce et de navigation, d'une manière claire et positive les règles à observer à l'avenir entre les deux parties.

A cette fin, le président des Etats-Unis a nommé pour plénipotentiaire des dits états Mr. le secrétaire d'état Henri Clay; et S. M. le Roi de Danemarc, Mr. Peder Pedersen, son ministre résident près les Etats-Unis; lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

Art. I. Les parties contractantes desirant vivre en paix et en bonne intelligence avec toutes les nations du monde par le moyen d'une politique franche et également amicale envers tous, elles s'engagent réciproquement à n'accorder à d'autres nations en fait de commerce et de navigation, aucune faveur particulière à laquelle l'autre partie n'ait pas également part, et cela sans aucune compensation réciproque, si la faveur a été accordée sans compensation, ou contre la même compensation, si la faveur a été stipulée sous certaines conditions.

Art. II. Les parties contractantes desirant également fonder le commerce et la navigation de leurs états respectifs sur la base libérale d'une réciprocité parfaite, elles sont convenues mutuellement que leurs sujets peuvent visiter toutes les côtes et pays de l'autre (aux exceptions près, réglées par le 6eme article), y demeurer et faire le commerce de toute espèce de produits de manufacture et autres marchandises, jouir de tous les droits, privilèges et libertés relativement au commerce et à la navigation, dont les sujets du pays sont en possession, ou qu'ils peuvent acquérir encore; et en retour, observer les lois, réglemens et usages établis, auxquels sont soumis les bourgeois indigènes ou sujets. Néanmoins il est entendu que l'on ne comprend pas dans cet article le cabotage sur les côtes des deux pays; car les deux parties se réservent mutuellement de régler les dis-

ositions relatives à ce commerce d'une manière qui 1826
'accorde avec les lois qui leur sont particulières.

Art. III. En outre, les deux parties sont con-
enues que tous les produits, les marchandises de
abriques et autres, de tout pays étranger, importés
e tems en tems aux Etats-Unis d'une manière légale
ur des bâtimens qui appartiennent entièrement aux
itoyens de ces états, peuvent aussi être introduits
ur des navires, appartenant à des sujets danois, et
l ne sera levé aucuns droits autres, ou plus élevés
ur le tonnage ou sur la cargaison du navire, que
'importation ait lieu sur les navires de l'un ou de
'autre des deux états; de même tous les produits,
es marchandises de fabrique et autres de tout pays
étranger, qui sont introduits de tems en tems d'une
nanière légale sur des bâtimens danois dans les états
le S. M. le Roi de Danemarc (aux exceptions près
tipulées dans l'art. 6), peuvent aussi être introduits
ur les bâtimens des Etats-Unis, sans payer d'autres
roits sur le tonnage de ces bâtimens et leur cargai-
on. De plus, tout ce qui est exporté ou réexporté
l'un des deux pays à l'étranger sur ses propres na-
ires, peut l'être de même sur les navires de l'autre,
t on accordera et levera les mêmes primes, impôts
t droits de retour, soit que ces bâtimens appartien-
ent au Danemarc ou aux Etats-Unis. Dans les
orts d'un de ces gouvernemens, il ne sera imposé
ur les bâtimens de l'autre aucuns droits plus élevés
u autres que ceux qui seront payés à l'avenir dans
es ports par les navires du pays.

Art. IV. Tous les articles produits ou fabriqués
lans les états danois, lors de leur importation aux
Etats-Unis, et réciproquement les produits et ouvra-
es de fabrique de ceux-ci, lorsqu'ils seront impor-
és dans les états danois, ne paieront pas des droits
utres ou plus forts, que ceux qui sont levés sur les
nêmes articles, lorsque ce sont des produits ou des
ouvrages de fabrique d'un pays étranger. De même,
i dans l'un ni dans l'autre des deux états, il ne sera
mposé sur l'exportation de tous leurs articles re-
pectifs d'autres droits que ceux qui se paient ou
ourroient se payer par la suite sur l'exportation des
nêmes articles dans d'autres pays étrangers. En outre,

1826 l'importation ou l'exportation d'un article quelconque produit ou fabriqué dans l'un des deux états contractans, ne pourra être défendue, à moins que la dite défense ne s'étende à toutes les autres nations.

Art. V. Ni les bâtimens des Etats-Unis, ni leurs cargaisons ne paieront au passage du Sund ou des Belts, des droits plus forts ou autres que ceux auxquels sont ou seront soumises les nations les plus favorisées.

Art. VI. La présente convention n'est point applicable aux possessions septentrionales de S. M. le Roi de Danemarc, c'est à dire l'Islande, les isles Farö et le Groenland, non plus qu'aux places situées au-delà du Cap de Bonne-Espérance; mais les parties contractantes se réservent réciproquement le droit de fixer les rapports directs de commerce avec ces possessions et places. On a aussi résolu que cette convention ne doit point s'étendre au commerce direct entre le Danemarc et les colonies de S. M. Danoise aux Indes occidentales. Cependant pour ce qui concerne le commerce fait en commun avec ces colonies, on est convenu que tout ce qui dans les dites colonies, peut être importé ou exporté légalement sur les bâtimens d'une des parties dans ou hors des ports des Etats-Unis, ainsi que dans ou hors des ports de tout pays étranger, peut être importé dans les dites colonies ou en être exporté sur les bâtimens de l'autre partie de la même manière et moyennant les mêmes droits et impôts, tant sur le navire que sur la cargaison.

Art. VII. Les Etats-Unis et S. M. le Roi de Danemarc sont convenus réciproquement, qu'il ne seroit payé dans les territoires ou les possessions des deux parties, pour la propriété individuelle, l'argent ou les effets appartenant à leurs sujets respectifs, (en cas de sortie de ces propriétés par héritage ou autrement des deux territoires) d'autres impôts, charges ou droits, que ceux qui se paient dans chacun des états pour la sortie de ces propriétés.

Art. VIII. Afin de rendre plus efficaces l'appui et la protection que les Etats-Unis et S. M. le Roi de Danemarc accorderont désormais au commerce et

à la navigation de leurs sujets respectifs, ils sont convenus réciproquement, d'admettre dans tous les ports ouverts au commerce étranger, des consuls et vice-consuls, qui auront tous les droits, privilèges et exemptions, accordés aux nations les plus favorisées; cependant, il est réservé aux deux parties contractantes d'excepter les ports et les places dans lesquels on ne jugeroit pas convenable de permettre l'admission ou le séjour des dits consuls. 1826

Art. IX. Pour que les consuls et vice-consuls des deux gouvernemens puissent jouir des droits, privilèges et exemptions que réclame leur caractère public, ils devront, avant d'entrer en fonctions, présenter au gouvernement près duquel ils sont accredités, leur patente en bonne et due forme; et après en avoir reçu *l'Exequatur*, et cela gratis, ils seront regardés et reconnus comme tels par toutes les autorités, les magistrats et les habitans dans le district consulaire où ils résideront.

Art. X. On est convenu en outre que les consuls et les personnes qu'ils emploient à leur service, et qui ne sont pas natifs du pays où les consuls feront leur résidence, doivent être exempts de tout service public, ainsi que de toute espèce de taxes, impôts et contributions, excepté ceux qu'ils doivent payer pour des entreprises commerciales ou pour leurs propriétés, et auxquels sont soumis les sujets du pays où résident les consuls, tant les natifs que les étrangers, attendu que, sous tous les rapports, ils doivent se soumettre aux lois des états respectifs. Les archives et papiers des consulats doivent être regardés comme inviolables, et aucune autorité ne peut y toucher sous quelque prétexte que ce soit.

Art. XI. La présente convention restera en vigueur pendant dix ans, à compter de la date ci-dessous, et encore un an après le jour où l'une des deux parties aura fait connoître à l'autre l'intention de la révoquer; vu que chacune des deux parties s'est réservé le droit de faire à l'autre cette déclaration au bout de dix ans; et alors, un an après la dénonciation faite par l'un des deux états à l'autre, toutes les dispositions de la convention cesseront d'être en vigueur.

1826 Art. XII. Cette convention sera ratifiée par S. M. le Roi de Danemarc, et par le président des Etats-Unis, et les ratifications seront échangées à Copenhague huit mois après la date ci-dessous de la dite convention, ou plus tôt, si faire se peut. En foi de quoi, nous les plénipotentiaires des Etats-Unis et de S. M. le Roi de Danemarc, nous avons signé le présent acte, et nous y avons apposé notre cachet.

Fait en triplicata à Washington, le 26 Avril de l'an de grâce 1826, et le 50e de l'indépendance des Etats-Unis.

H. Clay. P. Pedersen.

178.

Convention entre la Prusse et le grand duché de Saxe-Weimar pour l'exécution des traités de Vienne du 1 Juin 1815 et de Paris du 22 Septembre 1815, et pour régler les compensations dues par rapport aux territoires appartenant ci-devant à la Saxe royale, signée à Berlin le 1 Mai et ratifiée le 7 Juin 1826.

(*Anhang zur Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1826. p. 1.)

Nach erfolgter Ratification der zwischen den Bevollmächtigten Ihrer Königlichen Majestäten von Preufsen und von Sachsen unter dem 28sten August 1819, abgeschlossenen Hauptconvention, sind in Folge des Artikels X des zwischen Sr. Königl. Majestät von

Preufsen und Sr. Königl. Hoheit dem Grofsherzog 1826
von Sachsen-Weimar-Eisenach, unter dem 22sten September 1815, geschlossenen Tractate, zur Auseinandersetzung rücksichtlich der darin näher erwähnten Gegenstände, von beiden Regierungen vorbereitende Erörterungen und Unterhandlungen eingeleitet, demnächst aber zu Fortsetzung derselben Bevollmächtigte, und zwar:

Königl. Preufsischer Seits: der geheime Legationsrath Wilhelm Joseph *Balan*, Ritter des Königl. Preufs. rothen Adlerordens dritter Classe und des Königl. Schwedischen Nordsternordens; und Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachscher Seits: der Regierungsrath Christian Friedrich *Schmidt*, Ritter des Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachschen Hausordens vom weifsen Falken,

ernannt worden. Gedachte Bevollmächtigte sind, unter Vorbehalt der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung, über folgende Artikel übereingekommen:

Art. I. *Allgemeine Bestimmungen.*

§ 1. Die gegenwärtige Übereinkunft erstreckt und beschränkt sich auf die Gegenstände der durch amtlichen Abdruck bekannt gemachten, vorhin erwähnten Hauptconvention, vom 28sten August 1819, in soweit dieselben nach den Staatsverträgen d. d. Wien am 1sten Juni 1815 und Paris am 22sten September 1815, die an das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach abgetretenen vormahligen Königl. Sächsischen Gebietstheile mitbetreffen und nicht zur besonderen Verhandlung ausgesetzt worden. Im Allgemeinen finden auf die so bezeichneten Gegenstände die in der Hauptconvention festgesetzten Grundsätze Anwendung, wenn nicht etwas besonders vereinbart worden.

Art. II. *Wechselseitige öffentliche und Privatgerechtsame in den getheilten Landesdistricten.*

§ 2. Im Betreff vorstehend bemerkter Gegenstände finden, zufolge besonderer Übereinkunft, die Bestimmungen der Art. II der Hauptconvention vom 28sten August 1819 überall volle Anwendung.

Art. III. *Gerichtsbarkeits-Verhältnisse.*

§. 3. Wegen der zur Zeit der erfolgten Gebietsabtretung vor den Gerichtsbehörden anhängigen Rechts-

1826 sachen, auch Abgabe der dazu gehörigen Acten, Documente und Depositen, finden die in der Convention vom 20sten Februar 1816 und dem Art. III der Hauptconvention vom 28sten August 1819 getroffenen Bestimmungen, sonst aber die in der Erklärung vom $\frac{\text{16ten Februar}}{\text{31sten März}}$ 1819 und in der Übereinkunft vom $\frac{25}{8}$ Juni 1824 enthaltenen Festsetzungen Anwendung.

Art. IV. *Steuercredit-Schulden und Steuercredit-Kasse.*

§ 4. Da nach Artikel IV der gedachten Hauptconvention und nach der derselben angefügten Beilage Lit. A. überhaupt die Summe von

Sechs Millionen Ein Hundert sechs und neunzig Tausend Acht Hundert und vier und funfzig Thalern 22 Gr. 5 Pf.

in Steuerscheinen auf das Herzogthum Sachsen wirklich übernommen worden; so wird in Folge der verschiedenen Berechnungen über die an das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach gefallenen Antheile der zur Verzinsung und Tilgung dieser Schulden bestimmten Steuereinkünfte und des hierüber getroffenen Vergleichs, der Abtheilungsmaafsstab für das Grofsherzogthum auf

$\frac{2800}{10000}$ wegen der im Steuercreditsysteme vom Jahre 1763 begriffenen älteren, und auf

$\frac{2841}{10000}$ wegen der von den Jahren 1807 und 1811 herrührenden neueren Steuercreditschulden

angenommen, und es werden hiernach die Preufs. Seits übernommenen

6,196,854 Rthl. 22 Gr. 5 Pf.

wovon

4,490,927 Rthl. 11 Gr. 8 Pf. einschliefslich 83,790 Rthl. wegen des Aufgeldes von den aus den ehemaligen Kurbraunschweigischen Hypothekenanlehen herrührenden Schulden und 24,693 Rthl. 10 Gr. wegen des Zinsnachschusses von diesen Schulden nebst dem Aufgelde, auf die *älteren*, dagegen

1,705,927 Rthl. 10 Gr. 9 Pf. auf die *neueren* Schulden

6,196,854 Rthl. 22 Gr. 5 Pf. Summe wie oben,

gerechnet werden, auf das Grofsherzogthum vertheilt, 1826
wonach dessen Gesammtantheil auf
607,991 Rthl. 5 Gr. 1 Pf. Sechshundert sieben Tausend, Neun Hundert ein und neunzig Thaler 5 Gr. 1 Pf. sich ergiebt.

§ 5. In Betracht der Königlich Preufsischer Seits bereits bewirkten Theilung eines Theils der von dem Königreich Sachsen übernommenen Steuerschuld, und auf den Grund der deshalb stattgefundenen Vereinigung, werden nach Maafsgabe der sub No. 1 anliegenden Berechnung Grofsherzoglich Weimar-Eisenachscher Seits auf obigen Antheil von 607,991 Rthl. 5 Gr. 1 Pf.

a.	515,534 Rthl.	23 Gr.	10 Pf.	an Briefschulden in Natur zur Vertretung übernommen;
b.	36,564 —	10 —	5 Pf.	wegen der vorerwähnten bereits bewirkten theilweisen Tilgung baar berichtigt;
c.	55,891 —	18 —	10 Pf.	durch Mehr-Übernahme an Kammercredit-Kassenschulden ausgeglichen.
	607,991 Rthl.	5 Gr.	1 Pf.	Summa wie oben.

§ 6. Die der erwähnten Berechnung No. 1 angefügte Übersicht derjenigen Steuercredit-Schulden, welche nunmehr von dem Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach vertreten werden, soll sogleich nach erfolgter Ratification des gegenwärtigen Vertrages von beiden Regierungen durch in- und ausländische Blätter zur allgemeinen Kenntnifs gebracht werden.

§ 7. Da die Verzinsung sämmtlicher vom Königreich auf das Herzogthum Sachsen gekommener Steuercredit-Schulden, mit Einschlufs der auf das Grofsherzogthum durch § 4 abgetheilten Rate, zeither von der Königlich Preufsischen Regierung ganz allein und bis zur Mitte des vorigen Jahres, ohne alle Theilnahme des Grofsherzogthums, erfolgt ist; so ist darüber eine besondere Berechnung angelegt, und der auf letzteres fallende Betrag demselben bei Auseinandersetzung der Steuercredit-Kasse in Anrechnung gebracht worden. Weil die Gebietsabtretung zu zwei verschiedenen Terminen, nämlich vom $\frac{1sten}{5ten}$ Juni

1826 und 1sten November 1815 ab, an das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach erfolgte, und diejenige Summe von 1,585,500 Thalern Central-Steuerobligationen, welche in Compensation eines gleichen Betrags von den neueren Steuercredit-Schulden, den sogenannten Reichenbachschen Obligationen, auf das Herzogthum Sachsen übernommen wurden, bis mit Michaelis 1817 bei der Steuercredit-Kasse mit verzinset worden, zerfällt die vorgedachte Zinsberechnung in drei verschiedene Abschnitte. Nach Maafsgabe der § 4 des gegenwärtigen Artikels gedachten Ermittelungen, ist der Antheil des Grofsherzogthums Sachsen-Weimar-Eisenach an der in Rede stehenden Verzinsung nach folgenden Verhältnissen berechnet worden, und zwar:

a. für die Zeit vom 1sten Juni bis 31sten October 1815
auf $\frac{1472}{100000}$ bei der alten, und
auf $\frac{1461}{100000}$ bei der neuen Schuld;

b. für die Zeit vom 1sten Nov. 1815 bis ult. Sept. 1817
auf $\frac{2800}{100000}$ für die alte und
auf $\frac{2841}{100000}$ für die neue Schuld, und

c. für die Zeit vom 1sten October 1817 bis ult. März 1826
auf $\frac{2811}{100000}$ überhaupt bei der alten und neuen Schuld.

Vom 1sten April 1826 an übernimmt die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachsche Regierung die Haftung für die, sowohl bis mit Ostern 1826 bereits verfallenen aber unerhoben gebliebenen, als von diesem Zeitpuncte an fällig werdenden Zinsen der ihr nach § 5 nun zur Last fallenden Steuercredit-Schulden, und wird deren Berichtigung auf Anmeldung der Gläubiger in soweit bewirken, als nicht dabei in einzelnen Fällen wegen Mangel an Legitimation, Verjährung oder ähnlicher Ursachen, Hindernisse eintreten. Zu dieser Berichtigung der verfallenen und noch nicht erhobenen Zinsen von den von der Grofsherzogl. Regierung übernommenen Schulden, werden derselben von der Königl. Preufsischen Regierung die betreffenden Valuten verzeichnet und gewährt.

§ 8. Was den Antheil des Grofsherzogthums Sachsen an der Forderung der Steuercredit-Kasse an die vormalige Königl. Westfälische Regierung anbetrifft; so nimmt das Grofsherzogthum sowohl an den am 1sten Juni 1815 in Rückstand gewesenen, als an

den bis mit Ostern 1825 fällig gewordenen Termin- 1826
zahlungen, nach demselben Verhältnifs Theil, nach welchem es zur Zinszahlung in jedem Termin beizutragen hat. Es sind daher vorerwähnte Zahlungen bei der Steuercredit-Kasse in Einnahme gestellt, dem Zinsbedarf eines jeden Termins in Abzug gebracht, und hierdurch der Grofsherzogl. Regierung ihre Antheile an genannter Forderung bis mit Ostern 1825 gewährt worden. In Betreff der von diesem Termin an rückständigen Zahlungen von überhaupt 25,986 Rthl. 6 Gr. 8 Pf. welche in halbjährigen Terminen bis ult. Februar 1837 zu berichtigen wären, ist man gegenseitig dahin übereingekommen, der Grofsherzogl. Regierung für deren Antheil ein, Ostern 1825, zahlbares Aversum von 1857 Rthlr. 18 Gr. zu gewähren, und solches derselben bei Abtheilung der Steuercredit-Kasse in Zurechnung zu bringen. Übrigens behält sich die Königl. Preufsische Regierung wegen der solchergestalt übernommenen Berichtigung der gedachten Zahlungen ihre Rechte an die übrigen Staaten des vormaligen Königreichs Westfalen ausdrücklich vor.

§ 9. Über den gesammten, während der Verwaltung der Steuercredit-Schulden bis Ostern 1825 erwachsenen und von dem Königreiche Preufsen vertretenen Regie-Aufwand, einschliefslich der durch Überweisung der Gelder an die verschiedenen Zahlungsstellen entstandenen Kosten, ist von den beiderseitigen Rechnungsbeamten Berechnung gepflogen, und der hiernach auf das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach fallende Antheil bei der Steuercredit-Kasse der Weimarischen Baarzahlung zugesetzt worden.

§. 10. Mit Berücksichtigung der in den vorhergehenden §§ erwähnten Verhältnisse ist über die Steuercredit-Kasse der Rechnungsabschlufs erfolgt, und vorbehältlich der im gegenwärtigen Vertrage Art. VIII. § 48 stipulirten Nachweisung von den beiderseitigen Bevollmächtigten als richtig anerkannt worden, wornach die Grofsherzogl. Sächsische der Königl. Preufsischen Regierung aufser der oben § 5 bereits übernommenen Capitalbaarzahlung von

1826 l'importation ou l'exportation d'un article quelconque produit ou fabriqué dans l'un des deux états contractans, ne pourra être défendue, à moins que la dite défense ne s'étende à toutes les autres nations.

Art. V. Ni les bâtimens des Etats-Unis, ni leurs cargaisons ne paieront au passage du Sund ou des Bolts, des droits plus forts ou autres que ceux auxquels sont ou seront soumises les nations les plus favorisées.

Art. VI. La présente convention n'est point applicable aux possessions septentrionales de S. M. le Roi de Danemarc, c'est à dire l'Islande, les isles Farö et le Groenland, non plus qu'aux places situées au-delà du Cap de Bonne-Espérance; mais les parties contractantes se réservent réciproquement le droit de fixer les rapports directs de commerce avec ces possessions et places. On a aussi résolu que cette convention ne doit point s'étendre au commerce direct entre le Danemarc et les colonies de S. M. Danoise aux Indes occidentales. Cependant pour ce qui concerne le commerce fait en commun avec ces colonies, on est convenu que tout ce qui dans les dites colonies, peut être importé ou exporté légalement sur les bâtimens d'une des parties dans ou hors des ports des Etats-Unis, ainsi que dans ou hors des ports de tout pays étranger, peut être importé dans les dites colonies ou en être exporté sur les bâtimens de l'autre partie de la même manière et moyennant les mêmes droits et impôts, tant sur le navire que sur la cargaison.

Art. VII. Les Etats-Unis et S. M. le Roi de Danemarc sont convenus réciproquement, qu'il ne seroit payé dans les territoires ou les possessions des deux parties, pour la propriété individuelle, l'argent ou les effets appartenant à leurs sujets respectifs, (en cas de sortie de ces propriétés par héritage ou autrement des deux territoires) d'autres impôts, charges ou droits, que ceux qui se paient dans chacun des états pour la sortie de ces propriétés.

Art. VIII. Afin de rendre plus efficaces l'appui et la protection que les Etats-Unis et S. M. le Roi de Danemarc accorderont désormais au commerce et

dem 5ten Juni und resp. 1sten November 1815 fallen- 1826
den Einnahmen nach § 18 zu bewirkenden Abrechnung, Verzicht geleistet, und die rückständigen Baubegnadigungs-Gelder werden gleich anderen rückständigen Abgaben von jeder Regierung in ihrem Gebietstheile getragen.

§ 15. Die Forderung der Grafen Stollberg an das erbländische Steuerärar, deren Vertretung Preufsen übernommen hat, wird rücksichtlich der gegenwärtigen Auseinandersetzung ohne Vorbehalt einer definitiven Feststellung auf die Höhe von 10,626 Rthl. — Gr. 8 Pf. angenommen und den Passiven des Steuerärars vor dessen Abtheilung zugesetzt.

§ 16. Die Deposita wegen der Stollbergschen Römermonate und des Grofseschen Defects behält die Königl. Preufsische Regierung mit 1059 Rthl. 10 Gr. 8 Pf. aus den Beständen zur alleinigen Vertretung; das aus der Land-Lieferungscasse herrührende Depositum von 432 Rthl. 10 Gr. 11 Pf. wird mit dem Steuerärar und nach gleichem Maafsstabe abgetheilt.

§ 17. Die in das Weimar-Eisenachsche Gebiet gehörigen Cautionen der Steuerofficianten sind Königl. Preufsischer Seits bereits überliefert.

§ 18. Vorstehendem gemäfs wird die besondere Auseinandersetzung wegen des getheilten Neustädtischen und Thüringischen Kreises, imgleichen des Stifts Naumburg-Zeitz, in Absicht der rücksichtlich nach dem 5ten Juni und 1sten November 1815 fallenden Einnahmen und Ausgaben, welche gegen die Bestimmungen der vorstehenden §§ 13 und 14 aus dem einen Gebiet in das andere noch statt gefunden haben und also zu erstatten sind, durch die beiderseitigen Verwaltungsbehörden erfolgen. So viel dagegen nach Maafsgabe der übrigen Bestimmungen der Auseinandersetzung wegen des durch die oft erwähnte Hauptconvention abgetheilten Steuerärars betrifft, wird der von den beiderseitigen Rechnungsbeamten entworfene Rechnungsschluls hierdurch genehmigt, in dessen Folge die Grofsherzoglich Weimar-Eisenachische Regierung

Dreitausend Siebenhundert acht und sechszig Rthl. 15 Gr. der Königl. Preufsischen Regierung zu ersetzen hat.

1826 sachen, auch Abgabe der dazu gehörigen Acten, Documente und Depositen, finden die in der Convention vom 20sten Februar 1816 und dem Art. III der Hauptconvention vom 28sten August 1819 getroffenen Bestimmungen, sonst aber die in der Erklärung vom $\frac{\text{26sten Februar}}{\text{31sten März}}$ 1819 und in der Übereinkunft vom $\frac{25}{8}$ Juni 1824 enthaltenen Festsetzungen Anwendung.

Art. IV. *Steuercredit-Schulden und Steuercredit-Kasse.*

§ 4. Da nach Artikel IV der gedachten Hauptconvention und nach der derselben angefügten Beilage Lit. A. überhaupt die Summe von

Sechs Millionen Ein Hundert sechs und neunzig Tausend Acht Hundert und vier und funfzig Thalern 22 Gr. 5 Pf.

in Steuerscheinen auf das Herzogthum Sachsen wirklich übernommen worden; so wird in Folge der verschiedenen Berechnungen über die an das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach gefallenen Antheile der zur Verzinsung und Tilgung dieser Schulden bestimmten Steuereinkünfte und des hierüber getroffenen Vergleichs, der Abtheilungsmaafsstab für das Grofsherzogthum auf

$\frac{0800}{100000}$ wegen der im Steuercreditsysteme vom Jahre 1763 begriffenen älteren, und auf

$\frac{0841}{100000}$ wegen der von den Jahren 1807 und 1811 herrührenden neueren Steuercreditschulden

angenommen, und es werden hiernach die Preufs. Seits übernommenen

6,196,854 Rthl. 22 Gr. 5 Pf.

wovon

4,490,927 Rthl. 11 Gr. 8 Pf. einschliefslich 83,790 Rthl. wegen des Aufgeldes von den aus den ehemaligen Kurbraunschweigischen Hypothekenanlehen herrührenden Schulden und 24,693 Rthl. 10 Gr. wegen des Zinsnachschusses von diesen Schulden nebst dem Aufgelde, auf die *älteren*, dagegen

1,705,927 Rthl. 10 Gr. 9 Pf. auf die *neueren* Schulden

6,196,854 Rthl. 22 Gr. 5 Pf. Summe wie oben,

			mercredit-Kassenschulden zu über-	1826
			nehmen haben; da dieselben aber	
55,891 Rthl.	18 Gr.	10 Pf.	Capital 838 Rthl. 6 Gr. 9 Pf. bei den Steuercredit-Schulden nach Art. IV. § 5 und	
12,340 —	—	—	308 Rthl. 12 Gr. — bei den Centralsteuer-Schulden nach Art. VII. § 40 zu wenig vertritt; so wären von ihr	
125,213 Rthl.	8 Gr.	11 Pf.	Capital, mit 1696 Rthl. 13 Gr. — Pf. terminlich Zinsen in Kammercredit-Kassenschulden zu übernehmen; sie übernimmt aber	
125,224 Rthl.	—	—	Capital, mit 1696 Rthl. — — terminlich Zinsen dergl. Schulden in Natur; wogegen	

10 Rthl. 15 Gr. 1 Pf. Mehrbetrag von der Königlich Preufsischen Regierung ihr baar vergütet wird. Welche Kammercredit-Kassenschulden in dessen Gemäfsheit von der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Regierung übernommen werden, geht aus der, der angefügten Rechnungsbeilage No. II, beigegebenen Übersicht hervor, die nach Ratification des gegenwärtigen Vertrages zu öffentlicher Kunde gebracht werden soll.

§ 22. Da die Verzinsung sämmtlicher von Preufsen übernommenen Kammercredit-Kassenschulden, mit Einschlufs der nach dem vorhergehenden § auf das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach repartirten Rate, zeither von der Königl. Preufs. Regierung allein und bis zur Mitte vorigen Jahres ohne alle Theilnahme Seitens des Grofsherzogthums bewirkt worden ist; so ist hierüber eine besondere Berechnung angelegt und der auf das Grofsherzogthum fallende Antheil demselben bei Auseinandersetzung der Kammercredit-Kasse in Anrechnung gebracht worden. Das diesfällige Verhältnifs ist in Folge der ad § 20 erwähnten Ermittelungen auf $\frac{2119}{100000}$ für den Zeitraum vom 5ten Juni bis 31sten October 1815 und $\frac{4121}{100000}$ für den Zeitraum vom 1sten November 1815 bis Ostern 1826 berechnet worden. Die fernere Verzinsung der von dem Grofsherzogthum Weimar-Eisenach nach § 21 übernommenen Kammercredit-Kassenschulden erfolgt von Ostern 1826 an, in der Art. IV. § 7 B. bei der Steuercredit-Kasse bestimmten Art.

1826 und 1sten November 1815 ab, an das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach erfolgte, und diejenige Summe von 1,585,500 Thalern Central-Steuerobligationen, welche in Compensation eines gleichen Betrags von den neueren Steuercredit-Schulden, den sogenannten Reichenbachschen Obligationen, auf das Herzogthum Sachsen übernommen wurden, bis mit Michaelis 1817 bei der Steuercredit-Kasse mit verzinset worden, zerfällt die vorgedachte Zinsberechnung in drei verschiedene Abschnitte. Nach Maafsgabe der § 4 des gegenwärtigen Artikels gedachten Ermittelungen, ist der Antheil des Grofsherzogthums Sachsen-Weimar-Eisenach an der in Rede stehenden Verzinsung nach folgenden Verhältnissen berechnet worden, und zwar:

a. für die Zeit vom 1sten Juni bis 31sten October 1815
auf $\frac{1472}{100000}$ bei der alten, und
auf $\frac{1461}{100000}$ bei der neuen Schuld;

b. für die Zeit vom 1sten Nov. 1815 bis ult. Sept. 1817
auf $\frac{2800}{100000}$ für die alte und
auf $\frac{2841}{100000}$ für die neue Schuld, und

c. für die Zeit vom 1sten October 1817 bis ult. März 1826
auf $\frac{2811}{100000}$ überhaupt bei der alten und neuen Schuld.

Vom 1sten April 1826 an übernimmt die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachsche Regierung die Haftung für die, sowohl bis mit Ostern 1826 bereits verfallenen aber unerhoben gebliebenen, als von diesem Zeitpuncte an fällig werdenden Zinsen der ihr nach § 5 nun zur Last fallenden Steuercredit-Schulden, und wird deren Berichtigung auf Anmeldung der Gläubiger in soweit bewirken, als nicht dabei in einzelnen Fällen wegen Mangel an Legitimation, Verjährung oder ähnlicher Ursachen, Hindernisse eintreten. Zu dieser Berichtigung der verfallenen und noch nicht erhobenen Zinsen von den von der Grofsherzogl. Regierung übernommenen Schulden, werden derselben von der Königl. Preufsischen Regierung die betreffenden Valuten verzeichnet und gewährt.

§ 8. Was den Antheil des Grofsherzogthums Sachsen an der Forderung der Steuercredit-Kasse an die vormalige Königl. Westfälische Regierung anbetrifft; so nimmt das Grofsherzogthum sowohl an den am 1sten Juni 1815 in Rückstand gewesenen, als an

sische Regierung dafür, durch Überlassung einer gleichen Summe von dem Preufsischen Antheil an dem Nebenfonds der Kammercredit-Kasse entschädigt hat; so bleiben solche auch bei der Theilung des gedachten Nebenfonds aufser Ansatz. 1826

§ 27. Der dem Herzogthum Sachsen hiernach aus dem fraglichen Nebenfonds mit 64,508 Rthl. 20 Gr. 2 Pf. gewährte Antheil, wird nach dem bei Abtheilung der Kammercredit-Kassenschuld angewendeten Verhältnisse repartirt, wornach das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach einschliefslich der Zinsen von dem in Staatspapieren bestehenden Antheile bis mit Ostern 1826, den Betrag von

3454 Rthl. 2 Gr. 10 Pf.

Dreitausend Vierhundert vier und funfzig Thaler 2 Gr. 10 Pf. und zwar

621 Rthl.	12 Gr.	2 Pf	baar
6 —	14 —	—	in dreiprocentigen Kammercredit-Kassenscheinen,
2814 —	16 —	8 Pf.	in zweiprocentigen dergleichen Scheinen,
11 —	8 —	—	in unzinsbaren dergl. Scheinen.
3454 Rthl.	2 Gr.	10 Pf.	Summe wie oben

von der Königl. Preufsischen Regierung zu empfangen hat.

Art. VII. *Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralsteuer-Angelegenheiten.*

Über die Peräquations-Lieferungs-Äquivalentgelder und Centralsteuer-Angelegenheiten ist auf den Grund des Art. IX der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention vom 28sten August 1819 und der derselben unter II. beigefügten Specialconvention vom 23sten Juli 1817 zwischen den beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Vereinigung getroffen worden:

§ 28. In Folge der über die Beiträge zur Peräquations- und Centralsteuer-Kasse, aus den beiderseitigen Gebietstheilen angestellten Ermittelungen, ist das Verhältnifs, nach welchem das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach an den Activen und Passiven der genannten Kasse Theil zu nehmen hat, auf $\frac{7950}{100000}$ Theile, Siebentausend Neunhundert funfzig Einhunderttausendtheile bei der Peräquations-Anstalt,

1826 und auf $\frac{5159}{100000}$ Theile, Fünftausend Einhundert Neun und funfzig Einhunderttausendtheile bei der Centralsteuer-Anstalt festgestellt worden.

§ 29. Zu Beseitigung mehrerer bei der Abtheilung der Central-Steuerschulden entstandenen Differenzen, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten sich dahin vereinigt, dafs die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachsche Regierung von sämmtlichen, mit einem Betrage von 3,285,800 Rthl. auf das Herzogthum Sachsen übernommenen Central-Steuerschulden, die Summe von 247,000 Rthl. Zweihundert sieben und vierzig Tausend Thaler zur Verzinsung und Tilgung übernehme. Da unter vorgedachter auf das Herzogthum Sachsen übernommenen Totalsumme auch ein Betrag von 1,585,500 Rthl. enthalten ist, welcher der Königl. Preufs. Regierung auf die nach dem Provisorial-Steuerschlüssel zu theilen gewesenen Reichenbachschen Obligationen in Zurechnung gebracht worden; so ist dasselbe Verhältnifs in Betreff der von der Grofsherzogl. Regierung übernommenen Central-Steuerschuld beobachtet und der hierunter begriffene diesfallsige Betrag auf 154,000 Rthl. festgestellt worden.

§ 30. Die rückständigen Forderungen wegen Kriegsprästationen jeder Art, werden von den beiderseitigen contrahirenden Regierungen, ohne Nachrechnung und ganz in derselben Art, zur Berichtigung und Vertretung übernommen, wie dies nach den §§ 2. 3. und 4. der Special-Convention vom 23sten Juli 1817 zwischen Preufsen und Sachsen bestimmt worden ist.

§. 31. So viel die in der Peräquations-Lieferungs-Äquivalentgelder- und Central-Steuercasse befindlichen Geldbestände und die zugehörigen Activ- und Passivforderungen (vorbehältlich der in dem gegenwärtigen Vertragsartikel enthaltenen Ausnahmen) betrifft; so wird die Betheiligung des Grofsherzogthums Sachsen-Weimar-Eisenach vergleichsweise zur Beseitigung einiger Differenzen, auf einen reinen Activantheil von 13,593 Rthl. 15 Gr. 3 Pf. hierdurch festgesetzt: hierauf sollen jedoch diejenigen 9593 Rthl. 15 Gr. 3 Pf. in Abrechnung kommen, welche Königl. Preufs. Seits für Verpflegung Russischer Truppen,

bei deren Durchmarsch durch den an das Grofsherzogthum abgetretenen Theil des Neustädtschen Kreises, vorschufsweise bezahlt worden. Die Königl. Preufsische Regierung hat demnach der Grofsherzogl. Sächsische Regierung überhaupt noch 4000 Rthl. Viertausend Thaler auf obigen reinen Activantheil zu gewähren. 1826

§ 32. So viel die bereits abgethanen Forderungen der allgemeinen Peräquations- und Central-Steuercasse an Frankreich betrifft; so haben die Königl. Preufsischer Seits mit dem Vicomte de Bruges vorgewesenen Verhandlungen, wegen des durch die Rückmärsche französischer Kriegsgefangenen dem Lande verursachten Aufwandes auf die an Weimar-Eisenach abgetretenen Gebietstheile sich nicht mit erstreckt, und die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung entsagt desfalls jedem Anspruche an die, in Folge der erwähnten Verhandlung von der Königl. Französischen Regierung gewährte Entschädigung. Dagegen gewährt die Königl. Preufsische Regierung, aus den von Preufsen und Sachsen, vermöge der Convention d. d. Paris am 25sten April 1818 gemeinschaftlich bezogenen 2,200,000 Francs französischen Reclamationsgeldern der Grofsherzogl. Regierung, die derselben durch die § 31 erwähnten Quanta gut gerechnete Summe von 484 Rthl. 14 Gr. 10 Pf. Vierhundert vier und achtzig Thaler 14 Gr. 10 Pf. wegen der für die Etappe Auma liquidirten 6,600 Franken und 240 Franken für in den Jahren 1808 und 1812 den französischen Truppen geleisteten Geschwindfuhren und Transporte; verspricht aber die, auf die Liquidation gegen Frankreich bezüglichen Verhandlungen, einzelnen Liquidationen und Beläge der Grofsherzogl. Regierung demnächst mitzutheilen und vollständig vorzulegen, auch die, die Grofsherzogl. Gebietstheile betreffenden resp. in den Originalen oder in beglaubten Abschriften auszuantworten. Sollten aufser den obgedachten von Preufsen und Sachsen, vermöge der Convention d. d. Paris den 23sten April 1818 gemeinschaftlich bezogenen 2,200,000 Francs noch andere von Frankreich geleistete Entschädigungen sich nachweisen lassen, welche entweder das ganze Herzogthum Sachsen, oder einzelne

1826 § 19. Wegen aller übrigen, das Steuerärar betreffenden, hier nicht zur Erwähnung gekommenen Gegenstände, entsagen beide Regierungen gegenseitig allen weiteren Ansprüchen. Sollte sich wider Vermuthen in der Folge noch wohlbegründete Ansprüche der Stände an das Steuerärarium ermitteln, so übernimmt jede Regierung Hinsichts ihrer Stände, deren alleinige Vertretung.

Art. VI. *Kammercredit-Kassenschulden und Kammercredit-Kassen mit ihren Nebenfonds.*

§ 20. In Folge der über die Kammercredit-Kasse und deren Schulden statt gefundenen Verhandlungen sind die beiderseitigen Bevollmächtigten, theils auf den Grund der, in Betreff derjenigen fiscalischen Realitäten, auf welche die Sächsische Kammercredit-Kassenschuld fundirt ist, und deren Erträge zur Verzinsung und Tilgung derselben bestimmt sind, angestellten Erörterungen, theils zur Beseitigung einiger hierbei statt gefundenen Differenzen dahin übereingekommen, dafs die Grofsherzoglich Weimar-Eisenachische Regierung von der, laut Art. VI. des Preufsisch-Sächsischen Hauptvertrags vom 28sten August 1819 und deren Beilage sub E, von der Krone Preufsen effective übernommenen Summe von 1,480,265 Rthlr. Kammercredit-Kassenschulden einen aversionellen Antheil von 65000 Rthl.

Fünf und sechszigtausend Thaler zur Verzinsung vom 1sten Juni und resp. 1sten November 1815 und zur verfassungsmäfsigen Tilgung übernimmt.

§ 21. Da Königlich Preufsischer Seits von den, von Sachsen übernommenen Kammercredit-Kassenschulden bis mit Ostern 1826, bereits eine Summe von 164,099 Rthl. durch baare Zahlung getilgt ist; so hat das Grofsherzogthum nach deshalb gepflogener Berechnung (Beilage II) auf die vorgenannte Summe von 65000 Rthl. einen Betrag von 8018 Rthl. 9 Gr. 11 Pf. Achttausend achtzehn Rthl. 9 Gr. 11 Pf. baar an Preufsen zu berichtigen. Nach Abrechnung dieser Baarzahlung würde die Grofsherzoglich Weimar-Eisenachische Regierung noch

56,981 Rthl. 14 Gr. 1 Pf. Capital 549 Rthl. 18 Gr. 3 Pf. terminlich Zinsen von den Kam-

rung allein und ohne Concurrenz der Grofsherzog- 1826
lichen Regierung erfolgen wird.

Die Königl. Preufsische und die Grofsherzogl. Sächsische Regierung entsagen hinsichtlich der genannten Gegenstände, wechselseitig allen ferneren Anforderungen. Dasselbe geschieht auch hinsichtlich des Cottbusser Kreises und dessen activer oder passiver Betheiligung bei der gegenwärtigen Auseinandersetzung.

§ 34. Dagegen bezieht die auf die Peräquations-Lieferungs-Äquivalentgelder und Central-Steuer-Ausschreiben am 1sten Juni und resp. 1sten November 1815 ausgestandenen Reste, jeder Landestheil, und die beiderseitigen Behörden werden sich die erforderlichen Nachweisungen mittheilen.

§ 35. Die von der Peräquations- und Centralsteuer-Kasse verpfändeten Staatspapiere sammt Coupons verbleiben derjenigen Regierung, welcher, Kraft gegenwärtiger Convention, die Tilgung der Schuld zur Last fällt, für die jene Staaatspapiere verpfändet wurden.

§ 36. Die beziehungsweise am 5ten Juni und 1sten November 1815 vorhanden gewesenen Naturalbestände sind mit den Orten, wo sie befindlich waren, an jeden Landestheil übergegangen und nicht minder die an den genannten Tagen darin ausgestandenen Reste auf Natural-Lieferungen.

§ 37. Die Activ- und Passiv-Verhältnisse der allgemeinen Peräquations-Lieferungs-Äquivalentgelder- und Central-Steuerkasse zu anderen landesherrlichen oder nicht landesherrlichen Kassen bestehen nunmehr für jeden Landestheil nach denjenigen Bestimmungen gänzlich abgesondert, welche in der mehrerwähnten Specialconvention §§ 14. 15. und 16. zum Behuf der gleichmäfsigen Absonderung zwischen Preufsen und Sachsen enthalten sind und hier durchgängig Anwendung finden sollen.

§ 38. Rücksichtlich der Auseinandersetzung der Kreiskassen und der mit denselben in Verbindung stehenden Gegenstände in dem Neustädtischen und Thüringischen Kreise und dem Stifte Naumburg, sollen, mit Rücksicht auf die beiden Gebietsabtretungs-

1826 Termine, des $\frac{1sten}{5ten}$ Juni und 1sten November 1815, alle diejenigen Bestimmungen Anwendung finden, welche durch die §§ 24–28 des Vertrags vom 23sten Juni 1817 für die Preufs. Sächs. Ständischen Verhandlungen vorgeschrieben sind.

§ 39. Beide Regierungen werden ihre Kreis- oder Provinzial- oder ihnen gleichlautende Kassen zu pünctlicher Berichtigung derjenigen Forderungen anhalten, welche die ähnlichen Kassen des anderen Landestheiles an die vorerwähnten Kassen und nicht an die Peräquationskasse ihres Landes, vermöge der §§ 30. 31 und 37. dieses Artikels, zu stellen haben.

§ 40. Da Königl. Preufsischer Seits von den in Rede stehenden Central-Obligationen bis mit Ostern 1826 bereits eine Summe von 1,207,600 Rthl., durch Verloosung und Baarbezahlung getilgt ist; so wird, nach deshalb getroffener Vereinigung, die Grofsherzogl. Regierung ihrer Verbindlichkeit zur Übernahme einer Schuldenquote von 247,000 Rthl.

a. durch Übernahme von in Centralsteuer-Obligationen;	158,000 Rthl.
b. durch Compensation auf Mehr-Übernahme bei der Kammer-Creditkasse, und	12,340 —
c. durch Capital-Baarzahlung von	76,660 —
genügen.	ut s.

§ 41. Da die von Preufsen zur Verzinsung übernommenen 200,000 Rthl. Landescommissions-Scheine vom 1sten Januar 1815 ab, die 1,500,000 Rthl. Centralsteuer-Obligationen aber hinsichtlich eines Betrages von 767,100 Rthl. von Ostern 1815 und hinsichtlich einer Summe von 732,900 Rthl. von Ostern 1816 an vertragsmäfsig zu verzinsen waren, die Zinsen aber von den compensationsweise für die zu übernehmen gewesenen Reichenbachschen Obligationen, übernommenen 1,585,500 Rthl. Central-Steuer-Obligationen bis mit Michaelis 1817 bereits bei Abtheilung der Steuercredit-Kasse in Anrechnung gebracht worden sind; endlich die zeitherige Verzinsung der vorbenannten Capitalsumme bis rücksichtlich zu deren Heimzahlung und zu Ostern 1826 von der Königl. Preufs. Regierung allein und bis zur Mitte vo-

riges Jahres ohne Beitragsleistung des Grofsherzogthums Weimar-Eisenach erfolgt ist; so ist hiernach und mit Berücksichtigung der zwei verschiedenen Abtretungs-Termine des 5ten Juni und 1sten November 1815 eine, zugleich den erforderlich gewesenen Übermachungs- und sonstigen Regie-Aufwand umfassende Berechnung von den beiderseitigen Rechnungsbeamten gepflogen und von den beiderseitigen Bevollmächtigten als richtig anerkannt worden. Hiernach hat das Grofsherzogthum aufser der oben § 40 erwähnten Capital-Baarzahlung von 1826

76,660 Rthl. noch die Summe von

101,298 — 9 Gr. 9 Pf. an für dessen Rechnung bezahlten Zinsen und bestrittenen Regie- und Geldübermachungs-Aufwand, mithin

177,958 Rthl. 9 Gr. 9 Pf. Einhundert sieben und siebenzig Tausend Neunhundert acht und funfzig Thaler 9 Gr. 9 Pf. überhaupt baar an Preufsen zu berichtigen.

§ 42. Die auf die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Gebietstheile Bezug habenden Rechnungen, Bücher, Verhandlungen und sonst hierher gehörigen Schriften jeder Art werden, so weit es noch nicht geschehen, nach Vollziehung dieser Convention, gemäfs den in der Special-Convention vom 23sten Juli 1817 § 35. hierüber zwischen der Königl. Preufsischen und der Königl. Sächsischen Regierung getroffenen Bestimmungen, der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Regierung ausgeantwortet und mitgetheilt werden. Gleicherweise werden zu dem im § 38 dieser Special-Convention ausgedrückten Zwecke, die nöthigen Verfügungen an die Deputation der getheilten Kreise erlassen werden. Cautionen und Deposita, dafern dergleichen aus dem einen Gebiet in das andere gehörig, sich finden sollten, werden gegenseitig ausgeantwortet.

Art. VIII. *Die näheren Bestimmungen in Hinsicht der durch die Art. IV. VI und VII. abgetheilten Schulden betreffend.*

In Beziehung auf die in den vorhergehenden Artikeln IV. VI und VII. zur Theilung gebrachten

1826 Steuer- und resp. Kammercredit-Kassen und Central-Steuerschulden haben beide Regierungen sich über folgende allgemeine Bestimmungen vereinigt:

§ 43. Die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung übernimmt, die ihr zur Vertretung zugewiesenen Schuld-Verschreibungen von den genannten drei Schuldengattungen, von Ostern 1826 an, zur selbsteigenen besonderen Verzinsung, Verloosung und Tilgung, die Königl. Preufsische Regierung aber und die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische verpflichten sich gegenseitig, zur Aufrechthaltung der feststehenden Creditsysteme und Tilgungspläne dieser Schuldengattungen ganz unter denselben Bestimmungen, unter welchen nach Inhalt der Haupt-Convention vom 28sten August 1819 und der Special-Convention vom 23sten Juli 1817 die Königl. Preufsische und Königl. Sächsische Regierung gegenseitig sich verpflichtet haben, und welche, wie hierdurch ausdrücklich festgesetzt wird, auch zwischen Preufsen und Weimar-Eisenach Anwendung finden sollen. So viel insbesondere die Zins- und Capitalzahlungen auf die Central-Steuer-Obligationen betrifft; so verspricht die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung, dieselben in Gemäfsheit vorstehender Übereinkunft zu Leipzig, und zwar bis zu Aushändigung neuer Zinscoupons von der Grofsherzogl. Regierung, durch dasselbe Handlungshaus, welches die Zahlungen für Preufsische Rechnung leistet, unter gleichen Bedingungen wie Preufsen bewirken zu lassen.

§ 44. Die zu Ostern d. J. statt findende Verloosung wird auf bisherige Weise für die einzelnen Classen erfolgen. Die ausgelooseten Nummern ganzer an Weimar überwiesenen Classen, werden von der Grofsherzoglichen Regierung im Michaelistermin 1826 berichtigt: in sofern sie aber zu Classen gehören, welche zwischen Preufsen und Weimar-Eisenach getheilt worden, wird die nach dem betreffenden Theilungsverhältnifs auf Weimar fallende Rate für dasselbe abgezweigt werden. Die in den Terminen Michaelis 1825 und Ostern 1826 erwachsenen Reniekosten, wird Weimar-Eisenach antheilig vertreten, dagegen ihm die in den genannten beiden Terminen präcludirten Zinsen ebenmäfsig erstattet werden.

§ 45. Die bis jetzt noch vorhandenen bereits ein- 1826
gelöseten oder bezahlten Documente und Coupons der von Preufsen übernommenen vormals Sächsischen Staatsschulden, sollen, in soweit sie zur Revision und Dechargirung der betreffenden Rechnungen nicht mehr erforderlich sind, durch gemeinschaftliche Commissarien vernichtet werden.

§ 46. Da in den Art. IV. VI und VII. erwähnten Berechnungen über die zeitherigen Zins- und Capitalienzahlungen alle bis mit Ostern 1826 fälligen Zahlungen als bereits erfolgt, in Anrechnung gebracht worden sind; so wird die Königl. Preufsische Regierung der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen den Betrag, der seit dem Ostertermin 1821 fällig gewordenen und nicht erhobenen Zinsen gedachter Schuldengattungen, baar gewähren, und es übernimmt nach deren Empfang die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung alle diesfallsigen Vertretungen gegen die sich noch meldenden Gläubiger.

§ 47. Hinsichtlich des Verfahrens, wegen verlorener und unangemeldeter Scheine, sollen alle Bestimmungen des Art. VII. § 3. der Convention vom 28sten August 1819 auch auf das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach, wegen der oft genannten drei Schuldengattungen, Anwendung finden. Zu diesem Behuf wird die Königl. Preufsische Regierung

a. alle zu den Grofsherzogl. Schuldenantheilen gehörige unangemeldete Scheine, so wie

b. die sonstigen zu den Weimar-Eisenachischen Schuldenantheilen gehörigen noch unabgeforderten Zinsscheine und Coupons, endlich

c. eine Nachweisung, wenn die Weimar-Eisenachscher Seits zu übernehmenden ausgeloosten und zur Zahlung ausgesetzten, ingleichen die unzinsbaren Scheine zur Zahlung ausgesetzt worden und bei unterlassener Anmeldung zu präcludiren sind, so wie überhaupt

d. sämmtliche Bücher, Rechnungen und Verhandlungen, welche die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachscher Seits übernommenen Schulden ausschliefslich betreffen, und

e. die nöthigen Abschriften und Auszüge aus denjenigen, welche die Schulden beider Landestheile

1826 betreffen, der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachschen Regierung überantworten, endlich

f. die zu den resp. Steuer- und Kammercredit-Kassenschulden Litt. C. gehörigen, in Merseburg befindlichen Verloosungsräder, an einen von der Grofsherzogl. Regierung dahin abzusendenden Commissarius ausliefern lassen.

§ 48. Die bis mit Ostern 1824 fällig gewesenen und bis mit Ostern 1825 unabgefordert gebliebenen und mithin präcludirten Zinsen sind bereits dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach gut gerechnet worden. Rücksichtlich der von Ostern 1825 bis dahin 1826 präcludirten Zinsen ist bereits oben § 44 das Erforderliche festgesetzt; die künftig zu präcludirenden oder sonst in Wegfall kommenden Zinsen von den einer jeden Regierung zufallenden Schulden, werden von jeder derselben ohne Nachrechnung eingezogen. Soviel aber die Capitalzahlungen betrifft, die insgesammt als wirklich erfolgt, dem Grofsherzogthum mit zur Last gerechnet worden sind, so wird, ob keine derselben immittelst präcludirt worden oder doch unabgefordert geblieben, Königl. Preufsischer Seits durch Vorlage der Bücher nachgewiesen werden und die Grofsherzoglichen Genufsantheile bleiben für den etwa vorhandenen Fall vorbehalten.

§ 49. Die Königl. Preufsische Regierung wird die Tilgungspläne wegen der genannten Schulden, so wie überhaupt die das Steuerwesen und die Verhältnisse der Kammercredit-Kasse und der Peräquations- und Centralsteuer-Angelegenheiten betreffenden, auf die an das Grofsherzogthum abgetretenen Districte Bezug habenden Acten, Rechnungen oder sonstige Schriften, in sofern dies nicht bereits erfolgt ist, in der Art. VII. § 5 der Hauptconvention und § 35 der Specialconvention vom 23sten Juli 1817 bestimmten Art, der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachschen Regierung aushändigen.

Art. IX. *Die Kassenbillets und dahin gehörigen Fonds betreffend.*

§ 50. Das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach übernimmt von der durch Art. I. der Preufsisch Sächs-

sischen Specialconvention vom 25sten November 1815 1826
auf das Herzogthum Sachsen repartirten Summe von 1,810,000 Rthl. der Sächsischen Kassenbillets-Schuld einen reinen Passiv-Antheil von 85,000 Rthl. — Fünf und Achtzig Tausend Thaler.

§ 51. Da die Königl. Preufsische Regierung die auf das Herzogthum Sachsen übernommenen Sächsischen Kassenbillets wegen immittelst erfolgter Ausgabe neuer Kassen-Anweisungen neuerdings eingezogen hat; so ist man übereingekommen, dafs das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach auf die Naturalvertretung des gewählten Series verzichte und statt denselben zur Erfüllung seiner vorgedachten Verbindlichkeit der Königl. Preufsischen Regierung nur eine Baarzahlung von Drei und Achtzig Tausend Vierhundert und zwölf Thaler in Preufsischem Curant, mit Verzicht auf einen weiteren Vortheil wegen der durch die Präclusion ausgefallenen Kassenbillets gewähre.

§ 52. Da nach genauer Berechnung der, aus den an das Grofsherzogthum abgetretenen Gebietstheilen fliefsenden Land-Accise und sonstigen fiscalischen Revenüen, auf welche die sächsischen Kassenbillets als fundirt zu betrachten sind, dem Grofsherzogthum Weimar-Eisenach eigentlich eine gröfsere als die verzeichnete Summe zur Vertretung zugefallen sein würde; so entsagt dasselbe in Betracht dieser Vergünstigung allen Ansprüchen an die zu den Kassenbillets gehörigen Fonds und zwar namentlich an das im Art. X der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention und deren Beilage sub Litt. H. et J. zur Theilung gebrachte Activ-Vermögen und die von dem vormaligen General-Gouvernement des Königreichs Sachsen aus der vormaligen Discontokasse zu Leipzig gezogenen 400,000 Rthl. Kassenbillets; wogegen die Königl. Preufsische Regierung auch ihrer Seits allen, sowohl wegen des Verlustes bei der im Jahre $18\frac{15}{16}$ statt gehabten Discontirung der Kassenbillets, als auch wegen des sonstigen durch die Kassenbillets-Angelegenheiten entstandenen Regie-Aufwandes an das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach, zu machenden Ansprüchen entsagt.

1826 § 53. Das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach übernimmt die Berichtigung der, dem jetzt Weimarschen Unterthan Gröschner zu Grofsheringen, wegen Entdeckung eines Kassenbillets-Verfertigers zuerkannten Prämie von 500 Rthl. aus eigenen Mitteln.

Art. X. *Die Vorschüsse, die daher rührenden Forderungen und die fiscalischen Kassen und Einkünfte überhaupt betreffend.*

In Ansehung der, in Art. XI und XII. des Preufsisch-Sächsischen Hauptvertrags vom 28sten August 1819, verhandelten Gegenstände, ist folgende Vereinigung getroffen worden:

§ 54. Die von der Königl. Preufsischen Regierung nach Art. XI. § 1 des genannten Vertrages zu Gunsten des Königreichs Sachsen erfolgte Verzichtleistung wegen der, während der Preufsischen Verwaltung bis 5ten Juni 1815 für dasselbe gemachten Vorschüsse und Verwendungen, soll auch in Beziehung auf die an das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach abgetretenen Gebietstheile gültig sein.

§ 55. Dagegen nimmt das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach nicht Theil an den von der Königl. Preufsischen Regierung während ihrer Verwaltung des Königreichs Sachsen bis 5ten Juni 1815 aus demselben bezogenen Nutzungen; eben so wenig an den am benannten Tage aus der Königl. Sächsischen Finanz-Hauptkasse gezogenen Beträgen an baarem Gelde, Kassenbillets und Staats-Papieren.

§ 56. Die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachsche Regierung tritt gleichfalls der nach Art. XIII. § 1 der genannten Hauptconvention der Königl. Preufsischer Seits erfolgten Verzichtleistung auf das übrige, hierdurch der Königl. Sächsischen Regierung überlassene Activ-Vermögen der Königl. Sächsischen Finanz-Hauptkasse und Rentkammer bei, wogegen dieselbe auch von der Vertretung der Schulden der genannten Kassen, in sofern solche von Königl. Sächsischer Seite zur alleinigen Vertretung übernommen worden, gleichmäfsig befreiet bleibt.

§ 57. In Absicht der fiscalischen Schulden findet jedoch eine Theilnahme der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachschen Regierung bei folgenden Statt:

a. bei der Kammer-Creditkasse in der bereits oben 1826
Art. VI festgesetzten Maafse;

b. bei den auf Ämtern und Kammergütern oder andern einzelnen Realbesitzungen unterpfändlich versicherten oder radicirten, oder sonst auf den jedesmaligen Besitzer derselben rechtlich übergehenden fiscalischen Schulden, in derselben Maafse, wie solche nach § 2 lit. b. des erwähnten Vertrags-Artikels der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention von dem ungetheilten Herzogthume Sachsen übernommen worden. Rücksichtlich nachbemerkter Capitalien, nämlich:

5,600 Rthl.	—	Gr.	der Schule Pforta auf dem Amte oder Kammergute Mildenfurth,
11,987	—	12 —	der Universität Leipzig auf dem Amte Arnshaugk oder dem Kammergute Weltwitz,
87	—	12 —	des Gotteskasten zu Rahnis auf dem Amte Arnshaugk,
770	—	— —	des Domcapitels zu Naumburg auf dem Amte Tautenburg oder dem Amtsvorwerke Wetzdorf,
200	—	— —	des Stadtraths zu Auma auf dem Amte Arnshaugk oder dem Kammergute Weltwitz.
18,645 Rthl.	—	Summe	

ist man übereingekommen, dafs hiervon Königl. Preufsischer Seits das Capital auf Mildenfurth und Grofsherzogl. Weimar-Eisenachscher Seits die übrigen übernommen werden, und zwar letztere nur mit den rückständigen Zinsen von dem 1sten Juni oder vom 1sten November 1815 ab, je nachdem die Besitzungen, worauf die Schulden haften, mittelst des Vertrages vom 1sten Juni oder vom 22sten September 1815 an Weimar-Eisenach abgetreten worden sind;

c. die einigen Geistlichen und einem Kirchen-Ärario im Inspectionsbezirk Ziegenrück zu zahlenden Additionsgelder und Besoldungszulagen, im jährlichen Betrage von 101 Rthl. 12 Gr. welche Preufsen von Ostern 1816 bis Ostern 1826 mit 1065 Rthl. 19 Gr. 6 Pf. vorgeschossen hat, nun aber gänzlich übernimmt, werden mit fünf Procent zu Capital gerechnet und der Betrag mit Zweitausend dreifsig Thalern nebst Zinsen zu 5 vom Hundert, seit dem 1sten No-

1826 vember 1815 der Grofsherzoglichen Regierung zur Last geschrieben;

d. da die im § 2 lit. c. d und e. des genannten Artikels XII der Preufsisch-Sächsischen Haupt-Convention vom 28sten August 1819 erwähnten drei Schuldwesen: das Mannsfeldische, Fürstlich Weissenfelssche und Weidaische Creditwesen, zwischen den Königreichen Preufsen und Sachsen zu näherer Erörterung der dabei einschlagenden Verhältnisse und Feststellung der hierunter anzunehmenden Grundsätze vorbehalten worden; so bleiben diese Gegenstände, wenn und in wiefern das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach daran betheiligt sein sollte, gleichmäfsig auch zwischen der Königl. Preufsischen und Grofsherzogl. Weimar-Eisenachschen Regierung zu künftiger Ausgleichung vorbehalten.

§ 58. Da keine von den § 3 des gedachten Artikels XII erwähnten Pensionen, welche die Königl. Sächsische Regierung einigen Gläubigern der genannten Creditwesen als ein Äquivalent ihrer Forderungen angewiesen hat, und auch keine von den ebendaselbst § 4 berührten Zuschufszinsen, welche aus der Finanz-Hauptkasse einigen Städten des Herzogthums auf gewisse Steuercapitalien bezahlt wurden, nach den vertragsmäfsigen Grundsätzen in die an Weimar-Eisenach abgetretenen Gebietstheile fallen; so findet ein Anspruch an das Grofsherzogthum nicht Statt.

§ 59. Von den § 5 des Preufsisch-Sächsischen Vertragsartikels vorkommenden sogenannten Amtscapitalien soll das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach diejenigen der Ämter Tautenburg, Arnshaugk und Weida mit Mildenfurth ungetheilt erhalten, namentlich

52 Rthl.	12 Gr.	— Pf.	Hypothekencapital à 5 Procent beim Amte Tautenburg zu Frauenpriesnitz;	
43 —	18 —	— —	desgl. à 6 Procent	beim Amte Arnshaugk;
154 —	4 —	— —	desgl. à 5 Procent	
437 —	3 —	— —	in einem unverwechselten Steuerschein à 3 Procent	beim Amte Weida;
193 —	19 —	6 Pf.	Hypothekencapital à 5 Procent	

wogegen die der übrigen Ämter der Königl. Preufsi- 1826
schen Regierung ungetheilt verbleiben.

§ 60. Der Königl. Preufsischen Regierung verbleiben auch ausschliefslich die Activcapitalien der Stift Naumburg-Zeitzischen Rentkammer; die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachsche Regierung, welche nur wegen des Dorfs Lachstedt unerheblich betheiligt sein würde, verzichtet auf jeden Anspruch an dieselben und bleibt dagegen auch bei den Schulden der gedachten Rentkammer aufser Betheiligung.

§ 61. Der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachschen Regierung gebühren, beziehungsweise vom 5ten Juni und 1sten November 1815, auch die Zinsen von den ihr überlassenen erwähnten Amtscapitalien, in sofern solche nicht bereits beim Abschlufs der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention vom Königreich Sachsen erhoben worden, nur die bis mit Ostern 1818 fällig gewordenen Zinsen von den unter den fraglichen Amtscapitalien befindlichen Staatspapieren sind hiervon ausgenommen, da sie nach § 7 des mehr erwähnten Vertrags-Artikels dem Königreiche Sachsen gebühren, und werden daher der Königl. Preufsischen Regierung zurück gewährt.

§ 62. Die über die an Weimar-Eisenach kommenden Capitalien vorhandenen Documente sind, so weit solche vom Königreiche Sachsen ausgeantwortet, nach Versicherung der Königl. Preufsischen Behörden, bereits vollständig abgeliefert worden. Sollten sich jedoch wider Erwarten noch dergleichen Documente in Preufsischer Gewahrsam befinden, so sollen selbige auf diesfallsige Reclamation von Seiten der Grofsherzogl. Regierung unverzüglich derselben übergeben werden.

§ 63. Die im Art. XII. § 9 und 10 der Hauptconvention zwischen Preufsen und Sachsen getroffene Vereinigung wird mit Berücksichtigung der beiden Gebiets-Abtretungstermine des $\frac{\text{1sten}}{\text{5ten}}$ Juni und 1sten November 1815, auch auf die Preufsische und Weimar-Eisenachische Regierung angewendet.

§ 64. Übrigens werden alle Ansprüche und Forderungen vorstehender Art, welche beziehungsweise

1826 bis zum 5ten Juni und 1sten November 1815 zwischen den beiderseitigen landesherrlichen Kassen und Behörden entstanden sein könnten, gänzlich gegen einander aufgehoben. Überhaupt sollen die im Art. XII § 11 der gedachten Hauptconvention enthaltenen Bestimmungen wegen der Vorschüsse auf die gegenwärtige Auseinandersetzung Anwendung finden, und es werden die Quittungen und Documente über die hiernach von Preufsen an Weimar-Eisenach überlassenen Vorschüsse und Darlehne, in sofern sie von den Königl. Sächsischen Behörden eingeliefert und nicht bereits an die Grofsherzogl. Regierung abgegeben worden sind, unverzüglich derselben ausgehändigt werden.

§ 65. Sämmtliche rückständige fiscalische Einkünfte mit Einschlufs der Proprereste der Einnehmer, der rückständigen, ständischen Bewilligungen und ihrer Reste, werden derjenigen Regierung überlassen, in deren Gebiet sie am 5ten Juni und resp. 1sten November 1815 ausgestanden. Hiervon sind nur ausgenommen:

a. der Proprerest des vormaligen Rentbeamten zu Arnshaugk mit Ziegenrück, Wollesky. Da derselbe sowohl das Königl. Preufsische Amt Ziegenrück, als auch das Grofsherzogl. Weimar-Eisenachsche Amt Arnshaugk betrifft, so soll die zu deren theilweiser Deckung vorhandene Caution nach dem Verhältnifs der Einkünfte beider Ämter unter beiden Regierungen vertheilt werden.

b. Diejenigen Rückstände, auf die ständischen Bewilligungen zur Unterstützung der allgemeinen Straf- und Versorgungs-Anstalten, welche bei Abtheilung deren Fonds, zwischen der Königl. Preufsischen Regierung und der Königl. Sächsischen Regierung bereits mit aufgezeichnet worden sind. Jeder Theil übernimmt für die in seinem Gebiete beziehungsweise am 5ten Juni und 1sten November 1815 noch unberichtigten Verwaltungsausgaben aller Art und ohne Ausnahme zu haften.

§ 66. In billiger Erwägung, dafs die besonderen Verhältnisse, um derentwillen die Königl. Preufsische Regierung die eigene Vertretung der, von Beamten

und Pächtern des Herzogthums Sachsen zur Königl. 1826
Sächsischen Rentkammer baar eingezahlten Cautionen gegen die Caventen nach Art. XII. § 15 der Preufsisch-Sächsischen Convention übernahm, dieses auch zum Vortheil des Grofsherzogthums Weimar-Eisenach erfordern, ist man dahin übereingekommen, dafs die Königl. Preufsische Regierung die von den Beamten und Pächtern in den Grofsherzogl. Weimarischen Gebietstheilen vor deren erfolgter Abtretung zur Königl. Sächsischen Rentkammer eingezahlten baaren Cautionen eben sowohl, als die in Documenten und Staatspapieren eingelegten, der Grofsherzogl. Regierung vollständig gewähre. Hierunter sind jedoch die in der Beilage unter III verzeichneten 5,200 Rthl. baare Erbpacht-Cautionen, welche aus den an Weimar abgetretenen Gebietstheilen an die Königl. Sächsische Rentkammer gezahlt worden, nicht begriffen, indem deren Vertretung von der Grofsherzogl. Regierung übernommen wird. Soviel die von dem Amtsverwalter Wollesky mit 1000 Rthl. wegen der Ämter Arnshaugh und Ziegenrück bestellte baare Caution betrifft; so gewährt solche Preufsen zum Behuf der gemeinschaftlichen Theilung nach Verhältnifs der schon ausgemittelten, oder noch auszumittelnden beiderseitigen Ansprüche an den pp. Wollesky. Nach den angefertigten hier unter IV angefügten Verzeichnissen betragen die zur Königl. Sächsischen Rentkammer eingezahlten baaren Cautionen mit Einschlufs des auf Weimar-Eisenach fallenden Antheils an vorerwähnter Wolleskyscher Caution von 1000 Rthl. und mit Ausschlufs der von dem Amtmann Laurich wegen des Amts Tautenburg zu Frauenpriefsnitz bestellten Caution von 500 Rthl. die Summe von
Siebzehn Tausend Sieben Hundert fünf und vierzig Thaler zehn Groschen neun Pfennige, und sie werden nebst rückständigen Zinsen der verzinsbaren von Michael 1818 an gerechnet, der Grofsherzoglichen Regierung noch gewährt; dagegen sind als in Staatspapieren und Documenten zur Königl. Sächsischen Rentkammer bestellte Cautionen nach den erwähnten Verzeichnissen unter IV.
Zehn Tausend Fünf Hundert fünf und sechszig Thaler der Weimar-Eisenachischen Regierung bereits abgeführt worden. Im übrigen bleibt der genannten Re-

1826 gierung die Nachliquidation wegen der Cautionen vorbehalten. So werden auch die zu anderen Kassen als der Königl. Sächsischen Rentkammer eingezahlten auch in den Kreisen und Stiften befindlichen Cautionen, soweit sie in das Grofsherzogl. Weimar-Eisenachsche Gebiet gehören und sie nicht bereits abgeliefert worden, in den eingelegten Valuten gewährt. Die auf die Cautionen Bezug habenden Rechnungen und Schriften sollen, wiefern es noch nicht geschehen, der Grofsherzogl. Behörde ausgeantwortet werden.

§ 67. In Betreff der mit einigen Beamten und Pächtern in den an das Grofsherzogthum abgetretenen Gebietstheilen bereits Königl. Sächsischer Seits gepflogenen Abrechnungen, treten die Bestimmungen des § 17 des mehrerwähnten Vertrags-Artikels auch für die gegenwärtige Auseinandersetzung in Wirksamkeit, und es entsagt namentlich Weimar-Eisenach allen Ansprüchen wegen der 600 Rthl., welche Sachsen von der Caution des pp. Wollesky inne behalten hat.

§ 68. Die zur Königl. Sächsischen Rentkammer und nachherigen Depositenkasse sowohl baar als in Staatspapieren und anderen Documenten eingelieferten Deposita werden, soweit sie in die an das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach abgetretenen Gebietstheile gehören, von der Königl. Preufsischen Regierung ebenfalls, sofern es nicht bereits geschehen, in den eingelegten Valuten ohne Ausnahme vollständig gewährt. Da der von *Berlepschische* Nachlafs von dem Königl. Preufs. Oberlandsgerichte zu Naumburg regulirt wird und die dazu gehörigen Deposita sich daselbst befinden; so hat Preufsen selbige allein zu vertreten und die Grofsherzogl. Regierung wird den Preufsischen Behörden den Kammerschein über 6585 Rthl. 9 Gr. Berlepschisches Depositum einhändigen. Hiernach sind als zur Rentkammer oder nachherigen Depositenkasse geflossene baare Deposita, die in der angefügten Nachweisung unter V verzeichneten
Sieben Tausend Ein Hundert fünf und zwanzig Thaler 6 Gr. 9 Pf. einschliefslich zwei Thaler 16 Gr. 10 Pf. Aufgeld von 36 Rthl. in Gold,
und einschliefslich eines bei dem Justiz-Amte Wendelstein asservirten für Johann Christoph *Thieme* in

Willerstädt reclamirten Depositum von 50 Rthl. Kö- 1826
nigl. Preufsischer Seits an das Grofsherzogthum zu gewähren. Dagegen sind die in das Grofsherzogl. Gebiet gehörigen, in Staatspapieren und Documenten zur Rentkammer oder Depositenkasse eingelieferten in der erwähnten Beilage V verzeichneten Deposita an Viertausend siebenhundert fünf und vierzig Thaler bis auf 32 Rthl. 12 Gr. bei dem Amte Naumburg, imgleichen, soviel bekannt, die bei Provinzial- und Unterbehörden befindlichen, in Baarschaft oder Documenten bestehenden Deposita bereits an das Grofsherzogthum abgeliefert worden. Sollten in das Grofsherzogliche Gebiet gehörige Deposita etwa noch nachträglich aufgefunden werden, so verspricht Preufsen deren Vertretung, soviel aber die zur Königl. Sächsischen Rentkammer oder Finanz-Hauptkasse eingelieferten baaren Deposita betrifft, nur für den Fall, dafs solche noch innerhalb der nach Art. XII. § 18 c. der Hauptconvention von Preufsen zur Deckung übernommenen 5000 Rthl. liegen sollten. Entgegengesetzten Falls, da wo das Königreich Sachsen solche zu vertreten hat, wird Preufsen seine Verwendung bei der Königl. Sächsischen Regierung, zu Gunsten Weimar-Eisenachs eintreten lassen.

§ 69. Die Auseinandersetzung und Berechnung, Hinsichts der einzelnen Gegenstände und Posten, welche aufser den in gegenwärtigen Artikel namentlich erwähnten, noch weiter unter die Bestimmungen desselben fallen, — insbesondere wegen der demselben entgegenlaufenden, nach dem festgesetzten Übergabetermin vom 5ten Juni und 1sten November 1815, in Beziehung auf das gegenseitige Gebiet noch stattgefundenen fiscalischen Einnahmen und Ausgaben, welche gegenseitig zu erstatten sind, — bleibt den beiderseitigen Verwaltungsbehörden vorbehalten.

Art. XI. *Die Militär- und Kriegskassen-Angelegenheiten betreffend.*

§ 70. Nach Analogie der § 60 und 61 des vorhergehenden Artikels, verbleiben auch die Militärvorräthe, Effecten und Kassenbestände derjenigen Regierung ohne Nachrechnung, in deren Gebiete solche am 5ten Juni oder 1sten November 1815 sich befun-

1826 den haben. Aufserdem entsagt die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung, allen Ansprüchen, welche sie auf den Grund der zwischen den Königreichen Preufsen und Sachsen, in Folge und in Gemäfsheit des Tractats vom 18ten Mai Art. 6 und 8 geschehenen Abtheilung der Sächsischen Armee, auf Artillerie und Kriegsvorräthe, Regiments- und Compagniekassen u. s. w., irgend noch erheben könnte.

§ 71. Die aus der Königl. Sächsischen General-Kriegskasse an landesherrliche Kassen, oder an Kreise, Districte oder Behörden des Herzogthums etwa geleisteten Vorschüsse, auf welche das Königreich Sachsen nach Art. XIII. § 2 des Preufsisch-Sächsischen Hauptvertrages zu Gunsten des Herzogthums verzichtet hat, folgen den Kassen, Kreisen, Districten oder Behörden, denen sie geleistet worden.

§ 72. Von den Schulden der Sächsischen General-Kriegskasse übernimmt die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachsche Regierung die Berichtigung der Forderungen der Unterthanen ihres Landestheils für die in dem vorerwähnten Vertragsartikel § 3 sub a bis mit h namhaft gemachten Gegenstände in derselben Art, wie dies Seitens der Königl. Preufsischen Regierung, in Beziehung auf das Herzogthum, geschehen ist.

§ 73. Die Königl. Preufsische Regierung entsagt allen Ansprüchen an das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach, Hinsichts dessen Theilnahme an der Befriedigung der, wegen des Festungsbaues zu Torgau und Wittenberg bereits angemeldeten oder künftig noch zur Sprache kommenden Forderungen, welche, ohne Unterschied, die Königl. Preufs. Regierung vertreten wird.

§ 74. Sollten nach § 5 des mehrerwähnten Vertrags-Artikels noch Vertretungen wegen der von fremden Staaten gegen das Königreich Sachsen erhobenen oder vielleicht künftig noch zu erhebenden Ansprüche für Verpflegung Sächsischer Militärs von und mit dem Jahre 1806 bis zum 5ten Juni und 1sten November 1815 erwachsen, so wird die Königl. Preufs. Regierung dieselben allein und ohne Mitverpflichtung der Grofsherzogl. Regierung vertreten.

§ 75. Es entsagt die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung den Forderungen für die Verpflegung Preufsischer Truppen in den vormals Sächsischen Gebietstheilen, während der Jahre 1805 und 1806, wobei jedoch auch die Königl. Preufsische Regierung die gegen Sachsen, wegen Verpflegung Königl. Sächsischer Truppen in den Rheinprovinzen in Anregung gebrachten Ansprüche, in soweit sie gegen Weimar-Eisenach gerichtet werden könnten, hierdurch aufgiebt. 1826

§ 76. Hinsichts der Abrechnung mit den vormals Königl. Sächsischen Militärs und deren Erben, wegen der ihnen oder ihren Erblassern zustehenden Ansprüche, innebehaltenen Tractamentsgebührnisse und dergleichen, kommen dieselben Grundsätze in Anwendung, welche in dieser Beziehung in den §§ 6 und 7 des allegirten Vertrags-Artikels festgestellt worden sind.

§ 77. Wegen der Trauscheingelder-Kasse hat man sich gegenseitig dahin vereinigt, dafs die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung nach Maafsgabe der deshalb gepflogenen Berechnung

79 Rthl.	8 Gr.	8 Pf.		in zweiprocentigen Kammercredit-Kassenscheinen nebst Zinsen;
8 —	14 —	5 —		in unzinsbaren dergl. Scheinen;
164 —	18 —	— —		baar, einschliefslich der vorgedachten Zinsen bis Ostern 1826;
252 Rthl.	17 Gr.	1 Pf.		Summa Zweihundert zwei und funfzig Thaler 17 Gr. 1 Pf. von Preufsen empfängt.

§ 78. Die wegen Cautionen der Militär-Rechnungsführer von der Grofsherzogl. Regierung etwa zu erhebenden Ansprüche, werden nach den Bestimmungen des § 10 des mehrerwähnten XIII Vertrags-Artikels beurtheilt.

Art. XII. *Die Pensionen und Wartegelder betreffend.*

§ 79. In Betreff der Pensionen, Wartegelder und ähnlichen Bewilligungen, werden die Bestimmungen des Art. XIV des Preufsisch-Sächsischen Hauptvertrages vom 28sten August 1819 auch zwischen der Königl. Preufsischen und Grofsherzoglichen Regierung angewendet. Letztere übernimmt dem gemäfs die Be-

1826 friedigung derjenigen Pensionärs, Wartegelder oder irgend eine andere Unterstützung dieser Art geniefsenden Individuen vom Civil- und Militärstande, welche am 5ten Juni und resp. 1sten November 1815 in den jetzt Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Gebietstheilen ihren wesentlichen Wohnsitz hatten. Zugleich wird hiermit ausdrücklich festgesetzt, dafs die seitdem erfolgte, oder in Zukunft noch erfolgende Verlegung des Wohnsitzes der in Rede stehenden Genufsberechtigten in das Gebiet der andern Regierung, auf diese allgemeine Bestimmung von keinem Einflufs ist, und die ihnen zugesicherten Unterstützungen, aus diesem Grunde, ihnen weder erschwert, noch entzogen werden sollen. Was auf die hiernach von der einen Regierung zu vertretenden Gebührnisse von einer Kasse der andern Regierung gezahlt worden ist, soll gegenseitig baar erstattet werden.

Art. XII. *Ständische und ritterschaftliche Kassen betreffend.*

§ 80. Was die unter den Bestimmungen der vorhergehenden Artikel nicht mit begriffenen ständischen und ritterschaftlichen Kassen des Thüringischen und Neustädtischen Kreises wie des Stifts Naumburg-Zeitz anlangt, so wird die Abtheilung der Bestände dieser Kassen und die Auseinandersetzung wegen ihrer Rückstände, so wie der übrigen auf den ständischen Verbindungen in diesen Kreisen beruhenden Verhältnisse, in derselben Art durch, von den beiderseitigen Regierungen dazu ernannte ständische Deputirte bewirkt, wie dies durch Art. XV der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention für Preufsen und Sachsen bestimmt worden ist, jedoch mit Wegfall der Beschränkung wegen der bis zum 3ten Juni 1818 nicht erfolgten Einigung. Die von diesen ständischen Deputirten abzuschliefsenden Conventionen sollen, nachdem sie die Genehmigung der beiderseitigen Regierungen erhalten, dieselbe Kraft und Wirksamkeit haben, als wenn sie dem gegenwärtigen Vertrage wörtlich einverleibt wären.

Art. XIV. *Brandkasse und Brandversicherungs-Institute betreffend.*

§ 81 a. Bei Abtheilung der Brandkasse und der Brandversicherungs-Institute werden im Allgemeinen

die nämlichen Grundsätze befolgt, welche bei der Auseinandersetzung zwischen Preufsen und Sachsen wegen dieser Gegenstände in Anwendung gebracht worden sind. 1826

§ 81 b. Die Antheile des Herzogthums Sachsen an den, unter dem gemeinschaftlichen Namen der alten Brandkasse begriffenen, den resp. Immobiliar- und Mobiliar-Brandkassen gehörenden Capitalien und Beständen, werden nach dem Verhältnifs der gesammten Beiträge oder der damit übereinstimmenden gesammten Assecuranzsumme der resp. Königl. Preufsischen und Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Gebietstheile, auf beide Regierungen repartirt. Hiernach werden

§ 82. a. die Activa der Immobiliar-Brandkasse
zu $\frac{950}{1000}$ Theile für Preufsen, und
$\frac{50}{1000}$ Theile für Weimar-Eisenach, und
b. die Activa der Mobiliar-Brandkasse
zu $\frac{903}{1000}$ Theile für Preufsen, und
$\frac{97}{1000}$ Theile für Weimar-Eisenach

abgetheilt.

§ 83. Nach diesen resp. Verhältnissen und den deshalb angefertigten und von den beiderseitigen Bevollmächtigten als richtig anerkannten Berechnungen, erhält das Grofsherzogthum von dem Vermögen der alten Brandkasse die Summe von

Zwei Tausend Neun Hundert und neunzehn Thaler 4 Gr. — Pf. nämlich:

840 Rthl.	2 Gr.	9 Pf.	an vier und ein halbprocentigen Hypotheken-Kapitalien,
193 —	20 —	11 —	an dreiprocentigen Steuercredit-Kassenscheinen,
161 —	13 —	5 —	an dergleichen Kammercredit-Kassenscheinen,
840 —	2 —	9 —	an zweiprocentigen dergleichen Scheinen,
883 —	12 —	2 —	baar mit Zinsen von obigen Capitalien, hier bis Ostern 1826 gerechnet und von da an vorbehalten.
2919 Rthl.	4 Gr.	— Pf.	Summe, wie oben.

§ 84. Bei der Auseinandersetzung wegen des Immobiliar-Brandversicherungs-Instituts sind dieje-

1826 nigen Beträge in Ansatz gebracht worden, welche Grofsherzogl. Orte seit Michaelis 1814 sowohl aus Königl. Preufsischen, als aus Königl. Sächsischen Kassen erhalten haben, da die letztgenannten Zahlungen von Preufsen gegen Sachsen vertreten worden sind. Hiernach hat die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung die Summe von
2783 Rthl. 19 Gr. 4 Pf. Zwei Tausend Sieben Hundert drei und achtzig Thaler 19 Gr. 4 Pf. baar an Preufsen herauszuzahlen.

§ 85. Für die Abtheilung des Mobiliar-Brandversicherungs-Instituts ist das Verhältnifs aus der Summe der Neujahr 1816 in beiden resp. Landestheilen rückständig gewesenen Mobiliar-Brandschäden-Vergütigungen
auf $\frac{824}{1000}$ Theile für Preufsen, und
auf $\frac{176}{1000}$ Theile für Weimar-Eisenach
berechnet und sowohl das Activum dieses Instituts, als auch die, nach Art. XVII. § 4 der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention vom 28sten August 1819 von Preufsen an Sachsen gewährte Vergütigung von 2000 Rthl. in Kammercredit-Kassenscheinen à $\frac{2}{3}$ abgetheilt worden. Da auch bei diesem Institute mehrere Brandschäden-Vergütungen an Grofsherzogl. Orte nach dem zum Abtheilungstermin angenommenen 1sten Januar 1816, sowohl aus Preufsischen als Sächsischen Kassen vorschufsweise geleistet und letztere von Preufsen gegen Sachsen vertreten worden sind; so hat das Grofsherzogthum in Gemäfsheit gepflogener Berechnung die Summe von
Zwei Tausend Zwei Hundert neun und dreifsig Thaler 16 Gr. 3 Pf., nämlich:

1,887 Rthl.	16 Gr.	3 Pf.		baar, einschliefslich der Zinsen von dem zinsbaren Antheile bis Ostern 1826.
332 —	—	—		an zweiprocentigen Kammercredit-Kassenscheinen
2,239 Rthl.	16 Gr.	3 Pf.		Summe, wie oben, an die Königl. Preufsische Regierung zu berichtigen.

§ 86. Nach erfolgter gegenseitiger Gewährung der vorgenannten resp. Zahlungsverbindlichkeiten entsagen beide Regierungen für sich und ihre Unterthanen allen

gegenseitig an deren Brandversicherungs-Institute zu 1826
machenden Ansprüchen.

Art. XV. *Die Fonds der Hülfs- und Wiederherstellungs-Commission betreffend.*

§ 87. Wegen der Fonds der Hülfs- und Wiederherstellungs-Commission finden die Bestimmungen des Art. XVIII des Preufsisch-Sächsischen Hauptvertrages vom 28sten August 1819 auch hier Anwendung, und es bleiben daher jeder Regierung diejenigen Berechnungsposten, Vorschüsse, Bestände, Capitalien und Pfänder zur eigenen Disposition und Einziehung überlassen, welche für die Unterthanen des einen oder des andern Landestheiles verwendet worden sind, und im letzterem am 5ten Juni und resp. 1sten November 1815 aufsenstanden oder in dasigen Kassen befindlich waren. Die darüber sprechenden Documente und Beweise, sammt den von Behörden oder Individuen der Eingangs benannten Commission eingereichten Rechnungen werden, in sofern sie die Grofsherzogl. Gebietstheile betreffen und von Sachsen an Preufsen ausgeliefert worden sind, an die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung abgegeben.

§ 88. In Betreff der von dem Herzogthum Sachsen zur Vertretung übernommenen rückständigen Regiekosten der in Rede stehenden Commission hat man sich dahin vereinigt, dafs solche von der Königl. Preufsischen Regierung allein vertreten werden, und es wird daher das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach aller diesfallsigen Verbindlichkeiten entbunden.

Art. XVI. *Hebammen-Fonds.*

§ 89. Die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung verzichtet auf das dem Hebammeninstitut zu Wittenberg ausschliefsend zugehörige Vermögen, ingleichen auf die bis zum 5ten Juni 1815 für dasselbe aus dem allgemeinen Fonds verwendeten Summen, nicht minder auf das von dem allgemeinen Fonds auf das Herzogthum Sachsen gekommene Aversional-Quantum von Zwölftausend Thalern.

Art. XVII. *Das Soldatenknaben-Institut zu Annaburg betreffend.*

§ 90. Die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung entsagt den Ansprüchen an die Fonds des

1826 Soldatenknaben-Instituts zu Annaburg, und die am 5ten Juni 1815 bei demselben befindlichen etwanigen Natural- und sonstigen Kassenbestände. Von den aus dem *von Unruh*schen Legatencapital dem Herzogthum zugefallenen 1000 Rthl. soll jedoch das Grofsherzogthum einen nach der Volkszahl berechneten Antheil von 52 Rthl. 20 Gr. nebst Zinsen à 4 Procent, vom 1sten Juli 1815 ab, welche letztere bis Ostern 1826, 22 Rthl. 20 Gr. 10 Pf. betragen, also in Summe 75 Rthl. 16 Gr. 10 Pf. — Fünf und siebenzig Thaler 16 Gr. 10 Pf. — erhalten. Für die nach den Grundsätzen, welche in gleicher Hinsicht zwischen Preufsen und Sachsen festgestellt worden, in die Grofsherzogl. Gebietstheile gehörigen, seit dem 1sten Juni und resp. 1sten November 1815 in diesem Institut etwa verpflegten Soldatenknaben, bezahlt die Grofsherzogl. Regierung, auf die Dauer dieser Verpflegung, für jeden Kopf täglich 4 Gr. 3 Pf. oder jährlich 65 Thaler, und wird die diesfallsige Liquidation Königl. Preufsischer Seits vorbehalten.

Art. XVIII. *Die Straf- und Versorgungs-Anstalten betreffend.*

In Ansehung der allgemeinen Straf- und Versorgungs-, Irren-, Waisen- und Land-Arbeits-Anstalten, deren Fonds, Bestände und sonst hier in Frage kommenden Verhältnisse, wird nach Anleitung des Art. XXI des Preufsisch-Sächsischen Hauptvertrags vom 28sten August 1819, und auf den Grund der deshalb stattgefundenen Ermittelungen, Folgendes hierdurch festgesetzt.

§ 91. Die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung entsagt allen Ansprüchen an die in dem Königl. Preufsischen Gebietstheile liegenden Anstalten dieser Art, die Strafanstalt zu Lichtenberg und das Waisenhaus zu Langendorf, und an das einer jeden derselben zugehörige besondere Vermögen.

§ 92. Die am 5ten Juni und resp. 1sten November 1515 aufsengestandenen Reste jeder Art verbleiben demjenigen Landestheile, in welchem sie an den gedachten Tagen ausgestanden, so wie die etwanigen Proper-Reste der Lotterie-Collecteurs dem Landestheile, in welchem sie damals wohnhaft gewesen.

§ 93. Die dem Herzogthum Sachsen nach Art. XXI. §§ 3, 8, 12 und 13 des Preufsisch-Sächsischen Hauptvertrages, und dessen Beilage unter dem Zeichen ⊙, überwiesenen Antheile an der Armenhaus- und Landarbeitshaus-Hauptkasse und dem s. g. Unterstützungsfonds, werden nach dem Verhältnifs der Preufsischen und resp. Weimar-Eisenachischen Seelenzahl in den alt-erbländischen Kreisen vertheilt. Dieses Verhältnifs ist: 1826

a. in Betreff der durch den Staatsvertrag vom 1sten Juni 1815 an das Grofsherzogthum abgetretenen Landestheile

auf $\frac{9895}{10000}$ für Preufsen und
$\frac{105}{10000}$ für Weimar-Eisenach, und

b. in Betreff der durch die Convention vom 22sten September 1815 abgetretenen Districte

auf $\frac{9953}{10000}$ für Preufsen und
$\frac{047}{10000}$ für Weimar-Eisenach

ermittelt worden. Hiernach erhält das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach

a. von dem sichern Vermögen die Summe von Zehn Tausend Vier Hundert und dreifsig Thalern 1 Gr. 11 Pf. nebst Zinsen von dem zinsbaren Vermögens-Antheile vom 5ten Juni und resp. 1sten November 1815 an, in folgenden Valuten:

1,785 Rthl.	18 Gr.	10 Pf.	in fünfprocentigen Hypotheken-Capitalien,
2,500 —	22 —	6 —	in vierprocentigen dergl.,
281 —	8 —	7 —	- dreiprocentigen Steuercredit-Scheinen,
244 —	21 —	2 —	in dreiprocentigen Kammercredit-Kassenscheinen,
104 —	4 —	11 —	in zweiprocentigen dergl. Scheinen,
992 —	18 —	5 —	in unzinsbaren dergl. Scheinen,
4,520 —	3 —	6 —	baar
10,430 Rthl.	1 Gr.	11 Pf.	wie oben. Hierzu
2,121 —	2 —	6 —	Zinsen bis Ostern 1826 gerechnet,
12,551 Rthl.	4 Gr.	5 Pf.	Summe.

1826 b. von dem unsichern Vermögen bestehend in
48,000 Rthl. — Gr. — Pf. Capitalien,
15,664 — 12 — 4 — Zinsresten,
63,654 Rthl. 12 Gr. 4 Pf. überhaupt
einen von dem was darauf eingehen wird, nach obigem Verhältnifs zu berechnenden Antheil.

§ 94. Da der Verpflegungs-Aufwand, für die, nach dem 5ten Juni 1815 in den Sächsischen Straf-, Versorgungs-, Irren- und Arbeits-Anstalten noch befindlich gewesenen, in das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach gehörigen Individuen, nach den durch den mehrerwähnten Hauptvertrag verglichenen Sätzen von resp. 120 Rthl., 90 Rthl. und 72 Rthl. von Preufsen vollständig an Sachsen vergütet worden ist: so ist sowohl in Betreff dieser Kosten, als des, durch den Aufenthalt Weimar-Eisenachischer Individuen in den Preufsischen Anstalten zu Lichtenberg und Langendorf verursachten Aufwandes, und endlich auch wegen der Übernahme- und Transportkosten der an Weimar-Eisenach abgegebenen Personen, mit Berücksichtigung der zwei verschiedenen Gebiets-Abtretungstermine des 5ten Juni und 1sten November 1815, Berechnung gepflogen und hierbei die Frage, welche Individuen in das Weimar-Eisenachische Gebiet gehören, nach den zwischen Preufsen und Sachsen diesfalls angewendeten Grundsätzen beurtheilt worden. In Gemäfsheit dieser hierdurch genehmigten Berechnung hat die Grofsherzogliche Regierung die Summe von Zwei Tausend Ein Hundert neun und dreifsig Thaler 16 Gr. an die Königl. Preufsische Regierung zu erstatten.

§ 95. Nach Berichtigung der vorerwähnten, gegenseitigen Forderungen verzichten beide Regierungen auf alle, wegen der mehrgedachten Anstalten, ihrer Fonds, Nutzungen u. s. w. zu machenden Ansprüche.

Art. XIX. *Fromme Stiftungen und Unterrichts-Anstalten insgemein.*

§ 96. In Ansehung der frommen Stiftungen und Unterrichts-Anstalten erstreckt sich die gegenwärtige Auseinandersetzung nur auf diejenigen, welche durch die Hauptconvention vom 28sten August 1819 Art. XXII bis mit XXVIII auf den Grund der da-

selbst angezogenen Specialconvention vom 27sten Juli 1826
1817 zwischen den Königreichen Preufsen und Sachsen namentlich auseinander gesetzt worden sind. Alle andere und insbesondere diejenigen, welche nach Maafsgabe der erwähnten Hauptconvention Art. XXII. § 1 zwischen der Königl. Preufsischen und Königl. Sächsischen Regierung zur besonderen Auseinandersetzung vorbehalten geblieben und zu denen unter andern auch die Wittwen- und Waisen-Versorgungskasse für das Forst- und Jagdpersonal gehört, bleiben, in soweit die an das Grofsherzogthum abgetretenen vormals Sächsischen Districte daran betheiligt sind, gleicherweise zwischen der Königl. Preufsischen und der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Regierung zur künftigen Auseinandersetzung, nach den durch die vorerwähnte Specialconvention festgestellten allgemeinen Grundsätzen und den späteren, zwischen Preufsen und Sachsen, in Bezug auf diese Stiftungen getroffenen, Vereinbarungen vorbehalten.

§ 97. Es entsagt die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung den an das Vermögen der Universität Wittenberg erhobenen Ansprüchen, vorbehältlich der hiervon unterschiedenen Stipendienstiftungen, welche zu den zwischen Preufsen und Sachsen zur Auseinandersetzung vorbehaltenen Stiftungen gehören. In wieweit dieselben für Landessöhne des gesammten Herzogthums Sachsen oder der an das Grofsherzogthum abgetretenen Gebietstheile oder für Familien, deren Glieder sich in diesen Gebietstheilen befinden, bestimmt sein sollten, in sofern bleibt die Auseinandersetzung derselben auch zwischen der Königl. Preufsischen und Grofsherzogl. Sächsischen Regierung vorbehalten. Die letztere entsagt namentlich auch dem, nach Art. XXIV. §§ 1 und 2 des Hauptvertrages unter dem Namen der Freibergschen Accession der Universität Wittenberg ausgeworfenen Antheil an dem Vermögen des Jungfrauenklosters St. Jacob zu Freiberg und dem nach Art. XXV. sub. 8 auf sie repartirten Antheil an der sogenannten Ständischen Pensions- und Gratificationskasse; dagegen entsagt die Königl. Preufsische Regierung allen Ansprüchen an das Grofsherzogthum

1826 wegen der auf die Dienstgeschirrgelder der Ballei Thüringen gewiesenen Stipendiengelder.

§ 98. In Ansehung der von Privatcollatoren abhängigen Stipendien und Convictstellen, deren Genufs, vermöge der Stiftung, namentlich auf der Universität zu Wittenberg, oder nach deren erfolgten Vereinigung mit der Universität zu Halle, daselbst Statt finden soll, so wie in Ansehung der von Privatcollatoren abhängigen Freistellen auf der Schule Pforta, sollen den Landessöhnen aus den an das Grofsherzogthum abgetretenen, vormals Königl. Sächsischen Gebietstheilen, die gleichen Genufsrechte, wie den Landessöhnen aus dem Königl. Preufsischen Herzogthum Sachsen ungeschmälert verbleiben.

§ 99. Es bestehen die Collatur- und übrigen Privatrechte, welche etwa Corporationen, Gemeinden, Gütern und Personen, in den an Weimar-Eisenach abgetretenen Sächsischen Gebietstheilen, in Beziehung auf Benefizien irgend einer Art, zustehen z. B. den Familien von *Marschall* und von *Wolfersdorf*, in Rücksicht Pfortaischer Freistellen, fortwährend ungekränkt. Dergleichen Collaturberechtigte sollen an der Ausübung ihrer Befugnifs, wie überhaupt so insbesondere zum Besten Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischer Landessöhne, auf keine Weise behindert werden.

§ 100. Bei Abtheilung des Stiftungsfonds sollen

a. fortdauernde Leistungen und Bezüge aus demselben nach fünf Procent,

b. temporäre Bezüge hingegen nach zehn Procent zu Capital berechnet, und

c. von dem sogenannten unsichern Vermögen d. h. solchem, welches sich im Concurs befindet, die Capitalien mit zehn Procent Abzug, und die Zinsen mit funfzig Procent Abzug gewährt, und zwar letztere bis zum Michaelistermin 1819 berechnet werden.

Art. XX. *Die Deutsch-Ordensgüter betreffend.*

§ 101. Da die zum Complex der vormaligen Ballei Thüringen gehörig gewesenen Commende-Güter Zwätzen, Lehsten und Liebstädt, nach Art. III des Staatsvertrages vom 1sten Juni 1815, der Grofs-

herzogl. Weimar-Eisenachischen Regierung in der 1826
Qualität als Domainen überlassen worden sind, so übernimmt die Königl. Preufsische Regierung die alleinige Entschädigung derjenigen Unterrichtsanstalten, denen die Ballei Thüringen und das zur vormaligen Ballei Hessen gehörig gewesene Commende-Gut Griffstädt durch Verfügung Sr. Majestät des Königs von Sachsen überwiesen worden ist. Dagegen hat die Grofsherzogliche Regierung sämmtliche Schulden und Lasten, welche, von jener Stiftung unabhängig, auf den Eingangs erwähnten Gütern zur Zeit ihrer Abtretung hafteten und auf jeden Besitzer rechtlich übergehen, mit alleiniger Ausnahme der im vorigen Art. XX. § 97 gedachten, auf die Dienstgeschirr-Gelder der Ballei Thüringen gewiesenen Stipendiengelder, antheilig zu vertreten. Zu diesen antheilig von Weimar zu übernehmenden Schulden und Lasten gehören namentlich:

a. die auf der Ballei Thüringen mit Hypothek oder einem sonst auf jeden Besitzer übergehenden Recht haftenden Schulden, mit den davon seit dem 5ten Juni 1815 bereits fällig wordenen oder noch werdenden Zinsen;

b. die, vermöge des zwischen mehreren Höfen des vormaligen Rheinbunds unterm 18ten Mai 1815 zu Mergentheim abgeschlossenen Vertrages, auf die an das Königreich Sachsen gekommenen Deutsch-Ordensgüter gewiesenen, aus dem Verhältnifs derselben zum vormaligen Hoch- und Deutschmeisterthum zu Mergentheim herrührenden Central-Lasten und Competenzen vormaliger Ordensglieder; und

c. die an einige Balleibeamte und Diener auf deren Lebenszeit zu bezahlenden, auf den Complex der genannten Güter gewiesenen Pensionen.

§ 102. Das Verhältnifs, nach welchem das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach zu den sub a-c des vorstehenden § aufgeführten Schulden und Lasten beizutragen hat, ist nach dem Verhältnifs dieser Güter, wie solche von den Preufsischen und Sächsischen Ausgleichungscommissionen ermittelt, und der diesfallsigen Auseinandersetzung zu Grunde gelegt worden sind, berechnet worden. Hiernach hat die Grofsherzogl. Regierung

1826 a. in Betreff der, auf der Gesammtmasse der erwähnten Ordensgüter haftenden Lasten, nach dem Verhältnifs von $\frac{3166\frac{1}{2}}{10000}$ Theile und

b. in Betreff der auf der Ballei Thüringen allein haftenden nach $\frac{6731}{10000}$ Theile beizutragen.

§ 103. Auf den Grund der in den vorhergehenden §§ enthaltenen Bestimmungen und in Folge der deshalb getroffenen Vereinigung ist man zur Vereinfachung der Auseinandersetzung, wegen dieser Schulden und Lasten, über Folgendes übereingekommen:

a. die Grofsherzogl. Regierung übernimmt das auf dem Complex der vormaligen Ballei Thüringen hypothekarisch haftende s. g. Elzische Schuldenpital von 2,500 Rthl. à 4 Procent jährlicher Verzinsung, vom 1sten Juni 1815 an, zur alleinigen Vertretung, und wird wegen des bei Preufsen verbliebenen, unter obigem Complex mit begriffenen Gutes Nägelstädt, Königl. Preufs. Seits, durch Gewährung eines Capitals von 816 Rthl. 6 Gr. und der Zinsen zu 4 Procent vom 1sten Juni 1815 ab, also, diese bis Ostern 1826 berechnet, mit 353 Rthl. 16 Gr. 11 Pf. überhaupt, demnach durch Zahlung eines Betrags von 1,169 Rthl. 22 Gr. 11 Pf. Eintausend Einhundert neun und sechzig Thaler 22 Gr. 11 Pf. entschädigt; wogegen die Grofsherzogl. Regierung die aus Preufs. Kassen seit jener Zeit vorschufsweise bezahlten Zinsen an Preufsen restituirt;

b. die Königl. Preufsische Regierung übernimmt die Zahlung der dem vormaligen Comthur Freiherrn *Zweyer von Evenbach*, auf dessen Lebenszeit gebührenden, auf dem Complex der vormaligeen Ballei Thüringen haftenden Pension von jährlich 74 Rthl. 1 Gr. 5 Pf. und wird für den davon auf das Grofsherzogthum fallenden Antheil, durch Gewährung eines Capitals von 498 Rthl. 18 Gr. 10 Pf.
und der seit dem 1sten Juni 1815 bis Ostern 1826 davon fallenden Zinsen à 5 Procent 270 — 3 — 8 —
überhaupt durch Zahlung von 768 Rthl. 22 Gr. 6 Pf. Siebenhundert acht und sechzig Thaler 22 Gr. 6 Pf. baar entschädigt;

c. wegen der von Preufsen an den vormaligen Ballei-Secretär *Riemschneider*, bis zu dessen Ableben, gezahlten Pension, zahlt das Grofsherzogthum seinen diesfallsigen Beitrag baar mit 297 Rthl. 16 Gr. Zweihundert sieben und neunzig Thaler 16 Gr. Was dagegen die auf den an das Grofsherzogthum abgetretenen vormaligen Commendegütern Zwäzen, Lehsten und Liebstädt speciell haftenden Schulden, Lasten, Pensionen, Unterstützungen an Geistliche und Schullehrer u. s. w. betrifft, so wird deren Berichtigung von der Grofsherzogl. Regierung allein übernommen. 1826

§ 104. Beide Regierungen werden sich dasjenige erstatten, was obigen Bestimmungen entgegen, wechselseitig bereits bezahlt worden. Sollten sich aufser den besonders genannten Schulden der vormaligen Ballei Thüringen noch andere finden, welche am 1sten Juni 1815 darauf hafteten und nach obigen Bestimmungen dem Grofsherzogthum zur Last fallen; so bleibt die desfallsige Auseinandersetzung den Verwaltungsbehörden vorbehalten.

§ 105. Da die Auseinandersetzung der in Rede stehenden Ordensgüter mit den Allodialerben des letzten Comthurs Freiherrn von *Berlepsch*, noch nicht definitiv erfolgt ist; so verpflichtet sich die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung, deren etwanige Ansprüche an solche Gegenstände, welche mit den gedachten Gütern in ihren fiscalischen Besitz übergegangen sind, gegen die genannten Erben zu vertreten. So wie jedoch der Grofsherzoglichen Regierung alle hiergegen statt findende Exceptionen vorbehalten worden, so wird auch die Königl. Preufs. Regierung die hierzu nöthigen Beweis- und Vertheidigungsmittel, in sofern sie solche besitzt, ausliefern. In Ansehung der von einigen Beamten und Pächtern der an Weimar-Eisenach abgetretenen vormaligen Ordensgüter bestellten Cautionen, bleibt es den Cautionsstellern überlassen, sich entweder mit den von Berlepschischen Allodialerben oder mit der Grofsherzogl. Regierung, welche, in sofern Erstere nicht zu deren Vertretung für schuldig erkannt werden sollten, solche übernimmt, auseinanderzusetzen und soll jedenfalls Preufsen deshalb auf keine Weise in Anspruch genommen werden.

1826 Art. XXI. *Procuratur Meifsen.*

§ 106. An dem, durch die Preufsisch-Sächsische Hauptconvention vom 28sten August 1819 Art. XXIV unter 3. auf das Herzogthum Sachsen gekommenen Vermögen der Procuratur Meifsen, nimmt das Grofsherzogthum Weimar Eisenach nach capitalmäfsiger Deckung der bleibenden Bezüge mit 5 Procent und der temporären Bezüge mit 10 Procent in dem Bevölkerungsverhältnisse der daran theilhabenden Kreise und Ämter Theil, welches einen Abtheilungs-Maafsstab für dasselbe von 0,0230 zweihundert dreifsig Zehntausendtheilen gewährt und hat hiernach

a. 1,649 Rthl. 8 Gr. 6 Pf. sicheres Vermögen incl. Zinsen bis mit Ostern 1826 zu empfangen und zwar:

711 Rthl.	15 Gr.	8 Pf.		fünfprocentige Hypotheken-Capitalien,
79 —	18 —	9 —		vierprocentige dergleichen,
31 —	4 —	-		dreiprocentige dergl.,
188 —	8 —	5 —		dreiprocentige Steuercreditscheine,
6 —	20 —	7 —		dreiprocentige Kammercredit-Kassenscheine,
122 —	19 —	- —		zweiprocentige dergl.,
508 —	18 —	1 —		baar, einschliefslich Zinsen bis Ostern 1826.

Summe wie oben. Eintausend Sechshundert neun und vierzig Thaler 8 Gr. 6 Pf. Die seit dem 1sten April 1826 an laufenden Zinsen werden der Grofsherzogl. Sächsischen Regierung vorbehalten.

b. Unsicheres Vermögen:

An Capital	47 Rthl.	20 Gr.	2 Pf.
An Zinsrückständen bis Michaelis 1819	10 —	14 —	4 —
Summe	58 Rthl.	10 Gr.	6 Pf.

Art. XXII. *Landschule Pforta und daher rührende Fonds.*

§ 107. Die Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung entsagt den, auf das Vermögen der Schule Pforta überhaupt und der Schul-Pfortaischen Stiftung insbesondere, deren etwaige Überschüsse oder aus diesen gebildete Fonds, erhobenen Ansprüchen, wogegen die Königl. Preufs. Regierung auch auf jeden Beitrag

des Grofsherzogthums, sowohl wegen des sogenannten Pfortaischen Reluitions-Zinsenfonds, als auch wegen der, bezüglich auf die Pfortaischen Fonds, von Preufsen gegen Sachsen übernommenen Verpflichtungen, insbesondere wegen der zur Entschädigung für die aufgegebenen Bezüge aus der Schul-Pfortaischen Stiftung gewährten Aversums von 10,000 Rthl. in landschaftlichen Obligationen Verzicht leistet. Die der Landschule Pforta zustehende Gerichtsbarkeit über das an Weimar-Eisenach abgetretene Dorf Darnstädt, nebst Zinsen, Lehnen, Frohnen und übrigen Gerechtsamen, auch den zeither von der Grofsherzogl. Regierung bezogenen Nutzungen und den Rückständen, wird dem Grofsherzogthum Weimar-Eisenach überlassen und die Königl. Preufs. Regierung übernimmt es, die Landschule Pforta für diesen Verlust aus eigenen Mitteln zu entschädigen. 1826

Art. XXIII. *Procuratur Zeitz. Schlofskirchen-Cimbel- und Procuratur-Allmosenkasse daselbst.*

§ 108. Von der Procuratur der Schlofskirchen-Cimbel- und der Procuratur-Allmosenkasse zu Zeitz werden die nach capitalmäfsiger Deckung der darauf ruhenden bleibenden und temporären Leistungen, nach Art. XXVI der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention, vom 28sten August 1819, bei dem Herzogthum Sachsen gebliebenen Vermögens-Antheile nach dem Bevölkerungsverhältnisse des an das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach abgetretenen Dorfes Lachstedt zu dem Stifte Naumburg-Zeitz, getheilt, wonach sich ein Theilungsmaafsstab von 0,0025, fünf und zwanzig Zehntausendtheilen bestimmt. Das Grofsherzogthum empfängt hiernach von dem Königreiche Preufsen:

I. von der Procuratur Zeitz

A. Vierhundert drei und neunzig Thaler 12 Gr. 6 Pf. sicheres Vermögen, einschliefslich und resp. vorbehältlich der Zinsen von dem zinsbaren Antheil vom 1sten Juli 1815 an, und zwar

1826 wegen der auf die Dienstgeschirrgelder der Ballei Thüringen gewiesenen Stipendiengelder.

§ 98. In Ansehung der von Privatcollatoren abhängigen Stipendien und Convictstellen, deren Genufs, vermöge der Stiftung, namentlich auf der Universität zu Wittenberg, oder nach deren erfolgten Vereinigung mit der Universität zu Halle, daselbst Statt finden soll, so wie in Ansehung der von Privatcollatoren abhängigen Freistellen auf der Schule Pforta, sollen den Landessöhnen aus den an das Grofsherzogthum abgetretenen, vormals Königl. Sächsischen Gebietstheilen, die gleichen Genufsrechte, wie den Landessöhnen aus dem Königl. Preufsischen Herzogthum Sachsen ungeschmälert verbleiben.

§ 99. Es bestehen die Collatur- und übrigen Privatrechte, welche etwa Corporationen, Gemeinden, Gütern und Personen, in den an Weimar-Eisenach abgetretenen Sächsischen Gebietstheilen, in Beziehung auf Benefizien irgend einer Art, zustehen z. B. den Familien von *Marschall* und von *Wolfersdorf*, in Rücksicht Pfortaischer Freistellen, fortwährend ungekränkt. Dergleichen Collaturberechtigte sollen an der Ausübung ihrer Befugnifs, wie überhaupt so insbesondere zum Besten Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischer Landessöhne, auf keine Weise behindert werden.

§ 100. Bei Abtheilung des Stiftungsfonds sollen

a. fortdauernde Leistungen und Bezüge aus demselben nach fünf Procent,

b. temporäre Bezüge hingegen nach zehn Procent zu Capital berechnet, und

c. von dem sogenannten unsichern Vermögen d. h. solchem, welches sich im Concurs befindet, die Capitalien mit zehn Procent Abzug, und die Zinsen mit funfzig Procent Abzug gewährt, und zwar letztere bis zum Michaelistermin 1819 berechnet werden.

Art. XX. *Die Deutsch-Ordensgüter betreffend.*

§ 101. Da die zum Complex der vormaligen Ballei Thüringen gehörig gewesenen Commende-Güter Zwätzen, Lebsten und Liebstädt, nach Art. III des Staatsvertrages vom 1sten Juni 1815, der Grofs-

behalten. Was hiernach diesen Kassen auf die fraglichen Forderungen zu Theil wird, soll, soviel davon an den bei der Theilung Sachsens an Preufsen gekommenen Theil des Stifts Naumburg-Zeitz fällt, nach dem vorstehend erwähnten Maafsstabe auf das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach mit vertheilt werden. 1826

Art. XXIV. *Allgemeiner Schulfonds.*

§ 109. Von dem nach Art. XXVII der Preufs.-Sächsischen Hauptconvention vom 28sten August 1819 dem Herzogthum Sachsen zugefallenen Antheile an dem allgemeinen Schulfonds, werden von der Königl. Preufsischen Regierung dem Grofsherzogthume Weimar-Eisenach zuvörderst diejenigen Einhundert Thaler Capital à 5 Procent, mit Zinsen vom 6ten Juni 1815 an überwiesen, welche, nach dem vorerwähnten Artikel, der Preufsischen Regierung, zur Deckung der Gehaltszulage des Schullehrers zu Wohlsborn, von jährlich 5 Rthl. im Voraus gegeben wurden. Das übrige unzinsbare Vermögen dieses Fonds wird nach dem Bevölkerungsverhältnisse der an demselben betheiligten Districte abgetheilt, und es erhält sonach das Grofsherzogthum Weimar-Eisenach, aufser dem vorerwähnten Capital von 100 Rthlrn, nach dem Verhältnifs von $\frac{217}{1000}$ Theile, noch als

a. Antheil vom unzinsbaren Vermögen	73 Rthl.	1 Gr.	3 Pf
b. Zinsen von obigem Capital von 100 Rthl., bis mit Ostern 1826	54 —	2 —	4 —
Zusammen	127 Rthl.	3 Gr.	7 Pf.

mithin überhaupt vorbehältlich der Zinsen von Ostern 1826 ab:

Zweihundert sieben und zwanzig Thaler 3 Gr. 7 Pf.

In Betreff der an den Schullehrer zu Wohlsborn aus Preufsischen Kassen bezahlten oder von Sachsen berichtigten und Preufsen zugerechneten Gehaltszulagen, so wie wegen einiger, nach dem 5ten Juni 1815 aus der Diöcese Neustadt a. d. O. an die Ober-Consistorialkasse zu Dresden abgelieferten Trauschein-Gelder, wird die diesfallsige Berechnung den beiderseitigen Verwaltungsbehörden vorbehalten.

1826 Art. XXV. *Ständische Schullehrer - Besoldungskasse.*

§ 110. Die in Folge der Preufsisch - Sächsischen Hauptconvention vom 28sten August 1819, Art. XXVII sub 13, auf das Herzogthum Sachsen gekommenen Antheile an dem Vermögen der Ständischen Schullehrer - Besoldungskasse, werden zwischen der Königl. Preufs. und der Grofsherzogl. Weimar - Eisenachischen Regierung nach dem Bevölkerungs - Verhältnifs der betheiligten alt - erbländischen Kreise getheilt. Der Theilungsmaafsstab besteht hiernach für das Grofsherzogthum in 0,1039 — Eintausend und neun und dreifsig Zehntausendtheilen. — Nach diesem erhält das Grofsherzogthum Weimar - Eisenach:

A. Siebenhundert ein und neunzig Thaler 12 Gr. 9 Pf. sicheres Vermögen, einschliefslich und resp. vorbehältlich der Zinsen vom zinsbaren Vermögen vom 5ten Juni 1815 ab, und zwar:

384 Rthl.	13 Gr.	5 Pf.	Hypotheken-Capital	à 5 Procent,
87 —	16 —	4 —	desgleichen	à $4\frac{1}{2}$ — und
319 —	7 —	— —	baar, als	
ut s.				

90 Rthl.	6 Gr.	10 Pf.	von den Beständen und Resten bis 5ten Juni 1815,
229 —	—	2 —	Zinsen von da bis mit Ostern 1826.
Summe wie oben.			

B. Zwei und funfzig Thaler 18 Gr. 2 Pf. unsicheres Vermögen, und zwar:

43 Rthl.	1 Gr.	8 Pf.	Capital, und
9 —	16 —	6 —	Zinsrückstände bis Michaelis 1819.
ut s.			

Die seit dem 6ten Juni 1815 an das Grofsherzogthum Weimar - Eisenach (einschliefslich des Schullehrers zu Nöda) von Preufsen bezahlten, oder von Sachsen berichtigten und Preufsen angerechneten Gehaltszulagen, werden von der Grofsherzogl. Weimar - Eisenachischen Regierung erstattet, und bleibt rücksichtlich ihrer die Berechnung den beiderseitigen Verwaltungsbehörden vorbehalten.

Art. XXVI. *Augusteische Priester-, Wittwen- und Waisen-Fonds.* 1826

§ 111. Der nach der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention vom 28sten August 1819 Art. XXVIII auf das Herzogthum Sachsen gekommene Antheil an den Augusteischen Priester-, Wittwen- und Waisen-Fonds, wird zwischen dem Königreiche Preufsen und dem Grofsherzogthum Weimar-Eisenach, in dem Verhältnifs der Superintendenten- und Predigerstellen in den betheiligten Provinzen und Districten, und der für dieselben bestimmten verschiedenen Pensionssätze getheilt. Nach dem für das Grofsherzogthum hiernach ermittelten Maafsstab von 0,0955 — Neunhundert fünf und funfzig Zehntausendtheilen, erhält dasselbe

A. Vom sichern Vermögen:
Neunzehntausend Achthundert zwei und siebenzig Thaler 9 Gr. 4 Pf. einschliefslich, und resp. vorbehältlich der Zinsen vom zinsbaren Antheil, vom 1sten Juli 1815 an, und zwar:

4,173 Rthl.	17 Gr.	7 Pf.	Hypotheken-Capital	à 5	Proc.,
8,732 —	14 —	3 —	desgl.	à $4\frac{1}{2}$	—
472 —	3 —	8 —	desgl.	à 4	—
366 —	17 —	3 —	desgl.	à 3	—
78 —	5 —	2 —	Steuercredit-Scheine	à 3	—
50 —	10 —	2 —	Kammercredit-Kassenscheine à 2 Procent,		
5,998 —	13 —	3 —	baar und zwar:		
ut s.					
396 Rthl.	3 Gr.	11 Pf.	von den Beständen und Resten bis 1sten Juli 1815, und		
5,602 —	9 —	4 —	Zinsen von da bis Ostern 1826.		
ut s.					

B. Vom unsichern Vermögen:
Fünf Tausend Drei Hundert vier und funfzig Thaler 12 Gr. und zwar

3,786 Rthl.	9 Gr.	3 Pf.	Capital und
1,568 —	2 —	9 —	Zinsenrückstände bis Michaelis 1819; von den auf verschiedenen Ämtern des Herzogthums Sachsen haftenden, sogenannten geistlichen Stiftungsgeldern übernimmt die

1826

Grofsherzogl. Weimar-Eisenach. Regierung die auf dem Amt Weida mit	61 Rthl.	66
und dem Amte Arnshaugk	52 —	12 -
zusammen mit	113 Rthl.	18 G

haftenden; die Königl. Preufsische Regierung dagegen alle übrigen. Vorstehende Summe wird à 5 Procent capitalisirt und mit einem Betrage von Zwei Tausend Zwei Hundert fünf und siebenzig Thalern dem Grofsherzogl. Antheil an dem zu 5 Procent zinsbaren Vermögen in Abzug gebracht. Von dem Trinitatistermin 1815 an, übernimmt die Grofsherzogl. Regierung die Zahlung der Pensionen an diejenigen Wittwen und Waisen, deren resp. Gatten und Väter zur Zeit ihres Ablebens in den jetzt Grofsherzogl. Gebietstheilen angestellt waren. Die seitdem vielleicht erfolgte oder etwa noch erfolgende Verlegung des Wohnsitzes dieser Genufsberechtigten, in die Staaten der andern Regierung, soll auf diese Zahlungsverbindlichkeit keinen Einflufs haben; auch den Beneficiaten die ihnen zukommenden Unterstützung um deswillen weder entzogen noch erschwert werden. Die seit dem vorgenannten Termine an Prediger, deren Wittwen und Waisen, in den Grofsherzoglichen Gebietstheilen aus Königl. Preufsischen Kassen gezahlten, oder vom Königreich Sachsen berichtigten und der Preufsischen Regierung angerechneten Pensionen, Unterstützungen und Gehaltszulagen, werden von der Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Regierung, so wie umgekehrt diejenigen Stiftungsgelder, von den Ämtern Weida und Arnshaugk, welche vom 1sten Juli 1815 ab, noch in die gemeinschaftliche Stiftungskasse abgeliefert worden sind, von der Königl. Preufs. Regierung erstattet und bleibt deren Nachweisung und Feststellung den beiderseitigen Verwaltungsbehörden vorbehalten.

Sicherstellung der Pfarrei zu Nöda.

Ob zwar in Folge der Bestimmungen des Staatsvertrags vom 22sten September 1815 Art. IV das gegen das vormals Grofsherzogl. Weimar-Eisenachische Dorf Ringleben ausgetauschte, vormals Königl.

Sächsische Dorf Nöda bei der gegenwärtigen Auseinandersetzung durchgängig und so auch bei Abtheilung des Augusteischen Priesterwittwen- und Waisenfonds active und passive aufser Ansatz geblieben ist; so bleiben dennoch die Ansprüche der Wittwen und Waisen der dasigen Pfarrer auf die ihnen aus dem genannten Fonds zeither statutarisch zukommenden Unterstützungen nichts desto weniger hierdurch ungekränkt, und es verpflichtet sich die Grofsherzogl. Regierung, denselben ganz gleiche Benefizien, als den anderen Predigerwittwen und Waisen in ihren vormals Sächsischen Gebietstheilen zu gewähren. 1826

Art. XXVII. *Klengelscher Stiftungs-Fonds.*

§ 112. Von dem nach Art. XXVIII unter No. 15, der Preufsisch-Sächsischen Hauptconvention vom 28sten August 1819, auf das Herzogthum Sachsen gekommenen Antheile des Klengelschen Stiftungsfonds, werden von der Königl. Preufsischen Regierung der Grofsherzogl. Sächsischen nach dem Bevölkerungsverhältnifs der hieran betheiligten sieben alterbländischen Kreise, mithin nach einem Maafsstabe von 0,1039, Ein Tausend neun und dreifsig Zehntausendtheilen gewährt.

A. Vom sichern Vermögen:
Fünf Hundert sieben und zwanzig Thaler 3 Gr. 4 Pf. einschliefslich und resp. vorbehältlich der Zinsen vom zinsbaren Antheil vom 5ten Juni 1815 ab, und zwar:

331 Rthl.	3 Gr.	9 Pf.		Hypothekencapital à 5 Procent,
196 —	—	1 —		baar und zwar
ut s.				
18 Rthl.	— Gr.	6 Pf.		von den baaren Beständen und Resten bis 15ten Juni 1815.
177 —	23 —	7 —		Zinsen von da ab bis mit Ostern 1826.
ut s.				

B. Vom unsichern Vermögen:
Acht Hundert zwei und dreifsig Thaler 22 Gr. und zwar:

599 Rthl.	21 Gr.	11 Pf.	Capital und
233 —	1 —	1 —	Zinsenrückstände bis Michaelis 1819
ut s.			

1826 Art. XXVIII. *Abgabe der Acten.*

§ 113. Alle etwa noch nicht abgegebene Urkunden, Acten, Bücher, Rechnungen und andere Schriften und Papiere, welche auf die Regierung und Administration der an die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung abgetretenen Gebietstheile ausschliefsend Bezug haben, sollen, auch wenn deren in dem gegenwärtigen Vertrage nicht ausdrückliche Erwähnung geschehen wäre, sobald es möglich, vollständig ausgeliefert werden; von andern aber, welche für beide Regierungen von Interesse sein könnten, wird man sich gegenseitig beglaubigte Abschriften oder Auszüge mittheilen.

Art. XXIX. *Schlufsberechnung.*

§ 114. Nach Vollziehung dieser Convention wird sofort eine Haupt-Schlufsberechnung über alle von beiden Regierungen übernommene gegenseitige Zahlungsverbindlichkeiten angelegt werden. In sofern letzteren nicht bereits genügt worden, tritt für beide Regierungen erst nach erfolgter Genehmigung obiger Schlufsberechnung die übernommene Zahlungsverbindlichkeit ein, indem durch mehrerwähnte Schlufsberechnung sich erst die Summen und Valuten ergeben können, welche nach Berücksichtigung der nothwendig und dem Interesse der beiderseitigen Regierungen unnachtheilig Statt findenden Compensationen, von einer Regierung an die andere zu gewähren sein werden. Die solchergestalt ermittelten Summen und Valuten werden sogleich, nach Wechselung des ratificirten Vertrages berichtigt. Die solchergestalt erforderlichen Zahlungen und Abgewährungen sollen zu Leipzig erfolgen.

Art. XXX. *Allgemeine Verzichtleistung.*

§ 115. Durch die in den vorhergehenden Artikeln der gegenwärtigen Convention erfolgte Auseinandersetzung und Ausgleichung werden alle Ansprüche, welche von einer oder der andern Regierung, in Beziehung auf die in dem Art. I. bezeichneten Gegenstände, und aus der dem Friedenstractat vom 18ten Mai 1815 vorangegangenen Verwaltung der Königl. Sächsischen Lande, nach allen verschiedenen Epochen derselben, gemacht worden sind, oder auf irgend

eine Weise noch gemacht werden könnten, für beseitigt und aufgehoben erklärt, und beide Theile verzichten hierdurch gegenseitig feierlichst auf alle ferneren, in der gegenwärtigen Convention nicht gegründeten, diesfallsigen Anforderungen. Das von beiderseitigen Bevollmächtigten bei Zeichnung dieser Convention aufgenommene Protocoll soll jedoch gleiche Kraft und Wirkung haben, als ob es derselben ausdrücklich einverleibt worden wäre. 1826

Art. XXXI. *Bekanntmachung der Convention.*

§ 116. Gegenwärtige Convention wird, zur allgemeinen Wissenschaft, durch den Druck bekannt gemacht werden.

Art. XXXII. *Ratification.*

§ 117. Dieselbe soll Sr. Königl. Majestät von Preufsen und Sr. Königl. Hoheit dem Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach zur Ratification vorgelegt und die Auswechselung der Ratificationen innerhalb drei Wochen, oder, wenn es geschehen kann, noch früher erfolgen.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet und untersiegelt.

Geschehen Berlin, den 1sten Mai 1826.

Wilhelm Joseph Balan. Christian Friedrich Schmidt.

(Suivent les pièces justificatives, savoir: *Beilage I.* Übersicht der Abtheilung der Steuercredit-Scheine zwischen den resp. Königl. Preufsischen und Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Regierungen. *Beilage II.* Übersicht der Abtheilung der Kammercredit-Kassenschulden zwischen der Königl. Preufsischen und Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Regierung. *Beilage III.* Verzeichnifs der zur Königl. Sächsischen Rentkammer eingezahlten baaren Erbpacht-Cautionen aus den Grofsherzogl. Weimar-Eisenachischen Gebietstheilen. *Beilage IV.* A. Verzeichnifs der zur Königl. Sächsischen Rentkammer eingezahlt gewesenen, an die Grofsherz. Weimar-Eisenachische

1826 Regierung noch abzuliefernden baaren Cautionen, resp. Cautions- und Reluitionsscheine. B. Verzeichniſs der zur Königl. Sächsischen Rentkammer eingelegt gewesenen, an die Groſsherz. Weimar-Eisenachische Regierung abgelieferten Cautionen in Documenten und Staatspapieren. *Beilage V.* A. Verzeichniſs der zur Königl. Sächsischen Rentkammer eingezahlt gewesenen, an die Groſsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung noch abzuliefernden baaren Deposita und resp. Depositenscheine. B. Verzeichniſs der zur Königl. Sächsischen Rentkammer eingelegten und an die Groſsherzogl. Weimar-Eisenachische Regierung abgelieferten Depositen in Staatspapieren und Documenten.)

179.

1824 *Traité entre les Etats Unis de l'Amérique septentrionale et le Bey de Tunis, concernant certains changemens à faire dans le traité de paix et d'amitié, conclu entre les deux puissances au mois d'Août 1797: signé le 24 Février 1824 et ratifié par le président des Etats-Unis le 21 Janvier 1825.*

(*Acts passed at the second session of the eighteenth congreſs of the United States* p. 105.)

Whereas sundry articles of the treaty of peace and friendship, concluded between the United States of America and Hamuda Bashaw, of happy memory, in the month of Rebia Elul, in the year of the Hegira 1212, corresponding with the month of August, of the christian year 1797, have, by experience, been found to require alteration and amendment: In order,

therefore, that the United States should be placed on the same footing with the most favoured nations having treaties with Tunis, as well as to manifest a respect for the American Government, and a desire to continue, unimpared, the friendly relations which have always existed between the two nations, it is hereby agreed and concluded between his Highnefs Sidi Mahmoud Bashaw, Bey of Tunis, and S. D. Heap, Esquire, Chargé d'Affaires of the United States of America, that alterations be made in the sixth, eleventh, twelfth, and fourteenth articles of said treaty, and that the said articles shall be altered and amended in the treaty, to read as follows: 1824

Article the 6th — *As it now is.*

If a Tunisian corsair shall meet with an American vessel, and shall visit it with her boat, two men only shall be allowed to go on board, peaceably, to satisfy themselves of its being American, who, as any passengers of other nations they may have on board, shall go free, both them and their goods; and the said two men shall not exact any thing, on pain of being severely punished. In case a slave escapes, and takes refuge on board an American vessel of war, he shall be free, and no demand shall be made either for his restoration or for payment.

Article 6th — *As it was.*

If a Tunisian corsair shall meet with an American merchant vessel, and shall visit it with her boat, she shall not exact any thing, under pain of being severely punished. And, in like manner, if a vessel of war of the United States shall meet with a Tunisian merchant vessel, she shall observe the same rule. In case a slave shall take refuge on board of an American vessel of war, the consul shall be required to cause him to be restored: and if any of their prisoners shall escape on board of the Tunisian vessels, they shall be restored; but if any slave shall take refuge in any American merchant vessel, and it shall be proved that the vessel has departed with the said slave, then he shall be returned, or his ransom shall be paid.

1824 Article 11th.—*As it was.*

When a vessel of war of the United States of America shall enter the port of Tunis, and the consul shall request that the castle may salute her, the number of guns shall be fired which he may request; and if the said consul does not want a salute, there shall be no question about it.

But, in case he shall desire the salute, and the number of guns shall be fired which he may have requested, they shall be counted, and returned by the vessel in as many barrels of cannon powder.

The same shall be done with respect to the Tunisian Corsairs, when they shall enter any port of the United States.

Article the 11th.—*As it now is.*

When a vessel of War of the United States shall enter the port of the Goletta, she shall be saluted with twenty-one guns, which salute the vessel of war shall return gun for gun only, and no powder will be given, as mentioned in the ancient eleventh article of this treaty, which is hereby annulled.

Article 12th.—*As it was.*

When citizens of the United States shall come within the dependencies of Tunis, to carry on commerce there, the same respect shall be paid to them which the merchants of other nations enjoy; and if they wish to establish themselves within our ports, no opposition shall be made thereto; and they shall be free to avail themselves of such interpreters as they may judge necessary, without any obstruction, in conformity

Article the 12th.—*As it now is.*

When citizens of the United States shall come within the dependencies of Tunis to carry on commerce there, the same respect shall be paid to them which the merchants of other nations enjoy; and if they wish to establish themselves within our ports, no opposition shall be made thereto, and they shall be free to avail themselves of such interpreters as they may judge necessary, without any ob

struction, in conformity with the usages of other nations; and if a Tunisian subject shall go to establish himself within the dependencies of the United States, he shall be treated in like manner. If any Tunisian subject shall freight an American vessel, and load her with merchandize, and shall afterwards want to unload, or ship them on board of another vessel, we shall not permit him until the matter is determined by a reference of merchants, who shall decide upon the case, and, after the decision, the determination shall be conformed to.

No captain shall be detained in port against his consent, except when our ports are shut for the vessels of all other nations, which may take place with respect to merchant vessels, but not to those of war.

The subjects and citizens of the two nations, respectively, Tunisians and Americans, shall be protected in the places where they may be by the officers of the government there existing; but, on failure of such protection, and for redrefs of every injury, the party may resort to the chief authority

1824

with the usages of other nations; and if a Tunisian subject shall go to himself within the dependencies of the United States, he shall be treated in like manner.

If any Tunisian subject shall freight an American vessel, and load her with merchandize, and shall afterwards want to unlade or ship them on board of another vessel, we will not permit him, until the matter is determined by a reference of merchants, who shall decide upon the case, and after the decision, the determination shall be conformed to.

No captain shall be detained in port against his consent, except when our ports are shut for the vessels of all other nations; which may take place with respect to merchant vessels, but not to those of war.

The subjects of the two contracting powers shall be under the protection of the Prince, and under the jurisdiction of the chief of the place where they may be, and no other person shall have authority over them. If the Commandant of the place does not conduct himself agreeably to justice, a repre-

1826 Art. XXVIII. *Abgabe der Acten.*

§ 113. Alle etwa noch nicht abgegebene Urkunden, Acten, Bücher, Rechnungen und andere Schriften und Papiere, welche auf die Regierung und Administration der an die Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung abgetretenen Gebietstheile ausschliefsend Bezug haben, sollen, auch wenn deren in dem gegenwärtigen Vertrage nicht ausdrückliche Erwähnung geschehen wäre, sobald es möglich, vollständig ausgeliefert werden; von andern aber, welche für beide Regierungen von Interesse sein könnten, wird man sich gegenseitig beglaubigte Abschriften oder Auszüge mittheilen.

Art. XXIX. *Schlufsberechnung.*

§ 114. Nach Vollziehung dieser Convention wird sofort eine Haupt-Schlufsberechnung über alle von beiden Regierungen übernommene gegenseitige Zahlungsverbindlichkeiten angelegt werden. In sofern letzteren nicht bereits genügt worden, tritt für beide Regierungen erst nach erfolgter Genehmigung obiger Schlufsberechnung die übernommene Zahlungsverbindlichkeit ein, indem durch mehrerwähnte Schlufsberechnung sich erst die Summen und Valuten ergeben können, welche nach Berücksichtigung der nothwendig und dem Interesse der beiderseitigen Regierungen unnachtheilig Statt findenden Compensationen, von einer Regierung an die andere zu gewähren sein werden. Die solchergestalt ermittelten Summen und Valuten werden sogleich, nach Wechselung des ratificirten Vertrages berichtigt. Die solchergestalt erforderlichen Zahlungen und Abgewährungen sollen zu Leipzig erfolgen.

Art. XXX. *Allgemeine Verzichtleistung.*

§ 115. Durch die in den vorhergehenden Artikeln der gegenwärtigen Convention erfolgte Auseinandersetzung und Ausgleichung werden alle Ansprüche, welche von einer oder der andern Regierung, in Beziehung auf die in dem Art. I. bezeichneten Gegenstände, und aus der dem Friedenstractat vom 18ten Mai 1815 vorangegangenen Verwaltung der Königl. Sächsischen Lande, nach allen verschiedenen Epochen derselben, gemacht worden sind, oder auf irgend

chant shall bring the merchandize of his country, under the American flag, he shall also pay six per cent.	other most favoured nations at peace with the United States.	1824

Concluded, signed, and sealed, at the Palace of Bardo, near Tunis, the 24th day of the moon jumed teni, in the year of the Hegira, 1239, corresponding the 24th of February, 1824, of the Christian year, and the 48th year of the Independence of the United States, reserving the same, nevertheleſs, for the final ratification of the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate.

S. D. Heap, Chargé d'Affaires.

Sidi Mahmoud's signature and (L. S.)

180.

1824 *Traité de paix, d'amitié, de navigation et de commerce entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la république de Colombie, signé à Bogota le 3 Octobre 1824.*

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congrefs of the United States* p. 104. 105.)

In the name of god, author and legislator of the universe.

The United States of America, and the Republic of Colombia, desiring to make lasting and firm the friendship and good understanding which happily prevails between both nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall in future be religiously observed between the one and the other, by means of a treaty or general convention of peace, friendship, commerce and navigation.

For this most desirable object, the President of the United States of America has conferred full powers on Richard Clough Anderson, Junior, a citizen of the said states, and their minister plenipotentiary to the said republic; and the Vice-President of the Republic of Colombia, charged with the executive power, on Pedro Gual, secretary of state and of foreign relations, who, after having exchanged their said full powers in due and proper form, have agreed to the following articles:

Art. I. There shall be a perfect, firm, and inviolable peace and sincere friendship between the United States of America and the Republic of Colombia, in all the extent of their possessions and territories, and between their people and citizens respectively, without distinction of persons or places.

180.

Traité de paix, d'amitié, de navigation et de commerce entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la république de Colombie, signé à Bogota le 3 Octobre 1824. 1824

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States* p. 104. 105.)

En el nombre de Dios, Autor y Lejislador del Universo.

La Republica de Colombia, y los Estados Unidos de America, deseando hacer duradera y firme la amistad y buena inteligencia que felizmente existe entre ambas Potencias, han resuelto fijar de una manera clara, distinta y positiva las reglas que deben observar religiosamente en lo venidero, por medio do un tratado, o convencion general de paz, amistad, comercio y navegacion.

Con este muy deseable objeto, el Vice-Presidente de la Republica de Colombia encargado del podèr Ejecutivo, ha conferido plenos poderes á Pedro Gual, Secretario de Estado y del despacho de relaciones esteriores de la misma, y el Presidente de los Estados-Unidos de America á Ricardo Clough Anderson, el menor, Ciudadano de dichos Estados, y su Ministro Plenipotenciario cerca de la dicha Republica; quienes despues de haber canjeado sus espresados plenos poderes en debida y buena forma, han convenido en los articulos siguientes.

Art. I. Habra una paz, perfecta, firme, é inviolable y amistad sincera entre la Republica de Colombia y los Estados-Unidos de America, en toda la estencion de sus posesiones y territorios, y entre sus pueblos y Ciudadanos respectivamente sin distincion de personas, ni lugares.

1824 Art. II. The United States of America and the Republic of Colombia desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy franc and equally friendly with all, engage mutually not to grant any particular favour to other nations in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional.

Art. III. The citizens of the United States may frequent all the coasts and countries of the Republic of Colombia, and reside and trade there, in all sorts of produce, manufactures, and merchandise, and shall pay no other or greater duties, charges, or fees, whatsoever, than the most favoured nation is or shall be obliged to pay; and they shall enjoy all the rights, privileges, and exemptions in navigation and commerce, which the most favoured nation does or shall enjoy, submitting themselves, nevertheless, to the laws, decrees, and usages, there established, and to which are submitted the subjects and citizens of the most favoured nations.

In like manner the citizens of the Republic of Colombia may frequent all the coasts and countries of the United States, and reside and trade there, in all sorts of produce, manufactures, and merchandise, and shall pay no other or greater duties, charges, or fees, whatsoever, than the most favoured nation is or shall be obliged to pay; and they shall enjoy all the rights, privileges, and exemptions in navigation and commerce, which the most favoured nation does or shall enjoy, submitting themselves, nevertheless, to the laws, decrees, and usages, there established, and to which are submitted the subjects and citizens of the most favoured nations.

Art. IV. It is likewise agreed that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens of both countries, to manage themselves their own business in all ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well

Art. II. La Republica de Colombia, y los Estados-Unidos de America, deseando vivir en paz y harmonia con las demas Naciones de la tierra, por medio de una politica franca, é igualmente amistosa con todas, se obligan mutuamente à no conceder favores particulares à otras naciones, con respecto à comercio y navegacion, que no se hagan immediatamente comun à una ù otra, quien gozarà de los mismos libremente, si la concesion fuese hecha libremente, ó prestando la misma compensacion, si la concesion fuere condicional. 1824

Art. III. Los Ciudadanos de la Republica de Colombia podràn frecuentar todas las costas y paises de los Estados-Unidos de America, y residir, y traficar en ellos con toda suerte de producciones, manufacturas, y mercaderias, y no pagaràn otros, ó mayores derechos, impuestos, ó emolumentos cualesquiera que los que las naciones mas favorecidas estàn ó estuvieren obligadas à pagar; y gozaràn todos los derechos, privilejios y esenciones, que gozan ó gozaren los de la nacion mas favorecida, con respecto à navegacion y comercio, sometiendose, no obstante, à las leyes, decretos, y usos establecidos, à los cuales estan sujetos los subditos ó Ciudadanos de las naciones mas favorecidas. Del mismo modo los Ciudadanos de los Estados-Unidos de America podràn frecuentar todas las costas y paises de la Republica de Colombia, y residir y traficàr en ellos con toda suerte de producciones, manufacturas, y mercaderias, y no pagaràn otros ó mayores derechos, impuestos, ó emolumentos cualesquiera, que los que las naciones mas favorecidas, estàn ó estuvieren obligadas à pagàr, y gozaràn de todos los derechos, privilejios y esenciones, que gozan ó gozaren los de la nacion mas favorecida con respecto à navegacion y comercio, sometiendose, no obstante, à las leyes, decretos y usos establecidos, à los cuales estan sujetos los subditos ó ciudadanos de las naciones mas favorecidas.

Art. IV. Se conviene ademas, que serà enteramente libre y permitido, a los comerciantes, comandantes de buques, y otros Ciudadanos de ambos paises el manejar sus negocios, por si mismos, en todos los puertos y lugares sujetos à la jurisdiccion de uno

1824 with respect to the consignment and sale of their goods and merchandise by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading, and sending off their ships, they being in all these cases to be treated as citizens of the country in which they reside, or at least to be placed on a footing with the subjects or citizens of the most favoured nation.

Art. V. The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, merchandises, or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose, whatever, without allowing to those interested a sufficient indemnification.

Art. VI. Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports, or dominions, of the other, with their vessels, whether merchant or of war, public or private, through strefs of weather, pursuit of pirates, or enemies, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favour and protection for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

Art. VII. All the ships, merchandise, and effects belonging to the citizens of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction or on the high seas, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports, or dominions, of the other, shall be delivered up to the owners, they proving in due and proper form their rights before the competent tribunals; it being well understood that the claim should be made within the term of one year by the parties themselves, their attorneys, or agents of the respective governments.

Art. VIII. When any vessel belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage on the coasts, or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection in the same manner which is usual and cu-

ù otro, asi respecto à las consignaciones y ventas 1824
por mayor y menor de sus efectos y mercaderias, como de la carga, descarga y despacho de sus buques, debiendo en todos estos casos, ser tratados como Ciudadanos del pais en que residan, ó al menos puestos sobre un pie igual con los subditos ó Ciudadanos de las naciones mas favorecidas.

Art. V. Los Ciudadanos de una ù otra parte, no podràn ser embargados ni detenidos con sus embarcaciones, tripulaciones, mercaderias, y efectos comerciales de su pertenencia, para alguna espedicion militàr, usos publicos, ó particulares cualesquiera que sean, sin conceder à los interesados una suficiente indemnizacion.

Art. VI. Siempre que los Ciudadanos de alguna de las partes contratantes se vieren precisados à buscàr refujio, ó asilo en los rios, bahias, puertos, ó dominios de la otra, con sus buques, ya sean mercantes, ó de guerra, publicos ó particulares, por mal tiempo, persecucion de piratas ó enemigos, seràn recibidos y tratados con humanidad, dandoles todo favor y proteccion, para reparar sus buques, procuràr viveres, y ponerse en situacion de continuar su viaje, sin obstaculo ó estorbo de ningun genero.

Art. VII. Todos los buques, mercaderias y efectos pertenecientes a los Ciudadanos de una de las partes contratantes, que sean apresados por piratas, bien sea dentro de los limites de su jurisdiccion, ó en alta mar, y fueren llevados, ó hallados en los rios, radas, bahias, puertos, ó dominios de la otra, seràn entregados à sus dueños, probando estos en la forma propia y debida sus derechos ante los Tribunales competentes; bien entendido que el reclamo ha de hacerse dentro del termino de un año, por las mismas partes, sus apoderados ó Agentes de los respectivos Gobiernos.

Art. VIII. Cuando algun buque perteneciente à los ciudadanos de alguna de las partes contratantes, naufrague, encalle, ó sufra alguna averia, en las costas, ó dentro de los dominios de la otra, se les darà toda ayuda y proteccion, del mismo modo que es uso y costumbre, con los buques de la nacion en

1824 stomary with the vessels of the nation where the damage happens, permitting them to unload said vessel, if necessary, of its merchandises and effects, without exacting for it any duty, impost, or contribution whatever, until they may be exported.

Art. IX. The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament, or otherwise, and their representatives, being citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods, whether by testament or *ab intestato*, and they may take possession thereof, either by themselves or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country, wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases: And if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance, on account of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years to dispose of the same, as they may think proper, and to withdraw the proceeds without molestation, and exempt from all rights of detraction, on the part of the government of the respective States.

Art. X. Both the contracting parties promise and engage, formally to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of the one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary, with the natives or citizens of the country in which they may be; for which they may employ in defence of their rights such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors, as they may judge proper, in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions and sentences of the tribunals, in all cases which may concern them, and likewise at the taking of all examinations and evidence which may be exhibited in the said trials.

donde suceda la averia; permitiendoles descargàr el 1824
dicho buque (si fuere necesario) de sus mercaderias y efectos, sin cobrar por esto hasta que sean esportados, ningun derecho, impuesto ó contribucion.

Art. IX. Los ciudadanos de cada una de las partes contratantes, tendrán pleno podér para disponér de sus bienes personales dentro de la jurisdiccion de la otra, por venta, donacion, testamento, ó de otro modo; y sus representantes, siendo ciudadanos de la otra parte, succederán á sus dichos bienes personales, ya sea por testamento ó *ab intestato*, y podran tomar posecion de ellos, ya sea por si mismos, ó por otros, que obren por ellos, y disponer de los mismos, segun su voluntad, pagando aquellas cargas solamente, que los habitantes del pais en donde estan los referidos bienes, estuvieren sujetos, á pagar en iguales casos. Y si en el caso de bienes raices, los dichos herederos fuesen impedidos de entrár en la posecion de la herencia por razon de su caracter de estrangeros, se les dará el termino de tres años, para disponer de ella como juzguen conveniente, y para estraér el producto sin molestia, y esentos de todo derecho de deduccion, por parte del Gobierno de los respectivos Estados.

Art. X. Ambas partes contratantes se comprometen y obligan formalmente á dar su proteccion especial á las personas y propiedades de los ciudadanos de cada una reciprocamente transeuntes ó habitantes de todas ocupaciones, en los territorios sujetos á la jurisdiccion de una y otra, dejandoles abiertos y libres los Tribunales de justicia, para sus recursos judiciales, en los mismos terminos que son de uso y costumbre para los naturales ó Ciudadanos del pais en que residan; para lo cual, podrán emplear en defensa de sus derechos aquellos Abogados, Procuradores, Escribanos, Agentes, ó Factores que juzguen conveniente, en todos sus asuntos y litigios; y dichos ciudadanos ó Agentes tendrán la libre facultad de estar presentes en las decisiones y sentencias de los Tribunales, en todos los casos que les conciernan, como igualmente al tomar todos los examenes y declaraciones que se ofrezcan en los dichos litigios.

1824 Art. XI. It is likewise agreed that the most perfect and entire security of conscience shall be enjoyed by the citizens of both the contracting parties in the countries subject to the jurisdiction of the one and the other, without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief, so long as they respect the laws and established usages of the country. Moreover, the bodies of the citizens of one of the contracting parties, who may die in the territories of the other, shall be buried in the usual burying grounds, or in other decent and suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

Art. XII. It shall be lawful for the citizens of the United States of America and of the Republic of Colombia to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made, who are the proprietors of the merchandises laden thereon, from any port to the places of those who now are or hereafter shall be at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawful for the citizens aforesaid to sail with the ships and merchandises beforementioned, and to trade with the same liberty and security from the places, ports, and havens, of those who are enemies of both or either party, without any opposition or disturbance whatsoever, not only directly from the places of the enemy, beforementioned, to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power or under several. And it is hereby stipulated, that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing shall be deemed to be free and exempt, which shall be found on board the ships belonging to the citizens of either of the contracting parties, although the whole lading, or any part thereof should appertain to the enemies of either, contraband goods being always excepted. It is also agreed, in like manner, that the same liberty be extended to persons who are on board a free ship, with this effect, that although they be enemies to both or either party, they are not to be taken out of that free ship, un-

Art. XI. Se conviene igualmente en que los 1824
ciudadanos de ambas partes contratantes gozen la mas perfecta y entera seguridad de conciencia en los paises sujetos á la jurisdiccion da una ù otra, sin quedar por ello espuestos á ser inquietados ó molestados en razon de su creencia religiosa, mientras que respeten las leyes y usos establecidos. Ademas de esto, podrán sepultarse los cadaveres de los Ciudadanos de una de las partes contratantes, que fallecieren en los territorios de la otra, en los cementerios acostumbrados, ó en otros lugares decentes, y adecuados, los cuales, serán protejidos contra toda violacion ó trastorno.

Art. XII. Será licito á los Ciudadanos de la Republica de Colombia, y de los Estados-Unidos de America navegár con sus buques, con toda seguridad y libertad, de cualquiera puerto á las plazas ó lugares do los que son ó fueron en adelante enemigos de cualquiera de las dos partes contratantes, sin hacerse distincion de quienes son los dueños de las mercaderias cargadas en ellos. Será igualmente licito á los referidos ciudadanos navegár con sus buques y mercaderias mencionadas y traficár con la misma libertad y seguridad, de los lugares, puertos y enseñadas de los enemigos de ambas partes, ó de alguna de ellas, sin ninguna oposicion, ó disturbio cualquiera, no solo directamente de los lugares de enemigo arriba mencionados á lugares neutros, sino tambien de un lugar perteneciente á un enemigo, á otro enemigo, ya sea que esten bajo la jurisdiccion de una potencia, ó bajo la de diversas. Y queda aqui estipulado, que los buques libres, dan tambien libertad á las mercaderias, y que se ha de considerar libre y esento todo lo que se hallare á bordo de los buques pertenecientes á los Ciudadanos de cualquiera de las partes contratantes, aunque toda la carga ó parte de ella pertenezca á enemigos de una ù otra, eceptuando siempre los articulos de contrabando de guerra. Se conviene tambien del mismo modo, en que la misma libertad se estienda á las personas que se encuentren á bordo de buques libres, con el fin de que aunque dichas personas sean enemigos de ambas partes ó de alguna de ellas, no deban ser estraidos de los buques libres,

1824 less they are officers or soldiers, and in the actual service of the enemies: Provided, however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognise this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.

Art. XIII. It is likewise agreed, that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulation, it shall always be understood that the neutral property found on board such enemy's vessels shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree, that two months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case the goods and merchandises of the neutral, embarked in such enemy's ship, shall be free.

Art. XIV. This liberty of navigation and commerce shall extend to all kinds of merchandises, excepting those only which are distinguished by the name of contraband, and under the name of contraband or prohibited goods, shall be comprehended —

1st. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fuzees, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberds, and granades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms;

2dly. Bucklers, helmets, breast-plates, coats of mail, infantry belts, and clothes made up in the form and for a military use;

á menos que sean oficiales ó Soldados en actual ser- 1824
vicio de los enemigos: á condicion no obstante, y se conviene aqui en esto, que las estipulaciones contenidas en el presente articulo, declarando que el Pabellon cubre la propiedad, se entenderàn aplicables solamente á aquellas potencias que reconocen este principio; pero si alguna de las dos partes contratantes, estuviere en guerra con una tercera, y la otra permaneciese neutral, la bandera de la neutral cubrirá la propiedad de los enemigos, cuyos Gobiernos reconozcan este principio y no de otros.

Art. XIII. Se conviene igualmente que en el caso de que la bandera neutrál de una de las partes contratantes protega las propiedades de los enemigos de la otra en virtud de lo estipulado arriba, deberá siempre entenderse, que las propiedades neutrales encontradas á bordo de tales buques enemigos, han de tenerse y considerarse como propiedades enemigas, y como tales, estaràn sujetas á detencion, y confiscacion; eseptuando solamente aquellas propiedades que hubiesen sido puestas à bordo de tales buques antes de la declaracion de la guerra, y aun despues, si hubiesen sido embarcádas en dichos buques, sin tenèr noticia de la guerra, y se conviene, que pasados dos meses despues de la declaracion, los ciudadanos de una y otra parte no podrán alegàr que la ignoraban. Por el contrario, si la bandera neutral, no protegiese las propiedades enemigas, entonces seràn libres los efectos y mercaderias de la parte neutràl embarcadas en buques enemigos.

Art. XIV. Esta libertad de navegacion y comercio se estenderà a todo genero de mercaderias, eceptuando aquellas solamente, que se distinguen con el nombre de contrabando, y bajo este nombre de *contrabando* ó efectos prohibidos se comprenderán:

1. Cañones, morteros, obuces, pedreros, trabucos, mosquetes, fusiles, rifles, carabinas, pistolas, picas, espadas, sables, lanzas, chuzos, alabardas, y granadas, bombas, polvora, mechas, balas, con las demas cosas correspondientes al uso de estas armas.

2. Escudos, casquetes, corazas, cotas de malla, fornituras, y vestidos hechos en forma, y á usanza militar.

1824 3dly. Cavalry belts, and horses with their furniture.

4thly. And generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brafs, and copper, or of any other materials manufactured, prepared, and formed, exprefsly to make war by sea or land.

Art. XV. All other merchandises and things not comprehended in the articles of contraband explicitly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest manner by both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting only those places which are at that time besieged or blocked up; and, to avoid all doubt in this particular, it is declared that those places only are besieged or blockaded which are actually attacked by a belligerent force capable of preventing the entry of the neutral.

Art. XVI. The articles of contraband, before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high sea on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain, or supercargo of said vessel will deliver up the articles of contraband to the captor, unlefs the quantity of such articles be so great, and of so large a bulk, that they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience; but in this and in all other cases of just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and state port, for trial and judgment according to law.

Art. XVII. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or place belonging to an enemy, without knowing that the same is besieged, blockaded, or invested, it is agreed, that every vessel so circumstanced, may be turned away from such

3. Bandoleras, y caballos junto con sus armas y arneses. 1824

4. Y generalmente toda especie de armas, é instrumentos de hierro, acero, bronce, cobre, y otras materias cualesquiera, manufacturadas, preparadas, y formadas espresamente para hacér la guerra por mar, ó tierra.

Art. XV. Todas las demas mercaderias, y efectos no comprendidos en los articulos de contrabando esplicitamente enumerados, y clasificados en el articulo anterior, serán tenidos, y reputados por libres, y de licito y libre comercio, de modo, que ellos puedan sér transportados, y llevados de la manera mas libre, por los ciudadanos de ambas partes contratantes, aun á los lugares pertenecientes à un enemigo de una ù otra, eceptuando solamente aquellos lugares ó plazas, que estàn al mismo tiempo sitiadas ó bloqueadas: y para evitar toda duda en el particulàr, se declaran sitiadas ó bloqueadas àquellas plazas, que en la actualidad estuviesen átacadas por una fuerza de un beligerante capaz de impedir la entrada del neutral.

Art. XVI. Los articulos de contrabando antes enumerados y clasificados, que se hallen en un buque destinado à puerto enemigo estarán sujetos à detencion y confiscacion; dejando libre el resto del cargamento y el buque, para que los dueños puedan disponér de ellos como lo crean conveniente. Ningun buque de cualquiera de las dos Naciones, será detenido, por tenér à bordo articulos de contrabando, siempre que el Maestre, Capitan, ó Sobrecargo de dicho buque quiera entregàr los articulos de contrabando al apresador, à menos que la cantidad de estos articulos sea tan grande y de tanto volumen, que no puedan sér recibidos à bordo del buque apresadór, sin grandes inconvenientes; pero en este, como en todos los otros casos de justa detencion, el buque detenido será enviado al puerto mas immediato, comodo, y seguro, para ser juzgado y sentenciado conforme à las leyes.

Art. XVII. Y por cuanto frecuentemente sucede que los buques navegan para un puerto ó lugàr perteneciente à un enemigo, sin saber que aquel esté sitiado, bloqueda ó envestido, se conviene en que todo buque en estas circumstancias se pueda hacer

1824 less they are officers or soldiers, and in the actual service of the enemies: Provided, however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognise this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.

Art. XIII. It is likewise agreed, that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulation, it shall always be understood that the neutral property found on board such enemy's vessels shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree, that two months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case the goods and merchandises of the neutral, embarked in such enemy's ship, shall be free.

Art. XIV. This liberty of navigation and commerce shall extend to all kinds of merchandises, excepting those only which are distinguished by the name of contraband, and under the name of contraband or prohibited goods, shall be comprehended —

1st. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fuzees, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberds, and granades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms;

2dly. Bucklers, helmets, breast-plates, coats of mail, infantry belts, and clothes made up in the form and for a military use;

volver de dicho puerto, ó lugar; pero no serà dete- 1824
nido, ni confiscado parte alguna de su cargamento, no siendo contrabando; à menos que despues de la intimacion de semejante bloqueo ó ataque, por el comandante de las fuerzas bloqueadoras, intentase otra vez entrar; pero le serà permitido ir à qualquiera otro puerto ó lugar que juzque conveniente. Ni ningun buque de una de las partes, que haya entrado en semejante puerto, ó lugar, antes que estuviese sitiado, bloqueado, ó investido por la otra, sera impedido de dejar el tal lugar con su cargamento, ni si fuere hallado alli despues de la rendicion y entrega de semejante lugàr, estarà el tal buque ó su cargamento sujeto à confiscacion, sino que seràn restituidos à sus dueños.

Art. XVIII. Para evitar todo genero de desorden en la visita, y examen de los buques y cargamentos de ambas partes contratantes en alta mar, han convenido mutuamente, que siempre que un buque de guerra, publico ó particular se emontrase con un neutral de la otra parte contratante, el primero permanecerà fuera de tiro de cañon, y podrà mandàr su bote, con dos ó tres hombres solamente, para ejecutàr el dicho examen de los papeles concernientes à la propiedad y carga del buque, sin ocasionàr la menor estorcion, violencia ó mal tratamiento, por lo que los comandantes del dicho buque armado seràn responsables, con sus personas y bienes; à cuyo efecto los comandantes de buques armados, por cuenta de particulares, estaràn obligados antes de entregarseles sus comisiones ó patentes, à dar fianza suficiente para respondér de los perjuicios que causen. Y se ha convenido espresamente, que en ningun caso se exigira à la parte neutràl, que vaya à bordo del buque examinadór con el fin de exibir sus papeles, ó para cualquiera otro objeto sea el que fuere.

Art. XIX. Para evitar toda clase de vejamen y abuso en el examen de los papeles relativos à la propiedad de los buques pertenecientes à los ciudadanos de las dos partes contratantes, han convenido y convienen, que encaso de que una de ellas estuviere en guerra, los buques, y bajeles pertenecientes à los ciudadanos de la otra, seran provistos con letras de

1824 letters or passports, expressing the name, property and bulk of the ship, as also the name and place of habitation of the master or commander of said vessel, in order that it may thereby appear, that the ship really and truly belongs to the citizens of one of the parties; they have agreed that such ships being laden, besides the said sea-letters or passports, shall also be provided with certificates containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known whether any forbidden or contraband goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form; without which requisites, said vessel may be detained to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize, unless the said defect shall be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

Art. XX. It is further agreed, that the stipulations above expressed relative to the visiting and examination of vessels, shall apply only to those which sail without convoy; and when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honour, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries — and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

Art. XXI. It is further agreed, that in all cases the established courts for prize causes, in the country to which the prizes may be conducted, shall alone take cognisance of them. And whenever such tribunal of either party shall pronounce judgment against any vessel or goods, or property claimed by the citizens of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives on which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or agent of said vessel, without any delay, he paying the legal fees for the same.

màr, ó pasaportes, espresando el nombre, propiedad 1824
y tamaño del buque, como tambien el nombre y lugar de la residencia del Maestre, ó Comandante, à fin de que se vea que el buque, real y verdaderamente pertenece à los ciudadanos de una de las partes; y han convenido igualmente, que estando cargados los espresados buques, ademas de las letras de mar, ó pasaportes, estaràn tambien provistos de certificatos, que contengan los por menores del cargamento, y el lugar de donde salió el buque, para que asi pueda saberse, si hay à su bordo algunos efectos prohibidos ó de contrabando, cuyos certificatos seràn hechos per los oficiales del lugár de la procedencia del buque, en la forma acostumbrada, sin cuyos requisitos el dicho buque puede ser detenido, para ser juzgado por el Tribunal competente, y puede ser declarado buena presa, á menos que satisfagan, ó suplan el defecto con testimonios enteramente equivalentes.

Art. XX. Se ha convenido ademas, que las estipulaciones anteriores, relativas al examen y visita de buques, se aplicarán solamente á los que navegan sin conboy y que cuando los dichos buques estuvieren bajo de conboy, será bastante la declarácion verbal del Comandante del conboy, bajo su palabra de honór, de que los buques que están bajo su proteccion pertenecen á la nacion, cuya bandera llevan, y cuando se dirijen á un puerto enemigo, que los dichos buques no tienen á su bordo articulos de contrabando de guerra.

Art. XXI. Se ha convenido ademas, que en todos los casos que ocurran, solo los Tribunales establecidos para causas de presas, en el pais á que las presas sean conducidas, tomarán conocimiento de ellas. Y siempre que semejante Tribunal de cualquiera de las partes, pronunciase sentencia contra algun buque, ó efectos, ó propiedad reclamado por los Ciudadanos de la otra parte, la sentencia ó decrèto harà mencion de las razones ó motivos en que aquella se haya fundado, y se entregará sin demora alguna al comandante ó Agente de dicho buque, si lo solicitase, un testimonio autentico de la sentencia, ó decreto, ó de todo el proceso, pagando por el los derechos legales.

1824 port or place, but shall not be detained, nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unlefs, after warning of such blockade or investment from the commanding officer of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place she shall think proper. Nor shall any vessel of either, that may have entered into such port before the same was actually besieged, blockaded or invested, by the other, be restrained from quitting such place with her cargo, nor if found therein after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof.

Art. XVIII. In order to prevent all kind of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed mutually, that whenever a vessel of war, public or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain out of cannon shot, and may send its boat with two or three men only in order to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill treatment, for which the commanders of the said armed ships shall be responsible with their persons and property; for which purpose the commanders of said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damages they may commit. And it is exprefsly agreed that the neutral party shall in no case be required to go on board the examining vessel, for the purpose of exhibiting her papers, or for any other purpose whatever.

Art. XIX. To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the two contracting parties, they have agreed, and do agree, that in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens of the other must be furnished with sea-

Art. XXII. Siempre que una de las partes con- 1824
tratantes estuviere empeñada en guerra, con otro Estado, ningun Ciudadano de la otra parte contratante aceptará una comision ó letra de marca para el objeto de ayudár ó co-operar hostilmente con el dicho enemigo, contra la dicha parte que esté asi en guerra, bajo la pena de ser tratado como pirata.

Art. XXIII. Si por alguna fatalidad, que no puede esperarse, y que Dios no permita, las dos partes contratantes se viesen empeñadas en guerra una con otra, han convenido y convienen de ahora para entonces, que se concederá el termino de seis meses á los comerciantes residentes en las costas y en los puertos de entrambas, y el termino de un año á los que habitan en el interior, para arreglár sus negocios, y transportár sus efectos á donde quieran, dandoles el salvo conducto necesario para ello, que les sirva de suficiente proteccion hasta que lleguen al puerto que designen. Los Ciudadanos de otras ocupaciones, que se hallen establecidos en los territorios ó dominios de la Republica de Colombia, ó los Estados-Unidos de America, serán respetados, y mantenidos en el pleno goze de su libertad personal y propiedad, á menos que su conducta particular les haga perdér esta proteccion, que en consideracion á la humanidad, las partes contratantes se comprometen á prestarles.

Art. XXIV. Ni las deudas contraidas por los individuos de una Nacion, con los individuos, de la otra, ni las acciones ó dineros, que puedan tenér en los fondos publicos, ó en los bancos publicos, ó privados, serán jamas secuestrados ó confiscados en ningun caso de guerra, ó diferencia nacional.

Art. XXV. Deseando ambas partes contratantes, evitár toda diferencia, relativa á etiqueta en sus comunicaciones, y correspondencias diplomaticas han convenido asi mismo, y convienen en conceder á sus Enviados, Ministros, y otros Agentes Diplomaticos, los mismos favores, inmunidades, y esenciones de que gozan, ó gozaren en lo venidero los de las naciones mas favorecidas, bien entendido que cualquier favór, inmunidad ó privilegio, que la Republica de Colombia ó los Estados-Unidos de America, tengan

1824 ters and public agents of any other power, shall by the same act be extended to those of each of the contracting parties.

Art. XXVI. To make more effectual the protection which the United States and the Republic of Colombia shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to receive and admit consuls and vice-consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them all the rights, prerogatives, and immunities, of the consuls and vice-consuls of the most favoured nation; each contracting party, however, remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such consuls may not seem convenient.

Art. XXVII. In order that the consuls and vice-consuls of the two contracting parties may enjoy the rights, prerogatives, and immunities, which belong to them, by their public character, they shall, before entering on the exercise of their functions, exhibit their commission or patent in due form to the government to which they are accredited; and having obtained their *Exequatur*, they shall be held and considered as such by all the authorities, magistrates, and inhabitants, in the consular district in which they reside.

Art. XXVIII. It is likewise agreed, that the consuls, their secretaries, officers, and persons attached to the service of consuls, they not being citizens of the country in which the consul reides, shall be exempt from all public service, and also from all kind of taxes, imposts, and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce, or their property, to which the citizens and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside are subject, being in every thing besides subject to the laws of the respective states. The archives and papers of the consulates shall be respected inviolably, and under no pretext whatever shall any magistrate seize, or in any way interfere with them.

por conveniente dispensár á los Enviados, Ministros, 1824
y Agentes Diplomaticos de otras Potencias, se haga por el mismo hecho estensivo á los de una y otra de las partes contratantes.

Art. XXVI. Para hacér mas efectiva la proteccion, que la Republica de Colombia, y los Estados-Unidos de America, darán en adelante á la navegacion y comercio de los ciudadanos de una y otra, se convienen en recibir y admitir Consules, y Vice Consules en todos los puertos abiertos al comercio estrangero, quienes gozarán en ellos todos los derechos, prerogativas é inmunidades de los Consules, y Vice Consules de la nacion mas favorecida, quedando no obstante en liberatad cada parte contratante, para eceptuar aquellos puertos y lugares en que la admision y residencia de semejantes Consules, y Vice Consules no parezca conveniente.

Art. XXVII. Para que los Consules, y Vice Consules de las dos partes contratantes, puedan gozar los derechos, prerogativas, é inmunidades, que les correspoden por su caracter publico, antes de entrár en el ejercicio de sus funciones, presentarán su comision ó patente en la forma debida, al Gobierno con quien esten acreditados, y habiendo obtenido el *exequatur*, serán tenidos, y considerados como tales, por todas las autoridades, majistrados y habitantes del distrito Consular en que residan.

Art. XXVIII. Se ha convenido igualmente, que los Consules, sus Secretarios, officiales y personas agregadas al servicio de los consulados (no siendo estas personas ciudadanos del pais en que el Consul reside) estarán esentos de todo servicio publico, y tambien de toda especie de pechos, impuestos, y contribuciones, eceptuando aquellas que esten obligados á pagar por razon de comercio, ó propiedad, y á las cuales estàn sujetos los Ciudadanos, y habitantes naturales, y estrangeros del pais en que residen, quedando en todo lo demas, sujetos a las leyes de los respectivos Estados. Los archivos y papeles de los consulados serán respetados inviolablemente, y bajo ningun pretesto los ocupará magistrado alguno, nit endra en ellos ningun intervencion.

1824 Art. XXIX. The said consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country for the arrest, detention, and custody of deserters from the public and private vessels of their country, and for that purpose they shall address themselves to the courts, judges, and officers competent, and shall demand the said deserters in writing, proving by an exhibition of the registers, of the vessel's or ship's roll, or other public documents, that those men were part of the said crews; and on this demand, so proved, (saving, however, where the contrary is proved,) the delivery shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be put at the disposal of the said consuls, and may be put in the public prisons at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.

Art. XXX. For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon hereafter as circumstances will permit them, to form a consular convention, which shall declare specially the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties.

Art. XXXI. The United States of America and the Republic of Colombia, desiring to make as durable as circumstances will permit, the relations which are to be established between the two parties by virtue of this treaty, or general convention of peace, amity, commerce, and navigation, have declared solemnly, and do agree to the following points:

1st. The present treaty shall remain in full force and virtue for the term of twelve years, to be counted from the day of the exchange of the ratifications, in all the parts relating to commerce and navigation; and in all those parts which relate to peace and friendship, it shall be permanently and perpetually binding on both powers.

Art. XXIX. Los dichos Consules tendrán podér 1824
de requerir el auxilio de las autoridades locales, para la prision, detencion y custodia de los desertores de buques, publicos y particulares de su pais, y para este objeto se dirigirán á los Tribunales, Jueces, y oficiales competentes, y pedirán los dichos desertores por escrito, probando por una presentacion de los registros de los buques, rol del equipage, ù otros documentos publicos, que aquellos hombres eran parte de las dichas tripulaciones, y á esta demanda asi probada (menos no obstante cuando se probare lo contrario) no se reusará la entrega. Semejantes desertores, luego que sean arrestados, se pondran á disposicion de los dichos Consules, y puedan ser depositados en las prisiones publicas, a solicitud y espensas de los que los reclamen, para ser enviados à los buques á que corresponden, ó á otros de la misma nacion. Pero si nó fueren mandados dentro de dos meses contados des de el dia de su arresto, serán puestos en libertad, y no volverán a ser presos por la misma causa.

Art. XXX. Para protegér mas efectivamente su comercio y navegacion, las dos partes contratantes se convienen en formar luego que las circumstancias lo permitan, una Convencion Consulár, que declare mas especialmente los poderes é inmunidades de los Consules y Vice Consules de las partes respectivas.

Art. XXXI. La República de Colombia y los Estados-Unidos de America, deseando hacer tan duraderas y firmes, como las circumstancias lo permitan las relaciones que han de establecerse entre las dos Potencias, en virtud del presente tratado ó convencion general de paz, amistad, navigacion y comercio, han declarado solennemente y convienen en los puntos siguientes:

1. El presente tratado permanecerá en su fuerza y vigor por el termino de doze años contados desde el dia del cange de las ratificaciones, en todos los puntos concernientes à comercio y navegacion, y en todos los demas puntos que se refieren á paz y amistad, serà permanente, y perpetuamente obligatorio para ambas potencias.

1824 ters and public agents of any other power, shall by the same act be extended to those of each of the contracting parties.

Art. XXVI. To make more effectual the protection which the United States and the Republic of Colombia shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to receive and admit consuls and vice-consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them all the rights, prerogatives, and immunities, of the consuls and vice-consuls of the most favoured nation; each contracting party, however, remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such consuls may not seem convenient.

Art. XXVII. In order that the consuls and vice-consuls of the two contracting parties may enjoy the rights, prerogatives, and immunities, which belong to them, by their public character, they shall, before entering on the exercise of their functions, exhibit their commission or patent in due form to the government to which they are accredited; and having obtained their *Exequatur*, they shall be held and considered as such by all the authorities, magistrates, and inhabitants, in the consular district in which they reside.

Art. XXVIII. It is likewise agreed, that the consuls, their secretaries, officers, and persons attached to the service of consuls, they not being citizens of the country in which the consul reides, shall be exempt from all public service, and also from all kind of taxes, imposts, and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce, or their property, to which the citizens and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside are subject, being in every thing besides subject to the laws of the respective states. The archives and papers of the consulates shall be respected inviolably, and under no pretext whatever shall any magistrate seize, or in any way interfere with them.

2. Si alguno, ó algunos de los Ciudadanos de una ù otra parte infringiesen alguno de los articulos contenidos en el presente tratado, dichos ciudadanos serán personalmente responsables, sin que por esto se interrumpa la harmonia y buena correspondencia entre las dos Naciones, comprometiendose cada una á no protegér de modo alguno al ofensor, ó sanctionár semejante violacion. 1824

3. Si (lo que á la verdad no puede esperarse) desgraciadamente, alguno de los articulos contenidos en el presente tratado, fuesen en alguna otra manera violados, ó infringidos, se estipula espresamente que ninguna de las dos partes contratantes, ordenará, ó autorizará ningunos actos de represalia, ni declarará la guerra contra la otra por quejas de injurias, ó daños basta que la parte que se crea ofendida, haya antes presentado á la otra una esposicion de aquellas injurias, ó daños, verificada con pruebas y testimonios competentes, exigiendo justicia y satisfaccion, y esto haya sido negado, ó diferido sin razon.

4. Nada de cuanto se contiene en el presente tratado, se construirá sin embargo, ni obrará, en contra de otros tratados publicos anteriores, y existentes con otros soberanos ó Estados.

El presente tratado de paz, amistad, navegacion, y comercio, será ratificado por el Presidente ó Vice Presidente de la republica de Colombia, encargado del poder Ejecutivo con consentimiento y aprobacion del Congreso de la misma, y por el Presidente de los Estados-Unidos de America, con consejo, y consentimiento del Senado de los mismos; y las ratificaciones serán cangeadas en la Ciudad de Washington dentro de ocho meses contados desde este dia ó antes si fuese posible.

En fe de lo cual nosostros los Plenipotenciarios de la Republica de Colombia, y de los Estados-Unidos de America hemos firmado y sellado las presentes.

Dada en la Ciudad de Bogota el dia tres de Octubre del año del Señor mil ocho cientos veinticuatro, decimo cuarto de la independencia de la Republica de Colombia y cuadragesimo nono de la de los Estados-Unidos de America. Firmado,

PEDRO GUAL.
RICHARD CLOUGH ANDERSON.

(Les ratifications ont été échangées à Washington le 27 Mai 1825.)

181.

1824 *Convention entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la Russie, concernant la navigation de l'océan pacifique et les établissemens à former sur la côte nord-ouest d'Amérique, signée à Petersbourg le 17 Avril* 1824.

(*Acts passed at the second session of the eighteenth congrefs of the United States* p. 109.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité!

Le Président des Etats-unis d'Amérique, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, voulant cimenter les liens d'amitié qui les unissent, et assurer entre eux le maintien invariable d'un parfait accord, moyennant la présente convention, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir: Le Président des Etats-unis d'Amérique, le Sieur Henry Middleton, citoyen des dits états, et leur envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale: et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ses amés et féaux les Sieurs Charles Robert Comte de Nesselrode, conseiller privé actuel, membre du conseil d'état, secrétaire d'état dirigeant le ministère des affaires étrangères, chambellan actuel, chevalier de l'ordre de St. Alexandre Nevsky, grand croix de l'ordre de St. Wladimir de la 1re classe, chevalier de celui de l'Aigle blanc de Pologne, grand croix de l'ordre de St. Etienne d'Hongrie, chevalier des ordres du St. Esprit et de St. Michael et grand croix de celui de la Legion d'Honneur de France, chevalier grand croix des ordres de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge de Prusse, de l'Annonciade de Sardaigne, de Charles III. d'Espagne, de St. Ferdinand et du mérite de Naples, de l'Eléphant de Danemarc,

de l'Etoile Polaire de Suède, de la Couronne de 1824
Wurtemberg, des Guelphes de Hanovre, du Lion Belge, de la Fidelité de Bade, et de St. Constantin de Parme: et Pierre de Poletica, conseiller d'état actuel, chevalier de l'ordre de St. Anne de la 1re classe, et grand croix de l'ordre de St. Wladimir de la seconde; lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les stipulations suivantes:

Art. I. Il est convenu que dans aucune partie du grand océan, appelé communément océan pacifique ou mer du sud, les citoyens ou sujets respectifs des hautes puissances contractantes ne seront ni troublés, ni gênés soit dans la navigation, soit dans l'exploitation de la pêche, soit dans la faculté d'aborder aux côtes sur des points qui ne seroient pas déjà occupés, afin d'y faire le commerce avec les indigènes, sauf toutefois les restrictions et conditions déterminées par les articles qui suivent.

Art. II. Dans la vue d'empêcher que les droits de navigation et de pêche exercées sur le grand océan par les citoyens et sujets des hautes puissances contractantes ne deviennent le prétexte d'un commerce illicite, il est convenu, que les citoyens des Etats-unis n'aborderont à aucun point où il se trouve un établissement russe, sans la permission du gouverneur ou commandant; et que réciproquement les sujets russes ne pourront aborder sans permission à aucun établissement des Etats-Unis sur la côte nord ouest.

Art. III. Il est convenu en outre, que dorénavant il ne pourra être formé par les citoyens des Etats-Unis, ou sous l'autorité des dits états, aucun établissement sur la côte nord ouest d'Amérique, ni dans aucune des îles adjacentes *au nord* du cinquante quatrième degré et quarante minutes de latitude septentrionale; et que de même il n'en pourra être formé aucun par des sujets russes, ou sous l'autorité de la Russie, *au sud* de la même parallèle.

Art. IV. Il est néanmoins entendu que pendant un terme de dix années à compter de la signature de la présente convention, les vaisseaux de deux puissances, ou qui appartiendroient à leurs citoyens ou

1824 sujets respectifs, pourront reciproquement frequenter, sans entrave quelconque, les mers interieurs, les golfes, havres et criques sur la côte mentionée dans l'article précédent, afin d'y faire la pêche et le commerce avec les naturels du pays.

Art. V. Sont toutefois exceptées de ce même commerce accordé par l'article précédent, toutes les liqueurs spiritueuses, les armes à feu, armes blanches, poudre, et munitions de guerre de toute espèce, que les deux puissances s'engagent réciproquement à ne pas vendre, ni laisser vendre aux indigènes par leurs citoyens et sujets respectifs, ni par aucun individu qui se trouveroit sous leur autorité. Il est également stipulé que cette restriction ne pourra jamais servir de prétexte, ni être alleguée dans aucun cas, pour autoriser soit la visite ou la détention des vaisseaux, soit la saisie de la marchandise, soit enfin des mesures quelconques de contrainte envers les armateurs ou les equipages qui feroient ce commerce; les hautes puissances contractantes s'étant réciproquement reservé de statuer sur les peines à encourir, et d'infliger les amendes encourues en cas de contravention à cet article, par leurs citoyens ou sujets respectifs.

Art. VI. Lorsque cette convention aura été duement ratifiée par le Président des Etats-Unis de l'avis et du consentement du Sénat, d'une part, et de l'autre par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, les ratifications en seront échangées à Washington dans le délai de dix mois de la date ci-dessous ou plutôt si faire se peut. — En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont fait apposer les cachets de leurs arms.

Fait à St. Petersbourg le $\frac{17}{5}$ Avril de l'an de grâce mil huit cent vingt quatre.

Henry Middleton.

Le Comte Charles Nesselrode.

Pierre de Poletica.

(Les ratifications ont été échangées à Washington le 11 Janvier 1825.)

182.

Acte d'abdication de Dom Pedro comme Roi de Portugal, signé à Rio Janeiro le 2 Mai 1826. 1826

(*Le Moniteur universel* 1826. 9 Juin. No. 173. *Journal de Francfort* 1826. 26 Juin. No. 177.)

D. Pedro, par la grâce de Dieu, Roi de Portugal et des Algarves, d'outre-mer en Afrique, seigneur de Guinée, de la conquestre, navigation et commerce d'Ethiopie, Arabie, Perse et de l'Inde etc. etc.

Fait savoir à tous mes sujets portugais, qu'étant incompatible avec les intérêts de l'empire du Brésil et à ceux du royaume de Portugal que je continue à être Roi de Portugal, des Algarves et de ses domaines, et voulant de tout mon pouvoir rendre ces états heureux: J'ai jugé à propos, de mon propre mouvement, et de ma propre volonté, d'abdiquer et céder tous les droits indisputables et incontestables que j'ai à la couronne de la monarchie portugaise et à la souveraineté de ces mêmes royaumes, dans la personne de ma très-aimée, estimée, fille chérie, la princesse du Grand-Para, Donna Maria da Gloria; afin que comme reine régnante, elle les gouverne d'une manière indépendante de cet empire, et par la constitution que j'ai jugé à propos de décréter, octroyer et faire jurer par ma *Carta de Lei* du 23 Avril de l'année courante: et en outre, il me plait de déclarer, que ma susdite fille reine régnante de Portugal ne sortira pas de l'empire du Brésil jusqu'à ce que je sache officiellement qu'on aura prêté serment à la constitution, conformement à ce que j'ai ordonné, et avant que les fiançailles de l'union que je pretends lui faire contracter avec mon très-aimé et très-estimé frère, l'infant D. Michel aient eu lieu, et que le mariage ait été conclu. Et mon abdication et cession ne s'effectueront pas si une de ces deux conditions manquoit. C'est pourquoi, j'ordonne à toutes les autorités auxquelles la connoissance de ma présente *Carta de Lei* appartiendra,

1826 qu'elles la fassent publier, afin que ma présente délibération soit connue de tous mes sujets portugais; que la régence de mes susdits royaumes l'ait ainsi entendu et la fasse imprimer, publier de la manière la plus authentique, pour qu'on exécute entièrement ce qu'elle contient; et elle aura la même force qu'une ordonnance passée en chancellerie, quoiqu'elle ne le soit pas, pour cause d'une ordonnance contraire, bien qu'elle reste en vigueur, non obstant le manque de contre-seing et autres formalités d'usage dont également il me plait de dispenser.

Donné au palais de Rio-Janéiro, le 2 Mai de l'an de la naissance de N. S. J. C. 1826.

Le Roi.

183.

Convention entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, concernant la détermination des limites entre la Norvège et la Russie, faite et conclue à St. Petersbourg le $\frac{14}{2}$ Mai 1826, et ratifiée à Stockholm le 27 Mai, et à St. Petersbourg le $\frac{1 \text{ Juillet}}{19 \text{ Juin}}$ de la même année.

(*D'après la copie officielle, publiée à Stockholm,* tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1826.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, également animés du desir de faire regner dans tous les rapports entre Leurs sujets respectifs cette bonne intelligence,

si conforme aux relations d'amitié et de bon voisi- 1826
nage, qui unissent Leurs augustes cours; voulant en conséquence prévenir les collisions, auxquelles a pu donner lieu jusqu'ici l'absence d'une délimitation précise entre la Norvège et la Russie, dans les districts Lapons connus sous la dénomination de *Fœlleds districter* (districts communs); ont résolu de régler, par une démarcation, fondée sur le principe des convenances réciproques, les limites, qui sépareront dorénavant Leurs possessions respectives dans les districts susmentionnés, ainsi que les relations limitrophes des communes Laponnes qui les habitent. A cet effet, après avoir envoyé sur les lieux des commissaires, qui ont pris connoissance de l'état de choses actuellement existant, et qui ont levé une carte topographique des districts appelés *Fœlleds-districter*, Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Nicolas Frédéric Baron de Palmstierna, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, son aide de camp général, colonel dans ses armées, chambellan, porte étendart de ses ordres, commandeur de l'ordre de l'Etoile Polaire et chevalier de celui de l'Epée, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le Sieur Charles Robert Comte de Nesselrode, Son conseiller privé actuel et chambellan actuel, membre du conseil de l'empire, secrétaire d'état dirigeant le ministère des affaires étrangères, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky, de St. Wladimir de la 1re classe, de l'Aigle blanc de Pologne, chevalier de l'ordre des Séraphins de Suède et de plusieurs d'autres, lesquels, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Le traité, conclu entre la Suède et le Dannemarc en 1751, ayant déterminé la ligne de frontière, qui devoit séparer la Suède et la Norvège, cette ligne est maintenue expressément, en autant qu'elle sert aujourd'hui de limite entre le royaume de Norvège et le Grand-Duché de Finlande, c'est à dire, depuis l'endroit, où commence la nouvelle frontière, tracée par l'acte de démarcation du $\frac{20}{8}$ Novembre 1810, jusqu'au point appelé Kolmisoive-Madakjetsa.

1826 Art. II. A partir de ce point jusqu'à la rivière de Paswig (ou Pasrek), la frontière, qui sépare la Norvège du territoire Russe, restera la même, qui a existé jusqu'à présent entre les districts appelés *Fœlleds Districter*, et la Russie, de sorte que de Kolmisoiwe Madakjetsa elle passera par les montagnes Rejsa-Gora et Rejsa-Oive jusqu'à Gelsomio.

De là il suivra le cours du Paswig (ou Pasrek) et les lacs qu'il forme jusqu'à l'église construite sur la rive gauche de cette rivière sous l'invocation des Saints Boris et Gleb, laquelle église appartiendra à la Russie avec un rayon d'une verste à l'entour.

A la distance d'une verste au nord de cette église, la frontière traversera le Paswig, se dirigera vers le sudest sur le petit lac, où le Lax-Elf prend sa source, et de là, vers le point où le Jacobs-elf (Woriema) est formé par le confluent de trois petits ruisseaux. La ligne de démarcation suivra ensuite le Jacobs-elf, jusqu'à son embouchure dans la mèr glaciale près de Jacobs-Wik.

Partout où les rivières de Pasvig et de Jacobs-Elf formeront la limite entre la Norvège et la Russie, c'est le chénal de ces eaux, qui devra servir de ligne de demarcation.

Dans les lacs formés par la rivière de Pasvig, la ligne passera par le milieu, en suivant celle de la plus grande profondeur des eaux.

Tous les ilots, situés à l'est de cette ligne dans les dites rivières, comme dans les lacs que forme le Paswig, appartiendront à la Russie, et ceux à l'ouest de la même ligne, appartiendront à la Norvège.

Art. III. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège renonce à perpétuité, pour elle et pour ses successeurs, à toutes prétentions, qui ont pu être formées anciennement par la couronne de Norvège sur les territoires quelconques, situés du côté de la Russie au de là de la ligne de démarcation, fixée par le présent acte.

Sa Majesté renonce également au droit exercé précédemment par la Norvège, de prélever un tribut des Lapons Russes domiciliés dans cette partie des

Fœlleds Districter, qui par le présent partage, est 1826
definitivement réunis à l'empire de Russie.

Art. IV. Immédiatement après la ratification de la présente convention, des commissaires, nommés de part et d'autre et accompagnés d'un nombre suffisant d'ouvriers, se rendront sur les lieux pour tracer la ligne de démarcation, telle qu'elle a été stipulée à l'article second et pour faire construire les colonnes destinées à indiquer cette ligne.

Le travail de ces commissaires devra être achevé dans le courant de l'été de 1826. Les autorités locales de Wadsöe et de Kola auront à leur prêter à cet effet toute aide et assistance.

Art. V. Il sera reservé aux familles norvégiennes habitant le territoire, qui à la suite de cette délimitation, doit tomber définitivement en partage à la Russie, de même qu'aux familles russes qui passent sous la domination norvégienne, la faculté de rester dans leurs domiciles actuels ou de s'établir sur le territoire de l'autre puissance. Il leur est accordé à cet effet un délai de trois ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, pour vendre leurs propriétés ou les transporter ailleurs, sans que ces familles soient soumises à cette occasion à un droit de détraction ou une autre redévance quelconque.

Art. VI. Les Lapons russes, qui par cette délimitation se trouveront soumis au gouvernement norvégien, et les Norvégiens ou Lapons norvégiens, qui se trouveront soumis au gouvernement russe, conserveront dans tous les cas le libre exercice de leur culte.

Il sera permis aux familles russes, établies sur le territoire norvégien, de fréquenter, comme par le passé, l'église des Saints Boris et Gleb, à charge de contribuer, pour autant qu'elles l'auroient fait jusqu'à présent, à l'entretien des desservans de cette église.

De même les familles norvégiennes, qui demeureroient établies sur le territoire russe, jouiront de la permission de fréquenter les églises norvégiennes, en contribuant à l'entretien du clergé pour autant qu'elles l'auroient fait jusqu'à présent, et aussi longtems qu'il n'y aura pas sur le territoire russe, à la proxi-

1826 mité de leurs habitations, une église ou chapelle où elles pourront suivre le culte divin selon le rit de leur confession.

Art. VII. Les familles norvégiennes et russes, qui par cette délimitation se trouveront soumises à l'un des deux gouvernemens, conserveront pendant l'espace de six ans, la faculté de se rendre sur le territoire de l'autre, pour y faire la pêche et la chasse, comme par le passé, en se conformant toutefois aux réglemens de police intérieure et de douanes.

Cette disposition n'empêchera pas que de nouveaux habitans norvégiens ou russes, qui viendroient se domicilier dans ces districts, les exploitent également selon leurs convenances et leurs besoins. Mais ces nouveaux habitans devront se restreindre dans les limites du territoire appartenant dorénavant à la puissance, dont ils seroient sujets, et ils ne pourront dans aucun cas participer à la faculté accordée aux indigènes de ces districts, de faire la chasse et la pêche sur le territoire de l'autre puissance.

Pour prévenir tout abus, les autorités locales auront soin de remettre aux individus de leur compétence respective, qui jouiront de cette faculté, une permission par écrit, qu'ils produiront en cas de besoin, afin d'être protégés dans l'exercice du droit qui leur est accordé par le présent article.

De part et d'autre les dites autorités se communiqueront la liste des familles actuellement établies dans ces districts, et celle des individus y appartenant, qui auront obtenu de pareils permis.

Les stipulations du présent article n'étant dictées, que par la sollicitude des hautes puissances contractantes pour le bien-être de leurs sujets respectifs, habitans indigènes des districts en question, elles se réservent, avant l'expiration du terme de six ans, de prendre en considération, si et jusqu'à quel point ces stipulations ont repondu à leurs intentions bienveillantes, et de convenir alors, soit du maintien ultérieur du droit temporairement accordé aux susdits habitans, soit de son entière suppression. Si, à l'expiration du terme de six ans, il n'avoit été rien arrêté à cet égard, les indigènes des districts en

question cesseront de jouir du droit de faire la pêche 1826
et la chasse sur territoire étranger.

Art. VIII. Afin de prévenir désormais les différends auxquels a donné lieu la communauté des pâturages entre les habitans limitrophes, il sera interdit expressément aux Lapons norvégiens et aux Lapons russes, qui par ce partage se trouveront soumis à l'une ou l'autre des hautes puissances contractantes, de continuer à faire paître leurs troupeaux de rennes et autres sur le territoire qui aura cessé de leur appartenir en commun.

Toute contravention à cette défense sera portée à la connoissance du magistrat de qui relève le coupable. Celui ci sera, après la vérification du fait, condamné à une amende proportionnée à la gravité du délit et payable au profit de la commune dont le territoire aura été violé.

Cependant il est entendu, que les rennes et autres animaux domestiques, qui par hasard auroient pu s'égarer et passer sur le territoire étranger, seront remis sans aucune difficulté à leurs propriétaires.

Art. IX. La navigation, le flottage du bois, et la pêche dans le Jacobs-Elf, et dans toute cette partie du Paswig, qui forme la limite des deux états, sont également libres aux sujets de l'un et de l'autre. Il sera permis à tout bâteau de prendre terre à l'une et l'autre rive, aussi souvent que ce sera nécessaire pour la sureté de la navigation, le halage des bâteaux, ou le flottage du bois qui descend la rivière, sans qu'à ces occasions il soit prélevé un droit, ou qu'il soit fait une molestation quelconque aux propriétaires.

La navigation du Paswig, (ou Pasrek) là où cette rivière passe devant l'église des Saints Boris et Gleb, et où, sur une distance de deux werstes, ses deux rives appartiendront à la Russie, n'en sera pas moins libre aux sujets norvégiens, qui pourront également faire descendre par cette partie de la rivière le bois coupé dans l'intérieur de leurs districts, sans qu'il leur soit fait aucun empêchement.

De même, la navigation de cette rivière, depuis le point où elle entre dans le territoire norvégien

1826 jusqu'à son embouchure dans la mer glaciale, sera libre aux sujets russes.

Art. X. Aussitôt après la ratification de la présente convention, elle sera portée, par les autorités locales, à la connoissance des Lapons norvégiens et russes habitant les districts, dont le partage vient d'être reglé, et il leur sera expressément enjoint de s'y conformer, en tant qu'elle les concerne.

Dans tous les cas, où il y auroit des différends entre les habitans limitrophes, soit pour cause de contravention à la défense portée à l'article huitième, soit pour d'autres motifs, les hautes puissances contractantes s'engagent à faire rendre bonne et prompte justice à la partie lésée.

Art. XI. La carte topographique qu'ont levée les commissaires respectifs, envoyés sur les lieux en 1825, et où la ligne frontière, fixée par l'article deuxième, se trouve exactement tracée, ayant servi de base aux négociations actuelles, est annexée à la présente convention pour en faire partie, telle qu'elle a été signée par les dits commissaires.

Art. XII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à St. Pétersbourg, ou à Moscou, dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont fait apposer le cachet de leurs armes. Fait à St. Pétersbourg le $\frac{14}{2}$ Mai l'an de grâce mil huit cent vingt-six.

(Signé) N. F. *Baron* de Palmstierna.

(Signé) Nesselrode.

184.

Convention entre le royaume de Wurtemberg et dix neuf cantons Suisses, concernant le traitement uniforme des sujets respectifs en matières de concours de créanciers; publiée à Stuttgard le 13 Mai 1826. 1826

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1826. No. 25. p. 247.)

Nachdem mit der Mehrzahl der Kantone der schweizerischen Eidgenossenschaft in Beziehung auf die Concurs-Verhältnisse der beiderseitigen Staats-Angehörigen eine Übereinkunft getroffen worden ist, so wird die hierüber mit dem Vororte der Eidgenossenschaft ausgewechselte Erklärung hiemit ihrem wörtlichen Inhalte nach bekannt gemacht:

Die Königlich Würtembergische Staaats-Regierung ist mit dem Vororte der schweizerischen Eidgenossenschaft im Namen der Regierungen der XIX eidgenossenschen Kantone: Luzern, Zürich, Bern, Uri, Unterwalden, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell Aufser- und Inner-Rhoden, St. Gallen, Graubündten, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis und Genf, über folgende Bestimmungen in Beziehung auf Concurs-Verhältnisse und gleiche Behandlung der beiderseitigen Staats-Angehörigen in Concursen übereingekommen:

Art. I. Die Regierung des Königreichs Würtemberg und die Regierungen derjenigen Kantone der schweizerischen Eidgenossenschaft, welche dem gegenwärtigen Staats-Vertrage beigetreten sind, erkennen gegenseitig die Allgemeinheit des Concurs-Gerichtsstandes in dem Wohnorte des Gemeinschuldners an.

Art. II. In den sich ergebenden Concursfällen werden rücksichtlich aller und jeder hypothekarischen,

1826 privilegirten und nicht privilegirten Forderungen, die Einwohner des Königreichs Würtemberg und die Einwohner der genannten Kantone, nach gleichen Rechten, d. h. also behandelt und locirt, dafs je die Angehörigen des einen Staats den Einheimischen im andern Staate gleich, und je nach Beschaffenheit ihrer Schuldforderungen so gehalten werden sollen, wie es die Gesetze des Landes für die Einheimischen selbst vorschreiben.

Art. III. Nach Ausbruch eines Concurses sollen wechselseitig keine andere Arreste auf das Vermögen des Gemeinschuldners angelegt werden, als zu Gunsten der ganzen Masse.

Art. IV. Alle bewegliche und unbewegliche Güter eines Gemeinschuldners, auf welchem Staats-Gebiete sich dieselben immer befinden mögen, sollen in die allgemeine Concursmasse fallen.

Art. V. Wenn jedoch ein Gläubiger ein (specielles gerichtliches) Unterpfand oder ein noch vorzüglicheres Recht auf ein unbewegliches Gut hat, welches aufserhalb desjenigen Staatsgebiets liegt, wo der Concurs eröffnet wird, oder wenn ein bewegliches Vermögens-Stück sich als Pfand in den Händen eines Gläubigers befindet; so soll derselbe befugt sein, sein Recht an dem ihm verhafteten Gegenstande vor dem Richter und nach den Gesetzen desjenigen Staats, wo dieser Gegenstand sich befindet, geltend zu machen.

Ergiebt sich nach Befriedigung des Gläubigers ein Mehrwerth, so fliefst der Überschufs in die Concurs-Masse, um nach den Gesetzen des Orts, wo die allgemeine Concurs-Verhandlung Statt hat, unter die Gläubiger vertheilt zu werden.

Reicht hingegen der Erlös des verhafteten beweglichen oder unbeweglichen Gegenstandes zu voller Befriedigung des betreffenden Gläubigers nicht hin, so wird dieser für den Rest seiner Forderung an das allgemeine Concurs-Gericht gewiesen, um nach den dortigen Gesetzen mit den übrigen Gläubigern zu concurriren.

Art. VI. Die gegenwärtige Übereinkunft hat auf der einen Seite für den ganzen Umfang der Königlich

Würtembergischen Lande, und auf der andern für die 1826
im Eingange erwähnten eidgenossenschen Stände verbindliche Kraft und zwar von dem Tage an, wo die die darüber ausgefertigten Erklärungen beider Theile gegenseitig ausgewechselt sein werden.

Art. VII. Gegen diejenigen Kantone der schweizerischen Eidgenossenschaft, welche dem gegenwärtigen Vertrage noch nicht beigetreten sind, wird die Anwendung der obigen Artikel von demjenigen Zeitpuncte an Statt finden, wo sie ihren Beitritt, zu welchem sie von den contrahirenden Theilen noch werden eingeladen werden, gegen die Königlich Würtembergische Regierung werden erklärt haben.

Zu dessen Urkund und Bestätigung ist diese Erklärung von dem Königl. Minister der auswärtigen Angelegenheiten unterzeichnet und besiegelt, und gegen eine gleichlautende Erklärung des eidgenossenschen Vororts ausgewechselt worden.

Stuttgart den 13ten Mai 1826.

Beroldingen.

185.

Convention entre la Prusse et la principauté de Lippe, concernant les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien sur le commerce des enclaves de Lipperode, de Cappel et de Grevenhagen; signée à Detmold et à Minden le 9/11 Juin 1826.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* J. 1826. No. 15. p. 101.)

Da die Gefälle, welche dem Königlich Preufsischen Gesetze vom 26sten Mai 1818 gemäfs, auf den äufseren Grenzen des Staats erhoben werden, auch mehrere

1826 privilegirten und nicht privilegirten Forderungen, die Einwohner des Königreichs Würtemberg und die Einwohner der genannten Kantone, nach gleichen Rechten, d. h. also behandelt und locirt, dafs je die Angehörigen des einen Staats den Einheimischen im andern Staate gleich, und je nach Beschaffenheit ihrer Schuldforderungen so gehalten werden sollen, wie es die Gesetze des Landes für die Einheimischen selbst vorschreiben.

Art. III. Nach Ausbruch eines Concurses sollen wechselseitig keine andere Arreste auf das Vermögen des Gemeinschuldners angelegt werden, als zu Gunsten der ganzen Masse.

Art. IV. Alle bewegliche und unbewegliche Güter eines Gemeinschuldners, auf welchem Staats-Gebiete sich dieselben immer befinden mögen, sollen in die allgemeine Concursmasse fallen.

Art. V. Wenn jedoch ein Gläubiger ein (specielles gerichtliches) Unterpfand oder ein noch vorzüglicheres Recht auf ein unbewegliches Gut hat, welches aufserhalb desjenigen Staatsgebiets liegt, wo der Concurs eröffnet wird, oder wenn ein bewegliches Vermögens-Stück sich als Pfand in den Händen eines Gläubigers befindet; so soll derselbe befugt sein, sein Recht an dem ihm verhafteten Gegenstande vor dem Richter und nach den Gesetzen desjenigen Staats, wo dieser Gegenstand sich befindet, geltend zu machen.

Ergiebt sich nach Befriedigung des Gläubigers ein Mehrwerth, so fliefst der Überschufs in die Concurs-Masse, um nach den Gesetzen des Orts, wo die allgemeine Concurs-Verhandlung Statt hat, unter die Gläubiger vertheilt zu werden.

Reicht hingegen der Erlös des verhafteten beweglichen oder unbeweglichen Gegenstandes zu voller Befriedigung des betreffenden Gläubigers nicht hin, so wird dieser für den Rest seiner Forderung an das allgemeine Concurs-Gericht gewiesen, um nach den dortigen Gesetzen mit den übrigen Gläubigern zu concurriren.

Art. VI. Die gegenwärtige Übereinkunft hat auf der einen Seite für den ganzen Umfang der Königlich

Art. II. Mit Rücksicht auf die Bestimmungen im ersten Artikel, ist die Summe, welche Se. Fürstliche Durchlaucht für den Zeitraum vom 1sten Januar 1825 bis 31sten December 1827 erheben lassen werden, auf Zweihundert Sieben und Sechszig Thaler 18 Sgr. 2 Pf. Curant jährlich festgesetzt, welche, soweit sie bei Ratification des gegenwärtigen Vertrags fällig sein wird, binnen vier Wochen nach dem dato derselben, für die Zukunft aber in gleichen Quartal-Raten in den Monaten März, Juni, September und December, jedesmal mit Sechs und Sechszig Thaler 27 Sgr. ½ Pf. Curant, bei der Königlichen Regierungs-Hauptkasse zu Arensberg zur Verfügung Sr. Durchlaucht bereit stehen sollen. Für die in den Jahren bis 1825 ausschliefslich, aus den mehrerwähnten Enclaven erhobene Verbrauchsteuer wird Königlich Preufsischer Seits, wiewohl ohne Zugeständnifs rechtlicher Verbindlichkeit, eine Aversional-Vergütung von Achthundert Fünf und Dreifsig Thalern Funfzehn Silbergroschen Curant bewilligt, über welche binnen vier Wochen, nach erfolgter Genehmigung dieses Vertrages, bei der Königlichen General-Staatskasse zu Berlin von Sr. Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe verfügt werden kann. 1826

Art. III. Se. Majestät der König von Preufsen und Se. Durchlaucht der Fürst zur Lippe, vesichern Ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den innerhalb der Preufsischen Zoll-Linie an der äufseren Grenze des Staats belegenen Königlich Preufsischen und Fürstlich Lippeschen Landen dergestalt, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnisse aller Art überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. IV. Wenn, in Folge des vorstehenden Artikels, auch solche inländische Erzeugnisse, welche in dem Königlich Preufsischen oder Fürstlich Lippeschen Gebiete innerhalb der Preufsischen Zoll-Linie mit besonderen Verbrauchssteuern zur Zeit belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, völlig freien Umlauf haben sollen; so ist dazu erforderlich, dafs jene besonderen Verbrauchssteuern im Fürstlich

1826 Lippeschen Gebiete des erwähnten Bezirks auf völlig gleichen Fuſs mit den Preuſsischen gesetzt und mittels gleich strenger Controlle wirklich erhoben, zugleich auch in keinem Falle durch zugestandene Rückvergütungen bei der Ausfuhr oder sonst an ihrer Wirkung geschwächt werden.

Art. V. Für jetzt und in Berücksichtigung der gegenwärtigen Industrie und sonstigen Verhältnisse der betreffenden Enclaven, verpflichten sich Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe, hinsichtlich der dortigen Branntwein-, Bier- und Essig-Fabrication, so wie auch unter den im 9ten Artikel enthaltenen Modificationen der Salz-Consumtion, die letztgedachten drei Bestimmungen des vorstehenden Artikels unmittelbar nach Ratification des gegenwärtigen Vertrages zur Ausführung bringen zu lassen.

Art. VI. Se. Durchlaucht der Fürst zur Lippe wollen gestatten, daſs die Königlichen Steuerbeamten durch Revision der in den Enclaven befindlichen Branntweinbrennereien und Bier- auch Essigbrauereien, so wie durch Einsicht der hierauf bezüglichen Heberegister und Controllen der Fürstlichen Hebestellen von der richtigen Ausführung der nach vorstehendem Artikel dort einzuführenden Preuſsischen Maisch- und Braumalz-Steuer-Gesetze jederzeit persönlich nähere Überzeugung nehmen können. Die mit diesem Dienste in den Enclaven beauftragten Steuerbeamten werden zwar von Sr. Majestät dem Könige von Preuſsen angestellt, besoldet und uniformirt; doch sollen sie für die Dauer ihrer Anstellung in den Enclaven, beiden Landesherren den erforderlichen Diensteid leisten, und das Königl. Preuſsische und Fürstlich Lippesche Wappen vereint auf der Kopfbedeckung tragen.

Art. VII. Der gesammte Ertrag der Maisch- und Braumalz-Steuer in der Königlich Preuſsischen Provinz Westphalen und den von selbiger umschlossenen Fürstlich Lippeschen Gebietstheilen Lipperode, Cappel und Grevenhagen, soll vermittelst einer nach der Seelenzahl der Provinz Westphalen und der gedachten Enclaven aufzustellenden Antheils-Berechnung zwischen beiden Gouvernements in der Art zur Theilung kommen, daſs das Netto-Einkommen in

beiden Gebietstheilen jährlich gegenseitig vorgelegt 1826
und nach der Volksmenge durch Vergütung des Minus in der einen oder der anderen Kasse ausgeglichen werde.

Art. VIII. Se. Durchlaucht der Fürst zur Lippe wollen in den Enclaven Lipperode, Cappel und Grevenhagen keine Vermehrung der Zahl der daselbst bis zum Tage des Abschlusses dieses Vertrags bereits bestandenen fünf Branntweinbrennereien, so wie der Bier- auch Essigbrauereien gestatten, es sei denn, dafs das Gut, auf welchem eine solche gelegt werden soll, mindestens einen Grundwerth von Funfzehntausend Thalern habe.

Art. IX. In Bezug auf den Salzverkehr kann die durch den dritten Artikel im Allgemeinen stipulirte Freiheit nur in sofern Statt finden, als von den Enclaven jährlich eine Quantität von 16 Pfund Salz pro Kopf der dortigen Bevölkerung auf der Königlichen Saline zu Westernkotten wirklich genommen, abgeholt und bezahlt werden wird. Dagegen wird Preufsischer Seits die ebengedachte Quantität zum Fabrikationspreise, also für jetzt zu 7 Rthl. 20 Sgr. für die Tonne zu 400 Preufsischen Pfunden, verabfolgt werden und nur für etwanigen Mehrbedarf der höhere Factoreipreis eintreten. Den Einwohnern der Enclave Grevenhagen ist gestattet, die vorbemerkte Salzquantität nach ihrer Convenienz, Statt zu Westernkotten, auf der ihnen näher belegenen Salzdepositstelle zu Driburg zu empfangen, wogegen sie aber den am letztern Orte sich höher stellenden, für jetzt 8 Rthl. 22½ Sgr. für die Tonne von 400 Pfund betragenden, selbst kostenden Preis sich gefallen lassen müssen.

Art. X. Beide Landesherren werden in den zur Sicherung ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe wollen namentlich gestatten, dafs die Königlichen Zollbeamten die Spuren begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen und, mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten, sich des Thatbestandes versichern. Wenn auch zu dessen Feststellung oder

1826 *von Salmuth*, Ritter des Königl. Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Classe,
folgende Übereinkunft verabreden, und, unter Vorbehalt der Genehmigung, abschliefsen lassen.

Art. I. Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg erklären sich, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit, mit dem unteren Herzogthume Bernburg dem Preufsischen indirecten Steuersysteme beizutreten, wie solches durch das Gesetz vom 26sten Mai 1818 und durch die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt worden ist, oder künftig noch durch gesetzliche Declarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird. Die Grundsätze des Gesetzes vom 26sten Mai 1818 sollen, ohne besondere Übereinkunft, nicht abgeändert werden.

Art. II. Seine Majestät der König von Preufsen versprechen dagegen, dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen in Folge dieser Anschliefsung zufliefsen dürfte, den Kassen Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg überweisen zu lassen.

Art. III. Da, nach den Bestimmungen des gedachten Zoll- und Verbrauchsteuer-Gesetzes vom 26sten Mai 1818, die Gefälle auf der äufseren Grenze des Preufsischen Staates erhoben werden und deshalb nicht zu ermitteln ist, wie viel die Herzoglichen Unterthanen davon für die aus dem Auslande zu beziehenden Waaren entrichtet haben dürften; so soll der jedesmalige letztdreijährige Ertrag des Einkommens an Verbrauchssteuern bei den Königlichen Zollämtern in den sieben östlichen Provinzen des Preufsischen Staates dergestalt für die drei nächsten Jahre zur Grundlage der Theilnahme Seiner Durchlaucht des Herzogs zu Anhalt-Bernburg an jenen Einkünften dienen, dafs Höchstdessen Antheil nach den Verhältnissen der Bevölkerung des in den Zollverband aufgenommenen Theils der gedachten sieben Preufsischen Provinzen zu der Bevölkerung des unteren Herzogthums Bernburg berechnet werden wird. Es wird dabei, um die Schwierigkeiten der Sonderung der Zollgefälle von der Verbrauchsteuer zu beseitigen, welche letztere, nach der dermaligen Erhebungs-

rolle, unter den Eingangsabgaben mit begriffen ist, 1826
angenommen, dafs die Verbrauchsteuer $\frac{2}{3}$ des Einkommens an Ein-, Aus- und Durchgangsabgaben zusammengenommen betrage.

Art. IV. Wiewohl Seine Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt-Bernburg eine Theilnahme an den Durchgangsabgaben, da diese nicht auf den Verbrauch zu rechnen sind, weder auf den Grund gehabter und aufzugebender Durchgangs-Erhebungen, noch einer höheren Besteuerung Höchstdero Unterthanen, welche als in Folge Ihres Beitritts zu dem Preufsischen Steuersysteme sich betrachten liefse, in Anspruch nehmen können; so haben Seine Majestät der König von Preufsen doch aus Rücksicht auf den Umstand, dafs die Herzoglichen Unterthanen gegenwärtig die in den Preufsischen Staaten hochbesteuerten ausländischen Waaren unmittelbar aus dem Auslande beziehen können, welches mit dem Beitritt zu dem Preufsischen Steuersysteme aufhört, dieserhalb Seiner Herzoglichen Durchlaucht auch einen Antheil an den Einkünften der Durchgangsabgaben zugesichert. Dem zufolge ist der Gesammtantheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht an dem Gesammtertrage von Ein-, Aus- und Durchgangsabgaben in den zum Steuerverbande der sieben östlichen Preufsischen Provinzen gehörigen Landestheilen auf $\frac{3}{4}$ nach dem Verhältnisse der Bevölkerung des unteren Herzogthums festgesetzt.

Art. V. Von den Waaren, welche mit Herzoglichen Hofmarschallamts-Attesten eingehen, werden die Gefälle, soweit es durch die gedachten Atteste verlangt wird, nicht beim Eingange erhoben, sondern blos notirt, und bei der nächsten Quartal-Hebung des Antheils Seiner Durchlaucht an den Gesammt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet.

Art. VI. Die für die Herzoglichen Unterthanen mit der Post ankommenden Waaren unterliegen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. VII. In Folge des Beitritts des unteren Herzogthums Bernburg zum Preufsischen Steuerverbande, wird die Umstellung desselben mit Preufsischen

1826 Zollbeamten, so weit solches mit dem Preufsischen Gebiete grenzt, aufhören; dagegen aber eine Grenzbewachung desselben gegen das Nicht-Preufsische Gebiet in soweit und zu dem Ende angeordnet werden, dafs keine unversteuerte Waaren in das untere Herzogthum und aus demselben in die Preufsischen Staaten eingeführt werden können. Über die Ausführung der Grenzbewachung hat eine besondere Einigung Statt gefunden.

Art. VIII. Mittelst solcher ist auch das Nähere über die Bildung des Grenzbezirkes und das innerhalb desselben zu beobachtende Verfahren von Seiten der Grenzbeamten festgesetzt worden. Indefs werden auch in dem übrigen Landesgebiete beide Regierungen sich in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen, und daher namentlich auch gestatten, dafs die Königlich Preufsischen Zoll- und die Herzoglich Bernburgschen Impost- (Accise-) Beamten die Spur begangener Unterschleife in die gegenseitigen Gebiete verfolgen, und mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten sich des Thatbestandes versichern. Wenn auch zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von den beiderseitigen Zoll- und Accisebeamten, bei den Landes- oder Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, sollen diese, nachdem sie sich überzeugt, dafs, den Umständen nach, die Anträge durch die Gesetze begründet, oder ihnen doch nicht entgegen sind, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Seine Durchlaucht versprechen, das Preufsische Steuergesetz und Ordnung vom 26sten Mai 1818 und dessen bereits ergangenen oder noch zu erlassenden Declarationen, als eigenes landesherrliches Gesetz zur Kenntnifs Ihrer Unterthanen zu bringen, für die Aufrechthaltung desselben durch die betreffenden Behörden sorgen, und die Contravenienten, nach erfolgter Untersuchung und Überführung, nach der Strenge dieser Gesetze bestrafen zu lassen. Geldstrafen, worauf die Herzoglichen Gerichte in solchen Fällen erkennen möchten, fallen, so wie die Confiscate, nach Abzug

des Denuncianten-Antheils, dem Herzoglichen Fiscus 1826
lediglich anheim.

Art. IX. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Durchlaucht der Herzog zu Anhalt-Bernburg versichern Ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den, innerhalb der Preufsischen Zolllinie an den äufseren Grenzen des Staats belegenen Königlichen Preufsischen Landen und dem unteren Herzogthume Bernburg, dergestalt, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnisse aller Art, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. X. In Folge des vorstehenden Artikels werden auch solche inländische Erzeugnisse, welche in dem Königlichen Preufsischen oder in dem Herzoglichen Gebiete innerhalb der Preufsischen Zolllinie mit besonderen Verbrauchsteuern zur Zeit belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, in sofern in völlig freiem Umlaufe sein, als sie in beiden Ländern ganz gleichen Abgaben unterliegen. Wo aber eine solche Gleichheit der Abgaben nicht statt findet, wird bei dem Übergange in das Gebiet, welches den höhern Abgabensatz hat, das Fehlende nacherhoben, und werden beide Landesregierungen in dieser zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregel einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Insbesondere wird sofort zur Vorbeugung etwaniger Mifsbräuche bei der Überführung der mit Verbrauchsteuern belegten inländischen Erzeugnisse aus dem unteren nach dem oberen Herzogthume Bernburg, das Nöthige von den beiderseitigen hierzu besonders beauftragten Commissarien verabredet werden.

Art. XI. Da das Salz und die Spielkarten, welche in dem Preufsischen Staate von den eigenen Unterthanen desselben bereitet und verfertiget werden, im Preufsischen Gebiete nicht freien Umlauf haben, sondern nur von den dazu bestimmten Anstalten verkauft werden dürfen; so werden in Folge dieser Bestimmung auch Salz und Spielkarten, welche

1826 in den Herzoglichen Landen bereitet und verfertigt worden sein möchten, in den Königlichen Landen nicht freien Umlauf haben können, sondern daselbst den gleichen Beschränkungen vorbehältlich der Durchfuhr der Spielkarten, unterworfen sein. In Rücksicht des Salzes finden überdies die besonderen Bestimmungen der zu Halle und Bernburg am 6ten und 9ten April 1821 abgeschlossenen Übereinkunft Anwendung, und ist dabei ausdrücklich festgesetzt, dafs dieselbe ihren Grundzügen nach so lange bestehen soll, als die Vereinigung wegen der Steuern dauert.

Art. XII. Seine Herzogliche Durchlaucht behalten sich für jetzt das Recht der Forterhebung der Elb- und Saalzölle vor, wogegen es denn auch der Preufsischen Regierung unbenommen bleibt, von den unmittelbar nach dem unteren Herzogthume gehenden oder daher kommenden Schiffen den Elb- oder Saalzoll erheben zu lassen.

Art. XIII. Mit Rücksicht auf die vorhergehenden Bestimmungen ist der Antheil an dem Steuereinkommen, welchen Seine Herzogliche Durchlaucht bis zum 31sten December 1827 zu erheben haben, auf eine Summe von "Sechszehn Tausend Thaler Preufs. Curant" für das Jahr festgesetzt, welche in gleichen Quartal-Raten, in den Monaten März, Juni, September und December, jedesmal mit Vier Tausend Thaler Preufsisch Curant, bei der Königlichen Provinzial-Steuer-Kasse zu Magdeburg, zur Verfügung Seiner Herzoglichen Durchlaucht bereit stehen soll. Erleidet diese Zahlung Anstand, so wird solche sofort, auf die davon Herzoglicher Seits gemachte Anzeige, von der Königlichen General-Staatskasse in Berlin geleistet werden.

Art. XIV. In Erwägung, dafs durch den gegenwärtigen Vertrag, der, in dem 17ten Artikel der Übereinkunft wegen des Beitritts des oberen Herzogthums Bernburg zum Preufsischen indirecten Steuersysteme gedachte Fall und unter Berücksichtigung der im vorstehenden 10ten Artikel enthaltenen Bedingungen, ein freier Verkehr eintritt, mithin die Veranlassung zu den Bestimmungen der Artikel 18 und 19 der vorerwähnten Übereinkunft wegfällt, so sind diese drei Artikel als erloschen zu betrachten.

Art. XV. Seine Herzogliche Durchlaucht versprechen, vier Wochen vor Aufhebung der Preufsischen Grenzbewachung gegen das untere Herzogthum, und mit dem Eintritte der Grenzbesetzung desselben gegen das Nicht-Preufsische Gebiet, alle Waarenbestände in dem unteren Herzogthume genau aufzeichnen zu lassen, die Besitzer der Waaren entweder zur Zahlung der Steuer von den Beständen, oder zur Wiederausführung der Waaren nach dem Auslande, vor Aufhebung der Königlichen Preufsischen Grenzbewachung anzuhalten, und strenge in Gemäfsheit der besonders Statt gefundenen Einigung, verfahren zu lassen. Die zu erhebende Steuer wird den Herzoglichen Kassen zufallen, jedoch soll der Betrag derselben, von der, Preufsischer Seits nach Art. 13 zu zahlenden Summe, in Abzug gebracht werden. 1826

Art. XVI. Dieser Vertrag soll bis zum Schlusse des Jahres 1830 dauern und, falls in diesem Jahre keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite erfolgt, stillschweigend als bis zum Ende des Jahres 1839 verlängert angesehen werden.

Art. XVII. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratification vorgelegt und, nach Auswechselung der Ratificationsurkunden, sofort zur Vollziehung gebracht werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 17ten Juni 1826.

Heinrich Ulrich Wilhelm von Bülow. Johann Volrath Ludwig *Freiherr* von Salmuth.

Dieser Vertrag ist unter dem 21sten und 30sten Juni d. J. ratificirt worden.

187.

1823 *Convention de cartel entre l'Autriche et la Bavière, signée à Munic le* 30 *Juin* 1823 *et ratifiée par la Bavière le* 17 *Juillet* 1826.

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern* 1826. No. 52. p. 885.)

Wir Ludwig, von Gottes Gnaden König von Baiern u. s. w. bekennen hiemit und thun kund:

Nachdem zwischen Unserem und dem Bevollmächtigten Sr. K. K. Apostolischen Majestät unter dem 30sten Juni 1823 zu München eine erneuerte Übereinkunft wegen gegenseitiger Auslieferung der Militär-Deserteurs und militärpflichtigen Unterthanen abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, nachstehenden vollständigen Inhalts:

"Nachdem Se. Majestät der König von Baiern, und Se. Majestät der Kaiser von Österreich es den zwischen Ihnen glücklich bestehenden Verwandtschafts- und Freundschafts-Verhältnissen, so wie dem Vortheile Ihrer beiderseitigen Staaten gemäfs befunden haben, die zwischen Ihnen über die wechselseitige Auslieferung der Deserteurs unterm 24sten May 1817 zu Wien auf die Dauer von *fünf* Jahren abgeschlossene Übereinkunft unter jenen Modificationen, welche Sie den Umständen angemessen erachtet haben, zu erneuern; so haben Allerhöchstdieselben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Se. Majestät der König von Baiern, Allerhöchstihren Kämmerer, Staatsminister des Königlichen Hauses und des Äufsern, des Ordens vom hl. Hubert Ritter, vom heiligen Georg und des Civil-Verdienstordens der Baierischen Krone, dann des Königl. Ungarischen St. Stephans- und Kaiserl. Russischen St. Annen- und des Königl. Sächsischen Kron-Ordens Grofskreutz, Herrn Aloys Franz Xaver Grafen *v. Rechberg* und *Rothenlöwen*, und

Se. Kaiserlich Königlich Apostolische Majestät 1823
Allerhöchstihren wirklichen Kämmerer, aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Baierischen Hofe, Herrn Grafen *v. Trautmansdorf-Weinsberg*,
welche nach Auswechslung ihrer in guter und gehöriger Form befundener Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind.

Art. I. Alle Civil- und Militär-Behörden der contrahirenden Theile, besonders aber die Commandanten der den Grenzen zunächst befindlichen Militär-Posten, sollen angewiesen werden, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dafs kein Deserteur von den Truppen der einen Macht die Grenzen überschreiten, noch in den Staaten der andern Macht Schutz und Zuflucht finden könne.

Art. II. Diesem zufolge sollen alle und jede in der Cavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Fuhrwesen oder irgend einem andern Militärzweige der Armee des einen contrahirenden Theils dienenden Militärpersonen, ingleichen die Fourirschützen der Officiere, welche das Gebiet des andern contrahirenden Theiles betreten, oder sich auf demselben befinden würden, ohne mit einem Passe oder militärischer Ordre in guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf der Stelle angehalten werden, und deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken oder was man sonst bei ihnen finden möchte, oder sie zur Zeit der Entweichung mit sich genommen, und anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnten, auch dann erfolgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigends reclamirt werden sollte.

Wäre ein solcher Deserteur früher von den Truppen eines andern Souverains oder eines andern Staates, zwischen welchem und einem der jetzt contrahirenden Theile ein Cartel besteht, entwichen, so ist dieser Deserteur nichts desto weniger derjenigen Armee zurück zu stellen, von welcher er zuletzt entwichen ist. Alles dieses soll gleicher Gestalt in dem Falle statt finden, wo die Desertion von den Truppen des einen contrahirenden Theiles zu denen des andern, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes

1823 sich befänden, erfolgen sollte. Hinsichtlich der entwichenen Oberofficiere der beiderseitigen Armeen ist sich noch ferner nach den diesfalls zwischen den contrahirenden Mächten verabredeten besondern Bestimmungen zu benehmen.

Art. III. Sollte es ungeachtet aller Vorsichtsmaaßregeln einem Deserteur gelingen, in die Staaten eines der hohen Contrahenten sich heimlich einzuschleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch Verkleidung oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt oder einem Dorfe dieses Staates ansässig gemacht hätte, nichts desto weniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt oder durch die Behörden des Staates, aus welchem er entwichen ist, reclamirt wird.

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die Deserteurs von den Truppen des einen Staates, welche geborne Unterthanen des andern sind, in soferne sie nicht früher in demjenigen Staate, aus dessen Diensten sie desertirt sind, auf gesetzliche Art Staatsbürger geworden wären; indem beide Mächte gegenseitig sich dahin einverstehen, daß keine derselben verbunden sein soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen der anderen Macht gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

Gleichwohl sind alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Armatur und Equipagenstücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bei den Pferden, nach den Bestimmungen des Art. V. und des allenfalsigen Bothen- oder Fuhrlohns bei den Equipage- und Armatur-Stücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurückzugeben, in deren Ermangelung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werthe gleichfalls aus dem bereitesten Vermögen des Deserteurs, in soferne er eines besitzt, zu leisten.

Art. V. Die Verpflegung der Deserteurs von 1823
dem Augenblicke ihrer Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, wird täglich auf vier Kreuzer und $1\frac{3}{4}$ Pfund Brod, die Ration aber auf sechs Pfund Hafer (nach dem Maafse berechnet der 28ste Theil eines baierischen Scheffels und der achte Theil eines niederösterreichischen Metzens) acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh baier. Gewicht festgesetzt. Die Vergütung des diesfälligen Kostenbetrages hat von der übernehmenden Behörde bei der Übergabe der Deserteurs und der Pferde in klingender Silbermünze und hinsichtlich der Naturalien mit Inbegriff des Brodes nach dem laufenden Marktpreise, der dem Orte, wo der Deserteur ausgeliefert wird, zunächst liegenden Stadt zu geschehen.

Der Tag der Ergreifung des Deserteurs als Maafsstab des Termins, von welchem die Verpflegung zu berechnen kömmt, soll durch das von der ergreifenden Behörde aufgenommene Constitut, welches zugleich das Nationale des ergriffenen Deserteurs möglichst genau enthalten mufs, ausgewiesen werden.

Da Deserteurs keine gesetzlich gültigen Schulden machen, so kann auch von deren Bezahlung keine Rede sein.

Art. VI. Demjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt oder einbringt, wird gegenseitig eine Belohnung im Gelde (Taglia) zugestanden, nämlich acht Gulden Conventionsgeld für einen Mann zu Fufs und zwölf Gulden Conventionsgeld für einen Cavalleristen mit dem Pferde, wohlverstanden, dafs die Kosten des Bewachens und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Doch soll die Belohnung für die blofse Anzeige eines Deserteurs nur in dem Falle statt finden, wenn sie die wirkliche Ergreifung desselben zur Folge gehabt hat.

Aufser den Verpflegungs-Kosten und der Taglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, dafs der Deserteur aus Unwissenheit schon bei den Truppen der Macht, die ihn zurückzustellen hat, in Dienst genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige

1823 wird, so wie der Deserteur, dem Corps, dem er angehört, oder denen, die zu seiner Übernahme abgeschickt sind, in Gemäfsheit des neunten Artikels zurückgestellt.

Sollten sich über den genauern Verhalt einer bei der Requisition eines Deserteurs angegebenen Thatsache Zweifel ergeben; so sollen diese keineswegs zum Vorwande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu verweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird von den Militair- oder Civilbehörden ein Protocoll aufgenommen, und dieses sogleich mit dem Deserteur eingeschickt, eine Abschrift davon aber derjenigen Macht, an welche die Auslieferung zu geschehen hat, mitgetheilt werden. Mit der Bestrafung des Deserteurs wird indessen bis zur vollständigen Aufklärung des Zweifels inne gehalten.

Art. VII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, wird hiemit festgesetzt, dafs alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen, und den dortigen Gesetzen gemäfs zu bestrafen seien.

Hätte ein Deserteur in einem andern Lande ein grobes Verbrechen, zum Beispiel, Mord, Raub oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnifs-Strafe steht, so fällt die Auslieferung weg. Hat derselbe ein anderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung oder im Gefängnifs gewesen ist, werden keine Unterhaltungskosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Überlieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten entweder im Originale oder Auszugweise und in beglaubigter Abschrift übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sei oder nicht. Ein Pferd, oder andere Effecten, welche ein solcher Deserteur etwa mitgenommen, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

Art. VIII. Jedes Detachement, welches zum 1823
Nachsetzen eines oder mehrerer Deserteurs abgeschickt wird, hat auf der Grenze anzuhalten, dergestalt, daſs von dem Augenblicke an, wo er oder sie dieselbe überschritten haben, die Verfolgung nur durch einen oder zwei Mann, welche mit Paſs oder militairischer Ordre versehen sein müssen, bis zu dem nächsten Orte, ohne sich an der Person des Deserteurs im mindesten zu vergreifen, geschehen kann, um die daselbst befindliche Militair- oder Civil-Behörde zu requiriren, welche sodann schuldig ist, auf der Stelle Assistenz zu leisten, und den in Frage stehenden Deserteur zu entdecken oder zu verhaften.

Wird derselbe wirklich an dem, durch die Parthei, von welcher er desertirt ist, angezeigtem Orte, arretirt, und nicht durch einen Unterthan des Staates eingebracht, so findet die Belohnung in Geld (Taglia) nicht Statt.

Art. IX. Tritt der Fall einer Auslieferung von Deserteurs so wie einer zugleich zu bewerkstelligenden Zurückgabe von Effecten und Pferden ein; so hat der damit beauftragte Truppen-Commandant des der Grenze zunächst befindlichen Postens die nächste jenseitige Militair- oder Civilbehörde davon zu benachrichtigen.

Ist man über den Tag und die Stunde, wann die Ablieferung vor sich gehen soll, übereingekommen, so werden die Deserteurs durch eine Truppen-Abtheilung auf den an der Grenze bestimmten Punct, wo sich an demselben Tage und zu derselben Stunde auch das zur Übernahme beauftragte jenseitige Truppen-Detachement eingefunden haben wird, gebracht, und letzterm gegen gehörige Bescheinigung, welche im Falle der Zurückgabe von Effecten und Pferden auf dieselben mitzurichten ist, übergeben.

Der ausliefernde Commandant stellt seinerseits dem übernehmenden Commandanten eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der oben in den Artikeln V und VI. festgesetzten Kosten und Auslagen aus.

Art. X. Gleicher Weise sollen die Dienstleute der Officiere des einen Staates, welche nicht, wie die im Art. II. benannten Fourierschützen zum Mili-

1823 sich befänden, erfolgen sollte. Hinsichtlich der entwichenen Oberofficiere der beiderseitigen Armeen ist sich noch ferner nach den diesfalls zwischen den contrahirenden Mächten verabredeten besondern Bestimmungen zu benehmen.

Art. III. Sollte es ungeachtet aller Vorsichtsmaafsregeln einem Deserteur gelingen, in die Staaten eines der hohen Contrahenten sich heimlich einzuschleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch Verkleidung oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt oder einem Dorfe dieses Staates ansässig gemacht hätte, nichts desto weniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt oder durch die Behörden des Staates, aus welchem er entwichen ist, reclamirt wird.

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die Deserteurs von den Truppen des einen Staates, welche geborne Unterthanen des andern sind, in soferne sie nicht früher in demjenigen Staate, aus dessen Diensten sie desertirt sind, auf gesetzliche Art Staatsbürger geworden wären; indem beide Mächte gegenseitig sich dahin einverstehen, dafs keine derselben verbunden sein soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen der anderen Macht gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

Gleichwohl sind alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Armatur und Equipagenstücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bei den Pferden, nach den Bestimmungen des Art. V. und des allenfalsigen Bothen- oder Fuhrlohns bei den Equipage- und Armatur-Stücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurückzugeben, in deren Ermangelung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werthe gleichfalls aus dem bereitesten Vermögen des Deserteurs, in soferne er eines besitzt, zu leisten.

so weit sie auf diese Letzteren anwendbar sind, in 1823
Kraft gesetzt.

In dieser Beziehung werden daher die gesicherten Einleitungen getroffen, damit

1) die an der Grenze der einen Macht ohne legale Bewilligung und vorschriftmäfsigen Pafs erscheinenden nicht zum Militär gehörigen männlichen Unterthanen der andern Macht ohne weiters zurück in ihr Vaterland gewiesen werden.

Im übrigen haben die wegen des freien Verkehrs der Grenzbewohner von den beiderseitigen Regierungen festgesetzten Vorschriften fortwährend ihre volle Kraft.

2) Sollen die mit legalen Bewilligungen und vorschriftmäfsigen Pässen in dem Gebiete der andern Macht befindlichen Unterthanen, wenn sie zur Militärdienstleistung in der Linie, Reserve oder Landwehr die Bestimmung erhalten, auf vorgängige Reclamirung ihrer vorgesetzten Behörde in ihr Vaterland zurückgeschickt; — so wie

3) die Unterthanen der einen Macht, welche sich darüber nicht genügend ausweisen können, dafs sie in ihrem Vaterlande der Militärpflicht nicht mehr unterliegen, zu keiner Art der Militärdienstleistung der andern Macht engagirt werden.

Beide Souverains versprechen sich ausdrücklich, allen ihren Behörden, die es angeht, deshalb die nöthigen Befehle zu ertheilen, den ergangenen Reclamationen in solchen Fällen auf das schleunigste zu entsprechen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche sich eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, so wie auch diejenigen ihrer Unterthanen, welche die Pafslosen oder Reclamirten bei sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihren Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. XIV. Gegenwärtige Übereinkunft soll für die Zukunft immer von fünf zu fünf Jahren in so lange als fortgesetzt angesehen werden, bis nicht von einer oder der anderen der zwei contrahirenden Mächte eine entgegengesetzte Äufserung erfolgt.

Übrigens versteht es sich von selbst, dafs in dem Falle, wenn in der Folge allgemeine Cartellsvor-

1823 wird, so wie der Deserteur, dem Corps, dem er angehört, oder denen, die zu seiner Übernahme abgeschickt sind, in Gemäfsheit des neunten Artikels zurückgestellt.

Sollten sich über den genauern Verhalt einer bei der Requisition eines Deserteurs angegebenen Thatsache Zweifel ergeben; so sollen diese keineswegs zum Vorwande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu verweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird von den Militair- oder Civilbehörden ein Protocoll aufgenommen, und dieses sogleich mit dem Deserteur eingeschickt, eine Abschrift davon aber derjenigen Macht, an welche die Auslieferung zu geschehen hat, mitgetheilt werden. Mit der Bestrafung des Deserteurs wird indessen bis zur vollständigen Aufklärung des Zweifels inne gehalten.

Art. VII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, wird hiemit festgesetzt, dafs alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen, und den dortigen Gesetzen gemäfs zu bestrafen seien.

Hätte ein Deserteur in einem andern Lande ein grobes Verbrechen, zum Beispiel, Mord, Raub oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnifs-Strafe steht, so fällt die Auslieferung weg. Hat derselbe ein anderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung oder im Gefängnifs gewesen ist, werden keine Unterhaltungskosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Überlieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten entweder im Originale oder Auszugweise und in beglaubigter Abschrift übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sei oder nicht. Ein Pferd, oder andere Effecten, welche ein solcher Deserteur etwa mitgenommen, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

unterzeichnet, und Unser Königliches gröfseres Insiegel beidrucken lassen. 1823

Gegeben Bad-Brückenau den 17ten Juli 1826.

Ludwig.

Graf v. Thürheim.

Auf Königlichen Allerhöchsten Befehl:

v. Baumüller.

Ministerielle Erklärung.

Da sich der Fall ereignet hat, dafs bei Auslieferung von Deserteuren aufser den cartelmäfsigen Verpflegungskosten noch besondere Vergütung für Kleidungsstücke, Arzneien, Heilung und Vorspann angesprochen worden ist, von Vergütungen dieser Art indessen weder in dem im Jahre 1817 zwischen Baiern und Österreich geschlossenen, noch auch in dem dieses Jahr erneuerten Militärartikel die Rede ist, so haben sich beide hohe Theile zur Ergänzung des Art. V. des Cartels nachträglich dahin vereinigt, dafs in Zukunft zur Vermeidung von Weitläufigkeiten und Schreibereien weder für die an Deserteurs verabreichten Kleidungsstücke, noch für Vorspann, Arzneien und Heilkosten gegenseitig eine Vergütung in Anrechnung gebracht werden soll.

Der Unterzeichnete ist daher zu der ministeriellen Erklärung ermächtigt worden, dafs diese nachträgliche Bestimmung von Seite seines allerhöchsten Hofes für eben so bindend, wie die sämmtlichen Artikel des Hauptvertrags angesehen, und dem zu Folge die Königlichen Behörden zu deren genauen Beobachtung werden angewiesen werden.

München den 12ten November 1826.

Der Königliche Staatsminister des Königlichen Hauses und des Äufsern.

Graf von Thürheim.

188.

1826 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Prusse d'un coté et la Suède de l'autre; publiée à Berlin le 31 Juillet 1826.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* J. 1826. No. 12. p. 78.)

Da von Seiten der Königlich Schwedischen Regierung in Betreff der Aufhebung des Abschosses beschlossen worden ist:

"dafs gegen alle Staaten, welche die Reciprocität beobachten werden, die Abschofsfreiheit dahin bestehen soll, dafs weder in Schweden noch in Norwegen, von auswärfs gehenden Erbschaften der Abschofs (Jus detractus, Gabella hereditaria) gefordert werden soll, die Erhebung möge dem Fiscus oder einem Privatberechtigten zustehen,"

Seine Königliche Majestät aber durch die Allerhöchste Kabinetsorder vom 11ten April 1822 zu bestimmen geruhet haben, dafs gegen sämmtliche fremde Staaten, in denen das Jus detractus nicht mehr zur Anwendung kömmt, forthin auch diesseits kein Abschofs genommen werden soll; so sind sämmtliche Königliche Provinzialbehörden angewiesen worden, genau dahin zu sehen, dafs gegen Schweden und Norwegen in keinem Falle Abschofs erhoben werde, die Erhebung möge dem Fiscus oder Privat-Abschofsberechtigten zustehen.

Diese der hiesigen Königlich Schwedischen Gesandtschaft bereits mitgetheilte Verfügung, wird hierdurch zur allgemeinen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 31sten Juli 1826.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

189.

Convention entre la Hesse grand-ducale et la Hesse électorale, concernant l'extension de la convention pour empêcher les délits forestiers sur d'autres délits semblables, publiée à Darmstadt le 8 Août 1826. 1826

(*Grofsherz. Hessisches Regierungsblatt* No. XXII. S. 229. vom 8ten August 1826.)

Das Grofsherzoglich Hessische Gouvernement ist mit dem Kurfürstlich Hessischen Gouvernement übereingekommen, dafs die zwischen den beiderseitigen Staatsregierungen wegen Verhütung und Bestrafung der Forst-, Jagd- und Fischerei-Frevel unter dem 17ten Januar 1823 abgeschlossene und seitdem auf die Feldfrevel ausgedehnte Übereinkunft auch auf diejenigen Frevel, welche an Weiden und anderen Baumpflanzungen aufser den Forsten und an Wasserbau-Anlagen verübt werden, ausgedehnt werde, und in die betreffende Anwendung komme.

Unter Beziehung auf den Inhalt der bemerkten Übereinkunft wird daher diese nachträgliche Bestimmung den Grofsherzoglichen Behörden und jedem, den es angeht, zur Wissenschaft und Nachachtung hierdurch bekannt gemacht.

Darmstadt den 8ten August 1826.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

v. Rabenau.

1823 schriften für sämmtliche deutsche Bundesstaaten zu Stande kommen sollten, diese auch zwischen Österreich und Baiern zu gelten haben, und dadurch die Stipulationen der gegenwärtigen Übereinkunft als erloschen zu betrachten sein werden; es müfsten denn die beiden hohen contrahirenden Theile sich über die Beobachtung einzelner, den allgemeinen Vorschriften nicht widersprechenden Stipulationen nachträglich vereinigen.

Art. XV. Beide hohe Contrahenten werden zu gleicher Zeit diese erneuerte Cartel-Convention, sofort nach erfolgter Auswechslung der Ratificationen, in allen ihren Staaten auf die gewöhnliche Weise zur öffentlichen Kenntnifs bringen, damit Niemand sich diefsfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne, zugleich auch allen Unterthanen und insbesondere allen ihren Militär- und Civilbeamten und anderen Vorgesetzten befehlen, darauf zu halten, dafs dieselbe nach ihrem vollen Umfange und Inhalte vollzogen werde.

Art. XVI. Gegenwärtige Convention wird von beiden Theilen binnen drei Wochen, von dem Tage der heutigen Unterzeichnung an gerechnet, oder wo möglich noch früher, ratificirt, und die beiderseitigen Ratificationen sollen zu München zwischen den Bevollmächtigten ausgewechselt werden.

Zu dessen Urkunde haben die oben benannten Bevollmächtigten dieselbe eigenhändig unterzeichnet, und ihre Siegel beigedruckt.

So geschehen München am 30ten Juni 1823.

Gr. v. Rechberg. *Gr.* v. Trauttmansdorff."

So haben Wir nach reiflicher Erwägung dieser Übereinkunft dieselbe in allen ihren Theilen genehmigt, und genehmigen sie hiemit, indem Wir zugleich geloben, alle darin enthaltene Bestimmungen genau in Vollzug setzen zu lassen. Urkund dessen haben Wir gegenwärtige Ratification eigenhändig

Art. III. Bei diesen Haussuchungen mufs der 1826
svorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und
Exemplar dem requirirenden Angeber einhändi-
, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten
hörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei
rmeidung einer Polizeistrafe von einem bis fünf
aler für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Re-
isition nicht Genüge leistet. Auch kann der An-
ber verlangen, dafs der Förster oder in dessen Ab-
esenheit der Waldwärter des Orts, worin die
aussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei
ugezogen werde.

Art. IV. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa stattgehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadens-Ersatzes und der Pfand-Gebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

Art. V. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Landgräflich Hessen-Homburgischen Staaten, wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevler in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

Art. VI. Für die Constatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glauben von der zur Aburtelung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

Art. VII. Es wird in der Regel nicht erforderlich sein, die denuncirenden Forstbedienten in den ausländischen Gerichten zur Bestätigung ihrer Anzeigen erscheinen zu lassen, sondern das requirirende Gericht wird in den mehrsten Fällen blos die Rüge,

190.

1826 *Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et la régence de Hesse Hombourg pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes; publiée à Berlin le 15 Août 1826.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1826. No. 12. p. 79.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Landgräflich Hessen-Homburgischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maafsregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenz-Waldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische als die Landgräflich Hessen-Homburgische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. II. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Frevler durch die Förster oder Waldwärter bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den Landräthlichen Behörden und Ämtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Ortsschultheifsen, vorgenommen werden.

Art. III. Bei diesen Haussuchungen muſs der 1826
Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von einem bis fünf Thaler für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, daſs der Förster oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. IV. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa stattgehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntniſs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadens-Ersatzes und der Pfand-Gebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

Art. V. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preuſsischen und in den Landgräflich Hessen-Homburgischen Staaten, wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevler in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

Art. VI. Für die Constatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den competenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glauben von der zur Aburtelung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

Art. VII. Es wird in der Regel nicht erforderlich sein, die denuncirenden Forstbedienten in den ausländischen Gerichten zur Bestätigung ihrer Anzeigen erscheinen zu lassen, sondern das requirirende Gericht wird in den mehrsten Fällen blos die Rüge,

1826 nebst Beschreibung des Pfandes und den übrigen Beweismitteln, dem requirirten Gerichte mitzutheilen haben.

Art. VIII. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht des souverainen Landgrafen von Hessen-Homburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 15ten August 1826.

Königlich Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schöxberg.

191.

Convention entre la Bavière et le Wurtemberg, concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes, signée à Munic le 1 Octr. 1826.

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern* 1826. No. 43. p. 745.)

Nachdem die Königl. Baierische Regierung mit der Königl. Würtembergischen Regierung übereingekommen ist, wirksame Maafsregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, so erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königl. Baierische als die Königl. Würtembergische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden

würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen 1826
worden wären.

2. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forsteigenthums möglichst mitzuwirken, sollen die wechselseitigen verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten befugt sein, in den Fällen der Waldfrevel Haussuchungen im Gebiete des andern Staates, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält oder der gefrevelte Gegenstand befinden dürfte, zu veranlassen. Dieselben haben sich zu dem Ende an den Orts-Vorstand der betreffenden Gemeinde zu wenden, und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart, aufzufordern.

3. Bei diesen Haussuchungen muſs der Ortsvorstand, ohne für seine Mitwirkung eine Belohnung in Anspruch nehmen zu können, sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Beamten einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde übersenden, bei Vermeidung einer polizeilichen Geldstrafe.

4. Ist die Person des Frevlers dem Forst- oder Polizei-Beamten bekannt, und kann somit dieselbe durch ihn constatirt werden, so findet eine Verhaftung nicht Statt. Im entgegengesetzten Falle ist der Forst- oder Polizei-Beamte berechtigt, den Frevler, wenn es ohne gewaltthätige Auftritte geschehen kann, zu arretiren und an die nächstgelegene Orts-Behörde zur Constatirung seiner Person abzuführen, auch kann er zu letzterem Behufe dessen Spur, so weit es ihm möglich ist, verfolgen. Miſslingt das eine oder das andere, so ist die Individualität allenfalls durch Zeugen herzustellen.

5. Für die Constatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern begangen worden, soll den Protocollen und Abschätzungen, welche von den competenten verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen werden, jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Stelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den Protocollen der inländischen Beamten beilegen.

1826 6. Die Einziehung des Betrags der Strafe und der etwa Statt gehabten Untersuchungs-Kosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schaden-Ersatzes und der Anzeiggebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

7. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königl. Baierischen und Königl. Würtembergischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Fall so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird. Wenn der Forstexcefs dergestalt durch Erkenntnifs erledigt ist, dafs dasselbe vollstrecket werden kann, so hat die Untersuchungs-Behörde eine beglaubte Abschrift der protocollarischen Verhandlungen und des zu vollstreckenden Erkenntnisses dem Angeber, und gleiche Abschriften seiner vorgesetzten Behörde zuzusenden, beides bei einer Strafe von 1-5 fl.

8. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Baiern, und Seiner Majestät des Königs von Würtemberg zweimal gleichlautende Erklärung soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen, München den 1sten October 1826.

Der Staatsminister der auswärtigen Angelegenheiten,

Graf von Thürheim.

192.

Convention entre la Russie et la Porte, destinée à fixer le mode d'accomplissement de tous les articles du traité de Bucharest, qui n'avoient pas été exécutés par la Porte depuis l'année 1812, *à assurer l'état de possession territoriale de la Russie sur les côtes de la mer noire et à remettre en vigueur tous les privilèges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie doivent jouir sous l'influence tutélaire du cabinet de Pétersbourg, signée à Ackerman le* 25 *Septembre* (7 *Octobre*) 1826. 1826

(*Le Journal de Francfort* 1826. 10 Décbr. No. 343. 10 Décbr. No. 344. *Le Moniteur universel* 1826. No. 349.)

I. *Convention explicative du traité de Bucharest.*

Au nom de Dieu tout-puissant.

La cour impériale de Russie et la Sublime Porte, animées du désir sincère de mettre un terme aux discussions qui se sont élevées entre elles depuis la conclusion du traité de Bucharest, et voulant consolider les rapports des deux empires en leur donnant pour base une parfaite harmonie et une entière confiance réciproque, sont convenues d'ouvrir par le moyen d'une réunion de plénipotentiaires respectifs, une négociation amicale, dans la pure intention d'écarter de leurs relations mutuelles tout sujet de

1826 différend ultérieur, et d'assurer pour l'avenir la pleine exécution du traité de Bucharest, ainsi que des traités et actes qu'il renouvelle ou confirme, et dont l'observation peut seule garantir le maintien de la paix si heureusement établie entre la cour impériale de Russie et la Sublime Porte Ottomane. En conséquence, S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. M. l'Empereur et Padischah des Ottomans, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, les sieurs Comte Michel Woronzoff, aide-de-camp général, général d'infanterie, membre du conseil de l'empire, gouverneur-général de la Nouvelle-Russie et commissaire plénipotentiaire de la province de Bessarabie, chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Nevsky, chevalier grand'croix de celui de St. George de 2e classe, de St. Vladimir de 1ère classe, de St. Anne de 1ère classe enrichi de diamans et chevalier de plusieurs ordres étrangers; et Alexandre de Ribeaupierre, conseiller privé et chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte, et chevalier de l'ordre de St. Anne de 1ère classe enrichi de diamans, chevalier grand'croix de l'ordre de St. Vladimir de 2e classe, ainsi que de celui de Léopold d'Autriche de 1ère classe. — Et S. H., les sieurs Seïd-Mehmed-Hadi-Effendi, contrôleur-général d'Anatolie, 1er plénipotentiaire, et Seïd-Ibrahim-Iffet-Effendi, Cadi provisoire de Sophia, avec rang de Molla de Scutari, second plénipotentiaire; lesquels après avoir échangé les copies vidimées de leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté, conclu et signé les articles suivans:

Art. I. Toutes les clauses et stipulations du traité de paix conclu à Bucharest le 16 Mai 1812 (17 jour de la lune de Djemaziul ewel de l'an de l'Egire 1227), sont confirmées dans toute leur force et valeur par la présente convention, comme si le traité de Bucharest s'y trouvoit inséré mot pour mot, les éclaircissemens qui font l'objet de la présente convention ne devant servir qu'à déterminer le sens précis et à corroborer la teneur des articles du dit traité.

Art. II. L'art. 4 du traité de Bucharest ayant stipulé pour les deux grandes isles du Danube, situées

vis-à-vis d'Ismaïl et Kilia, lesquelles, tout en demeurant propriété de la Porte Ottomane, doivent rester en partie désertes et inhabitées, un mode de délimitation dont l'exécution a été reconnue impossible, vu les inconvéniens qu'entraînent les fréquens débordemens du fleuve, et l'expérience ayant démontré en outre la nécessité d'établir une séparation fixe et suffisamment étendue entre les riverains respectifs, pour leur ôter tout point de contact et pour faire cesser par la même les différends et les troubles continuels qui en résultent, la Sublime Porte Ottomane voulant donner à la cour impériale de Russie une preuve non équivoque de son désir sincère de cimenter les relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux états, s'engage à exécuter et à maintenir l'arrangement qui a été convenu à cet égard à Constantinople entre l'envoyé de Russie et les ministres de la Sublime Porte, dans la conférence tenue le 21 Août 1817, conformément aux dispositions consignées au protocole de cette conférence. En conséquence, les dispositions énoncées dans ce protocole et relatives à l'objet en question, seront considérées comme faisant partie intégrante de la présente convention. 1826

Art. III. Les traités et actes relatifs aux privilèges dont jouissent la Moldavie et la Valachie, ayant été confirmés par une clause expresse de l'art. 5 du traité de Bucharest, la Sublime Porte s'engage solennellement à observer lesdits privilèges, traités et actes en toute occasion, avec la fidélité la plus scrupuleuse, et promet de renouveler, dans l'espace de six mois après la ratification de la présente convention, les Hatti-Chérifs de 1802, qui ont spécifié et garanti ces mêmes privilèges. En outre, vu les malheurs qu'ont essuyés ces provinces par suite des derniers évènemens, vu le choix fait de Bojars Valaques et Moldaves pour être Hospodars des deux principautés, et vu que la cour impériale de Russie a donné son assentiment à cette mesure, il a été reconnu, tant par la Sublime Porte que par la cour de Russie, que les Hatti-Chérifs ci-dessus mentionnés de l'année 1802 devoient indispensablement être complétés au moyen des clauses consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui a été convenu entre les plénipotentiai-

1826 res respectifs, et qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Il a été stipulé par l'art. 6 du traité de Bucharest, que, du côté de l'Asie, la frontière entre les deux empires seroit rétablie comme elle étoit anciennement avant la guerre, et que la cour impériale de Russie restitueroit à la Sublime Porte Ottomane les fortresses et châteaux situés dans l'intérieur de cette frontière et conquis par ses armes. En conséquence de cette stipulation, et vu que la cour impériale de Russie a évacué et restitué immédiatemnt après la paix, celles de ces fortresses qui avoient été prises seulement pendant la guerre sur les troupes de la Sublime Porte, il est convenu de part et d'autre, que désormais les frontières asiatiques entre les deux empires demeureront telles qu'elles existent aujourd'hui, et qu'un terme de deux ans est fixé afin d'aviser réciproquement aux moyens les plus propres à maintenir la tranquillité et la sûreté des sujets respectifs.

Art. V. La Sublime Porte Ottomane, désirant donner à la cour impériale de Russie un témoignage éclatant de ses dispositions amicales et de sa scrupuleuse attention à remplir en entier les conditions du traité de Bucharest, mettra immédiatement à exécution toutes les clauses de l'art. 8 de ce traité relatives à la nation Servienne, laquelle étant *ab antiquo* sujette et tributaire de la Sublime Porte, devra éprouver en toute occasion les effets de sa clémence et de sa générosité. En conséquence, la Sublime Porte réglera avec les députés de la nation Servienne, les mesures qui seront jugées les plus convenables pour lui assurer les avantages stipulés en sa faveur, avantages dont la jouissance sera tout à-la-fois la juste récompense et le meilleur gage de la fidélité dont cette nation a donné des preuves à l'empire Ottoman. Comme un terme de dix-huit mois est jugé nécessaire pour procéder aux vérifications qu'exige cet objet, conformément à l'acte séparé ci-joint, convenu entre les plénipotentiaires respectifs, lesdites mesures seront réglées et arrêtées de concert avec la députation servienne à Constantinople et consignées en détail dans un firman suprême revêtu du Hatti-Chérif, lequel sera mis en vigueur dans le plus court

délai possible et au plus tard dans le susdit terme de 1826
dix-huit mois, et sera en outre communiqué à la cour impériale de Russie et considéré dès-lors comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Art. VI. En vertu des stipulations expresses de l'art. 10 du traité de Bucharest, toutes les affaires et réclamations des sujets respectifs, lesquelles avoient été suspendues par l'évènement de la guerre, devant être reprises et terminées de même, les créances que les sujets respectifs pouvoient avoir les uns contre les autres, ainsi que sur le fisc, devant être examinées et réglées en toute justice, et promptement et entièrement liquidées, il est convenu que toutes les affaires et réclamations des sujets russes, à l'occasion des pertes qu'ils ont essuyées par les déprédations des pirates barbaresques, les confiscations faites au moment de la rupture entre les deux cours en 1806 et autres actes de même nature, y compris ceux qui ont eu lieu depuis l'année 1821, donneront lieu à une liquidation et à un dédommagement équitables. A cet effet, il sera nommé sans délai, de part et d'autre, des commissaires qui vérifieront les états des pertes et fixeront le montant d'un dédommagement. Tous les travaux de ces commissaires seront terminés, et la somme à laquelle s'élèvera le dédommagement ci-dessus mentionné, sera remise en bloc à la légation impériale de Russie à Constantinople, dans un terme de dix-huit mois, à dater de la ratification de la présente convention. Il sera aussi observé une égale réciprocité envers les sujets de la Sublime Porte.

Art. VII. La réparation des dommages causés aux sujets et négocians de la cour impériale de Russie par les corsaires des régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, et la pleine et entière exécution des stipulations du traité de commerce et de l'art. 7 du traité de Jassy, étant d'une stricte obligation pour la Sublime Porte en vertu des clauses expresses de l'art. 12 du traité de Bucharest, lequel, conjointement avec l'art. 3, rappelle et confirme toutes les transactions antérieures, la Sublime Porte réitère solennellement la promesse de remplir désormais avec la plus scrupuleuse fidélité tous ses engagemens à cet égard. En conséquence: 1. La Sublime Porte mettra

1826 tous ses soins à empêcher que les corsaires des régences barbaresques ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, inquiéter le commerce ou la navigation russe, et en cas de déprédation de leur part, dès qu'elle en sera instruite, elle s'engage itérativement à faire restituer sans nul retard, toutes les prises faites par lesdits corsaires, à faire dédommager les sujets russes des pertes qu'ils auroient essuyées, à adresser à cette fin un firman rigoureux aux régences barbaresques, de manière à ce qu'il ne soit plus nécessaire de le réiterer une seconde fois, et, dans le cas où ce firman n'auroit pas été exécuté, à payer le montant de l'indemnité, de son trésor impérial, dans le terme de deux mois, spécifiés en l'art. 7 du traité de Jassy, à dater du jour de la réclamation qui aura été présentée à cet égard par le ministre de Russie sur la vérification qu'il en aura faite. 2. La Sublime Porte promet d'observer rigoureusement toutes les conditions du dit traité de commerce, de lever toutes les prohibitions contraires à la teneur expresse de ses stipulations, de ne mettre aucune entrave à la libre navigation des navires marchands sous pavillon russe dans toutes les mers et eaux de l'empire Ottoman sans aucune exception, en un mot, de faire jouir les marchands, les capitaines et tous les sujets russes en général, des avantages et prérogatives, comme de l'entière liberté de commerce, qui sont formellement stipulés par les traités existans entre les deux empires. 3. Conformément à l'art. 1 du traité de commerce, qui stipule en faveur de tous les sujets russes en général, la liberté de navigation et de commerce dans tous les états de la Sublime Porte, tant sur terre que sur mer, et partout où la navigation et le commerce pourront convenir aux sujets russes; et en vertu des clauses des art. 31 et 35 du dit traité, qui assurent le libre passage par le canal de Constantinople des navires marchands russes, chargés de vivres ou autres marchandises et productions de la Russie ou d'autres états non soumis à l'empire Ottoman, ainsi que la libre disposition de ces vivres, marchandises et productions, la Sublime Porte promet de n'apporter aucun obstacle ni empêchement à ce que les batimens russes, chargés de blés et autres vivres, à leur arrivée dans le canal de Constanti-

nople, le cas de besoin échéant, puissent transborder 1826
leur cargaison sur d'autres bâtimens, soit russes soit d'autre nation étrangère, pour être transportée hors des états de la Sublime Porte. 4. La Sublime Porte acceptera les bons offices de la cour impériale de Russie à l'effet d'accorder, d'après les exemples précédens, l'entrée de la mer noire aux bâtimens des puissances amies du gouvernement Ottoman, qui n'ont pas encore obtenu ce privilège, de manière à ce que le commerce d'importation en Russie par le moyen de ces bâtimens, et l'exportation des produits russes à leur bord, ne puissent essuyer aucune entrave.

Art. VIII. La présente convention, servant d'éclaircissement et de complément au traité de Bucharest, sera ratifiée par S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. M. l'Empereur et Padischah des Ottomans, au moyen de ratifications solennelles munies de leur propre signature suivant l'usage, qui seront échangées par les plénipotentiaires respectifs, dans le terme de quatre semaines ou plus tôt s'il est possible, à compter du jour de la conclusion de la présente convention.

Fait à Ackerman, le 25 Septembre (7 Octobre) 1826.

II. *Acte séparé relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie.*

Au nom de Dieu tout-puissant.

Les Hospodars de Moldavie et de Valachie étant choisis parmi les Bojars indigènes, leur élection sera désormais faite dans chacune de ces provinces d'après le consentement et la volonté de la Sublime Porte, par l'assemblée générale du Divan, conformément à l'ancien usage du pays.

Les Bojars du Divan de chaque province, comme corps du pays, et avec l'accord général des habitans, feront choix pour la dignité de Hospodar, d'un des Bojars les plus anciens et les plus capables de la bien remplir, et ils présenteront à la Sublime Porte par une requête (Arz. Mahsar) le candidat élu, le-

1826 tous ses soins à empêcher que les corsaires des régences barbaresques ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, inquiéter le commerce ou la navigation russe, et en cas de déprédation de leur part, dès qu'elle en sera instruite, elle s'engage itérativement à faire restituer sans nul retard, toutes les prises faites par lesdits corsaires, à faire dédommager les sujets russes des pertes qu'ils auroient essuyées, à adresser à cette fin un firman rigoureux aux régences barbaresques, de manière à ce qu'il ne soit plus nécessaire de le réiterer une seconde fois, et, dans le cas où ce firman n'auroit pas été exécuté, à payer le montant de l'indemnité, de son trésor impérial, dans le terme de deux mois, spécifiés en l'art. 7 du traité de Jassy, à dater du jour de la réclamation qui aura été présentée à cet égard par le ministre de Russie sur la vérification qu'il en aura faite. 2. La Sublime Porte promet d'observer rigoureusement toutes les conditions du dit traité de commerce, de lever toutes les prohibitions contraires à la teneur expresse de ses stipulations, de ne mettre aucune entrave à la libre navigation des navires marchands sous pavillon russe dans toutes les mers et eaux de l'empire Ottoman sans aucune exception, en un mot, de faire jouir les marchands, les capitaines et tous les sujets russes en général, des avantages et prérogatives, comme de l'entière liberté de commerce, qui sont formellement stipulés par les traités existans entre les deux empires. 3. Conformément à l'art. 1 du traité de commerce, qui stipule en faveur de tous les sujets russes en général, la liberté de navigation et de commerce dans tous les états de la Sublime Porte, tant sur terre que sur mer, et partout où la navigation et le commerce pourront convenir aux sujets russes; et en vertu des clauses des art. 31 et 35 du dit traité, qui assurent le libre passage par le canal de Constantinople des navires marchands russes, chargés de vivres ou autres marchandises et productions de la Russie ou d'autres états non soumis à l'empire Ottoman, ainsi que la libre disposition de ces vivres, marchandises et productions, la Sublime Porte promet de n'apporter aucun obstacle ni empêchement à ce que les bâtimens russes, chargés de blés et autres vivres, à leur arrivée dans le canal de Constanti-

En cas de déstitution, d'abdication ou de mort 1826
d'un Hospodar, et jusqu'à ce qu'il lui soit donné un successeur, l'administration de la principauté sera confiée à des Caïmacans nommés par le Divan de la dite principauté.

Le Hatti-Chérif de 1802 ayant ordonné l'abolition des impôts, redevances et requisitions introduites depuis l'année 1198 (1783), les Hospodars avec les Bojars des Divans respectifs détermineront et fixeront les impôts et les charges annuelles de la Moldavie et de la Valachie, en prenant pour base les réglemens qui ont été établis à la suite du Hatti-Chérif de 1802. Les Hospodars ne pourront dans aucun cas manquer au strict accomplissement de cette disposition. Ils auront égard aux représentations du ministre de S. M. I. et à celles que les consuls de Russie leur adresseront d'après ses ordres, tant sur cet objet, que sur le maintien des privilèges du pays, et spécialement sur l'observation des clauses et articles insérés dans le présent acte.

Les Hospodars, de concert avec les Divans respectifs, fixeront dans chaque province le nombre des Beschlis d'après celui qui existoit avant les troubles de 1821. Ce nombre une fois fixé ne pourra être augmenté sous aucun prétexte, à moins que l'urgente nécessité n'en soit reconnue de pa et d'autre, et il est bien entendu que les Beschlis continueront à être formés et organisés comme ils l'étoient avant les troubles de 1821; que les Agas continueront d'être choisis et nommés d'après le mode suivi avant la dite époque, et qu'enfin les Beschlis et leurs Agas ne rempliront jamais que les fonctions pour lesquelles ils ont été originairement institués, sans pouvoir se mêler des affaires du pays, ni se permettre aucune autre action.

Les usurpations faites sur le territoire de la Valachie du côté d'Ibrail, Ghierghiova et de Coulé, et au-delà de l'Olta, seront restituées aux propriétaires, et il sera fixé pour la dite restitution un terme dans les firmans y relatifs, lesquels seront adressés à qui il appartient.

1826 Ceux des Bojars Moldaves, qui uniquement par suite des derniers troubles se sont vus forcés de quitter leur patrie, pourront y revenir librement, sans être inquiétés par qui que ce soit, et rentreront dans la pleine et entière jouissance de leurs droits, prérogatives, biens et propriétés comme par le passé.

La Sublime Porte, eu égard aux malheurs qui ont pesé sur les principautés de la Moldavie et de la Valachie, par suite des derniers troubles, leur accordera deux années d'exemption des tributs et redevances qu'elles sont tenues de lui payer; à l'expiration du terme de l'exemption ci-dessus mentionnée, les dits tributs et redevances seront acquittés au taux fixé par les Hatti-Chérifs de 1802, et ne pourront être augmentés dans aucun cas. La Sublime Porte accordera également aux habitans des deux principautés la liberté de commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie, dont ils pourront disposer comme bon leur semblera, sauf les restrictions exigées d'un côté par les fournitures dues annuellement à la Sublime Porte, dont ces provinces sont comme les greniers, de l'autre par l'approvisionnement du pays. Toutes les dispositions du Hatti-Chérif de 1802, relatives à ces fournitures, à leur acquittement régulier aux prix courans, d'après lesquels elles doivent être soldées et dont la fixation appartiendra, en cas de litige, aux Divans respectifs, seront remises en vigueur et observées à l'avenir avec une scrupuleuse exactitude.

Les Bojars seront tenus d'exécuter les ordres des Hospodars et de rester envers eux dans les bornes d'une parfaite soumission. De leur côté, les Hospodars ne pourront sévir arbitrairement contre les Bojars, ni leur faire subir des punitions non méritées et sans qu'ils ayent commis quelque faute avérée, et les derniers ne subiront de peine qu'après avoir été jugés conformément aux lois et usages du pays.

Les troubles, survenus dans les dernières années en Moldavie et en Valachie, ayant porté la plus grave atteinte à l'ordre dans les diverses branches

de l'administration intérieure, les Hospodars seront 1826
tenus de s'occuper sans le moindre délai, avec les Divans respectifs, des mesures nécessaires pour améliorer la situation des principautés confiées à leurs soins, et ces mesures feront l'objet d'un réglement général pour chaque province, lequel sera mis immédiatement à exécution.

Tous les autres droits et privilèges des principautés de Moldavie et de Valachie, et tous les Hatti-Chérifs qui les concernent, seront maintenus et observés, en tant qu'ils ne seront pas modifiés par le présent acte.

C'est pourquoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, munis des pleins-pouvoirs souverains, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime Porte Ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'art. 3 de la convention explicative et confirmative du traité de Bucharest, conclue en huit articles, dans les conférences à Ackerman, entre nous et les plénipotentiaires ottomans.

En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures, et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte.

Fait à Ackerman, le 25 Sept. (7 Octobre) 1826.

Comte M. Woronzow.
Ribeaupierre.

III. *Acte séparé relatif à la Servie.*

Au nom de Dieu tout-puissant.

La Sublime Porte, dans l'unique intention de remplir fidèlement les stipulations de l'art. 8 du traité de Bucharest, ayant précédemment permis aux députés serviens à Constantinople de lui présenter les demandes de leur nation, sur les objets les plus con-

1826 venables pour consolider la sûreté et le bien-être du pays, ces députés avoient précédemment exposé dans leur requête le voeu de la nation relativement à quelques-uns de ces objets, tels que la liberté du culte, le choix de ses chefs, l'indépendance de son administration intérieure, la réunion des districts détachés de la Servie, la réunion des différens impôts en un seul, l'abandon aux Serviens de la régie des biens appartenant à des Musulmans, à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tribut, la liberté de commerce, la permission aux négocians serviens de voyager dans les états ottomans avec leurs propres passeports, l'établissement d'hôpitaux, écoles et imprimeries, et enfin la défense aux Musulmans, autres que ceux appartenant aux garnisons, de s'établir en Servie. Tandis que l'on s'occupoit à vérifier et à régler les articles ci-dessus spécifiés, certains empêchemens survenus en motivèrent l'ajournement. Mais la Sublime Porte persistant aujourd'hui encore dans la ferme résolution d'accorder à la nation Servienne les avantages stipulés dans l'art. 8 du traité de Bucharest, elle réglera de concert avec les députés serviens à Constantinople, les demandes ci-dessus mentionnées de cette nation fidèle et soumise, comme aussi toutes les autres qui lui seroient présentées par la députation servienne, et qui ne seroient point contraires à la qualité de sujets de l'empire Ottoman.

La Sublime Porte informera la cour impériale de Russie de l'exécution qu'aura reçue l'art. 8 du traité de Bucharest, et lui communiquera le firman revêtu du Hatti-Chérif par lequel les susdits avantages seront accordés.

C'est pourquoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, munis des pleins-pouvoirs souverains, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime Porte Ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard des Serviens les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'art. 5 de la convention explicative et confirmative du traité de Bucharest, conclue en huit

articles dans les conférences d'Ackerman, entre nous, 1826
et les plénipotentiaires ottomans.

En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures, et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte.

Fait à Ackerman le 25 Sept. (7 Octobre) 1826.

Comte M. Woronzoff.

Ribeaupierre.

La présente convention et les deux actes séparés ont été ratifiés par S. M. l'Empereur de Russie, le 14 (26 Octobre) 1826.

193.

Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Lubec, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles, ratifiée par l'Hanovre le 17 Octobre 1826.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1826. Abthl. 1. No. 37. p. 217.)

Georg der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland u. s. w. auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

Zwischen Unserm Königlichen Cabinets-Ministerio in Hannover und dem Senate der freien Hansestadt Lübeck ist über wechselseitige Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Gerichtsgebühren in Criminalfällen, unter Vorbehalt Unserer Ratification

1826 eine Vereinbarung geschlossen, welche wörtlich lautet wie folgt.

Art. I. Alle Personen, die während ihres Aufenthalts in dem Königreiche Hannover, oder in dem Gebiete der freien Hansestadt Lübeck ein Verbrechen begangen, welches nach den Grundsätzen der in beiderseitigen Gebieten geltenden Rechte eine peinliche Strafe nach sich ziehet, sollen, wenn sie vor erfolgender Bestrafung in den anderseitigen Gerichtsbezirk sich gewandt haben, an dasjenige Gebiet unweigerlich ausgeliefert werden, in dessen Gerichtsbezirk das Verbrechen verübt worden ist. Wofern jedoch die Verbrecher, deren Auslieferung verlangt wird, in dem einen oder andern Gebiete wirklich domicilirte, wenn auch mit Immobilien nicht angesessene Unterthanen, Bürger oder Einwohner sein sollten; so soll die Bewilligung der Auslieferung derselben zu einer vorher darüber in jedem einzelnen Falle zwischen dem Königlich Grofsbritannisch Hannoverschen Ministerio und dem Senate der freien Hansestadt Lübeck zu treffenden Übereinkunft hinverstellt bleiben. Nach der in diesem Artikel enthaltenen Bestimmung findet demnach die Auslieferung in blofsen Accise- und Contrebande-Vergehen, wenn gleich in dem einen oder dem andern Gebiete darauf, entweder überhaupt, oder nach den Zeitumständen, z. B. bei Fruchtsperren u. s. w. eine peinliche Strafe gesetzt sein sollte, nur in den Fällen Statt, wenn deshalb für den vorkommenden einzelnen Fall zwischen dem Königlich Grofsbritannisch-Hannoverschen Ministerio und dem Senate der freien Hansestadt Lübeck eine Übereinkunft getroffen werden sollte.

Art. II. Sollte nach der Verfassung desjenigen Gebiets, wo das Verbrechen verübt worden ist, die Untersuchung von einem andern Gerichte als demjenigen geführt werden, in dessen Gerichtsbezirk das Verbrechen sich zugetragen hat: so erfolgt die Auslieferung an den die Untersuchung auf sich habenden Richter.

Art. III. Der Auslieferung mufs jedesmal eine Requisition des die Untersuchung führenden Gerichts vorhergehn. Mithin soll ein blofses Anerbieten zur Auslieferung, welches sich nicht auf eine in öffent-

lichen Blättern bekannt gemachte, oder in besonderen 1826
Schreiben geschehene Requisition gründet, keiner Gerichtsstelle die Annahme eines Verbrechers zur Nothwendigkeit machen.

Art. IV. Trüge es sich zu, dafs um die Auslieferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachgesucht würde, wo selbiger schon wegen eines andern Verbrechens bei dem requirirten Gerichte in Untersuchung befangen ist: so soll die Auslieferung nur alsdann Statt finden, wenn das Verbrechen, welches der requirirende Richter zu untersuchen hat, nach den Grundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde liegenden Rechte eine gröfsere Strafe nach sich zieht.

Art. V. Ist es aber zweifelhaft, welches von beiden Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich ziehe, oder sind beide Verbrechen von gleicher Strafbarkeit: so unterbleibt die Auslieferung, wofern nicht in jedem einzelnen Falle durch Übereinkunft beiderseitiger Regierungen ein anderes beliebt wird.

Art. VI. Erfolgt die Auslieferung in einem solchen Falle, wo der Verbrecher in beiden Gebieten sich vergangen hat: so werden dem requirirenden Richter die von dem requirirten Gerichte geführten Acten und alle sonst erforderlichen Nachrichten zugleich mitgetheilt, um darnach die auf beiden Verbrechen ruhenden Strafen zu erkennen, und auch sonst in Ansehung der Entschädigung oder anderer Umstände darauf die nöthige Rücksicht nehmen zu können.

Art. VII. Wenn der Verbrecher, um dessen Auslieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem requirirten Gerichte sich in Haft befindet: so sollen zur Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten getroffen werden, vorbehältlich jedoch der Befugnifs des requirirten Richters, wenn ihm der Fall dieser Convention nicht angemessen schiene, die Auslieferung abzulehnen; wie denn auch bei gegründeten Zweifeln über die Identität der Person und bei mangelnder Gefahr der Flucht, die Verhaftung gegen Sicherheits-Bestellung einstweilen unterbleiben kann.

Art. VIII. Sobald der Verbrecher, aufser den vorher im III Artikel bemerkten Fällen, in Haft ge-

1826 zogen ist, muſs der requirirte Richter dem requirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen, damit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge. Der requirirte Richter hat demnach die eigene Abschickung des Verbrechers nur alsdann zu veranstalten, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

Art. IX. Auch in solchen Criminalfällen, wo nicht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern nur um Vernehmung der Zeugen oder anderer Personen, und um Mittheilung der Acten oder sonstiger Nachrichten angesucht wird: sollen die Gerichtsstellen mit aller Willfährigkeit einander zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter zum Behufe vorseiender Confrontation oder Recognition unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. X. Wenn Behuf anzustellender Confrontationen die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird: so sollen, auf vorgängige Communication der höheren Justiz-Collegien, der oder dieselben nicht bloſs bis auf die Grenze, sondern unter den erforderlichen Sicherheits-Anstalten, an das untersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke verabfolgt werden.

Art. XI. Mit der Bezahlung der Kosten soll es folgendermaaſsen gehalten werden: Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt, so werden hieraus dem requirirten Richter nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen, nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren entrichtet. Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hinreichendes eigenes Vermögen: so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und der requirirende Richter bezahlt alsdann dem requirirten Gerichte lediglich die baaren Auslagen, welche durch die Haft und die Unterhaltung des Verbrechers bis zur erfolgten Abholung desselben veranlaſst worden sind.

Art. XII. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Ansicht der Bezahlung der Kosten in solchen

Criminalfällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung der Verbrecher, sondern nur auf die Abhörung oder Stellung von Zeugen oder anderer Personen ankommt. 1826

Art. XIII. Zur Entscheidung der Frage: ob der Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung von Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in beiderseitigen Gebieten etwas weiteres nicht, als das Zeugnifs desjenigen Gerichts erfordert werden, unter welchem der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat. Sollte derselbe aber seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein: wird es angesehen, als ob derselbe kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

Art. XIV. Den bei Criminaluntersuchungen zu stellenden Zeugen und anderen abzuhörenden Personen sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütungssumme, nach deren von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Stellung, von dem requirirenden Richter sofort verabreicht werden, und sofern sie deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die Auslage davon übernehmen, es soll jedoch selbige von dem requirirenden Richter, auf die davon erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten Gerichte ungesäumt wieder erstattet werden.

Art. XV. Wenn Verbrechen entweder auf unbestrittener Grenze oder an solchen Orten, woselbst die Hoheitsgrenze zweifelhaft ist, verübt worden: so soll die Prävention unter den beiderseitigen Gerichten dergestalt Statt haben, dafs die Untersuchung und Bestrafung demjenigen Gerichte verbleibe, welches den Inquisiten selbst über das angezeigte Verbrechen oder Vergehen zuerst vernommen hat; wobei jedoch zur wechselseitigen Bedingung gemacht wird, dafs solche Fälle in Absicht der Landeshoheit nicht für Besitzhandlungen gelten, noch als solche jemals angezogen werden sollen.

Art. XVI. Wegen Durchführung der Gefangenen durch beiderseitige Gebiete ist annoch festgesetzt: dafs in den Fällen, wenn

1826 a. der Arrestant zu den Unterthanen desjenigen Gebiets nicht gehört, durch welches die Durchführung geschieht;

b. die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht vom Militär ist, sondern nur aus Polizeibedienten oder anderen Personen besteht; auch

c. nicht von beträchtlicher Anzahl, und nur höchstens fünf Mann stark ist, solche auf blofse Pässe der Polizei-Behörden, welche jedoch die obige Einschränkung sub a. deutlich enthalten müssen, von den Garnisonen und jeden Orts-Obrigkeiten gestattet, auch die nöthige Assistenz dabei geleistet, aufser solchen Fällen aber die vorgängige Correspondenz der höheren Collegien fernerweit erforderlich sein soll.

Art. XVII. Endlich ist den Polizeibedienten beiderseitiger Gebiete verstattet, flüchtigen Verbrechern oder Verdächtigen über die Grenze nachzusetzen, auch solche, wenn nicht sofort die Hülfe der Landesbeamten dazu bewirkt werden kann, anzuhalten, da dann die Angehaltenen jedesmal sofort an das nächste Amt des Gebiets, worin sie ergriffen worden, abzugeben sind, welches wegen der Auslieferung nach den gegebenen Vorschriften verfährt. Gleichwie nun die gegenwärtige Vereinbarung auf der Reciprocität gegründet und auf die Beförderung einer unverweilten Justizpflege lediglich gerichtet ist: also soll dieselbe demnächst in dem Gebiete beider paciscirenden Theile gewöhnlicher Maafsen bekannt gemacht werden.

Nachdem Wir nun diese Convention Unsern Absichten gemäfs befunden haben: so genehmigen Wir dieselbe hiemit und befehlen, dafs sämmtliche obrigkeitliche Behörden in Unserm Königreiche Hannover in vorkommenden geeigneten Fällen derselben unverbrüchlich nachkommen sollen.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Namens-Unterschrift und beigefügten Königlichen Siegels.

Gegeben St. James's, den 17ten October des 1825sten Jahrs, Unseres Reichs im Siebenten.

George Rex.

E. *Graf* v. Münster.

194.

Traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté le Roi de Dannemarc, fait et conclu à Stockholm le 2 Novembre 1826, et ratifié à Stockholm le 30 Novembre et à Copenhague le 17 Novembre de la même année. 1826

(*D'après la copie officielle, publiée à Stockholm,* tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1826.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et Sa Majesté le Roi de Dannemarc, également animés du désir d'étendre et de consolider, pour le bien réciproque de leurs sujets, les rélations commerciales, qui subsistent entre leurs états respectifs, et convaincus que ce but salutaire ne sauroit être mieux rempli, que par l'adoption d'un système de parfaite réciprocité, basé sur des principes équitables, sont convenus, en conséquence, d'entrer en négociation, pour la conclusion d'un traité de commerce, et ont nommé, pour cet effet, des plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Gustave, Comte de Wetterstedt, son ministre d'état et des affaires étrangères, chevalier commandeur de ses ordres, chevalier des ordres de Russie de St. André, de St. Alexandre Nevsky, et de St. Anne de la première classe, chevalier de l'ordre de Prusse de l'Aigle rouge de la première classe, grand'croix de l'ordre de Leopold d'Autriche, un des Dix Huit de l'Academie suédoise, et le Sieur David de Schulzenheim, son chancelier de la cour, chambellan, commandeur de son ordre de l'Etoile polaire, chevalier de l'ordre de Russie de St. Anne de la seconde classe,

1826 et de celui de Prusse de l'Aigle rouge de la troisième classe; et Sa Majesté le Roi de Dannemarc: le Sieur Hans de Krabbe, son chambellan, et son envoyé extraordinaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, grand'croix de son ordre du Dannebrog, et chevalier de celui de Russie de St. Anne de la seconde classe, lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les bâtimens et embarcations suédois et norvégiens, quelles que soient leur capacité et leur construction, qui arrivent, sur leur lest ou chargés, dans les ports du royaume de Dannemarc, de même que les bâtimens et embarcations danois, de quelle capacité et construction que ce soit, qui arrivent dans les ports des royaumes de Suède et de Norvège, sur leur lest ou chargés, seront traités, tant à leur entrée, qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage, et de sauvetage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant à la couronne, aux villes, ou à des établissemens particuliers quelconques.

Art. II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du royaume de Dannemarc est légalement permise dans des bâtimens et embarcations danois, pourront également y être importés sur des bâtimens et embarcations suédois et norvégiens, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avoient été importées dans des bâtimens danois; et, réciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Dannemarc, soit de tout autre pays, dont l'importation, dans les ports des royaumes de Suède et de Norvège, est légalement permise, dans des bâtimens et embarcations suédois et norvégiens, pourront également y être importés sur des bâtimens et embarcations danois, sans être

assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle 1826
dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avoient été importées dans des bâtimens suédois ou norvégiens.

Il est entendu, toutefois, que, par exception spéciale, l'importation du sel, sur des bâtimens et embarcations danois, dans les ports du royaume de Suède, et, réciproquement dans ceux du royaume de Dannemarc, sur des bâtimens et embarcations suédois, ne jouira pas des avantages généraux ci-dessus mentionnés, et restera assujettie aux règlemens jusqu'ici existans.

Il est entendu, de même, que, comme la compagnie asiatique du royaume de Dannemarc possède le privilège exclusif d'importer, sur ses propres navires, dans les ports danois, les marchandises de la Chine, chargées dans les ports situés au delà du Cap de Bonne espérance, les dites marchandises venant directement de ces mêmes contrées du Globe, ne pourront pas, non plus, être importées dans les ports de Suède et de Norvège, sur des bâtimens danois. Quant au commerce indirect avec les dites marchandises entre la Suède, la Norvège et le Dannemarc, les stipulations ci-dessus dans l'article présent, lui seront applicables en tous points.

Art. III. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit production du sol ou de l'industrie des royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports des dits royaumes, dans leurs propres bâtimens et embarcations, est légalement permise, pourront, de même, être exportés des dits ports sur des bâtimens et embarcations danois, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avoit été faite en des bâtimens suédois ou norvégiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les ports du royaume de Dannemarc, de sorte, que toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Dannemarc, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports du dit royaume, dans ses propres bâtimens et embarcations, est lé-

1826 galement permise, pourront, de même, être exportés des dits ports, sur des bâtimens et embarcations suédois et norvégiens, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avoit été faite en des bâtimens danois.

Art. IV. Il ne sera donné, ni directement, ni indirectement, préférance quelconque à l'achat d'aucune marchandise, en considération de la nationalité du navire, qui seroit entré, avec sa cargaison légalement permise, dans un port des royaumes de Suède et de Norvège, ou du royaume de Dannemarc, l'intention des hautes parties contractantes étant, qu'aucune différence quelconque n'ait lieu à cet égard, entre les bâtimens et embarcations de leurs états respectifs.

Art. V. Les colonies respectives des deux hautes parties contractantes, y compris, de la part du Dannemarc, le Groenland, l'Islande, et les îles de Ferröe, sont spécialement exceptées des stipulations contenues dans les quatre articles précédents, lesquels ne seront applicables qu'aux royaumes de Suède et de Norvège, d'une part, et au royaume de Dannemarc, ainsi qu'aux Duchés de Schlesvig, de Holstein, et de Lauenbourg, de l'autre part.

Art. VI. Les bâteaux suédois, dits *Färjemans-Båtar*, des villes de Helsingborg, de Malmö et de Landscrona, ainsi que les bâteaux danois de la même espèce de Copenhague et d'Elséneur, allant entre les villes susmentionnées, demeureront exemptés, des deux côtés, de tout droit de port et de tonnage. Quant à leurs chargemens, ceux-ci seront traités, par rapport aux droits d'entrée et de sortie, d'après les règles générales établies par les articles II et III. du présent traité.

La faculté accordée, par le réscript de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège du 19 Novembre 1823, aux bâteaux danois, dits *Færge baade*, arrivés sur leur lest à Höganäs, d'en exporter des charbons de terre et de la terre à porcellaine et à fayence (Eldfasta leror), sans payer des droits quelconques, est maintenue. Par contre, les bâteaux suédois, qui

vont directement de Höganäs en Dannemarc, chargés 1826
de charbons de terre et de terre à porcellaine et à fayence (Eldfasta leror), seront également affranchis de tous droits quelconques.

Art. VII. Les bâtimens et embarcations suédois et norvégiens, ainsi que les bâtimens et embarcations danois, ne pourront profiter des immunités et avantages, que leur accorde le présent traité qu'autant qu'ils se trouveront munis des papiers et certificats, voulus par les règlemens existans des deux côtés, pour constater leur port et leur nationalité.

Art. VIII. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années, à compter du premier Janvier de l'année prochaine, mil huit cent vingt-sept, et même au delà de cette époque, à moins qu'ensuite l'une ou l'autre des hautes parties contractantes ne déclare explicitement l'intention d'en faire cesser l'effet.

En ce cas, il restera encore obligatoire, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront l'annonce officielle, faite par l'une des deux puissances à l'autre, pour qu'il soit annullé.

Art. IX. Ce traité sera ratifié par les hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Stockholm, dans l'espace d'un mois après la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les susdits plénipotentiaires, en vertu de leurs pleinspouvoirs respectifs, ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Stockholm le second Novembre, l'an de grâce mil huit cent vingt-six.

G. de Wetterstedt. Krabbe.

D. de Schulzenheim.

Article séparé.

L'article VIII. du traité de paix, conclu à Jönköping le dixième Décembre mil huit cent neuf, stipulant l'abolition du droit de détraction, entre le royaume de Suède d'une part, et celui de Dannemarc de l'autre, en autant que les deux couronnes respectives l'avoient jusque là perçu ou fait perçevoir: il a été convenu maintenant entre les deux hautes parties

1826 contractantes, non seulement d'appliquer la susdite stipulation au royaume de Norvège, de manière, que le droit de détraction sera définitivement aboli entre ce royaume et celui de Dannemarc; mais aussi, d'étendre cette abolition réciproque à la partie du droit de détraction, dont jouissent, en certains cas, les villes, communes, ou autres autorités particulières, et qui cessera, en conséquence, dès à présent, à être lévée de part et d'autre sur les sujets respectifs des deux gouvernemens.

Le présent article séparé aura la même force et valeur, que s'il étoit inséré, mot à mot, dans le traité signé aujourd'hui, et sera ratifié en même tems.

En foi de quoi nous soussignés, en vertu de nos pleinspouvoirs respectifs, avons signé le présent article séparé, et y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Stockholm le deuxième jour de Novembre, l'an de grâce mil huit cent vingt-six.

G. de Wetterstedt. Krabbe.
D. de Schulzenheim.

195.

Convention entre la Grande Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, pour l'arrangement définitif de certaines prétentions des Etats-Unis, fondées sur la convention conclue à St. Pétersbourg le 12 Juillet 1822; signée à Londres le 13 Novembre 1826.

(*D'après la copie officielle, présentée au parlement en* 1827. *Acts passed at the second session of the nineteenth congrefs of the United States* p. 56.)

Difficulties having arisen in the execution of the convention concluded at St. Petersburgh on the twelfth

day of July 1822, under the mediation of His Majesty the Emperor of all the Russias, between Great Britain and the United States of America, for the purpose of carrying into effect the decision of His Imperial Majesty upon the differences which had arisen between Great Britain and the said United States, on the true construction and meaning of the first article of the treaty of peace and amity, concluded at Ghent on the twenty-fourth day of December 1814; — His Britannick Majesty and the said United States, being equally desirous to obviate such difficulties, have respectively named plenipotentiaries to treat and agree respecting the same, that is to say: — 1826

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland has appointed the right honourable William Huskisson, a member of His said Majesty's most honourable privy council, a member of parliament, president of the committee of privy council for affairs of trade and foreign plantations, and treasurer of His said Majesty's navy; — and Henry Unwin Addington, esquire, late His Majesty's chargé d'affaires to the United States of America: — And the president of the United States, Albert Gallatin, their envoy extraordinary and minister plenipotentiary to His Britannick Majesty: — who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles: —

Art. I. His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland agrees to pay, and the United States of America agree to receive, for the use of the persons entitled to indemnification and compensation, by virtue of the said decision and convention, the sum of twelve hundred and four thousand nine hundred and sixty dollars, current money of the United States, in lieu of, and in full and complete satisfaction for, all sums claimed or claimable from Great Britain, by any person or persons whatsoever, under the said decision and convention.

Art. II. The object of the said convention being thus fulfilled, that convention is hereby declared to

1826 be cancelled and annulled, save and except the se cond article of the same, which has already been carried into execution by the commissioners appointed under the said convention, and save and except so much of the third article of the same, as relates to the definitive list of claims, and has already likewise been carried into execution by the said commissioners.

Art. III. The said sum of twelve hundred and four thousand nine hundred and sixty dollars shall be paid at Washington to such person or persons as shall be duly authorised, on the part of the United States, to receive the same, in two equal payments as follows: —

The payment of the first half to be made twenty days after official notification shall have been made by the government of the United States, to His Britannick Majesty's minister in the said United States of the ratification of the present convention by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate thereof.

And the payment of the second half to be made on the first day of August 1827.

Art. IV. The above sums being taken as a full and final liquidation of all claims whatsoever arising under the said decision and convention, both the final adjustment of those claims, and the distribution of the sums so paid by Great Britain to the United States, shall be made in such manner as the United States alone shall determine: and the government of Great Britain shall have no further concern or liability therein.

Art. V. It is agreed that, from the date of the exchange of the ratifications of the present convention, the joint commission appointed under the said convention of St. Petersburgh, of the twelfth of July 1822, shall be dissolved, and, upon the dissolution thereof, all the documents and papers, in possession of the said commission, relating to claims under that convention, shall be delivered over to such person or persons as shall be duly authorised on the part of the United States, to receive the

same. And the british commissioner shall make over 1826
to such person or persons, so authorised, all the documents and papers, (or authentical copies of the same, where the originals cannot conveniently be made over), relating to claims under the said convention, which he may have received from his government for the use of the said commission, conformably to the stipulations contained in the third article of the said convention.

Art. VI. The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in London in six months from this date, or sooner if possible.

In witness whereof the plenipotentiaries aforesaid, by virtue of their respective full powers, have signed the same, and have affixed thereunto the seals of their arms.

Done at London, this thirteenth day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six.

William Huskisson.
Henry Unwin Addington.
Albert Gallatin.

(Les ratifications ont été échangées à Londres le 6 Févr. 1827.)

196.

Convention entre la Saxe royale et la régence d'Altenbourg, concernant les fraix de justice en matières criminelles, publiée à Dresde le 15 *Novembre* 1826.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1826. No. 25. p. 240.)

Die Königlich Sächsische Landesregierung zu Dresden, und die Herzoglich Sächsische Gesammt-Lan-

1826 des-Regierung zu Altenburg, sind im Betreff der Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechtsfällen bei den verschiedenen Gerichtsstelllen veranlaſst werden, dahin mit einander übereingekommen und erklären hiermit:

daſs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen werden, oder auf die Kasse des Staats, oder die Kasse des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen zu berechnen und zu erstatten haben soll, wogegen alle andere Kosten für Protocollirung, Schreib- und Abschrifts-Gebühren, so wie die an die Gerichtspersonen, oder an die Kassen, sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden mögen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von beiden Regierungen ausgewechselt worden ist, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft erhalten, und vom 1sten Januar 1827 an in Wirksamkeit treten.

Dresden, am 15ten November 1826.

Königlich Sächsische Landesregierung.

Freiherr von Werthern.

Heinrich Ferdinand Müller, S.

197.

Patente, concernant le partage du pays de Saxe-Gotha entre les ducs de Saxe-Hildbourghausen, de Saxe-Cobourg-Saalfeld et de Saxe-Meiningen du 15 Novembre 1826.

(*D'après la copie officielle, publiée par autorité.*)

Wir Friedrich, Wir Ernst, Wir Bernhard Erich Freund, von Gottes Gnaden Herzoge zu Sachsen,

Jülich, Cleve und Berg, auch Engern und West- 1826
phalen, Landgrafen in Thüringen, Markgrafen zu Meifsen, gefürstete Grafen zu Henneberg, Grafen zu der Mark und Ravensberg, Herren zu Ravenstein u. s. w.

Fügen hiermit zu wissen: Bekanntlich haben Wir, nachdem durch das am 11ten Februar v. J. erfolgte Ableben des weiland Durchlauchtigsten Herzogs und Herrn, Friedrich IV., Herzogs zu S. Gotha und Altenburg, dieses Herzogliche Haus in seinem Mannsstamm erloschen ist, die dadurch Uns angefallenen Gotha- und Altenburgischen Lande, bis zu einer endlichen Vereinigung darüber, in gemeinschaftlichen Besitz nehmen und bisher gemeinschaftlich verwalten lassen.

Auf Unser gemeinschaftliches Ersuchen haben Se. Königl. Majestät von Sachsen die Leitung und Vermittelung bei den Unterhandlungen über die beabsichtigte Auseinandersetzung übernommen. Sehr bald hat sich Uns dabei die Überzeugung aufgedrängt, dafs eine dem Wohl Unserer gesammten Lande entsprechende Theilung nur in sofern möglich sein würde, als zu gleicher Zeit einige gegenseitige Abtretungen Uns angestammter Länder und Landestheile Statt fänden. So schmerzlich dergleichen Opfer Unsern landesväterlichen Herzen auch immer fallen mochten, so haben Wir doch den sie heischenden höhern Rücksichten nachgegeben, wodurch endlich zu Hildburghausen am 12ten Novbr. d. J. unter Königlich Sächsischer Vermittelung, ein von Uns nachmals unterm heutigen Tage ratificirter Vertrag über die ganze Successionsangelegenheit zu Stande gekommen ist, nach welchem

A. Wir, Herzog Friedrich zu S. Hildburghausen, Unsere gesammten bisherigen Lande,

Wir, Herzog Ernst zu S. Coburg-Saalfeld, das Fürstenthum Saalfeld, das Amt Themar, und die auf dem linken Ufer der Steinach gelegenen Coburgischen Ortschaften,

Wir, Herzog Bernhard Erich Freund zu S. Meiningen, die Kammergüter Kahlenberg und Gauerstadt, abtreten, und diese gegenseitig abzutretenden und die Uns neuerlich angefallenen

1826 Gotha-Altenburgischen Lande von nun an, folgendermaafsen vertheilt, besitzen werden: Es gelangt nämlich

B. an Uns, Herzog Friedrich, das Fürstenthum Altenburg mit Ausschlufs der nach den weiter unten (unter D.) vorkommenden Bestimmungen, an Sachsen-Meiningen fallenden Landestheile, aber mit der bisher von S. Hildburghausen ausgeübten Lehnsherrlichkeit an dem Rittergute Schwanditz im Altenburgischen, insbesondere aber auch mit den eilf Dorfschaften: Ammelstädt, Bucha, Dienstädt, Etzelbach, Gräfendorf, Oberhasel, Kolkwitz, Langenorla, Mötzelbach, Saalthal und Schweinitz;

C. an Uns, Herzog Ernst, das Herzogthum Gotha ohne das Amt Kranichfeld und ohne den bisher Gothaischen Antheil an Römhild, die bisher Hildburghausenschen Ämter Königsberg und Sonnenfeld, letzteres jedoch ohne die dazu gehörig gewesenen Lehnschaften im Meininger Oberland, und die in dem Fürstenthum Coburg gelegenen, bisher Meiningischen Kammergüter Kahlenberg und Gauerstadt, mit welchen neuerworbenen Ländern und Landestheilen Wir von nun an noch ferner das Fürstenthum Coburg ohne die auf dem linken Ufer der Steinach gelegenen Ortschaften, jedoch mit den Fluren und Zubehörungen solcher Ortschaften besitzen werden, welche auf dem rechten Ufer der Steinach liegen, dergestalt, dafs Uns namentlich auch die Ortschaften Fürth am Berg und Horb mit ihren ganzen Fluren verbleiben;

D. an Uns, Herzog Bernhard Erich Freund, das Herzogthum Hildburghausen, mit alleiniger Ausnahme der Ämter Königsberg und Sonnenfeld, und der Lehnsherrlichkeit an dem Altenburgischen Rittergute Schwanditz,
das Fürstenthum Saalfeld,
die bisher zum Fürstenthum Coburg gehörig gewesenen, auf dem linken Ufer der Steinach gelegenen Ortschaften: Mupperg, Mogger, Liebau, Örlsdorf, Rotheul, Lindenberg, Langenmüfs und die sämmtlichen sogenannten Wüstungen, und zwar diese Ortschaften mit allen ihren, auch

mit den auf dem rechten Steinach-Ufer gelegenen Zubehörungen, 1826
das Amt Themar,
das bisher zu Gotha gehörig gewesene Drittheil des Amtes Römhild,
das bisher Altenburgische Amt Camburg mit der Saline Neusulza und mit der von Weimarischem Gebiet umgebenen Parzelle Vierzehnheiligen,
der an das Amt Camburg grenzende Theil des Amtes Eisenberg, namentlich die Ortschaften: Thierschneck, Molau, Kasekirchen, Kauerwitz, Uttenbach, Seuselitz, Seidewitz, Neidschütz, Priesnitz, Janisroda, Aue, Boblas, Heiligenkreuz, Köckenitsch und Groitzschen,
die von Weimarischem Gebiet umgebenen Altenburgischen Parzellen Lichtenhayn und Mosen,
das Amt Kranichfeld,
die bisher von S. Hildburghausen wegen Sonnenfeld besessenen Lehnschaften in verschiedenen Ortschaften des Meininger Oberlandes, mit welchen neuerworbenen Ländern und Landestheilen Wir künftig alle Unsere bisherige Lande, jedoch mit Wegfall der Kammergüter Kahlenberg und Gauerstadt, besitzen werden.

Daher entbieten Wir, insgesammt, allen Behörden, Dienern, Vasallen und Unterthanen in nurgenannten, von der Theilung und gegenseitigen Abtretung betroffenen Landen und Landestheilen Unsere Gnade, und eröffnen ihnen hiermit, dafs Wir andurch nicht nur den bisher gemeinschaftlichen Besitz der Gotha-Altenburgischen Lande, sondern auch, an jenes Jeden Theile, den bisherigen ausschliefsenden Besitz der zur gegenseitigen Abtretung bestimmten, unten (unter A.) genannten Länder und Landestheile, zu Gunsten der neuen Erwerber, aufgeben, und dagegen von diesen Ländern und Landestheilen, so wie unten (unter B. C. und D.) deren neue Landesherren bestimmt sind, hiermit Besitz nehmen.

Zugleich entlassen Wir diejenigen Unserer Vasallen und Unterthanen, welche vermöge dieser Veränderung ein Wechsel der Landes- und Lehnsherren trifft, der gegen dieselben und die betreffenden Herzoglichen Häuser bisher aufgehabten Pflichten, und

1826 verweisen sie damit an ihre neuen Landes- und Lehnsherren, als an ihre von Gott eingesetzte Obrigkeit. Wir scheiden von diesen Unsern geliebten Unterthanen, die Uns, zum Theil unter schwierigen Zeitverhältnissen, unvergefsliche Beweise treuer Anhänglichkeit gegeben haben, unter Anwünschung des göttlichen Seegens und mit der tröstenden Beruhigung, dafs Wir hauptsächlich nur ihrer eigenen Wohlfahrt das schmerzliche Opfer der Trennung bringen, und dafs sie in ihren Landesherrn nur sich nahbefreundete Mitglieder einer und derselben, ihre unter sich stammverwandten Unterthanen mit gleicher Liebe umfassenden Regentenfamilie wechseln, welche in diesem Wechsel ein nothwendiges Mittel erblickt, ihre Lande desto sicherer zu beglücken. Von unsern sonach heut an Uns überwiesenen und von Uns übernommenen neuen Unterthanen aber erwarten Wir, dafs sie in Uns und Unsern Fürstlichen Erben und Nachfolgern ihre Landesherren erkennen, und Uns die schuldige Unterthänigkeit und Treue beweisen werden, wogegen Wir ihnen unsern landesherrlichen Schutz und Unsere landesväterliche Sorge für ihr Wohl hiermit zusagen.

Zu dessen Beurkundung haben Wir dieses gemeinschaftliche Überweisungs- und Besitznahme-Patent eigenhändig vollzogen und mit Unsern Fürstlichen Siegeln bedrucken lassen.

Gegeben Hildburghausen, Coburg zur Ehrenburg und Meiningen zur Elisabethenburg, den 15ten November 1826.

Friedrich, H. z. S. Ernst, H. z. S.

Bernhard Erich Freund, H. z. S.

198.

Convention conclue entre le royaume des Pays-Bas et la ville de Brême, à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction (Jus detractus) et de l'impôt d'émigration (census emigrationis); signée le 18 Nov. / 18 Décbr. 1826.

1826

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1827. No. 19.)

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et le Sénat de la ville de Brême ayant trouvé convenable d'étendre les principes déjà fixés par la diète germanique, et de les adopter pour la généralité des états respectifs, quant à l'exportation des biens de leurs sujets et citoyens d'un état à l'autre, sont convenus à cet égard des articles suivans:

Art. I. Les droits connus sous le nom de Jus detractus, Gabella hereditaria et Census emigrationis, ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir, lorsqu'en cas de succession, donation, vente, émigration ou autres, il y a lieu à une translation de biens des états du royaume des Pays-Bas, dans ceux de la ville de Brême, ou de ceux-ci dans les états du royaume des Pays-Bas, respectivement pour toute leur étendue tant actuelle que future, toutes les impositions de cette nature étant abolies entre les deux états.

Art. II. Cette disposition s'étend non-seulement aux droits et autres impositions de ce genre, qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux qui jusqu'ici pourroient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations, arrondissemens ou communes, de manière que les sujets respectifs, qui exporteront des biens, ou auxquels il

1826 en écherroit à titre quelconque dans l'un ou l'aut
état, ne seront assujettis sous ces rapports à d'autre
impositions ou taxes, qu'à celles qui, à raison d
droit de succession, de vente ou de mutations d
propriété quelconques, seroient également acquittée
par les habitans du royaume des Pays-Bas, ou pa
ceux de la ville de Brême, d'après les réglemens o
ordonnances qui existent ou qui émaneront par l
suite dans les deux pays.

Art. III. La présente convention commencera
être mise en vigueur le 1 Janvier 1827 et n'aura pa
d'effet rétroactif.

Art. IV. Cette convention, expédiée en doubl
et de la même teneur, signée par le ministre de
affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Pays
Bas et par le syndic de Brême à ce délégué par l
Sénat, sera échangée mutuellement.

Fait et signé à Bruxelles, le dix-huit Novembr
mil huit cent vingt-six.

Le ministre des affaires étrangères de
Sa Majesté le Roi des Pays-Bas

Signé Verstolk de Soelen.

Le ministre des affaires étrangères déclare qu'un
pareille déclaration a été délivrée par le Sénat de l
ville de Brême, en date du 18 Décembre 1826, qu
les ratifications respectives ont eu lieu en date de
5 et 14 Janvier 1827, et que les actes de ratificatio
ont été échangés le 12 Mars 1827.

Signé Verstolk de Soelen.

199.

Convention entre la Grande Bretagne et le Brésil, concernant l'abolition de la traite des nègres, signée à Rio Janeiro, le 23 Novembre 1826. 1826

(*D'après la copie officielle présentée au parlement en* 1827.)

Whereas, upon the separation of the empire of Brazil from the Kingdom of Portugal, His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Brazil, respectively acknowledge the obligation which devolves upon them to renew, confirm, and give full effect to the stipulations of the treaties subsisting between the crowns of Great Britain and Portugal, for the regulation and final abolition of the African slave trade, in so far as these stipulations are binding upon Brazil; —

And whereas, in furtherance of that important object, His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Brazil, are animated with a sincere desire to fix and define the period at which the total abolition of the said trade, so far as relates to the dominions and subjects of the Brazilian empire, shall take place, their said Majesties have accordingly named as their plenipotentiaries to conclude a convention for this purpose, that is to say: —

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the right honourable Robert Gordon, a member of His Majesty's most honourable privy council, and His envoy extraordinary and minister plenipotentiary at the court of Brazil: — And His Majesty the Emperor of Brazil, the most illustrious and most excellent Marquis of Inhambupe, senator of the empire, of the council of state, dignitary of the Imperial order of the Crofs, commander of the order of Christ, and minister and secretary of

1826 state for foreign affairs; — and the most illustrious and most excellent Marquis of Santo Amaro, senator of the empire, of the council of state, Gentleman of the Imperial chamber, dignitary of the Imperial order of the Crofs, and commander of the orders of Christ, and of the Tower and Sword: —

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles:

Art. I. At the expiration of three years, to be reckoned from the exchange of the ratifications of the present treaty, it shall not be lawful for the subjects of the Emperor of Brazil to be concerned in the carrying on of the African slave trade, under any pretext or in any manner whatever, and the carrying on of such trade after that period, by any person, subject of His Imperial Majesty, shall be deemed and treated as piracy.

Art. II. His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Brazil, deeming it necessary to declare the engagements by which they hold themselves bound to provide for the regulation of the said trade, till the time of it's final abolition, they hereby mutually agree to adopt and renew, as effectually as if the same were inserted, word for word, in this convention, the several articles and provisions of the treaties concluded between His Britannick Majesty and the King of Portugal on this subject, on the twenty-second of January 1815, and on the twenty-eighth of July 1817, and the several explanatory articles which have been added thereto.

Art. III. The high contracting parties further agree, that all the matters and things contained in those treaties, together with the instructions and regulations, and forms of instruments annexed to the treaty of the twenty-eighth of July 1817, — shall be applied, *mutatis mutandis*, to the said high contracting parties and their subjects, as effectually as if they were recited, word for word, herein; confirming and approving hereby, all matters and

things done by their respective subjects under the said treaties, and in execution thereof. 1826

Art. IV. For the execution of the purposes of this convention, the high contracting parties further agree to appoint forthwith mixed commissions, after the form of those already established on the part of His Britannick Majesty and the King of Portugal, under the convention of the twenty-eighth of July 1817.

Art. V. The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London within four months from the date hereof, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Rio de Janeiro, the twenty-third day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six.

Rob. Gordon. *Marquez* de S. Amaro.
Marquez de Inhambupe.

200.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Grands et les Petits Osages, conclu le 31 Août 1822 et ratifié par le président des Etats-Unis le 13 Février 1823. 1822

(*Acts passed at the second session of the seventeenth congress of the United States.* Appendix p. 29.)

Articles of a treaty, entered into and concluded at the United States' factory on the M. De Cigue. Augt. by and between Richard Graham, agent of Indian

1822 affairs, authorized on the part of the United States for that purpose, and the chiefs, warriors, and head men, of the tribes of Great and Little Osage Indians, for themselves and their respective tribes, of the other part.

Whereas, by the second article of the treaty made and entered into between the United States and the Great and Little Osage nation of Indians, concluded and signed at fort Clark, on the Missouri, on the tenth day of November, one thousand eight hundred and eight, it is stipulated that the United States shall establish at that place, and permanently continue, at all seasons of the year, a well assorted store of goods, for the purpose of bartering with them on moderate terms for their peltries and furs: Now, we, the said chiefs, warriors, and head men, in behalf of our said tribes, for and in consideration of two thousand three hundred and twenty-nine dollars and forty cents, to us now paid in merchandize, out of the United States' factory, by said Richard Graham, on behalf of the United States, the receipt whereof is hereby acknowledged, do exonerate, release, and forever discharge, the United States from the obligation contained in the said second article above mentioned; and the aforesaid second article is, from the date hereof, abrogated and of no effect.

In witness whereof, the said Richard Graham and the chiefs, warriors, and head men, of the Great and Little Osage tribes, have hereunto set their hands and affixed their seals, this thirty-first day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-two.

201.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Sacs et les Rénards, conclu le 3 Septembre 1822 et ratifié par le président des Etats-Unis le 13 Février 1823. 1822

(*Acts passed at the second session of the seventeenth congrefs of the United States.* Appendix p. 31.)

Articles of a treaty entered into and concluded at fort Armstrong, by and between Thomas Forsyth, agent of Indian affairs, authorized on the part of the United States for that purpose, of the one part, and the chiefs, warriors, and men, of the united Sac and Fox tribes, for themselves and their tribes, of the other part.

Whereas by the ninth article of the treaty made and entered into between the United States and the Sac and Fox tribes of Indians, concluded and signed at Saint Louis, in the district of Louisiana, on the third day of November, one thousand eight hundred and four, it is stipulated, in order to put a stop to the abuses and impositions which are practised upon the said tribes by the private traders, the United States will, at a convenient time, establish a trading house or factory, where the individuals of the said tribes can be supplied with goods at a more reasonable rate than they have been accustomed to procure them. Now, We, the said chiefs, warriors, and head men of the said tribes, for and in consideration of the sum of one thousand dollars to us, now paid in merchandize out of the United States' factory, by said Thomas Forsyth, on behalf of the United States, the receipt whereof is hereby acknowledged, do exonerate, release, and for ever discharge, the United States from the obligation contained in the said ninth article above recited, and the aforesaid ninth article is, from the date hereof, abrogated and of no effect.

1826 Gotha-Altenburgischen Lande von nun an, folgendermaafsen vertheilt, besitzen werden: Es gelangt nämlich

B. an Uns, Herzog Friedrich, das Fürstenthum Altenburg mit Ausschlufs der nach den weiter unten (unter D.) vorkommenden Bestimmungen, an Sachsen-Meiningen fallenden Landestheile, aber mit der bisher von S. Hildburghausen ausgeübten Lehnsherrlichkeit an dem Rittergute Schwanditz im Altenburgischen, insbesondere aber auch mit den eilf Dorfschaften: Ammelstädt, Bucha, Dienstädt, Etzelbach, Gräfendorf, Oberhasel, Kolkwitz, Langenorla, Mötzelbach, Saalthal und Schweinitz;

C. an Uns, Herzog Ernst, das Herzogthum Gotha ohne das Amt Kranichfeld und ohne den bisher Gothaischen Antheil an Römhild, die bisher Hildburghausenschen Ämter Königsberg und Sonnenfeld, letzteres jedoch ohne die dazu gehörig gewesenen Lehnschaften im Meininger Oberland, und die in dem Fürstenthum Coburg gelegenen, bisher Meiningischen Kammergüter Kahlenberg und Gauerstadt, mit welchen neuerworbenen Ländern und Landestheilen Wir von nun an noch ferner das Fürstenthum Coburg ohne die auf dem linken Ufer der Steinach gelegenen Ortschaften, jedoch mit den Fluren und Zubehörungen solcher Ortschaften besitzen werden, welche auf dem rechten Ufer der Steinach liegen, dergestalt, dafs Uns namentlich auch die Ortschaften Fürth am Berg und Horb mit ihren ganzen Fluren verbleiben;

D. an Uns, Herzog Bernhard Erich Freund, das Herzogthum Hildburghausen, mit alleiniger Ausnahme der Ämter Königsberg und Sonnenfeld, und der Lehnsherrlichkeit an dem Altenburgischen Rittergute Schwanditz,
das Fürstenthum Saalfeld,
die bisher zum Fürstenthum Coburg gehörig gewesenen, auf dem linken Ufer der Steinach gelegenen Ortschaften: Mupperg, Mogger, Liebau, Örlsdorf, Rotheul, Lindenberg, Langenmüfs und die sämmtlichen sogenannten Wüstungen, und zwar diese Ortschaften mit allen ihren, auch

mit den auf dem rechten Steinach-Ufer gelegenen Zubehörungen, 1826
das Amt Themar,
das bisher zu Gotha gehörig gewesene Drittheil des Amtes Römhild,
das bisher Altenburgische Amt Camburg mit der Saline Neusulza und mit der von Weimarischem Gebiet umgebenen Parzelle Vierzehnheiligen,
der an das Amt Camburg grenzende Theil des Amtes Eisenberg, namentlich die Ortschaften: Thierschneck, Molau, Kasekirchen, Kauerwitz, Uttenbach, Seuselitz, Seidewitz, Neidschütz, Priesnitz, Janisroda, Aue, Boblas, Heiligenkreuz, Köckenitsch und Groitzschen,
die von Weimarischem Gebiet umgebenen Altenburgischen Parzellen Lichtenhayn und Mosen,
das Amt Kranichfeld,
die bisher von S. Hildburghausen wegen Sonnenfeld besessenen Lehnschaften in verschiedenen Ortschaften des Meininger Oberlandes, mit welchen neuerworbenen Ländern und Landestheilen Wir künftig alle Unsere bisherige Lande, jedoch mit Wegfall der Kammergüter Kahlenberg und Gauerstadt, besitzen werden.

Daher entbieten Wir, insgesammt, allen Behörden, Dienern, Vasallen und Unterthanen in nurgenannten, von der Theilung und gegenseitigen Abtretung betroffenen Landen und Landestheilen Unsere Gnade, und eröffnen ihnen hiermit, dafs Wir andurch nicht nur den bisher gemeinschaftlichen Besitz der Gotha-Altenburgischen Lande, sondern auch, an jedes Jeden Theile, den bisherigen ausschliefsenden Besitz der zur gegenseitigen Abtretung bestimmten, oben (unter A.) genannten Länder und Landestheile, zu Gunsten der neuen Erwerber, aufgeben, und dagegen von diesen Ländern und Landestheilen, so wie oben (unter B. C. und D.) deren neue Landesherren bestimmt sind, hiermit Besitz nehmen.

Zugleich entlassen Wir diejenigen Unserer Vasallen und Unterthanen, welche vermöge dieser Veränderung ein Wechsel der Landes- und Lehnsherren trifft, der gegen dieselben und die betreffenden Herzoglichen Häuser bisher aufgehabten Pflichten, und

1826 verweisen sie damit an ihre neuen Landes- und Lehnsherren, als an ihre von Gott eingesetzte Obrigkeit. Wir scheiden von diesen Unsern geliebten Unterthanen, die Uns, zum Theil unter schwierigen Zeitverhältnissen, unvergefsliche Beweise treuer Anhänglichkeit gegeben haben, unter Anwünschung des göttlichen Seegens und mit der tröstenden Beruhigung, dafs Wir hauptsächlich nur ihrer eigenen Wohlfahrt das schmerzliche Opfer der Trennung bringen, und dafs sie in ihren Landesherrn nur sich nahbefreundete Mitglieder einer und derselben, ihre unter sich stammverwandten Unterthanen mit gleicher Liebe umfassenden Regentenfamilie wechseln, welche in diesem Wechsel ein nothwendiges Mittel erblickt, ihre Lande desto sicherer zu beglücken. Von unsern sonach heut an Uns überwiesenen und von Uns übernommenen neuen Unterthanen aber erwarten Wir, dafs sie in Uns und Unsern Fürstlichen Erben und Nachfolgern ihre Landesherren erkennen, und Uns die schuldige Unterthänigkeit und Treue beweisen werden, wogegen Wir ihnen unsern landesherrlichen Schutz und Unsere landesväterliche Sorge für ihr Wohl hiermit zusagen.

Zu dessen Beurkundung haben Wir dieses gemeinschaftliche Überweisungs- und Besitznahme-Patent eigenhändig vollzogen und mit Unsern Fürstlichen Siegeln bedrucken lassen.

Gegeben Hildburghausen, Coburg zur Ehrenburg und Meiningen zur Elisabethenburg, den 15ten November 1826.

Friedrich, H. z. S. Ernst, H. z. S.

Bernhard Erich Freund, H. z. S.

198.

Convention conclue entre le royaume des Pays-Bas et la ville de Brême, à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction (Jus detractus) et de l'impôt d'émigration (census emigrationis); signée le $\frac{18\ Nov.}{18\ Décbr.}$ 1826. 1826

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1827. No. 19.)

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et le Sénat de la ville de Brême ayant trouvé convenable d'étendre les principes déjà fixés par la diète germanique, et de les adopter pour la généralité des états respectifs, quant à l'exportation des biens de leurs sujets et citoyens d'un état à l'autre, sont convenus à cet égard des articles suivans:

Art. I. Les droits connus sous le nom de Jus detractus, Gabella hereditaria et Census emigrationis, ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir, lorsqu'en cas de succession, donation, vente, émigration ou autres, il y a lieu à une translation de biens des états du royaume des Pays-Bas, dans ceux de la ville de Brême, ou de ceux-ci dans les états du royaume des Pays-Bas, respectivement pour toute leur étendue tant actuelle que future, toutes les impositions de cette nature étant abolies entre les deux états.

Art. II. Cette disposition s'étend non-seulement aux droits et autres impositions de ce genre, qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux qui jusqu'ici pourroient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations, arrondissemens ou communes, de manière que les sujets respectifs, qui exporteront des biens, ou auxquels il

1823 subscribed their names, and affixed their seals. Done at Camp, on Moultrie Creek, in the territory of Florida, this eighteenth day of September, one thousand eight hundred and twenty-three, and of the independence of the United States the forty-eighth.

Additional article.

Whereas Nea Mathla, John Blunt, Tuski Hajo, Mulatto King, Emathlochee, and Econchatimico, six of the principal chiefs of the Florida Indians, and parties to the treaty to which this article has been annexed, have warmly appealed to the commissioners for permission to remain in the district of country now inhabited by them: and, in consideration of their friendly disposition, and past services to the United States, it is, therefore, stipulated, between the United States and the aforesaid chiefs, that the following reservations shall be surveyed, and marked by the commissioner, or commissioners, to be appointed under the 8th article of this treaty: For the use of Nea Mathla and his connections, two miles square, embracing the Tuphulga village, on the waters of Rocky Comfort Creek. For Blunt and Tuski Hajo, a reservation, commencing on the Apalachicola, one mile below Tuski Hajo's improvements, running up said river four miles; thence, west, two miles; thence, southerly, to a point two miles due west of the beginning; thence, east, to the beginning point. For Mulatto King and Emathlochee, a reservation, commencing on the Apalachicola, at a point to include Yellow Hair's improvements; thence, up said river, for four miles; thence, west, one mile; thence, southerly, to a point one mile west of the beginning; and thence, east, to the beginning point. For Econchatimico, a reservation, commencing on the Chatahoochie, one mile below Econchatimico's house: thence, up said river, for four miles; thence, one mile, west; thence, southerly, to a point one mile west of the beginning: thence, east, to the beginning point. The United States promise to guaranty the peaceable possession of the said reservations, as defined, to the aforesaid chiefs and their

descendants *only*, so long as they shall continue to 1823
occupy, improve, or cultivate, the same: but in the event of the abandonment of all, or either of the reservations, by the chief or chiefs, to whom they have been allotted, the reservation, or reservations, so abandoned, shall revert to the United States, as included in the cession made in the first article of this treaty. It is further understood, that the names of the individuals remaining on the reservations aforesaid, shall be furnished, by the chiefs in whose favour the reservations have been made, to the superintendent or agent of Indian affairs, in the territory of Florida; and that no other individuals shall be received or permitted to remain within said reservations, without the previous consent of the superintendent or agent aforesaid; And, as the aforesaid chiefs are authorized to select the individuals remaining with them, so they shall each be separately held responsible for the peaceable conduct of their towns, or the individuals residing on the reservations allotted them. It is further understood, between the parties, that this agreement is not intended to prohibit the voluntary removal, at any future period, of all or either of the aforesaid chiefs and their connections, to the district of country south, alloted to the Florida Indians, by the second article of this treaty, whenever either, or all may think proper to make such an election; the United States reserving the right of ordering, for any outrage or misconduct, the aforesaid chiefs, or either of them, with their connections, within the district of country south, aforesaid. It is further stipulated, by the United States, that, of the six thousand dollars, appropriated for implements of husbandry, stock, etc. in the third article of this treaty, eight hundred dollars shall be distributed, in the same manner, among the aforesaid chiefs and their towns; and it is understood, that, of the annual sum of five thousand dollars, to be distributed by the president of the United States, they will receive their proportion. It is further stipulated, that, of the four thousand five hundred dollars, and two thousand dollars, provided for by the 5th article of this treaty, for the payment for improvements and transportation, five

1823 hundred dollars shall be awarded to Nea Mathla, as a compensation for the improvements abandoned by him, as well as to meet the expenses he will unavoidably be exposed to, by his own removal, and that of his connections.

In testimony whereof, the commissioners, William P. Duval, James Gadsden, and Bernard Segui, and the undersigned chiefs and warriors, have hereunto subscribed their names, and affixed their seals. Done at Camp, on Moultrie Creek, in the territory of Florida, this eighteenth day of September, one thousand eight hundred and twenty-three, and of the independence of the United States the forty-eighth.

203.

1824 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Socks et les Rénards, conclu le 4 Août 1824 et ratifié par le président des Etats-Unis le 18 Janvier 1825.*

(*Acts passed at the second session of the eighteenth congress of the United States* p. 114.)

To perpetuate peace and friendship between the United States and the Sock and Fox tribes or nations of Indians, and to remove all future cause of dissensions which may arise from undefined territorial boundaries, the president of the United States of America, by William Clark, superintendent of Indian affairs, and sole commissioner specially appointed for that purpose, of the one part, and the undersigned chiefs and head men of the Sock and Fox tribes or nations, fully deputised to act for and in behalf of their said nations, of the other part, have entered into the following articles and conditions, viz:

Art. I. The Sock and Fox tribes or nations of Indians, by their deputations in council assembled, do

hereby agree, in consideration of certain sums of money, etc. to be paid to the said Sock and Fox tribes, by the government of the United States, as hereinafter stipulated, to cede and for ever quit claim, and do, in behalf of their said tribes or nations, hereby cede, relinquish, and forever quit claim, unto the United States, all right, title, interest, and claim, to the lands which the said Sock and Fox tribes have, or claim, within the limits of the state of Missouri, which are situated, lying, and being, between the Mississippi and Missouri rivers, and a line running from the Missouri, at the entrance of Kansas river, north one hundred miles to the Northwest corner of the state of Missouri, and from thence east to the Mississippi. It being understood, that the small tract of land lying between the rivers Desmoin and the Mississippi, and the section of the above line between the Mississippi and the Desmoin, is intended for the use of the half-breeds belonging to the Sock and Fox nations; they holding it, however, by the same title, and in the same manner, that other Indian titles are held. 1824

Art. II. The chiefs and head men who sign this convention, for themselves and in behalf of their tribes, do acknowledge the lands east and south of the lines described in the first article, so far as the Indians claimed the same, to belong to the United States, and that none of their tribes shall be permitted to settle or hunt upon any part of it, after the first day of January, 1826, without special permission from the superintendent of Indian affairs.

Art. III. It is hereby stipulated and agreed, on the part of the United States, as a full consideration for the claims and lands ceded by the Sock and Fox tribes in the first article, there shall be paid to the Sock and Fox nations, within the present year, one thousand dollars in cash, or merchandize; and in addition to the annuities stipulated to be paid to the Sock and Fox tribes by a former treaty, the United States do agree to pay to the said Sock tribe, five hundred dollars, and to the Fox tribe five hundred dollars, annually, for the term of ten succeeding years; and, at the request of the chiefs of the said

1824 Sock and Fox nations, the commissioner agrees to pay to Maurice Blondeau, a half Indian of the Fox tribe, the sum of five hundred dollars, it being a debt due by the said nation to the aforesaid Blondeau, for property taken from him during the late war.

Art. IV. The United States engage to provide and support a blacksmith for the Sock and Fox nations, so long as the president of the United States may think proper, and to furnish the said nations with such farming utensils and cattle, and to employ such persons to aid them in their agriculture, as the president may deem expedient.

Art. V. The annuities stipulated to be paid by the 3d article, are to be paid either in money, merchandize, provisions, or domestic animals, at the option of the aforesaid tribes, and when the said annuities or part thereof is paid in merchandize, it is to be delivered to them at the first cost of the goods at St. Louis, free from cost of transportation.

Art. VI. This treaty shall take effect and be obligatory on the contracting parties so soon as the same shall be ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate thereof.

In testimony whereof, the said William Clark, commissioner as aforesaid, and the chiefs and head men of the Sock and Fox tribes of Indians as aforesaid, have hereunto set their hands, at Washington city, this fourth day of August in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-four.

204.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Quapaws, conclu le 15 *Novembre* 1824 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 19 *Février* 1825.

1824

(*Acts passed at the second session of the eighteenth congrefs of the United States* p. 116.)

Articles of a treaty between the United States of America and the Quapaw nation of Indians.

Art. I. The Quapaw nation of Indians cede to the United States of America, in consideration of the promises and stipulations hereinafter made, all claim or title which they may have to lands in the territory of Arkansas, comprised in the following boundaries, to wit: Beginning at a point on the Arkansas river, opposite to the post of Arkansas, and running thence a due south-west course to the Ouachita river: and thence, up the same, to the saline Fork; and up the saline Fork, to a point from whence a due north-east course will strike the Arkansas river at Little Rock: and thence down the right (or south bank) of the Arkansas river to the place of beginning.

Art. II. In consideration of the cession made in the first article of this treaty, by the aforesaid chiefs and warriors, the United States engage to pay to the four head chiefs of the Quapaw nation, the sum of five hundred dollars each, in consideration of the losses they will sustain by removing from their farms and improvements. The payment to be made at the time they receive their annuity for the year 1825. And, also, to the said nation, the sum of four thousand dollars, to be paid in goods, at the signing of this treaty. And the United States also engage to pay to the Quapaw nation, one thousand

1824 dollars in specie, annually, for the term of eleven years, in addition to their present annuity.

Art. III. The United States hereby guaranty to the said nation of Indians, the same right to hunt on the lands by them hereby ceded, as was guaranteed to them by a treaty, concluded at St. Louis, on the 24th day of August 1818, between the said Quapaw nation of Indians and William Clark and Auguste Choteau, commissioners on the part of the United States.

Art. IV. The Quapaw tribe of Indians will hereafter be concentrated and confined to the district of country inhabited by the Caddo Indians, and form a part of said tribe. The said nation of Indians are to commence removing to the district allotted them, before the twentieth day of January, one thousand eight hundred and twenty-six.

Art. V. For the purpose of facilitating the removal of the said tribe, to the district of country allotted them, and as a compensation for the losses sustained, and the inconveniences to which they may be exposed by said removal, the United States will furnish them with corn, meat, and salt, for six months, from the first day of January, one thousand eight hundred and twenty-six. The United States further agree to furnish a sum not exceeding one thousand dollars, to be expended by their agent, to facilitate the transportation of the said tribe to the district of country herein assigned them. An agent, sub agent, or interpreter, shall be appointed to accompany said tribe, and to reside among them.

Art. VI. From the cession aforesaid, there shall be reserved to James Schull, in consideration of a debt of seven thousand five hundred dollars, due to him from the Quapaw nation, and recognized in open council, two sections of land commencing on the Arkansas river, opposite to Mrs. Embree's, and running up and back from said river for quantity. And the United States guaranty to the Quapaw nation the payment of the said debt of seven thousand five dollars, either by the ratification of the grant made in this article, or by the payment of said

amount in money, exclusive of the amount stipulated 1824
to be paid to the said nation by this treaty.

Art. VII. There shall be granted by the United States, to the following persons, being Indians by descent, the following tracts of land: To Francois Imbeau, one quarter section of land, commencing at a point on the Arkansas river, opposite the upper end of Wright Daniel's farm, and thence, up and back from said river, for quantity. To Joseph Duchassin, one quarter section of land, commencing at the lower corner of the quarter section granted to Francois Imbeau, and running down and back from said river for quantity. To Saracen, a half breed Quapaw, eighty acres of land, to be laid off so as to include his improvement, where he now resides, opposite Vaugine's. To Batiste Socie, eighty acres of land, lying above and adjoining Saracen's grant. To Joseph Bonne, eighty acres of land, lying above and adjoining Socie's grant. To Baptiste Bonne, eighty acres of land, lying above and adjoining Joseph Bonne's grant. To Lewis Bartelmi, eighty acres of land lying above and adjoining Baptiste Bonne's grant. To Antoine Duchassin, eighty acres of land, lying above and adjoining Bartelmi's grant. To Baptiste Imbeau, eighty acres of land, lying above and adjoining A. Duchassin's grant. To Francois Coupot, eighty acres of land, lying above and adjoining Baptiste Imbeau's grant. To Joseph Valliere, eighty acres of land, lying above and adjoining Francois Coupot's grant. All the said tracts of land shall be laid off, so as to conform to the lines of the United States' surveys, and binding on the Arkansas river.

Art. VIII. This treaty shall take effect, and be obligatory on the contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the senate of the United States.

In testimony whereof, the commissioner on the part of the United States, Robert Crittenden, and the undersigned chiefs and warriors of the said nation, have hereunto subscribed their names and affixed their seals.

Done at Harrington's, in the territory of Arkansas, on the fifteenth day of November, A. D. one thousand eight hundred and twenty-four, and of the independence of the United States the forty-ninth.

205.

1824 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Joways, conclu le 4 Août 1824 et ratifié par le président des Etats-Unis le 18 Janvier 1825.*

(*Acts passed at the second session of the eighteenth congress of the United States* p. 119.)

Articles of a treaty made and concluded in the city of Washington, on the fourth day of August, one thousand eight hundred and twenty-four, between William Clark, superintendent of Indian affairs, being specially authorized by the president of the United States thereto, and the undersigned chiefs and head men, of the Ioway tribe or nation, duly authorized and empowered by the said nation.

Art. I. The Ioway tribe or nation of Indians, by their deputies, Mah-nos-kah, (or White Cloud,) and Mah-ne-hah-nah, (or Great Walker,) in council assembled, do hereby agree, in consideration of a certain sum of money, etc. to be paid to the said Ioway tribe, by the government of the United States as hereinafter stipulated, to cede and forever, quit claim, and do, in behalf of their said tribe, hereby cede, relinquish, and forever quit claim, unto the United States, all right, title, interest, and claim, to the lands which the said Ioway tribe have, or claim, within the state of Missouri, and situated between the Mississippi and Missouri rivers and a line running from the Missouri, at the mouth or entrance of Kanzas river, north one hundred miles, to the north-west corner of the limits of the state of Missouri, and, from thence, east to the Mississippi.

Art. II. It is hereby stipulated and agreed, on the part of the United States, as a full compensation for the claims and lands ceded by the Ioway tribe in the preceding article, there shall be paid to the

said Ioway tribe, within the present year, in cash 1824
or merchandize, the amount of five hundred dollars, and the United States do further agree to pay to the Ioway tribe, five hundred dollars, annually, for the term of ten succeeding years.

Art. III. The chiefs and head men who sign this treaty, for themselves, and in behalf of their tribe, do acknowledge that the lands east and south of the lines described in the first article, (which has been run and marked by Colonel Sullivan,) so far as the Indians claimed the same, to belong to the United States, and that none of their tribe shall be permitted to settle or hunt upon any part of it, after 1st day of January, one thousand eight hundred and twenty-six, without special permission from the superintendent of Indian affairs.

Art. IV. The undersigned chiefs, for themselves, and all parts of the Ioway tribe, do acknowledge themselves and the said Ioway tribe, to be under the protection of the United States of America, and of no other sovereign whatsoever: and they also stipulate, that the said Ioway tribe will not hold any treaty with any foreign powers, individual state, or with individuals of any state.

Art. V. The United States engage to provide and support a blacksmith for the Ioway tribe, so long as the president of the United States may think proper, and to furnish the said tribe with such farming utensils and cattle, and to employ such persons to aid them in their agriculture, as the president may deem expedient.

Art. VI. The annuities stipulated to be paid by the second article, to be paid either in money, merchandize, provisions, or domestic animals, at the option of the aforesaid tribe: and when the said annuities, or any part thereof, is paid in merchandize, it is to be delivered to them at the first cost of the goods at St. Louis, free from cost of transportation.

Art. VII. This treaty shall take effect, and be obligatory on the contracting parties, so soon as the

1824 same shall be ratified by the president of the Uni
States, by and with the advice and consent of
senate thereof.

In testimony whereof, the said William Cl
commissioner as aforesaid, and the chiefs and h
men of the Ioway tribe of Indians, as afores
have hereunto set their hands this day and year f
before written.

206.

1825 *Traité entre les Etats-Unis*
l'Amérique septentrionale et l
Choctaws, conclu le 20 *Janvier* 18
et ratifié par le président d
Etats-Unis le 19 *Février de la mê*
année.

(*Acts passed at the second session of the eightee*
congress of the United States p. 122.)

Whereas a treaty of friendship, and limits, a
accommodation, having been entered into at Doak
Stand, on the eighteenth of October, in the y
one thousand eight hundred and twenty, betw
Andrew Jackson and Thomas Hinds, commission
on the part of the United States, and the chiefs a
warriors of the Choctaw nation of Indians; a
whereas the second article of the treaty afores
provides for a cession of lands, west of the Miss
sippi, to the Choctaw nation, in part satisfaci
for lands ceded by said nation to the United Sta
according to the first article of said treaty: A
whereas, it being ascertained that the cession afo
said embraces a large number of settlers, citizens
the United States; and it being the desire of
president of the United States to obviate all diffic
ties resulting therefrom, and also, to adjust ot

matters in which both the United States and the Choctaw nation are interested: the following articles have been agreed upon, and concluded, between John C. Calhoun, secretary of war, specially authorized therefor by the president of the United States, on the one part, and the undersigned delegates of the Choctaw nation, on the other part: 1825

Art. I. The Choctaw nation do hereby cede to the United States all that portion of the land ceded to them by the second article of the treaty of Doak Stand, as aforesaid, lying east of line beginning on the Arkansas, one hundred paces east of fort Smith, and running thence, due south, to Red river: it being understood that this line shall constitute, and remain, the permanent boundary between the United States and the Choctaws; and the United States agreeing to remove such citizens as may be settled on the west side, to the east side of said line, and prevent future settlements from being made on the west thereof.

Art. II. In consideration of the cession aforesaid, the United States do hereby agree to pay the said Choctaw nation the sum of six thousand dollars, annually, forever: it being agreed that the said sum of six thousand dollars shall be annually applied, for the term of twenty years, under the direction of the president of the United States, to the support of schools in said nation, and extending to it the benefits of instruction in the mechanic and ordinary arts of life; when, at the expiration of twenty years, it is agreed that the said annuity may be vested in stocks, or otherwise disposed of, or continued, at the option of the Choctaw nation.

Art. III. The eighth article of the treaty aforesaid having provided that an appropriation of lands shall be made for the purpose of raising six thousand dollars a year for sixteen years, for the use of the Choctaw nation; and it being desirable to avoid the delay and expense attending the survey and sale of said land; the United States do hereby agree to pay the Choctaw nation, in lieu thereof, the sum of six thousand dollars, annually, for sixteen years, to

1825 commence with the present year. And the Un
States further stipulate and agree to take immec
measures to survey and bring into market, and
the fifty-four sections of land set apart by the
venth article of the treaty aforesaid, and apply
proceeds in the manner provided by the said arti

Art. IV. It is provided by the ninth sectio
the treaty aforesaid, that all those of the Choc
nation who have separate settlements, and fall wi
the limits of the land ceded by said nation to
United States, and desire to remain where they
reside, shall be secured in a tract or parcel of l
one mile square, to include their improvements.
is, therefore, hereby agreed, that all who have
servations in conformity to said stipulation, s
have power, with the consent of the presiden
the United States, to sell and convey the same in
simple. It is further agreed, on the part of
United States, that those Choctaws, not excee
four in number, who applied for reservations,
received the recommendation of the commissio
as per annexed copy of said recommendation, s
have the privilege, and the right is hereby give
them, to select, each of them, a portion of l
not exceeding a mile square, any where within
limits of the cession of 1820, when the land is
occupied or disposed of by the United States;
the right to sell and convey the same, with the
sent of the president, in fee simple, is hereby gra

Art. V. There being a debt due by indivic
of the Choctaw nation to the late United States'
ding house on the Tombigby, the United S
hereby agree to relinquish the same; the delega
on the part of their nation, agreeing to relin
their claim upon the United States, to send a f
with goods to supply the wants of the Choc
west of the Mississippi, as provided for by the
article of the treaty aforesaid.

Art. VI. The Choctaw nation having a c
upon the United States, for services rendered in
Pensacola Campaign, and for which it is stipul
in the 11th article of the treaty aforesaid, that

ment shall be made, but which has been delayed for 1825
want of the proper vouchers, which it has been found, as yet, impossible to obtain; the United States, to obviate the inconvenience of further delay, and to render justice to the Choctaw warriors for their services in that campaign, do hereby agree upon an equitable settlement of the same, and fix the sum at fourteen thousand nine hundred and seventy-two dollars fifty cents; which, from the muster rolls, and other evidence in the possession of the third auditor, appears to be about the probable amount due, for the services aforesaid, and which sum shall be immediately paid to the delegation, to be distributed by them to the chiefs and warriors of their nation, who served in the campaign aforesaid, as may appear to them to be just.

Art. VII. It is further agreed, that the fourth article of the treaty aforesaid, shall be so modified, as that the congress of the United States shall not exercise the power of apportioning the lands, for the benefit of each family, or individual, of the Choctaw nation, and of bringing them under the laws of the United States, but with the consent of the Choctaw nation.

Art. VIII. It appearing that the Choctaws have various claims against citizens of the United States, for spoliations of various kinds, but which they have not been able to support by the testimony of white men, as they were led to believe was necessary, the United States, in order to a final settlement of all such claims, do hereby agree to pay to the Choctaw delegation, the sum of two thousand dollars, to be distributed by them in such way, among the claimants, as they may deem equitable. It being understood that this provision is not to affect such claims as may be properly authenticated, according to the provision of the act of 1802.

Art. IX. It is further agreed that, immediately upon the ratification of this treaty, or as soon thereafter as may be, an agent shall be appointed for the Choctaws west of the Mississippi, and a blacksmith be settled among them, in conformity with the sti-

1825 pulation contained in the 6th article of the treaty of 1820.

Art. X. The chief Puck-she-nubbee, one of the members of the delegation, having died on his journey to see the president, and Robert Cole being recommended by the delegation as his successor, it is hereby agreed, that the said Robert Cole shall receive the medal which appertains to the office of chief, and, also, an annuity from the United States, of one hundred and fifty dollars a year, during his natural life, as was received by his predecessor.

Art. XI. The friendship heretofore existing between the United States and the Choctaw nation, is hereby renewed and perpetuated.

Art. XII. These articles shall take effect, and become obligatory on the contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the president by and with the advice and consent of the senate of the United States.

In testimony whereof, the said John C. Calhoun, and the said delegates of the Choctaw nation, have hereunto set their hands, at the city of Washington, the twentieth day of January, one thousand eight hundred and twenty-five.

207.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks, conclu le 12 Février 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Mars de la même année.

(*Acts passed at the second session of the eighteenth congress of the United States.* p. 126.)

Articles of a convention, entered into and concluded at the Indian Springs, between Duncan G. Campbell, and James Meriwether, commissioners on the part of

the United States of America, duly authorized, and 1825
the chiefs of the Creek nation, in council assembled.

Whereas the said commissioners, on the part of the United States, have represented to the said Creek nation that it is the policy and earnest wish of the general government, that the several Indian tribes within the limits of any of the states of the union should remove to territory to be designated on the west side of the Mississippi river, as well for the better protection and security of said tribes, and their improvement in civilization, as for the purpose of enabling the United States, in this instance, to comply with the compact entered into with the state of Georgia, on the twenty-fourth day of April, in the year one thousand eight hundred and two: And the said commissioners having laid the late message of the president of the United States, upon this subject, before a general council of said Creek nation, to the end that their removal might be effected upon terms advantageous to both parties:

And whereas the chiefs of the Creek towns have assented to the reasonablenefs of said proposition, and expressed a willingnefs to emigrate beyond the Mississippi, *those of Tokaubatchee excepted:*

These presents therefore witnefs, that the contracting parties have this day entered into the following convention:

Art. I. The Creek nation cede to the United States all the lands lying within the boundaries of the state of Georgia, as defined by the compact hereinbefore cited, now occupied by said nation, or to which said nation have title or claim; and also, all other lands which they now occupy, or to which they have title or claim, lying north and west of a line to be run from the first principal falls upon the Chatahoochie river, above Cowetau town, to Ockfuskee Old town, upon the Tallapoosa, thence to the falls of the Coosaw river, at or near a place called the Hickory ground.

Art. II. It is further agreed between the contracting parties, that the United States will give, in exchange for the lands hereby acquired, the like

1825 quantity, acre for acre, westward of the Mississippi, on the Arkansas river, commencing at the mouth of the Canadian fork thereof, and running westward between said rivers Arkansas and Canadian fork, for quantity. But whereas said Creek nation have considerable improvements within the limits of the territory hereby ceded, and will moreover have to incur expenses in their removal, it is further stipulated, that, for the purpose of rendering a fair equivalent for the losses and inconveniences which said nation will sustain by removal, and to enable them to obtain supplies in their new settlement, the United States agree to pay to the nation emigrating from the lands herein ceded, the sum of four hundred thousand dollars, of which amount there shall be paid to said party of the second part, as soon as practicable, after the ratification of this treaty, the sum of two hundred thousand dollars. And as soon as the said party of the second part shall notify the government of the United States of their readiness to commence their removal, there shall be paid the further sum of one hundred thousand dollars. And the first year after said emigrating party shall have settled in their new country, they shall receive of the amount first above named, the further sum of twenty-five thousand dollars. And the second year, the sum of twenty-five thousand dollars. And annually, thereafter, the sum of five thousand dollars, until the whole is paid.

Art. III. And whereas the Creek nation are now entitled to annuities of thirty thousand dollars each, in consideration of cessions of territory heretofore made, it is further stipulated that said last mentioned annuities are to be hereafter divided in a just proportion between the party emigrating and those that may remain.

Art. IV. It is further stipulated that a deputation from the said parties of the second part, may be sent out to explore the territory herein offered them in exchange; and if the same be not acceptable to them, then they may select any other territory, west of the Mississippi, on Red, Canadian, Arkansas, or Missouri rivers — the territory occupied by

the Cherokees and Choctaws excepted: and if the territory so to be selected shall be in the occupancy of other Indian tribes, then the United States will extinguish the title of such occupants for the benefit of said emigrants. 1825

Art. V. It is further stipulated, at the particular request of the said parties of the second part, that the payment and disbursement of the first sum herein provided for, shall be made by the present commissioners negotiating this treaty.

Art. VI. It is further stipulated, that the payments appointed to be made, the first and second years, after settlement in the west, shall be either in money, merchandize, or provisions, at the option of the emigrating party.

Art. VII. The United States agree to provide and support a blacksmith and wheelwright for the said party of the second part, and give them instruction in agriculture, as long, and in such manner, as the president may think proper.

Art. VIII. Whereas the said emigrating party cannot prepare for immediate removal, the United States stipulate, for their protection against the encroachments, hostilities, and impositions, of the whites, and of all others; but the period of removal shall not extend beyond the first day of September, in the year eighteen hundred and twenty-six.

Art. IX. This treaty shall be obligatory on the contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the president of the United States, by and with the consent of the senate thereof.

In testimony whereof, the commissioners aforesaid, and the chiefs and head men of the Creek nation have hereunto set their hands and seals, this twelfth day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five.

Whereas, by a stipulation in the treaty of the Indian Springs, in 1821, there was a reserve of land made to include the said Indian Springs for the use of general William M'Intosh, be it therefore known

1825 to all whom it may concern, that we, the under signed chiefs and head men of the Creek nation, d hereby agree to relinquish all the right, title, an control of the Creek nation to the said reserve, unt him the said William M'Intosh and his heirs, for ever, in as full and ample a manner as we are au thorized to do.

(Suivent les signatures.)

Additional article.

Whereas the foregoing articles of convention hav been concluded between the parties thereto: And whereas, the Indian chief, general William McIn tosh, claims title to the Indian Spring reservatio (upon which there are very extensive buildings an improvements) by virtue of a relinquishment to sai McIntosh, signed in full council of the nation: And whereas the said general McIntosh hath claim to another reservation of land on the Ocmulgee river, an by his lessee and tenant, is in possession thereof:

Now these presents further witnefs, that the sai general William McIntosh, and also the chiefs of th Creek nation, in council assembled, do quit clain convey, and cede to the United States, the reservations aforesaid, for, and in consideration of, the sum of twenty-five thousand dollars, to be paid at th time and in the manner as stipulated, for the firs instalment provided for in the preceding treaty. Upo the ratification of these articles, the possession o said reservations shall be considered as passing to th United States, and the accruing rents of the presen year shall pafs also.

In testimony whereof, the said commissioners, o the part of the United States, and the said Willian McIntosh and the chiefs of the Creek nation, hav hereunto set their hands and seals, at the India Springs, this fourteenth day of February, in the yea of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five

208.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Grands et les Petits Osages, conclu le 2 Juin 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 30 Décembre de la même année. 1825

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congrefs of the United States.* Appendix p. 1.)

Articles of a treaty, made and concluded at St. Louis, in the state of Missouri, between William Clark, superintendent of Indian affairs, commissioner, on the part of the United States, and the undersigned, chiefs, head men, and warriors, of the Great and Little Osage tribes of Indians, duly authorized and empowered by their respective tribes or nations.

In order more effectually to extend to said tribes that protection of the government so much desired by them, it is agred as follows:

Art. I. The Great and Little Osage tribes or nations do, hereby, cede and relinquish, to the United States, all their right, title, interest, and claim, to lands lying within the state of Missouri and territory of Arkansas, and to all lands lying west of the said state of Missouri and territory of Arkansas, north and west of the Red river, south of the Kansas river, and east of a line to be drawn from the head sources of the Kansas, southwardly through the Rock saline, with such reservations, for such considerations, and upon such terms, as are hereinafter specified, expressed, and provided for.

Art. II. Within the limits of the country, above ceded and relinquished, there shall be reserved, to, and for, the Great and Little Osage tribes or nations, aforesaid, so long as they may choose to occupy the same, the following described tract of land: begin-

1825 ning at a point due east of White Hair's village, and twenty-five miles west of the western boundary line of the state of Missouri, fronting on a north and south line, so as to leave ten miles north, and forty miles south, of the point of said beginning, and extending west, with the width of fifty miles, to the western boundary of the lands hereby ceded and relinquished by said tribes or nations; which said reservation shall be surveyed and marked, at the expense of the United States, and upon which, the agent for said tribes or nations and all persons attached to said agency, as, also, such teachers and instructors, as the president may think proper to authorize and permit, shall reside, and shall occupy, and cultivate, without interruption or molestation, such lands as may be necessary for them. And the United States do, hereby, reserve to themselves, forever, the right of navigating, freely, all water courses and navigable streams, within or running through, the tract of country above reserved to said tribes or nations.

Art. III. In consideration of the cession and relinquishment, aforesaid, the United States do, hereby, agree to pay to the said tribes or nations, yearly, and every year, for twenty years, from the date of these presents, the sum of seven thousand dollars, at their village, or at St. Louis, as the said tribes or nations may desire, either in money, merchandise, provisions, or domestic animals, at their option. And whenever the said annuity, or any part thereof, shall be paid in merchandise, the same is to be delivered to them at the first cost of the goods at St. Louis, free of transportation.

Art. IV. The United States shall, immediately, upon the ratification of this convention, or as soon thereafter as may be, cause to be furnished to the tribes or nations, aforesaid, six hundred head of cattle, six hundred hogs, one thousand domestic fowls, ten yoke of oxen, and six carts, with such farming utensils as the superintendent of Indian affairs may think necessary, and shall employ such persons, to aid them in their agricultural pursuits, as

to the president of the United States may seem ex- 1825
pedient, and shall, also, provide, furnish, and support for them, one blacksmith, that their farming utensils, tools, and arms, may be seasonably repaired; and shall build, for each of the four principal chiefs, at their respective villages, a comfortable and commodious dwelling house.

Art. V. From the above lands ceded and relinquished, the following reservations, for the use of the half-breeds, hereafter named, shall be made, to wit: One section, or six hundred and forty acres, for Augustus Clermont, to be located and laid off so as to include Joseph Rivar's residence, on the east side of the Neosho, a short distance above the grand saline, and not nearer than within one mile thereof; one section for each of the following half-breeds: James, Paul, Henry, Rosalie, Anthony, and Amelia, the daughter of She-me-hunga, and Amelia, the daughter of Mi-hun-ga, to be located two miles below the grand saline, and extending down the Neosho, on the east side thereof; and one section for Noel Mongrain, the son of Wa-taw nagres, and for each of his ten children, Baptiste, Noel, Francis, Joseph, Mongrain, Louis, Victoria, Sophia, Julia, and Juliet: and the like quantity for each of the following named grand-children, of the said Noel Mongrain, to wit: Charles, Francis, Louisson, and Wash, to commence on the Marias des Cygnes, where the western boundary line of the state of Missouri crosses it at the fork of mine river, and to extend up mine river, for quantity: one section for Mary Williams, and one for Sarah Williams, to be located on the north side of the Marias des Cygnes, at the double Creek, above Harmony: one section, for Francis T. Chardon: one section, for Francis C. Tayon; one section, for James G. Chouteau; one section, for Alexander Chouteau: one section, for Pelagie Antaya: one section, for Celeste Antaya; one section, for Joseph Antaya: one section, for Baptiste St. Mitchelle, jr.; one section, for Louis St. Mitchelle: one section, for Victoria St. Mitchelle; one section, for Julia St. Mitchelle; one section, for Francis St. Mitchelle; one section, for Joseph Perra;

1825 one section, for Susan Larine; one section, for Marguerite Reneau; one section, for Thomas L. Balio; and one section, for Terese, the daughter of Paul Louise; which said several tracts are to be located on the north side of the Marias des Cygnes, extending up the river, above the reservations in favour of Mary and Sarah Williams, in the order in which they are herein above named.

Art. VI. And also fifty-four other tracts, of a mile square each, to be laid off under the direction of the president of the United States, and sold, for the purpose of raising a fund to be applied to the support of schools, for the education of the Osage children, in such manner as the president may deem most advisable to the attainment of that end.

Art. VII. Forasmuch as there is a debt due, from sundry individuals of the Osage tribes or nations, to the United States' trading houses, of the Missouri and Osage rivers, amounting in the whole, to about the sum of four thousand one hundred and five dollars and eighty cents, which the United States do hereby agree to release; in consideration thereof, the said tribes or nations do, hereby, release and relinquish their claim upon the United States, for regular troops to be stationed, for their protection, in garrison, at fort Clark, and, also, for furnishing of a blacksmith, at that place, and the delivery of merchandise, at Fire Prairie, as is provided for in the first, third, and fifth, articles of the treaty, concluded on the tenth day of November, one thousand eight hundred and eight.

Art. VIII. It appearing that the Delaware nation have various claims against the Osages, which the latter have not had it in their power to adjust, and the United States being desirous to settle, finally and satisfactorily, all demands and differences between the Delawares and Osages, do hereby agree to pay to the Delawares, in full satisfaction of all their claims and demands against the Osages, the sum of one thousand dollars.

Art. IX. With a view to quiet the animosities, which at present exist between a portion of the

citizens of Missouri and Arkansas and the Osage tribes, in consequence of the lawless depredations of the latter, the United States do, furthermore, agree to pay, to their own citizens, the full value of such property, as they can legally prove to have been stolen or destroyed, by the Osages, since the year eighteen hundred and eight, and for which payment has not been made under former treaties: *Provided*, The sum to be paid by the United States does not exceed the sum of five thousand dollars. 1825

Art. X. It is furthermore agreed on, by and between the parties to these presents, that there shall be reserved two sections of land, to include the Harmony Missionary establishment, and their mill, on the Marias des Cygnes; and one section, to include the Missionary establishment, above the Lick on the West side of Grand river, to be disposed of as the president of the United States shall direct, for the benefit of said missions, and to establish them at the principal villages of the Great and Little Osage nations, within the limits of the country reserved to them by this treaty, and to be kept up at said villages, so long as said missions shall be usefully employed in teaching, civilizing, and improving, the said Indians.

Art. XII. To preserve and perpetuate the friendship now happily subsisting between the United States and the said tribes or nations, it is hereby agreed, that the provisions contained in the ninth article of the treaty concluded and signed at fort Clark, on the tenth day of November, one thousand eight hundred and eight, between the United States and the said tribes or nations, shall, in every respect, be considered as in full force and applicable to the provisions of this treaty, and that the United States shall take and receive, into their friendship and protection, the aforesaid tribes or nations, and shall guaranty to them, forever, the right to navigate, freely, all water-courses, or navigable streams, within the tract of country hereby ceded, upon such terms as the same are or may be navigated by the citizens of the United States.

Art. XII. It is further agreed, that there shall be delivered as soon as may be, after the execution

1825 of this treaty, at the Osage villages, merchandise to the amount of four thousand dollars, first cost, in St. Louis, and two thousand dollars in merchandise, before their departure from this place; and horses and equipage, to the value of twenty-six hundred dollars; which, together with the sum of one hundred dollars, to be paid to Paul Loise, and the like sum to Baptiste Mongrain, in money, shall be in addition to the provisions and stipulation hereby above contained, in full satisfaction of the cession, hereinbefore agreed on.

Art. XIII. Whereas the Great and Little Osage tribes or nations are indebted to Augustus P. Chouteau, Paul Balio, and William S. Williams, to a large amount, for credits given to them, which they are unable to pay, and have particularly requested to have paid, or provided for, in the present negotiation; it is, therefore, agreed on, by and between the parties to these presents, that the United States shall pay to Augustus P. Chouteau, one thousand dollars; to Paul Balio, two hundred and fifty dollars, towards the liquidation of their respective debts due from the said tribes or nations.

Art. XIV. These articles shall take effect, and become obligatory on the contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the president, by and with the advice and consent of the senate of the United States.

In testimony whereof, the said William Clarke, commissioner, as aforesaid, and the deputation, chiefs, head men, and warriors, of the Great and Little Osage nations of Indians, as aforesaid, have hereunto set their hands and seals, this second day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five, and of the independence of the United States the forty-ninth.

209.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Kansas, conclu le 3 Juin 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 30 Décembre de la même année.

1825

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 7.)

Articles of a treaty, made and concluded at the city of Saint Louis, in the state of Missouri, between William Clark, superintendent of Indian affairs, commissioner on the part of the United States of America, and the undersigned chiefs, head men, and warriors of the Kansas nation of Indians, duly authorized and empowered by said nation.

Art. I. The Kansas do hereby cede to the United States all the lands lying within the state of Missouri, to which the said nation have title or claim; and do further cede and relinquish, to the said United States, all other lands which they now occupy, or to which they have title or claim, lying west of the said state of Missouri, and within the following boundaries: beginning at the entrance of the Kansas river into the Missouri river; from thence north to the north-west corner of the state of Missouri; from thence westwardly to the Nodewa river, thirty miles from its entrance into the Missouri; from thence to the entrance of the big Nemahaw river into the Missouri, and with that river to its source; from thence to the source of the Kansas river, leaving the old village of the Pania republic to the west; from thence, on the ridge dividing the waters of the Kansas river from those of the Arkansas, to the western boundary of the state line of Missouri, and with that line, thirty miles, to the place of beginning.

1825 Art. II. From the cession aforesaid, the following reservation for the use of the Kansas nation of Indians shall be made, of a tract of land, to begin twenty leagues up the Kansas river, and to include their village on that river; extending west thirty miles in width, through the lands ceded in the first article, to be surveyed and marked under the direction of the president, and to such extent as he may deem necessary, and at the expense of the United States. The agents for the Kansas, and the persons attached to the agency, and such teachers and instructors as the president shall authorize to reside near the Kansas, shall occupy, during his pleasure, such lands as may be necessary for them within this reservation.

Art. III. In consideration of the cession of land and relinquishments of claims, made in the first articles, the United States agree to pay to the Kansas nation of Indians, three thousand five hundred dollars per annum, for twenty successive years, at their villages, or at the entrance of the Kansas river, either in money, merchandise, provisions, or domestic animals, at the option of the aforesaid nation; and when the said annuities, or any part thereof, is paid in merchandise, it shall be delivered to them at the first cost of the goods in Saint Louis, free of transportation.

Art. IV. The United States, immediately upon the ratification of this convention, or as soon thereafter as may be, shall cause to be furnished to the Kansas nation, three hundred head of cattle, three hundred hogs, five hundred domestic fowls, three yoke of oxen, and two carts, with such implements of agriculture as the superintendent of Indian affairs may think necessary; and shall employ such persons to aid and instruct them in their agriculture, as the president of the United States may deem expedient; and shall provide and support a blacksmith for them.

Art. V. Out of the lands herein ceded by the Kanzas nation to the United States, the commissioner aforesaid, in behalf of the said United States, doth further covenant and agree, that thirty-six

sections of good lands, on the Big Blue river, shall be laid out under the direction of the president of the United States, and sold for the purpose of raising a fund, to be applied, under the direction of the president, to the support of schools for the education of the Kanzas children, within their nation. 1825

Art. VI. From the lands above ceded to the United States, there shall be made the following reservations, of one mile square, for each of the half breeds of the Kanzas nation, viz: For Adel and Clement, the two children of Clement; for Josette, Julie, Pelagie, and Victoire, the four children of Louis Gonvil; for Marie and Lafleche, the two children of Baptiste of Gonvil; for Laventure, the son of Francis Laventure; for Elizabeth and Pierre Carbonau, the children of Pierre Brisa; for Louis Joncas; for Basil Joncas; for James Joncas; for Elizabeth Datcherute, daughter of Baptiste Datcherute; for Joseph Butler; for William Rodgers; for Joseph Coté; for the four children of Cicili Compare, each one mile square; and one for Joseph James, to be located on the north side of the Kanzas river, in the order above named, commencing at the line of the Kanzas reservation, and extending down the Kanzas river for quantity.

Art. VII. With the view of quieting all animosities which may at present exist between a part of the white citizens of Missouri and the Kanzas nation, in consequence of the lawlefs depredations of the latter, the United States do further agree to pay to their own citizens, the full value of such property as they can legally prove to have been stolen or destroyed since the year 1815: *Provided*, The sum so to be paid by the United States shall not exceed the sum of three thousand dollars.

Art. VIII. And whereas the Kanzas are indebted to Francis G. Choteau, for credits given them in trade, which they are unable to pay, and which they have particularly requested to have included and settled in the present treaty; it is, therefore, agreed on, by and between the parties to these presents; that the sum of five hundred dollars, towards the liquidation of said debt, shall be paid by the United States to the said François G. Choteau.

1825 Art. IX. There shall be selected at this pl
such merchandise as may be desired, amounting
two thousand dollars, to be delivered at the Kan
river, with as little delay as possible; and th
shall be paid to the deputation now here, two th
sand dollars in merchandize and horses, the rece
of which is hereby acknowledged; which, togeth
with the amount agreed on in the 3d and 4th
ticles, and the provisions made in the other artic
of this treaty, shall be considered as a full comp
sation for the cession herein made.

Art. X. Lest the friendship which is now es
blished between the United States and the said
dian nation should be interrupted by the miscond
of individuals, it is hereby agreed, that for injur
done by individuals, no private revenge or retal
tion shall take place, but instead thereof, complai
shall be made by the party injured, to the other
the said nation, to the superintendent, or other p
son appointed by the president to the chiefs of s
nation. And it shall be the duty of the said chi
upon complaints being made as aforesaid, to deli
up the person or persons against whom the co
plaint is made, to the end that he or they may
punished, agreeably to the laws of the state or te
tory where the offence may have been committ
and in like manner, if any robbery, violence,
murder, shall be committed on any Indian or Indi
belonging to said nation, the person or persons
offending shall be tried, and, if found guilty, s
be punished in like manner as if the injury
been done to a white man. And it is agreed,
the chiefs of the Kanzas shall, to the utmost
their power, exert themselves to recover horses
other property which may be stolen from any cit
or citizens of the United States, by any indivi
or individuals of the nation; and the property
recovered shall be forthwith delivered to the su
intendent, or other person authorized to receive
that it may be restored to its proper owner; and
cases where the exertions of the chiefs shall be
effectual in recovering the property stolen as af
said, if sufficient proof can be adduced that s

property was actually stolen, by any Indian or Indians belonging to the said nation, the superintendent or other officer may deduct from the annuity of the said nation a sum equal to the value of the property which has been stolen. And the United States hereby guarantee, to any Indian or Indians, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided,* That the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is producted that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said nation of Kanzas engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the superintendent, to deliver up any white man resident amongst them. 1825

Art. XI. It is further agreed on, by and between the parties to these presents, that the United States shall forever enjoy the right to navigate freely all water courses or navigable streams within the limits of the tract of country herein reserved to the Kanzas nation; and that the said Kanzas nation shall never sell, relinquish, or in any manner dispose of the lands herein reserved, to any other nation, person or persons whatever, without the permission of the United States for that purpose first had and obtained. And shall ever remain under the protection of the United States, and in friendship with them.

Art. XII. This treaty shall take effect, and be obligatory on the contracting parties, as soon as the same shall be ratified by the president, by and with the consent and advice of the senate of the United States.

In testimony whereof, the said William Clark, commissioner as aforesaid, and the deputation, chiefs, head men and warriors, of the Kanzas nation of Indians, as aforesaid, have hereunto set their hands and seals, this third day of June, in the year of our Lord eighteen hundred and twenty-five, and of the independence of the United States of America the forty-ninth year.

210.

1825 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Poncars, conclu le 9 Juin 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.*

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congrefs of the United States.* Appendix p. 43.)

For the purposes of perpetuating the friendship which has heretofore existed, as also to remove all future cause of discussion or dissension, as it respects trade and friendship between the United States and their citizens, and the Poncar tribe of Indians; the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, with full powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose of the one part, and the undersigned chiefs, head men, and warriors, of the Poncar tribe of Indians, on behalf of said tribe, of the other part, have made and entered into the following articles and conditions, which, when ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties — to wit:

Art. I. It is admitted by the Poncar tribe of Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy and claim their protection. The said tribe also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Poncar tribe of Indians into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindnefs as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

ART. III All trade and intercourse with the Poncar tribe shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said tribe of Indians. 1825

ART. IV. That the Poncar tribe may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said tribe, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Poncar tribe bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of the Poncar district of country. And the said Poncar tribe further agree, that if any foreigner, or other person not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent, or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt with according to law. And they further agree to give safe conduct to all persons who may be legally authorized by the United States to pass through their country; and to protect, in their persons and property, all agents or other persons sent by the United States to reside temporarily among them.

ART. V. That the friendship which is now established between the United States and the Poncar tribe should not be interrupted by the misconduct of individuals, it is hereby agreed, that for injuries done by individuals, no private revenge or retaliation shall take place, but instead thereof, complaints shall be made, by the party injured, to the superintendent or agent of Indian affairs, or other person appointed by the president; and it shall be the duty of the said chiefs, upon complaint being made as aforesaid, to deliver up the person or persons against whom the complaint is made, to the end

1825 that he or they may be punished agreeably to t
laws of the United States. And, in like manner,
any robbery, violence, or murder, shall be com
mitted on any Indian or Indians belonging to sa
tribe, the person or persons so offending shall
tried, and if found guilty shall be punished in li
manner as if the injury had been done to a whi
man. And it is agreed, that the chiefs of said Po
car tribe shall, to the utmost of their power, exe
themselves to recover horses or other propert
which may be stolen or taken from any citizen
citizens of the United States, by any individual
individuals of said tribe; and the property so rec
vered shall be forthwith delivered to the agents
other person authorized to receive it, that it may
restored to the proper owner. And the United St
tes hereby guaranty to any Indian or Indians of sa
tribe, a full indemnification for any horses or oth
property which may be stolen from them by any
their citizens: *Provided*, That the property so st
len cannot be recovered, and that sufficient proof
produced that it was actually stolen by a citizen
the United States. And the said Poncar tribe engag
on the requisition or demand of the president of t
United States, or of the agents, to deliver up a
white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as afor
said, promise and engage, that their tribe will n
ver, by sale, exchange, or as presents, supply a
nation or tribe of Indians, not in amity with t
United States, with guns, ammunition, or oth
implements of war.

Done at the Poncar village, at the mouth
White Paint Creek, the first below the Qui Car
river, this 9th day of June, A. D. 1825, and of t
independence of the United States the forty-ninth.

In testimony whereof, the said commissione
Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and t
chiefs, head men, and warriors, of the Poncar tri
have hereunto set their hands, and affixed their sea

211.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Tetons, les Yanctons et les Yanctonies, conclu le 22 Juin 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

1825

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 24.)

For the purposes of perpetuating the friendship which has heretofore existed, asalso to remove all future cause of discussion or dissention, as it respects trade and friendship between the United States and their citizens, and the Teton, Yancton, and Yanctonies bands of the Sioux tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, with full powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose of the one part, and the undersigned chiefs, head men and warriors of the Teton, Yancton, and Yanctonies bands of the Sioux tribe of Indians, on behalf of said bands or tribe of the other part, have made and entered into the following articles and conditions; which, when ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties — to wit:

Art. I. It is admitted by the Teton, Yancton and Yanctonies bands of Sioux Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. The said bands also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the said Teton, Yancton, and Yanctonies bands of Sioux

1825 Indians into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindness as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with the Teton, Yancton, and Yanctonies bands shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said bands of Indians.

Art. VI. That the Teton, Yancton, and Yanctonies bands may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said tribes or bands, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Teton, Yancton, and Yanctonies bands bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of their particular district of country. And the said Teton, Yancton, and Yanctonies bands further agree, that if any foreigner or other person, not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent, or agent of Indian affairs, or to the nearest military post, to be dealt with according to law. — And they further agree to give safe conduct to all persons who may be legally authorized by the United States to pass through their country: and to protect, in their persons and property, all agents or other persons sent by the United States to reside temporarily among them.

Art. V. That the friendship which is now established between the United States and the Teton, Yancton, and Yanctonies bands should not be interrupted by the misconduct of individuals, it is hereby

agreed, that for injuries done by individuals, no pri- 1825
vate revenge or retaliation shall take place, but instead thereof, complaints shall be made, by the party injured, to the superintendent or agent of Indian affairs, or other person appointed by the president; and it shall be the duty of the said chiefs, upon complaint being made as aforesaid, to deliver up the person or persons against whom the complaint is made, to the end that he or they may be punished agreeably to the laws of the United States. And, in like manner, if any robbery, violence, or murder, shall be committed on any Indian or Indians belonging to said bands, the person or persons so offending shall be tried, and if found guilty, shall be punished in like manner as if the injury had been done to a white man. And it is agreed, that the chiefs of the said Teton, Yancton, and Yanctonies bands shall, to the utmost of their power, exert themselves to recover horses or other property, which may be stolen or taken from any citizen or citizens of the United States by any individual or individuals of said bands; and the property so recovered shall be forthwith delivered to the agents, or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said bands, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided*, That the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said Teton, Yancton, and Yanctonies bands engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage, their band or tribe will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation or tribe of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

1825 Done at fort Lookout, near the three rivers of the Sioux Pafs, this 22d day of June, A. D. 1825, and of the independence of the United States the forty-ninth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs, head men, and warriors, of the Teton, Yancton, and Yanctonies bands, of Sioux tribe, have hereunto set their hands, and affixed their seals.

212.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Siounes et les Ogallalas, conclu le 5 Juillet 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congrefs of the United States.* Appendix p. 61.)

For the purpose of perpetuating the friendship which has heretofore existed, as also to remove all future cause of discussion or dissention, as it respects trade and friendship between the United States and their citizens, and the Sioune and Ogallala bands of the Sioux tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, with full powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose, of the one part, and the undersigned chiefs, head men, and warriors, of the said Sioune and Ogallala bands of Sioux Indians, on behalf of their bands, of the other part, have made and entered into the following articles and conditions, which, when ratified by the president of

the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties, — to wit: 1825

Art. I. It is admitted by the Sioune and Ogallala bands of Sioux Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. The said bands also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Sioune and Ogallala bands of Sioux into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindnefs as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with the Sioune and Ogallala bands shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said bands of Indians.

Art. IV. That the Sioune and Ogallala bands may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said bands, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Sioune and Ogallala bands bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of their particular district of country. And the said Sioune and Ogallala bands further agree, that if any foreigner or other person, not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent, or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt with according to law. — And they further agree to give safe conduct

1825 to all persons who may be legally authorized by th United States to pafs through their country; and t protect, in their persons and property, all agents o other persons sent by the United States to resid temporarily among them; nor will they, whilst o their distant excursions, molest or interrupt an American citizen or citizens who may be passin from the United States to New Mexico, or returnin from thence to the United States.

Art. V. That the friendship, which is nov established between the United States and the Sioun and Ogallala bands should not be interrupted by th misconduct of individuals, it is hereby agreed, tha for injuries done by individuals, no private revenge or retaliation shall take place, but instead thereof complaints shall be made, by the injured party, t the superintendent or agent of Indian affairs, o other person appointed by the president; and i shall be the duty of said chiefs, upon complain being made as aforesaid, to deliver up the perso or persons, against whom the complaint is made, t the end that he or they may be punished agreeably to the laws of the United States. And, in like manner, if any robbery, violence or murder, shall be committed on any Indian or Indians belonging to the said bands, the person or persons so offending shall be tried, and if found guilty shall be punished in like manner as if the injury had been done to a white man. And it is agreed, that the chiefs of said Sioune and Ogallala bands shall, to the utmost of their power, exert themselves to recover horses or other property, which may be stolen or taken from any citizen or citizens of the United States, by any individual or individuals of said bands; and the property so recovered shall be forthwith delivered to the agents or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said bands, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided*, The property stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a

itizen of the United States. And the said Sioune 1825
ınd Ogallala bands engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of he agents, to deliver up any white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage, that their bands will neer, by sale, exchange, or as presents, supply any ation, tribe, or band of Indians, not in amity with he United States, with guns, ammunition, or other mplements of war.

Done at the mouth of the Teton river, this 5th ay of July, A. D. 1825, and of the independence f the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the hiefs, head men, and warriors, of the Sioune and Ogallala bands, have hereunto set their hands, and ffixed their seals.

213.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Chayennes, conclu le 6 Juillet 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States. Appendix p. 47.)

For the purpose of perpetuating the friendship which has heretofore existed, as also to remove all future cause of discussion or dissention, as it respects trade and friendship between the United States and their citizens, and the Chayenne tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United

1825 States' army, and Major Benjamin O'Fallon, India agent, with full powers and authority, speciall appointed and commissioned for that purpose on th one part, and the undersigned chiefs, head me and warriors, of the Chayenne tribe of Indians, o behalf of said tribe, of the other part, have mad and entered into the following articles and condi tions; which, when ratified by the president of th United States, by and with the advice and consen of the senate, shall be binding on both parties — to wit:

Art. I. It is admitted by the Chayenne trib of Indians, that they reside within the territoria limits of the United States, acknowledge their su premacy, and claim their protection, — The said tribe also admit the right of the United States t regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive th Chayenne tribe of Indians into their friendship, an under their protection, and to extend to them, fro time to time, such benefits and acts of kindnels a may be convenient, and seem just and proper to th president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with th Chayenne tribe shall be transacted at such place o places as may be designated and pointed out by th president of the United States, through his agents and none but American citizens, duly authorized b the United States, shall be admitted to trade or hol intercourse with said tribe of Indians.

Art. IV. That the Chayenne tribe may be ac commodated with such articles of merchandize, etc as their necessities may demand, the United State agree to admit and license traders to hold inter course with said tribe, under mild and equitable re gulations; in consideration of which, the Chayenn tribe bind themselves to extend protection to th persons and the property of the traders, and th persons legally employed under them, while they remain within the limits of their particular distric of country. And the said Chayenne tribe furthe agree, that if any foreigner or other person, no

egally authorized by the United States, shall come 1825
nto their district of country, for the purposes of
rade or other views, they will apprehend such per-
son or persons, and deliver him or them to some
United States' superintendent or agent of Indian affairs,
or to the commandant of the nearest military post,
o be dealt with according to law. And they further
agree to give safe conduct to all persons who may
be legally authorized by the United States to pass
through their country, and to protect in their per-
sons and property all agents or other persons sent
by the United States to reside temporarily among
them; nor will they, whilst on their distant excur-
sions, molest or interrupt any American citizen or
citizens, who may be passing from the United States
to New Mexico, or returning from thence to the
United States.

Art. V. That the friendship which is now esta-
blished between the United States and the Chayenne
tribe, should not be interrupted by the misconduct
of individuals, it is hereby agreed, that for injuries
done by individuals, no private revenge or retalia-
tion shall take place, but instead thereof, complaints
shall be made, by the party injured, to the super-
intendent or agent of Indian affairs, or other person
appointed by the president; and it shall be the duty
of said chiefs, upon complaint being made as afore-
said, to deliver up the person or persons against
whom the complaint is made, to the end that he or
they may be punished, agreeably to the laws of the
United States. And, in like manner, if any robbery,
violence, or murder, shall be committed on any In-
dian or Indians belonging to said tribe, the person
or persons so offending shall be tried, and, if found
guilty, shall be punished in like manner as if the
injury had been done to a white man. And it is
agreed, that the chiefs of said Chayenne tribe shall,
to the utmost of their power, exert themselves to
recover horses or other property, which may be sto-
len or taken from any citizen or citizens of the
United States, by any individual or individuals of
said tribe; and the property so recovered shall be
forthwith delivered to the agents or other person

1825 authorized to receive it, that it may be restored t the proper owner. And the United States hereb guaranty to any Indian or Indians of said tribe, full indemnification for any horses or other propert which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided*, That the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produce that it was actually stolen by a citizen of the Unite States. And the said Chayenne tribe engage, on th requisition or demand of the president of the Unite States, or of the agents, to deliver up any whi man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as afore said, promise and engage that their tribe will neve by sale, exchange, or as presents, supply any natio or tribe of Indians, not in amity with the Unite States, with guns, ammunition, or other implement of war.

Done at the mouth of the Teton river, this sixt day of July, A. D. 1825, and of the independen of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioner Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and t chiefs, head men, and warriors, of the Chayen tribe, have hereunto set their hands, and affix their seals.

214.

Traité entre les Etats-Unis d l'Amérique septentrionale et le Hunkpapas, conclu le 16 Juillet 182 et ratifié par le président des Etat Unis le 6 Février 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteen congrefs of the United States.* Appendix p. 65.)

For the purposes of perpetuating the friendsh which has heretofore existed, as also to remove all f

ture cause of discussion or dissention, as it respects 1825
trade and friendship between the United States and their citizens, and the Hunkpapas band of the Sioux tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, with full powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose, of the one part, and the undersigned chiefs, head men and warriors of the said Hunkpapas band of Sioux Indians, on behalf of their band, of the other part, have made and entered into the following articles and conditions; which, when ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties, to wit:

Art. I. It is admitted by the Hunkpapas band of Sioux Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. — The said band also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Hunkpapas band of Sioux into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindness as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with the Hunkpapas band shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said band of Indians.

Art. IV. That the Hunkpapas band may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities, may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said band under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Hunkpapas band bind themselves to extend protection to the persons and

1825 the property of the traders, and the persons legal
employed under them, whilst they remain with
the limits of their particular district of countr
And the said Hunkpapas band further agree, that
any foreigner, or other person not legally authoriz
by the United States, shall come into their distri
of country, for the purposes of trade or other view
they will apprehend such person or persons, a
deliver him or them to some United States' supe
intendent or agent of Indian affairs, or to the co
mandant of the nearest military post, to be de
with according to law. And they further agree
give safe conduct to all persons who may be legal
authorized by the United States to pafs through the
country, and to protect in their persons and pr
perty all agents or other persons sent by the Unit
States to reside temporarily among them.

Art. V. That the friendship which is now es
blished between the United States and the Hunkp
pas band should not be interrupted by the misco
duct of individuals, it is hereby agreed that, for i
juries done by individuals, no private revenge
retaliation shall take place, but instead thereof, co
plaints shall be made, by the party injured, to t
superintendent or agent of Indian affairs, or oth
person appointed by the president: and it shall
the duty of said chiefs, upon complaint being ma
as aforesaid, to deliver up the person or pers
against whom the complaint is made, to the
that he or they may be punished agreeably to
laws of the United States. And in like manner,
any robbery, violence, or murder, shall be commi
ed on any Indian or Indians belonging to the s
band, the person or persons so offending shall
tried, and if found guilty, shall be punished in l
manner as if the injury had been done to a wh
man. And it is agreed, that the chiefs of said Hu
papas bands shall, to the utmost of their pow
exert themselves to recover horses or other prope
which may be stolen or taken from any citizen
citizens of the United States, by any individual
individuals of said band; and the property so re
vered shall be forthwith delivered to the agents

other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said band, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided,* That the property stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said Hunkpapas band engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them. 1825

Art. VI. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage that their band will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation or tribe of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

Done at the Auracara village, this sixteenth day of July, A. D. 1825, and of the independence of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs, head men and warriors of the Hunkpapas tribe of Indians, have hereunto set their hands and affixed their seals.

215.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Ricaras, conclu le 18 *Juillet* 1825 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 6 *Février* 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 28.)

To put an end to an unprovoked hostility on the part of the Ricara tribe of Indians against the United

1825 Done at fort Lookout, near the three rivers c the Sioux Pafs, this 22d day of June, A. D. 182 and of the independence of the United States tl forty-ninth.

In testimony whereof, the said commissioner Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and th chiefs, head men, and warriors, of the Teto Yancton, and Yanctonies bands, of Sioux tribe, hav hereunto set their hands, and affixed their seals.

212.

Traité entre les Etats-Unis d l'Amérique septentrionale et le Siounes et les Ogallalas, conclu l 5 Juillet 1825 et ratifié par le pré sident des Etats-Unis le 6 Février 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteent congrefs of the United States.* Appendix p. 61.)

For the purpose of perpetuating the friendshi which has heretofore existed, as also to remove al future cause of discussion or dissention, as it respect trade and friendship between the United States an their citizens, and the Sioune and Ogallala bands o the Sioux tribe of Indians, the president of th United States of America, by Brigadier-genera Henry Atkinson, of the United States' army, an Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, with ful powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose, of the one part, an the undersigned chiefs, head men, and warriors, o the said Sioune and Ogallala bands of Sioux Indians on behalf of their bands, of the other part, have made and entered into the following articles an conditions, which, when ratified by the president o

the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties, — to wit: 1825

Art. I. It is admitted by the Sioune and Ogallala bands of Sioux Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. The said bands also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Sioune and Ogallala bands of Sioux into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindnefs as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with the Sioune and Ogallala bands shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said bands of Indians.

Art. IV. That the Sioune and Ogallala bands may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said bands, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Sioune and Ogallala bands bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of their particular district of country. And the said Sioune and Ogallala bands further agree, that if any foreigner or other person, not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent, or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt with according to law. — And they further agree to give safe conduct

1825 to all persons who may be legally authorized by United States to pafs through their country; and protect, in their persons and property, all agents other persons sent by the United States to res temporarily among them; nor will they, whilst their distant excursions, molest or interrupt American citizen or citizens who may be pass from the United States to New Mexico, or return from thence to the United States.

Art. V. That the friendship, which is n established between the United States and the Sio and Ogallala bands should not be interrupted by misconduct of individuals, it is hereby agreed, t for injuries done by individuals, no private rever or retaliation shall take place, but instead there complaints shall be made, by the injured party, the superintendent or agent of Indian affairs, other person appointed by the president; and shall be the duty of said chiefs, upon compla being made as aforesaid, to deliver up the pers or persons, against whom the complaint is made, the end that he or they may be punished agreeal to the laws of the United States. And, in like ma ner, if any robbery, violence or murder, shall committed on any Indian or Indians belonging to t said bands, the person or persons so offending, sh be tried, and if found guilty shall be punished like manner as if the injury had been done to white man. And it is agreed, that the chiefs of sa Sioune and Ogallala bands shall, to the utmost their power, exert themselves to recover horses other property, which may be stolen or taken fro any citizen or citizens of the United States, by a individual or individuals of said bands; and the pr perty so recovered shall be forthwith delivered the agents or other person authorized to receive that it may be restored to the proper owner. A the United States hereby guaranty to any Indian Indians of said bands, a full indemnification for a horses or other property which may be stolen fro them by any of their citizens: *Provided*, The pr perty stolen cannot be recovered, and that sufficie proof is produced that it was actually stolen by

citizen of the United States. And the said Sioune 1825
and Ogallala bands engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage, that their bands will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation, tribe, or band of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

Done at the mouth of the Teton river, this 5th day of July, A. D. 1825, and of the independence of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs, head men, and warriors, of the Sioune and Ogallala bands, have hereunto set their hands, and affixed their seals.

213.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Chayennes, conclu le 6 Juillet 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congrefs of the United States.* Appendix p. 47.)

For the purpose of perpetuating the friendship which has heretofore existed, as also to remove all future cause of discussion or dissention, as it respects trade and friendship between the United States and their citizens, and the Chayenne tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United

1825 States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Ind
agent, with full powers and authority, specia
appointed and commissioned for that purpose on t
one part, and the undersigned chiefs, head m
and warriors, of the Chayenne tribe of Indians,
behalf of said tribe, of the other part, have ma
and entered into the following articles and con
tions; which, when ratified by the president of t
United States, by and with the advice and cons
of the senate, shall be binding on both parties
to wit:

Art. I. It is admitted by the Chayenne tr
of Indians, that they reside within the territor
limits of the United States, acknowledge their s
premacy, and claim their protection, — The s
tribe also admit the right of the United States
regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive t
Chayenne tribe of Indians into their friendship, a
under their protection, and to extend to them, fr
time to time, such benefits and acts of kindnefs
may be convenient, and seem just and proper to t
president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with t
Chayenne tribe shall be transacted at such place
places as may be designated and pointed out by t
president of the United States, through his agent
and none but American citizens, duly authorized
the United States, shall be admitted to trade or h
intercourse with said tribe of Indians.

Art. IV. That the Chayenne tribe may be a
commodated with such articles of merchandize, e
as their necessities may demand, the United Sta
agree to admit and license traders to hold inte
course with said tribe, under mild and equitable r
gulations; in consideration of which, the Chayen
tribe bind themselves to extend protection to t
persons and the property of the traders, and t
persons legally employed under them, while th
remain within the limits of their particular distr
of country. And the said Chayenne tribe furth
agree, that if any foreigner or other person, r

gally authorized by the United States, shall come 1825
ito their district of country, for the purposes of
ade or other views, they will apprehend such per-
on or persons, and deliver him or them to some
nited States' superintendent or agent of Indian affairs,
r to the commandant of the nearest military post,
be dealt with according to law. And they further
gree to give safe conduct to all persons who may
e legally authorized by the United States to pafs
rough their country, and to protect in their per-
ons and property all agents or other persons sent
y the United States to reside temporarily among
em; nor will they, whilst on their distant excur-
ions, molest or interrupt any American citizen or
itizens, who may be passing from the United States
New Mexico, or returning from thence to the
nited States.

Art. V. That the friendship which is now esta-
lished between the United States and the Chayenne
ibe, should not be interrupted by the misconduct
f individuals, it is hereby agreed, that for injuries
one by individuals, no private revenge or retalia-
on shall take place, but instead thereof, complaints
hall be made, by the party injured, to the super-
ntendent or agent of Indian affairs, or other person
ppointed by the president; and it shall be the duty
f said chiefs, upon complaint being made as afore-
aid, to deliver up the person or persons against
hom the complaint is made, to the end that he or
ey may be punished, agreeably to the laws of the
nited States. And, in like manner, if any robbery,
iolence, or murder, shall be committed on any In-
ian or Indians belonging to said tribe, the person
r persons so offending shall be tried, and, if found
uilty, shall be punished in like manner as if the
jury had been done to a white man. And it is
greed, that the chiefs of said Chayenne tribe shall,
the utmost of their power, exert themselves to
ecover horses or other property, which may be sto-
en or taken from any citizen or citizens of the
nited States, by any individual or individuals of
aid tribe; and the property so recovered shall be
rthwith delivered to the agents or other person

1825 white man. And it is agreed, that the chiefs of the said Ricara tribe shall, to the utmost of their power, exert themselves to recover horses or other property, which may be stolen or taken from any citizen or citizens of the United States, by any individual or individuals of said tribe; and the property so recovered shall be forthwith delivered to the agents or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said tribe, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided,* That the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said Ricara tribe engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them.

Art. VII. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage, that their tribe will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation, tribe, or bands of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

Done at the Ricara village, this eighteenth day of July, A. D. 1825, and of the independence of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs, head men and warriors of the Ricara tribe of Indians, have hereunto set their hands and affixed their seals.

ure cause of discussion or dissention, as it respects 1825
rade and friendship between the United States and
heir citizens, and the Hunkpapas band of the Sioux
ribe of Indians, the president of the United States
f America, by Brigadier-general Henry Atkinson,
f the United States' army, and Major Benjamin
'Fallon, Indian agent, with full powers and au-
hority, specially appointed and commissioned for
hat purpose, of the one part, and the undersigned
hiefs, head men and warriors of the said Hunk-
apas band of Sioux Indians, on behalf of their
and, of the other part, have made and entered into
he following articles and conditions; which, when
atified by the president of the United States, by
nd with the advice and consent of the senate, shall
e binding on both parties, to wit:

Art. I. It is admitted by the Hunkpapas band
f Sioux Indians, that they reside within the terri-
orial limits of the United States, acknowledge their
upremacy, and claim their protection. — The said
and also admit the right of the United States to
egulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the
Iunkpapas band of Sioux into their friendship, and
nder their protection, and to extend to them, from
me to time, such benefits and acts of kindnefs as
ay be convenient, and seem just and proper to
e president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with the
Iunkpapas band shall be transacted at such place or
laces as may be designated and pointed out by the
resident of the United States, through his agents;
nd none but American citizens, duly authorized by
he United States, shall be admitted to trade or hold
ntercourse with said band of Indians.

Art. IV. That the Hunkpapas band may be
ccommodated with such articles of merchandize, etc.
s their necessities may demand, the United States
gree to admit and license traders to hold intercourse
vith said band under mild and equitable regulations:
n consideration of which, the Hunkpapas band bind
hemselves to extend protection to the persons and

1825 lantse-etoa or Minnetaree tribe of Indians; and a friendly intercourse shall immediately take place between the parties.

Art. II. It is admitted by the Belantse-etoa or Minnetaree tribe of Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. — The said tribe also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Belantse-etoa or Minnetaree tribe of Indians into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindness as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. IV. All trade and intercourse with the Belantse-etoa or Minnetaree tribe shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out, by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said tribe of Indians.

Art. V. That the Belantse-etoa or Minnetaree tribe may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said tribes, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Belantse-etoa or Minnetaree tribe bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of their district of country. And the said Belantse-etoa or Minnetaree tribe further agree, that if any foreigner or other person, not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent, or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt

with according to law. And they further agree to give safe conduct to all persons who may be legally authorized by the United States to reside temporarily among them. 1825

Art. VI. That the friendship which is now established between the United States and the Belantse-etoa or Minnetaree tribe shall not be interrupted by the misconduct of individuals, it is hereby agreed, that for injuries done by individuals, no private revenge or retaliation shall take place, but instead thereof complaints shall be made, by the party injured, to the superintendent or agent of Indian affairs or other person appointed by the president; and it shall be the duty of said chiefs, upon complaint being made as aforesaid, to deliver up the person or persons against whom the complaint is made, to the end that he or they may be punished, agreeably to the laws of the United States. And, in like manner, if any robbery, violence, or murder, shall be committed on any Indian or Indians belonging to said tribe, the person or persons so offending shall be tried, and if found guilty, shall be punished in like manner as if the injury had been done to a white man. And it is agreed that the chiefs of the said Belantse-etoa or Minnetaree tribe shall, to the utmost of their power, exert themselves to recover horses or other property, which may be stolen or taken from any citizen or citizens of the United States, by any individual or individuals of said tribe; and the property so recovered shall be forthwith delivered to the agents or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said tribe, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided,* That the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said Belantse-etoa or Minnetaree tribe engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them.

1825 Art. VII. And the chiefs and warriors, as afo resaid, promise and engage that their tribe will neve by sale, exchange, or as presents, supply any natio tribe, or band of Indians, not in amity with th United States, with guns, ammunition, or other im plements of war.

Done at the Lower Mandan village, this thirtieth day of July, A. D. 1825, and of the independenc of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the commissioners, Henr Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs an warriors of the said Belantse-etoa or Minnetare tribe of Indians, have hereunto set their hands an affixed their seals.

217.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Mandans, conclu le 30 Juillet 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 36.)

Whereas acts of hostility have been committed by some restless men of the Mandan tribe of Indians, upon some of the citizens of the United States: Therefore, to put a stop to any further outrages of the sort; and to establish a more friendly understanding between the United States and the said Mandan tribe, the president of the United States, by Henry Atkinson, Brigadier-general of the United States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, commissioners duly appointed and commissioned to treat with the Indian tribes beyond the Mississippi river, forgive the offences which have been committed; the chiefs and warriors having first

made satisfactory explanations touching the same. 1825
And, for the purpose of removing all future cause of misunderstanding as respects trade and friendly intercourse between the parties, the above named commissioners on the part of the United States, and the undersigned chiefs and warriors of the Mandan tribe of Indians on the part of said tribe, have made and entered into the following articles and conditions, which, when ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties — to wit:

Art. I. Henceforth there shall be a firm and lasting peace between the United States and the Mandan tribe of Indians; and a friendly intercourse shall immediately take place between the parties.

Art. II. It is admitted by the Mandan tribe of Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. — The said tribe also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. III. The United States agree to receive the Mandan tribe of Indians into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindness as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. IV. All trade and intercourse with the Mandan tribe shall be transacted at such place or places, as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said tribe of Indians.

Art. V. That the Mandan tribe may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said tribe, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Mandan tribe bind themselves to extend protection to the persons and the

1825 property of the traders, and the persons legally e
ployed under them, whilst they remain within t
limits of their district of country. And the sa
Mandan tribe further agree, that if any foreigner
other person, not legally authorized by the Unit
States, shall come into their district of country, f
the purposes of trade or other views, they will a
prehend such person or persons, and deliver him
them to some United States' superintendent or age
of Indian affairs, or to the commandant of the ne
rest military post, to be dealt with according
law. And they further agree to give safe condu
to all persons who may be legally authorized by th
United States to pass through their country, and
protect in their persons and property all agents
other persons sent by the United States to resid
temporarily among them.

Art. VI. That the friendship which is no
established between the United States and the Man
dan tribe, shall not be interrupted by the miscon
duct of individuals, it is hereby agreed, that for in
juries done by individuals, no private revenge o
retaliation shall take place, but instead thereof, com
plaints shall be made, by the party injured, to th
superintendent or agent of Indian affairs, or othe
person appointed by the president; and it shall b
the duty of the said chiefs, upon complaint being
made as aforesaid, to deliver up the person or per-
sons against whom the complaint is made, to the
end that he or they may be punished, agreeably to
the laws of the United States. And, in like man-
ner, if any robbery, violence, or murder, shall be
committed on any Indian or Indians belonging to
said tribe, the person or persons so offending shall
be tried, and if found guilty, shall be punished in
like manner as if the injury had been done to a
white man. And it is agreed, that the chiefs of the
said Mandan tribe shall, to the utmost of their
power, exert themselves to recover horses or other
property, which may be stolen or taken from any
citizen or citizens of the United States, by any in-
dividual or individuals of said tribe; and the property
so recovered shall be forthwith delivered to the

agents or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said tribe, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided*, That the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said Mandan tribe engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them. 1825

Art. VII. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage that their tribe will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation, tribe, or band of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

Done at the Mandan village, this thirtieth day of July, A. D. 1825, and of the independence of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs and warriors of the Mandan tribe of Indians, have hereunto set their hands, and affixed their seals.

218.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Crows, conclu le 4 Août 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 54.)

For the purposes of perpetuating the friendship which has heretofore existed, as also to remove all fu-

1825 ture cause of discussion or dissention, as it respect trade and friendship between the United States and its citizens, and the Crow tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United States army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent with full powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose, of the one part and the undersigned chiefs, head men and warriors of the Crow tribe of Indians, on behalf of their tribe, of the other part, have made and entered into the following articles and conditions; which, when ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties, — to wit:

Art. I. It is admitted by the Crow tribe of Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. — The said tribe also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Crow tribe of Indians into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindness as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with the Crow tribe shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said tribe of Indians.

Art. IV. That the Crow tribe may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said band under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Crow tribe bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally em-

ployed under them, whilst they remain within the limits of their district of country. And the said Crow tribe further agree, that if any foreigner or other person, not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt with according to law. And they further agree to give safe conduct to all persons who may be legally authorized by the United States to pafs through their country, and to protect in their persons and property all agents or other persons sent by the United States to reside temporarily among them; and that they will not, whilst on their distant excursions, molest or interrupt any American citizen or citizens, who may be passing from the United States to New Mexico, or returning from thence to the United States. 1825

Art. V. That the friendship which is now established between the United States and the Crow tribe, should not be interrupted by the misconduct of individuals, it is hereby agreed, that for injuries done by individuals, no private revenge or retaliation shall take place, but instead thereof, complaints shall be made, by the party injured, to the superintendent or agent of Indian affairs, or other person appointed by the president; and it shall be the duty of said chiefs, upon complaint being made as aforesaid, to deliver up the person or persons against whom the complaint is made, to the end that he or they may be punished, agreeably to the laws of the United States. And, in like manner, if any robbery, violence, or murder, shall be committed on any Indian or Indians belonging to the said tribe, the person or persons so offending shall be tried, and, if found guilty, shall be punished in like manner as if the injury had been done to a white man. And it is agreed, that the chiefs of said Crow tribe shall, to the utmost of their power, exert themselves to recover horses or other property, which may be stolen or taken from any citizen or citizens of the

1825 United States, by any individual or individuals of said tribe; and the property so recovered shall be forthwith delivered to the agents or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said tribe, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided*, That the property stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said tribe engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage that their tribe will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation, tribe, or band of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

Done at the Mandan village, this fourth day of July, A. D. 1825, and of the independence of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs, and warriors, of the Crow tribe, have hereunto set their hands and affixed their seals.

219.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Grands et les Petits Osages, conclu le 10 Août 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 3 Mai 1826.

1825

(*Acts passed at the second session of the nineteenth congrefs of the United States.* Appendix p. 32.)

Whereas the congrefs of the United States of America being anxious to promote a direct commercial and friendly intercourse between the citizens of the United States and those of the Mexican republic, and, to afford protection to the same, did, at their last session, pafs an act, which was approved the 3d March 1825, "to authorize the president of the United States to cause a road to be marked out from the western frontier of Missouri to the confines of New Mexico," and which authorizes the president of the United States to appoint commissioners to carry said act of congrefs into effect, and enjoins on the commissioners, so to be appointed, that they first obtain the consent of the intervening tribes of Indians, by treaty, to the marking of said road, and to the unmolested use thereof to the citizens of the United States and of the Mexican republic; and Benjamin H. Reeves, Geo. C. Sibley, and Thomas Mather, commissioners duly appointed as aforesaid, being duly and fully authorized have this day met the chiefs and head men of the Great and Little Osage nations, who being all duly authorized to meet and negotiate with the said commissioners upon the premises, and being specially met for that purpose, by the invitation of said commissioners, at the place called the council grove, on the river Neeo zho, one hundred and sixty miles south-west from fort Osage; have, after due deliberation and

and mark out a road, in such man
think proper, through any of the te
claimed by the said Great and Littl

Art. II. The chiefs and head n
do further agree that the road autho
shall, when marked, be forever fr
the citizens of the United States an
republic, who shall at all times
thereon, without any hindrance o
the part of the said Great and Litt

Art. III. The chiefs and hea
in consideration of the friendly
between them and the United States
mise, for themselves and their p
will, on all fit occasions, render
and assistance as may be in their p
the citizens of the United States, o
republic, as they may at any time
or fall in with on the road aforesa

Art. IV. The chiefs and head
said, do further consent and agre
aforesaid shall be considered as ex
sonable distance on either side,
thereon may, at any time, leave
for the purpose of finding subsis
camping places.

Art. V. In consideration
granted by the chiefs of the Great
in the three preceding articles, the

ART. VI. And the said chiefs and head men, as aforesaid, acknowledge to have received from the commissioners aforesaid, at and before the signing of this treaty, articles of merchandize to the value of three hundred dollars, and the payment stipulated to be made to the said Osages in article 5, shall be considered, and are so considered by said chiefs, as full and complete compensation for every privilege herein granted by said chiefs. 1825

In testimony whereof, the said Benjamin H. Reeves, George C. Sibley, and Thomas Mather, commissioners as aforesaid, and the chiefs and head men of the Great and Little Osage tribes of Indians, have hereunto set their hands and seals, at Council Grove, this tenth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five.

220.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Kansas, conclu le 16 *Août* 1825 *et ratifié par le président des Etats-Unis le* 3 *Mai* 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 68.)

Whereas the congress of the United States of America being anxious to promote a direct commercial and friendly intercourse between the citizens of the United States and those of the Mexican republic, and, to afford protection to the same, did, at their last session, pass an act, which was approved the 3d of March, 1825, "to authorize the president of the United States to cause a road to be marked out from the western frontier of Missouri to the confines of New Mexico," and which authorizes the president of the United States to appoint commissioners

1825 to carry said act of congrefs into effect, and enjoins on the commissioners, so to be appointed, that they first obtain the consent of the intervening tribes of Indians, by treaty, to the marking of said road, and to the unmolested use thereof to the citizens of the United States and of the Mexican republic; and Benjamin H. Reeves, Geo. C. Sibley, and Thomas Mather, being duly appointed commissioners as aforesaid, and being duly and fully authorized, have this day met the chiefs and head men of the Kansas tribe of Indians, who, being all duly authorized to meet and negociate with the said commissioners upon the premises, and being specially met for that purpose, by the invitation of said commissioners, on the Sora Kansas Creek, two hundred and thirty miles southwestwardly from fort Osage; have, after due deliberation and consultation, agreed to the following treaty, which is to be considered binding on the said Kansas Indians, from and after this day:

Art. I. The chiefs and head men of the Kansas nation, or tribe of Indians, for themselves and their nation, do consent and agree that the commissioners of the United States shall, and may survey and mark out a road, in such manner as they may think proper, through any of the territory owned or claimed by the said Kansas tribe or nation of Indians.

Art. II. The chiefs and head men, as aforesaid, do further agree that the road authorized in article 1, shall, when marked, be forever free for the use of the citizens of the United States and of the Mexican republic, who shall at all times pafs and repafs thereon, without any hinderance or molestation on the part of the said Kansas Indians.

Art. III. The chiefs and head men as aforesaid, in consideration of the friendly relations existing between them and the United States, do further promise, for themselves and their people, that they will, on all fit occasions, render such friendly aid and assistance as may be in their power, to any of the citizens of the United States, or of the Mexican republic, as they may at any time happen to meet or fall in with on the road aforesaid.

ART. IV. The chiefs and head men, as afore- 1825
said, do further consent and agree that the road aforesaid shall be considered as extending to a reasonable distance on either side, so that travellers thereon may, at any time, leave the marked track, for the purpose of finding subsistence and proper camping places.

ART. V. In consideration of the privileges granted by the chiefs of Kansas tribe in the three preceding articles, the said commissioners, on the part of the United States, have agreed to pay to them, the said chiefs, for themselves and their people, the sum of five hundred dollars; which sum is to be paid them as soon as may be, in money or merchandize, at their option, at such place as they may desire.

ART. IV. And the said chiefs and head men, as aforesaid, acknowledge to have received from the commissioners aforesaid, at and before the signing of this treaty, articles of merchandize to the value of three hundred dollars; which sum of three hundred dollars, and the payment stipulated to be made to the said Kansas in article 5, shall be considered, and are so considered by said chiefs, as full and complete compensation for every privilege herein granted by said chiefs.

In testimony whereof, the said Benjamin H. Reeves, George C. Sibley, and Thomas Mather, commissioners as aforesaid, and the chiefs and head men of the Kansas tribe or nation of Indians, have hereunto set their hands and seals, on the Sora Kansas Creek aforesaid, this sixteenth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five.

221.

1825 *Traité entre les Etats-Unis d l'Amérique septentrionale et le Sioux et les Chippewas, les Sacs e les Rénards, les Menominies, le Joways, les Sioux, les Winnebago et une partie des Ottawas, de Chippewas et des Potawattomies conclu le 19 Août 1825 et ratifi par le président des Etats-Uni le 6 Février 1826.*

(*Acts passed at the first session of the nineteent congrefs of the United States.* Appendix p. 15.)

The United States of America have seen with muc regret, that wars have for many years been carrie on between the Sioux and the Chippewas; and mor recently between the confederated tribes of Sacs an Foxes, and the Sioux; and also between the Ioway and Sioux; which, if not terminated, may extend t the other tribes, and involve the Indians upon th Missouri, the Mississippi, and the Lakes, in genera hostilities. In order, therefore, to promote peac among these tribes, and to establish boundarie among them and the other tribes who live in thei vicinity, and hereby to remove all causes of futur difficulty, the United States have invited the Chippewa, Sac, and Fox, Menominie, Ioway, Sioux Winnebago, and a portion of the Ottowa, Chippewa and Potawattomie tribes of Indians living upon th Illinois, to assemble together, and in a spirit o mutual conciliation to accomplish these objects; an to aid therein, have appointed William Clark an Lewis Cafs, commissioners on their part, who hav met the chiefs, warriors, and representatives of th

said tribes, and portion of tribes, at Prairie des Chiens, in the territory of Michigan, and after full deliberation, the said tribes, and portions of tribes, have agreed with the United States, and with one another, upon the following articles: 1825

Art. I. There shall be a firm and perpetual peace between the Sioux and the confederated tribes of Sacs and Foxes; and between the Ioways and the Sioux.

Art. II. It is agreed between the confederated tribes of the Sacs and Foxes, and the Sioux, that the line between their respective countries shall be as follows: Commencing at the mouth of the Upper Ioway river, on the west bank of the Mississippi, and ascending the said Ioway river, to its left fork; thence up that fork to its source; thence crossing the fork of Red Cedar river, in a direct line to the second or upper fork of the Desmoines river; and thence in a direct line to the lower fork of the Calumet river; and down that river to its juncture with the Missouri river. But the Yancton band of the Sioux tribe, being principally interested in the establishment of the line from the forks of the Desmoines to the Missouri, and not being sufficiently represented to render the definitive establishment of that line proper, it is expressly declared that the line from the forks of the Desmoines to the forks of the Calumet river, and down that river to the Missouri, is not to be considered as settled until the assent of the Yancton band shall be given thereto. And if the said band should refuse their assent, the arrangement of that portion of the boundary line shall be void, and the rights of the parties to the country bounded thereby, shall be the same as if no provision had been made for the extension of the line west of the forks of the Desmoines. And the Sacs and Foxes relinquish to the tribes interested therein, all their claim to land on the east side of the Mississippi river.

Art. III. The Ioways accede to the arrangement between the Sacs and Foxes, and the Sioux; but it is agreed between the Ioways and the confederated tribes of the Sacs and Foxes, that the Ioways have

1825 a just claim to a portion of the country between the boundary line described in the next preceding article, and the Missouri and Mississippi; and that the said Ioways, and Sacs and Foxes, shall peaceably occupy the same, until some satisfactory arrangement can be made between them for a division of their respective claims to country.

Art. IV. The Ottoes not being represented at this council, and the commissioners for the United States being anxious that justice should be done to all parties, and having reason to believe that the Ottoes have a just claim to a portion of the country upon the Missouri, east and south of the boundary line dividing the Sacs and Foxes and the Ioways, from the Sioux, it is agreed between the parties interested therein, and the United States, that the claim of the Ottoes shall not be affected by any thing herein contained; but the same shall remain as valid as if this treaty had not been formed.

Art. V. It is agreed between the Sioux and the Chippewas, that the line dividing their respective countries shall commence at the Chippewa river, half a day's march below the falls; and from thence it shall run to Red Cedar river, immediately below the falls; from thence to the St. Croix river, which it strikes at a place called the standing cedar, about a day's paddle in canoe, above the lake at the mouth of that river; thence passing between two lakes called by the Chippewas "Green Lakes," and by the Sioux "the lakes they bury the eagles in," and from thence to the Standing Cedar, that "the Sioux Split;" thence to Rum river, crossing it at the mouth of a small creek called choaking creek, a long day's march from the Mississippi; thence to a point of woods that projects into the prairie, half a day's march from the Mississippi; thence in a straight line to the mouth of the first river which enters the Mississippi on its west side above the mouth of Sac river; thence ascending the said river (above the mouth of Sac river) to a small lake at its source: thence in a direct line to a lake at the head of Prairie river, which is supposed to enter the Crow Wing river on its south side; thence to Otter-tail

lake portage; thence to said Otter-tail lake, and 1825
down through the middle thereof, to its outlet; thence in a direct line, so as to strike Buffalo river, half way from its source to its mouth, and down the said river to Red river; thence descending Red river to the mouth of Outard or Goose creek: The eastern boundary of the Sioux commences opposite the mouth of Ioway river, on the Mississippi, runs back two or three miles to the bluffs, follows the bluffs crossing Bad axe river, to the mouth of Black river, and from Black river to half a day's march below the falls of the Chippewa river.

Art. VI. It is agreed between the Chippewas and Winnebagoes, so far as they are mutually interested therein, that the southern boundary line of the Chippewa country shall commence on the Chippewa river aforesaid, half a day's march below the falls of that river, and run thence to the source of Clear Water river, a branch of the Chippewa; thence south to Black river; thence to a point where the woods project into the meadows, and thence to the Flover portage of the Ouisconsin.

Art. VII. It is agreed between the Winnebagoes and the Sioux, Sacs and Foxes, Chippewas and Ottawas, Chippewas and Potawatomies of the Illinois, that the Winnebago country shall be bounded as follows: south easterly by Rock river, from its source near the Winnebago lake, to the Winnebago village, about forty miles above its mouth; westerly by the east line of the tract, lying upon the Mississippi, herein secured to the Ottawa, Chippewa and Potawatomie Indians, of the Illinois: and also by the high bluff, described in the Sioux boundary, and running north to Black river: from this point the Winnebagoes claim up Black river, to a point due west from the source of the left fork of the Ouisconsin; thence to the source of the said fork, and down the same to the Ouisconsin; thence down the Ouisconsin to the portage, and across the portage to Fox river; thence down Fox river to the Winnebago lake, and to the grand Kan Kanlin, including in their claim the whole of Winnebago lake;

1825 but, for the causes stated in the next article, this line from Black river must for the present be left indeterminate.

Art. VIII. The representatives of the Menominies not being sufficiently acquainted with their proper boundaries, to settle the same definitively, and some uncertainty existing in consequence of the cession made by that tribe upon Fox river and Green bay, to the New-York Indians, it is agreed between the said Menominie tribe, and the Sioux, Chippewas, Winnebagoes, Ottawa, Chippewa and Potawatomie Indians of the Illinois, that the claim of the Menominies to any portion of the land within the boundaries allotted to either of the said tribes, shall not be barred by any stipulation herein; but the same shall remain as valid as if this treaty had not been concluded. It is, however, understood that the general claim of the Menominies is bounded on the north by the Chippewa country, on the east by Green bay and lake Michigan extending as far south as Millawankee river, and on the west they claim to Black river.

Art. IX. The country secured to the Ottawa, Chippewa, and Potawatomie tribes of the Illinois, is bounded as follows: Beginning at the Winnebago village, on Rock river, forty miles from its mouth, and running thence down the Rock river to a line which runs from lake Michigan to the Mississippi, and with that line to the Mississippi opposite to Rock Island; thence up that river to the United States reservation, at the mouth of the Ouisconsin; thence with the south and east lines of the said reservation to the Ouisconsin; thence, southerly, passing the heads of the small streams emptying into the Mississippi, to the Rock river at the Winnebago village. The Illinois Indians have also a just claim to a portion of the country bounded south by the Indian boundary line aforesaid, running from the southern extreme of lake Michigan, east by lake Michigan, north by the Menominie country, and north-west by Rock river. This claim is recognised in the treaty concluded with the said Illinois tribes at St. Louis, August 24, 1816, but as the Millewa-

kee and Manetoowalk bands are not represented at 1825
this council, it cannot be now definitively adjusted.

Art. X. All the tribes aforesaid acknowledge the general controlling power of the United States, and disclaim all dependence upon and connection with, any other power. And the United States agree to, and recognize, the preceding boundaries, subject to the limitations and restrictions before provided. It being, however, well understood that the reservations at Fever river, at the Ouisconsin, and St. Peters, and the ancien settlements at Prairie des Chiens and Green bay, and the land property thereto belonging, and the reservations made upon the Mississippi, for the use of the half breeds, in the treaty concluded with the Sacs and Foxes, August 24, 1824, are not claimed by either of the said tribes.

Art. XI. The United States agree, whenever the president may think it necessary and proper, to convene such of the tribes, either separately or together, as are interested in the lines left unsettled herein, and to recommend to them an amicable and final adjustment of their respective claims, so that the work, now happily begun, may be consummated. It is agreed, however, that a council shall be held with the Yancton band of the Sioux, during the year 1826, to explain to them the stipulations of this treaty, and to procure their assent thereto, should they be disposed to give it, and also with the Ottoes, to settle and adjust their title to any of the country claimed by the Sacs, Foxes, and Ioways.

Art. XII. The Chippewa tribe being dispersed over a great extent of country, and the chiefs of that tribe having requested, that such portion of them as may be thought proper, by the government of the United States, may be assembled in 1826, upon some part of lake superior, that the objects and advantages of this treaty may be fully explained to them, so that the stipulations thereof may be observed by the warriors. The commissioners of the United States assent thereto, and it is therefore agreed that a council shall accordingly be held for these purposes.

Art. XIII. It is understood by all the tribes, parties hereto, that no tribe shall hunt within the

1825 acknowledged limits of any other without their assent, but it being the sole object of this arrangement to perpetuate a peace among them, and amicable relations being now restored, the chiefs of all the tribes have expressed a determination, cheerfully to allow a reciprocal right of hunting on the lands of one another, permission being first asked and obtained, as before provided for.

Art. XIV. Should any causes of difficulty hereafter unhappily arise between any of the tribes, parties hereunto, it is agreed that the other tribes shall interpose their good offices to remove such difficulties; and also that the government of the United States may take such measures as they may deem proper, to effect the same object.

Art. XV. This treaty shall be obligatory on the tribes, parties hereto, from and after the date hereof, and on the United States, from and after its ratification by the government thereof.

Done and signed and sealed at Prairie des Chiens, in the territory of Michigan, this nineteenth day of August, one thousand eight hundred and twenty-five, and of the independence of the United States the fiftieth.

222.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Ottoes et les Missouris, conclu le 26 Septembre 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 57.)

For the purpose of perpetuating the friendship which has heretofore existed, as also to remove all

future cause of discussion or dissention, as it respects 1825
trade and friendship between the United States and their citizens, and the Ottoe and Missouri tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, with full powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose, of the one part, and the undersigned chiefs, head men, and warriors, of the said Ottoe and Missouri tribe of Indians, on behalf of their tribe, of the other part, have made and entered into the following articles and conditions, which, when ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties — to wit:

Art. I. It is admitted by the Ottoe and Missouri tribe of Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. The said tribe also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Ottoe and Missouri tribe of Indians into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindness as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

Art. III. All trade and intercourse with the Ottoe and Missouri tribe shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said tribe of Indians.

Art. IV. That the Ottoe and Missouri tribe may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said tribe, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the said Ottoe and Missouri tribe bind themselves to extend pro-

1825 tection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of their particular district of country. And the said Ottoe and Missouri tribe further agree, that if any foreigner or other person, not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons and deliver him or them to some United States' superintendent, or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt with according to law. — And they further agree to give safe conduct to all persons who may be legally authorized by the United States to pafs through their country; and to protect, in their persons and property, all agents or other persons sent by the United States to reside temporarily among them; nor will they, whilst on their distant excursions, molest or interrupt any American citizen or citizens who may be passing from the United States to New Mexico, or returning from thence to the United States.

Art. V. That the friendship which is now established between the United States and the Ottoe and Missouri tribe should not be interrupted by the misconduct of individuals, it is hereby agreed, that for injuries done by individuals, no private revenge or retaliation shall take place, but instead thereof, complaint shall be made, by the party injured, to the superintendent or agent of Indian affairs, or other person appointed by the president; and it shall be the duty of said chiefs, upon complaint being made as aforesaid, to deliver up the person or persons against whom the complaint is made, to the end that he or they may be punished agreeably to the laws of the United States. And, in like manner, if any robbery, violence, or murder, shall be committed on any Indian or Indians belonging to said tribe, the person or persons so offending shall be tried, and if found guilty shall be punished in like manner as if the injury had been done to a white man. And it is agreed, that the chiefs of said Ottoe and Missouri tribe shall, to the utmost of their

power, exert themselves to recover horses or other 1825
property, which may be stolen or taken from any citizen or citizens of the United States, by any individual or individuals of said tribe; and the property so recovered shall be forthwith delivered to the agents or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said tribe, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided*, That the property stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said Ottoe and Missouri tribe engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage that their tribe will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation, tribe, or band of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

Done at fort Atkinson, Council Bluffs, this 26th day of September, A. D. 1825, and of the independence of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs, and warriors of the Ottoe and Missouri tribe, have hereunto set their hands and affixed their seals.

223.

1825 *Traité entre les Etats-Unis l'Amérique septentrionale et l Pawnees, conclu le 30 Septemb 1825 et ratifié par le président d Etats-Unis le 6 Février 1826.*

(*Acts passed at the first session of the nineteen congrefs of the United States.* Appendix p. 40.)

For the purpose of perpetuating the friendsh which has heretofore existed, as also to remove future cause of discussion or dissention, as it respe trade and friendship between the United States a their citizens, and the Pawnee tribe of Indians, the pr sident of the United States of America, by Brig dier-general Henry Atkinson, of the United Stat army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian age with full powers and authority, specially appoint and commissioned for that purpose, of the one p and the undersigned chiefs, head men and warric of said Pawnee tribe of Indians, on behalf of th tribe of the other part, have made and entered in the following articles and conditions; which, wh ratified by the president of the United States, and with the advice and consent of the senate, sh be binding on both parties — to wit:

Art. I. It is admitted by the Pawnee tribe Indians, that they reside within the territorial lim of the United States, acknowledge their supremac and claim their protection. — The said tribe al admit the right of the United States to regulate trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive t Pawnee tribe of Indians into their friendship, and und their protection, and to extend to them, from ti to time, such benefits and acts of kindnefs as m be convenient, and seem just and proper to t president of the United States.

ART. III. All trade and intercourse with the 1825
Pawnee tribe shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents; and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said tribe of Indians.

ART. IV. That the Pawnee tribe may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said band under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Pawnee tribe bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of their particular district of country. And the said Pawnee tribe further agree, that if any foreigner or other person, not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt with according to law. And they further agree to give safe conduct to all persons who may be legally authorized by the United States to pass through their country, and to protect in their persons and property all agents or other persons sent by the United States to reside temporarily among them; nor will they, whilst on their distant excursions, molest or interrupt any American citizen or citizens, who may be passing from the United States to New Mexico, or returning from thence to the United States.

ART. V. That the friendship which is now established between the United States and the Pawnee tribe, should not be interrupted by the misconduct of individuals, it is hereby agreed, that for injuries done by individuals, no private revenge or retaliation shall take place, but instead thereof, complaints shall be made, by the party injured, to the superintendent or agent of Indian affairs, or other person appoint-

son or persons so offending shall
found guilty, shall be punished in
the injury had been done to a whit
agreed, that the chiefs of said Pa
to the utmost of their power, ex
recover horses or other property,
stolen or taken from any citizen
United States, by any individual
said tribe; and the property so re
forthwith delivered to the agents
authorized to receive it, that it m
the proper owner. And theUnited
ranty to any Indian or Indians of
indemnification for any horses o
which may be stolen from them b
tizens: *Provided*, That the prope
not be recovered, and that suffici
duced that it was actually stolen b
United States. And the said Pa
on the requisition or demand of th
United States, or of the agents,
white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and
said, promise and engage that the
by sale, exchange, or as presents,
tribe, or band of Indians, not i
United States, with guns, ammuni
plements of war.

Done at fort Atkinson, Council
tieth day of September, A. D. 182

224.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Mahas, conclu le 6 Octobre 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 6 Février 1826.

1825

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congrefs of the United States.* Appendix p. 50.)

For the purpose of perpetuating the friendship which has heretofore existed, as also to remove all future cause of discussion or dissention, as it respects trade and friendship between the United States and their citizens, and the Maha tribe of Indians, the president of the United States of America, by Brigadier-general Henry Atkinson, of the United States' army, and Major Benjamin O'Fallon, Indian agent, with full powers and authority, specially appointed and commissioned for that purpose, of the one part, and the undersigned chiefs, head men and warriors, of the said Maha tribe of Indians, on behalf of their tribe, of the other part, have made and entered into the following articles and conditions, which, when ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate, shall be binding on both parties — to wit:

Art. I. It is admitted by the Maha tribe of Indians, that they reside within the territorial limits of the United States, acknowledge their supremacy, and claim their protection. The said tribe also admit the right of the United States to regulate all trade and intercourse with them.

Art. II. The United States agree to receive the Maha tribe of Indians into their friendship, and under their protection, and to extend to them, from time to time, such benefits and acts of kindnefs as may be convenient, and seem just and proper to the president of the United States.

1825 Art. III. All trade and intercourse with the Maha tribe shall be transacted at such place or places as may be designated and pointed out by the president of the United States, through his agents: and none but American citizens, duly authorized by the United States, shall be admitted to trade or hold intercourse with said tribe of Indians.

Art. IV. That the Maha tribe may be accommodated with such articles of merchandize, etc. as their necessities may demand, the United States agree to admit and license traders to hold intercourse with said tribe, under mild and equitable regulations: in consideration of which, the Maha tribe bind themselves to extend protection to the persons and the property of the traders, and the persons legally employed under them, whilst they remain within the limits of their particular district of country. And the said Maha tribe further agree, that if any foreigner, or other person not legally authorized by the United States, shall come into their district of country, for the purposes of trade or other views, they will apprehend such person or persons, and deliver him or them to some United States' superintendent or agent of Indian affairs, or to the commandant of the nearest military post, to be dealt with according to law. — And they further agree to give safe conduct to all persons who may be legally authorized by the United States to pass through their country; and to protect in their persons and property, all agents or other persons sent by the United States to reside temporarily among them; nor shall they, whilst on their distant excursions, molest or interrupt any American citizen or citizens who may be passing from the United States to New Mexico, or returning from thence to the United States.

Art. V. That the friendship which is now established between the United States and the Maha tribe should not be interrupted by the misconduct of individuals, it is hereby agreed, that, for injuries done by individuals, no private revenge or retaliation shall take place, but instead thereof, complaints shall be made by the party injured, to the superintendent or agent of Indian affairs, or other person appointed by

the president; and it shall be the duty of said chiefs, 1825
upon complaint being made as aforesaid, to deliver up the person or persons against whom the complaint is made, to the end that he or they may be punished agreeably to the laws of the United States. And, in like manner, if any robbery, violence, or murder, shall be committed on any Indian or Indians belonging to said tribe, the person or persons so offending shall be tried, and if found guilty shall be punished in like manner as if the injury had been done to a white man. And it is agreed, that the chiefs of said Maha tribe shall, to the utmost of their power, exert themselves to recover horses or other property, which may be stolen or taken from any citizen or citizens of the United States, by any individual or individuals of said tribe: and the property so recovered shall be forthwith delivered to the agents or other person authorized to receive it, that it may be restored to the proper owner. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of said tribe, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them by any of their citizens: *Provided,* That the property stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States. And the said Maha tribe engage, on the requisition or demand of the president of the United States, or of the agents, to deliver up any white man resident among them.

Art. VI. And the chiefs and warriors, as aforesaid, promise and engage, that their tribe will never, by sale, exchange, or as presents, supply any nation, tribe, or band of Indians, not in amity with the United States, with guns, ammunition, or other implements of war.

Done at fort Atkinson, Council Bluffs, this sixth day of October, A. D. 1825, and of the independence of the United States the fiftieth.

In testimony whereof, the said commissioners, Henry Atkinson and Benjamin O'Fallon, and the chiefs, head men, and warriors, of the Maha tribe, have hereunto set their hands, and affixed their seals.

225.

1825 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Shawonees, conclu le 7 Novembre 1825 et ratifié par le président des Etats-Unis le 30 Décembre de la même année.*

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 12.)

Articles of a convention made between William Clark, superintendent of Indian affairs, and the undersigned chiefs and head men of the Shawonee nation of Indians, residing within the state of Missouri, duly authorized and empowered by said nation, at the city of St. Louis, on the seventh day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-five.

Whereas the Shawonee Indians were in possession of a tract of land near Cape Giredeau, in the state of Missouri, settled under a permission from the Spanish government, given to the said Shawonees and Delawares by the Baron De Carondelet, on the fourth day of January, one thousand seven hundred and ninety-three, and recorded in the office of recorder of land titles at St. Louis, containing about (25) twenty-five miles square, which said tract of land was abandoned by the Delawares, in the year 1815: and from which the said Shawonees, under an assurance of receiving other lands in exchange, did remove, after having made valuable and lasting improvements on the same, which were taken possession of by the citizens of the United States: And it being the desire of the United States fully to indemnify said tribe for all losses and injuries sustained by them by reason of such removal — the following articles have been agreed upon, between

William Clark, superintendent of Indian affairs, specially authorized on the one part, and the undersigned delegates of the Shawonee tribe, residing within the state of Missouri, on the other part: 1825

Art. I. The Shawonee tribe, do, hereby, cede and relinquish to the United States, all their claim, interest, and title, to the lands on which they settled, near Cape Giredeau, under an authority of the Spanish government as aforesaid, situate, lying, and being between the river St. Come and Cape Giredeau, and bounded on the east by the Mississippi, and westwardly by White water.

Art. II. It is further agreed by the contracting parties, that, in consideration of the cession aforesaid, the United States do, hereby, agree to give to the Shawonee tribe of Indians, within the state of Missouri for themselves and for those of the same nation, now residing in Ohio, who may hereafter emigrate to the west of the Mississippi, a tract of land equal to fifty (50) miles square, situated west of the state of Missouri, and within the purchase lately made from the Osages, by treaty bearing date the second day of June, one thousand eight hundred and twenty-five, and within the following boundaries: Commencing at a point (2) two miles northwest of the south-west corner of the state of Missouri; from thence, north, (25) twenty-five miles; thence, west, (100) one hundred miles; thence, south, (25) twenty-five miles; thence, east, (100) one hundred miles, to the place of beginning. But, whereas the said Shawonee tribe had valuable and lasting improvements within the tract of land hereby ceded, and moreover will have to incur expenses in their removal; it is further stipulated, that, for the purpose of rendering a fair equivalent for the losses and inconveniences which said tribe will sustain by removal, and to enable them to obtain supplies in their new settlements, the United States agree to pay to the tribe emigrating from the lands herein ceded, the sum of fourteen thousand dollars, which amount shall be paid to said party of the second part, as soon as practicable after the ratification of this treaty; five thousand dollars of which amount shall be fur-

1825. nished in domestic animals, implements of husbandry, and provisions, as soon as the said tribe remove upon the lands assigned them.

Art. III. It is further stipulated, that a deputation of the said parties of the second part may be sent to explore the lands assigned to them in the preceding article: and if the same be not acceptable to them, upon an examination of the same, which shall be had, and made known to the superintendent of Indian affairs at St. Louis, on or before April next, who shall, in lieu thereof, assign to them an equal quantity of land, to be selected on the Kanzas river, and laid off either south or north of that river, and west of the boundary of Missouri, not reserved or ceded to any other tribe.

Art. IV. It appearing that the Shawonee Indians have various claims against the citizens of the United States, to a large amount, for spoliations of various kinds, but which they have not been able to support by the testimony of white men; the United States, in order to a final settlement of all such claims, do hereby agree to pay to the Shawonee nation, the sum of (11,000) eleven thousand dollars, to be distributed by them in such way as may be deemed equitable: and to support and keep a blacksmith for their use on the lands hereby assigned, for the term of five years, or as long as the president may deem advisable: and it is further stipulated, that the United States shall furnish for the use of the Shawonees, the tools necessary for the blacksmith's shop, and (300) three hundred pounds of iron annually, to be furnished at the expense of the United States.

Art. V. The friendship heretofore existing between the United States and the Shawonee nation, is, hereby, renewed and perpetuated.

Art. VI. These articles shall take effect, and become obligatory on the contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the president, by and with the advice and consent of the senate of the United States.

In testimony whereof, the said William Clark, 1825
and the said delegates of the Shawonee nation, have hereunto set their hands, at the city of St. Louis, the seventh day of November, one thousand eight hundred and twenty-five.

226.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks, conclu le 24 Janvier 1826 et ratifié par le président des Etats-Unis le 22 Avril de la même année. 1826

(*Acts passed at the first session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 72.)

Articles of a treaty made at the city of Washington, this twenty-fourth day of January, one thousand eight hundred and twenty-six, between James Barbour, secretary of war, thereto specially authorized by the president of the United States, and the undersigned, chiefs and head men of the Creek nation of Indians, who have received full power from the said nation to conclude and arrange all matters herein provided for.

Whereas a treaty was concluded at the Indian Springs, on the twelfth day of February last, between commissioners on the part of the United States, and a portion of the Creek nation, by which an extensive district of country was ceded to the United States.

And whereas a great majority of the chiefs and warriors of the said nation, have protested against the execution of the said treaty, and have represented that the same was signed on their part by persons having no sufficient authority to form treaties, or to make cessions, and that the stipulations in said treaty are, therefore, wholly void.

1826 And whereas the United States are unwilling that difficulties should exist in the said nation, which may eventually lead to an intestine war, and are still more unwilling that any cessions of land should be made to them, unless with the fair understanding and full assent of the tribe making such cession, and for a just and adequate consideration, it being the policy of the United States, in all their intercourse with the Indians, to treat them justly and liberally, as becomes the relative situation of the parties.

Now, therefore, in order to remove the difficulties which have thus arisen, to satify the great body of the Creek nation, and to reconcile the contending parties into which it is unhappily divided, the following articles have been agreed upon and concluded, between James Barbour, secretary of war, specially authorized as aforesaid, and the said chiefs and head men representing the Creek nation of Indians:

Art. I. The treaty concluded at the Indian Springs, on the twelfth day of February, one thousand eight hundred and twenty-five, between commissioners on the part of the United States and the said Creek nation of Indians, and ratified by the United States on the seventh day of March, one thousand eight hundred and twenty-five, is hereby declared to be null and void, to every intent and purpose whatsoever; and every right and claim arising from the same is hereby cancelled and surrendered.

Art. II. The Creek nation of Indians cede to the United States all the land belonging to the said nation in the state of Georgia, and lying on the east side of the middle of the Chatahoochie river. And, also, another tract of land lying within the said state, and bounded as follows: Beginning at a point on the western bank of the said river, forty-seven miles below the point where the boundary line between the Creeks and Cherokees strikes the Chatahoochie river, near the Buzzard's Roost, measuring the said distance in a direct line, and not following the meanders of the said river; and from the point of beginning, running in a direct line to a point in the boundary line, between the said Creeks and the

Cherokees, thirty miles west of the said Buzzard's Roost; thence to the Buzzard's Roost, and thence with the middle of the said river to the place of beginning. 1825

Art. III. Immediately after the ratification of this treaty, the United States agree to pay to the chiefs of the said nation the sum of two hundred and seventeen thousand six hundred dollars, to be divided among the chiefs and warriors of the said nation.

Art. IV. The United States agree to pay to the said nation an additional perpetual annuity of twenty thousand dollars.

Art. V. The difficulties which have arisen in the said nation, in consequence of the treaty of the Indian Springs, shall be amicably adjusted, and that portion of the Creek nation who signed that treaty shall be admitted to all their privileges, as members of the Creek nation, it being the earnest wish of the United States, without undertaking to decide upon the complaints of the respective parties, that all causes of dissatisfaction should be removed.

Art. VI. That portion of the Creek nation, known as the friends and followers of the late General William McIntosh, having intimated to the government of the United States their wish to remove west of the Mississippi, it is hereby agreed, with their assent, that a deputation of five persons shall be sent by them, at the expense of the United States, immediately after the ratification of this treaty, to examine the Indian country west of the Mississippi, not within either of the states or territories, and not possessed by the Choctaws or Cherokees. And the United States agree to purchase for them, if the same can be conveniently done upon reasonable terms, wherever they may select, a country, whose extent shall, in the opinion of the president, be proportioned to their numbers. And if such purchase cannot be thus made, it is then agreed that the selection shall be made where the president may think proper, just reference being had to the wishes of the emigrating party.

1826 Art. VI. The emigrating party shall remowe within twenty-four months, and the expense of their removal shall be defrayed by the United States. And such subsistence shall also be furnished them, for a term not exceeding twelve months after their arrival at their new residence, as, in the opinion of the president, their numbers and circumstances may require.

Art. VIII. An agent, or sub-agent and interpreter, shall be appointed to accompany and reside with them. And a blacksmith and wheelright shall be furnished by the United States. Such assistance shall also be rendered to them in their agricultural operations, as the president may think proper.

Art. IX. In consideration of the exertions used by the friends and followers of General McIntosh to procure a cession at the Indian Springs, and of their past difficulties and contemplated removal, the United States agree to present to the chiefs of the party, to be divided among the chiefs and warriors, the sum of one hundred thousand dollars, if such party shall amount to three thousand persons, and in that proportion for any smaller number. Fifteen thousand dollars of this sum to be paid immediately after the ratification of this treaty, and the residue upon their arrival in the country west of the Mississippi.

Art. X. It is agreed by the Creek nation, that an agent shall be appointed by the president, to ascertain the damages sustained by the friends and followers of the late General McIntosh, in consequence of the difficulties growing out of the treaty of the Indian Springs, as set forth in an agreement entered into with General Gaines, at the Broken Arrow, and which have been done contrary to the laws of the Creek nation; and such damages shall be repaired by the said nation, or the amount paid out of the annuity due to them.

Art. XI. All the improvements which add real value to any part of the land herein ceded shall be appraised by commissioners, to be appointed by the president; and the amount thus ascertained shall be paid to the parties owning such improvements.

ART. XII. Possession of the country herein ceded 1826
shall be yielded by the Creeks on or before the first day of January next.

ART. XIII. The United States agree to guarantee to the Creeks all the country, not herein ceded, to which they have a just claim, and to make good to them any losses they may incur in consequence of the illegal conduct of any citizen of the United States within the Creek country.

ART. XIV. The president of the United States shall have authority to select, in some part of the Creek country, a tract of land, not exceeding two sections, where the necessary public buildings may be erected, and the persons attached to the agency may reside.

ART. XV. Wherever any stream, over which it may be necessary to establish ferries, forms the boundary of the Creek country, the Creek Indians shall have the right of ferriage from their own land, and the citizens of the United States from the land to which the Indian title is extinguished

ART. XVI. The Creek chiefs may appoint three commissioners from their own people, who shall be allowed to attend the running of the lines west of the Chatahoochie river, and whose expenses, while engaged in this duty, shall be defrayed by the United States.

ART. XVII. This treaty, after the same has been ratified by the president and senate, shall be obligatory on the United States and on the Creek nation.

In testimony whereof, the said James Barbour, secretary of war, authorized as aforesaid, and the chiefs of the said Creek nation of Indians, have hereunto set their hands, at the city of Washington, the day and year aforesaid.

Supplementary article.

Whereas a stipulation in the second article of the treaty of the twenty-fourth day of January, 1826, between the undersigned, parties to said treaty, provides for the running of a line "beginning at a point

1826 on the western bank of the Chatahoochie river, forty-seven miles below the point where the boundary line between the Creeks and Cherokees strikes the said river, near the Buzzard's Roost, measuring the said distance in a direct line, and not following the meanders of the said river, and from the point of beginning, running in a direct line to a point in the boundary line between the said Creeks and the Cherokees, thirty miles west of the said Buzzard's Roost, and thence with the middle of said river to the place of beginning." And whereas it having been represented to the party to the said treaty in behalf of the Creek nation, that a certain extension of said lines might embrace in the cession all the lands which will be found to lie within the chartered limits of Georgia, and which are owned by the Creeks, the undersigned do hereby agree to the following extension of said lines, viz: In the place of "forty-seven miles," as stipulated in the second article of the treaty aforesaid, as the point of beginning, the undersigned agree that it shall be *fifty* miles, in a direct line below the point designated in the second article of said treaty; thence running in a direct line to a point in the boundary line between the Creeks and Cherokees, *forty-five miles* west of said Buzzard's Roost, in the place of "thirty miles," as stipulated in said treaty; thence to the Buzzard's Roost, and thence to the place of beginning — it being understood that these lines are to stop at their intersection with the boundary line between Georgia and Alabama, wherever that may be, if that line shall crofs them in the direction of the Buzzard's Roost, at a shorter distance than it is provided they shall run; and provided, also, that if the said dividing line between Georgia and Alabama shall not be reached by the extension of the two lines aforesaid, the one three, and the other fifteen miles, they are to run and terminate as defined in this supplemental article to the treaty aforesaid.

It is hereby agreed, in consideration of the extension of said lines, on the part of the other party to the treaty aforesaid, in behalf of the United States, to pay to the Creek nation, immediately upon

the ratification of said treaty, the sum of thirty thousand dollars. 1826

In witness whereof, the parties aforesaid have hereunto set their hands and seals, this thirty-first day of March, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six.

227.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Chippewas, conclu le 5 Août 1826 *et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Février* 1827.

(*Acts passed at the second session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 39.)

Articles of a treaty made and concluded at the font du Lac of Lake superior, this fifth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six, between Lewis Cass and Thomas L. McKenney, commissioners on the part of the United States, and the Chippewa tribe of Indians.

Whereas a treaty was concluded at Prairie du Chien in August last, by which the war, which has been so long carried on, to their mutual distress, between the Chippewas and Sioux, was happily terminated by the intervention of the United States; and whereas, owing to the remote and dispersed situation of the Chippewas, full deputations of their different bands did not attend at Prairie du Chien, which circumstance, from the loose nature of the Indian government, would render the treaty of doubtful obligation, with respect to the bands not represented; and whereas, at the request of the Chippewa chiefs, a stipulation was inserted in the treaty of Prairie du Chien, by which the United States agreed to assemble the Chippewa tribe upon Lake superior

1826 during the present year, in order to give full effect to the said treaty, to explain its stipulations and to call upon the whole Chippewa tribe, assembled at their general council fire, to give their formal assent thereto, that the peace which has been concluded may be rendered permanent, therefore —

Art. I. The chiefs and warriors of the Chippewa tribe of Indians hereby fully assent to the treaty concluded in August last at Prairie du Chien, and engage to observe and fulfil the stipulations thereof.

Art. II. A deputation shall be sent by the Chippewas to the treaty to be held in 1827, at Green Bay, with full power to arrange and fix the boundary line between the Chippewas and the Winnebagoes and Menomonees, which was left incomplete by the treaty of Prairie du Chien, in consequence of the non-attendance of some of the principal Menomonee chiefs.

Art. III. The Chippewa tribe grant to the government of the United States the right to search for, and carry away, any metals or minerals from any part of their country. But this grant is not to affect the title of the land, nor the existing jurisdiction over it.

Art. IV. It being deemed important that the half-breeds, scattered through this extensive country, should be stimulated to exertion and improvement by the possession of permanent property and fixed residences, the Chippewa tribe, in consideration of the affection they bear to these persons, and of the interest which they feel in their welfare, grant to each of the persons described in the schedule hereunto annexed, being half-breeds and Chippewas by descent, and it being understood that the schedule includes all of this description who are attached to the government of the United States, six hundred and forty acres of land, to be located, under the direction of the president of the United States, upon the islands and shore of the St. Mary's river, wherever good-land enough for this purpose can be found; and as soon as such locations are made, the jurisdiction and soil thereof are hereby ceded. It is the inten-

tion of the parties, that, where circumstances will 1826
permit, the grants be surveyed in the ancient French manner, bounding not less than six arpens, nor more than ten, upon the river, and running back for quantity; and that where this cannot be done, such grants be surveyed in any manner the president may direct. The locations for Oshauguscoday way qua and her descendents shall be adjoining the lower part of the military reservation, and upon the head of Sugar Island. The persons to whom grants are made shall not have the privilege of conveying the same, without the permission of the president.

Art. V. In consideration of the poverty of the Chippewas, and of the sterile nature of the country they inhabit, unfit for cultivation, and almost destitute of game, and as a proof of regard on the part of the United States, it is agreed that an annuity of two thousand dollars, in money or goods, as the president may direct, shall be paid to the tribe, at the Sault St. Marie. But this annuity shall continue only during the pleasure of the congress of the United States.

Art. VI. With a view to the improvement of the Indian youths, it is also agreed, that an annual sum of one thousand dollars shall be appropriated to the support of an establishment for their education, to be located upon some part of the St. Mary's river, and the money to be expended under the direction of the president; and for the accommodation of such school, a section of land is hereby granted. But the payment of the one thousand dollars stipulated for in this article, is subject to the limitation described in the preceding article.

Art. VII. The necessity for the stipulations in the fourth, fifth and sixth articles of this treaty could be fully apparent, only from personal observation of the condition, prospects, and wishes of the Chippewas, and the commissioners were therefore not specifically instructed upon the subjects therein referred to: but seeing the extreme poverty of these wretched people, finding them almost naked and starving, and ascertaining that many perished during

1826 the last winter, from hunger and cold, they were induced to insert these articles. But it is expressly understood and agreed, that the fourth, fifth and six articles, or either of them, may be rejected by the president and senate, without affecting the validity of the other articles of the treaty.

Art. VIII. The Chippewa tribe of Indians fully acknowledge the authority and jurisdiction of the United States, and disclaim all connection with any foreign power, solemnly promising to reject any messages, speeches, or councils, incompatible with the interests of the United States, and to communicate information thereof to the proper agent, should any such be delivered or sent to them.

Art. IX. This treaty, after the same shall be ratified by the president and senate of the United States, shall be obligatory on the contracting parties.

Done at the fond du Lac of Lake superior, in the territory of Michigan, the day and year above written; and of the independence of the United States the fifty-first.

Supplementary article.

As the Chippewas who committed the murder upon four American citizens, in June, 1824, upon the shores of Lake Pepin, are not present at this council, but are far in the interior of the country, so that they cannot be apprehended and delivered to the proper authority before the commencement of the next summer; and, as the commissioners have been specially instructed to demand the surrender of these persons, and to state to the Chippewa tribe the consequence of suffering such a flagitious outrage to go unpunished, it is agreed, that the persons guilty of the beforementioned murder shall be brought in, either to the Sault St. Mario, or Green Bay, as early next summer as practicable, and surrendered to the proper authority; and that, in the mean time, all further measures on the part of the United States, in relation to this subject, shall be suspended.

228.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Potawatamies, conclu le 16 Octobre 1826 et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Février 1827. 1826

(*Acts passed at the second session of the nineteenth congress of the United States.* Appendix p. 47.)

Articles of a treaty made and concluded near the mouth of the Mississinewa, upon the Wabash, in the state of Indiana, this sixteenth day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six, between Lewis Cass, James B. Ray, and John Tipton, commissioners on the part of the United States, and the chiefs and warriors of the Potawatamie tribe of Indians

Art. I. The Potawatamie tribe of Indians cede to the United States their right to all the land within the following limits: Beginning on the Tippecanoe river, where the northern boundary of the tract ceded by the Potawatamies to the United States by the treaty of St. Mary's, in the year of our Lord one thousand eight hundred and eighteen intersects the same; thence, in a direct line, to a point on Eel river, half way between the mouth of the said river and Pierish's village; thence up Eel river, to Seek's village, near the head thereof; thence, in a direct line, to the mouth of a creek emptying into the St. Joseph's of the Miami, near Metea's village; thence, up the St. Joseph's, to the boundary line between the states of Indiana and Ohio; thence, south to the Miami; thence, up the same, to the reservation at fort Wayne; thence, with the lines of the said reservation, to the boundary established by the treaty with the Miamies in one thousand eight hundred and eighteen; thence, with the said line, to the Wabash river; thence, with the same river, to

1826 the mouth of the Tippecanoe river; and thence, with the said Tippecanoe river, to the place of beginning. And the said tribe also cede to the United States, all their right to land within the following limits; Beginning at a point upon Lake Michigan, ten miles due north of the southern extreme thereof, running thence, due east, to the land ceded by the Indians to the United States by the treaty of Chicago; thence, south, with the boundary thereof, ten miles; thence, west, to the southern extreme of Lake Michigan; thence, with the shore thereof, to the place of beginning.

Art. II. As an evidence of the attachment which the Potawatamie tribe feel towards the American people, and particularly to the soil of Indiana, and with a view to demonstrate their liberality, and benefit themselves by creating facilities for travelling and increasing the value of their remaining country, the said tribe do hereby cede to the United States, a strip of land, commencing at Lake Michigan, and running thence on the Wabash river, one hundred feet wide, for a road, and also, one section of good land contiguous to the said road, for each mile of the same, and also for each mile of a road from the termination thereof, through Indianapolis to the Ohio river, for the purpose of making a road aforesaid from Lake Michigan, by the way of Indianapolis, to some convenient point on the Ohio river. And the general assembly of the state of Indiana shall have a right to locate the said road, and to apply the said sections, or the proceeds thereof, to the making of the same, or any part thereof, and the said grant shall be at their sole disposal.

Art. III. In consideration of the cessions in the first article, the United States agree to pay to the Potawatamie tribe, an annuity of two thousand dollars in silver, for the term of twenty-two years, and also to provide and support a blacksmith for them at some convenient point; to appropriate, for the purposes of education, the annual sum of two thousand dollars, as long as the congress of the United States may think proper, to be expended as the president may direct, and also, to build for them

a mill, sufficient to grind corn, on the Tippecanoe river, and to provide and support a miller; and to pay them annually one hundred and sixty bushels of salt; all of which annuities, herein specified, shall be paid by the Indian agent at fort Wayne. 1826

Art. IV. The commissioners of the United States have caused to be delivered to the Potawatamie tribe, goods to the value of thirty thousand five hundred and forty-seven dollars and seventy-one cents in goods, in consideration of the cessions in the first article of this treaty. Now, therefore, it is agreed, that, if this treaty should be ratified by the president and senate of the United States, the United States shall pay to the persons named in the schedule this day transmitted to the war department, and signed by the commissioners, the sums affixed to their names respectively, for goods furnished by them, and amounting to the said sum of thirty thousand five hundred and forty-seven dollars and seventy one cents, and also, to the persons who may furnish the said further sum, the amount of nine hundred dollars thus furnished. And it is also agreed, that payment for all these goods shall be made by the Potawatamie tribe out of their annuity, if this treaty should not be ratified by the United States.

Art. V. The Potawatamie tribe being anxious to pay certain claims existing against them, it is agreed, as a part of the consideration for the cessions in the first article, that these claims, which are stated in a schedule this day signed by the commissioners, and transmitted to the war department, and amounting to the sum of nine thousand five hundred and seventy-three dollars.

Art. VIII. The United States agree to grant to each of the persons named in the schedule hereunto annexed, the quantity of land therein stipulated to be granted; but the land, so granted, shall never be conveyed by either of the said persons, or their heirs, without the consent of the president of the United States; and it is also understood, that any of these grants may be expunged from the schedule, by the president or senate of the United States, without affecting any other part of the treaty.

1826 Art. VII. The Potawatamie Indians shall enjoy the right of hunting upon any part of the land hereby ceded, as long as the same shall remain the property of the United States.

Art. VIII. The president and senate of the United States may reject any article of this treaty, except those which relate to the consideration to be paid for the cessions of the land; and such rejection shall not affect any other part of the treaty.

Art. IX. This treaty, after the same shall be ratified by the president and senate, shall be binding upon the United States.

In testimony whereof, the said Lewis Cafs, James B. Ray, and John Tipton, commissioners, as foresaid, and the chiefs and warriors of the said Potawatamie tribe, have hereunto set their hands, at the Wabash, on the sixteenth day of October, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and twenty-six, and of the independence of the United States the fifty-first.

229.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Miamis, conclu le 23 Octobre 1826 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Janvier 1827.

(*Acts passed at the second session of the nineteenth congrefs of the United States.* Appendix p. 35.)

Articles of a treaty made and concluded, near the mouth of the Mississinewa, upon the Wabash, in the state of Indiana, this twenty-third day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six, between Lewis Cafs, James B. Ray, and John Tipton, commissioners on the

doch dagegen den Einwohnern der gedachten Enclaven die Beziehung dieses Bedarfs dadurch erleichtern, dafs für dieselben ein angemessenes Consumtionsquantum von Sechszehntausend Pfund Salz aus der Salzniederlage zu Neu-Ruppin zu einem Preise von 5 Rthl. Preufsisch Kurant für die Tonne von 400 Preufsischen Pfunden, auf Bescheinigungen des Grofsherzoglichen Amtes Wredenhagen und respective der Gutsherrschaften zu Netzeband und Schönberg verabfolgt werden solle. 1826

Art. XII. Beide Landesherren werden in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maafsregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin wollen namentlich gestatten, dafs die Königlichen Zollbeamten die Spuren begangener Contraventionen gegen das Zoll- und Verbrauchssteuer-Gesetz und die Zoll- und Verbrauchssteuer-Ordnung vom 26sten Mai 1818, oder spätere diesen Gegenstand betreffende Bestimmungen, auch in Ihr Gebiet verfolgen, und sich des Thatbestandes versichern. Wenn auch zu dessen Feststellung, oder Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von den Königlichen Zoll-Beamten bei den Grofsherzoglichen Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, so sollen letztere, sobald sie sich von der Zweckmäfsigkeit, den Umständen nach, überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin wollen endlich auch anordnen, dafs alle, entweder durch die Königlichen Zoll- und Steuerbeamten in den Enclaven entdeckte, oder sonst zur Kenntnifs der daselbst befindlichen Behörden gelangenden Übertretungen der in dem Königlich Preufsischen Zoll- und Verbrauchssteuer-Gesetze und Ordnung vom 26sten Mai 1818, oder in den späteren, diesen Gegenstand betreffenden Gesetzen, Verordnungen und Declarationen enthaltenen Vorschriften, vor den nach Maafsgabe der vorkommenden Fälle in den gedachten Enclaven nach allge-

1826 ration for the cession herein made; and it is agreed, that if this treaty shall be ratified by the president and senate of the United States, the United States shall pay to the persons, named in the schedule this day signed by the commissioners, and transmitted to the war department, the sums affixed to their names respectively, for goods furnished by them, and amounting to the sum of $ 31,040 53. And it is further agreed, that payment for these goods shall be made by the Miami tribe of their annuity, if this treaty be not ratified by the United States.

And the United States further engage to deliver to the said tribe, in the course of the next summer, the additional sum of $ 26,259 47 in goods.

And it is also agreed, that an annuity of thirty-five thousand dollars, ten thousand of which shall be in goods, shall be paid to the said tribe in the year one thousand eight hundred and twenty-seven, and thirty thousand dollars, five thousand of which shall be in goods, in the year one thousand eight hundred and twenty-eight; after which time, a permanent annuity of twenty-five thousand dollars shall be paid to them, as long as they exist together as a tribe; which several sums are to include the annuities due by preceding treaties to the said tribe.

And the United States further engage to furnish a wagon and one yoke of oxen for each of the following persons: namely, Joseph Richardville, Black Raccoon, Flat Belly, White Raccoon, François Godfroy, Little Beaver, Mettosanea, Seek, and Little Huron; and one wagon and a yoke of oxen for the band living at the forks of the Wabash.

And also to cause to be built a house, not exceeding the value of six hundred dollars for each of the following persons: namely, Joseph Richardville, François Godfroy, Louison Godfroy, Francis Lafontaine, White Raccoon, La Gros, Jean B. Richardville, Flat Belly, and Wau-we-as-see.

And also to furnish the said tribe with two hundred head of cattle, from four to six years old, and two hundred head of hogs; and to cause to be annually delivered to them, two thousand pounds of

Art. XV. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifications-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden. 1826

Zu Urkund dessen ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidruckung ihres Siegels unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 2ten December 1826.

Ernst Michaelis. Wilhelm *Freiherr* von Meerheimb.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 11ten December, imgleichen von Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge von Mecklenburg-Schwerin am 9ten December 1826 ratificirt worden und hat die Auswechselung der Ratifications-Urkunden am 21sten December 1826 Statt gefunden.)

230.

1826 *Traité entre la Prusse et le grand duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'accession de ce dernier au système prussien des contributions indirectes pour les possessions Mecklenbourgeoises enclavées dans le territoire prussien, signé le 2 Décembre 1826.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1821. No. 1. p. 1.)

Da die Grundsätze des durch das Königl. Preufsische Zoll- und Verbrauchs-Steuer-Gesetz vom 26sten Mai 1818 eingeführten Steuersystems nicht wohl gestatten, zu Gunsten der im Umfange des Preufsischen Staats eingeschlossenen souverainen Besitzungen anderer Deutscher Bundesstaaten Ausnahmen von den an den äufseren Grenzen des Staats zu erhebenden Gefällen eintreten zu lassen, Seine Majestät der König von Preufsen aber geneigt sind, dasjenige Einkommen, welches Allerhöchst Ihren Kassen in Folge dieses besonderen Verhältnisses zufliefst, den landesherrlichen Kassen gedachter Staaten für den Fall überweisen zu lassen, dafs eine gemeinschaftliche, billige Übereinkunft deshalb getroffen werden könnte; so haben Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin sich zu einer solchen Übereinkunft in Rücksicht Höchst Ihrer vom Preufsischen Staate umschlossenen Gebietstheile bereit erklärt, und es ist hierauf zwischen den Bevollmächtigten beider Theile, nämlich:

von Seiten Seiner Majestät des Königs von Preufsen, durch Allerhöchst Ihren wirklichen Legationsrath *Michaelis*, und von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin,

ziehungsweise dorthin bestimmt sein oder nicht, sollen in jenen Häfen keinen anderen, oder höheren Abgaben oder Lasten, welcher Art diese auch immer sein mögen, unterworfen werden, als denjenigen, mit welchen daselbst die einheimischen, sowohl unter Mecklenburgischer, als auch unter Rostocker Flagge fahrenden Schiffe bei ihrem Ein- oder Ausgange jetzt belegt sind, oder künftig belegt werden möchten. Dieselbe Gleichstellung der Abgaben soll in den Königlich Preufsischen Häfen rücksichtlich der ein- oder auslaufenden Mecklenburgischen Schiffe dergestalt Statt finden, dafs diese Schiffe daselbst keinen anderen oder höheren Abgaben oder Lasten unterworfen sein sollen, als diejenigen, welche in jenen Häfen von einheimischen Schiffen zu entrichten sind, oder künftig etwa zu entrichten sein möchten. 1826

Art. II. Allen und jeden Gütern, Waaren und Gegenständen des Handels, sie seien inländischen oder ausländischen Ursprungs, welche jetzt oder in Zukunft auf einheimischen Schiffen in die Königlich Preufsischen oder Grofsherzoglich Mecklenburgischen Häfen ein- oder aus selbigen ausgeführt werden dürfen, soll in ganz gleicher Weise auch auf Schiffen des anderen Landes der Eingang in jene Häfen oder der Ausgang aus selbigen offen stehen.

Art. III. In Hinsicht der Abgaben, welche von den nach vorstehendem Artikel in die beiderseitigen Häfen ein- oder aus selbigen einzuführenden Gütern, Waaren und Gegenständen des Handels zu entrichten sind, soll die Nationalität der beiderseitigen Schiffe, auf denen die Ein- oder Ausführung Statt finden wird, durchaus keinen Unterschied begründen. Bei der Einführung auf Schiffen des andern Staates sollen daher jene Güter, Waaren- und Handelsgegenstände keinen höheren oder anderen Abgaben unterworfen sein, als denen, welche davon zu erheben sein würden, wenn die Einbringung auf einheimischen Schiffen geschähe. Desgleichen sollen auch bei der Ausfuhr auf Schiffen des anderen Staates die nämlichen Prämien, Rückzölle, Vortheile und Begünstigungen irgend einer Art gewährt werden, welche etwa für

Brückensteuer zu beseitigen, wel
dermaligen Erhebungsrolle unter
mitbegriffen ist, angenommen, d
steuer Fünf Achtel des Einkomm
und Durchgangs-Abgaben zusamm

Art. V. Mit Rücksicht auf
Bestimmungen ist der Antheil an
men, welches Seine Königliche H
zog für das Jahr 1827 zu erheben
hundert Sechs und Sechszig Th
festgesetzt worden, welcher Betra
vom Jahre 1828 ab festzusetze
gleichen Quartalraten in den M
September und December bei de
gierung in Potsdam für Seine Kö
reit stehen, und auf Höchstdero
werden soll.

Art. VI. Seine Majestät der
und Seine Königliche Hoheit de
Mecklenburg-Schwerin versichern
gegenseitig den völlig freien un
kehr zwischen den innerhalb der
linie an der äufseren Grenze de
Königlich Preufsischen und Grofsh
burg-Schwerinschen Landen derge
den beiderseitigen Unterthanen inn
neten Bezirks zu verführenden W
nisse aller Art überall den eigenen
lich gleich behandelt werden solle

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans ce tome.

1822

4 Janv.	Déclaration concernant les mesures prises par le grand duché de Bâde et le grand duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes	1822 Pag. 1
21 Janv.	Déclaration concernant les mesures prises par le grand duché de Hesse et le duché de Nassau pour réprimer les délits forestiers et autres semblables	3.
27 Janv.	Acte de l'indépendance de la nation grecque	144
15 Fébr.	Capitulation entre le gouverneur de Guayaquil et le commandant de l'escadre espagnole	6
20 Fébr.	Convention entre la Prusse et la Russie, relativement aux prétentions des sujets du royaume de Pologne du chef d'anciennes créances Silésiennes	7
3 Mars.	Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant la reconnoissance réciproque des déclarations de majorité	108
Mars.	Actes relatifs à la reconnoissance de l'indépendance des nouveaux états dans l'Amérique ci-devant espagnole de la part des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale.	
8 Mars.	a. Message du président des Etats-Unis au congrès concernant la reconnoissance des nouveaux états dans l'Amérique ci-devant espagnole	148
19 Mars.	b. Rapport du Comité des affaires étrangères de la chambre des représentans concernant la reconnoissance de l'indépendance des ci-devant provinces espagnoles en Amérique	152
26 Avril.	c. Message du président des Etats-Unis au Sénat en lui présentant, conformement à sa resolution du 25 Avril 1822, differens papiers relatifs à la reconnoissance de l'indépendance des colonies de l'Amerique meridionale	163
9 Mars.	d. Mémoire adressé à Mr. J. Q. Adams par Mr. d'Anduaga	164

1826 sigfabrication in der verabredeten Art ohne irgend ein Hindernifs beginnen könne.

Art. IX. Seine Majestät der König von Preufsen wollen, in Rücksicht auf die Bestimmungen des Artikels 7 Seine Königliche Hoheit den Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin an dem Gesammt-Ertrage der durch das Gesetz vom 8ten Februar 1819 eingeführten Steuer in den sieben östlichen Provinzen des Preufsischen Staats einen verhältnifsmäfsigen Antheil nehmen lassen, welcher in Erwägung der dabei in Berücksichtigung kommenden eigenthümlichen Umstände und Verhältnisse auf eine jährliche Summe von Eintausend Zweihundert und Fünf und Zwanzig Thalern in Friedrichsd'or festgesetzt worden ist, die in gleichen Quartalraten vom 1sten Mai, August, November und Februar jedes Jahres zu Seiner Königlichen Hoheit Erhebung oder weiteren Anweisung bei der Königlichen Regierung in Potsdam bereit stehen wird.

Art. X. Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin wollen weder in der Enclave Rossow eine Branntweinbrennerei oder Bier- und Essigbrauerei anlegen lassen, noch gestatten, dafs in der Enclave Netzeband und Schönberg die Zahl der daselbst bestehenden drei Branntweinbrennereien, so wie der Bier- und Essigbrauereien, vermehrt werde.

Art. XI. Da das Salz im Preufsischen Staate nur in sofern freien Umlauf hat, als dasselbe von den dazu bestimmten Anstalten erkauft worden ist: so verpflichten sich Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin, um auch in dieser Beziehung ein Hindernifs des im Artikel 6 im Allgemeinen verabredeten freien Verkehrs zwischen dem Königlich Preufsischen und Höchst Ihrem Gebiete innerhalb der Preufsischen äufseren Zolllinie zu entfernen, den Salzbedarf der Enclaven nur von den oben gedachten Anstalten entnehmen zu lassen. Seine Majestät der König von Preufsen wollen je

1822

12 Juin. Convention provisoire entre la Prusse et le grand duché de Saxe-Weimar, concernant l'extradition réciproque des vagabonds Pag. 44

18 Juin. Déclaration des commissaires nommés par la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amerique septentrionale pour régler les fontières 45

19 Juin. Déclaration concernant le rénouvellement du cartel existant entre l'Autriche et la Bavière 50

22 Juin. Convention entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Dessau, concernant la réstitution des fraix de justice en matières criminelles 51

24. Juin. Traité entre la Prusse et la principauté de Schwarzburg-Rudolstadt concernant les droits à percevoir sur les frontières du territoire Prussien du commerce de la partie enclavée des possessions souveraines de S. A. S. le prince de Schwarzbourg-Rudolstadt 53

24 Juin. Convention de navigation et de commerce conclue entre la France et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 129

6 Juill. Traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et le Pérou 58

6 Juill. Traité additionnel au traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et le Pérou 63

12 Juill. Convention entre la Grande-Brétagne, la Russie et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale pour mettre à exécution l'arbitrage de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, concernant le premier article du traité de Gand 67

16 Juill. Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 85

20 Juill. Convention entre le royaume de Saxe et le duché de Saxe-Cobourg-Saalfeld, concernant la réception reciproque des vagabonds 110

26 Juill. Cartel entre la Russie et l'Autriche pour la restitution réciproque des déserteurs 120.

31 Juill. Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Lippe pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 87

31 Juill. Déclaration de S. M. le Roi de Bavière concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Bavière et les duchés de Parme, Plaisance et Guastalle 92

6 Août. Manifeste du prince régent du Brésil adressé à tous les gouvernemens et à toutes les nations amies 93

28 Août. Déclaration adressée aux monarques réunis à Vérone de la part du gouvernement des Grecs 233

1826 meinen Grundsätzen competenten Behörden und Gerichten untersucht, und nach Vorschrift der erwähnten Gesetze, welche diesen Behörden und Gerichten deshalb zur Nachachtung zugefertigt werden *sollen*, auch den Einwohnern der Enclaven zu publiciren sind, bestraft werden. In eben dieser Art soll es zwar auch in Ansehung der Contraventionen gegen das Steuergesetz und Ordnung vom 8ten Februar 1819 und die späterhin hierauf sich beziehenden Verordnungen und Bestimmungen gehalten werden, doch sollen die Steuerbeamten, welche in dieser Beziehung Contraventionen in den Enclaven entdecken, befugt sein, sogleich und ohne Zuziehung der Obrigkeit den Thatbestand festzustellen, und, so weit es nöthig sein dürfte, an den Gegenständen der Contraventionen Beschlagnahmen zu bewerkstelligen. Die Geldstrafen, auf welche die Mecklenburgischen Behörden in dergleichen Fällen erkennen möchten, fallen, so wie die Confiscate, nach Abzug des Denuncianten-Antheils, dem dortigen betreffenden Fiscus anheim.

Art. XIII. Die in der ersten Abtheilung der Preufsischen Erhebungsrolle vom 19ten November 1824 benannten Gegenstände, welche gar keiner Ein-, Aus- oder Durchfuhr-Abgabe unterworfen sind, sollen für den Eingang aus dem Grofsherzogthum Mecklenburg-Schwerin in die Grofsherzoglichen Enclaven abgabenfrei bleiben, wenn auch in der Folge der allgemeine Tarif in dieser Beziehung Abänderungen erleiden sollte. Auch das Korn- und Heu-Deputat für den Grofsherzoglichen Förster zu Rossow soll jederzeit, gegen gehörige Bescheinigung des Grofsherzoglichen Amtes Wredenhagen, abgabefrei eingelassen werden.

Art. XIV. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig auf zehn Jahre, und zwar bis zum Schlusse des Jahres 1836 festgesetzt, und soll, wenn ein Jahr vor dem Ablaufe desselben nicht von der einen oder der andern Seite eine Aufkündigung erfolgt sein wird, stets als noch auf sechs Jahre weiter hinaus verlängert angesehen werden.

14 Décbr. e. Dépêche de Mr. le prince de Metternich etc. adressée au chargé d'affaires d'Autriche à Madrid Pag. 190 1822
14 Décbr. f. Circulaire adressée par les ministres des trois monarques réunis à Verone à leurs missions près les cours de l'Europe 195
25 Décbr. g. Dépêche adressée par Mr. de Villèle etc. à Mr. le comte de la Garde etc. 202

1823

6 Janv. h. Memorandum du duc de Wellington pour Lord Fitzroy Sommerset 204 1823
9 Janv. i. Substance d'une circulaire adressée par le gouvernement espagnol à ses chargés d'affaires près les cours de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg 207
9 Janv. k. Dépêche de Mr. de San-Miguel etc. au duc de San Lorenzo etc. 209
9 Janv. l. Note officielle du chargé d'affaires de Prusse à Mr. San-Miguel avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 212
9 Janv. m. Note officielle du chargé d'affaires de Russie à Mr. San Miguel, avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 213
13 Janv. n. Lettre adressée par le chargé d'affaires de Russie à Mr. San-Miguel 214
9 Janv. o. Note officielle du chargé d'affaires d'Autriche à Mr. San-Miguel, avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 215
18 Janv. p. Dépêche adressée par le ministre des affaires étrangères de S. M. T. C. au comte de la Garde 216
18 Janv. q. Dépêche confidentielle adressée par le ministre des affaires étrangères de S. M. T. C. au comte de la Garde 218
23 Janv. r. Dépêche adressée par Mr. le Vicomte de Chateaubriand à Mr. Canning 220
31 Mars. s. Dépêche adressée par Mr. Canning à Sir Charles Stuart 225
6 Janv. Convention entre la Hesse grand-ducale et la principauté de Waldeck, concernant la réception réciproque des vagabonds 236
17 Janv. Convention entre la Hesse grand-ducale et la Hesse électorale pour empêcher les délits forestiers et autres semblables 237
25 Févr. Convention entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold concernant la prolongation de la convention d'étappes du $\frac{18 \text{ Juin}}{15 \text{ Août}}$ 1818, jusqu'au 1er Janvier 1827 241
8. Mars Convention entre le Portugal et l'Espagne, concernant l'extradition réciproque des déserteurs et des criminels 242

231.

1826 *Traité entre la Prusse et le grand duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant la reciprocité à observer dans le traitement des vaisseaux et de leurs cargaisons appartenant aux deux états, signé le 19 Décembre 1826.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1822. No. 4, p. 21.)

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin, überzeugt, dafs die gegenseitige Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in den Häfen des andern Staates wesentlich zur Erweiterung und Belebung der Handelsverbindungen zwischen Ihren beiderseitigen Landen, und zur Erleichterung Ihrer hierbei betheiligten Unterthanen beitragen würde, haben über diesen Gegenstand durch Ihre Bevollmächtigte, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen durch Allerhöchst Ihren wirklichen Legationsrath *Michaelis* und

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin durch Höchst Ihren Kammerrath Freiherrn von *Meerheimb*,

unter dem Vorbehalte der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung, die nachfolgenden Artikel verabreden und abschliefsen lassen.

Art. I. Die Preufsischen, in die Häfen des Grofsherzogthums Mecklenburg-Schwerin ein- und aus selbigen auslaufenden Schiffe, sie mögen nun unmittelbar aus Preufsischen Häfen kommen und be-

Actes concernant la réunion de la seigneurie de Jever au duché d'Oldenburg. a. Kaiserlich Russisches Entlassungs-Patent an die Einwohner der Herrschaft Jever (18 April 1818) Pag. 294 — 1823
6 Août. b. Herzoglich Oldenburgisches Besitznahme-Patent, für die Einwohner der Erbherrschaft Jever 296
15/26 Août. Convention entre la Prusse et l'Hanovre, concernant le remboursement des fraix occasionnées par l'extradition réciproque des criminels 298
1/13 Septr. Convention entre la Saxe royale et la Bavière concernant les fraix de justice en matières criminelles 299
2 Septr. Convention entre la Bavière et le grand duché de Saxe-Weimar concernant la suppression des fraix de justice en matières criminelles 300
19 Septr. Acte concernant la libre navigation du Weser 301
9 Septr. Convention séparée entre l'Hanovre et la ville libre de Brêmen, concernant la navigation du Weser 336
10 Septr. Convention séparée entre la Prusse et la ville libre de Brêmen, concernant le 15ème article de l'acte de navigation du Weser 338
18 Septr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les tribus Indiennes de Floride 1092
20 Septr. / 9 Octr. Convention entre la Saxe royale et la principauté d'Altenbourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 341
10 Octr. Traité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien du commerce du baillage ducal et enclavé de Mühlingen 344
10 Octr. Traité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant l'extension du systême prussien des contributions indirectes sur le duché supérieur d'Anhalt-Bernbourg 349
17 Octr. Acte du gouvernement Britannique portant nomination de Consuls dans les nouveaux Etats de l'Amérique ci-devant espagnole 360
23 Octr. Traité d'union, de ligue et de confédération perpetuelle entre la Colombie et le Méxique 361
25 Octr. Traité de paix, de commerce et de navigation entre S. M. le roi de Sardaigne et la Porte Ottomane 365
1 Nov. Traité pour l'occupation des places de Barcelonne, Tarragone et Hostalrich par les troupes françoises 371
17 Nov. Convention entre l'Autriche et la Grande-Brétagne concernant l'acquittement définitif de l'emprunt Autrichien en Angleterre 377

1826 die Ausführung auf einheimischen Schiffen bestehen oder künftig bestehen möchten.

Art. IV. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, welcher vom 1sten April 1827 ab in Kraft treten wird, ist vorläufig auf acht Jahre festgesetzt, und soll derselbe, wenn zwölf Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder andern Seite eine Aufkündigung nicht erfolgt sein wird, noch ferner auf ein Jahr und sofort bis ein Jahr nach etwa geschehener Aufkündigung in Kraft bleiben.

Art. V. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt, und sollen die Ratifications-Urkunden sobald als möglich ausgewechselt werden.

Des zu Urkund ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidruckung ihres Siegels unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den neunzehnten December im Jahre Eintausend Achthundert und sechs und zwanzig.

Ernst Michaelis. Wilhelm *Freiherr* von Meerheimb.

(Dieser Vertrag ist unter dem 9ten Januar 1827 ratificirt worden, und hat die Auswechselung der Ratifications-Urkunden Statt gefunden.)

26 Mars. Bulle concernant la circonscription des diocèses dans le royaume d'Hanovre Pag. 421 1824
2 Avril. Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et la Prusse 434
17 Avril. Convention entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la Russie, concernant la navigation de l'océan pacifique et les établissemens à former sur la côte nord-ouest d'Amérique 1010
20 Avril. Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Hesse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 437
24 et 29 Avril. Déclarations de la part de la Suède concernant la réciprocité à observer vis à vis de l'Angleterre par rapport au commerce 439
3 Mai. Convention touchant l'abolition du droit de détraction entre les états de S. M. le Roi de Prusse et les états de S. M. l'Empereur de toutes les Russies 443
20 Mai. Convention entre l'Autriche et la Sardaigne, concernant la construction des grandes routes 446
26 Mai Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et l'Hanovre 448
25 Juin. Convention entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant les rapports de jurisdiction 449
12 Juin. Déclaration de la Grande-Brétagne et de l'Hanovre, concernant la réciprocité du commerce 460
16 Juin. Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et le Danemarc 461
18 Juin. Convention entre la Bavière et le duché de Saxe-Hildbourghausen, concernant la réception réciproque des vagabonds 465
24 Juin. Recès entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic pour régler les frontières 466
30 Juin. Convention entre la France et l'Espagne, concernant la prolongation du séjour de l'armée françoise en Espagne 553
10 Juill. Convention provisoire entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg, concernant la réception réciproque des vagabonds 556
24 Juill. Traités de commerce et de douanes entre le Wurtemberg et les principautés de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen 560
26 Juill. Substance de la déclaration de la régence d'Alger, concernant le retablissement de la paix avec la Grande-Brétagne 558
1 Août. Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 572

1822 6 Avril. e. Reponse de Mr. Adams au mémoire de Mr. d'Anduaga Pag. 167
11 Mars. Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et le grand duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 11
23 Mars. Déclaration de S. M. la Duchesse de Parme, Plaisance et Guastalle concernant l'abolition du droit d'aubaine en faveur des sujets de S. M. le Roi de Bavière 90
6 Avril. Déclaration concernant les mesures prises par la Bavière et le grand duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 13
8 Avril. Note circulaire adressée par Mr. Zea, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république de Colombie, au ministre des affaires étrangères de France et aux légations des differentes cours à Paris, pour demander la reconnoissance de l'indépendance de la république de Colombie 169
11 Avril. Ordre de cabinet de S. M. le Roi de Prusse concernant la reciprocité à observer quant à la franchise du droit de détraction vis-à-vis les Etats Unis de l'Amerique septentrionale et tout autre état 15
11 Avril. Convention entre la Saxe royale et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen concernant la réception réciproque des vagabonds 109
22 Avril Convention entre S. A. R. le grand Duc de Bade et S. M. le Roi de Wurtemberg, concernant l'exécution du traité du 2 Octobre 1811 16
27 Avril. Déclaration de la régence provisoire de la Grèce aux puissances Chretiennes 21
30 Avril. Convention entre la France et l'Erpagne concernant la liquidation et le paiement des créances des sujets de S. M. T. C. à la charge de l'Espagne 25
2 Mai. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre les états Prussiens et tous les états Danois 28
4 Mai. Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la Bavière pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 35
6 Mai. Convention entre le duché de Saxe Gotha et la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt concernant la réception réciproque des vagabonds 30
10 Mai. Convention conclue entre la Hesse électorale et le duché de Saxe Gotha, concernant l'extradition réciproque des vagabonds 37
17 Mai. Convention entre le Danemarc et le duché de Nassau concernant l'abolition du droit de détraction et de traite foraine 42

1825

1825

1 Janv. Substance d'une communication officielle faite par Mr. Canning au nom du gouvernement anglois aux ministres étrangers, par rapport à la reconnoissance de l'indépendance des nouveaux états de l'Amérique méridionale Pag. 667

12 Janv. Convention d'armistice entre le général espagnol Olaneta et le général colombien Sucre 668

20 Janv. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Choctaws 1106

2 Févr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre la Grande-Brétagne et les Provinces unies de Rio de la Plata 670

12 Févr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks 1110

28 Févr. Convention entre la Grande-Brétagne et la Russie, concernant les limites de leurs possessions respectives sur la côte du nord-ouest de l'Amérique et la navigation de l'océan pacifique 681

8 Mars. Convention supplémentaire entre la Bavière et le Wurtemberg, concernant la tutelle des mineurs, possessionés dans l'un et l'autre royaume 711

14 Mars / 27 Fevr. Convention de commerce et de navigation entre la Prusse et la Russie 688

15 Mars. Traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et les Etats-Unis de l'Amérique centrale 696

25 Mars. Note adressée par Mr. Canning à Mr. de los Rios, Ministre plénipotentiaire de S. M. C. concernant la reconnoissance de l'indépendance de plusieurs pays de l'Amérique espagnole 702

4 Avril. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le partage de plusieurs fondations pieuses 714

1/30 Avril. Convention conclue entre le royaume des Pays-Bas et le Danemarc à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration 736

17 Avril. Ordonnance de S. M. le Roi de France concernant l'indépendance de l'île de St. Domingue 738

18 Avril. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et l'état de Colombie 740

0/13 Mai. Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen concernant l'érection du tribunal suprême de Wurtemberg en tribunal d'appel pour la principauté de Hohenzollern-Hechingen 806

17 Mai. Traité entre le royaume de Wurtemberg et le grand-duché de Bade 749

1822 31 Août. Convention entre le grand duché de Mecklenburg-Schwerin et le duché d'Oldenburg et la principauté de Lubec concernant l'extradition des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles. Pag. 111
31 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Grands et les Petits Osages 1089
3 Septr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Sacs et les Rénards 1091
13 Septr. Convention entre le duché de Saxe-Gotha et le duché de Saxe-Cobourg concernant la réception mutuelle des vagabonds 114
21 Octr. Proclamation de l'Empereur de Brésil adressée aux Portugais d'Europe 125
23 Octr. Lettre de l'Empereur de Brésil à son père le Roi de Portugal 127
1 Nov. Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et le duché de Saxe-Gotha, concernant la réception réciproque des vagabonds 128
8 Nov. Convention entre le Danemarc et la Suède concernant le payement de la dette de la Norwège 133
9 Nov. Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Waldeck pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 135
13 Nov. Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 137
28 Nov. Résolutions relatives à l'abolition de la traite des nègres, adoptées au congrès de Vérone 139
17 Décbr. Convention provisoire entre la Prusse et le duché de Saxe-Gotha concernant la réception réciproque des vagabonds 140
18 Décbr. Convention entre la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale concernant l'imposition réciproque des bienfonds limitrophes 142
26 Décbr. Convention provisoire entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen concernant la réception réciproque des vagabonds 143
Affaires d'Espagne. a. Note confidentielle du vicomte de Castlereagh sur les affaires d'Espagne (Mai 1820) 174
22 Nov. b. Dépêche de Mr. le Comte de Bernstorff etc. adressée au chargé d'affaires de Prusse à Madrid 178
26 Nov. c. Dépêche de Mr. le Comte de Nesselrode etc. adressée au chargé d'affaires de Russie à Madrid 183
26 Nov. d. Dépêche supplémentaire adressée au chargé d'affaires Russe à Madrid 188

12 Juin.	Convention provisoire entre la Prusse et le grand duché de Saxe-Weimar, concernant l'extradition réciproque des vagabonds Pag.	1822 44
18 Juin.	Déclaration des commissaires nommés par la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amerique septentrionale pour régler les fontières	45
19 Juin.	Déclaration concernant le rénouvellement du cartel existant entre l'Autriche et la Bavière	50
22 Juin.	Convention entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Dessau, concernant la réstitution des fraix de justice en matières criminelles	51
24. Juin.	Traité entre la Prusse et la principauté de Schwarzburg-Rudolstadt concernant les droits à percevoir sur les frontières du territoire Prussien du commerce de la partie enclavée des possessions souveraines de S. A. S. le prince de Schwarzbourg-Rudolstadt	53
24 Juin.	Convention de navigation et de commerce conclue entre la France et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale	129
6 Juill.	Traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et le Pérou	58
6 Juill.	Traité additionnel au traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et le Pérou	63
12 Juill.	Convention entre la Grande-Brétagne, la Russie et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale pour mettre à exécution l'arbitrage de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, concernant le premier article du traité de Gand	67
16 Juill.	Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes	85
20 Juill.	Convention entre le royaume de Saxe et le duché de Saxe-Cobourg-Saalfeld, concernant la réception reciproque des vagabonds	110
26 Juill.	Cartel entre la Russie et l'Autriche pour la restitution réciproque des déserteurs	120.
31 Juill.	Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Lippe pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes	87
31 Juill.	Déclaration de S. M. le Roi de Bavière concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Bavière et les duchés de Parme, Plaisance et Guastalle	92
6 Août.	Manifeste du prince régent du Brésil adressé à tous les gouvernemens et à toutes les nations amies	93
28 Août.	Déclaration adressée aux monarques réunis à Vérone de la part du gouvernement des Grecs	233

1823 12 Mars. Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant la suppression réciproque des fraix de justice en matières criminelles Pag. 244
12 Mars. Convention entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, pour l'accommodement des réclamations angloises envèrs l'Espagne 246
16 Mars. Articles additionnels à la convention entre la Grande-Bretagne et le Portugal, conclue à Londres le 28 Juillet 1817, concernant l'abolition de la traite des nègres 249
3 Avril. Convention entre le Danemarc et la Hesse grand-ducale concernant l'abolition des droits de détraction et de traite foraine 251
9 Avril. Convention entre le duché de Saxe-Gotha et le duché de Saxe-Meiningen, concernant la réception réciproque des vagabonds 253
5 Mai. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Brunsvic concernant l'extradition réciproque des criminels et l'abolition des fraix de justice en matières criminelles 254
27 Mai. Cartel entre S. M. le Roi de Danemarc et la ville libre de Hambourg, concernant l'extradition réciproque des déserteurs 259
7 Juin. Convention entre la Prusse et le royaume des Pays-Bas à cause de la restitution des avances dans les procedures criminelles 266
10 Juin. Traité d'amitié et d'alliance entre la république de Colombie et l'état de Buenos-Ayres 267
27 Juin. Traité entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar et Eisenac concernant les droits à percevoir sur la frontière extérieure du territoire Prussien du commerce des baillages enclavés d'Allstedt et d'Oldisleben 269
30 Juin. Cartel entre l'Autriche et la Bavière, ratifié par celle-ci le 17 Juillet 1826 1036
4 Juill. Convention préliminaire entre le gouvernement de Buenos-Ayres et les commissaires de S. M. C. 277
16 Juill. Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction et de traite foraine entre les états Prussiens et la ville libre de Hambourg 280
22 Juill. Convention entre la Saxe royale et le duché de Saxe-Meiningen concernant la réception réciproque des vagabonds 281
28 Juill. Traité de paix entre la Porte et la Perse (Extrait) 282
30 Juill. et 18 Août. Circulaires du secrétaire de la trésorerie des Etats-Unis aux receveurs des douanes, concernant le traitement des vaisseaux armés françois et espagnols dans les ports des Etats-Unis 285
3 Août. Capitulation de l'armée Espagnole de Maracaibo 288
4 Août. Convention entre le général Molitor et le général Ballesteros 293

14 Décbr. e. Dépêche de Mr. le prince de Metternich etc. adressée au chargé d'affaires d'Autriche à Madrid Pag. 190 1822
14 Décbr. f. Circulaire adressée par les ministres des trois monarques réunis à Verone à leurs missions près les cours de l'Europe 195
25 Décbr. g. Dépêche adressée par Mr. de Villèle etc. à Mr. le comte de la Garde etc. 202

1823

6 Janv. h. Memorandum du duc de Wellington pour Lord Fitzroy Sommerset 204 1823
9 Janv. i. Substance d'une circulaire adressée par le gouvernement espagnol à ses chargés d'affaires près les cours de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg 207
9 Janv. k. Dépêche de Mr. de San-Miguel etc. au duc de San Lorenzo etc. 209
9 Janv. l. Note officielle du chargé d'affaires de Prusse à Mr. San-Miguel avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 212
9 Janv. m. Note officielle du chargé d'affaires de Russie à Mr. San Miguel, avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 213
13 Janv. n. Lettre adressée par le chargé d'affaires de Russie à Mr. San-Miguel 214
9 Janv. o. Note officielle du chargé d'affaires d'Autriche à Mr. San-Miguel, avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 215
18 Janv. p. Dépêche adressée par le ministre des affaires étrangères de S. M. T. C. au comte de la Garde 216
18 Janv. q. Dépêche confidentielle adressée par le ministre des affaires étrangères de S. M. T. C. au comte de la Garde 218
23 Janv. r. Dépêche adressée par Mr. le Vicomte de Chateaubriand à Mr. Canning 220
31 Mars. s. Dépêche adressée par Mr. Canning à Sir Charles Stuart 225
6 Janv. Convention entre la Hesse grand-ducale et la principauté de Waldeck, concernant la réception réciproque des vagabonds 236
17 Janv. Convention entre la Hesse grand-ducale et la Hesse électorale pour empêcher les délits forestiers et autres semblables 237
25 Févr. Convention entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold concernant la prolongation de la convention d'étappes du $\frac{18 \text{ Juin}}{15 \text{ Août}}$ 1818, jusqu'au 1er Janvier 1827 241
8. Mars Convention entre le Portugal et l'Espagne, concernant l'extradition réciproque des déserteurs et des criminels 242

1823 10 Décbr. Convention entre le royaume de Wurtemberg et le grand duché de Bade pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes Pag. 380
12 Décbr. Convention additionnelle à la convention entre la Hesse grand-ducale et la Hesse électorale du 17 Janv. 1823 240

1824

1824 5 Janv. Convention entre la France et l'Espagne concernant les prises maritimes faites en 1823 386
17 Janv. Convention entre la Saxe royale et la ligne cadette des princes de Reuss pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 383
26 Janv. Convention entre la Prusse et le grand duché de Mecklenburg Strelitz, concernant la réception réciproque des vagabonds 390
27 Janv. Convention entre le royaume des Pays-Bas et la ville de Hambourg, à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration 391
2 Févr. Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et le duché de Saxe-Gotha, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 393
7 Févr. Convention entre la Hesse grand-ducale et la principauté de Waldeck, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 394
9 Févr. Convention entre la France et l'Espagne concernant le séjour des troupes françoises en Espagne 397
15 Févr. Convention entre le Wurtemberg et la Bavière, la Hesse grand-ducale, le duché de Nassau et les principautés de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 409
19 Févr. Résolution de la diète germanique concernant les privilèges des ministres étrangers accredités auprès d'elle 410
23 Févr. Déclaration concernant les mesures prises par la Prusse et la principauté de Lippe-Schaumbourg pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 412
24 Févr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amerique septentrionale et le Bay de Tunis, concernant certains chargemens à faire dans le traité de paix et d'amitié conclu entre les deux puissances au mois d'Août 1797 978
17 Mars. Traité de commerce et d'échange entre la Grande-Brétagne et les Pays-Bas 415
20 Mars. Convention entre le duché de Saxe-Gotha et le duché de Saxe-Hildbourghausen, concernant la réception réciproque des vagabonds 420

	Actes concernant la réunion de la seigneurie de Jever au duché d'Oldenburg. a. Kaiserlich Russisches Entlassungs-Patent an die Einwohner der Herrschaft Jever (18 April 1818) Pag.	1823 294
6 Août.	b. Herzoglich Oldenburgisches Besitznahme-Patent, für die Einwohner der Erbherrschaft Jever	296
15/20 Août.	Convention entre la Prusse et l'Hanovre, concernant le remboursement des fraix occasionnées par l'extradition réciproque des criminels	298
1/16 Septr.	Convention entre la Saxe royale et la Bavière concernant les fraix de justice en matières criminelles	299
2 Septr.	Convention entre la Bavière et le grand duché de Saxe-Weimar concernant la suppression des fraix de justice en matières criminelles	300
19 Septr.	Acte concernant la libre navigation du Weser	301
9 Septr.	Convention séparée entre l'Hanovre et la ville libre de Brêmen, concernant la navigation du Weser	336
10 Septr.	Convention séparée entre la Prusse et la ville libre de Brêmen, concernant le 15ème article de l'acte de navigation du Weser	338
18 Septr.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les tribus Indiennes de Floride	1092
20 Septr. / 9 Octr.	Convention entre la Saxe royale et la principauté d'Altenbourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes	341
10 Octr.	Traité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien du commerce du baillage ducal et enclavé de Mühlingen	344
10 Octr.	Traité entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant l'extension du système prussien des contributions indirectes sur le duché supérieur d'Anhalt-Bernbourg	349
17 Octr.	Acte du gouvernement Britannique portant nomination de Consuls dans les nouveaux Etats de l'Amérique ci-devant espagnole	360
23 Octr.	Traité d'union, de ligue et de confédération perpetuelle entre la Colombie et le Méxique	361
25 Octr.	Traité de paix, de commerce et de navigation entre S. M. le roi de Sardaigne et la Porte Ottomane	365
1 Nov.	Traité pour l'occupation des places de Barcelonne, Tarragone et Hostalrich par les troupes françoises	371
17 Nov.	Convention entre l'Autriche et la Grande-Bretagne concernant l'acquittement définitif de l'emprunt Autrichien en Angleterre	377

1824 4 Août Traité entre les Etats-Unis de l'Amerique septentrionale et les Socks et les Rénards Pag. 1098
4 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Joways 1104
7 Septr. Convention entre le royaume de Sardaigne et le canton de Tessin, concernant la construction de la route de Lumino 573
8 Septr. Traité de commerce entre le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse 575
18 Septr. Procès verbal de la commission de révision réunie à Hambourg, conformement à l'art. 30 de l'acte concernant la libre navigation de l'Elbe du 23 Juin 1821 588
24 Septr. Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, concernant l'érection du tribunal suprême de Wurtemberg en tribunal d'appel pour la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen 603
3 Octr. Traité de paix, d'amitié, de navigation et de commerce entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la république de Colombie 984
26 Octr. Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Bade, concernant l'extradition réciproque des faux-sauniers. 607
28 Octr. Convention entre la Prusse et le duché de Saxe-Hildbourghausen, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 608
1 Nov. / 20 Octr. Déclarations concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et la Bavière 610
18 Nov. / 31 Octr. Déclarations concernant l'abolition du droit de détraction entre la France et la Russie 613
31 Octr. / 12 Nov. Déclarations concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et le Wurtemberg 615
6 Nov. Traité entre S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande et S. M. le Roi de Suède et de Norwége pour empêcher leurs sujets respectifs à prendre part à la traite des nègres 618
15 Nov. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Quapaws 1101
22 Nov. Convention supplémentaire au traité de commerce du 8 Septr. entre le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse 656
26 Nov. Convention entre la Prusse et le duché de Saxe-Gotha pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 657
9 Décbr. Convention entre le général espagnol Jose Canterac et le général colombien Antonio Jose du Sucre 659
10 Décbr. Convention entre la France et l'Espagne, concernant la réduction de l'armée françoise en Espagne 661

; Mars. Bulle concernant la circonscription des diocèses dans le royaume d'Hanovre Pag. 421 1824
: Avril. Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et la Prusse 434
Avril. Convention entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la Russie, concernant la navigation de l'océan pacifique et les établissemens à former sur la côte nord-ouest d'Amérique 1010
Avril. Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Hesse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 437
et 29 .vril. Déclarations de la part de la Suède concernant la réciprocité à observer vis à vis de l'Angleterre par rapport au commerce 439
Mai. Convention touchant l'abolition du droit de détraction entre les états de S. M. le Roi de Prusse et les états de S. M. l'Empereur de toutes les Russies 443
Mai. Convention entre l'Autriche et la Sardaigne, concernant la construction des grandes routes 446
Mai Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et l'Hanovre 448
Juin. Convention entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant les rapports de jurisdiction 449
Juin. Déclaration de la Grande-Brétagne et de l'Hanovre, concernant la réciprocité du commerce 460
Juin. Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et le Danemarc 461
Juin. Convention entre la Bavière et le duché de Saxe-Hildbourghausen, concernant la réception réciproque des vagabonds 465
Juin. Recès entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic pour régler les frontières 466
Juin. Convention entre la France et l'Espagne, concernant la prolongation du séjour de l'armée françoise en Espagne 553
Juill. Convention provisoire entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg, concernant la réception réciproque des vagabonds 556
Juill. Traités de commerce et de douanes entre le Wurtemberg et les principautés de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen 560
Juill. Substance de la déclaration de la régence d'Alger, concernant le retablissement de la paix avec la Grande-Brétagne 558
Août. Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 572

1825 20 Mai. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Russie et le grand-duché de Bade Pag. 759
21 Mai. Capitulation entre le commandant espagnol du vaisseau l'Asia, le lieutenant D. Jose Martiney, ses troupes et son équipage et le gouverneur D. Luis Antonio Arguello, capitaine de cavallerie et commandant militaire du territoire appartenant aux états unis du Méxique 760
28 Mai. Convention entre l'Autriche et les deux Siciles, relativement à la durée de l'établissement d'un corps de troupes autrichien dans le royaume, et à la fixation de la force de ce corps 762
2 Juin. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Grands et les Petits Osages 1115
3 Juin. Traité entre les Etats-Unis de l'Amerique septentrionale et les Kansas 1121
8 Juin. Convention entre le Duc d'Oldenburg et le Comte de Bentink, concernant la seigneurie de Kniphausen 765
9 Juin. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Poncars 1126
22 Juin. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Tetons, les Yanctons et les Yanctonies 1129
5 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Siounes et les Ogallalas 1132
6 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Chayennes 1135
7 Juill. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre l'Autriche et le grand-duché de Bade 771
12 Juill. Convention entre l'Hanovre et la principauté de Lippe Detmold concernant l'extradition des criminels et la suppression des fraix de justice en matiéres criminelles 776
16 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Hunkpapas 1138
18 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Ricaras 1141
30 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Belantse-estoas ou les Minnetsarees 1145
30 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Mandans 1148
2 Août. Manifeste de la nation Grecque qui annonce sa resolution de se mettre sous la protection de la Grande Brétagne 787
4 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Crows 1151
6 Août. Déclaration de l'indépendance des provinces du Haut Pérou 784

1825

1825

1 Janv. Substance d'une communication officielle faite par Mr. Canning au nom du gouvernement anglois aux ministres étrangers, par rapport à la reconnoissance de l'indépendance des nouveaux états de l'Amérique méridionale Pag. 667

12 Janv. Convention d'armistice entre le général espagnol Olaneta et le général colombien Sucre 668

20 Janv. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Choctaws 1106

2 Févr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre la Grande-Brétagne et les Provinces unies de Rio de la Plata 670

12 Févr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks 1110

28 Févr. Convention entre la Grande-Brétagne et la Russie, concernant les limites de leurs possessions respectives sur la côte du nord-ouest de l'Amérique et la navigation de l'océan pacifique 684

8 Mars. Convention supplémentaire entre la Bavière et le Wurtemberg, concernant la tutelle des mineurs, possessionés dans l'un et l'autre royaume 711

24 Mars / 27 Fevr. Convention de commerce et de navigation entre la Prusse et la Russie 688

15 Mars. Traité d'union et d'alliance entre la république de Colombie et les Etats-Unis de l'Amérique centrale 696

25 Mars. Note adressée par Mr. Canning à Mr. de los Rios, Ministre plénipotentiaire de S. M. C. concernant la reconnoissance de l'indépendance de plusieurs pays de l'Amérique éspagnole 702

4 Avril. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le partage de plusieurs fondations pieuses 714

11/30 Avril. Convention conclue entre le royaume des Pays-Bas et le Danemarc à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration 736

17 Avril. Ordonnance de S. M. le Roi de France concernant l'indépendance de l'île de St. Domingue 738

18 Avril. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et l'état de Colombie 740

9/13 Mai. Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen concernant l'érection du tribunal suprême de Wurtemberg en tribunal d'appel pour la principauté de Hohenzollern-Hechingen 806

17 Mai. Traité entre le royaume de Wurtemberg et le grand-duché de Bade 749

1825 18 Nov. Capitulation du chateau de St. Jean d'Ulloa Pag. 825
5 Décbr. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la Confédération de l'Amérique centrale 826
21 Décbr. Convention supplémentaire à l'acte concernant la navigation du Wéser 810
30 Décbr. / 3 Janv. 1826. Convention entre le royaume de Wurtemberg et le grand duché de Bade, concernant les rapports de jurisdiction 854

1826

1826 8 Janv. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre la France et le Brésil, avec les articles additionnels du 7 Juin. 868
19 Janv. Capitulation de la forteresse de Callao 877
24 Janv. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks 1179
26 Janv. Convention de navigation conclue entre la Grande-Brétagne et la France 884
27 Janv. Convention entre le grand duché de Hesse et le grand duché de Bade, concernant le commerce journalier de leurs sujets respectifs 890
15 Févr. Convention entre le royaume de Wurtemberg et les vingt-deux cantons de la confédération Suisse, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 892
24 Févr. Traité de paix entre l'honorable Compagnie des Indes et le Roi d'Ava 894
25 Févr. Traité de commerce entre le Wurtemberg et la confédération Suisse 898
9/3 Mars. Déclarat. échang. entre les Pays-Bas et la Hesse gr. ducale, conc. le dr. des sujets indigens des deux états d'y proceder gratis dev. les tribunaux 910
18 Mars. Convent. de commerce et de navigation entre la Suède et la Grande-Brétagne 912
26 Avril. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Danemarc et les Etats-Unis de l'Amérique septentr. 919
1 Mai. Convent. entre la Prusse et le gr. duché de Saxe Weimar pour l'éxécution des traités de Vienne du 1 Juin 1815 et de Paris du 22 Sept. 1815 etc. 921
2 Mai. Acte d'abdication de Don Pedro comme roi de Portugal 1013
12 Mai. Convention entre le Wurtemberg et XIX cantons Suisses, concernant le traitement uniforme des sujets respectifs en matières de concours de créanciers 1021

10 Août.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Grands et les Petits Osages Pag.	1825 1155
16 Août.	*Actes relatifs au congrès de Panama* a. Note du gouvernement de Buenos-Ayres au congrès général constituant	786
2 Mai.	b. Note du gouvernement de la république du Pérou adressée au ministre chargé du pouvoir exécutif de Buenos-Ayres	788
6 Mars.	c. Note du ministre des affaires étrangères de la république de Colombie au chargé d'affaires Colombien à Buenos-Ayres	791
6 Févr.	d. Note du vice-président de la république de Colombie au libérateur Bolivar	793
16 Août.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Kansas	1157
19 Août.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Sioux et les Chippewas, les Sacs et les Rénards, les Menominies, les Joways, les Sioux, les Winnebagos et une partie des Ottawas, des Chippewas et des Potawattomies	1160
29 Août.	Traité de paix entre le Portugal et le Brésil	796
29 Août.	Convention entre le Portugal et le Brésil concernant l'indemnité à payer par celui-ci	799
24 Septr.	Convention entre S. E. Charles Turner, gouverneur-général de Sierra Leone et de ses dépendances de la part de S. M. Britannique et Banka, roi de Sherbro et Ya Comba, reine de Ya Comba, de la part de leurs rois et chefs tributaires	802
26 Septr.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Ottoes et les Missouris	1166
29 Septr.	Convention de commerce et de navigation entre la Grande-Brétagne et les villes libres et Anséatiques	810
30 Septr.	Proclamation de S. M. Britannique portant défense à tous ses sujets de prendre part aux hostilités entre la Porte Ottomane et les Grecs	815
30 Septr.	Proclamation de S. M. Britannique portant défense d'exportation d'armes et de munitions de guerre	820
30 Septr.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Pawnees	1170
6 Octr.	Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Mahas	1173
5 Déebr. / 17 Octr.	Déclaration portant abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre la Saxe royale et la Sardaigne	822
31 Octr.	Déclaration du gouvernement grand-ducal de Hesse, concernant l'abolition du traité de commerce avec le grand-duché de Bade	824
7 Nov.	Traité entre les Etas-Unis de l'Amérique septentrionale et les Shawonees	1176

1825 15 Nov. Convention entre la Saxe royale et la régence d'Altenburg, concernant les frais de justice en matières criminelles Pag. 1079

15 Nov. Patente, concernant le partage du pays de Saxe-Gotha entre les ducs de Saxe-Hildbourghausen, de Saxe-Cobourg-Saalfeld et de Saxe-Meiningen 1080

18 Nov. / 18 Déchr. Convention entre les Pays-Bas et la ville libre de Brême à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration 1085

23 Nov. Convention entre la Grande-Bretagne et le Brésil, concernant l'abolition de la traite des nègres 1087

2 Déchr. Traité entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'accession de ce dernier au système Prussien des contributions indirectes pour les possessions Mecklenbourgeoises enclavées dans le territoire Prussien 1196

19 Déchr. Traité entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant la réciprocité à observer dans le traitement des vaisseaux et des leurs cargaisons, appartenant aux deux états 1204

14 Mai. Convention entre la Norwège et la Russie concernant la détermination des limites entre les deux puissances Pag. 1014 1825

17 Juin. Convention entre la Prusse et la principauté de Lippe concernant les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien sur le commerce des enclaves de Lipperode, de Cappel et de Grevenhagen 1023

17 Juin. Convention entre la Prusse et le Duc d'Anhalt-Bernbourg, concernant l'accession du duché inférieur de Bernbourg au système prussien des impôts indirects. 1029

31 Juillet. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Prusse et la Suède 1046

5 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Chippewas 1185

8 Août. Convention entre la Hesse grand-ducale et la Hesse électorale concernant l'extension de la convention pour empêcher les délits forestiers sur d'autres délits semblables 1047

15 Août. Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et la régence de Hesse-Hombourg pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1048

1 Octr. Convention entre la Bavière et le Wurtemberg, concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1050

7 Octr. Convention d'Ackermann entre la Russie et la Porte, destinée à fixer le mode d'accomplissement de tous les articles du traité de Bucharest, qui n'avoient pas été exécutés par la Porte depuis l'année 1812, à assurer l'état de possession territoriale de la Russie sur les côtes de la mer noire et à remettre en vigueur tous les privilèges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie doivent jouir sous l'influence tutélaire du cabinet de Petersbourg 1053

16 Octr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Potawatamies 1189

17 Octr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Lubec, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matièrs criminelles 1065

23 Octr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Miamis 1192

2 Nov. Traité de commerce et de navigation entre la Suède et le Dannemarc 1071

13 Nov. Convention entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, pour l'arrangement définitif de certaines prétentions des Etats-Unis fondées sur la convention conclue à St. Petersbourg le 12 Juillet 1822 1076

1825 6 Juill. Traité entre les Etats-Unis et les Chayennes Pag. 1135
16 Juill. Traité entre les Etats-Unis et les Hunkpapas 1138
18 Juill. Traité entre les Etats-Unis et les Ricaras 1141
30 Juill. Traité entre les Etats-Unis et les Belantse-etoas 1145
30 Juill. Traité entre les Etats-Unis et les Mandans 1148
4 Août. Traité entre les Etats-Unis et les Crows 1151
10 Août. Traité entre les Etats-Unis et les Grands et les Petits Osages 1155
16 Août. Traité entre les Etats-Unis et les Kansas 1157
19 Août. Traité entre les Etats-Unis et les Sioux et les Chippewas, les Sacs et les Rénards, les Menominies, les Joways, les Sioux, les Winnebagos et une partie des Ottawas, des Chippewas et des Potawattomies 1160
26 Septr. Traité entre les Etats-Unis et les Ottoes et les Missouries 1166
30 Septr. Traité entre les Etats-Unis et les Pawnees 1170
6 Octr. Traité entre les Etats-Unis et les Mahas 1173
7 Nov. Traité entre les Etats-Unis et les Shawonees 1176
1826 24 Janv. Traité entre les Etats-Unis et les Creeks 1179
5 Août. Traité entre les Etats-Unis et les Chippewas 1185
16 Octr. Traité entre les Etats-Unis et les Potawatamies 1189
23 Octr. Traité entre les Etats-Unis et les Miamis 1192

Amérique centrale (Fédération des états de l')

1825 15 Mars. Traité d'union et d'alliance avec la rép. de Colombie 696
5 Déc. Traité de paix, d'amitié, de comm. et de navig. avec les Etats-Unis de l'Am. sept. 826

Amérique septentrionale (Etats-Unis).

1822 Actes relatifs à la reconnoissance de l'indépendence des nouveaux états dans l'Amérique ci-devant espagnole.
8 Mars. a. Message du président des Etats-Unis au congrès. 148
19 Mars. b. Rapport du comité des affaires étrangères de la chambre des représentans 152
26 Avril. c. Message du président des Etats-Unis au sénat 163
9 Mars. d. Mémoire de Mr. d'Anduaga à Mr. Adams 164
6 Avril. e. Réponse de Mr. Adams au mémoire de Mr. d'Anduaga 167
11 Avril. Ordre de cabinet de S. M. le Roi de Prusse conc. l'abolit. du dr. de détraction envers les Etats-Unis 15
18 Juin. Déclar. des commiss. nommés par la Gr. Bretagne et les Etats-Unis pour régler les frontières 45
24 Juin. Convent. de navigat. et de commerce avec la France 129
12 Juill. Convent. avec la Gr. Bretagne et la Russie conc. le 1er art. du traité de Gand 67

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Alger.

26 Juill. Substance de la déclarat. de la régence d'Alger conc. le retabliss. de la paix avec la Gr. Brétagne Pag. 558 — 1824

Allemagne (Diète Germanique).

19 Févr. Résolution de la diète germ. conc. les privilèges des ministres étrangers accredités auprès d'elle 410 — 1824

Altenbourg.

20 Sept. / 9 Oct. Convent. avec la Saxe royale pour empêcher les délits forestiers etc. 341 — 1823

15 Nov. Convent. avec la Saxe royale, conc. les fraix de justice en matières criminelles 1079 — 1826

Amérique (Peuples divers).

31 Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Grands et les Petis Osages 1089 — 1822

3 Septr. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Sacs et les Rénards 1091

18 Septr. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les tribus Indiennes de Floride 1092 — 1823

4 Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Socks et les Rénards 1098 — 1824

4 Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Joways 1104

15 Nov. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Quapaws 1101

20 Janv. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Choctaws 1106 — 1825

12 Févr. Traité entre les Etats-Unis et les Creeks 1110

2 Juin. Traité entre les Etats-Unis et les Grands et les Pesits Osages 1115

3 Juin. Traité entre les Etats-Unis et les Kansas 1121

9 Juin. Traité entre les Etats-Unis et les Poucars 1126

22 Juin. Traité entre les Etats-Unis et les Tetons, les Yanctons et les Yanctonies 1129

5 Juill. Traité entre les Etats-Unis et les Siounes et les Ogallalas 1132

Angletêrre voyez Grande Brétagne.

Anhalt-Bernbourg.

1823 10 Octr. Traité avec la Prusse conc. les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien du commerce du baillage ducal et enclavé de Mühlingen Pag. 341
10 Octr. Traité avec la Prusse, conc. l'extension du système prussien des contributions indirectes sur le duché supérieur d'Anhalt-Bernbourg 39
1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588
1826 17 Juin. Convent. avec la Prusse, conc. l'access. du duché inférieur de Bernbourg au système pruss. des impôts indirects 1023

Anhalt-Coethen.

1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588

Anhalt-Dessau.

1822 22 Juin. Convent. avec la Prusse, conc. la réstitution des fraix de justice en matières criminelles 51
1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588

Autriche.

1822 19 Juin. Déclar. conc. le renouvellement du cartel entre l'Autriche et la Bavière 50
26 Juill. Cartel avec la Russie pour la réstitution récipr. des déserteurs 120
1823 30 Juin. Cartel avec la Bavière, ratif. le 17 Juill. 1826 1636
17 Nov. Convent. avec la Grande-Brétagne, conc. l'acquittement déf. de l'emprunt Autrichien en Angleterre 377
1824 20 Mai. Convent. avec la Sardaigne, conc. la construction des grandes routes 446
18 Septr. Procès verbal de la commission de revision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588
1825 28 Mai. Convent. avec les deux Siciles conc. la durée de l'établiss. d'un corps de troupes autrichien dans ce roy. etc.
7 Juill. Déclar. conc. l'abol. du dr. de détraction envèrs le gr. duché de Bâde 744

Bâde.

1822 4 Janv. Déclar. concern. les mesures concertées avec le gr. duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1

t. Traité avec les Grands et les Petits Osages Pag. 1089 1822
r. Traité avec les Sacs et les Rénards 1091

. et Circulaires du sécretaire de la trésorerie, conc. 1823
: le traitement des vaisseaux armés franc. et espagn. dans les ports des Etats-Unis 285

r. Traité avec les tribus Indiennes de Floride 1092
:. Traité avec le Bey de Tunis 978 1824

l. Convent. avec la Russie, conc. la navigat. de l'océan pacifique et les établiss. à former sur la côte nord-ouest d'Amérique 1010

:. Traité avec les Socks et les Rénards 1098
t. Traité avec les Joways 1104
:. Traité de navig. et de commerce avec la républ. de Colombie 984
. Traité avec les Quapaws 1101
'. Traité avec les Choctaws 1106 1825
'. Traité avec les Creeks 1110
1. Traité avec les Grands et les Petits Osages 1115
1. Traité avec les Kansas 1121
1. Traité avec les Poncars 1126
1. Traité avec les Tetons, les Yanctons et les Yanctonies 1129
l. Traité avec les Siounes et les Ogallalas 1132
l. Traité avec les Chayennes 1135
l. Traité avec les Hunkpapas 1138
l. Traite avec les Ricaras 1141
l. Traité avec les Belantso-estoas ou les Minnetsarees 1145
l. Traité avec les Mandans 1148
.t. Traité avec les Crows 1151
t. Traité avec les Grands et les Petits Osages 1155
t. Traité avec les Kansas 1157

t. Traité avec les Sioux et les Chippewas, les Sacs et les Rénards, les Menominies, les Joways, les Sioux, les Winnebagos et une partie des Ottawas, des Chippewas et des Potawattomies 1160

r. Traité avec les Ottoes et les Missouris 1166
r. Traité avec les Pawnees 1170
:. Traité avec les Mahas 1173
'. Traité avec les Shawonees 1176
:. Traité d'amitié et de commerce avec la confédération de l'Amérique centrale 825
r. Traité avec les Creeks 1179
l. Traité d'amitié, de comm. et de navig avec le Danemarc 919 1826
t. Traité avec les Chippewas 1185
r. Traité avec les Potawatamies 1189
r. Traité avec les Miamis 1192
r. Convent. avec la Gr. Brétagne relative à la convent. de Petersbourg du 12 Juill. 1822. 1076

Angleterre voyez Grande Brétagne.

Anhalt-Bernbourg.

1823 10 Octr. Traité avec la Prusse conc. les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien du commerce du baillage ducal et enclavé de Mühlingen Pag. 344
10 Octr. Traité avec la Prusse, conc. l'extension du système prussien des contributions indirectes sur le duché supérieur d'Anhalt-Bernbourg 349
1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art, 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588
1826 17 Juin. Convent. avec la Prusse, conc. l'access. du duché inférieur de Bernbourg au système pruss. des impôts indirects 1023

Anhalt-Coethen.

1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588

Anhalt-Dessau.

1822 22 Juin. Convent. avec la Prusse, conc. la restitution des fraix de justice en matières criminelles 51
1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588

Autriche.

1822 19 Juin. Déclar. conc. le renouvellement du cartel entre l'Autriche et la Bavière 50
26 Juill. Cartel avec la Russie pour la restitution récipr. des déserteurs 120
1823 30 Juin. Cartel avec la Bavière, ratif. le 17 Juill. 1826 1636
17 Nov. Convent. avec la Grande-Brétagne, conc. l'acquittement déf. de l'emprunt Autrichien en Angleterre 377
1824 20 Mai. Convent. avec la Sardaigne, conc. la construction des grandes routes 446
18 Septr. Procès verbal de la commission de revision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588
1825 28 Mai. Convent. avec les deux Siciles conc. la durée de l'établiss. d'un corps de troupes autrichien dans ce roy. etc.
7 Juill. Déclar. conc. l'abol. du dr. de détraction envers le gr. duché de Bâde 744

Bâde.

1822 4 Janv. Déclar. concern. les mesures concertées avec le gr. duché de Hesse pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1

22 Avril.	Convention avec le Wurtemberg, conc. l'exécution du traité du 2 Oct. 1811 Pag.	16	1822
10 Décb.	Convent. avec le Wurtemberg, pour empêcher les délits forestiers etc.	380	1823
8 Septr.	Traité de commerce avec le gr. duché de Hesse	575	1824
26 Octr.	Convent. avec le Wurtemberg, conc. l'extrad. récipr. des faux-sauniers	607	
27 Nov.	Convent. supplém. au traité de commerce avec le gr. duché de Hesse	656	
17 Mai.	Traité avec le Wurtemberg	749	1825
20 Mai.	Déclar. conc. l'abol. du dr. de détraction envèrs la Russie	759	
7 Juill.	Déclar. conc. l'abol. du dr. de détraction envèrs l'Autriche	774	
31 Octr.	Déclar. de la Hesse gr. ducale conc. l'abolit. du traité de commerce du 8 Septr. 1824.	824	
30 Déc. / 3 Janv. 1826	Convent. avec le Wurtemberg, conc. les rapports de jurisdiction	854	
27 Janv.	Conv. avec le gr. duché de Hesse conc. le comm. journ. de leurs sujets resp.	890	1826

Bavière.

23 Mars.	Déclar. de S. M. la Duchesse de Parme etc. conc. l'abolition du droit d'aubaine en faveur des sujets de S. M. le Roi de Bavière	90	1822
6 Avril.	Déclar. concern. les mesures concertées avec le grand duché de Hesse pour reprimer les délits forestiers etc.	13	
4 Mai.	Déclar. concern. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers etc.	35	
19 Juin.	Déclar. concern. le renouvellement du cartel avec l'Autriche	50	
31 Juill.	Décl. conc. l'abolition du dr. de détraction et de traite foraine envèrs les duchés de Parme, Plaisance et Guastalle	92	
30 Juin.	Cartel avec l'Autriche, ratif. le 17 Juill. 1826	1036	1823
1/13 Sept.	Convent. avec la Saxe royale, conc. les fraix de justice en matières criminelles	299	
2 Septr.	Convent. avec le grand duché de Saxe-Weimar, conc. la suppression des fraix de justice en matières criminelles	300	
15 Févr.	Convent. avec le Wurtemberg, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles	409	1824
18 Juin.	Convent. avec le duché de Saxe-Hildbourghausen, conc. la réception récipr. des vagabonds	465	
1 Nov. / 20 Oct.	Déclar. conc. l'abolition du dr. de détraction envèrs la Russie	610	
8 Mars.	Convent. supplém. avec le Wurtemberg, conc. la tutelle des mineurs etc.	711	1825

1822 30 Avril. Convent. avec la France conc. la liquidation et le payement des créances de S. M. T. C. à la charge de l'Espagne Pag. 25
Affaires d'Espagne a. Note confident. du vicomte de Castlereagh (Mai 1820) 174
22 Nov. b. Dépêche de Mr. le C. de Bernstorff au chargé d'aff. de Prusse à Madrid 178
26 Nov. c. Dépêche de Mr. le C. de Nesselrode au chargé d'aff. de Russie, à Madrid 183
26 Nov. d. Dépêche supplementaire à la précédente 188
14 Décbr. e. Dépêche de Mr. le Pr. de Metternich au chargé d'aff. d'Autriche à Madrid 190
14 Décbr. f. Circulaire adr. par les ministres des trois monarques réunis à Verone à leurs missions près les cours de l'Europe 195
25 Décbr. g. Dépêche de Mr. de Villèle à Mr. le C. de la Garde 202
1823 6 Janv. h. Memorandum du duc de Wellington pour Lord Fitzroy Sommerset 204
9 Janv. i. Substance d'une circulaire du gouvern. esp. à ses chargés d'aff. à Vienne, à Berlin et à Petersbourg 207
9 Janv. k. Dépêche de Mr. San-Miguel au duc de San-Lorenzo 209
9 Janv. l. Note du chargé d'aff. de Prusse à Mr. San-Miguel avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 212
9 Janv, m. Note du chargé d'aff. de Russie à Mr. San-Miguel avec la réponse de celui-ci du 11 Janv. 213
13 Janv. n. Lettre du chargé d'aff. de Russie à Mr. San-Miguel 214
9 Janv. o. Note du chargé d'aff. d'Autriche à Mr. San-Miguel avec la réponse de celui-ci du 11 Janv.
18 Janv. p. Dépêche du ministre des aff. étrang. de France au C. de la Garde 216
18 Janv. q. Dépêche confidentielle du même au même 218
23 Janv. r. Dépêche de Mr. le V. de Chateaubriand à Mr. Canning 220
31 Mars. s. Dépêche de Mr. Canning à Sir Charles Stuart 225
8 Mars. Convent. avec le Portugal, conc. l'extrad. récipr. des deserteurs et des criminels 242
12 Mars. Convent. avec la Gr. Brétagne pour l'accommodement des réclamat. angloises envèrs l'Espagne 246
4 Juill. Convent. préliminaire avec l'état de Buenos-Ayres 277
3 Août. Capitulation de l'armée espagnole de Maracaibo 288
4 Août. Convention entre le général Molitor et le gén. Ballesteros 293

6 Juill. Traité additionnel au traité précédent Pag. 63 1822
10 Juin. Traité d'amitié et d'alliance avec l'état de Buenos-Ayres 267 1823
3 Août. Capitulation de l'armée Espagnole de Maracaibo 288
23 Octr. Traité d'union, de ligue et de confédération perpetuelle avec le Méxique 361
3 Octr. Traité de paix, d'amitié, de navigation et de commerce avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 984 1824
15 Mars. Traité d'union et d'alliance avec les états unis de l'Amérique centrale 696 1825
18 Avril. Traité d'amitié, de commerce et de navigat. avec la Gr. Brétagne 740

Danemarc.

2 Mai. Déclar. conc. l'abol. du dr. de détraction envèrs la Prusse 28 1822
17 Mai. Convent. avec le duché de Nassau conc. l'abolition du dr. de détraction et de traite foraine 42
8 Nov. Convent. avec la Suède conc. le payement de la dette de Norwège 133
3 Avril. Convent. avec la Hesse grand-ducale concern. l'abolition des droits de détraction et de traite foraine 251 1823
27 Mai. Cartel avec la ville libre de Hambourg, conc. l'extradition récipr. des déserteurs 259
16 Juin. Traité de commerce et de navigation avec la Gr. Brétagne 461 1824
18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588
11/30 Avril. Convent. avec les Pays-Bas, conc. l'abolition du dr. de détraction et de l'impôt d'émigration 736 1825
26 Avril. Traité d'amitié, de comm. et de navig. avec les Etats-Unis de l'Am. septentr. 919 1826
2 Nov. Traité de commerce et de navig. avec la Suède 107

Deux Siciles.

28 Mai. Convent. avec l'Autriche, conc. l'établiss. d'un corps de troupes autrichien dans ce roy. etc. 1825

Diète Germanique voyez Allemagne.

St. Domingue (Hayti.)

17 Avril. Ordonnance de S. M. T. C. conc. l'indépend. de St. Domingue 738 1825

Espagne.

15 Févr. Capitulation entre le commandant de l'escadre espagnole et le gouverneur de Guayaquil 6 1822

Grande-Brétagne.

1822 18 Juin. Déclar. des commiss. nommés par la Gr. Brétagne et les Etats-Unis de l'Am. sept. pour régler les frontières Pag. 45

12 Juill. Convent. avec la Russie et les Etats-Unis de l'Am. sept. conc. le 1er art. du traité de Gand 67

1823 12 Mars. Convent. avec l'Espagne, pour l'accommodement des réclamations angloises envers l'Espagne 246

16 Mars. Articles additionnels au traité avec le Portugal du 28 Juillet 1817 249

17 Octr. Acte, portant nomination de Consuls dans les nouveaux états de l'Amérique ci-devant espagnole 360

17 Nov. Convent. avec l'Autriche, conc. l'acquittement déf. de l'emprunt autrichien en Angleterre 377

1824 17 Mars. Traité de commerce et d'échange avec les Pays-Bas 415

2 Avril. Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 434

24 et 29 Avril. Déclar. de la Suède conc. la réciprocité quant au commerce avec la Gr. Brétagne 439

12 Juin. Déclar. conc. la réciprocité du commerce avec l'Hanovre 460

16 Juin. Traité de commerce et de navigation avec le Danemarc 461

26 Juill. Substance de la déclar. de la régence d'Alger, conc. le rétabliss. de la paix avec la Gr. Brétagne 538

6 Nov. Traité avec la Suède et la Norwège conc. l'abolition de la traite des nègres 618

1825 1 Janv. Substance d'une communicat. aux gouvern. étrangers par rapp. à la reconnoiss. de l'indépend. des nouveaux états de l'Am. mérid. 667

2 Févr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec les Provinces unies de Rio de la Plata 670

28 Févr. Convent. avec la Russie, conc. les limites sur la côte du nord-ouest de l'Amérique et la navigat. de l'Océan pacifique 684

25 Mars. Note de Mr. Canning à Mr. de los Rios, conc. la reconnoiss. de l'indépend. de plusieurs pays de l'Amérique esp. 702

18 Avril. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la rép. de Colombie 740

24 Septr. Convention entre S. E. Chr. Turner et Banka et Yi Comba 802

29 Septr. Convention de comm. et de navig. avec les villes libres et anséatiques 810

1825 30 Septr. Proclam. de S. M. Brit. portant défense à tous ses sujets de prendre part aux hostilités entre la Porte et les Grecs 815

1 Nov. Traité pour l'occupation de Barcellone, de Tarragone et de Hostalrich par les troupes françoises Pag. 371 1823
5 Janv. Convent. avec la France, conc. les prises maritimes faites en 1823 386 1824
9 Févr. Convent. avec la France, conc. le séjour des troupes franç. en Espagne 397
30 Juin. Convent. avec la France, conc. la prolongation du séjour de l'armée franç. en Espagne 553
9 Décbr. Convent. entre le gén. Canterac et le gén. Sucre 659
10 Décbr. Convent. avec la France, conc. la réduction de l'armée franç. en Espagne 664
12 Janv. Convent. d'armistice entre le gén. Olaneta et le gén. Sucre 668 1825
25 Mars. Note de Mr. Canning à Mr. de los Rios, conc. la reconnoiss. de l'indépend. de plusieurs pays de l'Amérique espagnole 702
21 Mai. Capitul. entre D. Jose Martiney et D. L. A. Arguello 760
21 Nov. Capitul. du chateau de St. Jean d'Ulloa 825
19 Janv. Capitul. de la forteresse de Callao 877 1826

Etats barbaresques voyez Alger et Tunis.

Etats unis voyez Amérique septentrionale.

France.

30 Avril. Convent. avec l'Espagne concern. la liquidation et le paiement des créances des sujets de S. M. T. C. à la charge de l'Espagne 25 1822
24 Juin. Convent. de navigation et de commerce avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 129
4 Août. Convent. entre le gen. Molitor et le gen. Ballesteros 293
1 Nov. Traité pour l'occup. de Barcellone, de Tarragone et de Hostalrich 371 1823
5 Janv. Convent. avec l'Espagne, conc. les prises maritimes faites en 1823 386 1824
9 Fèvr. Convent. avec l'Espagne, conc. le séjour des troupes franc. en Espagne 397
30 Juin. Convent. avec l'Espagne, conc. la prolongation du sejour de l'armée franc. en Espagne 553
18 Nov. / 31 Octr. Déclar. conc. l'abolition du dr. de détraction envèrs la Russie 613
10 Décbr. Conv. avec l'Espagne, conc. la réduction de l'armée franç. en Espagne 664
17 Avril. Ordonnance conc. l'indépend. de l'île de St. Domingue 738 1825
8 Janv. Traite d'amitié, de navig. et de comm. avec le Brésil, avec les art. addit. du 7 Juin 86 1826
26 Janv. Convent. de navig. avec la Gr. Brétagne 88

1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte, conc. la libre navigation de l'Elbe Pag. 588
1825 12 Juill. Convention avec la princ. de Lippe-Detmold, conc. l'extrad. des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles 776
21 Décb. Convent. supplém. à l'acte conc. la navig. du Weser 840
1826 17 Octr. Convent. avec la ville libre de Lubec, conc. l'extradition récipr. des criminels et la suppression des fraix de justice en mat. crim. 1065

Haut Pérou (Bolivia).

1825 6 Août. Déclaration de l'indépendance des provinces du Haut Pérou 784

Hayti voyez St. Domingue.

Hesse électorale.

1822 10 Mai. Convent. avec le duché de Saxe-Gotha conc. l'extradition récipr. des vagabonds 37
18 Décb. Convent. avec la Hesse grand-ducale conc. l'imposition récipr. des bienfonds limitrophes 142
1823 17 Janv. Convent. avec la Hesse grand-ducale pour empêcher les délits forestiers et autres semblables 237
5 Mai. Convent. avec le duché de Brunsvic conc. l'extradition récipr. des criminels et l'abolition des fraix de justice en matières criminelles 254
10 Septr. Acte conc. la libre navigation du Weser 301
12 Décb. Convent. addit. à la convent. avec la Hesse grand-ducale du 17 Janv. 240
1825 21 Décb. Convent. supplém. à l'acte conc. la navig. du Weser 840
1826 8 Août. Convent. avec la Hesse grand-ducale, conc. l'extension de la convent. pour empêcher les délits forestiers sur d'autres délits semblables 1047

Hesse-Hombourg.

1826 15 Août. Déclar. conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1048

Hesse grand-ducale (Darmstadt).

1822 4 Janv. Déclar. concern. les mesures concertées avec le gr. duché de Bade pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1
21 Janv. Déclar. concern. les mesures concertées avec le duché de Nassau pour réprimer les délits forestiers et autres semblables 3
11 Mars. Déclar. concern. les mesures concertées avec la Prusse pour réprimer les délits forestiers 11
6 Avril. Déclar. concern. les mesures concertées avec la Bavière pour réprimer les délits forestiers 13

18 Décb.	Convent. avec la Hesse électorale conc. l'imposition récipr. des bienfonds limitrophes Pag.	142	1822
6 Janv.	Convent. avec la princ. de Waldeck conc. la réception récipr. des vagabonds	236	1823
17 Janv.	Convent. avec la Hesse électorale pour empêcher les délits forestiers et autres semblables	237	
3 Avril.	Convent. avec le Danemarc conc. l'abolition des droits de détraction et de traite foraine	251	
12 Décb.	Convent. addit. à la convent. avec la Hesse électorale du 17 Janv.	240	
7 Févr.	Convent. avec la princ. de Waldeck, pour empêcher les délits forestiers etc.	394	1824
15 Févr.	Convent. avec le Wurtemberg, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles	409	
20 Avril.	Convent. avec le Wurtemberg, pour empêcher les délits forestiers etc.	437	
8 Sept.	Traité de commerce avec le gr. duché de Bâde	575	
22 Nov.	Convent. supplém. au traité de commerce avec le gr. duché de Bâde	656	
31 Octr.	Déclar. conc. l'abolition du traité de commerce avec le gr. duché de Bâde	824	1825
27 Janv.	Convent. avec le gr. duché de Bâde conc. le comm. journ. de leurs sujets resp.	890	1826
9/3 Mars.	Déclar. échang. avec les Pays-Bas conc. le dr. des sujets indigens des deux états, d'y procéder gratis dev. les tribunaux	910	
8 Août.	Convent. avec la Hesse électorale, conc. l'extension de la convent. pour empêcher les délits forestiers sur d'autres délits semblables	1047	

Hohenzollern - Hechingen.

15 Févr.	Convent. avec le Wurtemberg, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles	409	1824
24 Juill.	Traité de commerce et de douanes avec le Wurtemberg.	560	
9/13 Mai.	Traité avec le Wurtemberg, conc. l'érect. du trib. supr. de Wurtemberg en trib. d'appel pour la princ. de Hohenzollern-Hechingen	806	1825

Hohenzollern - Sigmaringen.

15 Févr.	Convent. avec le Wurtemberg conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles	409	1824
24 Juill.	Traité de commerce et de douanes avec le Wurtemberg	560	
24 Sept.	Traité avec le Wurtemberg, conc. l'érection du trib. supr. de Wurtemberg en trib. d'appel pour la princ. de Hohenz. Sigmaringen	603	

Lippe - Detmold.

1822 31 Juill. Déclar. conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers etc. Pag. 87

1823 23 Févr. Convent. avec la Prusse conc. la prolongation de la convent. d'étappes du 18 Juin / 15 Août 1818 241

10 Sept. Acte conc. la libre navigation du Weser 301

1825 12 Juill. Convent. avec l'Hanovre, conc. l'extradit. des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles 776

21 Décb. Convent. suppl. à l'acte conc. la navig. du Weser 840

1826 17 Juin. Convent. avec la Prusse, conc. les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien sur le commerce des enclaves de Lipperode, de Cappel et de Grevenhagen 1023

Lippe - Schaumbourg.

1824 23 Févr. Déclarat. conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers etc. 412

Lubec (Ville libre de)

1825 29 Sept. Convent. de comm. et de navig. avec le Gr. Brétagne 820

1826 17 Octr. Convent. avec l'Hanovre conc. l'extradition récipr. des criminels et la suppression des fraix de justice en mat. crim. 1065

Mecklenbourg - Schwerin.

1822 31 Août. Convent. avec le duché d'Oldenbourg et la princip. de Lubec conc. l'extradition des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles 111

1824 18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588

1826 2 Décb. Traité avec la Prusse conc. l'accession au système pruss. des contrib. indir. pour les possess. Mecklenbourg. enclavées dans le territoire pruss. 1196

19 Décb. Traité avec la Prusse conc. la réciprocité à observer dans le traitement des vaisseaux et de leurs cargaisons, appartenant aux deux états 1204

Mecklenbourg - Strelitz.

1824 26 Janv. Convent. avec la Prusse, conc. la réception récipr. des vagabonds 390

Mexique.

1823 23 Octr. Traité d'union, de ligue et de confédération perpetuelle avec la Colombie 361

1825 21 Mai. Capitul. entre D. Jose Martiney et D. L. A. Argüello 760

18 Nov. Capitul. du château St. Jean d'Ulloa 825

Naples voyez Deux Siciles.

Nassau.

21 Janv. Déclar. concern. les mesures concertées avec la Hesse grand-ducale pour réprimer les délits forestiers et autres semblables Pag. 3 — 1822
17 Mai. Convent. avec le Danemarc conc. l'abolition du dr. de détraction et de traite foraine 42
17 Févr. Convent. avec le Wurtemberg, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 409 — 1824

Norwège voyez Suède.

Oldenbourg et Lubec.

31 Août. Convent. avec le gr. duché de Mecklenbourg-Schwerin conc. l'extradition des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles 111 — 1822
Réunion de la seigneurie de Jever au duché d'Oldenbourg a. Kaiserlich Russisches Entlassungs-Patent an die Einwohner der Herrschaft Jever (18 Avril 1818) 294 — 1823
6 Août. b. Herzogl. Oldenburgisches Besitznahme-Patent, für die Einwohner der Erbhersschaft Jever 296
10 Septr. Acte conc. la libre navigation du Weser 301
8 Juin. Convent. avec le comte de Bentink, conc. la seign. de Kniphausen 765 — 1825
21 Décb. Convent. suppl. à l'acte conc. la navig. du Weser 840

Panama (Congrès de).

16 Août. a. Note du gouvern. de Buenos-Ayres au congrès gén. constituant 786 — 1825
2 Mai. b. Note du gouvern. de la républ. de Pérou au min. chargé du pouv. exéc. de Buenos-Ayres 788
6 Mars. c. Note du min. des aff. étrang. de Colombie au chargé d'aff. colombien à Buenos-Ayres 791
6 Févr. d. Note du vice-présid. de Colombie adressée à Bolivar 793

Pape voyez Rome (Cour de).

Parme, Plaisance et Guastalle.

23 Mars. Déclar. conc. l'abol. du dr. d'aubaine en faveur des sujets de S. M. le Roi de Bavière 90 — 1822
31 Juill. Décl. conc. l'abolition du dr. de détraction et de traite foraine entre la Bavière et les duchés de Parme, Plaisance et Guastalle 92

Pays-Bas.

7 Juin. Convent. avec la Prusse conc. la restitution des avances dans les procedures criminelles 266 — 1823

1824 27 Janv. Convent. avec la ville de Hambourg, concern. l'abolit. récipr. du droit de détraction et de l'impôt d'émigration Pag. 391
17 Mars. Traité de commerce et d'échange avec la Gr. Brétagne 415
1825 $\frac{1}{5}$ $\frac{1}{6}$ Avril. Convent. avec le Danemarc, conc. l'abolition du dr. de détraction et de l'impôt d'émigration 736
1826 $\frac{9}{3}$ Mars. Déclar. échang. avec la Hesse gr. ducale conc. le dr. des sujets indigens des deux états, d'y proceder gratis dev. les tribunaux 910
28 Nov. / 18 Déc. Convent. avec la ville de Brême, conc. l'abol. récipr. du droit de détract. et de l'impôt d'émigration 1085

Pérou.

1822 15 Févr. Capitul. entre le gouvern. de Guayaquil et le command. de l'escadre espagnole 6
6 Juill. Traité d'union et d'alliance avec la Colombie 58
6 Juill. Traité additionnel au traité précédent 63
1823 9 Déch. Convent. entre le gén. Canterac et le gén. Sucre 659
1825 12 Janv. Convent. d'armistice entre le gén. Olaneta et le gén Sucre 668
1826 19 Janv. Capitul. de la fortresse de Callao 877

Perse.

1823 28 Juill. Traité de paix avec la Porte Ottomane (extrait) 282

Porte Ottomane.

1823 28 Juill. Traité de paix avec la Perse (extrait) 282
25 Octr. Traité de paix, de commerce et de navigation avec la Sardaigne 365
1826 7 Octr. Convention d'Ackerman avec la Russie 1053

Portugal.

1823 8 Mars. Convent. avec l'Espagne, conc. l'extradition récipr. des déserteurs et des criminels 242
16 Mars. Articles additionnels au traité avec la Grande-Brétagne du 28 Juillet 1817 249
1825 29 Août. Traité de paix avec le Brésil 796
29 Août. Convent. avec le Brésil, conc. l'indemnité à payer par celui-ci 799
1826 2 Mai. Acte d'abdication de Dom Pedro comme roi de Portugal 1013

Provinces unies de Rio de la Plata voyez Buenos-Ayres.

Prusse.

1822 20 Févr. Convent. avec la Russie relat. aux pretentions des sujets du roy. de Pologne du chef d'anciennes créances Silésiennes 7

17 Juin. Convent. avec la princip. d'Anhalt Bernbourg, conc. l'access. du duché inférieur de Bernbourg au système prussien des impôts indirects Pag. 1023 — 1826

31 Juill. Déclaration conc. l'abolit. du droit de détraction envèrs la Suède 1046

15 Août. Déclarat. conc. les mesures concert. avec la régence de Hesse Hombourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1048

2 Décbr. Traité avec le gr. duché de Mecklenbourg-Schwerin concern. son access. au système pruss. des contrib. indir. pour les possess. Mecklenbourg. enclavées dans le territ. prussien 1196

19 Décb. Traité avec le gr. duché de Mecklenbourg-Schwerin conc. la réciprocité à observer dans le traitement des vaisseaux et de leurs cargaisons appartenant aux deux états 1204

Rome (Cour de)

26 Mars. Bulle conc. la circonscription des diocèses dans le roy. d'Hanovre 421 — 1824

Reufs (Ligne cadette de)

17 Janv. Convent. avec la Saxe roy. pour empêcher les délits forestiers etc. 383 — 1824

Russie.

20 Févr. Convent. avec la Prusse relat. aux pretentions des sujets du roy. de Pologne du chef d'anciennes créances Silésiennes 7 — 1822

12 Juill. Convent. avec la Gr. Brétagne et les Etats-Unis de l'Am. sept. conc. le 1er article du traité de Gand 67

26 Juill. Cartel avec l'Autriche pour la réstitution récipr. des déserteurs 120

17 Avril. Convention avec les Etats-Unis de l'Amérique septr. conc. la navigation de l'océan pacifique et les établissemens à former sur la côte nord-ouest d'Amérique 1010 — 1824

3 Mai. Convent avec la Prusse, conc. l'abolition du dr. de détraction 443

26 Mai. Déclar. conc. l'abolition du dr. de détraction envèrs l'Hanovre 448

1 Nov. / 28 Octr. Déclar. conc. l'abolition du dr. de détraction envèrs la Bavière 610

18 Nov. / 31 Octr. Déclar. conc. l'abolition du dr. de détraction envèrs la France 613

1823 16 Juill. Déclar. conc. l'abolition récipr. du droit de détraction et de traite foraine envers la ville libre de Hambourg . Pag. 280

15/26 Août. Convent. avec l'Hanovre, conc. le remboursement des fraix occasionnées par l'extradition récipr. des criminels 298

10 Septr. Acte concernant la libre navigation du Weser 301

10 Septr. Convent. séparée avec la ville libre de Brêmen, conc. le 15ème art. de l'acte de navigation du Weser 338

10 Octr. Traité avec le duché d'Anhalt Bernbourg, conc. les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire prussien du commerce du baillage ducal et enclavé de Mühlingen 344

10 Octr. Traité avec le duché d'Anhalt Bernbourg, conc. l'extension du système prussien des contributions indirectes, sur le duché supérieur d'Anhalt Bernbourg 349

1824 26 Janv. Convent. avec le gr. duché de Mecklenb. Strelitz, conc. la réception récipr. des vagabonds 390

23 Févr. Déclar. conc. les mesures concertées avec la princ. de Lippe Schaumbourg, pour empêcher les délits forestiers etc. 412

2 Avril. Traité de commerce et de navigation avec la Gr. Brétagne 434

3 Mai. Convent. avec la Russie conc. l'abolition du dr. de détraction 443

25/8 Juin Convent. avec le gr. duché de Saxe-Weimar, conc. les rapports de jurisdiction 449

10 Juill. Convent. provis. avec le duché de Saxe-Cobourg, conc. la réception récipr. des vagabonds 556

18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision, conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588

28 Octr. Convent. avec le duché de Saxe-Hildbourghausen, pour empêcher les délits forertiers etc. 608

26 Nov. Convent. avec le duché de Saxe-Gotha, pour empêcher les délits forestiers etc. 657

1825 14 Mars. / 27 Févr. Convent. de commerce et de navigation avec la Russie 688

4 Avril. Convent. avec la Saxe roy. conc. le partage de plusieurs fondations pieuses 714

21 Décbr. Convent. supplém. à l'acte conc. la navig. du Weser 840

1826 1 Mai. Convent. avec le gr. duché de Saxe Weimar etc. 921

9/17 Juin. Convent. avec la princip. de Lippe Detmold, conc. les droits perçus sur la frontière extérieure du territoire Prussien sur le commerce des enclàves de Lipperode, de Cappel et de Grevenhagen 1023

Saxe-Cobourg.

20 Juill. Convent. avec la Saxe roy. conc. la réception récipr. des vagabonds Pag. 110 1822
13 Septr. Convent. avec le duché de Saxe-Gotha, conc. la réception mutuelle des vagabonds 114
10 Juill. Convent. provis. avec la Prusse, conc. la réception récipr. des vagabonds 556 1824
15 Nov. Patente, concern. le partage du pays de Saxe Gotha 1080 1826

Saxe-Gotha.

6 Mai. Convent. avec la princ. de Schwarzbourg-Rudolstadt, conc. la réception récipr. des vagabonds 30 1822
10 Mai. Convent. avec la Hesse électorale conc. l'extradition récipr. des vagabonds 37
13 Septr. Convent. avec le duché de Saxe-Cobourg conc. la réception mutuelle des vagabonds 114
1 Nov. Convent. avec le gr. duché de Saxe-Weimar, conc. la réception récipr. des vagabonds 128
17 Décbr. Convent. provis. avec la Prusse, conc. la réception récipr. des vagabonds 140
9 Avril. Convent. avec le duché de Saxe-Meiningen conc. la réception réciproque des vagabonds 253 1323
2 Févr. Convent. avec le gr. duché de Saxe-Weimar, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 393 1824
20 Mars. Convent. avec le duché de Saxe-Hildbourghausen, conc. la réception récipr. des vagabonds 420
26 Nov. Convent. avec la Prusse, pour empêcher les délits forestiers etc. 657
15 Nov. Patente, conc. le partage du pays de Saxe-Gotha 1080 1826

Saxe-Hildbourghausen.

20 Mars. Convent. avec le duché de Saxe-Gotha, conc. la réception récipr. des vagabonds 420 1824
18 Juin. Convent. avec la Bavière, conc. la réception récipr. des vagabonds 465
28 Octr. Convent. avec la Prusse, pour empêcher les délits forestiers etc. 608
15 Nov. Patente, concern. le partage du pays de Saxe-Gotha 1080 1826

Saxe-Meiningen.

9 Avril. Convent. avec le duché de Saxe-Gotha conc. la réception récipr. des vagabonds 253 1823
22 Juill. Convent. avec la Saxe royale conc. la réception récipr. des vagabonds 281
15 Nov. Patente, concern. le partage du pays de Saxe-Gotha 1080 1826

1824 31 Octr. / 12 Nov. Déclar. conc. l'abolition du dr. de détraction envèrs le Wurtemberg Pag. 615
1825 28 Févr. Convent. avec la Gr. Brétagne, conc. les limites sur la côte du nord-ouest de l'Amérique et la navigat. de l'océan pacifique 684
14 Mars. / 27 Févr. Convent. de commerce et de navigation avec la Prusse 688
20 Mai. Déclar. conc. l'abol. du dr. de détraction envèrs le gr. duché de Bâde 759
1826 14 Mai. Convention de limites avec la Norwège 1014
7 Octr. Convent. d'Ackermann avec la Porte Ottomane 1053

Sardaigne.

1823 25 Octr. Traité de paix, de commerce et de navigation avec la Porte Ottomane 365
1824 20 Mai. Convent. avec l'Autriche conc. la construction des grandes routes 446
7 Septr. Convent. avec le canton de Tessin, conc. la construction de la route de Lumino 573
1825 5 Décbr. / 17 Octr. Déclar. conc. l'abol. du droit de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs la Saxe roy. 822

Saxe (royale)

1822 3 Mars. Convent. avec la Prusse conc. la réconnoiss. récipr. des déclarations de majorité 108
11 Avril. Convent. avec la princ. de Schwarzbourg-Sondershausen concern. la récept. récipr. des vagabonds 109
20 Juill. Convent. avec le duché de Saxe-Cobourg, conc. la réception récipr. des vagabonds 110
1823 12 Mars. Convent. avec la Prusse, conc. la suppression récipr. des fraix de justice en matières criminelles 244
22 Juill. Convent. avec le duché de Saxe-Meiningen, conc. la réception récipr. des vagabonds 281
1/10 Septr. Convent. avec la Bavière, conc. les fraix de justice en matières criminelles 299
20 Septr. / 9 Octr. Convention avec la princip. d'Altenbourg, pour empêcher les délits forestiers etc. 341
1824 17 Janv. Convent. avec la ligne cadette des pr. de Reuss. pour empêcher les délits forestiers etc. 383
1 Août. Convent. avec le gr. duché de Saxe-Weimar, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 572
18 Septr. Procès verbal de la commiss. de révision. conform. à l'art. 30 de l'acte conc. la libre navigation de l'Elbe 588
1825 4 Avril. Convent. avec la Prusse conc. le partage de plusieurs fondations pieuses 714
5 Décbr. / 17 Octr. Déclar. conc. l'abolition du dr. de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs la Sardaigne 822
1826 15 Nov. Convent. avec la princ. d'Altenburg, conc. les fraix de justice en matières criminelles 1079

31 Juill. Déclarat. conc. l'abol. du droit de détraction envèrs la Prusse Pag. 1046 1826
2 Nov. Traité de comm. et de navig. avec le Danemarc 1071

Suisse.

7 Sept. Convent. entre la Sardaigne et le canton de Tessin, conc. la construction de la route de Lumino 573 1824
15 Févr. Convent. avec le Wurtemberg, conc. le rembours. des fraix de justice en matières criminelles 892 1826
25 Févr. Traité de comm. avec le Wurtemberg 898
13 Mai. Convention de XIX cantons Suisses avec le Wurtemberg conc. le traitement uniforme des sujets respectifs en matières de concours de créanciers 1021

Tunis.

24 Févr. Traité avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 978 1824

Vérone (Congrès de).

28 Nov. Résolutions relat. à l'abolition de la traite des nègres 139 1822
11 Décb. Circulaire adr. par les ministres des trois monarques réunis à Vérone à leurs missions près les cours de l'Europe (voir: Espagne) 195

Waldeck.

9 Nov. Déclar. conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers etc. 135 1822
6 Janv. Convent. avec la Hesse grand-ducale, conc. la réception récipr. des vagabonds 236 1823
7 Févr. Convent. avec la Hesse gr. ducale pour empêcher les délits forestiers etc. 394 1824

Wurtemberg.

22 Avril. Convention avec le gr. duché de Bâde conc. l'exécution du traité du 2 Octr. 1811 16 1822
10 Décb. Convent. avec le gr. duché de Bâde pour empêcher les délits forestiers etc. 380 1823
17 Févr. Convent. avec la Bavière, la Hesse gr. ducale, le duché de Nassau et les princ. de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 409 1824
20 Avril. Convent. avec la Hesse grand-ducale pour empêcher les délits forestiers etc. 437
24 Juill. Traités de commerce et de douanes avec les princip. de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen 560

Saxe - Weimar.

1822	12 Juin.	Convent. provis. avec la Prusse, conc. l'extradition récipr. des vagabonds	44
	1 Nov.	Convent. avec le duché de Saxe-Gotha, conc. la réception récipr. des vagabonds	128
1823	27 Juin.	Traité avec la Prusse conc. les droits à percevoir sur la frontière extérieure du territoire prussien du commerce des baillages enclavés d'Allstedt et d'Oldisleben	269
	2 Sept.	Convent. avec la Bavière, conc. la suppression des fraix de justice en matières criminelles	300
1824	2 Févr.	Convent. avec le duché de Saxe-Gotha conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles	393
	25/8 Juin.	Convent. avec la Prusse, conc. les rapports de jurisdiction	449
	1 Août.	Convent. avec la Saxe royale, conc. le remboursement des fraix de justice en matières criminelles	572
1826	1 Mai.	Convent. avec la Prusse etc.	921

Schwarzbourg - Rudolstadt.

1822	6 Mai.	Convent. avec le duché de Saxe-Gotha, conc. la réception récipr. des vagabonds	30
	24 Juin.	Traité avec la Prusse, conc. les droits à percevoir sur les frontières du territoire prussien du commerce de la partie enclavée des possess. du pr. de Schwarzb. Rudolstadt	53
	13 Nov.	Déclar. conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers etc.	137

Schwarzbourg - Sondershausen.

1822	11 Avril.	Convent. avec la Saxe royale conc. la réception réciproque des vagabonds	109
	16 Juill.	Déclar. conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers etc.	85
	26 Décb.	Convent. provis. avec la Prusse conc. la réception récipr. des vagabonds	143

Suède et Norwège.

1822	8 Nov.	Convent. avec le Danemarc conc. le payement de la dette de Norwège	133
1824	24 et 29 Avril.	Déclarations conc. la réciprocité dans les rapports de commerce avec l'Angleterre	439
	6 Nov.	Traité avec la Gr. Brétagne conc. l'abolition de la traite des nègres	618
1826	18 Mars.	Convent. de commerce et de navig. avec la Gr. Brétagne	912
	14 Mai.	Convention de limites entre la Norwège et la Russie	1014